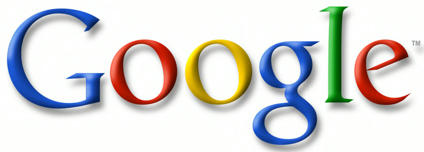
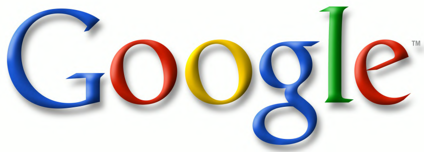
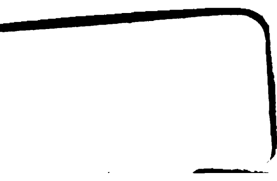






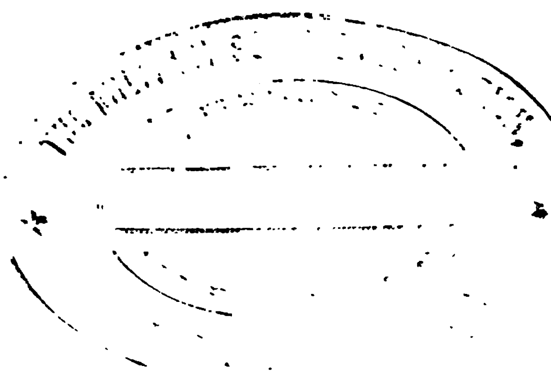


HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.



IMPRIMERIE DE J.-B. DE WALLENS ET Ce,
Quai aux Pierres-de-Tailles, N° 12.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION,

RÉDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENTS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET PLANS;

Par le lieutenant général Jomini,

AIDE DE CAMP GÉNÉRAL DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE RUSSIE, GRAND'CROIX DE PLUSIEURS ORDRES.

NOUVELLE ÉDITION,

ORNÉE DES PORTRAITS DES HOMMES REMARQUABLES DE L'ÉPOQUE.

TOME PREMIER.

CAMPAGNES DE 1788, 1789, 1790, 1791, 1792 ET 1793.

Bruxelles,

LIBRAIRIE MILITAIRE DE J.-B. PETIT,

RUE MARCQ, N° 1.

1840.

AVERTISSEMENT.

Il est beau, dit Salluste, de bien juger et de bien raconter ce que les autres ont fait, quand on n'a pas été en position d'agir par soi-même. Sans avoir la prétention de marcher sur les traces de cet illustre historien, j'avais formé le projet d'esquisser un tableau politique et militaire des guerres qui, depuis un quart de siècle, ont alternativement illustré, élevé et dévasté toutes les contrées de l'Europe : des circonstances majeures se sont opposées à son accomplissement.

Résolu néanmoins de profiter des renseignements que des recherches laborieuses ont mis en ma possession, j'ai cru devoir donner plus d'étendue à l'essai que j'avais déjà publié sur les premières guerres de la révolution (1).

On me reprochera peut-être d'avoir mêlé à cette relation essentiellement militaire, des coups d'œil politiques, étrangers au sujet, peu liés entre eux, et insuffisants lorsqu'il s'agit de donner une notion exacte des combinaisons de chaque gouvernement. Mais j'ai pensé que l'état intérieur des nations exerce une telle influence sur les résultats d'une campagne, que la relation en serait lue sans fruit, si elle ne retraçait en même temps une esquisse rapide des événements politiques contemporains. J'espère d'ailleurs que les hommes de lettres, pour qui l'uniformité de plan et de développement est une condition essentielle, me pardonneront de m'être écarté des règles ordinaires, en faveur du but que je me suis proposé; celui d'être utile aux jeunes militaires appelés à défendre leur patrie, et à cette classe d'hommes d'État qui, admise aux conseils des princes pour y discuter les affaires des armées, peut éprouver les besoins d'en bien saisir tous les mouvements.

(1) La première édition de ces Campagnes a paru en 1805, chez M. Michaud. Deux ans après, un ouvrage intitulé : *Tableau des guerres de la révolution*, a copié la plupart de mes observations critiques. — Les lecteurs n'auront qu'à se rappeler la date des deux ouvrages et à les lire, pour s'assurer de ce larcin littéraire. On peut extraire des relations de faits; mais copier les jugements d'autrui, c'est un oubli que l'auteur n'a pas rendu plus excusable en gardant l'anonyme.

L'histoire générale se composant de tableaux à grands traits, il est aisé d'y présenter les opérations de plusieurs armées dans un même cadre : là, mille combats glorieux sont omis, et une bataille qui décida du sort d'un empire y occupe à peine quelques lignes, sans aucun des détails propres à faire juger les causes de la défaite ou celles de la victoire. Une relation didactique tombe forcément dans un défaut contraire ; pour mettre le lecteur en situation de bien comprendre les chances des deux généraux, il faut retracer leurs lignes d'opérations, récapituler les obstacles qu'ils ont eu à vaincre, et les moyens dont ils pouvaient disposer à cet effet ; enfin, pour comprendre les manœuvres d'une armée, il faut la suivre pas à pas durant toute une période de la campagne, sans faire courir son imagination d'une extrémité de l'Europe à l'autre.

Le narrateur ne saurait être présent qu'à une armée et à un combat à la fois ; il lui serait impossible de quitter les colonnes dont il trace les mouvements, dans le but d'être à tout et partout. De là provient la difficulté pour un écrivain militaire de donner à ses récits, la chaleur, la rapidité et la vie, qui plaisent à juste titre à tous les lecteurs ; à moins qu'il ne veuille abandonner la marche didactique, pour tomber dans celle des brillantes fictions.

La coupe de l'ouvrage a obvié autant que possible à ces inconvénients : on a réuni toute une période dans un même livre, divisé en autant de chapitres qu'il y eut d'armées isolées. Lorsque les événement furent tellement combinés que plusieurs armées y prirent part à la fois, il a fallu alors s'écarter de la marche adoptée, pour présenter dans un seul chapitre tout ce qui concourut à une même opération.

Quant aux principes qui m'ont guidé, je me réfère à ce qu'en dit l'introduction. Né et élevé dans une république, j'ai regardé longtemps les maximes démocratiques comme les seules capables de faire le bonheur de l'espèce humaine ; et, en 1813, j'étais encore à ce sujet dans toutes les illusions du jeune âge. Une étude plus approfondie de l'histoire m'a convaincu *que les nations du premier rang ne sauraient prospérer de nos jours sans une grande fixité dans les pouvoirs ;* en modifiant ainsi mes idées, je n'ai cédé qu'à ma propre expérience ; aucune autre considération humaine n'eût été capable de me faire varier dans mes principes ; et j'ai donné trop de preuves de l'indépendance de mon caractère, pour ne pas être cru sur parole.

La tâche que je me suis imposée est difficile, presque tous les grands acteurs de ces scènes importantes sont vivants : je n'en dirai pas moins mon opinion avec la franchise d'un soldat ; écrivant pour l'art, mon intention n'est de louer ni de blâmer personne.

Je dois cependant à l'impartialité que je professe, de prévenir mes lecteurs, que plusieurs des observations critiques répandues dans cet ouvrage pour-

raient être injustement adressées : les événements militaires ne sont pas toujours le résultat de la volonté des commandants en chef, et même leurs combinaisons primitives sont souvent influencées par des considérations particulières. Dans les premières campagnes, des généraux français furent quelquefois forcés de s'étendre, pour couvrir des arrondissements dont les clubs les eussent dénoncés, s'ils n'avaient protégé leur territoire (1). Cette faute ne serait donc pas constamment un sujet légitime de blâme.

Les généraux coalisés avaient au contraire, par système, cette manie de disséminer leurs forces, ils ont presque tous encouru les reproches qu'on leur adresserait à ce sujet; néanmoins, sous d'autres rapports, ces généraux furent souvent gênés par les ordres d'un conseil de guerre, ou de leurs gouvernements, et forcés d'agir contre leurs propres principes. Dans cet état de choses, il ne serait pas étonnant que j'eusse imputé parfois aux généraux, des fautes qui leur sont entièrement étrangères; mais, comme il était impossible de pénétrer le mystère de chaque cause primitive, je n'ai pu reprocher ce qu'une armée a fait de contraire aux principes qu'à l'homme qui la commandait, et qui semblait, au moins en apparence, maître de bien combiner ses opérations. Si ces fautes lui ont été ordonnées, c'est alors sur le cabinet qui avait la direction suprême, que tout le blâme doit retomber.

On ne trouvera pas des détails également satisfaisants sur chaque campagne; mes matériaux ont été souvent insuffisants, et ce n'est qu'avec la plus grande peine, que je suis parvenu à rassembler ceux que je possède.

Jamais l'histoire militaire ne fut plus difficile à écrire que dans cette période remarquable, parce que nulle guerre ne fut aussi générale, ni aussi compliquée, et que jamais on n'exécuta des mouvements si multipliés. On donnait autrefois aisément le journal de deux armées campant à proximité et réunies. Mais dans les premières années de la révolution, nous avons vu dix ou douze armées, dont chacune se composait de quatre ou cinq grands corps, marchant presque tous les jours vers un but particulier; il en était de même dans les deux partis, et il est extrêmement difficile de retracer les mouvements coïncidents de tant de corps opposés les uns aux autres. Pour réussir dans un travail si compliqué, il eût fallu qu'on apportât plus de soins, plus d'exactitude que jamais dans la préparation des matériaux historiques; et ce travail au contraire a été plus négligé à mesure qu'il offrait plus d'obstacles.

Les passions se sont aussi trop souvent emparées du domaine de l'art et de l'histoire; et il en est résulté des relations si différentes dans les deux partis,

(1) Chaque société de jacobins se regardait comme le palladium de la république; et le général eût passé pour un traître, si, pour combiner le rassemblement de ses forces sur un point quelconque, il eût exposé une de ces sociétés à une incursion momentanée de l'ennemi : on ne déplaisait guère à un club sans porter sa tête sur l'échafaud

qu'il est presque impossible de trouver un milieu qui se rapproche de la vérité.

Je donne les fruits de mes travaux tels que j'ai réussi à les perfectionner; ils ont droit à l'indulgence des lecteurs éclairés, et je réclame surtout celle des Français, parce que le style d'un étranger écrivant dans leur langue, laisse toujours beaucoup à désirer.

Une critique franche des opérations de quelques-uns des chefs de l'armée française, loin d'obscurcir sa gloire, ne fait que la rehausser, en démontrant tout ce qu'elle aurait pu faire, si elle eût été toujours bien dirigée.

Pour atteindre mon but, j'ai souvent cité les opérations de Napoléon dans ses premières campagnes, comme des exemples à suivre, quoiqu'il eût commis dès lors de grandes fautes militaires; néanmoins sa chute ne fut que le résultat de ses erreurs comme homme d'État. La première cause de ses revers fut un souverain mépris pour les hommes, et une confiance exagérée dans la supériorité de son génie, qui lui a fait dépasser toutes les bornes du possible. Les fautes qu'il a pu commettre à Moscou, à Leipsick, ne doivent pas faire oublier les brillantes combinaisons de Lonato, de Rivoli, d'Ulm, de Jéna, et tant d'autres victoires. Mais en rendant justice au grand capitaine, je me garderai bien de faire son panégyrique comme chef de la nation française: laissons à la postérité le soin de le juger en qualité de souverain et d'homme d'État.



HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE PREMIER.

INTRODUCTION.

CHAPITRE PREMIER.

Tableau succinct des mouvements de la politique européenne, depuis Louis XIV jusqu'à la révolution.

De toutes les conditions exigées d'un historien, la justesse des points de vue est, sans contredit, la plus importante. La preuve irréfragable de la difficulté d'en adopter de bons, c'est qu'avec des pensées élevées et des vues profondes, une foule d'historiens entraînés par les lueurs trompeuses de l'esprit de parti, s'égarent dans de fausses routes; et que les écrivains les plus estimables présentent le même événement sous des jours absolument opposés.

Les uns, apôtres ardents des factions, ne respirent que le triomphe de leurs sectateurs. L'amour de la patrie, les grands intérêts des nations, les principes les plus sacrés, ne sont rien à leurs yeux: leur cruel égoïsme se repaîtrait même des malheurs publics, pourvu que la caste dont ils sont les coryphées en retirât le plus petit avantage. Ils jouent les Séïdes; ils s'offrent comme les martyrs de vertus affectées, tandis qu'ils ne sont que d'aveugles jouets de leur orgueil, de prétentions surannées et d'intérêts mal déguisés.

D'autres se bercent au contraire, de douces illusions: plaçant tout le bonheur du genre humain dans l'application de quelques maximes; voyant les hommes tels qu'ils devraient être et non tels qu'ils sont réellement, ils tombent, en rêvant la perfectibilité, dans des égarements et des excès qui, pour être séduisants, n'en sont pas moins déplorables et moins dangereux.

Enfin les derniers, étrangers à ces deux extrêmes, mais rattachant tous les intérêts européens à celui de leur pays, ne voient de bien que ce qui lui fut avantageux, et frappent de réprobation tout ce qui put lui être contraire: sentiment fort louable sans doute dans un citoyen, et toutefois incompatible avec le devoir austère de l'écrivain qui veut transmettre les événements à la postérité, sans passion et sans partialité nationale.

Lorsqu'il s'agit d'exposer les faits, l'historien peut paraître tour à tour huguenot avec Henri, et ligueur avec Mayenne; mais quand il porte des jugements, il doit avant tout être juste, et professer une noble indépendance.

Quoique la nature de mon plan me dispense, sous quelques rapports, de la gravité et de la sévérité que comporte le burin de l'histoire, j'ai fait tous mes efforts pour m'assurer de la justesse des points de vue, persuadé que c'est en cela que consistent les bases de l'édifice et que les charmes du style n'en sont que les ornements.

Pour que mes lecteurs puissent apprécier, du premier coup d'œil, mes raisonnements et les conséquences que j'en fais ressortir, je crois devoir leur soumettre les idées et les combinaisons principales qui m'ont servi de boussole.

Le but de ce chapitre est beaucoup moins de prêcher des dogmes que d'indiquer ceux qui m'ont guidé moi-même. Pour le rendre complet, il eût été peut-être convenable de placer ici le résumé des principes de l'art de la guerre rapportés au chapitre XXXV du *Traité des grandes opérations militaires* (1). Mais l'histoire critique que j'offre aujourd'hui n'en étant, à proprement parler, que la suite ou le complément, une telle répétition eût encouru le blâme universel, et il m'a paru plus convenable de renvoyer mes lecteurs au chapitre précité, en leur présentant simplement un aperçu des maximes générales adoptées pour base de ce nouveau travail.

Malgré les bornes étroites que j'ai dû assigner à cette analyse rapide des mouvements de la politique européenne pendant le siècle précédent, je n'ai pu me dissimuler, ni les difficultés d'une telle entreprise, ni le danger d'aborder franchement des questions qui touchent aux grands intérêts des nations. L'historien, résolu de s'imposer une tâche semblable et de discuter impartialement des événements qui, pour appartenir à une génération précédente, n'en soient pas moins étroitement liés avec les combinaisons actuelles des différents cabinets, est contraint de faire abnégation complète de ses sentiments particuliers ou de ses intérêts personnels. Il faut qu'il se place en quelque sorte dans un sphère étrangère aux parties du globe dont il veut tracer les froissements.

Forcé par ma position à garder plus de ménagements qu'un autre, je me hasarde toutefois dans cette vaste et périlleuse arène, plein de confiance dans l'impartialité de mes juges contemporains et dans les sentiments généreux des hommes d'État qui me trouveraient en contradiction avec leurs vues.

Pour rendre un compte exact des opérations politiques depuis Charles-Quint, c'est-à-dire, depuis la découverte de l'Amérique, il faut savoir adopter un point de vue juste, entre les principes stricts du droit public, la nécessité des temps, et les passions des hommes. Il ne faut pas croire que tout système d'agrandissement soit un attentat au droit des gens, mais il ne faut pas croire non plus que tout se justifie par le succès.

Chaque nation a été signalée à son tour par une politique ambitieuse; il n'est pas besoin pour cela de remonter à Charlemagne ou aux Romains.

Sous le règne de Philippe II, la monarchie espagnole déploya un esprit de domination menaçant; on n'a pas oublié que les fameuses bandes venaient jusqu'aux portes de Paris, et régnaient en Hollande.

Depuis Charles-Quint et Ferdinand son successeur, la maison d'Autriche n'a fait qu'une guerre défensive, celle de Charles VI; toutes les autres ont été des guerres provoquées pour son agrandissement et par le désir constant d'acquérir une prépondérance décidée sur le continent.

Louis XIV ne s'est pas distingué par sa modération, et Napoléon a fait une triste expérience de ce que peut produire une ambition démesurée.

Depuis l'établissement de la monarchie prussienne, la maison de Brandebourg n'a pas manqué une occasion de s'agrandir; elle n'a pas été constamment scrupuleuse sur les moyens.

Nous nous dispenserons de rappeler ici tout ce que l'Angleterre a excité de haines et de guerres pour étendre et affermir son empire absolu sur les mers et son influence sur le continent. Les discours de Chatam, comme les vastes plans de son fils, sont encore présents à la mémoire de tout le monde; et les résultats de la politique nationale sont trop évidents pour exiger des commentaires.

(1) Voyez la 3e édition du *Traité des grandes opé- militaires*, ou Histoire critique des guerres de Frédéric II, comparées au système moderne, 3 vol. in-8°.

La Russie a fait comme les autres pour étendre sa puissance; mais elle n'a rien fait de plus, au moins depuis qu'elle a pris rang parmi les grandes nations civilisées. On a sonné l'alarme contre sa politique, parce qu'il fallait détourner sur elle les passions que l'on craignait d'attirer sur soi-même, et, loin de blâmer cette prévoyance, on la trouvera tout aussi naturelle que le soin avec lequel l'Angleterre a semé la discorde sur le continent, en dirigeant les esprits sur les dangers que courait l'équilibre politique.

Le désir de se fortifier, et même de s'agrandir, est dans l'esprit de tous les temps, de tous les peuples, et dans la politique de tous les gouvernements. Pour rendre ces projets légitimes, il suffit de leur donner une bonne direction, de leur imposer de justes bornes, et de les mettre en harmonie avec les vrais intérêts de leurs administrés, avec leurs moyens d'exécution, c'est-à-dire, avec l'état intérieur et extérieur de la nation.

Un prince qui cherchera à étendre successivement son influence, sa prépondérance, son commerce, sa marine et la prospérité de ses peuples, pourra le faire sans être comparé à un Gengiskan, à un Tamerlan. Il y aura une grande différence entre un tel prince et un conquérant qui attaque tout, qui veut tout renverser, tout soumettre, sans s'arrêter ni aux moyens qu'il emploie, ni aux malheurs qui en peuvent résulter pour la nation que la Providence l'a appelé à gouverner.

Si la base des opérations de tous les cabinets consiste donc à étendre le rayon de leur puissance effective et relative, sans causer à l'humanité des commotions trop violentes, la science du gouvernement en politique, se bornera à trois points essentiels. 1° Éviter d'armer contre soi les passions de tous les peuples. 2° Profiter au contraire de toutes les circonstances favorables pour faire des acquisitions avantageuses, et pour intervenir dans les querelles de ses voisins. 3° Maintenir chez ses voisins l'état relatif dans lequel on se trouve avec eux, en ayant soin d'empêcher l'élévation qui pourrait être nuisible, et l'abaissement qui pourrait le devenir aussi. Une telle politique, lorsqu'elle ne sera pas accompagné de moyens odieux, pourra toujours être considérée comme honorable et utile; elle se trouvera légitime, quelle que soit l'importance des conquêtes qui pourraient en être le résultat.

En retraçant les événements des derniers siècles, il est impossible de ne pas parler de l'agression de Louis XIV contre la Hollande, de la conquête de la Silésie par Frédéric II, du partage de la Pologne, enfin de l'invasion de l'Espagne par Napoléon. Et, sans vouloir s'arrêter aux diverses nuances de légitimité ou de véritable intérêt que chacune de ces entreprises pourrait offrir, on doit avouer que le partage de la Pologne est encore une de celles dont le but serait le plus facile à justifier, au moins pour ce qui concerne la Russie. Une grande nation méditerranée qui, se trouvant séparée de toute l'Europe par une réplique turbulente, cherche à s'ouvrir des relations directes avec les grands États européens aux dépens de cette république, suit l'impulsion naturelle qui lui a été tracée par ses intérêts. En échange, il paraîtra tout aussi simple que cette république s'oppose à ses agresseurs, et que ses alliés viennent à son secours (1). L'historien, en parlant de la lutte qui résultera de cet état de choses, ne pourra se dispenser de se placer dans la situation de la puissance dont il analysera les alliances, dont il tracera les négociations et les entreprises; il ne serait, sans cette noble indépendance, qu'un écrivain à gages, un mercenaire indigne de traiter un sujet aussi important. Quel homme, en effet, pourrait blâmer le zèle et l'éloquence patriotique du célèbre Chatam ou d'un Mokronousky, et louer au contraire l'administration d'un cardinal Dubois ou d'un duc d'Aiguillon.

Je terminerai donc ces réflexions en rappelant à mes lecteurs que, pour apprécier mes observations, il est indispensable qu'ils se dépouillent, comme moi, de toute prévention nationale, et qu'ils se rapportent en outre au temps où les faits se sont passés.

(1) L'agrandissement de la Russie aux dépens de la Pologne est trop naturel pour qu'il ne soit pas excusé, en quelque sorte, par la grandeur de l'intérêt qui y était attaché; mais il n'est pas aussi facile de démontrer que, dans cette occasion décisive, chacun ait agi aussi habilement que Catherine.

S'il faut juger les opérations auxquelles toutes les nations ont pris part, d'après les avantages réels et légitimes qu'elles pouvaient se promettre d'en tirer; si cet intérêt particulier de chacune d'elles doit être le type sur lequel on doit apprécier les entreprises de ses chefs, de ses ministres et de ses négociateurs, il existe néanmoins un petit nombre de problèmes généraux dont la solution appartient à toute l'Europe, qui sont rattachés aux intérêts de tous les gouvernements, et qu'on ne peut envisager que sous un seul point de vue juste. Tels sont, par exemple, les principes sur les droits des neutres, sur un équilibre maritime et sur la balance politique du continent. Chaque homme raisonnable dira volontiers avec les Anglais: *Point de monarchie universelle;* mais il faut s'écrier aussi avec tous les Européens : *Point d'empire absolu sur les mers, point de blocus continental!* Si ce vœu des peuples ne pouvait pas être réalisé; si, pour mettre des bornes à l'abus du pouvoir maritime, il faut des flottes, des amiraux, des matelots, ce cri, impuissant dans les circonstances actuelles, n'en doit pas moins être le cri de ralliement de la politique européenne. Il a été une époque aussi où la balance du continent semblait un songe, où ce système était traité de chimère, et où les éloquentes dissertations d'Ancillon étaient mises à côté des rêves de l'abbé de Saint-Pierre sur la paix perpétuelle. Si les éléments de la souveraineté des mers sont différents des éléments de la puissance de Napoléon sur terre, ils ne sont pas plus que celle-ci à l'abri de l'influence du temps : les peuples mêmes, qui semblent aujourd'hui former la pierre fondamentale de cette souveraineté, lui porteront peut-être les premiers coups. En attendant, tout système, toute mesure, toute alliance, qui pourrait accélérer cette révolution, doit être le but constant des cabinets, comme la base des jugements de l'histoire.

Il est temps de passer au tableau que nous avons annoncé, et que nous diviserons en deux sections pour le rendre moins confus.

1° *Des puissances méridionales et maritimes.*

Depuis la fin du dix-septième siècle la politique des nations devait reposer sur deux bases, ou, pour mieux m'exprimer, elle n'offrait que deux alternatives au choix des cabinets.

La première, était de diriger toutes les vues des puissances du continent vers le maintien d'un équilibre politique; je ne crois pas devoir développer ici ce système, qui est assez connu, et dont Ancillon nous a tracé les combinaisons avec un talent si supérieur, qu'il serait téméraire de vouloir traiter cette question après lui.

La seconde alternative, était de considérer l'influence d'une puissance sur le continent, comme utile, aussi longtemps qu'elle se renfermerait dans de justes bornes, et qu'elle aurait pour but de rallier tous les intérêts européens pour l'établissement d'un équilibre maritime, colonial et commercial; afin que les sources de richesse, de prospérité, d'industrie, fussent également partagées entre les nations, et ne pussent jamais devenir le patrimoine exclusif d'un seul peuple.

Cette vérité, qui n'a été que trop méconnue par tous les cabinets, ou dont ils ont du moins négligé l'application, démontre, suivant moi, un axiome politique non moins important : *C'est que, pour l'intérêt et l'honneur du monde, pour la répartition égale des avantages commerciaux et le libre parcours des mers, il faudrait que la plus grande force maritime appartînt à une puissance située sur le continent, afin que, si elle voulait en abuser, on pût la forcer, par une ligue générale sur terre, à revenir à un système de modération, de justice et de véritable équilibre. Aussi longtemps que la suprématie maritime appartiendra à une puissance insulaire, on ne pourra en attendre qu'un monopole et un despotisme outrageants.* Cette idée ne sera pas neuve pour bien des hommes d'État, mais je ne crois pas néanmoins qu'elle ait été consignée dans aucun ouvrage publié jusqu'à ce jour; elle a bien moins encore servi de point de vue directeur à la politique des cabinets, qui, à l'exception de celui de Londres, eussent été cependant tous intéressés plus ou moins à la faire prévaloir.

Le célèbre Guillaume d'Orange paraît être le seul qui ait saisi cette double combinaison politique, car il attacha tous ses soins à diriger l'attention des puissances européennes sur l'équilibre continental, qui n'était qu'en seconde ligne dans

les grands intérêts du monde, et qui eût été toujours plus facile à établir qu'un équilibre maritime, si l'un ou l'autre venait à être rompu. Ce prince habile arma toutes les passions contre la France, et s'il faut convenir que Louis XIV lui en fournit plus d'une fois les occasions et les moyens, il faut avouer aussi que les vues étroites de plusieurs gouvernements le secondèrent bien mieux qu'il n'aurait pu l'espérer.

Depuis le célèbre acte de navigation rendu par Cromwell, en 1651, la marine anglaise avait commencé à prendre une supériorité qui ne tarda pas à devenir effrayante. Une nation de douze millions d'habitants, insulaire, et dont tout individu était par conséquent marin né; que son isolement du reste de l'Europe mettait à l'abri de toute querelle de la part de ses voisins; qui pouvait, par là, diriger toutes ses vues vers l'accroissement de ses forces maritimes; à qui cet accroissement permettait à son tour d'entreprendre les expéditions lointaines les plus difficiles, ne devait pas manquer, par une telle accumulation de moyens, d'obtenir tôt ou tard, une suprématie décidée, si on ne l'arrêtait pas à temps.

Cette nation était donc menaçante pour le commerce et la prospérité de toutes les puissances européennes, car elle offrait une masse de moyens maritimes, supérieure à tous ceux des autres prises isolément.

Les suites infaillibles que devaient entraîner les fatales journées de la Hogue et de Vigo, auraient dû éveiller l'attention de tous les gouvernements que leurs passions avaient engagés dans une ligue, dont l'ambition de Louis XIV ne fut que le prétexte, et qui devint le premier degré du trône maritime de l'Angleterre (1).

L'Autriche était à cette époque la puissance méditerranée qui marquait le plus dans les affaires de l'Europe; on peut encore concevoir qu'elle alliât ses intérêts à ceux de l'Angleterre pour abaisser la France et pour augmenter l'influence de la maison impériale en Italie et en Allemagne. Cependant il serait possible de démontrer qu'une politique différente n'aurait pas été si éloignée qu'on le croit des vrais intérêts de l'Autriche. Si le cabinet de Vienne avait protégé les efforts de la France, et aidé l'établissement de sa prépondérance maritime sur les Anglais, il aurait ainsi acquis sa part à la liberté du commerce, à l'augmentation des richesses et de la prospérité des peuples du continent; mais, ce qui était bien plus important encore, il aurait dirigé la moitié de la population de la France, dans les colonies lointaines, ce qui eût diminué son activité dans les guerres continentales (2). Enfin, si le ministère autrichien avait songé que ses bataillons fussent intervenus dans toutes les affaires coloniales des trois parties du monde, dès l'instant où la prépondérance maritime eût été assurée à une puissance continentale, il est probable qu'on aurait pu le décider à vivre en bonne intelligence avec la France, aussi longtemps que celle-ci se fût bornée à diriger ses effort vers la supériorité maritime, sans vouloir asservir le continent.

Mais en admettant même, comme on l'a déjà fait observer, que l'Autriche pût avoir un intérêt plus direct à seconder la cause des Anglais, jamais la Prusse, la Hollande, l'Espagne, l'Italie, le Danemark et la Suède, n'auraient dû se départir du système d'alliance avec la France; et la Russie même, depuis qu'elle a pris une part si active dans les affaires de l'Europe, en donnant des rois et des lois à la Pologne, devait se convaincre de cette vérité : ***Qu'il fallait aider la France à réduire l'Angleterre à un rôle secondaire***; ***qu'alors seulement l'équilibre maritime, la répartition égale du commerce et des colonies existerait*** (3), ***parce que la***

(1) On trouvera dans le cours de ce chapitre une opposition souvent réitérée à la domination des Anglais. Je ne suis guidé dans ces réflexions par aucun sentiment national ou personnel; un Suisse doit estimer la nation anglaise et peut trouver tout simple qu'elle ait cherché à dominer, sur les mers; mais un Européen doit trouver aussi qu'il y aurait plus de bien-être et d'indépendance réelle sur le continent, si l'équilibre maritime existait.

(2) On objectera peut-être que la France, réunissant une grande force maritime à sa puissance continentale, aurait été dangereuse pour l'Europe. Je crois que l'exemple de l'Espagne suffira pour prouver que de vastes possessions lointaines et une grande marine énervent les forces sur le continent. La France n'a jamais été plus redoutable pour ses voisins que quand elle a cessé de l'être sur mer et dans l'Inde.

(3) Il paraît que Catherine et son ministre Panin furent guidés par des vues semblables, lorsqu'ils firent l'acte de neutralité armée de 1780, et le traité de commerce de 1787. Les fureurs révolutionnaires vinrent détruire tous les ré-

France pourrait être obligée, par une ligue générale sur terre, à respecter les droits des nations; que par ce moyen seul les colonies appartenant à chaque peuple pouvaient lui être garanties par toutes les puissances, aussi bien que les principes sacrés du respect des neutres et la liberté du commerce dans tous les comptoirs de l'Inde et de l'Amérique.

En admettant donc ces deux vérités politiques comme les bases autour desquelles viennent se rallier tous les intérêts des nations pendant le 18e siècle, il sera facile de s'assurer que, depuis Guillaume III, l'Angleterre seule a marché constamment et par tous les moyens possibles à son but, et qu'elle s'est servie du système de la balance continentale comme d'une pomme de discorde qui devait déchirer l'Europe et lui faire oublier l'intérêt bien plus grand d'une balance maritime. Tous les autres cabinets au contraire ont varié dans leur marche et dans leurs systèmes, tous ont commis plus ou moins de fautes à des époques différentes. La France elle-même a été loin d'en être exempte; Louis XIV le premier, fournit des armes à la haine de Guillaume, par son invasion de la Hollande, par ses agressions multipliées envers ses voisins; et la France dut paraître d'autant plus redoutable qu'alors l'Angleterre l'était moins. Si Louis et la Hollande s'étaient entendus à cette époque, on aurait pu poser les bases de liens indissolubles entre les deux nations, et la suprématie insulaire n'eût jamais existé; c'était par une ligue franche et sincère de tous les peuples intéressés, et non par un despotisme continental, qu'il fallait éviter le despotisme maritime.

La Hollande commença, par la triple alliance en 1668, ce funeste système de rivalité qui a fondé le pouvoir insulaire, et qui a été la cause première de tous les démêlés impolitiques que la France eut à soutenir ensuite contre les Provinces-Unies. A cette époque, il est vrai que la triple alliance pouvait paraître excusable, par la situation dans laquelle l'Espagne et la France se trouvaient alors relativement à l'Angleterre; celle-ci ne songeait pas même au rôle qu'elle devait jouer de nos jours, elle ne cherchait qu'à se maintenir et s'estimait heureuse d'atteindre au même rang que ses deux rivales.

Cependant si cette considération peut pallier la faute des Hollandais, elle n'est pas sans réplique. Il me semble au moins qu'une alliance avec la France aurait pu remplir beaucoup mieux le but que cette république de marchands devait se proposer; car elle lui aurait assuré ses colonies, son commerce lointain, et son immense commerce d'entrepôt entre le nord et le midi de l'Europe : l'Angleterre par sa position géographique pouvait seule lui enlever ces avantages, et particulièrement le dernier. L'acquisition de quelques morceaux du Brabant, que l'on contestait à Louis XIV, et la cession de la Franche-Comté, que l'on exigeait de lui, ne devaient pas faire préférer la haine éternelle de ce prince, à des relations d'amitié auxquelles les deux nations ne pouvaient que gagner.

Cette triple union fut le prétexte ou plutôt la cause de l'agression, non moins impolitique, de Louis XIV, qui ne pardonnait pas à la république d'avoir voulu lui imposer des bornes. Les drapeaux français furent arborés jusque sur les digues en vue d'Amsterdam; et si, M. de Pompone était parvenu à rendre Louis raisonnable, et à lui faire accepter la paix que le grand pensionnaire de Witt lui offrait, peut-être que le règne de ce monarque aurait fini par un équilibre maritime, et que jamais armée française n'aurait été appelée à envahir de nouveau une république dont l'existence et la prospérité lui étaient avantageuses.

Cette invasion de 1672 valut à Louis les deux guerres acharnées que Guillaume lui fit jusqu'en 1713, et la part active que la Hollande y prit. La dernière de ces guerres surtout ne peut être expliquée que par l'examen des passions qui la provoquèrent et l'entretinrent. L'Angleterre seule devait y trouver son intérêt. La paix d'Utrecht vint mettre un terme au bouleversement général de l'Europe; la Hollande n'en retira point un avantage proportionné à ses sacrifices et à l'importance qu'elle avait espéré d'acquérir. Le traité des barrières ne lui en donna pas d'aussi sûres que celles

sultats de cet ouvrage. Au reste, je crois devoir rappeler ·· lecteurs qu'il est question ici de la France modé- tendant ses vrais intérêts, et non de la France conquérante, ou voulant tout asservir. Elle a eu quelquefois cette fureur, mais ses ennemis la lui ont supposée trop souvent.

qu'elle aurait obtenues en réunissant ses intérêts à ceux du cabinet de Versailles. Mais si la politique hollandaise, à cette époque trop célèbre, était susceptible de justification par le caractère de Louis et de son ministre Louvois, par l'état encore modeste des îles Britanniques, aucun raisonnement humain ne peut faire comprendre pourquoi la république ne changea pas de système, quand les circonstances, changeant elles-mêmes, lui en firent une loi impérieuse.

Lorsque Louis eut emporté au tombeau les projets ambitieux qu'on lui attribuait; lorsque la marine espagnole eut essuyé, au cap Passaro, un désastre équivalent à celui de la Hogue; enfin, quand le règne dégoûtant du régent eut fait place à l'administration trop faible sans doute, mais modérée et juste du cardinal Fleury, comment les Hollandais purent-ils continuer à être les agents directs de l'accroissement de la puissance anglaise; comment un peuple calculateur put-il prodiguer son or, grossir sa dette, verser son sang pour des intérêts diamétralement opposés aux siens? En vain chercherait-on, dans toutes les combinaisons commerciales et politiques, rien qui puisse expliquer le système adopté par le cabinet de la Haye. Si les passions l'avaient jeté dans une fausse route, elles n'auraient pas dû survivre au prince qui les excita.

La marche politique de l'Espagne pendant cette même période, ne dut pas paraître moins surprenante. Le cabinet de Madrid, après la sanglante guerre de la succession, n'avait pas d'abord répondu aux espérances que la France pouvait avoir fondées sur l'alliance de famille. L'étrange conduite du régent, celle non moins extraordinaire de Philippe V et du ministre Alberoni, causèrent une rivalité funeste aux deux nations, dont l'alliance éternelle semblait devoir être cimentée par les grands sacrifices qu'elles venaient de faire l'une et l'autre pour la même cause.

Je ne sais trop à qui la faute de cette rivalité doit être attribuée, mais il est certain qu'elle fut d'autant plus funeste que, dans le moment où il fallait recréer les marines des deux empires, elle leur porta un coup mortel. Il paraît que les projets du cardinal Alberoni, et ses intrigues pour exciter Philippe contre le régent, furent connues de ce prince, et le portèrent à faire des démarches pour renverser le ministre. Ces petits moyens, indignes de la politique de deux grandes nations, furent déjoués; mais ils suscitèrent entre les deux gouvernements une haine implacable. Cette animosité eut des suites incalculables, car elle détruisit non-seulement les espérances qu'on avait conçues, avec quelque raison, d'une alliance naturelle, fortifiée encore de tous les prestiges des liens de famille; mais elle fit encore de ces liens mêmes, la cause d'actes hostiles, aussi révoltants en eux-mêmes que les résultats en étaient déplorables pour les nations qui en devinrent les victimes.

Le régent, redoutant les prétentions que Philippe pourrait former au trône de France, se jeta dans les bras de l'Angleterre : peut-être s'en serait-il tenu à cette faute, si Alberoni n'avait pas voulu se venger des démarches faites pour le chasser du ministère, et s'il n'avait pas cherché à attenter à l'autorité et même aux jours du duc d'Orléans. Mais la conspiration de Cellamare renversa toutes les combinaisons; dès lors le régent ne garda plus de mesures, toutes les convenances furent foulées aux pieds; la France ne laissa pas seulement l'Espagne aux prises avec l'Angleterre, et ne se borna pas à rester spectatrice impassible du désastre de la marine espagnole au cap Passaro : le régent fit plus; entraîné par ses passions et par Dubois qui s'était vendu à l'Angleterre (1), il ne rougit pas de faire la guerre à Philippe V. Des troupes françaises pénétrant même en Biscaye, détruisirent les chantiers espagnols, brûlèrent des vaisseaux, de concert avec les Anglais. Quels résultats de la sanglante guerre de la succession! Quelle leçon pour les peuples et pour ceux qui sont appelés à les régir!

Le renvoi d'Alberoni put seul éteindre cette guerre, allumée par l'imprudence et par des sen-

(1) L'opinion générale accusa le cardinal d'avoir été vendu aux Anglais; on a cru le justifier en disant qu'un premier ministre disposant des trésors de la France, n'avait pas besoin de pensions étrangères, et ce raisonnement semble plausible. Sa liaison étroite avec les Anglais était toutefois assez extraordinaire pour l'imputer aux guinées, car dans le mauvais état où se trouvaient les finances de France, il eût été peut-être difficile de cacher de grosses dilapidations.

timents de haines personnelles, indignes de grands princes.

La mort du régent et l'avénement de Louis XV au trône, qui auraient dû sceller la réconciliation des deux cours, ne furent cependant qu'une occasion de plus de renverser tous les beaux calculs que Louis XIV avait faits en mettant un prince de son sang sur le trône d'Espagne. Le duc de Bourbon, avec le titre de premier ministre, venait d'hériter de toute la puissance du régent, et la marquise de Prie la partagea bientôt avec lui. Un des premiers actes de ce prince fut le renvoi de l'infante à sa famille. Le roi, agé de quinze ans, était fiancé à cette princesse, qui n'en avait que six. Le désir d'assurer de bonne heure un héritier au trône fit naître l'idée de donner à Louis XV une épouse plus avancée en âge, et le renvoi de l'infante fut en effet suivi du mariage du jeune roi avec la fille de Stanislas Leczinsky, roi de Pologne, détrôné par Pierre le Grand. Cette malheureuse démarche, faite sans ménagement, était offensante pour l'orgueil castillan et celui de Philippe; elle causa dans la cour de Madrid une indignation générale : on se borna cette fois à un sourd ressentiment; mais c'était déjà beaucoup que de détruire tout espoir d'une alliance intime réclamée par les intérêts nationaux.

L'Angleterre, dirigée par Walpole, soudoyait les ministres en France, et, en feignant un système de modération, elle associait la politique du cabinet de Versailles à la sienne. L'Espagne se rattacha à l'Autriche, et conclut avec elle le traité de Vienne (1725), par lequel la maison impériale reconnaissait les droits de la maison d'Espagne sur la Toscane, Parme et Plaisance. L'Espagne reconnut la pragmatique (1), et protégea la compagnie d'Ostende, établie par l'empereur Charles VI, pour faire de l'Autriche une puissance commerçante et coloniale. L'Angleterre sonna l'alarme en France, et les guinées distribuées à la marquise de Prie, parvinrent à prouver au ministère français qu'il était de son intérêt de ne souffrir ni l'agrandissement des Bourbons en Italie, ni l'établissement commercial de l'Autriche !

Le cardinal Fleury prit les rênes du gouvernement en 1726 : il fit d'abord des fautes de finances qu'il répara ensuite, il en fit une plus grave et plus irréparable en négligeant la marine. D'ailleurs l'administration de ce premier ministre est assez connue : elle fut sage, modérée, mais l'âge avancé du cardinal lui imprima une pusillanimité constante (il avait alors 73 ans). Sa politique porta l'empreinte de sa faiblesse, il sacrifiait tout au désir de ne pas faire la guerre. Le traité de Vienne amena des hostilités entre l'Angleterre et l'Espagne, alliée de l'Autriche : le premier soin du cardinal fut de réconcilier la France avec Philippe V, et d'intervenir comme médiateur; il fit signer un arrangement à Paris, et la compagnie d'Ostende fut suspendue pour sept ans, à la sollicitation de la France. L'habile Walpole obtint ainsi, de la faiblesse et de la vanité du cardinal, ce qu'il avait obtenu, par ses guinées, du Dubois et de la marquise de Prie.

La paix dura jusqu'en 1733, année où la mort du roi de Pologne, Auguste III, alluma une guerre aussi singulière que tout ce qui se passait dans cette période remarquable.

Le ministère de Versailles soutint faiblement Stanislas Leczinsky, beau-père du roi, appelé au trône de Pologne par ses droits, et, ce qui vaut mieux encore, par les vœux de toute la nation. L'Autriche soutint un roi donné par la Russie, et contribua ainsi à consolider l'empire de cette puissance en Pologne : elle paya cette faute par la perte de l'Italie et par des revers sur le Rhin. La France, qui n'envoya que quinze cents hommes avec Stanislas, fit entrer ses armées en Lombardie pour soutenir ces mêmes droits de la maison de Bourbon, que l'Autriche avait reconnus huit ans auparavant, et, ce qu'il y eut d'extraordinaire, c'est que les Espagnols furent débarqués en Toscane par une flotte anglaise.

Les puissances maritimes s'acharnaient à des guerres continentales, et les Anglais étaient trop sages pour ne pas les y encourager; ils eurent même le talent de se faire payer, par des concessions coloniales, un service apparent qui devait détourner

(1) La *pragmatique sanction* était un acte de la maison impériale, qui réglait l'ordre de succession de l'empereur Charles VI, pour assurer, à sa mort, la couronne à ses filles, à leurs descendants, et non à celles de l'empereur Joseph Ier, son frère aîné (1713).

sur l'Autriche les moyens et les efforts de la puissance espagnole : ils obtinrent le droit de trafiquer à Porto-Bello, pour avoir mis Philippe V aux prises avec les Autrichiens.

L'infant don Carlos descendit dans le royaume de Naples, dont il fit la conquête; le duc de Mortemar la consolida par la victoire de Bitonto; Parme et la Lombardie furent envahies, les armes de France et d'Espagne victorieuses à Parme, à Guastalla, auraient eu le plus grand succès, si la politique du roi de Sardaigne, leur allié, ne les eût arrêtées.

Stanislas, chassé par les armées russes, s'était sauvé en Prusse; les troupes françaises compromises à Dantzig venaient de capituler; le but apparent de la guerre était manqué, mais le but réel se trouvait atteint. L'Angleterre qui, jusqu'alors, était restée neutre, allait peut-être profiter des embarras de la France et de l'Espagne, pour leur faire une guerre maritime. Le cardinal Fleury se hâta de faire la paix.

La couronne de Pologne fut assurée à Auguste III de Saxe; Stanislas eut la Lorraine en dédommagement de son royaume : cette province, démembrée de la France depuis dix siècles, revint, à la mort de ce roi, à son gendre Louis XV. Le duc de Lorraine, en échange, eut la succession du dernier Médicis, duc de Toscane. Naples et la Sicile furent assurés à don Carlos; Parme et Plaisance furent donnés à l'Empereur, qui céda Novarre et le Tortonais au Piémont. La France avait fait ainsi une guerre heureuse et une assez bonne paix pour la maison de Bourbon; car elle ne songeait pas à donner un roi à la Pologne, en opposition à l'Autriche et à la Russie réunies.

Cette seconde paix de Vienne (1735), procura à l'Europe un repos de cinq ans, que la mort de l'empereur Charles VI vint troubler. Frédéric le Grand était monté sur le trône de Prusse, et cet événement seul était en lui-même une révolution dans la situation relative des puissances.

La guerre de la pragmatique, aussi singulière dans son origine que dans sa conduite et dans son issue, ne fut pas beaucoup plus dans les intérêts des nations française et batave, que ne l'avaient été les querelles de Guillaume et de Louis. On sait comment le pusillanime Fleury, âgé alors de 88 ans, fut entraîné à cette guerre, en 1741, par le maréchal de Belle-Isle, auquel on eut trop de confiance, ou auquel on n'en accorda pas assez (1). Les opérations furent mal dirigées dans le principe, parce qu'on se borna à des demi-mesures, c'est-à-dire, au rôle d'auxiliaire de la Prusse et de la Bavière. Frédéric le Grand débuta dans sa brillante carrière par des victoires et par un abandon perfide de ses alliés. Les revers de Ségur et de Belle-Isle furent une punition cruelle d'une entreprise lointaine exécutée avec des moyens insuffisants, et calculée sur des secours étrangers. Le cardinal mourut au milieu de ces désastres, expiant ainsi l'imprudence d'avoir conservé un rôle pénible et dangereux au delà des bornes imposées par la nature; il avait gardé toute sa présence d'esprit jusqu'au dernier moment, mais il est douteux qu'il en ait conservé toute la force.

La Hollande n'avait pris part aux premières années de cette guerre, que par les subsides qu'elle payait aux ennemis de la France, par des contingents qu'elle donnait comme auxiliaire, affectant d'ailleurs de garder une neutralité illusoire et ridicule. Elle fut bientôt enveloppé dans le tourbillon des événements.

Après la mort de son premier ministre, Louis XV annonça le projet de régner par lui même. Madame de Chateauroux et le marquis d'Argenson ne tardèrent pas à partager ce fardeau avec lui. Les finances furent mises dans un état prospère par les soins du contrôleur Orry. L'armée fut portée sur un pied respectable par d'Argenson. La marine et les relations extérieures restèrent en souffrance; mais une impulsion vigoureuse fut donnée, avec assez de promptitude, à une monarchie qui semblait décrépite comme le ministre qu'elle venait de perdre.

(1) On a beaucoup loué et beaucoup blâmé les Belle-Isle et leurs projets. Dans ce dernier cas, on a été souvent injuste à leur égard, car on ne peut leur refuser du mérite : il ne faut jamais juger des projets d'un homme lorsqu'on ne lui laisse pas toute latitude pour les exécuter lui-même. Donner un beau plan à des ministres faibles, ou à des généraux médiocres, c'est s'exposer à des revers inévitables.

L'invasion de la Belgique fut résolue; on sait avec quel succès le maréchal de Saxe l'exécuta. La Hollande soumise à l'influence anglaise figurait toujours parmi les ennemis de la France: elle commença cette guerre avec son or, et la finit avec le sang précieux de ses peuples; celui des Hollandais, qui coula à grands flots à Fontenoi, à Raucour, à Laufeld, fut versé pour expier de longues erreurs; il scella, pour ainsi dire, la charte oppressive de Cromwell, prépara les trophées maritimes de l'Angleterre, et lui assura les avantages incalculables qu'elle recueillit dans la guerre suivante.

Les revers essuyés par les armes hollandaises et les succès menaçants du maréchal de Saxe, furent mis à profit par le ministère anglais, habile à tirer parti de toutes les circonstances. Le cabinet de Londres crut s'attacher irrévocablement la politique des Provinces-Unies en protégeant l'autorité de la maison d'Orange. Le danger de la république rappelait les services rendus par Guillaume dans des circonstances à peu près semblables. Les États-Généraux crurent trouver le remède à tous les maux en rétablissant la dignité stadhoudérienne avec toutes ses prérogatives, et en la rendant héréditaire dans la famille d'Orange; mais une nouvelle défaite à Laufeld prouva que les hommes et les siècles ne se ressemblent pas.

La paix d'Aix-la-Chapelle mit fort heureusement fin à cette guerre, dans laquelle les États-Généraux humiliés perdirent la considération passagère et l'éclat trompeur auxquels ils avaient sacrifié le bien public et celui de leur pays en particulier. La Hollande fut redevable à la modération excessive et peut-être à la faiblesse du ministère de Louis XV, de se tirer à si bon marché d'une querelle où une fausse politique l'avait engagée. Cette leçon aurait dû déterminer les États-Généraux à un changement absolu de système, mais ils ne firent que le modifier, en lui substituant celui de neutralité qui n'était guère plus convenable, parce que les demi-mesures sont rarement bonnes en politique. La suprématie anglaise, décidée dans la guerre suivante, rejeta la république à un rang au-dessous de celui qu'elle craignait tant d'occuper sous Louis XIV.

L'Espagne, plus sage, était revenue à ses relations naturelles avec la France, aussitôt que les griefs de Philippe V eurent cessé d'exister, par l'avénement de Louis XV au trône et de Fleury au ministère. Cette puissance était en guerre depuis 1739 avec les Anglais, qui portèrent la terreur dans l'Amérique espagnole, prirent et saccagèrent Porto-Bello, mais échouèrent devant Carthagène. La marine des alliés parut dans la Méditerranée en forces inférieures; cependant elle lutta avec assez d'honneur à Toulon contre l'amiral Mathews (1744).

Les Français s'emparèrent aux Indes orientales de l'importante place de Madras : l'habile Dupleix porta pendant longtemps les armes victorieuses de la compagnie sur tous les rivages de l'Inde : mais il ne fut pas soutenu, et ses efforts glorieux finirent par une catastrophe.

En Europe, les armées espagnoles eurent d'abord de brillants succès; toute l'Italie méridionale subit leur loi. La scène changea de face quand Frédéric eut fait sa paix séparée avec Marie-Thérèse, et que l'impératrice, débarrassée du gros de ses ennemis en Allemagne, fit porter un renfort de trente mille hommes en Lombardie, qui lui assura la supériorité. Les Espagnols furent repoussés sur Naples : la France se hâta alors d'envoyer une petite armée aux ordres de Maillebois pour les soutenir, mais des moyens insuffisants et des fautes firent perdre aux alliés la bataille de Plaisance; les Impériaux portèrent après cette bataille leur armée jusqu'en Provence et en Dauphiné, d'où le maréchal de Belle-Isle ne tarda pas à les chasser.

La paix d'Aix-la-Chapelle, dont nous avons parlé plus haut, vint arrêter une nouvelle invasion de l'Italie; l'infant don Philippe garda Parme et Plaisance, bien malheureuse indemnité des efforts que l'Espagne avait faits contre tous ses intérêts, au lieu de les porter vers sa marine et ses colonies. Cette paix fut sans exemple dans les annales de la diplomatie : la France victorieuse fut presque humiliée; après beaucoup de débats il fut permis à Louis XV de rendre ses conquêtes en Flandre et aux Indes; à peine put-il s'affranchir de l'humiliante obligation stipulée dans le traité d'Utrecht, relativement aux fortifications de Dunkerque.

Ce traité extraordinaire, dû à la précipitation de son négociateur (M. de Séverin) autant qu'à l'esprit du ministère, alors influencé par madame de Pompadour, fut le signal de tous les malheurs qui acca-

blèrent la France sous le règne de cette favorite. La guerre de sept ans vint bientôt y mettre le comble.

Les fautes du cabinet de Versailles, à cette époque, lui furent plus funestes que les sanglantes défaites de Louis XIV ne l'avaient été à la fin de son règne : les traités d'Utrecht et d'Aix-la-Chapelle en sont une preuve suffisante; ils démontrent qu'une nation peut éprouver des revers, mais qu'une mauvaise administration intérieure et un mauvais système fédératif sont plus nuisibles encore.

Le ministère de Versailles commença en 1755 une guerre maritime, que les Anglais provoquèrent sans doute par leurs excès, mais qu'ils n'excitèrent que d'après la connaissance qu'ils avaient du caractère des personnages appelés à gouverner la France, et de l'état où ils avaient laissé tomber sa marine. Le mal eût été réparé, si, avant la rupture, on s'était assuré l'alliance d'une grande puissance maritime; mais, au lieu de cela, le cabinet de Versailles songea à chercher sur le continent de tristes indemnités pour ses pertes coloniales : il imagina de frapper l'Angleterre dans l'électorat de Hanovre! Pour atteindre plus sûrement son but, il conclut en 1756 et 1758, ces fameux traités d'alliance avec l'Autriche, qui durèrent jusqu'en 1792, et qui furent le sujet de tant de controverses, et de tant de déclamations à la tribune de l'assemblée nationale. Ces traités, s'ils eussent été fondés sur des avantages plus réciproques, auraient peut-être bien convenu à la France, puisqu'il devait lui être avantageux d'être appuyée par une grande puissance continentale, afin de diriger tous ses efforts et ses moyens du côté de sa marine; mais les stipulations de cet acte qui nous sont connues jusqu'à ce jour, et principalement celles du traité supplémentaire de 1758, étaient tout entières en faveur de la maison d'Autriche; la France lui payait l'entretien d'un corps considérable pour agir contre la Prusse; elle s'engagea ensuite à faire marcher cent mille hommes en Allemagne, et à couvrir la Belgique pour Marie-Thérèse. Ainsi, loin d'éviter une guerre continentale, elle eut à en soutenir une aussi longue que coûteuse, et dont elle ne pouvait espérer aucune espèce d'avantage.

Le ministère de Versailles partit du faux point de vue que le Hanovre était identifié avec les intérêts de l'Angleterre, et que l'occupation de cet électorat pourrait être une compensation de la supériorité qu'on laissait prendre à cette puissance dans les deux Indes et dans la Méditerranée. Ce système ridicule aurait été tout au plus excusable s'il ne se fût agi que d'échanger des colonies perdues contre un électorat gagné; mais comment compenser les vaisseaux pris, la considération et la confiance détruites, les matelots prisonniers, le commerce anéanti?

Grâces à la parcimonie mal dirigée du cardinal Fleury, la marine était tombée dans un état qui ne permettait pas d'entreprendre une guerre, sans le concours d'une grande alliance. L'Angleterre avait cent dix vaisseaux de ligne, la France n'en pouvait armer que soixante-dix, et tous les moyens de réparations et de remplacements étaient à la longue en faveur de la première de ces puissances. Néanmoins, le cabinet de Versailles engagea imprudemment des hostilités auxquelles il ne s'était point préparé.

Le pacte de famille, signé en 1761, décida l'Espagne à prendre part à la guerre en 1762, lorsque les pertes réitérées essuyées par la France, depuis sept ans, eurent rendu ce secours illusoire. Il ne fit qu'ajouter aux succès des Anglais, qui prirent la Havane et la Floride aux Espagnols, au moment où la paix allait se signer, et qui eurent ainsi de plus grandes concessions à prétendre.

Cette guerre fut d'autant plus malheureuse, que le résultat le plus brillant que l'on aurait pu en attendre, était celui d'élever la maison rivale de Hapsbourg sur les débris de la Prusse, qui se trouvait alors l'alliée la plus naturelle de la France. Ce fut pour obtenir un résultat semblable que Louis XV vit tomber successivement au pouvoir des Anglais Pondichéri, Manille, la Martinique, la Guadeloupe, la Havane, le Cap-Breton. On leur céda, à la paix, le Canada, l'Acadie, la Floride, Tabago et Grenade : Gibraltar et Minorque assurèrent la consolidation de leur empire dans la Méditerranée.

L'issue de cette guerre singulière doit faire naître une remarque bien affligeante, pour les hommes qui veulent assujettir les opérations des cabinets à des principes, et décider de leur influence sur les mouvements des nations. Ce fut à la suite de plusieurs campagnes honorables, après des victoires nombreuses remportées en Flandre, au moment où

elle n'avait aucune guerre continentale, excepté avec les petits princes de Brunswick et de Hesse, à l'époque où elle semblait pouvoir le mieux diriger toutes ses vues sur sa marine et ses colonies, que la France vit passer aux mains de ses rivaux implacables les sources de sa prospérité commerciale, coloniale et maritime; qu'elle fut forcée de voir s'élever leur suprématie sur le continent indien, et dans le Bengale, comme sur les deux côtes de la presqu'île; et qu'elle perdit, peut-être pour toujours, les moyens de leur disputer l'empire des mers.

Il serait injuste néanmoins d'accuser le seul ministère de Louis de ces tristes résultats; ils furent amenés par un concours d'événements antérieurs; et, pour en juger, il faut remonter à l'acte de navigation de Cromwell; à la triple alliance impolitique de la Hollande et de la Suède; à l'invasion plus impolitique encore de la Hollande par Louis XIV; au faux système que cette agression imprima pour un siècle aux Hollandais; enfin aux journées de la Hogue et de Vigo. A ces causes premières en succédèrent d'autres plus importantes et plus décisives encore: telles que la mauvaise administration maritime de la fin du règne de Louis XIV; l'inimitié de Philippe V pour le régent; la faiblesse et la parcimonie déjà signalées du cardinal Fleury; la faute què fit l'Espagne de ne pas soutenir à l'époque critique de 1755, une marine sans le concours de laquelle la sienne devait aussi périr un jour. Enfin, en dernière analyse et avant toutes les causes transitoires, on doit attribuer l'élévation de l'Angleterre à la politique habile de Guillaume III, et à l'adresse avec laquelle ses principes furent maintenus par ses successeurs, qui, ainsi que lui, surent tourner contre la France toutes les petites passions des puissances continentales, et firent oublier le grand intérêt d'un équilibre maritime, par les dangers imaginaires de l'équilibre continental. Une telle masse de *causes générales prolongées pendant un siècle* ne pouvait avoir d'autres résultats. Mais si le blâme n'est pas tout entier au ministère de Louis XV, il faut convenir qu'il ne fit rien pour réparer le mal déjà fait, et peu de chose pour prévenir le mal plus grand encore dont le commerce français était menacé.

Cet exposé rapide des mouvements de la politique européenne, pendant les cinquante premières années qui suivirent la mort de Louis XIV, suffira pour démontrer jusqu'à quel point les principes des différents cabinets furent bouleversés.

Une même génération vit la France alliée avec l'Angleterre, contre un prince de la maison de Bourbon qu'elle venait de placer elle-même sur le trône, au prix d'un demi-million de Français moissonnés dans la guerre de la succession. Elle trouva l'Autriche aidant les Espagnols à s'introduire en Italie, et à lui reprendre le royaume de Naples, dont la maison impériale venait d'être investie tout récemment par le traité d'Utrecht. On vit dans la même période la Hollande prendre une part sanglante aux deux guerres de Flandre, sacrifiant ainsi ses trésors et ses intérêts pour favoriser l'accroissement d'une rivale qui ne s'élevait déjà que trop. Il ne manquait pour rendre ce tableau complet, que de voir l'Autriche contribuer à l'élévation du trône de Prusse, et la France combattre la maison de Brandebourg en faveur de Marie-Thérèse: l'Europe eut cette double satisfaction.

La fin du dix-huitième siècle fut signalée par une catastrophe bien plus extraordinaire encore; il serait difficile de développer dans un cadre si étroit les causes qui la produisirent: nous nous bornerons donc à indiquer les événements politiques qui en furent le résultat.

Après la paix désavantageuse que Louis XV avait conclue en 1763, l'Europe croyait pouvoir tout se permettre envers la France humilié sur terre comme sur mer. Le renvoi du duc de Choiseul, au moment où ce ministre combinait une guerre maritime, et voulait s'allier à l'Autriche pour empêcher les projets de Catherine sur la Pologne, acheva de ruiner l'influence et la considération dont jouissait jusqu'alors le cabinet de Versailles. Le premier résultat de ce renvoi fut le partage de la Pologne, fait en 1772, entre Frédéric, Catherine et Joseph. Cet événement important et décisif ne put soulever un instant l'apathie d'un roi déjà âgé, et livré à l'empire absolu de madame Dubarry et du faible Maupeou. Mais la mort de ce prince suivit de près le partage, et le brillant début de son successeur releva pour quelque temps l'honneur et l'espoir de la France.

Louis XVI, monté sur le trône en 1774, avait une tâche bien difficile à remplir, de longues erreurs à réparer, une marine à réorganiser, un

commerce à soutenir et une considération intérieure et extérieure à rétablir. Pour obtenir de si grands résultats, il ne lui restait qu'un trésor obéré, une armée découragée, une noblesse récalcitrante, enfin une nation mécontente, et sourdement agitée par les nombreux écrits philosophiques et par les théories qui signalèrent cette période remarquable, et qui, pour avoir été outrées dans leur application, ont eu de si terribles suites (1).

Turgot et Vergennes, ministres du nouveau roi, étaient des hommes habiles ; le premier, avec des vues fort estimables, pensait à régénérer l'intérieur et les finances; le second songeait à profiter des occasions qui s'offraient d'abaisser l'Angleterre; il débuta plus heureusement que Turgot dont les projets philanthropiques éprouvaient de fortes oppositions de la part des parlements.

Dès le commencement du dix-septième siècle, l'Angleterre possédait sur le continent américain de vastes provinces situées entre la Floride et le Canada, depuis le 30e degré de latitude jusqu'au 60e. Le sol fertile de ces contrées, leur climat, leur voisinage des riches possessions des Antilles et du Mexique, y avaient attiré de nombreuses émigrations européennes, et la population s'élevait déjà, en 1770, à trois millions d'âmes, dont les deux tiers environ étaient d'origine anglaise. Le nom de Nouvelle-Angleterre qu'on avait donné à ces immenses colonies caracterisait toute leur importance et si on devait juger de l'accroissement qu'elles prendraient un jour, par la progression rapide de leur premier développement, on aurait pu, avec raison, les considérer comme le berceau d'un nouvel empire britannique.

Cette nation, répandue dans treize provinces, dont la surface excédait celle des plus grandes puissances européennes (excepté la Russie), vit ses droits attaqués par le régime fiscal des lords Burke et North, et par une législation qui rapportait tout à la métropole, en refusant aux colons les mêmes priviléges et la part au gouvernement dont jouissaient les habitants de la mère-patrie. Les Américains élevèrent déjà, en 1769, des réclamations qui semblaient justes, et auxquelles le ministère anglais opposa la force des baïonnettes; une révolte générale fut le résultat de cet abus de pouvoir, et les hostilités commencèrent dès 1775, entre les Anglais d'Europe et ceux de l'Amérique. L'indépendance fut proclamée le 4 juillet 1776. La guerre commença alors dans toutes les règles, et les succès furent balancés pendant deux ans entiers.

Le ministère de Louis XVI avait là une trop belle occasion de se venger de l'humiliation du traité de Paris, pour ne pas en profiter; on a reproché néanmoins à M. de Vergennes d'avoir inutilement violé le premier principe des gouvernements monarchiques, en soutenant ouvertement des peuples révoltés. On a dit qu'il suffisait de déclarer la guerre aux Anglais, et de la pousser avec vigueur pour que les Américains s'affranchissent par eux-mêmes du joug britannique; et qu'il devenait inutile de se compromettre en traitant avec eux. Ce raisonnement paraît assez spécieux; mais, dans le fait, la violation du principe établi n'était que masquée, et l'histoire fournit un trop grand nombre de mesures semblables, pour que la politique de M. de Vergennes soit difficile à justifier.

Le gouvernement français balança pendant quelque temps sur le parti qu'il adopterait, ou plutôt il gagna par des négociations indirectes le temps de faire ses préparatifs. Ces délais lui ont été aussi imputés comme une faute, et il semble en effet que la déclaration de guerre aurait pu se faire dès 1776. Le désastre essuyé par les Anglais aux ordres du général Burgoyne, qui capitula à Sarratoga avec les restes d'une armée de dix mille hommes, décida enfin le cabinet de Versailles au traité qui fut signé par les Américains en février 1778, et la guerre fut déclarée à l'Angleterre au mois de mars. Un an après, l'Espagne y prit une part active, et les négociations de M. de Vergennes à ce sujet, quoiqu'elles fussent une suite immédiate du pacte de famille, peuvent être considérées comme une époque honorable de la diplomatie française.

Cette circonstance seule semblait pouvoir rétablir la balance maritime de l'Europe, et si la Hol-

(1) Loin de moi la pensée de blâmer des institutions libérales, lorsqu'elles sont maintenues dans de justes bornes et modifiées sur les mœurs, les habitudes, les passions des hommes. Ce sont les théories imitées de Rome et d'Athènes dont on a fait un si cruel abus, qui ont entraîné la France et l'Europe entière dans un abîme qu'on a pu croire fermé, mais qui n'est pas encore comblé.

lande, revenue à ses véritables intérêts, fut assez prudente pour en profiter, elle ne fut cependant ni assez habile ni assez ferme pour mettre dans cette balance un poids décisif qui assurât pour jamais l'indépendance des mers.

Les résultats de cette ligue prouvèrent toutes les fautes que les trois nations avaient commises au commencement du siècle. Malgré quelques fausses directions dans l'emploi des forces, la guerre fut glorieuse. Les escadres françaises et espagnoles se réunirent le 25 juin 1779. Cette flotte redoutable, forte de 66 vaisseaux de ligne et d'un nombre proportionné de bâtiments du second ordre, porta la terreur pendant deux mois sur les côtes d'Angleterre, tandis qu'une armée était prête à s'embarquer sur celles de France. Mais au lieu de faire quelque entreprise digne d'un si grand armement, ces flottes errèrent des mois entiers dans le canal de la Manche, sans but déterminé; elles perdirent ainsi dans cette croisière un grand nombre de malades. Cependant elles dominaient la mer, et l'amiral d'Estaing tenait avec 25 vaisseaux de ligne, la garde assurée des Antilles.

La guerre, commencée sous de si heureux auspices, fut une lutte honorable; mais on n'en tira pas tous les avantages qu'on s'était promis, parce que les opérations ne furent pas toujours bien dirigées : on perdit de vue le point décisif, la ruine des flottes et des chantiers ennemis, tandis qu'on occupa des forces immenses à assiéger Minorque et Gibraltar. Si un homme comme Suffren, Lamotte-Piquet ou Duquesne, avait commandé les grands armements de 1779, c'en eût été fait de la suprématie anglaise.

Néanmoins, le pavillon des alliés se montra avec honneur sur l'Océan et la Méditerranée. D'Estaing conquit Grenade et Saint-Vincent, et seconda les opérations des Américains. La Dominique, le Sénégal, Tabago furent enlevés successivement aux Anglais. Les Espagnols leur prirent Pensacola et toute la Floride occidentale, point de la plus haute importance dans les stations du golfe mexicain, puisqu'il est au centre des communications des États-Unis avec le Mexique et autres possessions espagnoles. Minorque fut pris par le duc de Crillon, et, pour le malheur des alliés, Gibraltar fut assiégé sérieusement par terre et par mer : enfin, une escadre française débarqua le général Rochambeau avec un corps d'élite de six mille hommes sur le continent américain, et ce corps, réuni à Washington, conquit à New-York l'indépendance des États-Unis.

Le comte de Guichen, à la tête d'une flotte de 23 vaisseaux, livra deux combats au célèbre Rodney, et si aucun parti ne put s'attribuer la victoire, l'amiral français y eut plus de droits que son adversaire. C'était beaucoup d'avoir lutté, à chances égales, contre la réputation de ce marin et contre des escadres toujours victorieuses. Enfin, malgré l'échec essuyé par la marine espagnole au cap Saint-Vincent, et celui du comte de Grasse à la Dominique, qui empêcha la prise de l'importante colonie de la Jamaïque, la supériorité des alliés se maintint en Europe et en Amérique. Essequebo, Demerari, Surinam, perdues par les Hollandais, furent reprises par une escadre française, aux ordres de Kersaint; Bouillé prit d'assaut l'île de Saint-Eustache, et peu de temps après le poste plus important de Saint-Christophe.

Suffren ne fut pas moins redoutable aux Anglais dans l'Inde. Victorieux dans cinq combats, et secondé par Hyder-Aly, sultan de Mysore, et par son fils Typpoo, ce grand homme aurait assuré l'indépendance de ces contrées, si on ne l'y eût pas envoyé un peu tard, et s'il eût été renforcé par une partie des moyens immenses, accumulés inutilement devant Gibraltar. Une paix prématurée vint lui arracher les fruits de la victoire qu'il avait remportée le 20 juin 1783 devant Gondelour, pour secourir cette place dans laquelle ses alliés étaient assiégés.

Cette paix de Versailles, conclue au moment où il aurait fallu prolonger la lutte et la pousser avec le plus de vigueur, consacra néanmoins l'indépendance des États-Unis, la restitution de Minorque et de la Floride à l'Espagne, enfin la remise de Tabago à la France.

Si les hostilités avaient duré un an de plus, et si pour leur donner un but convenable, une partie des forces de terre et de mer, employées à jeter sans succès des bombes contre le rocher de Gibraltar, eussent été envoyées à Suffren pour décider l'affranchissement du continent indien; enfin, si Grasse eût été plus habile ou plus heureux dans

l'entreprise sur la Jamaïque, pour la réussite de laquelle on avait rassemblé de si grands moyens, la supériorité des mers et le commerce du monde eussent été acquis au continent, et acquis probablement pour toujours.

Malgré toutes ces fautes, on obtint, par le traité de Versailles, des avantages qui, avec le temps, auraient conduit les puissances de l'Europe à un véritable équilibre politique et maritime. Tout, à cette époque, semblait présager le triomphe de ce système si nécessaire au bien-être européen, car au même instant où l'Angleterre était menacée, Catherine avait rendu un service éminent à la cause commune des nations, en dictant l'acte de la neutralité armée de 1780, et en y faisant accéder les puissances du Nord et la Hollande (1). En persévérant dans une marche qui avait produit de si heureux résultats, on aurait pu espérer de mettre, lors de la première guerre, un terme définitif à la prépondérance anglaise, si la révolution de France n'était pas venue renverser toutes les idées des nations, tous les intérêts de leurs chefs, toutes les combinaisons de leurs cabinets. De ce volcan épouvantable, nous avons vu sortir, au milieu de torrents de sang, la domination universelle des Anglais sur les mers, la conquête de tous les points maritimes et militaires qui peuvent assurer cette domination, l'empire de l'Inde, le monopole du monde, et une influence menaçante sur le continent.

L'examen et le développement des causes importantes qui ont amené de tels événements, seraient des sujets dignes d'exercer la plume des plus grands hommes d'État et des historiens les plus habiles. En attendant, on peut mettre au premier rang de ces causes, l'imprudence et les erreurs de la noblesse française, les crimes des jacobins, et, enfin, l'ambition d'un homme qui, par ses services et ses talents, pouvait tout réparer, et dont l'exagération a tout détruit.

Il semblait que la lutte honorable dont la France venait de sortir avec succès, dût garantir ce pays des commotions intérieures dont il était menacé par la tendance générale de l'esprit public; elle ne fit au contraire qu'en précipiter le développement.

A peine Louis XVI eut-il terminé victorieusement la guerre d'Amérique, que l'embarras de ses finances provoqua la belle, mais malheureuse résolution de convoquer les états généraux. Cet embarras du trésor, joint à l'agitation intérieure que l'assemblée de ces états fit éclater en France, furent les premiers symptômes de cette révolution terrible; ce fut probablement aussi la cause qui empêcha le cabinet de Versailles de prendre une part active et prépondérante aux affaires de Hollande en 1787.

Cette époque de l'histoire européenne est une des plus remarquables; elle mérite une étude particulière et approfondie. L'homme qui y joue le rôle principal est le célèbre Pitt.

La guerre d'Amérique lui avait donné une grande supériorité comme chef de l'opposition; son éloquence avait eu plus d'une fois occasion de contre-balancer le système des ministres. North succomba enfin et fit place au fils de Chatam. Le grand homme d'État qui s'était fait l'apôtre des principes libéraux dans toutes les séances des communes, ne tarda pas à juger que ces principes pourraient devenir entre ses mains une arme menaçante pour ses ennemis. Il savait bien qu'une autorité étendue, lorsqu'elle n'est pas tyrannique, et qu'on n'en fait pas un mauvais usage, donne à un État plus de force et de vigueur. Il pensait, sans doute, que créer un point d'opposition chez les nations rivales de l'Angleterre, c'était enlever à leurs gouvernements une partie des moyens de développer la puissance nationale. L'histoire de son pays aurait suffi pour lui prouver cette vérité; et des dissensions civiles, dans un État continental, entouré de voisins ambitieux et puissants, devaient avoir bien plus d'influence que dans un État isolé et insulaire. Susciter les Hollandais contre la maison d'Orange, et soutenir alors les prétentions de celle-ci, semblait un moyen assuré de se l'attacher irrévocablement, en dépit des intérêts de la république. Provoquer, seconder les mêmes agitations en France, c'était obtenir l'alliance du stathouder pour réprimer le développement des

(1) Cet acte de Catherine a trouvé beaucoup de détracteurs; sans doute, il ne suffisait pas à lui seul pour soutenir les grands principes qui y étaient proclamés. Mais on ne peut se dissimuler qu'il offrait de grands avantages, lorsqu'il pouvait être appuyé par toutes les forces de l'Europe réunies, c'est-à-dire, par 200 vaisseaux de ligne.

principes qui menaçaient la propre existence de sa maison ; c'était armer l'Europe contre la puissance qui avait ébranlé l'Angleterre en 1783.

L'opinion générale est que Pitt fut le premier moteur des troubles de ces deux pays. Il ne nous appartient pas de prononcer sur cette assertion pour ce qui est relatif à la France ; mais quant à la Hollande, c'est un fait aujourd'hui reconnu, et le mémoire de Caillard en convaincrait les plus incrédules. Pitt se crut sans doute autorisé à suivre le système que Louis XIV avait adopté dans les dissensions de Jacques et de Guillaume, et dont la France venait de se servir encore envers les États-Unis.

Nous sommes loin de croire qu'il ait jamais osé mesurer la profondeur de l'abîme qu'il creusait à la France, et à l'humanité entière. Il a pu désirer les dissensions qui semblaient assurer à son pays une suprématie décidée sur ses rivaux ; mais il n'a jamais pu provoquer le meurtre, le brigandage, qui désolèrent la malheureuse France ; et s'il en était autrement, son nom mériterait d'être voué à l'exécration de tous les siècles. Laissons d'ailleurs à l'histoire le soin de développer la cause de ces grands événements, et revenons au simple aperçu des faits.

Depuis que l'Angleterre avait contribué, en 1747, au rétablissement du stathoudérat en faveur de la maison de Nassau, la politique de cette maison s'était toujours ralliée à celle du cabinet de Londres. Mais les États-Généraux au contraire avaient senti un peu tard tous les dangers de sa trop grande supériorité maritime, et ils tenaient à l'alliance de la France. Un négociateur habile, M. de La Vauguyon, en avait profité pour conclure le traité de 1785, dans les intérêts réels des deux nations.

La position de Guillaume V était ainsi fausse et pénible ; il avait à sacrifier ses intérêts et ses affections à l'intérêt public, alternative déplorable, pour tout chef d'État. Son épouse, sœur du roi de Prusse, et dont le caractère altier s'alliait mal à la morgue des capitalistes d'Amsterdam, exerçait sur son esprit un empire absolu ; bien différente des princes aimables appelés aujourd'hui à régir les Pays-Bas, elle comptait plus sur la crainte des peuples que sur leur amour.

Malgré le changement survenu dans la constitution, en 1747, jamais assemblée d'une nation n'avait conservé plus de part au gouvernement, que les états de Hollande : mais ce n'était pas assez ; dans une république où la richesse était le premier titre de considération, il était difficile qu'on ne jalousât pas l'autorité souveraine ; et les dogmes philosophiques répandus à la fin de ce siècle avaient germé depuis trop longtemps en Hollande, pour que les succès des Américains, leur constitution et l'esprit inquiet qui commençait à remuer la France, ne fissent pas une explosion dans les Provinces-Unies.

Des discussions éternelles sur des questions de droit ne pouvaient manquer de donner mille prétextes d'exciter des troubles. Le crédit que le ministre anglais Harris (Malmesbury) exerçait sur la princesse ne tarda pas à lui en fournir une occasion. Une émeute excitée avait engagé les états à prendre des moyens de répression contre lesquels le stathouder protesta comme attentatoires aux droits du pouvoir exécutif; il s'en plaignit à l'Angleterre et à la Prusse. De part et d'autre on oublia les lois ; Guillaume, excité par son épouse, s'arrogeait un pouvoir contesté, et les patriotes voulurent abolir le stathoudérat. Les émeutes furent fréquentes et terribles (en 1787). Le ministre anglais était, dit-on, le meneur de toute cette trame : on peut juger d'où partaient ses premières ramifications. Enfin le stathouder fut déclaré déchu. Sa femme voulant entreprendre un voyage qui avait pour but de préparer une contre-révolution, se vit arrêtée à Velsch-Sluis. Le roi de Prusse s'apprêta à venger par les armes la cause de sa sœur.

Le ministère de Louis XVI s'oublia au point de souffrir la chute d'un parti que son ambassadeur avait pour ainsi dire créé. La France venait de perdre M. de Vergennes, dont l'administration avait été sage ; son successeur Montmorin et M. de Brienne ne possédaient ni le génie ni la fermeté nécessaires dans des circonstances si difficiles. Pour comble de malheur, M. de La Vauguyon, qui avait habilement amené la Hollande au système d'alliance avec la France, quitta ce pays pour passer à l'ambassade d'Espagne, et se trouva mal remplacé.

Le cabinet de Versailles commit la faute criante de laisser décider du sort de son allié le plus précieux, par une puissance du second rang ; il laissa

tranquillement faire les Prussiens, au risque de perdre tout crédit chez ses voisins, et de jeter la Hollande entre les bras des ses ennemis. Il n'y avait pas à balancer, la France devait soutenir le parti qui lui était dévoué; elle se borna à de futiles démonstrations. On sait que le duc de Brunswick entra dans les Provinces-Unies, à la tête d'une petite armée prussienne, qui fit non-seulement remettre les choses sur l'ancien pied, mais qui fit même donner au stathoudérat plus de pouvoir qu'il n'en avait jamais eu.

Une alliance de la Prusse, de l'Angleterre et de la Hollande fut le malheureux résultat de cet événement, qui enleva à l'Europe tous les avantages de le paix de 1783, et qui releva les espérances et les prétentions des Anglais.

Le dénoûment brusque et imprévu de cette révolution parut d'autant plus étonnant, qu'on avait vu Louis XVI, allié de l'Espagne et de l'Autriche, commencer son règne par une guerre heureuse, et tenir le premier rang parmi les puissances. On ne pouvait guère présumer que quatre ans après, sans motifs, sans combats, il se laissât humilier par un prince comme Frédéric-Guillaume, qu'un historien célèbre appelait le marquis de Brandebourg, avec beaucoup plus de raison qu'on n'avait pu donner ce titre à son prédécesseur.

Dix ans de succès maritimes, militaires et diplomatiques, furent anéantis par une faute d'un instant; et cette faute doit faire d'autant plus époque dans l'histoire, qu'elle accéléra une révolution dont le ministère de Louis XVI aurait probablement évité l'explosion, en montrant de la dignité, et en détournant, sur d'audacieux ennemis, la tempête qui était prête à éclater dans l'intérieur de la France. L'époque des grandes agitations a toujours été la plus favorable pour diriger les nations vers la guerre; et dans cette occasion ce n'était pas seulement un intérêt, mais un devoir.

Des troubles d'une autre espèce éclatèrent peu après dans le Brabant : l'amour de la patrie en fut le prétexte; les intérêts du clergé en étaient le véritable motif. L'empereur Joseph, animé par un esprit de réforme, louable, mais qui brusquait peut-être trop les mesures, porta atteinte aux droits du clergé, dans un pays où il était tout-puissant. La noblesse, également attaquée dans ses prétentions et dans ses intérêts, fit cause commune avec les ordres ecclésiastiques : le peuple belge, crédule et facile à séduire, courut aux armes pour défendre des abus. Quelques ambitieux se servirent de ce prétexte pour s'emparer du pouvoir, et donnèrent à ce mouvement tous les dehors d'un patriotisme généreux. La Prusse et l'Angleterre, liées par des traités, et intéressées à opérer une diversion en faveur des Turcs, alors accablés par les armées réunies de Catherine et de Joseph II, soutinrent assez ouvertement ces insurgés pour susciter des embarras au cabinet de Vienne. Nous aurons occasion de parler plus loin de l'établissement de cette confédération belge qui avait un sénat, un président et une armée de vingt mille hommes, mais que la réconciliation de Reichenbach, en 1791, laissa exposée à tout le ressentiment et à tous les efforts de l'Autriche. Les troupes impériales reployées dans le Luxembourg, rentrèrent bientôt avec de nombreux renforts dans les Provinces-Unies, en dissipant facilement les bandes indisciplinées des mécontents.

Cette pétite révolution offre un singulier contraste avec les grands mouvements de Hollande et de France et il est extraordinaire en effet, de voir, à la fin du 18ᵉ siècle, un peuple combattre pour des préjugés et pour aggraver ses chaînes, contre un gouvernement guidé par des principes libéraux, et qui voulait l'en affranchir.

Affaires du Nord (1).

Tandis que la politique des puissances maritimes de l'Europe éprouvait ces vicissitudes, il ne se fai-

(1) On trouvera des répétitions nombreuses dans ce chapitre, mais il était difficile de les éviter. Je n'ai pu faire autrement que de diviser ce tableau en deux parties; celle qui était relative aux affaires du Midi et des puissances ayant des démêlés avec l'Angleterre, et celle relative aux affaires du Nord; ce n'est pas l'histoire du siècle que j'ai prétendu tracer, c'est simplement un aperçu des mouvements qui avaient amené l'état des choses en 1792. Mon travail eût été trop confus sans cette division; mais le résultat inévitable en a été de me forcer

sait pas une révolution moins grande dans les relations continentales. Une puissance presque inconnue jusqu'alors avait commencé avec le 18e siècle à déployer ses forces; les folies de Charles XII et le génie de Pierre le Grand en précipitèrent le développement.

A la fin du règne de ce grand homme, le cabinet de Pétersbourg intervenait déjà dans les affaires du Danemark et de l'Allemagne: on sait qu'il avait réglé celles de Pologne, en maintenant Auguste II de Saxe sur le trône; il luttait avec succès contre la Perse et la Porte.

L'impulsion extraordinaire donnée à ce nouvel empire ne se ralentit pas sous les successeurs de son illustre fondateur, et de grands avantages s'offraient effectivement à eux pour favoriser leur système. Placés à une extrémité de l'Europe, et peu connus encore, leurs éléments de puissance n'en étaient que plus grands; sans voisins dangereux, ils n'avaient rien à craindre et tout à espérer; sans marine, sans commerce, ils n'avaient encore aucun démêlé à redouter avec l'Angleterre, et pouvaient au contraire beaucoup attendre de l'alliance de cette nation. Les querelles que le cabinet de Saint-James entretenait sans cesse entre la France, l'Allemagne et la Hollande, assuraient au gouvernement russe toutes les facilités d'intervenir dans ces différends comme auxiliaire d'un des partis, et d'en profiter pour s'agrandir insensiblement aux dépens de la Pologne et de la Porte.

Les cabinets, influencés par celui de Saint-James, avaient sans cesse le mot de balance politique dans la bouche; mais ils donnaient à ce système l'acception la plus étroite en l'appliquant seulement à quelques bailliages du Palatinat ou de la Flandre, tandis qu'on songeait à peine à l'Amérique, à l'Inde, et à des intérêts non moins puissants.

Dans le même temps où la France était livrée successivement à la faible administration du duc de Bourbon et du cardinal Fleury, Catherine Ire, Pierre II, avaient succédé au vainqueur de Pultawa : rien de bien remarquable ne se passa au dehors jusqu'à l'avénement d'Anne en 1730.

La mort d'Auguste II, dont l'élection au trône de Pologne avait été un des sujets de querelle de Charles XII et de Pierre, vint bientôt offrir un vaste champ aux opérations politiques des divers cabinets, et cette époque est une des plus importantes dans l'histoire. Son compétiteur Stanislas Leczinsky avait succombé avec Charles XII, et s'était retiré en France, où nous avons vu qu'il avait marié sa fille à Louis XV. La noblesse polonaise rappela Stanislas, mais la czarine était trop fidèle aux principes tracés par Pierre le Grand pour souffrir cette élection, elle sentit les prétentions de la maison de Saxe et d'Auguste III.

Il ne se présentait qu'un moyen de sauver la Pologne, c'était l'alliance de la France et de l'Autriche (1); mais la politique de Charles VI était exclusivement dirigée sur la pragmatique sanction, et Auguste III l'avait reconnue, tandis que le cardinal Fleury contrariait ce projet de succession, par tous les moyens possibles.

Le cabinet de Vienne concourut donc à l'établissement de l'influence russe en Pologne, sans autres motifs que l'adhésion de la maison de Saxe à la pragmatique; ainsi, pour le refus d'une vaine formalit, le cardinal perdit peut-être l'occasion de remettre le beau-père de Louis XV sur le trône.

Stanislas débarqua, et se vit accueilli par la majeure partie de la noblesse; mais, combattu par les Saxons et les Russes, il dut se réfugier à Dantzig, où le célèbre Munich vint l'attaquer, et le força de s'enfuir en Prusse. On sait l'expédition que 1,500 Français, commandés par un ambassadeur (le comte de Plelo), firent pour secourir Dantzig, en débarquant à Weichselmunde, et comment ils furent réduits à mettre bas les armes.

Après avoir ainsi donné deux rois à la Pologne, le cabinet de Pétersbourg pouvait aisément prévoir qu'il lui en donnerait un troisième, et qu'il finirait par régner dans le pays, si des circonstances ex-

à répéter, dans les deux parties, des événements contemporains qui avaient influé sur les deux extrémités de l'Europe en même temps.

(1) On s'étonnera peut-être qu'ayant improuvé si fortement l'alliance avec l'Autriche, en 1756, je l'offre dans cette occasion comme une opération avantageuse. Ma réponse à cette objection sera facile. Il y a une grande différence entre une alliance de conservation réciproque et un traité comme celui de 1756, où la France sacrifiait ses intérêts les plus chers pour élever l'Autriche aux dépens d'un allié naturel, et où elle fournissait cent mille hommes pour garder la Belgique aux Autrichiens.

traordinaires ne se réunissaient pas pour l'en empêcher. Nous avons déjà rapporté comment la paix de Vienne (1735) vint mettre un terme à ces faibles efforts de la France en faveur de Stanislas, et assurer la Lorraine à ce prince, pour qu'à sa mort elle rentrât dans le sein de la monarchie, dont elle était démembrée depuis si longtemps.

La Porte et la Suède commirent chacune de leur côté la même faute, en ne profitant pas, pour agir, du moment où les forces de Munich étaient occupées en Pologne : la Porte protesta, et ne fit rien de plus; ce qui était une double imprudence, puisqu'elle donna le temps à la Russie d'achever les affaires de Pologne, de préparer de nombreux armements, et de tomber à son tour sur les Ottomans qui l'avaient provoquée.

A peine le traité de Vienne était-il conclu, et Anne débarrassée des Polonais, qu'elle tourna ses armes contre les Turcs. Les brigandages des Tartares soumis à la Porte fut le prétexte de la rupture (1736).

Les premières opérations furent heureuses pour les Russes : Munich prit Azof et la Crimée; mais le défaut de vivres, les distances énormes et les maladies, l'empêchèrent de se maintenir dans la presqu'île. Dans l'année suivante le maréchal emporta Oczakow d'assaut, et Lascy pénétra en Crimée. L'Autriche se déclara alors contre la Porte, et attaqua la Servie, la Bosnie, la Croatie, la Valachie; mais ses armées morcelées, désunies, essuyèrent presque partout des revers.

La campagne de 1738 fut encore plus malheureuse; Munich, arrêté sur le Dniester par une armée de soixante mille hommes, manquant de vivres et accablée par des privations et des maladies, se vit obligé de rentrer en Ukraine. Lascy, abandonné en Crimée, privé du secours de la flotte dans un pays ravagé, se crut heureux d'en pouvoir faire autant. Oczakow et Kinburn furent abandonnés et rasés.

Les armées autrichiennes, commandées par Wallis, avaient été défaites.

L'année suivante, le maréchal Munich abandonna sagement le plan d'opérer sur la Bessarabie, qui était ravagée; il prit la route de la Moldavie, et, après avoir remporté une victoire complète près de Choczim, il s'empara de Yassi et de toute la province. La paix conclue par la médiation de M. Villeneuve, ambassadeur de France, vint mettre un terme à ces luttes sanglantes, et cette paix de Belgrade (18 septembre 1739) assura de grands avantages aux Turcs. La Porte acquit la forteresse de Belgrade, celles de Sabatz et d'Orsova, la Servie et la Valachie autrichienne. L'Empereur désavoua son ministre pour sauver les apparences, mais le traité fut maintenu.

Du côté de la Russie, tout rentra sur le pied de la paix du Pruth.

La Suède était depuis quinze ans dans un paix profonde, qu'on pourrait, avec quelque raison, nommer une léthargie, si elle n'était pas excusée par les plaies sanglantes que Charles XII avait faites à l'État. Elle n'avait armé ni pour soutenir Stanislas et les Polonais, ni pour seconder la Porte. Elle attendit que le traité de Belgrade eût rendu toutes les forces russes disponibles, et ce fut alors qu'elle provoqua une guerre qui ne pouvait être que malheureuse. Le désastre d'Helsingfort, où les Suédois passèrent sous les fourches caudines, et le traité d'Abo, qui leur imposa pour quelque temps des lois, furent le résultat de cette faute.

Je ne rappellerai plus ici la guerre de sept ans, dont j'ai publié une histoire militaire. On sait que la Russie, gouvernée alors par Élisabeth, y prit part contre Frédéric; peut-être la czarine eût-elle agi d'une manière plus conforme à une saine politique, si, auxiliaire de ce prince, elle eût envoyé ses armées combattre sous ses ordres jusque dans la Bohême, la Saxe et la Moravie. Cependant il parut indifférent à Élisabeth de choisir le parti contraire; elle pouvait dans l'une et l'autre hypothèse occuper la Courlande, la Semigale, et la Vieille-Prusse; ses troupes traversant la Pologne, y préparaient sa domination; enfin, pourvu qu'elle prît part aux affaires d'Allemagne, peu lui importait en faveur de qui elle se déclarait.

La mort de l'impératrice changea totalement la face des affaires (1762). Pierre III lui succéda : la paix et l'alliance que le nouvel empereur conclut avec Frédéric parurent aussi bizarres que la guerre, et les motifs en sont entièrement dans les passions des princes plus que dans des intérêts bien avérés. On sait assez que ce règne ne fut pas de durée, et comment, après la fin tragique du malheureux Pierre, Catherine monta sur le trône.

La mort du roi du Pologne, Auguste III, offrit bientôt à cette princesse une nouvelle occasion de reprendre les projets sur ce pays, sans la ruine duquel la politique russe semblait devoir rester étrangère aux démêlés européens. Catherine déploya de bonne heure le caractère et les vues élevées qui la mettront dans l'histoire à côté de Pierre le Grand. On sait par quel assemblage d'habileté et de force elle parvint, en 1769, à faire élire, pour roi de Pologne, Stanislas Poniatowsky.

Cette élection causa des troubles : un fort parti protesta, la noblesse se confédéra à Bar pour s'opposer à l'élection d'un prince soumis à l'influence étrangère. Des hostilités ne tardèrent pas à éclater entre les confédérés et les Russes. L'Europe ne prenait aucune part au sort de ce pays, à l'exception toutefois des Turcs, qui coururent aux armes à l'instigation de la France.

M. de Choiseul avait à lutter alors contre le caractère du roi et contre les caprices de ses maîtresses, qui craignaient de se mettre plus mal encore dans l'esprit de la nation en faisant des guerres dont l'issue pouvait être malheureuse. Le duc était parvenu, après la mort de madame de Pompadour, à gagner toute la confiance du monarque, et on s'attendait à le voir nommer à la dignité de premier ministre, charge indispensable sous un prince faible, mais dont les favorites s'étaient bien gardées de provoquer le rétablissement depuis la mort de Fleury. Le duc de Choiseul sentait le besoin de rétablir l'opinion publique par une guerre heureuse; il s'apprêtait à soutenir les Polonais, et avait déjà armé les Turcs en leur faveur; il voulait en même temps négocier avec l'Autriche et pousser avec activité les armements maritimes, lorsqu'un de ces coups d'État, trop fréquents sous des rois sans énergie vint renverser tous ses plans, et le fit exiler.

L'autorité livrée dès lors à madame Dubarry, qui avait succédé à la marquise de Pompadour, fut partagée par d'Aiguillon et par le chancelier Maupeou, homme faible et sans moyens. Le résultat de ce changement de ministère fut l'abandon des intérêts de la Pologne et de la Porte.

Pendant que les confédérés de Bar, désunis entre eux comme le sont toujours de grandes familles oligarchiques, n'opposaient aux projets de Catherine qu'une résistance décousue et désastreuse pour leur patrie; et tandis que l'Europe restait dans une attitude d'observation assez singulière, les Turcs avaient rassemblé deux cent mille hommes pour soutenir la liberté des diètes polonaises, et leur armée se préparait déjà à passer le Dniester. Mais le défaut d'art dans l'emploi de ces forces, leur division en vingt corps morcelés, et l'audace heureuse du prince Galitzin, aidée de la rupture des ponts par une crue subite, anéantit les avant-gardes ottomanes, et l'espoir qu'elles avaient déjà donné aux confédérés.

La guerre fut poussée l'année suivante (1770) avec vigueur; une armée, aux ordres de Romanzof, battit les Turcs à Kagul et s'empara de Bender. Une entreprise, en quelque sorte romanesque, avait été confiée à Alexis Orloff, pour tenter un débarquement en Grèce, où une nation, jadis si grande, était courbée sous un joug de fer. Toute l'Europe, qui s'intéressait également au sort de cette presqu'île célèbre, attendait avec le même empressement l'issue de cette expédition. La flotte russe passa en effet le détroit de Gibraltar, le débarquement fut effectué, et on s'avança vers Misistra (l'ancienne Sparte). Mais les moyens étaient insuffisants; les libérateurs reprochèrent aux Grecs d'être lents à les seconder, et ceux-ci reprochèrent à Orloff d'avoir manqué de vigueur. Les Turcs furent prompts à se rassembler, reprirent l'offensive, et réduisirent la petite troupe d'Orloff à s'enfermer dans Navarin. On s'aperçut, un peu tard, que la patrie des Thémistocle, des Léonidas, des Épaminondas n'avait pas même conservé le souvenir de ces grands hommes, et qu'il n'était pas si facile d'attaquer, par une expédition maritime et lointaine, une puissance qui avait une force de résistance hors de toute proportion avec les moyens d'agression. La flotte turque voulut aller au-devant de celle des Russes; mais l'amiral Elphingston la défit complétement, l'attaqua encore dans la baie de Tschesmé, et la brûla. Cette victoire mémorable semblait livrer Constantinople aux vainqueurs; elle fut sans résultat. L'activité du célèbre Hassen Pacha et du baron de Tott répara ce désastre, ou en diminua les effets. Elphingston, subordonné à Orloff et à Spiritof, se plaignit de ce qu'on n'avait pas profité de ses succès.

La flotte russe débuta, dans la campagne de 1771, par un échec, elle fut obligée de lever le

siége de Lemnos; malgré cela elle conserva la supériorité dans les parages de l'Archipel. Cette troisième campagne fut signalée par la prise des fameuses lignes de Perekop et par la conquête de la Crimée qui en fut le fruit : ces succès furent dus au prince Dolgoroucky.

Le maréchal de Romanzof, à la tête du corps principal, continuait à battre les Turcs; mais leur armée, semblable à l'hydre de Lerne, paraissait se recréer sous ses coups.

Le grand visir, après avoir repoussé le général Weisseman de la rive droite du Danube, s'était avancé lui-même sur la gauche et dirigé vers Bukarest, où il remporta quelques avantages; mais ces légers succès ayant été bientôt suivis de deux défaites, il ne put se maintenir, et se retira au pied des monts Balkan. Romanzof de son côté rentra en Moldavie.

Pendant que les armées russes étaient victorieuses sur les rives du Danube, elles avaient comprimé tous les mouvements des confédéres en Pologne. La France n'avait porté qu'un faible corps de 1500 hommes à leur secours; ce secours commandé par Dumouriez, et ensuite par M. de Vioménil, enfermé dans Cracovie, y soutint un siége opiniâtre, et fut forcé de capituler après une belle défense.

L'empereur Joseph et Frédéric paraissaient rester paisibles observateurs de tous les événements; mais ils se préparaient à les faire tourner à leur profit. Deux conférences avaient eu lieu entre ces monarques; la première à Neiss, en 1769, la seconde à Neustadt, en Moravie. Le but de ces conférences ne peut être jugé, jusqu'à présent, que par leur résultat. Quelques historiens pensent qu'il y fut résolu de ne pas souffrir que Catherine exécutât paisiblement ses projets. D'autres croient, au contraire, que le premier démembrement de la Pologne y fut mis en question.

Le prince Henri de Prusse, frère du roi, avait été envoyé à Pétersbourg vers le même temps : bien des gens pensent que ce fut ce prince qui proposa à l'impératrice le premier partage de la Pologne. Rulhière croit, avec plus de raison, que la czarine jugea, par le ton des négociations de Frédéric et de Joseph, qu'ils voulaient plutôt avoir leur part aux dépouilles que s'y opposer entièrement, et qu'elle leur fit des propositions en conséquence.

Sans rien affirmer sur un point où l'histoire n'a encore que des conjectures, il est assez probable que l'on séduisit le roi par l'avantage de lier ses provinces de Brandebourg et de Poméranie avec la Vieille-Prusse, en lui cédant cette lisière de la Pologne qu'il était obligé de traverser pour aller de l'un de ses États dans l'autre, et en lui faisant espérer Thorn et Dantzig. Frédéric, qui a décrit tous les événements de son règne avec un talent supérieur, n'a jamais osé soulever le voile qui couvre encore ce mystère.

Depuis que la France était le jouet de quelques femmes; que ses ministres avaient signé l'étrange alliance avec l'Autriche, en 1758; que ses généraux avaient fait ridiculement la guerre de sept ans; enfin, depuis que ses négociateurs avaient signé le traité de 1763, cette puissance, jusque-là si redoutée, qui avait tenu depuis Richelieu, la balance de l'Europe, en devint en quelque sorte la risée. Le renvoi du ministre Choiseul avait mis le comble au mal, et le gouvernement français n'était compté pour rien dans les entreprises que l'on méditait. Ainsi le partage de la Pologne fut résolu dès 1771, sans s'inquiéter de l'opposition que la moitié de l'Europe pouvait encore y apporter. Il serait contraire à mon plan d'entrer ici dans le détail des négociations qui amenèrent cet événement, ni de discuter les motifs que les puissances intéressées alléguèrent pour le justifier. J'observerai seulement que Catherine fut assez habile pour déterminer le roi de Prusse au partage de plusieurs provinces, sans lui accorder néanmoins les places importantes de Thorn et de Dantzig, qui étaient le but constant de l'ambition de ce prince. L'Autriche se fit céder la Lodomerie et la Galicie orientale, et acquit la portion la plus considérable en étendue, en richesse et en population.

L'ambassadeur de France à Vienne (Rohan), n'eut même aucun soupçon de cette négociation, et la léthargie du cabinet de Versailles fut complète à une époque si décisive. Un an entier se passa avant que le traité fût exécuté; le gouvernement français ne lui opposa que sa confusion, et Louis XV se contenta de dire. « Ah! si Choiseul » eût été ici, le traité n'aurait pas eu lieu » : mélange extraordinaire de bon sens et d'une inconcevable faiblesse.

La Prusse et l'Autriche purent justifier ce premier partage par l'importance des acquisitions qu'elles firent; mais il semble que ces deux puissances auraient dû s'en tenir là, et donner la plus grande consistance et la plus grande force intérieure à ce qui restait de la Pologne, puisque, dès lors, elle devenait une barrière importante pour elles. Au lieu d'en agir ainsi, elles consacrèrent, par une constitution vicieuse, tous les abus qui garantissaient de nouveaux troubles (1).

Pendant que le ministère français oubliait ses intérêts les plus puissants, les armes ottomanes luttaient avec des succès balancés contre celles de Catherine. L'année 1772 se passa en préparatifs et en négociations, un armistice fut conclu et des conférences se tinrent à Focksani : mais ce repos apparent était trompeur, la véritable cause doit en être attribuée à ce qui se passait en Pologne, et à l'intérêt qu'avait l'impératrice de ne rien donner au hasard en Bulgarie, dans l'instant où l'affaire importante du partage s'achevait.

Les opérations, en 1773, furent assez favorables aux Turcs, qui évitaient des batailles générales, et se bornaient à une série de combats partiels, où la part du courage tumultueux est moins incertaine. Le maréchal de Romanzof passa le Danube, et s'avança sur Silistrie; mais la grande supériorité de ses ennemis le fit échouer, il revint en Moldavie; et les Turcs franchirent le Danube à leur tour.

La campagne de 1774 fut poussée de part et d'autre avec vigueur. Mahomet III était mort, et son successeur, voulant réparer les désastres de son règne, avait fait des levées considérables; mais Romanzof ayant été renforcé, passa sur la rive droite du Danube.

Les Turcs avaient divisé leurs forces. Tandis que Suwarow et Kamensky battaient complétement une partie de leur armée, Romanzof manœuvra pour couper le visir de ses autres corps, et parvint en effet à l'investir, en quelque sorte, dans son camp de Schumla, où ce ministre s'empressa de négocier et d'accepter les propositions qui lui avaient été faites.

La paix de Kainardgy fut le résultat de ces derniers succès; elle n'offrait aucune condition brillante, mais elle assurait aux Russes des avantages réels en leur ouvrant un commerce considérable avec le Levant et la mer Noire, et en leur promettant la domination future sur la Crimée, qui fut déclarée indépendante pour l'instant, et livrée, par le fait même de cette indépendance, à tous les coups que Catherine ne devait pas tarder à lui porter.

Les choses en étaient là, lorsque Louis XVI monta sur le trône (1774). Depuis deux ans, le premier partage de la Pologne était consommé, et une paix générale ne donnait aucun espoir de revenir sur cette opération. On devait se borner à chercher les moyens d'en prévenir le renouvellement. Nous avons déjà dit comment le nouveau ministère de Louis, dirigé par Turgot et Vergennes songea aux moyens d'indemniser la France, par une guerre maritime heureuse, de tout ce qu'elle avait eu à souffrir sous le règne precédent, et particulièrement depuis la mort de madame de Châteauroux On a vu aussi le résultat heureux de leurs efforts. Cette lutte n'amena d'autre changement dans la marche des affaires au Nord, que la fameuse transaction de 1780 pour garantir le commerce des neutres, dont nous avons déjà fait mention, et à la quelle la Russie, la Suède, le Danemark et la Hollande accédèrent également.

La guerre de la succession de Bavière ne fit pas grande sensation en Europe: on sait que l'électeur étant mort sans enfants, l'Empereur avait voulu envahir ses États et en disputer la succession au palatin. Frédéric s'arma pour empêcher le démembrement de l'empire germanique et l'atteinte portée à sa constitution. La France, engagée dans une guerre avec les Anglais, ne jugea pas devoir diviser ses moyens par une guerre continentale; mais les négociations de Vergennes secondèrent Frédéric, qui eut au reste l'honneur de cette noble résistance.

(1) Cette singulière constitution donnée en 1775, sous le prétexte de mettre un terme aux troubles de Pologne, établissait un gouvernement électif, proscrivait tous ceux qui osaient parler d'hérédité et de donner de la considération à l'autorité royale : ce devait être pour toute l'Europe une preuve suffisante qu'un nouveau partage était déjà décidé.

Ce grand roi termina, le 17 août 1786, sa glorieuse carrière. L'Europe était en paix. Une alliance des princes allemands, conclue en 1785, semblait devoir lui assurer quelques années de repos, lorsque les troubles de Hollande et ceux de France vinrent renverser toutes ces espérances.

Mais il ne faut pas anticiper sur les événements; revenons à la situation du Nord.

L'Angleterre, mécontente de la neutralité armée proclamée en 1780, et des entraves que la Russie mettait à son commerce dans la Baltique par son traité avec la France, ou redoutant peut-être l'influence qu'une telle puissance pourrait exercer un jour sur les mers et sur le continent, employait tous les moyens pour arrêter l'impulsion que lui donnait Catherine, et les projets de son ministre Potemkin. La Prusse suivait la même politique, autant par le sentiment de ses convenances que par l'influence des guinées anglaises.

L'Autriche, entraînée par les projets de Joseph, ne savait trop à quel système il lui convenait de s'arrêter; en attendant, elle ne calculait que les avantages du moment et s'apprêtait à faire la guerre pour éloigner le croissant de ses frontières et pour lui reprendre la Servie.

Les entrevues de Joseph et de Catherine, et ce fameux voyage en Tauride, n'eurent, au moins suivant les apparences, d'autre but que la Turquie : ses vues sur la Pologne ne parurent pas encore s'étendre jusqu'à un partage absolu.

La France se trouvait dans les convulsions qui sont les avant-coureurs d'une grande révolution; elle était peu disposée à entreprendre des guerres dont elle ne calculait que le mal momentané, sans s'inquiéter du mal plus grand qu'elles auraient pu éviter.

Les Polonais, affaiblis par le premier démembrement, mais éclairés sur les dangers qui menaçaient leur patrie, étaient généralement d'accord pour s'y soustraire, et non sur les moyens d'y parvenir.

Depuis plusieurs années la république avait éprouvé toutes les horreurs des guerres civiles et étrangères. Les troupes russes appelées par un parti étaient restées dans le pays, et dominaient à Varsovie. Enfin le roi Stanislas laissait à l'ambassadeur russe le soin de gouverner son royaume.

Je ne pourrais, sans passer les bornes que je me suis imposées, retracer les vices d'organisation intérieure qui ont causé si longtemps les malheurs de la nation polonaise, en divisant et paralysant les efforts qu'elle a souvent faits pour reprendre le rang qu'elle occupait parmi les nations du premier ordre dans le 15ᵉ siècle. Tout le monde sait que le système de la féodalité la plus servile pesait alors sur ces peuples. Le sort, les propriétés, l'honneur de la Pologne étaient remis entre les mains de vingt familles dominantes, et de quelques milliers de familles nobles, moins riches, moins puissantes que les premières, mais qui se craignaient entre elles, et appelaient liberté le droit de n'être gouvernées par personne, ou de l'être selon les caprices et les intérêts particuliers de chaque coterie.

Les malheurs prolongés de leur patrie, l'anarchie qui la désolait et l'affaiblissait, firent sentir un peu tard à tous les Polonais éclairés, que le système d'une monarchie élective, qui flatte l'amour-propre des hommes, est peu d'accord avec leurs passions, bien moins encore avec leurs intérêts. La position de ce pays entouré d'ennemis redoutables par leur puissance (1), et dont quelques-uns l'étaient plus encore par leur politique et leur adresse à profiter de l'inertie du gouvernement, suffisait seule pour assurer sa perte sous un ordre de chose pareil.

Le premier partage, et le danger d'être entièrement subjugués, éclairèrent tous les partis, et les décidèrent à réformer ces abus qui, malgré leur dévouement et leurs efforts, les menaçaient d'une ruine certaine. Les choses en étaient cependant à un tel point, que cette réforme devenait presque impossible, puisque la constitution qu'il fallait renverser, était celle-là même que les puissances envahissantes avaient donnée au pays, et qu'elles s'étaient engagées de maintenir à force ouverte. On ne devait pas trouver moins d'obstacles non plus dans l'influence de la czarine, sur l'esprit faible de Stanislas et d'une partie des grands du royaume.

La réforme des lois, à Varsovie, ne pouvant donc s'opérer qu'avec la sanction du cabinet de Saint-Pétersbourg, il fallait renoncer à toute autre voie qu'à celle des armes; et on ne pouvait se flatter de réussir qu'en profitant d'un moment favorable où

(1) La Russie, l'Autriche, la Prusse, la Turquie.

les forces de la Russie seraient occupées ailleurs. La guerre qui éclata en 1788, entre les Russes, les Autrichiens et la Turquie d'un côté, la Russie et la Suède de l'autre, ne tarda pas à en fournir l'occasion.

Cette guerre, provoquée par une déclaration des Turcs, attribuée par M. de Ségur à la politique de l'Angleterre et de la Prusse, paraît, suivant M. Castera, avoir été prévue et désirée par Catherine. Il est difficile de décider entre deux assertions aussi différentes. M. de Ségur affirme que l'armée russe n'était ni assemblée ni préparée, et que Potemkin fut pris en défaut. Castera dit, au contraire, que la rupture était si fort prévue et désirée, que les troupes avaient déjà filé en grand nombre dans le Cuban, et que les armées de Catherine couvraient la terre depuis Kaminieck jusqu'à Balta (1).

Quoi qu'il en soit, les hostilités commencèrent sérieusement en 1788. Les armes ottomanes, d'abord malheureuses, se maintinrent néanmoins par la division extrême des forces des deux empires alliés.

Cette guerre fut sanglante, et les succès souvent balancés : l'armée autrichienne, disséminée en cordon, d'après le système de Lascy, essuya des pertes énormes, partie par le fer des Turcs conduits par le grand visir Jussuf, partie par les maladies. L'arrivée seule du maréchal Laudon ramena un système de concentration plus conforme aux principes, et Belgrade tomba sous ses coups.

Les armées russes, entreprenant également sur plusieurs points à la fois, étaient tantôt victorieuses, tantôt repoussées : mais elles conservaient néanmoins leurs forces plus réunies que celles de leurs alliés, et leurs ennemis ne trouvaient point ainsi l'occasion de les entamer. Cependant, conduites par Potemkin, elles perdirent des années à faire inutilement le siége de quelques places qui n'auraient pu tenir quinze jours, si elles avaient été attaquées en règle, et qu'après dix mois de siége on fut encore forcé d'enlever d'assaut avec des pertes énormes.

Ces fautes, cette lenteur, sauvèrent l'empire ottoman d'une ruine qui paraissait inévitable, si les deux armées alliées, profitant de leur supériorité dans les batailles, s'étaient décidées à une guerre d'invasion. Ce système paraissait d'autant plus naturel dans cette circonstance, que, suivant toutes les probabilités, son entier succès dépendait d'une victoire sous les murs de Constantinople. A cet effet, les Russes auraient dû franchir ou tourner le mont Balkan avant la saison du rassemblement des grandes forces turques, et marcher sur Andrinople; tandis que l'armée autrichienne aurait pris la même direction en appuyant à gauche par Sophie et par Belgrade, Novi-Pazar ou Widdin. Ce mouvement combiné eût probablement décidé du sort de l'empire ottoman en Europe. Pour assurer d'autant mieux sa réussite, la flotte aurait dû venir en même temps jeter l'ancre dans le golfe de Burgas au revers du Balkan, afin de porter, sur ce point important, la base des approvisionnements de l'armée, aussitôt qu'elle serait arrivée vers Andrinople. Tel est au moins l'aperçu des points stratégiques indiqués par les règles de l'art. J'ignore si les communications directes, et celles de Nikopoli sur Sophie, sont de nature à permettre ce mouvement, et praticables pour du canon ; mais j'ai lieu de le croire, et on aurait toujours pu embarquer le gros du matériel pour le faire arriver par Burgas. Au lieu d'adopter un système de guerre vigoureux et rapide, les armées des deux empires commirent des fautes graves, se divisèrent sur un front immense et attaquèrent l'ennemi sur les points les plus favorables à la défense.

Toutefois les troupes ottomanes, victorieuses des Autrichiens à Statina, durent céder à l'ascendant des armées russes; Potemkin leur enleva Oczakow après des attaques meurtrières et un assaut plus sanglant encore. Vaincues ensuite par Suwarow à Foczany et à Rimnisk (1789), par Potemkin à Bender, elles eussent fini par succomber quand d'heureuses diversions vinrent les tirer d'embarras.

Tandis que le sang des deux partis coulait depuis Belgrade, et même depuis Dubicza et les rives de la Sawe jusqu'à Oczakow, sur la mer Noire, la

(1) L'entrevue de Catherine et de Joseph II à Cherson, fait croire que l'impératrice était préparée à la guerre, et que Castera a raison : il paraît au reste que ce fut la connaissance de ses projets d'invasion qui détermina les alliés des Turcs à les exciter à prendre l'initiative et à ne pas attendre l'exécution de ses desseins.

Prusse et l'Angleterre s'entendaient en secret pour susciter des ennemis à Catherine, et mettre des obstacles à ses entreprises : elles animaient les Polonais, et les Suédois, en les engageant à profiter de l'absence des armées russes, pour reprendre leur rang et reconquérir les provinces qu'ils avaient perdues.

Gustave III, roi de Suéde, jeune prince doué d'une ambition demesurée, d'une imagination ardente plus que d'un jugement solide; d'une valeur impétueuse plutôt que d'un courage soutenu, n'hésita pas à se prononcer. Favorisé par la position de ses établissements maritimes dans le golfe de Finlande, et par la médiocrité de l'escadre que la czarine entretenait sur la mer Baltique, il se berça des plus belles espérances et forma le projet de porter le théâtre de la guerre jusque dans Saint-Pétersbourg, au moment même où toutes les forces de son irréconciliable ennemie s'avançaient dans la Moldavie jusque sur le Danube.

La Pologne ne pouvait perdre une si belle occasion : animée par les instigations du ministre prussien Hertzberg, la diète et la noblesse commencèrent en 1788 à faire entendre les mots de réforme et d'amélioration. Catherine, instruite des démarches du cabinet prussien, qui visait à la possession importante de Thorn et de Dantzig, inquiète peut-être de la fermentation qui régnait en Pologne, fit proposer au gouvernement de ce pays de s'unir avec elle par une alliance.

Comme l'observe fort bien M. de Ségur, cette proposition était une faute politique (1). Les Polonais jugeant leur position, en appréciaient tous les avantages : il est donc facile de concevoir l'effet que l'offre de Catherine dut produire sur la diète à l'instant même où les armes des Turcs et des Suédois, jointes aux promesses de la Prusse, faisaient naître dans tous les cœurs l'espoir d'une liberté prochaine; la faiblesse que l'impératrice semblait témoigner par cette démarche, doubla à tous les yeux l'embarras où on la supposait.

L'ambassadeur Luchesini, excitant ces passions, prétendit « que la nation polonaise avait un allié » plus sûr et plus naturel dans le roi de Prusse; » qu'elle était trop éclairée pour tomber dans un » piége si grossier, et oublier tant d'injures; qu'elle » devait repousser avec mépris une alliance hon- » teuse, briser un joug odieux, et reconquérir des » droits sacrés. » Le ministre d'Angleterre appuyait ces discours.

Les Polonais regardant Frédéric-Guillaume comme un ange tutélaire, envoyé par le ciel, se prononcèrent avec vigueur, repoussèrent l'alliance, refusèrent le passage aux troupes russes, renvoyèrent celles qui se trouvaient sur leur frontière, et firent enfin casser le conseil de gouvernement et la constitution de 1775.

Cette résolution énergique excita naturellement dans Catherine un ressentiment proportionné au danger dont elle la menaçait; mais ayant trop à faire chez elle pour s'occuper alors de ses voisins; elle dissimula sa vengeance, sans négliger aucun des moyens qui pouvaient la rendre plus terrible.

Le ministère prussien, alors dirigé par Hertzberg, déploya à cette époque une activité et un système remarquables. Une alliance offensive conclue avec les Turcs le 31 janvier 1790, et un traité de garantie signé avec la Pologne le 29 mars suivant, en sont des monuments durables. Cet homme élevé à l'école du grand Frédéric voyait bien à quel danger la Prusse serait exposée, si la chute de l'empire ottoman laissait disponibles les forces colossales des deux souverains alliés, alors d'autant plus dangereuses pour elle, que sa rivalité avec l'Autriche était trop récente et trop prononcée pour laisser le moindre doute sur les suites graves qui en résulteraient. En conséquence, il décida Frédéric-Guillaume à rassembler une armée de quatre-vingt mille hommes en Silésie, pour empêcher l'empereur Joseph de continuer ses hostilités contre la Porte Ottomane, et faire ainsi retomber sur Catherine tout le poids de la guerre.

(1) Si l'on devait toujours raisonner d'après les événements, il paraîtrait que la Pologne, en s'alliant franchement à Catherine et à ses projets, aurait évité le sort cruel qui la frappa plus tard, ou du moins qu'elle l'eût retardé longtemps. Mais, en se reportant à l'état des affaires en 1790, on trouvera que cette alliance n'était pas naturelle. En tout cas, si le partage total avait été à prévoir, il eût incontestablement mieux valu associer la Pologne entière à la grandeur de Catherine, que de la voir morceler et détruire.

Sur ces entrefaites, Joseph mourut, et son successeur, Léopold, apportant sur le trône des dispositions plus pacifiques que belliqueuses, les démonstrations de la Prusse eurent leur effet. Léopold retira une partie de ses forces de la Servie pour les porter en Bohême. Le cabinet de Vienne, fatigué d'une guerre qui lui coûtait d'immenses sacrifices, et dont le plus beau résultat n'était peut-être pas même dans ses intérêts, ne demandait pas mieux que de saisir cette occasion, pour isoler sa cause de celle de Catherine. Mais Hertzberg offrait des conditions un peu dures; il voulait faire cesser définitivement tout point de rivalité entre la Prusse et la Pologne, en se faisant céder les places si fort convoitées de Thorn et de Dantzig; en échange, il proposait de faire rendre la Galicie aux Polonais, en indemnisant l'Autriche sur une partie de la Servie : ces prétentions mirent quelque temps des entraves à un arrangement auquel néanmoins Léopold eût été forcé d'accéder, pour éviter une double guerre.

Les préparatifs redoublaient de part et d'autre, et tout annonçait un embrasement général en Europe, lorsqu'un événement auquel personne ne s'attendait, changea totalement les affaires. Frédéric-Guillaume avait un goût prononcé pour les plaisirs, et un grand éloignement pour les embarras et les fatigues de la guerre; Bischoffswerder prenait chaque jour plus d'ascendant sur son esprit, et les agents de Léopold ne manquaient pas de l'appuyer. Le roi sourdement prévenu contre son vieux ministre, ou contre son système, prit tout à coup la résolution de terminer malgré lui ses démêlés avec l'Autriche, et ordonna impérativement à Hertzberg de signer des préliminaires opposés à ses vues, et dans les intérêts de la cour de Vienne, bien plus que dans ceux du cabinet de Berlin. Une convention, conclue le 27 juillet 1790 à Reichembach, en Bohême, mit fin à ces démonstrations. L'Autriche promit de rendre toutes ses conquêtes aux Turcs, à l'exception de Choczim; mais elle garda la Galicie. Frédéric-Guillaume ne parla plus de Thorn ni de Dantzig; son armée se retira, et le ministre Hertzberg, abreuvé de dégoûts, donna sa démission, emportant avec lui toutes les grandes idées que Frédéric avait laissées à la Prusse.

D'un autre côté, le roi de Suède, après plusieurs affaires navales plus brillantes que décisives, et quelques revers en Finlande, jugea que la lutte l'exposait à plus de périls qu'il n'en pouvait espérer de succès, et fit sa paix particulière avec la Russie, à Varela, le 14 août de la même année.

Cependant les Polonais, animés du désir de mettre un terme aux abus qui avaient causé tous leur maux, procédaient à cette régénération avec un calme inconnu dans leurs diètes depuis plus d'un siècle, et qui prouvait d'autant mieux les sacrifices particuliers qu'ils faisaient tous pour atteindre au but louable de sauver leur patrie.

Cette constitution si vivement désirée, si impatiemment attendue, parut enfin le 3 mai 1791. Elle rendit le trône héréditaire, afin d'éviter les commotions éternelles que le système électif avait occasionnées. La princesse de Saxe et sa descendance mâle furent appelées à la succession, après la mort de Stanislas-Auguste. La puissance royale, rendue plus fixe, se trouva limitée par de sages institutions, et le bonheur de la Pologne semblait assuré.

Pendant que la diète croyait poser les bases de la félicité publique, les Russes, abandonnés par les Autrichiens dans leurs opérations contre les Turcs, n'en avaient pas moins continué la guerre avec vigueur. Le visir Jussuf, moins heureux contre le prince Repnin, qu'il ne l'avait été contre le cordon de Lascy, fut totalement défait à Matzin : Suwarow emporta Ismaël, après un carnage affreux qui coûta la vie à 20,000 Turcs; Warna allait succomber, et l'armée du grand visir était en danger d'être coupée.

Ces succès menaçants réveillèrent Frédéric-Guillaume. Ce prince versatile avait trop bien jugé néanmoins la politique de son illustre prédécesseur, pour qu'il ne revînt pas, par la force des circonstances, au système de Hertzberg. Il sentit le besoin de se prononcer; mais, toujours guidé par le même esprit de parade, il se borna à une guerre de plume, que Catherine apprécia à sa juste valeur, et, pendant que les ministres prussiens remettaient des notes dont on s'amusait; Potemkin, Repnin et Suwarow, gagnaient des batailles, et menaçaient d'aller à Constantinople.

Cependant le danger devint tellement pressant, que Frédéric-Guillaume crut enfin devoir rassem-

bler ses troupes aux frontières de Russie. La diète Polonaise détermina aussi le secours à donner à ces mêmes musulmans que Sobieski avait vaincus devant Vienne cent ans auparavant. La Suède s'arma de nouveau, et tout annonça qu'un orage, plus violent que le premier, allait bientôt éclater sur la Russie, et bouleverser tout l'Orient.

Catherine, qui avait cru pouvoir résister, en 1786, avec l'alliance des Autrichiens, ne jugea pas devoir conjurer seule cette tempête plus alarmante. Les succès de ses armées achetés par des flots de sang, les avaient d'ailleurs presque autant affaiblies que des défaites. Au moment où l'Europe s'y attendait le moins, où ses partisans tremblaient pour elle, la czarine sut prendre un parti décisif; profitant des ouvertures de médiation de l'Angleterre, elle fit remettre des notes très-pacifiques à toutes les cours, et Repnin conclut en effet, à Galatz, des préliminaires avec les Turcs, qui, au moment le plus critique, furent fort surpris de recouvrer plus qu'ils n'avaient osé demander, et d'en être quittes pour la cession du petit district d'Oczacow, consacrée par le traité définitif de Jassy (janvier 1792).

Telle fut la fin d'une guerre dont l'intérêt disparaît maintenant à nos yeux par l'importance de celle qui devait bientôt embraser l'Occident, mettre tous les trônes en péril, occuper et agiter les quatre parties du monde.

CHAPITRE II.

Coup d'œil sur les causes et les premiers événements de la révolution.

Pour présenter le tableau complet de ces scènes extraordinaires, il faudrait un talent que nous sommes loin de posséder.

Notre projet est d'indiquer seulement les catastrophes principales qui signalèrent la chute de l'antique monarchie française, afin que nos lecteurs puissent rattacher les opérations des armées, avec ce qui se passait dans l'intérieur, et de ne pas séparer des faits qui se lient essentiellement par leurs combinaisons comme par leurs résultats.

Des écrivains plus habiles que nous, Ségur, Lacretelle et Bertrand de Molleville, ont déjà esquissé de main de maître, les traits principaux de ces événements. Si leurs raisonnements diffèrent quelquefois entre eux, s'ils se sont ressentis de leur situation personnelle et de l'influence de l'esprit du temps, on ne peut se dissimuler, néanmoins, les droits que ces historiens ont acquis à l'estime de la postérité, et le lecteur éclairé saura trouver, entre leurs assertions, le terme moyen convenable, pour asseoir ses jugements.

Avant de procéder à cet examen, il ne sera pas inutile d'indiquer les principes qui nous serviront de guides; s'ils nous mettent en butte aux critiques de tous les partis, ce sera une preuve qu'ils sont dépouillés d'exagération.

Nous respectons ces doctrines de vraie liberté qui sont si propres à élever le cœur de l'homme, mais qui ont si souvent égaré sa tête. Nous estimons ces citoyens de toutes les conditions qui, animés par ces brillantes théories, ont voulu faire le bonheur et la gloire de leur pays en les y propageant. Nous sommes même convaincu, que, si un peuple pouvait s'isoler des autres, l'application de ces dogmes deviendrait pour lui un besoin préférable au repos et à la prospérité intérieure. Mais nous pensons aussi que, dans le labyrinthe politique où l'Europe semble jetée depuis le règne de Charles-Quint, un État doit conserver toute sa force, non-seulement pour faire face aux ennemis extérieurs, mais encore pour ne pas les exciter, par des discordes intestines, à intervenir dans des intérêts qui devraient leur être étrangers. Une administration vigoureuse dans ses formes, limitée par un très-petit nombre de principes fondamentaux, mais composée d'hommes généreux et libéraux, paraît donc la seule qui garantisse l'ordre au dedans, la considération et la force au dehors, l'indépendance envers et contre tous. Une telle administration loin d'être incompatible avec les maximes de liberté civile et d'égalité en droits politiques, seules théories de gouvernement que la raison doive admettre, pourrait être regardée comme la meilleure garantie de ces droits précieux.

Si les discussion à la tribune contribuent au perfectionnement de l'administration publique, quand les législateurs sont animés d'un grand dévouement national, elles semblent d'autant plus nuisibles et

dangereuses lorsqu'ils sont dominés par un esprit de caste ou de parti. Il ne faut point oublier que, si les débats des parlements anglais ont contribué à la gloire de la Grande-Bretagne, les diètes polonaises ont perdu la patrie des Jagellons, des Sobieski, comme le sénat de Carthage perdit Annibal. Il est sans doute difficile d'éviter tous les écueils dans les grands chocs d'opinions et d'intérêts qui enfantent les révolutions; cependant il est des règles générales qu'on ne peut méconnaître : ces discussions seront toujours moins susceptibles d'exaltation et de danger, en les confiant à deux chambres subordonnées à l'initiative du gouvernement et restreintes à des intérêts de législation intérieure; car, si les questions d'État sont rarement traitées avec profondeur, dans le calme du cabinet, par quelques conseillers choisis sur l'élite de toute une nation, par des hommes qui tiennent tous les fils de l'administration générale, commênt pense-t-on les faire traiter par acclamation, dans une seule assemblée de 5 ou 600 personnes, dont la plus petite partie, bien que consacrée à l'étude des lois, est encore étrangère aux combinaisons des grands intérêts publics?

On ne nous accusera pas, pour professer de semblables opinions, d'être partisan du despotisme; nous avons donné des preuves du contraire; il ne faut pas penser non plus que nous rejetions tout gouvernement représentatif; cette forme peut garantir une monarchie des désordres d'une cour vicieuse, comme celle du régent et de la fin de Louis XV. Mais il convient que ces grands corps délibérants ne soient pas trop fréquemment assemblés; qu'ils se persuadent que les législateurs doivent éclairer la marche du gouvernement et non gouverner par eux-mêmes; qu'ils doivent avertir sans jamais renverser. Enfin il importe de bien se pénétrer de cette vérité, qu'une administration médiocre est préférable à une révolution, ou même à une administration orageuse.

Nous avons dit que le premier besoin d'un gouvernement est d'être vigoureux par la nature de ses institutions: mais pour être réellement fort, il ne suffit pas toujours de s'être approprié un grand pouvoir et de compter un grand nombre de baïonnettes; il semble qu'un gouvernement a d'autant plus de force qu'il obtient plus d'empire sur les volontés des citoyens; car sa puissance se compose des forces individuelles, et celles-ci résident dans la volonté de l'homme plutôt que dans ses bras.

Toute la science du pouvoir consiste donc à disposer, le plus possible, des volontés des gouvernés. Or, comme c'est l'opinion de l'homme qui détermine sa volonté, c'est à bien connaître celle des citoyens, qu'un gouvernement habile et sage doit appliquer sa principale étude. Sans croire que l'opinion soit l'unique souveraine du monde, il faudrait toutefois méconnaître les premiers éléments d'administration, pour ne pas convenir qu'elle ajoute un poids inouï à la puissance que les dépositaires de la force publique tiennent entre leurs mains. Qui sait créer l'opinion, la diriger, ou seulement la comprendre, possède donc, selon nous, les principes les plus nécessaires du grand art de régner.

Les princes éclairés du flambeau de la philosophie sentent la nécessité de marcher avec leur siècle, et lorsqu'ils voient le fleuve de l'opinion prêt à déborder, ils n'ont pas l'aveugle témérité de l'arrêter dans son cours : ils lui préparent, ils lui creusent au contraire des canaux, où son onde divisée s'épanche et circule doucement, emportant avec elle et répandant de toutes parts ses principes vivifiants qui font éclore les germes les plus précieux, et fertilisent les plus arides plages.

Jamais monarque ne fut, sous ce rapport, dans une position plus heureuse et plus difficile à la fois que Louis XVI; aucun ne professa des principes plus philanthropiques et ne fut plus malheureusement victime de son propre ouvrage. S'il mérita le titre de restaurateur et de bienfaiteur de la monarchie, on est fondé à croire d'un autre côté qu'il se laissa trop souvent entraîner par de perfides conseils. Bien des hommes d'État ont pensé que si ce prince eût suivi franchement le vœu de l'opinion publique, assez prononcé pour qu'il ne pût s'y méprendre; et s'il eût marché sans détour, dans le sens des intérêts de la nation, en sacrifiant ceux de caste, une ordonnance conforme à l'esprit du temps et au besoin des peuples, eût suffi pour empêcher l'explosion révolutionnaire qui bouleversa la France, et mit en feu l'Europe entière.

Mais il était dans la destinée du roi martyr de

prouver au monde, que le désir du bien est insuffisant sur le trône, quand il n'est point accompagné de cette perspicacité d'esprit et de cette force d'âme, nécessaires pour l'opérer : au moindre obstacle on vit ce faible monarque s'arrêter ou rétrograder; et, faute de prendre, pour point d'appui, la masse de la nation, source de toute force et de toute puissance, il ne sut triompher ni de l'opposition intéressée des parlements, ni du coupable égoïsme du clergé, ni des prétentions surannées de la noblesse.

Cependant, si l'on peut faire quelques reproches à ce prince, on ne peut méconnaître, jusque dans ses fautes, la magnanimité qui le caractérise : s'il aima son peuple et consentit à lui donner des institutions nouvelles, dut-il paraître étrange que son amour pour le bien et la justice lui ait fait prendre à cœur les intérêts de cette classe nombreuse qui servait la monarchie depuis sa fondation ? L'histoire impartiale ne doit pas oublier que Louis XVI, traité par les exagérés de Coblentz comme un roi jacobin, fut assassiné par les démagogues pour avoir conspiré contre le peuple; ces deux jugements, portés par les partis extrêmes, seront le témoignage le plus évident de sa modération et de l'envie qu'il eut de concilier les intérêts de toutes les classes de la nation.

C'est donc aux meneurs exagérés de ces deux partis qu'il faut imputer les maux de la révolution. Nous gémissons, avec tous les amis de la France et de l'humanité, sur les déplorables excès qui ont ensanglanté ce pays. Nous ne pouvons nous défendre d'un sentiment d'indignation en songeant à ces insensés, dont les discours furibonds, partis du haut de la tribune nationale, ont soulevé tant de passions au dedans et tant de résistances au dehors. Qui pourrait se rappeler sans horreur, ces jours de deuil et d'épouvante, où les plus fidèles défenseurs des principes, confondus dans la même proscription avec leurs ennemis, se virent livrés ensemble à la hache révolutionnaire? Si les Français, portant aujourd'hui leurs regards au dehors de leurs frontières et par delà l'Océan, peuvent éprouver d'amers regrets, ils doivent aussi trouver quelque consolation à voir consacrer ces mêmes principes pour la conquête desquels ils ont fait tant de sacrifices; et quel que soit le parti auquel ils aient appartenu, les hommes de bonne foi conviendront que ces désastres étaient du moins inutiles, puisqu'on aurait pu obtenir, dès le mois d'août 1789, tout ce qui a été consacré par la charte de 1815.

Partant de ces bases, nous pensons que si les Français se fussent contentés du gouvernement des Vergennes, des Turgot et des Necker, sauf la concession de principes généraux, le tiers état eût reconquis ses droits; les nobles, abandonnant quelques priviléges, eussent conservé leurs fortunes, de beaux noms et l'influence naturelle qu'ils assurent dans les affaires. Alors la France, délivrée du démon des discordes, eût sauvé ses belles colonies, sa marine et son commerce : elle eût maintenu ses heureuses alliances avec l'Espagne, ses traités avec la Russie, l'Autriche et l'Amérique ; ramené la Hollande à ses intérêts naturels, et délivré l'Inde. Enfin recueillant tout le fruit de la guerre d'Amérique, elle eût rejeté l'Angleterre au rang dont elle n'aurait jamais dû sortir. La gloire des armées françaises a couvert un moment les ruines de la révolution ; mais, malgré les occasions qu'elle donna à Carnot et à quelques républicains de déployer une grande énergie, à Bonaparte et à Moreau de développer leurs talents, on ne doit point disconvenir que ses suites, sous le rapport de la politique extérieure, seront un sujet éternel de regret pour l'Europe entière. On paya chèrement la fatale expérience de cette vérité, que les phrases et les formes ne constituent pas les libertés et les franchises d'un empire; car la France, libre sous Louis XVI, fut couverte, au nom des droits de l'homme, d'une nuée de tyrans odieux; et, même aux plus beaux jours de l'assemblée constituante, on ne fut guère plus libre que sous le ministère de Turgot, *puisque le despotisme de parti avait succédé à celui de caste*. Enfin, à part quelques principes consacrés, tels que l'abolition des priviléges du 4 août 1789, l'égalité d'impôts, le droit pour les Français qui servent bien leur patrie d'arriver aux emplois civils et militaires, tout ce qui arriva pendant la révolution fut abusif, et ne répondit point à l'attente qu'on s'en était formée. L'assemblée adopta de bonnes lois partielles, mais ses travaux constitutionnels, portant l'empreinte d'une démocratie outrée, préparèrent les événements désastreux qui suivirent. Les prétentions de la noblesse oligar-

chique, les abus de toute espèce qui s'étaient introduits, pouvaient être des motifs de réforme; mais, pour restaurer le royaume, il fallait bien se garder d'y introduire l'anarchie.

Si ce point de vue, fruit d'une cruelle expérience des hommes et des choses, n'est pas du goût de chaque lecteur, nous aimons à nous persuader qu'il aura l'assentiment de ceux qui ont profondément réfléchi sur les institutions des peuples. Peut-être se sera-t-on trompé quelquefois sur l'application de ces principes; s'il en était ainsi, on trouverait ces erreurs pardonnables en songeant combien il est rare, malgré une impartialité absolue, de voir toujours juste sur des événements contemporains.

Une dernière réflexion achèvera cette profession de foi, elle est relative aux armées françaises : si le tribunal impassible de la postérité a déjà voué à l'opprobre les barbares qui noyèrent le berceau de la république dans des flots de sang, s'il est même difficile qu'il s'arme d'indulgence pour les excès de quelques hommes distingués d'ailleurs par leurs talents, il approuvera d'autant mieux le tribut d'éloges que nous nous sommes fait un devoir de payer aux braves qui, sans s'arrêter à la forme de gouvernement sous laquelle gémissait leur pays, se sont dévoués noblement à sa défense; à ceux qui ont eu le courage de servir les comités et la convention pour sauver l'honneur et l'indépendance nationale. Quoique l'auteur de ces lignes ne soit point Français, il ne se rappellera jamais sans émotion, le généreux enthousiasme dont les soldats de cette époque furent animés à la voix de la patrie; ce sentiment commande le respect de tous les siècles.

Afin de remplir, aussi bien que possible, le cadre étroit de cet aperçu, on ne recherchera point les causes de la révolution au delà du 18e siècle; il suffira d'indiquer celles qui agirent immédiatement sur son explosion.

Le cardinal de Richelieu avait porté le dernier coup à l'anarchie féodale; Louis XIV poussant les choses plus loin, renversa les assemblées nationales, et concentra dans la royauté tout ce que le prestige de la magnificence, l'amour de la gloire et la force de l'autorité, pouvaient avoir d'empire sur les Français. Sous ses successeurs, la dignité royale fut d'abord décréditée, puis sourdement minée par l'opposition permanente des grandes magistratures. L'antique constitution de la monarchie n'existait plus; on ne trouvait, à sa place, que des ordonnances tombées en désuétude, un besoin vague de changement et un défaut complet d'harmonie entre les différents ordres de l'État, ou entre les différentes classes de la société.

Les écrits du 18e siècle répandirent de grandes lumières et des vérités bien séduisantes, mais d'autant plus dangereuses, lorsqu'elles sont semées sur un sol volcanique.

La noblesse, ayant successivement perdu une partie de ses droits envers la couronne, voulut conserver ses priviléges sur la bourgeoisie. Un tiers état, enrichi par l'industrie et par le commerce, éclairé par les écrits contemporains, demanda, de son côté, à prendre part aux honneurs et aux bénéfices de l'État dont il supportait toutes les charges: bien différent de la multitude du 15e siècle, il ne pouvait être mené comme elle.

La religion, fondée sur un rite suranné et décrédité, au lieu de reposer sur les beaux préceptes de la morale chrétienne, fut bientôt attaquée ouvertement, et ne put l'être en vain, quand ses ministres donnaient l'exemple du scandale public.

Le choc de tant de passions ne manque pas de produire un esprit universel de fronde, un mépris presque général pour l'ordre de choses existant. Les parlements mettent toute leur gloire à lutter sans cesse contre la cour, la petite noblesse veut rivaliser avec la grande, la robe avec l'épée, la bourgeoisie avec tous ceux dont les vices autorisent ses plaintes et dont les ridicules sont devenus l'objet de ses risées. La révolution semble dès lors inévitable.

Un roi soldat, un monarque en même temps fort, énergique et magnanime, ou de nouvelles institutions adaptées à l'esprit du temps, semblaient les seuls remèdes à opposer à cette crise et les seuls moyens d'éviter une explosion. Louis était le véritable père de son peuple, mais le prince le moins fait pour le tirer de l'abîme. On pouvait donc aisément prévoir que la France, agitée par des intérêts si divers, ne manquerait pas d'éclater, dès que la moindre occasion s'en présenterait; elle ne se fit pas attendre longtemps; le désordre des finances et le déficit de quelques millions vinrent bouleverser l'univers.

Depuis les guerres ruineuses de Louis XIV, les finances se trouvaient dérangées. Le système de Law leur avait porté le dernier coup; celui de l'abbé Terray avait ébranlé le crédit public sans faire le bien qu'on s'en était promis. La moitié des revenus de l'État était absorbée par l'intérêt de la dette, tandis que l'application d'une somme pareille à la marine, eût suffit pour la recréer et chasser les Anglais des deux Indes. On préféra par économie n'avoir ni vaisseaux, ni soldats, ni considération, afin de payer, plus exactement, deux cent cinquante millions aux créanciers de l'État. La guerre d'Amérique, la plus heureuse que la France ait soutenue, occasionna un déficit d'un milliard; et des taxes déjà très-nombreuses, mais mal réparties, ne laissaient aucune espérance de le remplir, à moins de donner de nouvelles bases à la répartition des impôts directs: la plupart des terres, c'est-à-dire celles de la noblesse et du clergé, étaient injustement exemptes, et il s'agissait de les faire contribuer également.

Turgot le tenta avant la guerre; les parlements et le clergé s'y opposèrent, moins sans doute par intérêt pécuniaire, que pour conserver des prérogatives consacrées par d'antiques préjugés: c'était l'orgueil de caste aux prises avec l'intérêt national, et de tous les obstacles que peut éprouver une réforme, le plus difficile à vaincre.

Le vertueux ministre se retira et fut d'abord remplacé par Clugny, ensuite par Necker. Ce dernier, dont la destinée fut si extraordinaire, était doué d'un esprit supérieur; on lui doit de justes hommages comme administrateur libéral et philanthrope, mais comme ministre de Louis et chargé de veiller aux destinées d'une brillante monarchie, il encourut le reproche d'imprudence.

Dans un siècle où l'esprit de fronde envers l'autorité était une vertu publique, quels qu'en fussent d'ailleurs le motif et la forme, il fallait beaucoup de génie et de force pour tenir d'une main sûre les rênes de l'État: et sans doute qu'alors un Richelieu eût mieux valu qu'un philosophe genevois, pour arracher à tous les partis les concessions nécessaires, et sauver l'immense édifice social confié à ses soins.

Le système de Necker était de commander à l'opinion générale, par la publicité des opérations, et l'on ne peut pas plus nier les avantages de cette méthode que méconnaître ses dangers dans des temps de troubles. Son compte rendu appela pour ainsi dire la discussion publique sur les intérêts les plus élevés de l'administration; mais si, en le publiant, il perdit la confiance de la cour, si elle l'accusa de vouloir se populariser par ambition et aux dépens de l'autorité royale, sa retraite n'en fut pas moins un mal.

Necker obligé de quitter le ministère des finances, fut remplacé par M. de Calonne, qui administra ce département jusqu'en 1787, M. de Vergennes étant toujours chargé des relation extérieures.

La réunion de ces deux hommes semblait assurer une navigation paisible au vaisseau de l'État. Le premier d'un esprit vif, pénétrant, d'une éloquence peu commune, était, il est vrai, souvent entraîné par une imagination trop ardente; mais l'autre, sans être un génie extraordinaire, avait des vues politiques sages, une gravité imperturbable et une grande habitude des négociations. Ce dernier mourut malheureusement au mois de février 1787, et fut remplacé par le comte de Montmorin.

Dès lors le contrôleur des finances resta seul en butte aux menées d'une foule d'ambitieux, qui trouvaient dans la position générale des esprit et des affaires, de puissants auxiliaires pour le renverser. Il n'avait point le genre de talent convenable pour lutter contre la masse d'obstacles qui lui étaient opposés; et les vices de son administration mirent le comble à son malheur en ouvrant un vaste champ aux accusations de ses ennemis. Ils lui reprochèrent la dilapidation des deniers, que Necker prétendait avoir laissés dans l'état le plus prospère.

Cependant l'esprit de fronde augmente chaque jour; l'opinion publique s'exalte de plus en plus; les désordres de l'administration vont toujours croissant. Le roi effrayé par l'impossibilité d'opérer le bien au milieu de tant d'oppositions, désire plaire à tous, et ménager tous les intérêts. Il recommande sans cesse à ses ministres *des réformes, plus d'emprunts, plus de nouveaux impôts, plus de résistance des parlements*. Vues assez difficiles à concilier avec la situation de l'État, et qui font plus d'honneur à la philanthropie du monarque qu'à sa sagacité.

La difficulté de découvrir un moyen de se tirer

d'embarras, ne dispensait pas de l'obligation de le chercher. M. de Calonne crut l'avoir trouvé dans une assemblée de notables, qu'il espérait entraîner par l'amour du bien public, ou dominer par son ascendant, de manière à faire cesser la résistance que les cours de magistrature opposaient depuis longtemps à l'enregistrement de tous les édits.

Son plan reposait sur la répartition égale de l'impôt, sur l'établissement d'états provinciaux dans tout le royaume, et l'abolition de plusieurs droits vexatoires dont on se plaignait avec raison.

On ne peut, qu'applaudir aux principes développés dans le mémoire intéressant, que ce ministre soumit au roi; mais, en réfléchissant à l'état réel de l'esprit public, on doit avouer qu'il reposait sur de belles chimères.

Par un calcul ou un désintéressement difficile à concevoir, M. de Calonne avait provoqué lui-même l'influence de ses plus ardents détracteurs dans l'assemblée des notables, et particulièrement celle de l'archevêque de Toulouse, intrigant sans morale comme sans moyens, qui aspirait à le remplacer. Enfin cette assemblée, regardée comme la dernière arche de salut, fut installée; M. de Calonne fit, avec le talent oratoire qui le distinguait, un tableau séduisant de la situation prospère où se trouvait la France depuis l'heureuse issue de la dernière guerre. Ce tableau, quoique fidèle, était malheureusement terminé par un aveu pénible de l'embarras des finances et d'un déficit de 1400 millions, qu'il fallait couvrir par une augmentation de charges annuelles de 127 millions. En vain le ministre propose des moyens d'y subvenir et fait ressortir la faiblesse du sacrifice imposé à la France, en comparaison des heureuses destinées qui l'attendent. On oublie tout ce que ce souvenir avait de glorieux, pour se rappeler que six ans auparavant, Necker promettait un excédant annuel de dix millions. On ne peut concevoir qu'outre les revenus ordinaires du fisc, on ait dévoré dans ce court espace de temps, et en pleine paix, des sommes si exorbitantes; et l'on observe d'ailleurs que le nouveau projet repose sur la suppression des privilèges pécuniaires auxquels on attache tant de prix.

Les détracteurs de M. de Calonne ne manquent pas de tirer parti de la contradiction apparente qui existe entre les assertions du contrôleur et le compte rendu de son prédécesseur, et croyant y trouver la preuve d'énormes déprédations, ils l'accusent hautement. Ce fonctionnaire devient en un instant l'objet de l'animadversion générale; perdu dans l'esprit des grands et du clergé, accusé par le tiers état d'avoir augmenté les charges et détourné les deniers publics pour fournir à tous les débordements des courtisans, il est forcé de quitter le ministère et de se retirer chez l'étranger, où son activité et ses intrigues ne tardent pas à faire un mal irréparable à la France et à la famille qu'il voulait sauver.

Peut-être trop de facilité dans les payements faits à la cour et aux pensionnaires de la liste civile, donna-t-elle prise aux inculpations dont il fut la victime : toutefois il semble plus juste de croire que les calculs de Necker étaient inexacts. Le déficit provenait en majeure partie des efforts pour la guerre d'Amérique, Necker ne l'avait pas comblé; et si M. de Calonne y ajouta quelques millions, ce n'était pas une raison de lui imputer tout le mal.

Les notables satisfaits de la retraite du ministre, cédant néanmoins à la nécessité de ne pas détruire les espérances que leur réunion avait fait naître, ou inspirés par un reste de patriotisme qui leur commandait de porter remède aux maux de l'État, adoptèrent en grande partie les projets de l'homme qu'ils venaient de sacrifier.

Les corvées furent abolies, la gabelle jugée, la libre circulation intérieure et la liberté du commerce des grains consacrées, la subvention territoriale établie; mais les parlements qui ont joué un rôle si contradictoire sous ces deux derniers règnes, sans cesser pour cela de prouver leurs orgueilleuses prétentions, luttèrent encore cette fois contre le bien public pour soutenir les prérogatives des corps privilégiés.

Sur ces entrefaites, l'archevêque de Toulouse, plus connu dès lors sous le titre d'archevêque de Sens, ou cardinal de Loménie, avait atteint son but: investi d'un pouvoir immense et nommé principal ministre, il semblait que sa dictature pût seule sauver la monarchie, et elle en accéléra la perte. Ce ministre d'un caractère au fond pusillanime, n'avait d'énergie que par emportement.

La résistance des parlements ne lui déplut point,

tant qu'elle porta sur les projets de Calonne, puisqu'elle justifiait ses intrigues contre lui : mais lorsque cette résistance se prolongea et heurta toutes les mesures de l'administration, le cardinal imagina de mettre les parlements en vacances, et de substituer au consentement de ces magistrats frondeurs, celui d'une cour plénière. C'était une assemblée de députés de chaque ordre, calquée, disait-on, sur les plus anciennes institutions de la monarchie; mais toutes les magistratures voyant dans cette innovation une menace sérieuse contre leurs prérogatives, excitèrent un mécontentement universel. La Bretagne se constitua en révolte ouverte; la noblesse se mit à la tête des opposants, et par une bizarrerie qui caractérise au reste toute la marche de cette révolution, les bourgeois de Rennes et de Nantes furent les plus ardents défenseurs des corps privilégiés, tant l'esprit de résistance à la cour, quel qu'en fût le motif, semblait une preuve de patriotisme ou d'attachement à la liberté!

Trop faible pour vaincre la résistance qu'il éprouvait, et trop inhabile pour la détourner, le nouveau ministre après avoir employé tour à tour une violence outrée, mais partielle, et une faiblesse qui n'était rien moins que de la modération, dut renoncer à son projet de cour plénière. Cependant l'État dépérissait et le mal augmentait de jour en jour sans que personne y trouvât même un palliatif. Le cardinal acheva de perdre toute considération par la faiblesse qu'il montra lors de l'invasion des Prussiens en Hollande, et en précipitant, par cet oubli de la politique nationale, la république des Provinces-Unis sous l'influence anglaise. Cette ineptie qui fit perdre d'un seul trait tout le fruit de la paix de 1783, dut paraître d'autant plus extraordinaire aux hommes d'État de tous les pays, que l'alliance de la cour de Vienne et la bonne intelligence avec la Russie eussent aisément donné les moyens de s'opposer à cette invasion. On lui reprocha également de n'avoir point su mettre à profit l'occasion qui lui fut offerte par Tippo-Saïb pour chasser les Anglais de l'Inde.

Dans la lutte qui s'était établie entre les parlements et le ministère, les premiers avaient prononcé le mot d'états généraux. En vain leur observe-t-on que cette assemblée nationale, qui n'a pas été réunie depuis 1614, et l'a été sans succès, restreindra probablement la puissance parlementaire. Quelques conseillers imaginèrent au contraire que les états ne restant pas en permanence, remplaceraient l'autorité précaire et toujours contestée des parlements, par un pouvoir plus fixe, plus constitutionnel et indépendant de la couronne; cette démarche d'une ambitieuse corporation fut le vrai signal de la révolution.

Le cardinal saisi d'effroi, à l'approche de l'orage qu'il avait lui-même amoncelé sur sa tête, après avoir, en moins d'un an, gaspillé les ressources de l'État, abusé de son pouvoir, ébranlé toutes les bases du gouvernement, donna, le 24 août 1788, sa démission de premier ministre, recommandant au roi M. Necker, comme le seul homme qui pût le remplacer, et que l'opinion publique désignait. La retraite de l'archevêque fut signalée par l'explosion d'une joie immodérée, qui dégénéra bientôt en sédition; on brûla son effigie sur la place Dauphine; le guet voulant s'y opposer fut désarmé. Ce désordre dura trois jours, et l'attroupement ne fut dissipé que par l'arrivée des gardes françaises et suisses.

Le roi, à la demande du parlement, et sur les instances de son ministre, venait de promettre les états généraux. M. de Necker n'était pas homme à le détourner de cette mesure, malgré ce qu'on pouvait en redouter. Il était évident que la réunion d'une telle assemblée, au moment où l'effervescence la plus violente agitait toutes les têtes, devait avoir des suites dangereuses : car on n'ignorait pas que les cahiers des provinces ne demandassent des réformes dont il était même impossible de mesurer l'étendue. Assembler les états, et ne pas accorder toutes ces réformes, c'était augmenter le mal et doubler le danger; et ce résultat semblait pourant le seul qu'on pût se promettre de cette grande mesure. Si, au contraire, on était résolu à faire toutes les concession réclamées, alors il semblait plus naturel qu'elles émanassent du trône, sans secousse, sans trouble. Le roi eût acquis des titres plus sacrés à l'amour de son peuple, et le gouvernement n'eût pas été renversé. Les parlements, dira-t-on, et les ordres de la noblesse et du clergé n'eussent pas consenti à se dépouiller de leurs priviléges : la cour et le parti aristocratique n'auraient jamais

donné leur assentiment à de nouvelles institutions qui eussent limité leurs droits. Mais à quoi bon réunir alors une assemblée où ces deux ordres devaient avoir la majorité? n'était-ce pas un motif de plus pour éviter de faire naître des débats, qui devenaient seuls un principe de bouleversement? Ne paraissait-il pas plus convenable de procéder successivement et avec mesure aux améliorations exigées par les circonstances, en se servant de toute la force qu'avait alors l'autorité royale?

Necker envisagea cette réunion sous un autre aspect; elle alliait selon lui les intérêts du royaume à son système et à ses vues particulières. Les hommes qui tiennent le timon de l'État, ne sont que trop enclins à voir le bien général dans les fictions qu'ils se créent, et à prendre pour l'intérêt public ce qui n'est que le leur, ou un moyen d'arriver à leurs fins. Le ministre, pensant que les états généraux substitués à l'influence des parlements apporteraient moins de résistance aux projets du gouvernement, voyait en eux un levier puissant pour ébranler l'autorité de ces intraitables magistrats. Il jugeait peut-être aussi qu'une telle assemblée nationale serait un instrument vigoureux entre les mains d'un ministre fort de sa popularité. Et, pour être vrai, il faut convenir que le gouvernement se trouvait dans un extrême embarras. Placé entre la nécessité de faire des réformes commandées autant par l'opinion générale que par les besoins de l'État, et entre l'impossibilité de faire agréer ces innovations aux corps privilégiés, il ne lui restait que deux moyens, ou d'en appeler à la masse de la nation, ou de faire le bien par des coups d'autorité. Ces deux remèdes, également violents, offraient des dangers manifestes. Convoquer les députés de la nation, c'était mettre aux prises des partis exaltés, et provoquer le choc des priviléges contre les hommes décidés à les renverser : frapper des coups d'autorité, c'était s'aliéner les esprits des opposants sans gagner celui du tiers état; mais ce dernier moyen, tout insuffisant qu'il parût, aurait du moins opéré une partie du bien désiré en évitant de mettre les factions aux mains, et d'allumer les premières étincelles d'une guerre civile.

On ne doit pas supposer que Necker n'eût prévu aucune de ces conséquences, mais que, séduit par les avantages apparents de cette réunion, il comptait diriger les états à son gré. On lui a prêté aussi le projet d'introduire la constitution anglaise en France : en donnant au ministère toute la force qu'avait celui d'Angleterre, il espérait, disait-on, s'emparer du principal rôle et gouverner la nation par l'influence qu'il acquerrait sur les députés.

Le mal n'eût pas été grand, sans doute, puisqu'après vingt-cinq ans d'expérience, on n'a pas beaucoup dévié de ces principes dans la charte donnée par Louis XVIII à la France; mais à cette malheureuse époque de 1789, des nobles orgueilleux regardaient comme une usurpation, ce que l'immense majorité de la nation considérait comme l'exercice de ses droits.

Quoi qu'il en soit, la mesure du doublement des députés du tiers que le ministre fit adopter, dénote assez de quels moyens il voulait se servir pour arriver à ses fins : c'était le premier pas vers l'établissement d'une chambre des communes.

Une ambition plus nuisible, celle du duc d'Orléans, fut signalée dans le même temps : refusant de prendre part aux actes des princes et des pairs, épousant les intérêts du tiers état, répandant des largesses au bas peuple, annonçant par ses instructions aux bailliages des vues opposées à celles de la cour, il prouva qu'il ne lui pardonnerait jamais son exil en Angleterre, et que toutes les voies lui étaient égales pour sortir de la nullité politique à laquelle il semblait condamné, autant par son caractère que par sa condition.

Cependant l'effervescence augmentant de plus en plus, le parlement crut devoir prendre un arrêté sur la situation intérieure du royaume, afin de consacrer toutes les réformes qu'on avait droit d'attendre.

Pour rendre cet acte plus complet, les pairs déclarèrent qu'ils consentaient à la répartition égale de l'impôt (décembre 1788); mais ces concessions tardives devenaient insuffisantes, car les états généraux déjà convoqués pour le 1er mai 1789, étaient chargés d'en solliciter de beaucoup plus importantes.

Quelques jours avant leur réunion, plusieurs de ces hommes sans aveu, dont les rues de Paris fourmillaient depuis quelque temps, ameutent la populace des faubourgs contre le fabricant Réveillon.

sous prétexte qu'il voulait diminuer la paye des ouvriers. Sa maison est pillée, son effigie brûlée, et des désordres affreux se commettent pendant deux jours; les gardes françaises accourues un peu tard sont forcées d'en venir à un combat, dans lequel une centaine d'hommes mordent la poussière. Cet événement, dont on a jusqu'a ce jour ignoré les instigateurs, sembla un coup d'essai pour de plus vastes desseins.

Enfin l'ouverture des états, attendue avec tant d'impatience, se fit le 5 mai 1789.

On ne tarda pas à se convaincre que c'étaient deux partis en présence et prêts à en venir aux mains, bien plus qu'une assemblée de législateurs chargés de procéder avec modération et justice au perfectionnement de l'édifice social.

La grande question à résoudre, après le doublement de la représentation du tiers, était celle des votes par ordre. Dans les anciennes assemblées chacun d'eux avait toujours voté séparément; mais ce mode parut injuste aux représentants des communes, qui trouvant leur influence trop restreinte, et cédant d'ailleurs à l'opinion du jour, croyaient voir une injure dans tout ce qui pouvait établir une démarcation entre eux et la noblesse. Les pairs, quoique disposés à toutes les concessions pécuniaires, se prononcèrent pour le maintien des anciens usages qui constituaient la prérogative la plus importante des ordres supérieurs du royaume. La lutte fut donc bientôt engagée.

Les députés du tiers, assemblés à l'effet de vérifier leurs pouvoirs, invitèrent la noblesse et le clergé à se réunir à eux. Après plusieurs jours de débats et la scission de quelques membres de ces deux derniers ordres, la proposition étant rejetée, la chambre des députés du tiers se constitua en assemblée nationale, le 17 juin, sur la proposition de Sieyes.

Le gant une fois jeté, il n'y avait pas à balancer; il fallait ou consentir à la réunion demandée, ou traiter ces nouveaux législateurs comme des séditieux, en les renvoyant dans leurs provinces. Le choix semblait embarrassant dans l'état d'exaltation où les esprits étaient déjà parvenus, chaque parti extrême pouvait causer un bouleversement. Mais il est des cas où il faut tout risquer pour tout sauver. Le roi, indécis entre le système de son ministre et les conseils de la reine et des princes, prit un de ces demi-moyens qui tenaient à l'irrésolution de son caractère, et qui ont si puissamment contribué à sa perte.

La salle des députés avait été fermée sous prétexte des préparatifs nécessaires pour une séance royale. Cette mesure exécutée sans avertissement préalable, accéléra l'explosion. Les députés se rendant à leur poste, le 20 juin, en trouvent les issues gardées et se rassemblent au jeu de paume; là dans l'exaltation de leur mécontentement, ils jurent de ne point se séparer sans avoir rempli la mission qu'ils ont reçue, et donné à la France les bases d'une constitution; serment célèbre, qui développa avec plus d'intensité le feu de la révolution, légitimant d'avance ce qui allait résulter de cette première démarche.

Necker ne dissimulait point qu'en assemblant les états généraux, il n'eût en vue de grandes réformes dans la constitution : tous les députés arrivaient à Paris avec la ferme conviction qu'ils seraient appelés à régénérer la France, et leur enthousiasme s'en trouvait d'autant plus exalté. Mais le ministre, jaloux de se réserver l'honneur de ces améliorations, fut le premier à blâmer le rôle que venait de s'attribuer la chambre du tiers, et proposa en effet au roi de tenir un lit de justice dans lequel il espérait soumettre ses idées à la nation. Il fut déçu dans ce projet : la reine, les princes et les grands parvinrent à faire tourner cette mesure contre celui qui l'avait proposée, et déterminèrent le roi à improuver l'acte illégal par lequel les députés s'étaient constitués en assemblée nationale. En effet, après avoir présenté aux états la concession de 35 articles importants qui étaient le résultat du dépouillement des cahiers des trois ordres, le roi déclare nuls les arrêts du tiers et ordonne la séparation de l'assemblée. Ces concessions, qui à la dernière réunion des notables eussent comblé tous les vœux, paraissent alors intempestives et insuffisantes. Necker n'assistant pas à cette séance, les députés s'indignent en songeant que cette démarche violente était improuvée par le ministre même et n'était que le résultat de l'intrigue des nobles qui entouraient Louis.

L'indignation est portée au comble quand le grand maître des cérémonies vient signifier aux

députés l'ordre de se retirer. Mirabeau se levant, lui répond avec énergie : « Vous n'avez aucune mis- » sion qui vous autorise à nous donner des ordres ; » nous saurons remplir celle que nous avons reçue » du peuple, et ne sortirons d'ici que par la puis- » sance des baïonnettes. » Sieyes et Camus appuyant leur collègue, les députés restent en permanence.

La cour éperdue, passa subitement d'un extrême à l'autre, et ne se sentit pas les forces nécessaires pour frapper un coup d'éclat. Le seul moyen qui se fût peut-être présenté pour sauver la France, eût été de sonder, d'un coup d'œil vaste, toute la profondeur de l'abîme, de rédiger une charte en peu d'articles où les principes de la recomposition du gouvernement eussent été ébauchés, et de dissoudre sur-le-champ les états généraux en faisant partir les députés, et provoquant en même temps l'élection d'une assemblée législative, qui pût s'occuper de lois organiques, sans toucher aux bases constitutionnelles fixées par cette charte.

Mais, pour frapper un tel coup, il eût fallu déclarer l'égalité de l'impôt, proclamer celle des droits politiques, confier la législation à deux chambres, et l'administration à un ministère responsable ; principes qui trouvaient une opposition irrésistible dans la plupart des grands. Peut-être même l'effervescence était-elle déjà montée au point, que ces institutions eussent à peine suffi pour satisfaire les novateurs, et que les esprits, loin de se calmer, auraient oublié le bienfait d'une telle mesure pour ne s'occuper que de l'injure produite par la dissolution de l'assemblée. Cependant c'était le seul moyen de ne pas compromettre la dignité royale et de ne pas la mettre aux prises avec des factions, tout en faisant les concessions exigées par l'esprit du siècle. Ces mesures générales auraient pu être secondées par l'exil du duc d'Orléans, si l'on pensait qu'il fût l'âme du complot.

Le roi crut mieux faire en se pliant aux circonstances et permettant que l'assemblée continuât ses séances dès le lendemain. Bientôt la majorité du clergé vint s'y réunir, et le 27 juin, la noblesse cédant à la force de l'opinion, autant qu'aux insinuations de la cour, se décida enfin à venir prendre place dans ce nouveau sanctuaire des lois, de peur d'en être exclue à jamais, si elle persistait dans son opposition.

La joie universelle qui éclata dans le royaume à la réception de cette nouvelle, apprit aux hommes qui avaient tant osé, sur quelle force ils pouvaient désormais compter pour l'achèvement de leur entreprise. Il semblait néanmoins que rien ne dût s'opposer au salut de la France, puisque les mandataires de toute la nation, réunis en un même corps, allaient s'entendre sur ses plus chers intérêts ; ces jours d'allégresse et d'espérance furent de courte durée.

Soit que les conseillers du roi en ne sévissant pas d'abord contre les députés, n'aient eu en vue que de suspendre sa vengeance jusqu'à ce qu'ils fussent plus en mesure de frapper un coup vigoureux, soit qu'ils conçussent des craintes pour l'avenir, ils appelèrent à Versailles et à Paris plusieurs régiments suisses et allemands sur lesquels on comptait le plus, et dont la force montait à près de vingt mille hommes.

Leur arrivée répand aussitôt l'alarme parmi les députés : redoutant le ressentiment de la cour qu'ils venaient de braver, ils demandent le renvoi de ces régiments comme un gage de la confiance du roi ; leurs amis, leurs affidés se répandent en même temps dans la capitale, où les esprits étaient ardents à prendre la défense des représentants chargés de soutenir les droits du peuple.

Sur ces entrefaites, Necker déjà coupable aux yeux de la cour, pour l'avoir entraînée par ses démarches imprudentes dans un torrent dont il ne pouvait plus se rendre maître, fut d'autant plus soupçonné d'abandonner ses intérêts après avoir évité d'assister à la séance royale ; on ne se contenta pas de lui retirer le portefeuille, il reçut encore secrètement l'ordre de quitter la France sans délai.

A la nouvelle du départ de ce ministre et de son remplacement par des partisans de l'aristocratie, la fermentation devint générale et les attroupements se multiplièrent. La réponse du roi à la demande du renvoi des troupes, loin de détruire les craintes, laissait un vaste champ à toutes les conjectures ; Louis proposait aux états de les transférer à Noyon, si les soldats leur portaient ombrage. L'assemblée, irritée, prit le 13 juillet un arrêté qui insistait sur l'éloignement des troupes, rendait les ministres responsables de ce qu'on oserait entreprendre

contre la nation et ses représentants, et demandait la formation des gardes bourgeoises.

Mais, au même instant, des événements plus décisifs se passaient dans la capitale ; il est difficile de se représenter le mouvement impétueux qui soulevait en effet cette grande cité. La foule accourt au Palais-Royal, prend le buste de Necker et celui du duc d'Orléans, les porte en triomphe dans toutes les rues, et voit ainsi grossir progressivement son cortége. En vain des détachements de Royal-allemand opposent une résistance hors de proportion avec les moyens d'attaque, ils sont forcés de se retirer ; le prince de Lambesc, assailli de pierres, charge la populace jusque dans les Tuileries ; le canon tire, le tocsin sonne, les boutiques d'armuriers sont enfoncées ; les scènes tumultueuses se prolongent jusques à la nuit ; des brigands profitent de l'obscurité pour brûler les barrières et s'introduire dans la ville.

Le lendemain (13 juillet), même répétition de désordres ; le tocsin sonne de nouveau ; la foule faisant armes de tout, se montre encore plus audacieuse que la veille ; le Garde-meuble est pillé ; on se porte à l'arsenal des Invalides, où trente mille fusils et six canons sont enlevés à la vue d'un camp de dix mille hommes, malgré le simulacre d'opposition de deux régiments. La défense faite aux soldats de tirer, paralyse la force publique ; désormais le peuple assuré de l'impunité est en état de tout entreprendre ; et pour achever le bouleversement, un caractère légal est imprimé à ce désordre par le comité des électeurs de Paris, qui s'était déclaré permanent jusqu'à la fin de la session des états généraux.

A l'instant les citoyens armés vont s'inscrire dans leurs districts, et cinquante mille hommes se trouvent organisés en compagnies. Un nouveau refus du roi d'éloigner les troupes vient accroître l'incendie ; les rassemblements redoublent le 14. Quelques voix proposent à cette multitude de se diriger sur la Bastille, et de détruire ce boulevard du despotisme où doivent gémir tant de victimes. Aussitôt on se met en marche, on attaque ces tours avec impétuosité ; les gardes françaises conduites par leurs sous-officiers se trouvent même à la tête des assaillants : le pont-levis est escaladé ; les chaînes en sont brisées ; le gouverneur Delaunay conduit jusqu'à l'hôtel de ville y est massacré, ainsi que plusieurs invalides de sa garnison et le prévôt de Paris ; mais au grand étonnement des libérateurs, on ne trouva dans cette fameuse prison d'État, que sept personnes détenues pour délits réels ou pour folie.

A Versailles, l'assemblée était en permanence depuis quarante-huit heures, déclarant qu'elle y resterait jusqu'au renvoi des troupes. La cour était consternée sans connaître pourtant toute l'étendue du péril qui la menaçait.

La révolution a été uniquement attribuée aux progrès de la civilisation et à l'opinion ; mais au récit de ces scènes tumultueuses, on se demande naturellement si l'opinion dirigea seule cette levée en masse, ces promenades de bustes, ces attaques du Garde-meuble, des Invalides et de la Bastille, sans opposition de la part des troupes ? Était-ce bien l'esprit public qui poussait dans les rangs de la multitude, ces gardes françaises naguères si disciplinées sous le duc de Biron ; eût-il opéré seule cette soudaine organisation de milices armées et cette assemblée d'électeurs, ou bien tout ce désordre fut-il réellement l'ouvrage d'un comité conspirateur comme plusieurs écrivains l'ont affirmé ?

Le voile qui couvre ces sombres mystères déjà à moitié déchiré par Bertrand de Molleville, et les détails qu'il donne sur les comités du Palais-Royal et de Mont-Rouge ne laissent guère d'incertitude sur la part que la faction orléaniste, prit à ces révoltes. Sans doute les intérêts du prince, qui lui prêta son nom, ne furent pas le véritable mobile de ces habiles meneurs, et il est bien plus probable qu'ils se servirent de son or et se couvrirent de l'impunité de son rang, pour arriver à leurs fins : s'ils voulurent réellement placer Philippe à la tête du gouvernement, c'était pour en tenir les rênes en son nom ; mais il faut convenir que ces conspirateurs manièrent avec une grande habileté l'arme puissante de l'opinion, et qu'en dirigeant adroitement cette nouvelle reine du monde, ils en firent le principal instrument de leurs succès.

A la tête de ce parti figurait Mirabeau, connu par plusieurs écrits polémiques et par sa célèbre réponse au garde des sceaux à la séance du 23 juin. Cet homme extraordinaire semblait réellement né

pour régir un État. Dédaigné par l'ancien gouvernement, on attribua son éloignement des affaires aux désordres qui avaient signalé sa jeunesse et fait naître des doutes sur sa moralité; on lui a imputé le projet d'aspirer au ministère et d'avoir voulu placer la cour dans une situation à ne pouvoir se passer de ses services, et il faut avouer que si on avait eu recours à lui en 1787, en l'investissant du pouvoir immense conféré à M. de Loménie, il est probable que la révolution n'aurait pas eu lieu. Il serait injuste de dire que Mirabeau n'y ait participé que pour son intérêt particulier; ses principes l'y portaient naturellement. Doué d'un génie vaste et hardi, il voulait de la célébrité; et, considérant l'autorité absolue comme un obstacle au développement des grands talents, il désirait à peu près la constitution anglaise, qui, plus favorable aux discussions publiques, lui assurait une influence proportionnée à son mérite, et semblait satisfaire en même temps l'amour-propre des Français; l'envie de jouer un rôle s'allia donc à ce qu'il croyait l'intérêt de son pays.

A côté de lui brillait l'abbé Sieyes, d'une éloquence moins ardente, mais homme d'État profond et dissimulé. Attaché au duc d'Orléans, il avait rédigé les fameuses instructions de ce prince aux bailliages; on sait que ce fut lui qui constitua les députés du tiers en assemblée nationale. Le système de ces deux hommes semblait former le point d'appui désiré par Archimède pour ébranler le monde; il n'en fallait pas tant pour renverser l'autorité vacillante d'un prince qui s'abandonnait alternativement à tous les partis, et ne semblait éviter un écueil qu'afin de se précipiter dans un autre.

Autour d'eux se groupaient Adrien Duport, Latouche, Laclos, tous hommes distingués par leur énergie et leur mérite. L'avocat Target partagea d'abord leur popularité et leur influence; les talents qu'il venait de déployer au barreau avaient enflé sa réputation; on s'aperçut bientôt qu'il est plus facile de déclamer un plaidoyer que de régir un empire.

Le résultat de leurs premières entreprises ayant surpassé ce qu'ils pouvaient s'en promettre, on devait bien s'attendre qu'ils n'en resteraient pas là.

Les événements se pressèrent dès lors avec plus de violence; le roi se rendit à l'assemblée et ensuite à Paris pour annoncer le renvoi des troupes, et promettre le rappel de M. Necker. Cette entrée dans la capitale présenta un spectacle aussi imposant que nouveau; plus de cent mille hommes armés, formés en haie depuis Passy jusqu'à l'hôtel de ville attestaient l'ivresse générale que l'espoir de la restauration inspirait. Disons-le à la louange des Français, les partisans d'une liberté raisonnable formaient à cette époque l'immense majorité de la nation.

Le comte d'Artois, ses fils et les princes des maisons de Condé et de Conti, connus pour être les plus chauds partisans des ordres privilégiés et les chefs du parti aristocratique, quittèrent, non sans courir de grands dangers, le territoire français pour chercher dans l'étranger une sûreté sur laquelle ils n'osaient plus compter. Ils furent suivis de M. de Breteuil que le roi chargea de pouvoirs et d'instructions secrètes pour les différents cabinets.

Le 16, Bailly fut nommé maire de Paris et Lafayette commandant de la milice parisienne, qui peu de jours après se trouva organisée et habillée à l'instar des régiments de ligne.

A la nouvelle des événements du 14 juillet, les troubles les plus violents se manifestèrent dans les provinces; partout on accusait les nobles de s'opposer à la régénération et à la félicité publique; partout on rappelait les longs griefs qu'on avait contre eux. Plusieurs, à l'imitation des princes du sang, furent contraints à s'expatrier, laissant leurs habitations à la merci d'une population exaspérée.

Un accident grave, arrivé dans un château près de Vesoul, devint peu de temps après le signal de la dévastation. Un grand nombre de châteaux furent livrés aux flammes, et la Franche-Comté surtout se distingua par ses violences envers les gentilshommes.

Une disette alarmante venait ajouter à ce sombre tableau.

L'armée ne tarda pas à suivre l'exemple des gardes françaises; celles-ci sourdement instiguées avaient déjà prouvé au 14 juillet ce qu'il fallait en attendre. Un grand nombre des leurs demandèrent à passer dans les gardes parisiennes où plusieurs bas-officiers furent placés avec avantage (même comme capitaines), et où les soldats formèrent plusieurs compagnies soldées. Quelque surprise qu'on éprouve

en voyant un corps d'élite comme les gardes du roi, changer ce rôle contre celui de soldats de Lafayette, il faut avouer que cet événement aurait eu son bon côté en donnant à ce général l'autorité nécessaire sur les autres bataillons de gardes nationales, et le mettant en état de s'opposer aux désordres de la population, si ces compagnies n'avaient pas été elles-mêmes à la disposition des agitateurs. L'exemple qu'elles venaient de donner fut bientôt contagieux; c'était à qui abandonnerait les drapeaux du roi pour se ranger sous ceux de la nation, comme si ces deux mots ne devaient pas être toujours synonymes. La marine même ne resta pas exempte de la contagion, de nombreux désordres eurent lieu dans tous les ports.

Quelques rayons consolateurs venaient de loin en loin éclairer cet horizon couvert des plus affreux nuages. Le retour de Necker et la séance du 4 août furent de ces interstices heureux. Ce ministre avait reçu à Bâle la nouvelle de son rappel; son retour fut un véritable triomphe, et l'ivresse qu'on manifesta lors de son apparition à l'assemblée nationale et à l'hôtel de ville de Paris, contrastant singulièrement avec la position critique de la cour, offre un exemple remarquable des vicissitudes de la fortune. Le citoyen de Genève reprenait pour la troisième fois le timon de l'État, plus puissant en apparence que le roi dont il avait, en quelque sorte, ébranlé l'autorité; mais son illusion fut de courte durée: idole d'une faction que la victoire avait rendue orgueilleuse, il ne pouvait compter sur son culte qu'en servant ses passions, et sa chute fut inévitable dès l'instant où il se trouva en opposition avec elle.

Le 4 août, l'assemblée délibérant sur les propositions de MM. de Noailles et d'Aiguillon, députés de la noblesse, prononça l'abolition de tous les priviléges. Il fut sublime et touchant le tableau de cette nuit célèbre, dans laquelle on vit une noblesse généreuse, se dépouiller de ses droits les plus chers, et un clergé renoncer à des bénéfices devenus l'objet de tant de réclamations! On frappa des médailles pour perpétuer la mémoire de cet événement, et le roi fut proclamé le restaurateur de la monarchie. Cependant ces décrets n'atteignirent point leur but; on remarqua même que les nobles de province, mécontents des concessions de cette minorité de leur caste, n'en devenaient que plus ardents ennemis du nouvel ordre de choses, et la haine qu'on leur portait s'en accrut.

La révolution aurait dû se terminer là, car la masse de la nation venait d'obtenir tout ce que l'esprit du siècle réclamait impérieusement; des hommes éclairés possédant sa confiance et investis d'une autorité sans bornes pouvaient procéder avec calme et dignité à la rédaction de cette charte constitutionnelle qui faisait l'espoir de tous. Mais l'anarchie s'était déjà introduite dans l'État. Montesquieu a dit : « Qu'il est dangereux pour les
» peuples de changer le principe de leur gouver-
» nement, parce que le ressort de l'ancien étant
» brisé, celui du nouveau lui succède avec len-
» teur; il s'établit une crise durant laquelle la mul-
» titude, dégagée des entraves des lois anciennes
» par l'approche des lois nouvelles, brise le con-
» trat social, en sorte que la force est substituée à
» la justice. » Cette sentence du plus grand des publicistes, est en deux mots l'histoire de la révolution.

Outre le comité insurrectionnel dont nous avons parlé, il s'élevait en effet, au milieu de l'effervescence et de l'agitation des partis, des autorités illégales qui devaient un jour porter le dernier coup à la monarchie, et dominer jusqu'aux travaux de cette assemblée qui se montrait avec tant d'énergie dans ses débuts. La nomination de Lafayette au commandement d'une milice de cinquante mille hommes indépendante de l'autorité royale, venait de créer une puissance effective bien supérieure à celle du gouvernement, qui disposait à peine d'un régiment. Un pouvoir civil formidable s'était institué au milieu de l'agitation. L'assemblée des électeurs de Paris qui aurait dû cesser d'exister après la nomination des députés de la capitale, et dont nous avons signalé l'institution arbitraire, tenait des séances, et délibérant au nom des habitants de cette grande cité, s'était saisie d'une influence décisive.

La population de Paris, divisée en soixante districts et en soixante bataillons armés, pouvait recevoir en quelques heures l'impulsion qu'il plaisait aux meneurs de l'assemblée, au comité électoral, ou au général Lafayettte de lui imprimer. Cet exemple fut incessamment imité dans tout le royaume; trois millions d'hommes armés, habillés et orga-

nisés, couvrirent le sol de la France et la transformèrent en un vaste camp, commandé par mille individus et à la disposition de toutes les autorités, hors celle du roi.

Les districts se composaient de la réunion des citoyens jaloux de discuter sur les affaires publiques; ils avaient leurs présidents qui se trouvaient à la fois magistrats municipaux et présidents d'assemblées tumultueuses ; c'étaient autant de forum où le peuple allait s'exalter contre le gouvernement. On avait placé à la tête de ces sections des hommes distingués par leur éloquence populaire, et Mirabeau s'était attaché à y mettre des agents de son choix. Danton que nous aurons occasion de citer trop souvent présida d'abord le district des Cordeliers.

Une association qui ne tarda pas à étonner l'Europe par son audace et ses forfaits, prit aussi naissance dès ces premiers temps; nous voulons parler des jacobins. Dans l'origine, cette société se composa d'hommes probes, exaltés peut-être dans leurs idées, mais au moins excusables par la sincérité de leur attachement à la liberté. Des patriotes assemblés pour aviser aux moyens de faire triompher les principes auxquels ils rattachaient toute la grandeur et le bonheur de leur pays, en furent les fondateurs. Une telle réunion put être utile quand les seuls magistrats s'y rendaient, afin de s'éclairer sur la marche des affaires ou d'y concerter des mesures utiles à la chose publique; mais des intrigants s'introduisirent insensiblement dans ses rangs. Soit qu'ils jugeassent du premier abord toute la puissance qu'une telle arme mettrait infailliblement dans leurs mains, soit qu'ils n'en eussent acquis l'expérience qu'à mesure de leurs progrès, il est certain que les jacobins, à l'instar de nouveaux sectaires, animés de prosélytisme, couvrirent de leurs ramifications, les parties les plus reculées de la France, et correspondirent régulièrement avec le centre établi à Paris. Une seconde puissance se forma ainsi dans l'État; l'esprit de secte l'emporta sur l'esprit public, et peu à peu l'étranger, l'intrigant, le mécontent et le fougueux anarchiste, dominèrent ces réunions tumultueuses, où les avis les plus violents l'emportaient sur le langage de la raison.

Cependant, l'assemblée faisait tous ses efforts, pour atteindre en quelque sorte les hautes destinées auxquelles elle s'était vue appelée : elle persévérait avec énergie et constance dans ses travaux, dont elle se promettait la restauration du royaume et la rédaction d'une nouvelle constitution qui en assurât le bonheur; elle eût incontestablement atteint ce but si, entraînée par de faux dogmes, elle n'avait cru augmenter la liberté publique de tout ce qu'elle ôterait à la prérogative royale.

Le parti qui voulait conserver à la monarchie un reste de majesté et de vigueur, désirait la constitution anglaise avec ses deux chambres. Mais si le roi, les nobles et le haut clergé voyaient dans l'établissement des pairs, un moyen réel de mettre un frein à l'esprit de nivellement qui se manifestait déjà avec tant de violence, les novateurs, par la même raison, craignaient de perdre leur influence et préféraient une seule chambre, parce qu'assurés de la majorité ils étaient certains de gouverner. Un jeu de mots de Rabaud-St-Étienne décida d'une matière si importante et si grave; l'unité de la législation fut décrétée par comparaison avec celle de la divinité.

Le parti d'Orléans n'était pas le seul qui saisit avec empressement toutes les occasions d'abaisser le pouvoir exécutif; la faction américaine, à la tête de laquelle on peut placer Lameth et Lafayette, comptait des adversaires non moins redoutables pour la cour : peut-être plus pure dans ses principes de liberté, elle n'était pas moins exagérée dans l'application qu'elle en faisait. La constitution des États-Unis pour laquelle les chefs de ce parti avaient combattu, était à leurs yeux le prototype de tout contrat social bien ordonné ; moins on s'en écartait, plus on se croyait près de la perfection. On associait les idées de bonheur que le sénat de Washington faisait naître, aux souvenirs de grandeur que le sénat romain avait transmis ; et bien des hommes de bonne foi crurent un instant, que la nation qui posséderait des institutions calquées sur ce modèle, ferait le bonheur du genre humain, en renouvelant les beaux jours de Rome et d'Athènes: ils ne songeaient pas que le monde a bien changé de face, non-seulement par la différence des mœurs, mais encore par celle qui existe dans les rapports des États entre eux.

Ces belles illusions, et ces doctrines aussi sédui-

santes en apparence que peu solides en réalité, eurent une influence marquée sur tous les travaux de l'assemblée.

Les premiers pas faits, les réformateurs sentirent bien qu'ils ne pouvaient plus reculer, car s'ils n'enchaînaient l'autorité par de nouvelles institutions, ils resteraient en butte à leurs ennemis comme à la vengeance de la cour et des grands. Une fausse démarche en entraîne toujours une autre, surtout en révolution; plus on sappait l'autorité du prince, plus la réconciliation avec la noblesse, le ministère et la famille royale, devenait illusoire, plus l'anarchie devait augmenter.

Tous les travaux du comité chargé de préparer les décrets constitutionnels, se ressentirent de cet esprit; si plusieurs de ces actes portent un grand caractère de sagesse et de libéralité, d'autres, et c'étaient malheureusement les plus importants, recevaient l'empreinte des passions et des intérêts particuliers. Réduire le pouvoir exécutif à une nullité presque absolue, renforcer l'autorité législative de toute celle qu'on enlevait au ministère; tels furent les principes des articles adoptés successivement par l'assemblée. Non contents d'enlever à l'administration la force indispensable pour faire marcher les rouages compliqués qui assurent son action, et de resserrer les bornes de l'autorité royale, ces législateurs inquiets s'affranchirent enfin de toute gêne dans leurs opérations, en décrétant le 21 septembre, que la sanction du roi ne serait plus nécessaire pour donner force à leurs lois, et qu'elle ne compterait qu'à dater de la seconde législation; mesure injuste, révolutionnaire, qui portait à son comble l'avilissement du trône et qui acheva d'aliéner tous ses partisans.

Les mois d'août et de septembre se passèrent sans secousse; mais les premiers jours d'octobre furent signalés par un événement sinistre, qui remplit d'effroi les amis de l'ordre, indigna tous les souverains de l'Europe, et dont les suites furent incalculables, puisqu'il servit de prétexte aux ennemis de la France et à ceux de la révolution pour s'armer de concert.

La disette n'avait fait que croître depuis le mois de juillet, et comme elle n'était pas naturelle, on l'attribuait universellement aux menées des agents du parti aristocratique. D'un autre côté le bruit se répandit que le roi voulait partir pour Metz, afin de se mettre à la tête d'une armée et de rentrer à Paris pour punir les amis de la révolution. Les esprits fermentaient de nouveau lorsqu'une fête, insignifiante en elle-même, vint donner lieu à la catastrophe du 6 octobre.

Soit pour protéger la personne du roi, soit pour assurer réellement son départ, on avait attiré à Versailles le régiment de Flandre et un de dragons; beaucoup d'officiers étaient accourus des différentes garnisons, et cette ville fourmillait de chevaliers de Saint-Louis. Un banquet donné par les gardes du corps à ces nouveaux venus devint le prétexte d'une conspiration. On publia que la reine, à l'instar de Marie-Thérèse, avait présenté le dauphin à l'issue de ce repas, au moment où l'on introduisait dans les salles une foule de soldats des gardes, et que l'épée nue à la main ceux-ci avaient fait le serment de défendre la famille royale. Après le départ de la cour, le vin échauffant les têtes, de jeunes imprudent escaladèrent les loges du théâtre, et arrachèrent, dit-on, la cocarde nationale à ceux qui la portaient.

Ces bruits semés dans Paris avec affectation par une quantité d'agents subalternes, sont accompagnés de conjectures alarmantes : on veut, disent-ils, enlever le roi, le placer à la tête d'une force considérable, dissoudre l'assemblée et punir le peuple; déjà on cherche à affamer la capitale pour la réduire; enfin, en avilissant la cocarde nationale, on veut y substituer les couleurs de l'aristocratie; la contre-révolution est certaine, la réaction sera terrible. Bientôt une nuée de femmes du plus bas étage se rassemble devant l'hôtel de ville, criant *du pain et Versailles!* assemblage de noms bien étrange et qui prouve que ce mouvement fut le résultat d'un complot. Après un long tumulte dont l'intensité augmente à mesure que la foule se rassemble, ces femmes forcent l'hôtel de ville, y prennent des armes, du canon, et partent pour Versailles, sous la conduite d'un nommé Maillard.

Cependant si le bruit du départ du roi alarme les hommes sages sincèrement attachés à la liberté, on craint avec plus d'anxiété encore les excès de la populace qui s'est rendue à Versailles. La garde nationale excitée sans doute par d'adroites insinuations veut y marcher et amener le roi à Paris pour le mettre en sûreté contre ces deux dangers; La

fayette refuse d'y consentir sans un ordre de la commune. Enfin, cet ordre venu, il part avec ses bataillons.

Cette armée qui ne montait guère à moins de vingt mille hommes, marchait sur plusieurs colonnes avec une avant-garde et du canon, comme s'il eût été question d'attaquer les plus dangereux ennemis de la France : elle était suivie d'une foule de mauvais sujet accourus de toutes les parties du royaume, armés de bâtons ferrés ou de piques, et dont la figure étrangère et sinistre contrastait avec celle des habitants de Paris, composant la garde nationale.

Par la lenteur de son départ, et celle inséparable d'une telle marche, Lafayette courut risque d'arriver trop tard. Depuis longtemps en effet la troupe des mégères de la halle et des faubourgs, renforcée de la populace de Versailles, et même d'une partie de la garde nationale de cette ville, entourait le château, et ces séditieux après avoir tiré plusieurs fois sur les gardes du corps, s'étaient avancés dans la cour des ministres, sans que les troupes qui avaient défense de faire feu, pussent s'y opposer.

Les femmes venues de Paris demandaient du pain ; la garde nationale ne savait trop à qui elle en voulait; sa rage se tourna contre ces mêmes gardes du corps qui l'avaient accueillie avec tant de fraternité quelques jours auparavant, et dont elle affectait alors de partager les sentiments. Une circonstance qui prouve combien peu la multitude sait ce qu'elle fait et ce qu'elle désire, c'est que tous les habitants de Versailles se révoltaient pour provoquer le départ du roi, de la cour et de l'assemblée, dont le séjour amenait l'abondance et la vie dans leurs murs.

Les femmes et quelques agents secrets ayant répandu de l'argent et corrompu bon nombre de mauvais sujets du régiment de Flandre, il ne restait ainsi qu'une force bien insuffisante pour tenir tête à cet orage. Le ministre comte de Saint-Priest, justement alarmé, sollicitait le roi de partir, lorsqu'une lettre de Lafayette, écrite sans doute avant qu'il n'eût l'ordre de se mettre en marche, fit espérer que le calme allait être rétabli dans Paris, et décida le roi à refuser ce parti extrême qui l'eût probablement sauvé. Ce prince voulut même essayer de rétablir également la tranquillité à Versailles, en faisant donner à la garde nationale de cette ville, ainsi qu'aux troupes, l'ordre de rentrer; mais au moment où celles de sa maison se mirent en devoir d'obéir, elles furent assaillies par une décharge qui blessa plusieurs hommes.

Le désordre croissait de plus en plus, l'animosité contre les gardes du corps était arrivée au plus haut degré, et la fermeture des grilles avait pu seule les mettre à l'abri, lorsque Lafayette arriva inopinément avec son armée. Après lui avoir fait prêter serment de fidélité *à la nation, à la loi et au roi,* le général se présenta d'abord à l'assemblée, inondée de la populace de Paris qui siégeait pêle-mêle avec elle; il se rendit ensuite au château où il promit, dit-on, au roi, de rétablir l'ordre et de répondre de tout.

Peut de temps après les anciennes gardes françaises vinrent prendre les postes qu'elles occupaient au château avant leur défection; elles firent même ouvrir les grilles en témoignage de la confiance qu'on plaçait dans le peuple : tous les autres postes furent également relevées par les troupes de Lafayette.

Le calme paraissait rétabli, mais ce calme était précurseur d'une insigne perfidie, et assurait le triomphe des conspirateurs.

Des milliers de brigands bivouaquaient sur les places, et les postes du château n'étaient pas même doublés. Le roi et l'assemblée s'étaient livrés au sommeil, sur les promesses du général parisien, lorsque le 6 octobre, à cinq heures et demie, cette foule de gens sans aveu qui avaient suivi les colonnes de la garde nationale, mêlée aux horribles femmes qui l'avaient précédée, s'avance sur le château par la cour des ministres et des princes. Quelques hommes introduits par les postes confiés aux gardes françaises massacrent les sentinelles des grilles et donnent passage à la foule : en un clin d'œil les brigands inondent le château, arrêtent ou blessent plusieurs gardes du corps, pénètrent à l'appartement de la reine, criant comme des bêtes féroces qu'il fallait lui couper la tête. Marie-Antoinette avertie par mesdames Auguié et Thibaut, n'a que le temps de se sauver presque nue chez le roi.

Après une heure de la scène la plus scandaleuse, les brigands sont enfin chassés des appartements et du château ; mais le tumulte continue sur les pla-

ces, où l'on se disputait les gardes du corps pour les mettre à la lanterne; le roi paraît au balcon pour apaiser les furieux, on veut aussi que la reine s'y présente. Une voix part de la foule et crie : « *le roi à Paris.* » Ce cri répété par mille sicaires qui n'en connaissaient pas la signification devient bientôt une loi impérieuse.

Louis répugnant beaucoup à prendre cette résolution, qu'il soupçonnait être un des motifs du complot dirigé contre lui, voulut d'abord consulter l'assemblée et la manda au château; la majorité consentait à s'y rendre, lorsque Mirabeau s'écria avec sa véhémence ordinaire, que les représentants ne pouvaient délibérer dans les palais des rois, et cette sortie vivement applaudie des tribunes fit manquer le projet. Une députation de trente-six membres et les sollicitations de Lafayette décidèrent enfin le roi à partir. La conduite ingrate des habitants de Versailles contribua du moins à diminuer les regrets que ce changement forcé de résidence eût inspiré au monarque. L'assemblée resta encore quelques jours dans cette ville, et ne suivit la cour à Paris que le 15.

Deux partis différents semblent avoir comploté cette funeste journée, l'un pour amener Louis et l'assemblée à Paris, afin de faciliter aux séditieux les moyens de s'emparer de l'autorité par la multitude de la capitale; l'autre pour attenter aux jours de la reine et forcer le roi à la fuite, afin de placer le duc d'Orléans à la tête des affaires en qualité de régent.

On désigna Mirabeau et le duc d'Orléans comme instigateurs de ces complots, et une procédure fut même dirigée contre eux par le Châtelet; mais soit que leur parti se trouvât déjà tout-puissant ou que leurs trames eussent été bien couvertes, ils furent disculpés par l'assemblée.

Le discours tenu un an après à la tribune publique par Mirabeau, et consignée dans le Moniteur du 4 octobre 1790, ne laisserait point de doutes sur ses projets, s'il ne s'était vanté plus d'une fois lui-même d'avoir amené le duc d'Orléans au pied du trône, sans que ce prince sût y monter.

Cette émeute, plus désastreuse que celle du 14 juillet, fut moins signalée par le nombre des victimes que par les attentats qui avaient été médités, et les vues audacieuses des conjurés qui les dirigèrent : ces suites bien plus menaçantes pour la monarchie et pour l'Europe entière, annonçaient la destruction des premiers nœuds du lien social : l'insurrection, le meurtre, transportés jusque dans les appartements inviolables des rois, présageaient déjà toutes les catastrophes imaginables, et rien ne dut étonner après un semblable début.

Les ennemis de Lafayette élevèrent contre lui des soupçons injurieux; on lui reprocha d'avoir cherché à inspirer de la confiance à Louis par la lettre qu'il écrivit avant son départ de Paris; d'avoir répondu de tout, sans prendre aucune mesure pour la sûreté du château; enfin de l'avoir laissé forcer par deux mille brigands armés de piques, quoiqu'il eût vingt mille hommes pour le défendre. Bertrand l'accuse de la plus noire trahison ou de la plus coupable imprévoyance, et nous pensons que c'est à tort : l'abandon chevaleresque, et l'extrême confiance dans les hommes et dans la générosité de leurs sentiments, qui ont toujours caractérisé ce général, suffisent pour détruire ces inculpations et pour expliquer sa conduite; il fut induit en erreur dans cette occasion comme dans beaucoup d'autres.

Cependant, soit qu'il sentît le besoin de réparer le tort que ces soupçons pouvaient faire à sa réputation, soit qu'il fût lui-même indigné d'avoir été trompé, il se rendit peu de jours après chez le duc d'Orléans, pour lui signifier, de la part du roi, l'ordre de quitter la France : ce prince partit en effet peu de temps après pour l'Angleterre; mais cette mesure devenait illusoire si on ne l'appliquait aux meneurs habiles qui se servaient de son nom, et aux conjurés subalternes qui aspiraient à de plus affreux résultats encore.

Une des suites les plus fâcheuses de cette journée fut la retraite de Mounier et de Lally-Tollendal, députés libéraux, mais vertueux et sages : l'exemple de ces honorables dissidents, imité par trois cents députés de la noblesse et du clergé qui n'avaient peut-être pas des motifs aussi louables, assura la majorité aux hommes entreprenants qui s'inquiétaient moins de faire triompher les principes de la liberté que de s'emparer d'un pouvoir arbitraire.

Les mois de novembre et de décembre 1789 et les premiers jours de 1790, ne furent signalés r

par l'adresse remarquable *d'un club révolutionnaire établi à Londres*, et par l'adoption de plusieurs décrets, au nombre desquels on distingue celui du 16 décembre, sur l'abolition des milices.

Le roi, pour ainsi dire captif au milieu de sa capitale, et réduit par la faiblesse de ses conseillers et l'astuce de ses ennemis au rôle le plus humiliant et le plus nul, se rendit le 4 février à l'assemblée, où il promit d'approuver et de défendre la constitution. Cette démarche inconsidérée fut arrachée au monarque, ou par la violence ou par de perfides conseils; car il connaissait trop ce qu'il devait à sa dignité, pour promettre d'avance fidélité à une constitution qui n'était pas achevée, et dont la rédaction même avait été soustraite à l'initiative royale.

L'assemblée que rien n'arrêtait dans ses travaux prononça le 24 février et le 15 mars l'abolition des droits féodaux et des distinctions honorifiques. Le 28 février, la constitution de l'armée fut déterminée, et les plus belles chances de la carrière des armes, ouvertes aux Français de toutes les conditions, ranimèrent l'émulation d'une jeunesse belliqueuse. La division du royaume en départements, l'organisation judiciaire, l'institution des jurés, l'initiative des lois et le droit de paix et de guerre enlevés au roi, et attribués à l'assemblée, furent les principales opérations qui signalèrent tour à tour, les talents et les principes, les passions et les erreurs de ces modernes Solons.

Après avoir donné ainsi un libre essor à leur esprit de réforme, ils durent enfin tourner leurs regards sur les finances. Les chocs produits par les mesures qu'on avait voulu prendre pour combler le déficit, étaient loin de remplir le trésor; l'embarras se multipliait au contraire par les divisions intestines et par les craintes qu'elles inspiraient. Augmenter les charges dans de telles occurrences, c'eût été se perdre aux yeux du peuple; on imagina d'y suppléer par la vente d'une partie des biens du clergé, et par la création d'un papier-monnaie. La fabrication de quatre cents millions d'assignats, hypothéqués sur les domaines nationaux, fut décrétée le 1er juin 1790, et fournit au gouvernement le moyen de faire face, pour un instant, aux besoins les plus impérieux. Cette mine féconde, dont l'exploitation est aussi délicate que dangereuse, procura plus tard d'immenses ressources à la France, pour soutenir la terrible lutte dans laquelle elle se trouva engagée.

On avait résolu de sanctionner ce qui venait de se passer depuis un an, par la célébration de l'anniversaire du 14 juillet; une fédération des députés des différentes administrations, de l'armée, et de toutes les gardes nationales du royaume, fut convoquée pour ce jour solennel. Une cérémonie imposante eut lieu au Champ de Mars : cent mille Français armés, jurant de défendre leurs institutions et leur liberté en présence de la cour, de l'assemblée, des ministres étrangers et de toute la population de Paris, offrirent un de ces tableaux magiques dont l'imagination la plus féconde aurait peine à se tracer une fidèle image.

Jusque-là les intérêts de politique extérieure avaient eu peu de part aux sollicitudes de l'aréopage français et de la nation régénérée. Les rudes attaques auxquelles les armes ottomanes étaient exposées par la réunion des forces de Joseph II et de Catherine, ne touchaient que faiblement des légistes, dont les vues ne s'étendaient pas jusqu'à embrasser toutes les relations des États européens. Nonobstant les grands avantages que le commerce du Levant, et ses relations avec la Porte assuraient à la France, elle se trouvait assez embarrassée, pour souffrir que l'Angleterre et la Prusse se saisissent de son rôle naturel, et devinssent à sa place les soutiens de l'empire de Sélim.

Un incident remarquable vint troubler à la fin de mai cet horizon en apparence si serein; le ministre Montmorin rendit compte à l'assemblée des difficultés survenues entre l'Angleterre et l'Espagne, au sujet de la baie de Nootka, sur la côte occidentale d'Amérique; le cabinet de Londres réclamait contre des violences envers son pavillon, et préparait des armements considérables pour s'en venger. L'occasion semblait belle pour réparer les échecs essuyés dans la guerre d'Amérique; Pitt était porté à croire que le même gouvernement qui avait laissé envahir la Hollande souffrirait patiemment que l'Espagne fût accablée, et ce raisonnement était d'autant plus naturel que le pacte de famille devait paraître odieux aux meneurs de l'assemblée. Ceux-ci en voulaient surtout aux princes de la famille dont ils conjuraient la perte; et le seul traité

qui honorât la politique du siècle de Louis XV ne serait sans doute à leurs yeux qu'un acte attentatoire aux libertés de la France.

Le coup faillit réussir ; cette ouverture amena des débats très-vifs sur le droit de paix et de guerre ; Barnave, Pétion, et Lameth, oubliant que toute la puissance politique d'une nation gît dans la faculté accordée à son gouvernement de faire la guerre à propos et de se ménager de bonnes alliances (1), se laissèrent entraîner par des doctrines fallacieuses qui tendent à diviser et énerver jusqu'aux moindres rouages de l'administration. Mirabeau seul, gardant un juste milieu, fut accusé d'avoir abandonné les bannières de la philosophie pour épouser le parti de la cour.

Enfin, après beaucoup de discussions savantes, et malgré la profonde logique de Maury, le droit de paix et de guerre fut dévolu concurremment aux deux pouvoirs.

Une résolution, plus funeste encore que celle-là, fut prise deux mois plus tard, à la suite de quelques débats sur un passage de troupes autrichiennes autorisées à traverser le territoire français pour se rendre en Belgique ; un comité diplomatique fut chargé, sur la motion de Fréteau et d'Aiguillon, d'interpeller les ministres sur toutes les relations extérieures de la France ; dès lors les transactions les plus délicates et les plus discrètes des cabinets, devinrent des objets de discussions à la tribune publique.

Les débats qui venaient d'avoir lieu relativement à des matières politiques, étaient cependant bien faits pour dégoûter les hommes d'État de cette nouvelle manière de procéder ; on applaudissait à outrance les orateurs qui croyaient aux protestations faites par lord Stanhope et le docteur Price, au nom de la société des amis de la révolution ; on berçait les esprits faibles des charmes que deux nations, jadis rivales, devaient trouver dans leurs nouvelles relations. L'esprit de parti dénature tout : il fut un instant où les philosophes de l'assemblée ne virent de véritables amis qu'à Londres ; le seul Martineau, député obscur, mais dont le nom doit passer à la postérité, osa crier « que les Anglais, » malgré leurs protestations, étaient les ennemis » les plus dangereux de la France, et qu'il fallait » s'en méfier. » Sa voix fut bientôt étouffée par de violents murmures, et cet accueil lui imposa un silence éternel.

Cependant, le comité diplomatique, influencé à son origine par Mirabeau, resta dans une juste ligne, et eut occasion, dans les premiers jours d'août, de faire un grand acte de politique nationale, à l'occasion des démêlés dont nous avons parlé ; il proposa non-seulement de soutenir l'Espagne, et de lui fournir le contingent fixé par le pacte de famille, mais encore de le porter à quarante-cinq vaisseaux. A la vérité, il était plus aisé d'expédier un décret que de faire sortir la flotte de Brest. Néanmoins cette fermeté en imposa au gouvernement britannique, qui se contenta d'une satisfaction insignifiante, bien convaincu qu'une occasion plus propice ne tarderait pas à se présenter. Il avait d'ailleurs trouvé dans ces démonstrations le moyen de se faire assigner les fonds nécessaires pour continuer ses préparatifs en silence. Quelques jours après, l'assemblée pria le roi de négocier avec les petits princes allemands possesseurs de biens en Alsace, et qui se trouvaient lésés par les décrets sur les priviléges ou droits féodaux. On ne s'attendait guère alors que des réclamations d'une si mince importance, deviendraient le prétexte d'une guerre sans exemple.

Ces débats solennels sur les intérêts extérieurs firent diversion à la véritable situation du royaume. La nation venait de conquérir des droits précieux sans doute ; mais rompant cette union qui constituait sa force, elle avait substitué des théories vagues à une administration dont les ressorts étaient puissants : les liens sociaux se trouvant ainsi relâchés, un vaste champ fut ouvert aux passions, aux intérêts individuels, à l'ambition personnelle, qui trop souvent prennent les dehors du bien public et du patriotisme. Des désordres menaçants éclatèrent dans les colonies ; Saint-Domingue et la Martinique se trouvaient dans une agitation qui présageait les plus grands malheurs : l'escadre de Brest faisait craindre une insurrection ; des scènes de carnage se passaient à Nancy dans le régiment suisse de Château-Vieux, et des excès commis à Nîmes provoquaient la fédération du camp de Jalès.

(1) Il faut rendre le ministère responsable des traités, mais lui en laisser le droit exclusif comme en Angleterre.

La constitution civile du clergé, décrétée le 12 juillet, et que le roi n'avait sanctionnée qu'à regret après un long retard, imposait aux ministres des autels un serment auquel la plupart répugnaient de se soumettre. Une nouvelle loi, rendue le 27 novembre, exigea d'eux cette formalité plus impérieusement. Ces mesures inconsidérées envers des hommes toujours prêts à colorer leur désobéissance du zèle de la foi, achevant de les exaspérer, ajoutèrent le danger des troubles religieux à la violence des troubles civils.

L'année 1791 commença sous les mêmes auspices que les précédentes : les insurrections se multipliaient, et les désastres occasionnés par celle de Saint-Domingue glacèrent d'effroi tous les Français capables d'en apprécier les suites. L'émigration des nobles avait un caractère alarmant, et ses résultats devaient être plus funestes encore que ceux de l'édit de Nantes.

L'assemblée des jacobins prenant un essor redoutable, signalait déjà les amis d'une monarchie constitutionnelle comme des ennemis du peuple, et des partisans d'un despotisme déguisé sous de plus belles formes ; l'esprit de démocratie devenait plus général, et allait bientôt faire place à une démagogie dégoûtante.

Les hommes les plus prononcés de l'assemblée commencèrent à redouter l'anarchie ; Mirabeau lui-même chercha à se rapprocher de la cour, et promit au roi de sauver le vaisseau de l'État, dont un naufrage semblait inévitable. Sa mort prématurée, qui arriva à l'instant où il se mettait en devoir d'exécuter les projets arrêtés entre lui et le ministère, a laissé croire que ses ennemis l'avaient empoisonné.

Dès lors la marche des événements devint plus inquiétante, le roi était sans cesse humilié. Ce prince voulant aller à Saint-Cloud, le 18 avril, fut arrêté sur la place Louis XV par un bataillon de gardes nationales, et forcé de rentrer au palais ; on le tenait depuis longtemps dans une espèce de captivité, et l'assemblée en fixant, au mois de mai, les Tuileries pour lieu de son séjour, sanctionna en quelque sorte cette opinion.

A cette époque les démarches diplomatiques annonçaient une alliance de puissances étrangères contre la France ; avant d'en indiquer l'origine, il convient de jeter un coup d'œil sur la situation politique à la fin de 1791.

CHAPITRE III.

Aperçu de l'état de l'Europe en 1791.

L'état où se trouvaient les puissances européennes dans les premiers moments de la révolution a été esquissé au chapitre 1er.

On y a tracé les démêlés de la Russie avec la Porte et la Suède, les mouvements agonisants de la nation polonaise, les espérances et les craintes que la constitution du 3 mai 1791 faisait concevoir, enfin les changements que la paix de Varela et celle Jassy devaient apporter dans la situation du nord de l'Europe.

Nous n'avons donc qu'à suivre la marche des événements, et à retracer ici ceux qui amenèrent l'intervention des puissances dans les affaires de France.

La Russie, toujours gouvernée par l'illustre Catherine, était encore engagée dans une guerre pénible et sanglante avec les Turcs ; elle avait besoin d'en cicatriser les plaies, et souhaitait la paix pour attendre l'occasion de faire repentir la diète de Varsovie de s'être donné une constitution. Si Catherine adopta, en 1780, un système assez sage pour se rapprocher des intérêts maritimes du cabinet de Versailles, elle était trop habile aussi pour ne pas tirer parti d'un changement de circonstances, et profiter de l'embrasement général du Midi, afin de porter un dernier coup à la nation polonaise qui, par la révolution de 1789 et ses nouvelles institutions, avait détruit l'influence de la czarine sur le faible Stanislas. Sa politique était donc d'encourager la résistance des émigrés et les projets de coalition générale contre les principes alarmants propagés en France ; c'était mettre aux prises et armer les une contre les autres toutes les puissances dont l'intervention aurait pu gêner ses projets.

La Suède, après avoir langui longtemps sous le joug d'un sénat ombrageux qui tenait le pouvoir

monarchique sous une tutelle funeste, avait vu triompher ce dernier par l'énergie de Gustave, et l'appui qu'il avait reçu de la France. Sorti avec honneur de ses luttes contre Catherine, ce prince avait la réputation d'un héros; attaché à Louis par l'amitié et par principes, autant que par les vues d'une saine politique, il était un des alliés les plus précieux de la maison de Bourbon.

Le Danemark, neutre depuis longtemps, étranger à toutes les crises de ses voisins, florissait à l'ombre de la paix, et savait profiter de la guerre: la sagesse de Christian VII, soutenue de l'habileté de son ministre, lui présageait une longue suite de prospérités, dont le système de 1780 était la garantie.

La Prusse, gouvernée par l'ombre d'un héros, avait un ministère plus astucieux qu'habile. Car si les vues de Frédéric le guidaient encore sous Hertzberg, il n'hérita pas après lui du génie et du talent qui savent agir suivant les circonstances. Le but de sa politique devait être de ménager la France, de se défier de l'Autriche, d'observer la Russie, enfin de conserver son influence sur le corps germanique : sa conduite fera juger à quel point il lui fut fidèle.

L'Autriche semblait attendre un moment favorable pour rétablir la gloire de ses armes, un peu obscurcie dans la guerre de sept ans et dans celle contre les Turcs. Le traité de 1756, qui lui fut si utile sous le règne du grand roi, ne paraissait plus aussi nécessaire depuis sa mort. Ses stipulations étaient néanmoins toutes à l'avantage du cabinet de Vienne, auquel il assurait l'appui de la France, et qu'il mettait à même de ne craindre ni la Prusse ni la Russie. Cependant, s'il faut en juger par le résultat, on serait autorisé à croire que le ministère autrichien envisagea les choses d'un œil différent.

L'abandon de ce système suivi depuis trente-six ans, fut à la vérité provoqué par des événements au-dessus de la prévoyance humaine; mais il fit place à une politique plus embrouillée, celle de circonstance. Dès lors des combinaisons multipliées s'offrirent au gouvernement autrichien; il pouvait aspirer à reprendre l'Alsace et la Lorraine, à dominer sur l'Empire et l'Italie, à restreindre la Prusse dans ses anciennes limites, ou à partager la Turquie européenne comme il avait commencé à démembrer la Pologne. Toute alliance qui lui promettait un accroissement de force et tendait à un de ces buts, lui semblait donc également convenable, et les circonstances devaient décider celle qu'il adopterait d'abord.

L'Angleterre venait de voir sa puissance en Amérique presque anéantie; elle préparait tous les moyens de s'en venger. Le voile qui couvre la conduite de son ministère dans les premières années de la révolution, n'est pas encore soulevé, et il n'entre pas dans mon plan d'en pénétrer le mystère. Mais on a tout lieu de croire que le cabinet de Saint-James ne fut pas étranger aux orages qui jetèrent les fondements de sa grandeur. Cependant par un raffinement d'adresse qui ne lui est que trop familier, il semblait ne prendre aucune part à des événements qu'il avait peut-être provoqués; s'efforçant par des dehors de modération de faire oublier que c'était pour ses intérêts seuls que l'Europe allait être embrasée (1).

L'Espagne, depuis la conquête du nouveau monde, avait en quelque sorte cessé d'être puissance continentale; toutes les vues de la nation étaient dirigées vers le commerce de l'Amérique. Le célèbre pacte de famille de 1761, liant moins les deux nations que leurs souverains, plaçait Charles IV dans la disposition naturelle de faire la guerre à la France pour défendre les droits de la famille dont il était issu. Cependant des vues plus vastes parurent un instant animer son ministère, et lui imposer l'obligation de ne pas sacrifier à des calculs personnels, l'intérêt général et bien avéré de sa monarchie.

Le cabinet de Madrid se contenta donc de protestations et de démarches en faveur de la famille royale, et sa conduite modérée après la catastrophe du 10 août, semble détruire tout soupçon d'une alliance réelle de l'Espagne avec les ennemis de la France.

Les rois de Sardaigne et de Naples se trouvaient à peu près dans la même situation.

(1) L'opinion des écrivains les plus célèbres est encore divisée sur ce point décisif de l'histoire moderne; Gentz, Lacretelle et Ségur voient ces événements d'une manière tout à fait opposée.

La Hollande étrangère à ces liens de famille avait, en échange, avec l'Espagne une similitude d'intérêts maritimes qui devait l'éloigner de toute alliance avec les Anglais, et les relations intimes qu'elle venait de conclure avec eux en 1787, étaient un malheur réel pour la cause des nations : on en a déjà signalé l'origine (1).

Le cabinet de Versailles trop inquiété chez lui ne s'occupait que faiblement des affaires extérieures. Son inaction dans les troubles de Hollande et pendant la guerre de Turquie sera un monument éternel d'impéritie et de pusillanimité. Il commit une faute plus grave et plus fatale encore en méprisant les propositions faites par Tippoo-Saïb. Ce prince, fils et successeur du grand Hyder-Aly, envoya une ambassade au roi, en 1788, proposant d'expulser les Anglais de l'Inde, pourvu qu'on lui fournît quelque appui. Ainsi, sans la faiblesse de son ministère et la déprédation de ses finances, il était peut-être réservé à Louis de mériter le titre de libérateur de l'Inde comme il avait déjà mérité celui de sauveur de l'Amérique. On doit regretter que le gouvernement, sans calculer d'autre chances que le bien qui devait en résulter un jour pour la France et l'Europe entière, ne se soit pas décidé à tenter l'entreprise. Il n'était pas impossible de cacher pendant longtemps les préparatifs, et de trouver ensuite un prétexte quelconque pour une expédition de long cours, qui eût porté, au prince musulman, les moyens de fixer le sort des rives de l'Indus et du Gange. On n'en fit rien, et Tippoo livré par cette démarche au ressentiment des Anglais, se vit bientôt accablé par les focres de Cornwalis, assiégé dans Seringapatnam, et trop heureux de gagner du temps en sacrifiant la moitié de ses États, par un traité dont le vainqueur ne tarda pas à s'affranchir. La négligence que le ministère mit à profiter de si belles occasions pour déployer la politique nationale, est d'autant plus répréhensible, qu'en entreprenant à propos des guerres nécessaires et avantageuses, il eût conservé la considération dont il jouissait depuis la paix de 1783, et détourné l'orage prêt à éclater sur lui.

On a vu quels furent les résultats malheureux de sa faiblesse, soit dans ses relations au dehors, soit dans ses rapports avec les ennemis plus dangereux de l'intérieur.

Après avoir tracé une esquisse rapide des premières causes et des premiers mouvements de la révolution, il ne me reste qu'à indiquer les changements qu'elle apporta dans la politique des cabinets, et les premières démarches hostiles qui en furent la suite.

Les versions sur l'origine de la coalition ont autant varié qu'il y a eu de partis; on n'a pas été plus d'accord sur les causes qui purent décider une alliance d'interêts aussi divisé; les uns l'attribuent à la peur qu'inspira le parti révolutionnaire, les autres à l'ambition des cabinets, et peut-être ces deux opinions ne sont-elles pas dénuées de fondement.

Les atteintes portées au pouvoir monarchique en France, avaient en effet jeté l'alarme dans toutes les cours; les rois, les ministres et leurs favoris crurent également y trouver de funestes présages, et tous les trônes leur parurent un instant ébranlés. Ils comptaient pour rien la différence qui existait entre leur position et celle de la cour de France, entre les mœurs et les habitudes de leurs peuples, l'esprit d'ordre et la soumission de leurs armées, et le caractère turbulent des Français. Les premières alliances de ces cours purent donc être at-

(1) Nous ne craignons pas d'affirmer que l'alliance de la Hollande avec l'Angleterre eut les plus funestes résultats pour les intérêts européens. Il est vrai que celle qui fut conclue plus tard entre la France et la république batave causa les plus grands dommages au commerce et aux colonies hollandaises; ce qui a fait dire à tous les marchands qui jugent les effets sans remonter aux causes, que les relations de l'Angleterre étaient les seules convenables à cette république. Mais l'homme d'État ne s'y trompera pas, et saura apprécier la différence qui existe entre ces deux époques.

Les rapports forcés de la Hollande après l'invasion de 1795, lorsque toute balance maritime était déjà rompue, devaient mettre en effet toutes les colonies au pouvoir des Anglais, et ruiner le commerce qui fait le premier besoin des Provinces-Unies. Quelques relations interlopes, seul dédommagement de ces revers, cessèrent dès l'avénement de Bonaparte à l'empire. Son joug dut leur paraître insupportable, mais les maux qu'elles ont soufferts prouvent d'autant mieux combien le despotisme maritime qui a été le résultat de l'alliance monstrueuse de la Hollande et de l'Espagne avec l'Angleterre pèse sur l'univers.

tribuées à l'instinct de leur conservation réciproque; mais par la tournure que les affaires prirent dès la première campagne, il ne fut pas difficile de s'apercevoir que si la peur contribua à réunir leurs forces, l'ambition les engagea bientôt à en profiter.

Les outrages dont Louis XVI était menacé tous les jours, l'espèce de captivité dans laquelle on le retenait, les dangers mêmes qui semblaient s'amonceler sur sa tête, décidèrent ses conseillers à lui proposer différents moyens de s'y soustraire, de rétablir son autorité et de rendre au trône la considération qu'il avait perdue. Le ministre Montmorin présenta à ce prince un plan dont les bases principales étaient :

« 1° D'entamer avec la cour de Vienne et avec » les autres puissances une négociation, à l'effet » de simuler une coalition de tous les États euro» péens qui devaient menacer la France, mais ne » pas lui faire la guerre.

» 2° De correspondre à cet effet avec le comte » de Mercy, ministre de l'empereur Léopold, » chargé de l'exécution de ce plan par la cour de » Vienne.

» 3° De mettre ainsi le roi à même de conjurer » par des négociations ce danger simulé et de tirer » parti de ce service rendu à la nation pour adres» ser une dernière déclaration aux cours.

» On se flattait de pouvoir rédiger cet acte im» portant, de manière à ce que tout en prenant la » défense de l'honneur et de l'indépendance na» tionale, il servît en même temps de concordat » entre l'autorité royale et la majorité du peuple » français. Pour atteindre plus sûrement ce but, la » déclaration serait soumise à la sanction des as» semblées départementales convoquées à cet effet : » démarche solennelle et imposante qui déjouerait » les factieux et rétablirait l'harmonie entre le sou» verain, la noblesse et le peuple. »

Le roi autorisa, au mois d'avril 1791, M. de Montmorin à entretenir les intelligences nécessaires à l'exécution de ce projet dont il ne prévit pas les inconvénients. Un examen plus sérieux eût prouvé qu'il était aussi dangereux qu'insuffisant, puisqu'il supposait une abnégation complète d'intérêts et d'ambition de la part de tous les cabinets européens, qu'il immisçait avec tant d'imprudence dans les affaires intérieures de la France. Il paraît au reste que le projet de M. de Montmorin avait été concerté entre lui et M. de Calonne, puisqu'il s'accordait parfaitement avec les démarches de ce ministre, qui avait déjà eu une entrevue avec l'empereur Léopold, à Florence, et l'avait décidé à intervenir dans les troubles de sa patrie.

Mais par suite de ce caractère mobile et indécis, qui causa tous les malheurs des princes dans les temps de troubles, le roi prenait la résolution de s'enfuir du royaume, et en faisait un mystère à ses ministres. Ce dernier plan parut se rattacher avec l'arrivée du roi de Suède sur les rives du Rhin. Soit que ce monarque se fût réellement concerté avec Catherine, les princes français ou les ministres secrets de Louis, soit qu'il voulût aspirer à la gloire de rétablir l'autorité royale en France, comme il l'avait fait dans son pays, il s'était rendu en Belgique au mois de mai 1791, sous prétexte de prendre les eaux de Spa, pour les blessures reçues dans la guerre de Finlande.

Le dessein de Gustave III était de se mettre à la tête des émigrés, du régiment royal suédois et des troupes françaises restées fidèles, et de rétablir Louis XVI dans toute l'étendue de son autorité; afin d'en rendre la réussite plus certaine, le roi devait se joindre à lui pour rallier tous les mécontents du royaume. Ce concours de circonstances a fait penser à beaucoup de personnes que cette singulière entreprise fut le résultat des pouvoirs secrets donnés à M. de Breteuil, et on crut en trouver la preuve dans l'attention des conseillers du roi à mettre un prince naturellement ami et allié de la France à la tête de l'expédition, pour ne pas laisser la direction de la guerre à une puissance rivale, telle que la Prusse ou l'Autriche. Ce calcul qui ferait honneur à leurs intentions n'en fait guère à leur jugement diplomatique; car une guerre civile était toujours une calamité qui devait déchirer la France, et dont trop de voisins jaloux et puissants étaient intéressés à profiter. D'ailleurs, c'était une erreur grossière d'imaginer que la révolution se fût terminée par la présence de cinquante mille hommes sous Paris. Cela eût été tout au plus à espérer en 1789; mais depuis deux ans que les partis étaient en présence; ils avaient eu le temps de déployer leurs forces, et l'on ne subjugue pas un

pays en fermentation avec une poignée d'hommes.

En admettant même que ce petit nombre de bataillons fussent parvenus jusqu'à la capitale, quel parti eussent-ils pris? Se seraient-ils dispersés dans quatre-vingts départements, dont la population exaltée en aurait eu bon marché, ou bien seraient-ils restés blottis sous les murs de Paris? Alors l'armée renforcée des volontaires de Marseille, Bordeaux, Rennes, Besançon, Grenoble, obéissant à la voix de l'assemblée ou de quelques meneurs les eût bientôt anéantis.

D'un autre côté, l'Empereur n'approuvant point ces mesures concertées sans sa participation ou craignant peut-être les résultats d'une tentative aussi hasardée préférait un congrès de toutes les puissances, dans l'espoir de faire cesser les troubles intérieurs par l'appareil imposant des forces de l'Europe réunie. D'après ce qui avait été convenu avec M. de Calonne, l'Empereur eut une entrevue à Mantoue, le 20 mai, avec le comte d'Artois qui venait réclamer son assistance au nom de la famille royale opprimée. Léopold communiqua au prince un projet tout rédigé, qui supposait une alliance entre le cabinet de Vienne, l'Empire et les différentes branches de la famille des Bourbons (1). La communication de ce plan, que le comte de Durfort apporta à Paris, ne détourna cependant point Louis de la résolution qu'il avait prise de quitter sa capitale.

Quelque difficile que cette évasion dût paraître, on fondait l'espoir de sa réussite sur la sagacité de M. de Bouillé. Son commandement s'étendait sur toute la Lorraine, et une fois qu'on aurait atteint cette province, tout danger semblait évanoui. Pour diminuer encore les chances de ce trajet, il était convenu de pousser des détachements de cavalerie jusqu'à Châlons; des relais particuliers préparés avec soin devaient accélérer le voyage et le rendre plus sûr. Lorsque tout fut disposé, le roi partit dans la nuit du 20 juin, accompagné de la reine et de ses enfants, prenant la route de Verdun; Monsieur suivit celle de Mons.

Depuis 1789, tous les Français étaient transformés en gardes nationales, et les municipalités en bureaux de police. Une surveillance active s'exerçait sur tous les voyageurs; soit que les magistrats la redoublassent à cause des mouvements des troupes chargées d'escorter le roi, soit l'effet d'un pur hasard, Louis fut reconnu par le maître de poste de Sainte-Menehould et arrêté à Varennes. Aussitôt le tocsin sonne, les gardes nationales accourent, les hussards d'escorte sont investis ou mis en fuite, et le roi arrêté, est reconduit à Paris par une foule d'hommes armés dont le nombre toujours croissant s'élève jusqu'à dix mille. Monsieur, plus heureux, était arrivé sans obstacle à Mons.

Dans cet interrègne de trois jours, la France offrit un grand spectacle. Depuis la frontière de Flandre jusqu'à celle de l'Espagne, depuis le Rhin jusqu'à l'Océan, le premier sentiment de surprise fit bientôt place au calme et à la confiance dans l'assemblée. A Paris tous les emblèmes de la royauté sont effacés, les gardes nationales prennent les armes, et suivies d'une foule de citoyens vont défiler devant les législateurs en leur prêtant serment. Ceux-ci de leur côté ne perdent pas une minute, mandent les ministres et leur ordonnent de continuer l'exécution des lois, expédient des courriers sur la ligne des frontières pour faire arrêter toute personne voulant sortir du royaume. Enfin, ils imposent aux fonctionnaires civils et militaires la prestation d'un serment de fidélité à la nation; puis restant eux-mêmes en permanence pendant plusieurs jours et plusieurs nuits, ils montrent l'exemple et déploient une grande fermeté.

A la vérité l'absence d'un roi en tutelle depuis deux ans, et suspendu en quelque sorte de ses fonctions depuis le décret du 21 septembee 1789, ne devait pas changer beaucoup la situation d'un gouvernement déjà accoutumé à se passer de chef, et toute l'importance de cette fuite était rattachée aux avantages que devaient en tirer les royalistes, s'ils eussent réussi à établir l'autorité légitime au quartier général d'une armée dévouée à leur parti.

Aussi la nouvelle de l'arrestation du monarque et de son retour fut-elle, pour la majorité de l'assemblée, le signal de la joie la plus vive; c'était

(1) On trouvera ce plan aux pièces justificatives (n° 1). Quant aux circonstances qui l'amenèrent, nous devons renvoyer nos lecteurs aux détails intéressants qu'en donne Bertrand de Molleville.

une véritable victoire pour les députés ennemis de la cour et de la noblesse; car une réaction eût compromis leur liberté et même leur existence.

La sensation contraire se manifesta dans le parti aristocratique. Gustave forcé de renoncer à son projet pour l'instant, retourna dans ses États, et l'alliance offensive et défensive conclue avec Catherine à Drottingholm, le 19 octobre 1791, prouve assez qu'il avait dessein d'en tenter de nouveau l'exécution.

L'assemblée avait repris ses travaux; indécise sur le parti qu'il convenait d'adopter, elle eût voulu remplacer le roi par un conseil de régence, gouvernant au nom du dauphin. Ce moyen semblait le plus propre à prévenir la réaction qu'on redoutait en laissant l'autorité aux anciens conseils de Louis. La suspension du roi jusqu'après l'acceptation de la constitution, contrastant avec les soins qu'on affectait pour son fils, justifie assez ces conjectures. Toutefois les chefs de parti n'osèrent porter le dernier coup au trône qu'ils avaient sapé, et un reste de respect pour la royauté arrêta les plus enclins à la braver.

Le mois de juillet fut signalé par quelques troubles inquiétants. Bien qu'il eût été fort peu question jusqu'alors d'une faction républicaine, on commençait à s'apercevoir de la tendance des sociétés et des clubs vers les idées démocratiques.

Les passions étaient déchaînés, la liberté, depuis quelques mois, commençait à faire place à la licence; des hommes sans emploi, sans crédit, imaginaient que le partage de l'autorité ferait la fortune de tous; quelques autres pensèrent même de bonne foi trouver dans la souveraineté du peuple, une source inépuisable de bonheur pour la classe moyenne de la société et pour la masse de la nation.

Toutes les têtes furent renversées par ces étranges calculs. Les idées de la raison et d'une saine philosophie se changèrent en fanatisme ridicule; l'intrigue et même le complot furent regardés comme de la politique; les déclamations et la violence passèrent pour de l'éloquence, et bientôt l'amour de l'ordre, le désir d'une administration sage et ferme furent taxés de despotisme, d'aristocratie, la vertu de lâcheté.

Le mot de contre-révolution opéra souvent comme un talisman sur la foule; par ce mot on dénaturait les pensées les plus pures. Toute mesurr tendant à suspendre l'éruption du volcan anarchique, menaçait, selon les factieux, du retour de la féodalité, de la Bastille, des aristocrates, de leurs passions et de leurs vengeances: ainsi tout homme qui en 1789 et 1790 avait voulu sincèrement des réformes utiles, vit sa sûreté compromise si cette effrayante réaction s'effectuait. De là cette promptitude avec laquelle on s'alarmait des moindres résistances que la cour et les ministres opposaient aux décrets, et des démarches que les partisans de la monarchie essayaient pour conserver quelque ombre de pouvoir et quelque vigueur aux institutions.

Tout ce qui retardait ou contrariait la marche impétueuse du torrent démagogique ne pouvait provenir que de ceux qui avaient juré la perte des amis de la liberté. Il fallait surpasser ceux-ci en folie pour ne pas être accusé de projets liberticides; bientôt la modération fut classée par la loi au nombre des crimes de lèse-nation.

Les jacobins en admettant dans leurs rangs grand nombre de nouveaux prolétaires, devenaient de jour en jour moins difficiles sur le choix. Bien différents déjà de cette société d'amis de la constitution à laquelle ils devaient leur origine, ils ne formaient plus qu'un conciliabule de factieux. Une autre association plus dangereuse encore, si cela était possible, rivalisait avec eux. Danton, président de la section des Cordeliers, obéissant à une impulsion supérieure, ou à la force de son génie malfaisant, avait imaginé de rassembler en club, des hommes que les jacobins mêmes eussent réprouvés. Là, Camille Desmoulins, Chaumette et cent autres démagogues faisaient les sorties les plus épouvantables contre les aristocrates et la cour. C'était la véritable faction des Gracques, qui prit bientôt l'empreinte de tous les vices comme du caractère de son chef. Dès cet instant un nouveau et puissant germe de destruction put être compté dans l'État, car, avec des intentions aussi perfides que les jacobins, le chef des cordeliers avait une audace et un courage d'exécution dont la tactique des premiers n'approchait pas. Nous esquisserons plus loin le portrait de ce véritable héros de révolution. Employé par Mirabeau en 1789, il n'avait

rempli jusque-là que des rôles secondaires; on le considérait comme un énergumène peu dangereux, et on pensait que ses exploits se borneraient à la tribune de sa section. Mais, formé à une telle école, un homme de l'espèce de Danton devait se couvrir de gloire ou se souiller de crimes : perdu de dettes et de luxure, il ne pouvait aspirer à rien dans l'État, à moins d'un bouleversement complet : tout ce que la nature peut produire de forces physiques et morales semblait réuni en lui pour opérer ce bouleversement; et son ambition allumée par le sentiment de cette force lui fit jurer la perte du gouvernement royal. Ses efforts se confondirent avec ceux des jacobins, jusqu'au 31 mai 1793, ce qui fit croire qu'il visa au triumvirat avec Robespierre. Marchant au même but par des moyens pareils, ils appartiennent à la même faction et nous ne les séparerons qu'à l'instant où leurs intérêts se divisèrent, et les conduisirent l'un après l'autre à l'échafaud.

L'époque du retour et de la suspension du roi fut signalée par le premier coup d'essai des démagogues. Une foule, dirigée par Danton, se rassemble au Champ de Mars, sous prétexte de rédiger une pétition à l'assemblée pour demander la déchéance de Louis: des excès ont lieu; la garde nationale accourue pour dissiper les rassemblements ne peut y parvenir, on lui résiste, et la révolte, menaçant d'étendre ses progrès, la loi martiale est proclamée. Alors Lafayette ordonne d'employer la force des armes; on fait feu; une centaine de mutins mordent la poussière; mais le reste impuni va cacher sa rage, et ajourner sa vengeance pour une meilleure occasion.

Dans ces entrefaites, l'Europe retentit des suites de l'événement de Varennes; cette arrestation du roi et son retour comme prisonnier à Paris font frémir d'indignation toutes les têtes couronnées; c'est selon elles le dernier attentat que la nation puisse commettre envers la royauté, et toutes s'empressent de signifier aux envoyés de France, l'ordre de ne plus paraître à leur cour. Dès ce moment les démarches pour lier une coalition n'en deviennent que plus actives, et leurs succès plus probables; on ne néglige aucun moyen d'attirer l'animadversion de l'Europe sur la secte, qui, selon les uns, foulait aux pieds tous les principes du contrat social, et qui, selon les autres, régénérait le monde.

Les intérêts des cabinets étaient néanmoins si opposés, qu'il paraissait bien difficile de les accorder. Les anciens démêlés de la Prusse et de l'Autriche, renouvelés récemment par les négociations de Hertzberg, semblaient rendre impossible tout concert entre ces deux puissances rivales. L'excès de la peur ou une ambition démesurée, pouvaient seules produire une pareille alliance, et ces deux mobiles furent probablement mis en jeu tour à tour.

Plusieurs versions ont du moins assuré qu'on avait gagné Frédéric-Guillaume par l'appât de Thorn et de Dantzig, objets constants des désirs de la Prusse; on prétend même qu'on lui avait déjà proposé le passage des fertiles provinces entre la Warta et la Vistule, moyennant qu'il s'engageât à entrer en lice contre la France. La date de l'invasion de la Pologne et le silence de l'Angleterre à cette époque si importante feraient ajouter foi à cette assertion (1).

On ne se servit pas seulement des armes de l'ambition pour émouvoir le roi de Prusse, on intéressa sa gloire personnelle et sa sûreté. Frédéric-Guillaume touché des malheurs de Louis XVI, effrayé des dangers de la propagation des principes révolutionnaires, donna facilement accès aux plaintes des émigrés. Il crut, d'après leurs promesses, qu'il serait aussi prompt et aussi facile de rétablir l'ordre en France avec cent mille hommes de bonnes troupes, qu'il l'avait été de mettre un terme aux troubles de la Hollande avec vingt mille Prussiens. Bischoffswerder, favori aussi présomptueux qu'ignorant, excité par M. de Calonne, lui présentait cette expédition comme une promenade glorieuse qui durerait tout au plus quelques mois. Les ministres du roi étaient des hommes d'État trop éclairés pour se bercer de telles espérances, mais

(1) Les mémoires de Massenbach semblent ne laisser aucun doute à ce sujet, car il assure que le roi de Prusse fit la guerre aux Français, parce qu'on lui avait promis quelques provinces polonaises, s'il voulait combattre pour Louis XVI. Ses relations avec Frédéric-Guillaume et ses ministres, l'ont mis à même d'en savoir quelque chose.

le langage de la saine raison échoue toujours devant les passions des princes; surtout quand pour prévenir un danger, on ose dissiper les illusions de gloire qu'ils se sont formées.

L'Empereur qui n'avait pas encore oublié les négociations de Reichenbach était aigri contre la politique prussienne. Il venait de terminer une guerre pénible contre les Turcs, que Joseph avait mal entreprise et mal dirigée, et il ne jugeait pas de son intérêt d'en commencer une autre dans l'état où se trouvaient ses provinces. Léopold avait d'ailleurs donné, dans son administration paternelle de la Toscane, des preuves de la générosité de ses principes, et semblait plus éloigné que les autres à courir les risques d'une guerre, pour peu que les partis restassent dans de justes bornes, et que le roi fût respecté.

L'Autriche paraissait en effet plutôt intéressée à conserver, avec la France constitutionnelle, les relations établies par le traité de 1756, qu'à s'allier à son ancienne rivale; et il est probable que si Léopold eût vécu plus longtemps, et si une prudente politique eût guidé les chefs des girondins, la paix n'aurait point été troublée.

Cependant les deux monarques, ébranlés sans doute par les événements de Varennes, s'étaient décidés à oublier toutes leurs anciennes animosités, et à signer, dès le 25 juillet 1791, une alliance défensive. Ce premier pas les conduisit bientôt à des démarches plus positives; le besoin de s'entendre et de poser les bases de leur conduite ultérieure envers la France et la Pologne, engagea enfin Léopold et Frédéric-Guillaume à se réunir le 27 août au château de Pilnitz en Saxe. Le comte d'Artois, qui assista à leur conférence, y reçut la fameuse déclaration qui devint bientôt la source fatale des guerres qui ensanglantèrent l'Europe. Cet acte, important pour l'histoire du siècle, fut suivi, dit-on, d'une convention secrète qui devait fixer les destinées du peuple polonais et la succession de la maison de Saxe (1). On n'a jamais su bien positivement en quoi consistèrent ces stipulations. L'électeur Frédéric-Auguste qui y fut admis, n'accepta jamais formellement la couronne héréditaire de Stanislas, dévolue à sa famille par la constitution du 3 mai.

Au surplus les expressions vagues de cette déclaration excitèrent la plus juste surprise, et autorisèrent tous les soupçons.

A peine ce concert des puissances est-il connu que les bruits les plus alarmants se répandent en France; on juge que cette ligue sera bientôt augmentée des princes alliés à la famille de Bourbon, qui règnent en Espagne, en Sardaigne, à Naples, et qui semblent bien plus intéressés que le roi de Prusse à la soutenir. On regarde généralement le démembrement du royaume comme décidé, et on fait même circuler la nomenclature des provinces qui en seront arrachées; dès lors l'exaspération est à son comble, et on accuse la cour de tous les maux dont la patrie est menacée.

D'un autre côté, l'émigration faisant de grands progrès depuis le retour de Varennes, de nombreux rassemblements se forment à Ettenheim, à Coblentz et à Bruxelles. On y annonce hautement le projet de rentrer en France à main armée; des corps sont organisés, des chevaux et des armes achetés et distribués. Des ministres accrédités de Russie (2), de Suède et d'Espagne résident à Coblentz, et cet état hostile ne peut être vu d'un œil indifférent.

Le roi cédant à ses conseils, à la crainte ou à l'influence du parti dominant dans l'assemblée, désavoue ces armements faits en son nom par le comte d'Artois; toutefois ils n'en continuent pas moins, et les décrets de l'assemblée pour faire rentrer les émigrés, bien qu'ils prononcent de fortes peines contre les réfractaires, restent sans effet.

Pendant que la foudre s'apprête au dehors, l'état intérieur empire de jour en jour; les scènes sanglantes qui avaient eu lieu au Champ de Mars se reproduisent en vingt endroits du royaume; c'est principalement dans la Vendée que des troubles plus sérieux, symptômes précurseurs d'une affreuse

(1) Voyez pièces justificatives du livre Ier, n° 2.

(2) Outre le comte Romanzof qui résidait publiquement à Coblentz, il y avait aussi ce même prince de Nassau qui avait commandé les escadres russes dans la guerre de Finlande. On a supposé qu'il était chargé de missions secrètes, puisqu'il se rendit ensuite à Vienne près de l'empereur Léopold, et qu'il fit la campagne de 1792 près des princes.

guerre civile, commencent à se manifester : dans cette contrée privée de lumières, la constitution civile du clergé ne trouve pas moins d'ennemis que l'abolition des priviléges de la noblesse.

Dès les premiers jours d'août, Thouret soumit l'acte constitutionnel à l'assemblée; la révision en fut faite pour la forme, mais avec une précipitation qui contrastait avec la gravité et la longueur des débats qui signalèrent sa rédaction : une garde choisie par tous les départements fut donnée au roi pour remplacer sa maison militaire, et ce dernier acte de méfiance des législateurs, acheva de faire de ce prince un vrai prisonnier d'État.

Enfin une députation de 60 membres présenta le 7 septembre la nouvelle charte à Louis. Il n'était pas difficile de prévoir le parti qu'il adopterait dans cette circonstance; il ne lui restait qu'une alternative, celle de mettre le comble au désordre et d'accélérer sa perte en refusant de sanctionner le pacte qui allait river ses chaînes, ou de courir la chance de sauver la monarchie en l'acceptant, et laissant au temps le soin de modifier ce qu'il avait de detectueux.

Ce monarque débonnaire, juste et vertueux, n'hésita point à l'accepter, persuadé que c'était le meilleur moyen de rapprocher tous les partis; bientôt la faction populaire l'accusa de n'y avoir souscrit que dans l'impuissance de le rejeter; et les nobles auxquels il enlevait de si beaux priviléges, prétendirent que cette acceptation n'était qu'illusoire, et lui avait été arrachée par la violence.

Quoi qu'il en soit, l'acceptation formelle de la constitution fut signifiée à toute l'Europe, et il semblait que cet événement, mettant un terme aux agitations, dût faire naître enfin ces jours de bonheur et de gloire que l'on promettait à la nation régénérée. En effet, l'assemblée, loin d'apercevoir l'abîme creusé sous ses pas, venait de déclarer pompeusement que la révolution était terminé. Récapitulant avec complaisance ses travaux, elle croyait voir les Français rendus à leurs droits les plus précieux, jouir sans nuages de cette belle liberté politique et individuelle que des mots seuls ne consacrent pas : elle se représentait le peuple, débarrassé de tous ces droits vexatoires qui l'humiliaient, soumis désormais à des charges égales, et participant à tous les bénéfices de l'État : convaincue, en un mot, d'avoir rendu ce bon peuple à la félicité et au bonheur, elle jouissait ainsi d'avance des bénédictions qu'elle croyait mériter.

On ne tarda pas à sentir combien ces nobles fictions étaient loin de la réalité, et à s'assurer que la France reposait sur le cratère d'un volcan dont l'irruption serait terrible.

La ruine et la perte de ses colonies déjà décidée, et devant entraîner celle du commerce et de la marine; de longs germes de dissensions; une guerre presqu'inévitable avec ses voisins; le bouleversement de la politique nationale et européenne; la continuation certaine de la révolution par une assemblée toute démocratique, qui allait prendre les rênes d'un État dont l'administration se trouvait sapée jusque dans ses fondements : tels étaient les résultats les plus positifs de la lutte que l'aréopage français avait engagée avec autant de légèreté que de bonnes intentions.

Assemblée législative.

Jusque-là, cette révolution avait cependant porté un caractère de justice et de grandeur : tout semblait avoir été dicté par les principes les plus purs. Si l'on pouvait reprocher à l'assemblée constituante d'avoir ébranlé le corps politique sans prudence, et humilié l'autorité royale, en lui enlevant sa force et son pouvoir, elle venait de prouver, en renonçant à ses fonctions, qu'elle n'avait eu d'autre mobile que le bien public, et qu'elle ne pourrait être accusée que de l'avoir mal conçu. Il faut convenir néanmoins que de toutes les fautes qu'on lui a imputées, la plus grave fut ce même décret qui interdisait la réélection de ses membres; on lui pardonnerait plutôt de s'être arbitrairement prorogée; et si jamais une telle mesure eût été excusable, c'était dans les circonstances où se trouvait le royaume; car elle seule pouvait sauver son ouvrage et le modifier avec le temps.

Il ne s'agissait plus en effet de quelques priviléges de caste, aux prises avec les justes prétentions du tiers état. On voyait aujourd'hui ces plébéiens eux-mêmes, débarrassés des oppositions d'une noblesse dispersée et fugitive ou d'un clergé réduit à la nullité, exaltés dans leurs idées de li-

berté, livrés aux cabales d'ambitieux légistes devenus tout à coup souverains, et ne rêvant qu'au moyen de détruire les dernières lignes de démarcation qui existaient encore dans les rangs de la société. Les travaux mêmes de l'assemblée constituante leur semblaient un ouvrage incomplet, puisqu'ils laissaient subsister un roi, des princes, des ministres, dont on disait hautement, sans songer à la différence des temps et des hommes, que les Romains s'étaient bien passés.

Les nouvelles élections étant exclusivement livrées à ceux qui montraient le zèle le plus exagéré pour les nouvelles doctrines, et la législation étant confiée à une seule chambre composée de ces hommes ardents (1) avec l'initiative des lois, il semblait facile de prévoir que le trône chancelant de Louis ne tarderait pas à s'écrouler. Si, comme l'a dit un écrivain célèbre, l'histoire de cette législature ne fut, à proprement parler, que le complot du 10 août, ourdi pendant quelques mois, il faut avouer toutefois que cette journée fut le résultat de la position respective des partis, plus que celui d'une trame odieuse. La peur qu'ils s'inspiraient réciproquement; la grandeur des intérêts créés ou attaqués; d'une part, la résistance à d'utiles réformes; de l'autre, la tendance générale des esprits vers la démocratie, furent les causes importantes qui, mises en jeu par de violentes passions, amenèrent successivement ces attentats inouïs.

Les premières séances furent consacrées à s'observer; les mois d'octobre et de novembre se passèrent à grouper les hommes dans les deux partis qui se formaient, et à essayer leurs forces. Il y avait peu d'hommes attachés au système de la monarchie, quelque démocratique qu'on l'eût rendu, car l'opinion individuelle d'un petit nombre de représentants ne pouvait pas compter comme un troisième parti. Les autres étaient divisés en girondins ou républicains modérés, et en jacobins et cordeliers ou démagogues prononcés.

Les girondins étaient ainsi appelés, parce qu'à leur tête figuraient les membres de la députation de la Gironde; Vergniaud, Guadet, Brissot, Gensonné, Condorcet, tous orateurs éloquents, pleins des souvenirs de l'antiquité, purs dans leurs intentions pour la chose publique, mais manquant essentiellement de ce coup d'œil perçant et sûr, de cet esprit vaste, fort et positif, qui distingue un véritable homme d'État : méconnaissant les premiers éléments de politique extérieure et d'administration publique, ils ne tardèrent pas à précipiter la France dans la guerre universelle et dans l'anarchie dont ils devinrent les premières victimes.

Les jacobins et les cordeliers voyaient de jour en jour croître leur influence; et déjà ils ne déguisaient plus leurs projets. Ennemis plus ardents de l'autorité royale que les girondins, ils visaient au même but, en ne différant que sur les moyens et sur le parti qu'ils comptaient en tirer.

Par une circonstance assez remarquable, aucun des chefs de cette secte ne faisait partie de l'assemblée législative. Pétion et Robespierre ayant siégé à l'assemblée constituante n'étaient pas rééligibles, et les autres n'inspiraient pas assez de confiance pour l'être; mais le premier fut élu maire de Paris en remplacement du vertueux Bailly; Manuel fut nommé procureur-syndic de la commune; Danton obtint l'emploi modeste de substitut, malgré la prise de corps décrétée contre lui, et qu'on vint exécuter jusque dans l'assemblée électorale où il exerçait ses intrigues : il eut déjà assez de crédit pour braver les lois et faire punir l'audacieux huissier qui osa menacer le défenseur du peuple.

Les emplois de ces trois magistrats avaient acquis, la plus haute importance, par l'autorité que la commune s'était arrogée depuis 1789, ainsi que par l'influence qu'elle exerçait sur les sections et la garde nationale : ces éléments d'une force inouïe à la disposition d'hommes si ambitieux, ne pouvaient manquer d'être mis en œuvre, et ils ne

(1) La noblesse étant en fuite, les prêtres poursuivis et suspectés, les hommes de lois se trouvèrent la classe la plus naturellement portée aux affaires. Cette corporation où de grands talents et de grandes vertus se firent souvent remarquer, est quelquefois dangereuse par la nature même de son instruction. Habitués par état à soutenir les thèses les plus opposées, et à chercher dans les élans de l'éloquence le moyen de faire passer des sophismes, il est rare que les hommes de loi possèdent les connaissances exactes nécessaires pour régir une grande nation. On ne vit point sortir de Richelieu ni de Mazarin de cette classe d'hommes à qui la souveraineté de la France allait être confiée.

surent que trop les utiliser pour l'exécution de leurs pernicieux desseins.

Lafayette venait de résigner le commandement de la garde nationale, et dans cette circonstance ce fut un nouveau malheur : sous ses ordres elle n'eût jamais servi d'instrument aux conspirateurs. On verra au chapitre VI comment ces changements survenus dans les autorités municipales de Paris, quoique peu importants en apparence, furent une des premières causes de la chute du trône, et ils expliqueront facilement l'origine et l'accroissement de la puissance de Robespierre.

Entraîné par ces digressions, je m'aperçois que j'anticipe sur les époques, et je reviens aux débats de la législature. Après avoir indiqué les éléments primitifs de ce grand bouleversement, il sera beaucoup plus facile d'en suivre la marche progressive; aussi abandonnerons-nous désormais le détail de ces tristes événements, pour nous borner au récit succinct des révolutions qui firent écrouler le trône, et renversèrent les factions qui cherchèrent successivement à s'élever sur ses débris.

La nouvelle assemblée, réunie le 2 octobre, donna, dès sa première séance, la mesure de l'esprit qui l'animait. Le roi devait y venir prononcer le discours d'ouverture; elle décréta que le titre de Majesté ne lui serait plus donné, qu'il serait placé à la gauche du président sur un siége couvert en noir comme le sien. Le roi justement indigné prit le parti de se faire remplacer par ses ministres, et l'assemblée confuse retira son décret.

Après un pareil début, que pouvait-on attendre de ces étranges législateurs? Le système d'une liberté sage, fondée sur la raison et les principes, avait fait place à celui de nivellement; la perte du monarque était inévitable.

Les ministres Montmorin, Duportail, Bertrand de Molleville étaient sans cesse attaqués, et les sorties les plus déplacées se renouvelaient tous les jours.

Le système d'influencer l'assemblée par les spectateurs des tribunes, avait pris naissance avec les états généraux, mais la tactique n'en avait pas été poussée aussi loin qu'elle le fut dans cette nouvelle session. La composition des tribunes devint une arme terrible dans la main des chefs des jacobins, qui, en y plaçant des hommes aussi audacieux que féroces, étouffèrent, par des murmures et des insultes, le peu de voix qui se faisaient encore entendre pour la raison, et se rendirent maîtres de l'opinion apparente : à cette tactique, ils joignirent plus tard celle des députations composées de la lie du peuple, osant réclamer au nom de la nation française, les lois qui leur convenaient.

Les jacobins, renforcés comme nous l'avons dit, d'une grande partie des nouveaux députés, ne tardèrent pas à s'assurer qu'ils avaient la majorité; et, multipliant leur influence par les ramifications de leurs clubs, ils s'apprêtèrent à porter les plus vigoureux coups à leurs ennemis.

Nous ne suivrons ni la marche de ces ambitieux, ni les débats qui signalèrent les derniers mois de l'année; nous ne retracerons pas les dégoûtantes discussions élevées par Merlin, Thuriot et Ruhle, qui, chargés de présenter des décrets à la sanction du roi remplirent la France de leurs plaintes sur le peu de respect qu'on leur avait témoigné en les admettant dans son cabinet; ces insolentes prétentions étaient un pronostic des efforts que ces orgueilleux députés ne manqueraient pas de faire, pour se débarrasser de la gêne et de l'humiliation qu'ils éprouvaient à soumettre leurs décrets à la sanction.

Si le mal que les nouveaux démagogues faisaient à la France se fût restreint à quelques troubles intérieurs, on aurait pu espérer quelque remède du temps et de la réflexion; mais l'influence de leurs philippiques s'étendait jusqu'aux relations extérieures les plus importantes pour la nation, les plus nécessaires à sa grandeur et à sa prospérité.

Le comité diplomatique privé des lumières de Mirabeau, mené actuellement par de violents et présomptueux déclamateurs, étrangers à tous les principes de politique, devint bientôt une arme redoutable entre les mains des révolutionnaires, et cette fatale institution ne tarda pas à développer et multiplier les germes de discorde qui devaient embraser le monde.

Jusque-là les débats extérieurs s'étaient bornés à deux points : l'un relatif aux armements que les émigrés formaient en Belgique et dans les États de l'électeur de Trèves, rassemblements hostiles contre lesquels le ministère français avait instamment

réclamé; l'autre, relatif aux intérêts des princes allemands, possesseurs de fiefs en Alsace, dont l'Empereur soutenait les prétentions. L'assemblée nationale en décrétant, en 1790, l'abolition des droits féodaux, n'avait pas fait attention qu'elle attaquait les propriétés que les traités de cession de l'Alsace avaient conservés à plusieurs petits princes souverains, dont les États situés en Allemagne étaient soumis aux lois et aux droits germaniques. On proposa, il est vrai, des indemnités que plusieurs acceptèrent; mais cette affaire ayant été traitée un peu légèrement, sans demander au préalable l'assentiment de l'Empereur, celui-ci protesta contre une atteinte portée aux propriétés de vassaux qui relevaient de sa couronne, et réclama ces propriétés comme fiefs de l'Empire.

La notification aux cours étrangères de la sanction donnée par le roi au nouveau pacte constitutionnel vint compliquer un moment les affaires. Elle ne produisit néanmoins qu'un effet bien passager. Cette démarche que l'on dût croire sincère, peut être considérée comme un véritable monument de la magnanimité de l'infortuné Louis; elle fut suivie d'un appel aux princes français et aux émigrés, pour les déterminer à rentrer dans leur patrie, et à cesser désormais contre elle des provocations qui devenaient répréhensibles, dès lors que les destinées de la monarchie et les rapports du roi avec son peuple, semblaient irrévocablement fixés. Toutefois ce pacte même, auquel le roi prescrivait l'obéissance, loin de calmer les passions, ne faisait que les exciter; l'abolition de la noblesse, froissait les plus grands intérêts et irritait l'orgueil. Une désobéissance formelle était aussi facile à prévoir qu'impossible à empêcher.

Les émigrés protestèrent en assurant que le roi n'était point libre; ils le firent même soupçonner d'être secrètement d'accord avec eux, en publiant qu'ils recevaient chaque jour des preuves de sa bienveillance et l'invitation de prolonger leur résistance.

Les relations des cours étrangères avec le roi, devinrent néanmoins plus délicates à la suite de ces changements; on s'était allié pour la conservation des principes monarchiques, on ne pouvait les fouler aux pieds en venant au secours d'un prince qui ne réclamait aucune assistance, et qui s'avouait heureux du bonheur imaginaire de ses peuples. Les jacobins ont accusé Louis d'avoir réclamé secrètement ces secours tout en protestant du contraire; et ils ont fait, de cette duplicité, le prétexte de sa condamnation : la postérité seule jugera si ces reproches étaient fondés, et si le roi n'y fut pas forcé par des attaques postérieures.

L'Empereur répondit tard et d'une manière vague aux dépêches qui lui notifiaient l'acceptation de la constitution; il adressa néanmoins aux cours alliées une note qui semblait vouloir revenir sur les stipulations de Pilnitz, et laissait des chances ouvertes à un arrangement : la marche rapide des événements sous l'assemblée législative renversa bientôt cet espoir. En attendant, Léopold reconnut de nouveau l'ambassadeur de Noailles, qui n'avait pas paru à la cour depuis l'événement de Varennes; il promit même d'interposer son autorité pour empêcher les rassemblements armés, et le roi de Prusse imita son exemple. La cour d'Espagne influencée par les conseils des princes émigrés se prononça plus ouvertement; le comte de Florida Blanca déclara que Louis XVI n'étant point en liberté, n'avait pu, de son plein gré, accepter une telle constitution. Le rapport, que M. de Montmorin fit à l'assemblée, le 31 octobre, jette un grand jour sur la nature des relations de la France à cette époque; et j'ai cru ne pouvoir mieux instruire mes lecteurs qu'en les renvoyant à cette pièce intéressante, annexée à la fin du livre Ier (n° 6). On peut croire que si l'assemblée constituante eût encore existé, et que ses intérêts de politique extérieure eussent été confiés à Mirabeau, la guerre n'aurait point eu lieu.

Ce rapport de M. Montmorin fut le dernier acte d'un ministre honnête, mais faible, et peut-être imprudent; il donna sa démission, et cette démarche ne put le soustraire au glaive destructeur qui, peu de temps après, couvrit la France de deuil : il remit le portefeuille à M. de Lessart.

Le ministre de la guerre Duportail, fit également place à M. de Narbonne; cependant l'administration, en changeant de main, n'en devint pas plus capable de sauver la France.

Ce fut vers ce temps, s'il faut en croire le ministre Servan, que Louis écrivit au roi de Prusse, pour réclamer de nouveau la médiation armée de toute l'Europe, et accréditer le ministre Breteuil,

comme le seul qui possédât sa confiance. Cette démarche, faite trois mois après l'acceptation de la constitution, serait en effet blâmable si ses ennemis eussent religieusement observé ce pacte défectueux. Mais le roi, qui l'adopta sans doute de bonne foi pour sauver la France et sa famille, fut assez fondé quelques mois après à désespérer de leur salut, lorsqu'il vit le mal empirer d'une manière effrayante par la composition de la nouvelle assemblée et la nature de ses premières entreprises. Ce n'est pas en 1791, qu'il faut confondre les époques; et à celle du mois de décembre, où la lettre dut être écrite, ce prince pouvait, avec les intentions les plus pures, croire sa perte certaine, et recourir à tous les moyens de sauver sa couronne et sa vie, sans qu'on fût en droit de l'accuser d'avoir voulu ressaisir l'autorité absolue.

Cependant les négociations traînèrent encore quelque temps; les préparatifs continuaient avec une lenteur qui donnait encore quelque espoir aux amis de la paix, lorsque les sorties de Brissot et du comité diplomatique vinrent attiser le feu qui couvait depuis si longtemps et ouvrir le volcan qui devait bouleverser un si grand nombre d'États et engloutir tant de victimes.

Le premier motif de cette explosion fut la réclamation de l'Empereur relative aux princes possessionnés en Alsace, et le conclusum de la diète qu'elle accompagnait.

De si minces intérêts n'étaient évidemment qu'un prétexte dont les deux partis couvraient des prétentions d'un autre genre; car, dans toute autre circonstance, on serait bientôt tombé d'accord sur des objets de cette nature.

L'assemblée et son comité s'obstinaient à considérer ces fiefs comme soumis aux lois de l'État dans l'intérieur duquel ils étaient situés; la lettre de l'Empereur aussi bien que le conclusum de la diète parurent des actes attentatoires à la souveraineté nationale. Les rassemblements d'émigrés armés étaient des griefs plus justes, et excitaient plus de réclamations encore. La note du prince de Kaunitz, du 21 décembre, au lieu de donner satisfaction sur ce point ne fit qu'exciter la méfiance en paraissant vouloir soutenir l'électeur de Trèves, et parlant ouvertement d'une ligue de rois armés pour le soutien des prérogatives du trône.

L'assemblée législative, jugeant que dans de semblables circonstances, il fallait prendre une attitude imposante, avait décrété la formation de trois armées, fortes ensemble de 150,000 hommes, dont Lafayette, Rochambeau et Luckner prirent le commandement. Le conseil du roi de son côté, cherchant les moyens d'éviter la rupture dont il était menacé avec toutes les cours, se décida à envoyer MM. de Ségur à Berlin, Marbois à Vienne, et Sainte-Croix à Trèves. Cette mesure ne remplit point l'attente, et si la lettre qui accréditait secrètement M. de Breteuil est authentique, il ne faut pas s'en étonner; d'ailleurs les esprits étaient trop aigris de part et d'autre, pour espérer un rapprochement.

Les girondins, exaltés sans cesse par les rapports qu'ils établissaient entre le peuple français et le peuple romain, ne respiraient que la guerre; ils y étaient encouragés par l'aspect imposant qu'offrait la nation entière, transformée en un vaste camp, où deux millions de gardes nationales armées et équipées semblaient en état de braver les efforts de toutes les armées régulières de l'Europe. Les hommes qui voulaient sincèrement la république, croyaient que des victoires en faciliteraient l'établissement, et que des revers mêmes, imputés aux machinations des royalistes, précipiteraient la chute du trône : tous s'accordaient donc à penser que la guerre serait honorable.

Cependant la situation intérieure de la France, l'état de son armée qui était de 60,000 hommes au-dessous du temps le plus fâcheux du règne de Louis XV; enfin l'embarras des finances, n'étaient pas des motifs propres à leur inspirer tant d'assurance et de présomption, et à leur faire accepter une lutte si disproportionnée contre les forces de l'Europe entière.

Il est vrai d'un autre côté, que la France possédait alors une population nombreuse et guerrière, quelques millions de jeunes gens exaltés par le fanatisme politique, des armes en abondance, des places dans le meilleur état et hors de toute proportion avec les moyens d'attaque. Mais on n'avait pas encore donné à cette masse l'organisation convenable pour la rendre utile, et ces gardes nationales n'étaient propres qu'à enfler l'orgueil de magistrats qui ne savaient pas les apprécier.

Peut-être aussi que ces enthousiastes calculèrent déjà sur le capital des fortunes particulières et sur la masse de la population, plus que sur un revenu régulier : décidés à jouer leur existence, ils pensèrent que celle de la nation devait être exposée aux mêmes chances. Déjà la planche des assignats était entre leurs mains une mine féconde en ressources, car la somme légalement émise s'élevait, dès le 1er novembre 1791, à 1400 millions, et tout portait à croire qu'elle ne s'arrêterait pas là.

Un autre moyen de succès sur lequel les jacobins fondèrent de grandes espérances, était le système de propagande qui, promettant aux peuples les bienfaits de la liberté, opérerait sur eux un effet magique, et laisserait en un clin d'œil les rois sans appui, sans armée et sans sujets; on aurait de la peine à interpréter d'une manière différente l'arrogance de ces provocateurs.

Ce qui se passait alors en France n'était pourtant pas encourageant pour les peuples voisins, et le spectacle de l'anarchie qui la déchirait, devait bien rassurer les cabinets européens en leur montrant dans les jacobins les auxiliaires les plus sûrs.

Leurs séances (1) commençaient à devenir orageuses et importantes. Déjà le bonnet rouge, fatal emblème du sang qui allait être versé à grands flots, était le signe de ferveur démocratique ou plutôt un symbole de férocité exigé des membres de cette assemblée; et peu de semaines après, les ministres du roi eux-mêmes, se glorifiant d'être membres de la société, parurent à sa tribune, décorés de ce costume burlesque, achevant ainsi de détruire l'ombre de considération qui restait à l'administration publique.

L'assemblée fut violemment agitée par la lecture des dépêches de l'Empereur et de Kaunitz. Brissot et Vergniaud prononcèrent des discours véhéments. Ces étonnantes philippiques menaçant tous les trônes, étaient autant de déclarations de guerre, de provocations imprudentes qui allaient mettre la France aux prises avec tout le continent; et qui malgré les caresses prodiguées aux Anglais, ne devaient pas manquer d'assurer le triomphe de leur cause et l'accomplissement de tous leur vœux.

Le rapport du ministre de Lessart et les notes officielles furent renvoyés à l'examen du comité diplomatique. Gensonné vint peu de jours après, au non de ce comité, sanctionner en quelque sorte les provocations de ses collègues. Les députés Isnard et Fauchet, dans un accès de frénésie difficile à concevoir, insultèrent à toutes les cours, excitèrent l'insurrection des peuples, et déclarèrent ainsi une guerre éternelle à tous les États jaloux de conserver leurs institutions sociales.

On ne saurait exprimer qu'imparfaitement les attentats dont ces hommes exaltés se rendirent coupables envers leur patrie; il faut léguer leurs harangues à la postérité, comme des exemples effrayants de ce que peuvent l'esprit de parti et l'enthousiasme mal dirigés (2).

Les connaissances de Brissot, les vues qu'il déploya dans son discours même, sont tellement en contradiction avec les sophismes politiques dont il est entaché, qu'on serait tenté de croire qu'il fut l'instrument du cabinet anglais : ce soupçon tournerait en certitude, si ses erreurs et son faux enthousiasme n'avaient été partagés à cette époque, par les hommes d'État les plus distingués du royaume. Il fallait être néanmoins bien ignorant en politique, ou bien égaré par l'esprit de parti pour supposer que la nation la plus ambitieuse et la plus rivale restât inactive, tandis que la France s'engageait dans une lutte à outrance contre tous les intérêts européens. Un orateur enthousiaste jusqu'à la folie, était seul capable d'attirer sur son pays, privé d'alliances et déchiré au dedans, l'anathème de toutes les puissances, les passions et la haine de leurs chefs.

Le ministère anglais secondant avec adresse les fausses combinaisons de ses rivaux, feignait de grandes alarmes sur la correspondance établie entre les clubs français et ceux des whigs, si connus par leurs sentiments d'opposition au pouvoir monarchique. Mais en réfléchissant au patriotisme sincère

(1) Anacharsis Clootz, prussien d'origine, fut l'orateur le plus véhément de cette secte, et il ne perdait aucune occasion de provoquer la république universelle. Ses imprécations contre tous les gouvernements, et ses relations avec les Anglais l'ont fait soupçonner d'être un des agents les plus actifs du cabinet de Londres.

(2) Voyez pièces justificatives du livre Ier, nos 7, 8 et 9.

et à la haine prononcée de la nation anglaise pour les étrangers, on est presque tenté de chercher dans cette correspondance même, les premières sources de l'influence que le cabinet de Saint-James exerça sur tous les partis qui déchirèrent la France, en les excitant à cette exagération qui devait désorganiser le royaume et le précipiter dans une guerre générale. Cette idée acquiert de nouvelles forces, en songeant que Marat, Anacharsis Clootz, Miranda, Payne, Pache, Clavière, n'étaient point français, et qu'il suffisait au cabinet britannique d'avoir dans ses intérêts quelques chefs des whigs et quelques meneurs du parti républicain, pour profiter du délire qui s'était emparé de toutes les têtes et en diriger les effets à son gré.

Le chancelier Bacon dit quelque part que le cabinet anglais devait faire les plus puissants efforts pour étouffer chez ses voisins jusqu'au désir d'être libre. Pitt appliquant une maxime inverse jugea peut-être que la liberté est voisine de la licence, principalement dans les États nouvellement institués, et que tout ce qui tend à diviser les forces d'un rival est également dans l'intérêt national; sous ce rapport, il fut plus habile que Bacon. On est du moins autorisé à lui prêter ce système, car il avoua, dès 1790, en plein parlement, qu'il avait à se féliciter de la révolution française, puisqu'elle promettait le triomphe des principes professés en Angleterre, ou d'immenses avantages à son pays. Si le cabinet anglais fut fidèle aux préceptes du chancelier, en soutenant la maison d'Orange contre les patriotes; s'il devint ensuite l'appui de l'oligarchie, comme il le fut en Espagne de l'inquisition, on ne peut se dissimuler qu'il a du moins mauvaise grâce à se proclamer le libérateur des nations.

Enfin, les plus graves soupçons planent avec raison sur ces complots du machiavélisme, lorsqu'on se rappelle les adresses de plusieurs clubs anglais à l'assemblée nationale, et entre autres celle qui fut signée par lord Stanhope au nom de la société des amis de la liberté, témoignant la joie qu'on éprouvait à Londres de la révolution française, et encourageant les législateurs dans leurs nobles travaux (1). Si lord Stanhope est le père de celui qui vient de prononcer une diatribe si virulente contre la nation française, on peut juger de la nature des ressorts que la politique anglaise fait mouvoir à son gré.

En attendant, Pitt convaincu que le meilleur moyen d'agiter la France plus longtemps serait de ne pas la combattre trop tôt, ou craignant d'éveiller les soupçons des puissances continentales, modéra les ressentiments du roi Georges, et l'engagea à ne prendre part à la guerre qui allait éclater, que quand elle serait entièrement engagée. Trop habile néanmoins pour ne pas profiter des embarras de la seule puissance qui fût à même de lui contester l'empire de l'Inde, il prenait toutes ses mesures pour le subjuguer, et tandis que la France s'amusait à des controverses sur les droits de l'homme, que la Prusse et l'Autriche s'apprêtaient à les combattre, l'imperturbable Albion portait ses efforts dans le Bengale et s'assurait, par la soumission du sultan de Mysore, un empire absolu dans la riche presqu'île du Gange.

Cependant l'abandon de tous ses intérêts d'outre-mer ne rendait pas la France plus sage sur le continent européen. L'assemblée nationale, d'après le rapport de son comité diplomatique, avait rendu un décret pour inviter le roi à demander des explications à l'empereur d'Autriche. Le prince de Kaunitz répondit, le 17 février 1792, aux dépêches de M. de Lessart à M. de Noailles, ambassadeur à Vienne. La note du ministre autrichien était d'un style modéré; elle donnait des éloges à la constitution et au peuple français, mais elle attaquait fortement le parti des jacobins et les maximes révolutionnaires qu'il propageait, et c'était justement le moyen le plus sûr de provoquer la guerre : dans le fait, cette note ne donnait que des satisfactions illusoires (2), car la coalition existait, les armements se continuaient, la Prusse et l'Autriche venaient de se lier plus étroitement par une alliance offensive et défensive, signée à Berlin, le 7 février 1792. On paraissait n'attendre que l'occasion pour une rupture qui depuis longtemps était inévitable.

(1) Séance du 21 juillet 1790.

(2) Voyez pièces justificatives du livre Ier, n° 11.

M. de Lessart, en succédant à M. de Montmorin, avait apporté dans ses relations le même caractère de droiture avec moins de défiance pour les sentiments de l'assemblée. Il vint soumettre imprudemment, dans la séance du 2 mars, la réponse qu'il avait faite au nom du roi sur les notes des 3 et 21 décembre, et le nouveau message du prince de Kaunitz, qui en était le résultat. Dépassant ainsi les bornes que la constitution avait mises aux droits de l'assemblée dans les négociations, il provoqua, par une discussion publique, les agressions directes qui devaient mettre plus d'aigreur dans les relations des deux États.

Cette réponse rédigée du reste avec sagesse, et forte d'arguments, jettera un grand jour sur les véritables dispositions des puissances alliées à cette époque. Le parti républicain se vengea bientôt sur de Lessart des vérités que le prince de Kaunitz avait dévoilées. Le ministre fut décrété d'accusation et traduit à la haute cour nationale.

La famille royale éperdue, n'avait aucune confiance dans ses conseillers qui ne pouvaient plus rien; on recourut dans cette extrémité au moyen dangereux qui avait coûté la vie à Charles Ier, en déterminant Louis à renouveler entièrement son ministère, et à se jeter franchement entre les bras du parti des girondins. Dumourier fut appelé aux affaires étrangères, Roland à l'intérieur, Servan à la guerre; fatale résolution qui précipita la chute du monarque imprudent.

Les esprits s'aigrissaient de plus en plus; les discours dont la tribune retentissait chaque jour, portaient dans toutes les cours, des sentiments naturels de haine et de vengeance. Les armements, les préparatifs dont l'Europe était agitée, venaient à leur tour jeter en France une défiance et une haine non moins fortes.

Dans un tel état de choses, il ne fallait qu'une étincelle pour faire éclater l'incendie, et les premiers jours du mois de mars 1792, furent signalés par plusieurs événements qui en provoquèrent l'explosion. L'Empereur termina sa carrière le 1er mars; dès cet instant les affaires prirent une tournure beaucoup plus hostile, soit que le successeur de Léopold, plus jeune que lui, fût moins prudent et plus disposé à la guerre, soit que la situation relative de la France et le caractère des nouveaux ministres accélérassent aussi la rupture

Au moment même où ces grands changements avaient lieu, Gustave III était assassiné dans un bal masqué (16 mars), et sa mort, en renversant toutes les espérances que les émigrés avaient placées en lui, enlevait à la coalition le chef que l'opinion générale des royalistes lui assignait.

D'après l'examen de toutes ces circonstances, on voit qu'il serait difficile d'affirmer, sur les actes connus, à quel parti on doit attribuer les premiers torts de l'agression. Les puissances du Nord et de l'Allemagne se lièrent par des traités menaçants, et parurent vouloir la guerre. Lorsque le parti républicain fut informé à son tour de l'existence d'une coalition, il craignit d'être prévenu, attaqué dans l'intérieur et livré à la vengeance de la noblesse qu'il avait outragée. Il prit alors l'initiative; et le renouvellement du ministère dont nous avons parlé, devait être le signal du commencement des hostilités.

Dumourier ayant une tête ardente, et quelques talents militaires qu'il estimait bien au-dessus de leur réalité, désirait les occasions de se signaler, sans trop s'arrêter aux conséquences qui en résulteraient. Il flattait les girondins de la conquête immédiate des Pays-Bas, car l'armée autrichienne n'excédait pas quarante mille hommes, et n'avait aucune place pour baser ses opérations. En prenant l'initiative de la déclaration de guerre, on pouvait espérer des succès certains sur une armée qui ne se trouvait pas encore en mesure: en restant au contraire sur la défensive, on laissait amonceler l'orage prêt à fondre sur la France, et le succès devenait douteux. Guidé par ces considérations, Dumourier avait pressé M. de Noailles d'obtenir des réponses satisfaisantes de la cour de Vienne, et voyant qu'elles n'arrivaient point, il proposa, le 20 avril 1792, de déclarer la guerre au roi de Bohême et de Hongrie, ce qui eut lieu dans la même séance.

Le roi de Prusse, par suite de ses traités offensifs et défensifs, devait nécessairement prendre à cette guerre une part active. Ses manifestes ne tardèrent pas à en donner l'assurance, et les mouvements de ses troupes la confirmèrent bientôt.

Le roi de Sardaigne lié également avec le cabinet de Vienne auquel son ministre était vendu, non

moins intéressé d'ailleurs au soutien de la famille des Bourbons, ne pouvait manquer d'y intervenir. Mais cela ne suffisait pas aux desseins du cabinet britannique, et le point le plus important de son projet consistait à mettre aux prises toutes les puissances maritimes, dont l'alliance en 1780 lui avait été si funeste. Les raisons d'État les plus puissantes semblaient apporter un obstacle invincible à l'exécution d'un tel plan, mais tous les intérêts nationaux devaient se taire, lorsque des passions habilement excitées eurent porté les peuples au plus haut degré de folie, et les princes au comble de l'exaspération.

La haine du stathouder pour le parti qui avait si souvent mis des bornes à son autorité et qui l'avait même compromise, l'aversion non moins forte que le roi d'Espagne manifestait pour les ennemis de l'autorité des Bourbons, pouvaient en un instant renverser les longs calculs d'une politique sage, détruire les fruits de l'heureuse guerre d'Amérique, et procurer aux Anglais l'alliance de deux puissances rivales qui n'auraient jamais dû déployer leur pavillon que contre eux. Dès lors plus de balance dans la lutte maritime, plus d'incertitude sur la perte de la marine et des colonies françaises, plus de doute sur l'empire absolu des mers, que les passions de ces deux cabinets imprudents devaient livrer d'un trait de plume à celui de Saint-James.

Mais il ne faut pas anticiper sur les événements, et avant de revenir sur ce qui se passa en France aussitôt après la déclaration de guerre, il est convenable de tracer l'état des différentes armées européennes à cette époque, et de raconter les premiers événements militaires qui eurent lieu en Belgique.

CHAPITRE IV.

Coup d'œil sur la constitution des différentes armées européennes à l'époque de la déclaration de guerre en 1792.

Les vainqueurs de Leuthen, de Rosbach, de Torgau sont venus prouver dans les plaines de la Champagne et à Jéna, que les armes sont journalières, et qu'il faut plus que du courage pour triompher de ses ennemis et pour constituer une bonne armée.

Les causes générales qui ont tant d'influence sur les destinées des nations, exercent le même empire sur leur état militaire. Les victoires proviennent en partie de ces causes, et développent les talents des généraux comme le courage des soldats. Toutefois on ne peut se dissimuler, qu'abstraction faite de la situation intérieure des empires, une armée ne possède en elle-même les principes de sa supériorité ou de son infériorité, par la nature de son organisation, son esprit, et le caractère de ses chefs.

La force réelle d'un État se compose donc de l'espèce et de l'esprit de ses soldats et de ses officiers;

De ses moyens de recrutement;

Des institutions organiques des corps;

Des talents et de l'instruction de ses états-majors;

Du génie des généraux qui les commandent;

Enfin, de l'esprit national à l'époque où la guerre éclate.

Les grands résultats ne s'obtiennent que par la réunion de ces moyens, car s'il est vrai que l'habileté du général en chef soit le premier garant des succès, ce chef gagnera des batailles sans résultats si la nation se refuse à des sacrifices devenus nécessaires, et il sera condamné comme le héros carthaginois à voir consumer son armée après la victoire.

De même les meilleures troupes du monde, conduites par un homme faible et sans talents, ne doivent attendre que des revers. Les armées françaises après avoir éclipsé les bandes espagnoles et triomphé de celles du celèbre Guillaume, perdirent aux champs de Ramillies, de Turin et de Hochstet, un lustre qu'elles reprirent sous le maréchal de Saxe, pour retomber dans le mépris sous ses successeurs.

Un bon état-major est surtout indispensable pour bien constituer une armée; il faut le considérer comme la pépinière où un général en chef doit puiser les instruments dont il se sert; comme une réunion d'officiers dont les lumières doivent seconder les siennes. Quand il n'y a pas harmonie entre le génie qui commande et les talents de ceux qui doivent appliquer ses conceptions, le succès devient douteux, car les combinaisons les plus habiles sont détruites par les fautes d'exécution. Un

bon état-major a d'ailleurs l'avantage d'être plus durable que le génie d'un seul homme; il peut remédier à bien des maux, et nous osons affirmer qu'il est la meilleure sauvegarde d'une armée. De petits intérêts de coterie, des vues étroites, un amour-propre déplacé, s'élèveront contre cette assertion, elle n'en restera pas moins une vérité irrécusable pour tout militaire pensant et tout homme d'État éclairé (1). Un état major bien institué sera à une armée ce qu'un ministère habile est à une monarchie; il secondera le chef lors même qu'il serait en état de tout diriger par lui-même; il préviendra des fautes en lui fournissant de bons renseignements; il les empêchera, quand le général sera inhabile au commandement. Et combien de hauts faits anciens et modernes qui ont illustré des hommes médiocres, ne furent-ils pas préparés par leurs alentours? Reynier fut le premier instrument des victoires de Pichegru en 1794; et Dessoles, comme lui, ne resta pas étranger à la gloire de Moreau (2). Le général Toll ne s'est-il pas associé aux succès de Kutusof; Diebitsch à ceux de Barclay et de Witgenstein; Gneisenau et Muffling à ceux de Blucher? combien d'autres noms ne pourrais-je pas encore citer à l'appui de ces assertions!

Enfin, une armée brave et bien organisée, sans bon système de recrutement, est une machine incomplète; la France en a senti les tristes effets sous Louis XV, et les alliés pendant les premières guerres de la révolution. C'est par un tel système qu'on obtient les moyens de réparer ses pertes, sans attendre les ressources tardives d'un enrôlement; c'est lui seul qui constitue une armée nationale, qui met un État en mesure de proportionner ses efforts aux dangers, et procure une excellente espèce de soldats.

Pour se faire une idée plus précise des événements que nous allons retracer, il importe donc de jeter un instant ses regards sur l'état intérieur des différentes troupes européennes au moment où la guerre éclata, et nous commencerons par l'armée française, qui fut appelée à y jouer un rôle principal, puisqu'elle eut affaire alternativement et collectivement avec toutes les autres.

De temps immémorial, les Gaules furent habitées par des peuples valeureux : hardis et entreprenants sous les deux Brennus, opiniâtres et fermes contre les attaques de César, on les vit figurer glorieusement comme auxiliaires dans toutes les guerres de Rome. Ils parcoururent le moyen âge avec un égal succès, et s'ils durent céder à l'irruption des Francs, l'amalgame des deux nations ne fit qu'ajouter à leur énergie.

Les guerres de Charlemagne et les croisades, les invasions de Louis XII, Charles VIII et François Ier en Italie, enfin la lutte soutenue contre toute l'Europe par Louis XIV, prouvèrent suffisamment ce qu'on peut attendre d'une armée française bien commandée.

La fatale guerre de sept ans, les intrigues de la cour de Louis XV, et plus encore l'esprit de vertige qui s'empara de toutes les têtes après ces honteuses expédition d'Hanovre, éclipsèrent en un instant des siècles de gloire, et firent de cette armée un objet de ridicule.

Après la paix de 1762, le ministère français, ne sachant à quoi attribuer ses défaites, alla chercher dans les plus minutieux détails de la discipline et de l'instruction, ce qui n'était que l'effet du mauvais choix des généraux et de la direction fautive des grandes opérations.

On ne réfléchit ni aux dispositions qui font gagner les batailles, ni aux mouvements stratégiques, c'est-à-dire aux marches considérées comme manœuvres de guerre; et l'on oublia toutes les combinaisons de la direction et de l'emploi des

(1) Je n'estime pas qu'un état-major soit bien institué par cela seulement qu'on exigera des études outrées de la part des jeunes aspirants; on peut être profond mathématicien, bon topographe, dessinateur correct, et mauvais guerrier. Un état-major qui remplirait toutes les conditions, serait à mon gré celui qui jouirait d'assez de considération et de prérogatives pour offrir un avantage à tous les officiers des autres armes, et qu'on composerait par ce moyen des militaires déjà connus par leur aptitude pour la guerre. Les officiers du génie et d'artillerie cesseront d'être les antagonistes d'une telle institution, en réfléchissant que l'état-major leur offrirait alors un plus vaste champ pour se distinguer, et ne serait désormais qu'une réunion d'officiers de ces deux armes, les plus capables de diriger une opération de guerre, et mis à la disposition du général en chef pour l'aider dans ses travaux.

(2) Je ne prétends point placer Moreau au rang des généraux médiocres, j'affirme seulement qu'il fut assez bien secondé par ses chefs d'état-major, pour leur devoir une partie de sa gloire.

masses, pour s'amuser aux plus futiles accessoires. On s'imagina que les armées de Frédéric avaient triomphé par la manière de marcher le pas oblique, par la coupe des habits, et par mille absurdités qu'on aurait peine à croire, si les plaisantes discussions de cette époque n'étaient encore présentes à la mémoire, et qu'un ministre ne les eût encouragées.

La France vit paraître un grand nombre d'ouvrages sur la tactique; on se disputa sur des ploiements et des déploiements en tiroirs, sur des tranches et des plésions, et sur un ordre prussien et un ordre français dont on ne se faisait pas d'idée exacte; on forma des camps pour juger des avantages de ces différents systèmes, et l'on crut trouver le sublime de l'art dans le mécanisme de l'instruction des pelotons.

On était si fort engoué de tout ce qui ressemblait à la tactique allemande, qu'il suffit, à cette époque, de porter un nom tudesque, pour faire une fortune militaire. Un certain capitaine Pirch, sorti des rangs de l'armée prussienne, passa pour un émule de Frédéric, sur la simple présentation d'un mémoire dans lequel il donnait des idées pour aligner des bataillons sur les drapeaux; on se crut heureux qu'il daignât accepter un régiment et l'instruire suivant sa méthode.

Le gouvernement donnait ainsi l'exemple de ce scandale national, et, il faut en convenir, les Français ne furent que trop enclins à le seconder. Les étrangers flattés de la supériorité qu'on leur décernait, se gardèrent bien de combattre des opinions auxquelles ils trouvaient si bien leur compte, et chacun s'accordait à placer les troupes françaises au dernier rang : encore un pas rétrograde, et elles se fussent trouvées au niveau des soldats du pape.

Cependant la guerre d'Amérique ranima un peu cette émulation, source des plus beaux faits d'armes. Les expéditions de la Grenade et de Saint-Eustache, les campagnes de Lafayette, de Saint-Simon et de Rochambeau contre les Anglais aux États-Unis, terminées par la capitulation de Cornwallis, firent pressentir que les grenadiers de Louis XVI, éclipseraient un jour les soldats de Condé. Si l'impulsion donnée par cette guerre à des dogmes exagérés eut de funestes suites pour la monarchie, on ne peut dissimuler les services immenses qu'elle rendit en retrempant l'esprit militaire.

Tandis que ces poignées de braves s'illustraient sur les rives de la Delaware et sur les rochers des Antilles, les disputes de théories continuaient en France. L'état-major, le gouvernement et les *faiseurs* se partageaient entre les différents systèmes; mais pendant que les chefs s'égaraient dans les plus fausses routes, les troupes rassemblées perfectionnaient leur instruction et leur discipline, et Guibert esquissait un bon système de marches et d'ordres de bataille.

Cet auteur estimable, en s'élevant sans cesse contre les abus et les défauts de l'instruction, força également de faire des recherches qui produisirent l'ordonnance de 1791; ouvrage aussi admirable par sa clarté, que par sa précision. Elle fut commencée à peu près avec la révolution; les gardes françaises et suisses servirent à faire l'essai des mouvements projetés, à vérifier leur précision et leurs avantages; mais ce code important ne fut publié qu'au moment de la déclaration de guerre. Si l'armée n'en tira pas tout le fruit qu'on avait droit d'en attendre, il n'est pas moins vrai qu'il servit à instruire les régiments de ligne et les bataillons de volontaires aux premiers principes de la marche, des feux et des mouvements les plus nécessaires pour les jours d'action, et contribua ainsi à rendre cette masse de nouvelles levées propre aux opérations de campagne.

Cependant les autres parties de la constitution militaire ne reçurent pas, après la guerre d'Amérique, des améliorations égales à celles de l'ordonnance; les changements que l'opinion réclamait avec le plus de force, étaient imprudemment rejetés; on se rappelle même, avec douleur, les règlements de 1786, qui devinrent une des premières causes du mécontentement de l'armée, et qui expliquent son peu d'attachement pour le gouvernement.

Dans une monarchie où la noblesse se dévoue au métier des armes comme aux pénibles obligations qu'il impose, il est facile de comprendre qu'elle jouisse de certaines faveurs, et qu'on lui tienne compte de ses services; mais en lui accordant quelque préférence, ne serait-il pas injuste de frapper d'exclusion la classe respectable des

officiers de fortune, et ne semble-t-il pas plus dangereux encore que les grades supérieurs et les commandements en chef qui doivent être le prix du génie, de l'expérience et du dévouement, deviennent le patrimoine de quelques coteries privilégiées? Un gouvernement impartial n'oubliera jamais que sous Louis XVI, Bonaparte, Moreau, Kléber, et tant d'autres guerriers non moins célèbres, eussent été condamnés à une nullité éternelle; tandis que sous le long règne de Louis XV, on ne trouva pas même dans la noblesse française un général marquant, puisque le maréchal de Saxe, qui illustra cette époque, était étranger. Cependant le ministre Ségur, égaré par les fatals préjugés du favoritisme, ne se borna pas à considérer les places d'officiers comme l'apanage des gentilshommes à quatre quartiers; il établit par de nouveaux règlements une démarcation entre ces nobles eux-mêmes; et les régiments furent accordés d'emblée aux rejetons des familles présentées à la cour, pendant que celles de province languissaient éternellement dans les grades subalternes. De tels abus n'étaient pas seulement propres à jeter le découragement dans la jeunesse appelée à la défense de l'État; ils mécontentèrent toute l'armée, à l'exception d'un petit nombre d'individus, et irritèrent surtout ceux qui, appartenant à la même caste, s'estimaient d'autant plus égaux en droits.

A la vérité on citait quelques roturiers élevés au grade d'officier, mais ce n'était qu'à force d'années et de protections; encore un lieutenant de cavalerie, parvenu à travers tant d'obstacles, ne montait-il jamais au rang de capitaine. Le pauvre gentilhomme lui-même n'obtenait qu'après de longs services, le commandement d'une compagnie, dévolu de droit au fils d'un courtisan à peine sorti du collége.

L'introduction de la discipline prussienne et de l'usage des coups de plat de sabre, imaginée par le comte de Saint-Germain, établit entre la plupart des chefs une rivalité de morgue et de brutalité qui dénatura toutes les vraies sources du mérite; on se considéra comme un grand militaire à mesure qu'on devint minutieux, tracassier, et abhorré des troupes, dont le mécontentement fut ainsi porté au plus haut degré.

Les corps du génie et de l'artillerie, exempts par leur institution même de toutes les mutations qui agitent la ligne, n'en étaient pas moins divisés sur les principes de la révolution. Mais l'instruction indispensable de leurs sous-officiers rendit ceux-ci ardents zélateurs des innovations qui leur ouvraient une plus vaste carrière.

Pendant le cours de l'assemblée constituante, la discorde entre les officiers et les soldats s'accrut de plus en plus. La discipline, qu'il était important de rétablir, fut relâchée à la fois et par la coupable négligence des premiers, et par les provocations anarchiques des jacobins, dont les clubs prenaient peu à peu beaucoup d'empire sur les troupes. Le ministre de la guerre Duportail et le comité militaire de l'assemblée, estimant que l'absence de toute subordination dans l'armée de ligne serait la meilleure égide de la liberté contre le despotisme, commirent une grande faute en encourageant les soldats à la fréquentation de ces clubs. Cependant les actes les plus marquants d'insubordination furent réprimés par les décrets, et quelquefois châtiés avec sévérité.

La condition du soldat se trouva d'un autre côté améliorée; la législation militaire se coordonna avec l'esprit national; on établit un mode d'avancement, où les droits de l'ancienneté et ceux du talent furent sagement balancés.

L'organisation des corps éprouva plusieurs secousses par les différents changements de ministères, mais au fond l'état militaire de France resta à peu près le même. Son mode de recrutement était volontaire depuis trois siècles. Ce système que les rois avaient substitué aux levées de la féodalité, en soudoyant d'abord des régiments étrangers, puis en enrôlant les vagabonds de leur propre pays, n'avait jamais été suffisant, et on fut de bonne heure forcé de recourir aux milices. François Ier, Henri IV en levèrent sous différentes dénominations; mais elles furent définitivement instituées par Louvois en 1688 : le nombre de celles mises sur pied sous Louis XV, s'élevait à cent dix bataillons, forts de cinquante-cinq mille hommes. Ce service considéré comme une des charges les plus vexatoires, pesant sur les bourgeois, fut assimilé aux corvées, et la plupart des cahiers en demandèrent l'abolition aux états généraux. Dès la fin de 1789, une controverse intéressante s'éleva entre

le ministre Latour-Dupin et Dubois-Crancé, député à l'assemblée : le premier avait proposé de porter les milices à 120,000 hommes, en conservant à peu près leur ancienne organisation, et fixant la force des troupes de ligne à 150,000 hommes. Dubois-Crancé combattit ce projet avec chaleur : il prétendit qu'il serait plus avantageux de rendre l'armée entièrement nationale, de supprimer l'ancienne milice, et de la remplacer par une espèce de conscription à laquelle tous les Français seraient assujettis.

Ce projet, quelque spécieux qu'il parût, offrait un inconvénient grave, celui de désorganiser de fond en combles les cadres précieux où se trouvaient 130,000 vieux soldats, alors présents sous les drapeaux.

On aurait pu aisément prendre du projet ce qu'il offrait d'avantageux et en écarter tout ce qui était dangereux, puis préparer de longue main la fusion des milices avec les troupes soldées. Mais l'assemblée, plus frappée des vices des anciennes institutions militaires que pénétrée de l'urgence d'en adopter de nouvelles, toujours disposée d'ailleurs à se populariser, en renversant ce que le peuple considérait comme une charge, décréta le 16 décembre la suppression des troupes provinciales, et enleva par là 60,000 soldats à la France, sans prendre aucune mesure pour les remplacer.

Dix-huit mois s'écoulèrent sans qu'elle songeât à réparer cette faute : ce qui paraîtra d'autant plus étrange que l'Autriche et la Prusse déployaient depuis un demi-siècle des forces redoutables, et que les hommes d'État les plus sages avaient représenté à Louis XVI, dès le commencement de son règne, la nécessité de se mettre à l'unisson de ses voisins. Il paraît qu'une confiance exagérée dans les milices bourgeoises établies partout le royaume, après le 14 juillet 1789, fut la première cause de l'étonnante sécurité de l'assemblée. Ces trois millions de gardes nationales, bonnes pour appuyer ses décrets, étaient cependant peu propres à défendre leurs foyers, bien moins encore à alimenter l'armée en cas d'expéditions hors des frontières. En effet, ces millions d'hommes, sur lesquels les girondins comptèrent présomptueusement en attisant le feu de la guerre, n'auraient pas garanti la France de l'invasion, si d'autres circonstances n'y eussent concouru.

Le moyen le plus efficace et le plus simple de donner à la puissance nationale le développement dont elle était susceptible, pour la mettre en harmonie avec celle des autres États, semblait être d'assurer un bon mode de recrutement aux troupes de ligne comme noyau de l'armée, et d'adopter ensuite, avec quelques modifications, le système des milices tel qu'il existe en Suisse, pour servir d'auxiliaire dans les grandes occasions. Cette institution si simple, qui range toute la population militaire d'une nation en réserves sédentaires et en bataillons mobiles organisés d'avance, exercés aux premiers éléments du port d'arme et des feux, et qui marchent à tour de rôle à mesure que les dangers de la patrie l'exigent, convient particulièrement au caractère français; elle eût été à cette époque le moyen le plus sûr de résister aux nombreux ennemis que l'on se préparait. D'abord, on aurait pris dans cette milice, par des appels, le nombre d'hommes nécessaire pour compléter l'armée; puis, en temps de guerre, on eût doublé la force des régiments en leur joignant un ou deux bataillons de milices, indépendamment du supplément en hommes que chaque compagnie de ligne aurait pu recevoir à son entrée en campagne. De cette manière, avec un état de paix de 180,000 hommes, l'armée régulière eût été aisément portée à 250,000 par le premier complément, et à 500,000 par le doublement en milices.

Vers la fin d'avril 1791, la réduction des régiments qui ne pouvaient plus recruter suffisamment pour se mettre au complet, et l'approche de la guerre décidèrent le ministre Duportail à demander la levée de 100,000 hommes pour être organisés en bataillons et remplacer les troupes provinciales. Cette mesure acheva la ruine des anciens régiments qui, recrutant dans cette même classe de jeunes gens que les municipalités devaient ranger dans les auxiliaires, manquèrent d'aliment, et menacèrent de se dissoudre. C'était d'ailleurs donner naissance à la rivalité, et substituer à des corps fortement organisés des bataillons tout neufs, sur lesquels la prudence ne permettait pas de compter.

Il eût été bien plus simple de jeter les cent mille

auxiliaires dans la ligne, en portant les régiments d'infanterie à trois bataillons. Des motifs d'intrigue, ou l'esprit de parti, en ordonnèrent autrement. L'assemblée décréta toutefois l'organisation préparatoire de 300,000 hommes de gardes nationales qu'on ferait marcher à mesure qu'on en aurait besoin. Le moyen était bon en lui-même, mais il péchait par ses détails; on se borna à dresser des contrôles nominatifs de bataillons, au lieu d'en rassembler de suite un certain nombre, de les faire armer, habiller et servir alternativement de concert avec les troupes de ligne pendant cinq à six mois, temps suffisant pour dresser une troupe aux premiers détails du service intérieur, de la discipline et de l'école de bataillon.

Ce service alternatif de toute la jeunesse en l'accoutumant aux devoirs du soldat, et en lui donnant la certitude d'être relevée à son tour par de nouveaux bataillons, est une idée lumineuse qu'on a toujours négligée dans les organisations militaires de la France. Mais nous nous laissons entraîner dans une dissertation étrangère à notre but, et il convient d'en revenir à l'exposé de ce qui existait.

Par suite de la désorganisation introduite à dessein dans les régiments de ligne, ils étaient, à la déclaration de guerre, en assez mauvais état; une seule mesure leur avait conservé un peu de vigueur; la nomination des officiers pris dans le tiers état, remplit les cadres d'une jeunesse ambitieuse et guerrière qui ne tarda pas à se signaler; l'émulation, les chances d'avancement, l'amour de la patrie, suppléèrent pour un instant au puissant mobile de la discipline.

L'infanterie consistait à la fin de 1791 en

105 régiments à 2 bataillons.	210 B^ons
14 bataillons d'infanterie légère. . .	14
170 bataillons de volontaires nationaux, décrétés le 22 juillet 1791, et dont la levée s'exécutait	170
Le nombre de ces derniers fut porté à 200 bataillons par le décret du 5 mai 1792 qui augmenta les anciens de 226 hommes pour les porter à 800.	
TOTAL. . . .	394 B^ons

La cavalerie était composée de

2 régts. de carabiniers à 4 escadrons. .	8
24 —— de grosse cav. à 3 escadrons. .	72
18 —— de dragons. . . *id.* .	54
12 —— de chasseurs à 4. *id.* . .	48
6 —— de hussards. . . *id.* . .	24
TOTAL. . . .	206 escad.

Toutes ces forces ne montaient pas à plus de 160,000 hommes d'infanterie, 25,000 hommes de cavalerie, 10,000 d'artillerie : encore s'en manquait-il de 20,000 hommes qu'elles fussent complètes; mais l'invasion des Prussiens fit marcher beaucoup de volontaires qui portèrent le nombre des combattants au delà même de ces cadres.

L'infanterie composée d'une belle espèce d'hommes, formait de bons ou de mauvais régiments suivant le zèle et les lumières de leurs colonels; car il n'y avait pas un ministère assez éclairé, ni un chef assez habile pour donner l'impulsion à l'armée. Mais après le déplacement universel d'hommes et de choses que ce grand bouleversement occasionna, tous les corps furent bientôt au même niveau.

L'état-major général, ce corps si essentiel pour la direction des opérations de la guerre, surtout dans un gouvernement où le monarque n'est pas lui-même à la tête de ses armées, n'avait ni les institutions ni l'expérience désirables; les corps de l'artillerie et du génie étaient au contraire une pépinière d'officiers aussi distingués par leurs lumières que par leur zèle. Ainsi, l'instruction la plus précieuse et les germes des plus grands talents se trouvaient enfouis dans deux armes secondaires, où ils ne servaient qu'à des accessoires, au lieu de contribuer à leur propre gloire et à celle de l'armée par une heureuse fusion avec l'état-major, qui leur eût ouvert une vaste carrière.

Aucune puissance en Europe ne possédait à cette époque, des éléments pareils à ceux qui existaient en France pour la composition d'un excellent état-major; et, il faut en convenir à la honte des administrations qui se sont succédé, aucune puissance n'en eut un plus mauvais. L'ascendant de leur courage et de leurs talents, l'autorité dictatoriale des représentants du peuple, ont bien fait

ressortir les Kléber, les Desaix, les Moreau, les Saint-Cyr, les Reynier, les Jourdan, les Soult; mais les institutions n'y ont été pour rien, et une armée doit en avoir qui soient au-dessus des événements fortuits, et indépendantes des hommes.

La cavalerie qui ne le cédait en bravoure à aucune troupe de l'Europe était bien montée; cependant ses régiments se trouvaient beaucoup trop faibles, et son ordonnance défectueuse; ses officiers généraux n'étaient point instruits à la mouvoir en grandes masses d'après la nature du terrain. Dans les guerres subséquentes, les défauts de cette arme ont été en partie corrigés, et l'expérience, en prouvant ce que peut faire une bonne cavalerie, a démontré aussi combien celle des Français avait besoin de réformes.

Les désordres qui agitaient la France, et auxquels l'armée participait plus ou moins, firent craindre que sa dissolution ne devînt complète dès les premières hostilités. A peine la guerre fut-elle allumée, que le désastre du 10 août et la fureur démagogique enlevèrent onze régiments de bonne infanterie suisse, au moment où l'on ne savait comment faire face aux ennemis. L'émigration semblait devoir mettre le comble à cet état de choses affligeant; elle privait l'armée des anciens officiers sur lesquels on comptait le plus. Mais ici les calculs naturels furent encore en défaut; cette fuite des princes, des généraux et des officiers de marque, au lieu de compromettre le salut de l'armée, de décourager le soldat, ouvrit un champ vaste à l'émulation; tels militaires qu'on n'aurait pas soupçonnés capables de commander un régiment, apprirent l'art de diriger des armées; les citoyens étant appelés à la défense de l'État, on vit sortir de toutes les classes de la société des hommes de génie, qui, dégagés des entraves de l'habitude et des préjugés, s'adonnèrent à l'étude d'un art qui pouvait les conduire au faîte des honneurs et de la célébrité.

Le besoin de soldats et l'enthousiasme firent un devoir de l'état militaire; l'honneur et l'indépendance de la nation furent confiés à ses enfants, toujours plus intéressés que des mercenaires à se bien conduire et à se distinguer. L'enrôlement volontaire fournissait autrefois à l'armée des hommes paresseux et les efféminés des villes, la loi lui donna bientôt les robustes habitants des campagnes déjà endurcis aux fatigues et aux privations; ainsi toutes les parties de sa constitution furent améliorées par les événements mêmes qui semblaient devoir la détruire.

L'armée prussienne passait à la mort du grand Frédéric pour la première de l'Europe. Orgueilleuse, d'une lutte sans exemple dans les annales modernes, et de la supériorité du génie de son roi, elle ajoutait à cette force d'opinion une instruction aux grandes manœuvres, dont les troupes d'aucune puissance n'approchaient. On y voyait une foule d'officiers rivaliser de talents.

Ce monarque avait entretenu l'émulation et le souvenir de ses combats glorieux, par de fréquents simulacres de guerre. C'était dans ces grandes manœuvres où les deux partis étaient représentés, qu'il exerçait les officiers généraux à manier de grosses masses sur toute espèce de terrain, en réglant leurs mouvements d'après la position du moment, d'après les sinuosités de ce terrain, et suivant les maximes consacrées par l'art et l'expérience. Dans ces nobles jeux de Mars, l'étranger étonné voyait des corps énormes de cavalerie rompre en colonnes à un signal donné, changer de direction, dérober leurs mouvements à l'ennemi paraître subitement sur une extrémité de sa ligne, et s'y former avec la rapidité de l'éclair, sans déploiement, par une simple conversion des divisions (1) : c'était là que, par un mouvement opposé, on voyait la même cavalerie rompre en colonnes, exécuter par lignes un changement de front perpendiculaire en arrière, et se reformer, à droite ou à gauche en bataille sans déploiement, comme à la bataille de Rosbach.

Ces manœuvres étaient ainsi plutôt destinées à l'instruction des officiers généraux qu'à celle des troupes; elles leur apprenaient à calculer les distances et les intervalles de temps, souvent si décisifs à la guerre : on y essayait tous les systèmes d'attaque et de défense les plus avantageux aux différentes armes, et la combinaison des grands mouvements par lesquels on parvient à accabler

(1) On peut voir l'explication de cette manœuvre dans le *Traité des grandes opérations militaires*, chapitre V.

une partie de la ligne ennemie en masquant ses projets; enfin, elles enseignaient à choisir des positions, et à y placer les troupes de manière à être à l'abri de semblables entreprises de la part de l'ennemi : Frédéric, en un mot, faisait faire à ses généraux des campagnes en pleine paix.

Ses soins ne se bornaient pas là, et nous dépasserions les bornes de ce tableau si nous voulions citer tous les moyens que ce grand roi employait pour porter son armée au plus haut degré de perfection. Nous avons dit que les officiers rivalisaient d'émulation dans l'étude de leur métier; on avait en effet établi à Berlin un cercle militaire où les officiers les plus instruits étaient admis; on trouvait dans cet établissement, les ouvrages militaires écrits dans toutes les langues; les membres de la société commentaient ces ouvrages, discutaient les différentes branches de la tactique, et des prix étaient décernés à ceux qui avaient trouvé des principes importants, ou résolu des questions d'un intérêt majeur. Une semblable institution pouvait former de grands généraux, mais la nature même du gouvernement, et surtout le mode irrévocable d'avancement, apportaient un obstacle invincible à leur carrière, et laissaient languir dans les grades subalternes ceux qui étaient peut-être les plus propres au commandement.

L'infanterie prussienne, quoique manœuvrière, était cependant loin d'atteindre le degré de perfection auquel Seidlitz avait porté la cavalerie. Cette dernière arme tenait alors le premier rang en Europe.

Le système de recrutement se trouvait depuis longtemps le même; c'était un mélange d'enrôlement volontaire et de réquisition d'hommes. Le pays était divisé en districts, dans chacun desquels, un régiment cantonnait et prenait ses recrues. Mais afin d'alléger cette charge aux habitants, on accordait, en temps de paix, une grande quantité de congés à ces soldats, pour exercer un genre d'industrie quelconque; et il n'en restait que la plus petite partie sous les drapeaux.

Les places d'officiers étaient réservées à la noblesse; le philosophe de Sans-Souci n'avait pas su se mettre au-dessus de ce préjugé; il est vrai qu'en faisant précéder son nom d'un *Von* (de), on n'était pas astreint à fournir les preuves de ses quartiers, et j'ai connu plus d'un officier prussien qui eût été fort embarrassé d'en produire une seule. L'avancement basé sur l'ancienneté assurait le triomphe de la médiocrité. L'armée prussienne a changé dès lors de système; le roi eut le bon esprit de rectifier ses institutions militaires à la fin de 1806, et dut se féliciter de cette réforme en 1813.

L'infanterie consistait en :

55 régiments, composés de 3 bataillons dont 1 de grenadiers et 2 de mousquetaires.	.	165 bataillons
21 bat. de fusiliers ou infant. légère		21
Total.	. . .	186 bataillons

Les bataillons étaient à quatre compagnies de 160 hommes, officiers non compris.

La cavalerie consistait en :

12	régiments de cuirass.	à 5 escad.	60	63
1	——— de gardes du corps	à 3	3	
2	——— de dragons	à 10	20	70
10	———	à 5	50	
10	régiments de hussards	à 10		100
	Total. . . .			233

L'artillerie nombreuse et bien organisée avait fait de rapides progrès : le corps du génie commençait à fournir des hommes d'un mérite reconnu.

On peut estimer l'infanterie à 120,000 hommes, la cavalerie à 35,000 l'artillerie de 7 à 8,000, non compris quelques bataillons de garnisons formés de vétérans; cette force devait être alimentée par cinq à six millions d'habitants; il est vrai, que le tiers, au moins, se composait d'étrangers enrôlés dans l'Empire, car il n'y avait guère de villes d'Allemagne et même du Holstein, où il n'y eût des recruteurs prussiens devenus célèbres par le raffinement qu'ils donnaient à l'embauchage.

Sous le successeur de Frédéric, l'armée prussienne déchut de sa splendeur. La mort lui ravit ses meilleurs officiers. Les anciens soldats de Leuthen et de Torgau n'étaient plus. On s'aperçut bientôt que les meilleures troupes, sans un grand général, ne peuvent faire que de petits choses.

L'armée autrichienne ne partageait pas la manie

de se modeler sur celle de Frédéric : les dernières campagnes de Bohême et de Turquie, sous la direction du célèbre Laudon, lui avaient rendu une partie de sa confiance, un peu ébranlée dans la guerre de sept ans.

Son système de recrutement différait peu de celui des Prussiens; en temps de paix, la voie des enrôlements volontaires était suffisante; en temps de guerre, on arrachait les compagnons-ouvriers à leur métiers, les habitants des campagnes à leurs charrues, et souvent les pauvres bourgeois à leurs familles, pour les assigner aux régiments que telle province devait fournir. Différentes classes de recrues étaient formées à cet effet; chaque régiment avait une réserve déterminée, et toute prête à le porter au complet de guerre. La Croatie, le Bannat, frontières de la Turquie, et ayant à se défendre des incursions de leurs barbares voisins, étaient organisés militairement. Là, tout individu mâle est soldat en naissant; et les arrondissements civils ne sont à proprement parler que de grands cadres de bataillons. Les milices de ces provinces déjà célèbres dans la guerre de sept ans, sont très-propres au service des troupes légères.

La Hongrie, encore pliée sous un joug féodal, semblable au servage des Polonais, fournissait 11 régiments d'infanterie et 8 de cavalerie, qui, avec les Wallons, formaient l'élite des troupes impériales. Dans les grandes crises, la noblesse de ce royaume marchait à la tête de ses paysans. L'insurrection hongroise avait sauvé Marie-Thérèse en 1742, et ce peuple belliqueux assurait d'immenses ressources à la maison d'Autriche.

L'avancement était généralement réservé à l'ancienneté, cependant on en déviait souvent : la noblesse avait beaucoup de part dans les promotions, sans qu'elle fût absolument indispensable pour arriver au dernier terme de la carrière. L'épée ennoblissait celui qui la portait; nous avons vu plus d'un plébéien parvenir au grade de lieutenant général, et certes, on ne niera pas qu'ils ne fussent des plus distingués de l'armée impériale. L'infanterie, quoique bien dressée et disciplinée, manquait de vivacité; la cavalerie supérieurement composée en hommes et en chevaux, rivalisait avec les escadrons prussiens pour l'instruction, et les surpassait sous d'autres rapports. L'artillerie se perfectionnait en même temps que le génie. Le matériel, moins parfait que celui des Français, était lourd pour les pièces de position, et les pièces de trois affectées à chaque bataillon, laissaient beaucoup à désirer.

L'état-major ne manquait ni d'érudition ni de talents, mais ses théories étaient outrées et vagues, car elles reposaient en partie sur le système de cordon attribué à Lascy.

Le prince de Ligne dans ses mémoires prolixes, mais d'ailleurs estimés, s'élève, avec raison, contre la manie de vouloir déterminer les chances de toutes les hypothèses, et de prétendre faire de la guerre un jeu à combinaisons limitées. On voulut, dit-on, pousser le ridicule jusqu'à fixer, par un règlement, ce qu'un officier aurait à faire dans toutes les circonstances. Une chose certaine, c'est que celui qui détermina en 1769 le service de l'état-major, s'écarte fort peu de cette marche surprenante.

La guerre de positions qui fit la réputation de Daun, avait de nombreux partisans dans l'état-major, sans être beaucoup préférable à celle de cordon. Ces deux systèmes, qui dénotent déjà l'absence du génie, exigent cependant de la part du général qui les emploie, des talents particuliers; et, il faut en convenir, l'Autriche ne manquait pas d'officiers qui les possédassent. Quoi qu'il en soit, il était facile de présager que l'armée impériale éprouverait de grands désastres, pour peu que ses ennemis, adoptant un système offensif, l'exécutassent avec vigueur.

Les forces de François II se composaient de :

41	régiments allemands à 3 bataillons	123
11	——— hongrois à 2 et 3 bat. .	27
22	——— frontières à 2 et 3 bat.	61
5	——— wallons à 3 bat. . .	15
2	——— italiens à 3 bat. . .	6
	Total. . . .	232

11	régiments de grosse cavalerie. . .	66 escadrons
7	——— de dragons.	42
6	——— chevau-légers. . . .	36
9	——— de hussards. . . .	74
1	——— de hulans.	8
	Total. . .	226

Les bataillons étaient très-forts; on les portait au moyen des réserves jusqu'à 1,200 hommes et même au delà. On estimerait le total de ces forces à 240,000 hommes d'infanterie, 35,000 de cavalerie et 10,000 d'artillerie, si trois campagnes contre les Turcs et les maladies, ne les eussent réduites du tiers.

Les troupes des autres cercles de l'empire germanique avaient une organisation particulière, du moins quant aux détails. Les Saxons, alliés des Prussiens, se modelaient sur eux; ils soutenaient l'ancienne réputation qu'ils avaient acquise, et leur cavalerie principalement, la méritait sous tous les rapports. La force de cette armée s'élevait à 20,000 hommes, mais ses contingents, dans les guerres, variaient suivant l'intérêt que le gouvernement y apportait.

Les Hessois, compagnons d'armes du duc Ferdinand, un peu moins nombreux que les Saxons, étaient, encore plus que ceux-ci, organisés à la prussienne; on croyait voir en eux des vétérans de Frédéric : ces troupes bien commandées, et composées de nationaux, avaient, sur les Prussiens du temps, une supériorité décidée : disciplinées, braves, frugales et patientes, elles se couvrirent de gloire partout où elles eurent l'occasion de combattre à chances égales.

Les Hanovriens, dignes descendants des soldats de Witikind, n'étaient plus, depuis l'avénement de Georges Ier au trône d'Angleterre, que les auxiliaires des modernes Carthaginois. Distingués par leur taille, leur courage, leur tenue, ils rivalisaient avec les premières troupes de l'Europe. Leur nombre variait suivant les besoins qu'en avait le cabinet de Londres; il s'éleva jusqu'à 30,000 hommes, dont la moitié environ marchait aux guerres lointaines.

Les Bavarois, dont on se rappelle les exploits sous Merci, et dans les différentes luttes que leur électeur soutint ensuite contre l'Autriche, avaient décliné à la fin du 18e siècle, et la guerre de sept ans confirma, un instant, l'opinion de leur infériorité. Les Wurtembergeois et les Badois partageaient avec eux cette sorte de défaveur, accréditée par la politique autrichienne. Ces trois armées se sont bien retrempées depuis à l'école française : les deux premières surtout ont rivalisé de bravoure avec les meilleurs soldats. La force des Bavarois était de 35,000 hommes, avec les Palatins, avant la guerre; celle des Wurtembergeois d'environ 12,000 les Badois n'avaient pas plus de 4,000 hommes sur pied.

Quant aux contingents des cercles, nous nous dispenserons d'en faire mention; on sait assez ce qu'ils furent dans tous les temps : des corps sans âme, enchaînés par l'Autriche, et toujours prêts à l'abandonner aux premiers revers.

Le matériel de l'artillerie de ces armées allemandes manquait de légèreté. Le système des états-majors variait un peu, mais en général, ce corps était instruit au lever du terrain et versé dans toutes les sciences nécessaires à la conduite des travaux militaires. Les Massenbach, les Scharnhorst, les Ruhle, les Porbeck lui ont fait honneur.

Le mode de recrutement était partout volontaire; la Saxe cependant avait introduit le système des cantonnements prussiens pour y subvenir en cas de besoin, et nous croyons que la Hesse était sur le même pied.

Le métier des armes fit pendant longtemps la principale occupation des Espagnols; nés soldats, ils étaient toujours prêts à défendre leurs frontières et à attaquer celles de leurs voisins. Ils portèrent dans les deux mondes la gloire du nom castillan. On sait ce que les armées espagnoles furent sous Charles-Quint, Pescaire, le duc d'Albe, et le connétable de Bourbon. Le théâtre de leurs exploits se porta en Europe, non-seulement jusqu'aux murs de Paris, mais encore sur les rives du Pô, de l'Adige, de l'Elbe et jusqu'aux bouches de la Meuse et du Waal. Toutefois, ces fameuses bandes dégénérèrent sous les règnes désastreux des derniers rois de la maison d'Autriche.

Lorsque Philippe V monta sur le trône, au commencement du siècle dernier, l'Espagne n'avait pas 15,000 hommes, et ne possédait pas un seul vaisseau en état de tenir la mer. A peine fut-il tranquille possesseur de la couronne, qu'il reconstitua son état militaire : ses successeurs l'ayant augmenté, formèrent successivement une armée dont les cadres en 1792, étaient composés comme il suit :

Maison du roi, 4 rég. d'inf. dont 2 wallons à 3 bat.		12
28	— de ligne à 3 bat.	84
8	— étrangers dont 4 suisses, 3 irlandais, 1 italien à 3 bat. .	24
3	bataillons d'infanterie légère. .	3
42	——— de milices.	42
	Total.	165

formant un complet de 116,000 hommes d'infanterie.

Maison du roi, gardes du corps et carabiniers. .		8
15	régim. de grosse caval. à 3 escad.	45
8	—— de dragons.	24
	Total. . . .	77

formant un complet de 12,200 chevaux.

Ainsi l'armée espagnole, artillerie comprise, devait présenter une force d'environ 140,000 hommes.

Mais ces cadres offraient des lacunes considérables, et nous ne pensons pas que leur effectif dépassât 120,000 hommes, en y comprenant les milices; il faut encore en déduire l'infanterie nécessaire aux garnisons des grands ports, des îles Baléares, et l'armée en campagne n'excéda jamais 80,000 combattants, quoiqu'on la renforçât par une levée de 36 bataillons, qui fut ordonnée au moment de la déclaration de guerre à la France.

On remarquera que son organisation était établie sur de bons principes : la formation de bataillons de dépôt pour alimenter les bataillons de guerre; l'établissement des milices, prêtes à marcher; la création de 9,600 hommes de gardes urbaines pour la défense des places maritimes, indiquent assez que le gouvernement s'était appliqué à tirer bon parti de sa population militaire. On ne pouvait rien y ajouter, si ce n'est un plus grand nombre de milices.

Avant 1782, on employait jusqu'à 35 bataillons dans les colonies; l'expérience prouva dès lors que l'infanterie disponible, s'élevant à peine à 80,000 hommes, ne suffisait pas pour défendre les vastes possessions de la monarchie, et l'on forma dans chacune des colonies un certain nombre de troupes de ligne destinées à les garder, outre des corps assez considérables de milices. Les troupes du continent doivent néanmoins fournir encore plusieurs garnisons hors d'Espagne, aux îles Baléares, aux Canaries et aux deux présides de Ceuta et de Melilla.

L'artillerie modelée sur celle de France avait une excellente école à Ségovie; nous avons eu occasion de nous assurer qu'elle ne le cédait à aucune autre en Europe, pour son instruction, sa bravoure et son matériel.

Le génie se trouvait également sur le meilleur pied; les travaux des places, ceux des ports et des ponts et chaussées, attestent que cette arme réunissait au suprême degré toutes les connaissances des arts et des sciences dont elle emprunte le secours. Les écoles militaires de Cadix, Barcelone et Zamora assuraient à la jeunesse qui voulait parcourir la carrière militaire, une instruction analogue à l'arme dans laquelle elle comptait servir.

L'Espagnol sobre, vigoureux, infatigable, possède de grandes vertus guerrières, mais il manque d'activité soutenue. Si, dans ces dernières révolutions, son caractère se soumit difficilement à la discipline, nous avons été induit à penser, en observant l'esprit du peuple, que dans les temps ordinaires il y serait plus facilement ployé. Son courage tumultueux prêtait beaucoup à une prompte désorganisation, car la déroute est toujours compagne de cette disposition naturelle des esprits chez les peuples méridionaux.

Nul ne parvenait au grade d'officier dans les troupes espagnoles sans être d'abord cadet dans le même régiment. Il fallait être noble pour être officier dans les dragons, mais dans le reste de la cavalerie on n'y regardait pas de si près, et pour l'infanterie cela n'était point nécessaire.

Les sergents avaient un avancement assuré, car la moitié des places de sous-lieutenants leur était dévolue, à l'exception pourtant de ceux d'artillerie et des gardes.

Ce mélange dégoûta du service la noblesse, qui rougit de voir ces officiers de fortune, marcher de pair avec elle et quelquefois la commander. Bien différents en cela de la noblesse russe, dont les premières familles briguent l'honneur de commencer leur apprentissage dans les derniers emplois de l'état militaire, les grands d'Espagne voulaient, comme ceux de France, débuter par des régiments, et ne pas partager avec des plébéiens les chances du commandement et des grades supérieurs. Aussi fut-il un temps où l'on n'aurait pas compté quatre grands d'Espagne dans les armées de terre ou de mer. Ils se sont un peu guéris depuis de ces pré-

jugés, voyant sortir des rangs de l'armée républicaine des hommes qui avaient cette élévation d'âme et de sentiments, source inépuisable des grandes actions.

Le peuple avait le même dégoût pour le service ; attaché à ses foyers, redoutant le déplacement, il n'a ni cette légèreté, ni cette mobilité qui détermine les autres nations à s'enrôler : il est sobre, ne se livre jamais à l'ivrognerie, et rarement au libertinage ; il marche cependant quand il le faut, et sa valeur ne se dément point dans les occasions. La répugnance des Espagnols est encore plus forte pour l'infanterie que pour la cavalerie ; aussi ne put-on jamais compléter un régiment national ; il n'y avait que les étrangers, dont l'effectif approchât de la force déterminée par l'ordonnance.

L'armée sarde était une des mieux instituées : près de 30,000 hommes d'infanterie de ligne, 15,000 de milices, divisés en 30 bataillons, dont on aurait doublé la force au besoin, et qui ne le cédaient en rien aux meilleurs troupes de l'Europe, donnaient à la cour de Turin une considération plus que proportionnée à ses moyens.

Le Piémontais est un excellent soldat : le service des régiments provinciaux a familiarisé toute la nation avec les armes ; le peuple, comme la plupart des habitants des montagnes, est frugal, endurci à la fatigue et brave. Ces éléments se trouvaient bien utilisés. L'infanterie, l'artillerie, et le génie laissaient peu à désirer : la cavalerie, forte de 3,600 combattants, se ressentait de la mauvaise qualité de ses chevaux et du caractère des Italiens, qui les rend peu propres à ce service. L'état-major comptait des hommes instruits.

Le mode de recrutement était volontaire, mais les milices, bien entendues à cette époque, assuraient d'excellents renforts à l'armée.

Nous ne nous étendrons pas sur l'organisation intérieure, ni sur une nomenclature de corps, dont le nombre variait suivant les besoins. On ajouta aux quatre régiments d'infanterie suisse, deux nouveaux régiments formés, dans le courant de la guerre, des hommes licenciés du service de France. Les milices furent à peu près toutes mises en activité, et employées à garder les places, à mesure que le théâtre des opérations se rapprocha de l'intérieur du Piémont. Cependant les forces actives, en campagne, ne s'élevèrent guère au delà de 30,000 hommes, vu la nécessité de pourvoir toutes les forteresses à cause de la proximité de l'ennemi : on disposa à la vérité quelquefois de leurs garnisons pour des entreprises de courte durée ; mais elles furent rendues aussitôt après à leur première destination.

Les troupes napolitaines n'ayant point pris part à cette dernière guerre, à l'exception d'un corps de 3,000 hommes qui ne fit que se montrer à Toulon, et de 1,800 chevaux, qui assistèrent à la défaite de Beaulieu à Lodi, en 1796, nous ne nous étendrons pas sur cette armée, ayant une meilleure occasion d'en parler lorsque nous rendrons compte de la campagne de 1799. Quant aux autres troupes italiennes, elles ne valaient pas, à cette époque, la peine d'être nommées.

L'armée hollandaise se composait en 1792, de :

20,500 hommes d'infanterie nationale.
6,800 Wallons et Allemands.
7,600 Suisses, en 6 régiments.
4,100 troupes auxiliaires de Brunswick, Mecklenbourg.
———
39,000 hommes d'infanterie.
3,450 de cavalerie.
1,560 d'artillerie.
260 de mineurs et pontonniers.
———
TOTAL. . 44,270

Cette armée n'était plus ce qu'elle fut jadis. Le peuple batave, adonné à la marine et au commerce, avait peu de penchant pour le service de terre. Les régiments suisses et allemands formaient son infanterie la plus solide ; les nationaux se comptaient à peine au milieu des masses armées de l'Europe. Ce n'étaient plus ces bandes aguerries luttant contre la tyrannie de Philippe II, ou contre la puissance de Louis XIV ; quelques beaux faits d'armes particuliers ne détruiront pas cette assertion.

La cavalerie, dont la moitié se composait de Wallons et d'Allemands, fit la guerre avec plus de distinction qu'on ne s'y serait attendu d'un peuple plus navigateur que belliqueux, dont le caractère flegmatique contraste avec l'impulsion nécessaire à cette arme. L'artillerie était peu nombreuse, en proportion du grand nombre de places qu'on devait armer, et son matériel, comme

son personnel, laissait beaucoup à désirer : il est probable que, dans le nombre indiqué d'autre part, les canonniers attachés aux pièces de bataillons ne sont pas compris.

Le génie était à peu près dans le même cas. Les états-majors avaient plus de considération dans l'intérieur de l'armée qu'au dehors ; et, à l'exception du prince Frédéric d'Orange et d'un petit nombre d'officiers, la guerre prouva que ce n'était pas sans raison.

Les garnisons que la république était obligée d'entretenir dans ses ports et ses places, réduisaient l'armée active à moins de 30,000 hommes, et il n'en parut jamais autant dans les guerres où il s'agissait de son existence.

L'Angleterre, qui depuis Guillaume III élevait de si hautes prétentions, et combattait sur terre et sur mer dans les quatre parties du monde, forcée d'entretenir jusqu'à 100,000 matelots ou soldats de marine, ne trouvait pas dans sa population industrieuse le moyen de lever autant de soldats qu'elle en eût voulu ; elle ne comptait en 1792 qu'environ 30,000 hommes de troupes nationales dans les trois royaumes, et à peu près autant dans les colonies des deux Indes, non compris toutefois les troupes indigènes de noirs et de cipayes.

Habituée dès longtemps à soudoyer les soldats de l'Allemagne, elle comptait alors, comme aujourd'hui, ceux du Hanovre et de tous les petits princes au nombre des siens. Sa politique, son or, ses matelots et ses citadelles flottantes sont les véritables éléments de sa puissance ; les uns lui procurent des auxiliaires, d'autres lui donnent des satellites, et les derniers lui assurent les possessions lointaines d'où elle tire les moyens d'armer la moitié de l'Europe contre l'autre.

Nous laissons aux historiens de ce siècle, si fécond en grands événements, le soin d'en tracer un tableau digne de la postérité, et de montrer par quel concours d'habileté et de causes générales le gouvernement anglais a su monter à ce degré de force. Le patriotisme et l'énergie de la nation, son grand caractère, ses institutions, les manœuvres et le machiavélisme de son cabinet, le mécanisme de son administration, le secret de son crédit, les haines qu'il a su faire tourner à son profit, l'aveuglement d'une partie de l'Europe, telles ont été, en peu de mots, les sources multipliées de sa prospérité, dont il faut espérer, pour l'intérêt des autres peuples, que nous avons vu l'apogée.

Les levées, furent, au reste, progressives en Angleterre comme dans les autres États, à mesure que les conquêtes coloniales la forçaient à s'étendre et à multiplier les garnisons. La milice (*Yeomanry*), réglée en 1786, par acte du parlement, à 30,800 hommes, diffère de tout ce qui s'est fait en France dans ce genre, en ce qu'elle repose sur le principe de la propriété. Il faut avoir une propriété de deux mille quatre cents francs pour y être admis, et on tire au sort ; les pairs et employés civils son exempts. Ces milices se rassemblent et s'exercent vingt-huit jours par an, comme en Suisse, avec la différence qu'elles sont payées pour ce service. Les armes sont déposées dans un local où le tiers des bas officiers et tambours se trouve à demeure fixe. Ces bas officiers sont habillés tous les deux ans par les provinces, et ont droit, après quinze et vingt ans de service, aux retraites d'invalides. Les miliciens ont la faveur d'exercer tout genre d'industrie sans appartenir à une corporation ; on les habille également tous les trois ans. Les fonds, pour ce service sont prélevés sur des impôts provinciaux (*Landtax*). Ces 30,000 hommes furent mis en activité en 1793 pour rendre l'armée régulière disponible sur le continent.

En 1794, on organisa 6,000 hommes de plus pour l'Écosse, et on ajouta des compagnies à celles qui existaient en Angleterre. Le besoin toujours croissant d'hommes fit lever des volontaires (*Fencibles*), tant cavalerie qu'infanterie, pour la garde des batteries des côtes ; et ce fut de cette époque que data l'augmentation sensible de l'armée anglaise.

En 1796, on organisa enfin un supplément de 60,000 hommes de milices et de 20,000 volontaires à cheval, qu'on parvint à monter au moyen d'une réquisition sur les chevaux de luxe. M. Dundas, dans l'exposé qu'il soumit aux communes de février 1800, porta leur nombre total jusqu'à 150,000, toutes classes comprises ; et en le réduisant d'un tiers, on trouve encore une force imposante.

Ces milices permirent d'envoyer tour à tour les troupes de ligne en Flandre, en Hollande, en

Égypte, en Espagne, partout enfin où il y avait des ennemis à susciter à la France.

L'armée régulière suivit presque la même progression. En 1795, elle se trouvait déjà de 119,000 hommes, compris l'armée du duc d'York qui était encore dans la Nord-Hollande, et non compris 42,000 employés à garder des colonies, la Corse, Gibraltar et le Portugal. C'était le triple de l'état avant la guerre.

L'armée du duc d'York étant revenue après la conquête de la Hollande, par les Français, ce qu'on comprend sous la désignation des gardes et garnisons, diminua en nombre ; mais les forces dans les colonies augmentèrent en proportion, ce qui s'explique naturellement par l'envoi des troupes nécessaires à la conquête des établissements hollandais et français.

En 1796, l'on entretint 206,400 hommes, savoir :

Gardes et garnisons, environ.	49,000
Colonies.	78,000
Milice.	42,000
Brigade payée par l'Irlande.	4,400
Troupes anglaises dans l'Inde.	10,000
Volontaires fencibles, dont moitié cavalerie. .	23,000
TOTAL.	206,400

Outre cette armée formidable, la compagnie des Indes entretenait, dit-on, 40,000 hommes vers la même époque ; ce qui est croyable, puisqu'en 1810 elle comptait 61 régiments d'infanterie et 17 de cavalerie à sa solde.

Avant ces derniers temps, le service de terre n'était pas fort considéré ; les officiers peu instruits jouaient un assez triste rôle : l'armée s'est beaucoup améliorée depuis ses équipées de Hollande ; la guerre d'Égypte a marqué l'époque de sa régénération.

Les états-majors, composés en partie d'officiers entendant la castramétation, les détails du service de campagne et la fortification passagère, jouissent d'une considération proportionnée à l'importance du service qu'on attend d'eux.

L'avancement, se fait en partie par ancienneté ; il n'exclut point toutefois la récompense due au mérite, et tout citoyen anglais peut arriver aux emplois militaires les plus élevés.

Dans les milices, les places s'achètent. La cavalerie anglaise, quoique brave et bien montée, exécutait généralement mal ses charges ; ses chevaux étant mal équipés, le cavalier n'en était pas toujours maître. On dit qu'aujourd'hui cela est changé, et que cette arme a fait de grands progrès. L'infanterie est des meilleures de l'Europe : quelques déroutes comme celle de Turcoing, en 1794, n'empêchent pas qu'on ne retrouve dans les bataillons anglais, l'intrépidité des soldats de Marlborough et du grand Édouard.

L'artillerie est bien organisée, celle à cheval surtout ; sa force a été successivement augmentée dans les premières guerres de la révolution ; de 3,700 hommes elle fut portée à 9,000 dont 1,200 d'artillerie à cheval, 880 d'émigrés français et hollandais. Le matériel est admirable, ce qui ne doit pas étonner dans un pays si prodigue de ses guinées : le corps des pontonniers y est perfectionné, et les ponts d'avant-garde sont remarquables surtout par leur légèreté et la célérité de leur construction, avantages souvent décisifs à la guerre.

Les troupes anglaises se distinguent par leur bonne discipline et leur sang-froid ; le soldat s'y enrôle pour la vie, ce qui est bien extraordinaire chez un peuple si jaloux de sa liberté ; mais ce qui ne surprend pas moins, c'est qu'il est docile et soumis : ces qualités essentielles qui constituent une armée solide, sont peut-être préférables à une valeur brillante mais passagère. Les unes sont permanentes ; l'autre, justifiant le proverbe espagnol, dépend de tel jour et de telle circonstance. La résignation et la discipline unies au courage froid, ont des résultats invariables et sûrs ; elles produisent l'ensemble sans lequel il n'est point de véritable force.

Avant de passer à la narration des événements militaires, nous ne pouvons nous refuser d'esquisser un léger tableau de l'armée russe : quoiqu'elle n'ait pris aucune part directe à cette première guerre, le coup d'œil rapide que nous jetterons sur les principales institutions ne sera peut-être pas mal accueilli.

Les troupes de cette nation étaient loin, en 1792, de la perfection où l'empereur Alexandre les a portées de nos jours ; toutefois si leur équipement

avait quelque chose de plus lourd, elles n'en étaient pas moins superbes par l'espèce d'hommes qui les composaient.

Il sortit de l'état-major institué par Munich, une foule d'hommes de mérite, jusque sous Paul Ier, qui le détruisit. Les écoles des cadets étaient alors parfaitement tenues, et l'alimentaient, ainsi que le corps du génie.

L'infanterie avait prouvé à Pultawa, à Kunersdorf, à Choczim, à Ismaël, et dans mille actions contre les Turcs ou les Suédois, ce qu'on peut attendre de son inébranlable fermeté.

La cavalerie, quoique moins instruite et moins bonne qu'elle ne l'est actuellement, s'était signalée à Zorndorf; et ses campagnes contre les Turcs devaient lui inspirer de la confiance contre les troupes européennes de même arme. La meilleure race de chevaux qu'il y ait en Europe lui assurait des remontes parfaites et un grand avantage pour supporter les fatigues de la guerre.

L'artillerie laissait encore beaucoup à désirer. Cette arme, également distinguée aujourd'hui par la magnificence de ses attelages, par la beauté et la légèreté de son matériel, la bravoure de ses soldats, l'instruction de ses chefs, se trouvait encore bien en arrière en 1792.

Le mode de recrutement était forcé, c'est-à-dire qu'un ukase déterminait le nombre d'hommes à lever sur cent habitants mâles; ce nombre variait suivant les circonstances; et la noblesse laissait au sort, le soin de désigner les hommes qui devaient servir.

Un des inconvénient de ce recrutement, c'est qu'il pèse également sur le paysan qui part, et sur le seigneur pour qui il devient un véritable impôt. Le soldat russe sert vingt-cinq ans, après lesquels il est invalide, ou libre s'il a les moyens d'exercer un métier.

L'opinion généralement accréditée en Europe, que le paysan russe, ne possédant rien, gagne beaucoup à devenir soldat, est dénuée de fondement. Un grand nombre d'entre eux, outre les champs de ses maîtres, cultive des fruits, des légumes, travaille et trafique à son compte. Beaucoup sont à leur aise; et la vie du soldat, dans l'intérieur du pays, ne leur fait pas envie au point de la désirer. Mais quand ce paysan est sous les drapeaux, il s'y attache comme à une seconde patrie.

L'étranger, est aussi dans l'erreur, lorsqu'il croit que le défaut d'instruction et de point d'honneur personnel détruise tout esprit national et de corps. Sans doute, le Russe n'est pas attaché à son régiment par les liens qui retenaient un soldat républicain ou un vétéran du camp de Boulogne à ses enseignes; mais il l'est par d'autres considérations, par l'attrait qu'a pour l'homme le plus grossier, l'honneur de faire partie d'un corps distingué par ses exploits.

L'admirable institution de l'ordre de Saint-Georges, les augustes cérémonies des drapeaux auxquelles elle donne lieu, les médailles portées par le souverain comme par le simple fusilier, sont autant de preuves qui démontrent combien le soldat russe est jaloux de distinctions, et combien le gouvernement sait en tirer parti.

Élevé de la manière la plus rude, sous un climat terrible, il est le plus robuste de l'Europe, le plus capable de soutenir les fatigues et les privations. En effet, sa condition s'améliore beaucoup à la guerre. Il ne connaît rien de plus sacré que ses devoirs; soumis à l'ordonnance comme aux préceptes de sa religion, aucune fatigue, aucune intempérie ne peut lui faire négliger les obligations qu'elle impose. On voit dans toutes les marches et durant une campagne entière le canonnier près de sa pièce, au poste qui lui est assigné par le règlement, et à moins d'être frappé par le fer ennemi ou autorisé par son chef, il ne la quitterait pour rien au monde. Le soldat du train cire son harnais au bivouac par 15 degrés de froid et aux jours fixés, comme il le ferait dans un bon cantonnement pour aller à une parade. Cet esprit admirable d'ordre et de précision, joint à l'instinct naturel que le soldat a de se pelotonner au lieu de fuir quand il est enfoncé, rend les défaites extrêmement rares. Sans doute une telle troupe est moins facile à rallier sur le terrain qu'une armée française, où l'intelligence du soldat supplée souvent au défaut d'ordre; mais elle est aussi plus difficile à rompre.

Cet instinct qu'aucune des troupes de l'Europe ne possède au même degré, s'est fortifié chez les Russes par les guerres contre les Turcs. Là, tout fuyard est sabré par les nuées de cavaliers qui se répandent sur les flancs et les derrières de l'armée

Ce n'est qu'en restant fermes et réunis qu'on échappe à une destruction inévitable.

La noblesse de l'empire, que l'on croit en possession des droits les plus exclusifs, sert avec un désintéressement unique, et si la faveur accorde quelques préférences à de grands noms, il faut convenir que nulle part ces exceptions ne sont moins sensibles : il faut passer par tous les grades avec une rigidité peu commune, et en commençant même par être bas officier. Quelle distance n'y a-t-il pas de cette noblesse mâle et généreuse qui commence par le métier de soldat, à ces gentilshommes courtisans qui, en France, devenaient colonels en sortant des mains de leur précepteur, ou à ces grands d'Espagne qui ne voulaient plus de dignités militaires, parce qu'on admettait des roturiers dans les grades subalternes? Avec quels sentiments d'estime n'a-t-on pas vu ces Tolstoy, ces Galitzin, simples guides d'état-major, attendre, au bout d'une campagne pénible, une sous-lieutenance comme une grâce spéciale; et ces Strogonoff qui, avec des millions de revenus, affrontaient sur les glaces du golfe de Bothnie les fatigues et les dangers d'une campagne d'hiver comme officiers subalternes?

La plus parfaite égalité règne dans l'armée, car une fois dans la carrière des armes, aucun obstacle n'empêche de la parcourir. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à voir les noms des généraux distingués dans l'histoire militaire de la Russie, on y trouvera autant de plébéiens ou de bas officiers parvenus par leur mérite, que dans tout autre pays. Les serfs ne parviennent pas, mais c'est qu'ils ne savent rien; avec de l'instruction, ils seraient susceptibles d'avancement : il y avait aussi à Rome et à Sparte des esclaves et des ilotes qui étaient privés de tous droits.

La force de l'armée russe en 1792, ne s'élevait pas à plus de 200,000 hommes, dont la moitié habituellement employée aux lignes du Caucase, en Finlande et sur le Pruth; on ne pouvait disposer que du surplus pour les guerres à l'Occident.

La milice cosaque n'était pas comprise dans ce nombre. Ce peuple pasteur, qui commence à cultiver et à se fixer dans quelques villes, a fait assez de bruit en Europe pour nous dispenser de nous étendre beaucoup sur les troupes qu'il fournit. Je dirai seulement qu'elles se composent d'hommes vifs et intelligents, et non point d'un amas de vagabonds comme on le croit; le plus grand nombre possède des troupeaux et vit dans l'aisance, aujourd'hui surtout que de très-belles laines se tirent des plaines du Don et de la Crimée, et que le commerce de ces provinces augmente leurs débouchés. S'ils marchent à la guerre, c'est moins par goût que pour acquitter un devoir envers le souverain et l'État; ils se montent et s'équipent à leurs frais; le gouvernement ne leur donne absolument rien que l'ordre de monter à cheval : de là le penchant qu'ils ont au butin, et qui est assez commun à toutes les troupes irrégulières. Tant qu'ils furent en petit nombre et mal dirigés, ils ont fait plus de bruit que de besogne; mais conduits aujourd'hui par l'élite de la noblesse et les officiers les plus zélés, tels que les Orlof, les Lapuckin, les Kudaschof, les Benkendorf, ils sont devenus d'excellents soldats, infatigables, adroits, intelligents, doués surtout d'un coup d'œil parfait pour saisir un point faible et mal gardé, et s'y précipiter avec une vivacité inconcevable. Aucune troupe n'est plus redoutable pour harceler l'ennemi en retraite, pour inquiéter ses communications, enlever ses convois, gêner ses mouvements, entraver de mille manières ses opérations; c'est le fléau des généraux en chef, dont ils mettent souvent en défaut les combinaisons les plus sages et les plus méthodiques. On a voulu leur donner de l'artillerie, ils se sont faits canonniers; on a cherché à les utiliser à pied dans des coups de vigueur, ils ont monté à l'assaut d'Ismaël la pique à la main. Il y a au reste un certain nombre de Cosaques réguliers, qu'il ne faut pas confondre avec la levée en masse faite dans les derniers temps, ni avec ces bandes insignifiantes de Tartares, Kalmucks et Baschkirs.

Les Cosaques qui ont fait la guerre du Caucase forment surtout une excellente cavalerie, qui ne le cède à aucune au monde, si ce n'est aux Tschirkis et aux Kabardiens, leurs redoutables adversaires; troupes dont les Européens peuvent se faire une

dée en se rappelant les mameluks (1). Mais je m'aperçois qu'entraîné par mon sujet, je m'étends beaucoup trop sur une armée qui n'a pris qu'une part indirecte à ces premières campagnes, et dont je me trouve plus à même de retracer l'état actuel que celui de 1792.

(1) Depuis 30 ans la Russie est en guerre avec les Tschirkis, quoiqu'ils soient habitants de provinces soumises à sa domination; on a perdu un nombre considérable d'hommes, sans faire, pour ainsi dire, de prisonniers; ils se tuent plutôt que de se rendre, et leurs femmes mêmes se détruisent plutôt que de tomber dans les mains de leurs ennemis. Ils ont des chevaux qui grimpent les rochers comme les chevreuils; tout leur bonheur consiste à posséder un beau cheval, une masse d'armes, une carabine et une cotte de maille, qui sont ordinairement du plus grand prix; c'est la cavalerie légère la plus redoutable qui existe.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

DU LIVRE PREMIER (1).

N° 1.

Entrevue de Mantoue au mois de mai 1791. — *Projet communiqué au comte d'Artois par l'empereur Léopold.*

« L'Empereur fera filer 35,000 hommes sur la » frontière de la Flandre et du Hainaut ; à la » même époque, les troupes des cercles se por- » teront au nombre de 15,000 hommes au moins, » sur l'Alsace. Les Suisses, en même nombre, se » présenteront sur la frontière du Lyonnais et » de la Franche-Comté. Le roi de Sardaigne, sur » celle du Dauphiné, avec 15,000 hommes. L'Es- » pagne a déjà rassemblé 12,000 hommes dans la » Catalogne, et portera à 20,000, les troupes » qui menaceront les provinces méridionales. » Tous ces différents corps formeront une masse » de 100,000 hommes ou environ, qui se por- » tera en cinq colonnes, sur chacune des frontières » auxquels ces différents États correspondent. A » ces armées, se joindront des régiments restés » fidèles, des volontaires armés dont on est sûr, et » tous les mécontents des provinces.

» L'Empereur est assuré des bonnes dispositions » du roi de Prusse, et Sa Majesté impériale s'est » chargée elle-même de la correspondance directe » avec la cour de Berlin. Le roi d'Angleterre, en sa » qualité d'électeur de Hanovre, désire aussi d'en- » trer dans la coalition, qu'il faudra tenir très-se- » crète, jusqu'au moment de l'explosion; c'est » pourquoi on fera en sorte d'empêcher toute in- » surrection partielle dans l'intérieur.

» Tout étant ainsi disposé pour la fin de juillet, » la protestation de la maison de Bourbon paraî- » tra : elle sera signée du roi d'Espagne, du roi de » Naples, de l'infant de Parme, et des princes » du sang qui sont libres. Le manifeste des puis- » sances paraîtra immédiatement après.

» Quoique l'Empereur soit l'âme et le chef de » l'entreprise, il serait peut-être dangereux pour » la reine, qu'il parût en être le premier mobile; » et on ne manquerait pas d'attribuer à la maison » d'Autriche, ce plan que l'assemblée s'efforcera » de faire paraître odieux au peuple.

» L'Empereur écrit au roi d'Espagne de hâter » ses préparatifs, et l'exhorte à signer sans délai » la protestation de la maison de Bourbon. Le roi » et la reine de Naples, qui la connaissent, n'at- » tendent que la signature de l'Espagne, pour don- » ner la leur.

» Les dispositions du roi de Sardaigne sont ex- » cellentes. Il n'attend que le signal de l'Empe- » reur. La diète de Ratisbonne, qui a reçu le dé- » cret de commission, va prendre ses dernières » résolutions.

» On compte beaucoup sur la neutralité de l'An- » gleterre. Tout étant ainsi combiné avec les puis- » sances, on doit regarder ce plan comme arrêté, » et prendre garde qu'il ne soit contrarié par des

(1) Quoique ces pièces aient été publiées, on ne les trouvera pas déplacées ici; les militaires pour qui ce livre est destiné, ne pouvant recourir à tous les ouvrages existants. D'ailleurs, il nous a paru utile de rassembler tout ce qui peut fixer l'opinion sur l'origine de la guerre.

» idées disparates; c'est pourquoi Leurs Majestés » doivent éviter avec grand soin de diviser la con- » fiance et de multiplier les entremises, ayant déjà » éprouvé que cette manière d'agir ne servirait » qu'à nuire, retarder et embarrasser.

» Les parlements sont nécessaires pour le réta- » blissement des formes. On continuera, en consé- » quence, d'entretenir une correspondance suivie » avec plusieurs membres dispersés des cours sou- » veraines, pour pouvoir les rassembler aisément » quand il en sera temps.

» Quoique l'on ait désiré, jusqu'à présent que » Leurs Majestés pussent elles-mêmes se procurer » leur liberté, la situation présente engage à les sup- » plier très-instamment de n'y plus songer. Leur » position est bien différente de ce qu'elle était » avant le 18 avril, avant que le roi eût été forcé » d'aller à l'assemblée et de faire écrire la lettre » aux ambassadeurs. L'unique objet dont Leurs » Majestés doivent s'occuper, est d'employer tous » les moyens possibles à augmenter leur popula- » rité, pour en tirer parti, quand le moment sera » venu, et de manière que le peuple effrayé à l'ap- » proche des armées étrangères, ne voie son salut » que dans la médiation du roi, et dans sa soumis- » sion à l'autorité de Sa Majesté. Telle est l'opinion » de l'Empereur. Il attache uniquement à ce plan de » conduite, le succès des mesures qu'il a adoptées, » et il demande surtout qu'on éloigne toute autre » idée. Ce qui arriverait à Leurs Majestés, si dans » leur fuite, elles ne pouvaient échapper à une » surveillance barbare, le fait frémir d'horreur. » L'Empereur croit que la sauvegarde la plus sûre » pour Leurs Majestés est le mouvement des ar- » mées des puissances, précédé par des manifes- » tes menaçants. »

N° 2.

Déclaration de Pilnitz.

« Leurs Majestés, l'Empereur et le roi de Prusse, » ayant entendu les désirs et les représentations » de *Monsieur*, frère du roi de France, et de son al- » tesse le comte d'Artois, déclarent conjointement, » qu'elles regardent la situation où se trouve ac- » tuellement le roi de France, comme un intérêt » commun à tous les souverains de l'Europe. Ils » espèrent que cet intérêt ne peut manquer d'être » reconnu par les puissances dont les secours sont » réclamés, et qu'en conséquence elles ne refuse- » ront pas d'employer conjointement avec Leurs » susdites Majestés, les moyens les plus efficaces, » relativement à leurs forces, pour mettre le roi » de France en état d'affermir dans la plus grande » liberté, les bases d'un gouvernement monarchi- » que, également convenable aux droits des souve- » rains, et au bien-être de la nation Française. » *Alors et dans ce cas*, Leurs susdites Majestés, » l'Empereur et le roi de Prusse, sont résolues » d'agir promptement, d'un mutuel accord, avec » les forces nécessaires pour obtenir le but proposé » en commun. En attendant, elles donneront à » leurs troupes, les ordres convenables pour » qu'elles soient à portée de se mettre en activité.

» Donné à Pilnitz, le 27 d'août 1791.

» *Signé*, Léopold, Frédéric-Guillaume.

On a prétendu qu'il fut encore signé le 26 août six articles secrets, dont nous allons donner le sommaire, en laissant au temps à dévoiler le secret qui plane encore sur l'histoire de ces négociations.

« Les deux puissances se concerteront, est-il dit, » pour prendre les mesures les plus efficaces, » pour le maintien des traités qui subsistent avec » la France, et pour les représentations à faire à la » nation française; elles inviteront tout l'Empire » à concourir à ces mesures, en cas que des repré- » sentations amicales restassent sans effet. (Art. 1.)

» On s'entendra avec la cour de Pétersbourg, » pour assurer à l'électeur de Saxe le trône de Po- » logne. (Art. 2).

» Elles s'entendront entre elles, et avec les au- » tres intéressés, pour faire quelques échanges de » territoire, en observant l'ordre prescrit par la con- » stitution germanique. (Art. 3.)

» Elles se concerteront pour la diminution res- » pective de leurs armées, dès que leurs rapports » avec d'autres puissances étrangères le permet- » tront. (Art. 4.)

» Le roi de Prusse promet, à l'archiduc François, » sa voix pour son élection comme roi des Romains;

» il ne s'opposera pas à ce qu'il soit pourvu, d'une » manière conforme à la constitution germanique, » à l'établissement de l'un ou de l'autre des ar- » chiducs. (Art. 5.)

» L'Empereur s'emploiera pour faire avoir au » roi de Prusse, les villes de Dantzig et de Thorn; » le roi de Prusse interviendra auprès des puis- » sances maritimes, pour qu'elles accèdent aux » modifications désirées dans la convention de La » Haye du 10 décembre 1790. (Art. 6.) »

N° 3.

Pièces relatives à l'acceptation de la constitution par le roi, et à la protestation des princes.

Le roi signifia le 13 septembre, à l'assemblée nationale, qu'il avait accepté la constitution; sa lettre est un modèle de raison et de sagesse.

Il donna la même communication à toutes les cours. Les princes avant d'être informés de ces événements, adressèrent de Coblentz, au roi, une protestation qui semble rédigée dans l'intention de l'en empêcher.

Nous présenterons ici un extrait de cet acte mémorable; le lecteur appréciera s'il est sans réplique, et si les vues de politique extérieure qu'il renferme, sont plus saines que celles des meneurs de l'assemblée.

Lettre des princes au roi.

Lorsque l'assemblée, qui vous doit l'existence et qui ne l'a fait servir qu'à la destruction de votre pouvoir, se croit au moment de consommer sa coupable entreprise; lorsque à l'indignité de vous tenir captif au milieu de votre capitale, elle ajoute la perfidie de vouloir que vous dégradiez votre trône de votre propre main; lorsqu'elle ose enfin vous présenter l'option, ou de souscrire des décrets qui feraient le malheur de vos peuples, ou de cesser d'être roi, nous nous empressons d'apprendre à Votre Majesté, que les puissances dont nous avons réclamé pour elle le secours, sont déterminées à y employer leurs forces, et que l'Empereur et le roi de Prusse viennent d'en contracter l'engagement mutuel. Le sage *Léopold*, aussitôt après avoir assuré la tranquillité de ses États et amené celle de l'Europe, a signé cet engagement à Pilnitz, le 29 du mois dernier, conjointement avec le digne successeur du grand Frédéric; ils en ont remis l'original entre nos mains, et pour le faire parvenir à votre connaissance, nous le ferons imprimer à la suite de cette lettre, la publicité étant aujourd'hui la seule voie de communication dont vos cruels oppresseurs n'aient pu nous priver.

Les autres cours sont dans les mêmes dispositions que celles de Vienne et Berlin. Les princes et États de l'Empire ont déjà protesté, dans des actes authentiques, contre les lésions faites à des droits qu'ils ont résolu de soutenir avec vigueur. Vous ne sauriez douter, sire, du vif intérêt que les rois Bourbons prennent à votre situation; Leurs Majestés Catholique et Sicilienne en ont donné des témoignages non équivoques. Les généreux sentiments du roi de Sardaigne, notre beau-père, ne peuvent pas être incertains. Vous avez droit de compter sur ceux des Suisses, les bons et anciens amis de la France. Jusque dans le fond du Nord, un roi magnanime veut aussi contribuer à rétablir votre autorité; et l'immortelle Catherine, à qui aucun genre de gloire n'est étranger, ne laissera pas échapper celle de défendre la cause des souverains.

Il n'est point à craindre que la nation britannique, trop généreuse pour contrarier ce qu'elle trouve juste, trop éclairée pour ne pas désirer ce qui intéresse sa propre tranquillité, veuille s'opposer aux vues de cette noble et irrésistible confédération.

Ainsi dans vos malheurs, sire, vous avez la consolation de voir les puissances conspirer à les faire cesser, et votre fermeté dans le moment critique où vous êtes, aura pour appui l'Europe entière.

Ceux qui savent qu'on n'ébranle vos résolutions qu'en attaquant votre sensibilité, voudront sans doute vous faire envisager l'aide des puissances étrangères comme pouvant devenir funeste à vos sujets; ce qui n'est que vue auxiliaire, ils le travestiront en vue hostile, et vous peindront le royaume inondé de sang, déchiré dans toutes ses parties, menacé de démembrements. C'est ainsi, qu'après avoir toujours employé les plus fausses alarmes pour causer les maux les plus réels, ils

veulent se servir encore du même moyen pour les perpétuer : c'est ainsi qu'ils espèrent faire supporter les fléaux de leur odieuse tyrannie, en faisant croire que tout ce qui la combat conduit au plus dur esclavage.

Mais, sire, les intentions des souverains qui vous donneront des secours, sont aussi droites, aussi pures que le zèle qui nous les a fait solliciter : elles n'ont rien d'effrayant ni pour l'État ni pour vos peuples. Ce n'est point les attaquer, c'est leur rendre le plus signalé de tous les services, que de les arracher au despotisme des démagogues et aux calamités de l'anarchie. Vous vouliez assurer plus que jamais la liberté de vos sujets, quand des séditieux vous ont ravi la vôtre : ce que nous faisons pour parvenir à vous la rendre, avec la mesure d'autorité qui vous appartient légitimement, ne peut être suspect de volonté oppressive. C'est, au contraire, venger la liberté, que de réprimer la licence ; c'est affranchir la nation, que de rétablir la force publique sans laquelle elle ne peut être libre. Ces principes, sire, sont les vôtres ; le même esprit de modération et de bienfaisance qui caractérise toutes vos actions, sera la règle de notre conduite : il est l'âme de toutes nos démarches auprès des cours étrangères ; et dépositaires de témoignages positifs des vues aussi généreuses qu'équitables qui les animent, nous pouvons garantir qu'elles n'ont d'autre désir, que de vous remettre en possession du gouvernement de vos États, pour que vos peuples puissent jouir en paix des bienfaits que vous leur avez destinés. . . . .

. . . .

. . . .

Le plus sacré des devoirs, sire, ainsi que le plus vif attachement, nous portent à mettre sous vos yeux toutes ces conséquences dangereuses de la moindre apparence de faiblesse, en même temps, que nous vous présentons la masse des forces imposantes, qui doit être la sauvegarde de votre fermeté.

Nous devons encore vous annoncer, et même nous jurons à vos pieds, que si des motifs qu'il nous est impossible d'apercevoir, mais qui ne pourraient avoir pour principe que l'excès de la violence et une contrainte qui, pour être déguisée, n'en serait que plus cruelle, forçaient votre main de souscrire une acceptation que votre cœur rejette, que votre intérêt et celui de vos peuples repoussent, et que votre devoir de roi vous interdit expressément, nous protesterions, à la face de toute la terre, et de la manière la plus solennelle, contre cet acte illusoire et tout ce qui pourrait en dépendre ; nous démontrerions qu'il est nul par lui-même, nul par le défaut de liberté, nul par le vice radical de toutes les opérations de l'assemblée usurpatrice qui, n'étant pas assemblée d'états généraux, n'est rien. Nous sommes fondés sur les droits de la nation entière, à rejeter des décrets diamétralement contraires à son vœu exprimé par l'unanimité de ses cahiers ; et nous désavouerions pour elle, des mandataires infidèles, qui, en violant ses ordres et transgressant la mission qu'elle leur avait donnée, ont cessé d'être ses représentants ; nous soutiendrions, ce qui est évident, qu'ayant agi contre leur titre, ils ont agi sans pouvoir, et que, ce qu'ils n'ont pu faire légalement, ne peut être accepté validement.

Notre protestation signée avec nous, par tous les princes de votre sang, qui nous sont réunis, serait commune à toute la maison de Bourbon, à qui ses droits éventuels à la couronne, imposent le devoir d'en défendre l'auguste dépôt. Nous protesterions pour vous-même, sire, en protestant pour vos peuples, pour la religion, pour les maximes fondamentales de la monarchie, et pour tous les ordres de l'État.

Nous protesterions pour vous et en votre nom, contre ce qui n'en aurait qu'une fausse empreinte. Votre voix étant étouffée par l'oppression, nous en serions les organes nécessaires, et nous exprimerions vos vrais sentiments, tels qu'ils sont consignés au serment de votre avénement au trône, tels qu'ils sont constatés par les actions de votre vie entière, tels qu'ils se sont montrés dans la déclaration que vous avez faite au premier moment que vous vous êtes cru libre. Vous ne pouvez pas, vous ne devez pas en avoir d'autres, et votre volonté n'existe que dans les actes où elle respire librement.

Nous protesterions pour vos peuples, qui, dans leur délire, ne peuvent apercevoir combien ce fantôme de constitution nouvelle qu'on fait briller à leur yeux, et aux pieds duquel on les a fait jurer vainement, leur deviendrait funeste. Lorsque ces

peuples, ne connaissant plus ni chef légitime, ni leurs intérêts les plus chers, se laissent entraîner à leur perte; lorsque aveuglés par de trompeuses promesses, ils ne voient pas qu'on les anime à détruire eux-mêmes les gages de leur sûreté, les soutiens de leur repos, les principes de leur substance et tous les liens de leur association civile, il faut en réclamer pour eux le retablissement, il faut les sauver de leur propre frénésie.

Nous protesterions pour la religion de nos pères, qui est attaquée dans ses dogmes et dans son culte comme dans ses ministres; et suppléant à l'impuissance où vous seriez de remplir vous-même, en ce moment, vos devoirs de fils aîné de l'Église, nous prendrions, en votre nom, la défense de ses droits; nous nous opposerions à des spoliations qui tendent à l'avilir; nous nous élèverions avec force contre des actes qui menacent le royaume des horreurs du schisme, et nous professerions hautement notre attachement inaltérable aux règles ecclésiastiques admises dans l'État, desquelles vous avez juré de maintenir l'observation.

Nous protesterions pour les maximes fondamentales de la monarchie, dont il ne vous est pas permis, sire, de vous départir, que la nation elle-même a déclarées inviolables, et qui seraient totalement renversées par les décrets qu'on vous présente, spécialement par ceux qui, en excluant le roi de tout exercice du pouvoir législatif, abolissent la royauté même; par ceux qui en détruisent tous les soutiens en supprimant tous les rangs intermédiaires; par ceux qui, en nivelant tous les états, anéantissent jusqu'au principe de l'obéissance; par ceux qui enlèvent au monarque les fonctions les plus essentielles du gouvernement monarchique, ou qui le rendent subordonné dans celles qu'ils lui laissent; par ceux enfin, qui ont armé le peuple, qui ont annulé la force publique, et qui, en confondant tous les pouvoirs, ont introduit en France la tyrannie populaire.

Nous protesterions pour tous les ordres de l'État, parce qu'indépendamment de la suppression intolérable et impossible, prononcée contre les deux premiers ordres, tous ont été lésés, vexés, dépouillés; et nous aurions à réclamer tout à la fois les droits du clergé qui n'a voulu montrer une ferme et généreuse résistance que pour les intérêts du ciel et les fonctions du saint ministère; les droits de la noblesse qui, plus sensible aux outrages faits au trône dont elle est l'appui, qu'à la persécution qu'elle éprouve, sacrifie tout pour manifester, par un zèle éclatant, qu'aucun obstacle ne peut empêcher, un chevalier français de demeurer fidèle à son roi, à sa patrie, à son honneur; les droits de la magistrature, qui regrette, beaucoup plus que la privation de son état, de se voir réduite à gémir en silence de l'abandon de la justice, de l'impunité des crimes et de la violation des lois dont elle est essentiellement dépositaire; enfin, les droits des possesseurs quelconques, puisqu'il n'est point en France de propriété qui ait été respectée, point de citoyens honnêtes qui n'aient souffert.

Comment pourriez-vous, sire, donner une approbation sincère et valide à la prétendue constitution qui a produit tant de maux?

Dépositaire usufruitier du trône que vous avez hérité de vos aïeux, vous ne pouvez ni en aliéner les droits primordiaux, ni détruire la base constitutive sur laquelle il est assis.

Défenseur né de la religion de vos États, vous ne pouvez pas consentir à ce qui tend à sa ruine, et abandonner ses ministres à l'opprobre.

Débiteur de la justice à vos sujets, vous ne pouvez pas renoncer à la fonction essentiellement royale de la leur faire rendre par des tribunaux légalement constitués, et d'en surveiller vous-même l'administration.

Protecteur des droits de tous les ordres, et des possessions de tous les particuliers, vous ne pouvez pas les laisser violer et anéantir par la plus arbitraire des oppressions.

Enfin, père de vos peuples, vous ne pouvez pas les livrer au désordre et à l'anarchie.

Si le crime qui vous obsède, et la violence qui vous lie les mains, ne vous permettent pas de remplir ces devoirs sacrés, ils n'en sont pas moins gravés dans votre cœur en traits ineffaçables, et nous accomplirions votre volonté réelle, en suppléant, autant qu'il est en nous, à l'impossibilité où vous seriez de l'exercer.

Dussiez-vous même nous le défendre, et fussiez-vous forcé de vous dire libre en nous le défendant, ces défenses, évidemment contraires à vos sentiments, puisqu'elles le seraient au premier de vos

devoirs; ces défenses, sorties du sein de votre captivité, qui ne cessera réellement que quand vos peuples seront rentrés dans le devoir, et vos troupes sous votre obéissance; ces défenses, qui ne pourraient avoir plus de valeur que tout ce que vous aviez fait avant votre sortie, et que vous avez désavoué ensuite; ces défenses, enfin, qui seraient imprégnées de la même nullité que l'acte approbatif contre lequel nous serions obligés de protester, ne pourraient certainement pas nous faire trahir notre devoir, sacrifier vos intérêts, et manquer à ce que la France aurait droit d'exiger de nous en pareille circonstance. Nous obéirions, sire, à vos véritables commandements, en résistant à des défenses extorquées, et nous serions sûrs de votre approbation, en suivant les lois de l'honneur. Notre parfaite soumission, vous est trop connue pour que jamais elle vous paraisse douteuse. Puissions-nous être bientôt au moment heureux où, rétabli en pleine liberté, vous nous verrez voler dans vos bras, y renouveler l'hommage de notre obéissance, et en donner l'exemple à tous vos sujets!

Nous sommes, sire, notre frère et seigneur, de Votre Majesté,

Les très-humbles et très-obéissants frères, serviteurs et sujets,

Louis-Stanislas-Xavier.
Charles-Philippe.

N. 4.

Sommation aux princes français et aux émigrés de rentrer en France. — Lettre du roi aux princes français, ses frères.

Paris, le 16 octobre 1791.

J'aurais cru que mes démarches auprès de vous, et l'acceptation que j'ai donnée à la constitution, suffiraient, sans un acte ultérieur de ma part, pour vous déterminer à rentrer dans le royaume, ou du moins à abandonner les projets dont vous paraissez être occupés. Votre conduite depuis ce temps, devant me faire croire que mes intentions réelles ne vous sont pas bien connues, j'ai cru devoir, à vous et à moi, de vous en donner l'assurance de ma propre main.

Lorsque j'ai accepté, sans aucune modification, la nouvelle constitution du royaume, le vœu du peuple et le désir de la paix, m'ont principalement déterminé. J'ai cru qu'il était temps que les troubles de la France eussent un terme; et, voyant qu'il était en mon pouvoir d'y concourir par mon acceptation, je n'ai pas balancé à la donner librement et volontairement. Ma résolution est invariable; si les nouvelles lois exigent des changements, j'attendrai que le temps et la réflexion les sollicitent; je suis déterminé à n'en provoquer et à n'en souffrir aucun, par des moyens contraires à la tranquillité publique et à la loi que j'ai acceptée.

Je crois que les motifs qui m'ont déterminé, doivent avoir le même empire sur vous. Je vous invite donc à suivre mon exemple. Si, comme je ne doute pas, le bonheur et la tranquillité de la France vous sont chers, vous n'hésiterez pas à concourir, par votre conduite, à les faire renaître. En faisant cesser les inquiétudes qui agitent les esprits, vous contribuerez au rétablissement de l'ordre, vous assurerez l'avantage aux opinions sages et modérées, et vous servirez efficacement le bien que votre éloignement, et les projets qu'on vous suppose, ne peuvent que contrarier.

Je donnerai mes soins à ce que tous les Français qui pourront rentrer dans le royaume, y jouissent paisiblement des droits que la loi leur reconnaît et leur assure. Ceux qui voudront me prouver leur attachement, ne balanceront pas. Je regarderai l'attention sérieuse que vous donnerez à ce que je vous marque, comme une grande preuve d'attachement envers votre frère, et de fidélité envers votre roi, et je vous saurai gré toute ma vie de m'avoir épargné la nécessité d'agir en opposition avec vous, par la résolution invariable où je suis de maintenir ce que j'ai annoncé.

Signé Louis.

N° 5.

Proclamation du roi concernant les émigrations, du 14 octobre.

Le roi, instruit qu'un grand nombre de Français quittent leur patrie et se retirent sur les terres

étrangères, n'a pu voir, sans en être vivement affecté, une émigration aussi considérable; et, quoique la loi permette à tous les Français la libre sortie du royaume, le roi, dont la tendresse paternelle veille sans cesse pour l'intérêt général et pour tous les intérêts particuliers, doit éclairer ceux qui s'éloignent de leur patrie, sur leurs véritables devoirs et sur les regrets qu'ils se préparent. S'il en était parmi eux qui fussent séduits par l'idée qu'ils donnent peut-être au roi une preuve de leur attachement, qu'ils soient détrompés et qu'ils sachent que le roi regardera comme ses vrais, ses seuls amis, ceux qui se réuniront à lui pour maintenir et faire respecter les lois, pour rétablir l'ordre et la paix dans le royaume, et pour y fixer tous les genres de prospérité auxquels la nature semble l'avoir destiné.

Lorque le roi a accepté la constitution, il a voulu faire cesser les discordes civiles, rétablir l'autorité des lois, et assurer avec elles tous les droits de la liberté et de la propriété. Il devait se flatter que tous les Français seconderaient ses desseins; cependant, c'est à cette même époque que les émigrations ont semblé se multiplier. Une foule de citoyens abandonnent leur pays et leur roi, et vont porter chez les nations voisines des richesses que sollicitent les besoins de leurs concitoyens. Ainsi, lorsque le roi cherche à rappeler la paix et le bonheur qui la suit, c'est alors que l'on croit devoir l'abandonner et lui refuser les secours qu'il a droit d'attendre de tous. Le roi n'ignore pas que plusieurs citoyens, des propriétaires surtout, n'ont quitté leur pays que parce qu'ils n'ont pas trouvé dans l'autorité des lois la protection qui leur était due: son cœur a gémi de ces désordres. Ne doit-on rien pardonner aux circonstances? Le roi lui-même, n'a-t-il pas eu des chagrins? et lorsqu'il les oublie pour ne s'occuper que du bonheur commun, n'a-t-il pas le droit d'attendre qu'on suive son exemple.

Comment l'empire des lois s'établirait-il, si tous les citoyens ne se réunissent pas auprès du chef de l'État? Comment un ordre stable et permanent, peut-il s'établir et le calme renaître, si par un rapprochement sincère, chacun ne contribue pas à faire cesser l'inquiétude générale; comment, enfin, l'intérêt commun prendra-t-il la place des intérêts particuliers, si, au lieu d'étouffer l'esprit de parti, chacun tient à sa propre opinion, et préfère de s'exiler à céder à l'opinion commune?

Quel sentiment vertueux, quel intérêt bien entendu peut donc motiver les émigrations? L'esprit de parti qui a causé tous nos malheurs n'est propre qu'à les prolonger.

Français qui avez abandonné votre patrie, revenez dans son sein: c'est là qu'est le poste d'honneur, parce qu'il n'y a de véritable honneur qu'à servir son pays et à défendre les lois. Venez leur donner l'appui que tous les bons citoyens leur doivent; elles vous rendront à leur tour ce calme et ce bonheur que vous chercheriez en vain sur une terre étrangère. Revenez donc, et que le cœur du roi cesse d'être déchiré entre ses sentiments, qui sont les mêmes pour tous, et les devoirs de la royauté qui l'attachent principalement à ceux qui suivent la loi. Tous doivent le seconder lorsqu'il travaille pour le bonheur du peuple. Le roi demande cette réunion pour soutenir ses efforts, pour être sa consolation la plus chère; il la demande pour le bonheur de tous. Pensez aux chagrins qu'une conduite opposée préparerait à votre roi; mettez quelque prix à les lui épargner, ils seraient pour lui les plus pénibles de tous.

Fait à Paris, au conseil d'État, le 14 octobre 1791.

Signé LOUIS.

Et plus bas: par le roi, De Lessart.

Pour copie conforme à l'original, écrit de la main du roi.

Signé De Lessart.

N° 6.

Rapport de M. de Montmorin sur les relations extérieures.

Messieurs,

Vous avez demandé à connaître l'état de nos relations avec les puissances étrangères. Sur le compte que j'en ai rendu au roi, Sa Majesté, à qui seule est réservée, par la constitution, cette partie de l'administration du royaume, m'a ordonné de vous en faire connaître ce qui pourrait être nécessaire ou utile à la suite de vos travaux.

Nos relations officielles, avec les cabinets de l'Europe, étaient presque toutes interrompues depuis le mois de juin dernier. Il serait superflu d'en rappeler les causes, elles sont assez connues.

Je crois cependant devoir observer ici, que les puissances étrangères ne connaissent que le roi, nos ambassadeurs et envoyés accrédités auprès d'elles n'ayant de lettres de créance que du roi, et ne pouvant être écoutés que lorsqu'ils parlent en son nom, l'interruption de toute communication officielle était une suite nécessaire de l'état de choses qui existait en France à l'époque dont je parle. Je ne prétends pas conclure de cette observation, qu'il n'existe de la part des puissances étrangères, aucune indisposition contre la France; j'en conclus seulement que cette conduite, qu'on a voulu présenter comme une insulte à la nation française, n'était que conséquente aux principes reçus jusqu'à présent, et même admis par notre nouvelle constitution.

Immédiatement après avoir accepté l'acte constitutionnel, le roi a notifié cet événement important de son règne à toutes les puissances. Je vais, messieurs, vous faire lecture de la lettre de notification de Sa Majesté, et de la lettre circulaire que j'ai écrite, par son ordre, à tous nos ambassadeurs et ministres auprès des puissances étrangères.

Lettre de notification du roi aux puissances étrangères, de son acceptation de l'acte constitutionnel.

L'assemblée nationale vient de me présenter l'acte constitutionnel qu'elle a décrété, et je me suis déterminé à l'accepter, parce que je dois le regarder comme le résultat des vœux de la grande majorité de la nation. Je m'empresse de faire part de cet événement à Votre Majesté, connaissant l'intérêt qu'elle prend à la prospérité de la monarchie française, ainsi qu'à tout ce qui me concerne personnellement. Je prie Votre Majesté d'être bien persuadée que ce changement opéré dans la constitution française, ne change en rien mon désir de rendre de plus en plus inaltérables les liens qui existent entre nous ainsi qu'entre nos nations respectives.

Circulaire aux ambassadeurs et ministres.

Je m'empresse de vous informer, monsieur, que le roi vient d'accepter l'acte constitutionnel qui lui a été présenté par l'assemblée nationale. La lettre ci-jointe a pour objet la notification de cet événement. Vous voudrez bien la remettre à.... dans la forme accoutumée.

Je vous adresse trois exemplaires de l'acte constitutionnel; vous voudrez bien en remettre un officiellement à... (le nom du ministre), en le priant de le présenter à... (le nom du souverain); vous ferez le même usage de la lettre que le roi a adressée à l'assemblée nationale.

Les détails dans lesquels le roi entre dans cette lettre, monsieur, expliquent suffisamment les différents motifs qui ont déterminé son acceptation. Sa Majesté, comme elle l'a dit elle-même, est convaincue que le nouvel ordre de choses qui vient de s'établir est conforme au vœu de la majeure partie de la nation; et ce vœu, elle n'a pas hésité à le prendre pour règle de sa conduite. Elle ne veut régner que pour le bonheur de la France; son bonheur personnel en est inséparable, et elle se complaît dans la douce idée d'y avoir contribué, en faisant le sacrifice d'une portion de son ancienne autorité, et en n'exerçant désormais d'autre empire que celui de la loi.

Telles sont, monsieur, les considérations sur lesquelles vous vous appuierez, si l'on entreprend de discuter avec vous les bases et le but de notre nouvelle constitution. Vous observerez que le roi n'a jamais fait consister son bonheur dans l'exercice d'une autorité plus ou moins étendue. Sa Majesté sera au comble de ses vœux, si les restrictions mises à celle qu'elle a exercée jusqu'à présent, remplissent le but que l'assemblée nationale s'est proposé. D'ailleurs, les moyens de réparer les défauts que l'expérience fera apercevoir dans la constitution ont été prévus; et il y a lieu d'espérer qu'ils pourront être employés, sans que le royaume soit exposé à de nouvelles secousses.

Il est, monsieur, un point de la constitution qui doit fixer particulièrement l'attention de toutes les puissances de l'Europe; c'est la renonciation de la nation française à toute espèce de conquête. Les conséquences qui résultent de cette

disposition sont si évidentes, que je m'abstiens d'en faire le commentaire ; elles seront senties par tous les amis de la tranquillité générale, qui désormais sera l'objet de notre système politique.

Je vais, messieurs, vous faire connaître les réponses qui ont été faites à Sa Majesté, et la manière dont sa notification a été reçue dans les lieux dont la distance a permis que nous ayons des nouvelles.

Notes des réponses faites par les puissances étrangères.

Rome. Comme il n'y a personne d'accrédité à Rome, on s'est borné à envoyer à l'agent qui y réside sans caractère, la constitution et la lettre du roi à l'assemblée, afin qu'il les fît connaître dans le public.

Vienne. La lettre de notification a été remise, le 16 de ce mois, à l'Empereur, par M. Noailles, ambassadeur de France à Vienne, dans une audience particulière. Sa Majesté Impériale a répondu « qu'elle souhaitait la satisfaction du roi et de la reine ; que tous les liens qui l'unissaient au roi, la mettait dans le cas de désirer le maintien de la bonne intelligence avec la France ; qu'elle supposait que les autres cours feraient comme elle, après avoir connu légalement les intentions du roi. »

La lettre de l'Empereur, en réponse à celle du roi, n'est pas encore arrivée ; mais il est à présumer qu'elle ne tardera pas, et qu'elle contiendra à peu près les mêmes choses que Sa Majesté Impériale a dites à M. Noailles.

Espagne. Selon une dépêche adressée au chargé d'affaires de la cour de Madrid, et dont il m'a été remis une copie, M. le comte de Florida Blanca a eu ordre de déclarer à M. d'Urtubize, chargé des affaires de France, que le roi catholique ne saurait se persuader que les lettres de notification du roi très-chrétien aient été écrites avec une pleine liberté physique et morale de penser et d'agir ; et que jusqu'à ce que Sa Majesté puisse se persuader, comme elle le désire bien sincèrement, que le roi, son cousin, jouisse réellement d'une pareille liberté, elle ne répondra pas à ses lettres ni à aucune autre chose où l'on prendra le nom royal dudit souverain.

« On a, ajoute-t-il, cherché à insinuer plusieurs fois que le roi catholique désirait se persuader de la liberté du roi, son cousin, en le voyant éloigné de Paris, et des personnes soupçonnées de lui faire violence. L'intention de Sa Majesté, poursuit M. de Florida Blanca, est que vous vous expliquiez dans le même sens avec M. Montmorin, afin de prévenir toute équivoque sur la manière de comprendre ce que mandera M. d'Urtubize. »

N. B. Le compte rendu par le chargé d'affaires est conforme à ce qui vient d'être rapporté. Il ajoute que M. Florida Blanca l'avait assuré que Sa Majesté était bien éloignée de vouloir troubler la tranquillité de la France.

Le roi a pris toutes les mesures qu'il a jugées les plus propres à rétablir la communication avec le roi d'Espagne ; Sa Majesté s'en est occupée personnellement, et elle attend avec confiance l'effet des moyens qu'elle a pris.

Angleterre. La réponse du roi d'Angleterre est du 6 octobre, elle porte ce qui suit :

« Nous avons reçu la lettre que vous nous avez adressée le 19 septembre. Nous y avons vu, avec le plus grand plaisir, les assurances de la continuation de votre désir de rendre de plus en plus inaltérables les liens qui existent entre nous, aussi bien que la justice que vous rendez à nos sentiments et au vif intérêt que nous ne cesserons jamais de prendre à tout ce qui vous regarde personnellement, et au bonheur de votre maison et de vos sujets. »

Suède. Le chargé des affaires de France étant malade, a adressé au secrétaire d'État des affaires étrangères de Suède, la lettre de notification et les pièces qui y étaient jointes. Le paquet lui a été renvoyé, sous le prétexte que le roi n'étant pas libre, on ne reconnaissait pas de mission de France. Cette nouvelle n'est arrivé qu'hier. Le roi m'a donné l'ordre d'écrire au chargé d'affaires, et de lui prescrire d'insister de nouveau sur la réception de la lettre de notification, dans l'espérance que le roi de Suède, plus éclairé sur le véritable état des choses, aurait changé de résolution. Dans le cas contraire, Sa Majesté lui ordonne de quitter Stockholm sans prendre congé.

Suisse. Le chargé des affaires de France en Suisse est allé lui-même à Zurich, remettre au di-

rectoire de ce canton la lettre du roi, par laquelle Sa Majesté notifie au corps helvétique son acceptation de l'acte constitutionnel. Il mande qu'elle y a été reçue avec autant de plaisir que d'empressement, et que le directoire va en donner, selon l'usage, communication à tous les États de la Suisse.

Genève. La république de Genève a témoigné dans sa réponse au roi, prendre le plus grand intérêt à l'événement que Sa Majesté a bien voulu lui annoncer, protestant qu'elle mettrait toujours au rang de ses propres avantages, tout ce qui pourra procurer au roi la plus grande satisfaction, et à la nation française la plus grande prospérité.

Il n'est peut-être pas hors de propos de remarquer ici que nous avons eu à nous louer de cette république dans le cours de la révolution, sous tous les rapports d'un bon voisinage, et dans toutes les occasions où elle a pu nous rendre quelques services de ce genre.

Grisons. Valais. Il est d'usage que la république des lignes-grises et celle du Valais fassent part au corps helvétique des affaires importantes et qui intéressent toute la confédération, avant de répondre aux puissances étrangères. On n'a donc encore aucune réponse de ces deux États.

Prusse. Après avoir accusé la réception de la lettre du roi, le roi de Prusse ajoute : « La part que je prends à tout ce qui intéresse Votre Majesté, est telle, qu'elle est en droit d'attendre de l'amitié sincère que je lui ai vouée. Ces mêmes sentiments peuvent lui être un sûr garant du parfait retour avec lequel je répondrai constamment à ceux dont elle a bien voulu me renouveler l'assurance dans cette occasion. »

Tel est, messieurs, l'effet qu'a produit, jusqu'à ce moment, l'acceptation de la constitution par Sa Majesté. Tout annonçait la réunion de la plus grande partie des puissances de l'Europe contre la France. L'intérêt qu'inspirait la situation du roi en était le motif et le lien. Sa Majesté, en acceptant la constitution, et plus encore peut-être par ses soins paternels, a éloigné le danger qui nous menaçait; et je puis vous dire que *rien n'annonce en ce moment aucune entreprise à laquelle de grandes puissances prendraient quelque part*.

Je me livre, messieurs, d'autant plus volontiers à la satisfaction de vous donner cette espérance, que je ne crains pas, en remplissant ce devoir, de paraître chercher l'occasion de me faire valoir. *Les démarches personnelles de Sa Majesté pouvaient seules avoir cet heureux effet; elles l'ont obtenu, et la reconnaissance lui en est due tout entière.*

Le roi s'occupe, avec un intérêt peut-être plus particulier encore, du soin de ramener et de réunir, dans un même esprit de paix et d'attachement à la patrie, tous les Français que les circonstances en ont éloignés. Ses vœux, ses démarches, soit publiques, soit particulières, tendent sans cesse à procurer ce rapprochement auquel son cœur est si intéressé pour le bonheur général et pour le sien propre. Mais, messieurs, le roi a besoin d'être aidé dans cet utile et vertueux dessein. De sages lois, le rétablissement de la tranquillité publique, la certitude de trouver la plus grande sûreté personnelle et une protection toujours efficace pour les propriétés; voilà les promesses dont le roi doit accompagner ses exhortations pressantes aux Français absents, de rentrer dans leur patrie. Ces moyens ne sont pas tous au pouvoir du roi, et les écrits pervers qui l'outragent chaque jour et qui restent impunis peuvent faire douter que l'autorité soit respectée, et que la confiance soit rétablie : les insinuations perfides et vraiment criminelles dont on se sert pour inspirer de la défiance sur les intentions de Sa Majesté peuvent rendre douteuse, au delà des frontières, cette paix au nom de laquelle elle invite tous les Français à se réunir. Ce n'est pas, je le sais, le véritable patriotisme qui cherche ainsi ou à décourager le roi, ou à répandre des doutes sur la sincérité de ses intentions, puisque ceux que l'on regarde comme les ennemis de la constitution, tiennent le même langage. Je sais que ce reproche ne doit être adressé qu'à ces hommes dont les troubles et les dissensions forment tout le patrimoine, et fondent toutes leurs espérances; et peut-être ces mêmes hommes ne cherchent-ils à répandre des inquiétudes dans le peuple, que dans la vue de le porter à des mouvements capables de provoquer les événements qu'ils affectent de prédire. Le vœu général est, sans doute, le retour de l'ordre, de la tranquillité et du respect dû aux pouvoir constitués; mais cette vérité peut-elle être connue à de grandes distances, si des actes publics n'en offrent la preuve?

Au surplus, messieurs, cette émigration qui est devenue une espèce de maladie, et dont, sans doute, il est à désirer de voir finir le cours, est plus affligeante qu'elle n'est inquiétante. Le roi a fait cesser le motif qui pouvait lier les puissances étrangères à la cause des Français éloignés de leur patrie; et de ce moment, que pourraient tous leurs efforts, en supposant même qu'ils eussent le projet de les diriger contre elle?

Dans les provinces belgiques, on ne leur permet aucun rassemblement. Le gouvernement de Bruxelles a même, depuis peu, redoublé de précaution pour éviter tout ce qui pourrait donner prétexte à regarder comme hostile, l'hospitalité qu'il leur accorde.

A Coblentz où ils paraissent être en plus grand nombre, ils sont sans armes. Quelque part enfin qu'ils prissent une contenance véritablement hostile, le devoir du ministre des affaires étrangères serait d'en avertir le roi; et, de concert avec les représentants de la nation, Sa Majesté prendrait les mesures nécessaires pour faire cesser, ou pour venger, contre ceux qui la souffriraient, une agression qui serait alors caractérisée. Mais, je le repète, messieurs, nulle entreprise hostile, appuyée par des troupes de grandes puissances, ne parait à craindre en ce moment; et je présume que c'est le seul objet sur lequel vous attendiez des éclaircissements du ministre des affaires étrangères.

A côté de ces motifs de sécurité, je dois, messieurs, vous en présenter, sinon d'inquiétude pour le moment, de dignes au moins d'une grande attention.

Je ne saurais vous dissimuler qu'il existe, de la part de presque toutes les puissances étrangères, une défiance extrême à l'égard de la France, et dont les Français, que le désir de s'instruire, ou leurs affaires conduisent dans les pays étrangers, éprouvent journellement les effets. Cette défiance est telle, que plusieurs cabinets de l'Europe avaient conçu l'idée de briser, par une ligue commune, tous les rapports des nations étrangères avec nous. Ce projet, impraticable sans doute, devait être repoussé par toutes les puissances commerçantes; mais il peut vous donner une idée de l'inquiétude qu'inspire aux nations étrangères toute communication avec nous. Il faut en chercher la cause et en calculer les effets.

Les rapports des nations supposent des égards et un respect mutuel pour leurs différentes formes de gouvernement. S'il en est une qui veuille changer sa constitution, elle doit se renfermer dans son territoire, et ne pas prétendre faire adopter aux autres les principes qu'elle a pris pour base de la sienne. C'est ainsi qu'on a vu l'Angleterre et la Hollande éprouver de grandes révolutions, et faire respecter la constitution qu'elles s'étaient donnée, parce qu'elles respectaient elles-mêmes celle des autres. On nous accuse, au contraire, de chercher à propager nos principes, et à soulever les peuples contre les autorités qui les gouvernent. Je sais que ces accusations sont injustes, si on les fait porter sur la nation et le gouvernement; *mais il n'est que trop vrai que des individus, même des sociétés, ont cherché à établir, dans cette vue, des correspondances chez des peuples voisins de nos frontières; il n'est que trop vrai, que presque tous les princes et presque tous les gouvernements de l'Europe, sont périodiquement insultés dans les journaux incendiaires. Croyez, messieurs, que ces journaux et ces libelles rendent odieux le nom français dans les pays étrangers.*

Les véritables ennemis de la constitution et de notre repos ont grand soin de les y faire parvenir; et ce moyen est un de ceux qu'ils emploient avec le plus de succès contre nous. Lorsque dans plusieurs occasions qui ne deviennent malheureusement que trop fréquentes, j'ai porté des plaintes des vexations qu'avaient éprouvées des Français, ou même, lorsque j'ai voulu leur faciliter l'accès des lieux où leurs affaires les appelaient, on m'a répondu, en m'envoyant quelques exemplaires de ces journaux, et en me demandant si on pouvait prendre trop de précautions contre les individus d'une nation qui tolérait une pareille licence. Cet état de choses vous paraîtra, sans doute, messieurs, mériter de fixer votre attention. Mon dessein n'est pas de vous donner pour le moment des inquiétudes que je n'éprouve pas moi-même; mais chacun de vous sentira que si la France se maintenait dans une position qui serait regardée comme injurieuse à la plus grande partie des puissances de l'Europe, il serait impossible de ne pas prévoir des malheurs et pour nos relations commerciales, et même pour notre tranquillité.

Telle est, messieurs, notre situation politique dans les rapports généraux avec les puissances étrangères. J'espère que vous approuverez les bornes dans lesquelles j'ai cru devoir me renfermer. Il est des détails qu'une assemblée nombreuse, et pour sa propre dignité, et pour l'intérêt public, ne doit pas demander au ministre des affaires étrangères. S'il parlait toujours en citoyen exempt de craintes, il inspirerait une confiance que quelquefois il ne partagerait pas, et s'il vous rapportait les détails journaliers de ses correspondances, il s'exposerait à provoquer une funeste défiance, sans aucune utilité pour la patrie.

Ces principes, messieurs, ont toujours été la règle de ma conduite; et après avoir, peut-être avec quelque courage, employé, pendant deux années, tous mes soins à dissiper les alarmes qu'on ne répandait dans le public que pour l'agiter, j'ai eu la satisfaction de voir les événements justifier ce que j'avais si constamment avancé. Il est d'ailleurs un thermomètre par lequel sans interroger le ministre des affaires étrangères, une grande nation peut connaître à chaque instant sa situation politique; ce thermomètre est l'état de ses finances, de son crédit public, de son armée, de sa marine et de sa tranquillité intérieure. Cet état est-il tel qu'on peut le désirer, la nation est respectée, son alliance est recherchée, ses droits sont maintenus. Cette vérité, messieurs, ne vous échappera pas, et la France jouira bientôt de toute la considération due, sans doute, à une grande nation, courageuse et libre, mais que cependant elle n'obtient que lorsqu'elle peut la commander. Je vous présente, messieurs, ces réflexions sur les inconvénients de demander trop de détails au ministre des affaires étrangères, avec d'autant plus de confiance, qu'elles ne peuvent avoir pour objet de rendre plus facile l'exercice d'une place que je vais cesser d'occuper. Dès le mois d'avril dernier, j'avais donné ma démission à Sa Majesté; mais la distance qui me séparait de celui qu'elle m'avait destiné pour successeur, me força de continuer mon travail jusqu'à la réponse, qui fut un refus. Depuis, je ne trouvai plus où placer ma démission; et l'espérance d'être encore de quelque utilité à la chose publique et au roi, put seule me consoler de la nécessité de rester dans le ministère, au milieu des circonstances qui en rendaient les fonctions si pénibles pour moi. Aujourd'hui Sa Majesté a daigné agréer ma démission. Le rapport qu'elle m'a ordonné de vous faire est le dernier devoir que j'aie à remplir envers les représentants de la nation, comme ministre des affaires étrangères; et je me félicite, en terminant ma carrière ministérielle, de pouvoir vous donner l'espoir d'une paix que vous aiderez le Roi à maintenir et à consolider par la sagesse de vos décrets.

Note concernant les indemnités dues aux princes étrangers possessionnés en France.

Aussitôt que le décret du 28 décembre 1789, concernant l'indemnité à accorder aux princes étrangers possessionnés dans la ci-devant province d'Alsace, m'a été transmis, j'ai fait les démarches qui dépendaient de mon ministère pour en procurer l'exécution; j'ai, dans cette vue, invité toutes les parties intéressées à envoyer des fondés de pouvoirs à Paris; mais le décret dont il s'agit laissait des doutes sur les deux points suivants: il n'énonçait que les départements du haut et bas Rhin, tandis que plusieurs princes avaient des possessions dans d'autres départements. D'un autre côté, il n'était fait aucune mention de l'indemnité due, pour la non-perception depuis le mois d'août 1789, des droits seigneuriaux et féodaux supprimés. Comme alors l'assemblée nationale était constituante, et comme les différents pouvoirs étaient encore indéterminés, j'ai cru devoir demander au comité diplomatique la solution des deux doutes que je viens d'énoncer. Il me l'a donnée, en m'observant que toutes les provinces étaient renfermées dans l'esprit du décret, et qu'il estimait que l'assemblée étendrait les indemnités sur les revenus abolis et non perçus.

C'est d'après ces bases que j'ai entamé des négociations avec les princes qui se sont montrés disposés à entrer en négociations, savoir: M. le duc de Deux-Ponts, M. le prince Maximilien, son frère, M. le duc de Wurtemberg et M. le prince de Lowenstein-Wertheim.

Les deux premiers ont demandé comme une condition préliminaire, le remboursement des droits supprimés, non perçus depuis 1789; ils ont fourni

des états à l'appui de cette demande; ces état ont été communiqués au comité diplomatique, pour avoir son avis.

Je lui ai communiqué également, et dans la même vue, le travail fait avec le plénipotentiaire de M. le duc de Wurtemberg, qui réclamait des indemnités, pour les droits supprimés dans deux terres situées dans le département du Haut-Rhin, et dans huit situées dans le département du Doubs.

Ces communications ont été faites au commencement du mois d'avril de cette année; mais le comité, avant de donner son avis au fond, a jugé devoir provoquer un décret de l'assemblée nationale, sur les deux doutes que j'ai indiqués plus haut. Ce décret a été rendu le 19 juin de cette année; ce n'est qu'à cette époque que les négociations suspendues, à la demande du comité, depuis le mois d'avril, ont pu être reprises. J'ai, en conséquence, pressé le comité de me donner son avis, tant sur la demande préliminaire de la maison de Deux-Ponts, que sur le travail préparatoire concernant M. le duc de Wurtemberg; je lui ai observé de plus, qu'il serait convenable que j'eusse à ma disposition un million, pour faire face aux indemnités dues pour les revenus non perçus depuis le mois d'août 1789, sauf à rendre compte de l'emploi. Mes sollicitations sont demeurées sans effet, au moyen de quoi la négociation avec les princes palatins n'a pu avoir de suite.

Quant à celle avec M. le duc de Wurtemberg, elle a été suivie, malgré le silence du comité. Il a été ébauché un nouveau projet de convention; ce projet a encore été communiqué au comité diplomatique; il est également demeuré sans réponse de sa part, et la négociation n'a pu être terminée; elle va être reprise, et j'ai lieu d'espérer que son résultat pourra incessamment être mis sous les yeux de l'assemblée, M. le duc de Wurtemberg persistant dans l'intention de transiger.

Quant à M. le prince de Lowenstein-Wertheim, les points de l'indemnité qu'il a réclamée sont convenus et arrêtés, et ils seront incessamment portés à la connaissance de l'assemblée nationale. Je les avais adressés à M. le président de la dernière assemblée; mais la multitude d'autres matières, et la brièveté du temps, ont été cause qu'ils n'ont pas été mis en délibération.

Le canton de Bâle a aussi réclamé des indemnités pour des dîmes et quelques droits utiles et honorifiques. Je suis tombé d'accord sur les bases avec le député que ce canton helvétique avait envoyé à Paris; j'en ai adressé la note au comité diplomatique, mais il ne me l'a point renvoyée; ainsi je me suis trouvé dans l'impossibilité de terminer cet objet.

Le prince-évêque de Bâle, s'est aussi montré disposé à recevoir l'indemnité qui lui est due pour les dîmes qu'il possédait dans le département du Haut-Rhin; mais les troubles survenus dans son pays, l'ont empêché jusqu'à présent d'envoyer un fondé de pouvoirs.

Tous les autres princes possessionnés dans la ci-devant province d'Alsace, ont décliné l'invitation du roi, ils se sont adressés à l'Empereur et à l'Empire, pour être réintégrés dans leurs droits, tant utiles qu'honorifiques. La diète a accueilli leur demande; elle a envoyé à la ratification de l'Empereur le conclusum qu'elle a pris à cet égard. Cette ratification n'a pas encore été donnée, mais il y a apparence qu'elle ne tardera pas à l'être; et ce ne sera que par les démarches qui seront faites en conséquence, que nous pourrons connaître les vues et les intentions du corps germanique, à l'égard de la France.

Messieurs, le roi m'a autorisé à donner connaissance à l'assemblée nationale des réponses que Sa Majesté a reçues de diverses puissances, depuis celles que M. Montmorin a communiquées à l'assemblée. Je commencerai par la réponse de l'Empereur; cette réponse est en latin; mais la traduction que je vais vous lire est, je crois, fidèle.

Vienne, le 23 octobre 1791.

« Très-sérénissime et très-puissant prince, seigneur, notre très-cher frère, cousin et allié! L'ambassadeur de Votre Majesté, nous a remis les lettres par lesquelles elle nous notifie son acceptation de la nouvelle constitution qui lui a été présentée. Plus nous sommes étroitement unis par les liens du sang, de l'amitié, de l'alliance et du voisinage, plus nous avons à cœur la conservation de Votre Majesté et de sa famille royale, de même que la dignité de sa couronne et le salut de la monarchie française. Ainsi, nous désirons avec une affection

sincère, que le parti que Votre Majesté a cru devoir prendre dans l'état actuel des choses, ait le succès qu'elle en attend; qu'il réponde à ses vœux pour la félicité publique, et en même temps que les causes qui sont communes aux rois et aux princes, et qui, par ce qui s'est passé dernièrement, ont donné lieu à de sinistres augures, cessent pour l'avenir, et que l'on prévienne la nécessité de prendre des précautions sérieuses contre leur retour. »

Le grand-duc de Toscane, le roi de Sardaigne, le roi de Pologne, le duc de Saxe-Gotha et la ville de Dantzig, écrivirent au roi des lettres à peu près semblables.

L'électeur de Mayence a fait aussi une réponse; mais la copie qui en a été remise en même temps au ministre du roi, ainsi que cela est d'usage, ayant mis Sa Majesté à portée de connaître que cette réponse contenait le renouvellement des protestations que l'électeur avait déjà faites au commencement de cette année, Sa Majesté a pensé qu'ayant voulu simplement donner à ce prince, une marque d'égards en lui notifiant son acceptation de la constitution, il n'avait pas dû, dans une semblable circonstance, renouveler de pareilles protestations; en conséquence, Sa Majesté a jugé à propos de renvoyer la lettre à l'électeur sans l'ouvrir.

Après avoir fait connaître à l'assemblée nationale, la situation des choses, relativement à la notification de l'acceptation du roi de l'acte constitutionnel, je dois lui faire part des mesures prises par le roi, concernant les Français sortis du royaume. Les rassemblements qu'ils ont formés ont eu lieu principalement dans quatre points différents: dans les Pays-Bas autrichiens, à Coblentz, à Worms et à Ettenheim. Du moment où ils ont causé de l'inquiétude, le roi s'est occupé des moyens de la faire cesser; le voisinage des Pays-Bas a dû fixer plus particulièrement l'attention de Sa Majesté; et les rapports d'alliance, d'amitié et de parenté, qui règnent entre le roi et l'Empereur, ont procuré à Sa Majesté la facilité d'exercer une influence dont on n'a pas tardé à ressentir les effets. Dès le mois de mars et le mois d'avril de cette année, l'Empereur a fait donner les ordres les plus précis à cet égard; ces ordres ont été renouvelés par une ordonnance du mois d'août, qui défend toute espèce d'enrôlement, qui prescrit d'éloigner les réfugiés français qui s'en rendraient suspects, et généralement de veiller à ce qu'il ne soit rien donné ou fabriqué par les sujets autrichiens auxdits réfugiés ou à leurs gens qui pût servir à leur armement; enfin, de nouveaux ordres ont été donnés au mois d'octobre dernier, par le gouvernement des Pays-Bas, pour disperser les Français réunis en trop grand nombre à Ath et à Tournay, et pour leur enjoindre de se diviser, et de prendre leur asile dans plusieurs villes des Pays-Bas qui leur ont été indiquées.

La constitution de l'Empire, la position des lieux et la différence des relations, n'ont pas permis au roi d'agir d'une manière aussi directe relativement aux autres lieux dans lesquels il s'est formé des rassemblements; mais Sa Majesté, en remerciant l'Empereur du soin qu'il a pris de faire cesser tout ce qui pouvait nous causer de l'inquiétude, a demandé à ce prince d'interposer ses bons offices et son autorité, à l'effet d'assurer dans toute l'étendue de l'Empire le respect dû au droit des gens, ainsi qu'aux lois et aux traités qui garantissent la paix et la tranquillité générale. Indépendamment de cette démarche, le roi a fait demander directement à l'électeur de Trèves de faire cesser les rassemblements et les préparatifs qui existent dans ses États, et d'empêcher soigneusement qu'il ne s'en forme de nouveaux à l'avenir. Le roi a adressé la même demande à l'électeur de Mayence, en sa qualité d'évêque de Worms; enfin, Sa Majesté a donné des ordres pour qu'en suivant les formes constitutionnelles du corps germanique, il soit fait de toutes parts les déclarations et réquisitions nécessaires pour dissiper et pour prévenir toute espèce de rassemblements, pour s'opposer aux enrôlements, pour empêcher qu'il ne soit fourni des armes ou des munitions de guerre, pour faire cesser, en un mot, tout ce qui pourrait avoir l'apparence de projets hostiles. Sa Majesté veillera avec le plus grand soin à ce que ses ordres soient fidèlement exécutés; elle emploiera tous les moyens de confiance et d'autorité qui sont en son pouvoir; et comme elle aura partout à faire valoir l'exemple imposant du chef de l'Empire, elle espère que le succès de ses mesures répondra au désir qu'elle a de procurer efficacement la sûreté et la tranquillité de l'État.

N° 7.

Discours prononcé par Brissot, dans la séance du 29 décembre 1791.

Il est donc enfin arrivé le moment où la France doit déployer, aux yeux de l'Europe, le caractère d'une nation libre qui veut défendre et maintenir sa liberté; de grandes mesures doivent être prises, mais il faut les faire précéder d'une discussion calme et salutaire. Représentants du peuple français, organes de sa volonté, dépositaires de son bonheur, vous ne pouvez porter trop d'attention, trop de maturité dans l'examen de ces mesures; vous devez appeler toutes les lumières, vous devez vous en environner. C'est de l'or, c'est du sang des Français que vous allez disposer. *Vous allez juger la cause des rois étrangers : montrez-vous dignes de cette auguste fonction, mettez-vous au-dessus, d'eux, ou vous seriez au-dessous de la liberté.* Vous aviez porté un décret contre les rebelles, le *veto* du roi en a suspendu l'effet. Les ennemis de la révolution ont continué leurs menaces et leurs rassemblements hostiles; le pouvoir exécutif a continué son indulgence; enfin vous avez adressé un message au roi, pour dissiper ces rassemblements. Le roi est venu vous annoncer qu'il allait faire des déclarations aux princes étrangers qui favorisent les rebelles, et prendre les mesures militaires les plus propres à suppléer à ces déclarations, si elles ne sont point écoutées. Le ministre de la guerre vous a dit que trois armées, composées de 150,000 hommes, seraient nécessaires; il vous a demandé vingt millions pour les dépenses extraordinaires. Voilà donc sur quoi nous avons à délibérer. Nous ne devons accorder ces fonds qu'autant que nous aurons reconnu que cette demande est juste, utile et indispensable. Le bon sens, la dignité du corps législatif, l'intérêt du peuple, tous vous démontre la nécessité de convaincre la nation de la bonne harmonie qui règne entre les deux pouvoirs. De l'exécution vigoureuse des mesures que le roi prendra, va dépendre le salut de l'empire. Le roi seul a le droit de diriger les armées; ce droit, c'est la constitution qui le lui donne; mais souvenons-nous que le roi n'est que le bras de l'empire dont nous sommes la tête; souvenons-nous que c'est à la tête à diriger le bras. Avant d'accorder la somme demandée par le ministre de la guerre, il faut examiner si nous avons besoin d'une force considérable pour repousser les forces qui nous menacent, il faut avoir sous les yeux le tableau de notre situation politique. Si nous avions la certitude de ne rencontrer sur le champ de bataille que nos chevaliers errants, que les électeurs et quelques petits princes allemands, sans doute, l'appareil d'une force imposante serait extravagant, 20,000 hommes suffiraient pour balayer ces attroupements de rebelles. Mais les émigrés ne peuvent-ils pas former une coalition avec les grandes puissances qui nous environnent? Cette coalition ne mettra-t-elle pas dans le plus grand danger, ne renversera-t-elle pas notre constitution? Voyons donc ce que nous avons à craindre des puissances étrangères?

La révolution française, a bouleversé toute la diplomatie : quoique les peuples ne soient pas libres encore, les rois sont forcés de compter leurs vœux pour quelque chose. *Les sentiments des Anglais ne sont plus douteux sur notre révolution, parce qu'ils y voient un point d'appui pour la stabilité de leur propre liberté. Il est probable que le gouvernement anglais n'osera jamais, quand il en aurait les moyens, attaquer la constitution française;* et cette probabilité se change en certitude, quand on considère les agitations du parlement, l'énormité de la dette publique, la triste situation des affaires de l'Inde.

Ce n'est ni dans la déclaration faite par le roi d'Angleterre, comme électeur d'Hanovre, ni dans sa lettre au roi des Français, en réponse à la notification qu'il lui a faite de son acceptation de la constitution, ni dans ses protestations amicales, que nous devons voir l'assurance de la paix, mais dans son intérêt. *La nation anglaise n'hésiterait pas entre un roi et la liberté, entre la paix dont elle a besoin et une guerre qui la jetterait dans une ruine absolue.*

Que faut-il craindre de l'empereur d'Allemagne? Dette augmentée, diminution d'impôts, insurrections fréquentes en Hongrie, haine invétérée des Pays-Bas contre la maison d'Autriche, tout lui présage à lui-même des dangers très-imminents. Dans presque toutes les possessions de l'Autriche, le peuple est fatigué de ce désir d'agrandissement dont il ne peut attendre que des malheurs; partout

le soldat, dont les princes veulent faire l'ennemi du peuple, se souvient que c'est parmi le peuple que sont ses amis, ses parents, et ne veut plus se séparer de la cause du peuple (1).

L'Empereur n'a qu'une volonté faible; il désire, il cherche ce qui est juste; mais il manque de l'énergie nécessaire pour résister aux conseils astucieux et perfides des hommes ambitieux qui l'entourent. Les liens du sang, autant que la prudence, ont pu l'engager à affecter dans ses lettres des expressions amicales. L'Empereur n'a rien à gagner en nous attaquant, et au contraire il a tout à craindre. Les oscillations politiques du cabinet de Vienne, ne doivent pas nous faire redouter la guerre de la part de l'Empereur; comme prince, il veut la paix; comme chef de l'empire germanique, il a l'air de vouloir la guerre. Mais laissons-là la politique du cabinet de Vienne; que nous importe à nous la politique des cours, à nous qui voulons être libres, à nous qui ne voulons que défendre notre liberté, à nous qui en avons les moyens? La France veut la paix, elle ne craint point la guerre; elle ne cherche point de nouveaux alliés; elle a vingt-cinq millions de bras dévoués au soutien de sa cause; elle n'a pas besoin des autres.

Craindrions-nous la cour de Berlin plus que celle de Vienne? La conférence de Pilnitz empêche-t-elle l'existence de rivalités réelles, de rivalités nécessairement attachées à la conservation des plus chers intérêts qui règnent entre ces deux couronnes? Ne savons-nous pas qu'une économie sévère est imposée au roi de Prusse, et que les extorsions qu'exigerait une guerre nouvelle, auraient le double effet d'amener la ruine de son autorité intérieure, et d'affaiblir sa puissance extérieure, en ouvrant un trésor fécond à son rival? Le successeur de Frédéric, s'il a quelque prudence, craindra de ruiner pour toujours, en combattant contre nous, une armée qu'il ne rétablirait jamais; car assurément, la mine ci-devant féconde de la désertion française est pour jamais tarie. Dans les entrevues fréquentes dont la politique d'une grande nation aurait dû ne pas s'inquiéter autant, chacun trompe son fidèle allié. Vienne veut conserver le traité de 1756, Berlin veut le détruire. Les intérêts de ces deux cours sont tellement opposés qu'ils ne peuvent jamais se confondre qu'en un seul point; toutes deux ont besoin de paix. On peut en conclure, qu'elles ne feront pas la guerre, ou que la guerre qu'elles feraient, dans cet état, n'aurait rien de dangereux.

Que craindre du roi de Suède, qui se constitue banqueroutier en suspendant le payement des dépenses de la guerre? En arrêtant les états généraux, il annonce des inquiétudes qui devraient nous rassurer. Il redoute l'explosion des sentiments d'un peuple ami de la liberté, et qui doit être celui des Français. Il n'est pas impossible cependant que, cherchant à marcher sur les traces de Gustave, son humeur chevaleresque ne le porte sérieusement à la défense de cette noblesse, mise par d'immortels décrets, au ban de l'empire de la philosophie et de la raison. S'il trouve à satisfaire les deux passions des rois, la gloire et l'argent (car les rois ne font jamais rien gratuitement pour autrui), il sera capable de tout tenter. N'a-t-il pas trahi, n'a-t-il pas trompé le peuple? N'a-t-il pas vendu aux Turcs, dans la guerre de Russie, la tranquillité, le bonheur du peuple? Son alliance avec la Russie, étonne; l'intérêt de l'impératrice dans cette alliance n'est pas douteux; le danger auquel le roi de Suède s'expose, est certain : qu'importe? l'imprudence n'a pas de règles, et ce ne sont pas les démarches de l'étourderie qu'il faut juger d'après les calculs sévères de la raison.

Toute ligue a besoin d'un chef; mais à qui ce dangereux pouvoir sera-t-il déféré? Pourra-t-il prendre enfin une résolution, ce conseil dont les délibérations seront sans cesse troublées par des défiances qui ne se dissiperont jamais? Nous devrions être rassurés contre ces ligues composées d'intérêts, discordants, quand même le bon sens ne démontrerait pas toute l'illusion des espérances que nos ennemis en ont conçues. La czarine fait un présent funeste à son ami le roi de Suède; les secours qu'elle lui présente sont pour lui la robe du centaure Nessus; par là elle espère le rendre odieux aux Suédois eux-mêmes : car quel souverain est plus à charge

(1) Un an après, Brissot nommait ces mêmes soldats, lâches esclaves, satellites des tyrans : chaque ligne de ses discours est un exemple mémorable du terrible abus des phrases.

à une nation que celui qui s'occupe des mouvements d'un peuple éloigné, pour devenir un chef de parti, tandis que chez lui il a tant de malheureux à soulager, tant de travaux à entreprendre. Le cabinet de Pétersbourg se prépare à reprendre l'ascendant; voilà l'explication probable des espérances données par cette cour aux princes émigrés. Ennemie du roi de Suède, elle a voulu le perdre. Catherine ne craint pas l'influence de notre révolution; mais sa politique remuante paraît chercher à mettre à profit nos querelles, et à faire de la France une pomme de discorde, pour exciter dans l'Europe des troubles, au milieu desquels elle pût reconquérir l'empire de l'Orient. Quels que soient au surplus ses motifs, lorsqu'une insurrection la menace au dedans de ses États, lorsque le génie de Potemkin peut lui faire craindre encore de perdre sa couronne, elle ne peut pas fournir aux émigrés de très-puissants secours. Le monstre dont on nous menace a trop de têtes; il ne peut vous faire aucun mal. Le guerrier dont l'épée sera teinte du sang d'un Français libre, sera un objet d'horreur et d'indignation.

Il n'est peut-être pas un seul gouvernement qui, depuis la révolution française, n'ait cherché à adoucir le sort des peuples. Voyez l'Allemagne qui a fait plusieurs lois pour soulager la classe indigente, et qui n'oblige plus le cultivateur à semer ses grains pour les bêtes fauves. Voyez l'Empereur, le roi de Danemark, le roi de Suède, la Russie, ne chercher qu'à prévenir l'influence de la révolution française en rendant moins odieux le système féodal. Voyez la révolution qui vient de changer la face de la Pologne : là s'établit un nouveau foyer d'instruction, qui propagera dans cette partie de l'Europe, les principes de la liberté. Elle éclairera tous les hommes, et déjouera bientôt toutes les intrigues des tyrans. La Pologne est liée par un intérêt commun avec la France. On vend à Varsovie les starosties sur lesquelles on a hypothéqué un papier semblable à nos assignats. La Pologne a comme nous ses révoltés, ses criminels de lèse-nation; mais plus heureuse que vous, elle n'est point arrêtée par un *veto* du pouvoir exécutif qui marche de front avec elle. Tandis que nous nous occupions de la révolution de Pologne, à Varsovie, un membre de la diète disait : « Les Français généreux voleraient au secours des Polonais opprimés, s'ils savaient que le même sentiment de la liberté nous enflamme. Je manquerais à mon devoir, ajoutait-il, si je ne proposais à la diète de prier le roi de déclarer aux Français qu'ayant le même intérêt à défendre, quoiqu'un immense intervalle nous sépare, la liberté nous rapprochera. » Oui sans doute, il se formera une sainte coalition entre les peuples, pour conjurer celle des tyrans. On cherche en vain sur la carte de l'Europe quelle est la puissance que pourrait encore redouter la France.

Voyez le roi d'Espagne qui se refuse aussi à croire à la stabilité des choses en France. Ce roi qui a une marine considérable sans matelots, des vaisseaux sans voiles; des mines, mais point d'argent; des colonies, mais point de manufactures; des banques, mais point de crédit. Tel est encore l'état de la Hollande, si grande lorsqu'en son nom un simple bourgeois commandait à l'Europe, si petite aujourd'hui, qu'elle n'a ni la force de renvoyer ses geôliers prussiens et allemands, ni le moyen de les payer. Ainsi, nous n'avons rien à craindre d'un chef abandonné par les grands qui l'avaient servi, menacé du peuple qui est écrasé, d'un peuple ami de la liberté, et beaucoup plus éclairé qu'en 1788. Ce n'est point un pareil peuple qu'on armera facilement contre la liberté. La ligne de démarcation est maintenant tracée entre les sociétés et les gouvernants. Il n'est aucun peuple qui ne commence à reconnaître ses droits. En vain les plénipotentiaires de Pilnitz et de Ratisbonne s'agiteront-ils pour former un parti puissant contre la France; leurs intrigues seront déjouées; ils ne feront que constater leur impuissance; il faut de l'or pour avoir des soldats, il faut des soldats pour combattre, et un grand concert pour mener un grand nombre de soldats : les peuples ne sont plus disposés à s'épuiser pour des nobles.

Il faut bien se garder de juger des idées et des projets des princes par la force et l'appareil dont ils sont entourés. Ces idées sont souvent confuses et toujours vacillantes. Les rois sont soumis aux fragilités de la nature humaine; la politique des peuples est au contraire plus constante. Loin de ressembler au manége qu'on appelle l'art des hommes d'État, elle est franche; les peuples ont tou-

jours leur secret sur les lèvres ; au contraire, le secret des cours ne cache souvent que la peur. Toutes les puissances qui vous menacent voient bien que la paix propagera dans leurs États les principes de la révolution; mais toutes savent aussi que la guerre y pourrait plus promptement inoculer ce qu'ils appellent *le mal de la liberté*. Que résulte-t-il de là? Qu'aucune puissance considérable ne pourra nous attaquer; que quoique la Suède, la Russie, l'Espagne favorisent les princes émigrés, cependant, elles ne se déclareront pas ouvertement contre nous. Mais s'ensuit-il que nous ne devions pas faire des préparatifs de guerre? Non, sans doute, il faut montrer une grande force pour faire cesser la comédie que jouent les têtes couronnées. Il faut mettre fin aux terreurs dont ces hostilités nous environnent; aux désordres qu'elles favorisent dans l'intérieur du royaume. Enfin, il faut faire respecter partout la constitution et le nom français, et la liberté de nos concitoyens que leurs affaires appellent au dehors, et la liberté universelle dont vous êtes les dépositaires.

Je le demande à la nation entière, quel est le citoyen qui, pour sauver sa vie, consentirait à quelque capitulation? Je ne vous parle pas du serment de fidélité que tous ont prêté à la constitution. Un serment n'est rien pour un lâche; mais celui qui sent profondément la dignité de son être, qui s'est élevé à la hauteur de l'homme, qui, de cette hauteur, a laissé tomber ses regards sur la tombe des despotes, qui leur a juré une guerre éternelle, cet homme-là est prêt à sacrifier sa vie, plutôt que de rentrer sous le joug. S'il se trouve des princes étrangers qui veuillent faire la guerre, il faut les prévenir, car l'ennemi qu'on prévient est à moitié vaincu; ou bien ils ne voudront pas la guerre, et ils ne font que semblant; alors il faut les démasquer, en constatant aux yeux de l'Europe, leur impuissance. Cet acte authentique d'un grand peuple est le sceau qui doit conserver la révolution. Ainsi la guerre est nécessaire, la France doit l'entreprendre pour son honneur; elle serait en effet à jamais déshonorée si quelques milliers de rebelles pouvaient la porter à des capitulations sur les lois. La guerre est actuellement un bienfait national; et la seule calamité qu'il y ait à redouter, c'est de n'avoir pas la guerre, c'est de ne pouvoir faire cesser les maux qui résultent de l'audace des émigrés; lorsque vous ne prendrez pas des mesures vigoureuses, on vous amusera avec de vaines simulations. Telle est peut-être la défense que l'électeur de Trèves vous annonce avoir faite aux émigrés, et qui n'empêche pas qu'ils se rassemblent toujours : on croit vous amuser avec ces mensonges diplomatiques; mais vous exigerez, sans doute, l'entière dispersion des rebelles.

On a répandu que le pouvoir exécutif, qui aujourd'hui provoque lui-même la guerre, après avoir longtemps manifesté un système contraire, peut être suspecté d'avoir des desseins secrets ; et qu'importe le motif qui le fait agir? La politique d'un grand peuple ne doit pas descendre à ces petites considérations ; sa politique est franche et juste : méprisons ces hommes qui voudraient soumettre le sort de la nation aux délibérations de quelques comités secrets que nous avons trop honorés par nos inquiétudes. Défions-nous de ces négociateurs fripons et ignorants qui ne négocient rien ; c'est l'intérêt seul de la nation qui conseille la guerre, parce que sa dignité, sa sûreté sont compromises. Je vote donc cordialement, et pour la guerre et pour les vingt millions de fonds extraordinaires qui ont été demandés par le ministre de la guerre, à condition qu'on s'assurera de leur bon emploi.

Mais devons-nous nous borner à ces mesures? Je ne le crois pas : un peuple libre ne doit pas porter des demi-coups; il ne doit pas feindre de voir des amis dans des ennemis secrets; lorsqu'il veut écraser de petits princes, il ne doit pas oublier les injures que de grandes puissances lui ont fait endurer. Quelles sont les puissances auxquelles vous devez faire des déclarations? Vous avez entendu dans les rapports qui vous ont été faits par le ministre, les réponses qu'elles ont faites à la notification de la constitution française; toutes ont dû vous pénétrer de l'idée certaine que des gouvernements ne voient pas de bon œil votre révolution; toutes contiennent des vœux pour la prospérité de la nation française, parce que ce mot présente un double sens, parce qu'il rappelle l'ancien ordre de choses, c'est-à-dire un gouvernement absolu, qui partageait entre des ministres absolus une autorité anarchique; toutes contiennent des vœux pour le roi, sans aucun égard pour les représentants de

la nation; il n'est pas jusqu'aux petites républiques, qui n'aient pris auprès du roi le langage de la bassesse et de la flatterie. On en serait étonné, si on ne savait que ce sont des aristocraties déguisées sous le nom de *république*, qui toujours inquiètes sur la stabilité de leur gouvernement, en ont placé la force dans l'appui des puissances étrangères.

Je veux croire cependant que nous n'avons rien à redouter de la part de l'Empereur; quoique sa malveillance se soit manifestée par des lettres dans lesquelles il paraît nous menacer.

Léopold dit que la constitution ne lui paraît pas avoir été librement acceptée, et qu'il croit nécessaire de prendre des mesures pour prévenir des troubles semblables à ceux de notre révolution. Dans cette lettre, dont l'authenticité n'est pas contestée, il invite les cercles à se tenir en armes et à se concerter pour maintenir la liberté du roi de France.

L'Empereur doit apprendre qu'il n'appartient à aucune puissance d'intervenir dans nos affaires, que la France saura d'elle-même maintenir la constitution. Il faut l'apprendre au roi de Suède, qui non-seulement a l'insolence de ne pas recevoir la lettre de notification du roi, et de renvoyer notre chargé d'affaires, mais qui embrasse ouvertement le parti des rebelles; qui leur envoie des ambassadeurs, des approvisionnements. La conduite du roi d'Espagne est moins extravagante; cependant il a répondu à l'envoyé de France qui lui présentait la lettre de notification du roi, que le roi catholique ne pouvait se persuader que le roi de France eût accepté la constitution avec une pleine liberté physique et morale, que jusqu'à ce qu'il pût s'en convaincre, il ne répondrait pas à ses lettres de notification; cependant il a donné l'assurance qu'il ne songeait pas à troubler la tranquillité du royaume. Le ministre vous a dit qu'il avait donné des ordres au chargé d'affaires en Suède, pour qu'il insistât sur la remise du paquet, ou qu'il se retirât en cas de refus. Quant à la réponse du roi d'Espagne, il a dit que Sa Majesté s'en occupait et qu'il ne doutait pas du succès de ses négociations amicales. En rendant justice à cette conduite du ministre, les amis de la majesté nationale regrettent de la voir prostituée à des affaires de famille. C'était au nom de la nation française que la notification de la constitution devait être faite; c'est en son nom qu'il fallait poursuivre la réparation de l'outrage qui lui a été fait, par le refus de recevoir cette notification; et, lorsque quelque puissance aurait fait une réponse insolente, il fallait la sentir et la repousser avec indignation. On ne s'est pas borné à insulter à la majesté de la nation française; la cour d'Espagne a exercé les vexations les plus inouïes sur les Français voyageant et résidant en Espagne; et c'est par une suite de la protection qu'elle accorde aux complots de nos émigrés, que, si elle n'a pas protégé le parti de nos insurgents à Saint-Domingue, elle n'a donné aucun secours, et qu'elle a violé ouvertement le traité qui l'y contraignait. Et ces injures n'ont été ni senties, ni repoussées par notre ministre! et il a gardé le même silence sur les insultes de la cour de Vienne!

La Russie protége manifestement le parti des rebelles; elle l'a prouvé, soit par son silence à la notification du roi, soit en leur donnant des secours, soit en leur envoyant un accrédité. Il fallait se hâter de rappeler notre envoyé près cette cour, et de signifier congé à celui qui réside en France. On a toléré au contraire qu'il restât ici pour intriguer contre la révolution, pour que sa maison servît d'asile aux contre-révolutionnaires. Il fallait, en remontrant à la cour de Madrid combien sa conduite était offensante pour la France, lui renvoyer son plénipotentiaire; il fallait lui rappeler l'article 6 du traité des Pyrénées, l'article 23 du pacte de famille, qui lui prescrivent de regarder et de traiter la nation française comme la plus favorisée. Au mépris de ces traités, elle a accablé les Français résidant dans ses États de vexations qui n'ont frappé sur les citoyens d'aucune autre nation; elles les a condamnés à une expulsion qui équivaut à une déclaration de guerre. Il fallait rappeler à cette cour l'article 1er du même pacte de famille, qui exige des deux parties contractantes des secours mutuels. Exécute-t-elle ce traité, en refusant des secours à St.-Domingue, en soutenant les rebelles, en leur envoyant des agents accrédités, en envoyant un chargé d'affaires en Suisse, au moment où notre traité avec la république est sur le point d'expirer?

Il fallait observer à l'Empereur combien sa conduite équivoque devait déplaire à une nation franche et sincère; que le prince Louis-Stanislas-Xavier en quittant la France s'était retiré à Mons; que Bouillé était à Luxembourg, qu'il était sur les terres de l'Empereur et accueilli par ses agents, lorsque, par une déclaration rendue publique, il menaçait sa patrie; qu'à cette même époque de l'évasion du roi, l'abbaye d'Orval était royalement meublée; que les fortifications de Luxembourg étaient garnies d'une nombreuse artillerie. On vous a dit que l'Empereur avait défendu tout rassemblement aux rebelles; mais on ne vous a pas dit que cette défense restait sans exécution. On devait encore observer à Léopold qu'il favorisait évidemment les projets des émigrés, par les circulaires qu'il adressait aux princes de l'Empire. Il fallait lui rappeler le traité des Barrières, qui a fixé le nombre de troupes à maintenir dans le Brabant, à 30,000 hommes; il y en a dans ce moment plus de 48,000. Il fallait lui rappeler l'article 3 du traité de 1756, qui porte : *que les parties contractantes traiteront de concert sur toutes les mesures propres à maintenir la paix, et se prêteront mutuellement leurs bons offices en cas d'invasion*. Il fallait lui demander si c'est pour exécuter ce traité qu'il n'a pas daigné employer auprès de l'électeur de Trèves, je ne dis pas ses ordres, mais son intervention. Que ne lui rappelle-t-on la cause qui l'oblige à fournir, en cas de guerre, un secours de 24,000 hommes? Mais il est vrai que la France saura bien défendre sa liberté, sans avoir besoin de secours étrangers.

Il fallait lui dire, en réponse aux chicanes qu'il faisait, à l'égard des réclamations des princes possessionnés en Alsace, que la souveraineté des peuples n'est pas liée par les traités des tyrans; qu'en parlant toujours de *roi*, de *Sa Majesté*, et jamais de la nation, il s'est rendu plus que suspect d'encourager les espérances de nos émigrés. Ce langage aurait été digne des Romains, digne d'hommes libres; mais pouvait-on l'attendre de notre vieille diplomatie, d'un ministre longtemps nourri de ses préjugés (M. de Montmorin), d'un ministre qui n'a cessé de conserver dans leurs places des envoyés dont la haine pour la révolution était connue, et qu'il ne remplaçait que par des agents également suspects; d'un ministre qui sans cesse dénoncé à l'opinion publique, ne répondait qu'en accusant ses dénonciateurs d'être sans patrimoine, comme s'il n'était pas aussi des hommes qui n'ont pour patrimoine que la bassesse et la lâcheté, comme si Aristide et Phocion n'avaient pas été sans patrimoine, et comme si l'athénien Ménade, qui a vendu sa patrie, n'avait pas été un des plus riches citoyens d'Athènes?

Devait-on attendre ce langage d'un ministre, dont la lettre de notification de la constitution française, ne parle ni de la nation, ni de la liberté, et dont la sécheresse indique assez la haine pour la révolution? Devait-on l'attendre d'un ministre qui est parti sans rendre ses comptes, et en demandant une loi pour la restriction de la presse, sous prétexte que cette liberté indéfinie tendait à indisposer contre nous les gouvernements étrangers? *Ce n'est plus avec les gouvernements que nous avons à traiter, mais avec les nations*, et nous saurons toujours respecter leurs droits. Les fondateurs de la liberté américaine ont obtenu nos hommages; qu'ils les imitent et nous leur élèverons des statues.

Des hommes à conceptions étroites, qui viennent prêcher contre la liberté de la presse, ignorent-ils qu'ils n'armeront plus les nations pour se venger d'un paragraphe d'une gazette, et tenir pendant trente ans un malheureux gazetier dans une cage de fer? Ignorent-ils que les peuples libres, tels que les Anglais et les Américains, maltraitent aussi les gouvernements? Ils ne savent donc pas que la liberté de la presse est la base de la liberté politique; que toute atteinte qui y serait portée serait un crime; que si, sous prétexte des égards dus aux gouvernements étrangers, on pouvait capituler sur cette loi fondamentale, autant vaudrait-il capituler sur toutes les autres. Ce langage aurait peut-être été tenu auprès des gouvernements étrangers, si les bureaux des affaires étrangères eussent été mieux composés; et à qui appartenait-il de faire ce changement? Au ministre, s'il n'avait voulu soustraire son département à l'influence de la révolution. Dans tous les actes, au contraire, qui sortent de ses bureaux, on ne voit que le nom du roi; la nation semble ne pas exister. Dans le discours que le roi a prononcé le 14 de ce mois dans l'assemblée, il annonce qu'il fait déclarer à

l'électeur de Trèves, *qu'il le regarderait comme ennemi, s'il ne dispersait les rassemblements.* J'aurais aimé à entendre dans la bouche d'un roi constitutionnel une expression plus significative; qu'il eût dit : *La nation vous regardera comme ennemi;* car c'est le vœu de la nation que le roi exprimait, puisque ce n'est que d'après ce vœu manifesté qu'il peut faire des préparatifs de guerre. Mais que peuvent penser de notre révolution les puissances étrangères, quand elles voient nos ministres jouer une comédie à la face même de la nation; lorsqu'elles ont vu le ministre des affaires étrangères vous cacher les secrets les plus importants, ou ne les révéler que lorsque l'opinion publique l'y avait contraint? A la place de ces communications franches et loyales, je ne vois en effet que des conférences mystérieuses, concertées à l'avance, et auxquelles on a préparé les journaux, pour lesquelles on commande les proclamations, on concerte les applaudissements, les ajournements, les motions d'impressions, etc., etc.

Ah! s'ils pouvaient se pénétrer qu'au lieu de tant de réserve, ils gagneraient bien plus par la franchise s'ils se concertaient avec nous, s'ils ne nous harcelaient pas par des chicanes, s'ils ne prêchaient pas contre la liberté de la presse, lorsqu'ils en abusent eux-mêmes par des proclamations incendiaires; s'ils ne nous parlaient pas toujours de la nécessité de l'ordre dans les finances, en même temps qu'ils ne nous rendent pas compte; de leur amour pour la révolution, en même temps qu'ils s'élèvent contre toutes les lois qui tendent à la protéger; en un mot, les affaires iraient bien mieux, si nous ne perdions pas tant de temps à défier les ministres d'être de bonne foi comme nous. Nous voterons la guerre avec eux, qu'ils votent avec nous le décret d'accusation. Nous entreprendrions la guerre pour punir les princes étrangers, et nous laisserions impunis les princes français! Puisqu'il est en votre pouvoir seul de rendre cet hommage aux principes, essayez votre courage pour châtier enfin ces rebelles.

Les conclusions de Brissot furent : 1° que le comité de législation présenterait, dans huit jours, un projet de décret d'accusation contre les princes; 2° que le roi serait chargé de rappeler les envoyés de France près des cours de Russie, de Suède, de Madrid et de Rome, et de congédier les ministres de ces cours; 3° que Sa Majesté réclamerait auprès de la cour d'Espagne l'exécution du traité des Pyrénées; et en conséquence une réparation authentique des procédés injurieux de ce gouvernement à l'égard de plusieurs Français, et du refus de porter des secours dans la partie française de Saint-Domingue; 4° que le roi réclamerait aussi auprès de l'Empereur l'exécution du traité du 1er mai 1756, et le requerrait en conséquence de réduire les troupes, dans le Brabant, au nombre fixé par les traités, et d'interposer non-seulement ses bons offices, mais ses forces auprès des princes de l'Empire, pour défendre et empêcher tout rassemblement d'émigrés; 5° que le ministre des affaires étrangères serait tenu de communiquer toutes les nouvelles qui intéresseraient la sûreté de l'État, au comité diplomatique, qui serait chargé d'examiner les différents traités qui liaient la France avec les puissances étrangères, et d'indiquer les changements qu'il convenait d'y faire.

Extrait du discours prononcé par Isnard, le 29 novembre 1791.

La voie des armes, a dit M. Isnard, est la seule qui nous reste contre des rebelles. Toute idée de capitulation serait un crime de lèse-patrie. Élevons-nous à toute la hauteur de notre mission. Parlons aux ministres, au roi, à l'Europe, avec la fermeté qui nous convient. Disons à nos ministres, que jusqu'ici la nation n'est pas très-satisfaite de la conduite de chacun d'eux; que désormais ils n'ont à choisir qu'entre la reconnaissance publique et la vengeance des lois, et que par le mot *responsabilité* nous entendons la mort. Disons au roi, que son intérêt est de défendre la constitution; que sa couronne tient à ce palladium sacré; qu'il ne règne que par le peuple et pour le peuple; que la nation est son *souverain,* et qu'il est *sujet* de la loi. Disons à l'Europe que le peuple français, s'il tire l'épée, en jettera le fourreau; qu'il n'ira le chercher que couronné des lauriers de la victoire, et que, si malgré sa puissance et son courage il succombait en défendant sa liberté, ses ennemis ne régneraient que sur des cadavres. Disons à l'Europe, que, si les cabinets engagent les rois

dans une guerre contre les peuples, nous engagerons les peuples dans une guerre contre les rois. Disons-lui que tous les combats que se livrent les peuples par ordre des despotes, ressemblent aux coups que deux amis, excités par un instigateur perfide, se portent dans l'obscurité. Si la clarté du jour vient à paraître, ils jettent leurs armes, s'embrassent et châtient celui qui les trompait : de même, si au moment que les armées ennemies lutteront avec les nôtres, le jour de la philosophie, frappe les yeux, les peuples s'embrasseront à la face des tyrans détrônés, de la terre consolée et du ciel satisfait.

Extrait du discours prononcé par Brissot, le 17 *janvier* 1792.

« Le masque est enfin tombé ; votre ennemi véritable est connu. L'ordre donné au général Bender vous apprend son nom, c'est l'Empereur. » Les électeurs n'étaient que ses prête-noms ; les » émigrants n'étaient qu'un instrument dans sa » main. Vous devez maintenant mépriser les émigrants ; c'est à la haute cour nationale à venger » la nation de la révolte de ces princes mendiants... » Les électeurs ne sont pas plus dignes de votre » colère, la peur les fait prosterner à vos pieds... » Votre ennemi véritable, c'est l'Empereur... Il » cherche à vous attaquer ou à vous effrayer... Si » vous devez être attaqués, il vous convient de » prévenir; si l'on veut vous amuser, vous ne devez » pas vous endormir; si l'on ne tend qu'à vous » forcer par la terreur à une capitulation indigne » de vous, il faut réaliser ce que vous avez cent » fois promis : la constitution ou la mort. La mort! » elle n'est point à craindre, examinez votre position et celle de l'Empereur... Votre constitution » est un anathème éternel aux trônes absolus. Tous » les rois doivent donc haïr votre constitution ; » elle fait leur procès, elle prononce leur sentence, » elle semble leur dire à chacun : ***Demain tu ne** » **seras plus, ou tu ne seras roi que par le peuple.*** » Cette vérité a retenti au cœur de Léopold ; il » cherche à en reculer le fatal moment.... Non, » ce n'est point la noblesse française qu'il veut » rétablir.... C'est son trône qu'il cherche à maintenir par une vaine ligue contre le torrent de » l'esprit de liberté. Il en veut tarir la source, et » la source est en France. Ah ! s'il entendait mieux » ses intérêts, s'il connaissait la force de la révolution actuelle, il renoncerait à de pareils moyens » pour l'arrêter ; il la previendrait, en la naturalisant doucement chez lui. L'inoculer, c'est lui » ôter son venin. Il faut dire à l'Empereur : C'est » notre constitution que vous avez en horreur, c'est » elle que vous voulez détruire ; ou renoncez à ce » projet ou préparez-vous à la guerre... On vous » dira peut-être pour excuser cette ligue, qu'elle » n'a point la violence pour but ; qu'on veut seulement dans un congrès corriger quelques vices » de votre constitution. Mais ce congrès, fût-il » pacifique, serait encore un outrage sanglant à la » nation française. Anathème donc aux ambitieux » qui, pour perpétuer les troubles et leur influence, » en ont conçu le projet ! anathème aux puissances » assez folles pour vouloir les protéger ! Eh ! de » quel droit l'Empereur veut-il intervenir dans » nos démêlés ?.... Si nous ne devons obtenir que » tergiversations, que des réponses équivoques ; si » ces réponses doivent nous engager dans une » guerre de plume interminable, si cette guerre » peut nous faire perdre un temps précieux pour » la guerre, pour la bonne guerre, ne serions-nous » pas insensés de préférer à cette dernière une » négociation infailliblement illusoire et funeste ? » Un peuple libre a rarement l'avantage dans les » négociations de cabinet. Emploie-t-il des agents » patriotes ? ils sont trompés. Emploie-t-il des » agents ministériels ? il est trompé ; il l'est surtout quand il est obligé d'employer des agents » qui ne sont pas de son choix...; quand ils sont » choisis par un pouvoir exécutif que la nature » des choses rend un secret ennemi de la liberté. » Un peuple libre ne fait bien ses affaires que par » lui-même, ou par des agents exposés sans cesse » à ses regards ; et à la guerre, c'est la nation qui » négocie, et la nation ne se laisse point tromper ; » à la guerre tout est public, tandis que tout est » mystère et souvent fraude dans le cabinet. Quelle » confiance le peuple français peut-il avoir dans » ces négociations, tant que la diplomatie ne sera » pas populaire...; tant qu'elle sera une feuille de » bénéfices entièrement réservée aux privilégiés ou » aux créatures de l'ancien régime ?...... On va se

» récrier contre ces défiances; eh! il s'agit du bien » le plus précieux; la confiance a perdu presque » tous les peuples libres... Mais d'ailleurs, quelle » nécessité de négocier dans le moment actuel?... » Pendant cette comédie politique, nos préparatifs » militaires épuisent nos ressources; les inquiétudes » renaissent, les agitations intérieures continuent, » les forces combinées s'assemblent, la saison fa- » vorable pour elles s'avance, les prétentions se » montrent, la hauteur se déploie dans les offices, » les menaces succèdent au ton mielleux; on s'of- » fense, l'invasion suit, une guerre désastreuse » éclate dans nos foyers mêmes, les mécontents se » rallient bientôt aux drapeaux étrangers, et la » guerre civile se joint à la guerre étrangère. Telles » sont les vues secrètes de vos ennemis; ils sont » rois, et vous êtes peuple; ils sont despotes, et » vous êtes libres: or il n'y a point de capitulation » sincère entre la tyrannie et la liberté..... Je ne » dirai donc pas à l'Empereur avec votre comité : » *Voulez-vous vous engager à ne pas attaquer la* » *France ni son indépendance;* mais je lui dirai : » *Vous avez formé une ligue contre la France, je* » *dois vous combattre*; et cette attaque immédiate » est juste, nécessaire, commandée par les circon- » stances et par vos serments; à moins que l'Empe- » reur ne la prévienne dans un bref délai, par une » satisfaction qui vous ôte toute inquiétude... Par » quelle extravagance respecterions-nous un traité » que l'Empereur a rompu tant de fois, et qui ne » peut plus se concilier avec les principes de notre » nouvelle constitution?.... Elle défend impérieu- » sement aux Français toute conquête, elle leur » défend toute guerre offensive à moins que leur » propre sûreté ne les y force; ils ne peuvent donc » plus contracter, ni maintenir des traités offensifs » avec aucune nation... Les Français doivent être » les frères de tous les hommes, de tous les peu- » ples. Ils veulent être justes et bienveillants envers » tous; se lier exclusivement avec tel ou tel peuple, » s'engager à le défendre contre toute espèce d'at- » taque, c'est faire un traité d'inimitié éventuelle » contre tel ou tel autre peuple, c'est violer le prin- » cipe sacré de la fraternité universelle.

N° 10.

Extrait du discours prononcé par Fauchet le 17 *janvier* 1792.

« Les Français, après la conquête de la liberté, » dit l'abbé Fauchet, sont les alliés naturels de tous » les peuples libres. Les traités faits avec des des- » potes sont nuls de droit, et ne peuvent être con- » servés de fait, sans une conséquence destructive » de notre révolution... Nous n'avons besoin ni » d'ambassadeurs, ni de consuls, ce sont des espions » superbes; rien n'est menteur comme eux; ils » manœuvrent pour les princes, et vendent le peu- » ple. Rien n'est plutôt violé que le traité des rois, » c'est un commerce d'impostures aussi ancien que » les trônes. La diplomatie actuelle n'est autre chose » que l'art de partager la tyrannie. Dans un pays » libre, elle doit être remplacée par la science du » peuple. Disparaissez ténébreux fabricateurs de » chaînes, la liberté vous poursuit, vous atteint, et » vos yeux ne peuvent supporter sa lumière. En » faisant une alliance avec les peuples libres, nous » comptons les Anglais, les Anglo-Américains, les » Polonais, les Hollandais et les Suisses. Quand » les autres peuples voudront de notre alliance, » ils n'auront pour l'obtenir qu'à conquérir la li- » berté; en attendant, s'ils sont paisibles, nous » commercerons avec eux comme avec de bons » sauvages... Nous ne pouvons plus être protégés » que par la majesté de la nation, et cette majesté » ne réside pas dans quelques commis de bureau... » Passons-nous du pouvoir exécutif au dehors; il » nous donnera assez d'affaires au dedans; ses né- » gociations sont des trahisons, ses affidés sont des » tyrans. Du moins dans l'intérieur, la force na- » tionale est toujours prête à les contenir... Nous » ne craindrons les brigandages ni des corsaires, » ni des princes... Qu'ils s'avisent de nous mo- » lester; la masse nationale les écrasera... Envoyez » ici, tyrans imbéciles, tous vos esclaves, et voyez- » les se fondre comme un amas de glace sur une » terre de feu... Point de guerre, agressive la con- » stitution jurée nous en fait la loi; mais la guerre » aux princes qui favorisent les conspirateurs sur » nos frontières, la guerre à Léopold, qui machine » la destruction de notre liberté. Repoussons les » brigands... Nous n'avons rien à demander à tous

» ces despotes que de nous laisser en repos... Nos » négociateurs sont nos canons, nos baïonnettes » patriotiques et des millions d'hommes libres. »

N° 11.

Note du prince de Kaunitz.

« Le chancelier de cour et d'État, prince de » *Kautnitz-Rietberg*, ayant rendu compte à l'Em- » pereur de la communication officielle faite par » M. l'ambassadeur de *France*, d'une dépêche os- » tensible de M. *De Lessart*, du 14 novembre » dernier, il a été autorisé de s'expliquer, en retour, » vis-à-vis de M. l'ambassadeur, sur le contenu de » cette dépêche, pour autant qu'il est de son res- » sort, avec cette franchise entière que Sa Majesté » Impériale croit devoir observer sur les objets qui » sont relatifs à la crise importante qu'éprouve le » royaume de *France*.

» Le chancelier de cour et d'État a donc l'hon- » neur de lui communiquer de son côté, que Mgr. » l'électeur de Trèves vient également de faire » part à l'Empereur de la note que le ministre de » *France* à *Coblentz* avait été chargé de présenter, » ainsi que de la réponse que son altesse électo- » rale a fait donner à cette note; que ce prince a » fait connaître en même temps à Sa Majesté Impé- » riale, qu'*il avait adopté à l'égard des rassemble-* » *ments armés des émigrants et réfugiés* français, » *et à l'égard des fournitures d'armes et munitions* » *de guerre*, *les mêmes principes et règlements* » *qui ont été mis en vigueur dans les Pays-Bas* » *autrichiens:* mais que, se répandant de vives in- » quiétudes parmi les sujets et dans les environs, » que la tranquilité de ses frontières et États pour- » rait être troublée par des incursions et violences, » nonobstant cette sage mesure, Mgr. l'électeur a » réclamé l'assistance de l'Empereur, pour le cas » que l'événement réalisât ces inquiétudes.

» Que l'Empereur est parfaitement tranquille » sur les intentions justes et modérées du roi *très-* » *chrétien,* et non moins convaincu du très-grand » intérêt qu'a le gouvernement *français* à ne point » provoquer tous les princes souverains étrangers » par les voies de fait contre l'un d'entre eux; mais » que l'expérience journalière ne rassurant point » assez sur la stabilité et la prépondérance des » principes modérés en *France,* et sur la subordi- » nation des pouvoirs et surtout des provinces et » municipalités, pour ne point devoir appréhender » que les voies de fait ci-dessus ne soient exercées » malgré les intentions du roi, et malgré les dangers » des conséquences, Sa Majesté Impériale se voit » nécessitée, tant par une suite de son amitié pour » l'électeur de *Trèves*, que par les considérations » qu'elle doit à l'intérêt de l'*Allemagne*, comme » co-État, et à son propre intérêt comme voisin, » d'enjoindre au maréchal de Bender, commandant » général de ses troupes aux Pays-Bas, de porter » aux États de son altesse électorale les secours » les plus prompts et les plus efficaces, en cas qu'ils » fussent violés par des incursions hostiles, ou » imminemment menacés d'icelles.

» L'Empereur est trop sincèrement attaché à » Sa Majesté *très-chrétienne*, et prend trop de » part au bien-être de la *France* et au repos gé- » néral, pour ne pas vivement désirer d'éloigner » cette extrémité et les suites infaillibles qu'elle » entraînerait, tant de la part du chef et des États » de l'*empire germanique*, que des autres souve- » rains réunis en concert pour le maintien et la » tranquillité publique, et pour *la sûreté et l'hon-* » *neur des couronnes :* et c'est par un effet de ce » dernier que le chancelier de cour et d'État, » prince de Kaunitz-Rietberg, est chargé de s'en » ouvrir sans rien dissimuler vis-à-vis M. l'am- » bassadeur de *France,* auquel il a d'ailleurs l'hon- » neur de réitérer les assurances de la considéra- » tion la plus distinguée. »

Vienne, le 21 décembre 1791.

Pour copie, DE LESSART.

N° 12.

Dépêche de M. De Lessart à M. de Noailles, communiquée confidentiellement.

Paris, le 21 janvier 1792.

Je vous ai déjà parlé, monsieur, de la note officielle qui vous a été remise par M. le prince de

Kaunitz, le 21 décembre : je vous en reparlerai encore. Cette déclaration inattendue a causé dans le premier moment la plus grande agitation, parce que l'on a cru remarquer dans le langage de la cour de Vienne le ton de la menace. Pour justifier cette opinion, il faut tomber dans quelques détails.

C'est au mois de novembre que vous avez fait part au ministère autrichien de l'invitation formelle que le roi venait de renouveler auprès de l'électeur de Trèves, pour obtenir de lui la dispersion des rassemblements formés dans ses États; et c'est en même temps que vous avec demandé, au nom du roi, que l'Empereur voulût bien interposer ses bons offices et son autorité, pour engager l'électeur à remplir cette note de justice. Les rassemblements, les préparatifs hostiles, les formations de corps militaires étaient de la notoriété la plus incontestable; les démarches des émigrés pour susciter partout des ennemis à la France, n'étaient pas moins connues. La cour de Vienne, plus qu'aucune autre peut-être, en avait la preuve. Cependant, au lieu de déterminer l'électeur de Trèves à faire cesser cette cause de fermentation et d'inquiétude, on a paru indifférent à Vienne à tous ces mouvements, et on leur a donné par là plus de force et d'importance.

Il était impossible que la nation vît avec la même indifférence l'agression dont elle était menacée. L'assemblée nationale s'est adressée au roi pour lui indiquer le vœu qui se manifestait de toutes parts, et pour l'inviter à prendre les précautions qu'exigeait la sûreté de l'État. C'est alors que l'électeur de Trèves, effrayé de cette démarche, a reclamé la protection de l'Empereur, et que, sans aucune communication, sans aucuns éclaircissements préalables, M. le prince Kaunitz vous a déclaré que l'Empereur avait donné ordre à M. le maréchal de Bender de marcher au secours de l'électeur de Trèves, s'il était attaqué.

Il est vrai que cet ordre paraît se rapporter à quelques violences, à quelques incursions commises par des municipalités, contre l'intention de la nation et du roi; mais, dans cette supposition même, des actes de cette nature n'auraient jamais dû être considérés que comme des voies de fait particulières, dont l'électeur pouvait aisément se défendre avec ses propres moyens, et qui, au surplus, étaient susceptibles d'un arrangement amiable, et n'exigeaient certainement pas que M. le maréchal de Bender se mît en mouvement pour les réprimer. Nous savons à la vérité, qu'en même temps que l'Empereur donnait cet ordre, il faisait dire à l'électeur de Trèves de se mettre en règle à l'égard des émigrés, et de suivre en tout l'exemple de ce qui s'était passé à leur égard dans les Pays-Bas. Nous savons également que c'était à l'accomplissement préalable de cette condition qu'étaient subordonnés les secours que le général Bender devait porter à l'électeur, dans le cas d'une attaque ultérieure de notre part. Pourquoi cette disposition n'a-t-elle pas été exprimée dans la note qui vous a été remise? Je n'ai pas besoin de vous dire combien l'exposé que l'électeur a fait à l'Empereur est dénué de vérité. Tout ce qu'il est obligé de faire pour se conformer à l'ordre qui est établi dans les Pays-Bas, dément les assertions qu'il s'était permises, et prouve, d'une manière bien manifeste, l'état vraiment hostile dans lequel les émigrés se trouvent dans ses États.

Mais ce que je ne saurais passer sous silence, c'est le passage de la note officielle où l'électeur de Trèves articule qu'il est aisé de reconnaître que le roi n'était pas libre lorsqu'il a souscrit l'office qui lui a été remis de la part de Sa Majesté. Cette manière de s'exprimer n'aurait pas dû faire obtenir si facilement à l'électeur de Trèves la protection qu'il réclamait.

Je passe, monsieur, au dernier paragraphe du 21 décembre : c'est l'article qui, à la lecture, a fait naître le plus de réflexions, et a laissé de plus profondes impressions. Il y est dit que l'Empereur est trop sincèrement attaché à Sa Majesté très-chrétienne, et prend trop de part au bien-être de la France et au repos général, pour ne pas vivement désirer d'éloigner cette extrémité et les suites infaillibles qu'elle entraînerait, tant de la part du chef, et des États de l'empire germanique, que de la part des autres souverains réunis en concert pour le maintien de la tranquillité publique, et pour la sûreté et l'honneur des couronnes.

1° On ne conçoit pas bien comment des voies de fait particulières, commises peut-être par quelques municipalités, devaient intéresser toute l'Europe, tandis, comme on l'a déjà observé, qu'avec

un peu de bienveillance ces sortes d'événements se terminent toujours à l'amiable.

2° On a été extrêmement frappé de ces expression : *ces souverains réunis en concert pour le maintien de la tranquillité publique, et pour la sûreté et l'honneur des couronnes*. On a cru voir l'indice d'une ligue formée à l'insu de la France, et peut-être contre elle. On a été étonné que l'Empereur, beau-frère et allié du roi, ne lui ait point fait part de ce concert formé entre les souverains de l'Europe, et à la tête duquel Sa Majesté Impériale paraît être placée. Cette observation, monsieur, me conduit naturellement à vous parler d'une inquiétude qui occupait déjà les esprits, et à laquelle les paroles que je viens de vous citer ont donné beaucoup de force. On craint qu'il n'existe, en effet, une espèce de ligue formée entre les principales puissances de l'Europe, dans la vue d'apporter quelque changement dans la constitution française. On prétend que ces puissances ont dessein de provoquer l'établissement d'un congrès où cet objet serait traité entre elles; enfin, on suppose que réunissant leurs forces et leurs moyens, elles voudraient contraindre le roi et la nation à accepter les lois qu'elles auraient faites.

Je ne doute pas que les émigrés n'aient souvent présenté ce projet comme la chose du monde la plus pacifique et la plus facile à exécuter; mais je ne saurais me persuader qu'il ait été si facilement accepté. Je ne peux croire surtout que l'Empereur, animé comme il l'est par des vues de sagesse et de justice, ait pu se prêter à de semblables idées. Ce serait vainement que l'on entreprendrait de changer par la force des armes notre nouvelle constitution; elle est devenue, pour la grande majorité de la nation, une espèce de religion qu'elle a embrassée avec enthousiasme, et qu'elle défendrait avec l'énergie qui appartient aux sentiments les plus exaltés.

Ceux qui voudraient entraîner les puissances étrangères à des mesures violentes ne cessent de répéter que la France est pleine de mécontents, qui n'attendent que l'occasion pour se déclarer.

Il y a beaucoup de gens qui souffrent et qui se plaignent; mais ce que je crois fermement, et ce qu'attesteront avec moi tous ceux qui connaissent les dispositions actuelles des esprits, c'est qu'au premier moment où la constitution serait attaquée, il n'y aurait plus qu'un seul parti, qu'un seul sentiment, qu'un seul intérêt, et la plupart des mécontents se réunissant à la cause commune, en deviendraient les plus ardents défenseurs.

En même temps qu'on parle des mécontents, on exagère l'indiscipline de notre armée, la pénurie de nos finances, nos troubles intérieurs; en un mot, on nous représente comme étant dans une impuissance absolue. Je ne dissimule pas que nos embarras ne soient grands; mais le fussent-ils davantage, on se tromperait beaucoup, si on croyait pouvoir dédaigner la France et la menacer sans inconvénients.

Vous m'avez mandé plusieurs fois, monsieur, qu'on était extrêmement frappé à Vienne du désordre apparent de notre administration, de l'insubordination des pouvoirs, du peu de respect que l'on témoignait quelquefois pour le roi. Il faut considérer que nous sortons à peine d'une des plus grandes révolutions qui se soient jamais opérées; que cette révolution, dans ce qui la caractérise essentiellement, s'étant d'abord faite avec une extrême rapidité, s'est ensuite prolongée par les divisions qui sont nées dans les différents partis, et par la lutte qui s'est établie entre les passions et les intérêts divers. Il était impossible que tant d'oppositions et tant d'effets, tant d'innovations et tant de secousses, ne laissassent pas après elles de longues agitations, et l'on a bien dû s'attendre que le retour de l'ordre ne pouvait être que le fruit du temps.

Quelle est au surplus la cause de cette fermentation intérieure dont la cour de Vienne paraît si blessée? c'est la consistance qu'ont prise les émigrés, ce sont leurs préparatifs, leurs projets, leurs menaces; c'est l'appui plus ou moins considérable qu'ils ont trouvé dans la plupart des cours de l'Europe. Il a été une époque, sans doute, où leur cause qui paraissait liée à celle du roi, a pu exciter l'intérêt des souverains, et plus particulièrement celui de l'Empereur; mais une fois que le roi, par l'acceptation de la constitution, s'est mis à la tête du nouveau gouvernement, les émigrés n'ont plus dû intéresser que par leurs malheurs, et il a été facile de juger que leurs prétentions et leurs mouvements, en donnant des espérances aux uns et des

inquiétudes aux autres, entretiendraient le trouble dans le royaume, et finiraient peut-être par le répandre dans une grande partie de l'Europe. Voilà pourquoi l'office du 21 décembre, qui semblait annoncer l'intention de les protéger, a produit une sorte d'explosion, et a donné lieu à tant de soupçons et de reproches : et sur qui tout cela retombe-t-il ? sur le roi; parce que la malveillance cherche à persuader qu'il existe entre Sa Majesté Impériale et le roi une intimité parfaite; que toutes les démarches sont concertées, et qu'ainsi c'est le roi qui protége les émigrés et guide la coalition de toutes les puissances de l'Europe. Ce serait donc un grand moyen de calmer les esprits et de ramener l'ordre et la tranquillité dans le royaume, que de faire cesser partout le scandale de ces rassemblements d'émigrés, qui, sans titre et sans territoire, cherchent à s'ériger en puissance, et ne pensent qu'à venger leurs injures particulières, et à faire triompher leurs prétentions.

Il paraît, monsieur, qu'une des choses dont le ministre autrichien est le plus choqué est la licence des discours et des écrits, et qu'il prétend qu'un gouvernement où de pareils excès sont tolérés, est lui-même intolérable.

Sur cet objet, nous avons posé des principes sages et établi des lois justes; mais il faut considérer que notre organisation ne fait que de naître, que les ressorts de notre nouveau gouvernement ne sont pas tous encore en activité, qu'au milieu des inquiétudes qui nous viennent en partie du dehors, il est impossible que les lois exercent au dedans tout leur empire. Que l'on cesse de nous inquiéter, de nous menacer, de fournir des prétextes à ceux qui ne veulent que le désordre, et bientôt l'ordre renaîtra.

Au reste, ce déluge de libelles dont nous avons été si complétement inondés, est considérablement diminué et diminue encore tous les jours ; l'indifférence et le mépris sont les armes avec lesquelles il convient de combattre cette espèce de fléau. L'Europe pourrait-elle s'égarer et s'en prendre à la nation française, parce qu'elle recèle dans son sein quelques déclamateurs et quelques folliculaires, et voudrait-on leur faire l'honneur de leur répondre à coups de canon ?

Je dirai plus ; s'il était possible qu'une si misérable cause entraînât les puissances étrangères dans une mesure aussi terrible que la guerre, cette guerre, quel que fût l'événement, ne détruirait point la cause pour laquelle elle aurait été entreprise ; elle ne ferait au contraire que l'accroître et lui donner plus d'activité.

Je viens, monsieur, de prononcer un grand mot, un mot qui occupe actuellement tous les esprits, un mot qui est l'objet des inquiétudes des uns et du désir des autres ; ce mot est la guerre. Vous croyez bien que le roi est à la tête de ceux qui y répugnent ; son excellent esprit, d'accord avec son cœur, cherche à en repousser l'idée. Je la regarde, dût-elle être heureuse, comme une calamité pour le royaume, et comme un fléau pour l'humanité. Mais en même temps, je peux vous l'assurer, le roi a été vivement affecté de l'office du 21 décembre; tout ce qu'on a appris depuis, soit de Bruxelles, soit de Coblentz, l'a rassuré sur les véritables dispositions de l'Empereur, et Sa Majesté désirant faire partager ce sentiment à l'assemblée nationale, m'a chargé successivement de lui communiquer tout ce qui pouvait tendre à ce but. Mais cet ordre donné à M. le maréchal de Bender, cette apparente intention de secourir l'électeur de Trèves, tandis que ce prince tenait à notre égard la conduite la plus hostile, cette annonce d'un concert inconnu entre toutes les puissances de l'Europe, la tournure et le ton de l'office ont fait une impression dont les gens les plus sages n'ont pu se défendre, et qu'il n'a pas été au pouvoir du roi d'effacer.

Je reviens à l'objet essentiel de la guerre. Est-il de l'intérêt de l'Empereur de se laisser entraîner par cette fatale mesure ? Je supposerai, si l'on veut, tout ce qu'il y a de plus favorable pour ses armées ; eh bien ! qu'en résultera-t-il ? que l'Empereur finira peut-être par être plus embarrassé de ses succès, qu'il ne l'eût été de ses revers ; et que le seul fruit qu'il retirera de cette guerre sera le triste avantage d'avoir détruit son allié, et d'avoir augmenté la puissance de ses ennemis et de ses rivaux.

Je crois donc, de la dernière évidence, que la paix convient autant à l'Empereur qu'à la France ; je crois qu'il lui convient de conserver une alliance qui désormais ne peut avoir aucun inconvénient pour lui, et qui peut lui devenir utile ; je crois qu'au lieu de prendre part à des mesures qui tendraient

à bouleverser le royaume, il doit au contraire désirer sa force et sa prospérité.

Vous devez, monsieur, chercher des explications sur trois points : 1° sur l'office du 21 décembre; 2° sur l'intervention de l'Empereur dans nos affaires ultérieures ; 3° sur ce que Sa Majesté Impériale entend par *les souverains réunis en concert pour la sûreté et l'honneur des couronnes*.

Chacune de ces explications demandées à sa justice, peut être donnée avec la dignité qui convient à sa puissance.

Une chose peut-être embarrassera la cour impériale dans l'explication que je la suppose disposée à vous donner, c'est l'affaire des princes possessionnés, dans laquelle l'Empereur s'est cru obligé d'intervenir comme chef de l'Empire. Mais j'observerai d'abord que c'est une affaire à part et qui doit être traitée différemment que celle dont il s'agit actuellement. J'ajouterai que le décret du 14 donne à cette négociation beaucoup plus de latitude qu'elle n'en avait précédemment; car, à l'exception de tout ce qui pourrait tendre à rétablir les droits féodaux sur le territoire de France, ce qui était et ce qui sera toujours impossible, tout le reste devient permis; et certainement le roi ne se refusera jamais à aucun arrangement raisonnable, et je crois pouvoir espérer que l'assemblée nationale sera disposée à adopter ce que Sa Majesté proposera sur cet objet.

Je me résume, monsieur; et je vais vous exprimer en un mot le vœu du roi, celui de son conseil, et je ne crains pas de le dire, celui de la saine partie de la nation. C'est la paix que nous voulons; nous demandons à faire cesser cet état dispendieux de guerre dans lequel on nous a entraînés, nous demandons à revenir à l'état de paix ; mais on nous a donné de trop justes sujets d'inquiétudes, pour que nous n'ayons pas besoin d'être pleinement rassurés.

N° 13.

Rapport de Dumouriez au Roi.

« Sire, lorsque vous avez juré de maintenir la » constitution qui a assuré votre couronne, lorsque » votre cœur s'est sincèrement réuni à la volonté » d'une grande nation libre et souveraine, vous » êtes devenu l'objet de la haine des ennemis de la » liberté. L'orgueil et la tyrannie ont agité toutes » les cours; aucun lien naturel, aucun traité n'a » pu arrêter leur injustice. *Vos anciens alliés vous » ont effacé du rang des despotes;* mais les Fran» çais vous ont élevé à la dignité glorieuse et so» lide de chef suprême d'une nation régénérée. » Vos devoirs sont tracés par la loi que vous avez » acceptée, et vous les remplirez tous. La nation » française est calomniée; sa souveraineté est mé» connue; des émigrés rebelles trouvent un asile » chez nos voisins; ils s'assemblent sur nos fron» tières, ils menacent ouvertement de pénétrer » dans leur patrie, d'y porter le fer et la flamme. » Leur rage serait impuissante, ou peut-être elle » aurait déjà fait place au repentir, s'ils n'avaient » pas trouvé l'appui d'une puissance qui a brisé » tous ses liens avec nous, dès qu'elle a vu que » notre régénération changerait la forme de notre » alliance avec elle, la rendrait nécessairement » plus égale.

» Depuis 1756, l'Autriche avait abusé d'un » traité d'alliance que la France avait toujours trop » respecté. Ce traité avait épuisé depuis cette épo» que notre sang et nos trésors, dans des guerres » injustes que l'ambition suscitait, et qui se termi» naient par des traités dictés par une politique » tortueuse et mensongère, qui laissait toujours » subsister des moyens d'exciter de nouvelles guer» res. Depuis cette fatale époque de 1756, la France » s'avilissait au point de jouer un rôle subalterne » dans les sanglantes tragédies du despotisme; elle » était asservie à l'ambition toujours inquiète, tou» jours agissante de la maison d'Autriche à qui elle » avait sacrifié ses alliances naturelles (1).

» Dès que la maison d'Autriche a vu dans notre » constitution que la France ne pourrait plus être » le servile instrument de son ambition, elle a juré » la destruction de cette œuvre de la raison ; elle a » oublié tous les services que la France lui avait » rendus ; enfin, ne pouvant plus dominer la na-

(1) Rien de si dangereux en diplomatie que ces phrases éloquentes dénuées de tout fondement; le sang français qui a coulé depuis 1756 à Minden, Crevelt, Wilhemsthal, a coulé pour avoir le Hanovre, et non pour l'Autriche.

» tion française, elle est devenue son ennemie im-
» placable.

» La mort de Joseph II semblait présager plus
» de tranquillité de la part de son successeur;
» Léopold qui avait appelé la philosophie dans son
» gouvernement de Toscane, paraïssait ne devoir
» s'occuper que de réparer les calamités que l'am-
» bition démesurée de son prédécesseur avait atti-
» rées sur ses États. Léopold n'a fait que paraître
» sur le trône impérial, et cependant c'est lui qui
» a cherché à exciter sans cesse contre nous
» toutes les puissances de l'Europe. C'est lui qui a
» tracé, dans les conférences de Padoue, de Rei-
» chenbach, de La Haye et de Pilnitz, les projets
» les plus funestes contre nous; projets qu'il a cou-
» verts, sire, du prétexte avilissant d'une fausse
» compassion pour Votre Majesté, pendant que
» vous déclariez que vous aviez accepté franche-
» ment, et que vous soutiendriez de tout votre
» pouvoir la constitution. C'est alors, que calom-
» niant la nation dont vous êtes le représentant hé-
» réditaire, et vous faisant l'outrage de feindre de
» ne pas croire à votre liberté et à la pureté de vos
» intentions, ce prince employait tous les ressorts
» d'une politique sombre et astucieuse, pour grossir
» le nombre des ennemis de la France, sous les pré-
» textes les moins faits pour autoriser une ligue aussi
» menaçante. C'est Léopold qui, lié depuis long-
» temps avec la Russie, pour partager les dépouilles
» de la Pologne et de la Turquie, a détaché de notre
» alliance ce roi du Nord, dont l'inquiète activité
» n'a pu être arrêtée que par la mort, au moment
» où il allait devenir l'instrument de la fureur de
» la maison d'Autriche.

» C'est Léopold qui a animé contre la France le
» successeur de l'immortel Frédéric, contre le-
» quel, par une fidélité à des traités imprudents,
» nous avions, depuis près de quarante ans, dé-
» fendu la maison d'Autriche. C'est Léopold qui
» s'est déclaré le chef d'une ligue qui tend au ren-
» versement de notre constitution. C'est lui qui,
» dans des pièces officielles que l'Europe jugera,
» invite une partie de la nation française à s'armer
» contre l'autre, cherchant à réunir sur la France
» les horreurs de la guerre civile aux calamités de
» la guerre extérieure. Tels sont les attentats de
» l'empereur Léopold contre une nation généreuse,
» qui, même depuis sa régénération, respectait ses
» traités, quelque désavantageux et quelque fu-
» nestes qu'ils fussent.

» Il est nécessaire de rapporter à Votre Majesté
» une note officielle, du 18 février, du prince de
» Kaunitz, parce que cette note est la dernière
» pièce de négociation entre l'empereur Léopold
» et Votre Majesté.

» C'est dans cette note officielle du 18 février,
» surtout, que ses projets hostiles sont à décou-
» vert. Cette note, qui est une véritable déclara-
» tion de guerre, mérite un examen réfléchi. Le
» prince de Kaunitz, qui est l'organe de son maî-
» tre, commence par dire que : (« jamais intention
» amicale et pacifique n'a été plus clairement
» énoncée et constatée que celle de S. M. I. dans
» l'affaire des rassemblements au pays de Trèves. »)
» A la vérité, la cour de Vienne avait alors fait
» sortir des Pays-Bas les émigrés armés, de peur
» que le ressentiment des Français ne les portât à
» entrer dans les provinces belgiques, où s'étaient
» faits les premiers rassemblements; où les rebel-
» les tiennent encore un état-major d'officiers gé-
» néraux en uniforme et avec la cocarde blanche,
» à la cour même de Bruxelles; où contre les ca-
» pitulations et cartels, on recevait et on reçoit
» encore journellement des bandes nombreuses, et
» même des corps entiers avec armes, bagages,
» officiers, drapeaux et caisses militaires; donnant
» ainsi une injuste protection à la désertion la plus
» criminelle, accompagnée de vol et de trahison.
» Dans le même temps, la cour de Vienne, sur la
» demande irrégulière de l'évêque de Bâle, établis-
» sait une garnison dans le pays de Porentrui, pour
» s'ouvrir une entrée facile dans le département
» du Doubs, violant, par l'établissement de cette
» garnison, le territoire du canton de Bâle, violant
» les traités qui mettent le pays de Porentrui sous
» la garantie de ce canton et de la France.

» Dans le même temps, la cour de Vienne aug-
» mentait considérablement ses garnisons dans le
» Brisgaw. Dans le même temps, la cour de Vienne
» donnait des ordres au maréchal de Bender de se
» porter avec ses troupes dans l'électorat de Trèves,
» au cas où les Français s'y porteraient, pour dis-
» siper les rassemblements de leurs rebelles émi-
» grés. A la vérité, la cour de Vienne semblait

» prescrire à l'électeur de Trèves de ne plus tolé- » rer ces rassemblements ; à la vérité aussi, ce » prince ecclésiastique semblait, pour un moment, » dans l'intention de dissiper ces attroupements, » mais tout cela n'était qu'illusoire ; on cherchait » à abuser votre ministre à Trèves, par des men- » songes, et à l'intimider par des outrages. Les » attroupements ont recommencé à Coblentz en » plus grand nombre, leurs magasins sont restés » dans le même état, et la France n'a vu dans » toute cette affaire, qu'un jeu perfide, des mena- » ces et de la violence.

» M. de Kaunitz ajoute : (« que la nature et le » but légitime des propositions, de concert faites » par l'Empereur au mois de juillet 1791, aussi » bien que la modération et l'intention amicale de » celle qu'il fit au mois de novembre suivant, n'ont » pu échapper à la connaissance du gouvernement » français. ») Cet aveu du prince de Kaunitz con- » firme les desseins hostiles de la cour de Vienne ; » il prouve, qu'au mépris de son alliance, il pro- » voquait les autres puissances de l'Europe à for- » mer contre la France une ligue offensive, qui » n'est que suspendue par la lettre circulaire du » prince de Kaunitz, du 12 novembre.

» M. de Kaunitz dit ensuite : (« que toute l'Eu- » rope est convaincue avec l'Empereur que ces » *gens* notés par la dénomination du parti *jacobin,* » voulant exciter la nation d'abord à des armements » et puis à sa rupture avec l'Empereur, après avoir » fait servir des rassemblements dans les États de » Trèves, de prétextes au premier, cherchent » maintenant d'amener des prétextes de guerre par » les explications qu'ils ont provoquées avec Sa » Majesté Impériale d'une manière astucieuse et » accompagnées de circonstances, calculées visi- » blement à rendre difficiles à ce prince de concilier » dans ses réponses les intentions pacifiques et » amicales qui l'animent, avec le sentiment de sa » dignité blessée et de son repos compromis par les » fruits de leur manœuvre. »)

» Cette phrase obscure contient une fausseté, » une injure. Ce que M. Kaunitz désigne par des » *gens,* c'est l'assemblée, c'est la nation entière » exprimant son vœu par des représentants ; ce » n'est point un club qui a demandé des explica- » tions catégoriques ; et on voit, dans la distinc- » tion que fait le ministre autrichien, le projet » perfide de représenter la France comme en proie » à des factions qui ôtent tout moyen de négocier » avec elle. Le reste de cette note est une explosion » de son humeur contre ce qu'il nomme le parti » des jacobins, qu'il qualifie de *secte pernicieuse.*

» La mort de l'empereur Léopold aurait dû » amener d'autres principes de négociations ; mais » le système de la maison d'Autriche est toujours » le même, et le changement des princes qui gou- » vernent n'y apporte aucune variation.

» Le roi de Bohême et de Hongrie, sollicité de » répondre catégoriquement pour faire cesser les » inquiétudes des deux nations, et pour opérer la » tranquillité de l'Europe, a fait connaître ses der- » nières résolutions à Votre Majesté, par une der- » nière note du prince de Kaunitz, datée du 18 mars.

» Comme cette note est l'*ultimatum* de la cour » de Vienne, comme elle est encore plus provo- » quante que toutes les autres pièces de cette » négociation, elle mérite aussi un examen réfléchi. » Le premier mot de cette note est une injure artifi- » cieuse : *le gouvernement français ayant demandé* » *des éclaircissements catégoriques,* etc., etc. » Sire, il n'est donc plus question du roi des Fran- » çais. M. de Kaunitz vous sépare de la nation pour » faire croire que vous n'êtes pas libre, que vous » n'êtes pour rien dans les négociations, et que » vous n'y prenez aucun intérêt. L'honneur de » Votre Majesté est engagé à démentir cette perfide » insinuation.

» M. de Kaunitz dit ensuite : (« Mais à plus » forte raison convenait-il à la dignité de grandes » puissances de réfuter avec franchise, et de ne » point traiter d'insinuations confidentielles qui » puissent être dissimulées dans la réponse, des » imputations et des interprétations auxquelles se » trouvaient mêlés les mots de *paix* ou de *guerre,* » et accompagnées de provocations de tout genre. »)

» Certainement, le ministre des affaires étrangè- » res doit regretter d'avoir placé dans une telle » négociation des insinuations confidentielles ; mais » il ne pouvait pas imaginer que le prince de Kau- » nitz aurait la perfidie de les tronquer et de les » dénaturer, pour en abuser. Et si la négociation » reprenait une tournure pacifique, la première » démarche de Votre Majesté serait de demander

» au roi de Bohême et de Hongrie la punition d'un » premier ministre infidèle, qui, par des abus de » confiance, s'est efforcé d'aliéner le cœur de ce » jeune monarque, et de rendre irréconciliables » deux nations faites pour s'estimer.

» Le prince de Kaunitz parle ensuite : (« de la » justice des motifs sur lesquels se fondent les ex- » plications données par ordre de feu l'Empereur »), » et il ajoute : (« que le roi de Hongrie adopte com- » plétement sur ce point les sentiments de son » père. ») Il dit ensuite : (« qu'on ne connaît point » d'armement et de mesures dans les États autri- » chiens, qui puissent être qualifiés de préparatifs » de guerre. »)

» Le contraire est prouvé, le concert des puis- » sances est connu, les armées autrichiennes s'as- » semblent, les places fortes s'élèvent, les camps » sont tracés, les généraux et les armées sont dé- » signés, et le prince de Kaunitz oppose à tant » de faits une dénégation dénuée de toute vraisem- » blance. C'est à nous qu'il dit : (« que les troubles » des Pays-Bas sont suscités par les exemples de » la France et par les coupables menées des jaco- » bins. ») Comme si les troubles des Pays-Bas » n'avaient pas précédé la révolution française ; » comme s'il avait pu oublier que l'assemblée con- » stituante avait refusé de prendre aucune part à » ces troubles.

» M. de Kaunitz ajoute : (« Quant au concert » dans lequel feu Sa Majesté Impériale s'est enga- » gée avec les plus respectables puissances de » l'Europe, le roi de Hongrie et de Bohême ne » saurait anticiper sur leurs opinions et sur leur » détermination commune ; mais toutefois il ne croit » point qu'elles jugeront convenable ou possible » de faire cesser ce concert, avant que la France » ne fasse cesser les motifs graves qui en ont pro- » voqué ou nécessité l'ouverture. ») Voilà donc, » le roi de Bohême et de Hongrie, accédant à la » ligue formée par son père contre la France, dé- » clarant que cette ligue doit durer jusqu'à ce que » nous ayons soumis notre constitution à son ju- » gement et à sa révision ; le voilà donc, avouant » un traité qui rompt formellement celui de 1756.

(« Mais, dussent leurs desseins et leurs artifices » prévaloir, Sa Majesté se flatte que du moins la » partie saine et principale de la nation envisagera » alors, comme une perspective consolante d'ap- » pui, l'existence d'un concert, dont les vues sont » dignes de sa confiance et de la crise la plus im- » portante qui ait jamais affecté les intérêts com- » muns de l'Europe. ») On ne dissimule pas même, » dans ces perfides expressions, le projet d'armer » les citoyens ; c'est ainsi que ce ministre octogé- » naire lance au milieu de nous, d'une main débile, » le tison de la guerre civile.

» Non, sire, les Français ne se désuniront pas, » lorsque la France sera en danger. Beaucoup d'é- » migrés quitteront les étendards criminels qu'ils » ont suivis, rougiront de leurs erreurs, et vien- » dront les expier en combattant pour la patrie. » Votre Majesté donnera l'exemple du civisme, en » ressentant les injures qui sont faites à la nation.

» Lorsque vous m'avez chargé du ministère des » affaires étrangères, j'ai dû remplir la confiance » de la nation et la vôtre, en employant en votre » nom le langage énergique de la raison et de la » vérité. Le ministre de Vienne, se voyant trop » pressé par une négociation pleine de franchise, » s'est renfermé en lui-même, et s'est référé à cette » note du 18 mars, dont je viens de vous présen- » ter l'analyse ; cette note est une véritable décla- » ration de guerre. Les hostilités n'en sont que la » conséquence ; car l'état de guerre ne consiste » pas seulement dans les coups de canon, mais » dans les provocations, les préparatifs et les in- » sultes.

» Sire, de cet exposé il résulte : 1° que le traité » de 1756 est rompu par le fait de la maison » d'Autriche ; 2° que le concert entre les puissan- » ces, provoqué par l'empereur Léopold au mois » de juillet 1791, confirmé par le roi de Hongrie » et de Bohême, d'après la note du prince de Kau- » nitz, du 18 mars 1792, qui est l'*ultimatum* des » négociations, étant dirigé contre la France, est » un acte d'hostilité formel ; 3° qu'ayant mandé, » par ordre de Votre Majesté, *qu'elle se regarde- » rait décidément comme en état de guerre*, *si le » retour du courrier n'apportait pas une déclara- » tion prompte et franche en réponse aux deux » dépêches des* 19 *et* 27 *mars*, cet *ultimatum*, » qui n'y répond point, équivaut à une déclaration » de guerre ; 4° que dès ce moment il faut ordon- » ner à M. de Noailles de revenir en France sans

» prendre congé, et cesser toute correspondance
» avec la cour de Vienne.

» Après toutes les réflexions qu'entraîne une » détermination aussi importante, dans laquelle il » s'agit de peser avec l'équité la plus rigoureuse, » d'un côté, de ne pas soutenir et venger la sou- » veraineté méconnue de la nation française; de » l'autre, les calamités que peut entraîner la » guerre;

» Considérant que les circonstances impérieuses » où nous nous trouvons, et qui deviennent de » jour en jour plus importantes par l'approche de » différents corps de troupes autrichiennes qui s'as- » semblent de toutes parts sur nos frontières, nous » ont amenés au point de prendre un parti décisif.

» Le 29 novembre, députation de l'assemblée » nationale au roi pour l'inviter à prendre les me- » sures les plus fermes, mettre fin aux attroupe- » ments et enrôlements qui se faisaient sur les » frontières, et pour exiger une réparation en fa- » veur des citoyens français qui avaient reçu des » outrages.

» Le 14 décembre, le roi témoigne à l'assemblée » nationale la confiance qu'il avait encore, à cette » époque, dans les bonnes dispositions de l'Em- » pereur, en ajoutant qu'il prenait en même temps » les mesures militaires les plus propres à faire » respecter ses déclarations; et que si elles n'étaient » point écoutées, il ne lui resterait qu'à proposer » la guerre. C'est alors que l'assemblée nationale » décrète le développement des forces qui garnis- » sent les frontières de l'Empire.

» Le 14 janvier, l'assemblée nationale invite le » roi à demander à l'Empereur, au nom de la nation » française, des explications claires et précises sur » ses dispositions; elle fixe le terme du 10 février » pour les réponses; et à défaut de réponse, *ce pro- » cédé de l'Empereur sera envisagé par la nation » comme une rupture du traité de* 1756, *et comme » une hostilité.*

» Le 25 janvier, l'assemblée nationale donne un » décret en cinq articles, dont le troisième pro- » longe le terme fatal donné à l'Empereur, jus- » qu'au premier mars, et ajoute que *son silence, » ainsi que toutes réponses évasives ou dilatoires, » seront regardées comme une déclaration de » guerre.*

» Considérant que, depuis l'époque de la régé- » nération, la nation française est provoquée par » la cour de Vienne et ses agents de la manière la » plus intolérable; qu'elle a continuellement essuyé » des outrages en la personne de M. Duveyrier, » envoyé par le roi, et retenu indignement en état » d'arrestation; dans celle d'un grand nombre de » citoyens français outragés ou emprisonnés dans » les différentes provinces de la domination autri- » chienne, par haine pour notre constitution, pour » notre uniforme national et pour les couleurs dis- » tinctives de notre liberté;

» Considérant, que dans toute la constitution il » ne se trouve aucun article qui autorise le roi à dé- » clarer que la nation est en état de guerre; qu'au » contraire, dans l'article 2, section 1re du chap. III: » *De l'exercice du pouvoir législatif,* il est dit ce » qui suit : « La guerre ne peut être décidée que » par un décret du corps législatif, rendu sur la » proposition formelle et nécessaire du roi, et » sanctionné par lui. » Qu'ainsi, ce n'est pas un » conseil que le roi peut demander; mais une pro- » position formelle qu'il doit nécessairement faire » à l'assemblée nationale;

» Considérant enfin que le vœu prononcé de la » nation française est de ne souffrir aucun outrage, » ni aucune altération dans la constitution qu'elle » s'est donnée; que le roi, par le serment qu'il a » fait de maintenir cette constitution, est devenu » dépositaire de la dignité et de la sûreté de la na- » tion française : je conclus à ce que, forte de la » justice de ces motifs et de l'énergie du peuple » français et de ses représentants, Sa Majesté, ac- » compagnée de ses ministres, se rende à l'assem- » blée nationale, pour lui proposer la guerre con- » tre l'Autriche. »

N° 14.

Déclaration de guerre, 20 *avril* 1792.

« L'assemblée nationale, délibérant sur la pro- » position formelle du roi, considérant que la cour » de Vienne, au mépris de ses traités, n'a cessé » d'accorder une protection ouverte aux Français » rebelles; qu'elle a provoqué et formé un concert

» avec plusieurs puissances de l'Europe, contre » l'indépendance et la sûreté de la nation française; » que François II, roi de Hongrie et de Bohême, » a, par ses notes des 18 mars et 7 avril derniers, » refusé de renoncer à ce concert; que malgré la » proposition qui lui a été faite par la note du 11 » mars 1792, de réduire, de part et d'autre, à » l'état de paix, les troupes sur les frontières, il » a continué et augmenté des préparatifs hostiles; » qu'il a formellement attenté à la souveraineté de » la nation française, en déclarant vouloir soute- » nir les prétentions des princes allemands pos- » sessionnés en France, auxquels la nation fran- » çaise n'a cessé d'offrir des indemnités; qu'il a » cherché à diviser les citoyens français, et à les » armer les uns contre les autres, en offrant aux » mécontents un appui dans le concert des puis- » sances; considérant enfin que ce refus de répondre » aux dernières dépêches du roi des Français ne » laisse plus d'espoir d'obtenir, par la voie d'une » négociation amicale, le redressement de ces dif- » férents griefs, et équivaut à une déclaration de » guerre; décrète qu'il y a urgence.

» L'assemblée nationale déclare que la nation » française, fidèle aux principes consacrés par sa » constitution, *de n'entreprendre aucune guerre* » *dans la vue de faire des conquêtes, et de n'em-* » *ployer jamais ses forces contre la liberté d'au-* » *cun peuple*, ne prend les armes que pour la dé- » fense de sa liberté et de son indépendance; que la » guerre qu'elle est obligée de soutenir, n'est point » une guerre de nation à nation, mais la juste dé- » fense d'un peuple libre contre l'injuste agression » d'un roi; que les Français ne confondront jamais » leurs frères avec leurs véritables ennemis; qu'ils » ne négligeront rien pour adoucir le fléau de la » guerre, pour ménager et conserver les propriétés, » et pour faire retomber sur ceux-là seuls qui se li- » gueront contre sa liberté, tous les malheurs insé- » parables de la guerre; qu'elle adopte d'avance tous » les étrangers qui, abjurant la cause de ses enne- » mis, viendront se ranger sous ses drapeaux, et » consacrer leurs efforts à la défense de sa liberté; » qu'elle favorisera même, par tous les moyens qui » sont en son pouvoir, leur établissement en France; » délibérant sur la proposition formelle du roi, et » après avoir decrété l'urgence, décrète la guerre » contre le roi de Hongrie et de Bohême. »



HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE II.

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1792.

Emplacement des forces des deux partis. — La guerre étant déclarée, Dumouriez présente un plan défectueux pour l'invasion de la Belgique. — Déroute des Français devant Mons et Tournay. — Le corps de Lafayette arrive à Philippeville, se rapproche de Maubeuge et soutient un combat contre Starray. — Entreprise mal conçue de Luckner sur Courtray et Furnes. — Les Russes entrent en Pologne. — Les troupes prussiennes s'avancent sur le Rhin. — Manifeste imprudent du duc de Brunswick. — Les Français en sont indignés. — Journées du 20 juin et du 10 août. — Le roi est prisonnier au Temple. — Fuite de Lafayette. — Dumouriez prend le commandement en chef. — Le conseil exécutif ordonne la concentration des forces dans l'Argonne.—Le roi de Prusse après avoir soumis Longwy et Verdun, entraîné par les conseils des émigrés passe la Meuse, et s'avance sur Châlons : sa précipitation loin de sauver Louis XVI en accélère la chute. — Le tocsin sonne à Paris pour appeler les volontaires aux frontières. — Massacres des 2 et 3 septembre. — La république est proclamée. — Dumouriez tourné par les Prussiens tient ferme dans l'Argonne et se réunit à Kellermann et aux renforts tirés du Nord. — Canonnade de Valmy. — Les alliés dégoûtés par ce simulacre de combat et par les maladies, effrayés de voir les promesses des émigrés dénuées de fondement, prennent le parti de la retraite et sont trop heureux de l'exécuter. — Custine profite du départ des Autrichiens pour déboucher de Landau sur Mayence, dont il s'empare au moyen des intelligences qu'il s'est ménagées. — Le duc Albert avec l'armée des Pays-Bas bombarde Lille sans succès. — Embarras des Prussiens; ils s'en tirent par une retraite précipitée sur Coblentz. — Dumouriez, au lieu de les poursuivre et de couper les Autrichiens en Belgique, fait un grand détour pour aller attaquer de front le duc Albert vers Mons. — Le roi de Sardaigne ayant accédé le 12 juillet à la coalition, Montesquiou soumet la Savoie, et Anselme envahit la comté de Nice.

CHAPITRE V.

Premières opérations des armées du Nord, du Centre et du Rhin.

L'assemblée nationale, décidée à relever le gant qu'on lui avait jeté par la déclaration de Pilnitz, ordonna la formation de quatre armées.

Au nord, le maréchal Rochambeau commandait, de Dunkerque à Philippeville, 40,000 hommes, 8,000 chevaux.

Au centre, le général Lafayette avait 45,000 hommes et 7,000 chevaux, chargés de la défense entre Philippeville et la Lauter.

Le maréchal Luckner, avec 35,000 hommes d'infanterie et 8,000 de cavalerie, observait le cours du Rhin depuis sa sortie de la Suisse jusqu'à Lauterbourg.

Au midi, le général Montesquiou avec 50,000 hommes, devait observer les Alpes et les Pyrénées; mais cette dernière armée n'était pas rassemblée, et se trouvait encore répandue dans les garnisons de l'intérieur et de ces deux frontières. La divergence et l'éloignement des ailes de ce commandement, indiquent assez qu'à cette époque on ne craignait encore rien des cours de Turin et de Madrid.

Ces armées, imposantes seulement sur les tableaux d'organisation, devaient encore s'affaiblir de moitié pour mettre des garnisons dans les places, dès l'instant où elles étaient restreintes à la défensive. D'ailleurs, les troupes excitées par les agitateurs, comme on l'a vu au chapitre IV, éprouvaient tous les funestes effets de l'esprit d'insubordination, si imprudemment introduit parmi elles.

Le maréchal Rochambeau s'était empressé de prendre des mesures pour la défense des frontières qui lui étaient confiées. Les places de première ligne furent mises en bon état, et des camps retranchés établis à Sedan, Maubeuge et Dunkerque, couvrirent les ailes et le centre de ce front d'opérations.

Malgré leurs dispositions hostiles, les cabinets européens n'avaient fait aucun préparatif sérieux, et tout jusqu'ici s'était borné de leur part à des menaces. La cour de Madrid hésitait à rompre les nœuds d'une alliance dont le maintien faisait la base de sa propre conservation. L'Angleterre observait encore une neutralité perfide. Les troupes de Catherine, à peine disponibles par la paix de Jassy, se rapprochaient des frontières méridionales de la Pologne, où elles avaient une destination plus convenable à ses intérêts que la course chevaleresque méditée par Gustave. L'Autriche et la Prusse se trouvaient donc les seules puissances engagées dans l'arène, et les princes de Hesse, qui n'étaient guère que des généraux prussiens, avaient résolu d'y joindre quelques auxiliaires.

C'était beaucoup que la Prusse mit en campagne 50,000 hommes pour une expédition si loin de sa base. L'Empereur n'en avait pas 40,000 en Belgique et plus de 25,000 sur le Rhin. On ne savait pas ce qu'était devenu le brillant état militaire de Joseph II; si la guerre contre les Turcs en diminua les cadres, on avait eu tout le temps, depuis les conférences de Pilnitz, de réparer les pertes, et ce n'eût pas été un effort bien extraordinaire pour la monarchie autrichienne de porter 80,000 hommes vers Mayence ou Philipsbourg. Elle s'était contentée d'en rassembler 7 à 8,000 aux ordres du prince d'Esterhazy pour couvrir le Brisgau, et 18 à 20,000, sous le prince de Hohenlohe-Kirchberg, dans les environs de Rastadt. A ces faibles moyens, il faut ajouter les différents corps d'émigrés cantonnés dans le pays de Trèves et de Coblentz, et celui de Condé organisé dans le margraviat de Baden.

Ces forces mises en mouvement après la déclaration de guerre, n'étaient attendues sur le Rhin qu'à la fin de juillet.

Par suite des stipulations arrêtées entre les cours de Vienne et de Berlin, l'armée principale de la coalition, forte d'environ 100,000 hommes, devait être confiée au duc de Brunswick, dont nous avons rapporté plusieurs exploits comme prince héréditaire (Voyez *l'Histoire de la guerre de sept ans*). Elle était destinée à agir par le centre contre la frontière de Champagne, tandis que des corps moins nombreux garderaient la défensive en Belgique et sur le Rhin afin de couvrir ses flancs.

Nous développerons le plan de cette invasion au chapitre qui en rendra compte, nous bornant dans celui-ci à retracer les premiers coups portés en Flandre, qui, contre l'attente du cabinet de Vienne, devint d'abord le théâtre des opérations; mais avant tout, il ne sera pas inutile de rappeler l'état dans lequel se trouvait ce pays.

La lutte sanglante qui délivra les Provinces-Unies du joug de Philippe II, et les événements qui enlevèrent la Belgique au domaine de Philippe V, pour la faire passer à la maison d'Autriche, après la guerre de la succession d'Espagne, sont assez connus. On sait également que la république de Hollande et l'Angleterre, présidant aux fameux traités d'Utrecht et de Munster, firent souscrire le cabinet de Vienne au traité des Barrières et à la clôture de l'Escaut.

L'industrie, qui, pendant deux siècles, avait fait des Pays-Bas la contrée la plus florissante de l'Europe, suivit bientôt sa marche ordinaire; perfectionnée chez les nations voisines, contrariée dans son essor par les guerres civiles et celles contre Louis XIV, elle quitta les villes de la Flandre et du Hainaut, pour se réfugier en Angleterre, en Allemagne et même en France.

Les changements survenus dans ces provinces, étaient les résultats de la situation générale des affaires, et non de la domination impériale. Depuis un siècle la Belgique jouissait d'un repos qui ne fut troublé que par les quatre campagnes du maréchal de Saxe, auxquelles la paix d'Aix-la-Cha-

pelle mit fin en 1748. Quoique déchue de sa splendeur, elle était encore riche et heureuse; la maison d'Autriche l'administrait avec douceur : si elle en retirait des soldats et des impôts, ces charges, étaient cependant modérées et réparties par les états du pays. Le gouvernement autrichien essentiellement paternel, a pour principe de se contenter d'acquérir des provinces, sans renverser leur administration intérieure, ni les fouler par des institutions contraires à leurs usages. Les libertés dont jouit le Tyrol, et les droits des diètes hongroises en sont la preuve.

Cette longue tranquillité fut un instant troublée; Joseph II, après s'être affranchi de la sujétion du traité des Barrières, avait essayé de rétablir la liberté de l'Escaut; non content de travailler ainsi à la prospérité de ces provinces, il voulut étendre ses réformes sur leurs institutions et attaquer l'objet de leurs affections. Nous avons déjà dit, dans le chapitre Ier, que poussé par un esprit de perfectionnement qui ne plaît pas toujours aux peuples, comme l'Espagne et la Vendée l'ont prouvé de nos jours, ce prince porta atteinte aux droits de la noblesse, du clergé et des universités. Les états de la Flandre, puis ceux du Brabant', protestèrent avec force contre ces innovations, et l'Empereur employant tour à tour les voies de rigueur et de conciliation, parvint à contenir le pays dans l'obéissance jusqu'en 1789. Alors la sévérité de ses généraux n'étant pas soutenue par des forces suffisantes, les états profitèrent de l'embarras où il se trouvait, par la guerre avec les Turcs, pour secouer le joug; les faibles garnisons autrichiennes furent attaquées et chassées sur Luxembourg; les états se declarèrent indépendants, après avoir déchu l'Empereur de sa souveraineté. Une espèce de république fédérative, fut d'abord créée et gouvernée par un congrès que dirigeaient Vandernoot et le chanoine Van Eupen; elle avait une petite armée de 20,000 hommes, et une milice, ou pour mieux dire, une levée en masse nombreuse qui n'exista jamais que sur le papier. Mais la division ne tarda pas à se glisser parmi les mécontents; les villes étaient menées par la populace, en Flandre surtout; le Brabant était soumis aux moines et aux nobles, et le clergé dominait également dans le Hainaut. Quoi qu'il en soit, la Prusse et l'Angleterre favorisant ces insurgés, pour faire diversion à l'alliance de Joseph et de Catherine, leur fournirent des armes et des officiers; le général en chef Schonfeld était prussien, et des aventuriers de tous les pays grossirent leurs rangs. Peut-être la France même ne vit-elle pas sans plaisir cette levée de bouclier, dont le résultat devait tourner à son avantage, dès que l'indépendance de la Belgique en serait le prix. Si ses liaisons avec le cabinet de Vienne, depuis 1756, l'empêchaient d'en profiter ouvertement, elle n'en envoya pas moins des agents secrets près du congrès : Dumouriez, déjà connu par ses missions en Pologne et par ses connaissances politiques et militaires, s'étant rendu sur les lieux à cette époque, fut soupçonné de ne pas y être sans mission du gouvernement. Après la paix avec les Turcs et les conférences de Reichenbach, où le sort de la Belgique fut stipulé, le maréchal Bender rentra en forces dans ces provinces, et les soumit à la suite de quelques combats. Léopold, qui avait succédé à Joseph, fut reconnu, et rendit à son tour au pays ses anciens priviléges. Les actes de sévérité inséparables d'un mouvement insurrectionnel de cette espèce, firent nécessairement beaucoup de mécontents : d'ailleurs, en modifiant les mesures de Joseph, le cabinet de Vienne n'avait pas détruit tout conflit d'intérêts, ni étouffé tous les germes d'ambition.

Ces considérations, jointes à la situation respective des armées, en 1792, firent penser à Dumouriez, qu'il suffirait de se présenter pour rappeler les patriotes brabançons sous les drapeaux. Il ne songeait pas que l'influence des hommes qui leur avait mis les armes à la main, était bien diminuée par la réaction, et que d'ailleurs, ils n'abondaient point dans le sens de la révolution française; elle avait sans doute un grand nombre de partisans dans la bourgeoisie des villes, mais ils se trouvaient disséminés et retenus par la crainte.

Des apparences si séduisantes peuvent expliquer les projets conçus par le ministre-général, lorsqu'il provoqua la déclaration de guerre, et la persévérance avec laquelle il poursuivit le plan d'invasion des Pays-Bas. Plus tard, il convint lui-même avoir formé des projets d'indépendance pour ces provinces dont il se flattait de devenir le Washington. Le rôle qu'il avait joué près de Van

Eupen et de Vandernoot, put lui inspirer, dès ces premiers temps, l'idée de confédérer de nouveau le pays; une exacte connaissance des individus qui y avaient figuré, lui donnait l'espoir de se mettre à la tête de la nouvelle république. On ignore toutefois si ce beau rêve ne lui fut suggéré que par la mauvaise tournure des affaires, en février 1793, ou s'il n'en avait pas déjà le projet dès le début des hostilités.

L'administration de ces importantes provinces était confiée à une espèce de ministère. L'archiduchesse Christine, ou son époux le duc Albert de Saxe-Teschen, présidait le conseil, formé par le comte de Mercy, ministre à Paris, négociateur du fameux projet de médiation armée, et par les comtes de Trautmansdorf et de Metternich. Ces vieux arcs-boutants de la diplomatie aulique administraient le pays avec plus de justice et de modération que de génie.

A l'approche de la rupture, le duc Albert avait rassemblé ses forces disponibles en trois corps. A la droite, le comte de Latour fut chargé de couvrir Tournay et tout l'espace jusqu'à la mer. Le corps de bataille s'établit à Leuze; la gauche, quoique point décisif de tout le théâtre de la guerre, ne fut composée que d'un petit corps chargé de la garde de Mons. Toutes ces forces actives s'élevaient, indépendamment des garnisons, à 32,000 hommes, avec un parc d'artillerie nombreux.

On sait que Joseph II, non content de s'affranchir du traité des Barrières, avait fait raser toutes les places, comme trop onéreuses en temps de paix et trop difficiles à soutenir en temps de guerre. La seule forteresse de Luxembourg et le château de Namur, avaient été exceptés de cette mesure, et devinrent par cela même, comme par leur position stratégique, les clefs des Pays-Bas : les citadelles de Mons, de Tournay, d'Anvers avaient été aussi conservées comme postes à l'abri d'un coup de main.

Dans cette situation des choses, la tâche de couvrir ces provinces lointaines, était fort délicate; tout le front d'opérations en Flandre, assurait aux Français une supériorité immense pour l'offensive, à cause des points de départ que leurs nombreuses places leur offraient pour tomber sur l'ennemi partout où ils le jugeraient convenable. A ces chancee défavorables pour les Impériaux, se joignaient encore les défauts de leur ligne de retraite; celle-ci courant jusqu'au Rhin presque parallèlement à cette frontière hérissée de boulevards, on devait s'attendre à chaque instant, à voir les Français déboucher en forces sur les communications, s'en emparer, et contraindre les Autrichiens à évacuer le pays, et peut-être même à se faire jour. Heureusement pour le duc, que ni lui, ni ses adversaires ne jugèrent tous les dangers de sa position.

L'espoir assez fondé de conquérir la Belgique, avant que les alliés fussent en mesure de soutenir le faible corps chargé de la défendre, était la seule excuse que les provocateurs de la déclaration de guerre pussent alléguer; et il n'y avait que le succès de cette opération qui pût justifier une lutte si impolitique.

En effet, les armées françaises du Nord et du Centre ne comptant pas moins de 100,000 hommes, auraient pu laisser quelques garnisons dans les places, jeter 60,000 combattants sur la gauche du duc Albert, et après l'avoir écrasée à Mons, se rabattre sur le reste de son corps afin de l'acculer à la mer du Nord; mais alors la stratégie était à son berceau : un tel mouvement n'entrait guère dans la tête des généraux.

Le vieux maréchal de Rochambeau, s'exagérant le dénûment de toutes les parties du service administratif, craignant l'insubordination des troupes, et n'ayant qu'une faible confiance dans ses bataillons de volontaires, était d'avis de rester sur la défensive, et de rassembler le gros de son armée à Famars.

Dumouriez voulait surprendre l'ennemi, profiter de sa dissémination, de son étonnement, et de l'esprit révolutionnaire qui couvait encore en Belgique pour tomber sur Bruxelles.

Le roi avait d'abord adopté le plan du maréchal, mais Dumouriez appuyé du crédit des girondins, fit prévaloir le sien. S'il faut en croire ce que ce ministre dit lui-même dans l'histoire de sa vie, Lafayette consulté sur cette invasion, l'aurait approuvée au fond, et se serait chargé de l'exécuter avec 50,000 hommes, qu'on eût rassemblés par une marche concentrique au confluent de la Sambre et de la Meuse, pour déboucher de Namur vers Liége. Ce général fut ainsi le seul qui saisit le point

décisif, et prouva par cette circonstance qu'il eût fait la guerre avec distinction, si le sort n'en avait décidé autrement.

Soit que le ministre ne fût pas doué d'un jugement militaire assez profond pour découvrir la supériorité du plan de Lafayette, soit qu'il eût de la répugnance à rendre justice à son émule, ou enfin que ce dernier eût perdu toute la confiance des révolutionnaires, en se rapprochant de la cour, et que l'on craignît de lui donner trop d'influence en lui accordant un si beau commandement, sa proposition fut rejetée, et l'invasion, exécutée de la manière la plus contraire aux principes de l'art, eut l'issue qu'on devait en attendre.

Pour concilier toutes les opinions, prendre un peu de chaque projet, on résolut de déboucher sur 4 colonnes : la 1re de 1,500 hommes, de Dunkerque sur Furnes; la 2e de 4,000, de Lille sur Tournay; la 3e de 10,000, de Valenciennes sur Mons; enfin Lafayette, après avoir rassemblé un corps de 12,000 hommes à Givet, se dirigeait sur Namur, afin de déborder la gauche des Impériaux. Ces forces réunies devaient être successivement renforcées, et marcher selon l'occurrence sur Liége ou Bruxelles.

Il n'est pas difficile de se convaincre des vices de cette disposition : en débutant par des opérations décisives, il était puéril de laisser des garnisons complètes dans des places couvertes par les mouvements mêmes de l'armée, et qu'on pouvait, sans danger, confier à la garde nationale renforcée de quelques bataillons. Il était surtout ridicule de ne renforcer que successivement l'armée expéditionnaire; car c'était dire, en d'autres termes : « L'ennemi a 35,000 hommes en Belgique, mettez» vous à la tête de 25,000, chassez-le, et quand vous » l'en aurez expulsé, on vous enverra 60,000 hom» mes ; » combinaison bizarre, aussi fausse comme manœuvre de guerre que comme opération politique.

Le maréchal Rochambeau, encore tout occupé des préparatifs de défense qu'il avait proposés, reçut le 24 avril l'ordre d'exécuter le plan du ministère ; bien qu'il différât essentiellement du sien, il crut, néanmoins, de son devoir d'y procéder sans retard.

Lafayette, de son côté, se mit en mouvement à la fin d'avril, et laissant 24,000 hommes à Dun, et Tiercelet pour couvrir le centre, qui n'était menacé alors que par une poignée d'émigrés peu en mesure de prendre l'offensive, il se dirigea avec l'élite de son corps par Stenai, Sedan et Mezières sur Givet, où il arriva le 29 après avoir fait plus de cinquante lieues en quatre jours.

Les trois colonnes de l'armée du Nord s'ébranlèrent le 28. Le général Dillon, partant de Lille avec 4,000 hommes, donna le 29 au matin, vers Lamain, sur l'ennemi qui marchait au-devant de lui. Peu préparées à cette apparition subite, comme si à la guerre on marchait à l'ennemi pour ne pas le rencontrer, les troupes françaises voulurent se replier sur Baizieux ; mais poursuivies par quelques escadrons et batteries légères qui culbutèrent l'arrière-garde, elles se sauvèrent dans le plus grand désordre à Lille, criant de toutes parts *à la trahison!* Le général Dillon blessé par ses propres soldats, entraîné dans leur déroute, fut massacré par la populace. Les Autrichiens, stupéfaits d'avoir remporté une victoire si facile, rentrèrent à Tournay avec 6 pièces de canon et un butin considérable.

D'un autre côté la plus forte attaque, partie de Valenciennes aux ordres de Biron, s'avança sur deux colonnes vers Quareignon. Beaulieu qui commandait sur ce point, avait garni de tirailleurs le ravin qui porte le nom de ce village, et rassemblé 4,000 hommes sur les hauteurs de Jemmapes, qui acquirent depuis tant de célébrité. Le général français fit déployer ses troupes, engagea une canonnade et porta une colonne dans le ravin. Mais 2,000 chevaux autrichiens s'étant montrés à l'improviste, Biron crut prudent d'ordonner la retraite sur Bossu. A peine les troupes sont-elles établies, que deux régiments de dragons se précipitent vers l'infanterie, criant : *nous sommes trahis!* et prennent en désordre la route de Valenciennes, où la majeure partie du corps, sourde à la voix de Dampierre et de Biron, ne tarde pas à les suivre. Le reste rallié à Hornu, et attaqué le 30 au matin par Beaulieu, renouvela la scène de la veille, et s'enfuit dans le plus grand désordre d'abord à Quiévrain, puis à Valenciennes. Le maréchal de Rochambeau eut la plus grande peine à rassembler les fuyards derrière la Ronelle. Beaulieu satisfait de la capture de quelques pièces de canon et d'une centaine de prison-

niers, ramena sa petite troupe chargée de butin dans sa première position.

A l'extrême gauche, le général Carle s'était avancé avec sa faible colonne, de Dunkerque sur Furnes, où il répandit des proclamations : la nouvelle des événements de Lille et de Mons le fit bientôt rentrer dans son camp.

A la première nouvelle de l'approche des Français, le duc Albert avait ordonné un mouvement tardif vers sa gauche, en portant 10,000 hommes du camp de Leuze sur Mons, et prescrivant à Starray de se prolonger avec 5 à 6,000 hommes, sur la direction de Charleroy pour couvrir la Sambre.

Tandis que ces scènes ridicules se passaient à l'armée du Nord, Lafayette avait poussé son avant-garde vers Bouvines et Flamignolles, se disposant à marcher sur Namur : instruit de ces déroutes et de la marche du corps de Starray, il jugea que le seul parti à prendre était de revenir au camp de Rancennes.

Malgré le peu d'importance militaire de cette entreprise, les résultats en sont trop singuliers pour ne pas faire naître de pénibles réflexions. Sans doute le conseil commit une faute grave, de confier l'exécution d'un plan à un général qui le désapprouvait et pour lequel il devait être, en quelque sorte, un sujet de mortification.

Mais il faut convenir, cependant, que ces cris de trahison élevés à la même heure vers Mons et sous Lille, cet empressement de deux généraux français à ordonner un mouvement rétrograde aussitôt qu'ils aperçurent l'ennemi, sont des circonstances fort extraordinaires ; tous les détails, enfin, de ces échauffourées, prouvent que si les généraux avaient perdu la confiance des troupes, ils justifiaient en quelque sorte la méfiance de celles-ci, par l'irrésolution de leur conduite.

Ces échecs, si minces en apparence, menaçaient néanmoins de suites plus graves ; le moindre de leurs résultats semblait être de porter à son comble la démoralisation des armées françaises et leur insubordination ; ils devaient répandre la terreur dans les provinces frontières, et même dans les parties les plus reculées du royaume. En effet, si toutes les forces disponibles de la France venaient d'échouer contre quelques brigades impériales, que fallait-il espérer, lorsque les masses de l'Autriche et de la Prusse seraient présentes ? Les promesses de Calonne et des émigrés devenaient de justes prophéties ; la marche du roi de Prusse sur Paris, ressemblerait à une promenade. Il n'en fut pourtant pas ainsi : les jacobins, tout en mesurant le danger qui les menaçait, furent assez adroits pour ne rien laiser percer de leurs craintes, assez présomptueux, ou assez énergiques pour n'en point concevoir.

Le maréchal Rochambeau, auquel des calculs prudents jusqu'à la pusillanimité avaient fait improuver le projet de Dumouriez, ne jouit pas longtemps de l'honneur d'avoir mieux jugé que lui. Le ministre usant de l'arme favorite des ambitieux de ce temps, l'accusa d'avoir préparé ses revers par jalousie ; et le vainqueur de Cornwallis ayant perdu la confiance de la nation, se vit réduit à se justifier et à demander son remplacement.

Le maréchal Luckner, âgé de soixante-dix ans, que nous avons vu figurer avec quelque distinction, comme officier de troupes légères, dans plusieurs escarmouches de la guerre de Hanovre, fut choisi pour lui succéder : le gouvernement n'avait pas d'idée assez juste des talents nécessaires à un général en chef, pour juger la différence qui existe entre un hussard hanovrien et un maréchal chargé du destin de la France. Luckner, qui fut toujours un homme médiocre, était devenu, en avançant en âge, pusillanime, faible, irrésolu et incapable de tout commandement.

Les premiers soins du nouveau général furent d'assembler un conseil de guerre, pour blâmer tout ce qui avait été fait, sans rien proposer de plus convenable ; il procéda, ensuite, à une nouvelle distribution des arrondissements que chaque armée devait défendre. Ce système d'assigner à plusieurs chefs sur une même frontière, le terrain que chacun d'eux doit particulièrement garder est des plus dangereux ; c'est le moyen d'empêcher qu'ils ne se prêtent un mutuel secours, chacun ne voulant pas laisser en prise le point qui lui est confié. Une telle répartition serait tout au plus applicable aux divisions d'une armée, subordonnées à un seul général en chef qui pût prescrire sur les lieux, et à l'instant même, tous les mouvements nécessités par les circonstances. On comprend qu'on se distribue des arrondissements pour cantonner ; mais

pour bien opérer à la guerre, il est indispensable de diriger toutes les forces disponibles, où le besoin l'exige, et sans égard à des répartitions de commandement.

Convaincu qu'il avait pourvu à tout, par cette mesure insignifiante, Luckner vaquait paisiblement aux détails de ses fonctions, lorsque Dumouriez, persistant à reprendre ses projets sur la Belgique, fit décider au conseil que l'expédition serait de nouveau tentée, en laissant cette fois au vieux maréchal, le soin de l'exécuter selon son bon plaisir.

Luckner proposa de marcher avec ce qu'il pourrait réunir de l'armée du Nord, sur Courtray, vers la gauche; tandis que Lafayette menacerait Mons et Bruxelles, pour contenir l'ennemi et l'empêcher de renforcer son camp de Tournay. Si les Autrichiens commettait cette faute, l'armée du Centre devait alors marcher réellement sur Mons et s'en emparer,

Ce mouvement à gauche était une monstruosité en stratégie; il prouve évidemment que son auteur n'avait pas les premières notions de la guerre, car c'était le mouvement inverse qu'il fallait faire, pour ramener les troupes de Dunkerque et de Lille sur Valenciennes, et les porter par leur droite sur Binche, tandis que Lafayette s'avancerait de Maubeuge et de Philippeville vers Charleroy, afin de gagner l'extrême gauche de la ligne autrichienne, de l'accabler et de refouler sur la Flandre maritime les corps battus successivement.

Au lieu d'en agir ainsi, Luckner rassembla ses divisions de Famars, de Lille et de Dunkerque, sur la Lys, et s'avança, le 18 juin, à Menin, avec 28,000 hommes, poussant une avant-garde sur Courtray, dont elle s'empara après un léger combat. Un corps de 4,000 hommes resta fort inutilement établi à Maulde durant cette expédition.

A l'instant même où les troupes du camp de Famars partaient pour Lille, le duc de Saxe-Teschen, par une marche opposée, détachait 12,000 hommes du camp de Mons dans l'intention d'attaquer l'avant-garde de Lafayette, postée à Gliswelle à une lieu de Maubeuge, et séparée de l'armée par le défilé de la Sambre.

Cette entreprise, favorisée par le mauvais temps, eut un plein succès; les avant-postes furent surpris et enlevés au point de jour, le corps lui-même eut à peine le temps de se former; le général Gouvion, qui le commandait, ayant été tué, la défaite de ce détachement fut complète. Les renforts, arrivés à six heures du matin, déterminèrent les Autrichiens à se replier sur Mons, satisfaits d'avoir atteint le but de leur course.

D'ailleurs, le duc de Saxe-Teschen, informé du rassemblement des forces ennemies vers Lille, résolut de leur opposer un mouvement parallèle, et renforça le corps de Latour à Tournay, jusqu'à 20,000 hommes. Douze mille environ restèrent à Mons pour faire face à l'armée de Lafayette. Ce dernier, semblait avoir une occasion favorable pour entreprendre quelque attaque importante; mais soit qu'il ignorât la force réelle de l'ennemi, soit qu'il mît toute son attention à prévenir les bouleversements qui menaçaient le trône, en informant l'assemblée nationale des complots qui se tramaient, il n'osa pas commettre son armée encore un peu ébranlée de la surprise de Gliswelle; nous verrons plus tard que la catastrophe du 20 juin excusa assez sa circonspection.

Luckner, qui n'était pas homme de parti et n'avait aucun motif de retenue, n'en agit guère mieux pour cela,

Le duc Albert de son côté, tremblant de voir deux petites masses ennemies se former vers ses ailes, prit un singulier moyen pour leur faire face. Déjà las d'avoir fait des dispositions passables, il dissémine entièrement le corps de Latour; persuadé, sans doute, qu'en mettant un poste sur chaque route, il empêcherait Luckner d'avancer. Enfin oubliant que toutes ses communications, et sa base étaient à sa gauche, il s'étendit vers la droite, pour se rapprocher de la mer du Nord; Beaulieu fut porté avec 5,000 hommes à Wicht, pour couvrir Audenarde; Clairfayt conduisit le gros du camp de Tournay à Coeghem; le colonel Mylius revint à Harlebeck, et Latour resta avec 4,000 hommes à Tournay.

Cette dispersion des forces impériales, à l'instant même où il eût été sage de les concentrer, fournit à Luckner une belle occasion pour tomber avec ses 28,000 hommes, sur chacun de ces petits corps. Bien loin de la saisir promptement, il se laissa prévenir; le colonel Mylius lui enleva le

poste de Harlebeck avec une partie de la garnison, et les Autrichiens, enhardis par ce succès, se présentèrent devant Courtray. Le pusillanime maréchal, déjà éperdu, convoqua aussitôt un conseil, à la suite duquel l'armée française se hâta de regagner ses frontières, n'osant pour ainsi dire soutenir l'aspect d'une poignée d'ennemis. A cette époque, les généraux se formaient la plus singulière idée de la guerre; on eût dit que toute entreprise militaire devait reposer sur l'absence de l'adversaire, et que dès qu'il paraissait, il fallait décamper : on ne manqua pas, quelques années plus tard, de laver ce ridicule des chefs de 1792; mais on tomba dans l'excès contraire, en attaquant avec une impétuosité meurtrière les postes les plus difficiles, sans se donner souvent le temps ou la peine de les reconnaître, et sans que leur occupation méritât les sacrifices qu'on faisait pour les obtenir.

Au reste, ces réflexions n'ont d'autre but que de caractériser le genre de guerre que l'on faisait alors, et les différentes combinaisons qu'il fournit à la méditation des hommes de l'art. Nous ne prétendons point rabaisser le courage des généraux qui servirent dans les premières campagnes : leur position fut cruelle; abreuvés de dégoûts par les jacobins de Paris, et par leurs propres troupes; manquant de confiance en ces bandes récalcitrantes; peu expérimentés eux-mêmes; on doit leur savoir gré de n'avoir pas désespéré de la France dans la situation horrible où ils se trouvèrent.

L'approche des troupes prussiennes qui s'avançaient sur le Rhin, le rassemblement d'Autrichiens sous le prince de Hohenlohe-Kirchberg à Spire, et sous le prince d'Esterhazy dans le Brisgau, décidèrent le gouvernement français à rester sur la défensive, et à songer aux moyens de couvrir sa propre frontière du danger dont elle allait être bientôt menacée.

Une nouvelle répartition des forces fut arrêtée, Lafayette eut à défendre tout l'espace depuis la mer jusqu'à Longwy, en tenant son corps principal sur la Chiers, à Villers-le-Rond près de Sedan et ensuite à Vaux, vers Carignan. Luckner se chargea de la droite, depuis la Moselle jusqu'au Jura; il s'établit à Metz, pour mieux surveiller le point menacé par les préparatifs de l'ennemi. Des lieutenants de ces deux généraux commandaient les deux extrémités, Dillon au nord, et Biron sur le Rhin.

Dumouriez dégoûté par les tracasseries que le ministère éprouvait dans sa marche, et ayant perdu d'ailleurs la confiance du roi par ses intrigues contre Servan, remit le portefeuille, et vint servir à l'armée du Nord, comme lieutenant général.

Les affaires de l'intérieur étaient moins rassurantes encore que celles des armées, nous retracerons au chapitre suivant les débats qui eurent lieu au sujet du camp de Soissons : imaginé par le ministre Servan, pour servir de réserve générale aux troupes destinées à s'opposer à l'invasion, mais qui fut rejeté, et devint un prétexte d'insurrection.

Le général autrichien, informé des mouvements auxquels les nouveaux arrangements de ses adversaires donnaient lieu, et ayant reçu de son côté des renforts qui portèrent ses forces disponibles à 40,000 combattants, résolut de menacer les frontières du Nord, pour rendre plus faciles les opérations qu'on méditait sur le centre : il fit attaquer, par le comte de Latour le poste d'Orchies, d'où un bataillon de la Somme fut expulsé après une belle résistance.

Le général Alvinzy vint camper à Oudaing, avec 15,000 hommes, menaçant le camp de Maulde. Dumouriez qui le gardait avec 8,000, fut heureusement renforcé par le général Dillon, venant commander toute la gauche de l'armée : celui-ci rassembla 5,000 hommes vers le Quesnoy; le général Lanoue campa sous Maubeuge, avec 8,000 combattants; 12,000 restèrent sous Dumouriez à Maulde, gardant Orchies et Marchienne par des corps volants.

Ces nouvelles dispositions et le départ du général Clairfayt, détaché avec 15,000 hommes pour se réunir au duc de Brunswick qui arrivait au même instant à Coblentz avec l'armée prussienne, décidèrent bientôt les Autrichiens à se replier sur Mons.

Les choses en restèrent là, sur cette frontière, pendant le mois d'août. Les troupes du camp de Maulde, stimulées par Dumouriez, qui avait toute la souplesse et la ruse d'un chef de parti, se disciplinèrent et s'aguerrirent par de fréquentes chicanes de postes, et devinrent le noyau d'une bonne armée.

Nous ne ferons pas l'énumération insignifiante de tous les mouvements exécutés sur le Rhin pendant les trois mois qui venaient de s'écouler ; il suffira d'en indiquer les plus importants.

A la déclaration de guerre, le général Custine, chargé de prendre possession de l'évêché de Bâle, marcha avec 8,000 hommes sur Porentruy, où il n'y avait que 400 Autrichiens, appelés imprudemment par le prince-évêque, et qui se sauvèrent à son approche.

Deux camps formés à Hesingen et à Plobsheim, observaient les forces qui se rassemblaient dans le margraviat de Baden.

Kellermann, qui commandait d'abord à Landau, alla camper à Neukirch, près de Sarguemines, puis à Wadgast, sous Sarrelouis, point intermédiaire pour se lier au besoin à l'armée du Centre, ou se rapprocher du Rhin. Il prit ce dernier parti, lorsque le prince de Hohenlohe-Kirchberg, rassemblant environ 20,000 Autrichiens, fit mine de passer le fleuve, pour s'avancer sur Spire, avec le prince de Condé. Kellermann reprit alors la position de la Queich, et Biron vint avec un corps de 12,000 hommes, tirés du haut Rhin, pour le soutenir et s'établir à Weissembourg. Ces mesures furent prises fort à propos, les Autrichiens et les émigrés s'étant ménagé des intelligences dans Landau, espéraient surprendre cette place et s'étaient avancés à Lingenfeld et Neustadt. Custine poussé en reconnaissance, le 3 août, donna à l'improviste sur leurs postes, et en fut vigoureusement accueilli; mais cette rencontre déconcerta toutefois le projet de surprise.

Le maréchal Luckner, à la nouvelle des dangers qui menaçaient sa droite, accourut à la hâte de Metz. S'imaginant qu'une armée de 25,000 hommes, appuyée par Landau et par les lignes de la Queich, devait être hors d'état de se soutenir contre des forces égales, il prit un moyen digne de lui pour la tirer d'affaire, replia 15,000 hommes derrière les lignes de la Lauter, en fit partir 8,000 sous Biron, pour retourner sur le haut Rhin, et jeta Custine et 3 bataillons dans Landau. Le prince de Hohenlohe ignorant ces étranges dispositions, ou pressé de se porter sur la Moselle pour seconder l'invasion des Prussiens, ne profita pas de ces fautes, et continua son chemin sur Hombourg. Le corps de Condé retourna dans le Margraviat.

La grande entreprise sur la Champagne se préparait; de toutes part la tempête s'amoncelait; mais avant de suivre ses éclats, il faut ramener un instant le lecteur à ce qui se passait dans l'intérieur de la France et le reste de l'Europe.

CHAPITRE VI.

État de l'Europe. — Entrée des Russes en Pologne. — Événements de l'intérieur. — Journées du 20 juin et du 10 août. — Suspension et emprisonnement du roi. — Massacres du 2 septembre. — Clôture de l'assemblée législative. — Convention nationale. — Proclamation de la république.

Pendant que les armées de l'Empereur défendaient la Belgique avec plus de bonheur qu'on n'était en droit de l'espérer, et que celles de la Prusse s'avançaient à pas comptés sur les frontières de France, pour y essuyer l'affront que nous ne tarderons pas à rapporter, un épisode important attira au Nord, l'attention des cabinets de Vienne et de Berlin, et eut une influence toute particulière sur les opérations ultérieures de la guerre de la révolution. On sait déjà que je veux parler de l'invasion de la Pologne.

Nous avons indiqué dans le chapitre Ier les changements que la diète, excitée par l'Angleterre et la Prusse, venait d'opérer dans ses relations extérieures : l'alliance de 1790, avec Frédéric-Guillaume, et la constitution de 1791, mirent le sceau à cette importante révolution. Ce pacte avait obtenu l'approbation de plusieurs gouvernements, et jouissait de l'assentiment général, à l'exception de quelques magnats qui, voyant leurs intérêts froissés ou leur ambition déçue, protestèrent contre ces transactions : peut-être aussi attachaient-ils de fausses idées de liberté publique au système de monarchie élective, oubliant que la Pologne, grande sous les races héréditaires des Piast et des Jagellons, avait souffert toutes les horreurs de l'anarchie depuis que le système contraire avait prévalu.

La révolution du 3 mai, était à la vérité un grand pas vers la restauration de l'État; cependant elle péchait par un côté essentiel. La diète en choisissant son souverain dans une nation de troisième ordre, avait sans doute en vue d'enlever

tout prétexte de jalousie à ses voisins, et de se soustraire à l'influence étrangère qui aurait pu s'immiscer dans ses affaires intérieures, si elle l'eût pris sur les marches d'un trône de premier rang : ces craintes étaient entièrement chimériques.

Le choix d'un prince russe eût sinon détourné, du moins suspendu le coup qui devait déchirer le royaume; mais la diète ayant rejeté l'alliance de Catherine en 1789, et croyant avoir tout à redouter d'elle, n'était pas disposée à donner la couronne à un de ses petits-fils. La France à la veille d'être assaillie par des ennemis formidables, ne paraissant pas en état de la soutenir, il ne restait plus à choisir qu'entre l'alliance de la Prusse, de l'Autriche et de l'Angleterre. La dernière de ces puissances par son éloignement, le peu de forces dont elle disposait sur le continent, et les rapports de son gouvernement avec la famille royale, ne présentait point les avantages souhaités par la Pologne. L'Autriche et la Prusse, au contraire, les possédaient également, et si l'une avait de plus l'uniformité de religion, l'autre offrait, par l'enclave de ses frontières et ses intérêts commerciaux, des combinaisons qui n'étaient pas à dédaigner.

Dans cet état de choses, les Polonais commirent une faute grave, de ne pas rechercher l'alliance d'une grande puissance qui les eût protégés et à l'aide de laquelle ils auraient posé les fondements de leur indépendance. Cette faute qui leur coûta cher, peut cependant être attribuée à la confiance qu'ils mirent en Frédéric-Guillaume, et à l'alliance que ce prince avait contractée avec eux à la fin de 1790 : ils étaient d'autant plus autorisés à y compter, que la cour de Berlin se trouvant unie par les liens les plus étroits à celle de Saxe, rien ne faisait soupçonner la catastrophe qui leur est arrivée.

La paix signée à Jassy, le 9 janvier 1792, entre la Russie et la Porte, ne tarda pas à les laisser en butte à tout le ressentiment de leur ennemi.

Catherine, résolue de profiter du désordre qui menaçait l'occident de l'Europe, tout en applaudissant à la résistance des émigrés, avait fait filer ses troupes vers la Pologne. Débarrassée des Turcs et des Suédois, libre des craintes que l'intervention de la Prusse ou de l'Autriche pouvait lui donner, elle voyait avec joie ces deux puissances s'engager dans une lutte dont elle prévoyait la durée, et elle s'apprêtait en silence à frapper le grand coup qui allait reculer les limites de son empire jusqu'aux confins de l'Allemagne, et lui assurer un accès direct à toutes les affaires de l'Europe. Le moment était en effet venu, où elle pouvait accabler la nation polonaise du poids de toutes ses forces. Cependant, pour être plus sûre de sa conquête, elle crut devoir la partager, de crainte que le cabinet de Berlin ne soutînt la république. Certaine du consentement de la Prusse et de l'impuissance de l'Autriche qui avait déjà commencé la guerre avec la France, elle fit donc entrer trois corps d'armée nombreux en Wolhinie et en Lithuanie, au mois de mai 1792, sous prétexte de rétablir la constitution de 1775, dont le cabinet de Pétersbourg s'était rendu garant, et de soutenir les intérêts des confédérés de Targowitz. Ce fut alors seulement, que les chefs de cette association publièrent leurs protestations, déclarèrent illégal le gouvernement établi, et reconnurent les troupes de Catherine comme auxiliaires.

Au moment de la déclaration de guerre, les Polonais n'avaient pas 50,000 hommes sur pied, encore étaient-ils dispersés; mais l'enthousiasme était porté à son comble, et pour peu que Stanislas eût déployé de talents et d'énergie, sa cause n'eût point été désespérée. Toutefois, il faut convenir qu'il manquait beaucoup de choses aux Polonais pour une défense vigoureuse : après la défection de leurs alliés, les milices mal organisées ne pouvaient lutter à la longue contre les troupes aguerries de Catherine; la pénurie d'armes, d'établissements militaires et de finances, ne laissait entrevoir aucun moyen de réparer les échecs.

Un corps d'environ 15,000 hommes, aux ordres des généraux Zabiello et Judicky, destiné à couvrir la Lithuanie, pressé par les colonnes du prince Dolgorouky, de Derfelden et de Denisow, battu à Mir et Nieswij, fut contraint de se replier sur Grodno et d'abandonner toute la Lithuanie.

Le prince Poniatowsky, campé à Lubar avec près de 20,000 hommes, pour couvrir les provinces méridionales, fût obligé de se replier devant l'armée de Moldavie, aux ordres du général Kochokowsky : après de faibles engagements à Tiwrof, Zaslaw et Polone, il vint s'établir derrière Ostrog et ensuite derrière le Bug.

Il n'y resta pas longtemps paisible, Kochokowsky força le passage le 18 juillet, à Dubienka, malgré la résistance honorable de Koziusko. L'armée de Lithuanie s'avançant de son côté sur la Narew, les Russes ne se trouvaient plus qu'à trois marches de Varsovie, lorsque Stanislas croyant tout sauver s'il pliait à la nécessité, adhéra, le 28 juillet, à la confédération de Targowitz. La diète protesta avec vigueur contre cet acte pusillanime, et par un rapprochement peut-être sans exemple dans l'histoire, on s'écriait au même instant à Varsovie et à Paris, *la constitution sans le roi!* Mais il existait cependant une différence notable dans les causes de ces provocations, c'est qu'en Pologne on voulait punir Stanislas d'adopter des formes électives et républicaines, au détriment du pouvoir héréditaire : tandis qu'à Paris on attentait à la liberté de Louis, afin de saper toutes les bases de l'autorité et du trône. Exemple déplorable, que tous les hommes qui prétendent s'immiscer dans les affaires publiques devraient sans cesse avoir sous les yeux!

Une lettre de Catherine décida Stanislas à cette démarche, qui le perdit dans l'opinion de ses concitoyens et de la postérité : elle annonçait l'accord des trois puissances pour rétablir la constitution garantie en 1775; d'où l'on a conclu que son entrée en Pologne était le résultat d'un plan convenu dès longtemps. Les avis sont cependant encore partagés à ce sujet, et quelle que soit l'époque de l'adhésion des autres puissances, cette combinaison n'en prouvera pas moins toute l'habileté de la czarine.

Après ce triomphe des confédérés, Branicki prit le commandement de l'armée, et, aux termes de l'armistice, la dispersa dans ses garnisons et cantonnements ordinaires. Les Russes s'établirent à Varsovie, et une diète fut convoquée à Grodno, pour décider du sort de la Pologne, qu'il était aisé de prévoir en portant un instant ses regards sur le passé.

Stanislas se contenta de protester de son empressement à mourir pour la patrie; débonnaire autant que crédule, il imagina que Catherine se bornerait à détacher la république de l'alliance prussienne, et à ressaisir sur le pays, l'influence que la charte de 1775 lui assurait. Entouré de conseillers médiocres, il se persuada qu'il conserverait sa couronne en se soumettant à de simples changements dans les formes de son gouvernement, et se prêta avec docilité à tout ce que ses ennemis exigeaient de lui.

Sur ces entrefaites, les Polonais avaient envoyé Ignace Potocky à Berlin, espérant trouver leur refuge dans l'alliance conclue avec Frédéric-Guillaume. Ce prince répondit qu'à la vérité il avait signé un traité en 1790, mais que cela ne l'obligeait point à soutenir une constitution adoptée un an plus tard (1).

La justice met rarement un frein à l'ambition, mais jamais on ne nia des engagements si solennels et si récents. A la vérité l'embarras dans lequel le roi se trouva au moment d'entrer en Champagne, motivait ce refus. Convaincu sans doute du danger d'entreprendre une lutte aussi formidable, il préféra gagner quelques provinces sans coup férir, à la chance de guerroyer en même temps sur le Niémen et sur le Rhin.

On ne fut pas plus heureux à Vienne, où le prince Adam Czartorinsky avait été solliciter l'appui de l'Autriche. Le prince de Kaunitz, qui venait de précipiter son maître dans une guerre épineuse parut plus disposé à seconder Catherine, qu'à commencer avec elle une lutte incertaine. D'ailleurs le comte de Razumowsky, nouvel ambassadeur de Russie, avait renoué, peu de jours auparavant, les relations qui unirent Joseph et la czarine, et que la paix particulière de Reichenbach avait légèrement altérées. On en a conclu avec quelques probabilités, que la promesse d'un corps auxiliaire pour combattre sur le Rhin, décida le cabinet impérial à fermer les yeux sur ce qui se passait aux rives du Dniester (2).

(1) Si l'alliance de 1790 ne sanctionnait pas le pacte de 1791, ce dernier avait mérité les félicitations formelles de Frédéric-Guillaume par sa lettre, du 16 mai, au comte de Golz, son chargé d'affaires, que toutes les gazettes ont publiée, et qui équivalait à tous les actes diplomatiques possibles.

(2) Jusqu'à ce qu'on sache officiellement l'origine du partage de la Pologne, on ne pourra former que des conjectures vagues : pour leur donner même un certain degré de probabilité, il serait indispensable de connaître exactement tout ce qui fut stipulé à Reichenbach et Pilnitz.

Il est temps, au surplus, de détourner un instant nos regards de ces contrées, pour les reporter sur les affaires de France.

Le cabinet de Turin, en état d'hostilités ouvertes, ne tarda pas longtemps d'accéder à la coalition.

Plus sage que le cabinet de Vienne, celui de Madrid prévit les conséquences d'une guerre imprudente contre la France. Le comte d'Aranda venait de succéder au comte de Florida Blanca, et de donner une nouvelle direction à la politique espagnole. Ce fut en vain que les princes émigrés se flattèrent que ses anciennes liaisons avec la cour de Versailles, près de laquelle il avait résidé en qualité de ministre, le jetteraient dans leur parti : toutes leurs espérances furent déçues. Lorsqu'il prit le timon des affaires, les relations entre les deux pays portaient l'empreinte de l'aigreur et de la méfiance : le cabinet d'Aranjuez continuait à reconnaître pour ambassadeur de France le duc de la Vauguyon qui, soupçonné par l'assemblée nationale de connivence avec les conseils de Coblentz, avait été remplacé par M. Bourgoing. Le comte d'Aranda abandonna aussitôt un système qui menait directement à une rupture; il sut gré à M. Bourgoing de la modération et de la sagacité qu'il avait déployées dans cette situation délicate, reçut ses lettres de créance et dissipa les nuages qui s'étaient élevés entre les deux cours, en même temps qu'il affermit le système auquel l'Espagne était redevable de sa prospérité depuis 1763.

Aucune intrigue ne fut oubliée par les agents des émigrés, ni par les envoyés des puissances ennemies, pour animer Charles IV contre l'assemblée, à laquelle on attribuait les crimes les plus odieux. Toutes ces menées se brisèrent contre la fermeté du ministre, et même la déclaration de guerre de Louis XVI à l'Autriche ne le fit point dévier de la marche qu'il s'était tracée.

L'Angleterre venait de terminer dans l'Inde une guerre heureuse, qui coûta à Tippoo-Saïb la moitié de ses États, et consolida l'empire des armes britanniques dans cette belle contrée. Guidé par une politique profonde, Pitt persistait à observer une neutralité qui dupa tous les partis. Brissot et les orateurs de l'assemblée ne furent pas les seuls qui s'y laissèrent prendre, le ministère partagea leur erreur. Les actes de Chauvelin (1) prouvent à quel point les diplomates s'aveuglaient, en interprétant en faveur de la nation française, les expressions ambiguës d'une proclamation sur la navigation des peuples en guerre. La note, qu'il présenta le 18 juin au cabinet de Londres, afin de réclamer son intervention pour ramener l'Autriche et la Prusse à des vues pacifiques, caractérise l'ineptie d'un gouvernement qui, après la guerre d'Amérique, attendait de l'Angleterre le repos et le bonheur de la France, et s'imaginait que les courses de sir Jenkinson (2) à Coblentz amènerait la soumission des émigrés et le désarmement de l'Europe.

La mort de Gustave III avait produit un changement complet dans le système de la Suède : le duc de Sudermanie, appelé comme régent à tenir les rênes de ce royaume jusqu'à la majorité de son neveu, était un prince éclairé et pacifique; les lauriers dont il s'était couvert dans la guerre de Finlande, ne lui inspirèrent pas la passion d'en moissonner à tout prix. Son premier soin fut de rentrer dans la neutralité; en vain le crut-on lié par les articles secrets du traité de Drottingholm à fournir 18,000 hommes contre la France; en vain employa-t-on mille subterfuges pour refuser l'admission de Verninac en qualité d'ambassadeur, le duc fut inébranlable dans sa résolution. Il ne tarda même pas à éloigner de sa cour les deux généraux, auteurs de ce traité, et à renvoyer de son service les fils du marquis de Bouillé, agent principal du projet d'expédition de Gustave. Enfin, il déclara que la Suède ne se laisserait point entraîner dans une guerre aussi étrangère à ses intérêts.

Pendant que la politique s'agite et que les cabinets flottent entre leurs passions et les grands intérêts nationaux, le volcan qui couvait en France vient de faire sa terrible explosion, et pour en mieux juger les effets, il convient de reprendre les choses de plus haut.

Dans l'analyse rapide des travaux de l'assemblée nationale que nous avons présentée au chapitre III, le lecteur se sera convaincu de la vérité de cette

(1) Voyez pièces justificatives des livres II et III, n° 1.

(2) Lord Hawkesbury.

maxime de Tacite : « Que des sujets ne peuvent » jamais sans un grand danger pour l'État, inspi- » rer des craintes à l'autorité suprême, puisqu'il » en résulte nécessairement une méfiance récipro- » que ; et que, pour s'assurer l'impunité d'une dé- » marche téméraire, on est souvent obligé de se » réfugier dans les plus grands attentats. » Une triste expérience a démontré la justesse de cette observation profonde. Telle fut en effet la position dans laquelle l'assemblée constituante s'était placée, et l'embarras plus grand encore dans lequel les girondins venaient de se précipiter. L'approche des armées étrangères menaçant d'une contre-révolution, il semblait que le moyen d'éviter la réaction et les vengeances, fût d'achever la ruine du trône, et d'entraîner la nation dans des crimes qui la placeraient tout entière dans la nécessité de vaincre ou de mourir.

Les jacobins enhardis par les triomphes qu'ils avaient obtenus, et en attendant qu'ils pussent porter des coups plus certains à la royauté, travaillaient sans relâche à l'avilir par des pamphlets.

Le choix que Louis avait fait de ses ministres parmi les hommes les plus dévoués aux nouvelles doctrines et à la faction de la Gironde (1), ne tarda pas à le livrer, comme on l'avait prévu, à la merci de ses ennemis.

Le seul homme de ce ministère capable de sauver le roi, était Dumouriez; il possédait toutes les qualités d'un chef de parti, et peut-être que six mois plutôt, avec des pouvoirs illimités, il eût bien servi la monarchie constitutionnelle; mais alors il n'était déjà plus temps : un pilote, quelque habile qu'il fût, ne pouvait sauver le vaisseau de l'État en s'emparant du gouvernail.

Dans une situation si critique, Louis crut devoir appeler près de lui un conseil intime, et fixa son choix sur les ex-ministres Montmorin, Bertrand et Malouet, hommes probes et éclairés qui possédaient toute sa confiance. Ce comité pouvait être utile, mais la faiblesse du roi paralysait toutes ses résolutions, et d'un autre côté il devait amener, avec le ministère, un conflit dont le résultat inévitable serait la chute de l'un ou de l'autre.

Réduit ainsi à des conseils superflus, le comité se contenta de faire des largesses à des intrigants, qui ne servirent qu'à empirer le mal et à épuiser la liste civile, dernière ressource de la cour. On s'imagina qu'en achetant les chefs des jacobins, tels que Danton et Fabre-d'Églantine, on parviendrait à se les attacher et à se rendre maître des délibérations de la société. Ces deux suppositions étaient également fausses; Danton reçut seul jusqu'à cent mille écus, qui furent employés à payer les agents subalternes de toutes les émeutes, et notamment de celle du 10 août.

Les premiers revers des armées, dont nous avons rendu compte au chapitre précédent, avaient d'abord effrayé la nation ; mais les républicains songèrent ensuite à les faire servir à leurs projets. Les reproches de trahison, insidieusement répandus, signalèrent le roi lui-même comme l'auteur de tous ces désastres : « c'était lui, disaient-ils, qui livrait » la France aux ennemis, car ses parents, ses créa- » tures, étaient à leur tête, et les émigrés avaient » grossi leurs cohortes. Le refus qu'il faisait de » sanctionner les derniers décrets contre les émi- » grés et contre les prêtres réfractaires, prouvait » l'amour qu'il leur portait. »

Dans le choc des passions et des intérêts politiques, une mesure audacieuse en entraîne ordinairement une plus violente. La méfiance et la peur y ont plus de part que de profondes combinaisons, et souvent un parti attribue à la réflexion de l'autre, des plans qui ne sont que l'effet d'une haine permanente et prompte à saisir toutes les occasions de nuire. On a cru généralement que les jacobins et les girondins, d'accord pour ériger une république sur les ruines du trône, avaient médité de longue main la perte de Louis; d'autres affirment qu'ils ne la résolurent que pour se venger de sa duplicité. Les écrivains les plus modérés du parti royaliste n'ont vu que des complots, là où il n'existait peut-être que des précautions contre les entreprises des ennemis de la révolution : leurs antagonistes en ont usé de même; et en lisant Dumouriez, Servan et Bertrand de Molleville, il ne suffit pas de prendre le terme moyen entre leurs assertions,

(1) On se rappelle qu'au commencement de l'année, Duranthon fut nommé au département de la justice, Dumouriez aux affaires étrangères, Servan à la guerre, Clavière aux finances, Lacoste à la marine, et Roland à l'intérieur.

pour obtenir la vérité, car ils ont tous vu les événements à travers un prisme trompeur.

Mais si la chute du monarque fut le résultat de la fausse position dans laquelle il s'était jeté, plutôt que celui d'une sourde conspiration, il faut avouer que sa perte une fois jurée, ses ennemis surent profiter en maîtres, des circonstances propres à l'accélérer, et que plusieurs des coups de partis qu'ils lui portèrent furent habilement dirigés. On mettra de ce nombre le licenciement de la garde constitutionnelle du roi, et l'appel à Paris de plusieurs corps de fédérés qui, choisis par les clubs, devaient être les aveugles instruments de leurs desseins.

Les attaques commencèrent par les violentes déclamations de Brissot et de Gensonné, contre le comité dont nous avons parlé : s'il fallait les en croire, un noir complot se tramait à la cour, Louis s'était entouré de perfides conseillers ; enfin à la honte de la nation, un comité autrichien siégeant aux Tuileries, tramait la perte de la France, et voulait livrer les amis de la révolution au fer de leurs ennemis. Il y avait du faux et du vrai dans ces allégations : les conseils du roi ne voulaient point la contre-révolution ; et si l'on ne peut nier qu'ils eussent placé quelques espérances dans les succès des coalisés, tout porte à croire que c'est parce qu'ils n'avaient pas trouvé de moyen qui pût garantir plus sûrement la France des effets désastreux de l'anarchie, et la sauver de la ruine totale dont elle était menacée.

Bientôt après, le licenciement de la garde constitutionnelle est formellement demandé ; Bertrand assure que ce fut sur les prétextes les plus frivoles : selon Dumouriez, au contraire, cette garde qui devait être de 1,800 jeunes gens choisis dans les départements, n'avait pas moins de 6,000 spadassins recrutés sur le pavé de Paris. Comment l'histoire prononcera-t-elle entre les assertions si différentes de deux ministres qui se trouvaient également à même de savoir la vérité ? Girardin s'écrie en vain que c'est violer ouvertement la constitution, et qu'on va livrer le roi sans défense à ses ennemis ; on passe à l'ordre du jour ; non-seulement la garde est licenciée, mais le duc de Brissac, son chef, auquel on fait un crime du dévouement qu'il porte à son souverain, est traduit à la haute cour nationale d'Orléans.

Cette première victoire remportée, il s'agit de procéder à l'exécution de la seconde partie du plan. Le ministre de la guerre, Servan, proposa aux girondins, sans autorisation préalable du roi, de former un camp de 20,000 hommes, sous Paris, mesure qui fut adoptée avec acclamation.

Cette disposition, justifiée par les dangers auxquels le royaume allait être bientôt exposé à l'approche des Prussiens, eût été fort sage à ne la considérer que sous les rapports militaires : tous les partis s'accordèrent à lui prêter un but bien différent. Les amis du roi y voient le projet de renverser le trône dont on venait d'éloigner les derniers défenseurs, et observent que si les frontières sont réellement menacées, il faut y envoyer les 20,000 hommes, au lieu de les retenir sous les murs de la capitale.

Les jacobins, de leur côté, pensent qu'une telle armée, dévouée aux girondins, réduira à peu de chose l'influence de la populace et la tactique des émeutes. Déjà les démocrates niveleurs, par haine de tout pouvoir, considèrent les républicains modérés comme des ennemis plus dangereux pour eux que les partisans impuissants et dispersés de la monarchie.

La garde nationale, fière du rôle qu'elle jouait depuis trois ans, voit dans la formation de ce camp une atteinte à ses droits et à la confiance dont elle se croit digne ; huit mille signataires réclament contre cette mesure. Le décret passa néanmoins ; mais le ministre fut hautement blâmé.

Servan s'est disculpé de cette faute en rejetant sur les intrigues de Dumouriez, toutes les suppositions injurieuses auxquelles elle avait donné lieu. Le ministre des affaires étrangères ambitionnait la direction des opérations de la guerre, et la réunion de ces deux départements en eût fait le chef naturel du conseil et de l'État. Ce fut lui, dit-on, qui fit envisager au roi, la formation du camp, comme attentatoire à la sûreté du trône ; Louis entraîné par ses raisons et justement irrité de ce que son ministre en eût parlé à Brissot avant d'en avoir obtenu l'autorisation, lui retira le portefeuille de la guerre pour le donner à Dumouriez, et opposa son veto à la formation du camp. Peu d'instants après, Roland et Clavière furent également remplacés. Si l'on en doit juger par les vociférations aux-

quelles ce veto donna lieu, on doit croire qu'une mesure dont on fit un sujet d'insurrection n'avait réellement pas pour objet la défense des frontières: quoi qu'il en soit, ce dernier et faible acte d'autorité du malheureux Louis eut les suites les plus funestes, et devint le cri de ralliement de tous ses ennemis, qui y trouvaient, disaient-ils, la preuve de sa malveillance. L'anarchie se développa avec tant de violence qu'elle épouvanta ceux mêmes qui en avaient été les provocateurs innocents.

Lally-Tolendal, Clermont-Tonnerre, Lafayette, furent effrayés des malheurs qui menaçaient la France : les projets pour sauver la monarchie affluèrent de toutes parts, quand déjà elle n'existait plus.

Si Lafayette avait donné tête baissée dans de cruelles erreurs, sa loyauté et son caractère lui avaient concilié l'estime générale; comptant sur le dévouement et le respect de son armée, il crut pouvoir soutenir le trône constitutionnel, et embrassa avec chaleur sa cause; et, dans une longue lettre écrite du camp de Maubeuge, le 16 juin, il s'efforce de persuader aux représentants de la nation « qu'il n'y a point de salut à espérer hors de » la constitution; que les jacobins, qui cherchent » à détruire son influence salutaire, sont indignes » de la confiance du peuple, qu'enfin cette secte » méprisable, après avoir causé tant de désordres, » doit être anéanti; » il ajoute : « que le pouvoir » royal doit être intact, car il est garanti par la » constitution; qu'il doit être indépendant, car » cette indépendance est un des ressorts de la li- » berté publique, et que le roi doit être révéré, » car il est investi de la majesté nationale. »

La lecture de cette lettre produisit sur l'assemblée un étonnement mêlé de crainte; mais au lieu de protéger, comme on l'espérait, la cour contre les entreprises dont elle était menacée, elle ne servit qu'à en accélérer l'explosion.

Une particularité qui caractérise cette époque, apprend aussi à quel point les ministres avaient négligé les moyens de diriger l'opinion dans un sens convenable à leurs intérêts : Bertrand de Molleville, en distribuant une somme modique, se rendit maître, pendant plusieurs jours, des tribunes de l'assemblée; non-seulement les propositions incendiaires n'y étaient plus applaudies; on les couvrait encore de huées. Le conseil fut stupéfait alors d'avoir négligé si longtemps un moyen, qui, dans l'état désespéré où se trouvaient les affaires, ne pouvait rien rétablir, mais qui deux ans plutôt eût sans doute sauvé l'État.

A ces manœuvres tardives les anarchistes opposaient l'audace et la violence de l'insurrection. La mesure du camp sous Paris étant écartée, il fallut en revenir à la populace, dont Pétion disposait à son gré.

Le renvoi du ministre Servan avait été suivi de celui de Roland et de Clavière, ennemis bien plus dangereux encore : l'un fut remplacé par Mourgues, l'autre par Beaulieu. L'assemblée, se conformant à la formule usitée, déclara que les ministres disgraciés emportaient sa confiance : les dispositions furent prises pour les venger, et l'insurrection organisée pour le 20 juin.

Déjà les conspirateurs ne déguisent plus leurs desseins; ils disent hautement que le jour de la délivrance du peuple est enfin venu, qu'il faut défendre la liberté contre l'oppression et anéantir un pouvoir qui n'a plus rien de sacré, puisqu'il a violé ses engagements.

Le peuple de Paris ne paraissant plus assez exalté pour se livrer aux excès que l'on méditait, des bandes de fédérés ramassés à Marseille et à Brest, sont appelées dans la capitale, pour y donner l'impulsion aux mouvements. Les factieux avaient une tactique que les plus grands généraux n'eussent pas désavouée : ils savaient que dans les émeutes, comme dans les attaques, l'essentiel est d'avoir des têtes de colonnes sur lesquelles on puisse compter. La foule suit toujours les téméraires, et les hommes qui suivent le torrent, ne manquent jamais dans les grandes cités.

Les Marseillais arrivèrent le 19 juin, et leurs adresses à l'assemblée ne laissèrent plus de doute sur les crimes qui se méditaient.

Le 20, des rassemblements considérables se forment dans le faubourg Saint-Antoine; effrayée du rôle qu'on veut lui faire jouer, la multitude semble néanmoins frappée d'une morne stupeur. Ses chefs, au nombre desquels on remarque Santerre, dociles aux instructions de la Gironde, cherchent à l'étourdir en excitant son indignation contre le renvoi des ministres. C'est leur réintégration, c'est

la révocation du veto qu'ils prétendent obtenir. Cette troupe en grande partie armée de piques, précédée de quelques canons, se grossit à chaque instant de toute la populace qui accourt sur son passage. La garde nationale alarmée veut maintenir la tranquillité; mais elle ne reçoit aucun ordre, et tandis qu'on délibère, la foule des insurgés, semant partout l'épouvante, traverse une partie de la ville et touche aux portes de l'assemblée législative qui, bien qu'elle fût le moteur de tout ce désordre, affectait d'y rester étrangère. Elle refusa même d'entendre les rapports des autorités administratives, déclarant que c'était faire injure au peuple que de se défier de ses démarches. Une députation vint lire une pétition aux représentants et obtint que cette multitude désordonnée fût admise dans la salle, où elle défila, en continuant sa marche vers le château des Tuileries.

On avait eu soin de n'y laisser que de faibles postes de garde nationale, qui se dispersèrent à son approche. Alors les portes sont forcées, le palais est envahi, et une pièce de canon est traînée jusque dans l'intérieur. Louis ne parut jamais plus grand que dans ce moment où l'on cherchait à l'avilir. Il ordonne qu'on ouvre ses appartements, la foule s'y précipite, exigeant par d'épouvantables menaces la sanction des décrets de l'assemblée. Le roi refuse, et les plus sanglants outrages ne peuvent l'ébranler. S'il protesta de son amour pour le peuple et de son attachement à la constitution, rien ne put lui faire promettre la révocation du veto. La touchante bonté qui le caractérisait désarma les plus audacieux. Ils allaient se retirer, lorsque Pétion parut inopinément dans le château, et d'un geste fit écouler en arrivant ce qui restait de cette horde turbulente. Cet homme qui avait plutôt le goût de l'intrigue que le génie de l'ambition, se croyait un homme d'État et un grand orateur parce qu'il possédait les lieux communs révolutionnaires; il donna une explication assez embarrassée de son retard et de son imprévoyance, et se retira en bravant Louis.

L'issue de cette journée a laissé des doutes sur le véritable but des meneurs; mais s'ils ne cherchèrent pas à renouveler l'attentat du 6 octobre 1789, on peut croire qu'ils voulurent provoquer l'abdication du roi, ou habituer, en l'avilissant, les esprits à sa déchéance; et tout porte à croire que le plan des girondins ne différait guère de celui de la faction à laquelle ils succédaient.

Il s'en fallut peu que cette insurrection ne tournât au profit de l'autorité; le département de Paris qui était encore en grande partie composé de propriétaires et d'hommes recommandables, eut le courage de suspendre Pétion, pour n'avoir pas fait usage de la force armée dont, en sa qualité de maire, il pouvait disposer pour réprimer cette sédition. L'impuissance de cette tentative contre sa personne ayant rassuré Louis et rejeté l'épouvante dans le camp des jacobins, le roi fait proclamer qu'il ne cédera jamais à la violence. Une pétition revêtue des signatures de plus de 20,000 habitants de Paris, est présentée à l'assemblée législative, qui se tait et frémit: les signataires demandent que l'on sévisse contre les coupables, et des adresses rédigées dans le même sens sont envoyées de toutes les provinces.

Lafayette, se présentant à la barre, demande fièrement à l'assemblée, au nom de toute une armée indignée, la punition des auteurs de la journée du 20 juin. C'était adresser des menaces à des furieux qui n'en tenaient aucun compte. Il eût été plus prudent de diriger une partie de l'armée sur Paris; mais elle était en présence de l'ennemi, et il ne dépendait pas de son général de l'amener dans la capitale, en laissant Luckner et la frontière à la merci des Autrichiens; nous aimons à croire que, sans cette circonstance, il n'eût pas balancé. Au surplus on doit lui savoir gré d'une démarche qui l'exposait aux ressentiments d'adversaires implacables. On assure, d'un autre côté que, rigoureux observateur des formes, il refusa de prendre part à un coup de main contre les jacobins qui, loin d'en être reconnaissants, après avoir brûlé son effigie, le dénoncèrent pour avoir quitté son poste et conspiré contre la liberté; Brissot osa même demander sa mise en accusation. Lafayette regagna son camp, allégé du poids de son ancienne popularité, dont la perte fut l'unique résultat de sa démarche.

Les jacobins et la faction girondine qui marchaient alors de concert, ne tardèrent pas à reprendre cette sorte de courage qu'inspire toujours l'assurance de l'impunité: ils eurent recours à leurs

moyens accoutumés, les libelles et les groupes séditieux; ils attaquèrent aussi de vive voix et par écrit ce département de Paris qui avait eu la hardiesse de prononcer la suspension de Pétion; ils reprochèrent amèrement à l'assemblée législative, l'indifférence qu'elle avait montrée dans cette affaire. On répandait à dessein les nouvelles les plus sinistres; dans peu l'ennemi serait aux portes de Paris; il était urgent de déclarer la patrie en danger et d'aviser aux moyens de la sauver, puisque le pouvoir exécutif s'endormait au bord du précipice.

Dans de semblables conjonctures l'anarchie devait bouleverser la politique extérieure aussi facilement que l'ordre intérieur. Celle de Louis ne semble pas toujours sincère, car Bertrand de Molleville convient naïvement que toutes les espérances de son conseil étaient placées dans la marche victorieuse du duc de Brunswick. Il y avait dès lors deux pouvoirs dans l'État, l'un intéressé à vaincre ou à mourir avec l'indépendance nationale, l'autre qui devait périr si elle triomphait.

Mallet du Pan venait d'être envoyé secrètement en Allemagne pour s'entendre avec les cabinets prussien et autrichien sur les intérêts du trône : cette mission, malgré la sincérité avec laquelle le ministre en rend compte, et les vues honorables qu'il lui prête, devint le sujet de nouvelles accusations contre Louis XVI. Les apôtres de l'indépendance nationale ont toujours raison aux yeux des peuples, surtout dans les moments d'effervescence; et bien qu'on n'eût que de vagues soupçons des relations du ministère de Louis avec les étrangers à l'instant de l'invasion, elles fournirent une arme terrible aux chefs de la faction qui les présentèrent sous les couleurs les plus odieuses.

Quelle politique attendre d'un gouvernement réduit à placer ses espérances dans les succès des armées ennemies, et à entretenir des liaisons d'amitié avec des puissances avec lesquelles il est en guerre? Il faut le dire, la position du roi fut des plus pénibles, mais sa conduite doubla les forces de ses antagonistes. Loin de nous la pensée d'accuser un monarque auquel nous avons toujours rendu justice, nous voulons seulement observer que l'enchaînement des choses précipita sa ruine, dès l'instant où les intérêts de sa famille différèrent de ceux de la France.

Le roi, rentré dans son indécision naturelle, semblait, par ses proclamations, partager l'anxiété générale sur la situation de l'État; mais ses démarches secrètes tendaient bien moins à prévenir la crise dont la France était menacée, qu'à pourvoir à sa sûreté personnelle.

Cependant les dangers extérieurs dont on n'avait qu'une idée confuse, devenaient de plus en plus sérieux. Quoique la déclaration de Pilnitz ne laissât aucun doute sur la réunion de la Prusse et de l'Autriche, et qu'il fût aisé de prévoir qu'on aurait affaire à des ennemis nombreux, leur arrivée sur le Rhin échauffa les esprits en retraçant le tableau des vengeances qu'on devait craindre, si les bataillons de Frédéric-Guillaume ramenaient l'armée des princes victorieuse à Paris. On redoute moins la colère des Prussiens ou des Autrichiens que les effets d'une horrible réaction : l'amour d'une liberté irréfléchie a conduit insensiblement à la licence; on est devenu factieux, et dès lors il faut triompher ou périr : les apprêts d'une défense désespérée sont indispensables pour tenir tête à des armées formidables, et ces apprêts ne peuvent se faire avec une administration débile, qu'on soupçonne plus disposée à favoriser l'ennemi qu'à lui résister.

On annonçait que, les garnisons complétées, il ne resterait pas 60,000 hommes à mettre en campagne. Lafayette criait au peuple attroupé, que c'était aux frontières qu'il fallait courir et non contre les Tuileries; que la France allait être assaillie par 250,000 ennemis, que c'était avec des bras et non avec des déclamations qu'elle pourrait leur résister : mais les moyens de défense n'en augmentaient pas pour cela.

La fin de juin et le mois de juillet se passent dans des transes continuelles. Le sort dont la Pologne est menacée, ajoute à l'inquiétude et à l'effervescence des esprits (1).

Le cri d'alarme retentit enfin dans l'assemblée; Vergniaud, après avoir ouvertement accusé Louis d'être d'accord avec les ennemis, demande que la patrie soit déclarée en danger, et que le ministère devienne responsable de toute invasion.

(1) Voyez les mesures adoptées le 4 sur la proposition de Jean Debry. (Pièces justificatives des livres II et III n° 3.)

L'abbé Torné poussant les choses plus loin, propose à l'assemblée de se saisir de tous les pouvoirs. Bien que les communications officielles faites par le ministère, de la marche des ennemis et des hostilités de la Prusse, n'apprissent rien de neuf, elles donnèrent lieu aux plus sanglants reproches contre le pouvoir exécutif. Toutefois un évêque prend occasion de ces débats pour prononcer une homélie sur les avantages de la concorde et de l'union, dont le salut de la patrie dépend; des larmes coulent de tous les yeux; les députés s'embrassent, se serrent avec tendresse; on promet, on jure d'oublier toutes les querelles passées, de rester fidèles au roi et à la constitution; tous les partis se rapprochent et paraissent réconciliés.

Il ne faut pas une grande sagacité, pour découvrir le motif de cet étalage fastueux d'une sensibilité hypocrite. Deux jours ne s'étaient pas écoulés que Brissot dénonçant de nouveau le roi et son ministère réclama son abdication (1).

« La patrie est en danger, dit-il, parce qu'on » a paralysé nos forces; et à qui doit-on cette funeste léthargie? à un seul homme, que la nation » a fait son chef, et que des courtisans perfides » ont fait son ennemi. Je dis que, frapper sur la » cour des Tuileries, c'est frapper tous les traîtres » d'un seul coup; car cette cour est le point où » tous les fils de la conspiration aboutissent. La » nation est le jouet de ce cabinet, c'est-à-dire de » quelques intrigants qui y dominent. Voilà où il » faut porter des coups vigoureux; tout demi-» moyen décèle un esprit faible. Il faut appliquer » des caustiques sur les parties gangrenées, et » ne pas s'occuper gravement d'égratignures aux » jambes, lorsque l'abcès est à la tête.... Il n'est » pas douteux qu'il a existé un plan de conspira-» tion, dont le noyau est à la cour, et qui embrasse » plusieurs administrations de département et » des chefs de nos armées; que tous les dangers » intérieurs et extérieurs sont le fruit de cette » conspiration.... Le pouvoir exécutif est coupa-» ble de la protection accordée aux émigrés, des » lenteurs de la guerre, de l'abandon du Brabant, » du remplacement des ministres patriotes par des » créatures de ces intrigants qui s'opposaient à la » guerre, de l'inaction du général Lafayette, du » paralysement du corps de Luckner, de son si-» lence sur la marche des Prussiens. Voulez-vous » jeter les yeux sur l'intérieur? vous y reconnaîtrez » les effets de cette même conspiration. Au dehors, » on voulait la paix, au dedans la guerre, parce-» que l'anarchie sert les projets du despotisme. »

Les ministres, sommés de rendre compte de la situation de la France, n'avaient rien de tranquillisant à annoncer : Chambonas fait un tableau des relations extérieures qu'on aurait cru rédigé à Londres plutôt qu'à Paris; ce n'est qu'un pompeux étalage des sentiments d'amitié qui doivent unir désormais les nations française et anglaise, et, à part la fausseté de cette base, il offre assez d'intérêt pour trouver place dans l'histoire (2). Le ministre de la guerre déclare que l'on aura 200,000 hommes à combattre, auxquels on n'en peut opposer que 180,000, en comprenant même les garnisons; afin de rendre celles-ci disponibles, le roi compte sur la levée des compagnies franches, ordonnée dans chaque département. En détournant les regards des affaires du dehors et de la tribune législative, on ne trouve dans l'intérieur que les même éléments de discorde : une révolte vient d'éclater dans le Midi, où un sieur Desaillant se proclame lieutenant des princes émigrés, s'empare du château de Bannes, et menace le département de l'Ardèche d'une insurrection.

Le 11 juillet, l'assemblée déclare enfin la patrie en danger sur la proposition de Héraut de Séchelles, elle ordonne ensuite la levée de 85,000 hommes pour compléter l'armée de ligne, et former 42 nouveaux bataillons de volontaires. Ces mesures ne paraissant pas encore suffisantes, Carnot jeune fait décréter le 20 que l'armée sera portée au complet de 440,000 hommes. Si ces décrets, faute de déterminer un mode convenable de levée, ne remplirent leur but qu'imparfaitement, on leur dut néanmoins une partie des renforts qui accoururent pour couvrir Paris vers la fin de la campagne (3).

Au Midi, l'assemblée découvre de nouveaux

(1) Discours remarquable de Brissot, séance du 9 juillet.

(2) Voyez pièces justificatives des livres II et III, n° 2.

(3) La loi laissait aux hommes appelés à la défense de la patrie, la faculté de refuser cet honneur, ce qui nuisit beaucoup à son efficacité et retarda les levées. Voyez pièces justificatives, des livres II et III, n°s 3 et 4.

motifs de crainte; Montesquiou s'exagérant les moyens de l'ennemi, estime à 60,000 hommes les forces qui vont menacer le Rhône; il demande l'autorisation de requérir les compagnies d'élite des gardes nationales. Cette levée, basée sur les mesures prescrites dans les dangers de la patrie, venait déjà d'être mise en vigueur par Biron et Victor de Broglie pour l'armée du Rhin. Elle fut accordée le 24 juillet à tous les généraux d'armée, pour leurs arrondissements respectifs, et concourut efficacement au succès de la défense nationale, en augmentant, au moment critique, les forces disponibles de 40 à 50,000 hommes. Ce n'était pas assez d'avoir des hommes, il fallait encore les armer; les nombreux ateliers militaires et particuliers pouvaient à peine suffire aux besoins, et pour y subvenir avec plus de certitude, on décréta l'établissement d'une grande manufacture d'armes à Moulins.

Il manquait un dernier trait au tableau sinistre de la situation du royaume : Lacombe-Saint-Michel se chargea de le tracer en annonçant le 26 juillet à la tribune, que la Russie aussi allait prendre une part active à la coalition. Delacroix et Laureau certifient que l'Angleterre arme, mais l'assemblée, toujours égarée par les meneurs des girondins et rassurée par les dépêches de Chauvelin, n'y ajoute aucune foi. Quelques jours après elle décida même, sur la demande de Forfait, que l'armement de trente vaisseaux qui avait été proposé, serait ajourné.

Les mesures pour la guerre continentale ne semblent pas beaucoup plus rassurantes : les premières levées de volontaires ayant duré plus de six mois, et n'ayant jamais été complètes, les secondes rencontreront bien plus de difficultés. Le camp de Soissons ne reçoit que quelques milliers d'hommes dénués de tout; Carnot aîné, Gasparin et Lacombe-Saint-Michel sont chargés de s'y rendre en qualité de commissaires, et d'en presser l'organisation et l'approvisionnement. On assure même que leur mission n'était qu'un prétexte pour motiver le séjour à Paris de trois mille fédérés, dont la présence avait été jugée nécessaire pour frapper le coup médité contre la cour. Dans ces entrefaites, le duc de Brunswick, arrivé avec la tête de colonne de son armée vers Coblentz, publia son manifeste. Cette pièce impolitique, rédigée par les conseils des émigrés, et les ministres de Frédéric-Guillaume, n'était point l'ouvrage du duc. Le chapitre suivant nous apprendra quel en fut le résultat (1).

La communication de ce manifeste outrageant que le roi donna à l'assemblée dans la séance du 3 août, devint le signal de nouvelles provocations. Isnard réitère l'accusation déjà si souvent prononcée « que Louis est de mauvaise foi, et n'est fidèle » à la constitution que dans ses discours. » De toutes parts les partisans de la république se montrent avec audace et demandent la déchéance du monarque, qu'ils nomment parjure. La liberté et la France sont menacées, elles le sont par des masses armées qui se disent les appuis de Louis; donc il est leur complice, et il faut se débarrasser de lui pour se défendre avec succès.

Soit que l'orgueil du maire de Paris ne pût dévorer l'affront qu'il avait reçu, soit que Pétion ne fût lui-même que l'instrument de la faction dont il semblait le meneur, le projet qui avait échoué le 20 juin, fut repris avec plus de véhémence : les intentions hostiles contre la cour se manifestaient hautement; on conspirait cette fois à visage découvert. Roland, Servan et Clavière même, prévinrent le roi, en lui proposant de s'opposer au complot s'il leur rendait sa confiance (démarche bien étrange et que nous ne pouvons garantir que d'après ce qu'en dit Bertrand de Molleville). Un premier mouvement qui devait éclater le 29 juillet fut ajourné.

Le roi cherchait toutes les mesures qui pouvaient concourir à sa défense; mais son esprit indécis ne savait s'arrêter à aucun parti; il demandait en secret des avis qu'il adoptait un instant pour les abandonner ensuite. On dit que le général Lafayette lui offrit de l'enlever et de le conduire à Compiègne; Louis refusa sans que le général pût se plaindre de la méfiance qu'on lui témoignait; cette démarche qui, au reste, ne lui fait pas moins d'honneur, prouve combien il est difficile de rétrograder en révolution. Deux autres projets d'évasion sur Fontainebleau ou sur le château de Gaillon, en Normandie, furent également repoussés par Louis, toujours prompt à trouver des obstacles, et aussi pusillanime avant l'orage que ferme

(1) Voyez cet acte important, pièces justificatives des livres II et III, n° 5.

à le braver. Les rapports de Mallet du Pan sur ses entrevues à Mayence avec les ministres de la coalition, quoique rassurants sur les vues des cours, venaient ajouter aux chagrins du monarque, en lui signalant, dans les exagérés de Coblentz, des ennemis aussi dangereux que les révolutionnaires de l'intérieur.

Ce fut dans ces circonstances affreuses qu'une nouvelle bande de Marseillais vint augmenter l'audace et les forces des factieux. Dès le lendemain de leur arrivée, ils se promenèrent dans les rues en vociférant et donnant lieu aux scènes les plus tumultueuses. Ils se présentent à l'assemblée qui leur donne l'accolade fraternelle, et ces fanatiques se mêlent avec les législateurs qui sourient à leurs propos féroces. Le maire de Paris ne tarde pas à se montrer; encouragé par leur présence, il demande au nom des quarante-huit sections la déchéance de Louis; l'assemblée écoute, et n'ose accueillir ni rejeter la motion du sycophante déconcerté.

Tels furent les préludes de la fatale journée du 10 août. Les jacobins forment un comité d'insurrection, il ne manque plus qu'un prétexte pour commettre l'attentat. Bientôt les nouvelles les plus alarmantes se répandent, et sont confirmées par les déclarations du duc de Brunswick, qui remontait au même instant la Moselle pour se diriger sur Longwy. Le roi projette, dit-on, de fuir pour se joindre aux ennemis. Cette cour dont les menées semblaient avoir décidé l'invasion et attiré un outrage aussi sanglant à la nation, n'inspire plus, même aux hommes modérés, qu'un sentiment d'indifférence, pour ne pas dire de haine. On plaint le roi, mais on le soupçonne d'être l'instrument de ses conseils et des princes fugitifs : dès lors les conspirateurs ont un champ ouvert à toutes les entreprises.

Les bruits sinistres, exagérés à dessein, ne manquent pas leur but. Déjà les sections ont réclamé la déchéance, en menaçant d'un soulèvement, si l'on ne se hâte de la prononcer. Le comité insurrectionnel ayant pris toutes ses mesures, fait battre la générale et sonner le tocsin. Les gardes nationales s'assemblent : des détachements sur lesquels on comptait le plus, se rendent au château pour en occuper les avenues.

Cependant Louis, instruit que le projet de ses ennemis consistait à s'emparer de sa personne, à défaut de garde constitutionelle, avait appelé près de lui plusieurs compagnies suisses; des gentilshommes, des militaires dévoués, s'étaient aussi rendus volontairement au poste périlleux, dans la journée du 9 et pendant la nuit du 9 au 10. Les Tuileries se trouvaient donc défendues par 2,500 gardes nationaux, 2 bataillons suisses, et environ 500 gentilshommes ou anciens militaires rassemblés sous les ordres du vieux maréchal de Mailly. A cinq heures du matin le roi descend, visite les postes, passe en revue l'infanterie, la cavalerie; et partout il est accueilli avec enthousiasme. Quoique certain du zèle de ces troupes, il ne mettait guère d'espérance en leur secours, et, loin de songer à prendre l'initiative, il laisse paraître le trouble dont il est frappé. Les résolutions promptes et énergiques étaient hors de son caractère, contraires à ses sentiments pour les Français, et combattues par ses craintes pour ceux qui l'entouraient.

Les nuances d'opinions et celles de l'accueil que leur faisait la cour, divisaient encore ces corps qui, même bien unis, eussent à peine suffi pour sa défense. Déjà deux bataillons mal disposés ou excités par des agents, quittent le jardin, sous prétexte que les Suisses veulent tirer sur le peuple : deux autres suivent cet exemple, et arrêtent, sur la place du Carrousel, les nouveaux détachements accourant pour les joindre.

Pétion se présente au château où l'avaient déjà précédé plusieurs membres de la municapilité, annonçant les progrès de la révolte; on se saisit de lui, on le retient en otage, on lui fait signer un ordre aux troupes de repousser la force par la force. Cet acte motiva ensuite sa disgrâce dans le parti républicain.

Mais dans ces entrefaites, un événement remarquable se passait dans Paris. Les jacobins décidés à se saisir de l'autorité profite du moment où la générale avait réuni tous les citoyens, pour se rendre de nuit, au nombre de cinq à six cents, dans les différentes sections, où, se déclarant délégués du peuple souverain, ils cassent le conseil de la commune, qu'ils ne croyaient plus capable de pouvoir sauver la chose publique, et le remplacent par d'autres magistrats qu'ils élisent entre eux. Ils

marchent ensuite à l'hôtel de ville et s'y installent : cet acte arbitraire, un des plus étonnants dont l'histoire d'aucun peuple retrace le souvenir, décida du sort de la monarchie et eut une influence fatale sur les destinées de la France. Ce coup d'État, dont les uns font honneur à Danton, et que d'autres attribuent à Robespierre, fut probablement le résultat du commun accord de tous les ambitieux qui, voulant se saisir du pouvoir, avaient découvert le moyen le plus simple et le plus sûr d'y parvenir.

Tandis qu'on faisait au château des préparatifs insuffisants pour sa défense, et que d'audacieux conjurés venaient de créer une puissance nouvelle, les meneurs de cette sanglante catastrophe mettaient, à l'organiser, une tactique plus savante que celle déployée dans l'insurrection du 20 juin. Convaincus par l'expérience que cette journée aurait eu le succès désiré, si les chefs eussent pris la précaution de faire précéder la multitude par un corps de troupes soldées, ils s'attachèrent cette fois à réparer leur faute. Vers les huit heures du matin, les Marseillais joints à un bataillon de fédérés brestois, se présentent au premier poste des Tuileries; sa garde leur refuse le passage; ils insistent, mais en vain; la bonne contenance des troupes leur impose. Bien des gens ont pensé que, si elles eussent reçu dans ce moment l'ordre de charger, la cause de Louis eût triomphé. Le commandant Mandat, qui était à la tête des bataillons de Paris, en avait dans sa poche l'autorisation du maire; un message de la commune, qui appelait ce chef pour lui rendre compte de l'état des choses, acheva de tout perdre. Mandat arrivant à l'hôtel de ville, y trouve à son grand étonnement, au lieu des magistrats qu'il connaissait, le conciliabule dont nous venons de rapporter le coup d'autorité, et voulant regagner le palais, il est massacré par des assassins apostés. Santerre, l'un des conjurés, est aussitôt proclamé général des gardes nationales, qui, par cette seule formalité, passèrent en un instant du rôle de défenseurs du trône à celui d'instrument des conjurés.

Sur ces entrefaites, les flots d'un peuple mutiné se pressent autour de cette troupe : quelques individus s'écrient qu'ils sont des pétitionnaires, qu'ils ont des suppliques à présenter. La garde hésite, et finit par en laisser passer quelques-uns; les Marseillais et les Brestois s'aperçoivent de ce changement : ils reprennent courage et reviennent sur leurs pas; le Carrousel en est inondé : le Prussien Westerman, ami et créature de Danton, est à leur tête et leur communique son audace. Le tumulte augmente, la confusion est à son comble. On se trouble dans le château; les avis se croisent et se contredisent, le roi écoute et considère sans rien décider, cela seul glace les plus fermes courages.

Alors entre le procureur-syndic, il informe le roi que la plus grande partie de la garde nationale est décidée à soutenir la cause des insurgés, que le reste chancelle, et qu'il ne reste d'autre moyen de salut à Louis, que de se réfugier dans le sein de l'assemblée législative : ce dernier parti s'était, dit-on, déjà présenté à l'esprit de ce malheureux prince, qui ne s'était tiré jusqu'alors de péril, qu'en employant des moyens mixtes. Ce dernier et funeste avis fixe son âme irrésolue, il accepte la proposition, et abandonne, avec la reine et sa famille, le palais des rois pour n'y plus rentrer.

Soudain le château est déserté par ses défenseurs, dont le dévouement est désormais inutile; la garde nationale et les gentilshommes se retirent consternés. Les Suisses irrésolus et s'attendant à recevoir l'ordre d'en faire autant, avaient dès ce moment perdu toute leur force morale, lorsque les perfides Marseillais, dont l'ardeur était irritée par tant de délais, attirent cinq d'entre eux dans leurs rangs, se jettent sur eux et les égorgent; un coup de pistolet tiré sur les autres vient ajouter à leur indignation; sur l'ordre de leurs officiers, les soldats furieux font pleuvoir des fenêtres et des portes une grêle de balles, qui met en fuite les assaillants; le champ de bataille couvert de leurs morts et de leurs blessés, reste un instant aux Suisses.

Louis était déjà au milieu de l'assemblée, lors de ce fatal événement; le sifflement du plomb meurtrier parvient jusqu'aux oreilles des députés, et produit la plus vive alarme; on entoure le roi, on le conjure de faire cesser le carnage. Aussitôt il envoie aux Suisses l'ordre de quitter le château, et cet ordre, rendu public, ramène et excite les Marseillais à l'attaque; ils fondent avec impétuosité sur ces militaires qui vendent chèrement leur vie. Le palais des rois n'offre plus qu'une scène de carnage et d'horreur : elle s'étend bientôt aux

rues adjacentes, et près de 8,000 victimes des deux partis attestent des fureurs que notre plume répugne à retracer.

Un spectacle non moins déplorable appelle nos regards : c'est celui de la famille royale au milieu de l'assemblée législative ; Louis n'aperçoit autour de lui que des visages irrités ; c'en est fait, le sort a prononcé. Il ne reste plus aux conjurés qu'à déchirer entre eux les lambeaux de la monarchie. Louis XVI déclaré suspendu de sa dignité, ne sort de l'assemblée que pour être plongé avec sa famille dans les cachots du Temple, et une convention nationale est appelée à donner une nouvelle constitution aux Français.

Cependant cette affreuse victoire n'eût été qu'éphémère, si elle n'avait été sanctionnée par les armées ; les meneurs n'étaient pas sans inquiétude de l'empire que conservaient sur elles plusieurs généraux : ils craignaient surtout l'influence de Lafayette qui se trouvait à la tête de la plus nombreuse, et pouvait entraîner dans son parti celle de Luckner. Aussitôt des commissaires de l'assemblée sont envoyés à tous les quartiers généraux pour justifier les attentats du 10 août et exiger des troupes un serment de fidélité à la nation. Leur mission, comme on le verra par la suite, ne tarda pas à remplir son objet. Trompés sur les causes de cette journée, chefs et soldats adhérèrent aux mesures de la faction triomphante, et prirent la résolution d'en tenir plus ferme au poste de l'honneur.

Entraîné par la rapidité de ce tableau, nous avons omis le développement successif des faits, et nous devons revenir un instant sur nos pas.

Les deux partis qui avaient concouru au renversement du pouvoir exécutif, cherchèrent à s'en saisir avec le même empressement. Les girondins s'en donnèrent les apparences en nommant un conseil provisoire composé de ministres pris dans leur sein. Ils se hâtèrent de rappeler au timon des affaires, ceux dont l'éloignement avait été le prétexte de leur victoire. Servan reprit le portefeuille de la guerre, Roland, Clavière, ceux de leurs départements, Monge fut nommé à la marine, Danton à la justice, et Lebrun aux affaires étrangères. Mais les jacobins, ou ce qu'on peut avec plus de raison nommer, dès ce moment, la faction de Robespierre, se saisit en effet de toute l'autorité par le moyen de la commune de Paris, dont nous avons rappelé l'étonnante installation dans la nuit du 9 août ; ces conjurés mirent bientôt le comble à leur arrogance et à leur audace, en envoyant fièrement une députation à l'assemblée, afin que l'on n'ignorât pas qu'*ils avaient ressaisi le pouvoir exécutif*.

Tous les événements qui se passèrent dans Paris, se ressentirent de cette sinistre influence : de toutes parts les émissaires des jacobins soufflaient le feu de la révolte et de la sédition. Jamais la passion de la vengeance n'avait fait entendre un bruit plus terrible ; elle se signala d'abord sur des objets inanimés ; partout les statues des rois furent détruites et renversées. Bientôt, sur la demande des municipaux, les sections de Paris, réunies, nommèrent un tribunal pour juger les crimes du 10 août ; le lecteur sait d'avance dans quels rangs on ira chercher les coupables.

L'établissement de ce tribunal, qui n'était entre les mains de la commune qu'une commission homicide, fut suivi d'une surveillance inquisitoriale qui s'appesantit sur toutes les classes de citoyens ; l'œil d'une police soupçonneuse pénétra dans l'intérieur de toutes les familles, exposées à chaque instant à voir leur asile violé par des visites domiciliaires : cette fureur du noviciat dont la tyrannie de cette époque était animée, la rendit odieuse même à ceux qu'elle semblait servir. Les girondins, soit crainte pour eux-mêmes, soit véritable patriotisme, cherchèrent à arrêter le mal dans sa naissance, en détrônant cette commune usurpatrice : Louvet, président de la section des Lombards, fit prendre par cette dernière un arrêté qui déclarait illégal le conseil de la commune : le ministre Roland à son tour attaqua cet étrange pouvoir exécutif, qui, disait-il, entravait les opérations pour l'arrivage des subsistances. L'assemblée législative enhardie par les mesures vigoureuses de la section des Lombards, essaya de secouer ce joug odieux : le 30 août, elle cassa par un décret le conseil communal de Paris. Une députation de ce dernier se rendit à la barre le lendemain : il est inutile de rapporter les arguments par lesquels ce pouvoir exécutif s'efforça de pallier le vice de son origine. Ils avaient été investis, disaient-ils, de l'autorité provisoire, par les dangers de la patrie : cette nouvelle maxime de droit public prévalut ;

les législateurs furent intimidés par cette arrogance tribunitienne; on transigea. Le conseil communal conserva le pouvoir dont il s'était saisi; mais consentit à laisser entrer dans son sein, les anciens membres qui en avaient été d'abord expulsés.

Pendant toutes ces rivalités de la puissance amenée par la journée du 10 août, le roi de Prusse et le duc de Brunswick avaient inondé de leurs troupes les plaines de la Champagne. La forteresse de Longwy s'était rendue le 23, Verdun était investi. Ces événements militaires influaient puissamment sur les mouvements séditieux de la capitale; la rage et la crainte entraient dans le cœur des uns; un douloureux espoir venait ranimer celui des autres; les royalistes jouissaient à leur tour des inquiétudes de ces jacobins, devant lesquels ils tremblaient encore. Bientôt le son du tocsin appelle tous les citoyens à la défense de la patrie; une proclamation de Manuel, procureur de la commune, invite les habitants de Paris à se rendre au Champ de Mars; on y vole, l'exaltation est à son comble; mais pendant qu'on va se porter aux frontières est-il prudent de laisser derrière soi, des ennemis domestiques, des contre-révolutionnaires qui n'attendent que le départ des braves, pour assouvir leur vengeance sur les familles de ces derniers? La réponse à cette observation fut un long cri de terreur et de mort; on marche, on se précipite vers les prisons où le comité de surveillance avait entassé les victimes; vieillards, femmes, prêtres, infirmes, tout est massacré impitoyablement; le couvent des Carmes, le séminaires St-Firmin, la Force, l'Abbaye, deviennent successivement le théâtre de ces boucheries; et par un raffinement d'atrocité, les assassins formés en une espèce de tribunal font subir à leurs victimes, le simulacre d'un jugement. Il n'est pas inutile de faire remarquer que la veille même de ces affreux massacres de septembre, Robespierre avait profité de la disposition où la nouvelle de l'invasion de la Champagne avait jeté les esprits, pour rompre une lance contre les girondins; il les dénonça comme des traîtres, et les accusa d'entretenir des intelligences avec le duc de Brunswick. Interpellé par ceux qu'il attaquait, de fournir ses preuves, il remit à le faire le lendemain 2 septembre, où la mort planant sur tant de têtes, l'en dispensa.

Ce fut vers les six heures du soir que l'assemblée législative fut prévenue du carnage qui avait lieu dans les prisons: elle en frémit d'horreur et peut-être même d'épouvante; elle se hâta d'envoyer une députation sur les lieux; mais le torrent avait rompu ses digues, et ce n'étaient pas de timides commissaires qui pouvaient l'arrêter. Leur mission se borna à adresser quelques phrases banales aux assassins, sur la clémence et l'humanité; mais ils ne purent parvenir à empêcher les massacres qui n'en continuèrent pas moins: Henriot se distingua dans l'égorgement des prêtres de l'Abbaye-Saint-Germain, d'où on le vit sortir les bras nus et dégouttants de sang. Les prisonniers d'Orléans, que les girondins avaient été les premiers à faire plonger dans les cachots, et qu'on avait appelés à Paris, dans des intentions cruelles, furent également massacrés à Versailles.

Après le carnage des 2 et 3 septembre, les jacobins poussèrent l'impudence jusqu'à s'en faire un titre de gloire; une députation de la municipalité, fit à la tribune de l'assemblée l'apologie de ces *grandes mesures;* on alla plus loin encore, on demanda deux cent mille francs pour le salaire des meurtriers; et dans l'impossibilité de les trouver pour le moment, on proposa de piller le garde-meuble; le silence de l'assemblée fut regardé comme une approbation tacite; les joyaux les plus précieux de la couronne furent enlevés; en vain le ministre de l'intérieur Roland, tenta de s'y opposer, il ne fit, en remplissant son devoir avec courage, qu'achever de se perdre dans l'esprit de la faction dominante.

Puisque nous avons prononcé ce mot de factions, nous devons ici, pour l'intelligence de ce qui nous reste à dire, placer le tableau de leur situation respective. Divisées dès les premiers jours de l'assemblée, elles avaient cependant pour tactique de se réunir toutes les fois qu'il était question d'agir contre l'ennemi commun: dès que le trône fut renversé, elles s'écartèrent pour ne plus se rapprocher. La journée du 10 août devint le sujet de leur scission définitive; les girondins se vantaient d'en être les auteurs; les jacobins de leur côté s'en attribuaient toute la gloire; il n'y avait qu'un seul point sur lequel les uns et les autres s'accordassent, savoir celui de l'érection d'une

république; mais les derniers la voulaient comme moyen de parvenir à un autre gouvernement; les premiers, au contraire, la voulaient comme résultat.

Tout ce qui ressemblait à l'autorité d'un seul, était principalement odieux aux girondins; les orléanistes eux-mêmes ne pouvaient raisonnablement espérer de réussir qu'après avoir traversé l'anarchie républicaine, aussi Philippe fut-il le premier à applaudir à l'installation du gouvernement populaire : les jacobins demandaient ouvertement une dictature, un triumvirat; les cordeliers flottaient indécis entre ces différents systèmes, et ce fut la cause secrète de l'union qui exista longtemps entre Robespierre et Danton. Ces trois partis exerçaient plus ou moins d'influence sur les sections de Paris, qui elles-mêmes entraînaient les autres départements : le plus puissant était celui des francs jacobins, dont *la société mère*, du sein de la capitale, étendait sur toute la France ses vastes ramifications. Depuis le 10 août, l'attitude de tous ces partis devenait de jour en jour plus hostile. Le ministère évidemment girondin vouait une haine commune aux autres factions.

L'assemblée législative qui sentait tout le danger d'une position pareille, voyait approcher avec joie le moment de sa dissolution constitutionnelle. Le conseil municipal outré de la résistance qu'il avait éprouvée dans cette assemblée, désirait avec ardeur de la voir remplacée, espérant trouver moins d'opposition dans les législateurs qui succéderaient; en conséquence, il se hâta d'envoyer à l'assemblée expirante, une députation, pour qu'elle eût à convoquer les assemblées primaires. Robespierre et ses adhérents ne restèrent pas oisifs dans cette circonstance; les choix horribles qui sortirent de ces colléges électoraux prouvèrent l'activité des jacobins; les principaux élus étaient Danton, Marat, Billaud et tant d'autres monstres que nous avons vu figurer sur le zodiaque politique. Le duc d'Orléans fut nommé député par la protection de Marat; ce trait suffit pour caractériser l'esprit qui dominait la France à cette affreuse époque.

La convention se réunit dans une des salles des Tuileries, et ce fut de ce lieu qu'elle envoya une députation à l'assemblée législative pour la prier de lui céder son local. Les nouveaux députés prirent séance au manége le 21 septembre, après avoir reçu les félicitations de ceux qu'ils remplaçaient : nous devons dire que beaucoup de ces derniers avaient été réélus; plus ambitieux que les constituants, qui s'étaient exclus eux-mêmes de la nouvelle formation, les législatifs avaient eu le soin de se déclarer éligibles. Les jacobins virent avec douleur que la convention flotterait indécise entre eux et leurs rivaux; bientôt le fougueux Marat prêcha hautement dans sa feuille incendiaire contre les élections, et provoqua l'établissement d'une dictature.

Les girondins, dont les espérances s'étaient tout à coup ranimées, résolurent à leur tour d'imposer à leurs adversaires par la vigueur d'une attaque inopinée. Malheureusement dès cette première séance du 21 septembre, ils se laissèrent enlever l'initiative de la république par les jacobins, dont la popularité s'accrut considérablement : réduits à applaudir la mesure qu'ils ambitionnaient de proposer, les girondins, dès ce moment, luttèrent avec un désavantage tous les jours plus marqué. La royauté fut abolie et la république proclamée sur la proposition de Collot-d'Herbois : la majorité de l'assemblée en frémissait de jalousie et de honte; mais un comédien n'en demeura pas moins le fondateur de la république française.

La veille du jour où cette révolution était proclamée, le canon de la victoire se faisait entendre à Valmy : l'armée du duc de Brunswick repoussé dans une attaque, coupé de ses communications, abîmée par une maladie cruelle, loin de suivre la marche triomphale sur Paris qu'on lui avait promise, ne songeait qu'au moyen de sauver ses débris. Nous allons reprendre la narration militaire de ces événements que nous avons été forcé de retarder un moment.

CHAPITRE VII.

Invasion et retraite de la Champagne.

Par suite de l'alliance défensive, conclue le 7 février 1792, entre les cabinets de Vienne et de Berlin, et des arrangement, convenus entre ces deux puissances, les Prussiens se disposèrent, aussitôt

après la déclaration de guerre, à se mettre en marche pour le Rhin; mais, par une lenteur aussi fatale aux succès de leurs armes qu'à la famille royale qu'elles voulaient sauver, ces troupes n'arrivèrent à Coblentz qu'à la fin de juillet. Dès longtemps, et même avant la guerre, on avait débattu à Vienne et à Berlin le plan d'opérations convenable. Le duc de Brunswick, appelé à Potzdam, y avait eu le 11 février des conférences à ce sujet avec le roi et le comte de Schulembourg. Le prince de Hohenlohe-Kirchberg s'y était rendu plus tard, pour stipuler la part que l'armée impériale devait y prendre. Enfin le 19 juillet, l'Empereur, le roi de Prusse et le duc de Brunswick s'étaient réunis à Mayence, où ils arrêtèrent les dispositions suivantes :

1° Le prince d'Esterhazi, renforcé de 5,000 émigrés aux ordres du prince de Condé, placé sur la rive droite du Rhin, était chargé de menacer les frontières de France depuis la Suisse jusqu'à Philipsbourg.

2° Le comte d'Erbach devait remplir le même objet sur la rive gauche du fleuve, depuis ce point jusqu'à la Sarre.

3° Les Prussiens et les Hessois, renforcés par 12,000 émigrés, réunis à Trèves ou aux environs de Coblentz, sous les ordres des princes frères de Louis XVI, formaient l'armée principale d'invasion : elle devait remonter la rive gauche de la Moselle, venir par Luxembourg attaquer Longwy, et au besoin Montmédi; se porter ensuite sur Verdun, place hors d'état de faire une longue résistance; enfin, de là se diriger selon les événements par Châlons sur Paris.

4° Le prince de Hohenlohe-Kirchberg (1), après s'être séparé du comte d'Erbach, était destiné à passer la Moselle entre Thionville et Trèves, pour couvrir la gauche des Prussiens et attaquer successivement Thionville et Metz, où l'on avait des intelligences.

5° Le général comte de Clairfayt, renforcé de 4,000 émigrés rassemblés par le duc de Bourbon dans les Pays-Bas et le Luxembourg, était destiné à couvrir la droite des Prussiens, et devait à cet effet passer la Chiers entre Montmédi et Sedan; laisser quelques troupes devant Sedan et Mézières, pousser l'armée de Lafayette qui couvrait ces deux places, traverser la Meuse entre Verdun et Sedan pour marcher à Reims, et se mettre en mesure de suivre également la route de Paris par Fismes et Soissons, à moins qu'il ne parût plus convenable de se rejeter à droite pour prendre à revers les troupes et les places françaises du Hainaut et de la Flandre.

6° Le corps autrichien des Pays-Bas, aux ordres du duc de Saxe-Teschen, devait faciliter l'invasion de la grande armée au moyen d'une diversion sur ces places, que l'on supposait trouver naturellement dégarnies.

L'emplacement des forces des deux partis à cette époque est indiqué au tableau ci-joint.

On remarquait déjà avec peine que les émigrés, au lieu de former une masse respectable propre à servir de ralliement aux Français, fussent divisés en plusieurs corps. La politique allemande, fermant les yeux sur les inconvénients de ce partage, n'en vit que les avantages : sans doute elle espérait, en montrant les troupes royales sur plusieurs points, étendre l'influence que leurs relations devaient exercer sur le pays.

Le corps de Condé était beau; sa tenue, militaire. L'armée des princes se composait d'infanterie noble en très-petit nombre, et d'une brigade irlandaise qui ne formait pas un bataillon. La cavalerie, ne comptant pas moins de soixante-dix escadrons de la plus riche tenue, formée presqu'en entier d'officiers transformés en soldats, et enthousiastes de leur cause, pouvait être considérée comme un réserve d'élite, plus propre à décider une bataille qu'à faire habituellement le pénible service de cette arme.

Les scènes du 20 juin inspiraient déjà des craintes pour les jours du roi : M. de Calonne et les conseils pressaient l'expédition de tout leur pouvoir,

(1) Il y avait à cette armée deux généraux du même nom qu'il ne faut pas confondre; le prince de Hohenlohe-Kirchberg, commandait un corps d'armée autrichien; le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, commandait l'avant-garde prussienne : ce dernier acquit depuis une funeste célébrité par la bataille de Jéna, et la capitulation de Prenzlow.

L'armée prussienne enfin réunie près de Coblentz, n'attendait que le signal de se mettre en mouvement. L'aspect de ces bataillons instruit, et disciplinés par les vétérans de Potzdam; la tenue martiale des Autrichiens, aguerris dans les campagnes contre les Turcs, semblaient justifier les espérances qu'on plaçait dans cette expédition. Les émigrés disaient sans cesse aux alliés qu'ils n'avaient qu'à se présenter pour vaincre; ils aimaient à l'entendre dire, et semblaient redoubler d'ardeur et de fierté.

Mais avant d'en venir au récit de leurs opérations, il convient de jeter un coup d'œil sur la position respective des deux partis, de décrire leur ligne d'opérations, et d'examiner la manière dont ils l'embrassèrent.

Les frontières qui séparaient alors le nord et l'est de la France des États voisins, peuvent être divisées, en trois lignes : la première est renfermée entre la Suisse et Landau; la deuxième comprend l'intervalle depuis cette place jusqu'à la Meuse à Givet; la troisième part de ce point jusqu'à Dunkerque.

La neutralité de la Suisse et la place de Besançon flanquent l'extrême droite de cette première ligne, dont le front redoutable est couvert par le Rhin et par une double barrière de places fortes, telles que Huningue, Brisach, Schelestadt, Fort-Vauban, Strasbourg, Landau, en première ligne; Béfort, Phalsbourg et Bitsch en deuxième. La chaîne des Vosges, aride et souvent impraticable, forme une troisième barrière non moins avantageuse; l'espace entre le Rhin et cette chaîne est communément d'environ six lieues. Une armée qui voudrait pénétrer en France sur ce point, ne pourrait le faire sans être maîtresse de quelques-unes des places qui s'y trouvent; autrement elle s'exposerait à une ruine totale, si les Français portaient des forces sur les Vosges, et qu'ils prissent en outre, perpendiculairement au Rhin, une bonne position sur l'extrémité de la ligne d'opérations de l'ennemi (1).

La seconde division des frontières quitte le Rhin vers Landau; elle est coupée par la Sarre et la Moselle, qui coulent perpendiculairement à sa direction. Les places qui la couvrent sont : à droite, Bitsch, Sarrelouis, Thionville; au centre, Longwy; à gauche, Montmédi, Bouillon et Givet en première ligne. Un peu en arrière se trouvent Metz, Verdun, Sedan et Mézières. Cette ligne offre de très-bons camps, appuyés à la Sarre et à la Moselle; elle est coupée par la chaîne boisée des Ardennes, qui couvre un espace de quinze lieues entre Verdun et Sedan. Cette partie centrale de la frontière était plus ouverte que le reste; car la forêt, bien différente de l'antique Hercinie, est aujourd'hui praticable sur plusieurs points; et Longwy une fois dépassé, tout l'intervalle entre Metz et Sedan se trouvait dénué de défense.

La troisième ligne comprend depuis Givet jusqu'à Dunkerque. C'est ici que Vauban avait multiplié les obstacles contre les agressions de la maison de Bourgogne, qui, depuis Philippe II, partaient ordinairement de la Flandre. On trouvait en première ligne Philippeville, Maubeuge, le Quesnoy, Valenciennes, Condé, Lille et Dunkerque; en seconde ligne, Rocroy, Avesnes, Landrecies, Cambrai, Bouchain, Douai, Béthune, Aire et Saint-Omer; enfin, Saint-Quentin, Péronne, Bapaume, Arras et Amiens même, formaient une troisième barrière.

Toutes ces places présentaient de grands avantages pour un système offensif. Elles favorisaient bien plus encore des opérations défensives, en couvrant des communications importantes, et en offrant des camps avantageux sur tout le développement de la ligne. Si l'on s'était exagéré leur importance à l'époque de leur construction, et si d'anciens préjugés avaient consacré quelques erreurs relatives au rôle qu'elles devaient jouer dans la défensive, il n'en est pas moins vrai que ces places fournissaient des dépôts précieux pour les armées actives; qu'elles devaient entraver les progrès de l'ennemi, et affaiblir les corps agissants en les obligeant à

(1) Il ne faut pas croire que l'invasion de 1814 détruise cette assertion. On doit se rappeler que nous supposons deux armées en état de se mesurer, et prêtes à agir avec des forces égales. L'invasion de 1814 fut faite par 250,000 hommes, qui n'avaient devant eux que des débris, et qui étaient encore secondés par des milices, chargées du blocus des places.

détacher des divisions de blocus ou de siége. Le seul inconvénient qu'elles offrissent, à cause de leur grand nombre, était d'obliger les Français à y jeter quantité de troupes pour les garder. A la vérité, cet inconvénient semblait devoir disparaître dans une guerre d'opinion, à laquelle les citoyens inscrits dans la garde nationale étaient disposés à prendre part, en contribuant du moins à la défense de leur cité, et facilitant ainsi les moyens de tenir plus de forces en campagne. Toutefois on verra que ce ne fut pas d'abord le cas, ou du moins que les généraux français ne surent pas tirer de ces dispositions tout le parti possible.

Pour juger si le duc de Brunswick fit un bon choix de lignes d'opérations, et si ses manœuvres, répondirent à ce choix, il faut examiner quelle était la nature de la guerre qu'il allait entreprendre.

Soit que Frédéric-Guillaume fût réellement assez généreux pour employer ses armées au rétablissement de l'ordre en France, soit qu'il eût envie de démembrer ce royaume, il est certain qu'il comptait autant sur la désorganisation des armées ennemies que sur ses propres moyens. Cette désorganisation étant complète, à l'époque où les alliés voulaient pénétrer en France, il n'était pas de leur intérêt de faire une guerre méthodique, qui eût laissé aux généraux français le temps d'aguerrir leurs troupes, et de recevoir des renforts. La lenteur des opérations d'une telle guerre et les siéges qu'elle nécessitait, eussent en effet donné à l'ennemi la mesure de sa force, en ranimant en lui cette vigueur morale, source des plus grandes actions.

Tous les avantages que les coalisés pouvaient attendre, dépendaient donc du succès des premières affaires. Si elles n'étaient pas décisives, dans un moment où les troupes françaises se méfiaient autant d'elles-mêmes que de leurs généraux, on ne devait rien espérer lorsque ces troupes auraient remporté des victoires, et détruit cette réputation de supériorité dont les armées allemandes étaient en possession depuis près d'un siècle.

A ces puissantes considérations, se réunissaient les avantages militaires. La position des corps d'armée chargés de couvrir les frontières, était trop disséminée : ces corps isolés, répandus sur une ligne de cent lieues, étant percés à leur centre, se seraient trouvés dans la nécessité de prendre une direction concentrique fort en arrière, afin de couvrir la capitale. L'armée prussienne pouvait alors arriver sur ce point plus promptement que ses ennemis, et s'emparer d'une étendue de terrain immense, qui aurait fourni à son entretien; et qui, sous l'apparence d'une brillante conquête, aurait maintenu sa supériorité dans l'opinion.

En un mot, une guerre active et d'invasion était commandée :

1° Par la situation politique de la France;

2° Par la position relative de l'armée française;

3° Par le but que les puissances belligérantes s'étaient proposé.

Il ne s'agissait plus que de proportionner les moyens à la grandeur de l'entreprise, et à prendre les mesures convenables pour en assurer la réussite.

La ligne d'opérations du centre était la plus avantageuse par ses rapports avec la situation politique, attendu qu'elle menait directement au but, et sur le point le plus accessible de la frontière. En la choisissant, on manœuvrait sur le centre d'une ligne étendue et affaiblie, dont les extrémités se trouveraient isolées et en danger d'être détruites successivement, dès que les mouvements seraient exécutés avec vivacité. Enfin, les alliés occupaient, sur cette partie faible des frontières, les importantes forteresses de Luxembourg et de Mayence, dont la position avantageuse donnait une excellente base d'opérations et les meilleures places d'armes que l'on pût désirer.

Il paraît que le duc de Brunswick avait saisi tous ces avantages. La guerre d'invasion fut résolue, et l'on choisit la ligne d'opérations du centre. Nous allons voir que l'exécution ne répondit pas à la justesse de ces premières combinaisons.

Le roi de Prusse arriva, le 25 juillet, à l'armée, campé près de Rubenach. Le duc de Brunswick fit paraître le même jour l'imprudent manifeste dicté par Calonne, et qui eut trop de part aux événements pour ne pas trouver place dans toutes les histoires de cette guerre (1).

Le 28 juillet, les derniers corps prussiens arrivèrent au camp; et l'armée fut répartie dans l'ordre de bataille ci-contre.

(1) Voyez pièces justificatives des livres II et III, n° 5.

Dès les premiers jours du rassemblement des troupes, on éprouva quelque peine à leur procurer des subsistances. Par un mélange de parcimonie et de légèreté, on avait négligé de se pourvoir de boulangers en partant de Prusse, soit qu'on comptât en trouver sur le Rhin, soit qu'on s'attendît à être abondamment pourvu de tout, par les nombreux partisans des émigrés. Enfin, le 30 juillet, l'armée se mit en mouvement, et perdit encore plusieurs jours pour franchir méthodiquement les défilés de Martinsthal et d'Isbach : précaution inutile, puisqu'on était à dix marches des forces encore disséminées de l'ennemi. Après avoir passé la Moselle, le 5 août, l'armée prussienne vint camper, le 6, sur les hauteurs de Kons, où elle séjourna jusqu'au 12, au moment même où le canon de l'insurrection foudroyait les Tuileries.

Le corps des émigrés, fort de 10 à 12,000 hommes, se trouvait le 8 à Trèves. L'armée prussienne se porta, le 13, à Montfort, où elle séjourna de nouveau jusqu'au 18, dans une position défensive. Il y avait lieu de s'étonner qu'une armée, qui croyait marcher à la conquête de Paris comme à une promenade, choisît des positions défensives à quatre ou cinq marches de l'ennemi qu'elle affectait de traiter avec mépris.

Enfin, le 19, après avoir mis vingt jours à faire quarante lieues, l'armée prussienne franchit la frontière de France, et campa à Tiercelet, où elle se réunit à Clairfayt, qui campait à Roman avec 18,000 hommes amenés de Flandre. Les Hessois se portèrent à Niederdouven; l'armée des princes, à Bredimus. L'avant-garde marchant jusqu'à Crune, donna sur les postes du général Desprès-Crassier, qui campait à Fontoi avec un corps de 4,000 hommes, et se replia à l'approche de l'ennemi.

Pour suivre avec plus d'intérêt la marche des alliés, il faut porter un instant nos regards sur ce qui se passait dans l'armée française.

On se rappelle qu'à la suite de son inutile course vers Courtray, le maréchal Luckner était revenu sur le Rhin, où il avait répété, sous Landau, les scènes qui avaient prouvé sa médiocrité. Lafayette, tout occupé de ce qui se passait à Paris, et résolu trop tard de sauver la monarchie, ne négligeait aucun moyen pour gagner ses soldats; mais le ministère et les jacobins, qui avaient l'œil sur lui depuis ses sorties des 16 et 28 juin, le contrariaient dans toutes ses mesures, et cherchaient tout à la fois à restreindre son commandement, et à détruire son influence dans l'armée; on alla même jusqu'à retenir les troupes en marche de l'intérieur pour le renforcer. Il avait à peine 24,000 hommes disponibles, soustraction faite des garnisons, et avec cette poignée d'hommes, il devait couvrir l'espace entre la Meuse et la Chiers.

Le général Luckner, avec l'armée du Centre, couvrait la Moselle, par les camps de Fontoi et de Richemont : un corps de 15,000 hommes, sous Custine, campait à Wissembourg : Kellermann était chargé de défendre la Sarre, et Biron le haut Rhin. Au Nord, les généraux Carlen, Beurnonville, Dumouriez et Lanoue commandaient toujours des divisions isolées, réparties dans les camps de Dunkerque, de Lille, de Maulde et de Maubeuge.

Les événements du 10 août tenaient toutes les armées françaises en suspens; et bien qu'en général elles ne fussent point disposées à soutenir la cour, néanmoins il était possible qu'à la voix des chefs qui avaient capté la confiance des troupes par leur popularité, elles devinssent tout à coup les appuis du trône. Mais alors la plupart des généraux étaient subjugués par les factions désorganisatrices : Dumouriez et Custine affiliés dès longtemps aux jacobins, ne voyant peut-être dans le renversement de la monarchie qu'une occasion d'obtenir un commandement plus considérable, approuvèrent tous les résultats du 10 août et prêtèrent sans répugnance le serment que l'assemblée exigea d'eux. Dillon après s'y être refusé, fit une espèce d'amende honorable, d'une action qui n'avait rien que de louable, et eut recours au crédit de Dumouriez, pour conserver son commandement. Le vieux maréchal de Luckner, peu habitué à feindre, refusa, il est vrai, de reconnaître d'autre maître que le roi, mais il avait perdu tout empire sur ses troupes; les autres généraux, à l'exception de Lafayette, attendirent l'événement pour se décider.

Ce dernier qui avait sondé toute la profondeur du gouffre où les partisans de la monarchie constitutionnelle allaient être jetés, n'hésita point à se

prononcer contre l'assemblée. Il fit arrêter ses commissaires à Sedan, mais ayant perdu le temps en délibérations, et n'ayant pas su électriser son armée au moment décisif, il fut destitué et mandé à la barre. Ce coup qu'il aurait dû prévoir, lui ayant enlevé une partie de ses partisans dans le camp de Vaux, il sentit dès lors qu'il compromettait inutilement le petit nombre de bataillons qui lui étaient restés fidèles, et crut devoir chercher son salut dans la fuite. Espérant de retourner aux États-Unis qu'il avait si bien servis, il partit dans la nuit du 18 au 19 avec Latour-Maubourg, Alexandre Lameth et Bureau de Puzy; mais arrêtés d'abord aux avant-postes autrichiens, comme prisonniers de guerre, et jetés ensuite comme criminels d'État dans les cachots d'Olmutz, ces martyrs de la liberté y expièrent d'une manière cruelle leur amour chevaleresque pour les idées libérales.

La nouvelle de l'attentat du 10 août, produisit aussi sur les chefs de la croisade royale des impressions bien différentes. Le duc de Brunswick en fut effrayé : il n'augurait rien de bon d'une course dans un pays, dont la population était exaltée au point d'assaillir le palais du roi, de massacrer ses gardes, et de le tenir dans la captivité. Déjà, dans les conseils de Potzdam, il parut vouloir bannir de ses plans d'opérations, les espérances frivoles conçues par une noblesse présomptueuse. Il avait insisté pour agir avec des moyens proportionnés, en prenant les précautions d'usage pour une guerre longue et difficile.

Instruit à son arrivée à l'armée que le prince de Hohenlohe, au lieu de 50,000 Autrichiens n'en amenait pas plus de 18,000, le duc mesura les dangers qu'il courait dans une entreprise dont les moyens diminuaient à mesure que les obstacles grossissaient, et en conçut de justes alarmes.

Les émigrés, les ministres de Frédéric-Guillaume, et ce monarque lui-même, voyaient dans ces excès du 10 août, un motif de plus d'accélérer la marche, pour secourir la famille royale : la passion les aveuglait; le duc jugeait en chef d'armée. On n'écouta que pour la forme ses observations, que les princes français et les courtisans qualifièrent de conseils pusillanimes, et le roi de Prusse flatté du titre d'Agamemnon qu'on lui donnait, décida de continuer son mouvement.

Le 20, l'avant-garde se porta à Villers-la-Montagne : l'armée suivit par lignes, et investit Longwy. Le général Clairfayt prit poste à Piermont, sur la droite de la Chiers : son aile gauche à Cosne; la droite, au ravin qui s'étend depuis la place jusqu'à Granville.

La forteresse de Longwy est un hexagone bastionné, dont cinq demi-lunes couvrent autant de fronts; le sixième a un ouvrage à corne. La demi-lune du côté de la ferme de la Colombe, et celle de la porte de France, sont couvertes par des lunettes; la place, d'une petite étendue, a tous ses établissements voûtés à l'épreuve de la bombe. Le mont du Chat, qui en est à deux mille pas, la domine. Si cette hauteur était retranchée, Longwy serait susceptible d'une bien longue résistance.

Le gouverneur ayant répondu négativement à la sommation qui lui fut faite, le colonel d'artillerie Tempelhof (1) eut ordre de bombarder la ville. Le 21, à l'entrée de la nuit, il fit établir une batterie de deux obusiers et quatre mortiers dans le ravin à gauche de la Colombe, et commença le feu qui dura depuis dix heures du soir jusqu'à trois heures du matin : une obscurité profonde empêchait de calculer les distances : les pluies, qui duraient depuis longtemps redoublèrent, le temps était affreux, et il fallut discontinuer. Le 22, à cinq heures, l'attaque recommença; et, à huit, malgré la vivacité du feu de l'assiégé, plus de trois cents bombes étaient tombées dans la place, un magasin était la proie des flammes. Cependant le désordre s'étant introduit dans la garnison composée de deux bataillons de volontaires et d'un de ligne qui ne s'accordaient point entre eux, le commandant, homme faible, désespérant de pouvoir prolonger sa résistance, accepta un peu légèrement la capitulation qu'on venait de lui offrir pour la seconde fois : la garnison sortit le 24, et fut prisonnière.

La facilité de la conquête de Longwy, et la nouvelle de la fuite de Lafayette, ne firent qu'accroître les espérances des alliés. Si la défection commençait à se mettre parmi les chefs mêmes de la révolution, le découragement de l'armée française devait être à son comble; et le succès de l'invasion paraissait infaillible.

Quatre partis s'offraient au duc : 1° se jeter avec

(1) L'auteur de l'*Histoire de la guerre de sept ans*.

le gros de ses forces, sur l'armée de Lafayette, ébranlée par la fuite de son chef, et plongée dans la stupeur et le désordre; 2° se rabattre par la gauche, pour tomber sur Luckner, à Metz; 3° continuer sa course politique, en s'emparant sur-le-champ des défilés de l'Argonne; 4° rester au contraire sur la Moselle, pour s'y procurer une base solide, en faisant méthodiquement les siéges de Metz et de Thionville.

Sous les rapport stratégiques, comme sous ceux de la politique, le premier de ces partis était le plus convenable; on pouvait employer 30,000 hommes à observer Luckner et les places de gauche, tandis que 60,000 combattants eussent accablé l'armée sous Sedan, qui se trouvait alors sans chef, Dumouriez n'en ayant point encore pris le commandement. Cette manœuvre eût été d'autant plus sage qu'en l'exécutant avec vivacité, on la terminait en dix jours, et rien ne s'opposait ensuite à ce qu'on reprît le chemin de Paris. Si l'armée française évacuait son camp, à l'approche d'une masse si formidable, on l'eût poursuivie avec impétuosité, et probablement entamée. Se jetait-elle dans une place? alors les alliés renonçant à toute autre considération qu'au grand intérêt militaire, eussent employé tous leurs moyens pour la contraindre à capituler, ce que le défaut de vivres eût rendu inévitable.

Une marche contre Luckner à Metz, éloignant l'armée alliée de la direction de Paris, n'eût mené à aucun résultat. Le troisième parti, celui de se diriger vivement sur l'Argonne, et de s'emparer de ses défilés, avait l'avantage de couper le centre morcelé de l'immense ligne occupée par les armées françaises : mais, en poussant plus loin sur Châlons et sur la Marne, on eût laissé aux corps ennemis de droite et de gauche, les moyens de se reformer sur les derrières de l'armée alliée, et de la couper de sa base d'opérations. Marcher à Paris avec 80,000 hommes, laissant 100,000 Français derrière soi, eût été sans doute un moyen d'en faire partir l'assemblée nationale : cependant, si cette assemblée transférée derrière la Loire, eût armé la population enthousiaste du Midi, et rassemblé toutes ses troupes disponibles, l'issue de cette promenade n'aurait-elle pas tourné à la honte de ses conseillers?

On ne pouvait former un telle entreprise avec moins de 200,000 hommes, dont 100,000 eussent marché sur Paris, tandis que deux armées de 50,000 hommes chacune, eussent observé les places et les forces ennemies à droite et à gauche, pour couvrir la ligne d'opérations.

N'ayant pas les moyens de faire cette incursion, il fallait donc, après s'être emparé de l'Argonne, s'y établir pour attendre l'événement; ou, de là, se rabattre sur Sedan pour attaquer l'armée de Lafayette, après avoir perdu inutilement du temps à des marches sans résultat, pour revenir, à la fin de septembre, au mouvement que l'on aurait pu exécuter par Arlon, dès le commencement d'août.

Enfin, le quatrième parti, consistant à se baser sur la Moselle, à garder cette ligne et à faire méthodiquement les siéges de Thionville et de Metz, n'offrait pas de résultats brillants, mais il était sûr, et le duc penchait à l'adopter.

Ce prince, irrésolu, parce qu'il était forcé d'exécuter un plan contraire à ses vues, prenait lentement ses mesures pour continuer la pointe, et n'agissait ni stratégiquement, ni politiquement. Six jours furent perdus dans le camp sous Longwy pour attendre l'arrivée du prince de Hohenlohe-Kirchberg devant Thionville. En admettant que le général Wimpfen qui y commandait pût faire battre la campagne à 2 ou 3,000 hommes, ce n'était pas une raison d'en tenir 80,000 dans l'inaction. D'ailleurs si l'armée prussienne dut faire trois haltes de six jours chacune pour attendre les corps de flancs, qui depuis plusieurs mois se trouvaient sur le théâtre de la guerre, c'était un défaut de calcul impardonnable. Enfin, l'armée partit le 29 de Longwy, et arriva le 30 devant Verdun : elle s'établit sur les hauteurs de la Côte-Saint-Michel, à deux mille pas de la ville, qu'on investit aussitôt; les deux lignes campèrent entre Fleury et Grandbras; le corps d'avant-garde était à Bellevue; Clairfayt à Marville, reconnaissant Montmédi et Juvigny.

Verdun fut sommé. Cette place a dix bastions, liés par des courtines mal couvertes : les fossés sont profonds; et l'on a élevé des ouvrages à cornes, sur les deux rives de la Meuse. La citadelle est un pentagone irrégulier, entouré d'une fausse braie : les courtines en sont couvertes par des te-

nailles et des demi-lunes. Tous ces ouvrages étaient en mauvais état; quoique cette place se trouvât au milieu de la trouée entre la Meuse et la Moselle, on avait renoncé à l'entretenir, ne la considérant que comme dépôt. La garnison, forte de 3,000 hommes, n'était pas suffisante; et des paysans armés pour la compléter, devaient plus contribuer à en accélérer la reddition, qu'à l'empêcher.

Le 31 août, on jeta un pont sur la Meuse, que le général Kalkreuth passa avec 8 bataillons et 15 escadrons : la position de ce corps complétait l'investissement.

A six heures du soir, on dressa trois batteries : la première, sur la hauteur de Saint-Michel : la seconde, au camp de l'avant-garde; la troisième, à celui du général Kalkreuth : le bombardement commença aussitôt et dura jusqu'à une heure du matin; il reprit, le 1er septembre, depuis trois heures jusqu'à sept. Le commandant ayant été sommé, demanda vingt-quatre heures, qui lui furent accordées.

Le 2 septembre, on mit à l'ordre les préparatifs pour une attaque de nuit; mais elle n'eut pas lieu, car une partie de la bourgeoisie et de la garnison mutinée força le commandant à capituler. Ce brave, qui n'avait pas eu l'énergie d'imposer à des séditieux, en eut assez pour ne pas survivre à une capitulation prématurée, et se brûla la cervelle : son nom mérite d'être rappellé, il s'appelait Beaurepaire. La garnison, qui n'était pas prisonnière, sortit le 3, et se réunit à Clermont, avec le général Galbaud.

Avant d'aller plus loin, il convient de jeter un coup d'œil sur les positions respectives des deux armées : le 1er septembre, à partir de la droite des coalisés,

1° Le duc de Saxe-Teschen couvrait les Pays-Bas;

2° Clairfayt était à Juvigny, et occupait Stenay;

3° La grande armée était à Verdun;

4° Les Hessois, à Longwy;

5° Le corps autrichien, commandé par le prince de Hohenlohe-Kirchberg, fort de 16,000 hommes, fut joint à Remich par un corps d'émigrés; et arriva, le 30 août, devant Thionville qui fut investi;

6° Le général Erbach était à Spire, avec six bataillons et dix escadrons, pour y couvrir le grand magasin autrichien;

7° Les princes d'Esterhazy et de Condé restaient toujours dans le Brisgaw et vers Philipsbourg, pour former un cordon.

Les armés françaises étaient disposées de la manière suivante :

1° Beurnonville, Moreton et Duval, à Mauldc, Maubeuge et Lille, environ 30,000 hommes;

2° Dumouriez part de Sedan pour Grandpré, avec 23,000 hommes;

3° Kellermann à Metz, environ 20,000;

4° Custine à Landau, 15,000;

5° Le général Biron, dans l'Alsace, 30,000.

La fuite de Lafayette, et la désobéissance de Luckner à l'assemblée, qui semblaient devoir être si favorables aux alliés, devinrent cependant utiles à la France, en décidant le gouvernement à confier à Dumouriez le commandement, divisé jusque-là entre tant de mains inhabiles. Cette circonstance donnant plus d'unité aux opérations des armées, contribua puissamment à l'issue heureuse de la campagne; dès lors, on put espérer de tirer la France de l'abîme. Si Dumouriez ne fut pas un grand homme, il y aurait de l'injustice à ne pas le mettre au rang des généraux de second ordre. Possédant de vastes connaissances, actif, laborieux, entreprenant, sachant bien conduire les soldats français, on ne peut dissimuler les services qu'il rendit, en inspirant aux troupes la confiance dont elles manquaient à cette époque. Si, mieux initié dans les principes de la stratégie, il avait possédé ce coup d'œil militaire qui saisit rapidement le point décisif d'un théâtre de guerre, comme celui d'un champ de bataille, il eût été un grand capitaine. Lorsqu'il arriva à Sedan pour remplacer Lafayette, il trouva l'armée prévenue contre lui : les troupes l'accusaient hautement de la perte de leur général. Il parvint en peu de jours, à détruire ces impressions défavorables, et à rétablir l'ordre.

Toujours abusé par l'idée que le salut de la France était en Belgique, et que s'il se rendait maître de Bruxelles, tous les habitants des Pays-Bas se lèveraient en sa faveur, Dumouriez crut d'abord que les Prussiens seraient suffisamment arrêtés dans leur marche par les siéges des places de la Moselle, de la Meuse et des Ardennes; et que le meilleur moyen de les décider à la retraite, était

de conquérir le Brabant, pour les attirer sur la basse Meuse. Il avait l'intention d'y marcher, quand la nouvelle de la prompte reddition de Longwy, et de la marche des alliés sur Verdun, vint le tirer de son erreur. Il détacha aussitôt le général Galbaud avec deux bataillons, pour se jeter dans cette place, et assembla un conseil de guerre, auquel assistèrent les généraux Dillon, Chazot, Vouillers, Miazinsky, Money, le commissaire Petiet, et l'aide de camp Thouvenot.

Dumouriez, après avoir fait un tableau exact de la situation des affaires, affaiblit l'impression fâcheuse qu'il laissait dans l'esprit des membres du conseil, en donnant à entendre que l'immense cavalerie des alliés, leur nombreuse artillerie, et surtout la suite fastueuse des émigrés, devaient embarrasser leur marche dans un pays aussi difficile, par un temps affreux. Il termina en déclarant qu'on ne pouvait rester inactif au camp de Sedan, et qu'il fallait prendre un parti décisif.

Cette démarche avait pour but de sonder les généraux : les uns furent d'avis de se retirer derrière la Marne, pour y attendre les renforts qui avaient été retenus dans l'intérieur, de peur de grossir l'armée de Lafayette, et qui forçaient de marche depuis que ce général l'avait quittée. Les autres inclinaient pour une diversion dans la Flandre : et, malgré ce que Dumouriez et tous les auteurs contemporains en ont dit, on assure que lui-même penchait pour cet avis, lorsqu'un courrier du conseil exécutif lui apporta l'ordre de s'établir dans l'Argonne, où il devait être joint par Kellermann.

Entraîné par les assertions de ce général, nous lui avons décerné une couronne civique, pour cette résolution qui sauva la France; mais la déposition d'un témoin oculaire, digne de foi, et l'ordre que Kellermann reçut à la même époque de marcher avec les troupes disponibles de Metz sur l'Argonne, portent à croire que la concentration des deux armées sur ce point, émana du conseil exécutif (1). Quoi qu'il en soit, il était évident qu'une retraite derrière la Marne, dans l'état de découragement et de dispersion où se trouvait l'armée, aurait eu les conséquences les plus funestes. Elle eût livré sans combat, aux ennemis, les contrées fertiles des Trois-Évêchés, la Lorraine, et toute la Champagne jusqu'à Châlons; tandis qu'en le prévenant dans l'Argonne, on lui disputait ce terrain difficile jusqu'à l'arrivée des renforts, et on le resserrait dans un pays aride où il manquait de tout.

La forêt d'Argonne s'étend depuis Passavant, à une lieue au delà de Sainte-Menehould, jusqu'auprès de Sedan; ce qui forme un développement de treize lieues. Cette forêt se lie ensuite à d'autres parties de bois moins considérables, qui se prolongent dans la direction de Bar-le-Duc. Elle sépare les belles contrées nommées les Trois-Évêchés d'avec la Champagne pouilleuse; pays aride, dont le sol crayeux n'offre ni prairies, ni arbres, ni eaux; et où l'on ne rencontre de loin en loin, que de chétifs villages. Les bords de la forêt sont riches en pâturages, et assez peuplés : elle est coupée par des hauteurs, des ruisseaux, des étangs et des marais qui la rendent impraticable partout ailleurs que dans cinq passages.

Le débouché de Chêne-Populeux est le plus ouvert : il y passe un chemin, qui mène de Sedan à Rethel. Celui de la Croix-aux-Bois, est à deux lieues du premier, et forme un chemin de charettes, qui communique de Briquenay à Vouziers. Le troisième est Grandpré, par où passe la route de Stenay à Reims. A deux lieues et demie de là, se trouve celui de la Chalade, qui conduit de Varennes à Sainte-Menehould. Le cinquième, à une lieue et demie plus loin, forme un long défilé, et se nomme les Islettes : il est traversé par la grande route, qui conduit de Verdun à Paris (2).

Le salut de la France dépendait donc de cette position : puisqu'en gagnant assez de temps pour

(1) Nous ne voulons rien diminuer de la gloire de Dumouriez, on verra plus loin que sa contenance à Grand-Pré et à Sainte-Menehould sauva tout. Mais le mérite de la marche dans l'Argonne lui est contesté; quoique dans ses lettres au ministre Servan, et dans ses mémoires, il s'en attribue toute la gloire, des témoins la revendiquent en faveur du gouvernement.

(2) Voyez pour ces positions et pour toutes celles de l'invasion, la carte de Cassini. Je n'ai pu, sans étendre trop mon atlas, donner toutes les cartes nécessaires. Ceux qui veulent lire l'histoire militaire avec fruits, doivent avoir les cartes spéciales du pays où les opérations ont eu lieu; car il est impossible de joindre à un ouvrage de la nature du mien, la topographie de tous les théâtres de la guerre.

s'y renforcer et la défendre jusqu'à la fin du mois, on contraignait les Prussiens à prendre leurs quartiers d'hiver hors du territoire français.

La marche sur Grandpré étant résolue, il fallait encore chercher les moyens d'atteindre ce point avant l'ennemi. La chose ne paraissait pas facile : Clairfayt n'était qu'à six lieues de Grandpré, et Dumouriez en avait douze à faire, en passant par Busancy ; Dillon occupait Mouzon, à dix lieues de la Chalade et des Islettes, dont l'armée ennemie n'était éloignée que de six lieues.

Deux routes conduisent de Sedan à Grandpré. La première passe par Chêne-Populeux, et longe la forêt, à l'ouest : elle est la plus sûre, mais la plus longue, et aurait donné le temps à l'ennemi de prévenir Dumouriez dans les positions qu'il voulait occuper. La seconde est la plus courte : mais elle passe entre la forêt et la Meuse, non loin de Stenay et de la position de Clairfayt, qui aurait eu le temps d'arriver le premier à Grandpré.

Le général français résolut de prendre la dernière, et de manœuvrer de manière à éloigner Clairfayt. Il fit, en conséquence, partir le général Dillon avec une forte division, pour attaquer vigoureusement l'avant-garde des Autrichiens, et l'obliger à repasser la Meuse. Ce mouvement ayant été exécuté le 31 août, le général Dillon revint à Mouzon, et se dirigea sur la Chalade et les Islettes : après une marche de flanc hardie, exécutée à la vue des postes ennemis, il arriva, le 4, à Vienne-le-Château. Le général Galbaud, qui avait dû se jeter dans Verdun, ayant appris la capitulation de la place, s'était replié sur les Islettes, et occupait, le 3, la côte de Biesme, où il fut joint par la garnison.

Le 1er septembre, Dumouriez fit marcher le général Chazot avec 5,000 hommes, pour conduire l'artillerie et les équipages, par Tannai et les Armoises : suivant lui-même, avec 13,000 hommes, la route que Dillon avait prise, il occupa le camp de Grandpré, le 4. Ce camp était placé sur les hauteurs qui s'élèvent en amphithéâtre, entre l'Aisne et l'Aire : la gauche appuyait à Grandpré, la droite à Marque. L'Aire, formant un grand coude, couvrait en même temps le front et les deux flancs. Un corps d'avant-garde, sous les ordres de Miranda et de Stengel, était placé en demi-cercle en avant de l'Aire, la droite à Saint-Juvin, le centre à Verpelle, la gauche vers Bessu et Mortame; Dillon et Galbaud furent chargés de défendre les Islettes avec 7,000 hommes. Dubouquet garda le Chêne-Populeux, avec une division nouvellement organisée à Reims, et le passage de la Croix-aux-Bois, fut confiée à 1,000 hommes d'infanterie et 300 dragons.

Dumouriez attendait dans ces positions, les renforts qui lui arrivaient de l'intérieur, de l'armée du Centre et de celle du Nord.

Les généraux Beurnonville et Duval étaient en marche, venant de la Flandre avec 16,000 hommes : le premier devait être à Rethel, le 13; le second à Chêne-Populeux, le 7.

Kellerman était parti, le 4, de Metz, avec 24 bataillons et 35 escadrons; et ayant été renforcé, à Pont-à-Mousson, par 4,000 volontaires nationaux de l'armée de Custine, il s'avançait alors par la route de Bar avec environ 22,000 hommes.

Pendant que ces choses se passaient, l'armée alliée prenait la décision tardive, qui devait attirer sur elle les plus grands revers. Pour faire mieux comprendre ses mouvements, nous serons forcé d'entrer dans quelques détails : lorsque les opérations sont marquées au coin de la médiocrité, et qu'elles n'offrent dans leurs combinaisons comme dans leur exécution, aucun caractère de grandeur, elles sont plus difficiles à tracer; il faut suivre minutieusement les généraux qui les conduisent, afin de saisir le but de leurs résolutions à mesure que les événements se développent.

Le duc obligé de poursuivre des opérations dont il n'augurait rien de bon, forma, dit-on, le projet de ne point continuer sa marche directe après la prise de Verdun. Il proposa de masquer l'Argonne, en faisant retrancher un corps prussien à Landres et un corps autrichien à Clermont : la grande armée se prolongeant à droite, marcherait sur Sedan et Mézières, tandis que le duc de Saxe-Teschen après avoir dissipé le faible corps de Maulde, prendrait une direction concentrique sur Givet, pour couvrir la droite de la grande armée, et opérer de concert avec elle. On a prétendu qu'une telle manœuvre pouvait amener la reddition d'une grande partie des places de Flandre, parce qu'elles étaient mal gardées, mal approvisionnées, et

hors d'état d'être secourues. Cette assertion paraît hasardée, et ce projet conçu si tard ne pouvait mener à rien : l'armée se fût jetée dans le pays aride et difficile des Ardennes, où les obstacles se multiplient à chaque pas : mouvement que d'ailleurs elle eût pu faire avec plus de facilité un mois plus tôt, en marchant de Luxembourg par Arlon dès les premiers jours d'août. C'était enfin mal prendre son temps, que de se jeter à droite, quand Dumouriez se portait à gauche, pour rejoindre Kellermann, et revenir avec des forces imposantes attaquer l'armée en queue dans les défilés où elle eût été engagée.

Le roi, séduit par la prompte reddition de Longwy et de Verdun, ainsi que par les promesses des émigrés, désapprouva ce plan, et se décida à passer la Meuse pour marcher sur Paris. Frédéric-Guillaume était obsédé par les agents des princes, et entre autres par le baron de Roll, envoyé du comte d'Artois : cet homme, sous l'enveloppe d'un bon Suisse, cachait un grand esprit d'intrigue, et ne négligeait aucune occasion d'exciter le roi à persévérer dans son entreprise. M. de Calonne commençait à perdre de son crédit, depuis qu'on voyait l'armée et la nation résolues à résister de concert. M. de Breteuil, qui avait été moins confiant et moins exagéré, était consulté avec plus de déférence. Mais tous avaient également intérêt à ce que le roi poussât jusqu'au bout sa course chevaleresque ; une guerre méthodique n'entrait point dans leurs calculs.

D'un autre côté, Frédéric-Guillaume était combattu par son généralissime, et par des lettres qui lui représentaient, avec les couleurs les plus vives, la situation critique où il allait se précipiter. Ces lettres, monument assez remarquable de l'histoire du temps, étaient l'ouvrage d'un bon Français, et d'un homme d'État prévoyant. On acquérait, à chaque pas, la preuve convaincante de la justesse de leurs aperçus. Le duc de Brunswick, à qui on eut soin d'en adresser de pareilles, acheva d'en être ébranlé. Mais les fumées de la gloire et les insinuations des émigrés, l'emportèrent sur ces remontrances, et le roi lui laissa à peine le choix des moyens qui pouvaient mener l'armée au but qu'on se flattait d'atteindre.

Le duc ne dissimula point, au camp de la Côte-Saint-Michel, en présence des princes de Hohenlohe, de Baden, de Nassau, ainsi que des généraux émigrés Lambert et Pouilly, sa façon de penser sur les opérations ultérieures ; il énuméra fort au long les dangers auxquels il prévoyait que l'armée serait exposée par une marche sur la capitale, et prenant un ton prophétiques, il annonça au roi, que dans la position où se trouvait Louis XVI, et après la scène du 10 août, tout effort pour opérer une contre-révolution serait inutile. Cette conversation, qui dura depuis trois heures jusqu'à huit, n'eut pas d'autre résultat ; la marche sur l'Argonne fut décidée.

Le duc n'avait cependant que trop bien jugé ; l'approche des coalisés, au lieu de répandre la terreur sur laquelle on comptait tant, porta, au contraire, l'exaspération dans les esprits. Non-seulement ceux qui avaient pris part à la révolution, et qui appréhendaient les suites d'une réaction, mais aussi tous les Français s'indignent des menaces qu'on leur adresse, et de la jactance d'une poignée d'hommes qui prétend leur dicter des lois. A ces considérations d'honneur, s'allient de justes craintes pour l'indépendance et l'intégrité du territoire français. Car il n'était plus question de quelques droits contestés, ni de rivalité entre le trône et une assemblée de législateurs imprudents, il s'agissait de décider si la France serait humiliée et déchirée.

Ces passions, mises en jeu par des hommes violents et audacieux, éclatent avec fracas : le tocsin sonne à Paris ; la capitale et les principales villes courent aux armes ; les affreux massacres du 2 septembre, que nous avons rapportés, sont le premier résultat de la prise de Longwy. Des volontaires accourent de tous côtés. Si ces hommes, levés à la hâte, ne sont pas des vétérans, ils ont la volonté de vaincre, et ils augmentent la masse de résistance que les alliés doivent bientôt éprouver. Quelques administrateurs intelligents, animés par les dangers de la patrie, s'emparent de cet enthousiasme, et le dirigent : Servan revenu au ministère de la guerre est de ce nombre : sans partager l'engouement que des écrivains passionnés ont témoigné pour lui, nous devons à la justice de dire qu'il contribua par son activité et des mesures bien entendues à la levée, à l'organisation et à la direc-

tion de ces moyens, qui vengèrent une nation, brave et loyale, de l'attentat médité contre son indépendance. De toutes parts on presse les rassemblements d'hommes; des camps sont formés à Soissons, Meaux, Reims et Châlons: dans mille ateliers on active la fabrication des armes et des différents effets d'équipement.

Ignorant encore ce qui se passait chez ses adversaires, l'armée alliée franchit la Meuse, le 5 septembre, sur trois colonnes, et vint s'établir sur les hauteurs de Fromerville, à une demi-lieue de Verdun, où *elle séjourna jusqu'au* 11. Le duc avait son quartier général à *Regret,* le roi, à *Glorieux:* circonstance bizarre, qui donna lieu à un jeu de mots fort piquant. L'avant-garde campa à Sivry-la-Perche, observant la route de Clermont; le général Kalkreuth occupa les hauteurs de Montfaucon, et poussa un parti de trois cents chevaux sur Varennes qu'on trouva évacué. Le général Clairfayt était à Romange; les Hessois à Longwy.

Ce nouveau séjour des alliés sous Verdun, n'avait d'autre but que d'attendre les différents corps destinés à couvrir leurs flancs dans l'expédition projetée. Il fallait aussi former des magasins pour la nombreuse cavalerie, et cuire du pain pour neuf jours. Rien n'avait été préparé pour cette opération; le duc paraissait agir sans plan fixe. Les délais nécessaires pour faire arriver les corps détachés, exigèrent plusieurs jours; et cette perte de temps, jointe à d'autres retards que nous expliquerons, aurait déjà fait échouer le projet.

Les Hessois reçurent l'ordre de revenir à Clermont, où ils arrivèrent le 10. Le prince de Hohenlohe-Kirchberg, chargé de l'attaque de Thionville avec des moyens insuffisants, tirés des arsenaux de Luxembourg, la poussait sans succès, quoique secondé par le corps d'émigrés. Le général Wimpfen, sur la défection duquel on avait trop légèrement compté, avait eu le temps de faire de bonnes dispositions. Il ripostait non-seulement avec vivacité aux diverses attaques, mais faisait aussi des sorties. Déjà les approvisionnements de siége étaient épuisés, lorsque la résolution de marcher sur l'Argonne fit appeler à l'armée l'élite des émigrés, puis les impériaux qui y étaient employés. On ne laissa devant la place, qu'un faible détachement aux ordres du général Wallis, en attendant celui du comte d'Erbach, qui reçut ordre de venir de Spire pour former un blocus plus resserré. Le prince de Hohenlohe laissa encore une division à Étain; une plus considérable était déjà établie au camp de Richemont pour observer Metz. Il ne restait ainsi qu'environ 7,000 hommes, avec lesquels le prince se plaça le 12 à la droite des Hessois : l'infanterie des émigrés prit poste à Hukange; leur cavalerie redoubla de marches pour joindre l'armée.

Sur ces entrefaites, le duc de Brunswick instruit de l'arrivée de Dumouriez dans l'Argonne et de l'occupation du passage des Islettes, désespéra peut-être trop tôt d'y forcer le général Dillon, et résolut de se prolonger à droite vers Landres, pour gagner la gauche des Français. A cet effet, il charge Clairfayt et Kalkreuth de leur donner le change, en faisant des démonstrations sur Romange, le 8; il les porte ensuite le 12, vers Briquenay: l'armée principale vient camper, le 11, à Montfaucon, et le lendemain à Landres. L'intention du duc était de gagner Grandpré, en échelonnant ces deux corps, tandis que le prince de Hohenlohe, les Hessois et un détachement d'émigrés, s'établiraient à Varennes et Clermont pour couvrir ce mouvement, garder la ligne de communication sur Longwy, et observer le front de l'ennemi.

Par une lenteur et une irrésolution que la répugnance du duc de Brunswick pour le plan qu'on l'obligeait à suivre rend seule explicables, l'armée alliée qui aurait pu être maîtresse du passage des Islettes dès le 1er septembre, non contente de n'arriver à Landres que le 12, y resta dans la plus parfaite inaction jusqu'au 17.

A l'instant même où l'ennemi s'avançait ainsi contre sa gauche, Dumouriez, induit en erreur sur l'état du poste de la Croix-aux-Bois, avait retiré les troupes qui s'y trouvaient, à l'exception de 100 hommes. Cette faute, que le général s'est reprochée lui-même, faillit devenir funeste à l'armée française, et changea pour un moment la face des affaires. Clairfayt fit attaquer ce poste, le 12 septembre, par son avant-garde qui s'y établit; la ligne des Français fut menacée d'être prise à revers.

Dumouriez s'aperçut de la faute qu'il avait

commise, et ordonna sur-le-champ au général Chazot de se porter sur la Croix-aux-Bois avec deux brigades, 6 escadrons et 4 pièces de 8, afin d'en chasser l'ennemi sans délai. Cette division éprouva des retards dans sa marche, mais elle reçut encore 2 bataillons de renfort : arrivée enfin le 14, elle attaqua vivement, et reprit ce poste. Cependant Clairfayt ayant fait soutenir ses premières troupes, et tourné le flanc droit des Français, Chazot, repoussé et obligé de repasser l'Aisne à Vouziers, se trouva entièrement séparé de Dumouriez. Les Autrichiens qui se battirent très-bien dans cette rencontre, y perdirent le colonel prince de Ligne. Le général Dubouquet, assailli au Chêne-Populeux par les émigrés, fut coupé de Grandpré, et se retira par Attigny sur Châlons.

La position de l'armée française était critique : les détachements de Chazot et Dubouquet avaient réduit le camp de Grandpré à 16,000 hommes. Dumouriez avait devant lui la grande armée prussienne, tandis que Clairfayt et Kalkreuth prenaient à revers la fameuse ligne de défense sur laquelle il comptait. Si ces deux corps, marchant promptement à Brecy, se fussent dirigés ensuite d'après les mouvements de l'ennemi, il ne serait resté à Dumouriez d'autre parti que de mettre bas les armes : car il lui eût été impossible de se faire jour en forçant le passage de l'Aisne, puisque le duc l'aurait attaqué simultanément sur son front.

Les alliés ne surent point tirer parti de leurs avantages; et Dumouriez, au contraire, conservant toute sa présence d'esprit profita du temps qu'on lui laissa, pour sortir d'embarras.

La perte de Grandpré semblait devoir entraîner celle l'Argonne. Le général français eut assez de confiance en ses troupes, pour en juger autrement : il prit la résolution hardie de rester ferme à Sainte-Menehould, d'y rassembler ses forces encore éparses, et de s'y maintenir, lors même que les alliés feraient mine de se jeter sur ses derrières. Il pensa que, s'il perdait la route de Châlons qui mène directement à Paris, il conserverait celles de Vitry et de Metz; et que, par le fait, étant dans son propre pays, il couperait plutôt la retraite aux Prussiens, que ceux-ci ne menaceraient la sienne. Résolution hardie, et qui fait honneur à son discernement.

Conformément à ce projet, le parc d'artillerie marcha sur les hauteurs d'Autry. Beurnonville, qui était arrivé à Rethel, reçut ordre de se porter sur Sainte-Menehould, en remontant l'Aisne. Les généraux Chazot et Dubouquet suivirent le même mouvement. Kellermann, qui, par une lenteur inexcusable, avait employé dix jours pour venir de Metz à Bar (distant de 25 lieues), fut conjuré d'accélérer sa marche, pour opérer enfin cette jonction dont dépendait le salut de l'État, ce qu'il eût été si facile d'effectuer huit jours plus tôt. Il fut enjoint à Dillon de défendre jusqu'à la dernière extrémité les postes de la Chalade et des Islettes, et d'inquiéter l'aile gauche de l'ennemi, par Passavant. Le général d'Harville, qui organisait les renforts de Reims, dut se rendre, avec un petit corps, à Pont-Favargue, sur la Suippe. Enfin, le général Sparre fit camper quelques troupes à une lieue en avant de Châlons : ces deux dernières divisions furent portées au nombre de 10,000 hommes chacune, par l'arrivée successive des gardes nationales.

Au milieu des embarras où se trouvait le général français, le prince de Hohenlohe envoya le major Massenbach pour demander une entrevue. La crainte de donner lieu à des soupçons en refusant ce parlementaire, décida les généraux français à le recevoir. Massenbach, étonné de la bonne tenue des troupes, ne remarqua d'ailleurs aucun signe de retraite; et le rapport qu'il fit de sa mission, augmenta la sécurité des alliés. A l'entrée de la nuit cependant, les avant-postes du camp se retirèrent en silence, et rompirent tous les ponts de l'Aisne. Le général en chef porta 6 bataillons, 6 escadrons et de l'artillerie sur les hauteurs d'Olizy, Termes et Beaurepaire, afin d'empêcher l'ennemi de se porter à Senuque. Heureusement il faisait un temps affreux, et l'on ne pouvait distinguer ce qui se passait; car, autrement, il eût été difficile de passer l'Aisne, sans affaire sérieuse. L'avant-garde, continuant son mouvement, traversa cette rivière, et se mit en bataille pour protéger la marche de l'armée, dont elle forma alors l'arrière-garde. Le camp fut levé à minuit : les troupes ayant passé l'Aisne à Senuque et Grandhans, se trouvèrent en bataille sur les hauteurs d'Autry, le 15, à huit heures du matin.

Dumouriez croyait avoir terminé sans accident

ce mouvement, lorsqu'un événement inattendu faillit lui enlever le fruit de ses bonnes combinaisons.

Le général Chazot, qui devait partir de Vouziers à minuit, ne s'était mis en marche qu'à la pointe du jour. En arrivant à Vaux, il rencontra la cavalerie légère prussienne, qui suivait l'arrière-garde de Dumouriez. L'apparition subite de 1,200 hussards ennemis sema l'épouvante dans cette division, qui se crut coupée et perdue. Elle se jeta, dans la plus grande confusion, sur les colonnes de l'armée, auxquelles elle communiqua ce désordre : plus de 2,000 hommes se répandirent dans l'intérieur jusqu'à Reims, criant que tout était perdu ! Le général qui s'était porté à Dommartin-sur-Hans, afin de reconnaître un camp, voyant arriver les fuyards, accourut avec son aide de camp Thouvenot. Il trouva, à sa grande satisfaction, que le général Miranda faisait bonne contenance avec l'arrière-garde, et qu'on en serait quitte pour des bagages. Les hussards prussiens n'étant pas soutenus, se retirèrent : l'armée se rallia, et passa la nuit sous les armes à Dommartin-sur-Hans; l'avant-garde, à Virginy.

Dumouriez, en rendant compte de cet événement au conseil exécutif, disait : « 10,000 hommes » ont fui devant 1200 hussards prussiens ; la perte » ne monte qu'à 50 hommes : *tout est réparé, et je* » *réponds de tout.* »

Le 17, l'armée française occupait le camp de Sainte-Menehould. La droite de cette position appuyait à l'Aisne, presque vis-à-vis la Neuville-au-Pont : la ligne s'étendait sur les hauteurs en arrière des villages de Maufrécourt, Breaux-Sainte-Cohière, Valmy et Dampierre; la gauche appuyait près de l'Auve, aux étangs qui couvrent tous les environs entre cette rivière et l'Aisne.

Le but de Dumouriez, en prenant cette position avantageuse, était de gagner du temps. L'armée à ses ordres ne comptait guère que 25,000 hommes, dont 6,000 de cavalerie, mais les corps qui marchaient pour se joindre à elle, et dont nous avons parlé plus haut, devaient la porter bientôt à 70,000 combattants, indépendamment des troupes qui bordaient la Suippe, et des bataillons qui s'organisaient sur différents points, entre Paris et l'armée.

Pendant que le général français se tirait habilement d'une situation difficile, des événements malheureux semblaient le précipiter sans cesse dans une position plus critique. Beurnonville et Kellermann, ayant reçu des détails exagérés sur la déroute de Vaux, crurent l'armée détruite, et n'osèrent continuer leur marche : le premier retourna à Châlons ; et le second, à Vitry. Le moment si désiré de la réunion paraissait perdu pour jamais, et il ne serait en effet pas revenu, si les alliés avaient mieux manœuvré ; mais ils laissèrent à Dumouriez le temps de rappeler ces deux généraux, et leur jonction s'opéra enfin le 19 septembre. Beurnonville s'établit à Maufrecourt.

Kellermann prit position à la gauche de Breaux-Sainte-Cohière, d'après l'ordre de Dumouriez. Ne jugeant pas cette position convenable, parce que sa gauche, sans appui, était commandée, et que l'Auve resserrait ses derrières, il se disposait à repasser cette rivière, le lendemain à la pointe du jour, lorsque la marche des Prussiens vint s'opposer à son projet.

Nous avons laissé l'armée alliée au camp de Landres, le 12 septembre. Dès qu'on y apprit, le 15 au matin, que les Français avaient quitté Grand-pré, le prince de Hohenlohe se mit à la poursuite de l'arrière-garde, avec 2 régiments de hussards et 4 bataillons de fusiliers : il fit une centaine de prisonniers, dans la déroute de la division Chazot dont nous avons parlé, et occupa les positions au delà de l'Aisne ; Clairfayt ne marcha, ce jour-là, que jusqu'à Vouziers : Kalkreuth se porta à Termes, et fit rétablir les ponts sur l'Aisne.

Enfin, le 18, l'armée quitta Landres, passa l'Aisne, et vint camper à Vaux-les-Mourons. Kalkreuth occupa les hauteurs de Marvaux. Clairfayt marcha à Sémide, l'avant-garde, à Servan ; les émigrés, à Saint-Marcy ; le prince de Hohenlohe-Kirchberg, à Varennes ; les Hessois, à Clermont.

Le 19, le roi conduisit l'armée au camp de Massiges ; Clairfayt se rapprocha, et prit position à Maure. Le général Kalkreuth revint en arrière, pour camper en intermédiaire à Ripont ; les émigrés, à Suippe. Le duc de Brunswick se porta, à la pointe du jour, sur les hauteurs de Montremoi, près de Ville-sur-Tourbe : il reconnut un corps de 7 à 8,000 mille hommes près de Vienne-la-Ville ; mais on ne pouvait rien découvrir de la grande armée.

L'intention du duc était de faire manœuvrer l'a-

vant-garde sur la rive droite de l'Aisne, en la soutenant par l'armée en échelons. Cette avant-garde, placée à Servan, devait se porter par Vienne-le-Château à Placardelle, et s'emparer du poste de la Chalade. Une autre colonne devait marcher par l'ancien chemin des Romains à Pierre-Croisée, afin d'opérer la réunion avec le corps autrichien qui était à Varennes. En exécutant ce mouvement, les Prussiens auraient gagné le passage des Islettes, et rétabli les communications directes avec leur ligne d'opération. Les corps postés à Clermont et à Varennes, devenant alors disponibles, se seraient dirigés sur Bar-le-Duc et Ligny, tandis que Clairfayt aurait marché à Châlons, et les émigrés à Reims. On prétendait ainsi séparer les généraux Dumouriez et Kellermann de tous leur dépôts, et les forcer à quitter la position de Sainte-Menehould. La grande armée aurait alors pris une position imposante, entre les sources de la Suippe et la Bionne, afin de pouvoir les prévenir sur tous les points, et les attaquer pendant leur marche. Ce plan n'avait qu'un défaut, celui d'étendre la ligne depuis Bar jusqu'à Reims ; à cela près, il eût été moins hasardé, que celui de se jeter entièrement derrière l'armée française.

Le prince de Hohenlohe avait déjà reçu les instructions nécessaires, et s'était emparé de Vienne-le-Château, lorsqu'il eut l'ordre de revenir sur ses pas, de passer à Ville-Tourbe, et de prendre position aux environs de Somme-Bionne. L'armée, qui venait d'arriver à midi au camp de Massiges, dut même en repartir à trois heures en deux colonnes : elle marcha jusqu'à Somme-Tourbe, où elle passa la nuit sous les armes. La précipitation du roi fut cause de ce changement subit. Ce prince ayant appris par le général Kœhler que tout était en mouvement dans l'armée française, crut que Dumouriez et Kellermann, sentant les dangers de leur position, voulaient en sortir et gagner Châlons. Sans consulter le duc de Brunswick qui était près de lui, il voulut compléter sur-le-champ le mouvement qu'il avait fait pour les tourner, de peur qu'ils ne lui échappassent. Lorsque le général Kœhler fut instruit de l'ordre que l'on venait de donner à l'armée, il craignit les suites d'une opération précipitée, et se rendit en hâte au quartier général pour informer le roi que l'ennemi ne songeait pas à se retirer, et même qu'il venait de recevoir du renfort. C'était Beurnonville, qui était reparti de Châlons dans la nuit, et qui arrivait avec les troupes du camps de Maulde, et 7 bataillons nouveaux qui l'avaient joint en route. Il était encore temps de reprendre l'exécution du projet du duc; malgré la démarche du général Kœhler, on conserva l'espoir de donner sur les colonnes françaises en retraite.

Le 20, à six heures du matin, sans qu'on eût aucune notion exacte de ce qui se passait dans l'armée française, l'avant-garde marcha par la droite sur Somme-Bionne. Le brouillard était si épais, qu'on ne distinguait pas les objets à vingt-cinq pas. Le duc dirigea cette avant-garde pour tourner les sources de la Bionne et le ravin où elle coule. A peine eut-il fait une demi-lieue, que l'on rencontra de la cavalerie française, soutenue d'artillerie. Ces troupes, après une légère escarmouche se retirèrent : l'avant-garde arriva enfin sur la route qui conduit de Sainte-Menehould à Châlons. L'armée la suivait par lignes et par la droite. Le brouillard était tombé, on découvrit des troupes sur la hauteur de Gizaucourt, ce qui confirma dans l'opinion que l'ennemi était en marche pour se retirer sur Châlons. Le roi ordonna de se former en bataille.

Dumouriez, convaincu qu'il n'était plus temps de faire prendre à Kellermann la position de Gizaucourt, qu'il avait d'abord indiquée, y fit marcher sur-le-champ le général Chazot, avec 9 bataillons et 8 escadrons; mais ce renfort arriva après coup.

Kellermann, instruit que son avant-garde était aux prises, l'avait fait soutenir par sa réserve composée des carabiniers, de quelques escadrons de dragons et de 4 bataillons de grenadiers, aux ordres de Valence. Ce général se déploya en avant de Gizaucourt, sur une seule ligne, masquant ainsi tout l'intervalle que Kellermann avait laissé, et que Chazot devait occuper.

Cette manœuvre imposa à l'ennemi, qui crut ces troupes soutenues, et n'entreprit point de tourner la gauche de Kellermann, comme il aurait pu le faire. Celui-ci forma ses lignes sur les hauteurs : la droite au village de Valmy, la gauche se prolongeant vers l'Auve. Stengel fut détaché sur la

côte de l'Yron, pour couvrir la droite. Beurnonville, afin de le soutenir, se plaça en arrière avec 16 bataillons formés en colonne. Leveneur, avec 12 bataillons et 16 escadrons, se dirigeait par Berieux sur Virginy, pour tourner lui-même la gaude l'ennemi.

Après dix heures, le brouillard s'étant dissipé, l'armée prussienne découvrit enfin la position des Français : on vit leur cavalerie se porter en arrière de Gizaucourt, et quelques bataillons en arrière du moulin de Valmy, que Kellermann avait garni d'une nombreuse artillerie. Lorsque les deux lignes de l'armée furent arrivées aux environs de Garenne-Mesnieu, l'avant-garde avait déjà disposé ses trois attaques en échelons. La première fut composée de 2 bataillons; la seconde, de 9. Derrière ceux-ci à droite, se trouvaient 4 autres bataillons en échelons : à gauche, 2 régiments de dragons couvraient les flancs.

L'armée se forma sur deux lignes, à quelque distance de là. Trois batteries de 6, marchèrent avec l'avant-garde, pour s'emparer des hauteurs de Gizaucourt et de la Lune. La canonnade s'engagea avec vivacité. Deux obus ayant fait sauter des caissons près du poste de Valmy, causèrent un grand désordre dans l'armée de Kellermann : un mouvement rétrograde de la première ligne, augmenta encore la confusion, et rendit le moment critique. Il était onze heures. La réserve d'artillerie à cheval, placée par le général d'Aboville, rétablit le feu; et la première ligne reprit sa position. Au même instant, les colonnes prussiennes se portèrent sur les hauteurs de Valmy. L'attaque de gauche se dirigea sur le village; celle du centre, sur le moulin; la droite était en échelons plus en arrière, suivant le mouvement progressif des premières. Les Prussiens y marchèrent, avec cet aplomb qui caractérise des troupes manœuvrières.

Kellermann ordonna à son armée de se former en colonnes par bataillons; d'attendre que l'ennemi commençât à gravir la hauteur, et de le charger à la baïonnette : on lui répondit sur toute la ligne par des cris de *vive la nation!* Cet enthousiasme confirma le duc de Brunswick dans l'opinion que l'issue de la bataille serait douteuse. Ce prince, voyant la bonne contenance de l'armée et la position avantageuse qu'elle occupait, se rendit auprès du roi, et l'engagea à ne pas combattre. Il était persuadé qu'ayant gagné la route de Châlons et les hauteurs de Gizaucourt et de la Lune, il forcerait l'ennemi à quitter sa position. Il ordonna donc aux colonnes de se retirer, ce qui s'exécuta avec le plus grand ordre. Cette canonnade insignifiante en elle-même, puisque la perte des deux côtés ne s'élevait pas à plus de 800 hommes, amena néanmoins, dans l'état moral des deux armées un changement notable. Elle releva la confiance des Français, en même temps qu'elle détruisit celle de leurs adversaires : dans la situation où les premiers se trouvaient, ne point être battus, c'était remporter une grande victoire. Les généraux prussiens sentirent la faute irréparable qu'ils avaient commise en négligeant d'attaquer, au moment où les troupes désorganisées et découragées, n'auraient opposé qu'une faible résistance. La retraite des Prussiens fut présentée à l'armée comme une défaite : Dumouriez en profita pour exciter le courage des soldats; et, dès lors, toutes les chances tournèrent en sa faveur.

Cependant, la position de Kellermann était toujours hasardée : l'ennemi pouvait le tourner par sa gauche, et couper ses communications.

Il sentit l'importance de rétablir celle de Châlons qu'il avait déjà perdue, et résolut de le faire sans délai. Dès que la nuit fut venue, il marcha par sa gauche dans le plus grand silence, passa l'Auve, et vint prendre position entre Dampierre et Voilemont, son front couvert par l'Auve; la gauche, par le ruisseau de Levers; la droite, liée avec l'armée de Dumouriez. Il pouvait de là prévenir l'ennemi sur la route de Châlons, et communiquer sûrement par celle de Vitry. Ce mouvement, bien conçu, fut exécuté à neuf heures du soir; le général Valence flanquait la marche avec la réserve; le général Després-Crassier faisait l'arrière-garde; le général Stengel resta sur les hauteurs de Valmy avec la cavalerie légère, et se replia ensuite sur Dommartin, laissant ses postes avancés dans la plaine.

Le 22 septembre, l'armée prussienne prit position sur la côte de l'Yron; Clairfayt, sur la hauteur de Valmy, le prince de Hohenlohe, avec l'avant-garde, sur les hauteurs de Gizaucourt et de la Lune, gardant la route de Châlons, et formant

un crochet pour couvrir la droite : une partie de la cavalerie campait en arrière de la plaine de Hans. Cette position, déjà forte par la nature, fut encore retranchée. Cependant, comme de là il fallait faire un long détour pour revenir par Grandpré sur Varennes, dont l'ennemi ne se trouvait qu'à une marche, elle n'en était pas moins dangereuse.

Celle de Dumouriez, quoique également hasardée, avait cependant un avantage : l'armée française, communiquant avec Vitry et avec Bar, en recevait ses vivres, et pouvait se jeter au besoin sur Metz ou sur Sedan. Toutefois, le conseil exécutif n'était pas sans crainte sur le sort d'une armée, dont dépendait le salut de la France. On voulait qu'elle se retirât derrière la Marne ; qu'elle couvrît Châlons, Meaux et Reims, déjà menacés par les troupes ennemies. Dumouriez répondit qu'il ne quitterait point son camp pour des housardailles ; qu'il y avait 10,000 hommes à Reims, et qu'il n'en fallait pas tant pour donner la chasse aux hulans qui insultaient cette ville. Réponse d'un homme de tête, et qui fut pleinement justifiée par le succès. Loin de se retirer, il donna les ordres aux troupes qui arrivaient à Châlons, de s'avancer sur Fresne, pour assurer sa communication et resserrer la droite de l'ennemi (1), tandis que le général Harville se porterait à l'extrémité opposée, vers Pont-Faverger.

La situation de l'armée alliée empirait de jour en jour. Depuis son départ de Longwy, les pluies n'avaient pas discontinué : les routes, pratiquées sur une glaise tenace, étaient dans un état affreux. Les vivres venaient de Verdun, en faisant le long détour par Grandpré ; les distributions manquaient depuis quatre jours et les troupes vivaient d'eau crayeuse, et d'une décoction de blé. Cette nourriture avait contribué à étendre les ravages de la dyssenterie, qui régnait déjà dans le camp de Verdun. Plusieurs régiments avaient perdu jusqu'à 400 hommes par cette maladie ; et la moitié de ceux qui restaient sous les drapeaux, était affaiblie d'une manière effrayante. D'un autre côté, la Prusse avait commencé cette guerre contre son intérêt national ; et les pertes que son armée essuyait pour un intérêt secondaire, devaient lui paraître d'autant plus sensibles, que l'éloignement rendait son recrutement difficile, et que l'Autriche, partie principale, n'avait mis en action que deux faibles corps.

On a reproché au duc de Brunswick de n'avoir pas saisi l'esprit de la guerre qu'il faisait, ni tiré un bon parti des avantages obtenus au commencement de la campagne. On a dit aussi, avec quelque justice, qu'il avait marché lentement, et presque sans combinaison, au lieu de faire une guerre d'invasion vigoureuse, et de frapper des coups d'éclat sur chacun des corps qui se présentèrent successivement devant lui. Néanmoins, il faut convenir qu'il sauva l'armée prussienne d'un pas bien difficile.

Des pourparlers avaient eu lieu, dès le 22 septembre, aux avant-postes, entre Dumouriez et les colonels Heymann et Mannstein (2). Les ministres prussiens proposaient de se retirer, pourvu que l'on rendît la liberté au roi, et qu'on le replaçât sur le trône constitutionnel. Le général français transmit ces propositions ; mais ayant reçu, le lendemain, la nouvelle que la royauté était abolie, et la république proclamée, la notification de ces décrets rompit les conférences. Le gouvernement répondit ensuite qu'on ne traiterait pas, tant que les alliés seraient sur le territoire français.

Le 26 septembre, un convoi nombreux ayant

(1) Les Prussiens ayant fait face en arrière, et tournant le dos à Paris, leur gauche était devenue la droite.

(2) Un voile mystérieux flotte encore sur les relations de Dumouriez avec les Prussiens dans l'Argonne. L'envoi de ses aides de camp au duc, ses conférences avec Mannstein, les propositions qu'il fit faire par Lombard, secrétaire du roi, pris dans une rencontre ; le pillage du garde-meuble de la couronne, arrivé à la même époque, ont fait dire que la retraite des Prussiens avait été achetée, et payée par la vente des diamants de la cour. Frédéric-Guillaume pouvait vaincre à Valmy, mais ne l'ayant pas fait, c'était à lui à payer la faculté de se retirer, et rien ne peut faire croire à une transaction positive.

On a pensé que si Frédéric-Guillaume n'était pas déjà d'accord pour l'invasion de la Pologne, les succès de Catherine le firent d'autant plus repentir de sa course sur la Marne. Sans détruire entièrement cette assertion, on observera que l'invasion des Russes et la mission d'Ignace Potocki, eurent lieu à l'instant où les troupes prussiennes marchaient encore en Franconie, et qu'il eût été facile de les arrêter, si on voulait changer de politique.

tiré l'armée prussienne de sa détresse, on conseilla au roi de livrer bataille le lendemain; et cet avis, appuyé surtout par le maréchal de Castries, aurait prévalu, si le duc ne s'y était fortement opposé. Il calcula toutes les suites d'une défaite lorsque l'armée, affaiblie et dans l'impossibilité de faire des marches forcées, serait obligé de repasser l'Argonne, où l'ennemi victorieux la préviendrait aux différents passages. Convaincu qu'il n'était plus question d'une parade politique, et que la renommée, grossissant le succès de Valmy, doublerait la confiance des gardes nationales, accourant déjà de tous les points de la France; il préféra le sacrifice de sa réputation militaire, au risque d'une bataille où l'on avait peu à gagner et beaucoup à perdre; et, dans cette occasion, il se conduisit avec sagesse.

Le duc se trouvait dans une position qui ne différait guère de celle où il fut ensuite à Jéna, puisque dans ces deux circonstances une armée ennemie le coupait de ses communications. S'il existait une différence notable entre les vieilles bandes de Napoléon, et les troupes ébranlées de Dumouriez, il faut avouer que l'état de l'armée du duc dans l'Argonne n'était pas non plus celui de l'armée prussienne combattant sur la Saale pour sauver la monarchie de Frédéric le Grand; la situation locale était même plus difficile en 1792.

Au reste, ce n'est pas seulement sous les rapports militaires qu'on doit examiner la résolution du duc, puisqu'il est vrai qu'il lui restait encore la chance d'une victoire; il faut encore avoir égard aux ravages de la maladie, et surtout aux raisons politiques. La population de la Prusse n'est pas assez florissante, pour perdre ainsi, dans des expéditions lointaines, des armées qu'elle ne peut remplacer. De tels efforts ne doivent se faire que pour une guerre nationale, et sur ses propres frontières : dans tout autre cas, l'intérêt de la Prusse est de se borner au rôle d'auxiliaire, et d'éviter les entreprises qui pourraient compromettre ses ressources.

Les conseils du duc agirent enfin sur l'esprit du roi; la retraite fut décidée. Quelques écrivains, entre autres Toulongeon, ont affirmé qu'elle fut assurée par une convention tacite; plusieurs prétendent le contraire. S'il en était autrement, on aurait peine à comprendre comment une armée repoussée, abîmée d'une épidémie cruelle, dénuée de subsistances, devancée sur sa seule communication par des forces égales, eût effectué sa retraite. Il paraît que les Français préférant un demi-succès certain à une victoire douteuse, firent un pont d'or à l'ennemi qu'une barrière d'airain eût anéanti.

En consultant toutefois ce qui a été publié à ce sujet, on est porté à croire que les premières conférences avec Mannstein n'eurent aucun résultat; et que, si un arrangement eut lieu plus tard en arrivant sur la Meuse, il n'en existait point au commencement de la retraite. Dumouriez, informé, le 30 septembre, que l'ennemi s'était replié de Hans sur Dommartin, afin de regagner l'Aisne, prit en effet des mesures insuffisantes pour l'inquiéter. Un courrier, expédié à Miaczinsky qui commandait à Sedan, lui prescrivit de se porter avec un gros détachement au débouché de l'Argonne, pour y attendre les émigrés, que d'Harville devait harceler en se portant de Pont-Faverger à Chêne-Populeux; et Dubouquet, de Somme-Suippe à Virginy. Chazot reçut ordre de se porter à marches forcées sur Sedan; de se faire joindre par 3 à 4,000 hommes tirés de Montmédy, et de déboucher sur Virton. Le général Beurnonville, renforcé de 12 bataillons, avait l'instruction de s'avancer par Autry sur Condé; Dillon, de reprendre Clermont et Varennes. Enfin, Kellermann exécutant, pour ainsi dire, une marche rétrograde, devait remplacer le corps parti de Somme-Suippe.

Ce dernier général, dont le caractère et les vues militaires ne s'accordaient guère avec ceux de son collègue, penchait pour une marche sur Clermont; et s'il se trompa dans maintes occasions, il est certain que dans celle-ci il eut raison. A la vérité, il proposait de s'y rendre par des détours, aussi inutiles que dangereux, et les discussions auxquelles son projet donna lieu ne remédièrent à rien.

Les autres ordres de Dumouriez, arrivés d'abord un peu tard, et soumis ensuite à tous les obstacles de détail qu'on ne prévoit pas toujours, furent sans résultat. Beurnonville qui, de Vienne-le-Château, était le plus à portée de frapper un coup décisif, ne poussa que de petits partis au delà de l'Aire, ce qui réduisit sa mission importante à une nullité absolue.

Ainsi l'armée alliée put repasser sans accident les défilés de Grandpré, les 2 et 3 octobre. Il en était temps ; car les Autrichiens et les Hessois s'étaient repliés de Clermont et de Varennes sur Sivry, vivement inquiétés par Dillon. On ne peut se dissimuler que Dumouriez n'ait commis une faute grave dans cette occasion : il fit suivre faiblement, en queue, des colonnes qu'il pouvait accabler en gagnant à la hâte leur tête avec toutes ses forces disponibles, ou par Autry sur Grandpré, ou par Varennes sur Saint-Juvin. Une absence totale de vues stratégiques, ou des motifs politiques secrets, peuvent seuls expliquer cet événement. D'un autre côté, on ne comprend pas la raison qui aurait engagé le général français à taire, dans ses mémoires, une négociation qui convenait également aux deux partis, et qui le justifiait de la retraite intacte des ennemis.

Si les Prussiens, revenus à leurs véritables intérêts, quittèrent sans regret le sol de la république, le gouvernement et la nation française désiraient ardemment l'évacuation des départements envahis : le moindre échec eût mis en problème ce que les Français pouvaient obtenir d'une simple négociation ; *leur indépendance*. Loin de blâmer Dumouriez qui l'avait entamée, on lui devrait donc des actions de grâces de l'avoir provoquée par le mémoire qu'il adressa au roi de Prusse, dans lequel il peignit, avec les couleurs les plus vives, la faute que le cabinet de Berlin venait de commettre en s'alliant à celui de Vienne.

Quoi qu'il en soit, les alliés, après avoir séjourné un jour à Termes, marchèrent, le 4 octobre, à Beffu : Clairfayt vers Nouart : l'armée des princes se porta à Stenay ; inquiétée pendant sa marche par le corps sorti de Sedan, aux ordres de Miackzinsky, elle fut saluée aux environs du village de Scye par quelques volées de coups de canon, qui y semèrent l'alarme : le pays boisé donnait de grands avantages aux républicains, contre une masse de cavalerie qui ne pouvait rien ; la faible brigade irlandaise fouilla les bois, et imposa aux tirailleurs français ; l'armée continua sa marche sans autre perte que celle de ses nombreux équipages, et les princes en furent quittes pour la peur. Beurnonville suivait la direction de Grandpré : Dillon, avec 10,000 hommes harcela les Hessois et les Autrichiens jusqu'à Sivry.

L'armée prussienne se porta en trois marches par Busancy et Prémonville, à Villone, où elle passa la Meuse le 7. Clairfayt se replia sur Stenay : Hohenlohe-Kirchberg, sous Verdun ; les émigrés, à Longuyon.

Lorsque l'ennemi fut ainsi en sûreté derrière la Meuse, Dumouriez se ravisa : et convaincu trop tard que Kellermann eût mieux fait de marcher par Clermont, il lui en donna l'ordre.

Le général en chef, ne pouvant ou ne voulant plus apporter d'obstacle à la retraite ultérieure des ennemis, résolut alors de partir pour Paris, afin de combiner, avec le gouvernement la reprise de son plan favori pour l'invasion de la Belgique ; et en attendant, il dirigea sur l'armée du Nord près de 30,000 hommes, aux ordres de Beurnonville, d'Harville et Sparre. Il en laissa près de 40,000 à Kellermann avec l'instruction de ne pas s'arrêter devant Verdun, de masquer cette place, et de se porter vivement sur Etain, pour y disputer le passage de la Chiers à l'ennemi, que Dillon harcelait en queue.

Le mauvais état de l'armée alliée, qu'une dyssenterie affreuse réduisait au désespoir, le départ de Clairfayt, qui, rappelé par le duc Albert, retourna peu de jours après en Belgique ; enfin les succès de Custine à cette époque, eussent assuré à cette manœuvre le succès le plus brillant. Mais Kellermann, voulant jouir de toute l'étendue du commandement en chef, ne se crut pas d'ailleurs en état d'exécuter avec 40,000 hommes, ce que son prédécesseur n'avait pas fait avec 70,000, et se contenta de pousser Dillon sur Verdun.

Il y eut ici des pourparlers entre les généraux prussiens, Kellermann et les députés de la convention : les premiers ayant proposé de remettre Verdun et Longwy, si on n'inquiétait pas trop vivement leur retraite, on y consentit pour éviter le siége de ces deux places, et, dès lors, la marche des armées n'offrit aucun intérêt.

Le 21, toutes les forces alliées étaient revenues derrière Longwy, laissant derrière elles les traces les plus hideuses de leur désastre : les villages étaient remplis de morts et de mourants. Le 24, les Prussiens campèrent au delà de Luxembourg, Clairfayt prit la route d'Arlon, et les émigrés se dispersèrent. Wallis et d'Erbach, qui avaient levé

le blocus de Thionville, amenèrent quelques mille hommes; ce petit renfort remplaça à peine les Hessois qui allaient partir pour voler à la défense de leur pays, menacé alors par Custine, comme nous le verrons plus loin.

L'armée française rentra à Verdun, moins pour délivrer cette ville, que pour la punir : les commissaires de la convention établirent un comité inquisitorial, et provoquèrent un décret qui la déclara traître à la patrie : plusieurs jeunes demoiselles, qui avaient présenté des fleurs au roi de Prusse, furent traduites plus tard au tribunal révolutionnaire, et condamnées à mort. Exemple barbare, à la vérité, mais digne de ces premiers temps de Rome, qu'on nous apprend de si bonne heure à admirer. Cette circonstance, qui caractérise l'esprit du temps, acquiert plus d'intérêt encore par son contraste avec ce qu'on a vu aux dernières invasions de la France : l'homme d'État peut y puiser de grandes leçons.

La réoccupation de ces places fut le terme des succès de l'armée française. Valence partit le 25 avec un corps considérable pour les Ardennes, afin de concourir à l'expédition de la Belgique, en descendant la Meuse; ce nouveau détachement, achevant d'ôter à Kellermann l'envie et la possibilité de rien entreprendre contre l'ennemi, le décida à mettre son armée en cantonnements sur les deux rives de la Moselle, entre Longwy et Sarrelouis.

Dumouriez était de retour à Paris dès le 12 : plus, disent ses détracteurs, pour y jouir de son triomphe et y ourdir de nouvelles intrigues, que pour d'autres motifs. Un de ses ennemis les plus acharnés a exprimé son étonnement, de ce qu'un commandant en chef quittât ainsi son poste sans autorisation, au moment où sa présence y était si nécessaire. Ces reproches sont outrés, pour ne pas dire injustes. Le général, désespérant d'entamer les Prussiens, qui avaient alors de l'avance sur lui, voyait le salut de la France dans la prise de possession des Pays-Bas : il crut bien faire en préparant cette invasion; s'il s'est trompé, on ne peut pas le lui imputer comme un crime, et l'on n'est autorisé qu'à blâmer sa fausse combinaison. Sans doute son idée dominante était erronée, et il pouvait d'ailleurs conquérir ces provinces, en accablant le duc de Brunswick : mais, s'il jugea mal dans cette occasion, on ne doit pas méconnaître les immenses services qu'il rendit à son pays, par l'énergie qu'il déploya dans l'Argonne, par l'ensemble et la confiance qu'il ramena dans les armées. Disposé à lui rendre plus de justice que ses détracteurs, nous convenons néanmoins que s'il n'avait pas traité avec les Prussiens, il commit une faute criante, d'abandonner la poursuite de leur armée, pour courir à la conquête de provinces dont la soumission eût été inévitable, dès l'instant où l'armée française serait arrivée à Coblentz. Renforcé, dans sa marche victorieuse, de tous les corps qui venaient de l'intérieur, d'une partie des garnisons de Thionville, de Metz et de Sedan, il aurait pu, avec 80,000 hommes, marcher vivement sur Trèves; s'y faire joindre par Custine, et descendre, avec 100,000 hommes, sur Coblentz et Cologne. Ce mouvement, après la prise de Mayence surtout, était indiqué par les principes de l'art, comme celui qui menait le plus sûrement et le plus promptement à d'immenses résultats. En l'exécutant on pouvait se flatter d'anéantir l'armée du duc de Brunswick, ou du moins de la rejeter, avec des pertes énormes, au delà du Rhin, pour revenir ensuite sur les communications des Autrichiens en Belgique, et les réduire à la nécessité de se faire jour.

Un soupçon plus grave, élevé contre ce général, fut celui de s'être opposé, pendant son séjour à Paris, à la conclusion de la paix proposée par la Prusse. Après son départ de l'armée, de nouveaux pourparlers eurent effectivement lieu, et il y fut question, cette fois, d'une paix définitive. Le général Heymann, lié anciennement avec Biron, avait été chargé, par le ministère prussien, de lui faire des ouvertures. Ces propositions arrivèrent au mois de juin au ministre Servan, à l'instant même où il quittait le portefeuille de la guerre. S'il faut en croire Grimoard, le conseil exécutif désigna Dumouriez pour entamer cette négociation; mais ce général flétrit, dit-on, le service éminent qu'il venait de rendre à son pays, en s'opposant, par des motifs d'ambition personnelle, à une paix séparée, qui eût entraîné celle de l'Autriche et du Piémont, évité la guerre avec l'Espagne et la Hollande, épargné le crime du 21 janvier, et empêché, peut-être à jamais, le triomphe de l'Angleterre.

Le silence de Dumouriez, sur une accusation aussi formelle, portée contre lui depuis dix ans, ne nous permet pas de juger de sa véracité : nous exprimons, pour sa gloire, le regret qu'il ne l'ait pas détruite.

Avant de passer à la narration succincte des entreprises de Custine sur Mayence, et du duc de Saxe-Teschen sur Lille, que nous avons suspendue pour donner plus de suite aux opérations principales, il ne sera pas hors de propos de rappeler que vers cette époque parurent l'Hymne célèbre des Marseillais et le Chant du départ.

Les générations à venir s'étonneront de voir des chansons figurer au nombre des causes de succès militaires; mais il n'en demeure pas moins avéré, que ces couplets pleins d'énergie et de patriotisme, accompagnés de la musique la plus martiale, animèrent une jeunesse ardente, contribuèrent à faciliter les levées, enflammèrent le courage des soldats, et leur firent soutenir les privations avec autant de gaieté qu'ils affrontaient les dangers. Nous sommes loin d'applaudir aux expressions outrées de ces hymnes contre des despotes qui n'étaient la plupart que de bons princes; nous les considérons uniquement ici comme moyens d'enthousiasme, et sous ce rapport elles méritent d'autant plus de rester comme un monument d'histoire nationale, que la première était l'ouvrage d'un officier d'artillerie nommé Rouget. Napoléon les comptait encore en 1806, comme de puissants mobiles propres à exciter l'énergie des troupes, car des ordres furent donnés de les jouer aux parades de Berlin.

CHAPITRE VIII.

Custine prend Mayence, et le duc Albert bombarde Lille.

En se décidant à envahir la France, les alliés avaient commis plusieurs fautes graves, provenant sans doute de la fausse opinion qu'ils se formaient de cette guerre. Convaincus qu'il ne s'agissait que d'une promenade, ils négligèrent entièrement de s'assurer d'une base solide sur le Rhin, et de couvrir convenablement l'espace qui allait les séparer de ce fleuve.

Nous ne pénétrerons point les motifs qui portèrent le cabinet de Vienne à garder tant de forces dans l'intérieur de la monarchie. S'il n'avait pas déjà sanctionné les projets de Catherine sur la Pologne, il est probable que ce fut l'entrée des Russes dans ce royaume, qui l'empêcha de faire marcher vers le Rhin, les troupes nécessaires pour couvrir les flancs de l'armée d'invasion et sur lesquelles le duc de Brunswick avait compté.

Quoi qu'il en soit, les alliés ne se bornèrent pas à faire des préparatifs insuffisants, ils employèrent encore mal les moyens qu'ils avaient à leur disposition. Au lieu de placer leurs magasins principaux dans Mayence, et de couvrir cette place avec toutes les forces qu'on ne destinerait pas à marcher sur la Meuse, ils dispersèrent le corps de Condé et d'Esterhazy en cordon dans le Brisgaw; établirent leurs dépots à Spire, ville ouverte et sous le canon pour ainsi dire de l'armée française; en confièrent la garde au corps de d'Erbach, fort à peine de 8,000 hommes; et ne songèrent pas même à munir d'une garnison suffisante la place de Mayence, qui était leur unique passage à l'abri d'un coup de main.

Cet état de choses présentait de trop belles chances aux Français pour qu'ils n'en profitassent pas, et s'il y a sujet de s'étonner, c'est qu'ils aient autant tardé à s'y résoudre.

Le général Biron commandant en Alsace près de 40,000 hommes, aurait pu faire repentir les alliés de tant d'incurie, mais soit qu'il ne jugeât pas ces forces suffisantes ou que le conseil exécutif lui eût donné l'ordre d'attendre 12 bataillons détachés de l'armée du Midi, et les gardes nationales des départements voisins dont il venait d'ordonner la mise en activité, le temps le plus favorable s'écoula en préparatifs. Alors même qu'en vertu de cet appel environ 20,000 hommes d'élite eurent rejoint l'armée, elle resta disséminée dans la plaine du Rhin, sans autre objet que celui de garder quelques places, ou d'observer les princes d'Esterhazy et de Condé en Brisgaw: le plus considérable de tous les petits camps qui couvraient l'Alsace était celui de Custine placé derrière la Queich, et comptant environ 17,000 hommes. Cette répartition était vicieuse : il eût suffi de laisser 15,000 hommes de troupes de ligne et la majeure partie des gardes nationales, pour contenir les deux petits

corps ennemis : on pouvait donc facilement disposer de 30,000 combattants pour opérer entre le Rhin et la Moselle, point faible et décisif de la ligne d'opérations des alliés ; il eût été même convenable de se renforcer de 7 à 8,000 gardes nationales, toujours utiles dans une armée pour les services secondaires, auxquels on est forcé d'employer d'anciens soldats quand on n'en a pas d'autres.

Cependant Custine, campé sous Landau, occupait une belle position offensive, et se voyait en mesure d'enlever le mince détachement compromis devant lui. Selon quelques versions, il proposa ce coup de main au gouvernement ; selon d'autres, au contraire, il n'eut que l'honneur de le mettre à exécution.

Ce général, malgré de longs services, n'avait eu encore aucune occasion de se signaler bien particulièrement. Les escarmouches auxquelles il assista, comme officier subalterne, dans la guerre de sept ans, et les campagnes d'Amérique qu'il fit comme simple colonel, n'avaient pu lui donner un grand fonds d'expérience : mais il était spirituel, actif, ambitieux. Avant la révolution, le désir de se faire une sorte de réputation dans l'armée, l'avait rendu zélé partisan des idées du comte de Saint-Germain, et placé au nombre des chefs de corps, dont la discipline brutale et minutieuse fatiguait en pure perte l'obéissance des troupes. La révolution, sans changer son caractère dur et hautain, lui fit adopter tout à coup d'autres principes. Député de la noblesse aux états généraux, il fut un des premiers membres de son ordre, qui proposèrent l'abolition des privilèges : suivant la marche de l'exagération du temps, à mesure qu'elle se développait, il brigua la faveur de la faction révolutionnaire, et devint un des agents les plus actifs de la propagande ; le tout, dans l'espoir d'obtenir enfin un grand commandement. Ses opérations le peindront, au reste, mieux que le portrait que nous pourrions en tracer (1) ; et il convient d'y revenir.

Le comte d'Erbach, ayant reçu l'ordre de remplacer le corps du prince de Hohenlohe devant Thionville, s'était mis en marche par les défilés de Turckeim, le 11 septembre, abandonnant la garde du magasin de Spire et de toutes les communications de l'armée, à 1,000 Autrichiens et 2,000 Mayençais, sous les ordres du colonel Winckelmann.

C'était offrir à Custine une capture aussi sûre que facile. Ce général qui, depuis quinze jours, avait eu le temps d'être instruit de l'état des choses, se porta en effet, le 30, sur trois colonnes, contre Spire. Le colonel Winckelmann, convaincu de l'importance de son poste, et ignorant peut-être la force des Français, voulut d'abord se mettre en bataille en avant de la ville. Bientôt sa petite troupe, écrasée par une artillerie supérieure, et sur le point d'être tournée, se dirigea vers le Rhin, où se trouvaient des embarcations nécessaires à son transport : mais les bateliers, qu'on n'avait pas eu la précaution de surveiller, s'étant enfuis sur la rive droite avec leurs barques ; le colonel, enveloppé, se vit dans la dure nécessité de mettre bas les armes avec 2,700 hommes. L'armée française s'empara, les jours suivants, de Worms et de Franckenthal. La conquête de ces trois petites villes ouvertes fut annoncée à la tribune comme l'événement le plus extraordinaire : ces déclamations sembleraient ridicules, si on ne savait l'effet qu'ellles produisent sur la multitude, incapable de juger, et qui attache à une ville comme Worms la même importance qu'à Mayence, puisque l'une lui est aussi peu connue que l'autre. Le récit enflé de ces conquêtes échauffant les têtes et facilitant les levées qu'on voulait doubler, était donc une ruse pardonnable.

Quelques jours avant l'attaque de Spire, le général Custine avait proposé de suivre le comte d'Erbach sur la Moselle. Ce mouvement qui eût influé sur les opérations des armées dans l'Argonne, d'une manière plus directe que la course sur Worms, fut aussitôt approuvé par le ministre de la guerre ; mais il paraît qu'il n'entrait plus alors dans les vues des généraux commandant sur le Rhin. Cependant le ministre le prescrivit formellement le 20 septembre ; et cet ordre, adressé au général en chef Biron à Strasbourg, ne parvint

(1) Quoiqu'exagéré, le portrait de Custine, tracé dans les mémoires rédigés par un de ses aides de camp, sera toujours plus complet que tout ce qu'on pourrait en dire dans le cadre étroit d'une histoire générale.

à Custine qu'à l'instant où l'expédition du Palatinat, pleinement engagée, lui fournissait un prétexte plausible de l'éluder. Il était néanmoins encore temps de l'entreprendre avec succès, en y mettant un peu de vivacité ; car les alliés se trouvaient précisément enfoncés dans l'Argonne. Custine, fier de ses premiers succès, trouva plus agréable d'être indépendant, et de travailler à sa propre gloire, en faisant retentir la tribune de la convention de ses rapports emphatiques. Cette tendance naturelle à s'isoler s'accrut encore, lorsque les jacobins, pour prix de ses travaux, de sa correspondance mensongère, et du zèle qu'il montrait pour la propagande, lui firent décerner le commandement de l'armée de la Moselle. Soit qu'alors il craignît qu'un contact immédiat ne vînt à le ranger sous les ordres de Dumouriez et de Kellermann, soit qu'il fût déjà engagé dans l'intrigue qui devait le rendre maître de Mayence, Custine ne jugea point à propos d'obéir, et resta quinze jours dans le Palatinat, s'amusant à y lever des contributions. On va voir que, par un hasard assez difficile à prévoir, il fut plus heureux que sage.

La révolution, dont on ne connaissait alors que le beau côté, avait de nombreux partisans dans plusieurs contrées de l'Allemagne. Les harangues séduisantes, prononcées à la tribune de l'assemblée, avaient produit leur effet dans les villes peu florissantes, soumises aux princes ecclésiastiques. Les habitants de l'électorat de Trèves nourrissaient de justes motifs de mécontentement contre leur archevêque, prince faible et avare, esclave en quelque sorte de son ministre, qui ne rêvait qu'à grossir le fisc aux dépens de l'industrie et du commerce. Ceux de Mayence n'étaient pas tout à fait dans le même cas; mais cette ville, qui avait une université, renfermait dans son sein une foule de jeunes gens, dans l'esprit desquels fermentaient toutes les idées nouvelles, et qui ne voyaient rien au-dessus d'un gouvernement démocratique.

Des intelligences ménagées par Custine avec quelques clubistes de cette ville, lui apprirent que la place était abandonnée à la garde de 2,000 soldats de l'archevêque, et de 800 Autrichiens vus de mauvais œil. Cette garnison était plus que suffisante, à la vérité, pour lui en fermer l'entrée : car, c'était assez d'en lever les ponts-levis pour que la place n'eût rien à craindre d'un corps de 15 à 20,000 hommes, dénué de tout moyen de siége, et hors d'état même de passer le Rhin pour former l'investissement. Mais les patriotes mayençais comptaient dans leurs rangs le professeur de mathématiques, Eckmayer, qui, en sa qualité d'ingénieur, exerçait une grande influence sur le général Gymnich, et se flattait de le décider à se rendre. La circonstance était trop belle pour la laisser échapper (1). Custine, ravi d'ailleurs de trouver un prétexte pour ne pas se diriger vers la Moselle, se décida à s'avancer sur Mayence.

L'expédition allait se mettre en marche, lorsque le bruit de l'arrivée de 25,000 Autrichiens, semé par quelques recruteurs dans la vue de se donner de l'importance, jeta l'épouvante dans l'âme du général, et lui fit prendre le parti de revenir sous Landau. Ce singulier contre-temps fut un bonheur pour lui, tant les événements de la guerre tiennent souvent à de petites causes. Les préparatifs d'armement, ordonnés par la régence électorale au bruit de l'approche de Custine, furent interrompus, aussitôt que par sa retraite, on se crut à l'abri du danger. Mais les invitations des propagandistes devenant plus pressantes, et le général républicain ayant acquis la certitude que, de la Moselle au Rhin, il n'existait pas un ennemi, il reprit bientôt son premier projet.

On lui proposa de chercher, par les mêmes moyens, à se faire ouvrir les portes de Manheim : la crainte de porter atteinte à la neutralité de l'électeur Palatin, l'empêcha, dit-on, de s'y résoudre, et, puisqu'il n'était pas en droit de juger des motifs qu'avait le gouvernement de la respecter, il ne paraît pas qu'il faille l'en blâmer.

(1) En publiant, en 1815, un premier aperçu de cette campagne, j'ai blâmé cette entreprise comme contraire aux principes, en ce qu'elle s'écartait trop des armées agissantes. J'ignorais alors toutes les circonstances de la négociation de Custine. Certain de la reddition de la place, comme il paraît qu'il le fut, on ne peut qu'approuver la résolution qu'il prit de s'en emparer. Dans toute autre hypothèse, la marche vers la Moselle eût été plus convenable ; surtout à la fin de septembre.

Arrivé devant Mayence le 19 octobre, il employa d'abord quelques heures à faire parade de ses forces, en les multipliant par des marches et des contre-marches aux yeux de la garnison, qu'il fit ensuite sommer. Sachant bien qu'il ne pouvait se rendre maître de la place qu'en inspirant la terreur à son commandant, Custine lui adressa une sommation menaçante, et choisit pour la porter le colonel Houchard, dont la stature colossale, la figure balafrée et l'éloquence soldatesque, cadraient à merveille pour cette mission. Un conseil fut assemblé : Eckmayer y jouant le rôle convenu, prouva qu'on n'était point en mesure de se défendre ; exagéra les suites d'une escalade, et démontra qu'avec des Français entreprenants, le succès en serait infaillible. La place manquait, à la vérité, de la plupart des choses nécessaires à sa défense ; mais Custine, loin d'avoir les moyens de commencer un siége, n'était pas même pourvu de ce qu'il fallait pour un coup de main. Cependant les raisons de l'ingénieur entraînèrent le vieux commandant, dont tous les exploits s'étaient bornés à faire défiler la parade devant le palais de l'électeur. Par une circonstance assez bizarre, le même ministre Stein (1), qui, dès lors a fait tant de bruit en Europe, se trouvant à cette époque, envoyé de Prusse auprès de l'électeur, opina pour la reddition, qui fut résolue malgré les représentations du baron d'Albini, ministre d'Autriche.

La capitulation proposée par Eckmayer, n'éprouva pas d'opposition, et la forteresse fut remise le 22. La garnison, qui avait un pont pour s'en aller à Cassel sans que Custine pût y mettre le moindre obstacle, et qui n'avait qu'à enlever un ponton pour être à l'abri de toute poursuite, mit bas les armes après s'être engagée à ne pas servir d'un an. Les 800 Autrichiens seuls, indignés d'une telle lâcheté, quittèrent la place malgré le gouverneur, et s'en allèrent, sous la conduite du lieutenant-colonel Andujar, rejoindre le prince d'Esterhazy.

Par cet accident remarquable, les alliés, qui n'avaient sur le Rhin que le pont de Mayence à l'abri d'insulte, le virent tomber entre les mains de l'ennemi, et furent cruellement punis d'une imprévoyance qui tenait autant à leurs préjugés militaires qu'à un excès de présomption. Nous avons vu, en 1812, l'armée française marchant sur le Niémen, râser les faubourgs de Magdebourg, et mettre cette ville dans un état formidable de défense, seulement pour s'assurer du passage de l'Elbe, tandis qu'on possédait toutes les places de l'Oder et de la Vistule. Cette précaution louable, bien qu'elle ne fût pas de nature à influer sur les événements qui se passèrent aux rives du Dniéper, contraste avec la négligence de ces généraux présomptueux, qui se jetaient en Champagne, sans mettre à couvert le seul point de retraite qu'ils eussent sur la ligne du Rhin.

Cet événement eut lieu à l'instant où les Prussiens revenaient vers Longwy ; et il est aisé de juger, d'après cela, dans quel embarras Custine les eût placés, en descendant sur Coblentz, pour y détruire le magasin qui devait les alimenter dans le pays de Trèves. Cette marche était hardie, sans doute, surtout en longeant la gauche du Rhin, sur lequel il n'avait pas de ponts : mais il n'était pas impossible de l'exécuter par la rive droite, en prenant Ehrenbreitstein qui n'était gardé que par une centaine d'invalides de l'électeur ; et en rassemblant à l'embouchure de la Lahn, tous les bateaux nécessaires pour aller détruire ou enlever le dépôt de Coblentz. Par ce moyen, l'on eût évité tous les risques d'une marche entre le fleuve et l'armée ennemie. D'ailleurs, ces risques pouvaient n'être qu'apparents : car, outre que l'armée française eût été couverte par la Moselle, le délabrement des Prussiens les portant à songer avant tout à leur salut, les eût empêchés de la troubler dans son entreprise. En effet, on ne juge pas toujours exactement la force d'un corps ennemi qui se jette sur nos communications : le duc de Brunswick, se voyant sérieusement menacé, n'aurait pu croire

(1) On a commis une erreur : le baron de Stein, dont il est ici question, n'est point le même que le ministre d'État prussien qui joua un grand rôle de 1807 à 1815.

Au surplus, le fond de cette anecdote, puisée dans un ouvrage estimé, paraît également susceptible de doute. On ne comprendrait pas comment le ministre de Prusse, dont l'armée était alors engagée dans les Ardennes, aurait pu opiner pour la reddition de Mayence.

(*Rectification de* 1840).

que 15,000 hommes osassent ainsi s'exposer ; et il eût songé à se mettre en sûreté par une retraite sur Wesel, avant de penser à la possibilité d'accabler Custine ; il n'était même guère probable qu'il se décidât à passer la Moselle, ayant les Français en face et derrière lui, sans savoir comment il se retirerait d'un pas si difficile.

Nous avouerons cependant que, pour assurer la réussite de cette manœuvre, il eût été indispensable que l'armée du centre talonnât vivement les Prussiens dans leur retraite, et c'est ce qu'elle ne fit pas. On a vu dans le chapitre précédent, qu'au lieu de descendre le Rhin, Kellermann prit des cantonnements entre Sarre et Moselle. De son côté, Custine, à peine maître de Mayence, se sentit attiré par l'appât du butin vers Francfort, où sa présence suscita de nouveaux ennemis à la France, sans aucun avantage réel.

Cette ville libre, toute commerçante, n'avait donné aucun sujet de mécontentement aux Français : elle applaudissait même aux principes qui avaient déterminé la révolution, et devait se croire à l'abri d'une incursion. En effet, si la guerre doit nourrir la guerre, c'est aux dépens de l'ennemi et non des neutres. L'incursion de Custine, pardonnable s'il eût été en mesure de se soutenir sur le Mein, était, dans les circonstances où il se trouvait, aussi contraire à la politique qu'aux règles de l'art.

Toutefois, ses promenades en Wétéravie répandirent la terreur en Allemagne : l'armée prussienne n'en fut pas exempte ; et la peur grossissant les objets, le duc de Brunswick en conçut des craintes exagérées. Massenbach assure qu'il fit partir son argenterie en poste pour ses États : et, si ce n'est pas calomnie, on peut dire qu'il n'était plus, au retour de la Champagne, ce qu'il fut en 1758, quand il passa le Weser et le Rhin (1).

Quoi qu'il en soit, il n'était pas possible que l'armée alliée restât inactive à Luxembourg, quand Mayence se trouvait entre les mains des Français, et Clairfayt déjà rappelé en Belgique. On décida que le prince de Hohenlohe-Kirchberg couvrirait la première de ces places, et que les Prussiens se hâteraient de repasser le Rhin à Coblentz, pour expulser l'ennemi de la rive droite, et reprendre Mayence, aussitôt après avoir reçu des renforts de l'intérieur de la monarchie.

Les Hessois, traînés sur des chariots, prirent les devants, afin de sauver Ehrenbreitstein, s'il en était encore temps : le reste de l'armée les suivit, le 25 octobre, et se porta en sept marches à Coblentz, où le passage ne s'effectuant que sur un pont volant, dura douze jours entiers. Le corps des princes, qui avait été cantonné entre Liége et Huy, fut licencié, faute de moyens pour l'entretenir. Une partie des gentilshommes qui le composaient, renforça l'armée de Condé qui passa à la solde de l'Empereur : d'autres formèrent ensuite des corps soudoyés par la Hollande et le cabinet de Londres. Ainsi fut dissoute l'armée qui devait replacer Louis XVI sur le trône de France, et s'évanouirent avec elle les brillantes espérances de la coalition, les projets de vengeance des princes et des nobles émigrés.

Bien des militaires ont blâmé cet empressement des coalisés à se disperser dès leur arrivée sous Luxembourg : pour apprécier justement ce reproche, il faudrait connaître au juste leurs pertes dans l'expédition de Champagne, ainsi que l'état physique et moral dans lequel ils en sortirent. En évaluant ce qui leur fut enlevé par les maladies à 15,000 hommes, on trouverait que, soustraction faite de la garnison de Luxembourg et du corps de Clairfayt parti pour la Belgique, les forces combinées formaient encore 50,000 combattants. Si, au lieu de courir sur la Lahn, cette masse eût été dirigée sur Bingen, on ne saurait douter qu'elle n'eût placé Custine dans le plus grand embarras, et qu'elle ne l'eût forcé d'évacuer l'Allemagne, pour faire face dans le Hundsruck. L'inactivité de Kellermann autorise à croire que l'opération eût réussi, et si les alliés ne la tentèrent pas, c'est qu'ils le supposèrent plus fort et plus entreprenant.

Le duc de Brunswick avait à peine repassé le Rhin, que la mésintelligence éclata entre les généraux français : tous se rejetaient la faute d'avoir laissé échapper l'armée prussienne. Custine, pour pallier l'inexécution des ordres du gouvernement, accusa Kellermann de n'avoir pas profité de ses avantages, en marchant par Trèves sur Coblentz, où il eût, disait-il, prévenu l'ennemi : cette assertion, lors même qu'elle eût été fondée, était loin

(1) Voyez *Traité des grandes opérations militaires*, chap. IX.

de le disculper de la faute qu'il commit lui-même, en ne rabattant point sur cette ville, où la bourgeoisie, excédée de la rapacité des agents de l'électeur, l'attendait à bras ouverts. Kellermann se justifia en observant, qu'après la convention de Verdun et l'arrivée des Prussiens sous Luxembourg, il n'eût jamais pu les prévenir sur le Rhin : que le pays de Trèves étant coupé, boisé, peu fertile et sans chemins praticables à l'artillerie, l'armée, exténuée de son séjour et de ses opérations dans l'Argonne où elle avait souvent manqué de tout, eût difficilement gagné l'ennemi de vitesse ; et, puisqu'elle ne pouvait rien tenter d'important, il valait mieux lui donner quelque repos. A ces moyens de défense, il ajoutait la crainte de provoquer la désorganisation des troupes, en leur donnant de justes motifs de plainte par des entreprises au-dessus de leurs forces. Déjà, en effet, les volontaires, qui ne s'étaient levés que pour défendre la capitale, la voyant délivrée, demandaient à retourner dans leurs foyers, sans calculer que leur départ, affaiblissant au dernier point l'armée, livrerait de nouveau le territoire français aux alliés qui ne manqueraient pas de reprendre l'offensive.

La plupart des historiens de cette campagne ont trouvé ces raisons fondées ; on peut néanmoins appeler de leur jugement, car tous les militaires conviennent que, si l'armée du Centre avait encore 30,000 hommes, comme les états officiels l'annoncent, le devoir de son général était de harceler l'ennemi plus vivement qu'il ne le fit. Sa marche compassée eût compromis Custine à Coblentz, si ce dernier, cédant aux impulsions du génie et aux sollicitations des habitants, y fût descendu de Mayence, dans l'intention d'exécuter la part qui lui était assignée dans un projet si simple, et dont la réussite promettait de si beaux résultats.

La mésintelligence survenue entre les généraux, démontre au reste que le seul moyen de frapper un grand coup avec certitude de succès, était que Dumouriez continuât à poursuivre le duc de Brunswick avec toutes ses forces, tandis que Custine eût cherché à le prévenir à Trèves et Coblentz. Or, pour atteindre ce but, il fallait que l'impulsion fût donnée par le conseil exécutif, et qu'il plût aux généraux d'y obéir : car à cette époque, chacun se croyait autorisé à faire ce qu'il voulait ; et la guillotine n'avait pas encore ployé les chefs d'armée à toutes les volontés de la convention.

La tribune retentit des inculpations déplacées de Custine contre ses collègues ; et la faveur populaire, souvent attachée au rôle de dénonciateur, le signala comme un grand capitaine. Le gouvernement, loin de le réprimander pour avoir agi contre ses ordres, fut forcé par les jacobins à lui donner gain de cause. Kellermann fut remplacé par Beurnonville, et le conseil exécutif, pour le consoler, lui donna le commandement des Alpes que venait d'abandonner Montesquiou. Douze mille hommes tirés de l'Alsace allèrent renforcer le général Custine, auquel le commandement supérieur de l'armée du Rhin fut dévolu. Il ne tarda pas à payer chèrement cet éclair passager de faveur et de gloire.

Laissons les généraux français se disputer l'honneur d'avoir fait le moins de bévues ; et, pour compléter le tableau des événements de cette période, voyons ce qui se passait en Flandre dans le même temps.

Opérations en Flandre.

Après le départ de Clairfayt, il restait au duc Albert 37 bataillons et 40 escadrons : ce prince fidèle à son système, ou craignant peut-être l'esprit inquiet des Belges, en avait dispersé 14 en garnison depuis Ypres et Courtray jusqu'à Liége et Bruxelles. Le surplus formait deux camps ; l'un de 14 bataillons 22 escadrons, à Mons, l'autre, de 9 bataillons 6 escadrons, à Tournay. Le duc devait entreprendre une diversion en faveur des Prussiens ; la plus utile eût été peut-être de laisser 10,000 hommes à Mons, et de marcher avec 25,000 sur la Meuse vers Mézières, pour se lier avec l'armée principale ; mais on craignit que l'ennemi n'envahît la Belgique, sans songer qu'attaqué lui-même en Champagne, il n'avait d'autre espoir de sauver sa capitale, qu'en rappelant les troupes stationnées sur la frontière du Nord et des Ardennes.

Le duc, plus intéressé à défendre les possessions de sa souveraine, que porté à les découvrir pour seconder l'armée d'invasion, crut ne pouvoir mieux

atteindre son but qu'en attaquant une place française ; et il balança seulement dans le choix de celle sur laquelle il frapperait.

Quoique Dumouriez eût donné à la majeure partie des forces actives sur la ligne du Nord, l'ordre de le joindre en Champagne, il devait rester dans les places des garnisons assez nombreuses, indépendamment de plusieurs petits camps qui pouvaient étendre leur sphère d'activité, en leur permettant de tenir la campagne. On comptait encore 4 à 5,000 hommes dans celui de Maulde, plus de 4,000 cantonnaient à Bruille, Saint-Amand et Orchies ; le général Lanoue gardait le camp retranché de Maubeuge, avec une division d'environ 6,000 hommes : ainsi, le projet du général autrichien ne laissait pas que de présenter des difficultés.

Le duc commença donc par une démonstration sur toute la ligne, dans la vue de faire prendre le change à son adversaire, et de détourner son attention des préparatifs faits contre Lille. Cette vieille ruse n'était pas de nature à surprendre ; mais le hasard servit favorablement les Autrichiens. Le général Labourdonnaye auquel Dumouriez avait remis le commandement, ayant été appelé par le ministère à Soissons, pour y donner une première organisation aux volontaires qui accouraient à la défense de la capitale, le général Moreton, désigné pour lui succéder, confia la défense du camp de Maulde au général Berneron, qui n'apprécia pas mieux que son chef l'importance de ce poste.

Le 3 septembre, une colonne aux ordres de Starray se dirigea, par Beaumont, sur Philippeville ; une autre, conduite par le général Beaulieu, marcha sur Quiévrain. Le comte Latour, qui campait à Tournay, menaça Lille en repoussant, le 5, les postes des bords de la Marque.

Au moment même où ces mouvements dénotaient l'intention des Autrichiens, le général Beurnonville partait de Maulde, le 7, avec 9,000 hommes, pour se réunir à Avesnes, à un détachement du camp de Maubeuge, et se diriger, conjointement avec lui, par Rethel sur Châlons, ainsi que Dumouriez l'avait prescrit.

Dans des circonstances semblables, le général Moreton, alarmé par l'apparition de Latour sur les bords de la Lys, et par les démonstations des coureurs autrichiens sur Condé, conçut pour ses deux flancs des craintes si communes et si fréquemment chimériques. Persuadé, d'ailleurs, que le camp de Maulde, désormais trop étendu pour sa petite troupe, pouvait être compromis, il crut qu'il était temps de se conformer aux instructions de Dumouriez, et de replier le général Berneron sur Bruille, derrière le canal de la Scarpe, sur la route de Condé à Thun. De là il espérait, à l'aide de retranchements, se maintenir à Saint-Amand, et couvrir les communications de Valenciennes à Douai, par la droite du canal de Marchiennes. Ce mouvement commençait à s'exécuter. Latour, informé à temps, se mit à la poursuite : l'apparition de sa petite troupe faillit causer la répétition des scènes de Dillon et de Biron au mois d'avril ; un de ses détachements ayant passé l'Escaut sur de gros bateaux de fourrages dont il s'était emparé près de Mortagne, sema l'épouvante ; tout prit la fuite dans le plus grande désordre vers Condé, Valenciennes et Bouchain, laissant une partie de l'artillerie au pouvoir de l'ennemi. Le peuple, dans son exaspération, voulait attenter à la vie du général Moreton : toutefois, comme il ne fut présent à aucune de ces affaires, il en rejeta la faute sur des subalternes, et se sauva par ce subterfuge. Au fait, quoiqu'il eût levé sans motif le camp de Maulde, celui de Bruille étant plus sûr, on ne saurait lui en faire un crime, et il eût été trop cruel de le rendre responsable de la terreur panique qui saisit ses troupes peu aguerries.

Fiers de ce succès, les Autrichiens rasèrent les ouvrages du camp de Maulde ; et, après avoir semé l'épouvante sur toute la frontière, revinrent en triomphateurs à Tournay ; se contentant d'occuper Orchies, Sameon, Saint-Amand et Vieux-Condé. On a prétendu qu'en se hâtant de profiter de la déroute du camp de Bruille, ils eussent pu, à l'aide de l'affreuse confusion qui y régnait, s'emparer d'une des trois places dont il protége le système de défense. Mais, outre qu'un peu de désordre n'entraîne pas toujours la reddition d'une forteresse, il est probable qu'ils ignorèrent celui qui existait parmi les Français, ou qu'ils ne voulurent pas dévier d'un plan arrêté, pour se livrer à des entreprises d'un succès incertain. Cette circonstance donna aux républicains le temps de se remettre et d'organiser leur défense.

Dans cet intervalle, on avait pressé dans les arsenaux des Pays-Bas, les préparatifs de siége, quelque insuffisants qu'en fussent d'ailleurs les moyens. Lorsque tout ce qu'on put en tirer se trouva rassemblé, Beaulieu laissant la division Lilien à Bettignies devant Maubeuge, partit le 16 septembre de Mons avec plusieurs bataillons, et vint se réunir au duc Albert, à Tournay, d'où ils avancèrent sur Lille.

Cette ville commerçante, industrieuse, peuplée de 60,000 âmes, située sur la Deule, près du confluent de la Lys, dans une contrée riche et fertile, est la place d'armes la plus importante de toute la frontière du Nord. Son enceinte de quatorze bastions est entourée de la Deule qui ajoute à sa force. La citadelle passe pour le chef-d'œuvre de Vauban. La défense que M. de Boufflers y avait faite en 1708 contre les efforts réunis d'Eugène et de Marlborough, aussi glorieuse pour les armes de la France qu'instructive pour tout homme de l'art (1), n'était pas d'un heureux présage pour le duc; mais il fallait attaquer une place quelconque, et il crut avoir de puissants motifs pour s'attacher de préférence à celle-ci.

L'espoir de trouver des partisans partout où l'on se présenterait, fut un des plus grands arguments dont les émigrés se servirent pour animer les généraux allemands, et il séduisit le gouverneur général des Pays-Bas, comme bien d'autres. Trop confiant dans leurs promesses, il calcula qu'il convenait de se présenter devant une place dont les habitants seraient beaucoup plus forts que la garnison. A Maubeuge et Condé, ce n'était pas le cas; les troupes des camps retranchés et de la place, ne devaient laisser aux citoyens aucun moyen de se prononcer. Quant à Valenciennes, ce qui s'y était passé lorsque Moreton évacua le camp de Maulde, annonçait assez que le peuple était peu disposé à se rendre. Lille offrait précisément la chance que l'on cherchait.

Cependant, sous les rapports militaires, cette entreprise paraissait hasardée. La place était abondamment approvisionnée, et vu la faiblesse de l'armée assiégeante, l'on ne pouvait pas même se flatter de l'investir. La garnison, quoique composée dans le principe de 6,000 hommes, seulement, fut bientôt portée à 10,000 par les renforts successifs qui lui arrivèrent. Le général Ruault, dévoué à la nouvelle constitution, y commandait : il était zélé, actif et intelligent. Si les soldats n'étaient pas aguerris, ils suppléaient à ce qu'il leur manquait d'expérience, par un grand enthousiasme : les ouvrages se trouvaient en bon état, et la population sur laquelle l'ennemi comptait tant, partageait l'ardeur des troupes.

Dénué de moyens pour pousser un siége régulier, sourd à toutes les représentations des chefs de l'artillerie et du génie, le duc Albert persista à vouloir entreprendre avec 15,000 hommes et 50 pièces de canon, ce que les plus grands capitaines avaient à peine exécuté avec une armée formidable et un attirail de 80 mortiers et 120 pièces de siége.

L'espoir d'épouvanter les habitants et de les réduire à la nécessité de faire capituler la garnison, comme cela avait eu lieu à Verdun, peut seul expliquer l'absurdité de ce projet, et la barbarie que l'on mit à l'exécuter. Nous doutons, au reste, qu'il suffise pour le justifier.

L'armée impériale partit le 24 septembre de son camp de Tournay, et s'établit entre Lezenne et Mons-en-Bareuil ; le quartier-général à Annape.

Le général Starray délogea le lendemain les Français du faubourg de Fives, qui parut propre à l'établissement des batteries de mortiers; et le comte de Browne, chargé de la conduite des attaques, fit ouvrir la tranchée en arrière de ce faubourg par les colonels du génie Chasteler et Duhamel de Querlonde.

Cette opération eut lieu sans même que la place fût totalement investie, car le colonel Keim, poussé vers Seclin avec 3,000 hommes, trouvant les postes de Hautbourdin trop bien gardés, n'osa rien entreprendre, et le colonel Milius, détaché à Quesnoy sur la Deule (2), ne se crut pas plus en état de se mesurer avec ses adversaires. Sur la droite, les Français, débouchant du Quesnoy, de Valenciennes et Douai au nombre de 4 à 5,000 hommes, prirent même Marchiennes et Saint-Amand, en sorte que le flanc gauche du duc ne fut pas sans courir quelques

(1) Voyez *Dictionnaire des siéges et batailles.*

(2) Il faut distinguer ce village de la forteresse du même nom.

risques. Le général Ruault, conservant ainsi les postes sur la Deule et le canal de Douai, notamment ceux de Wambrechées et de Loos, maintint ses communications avec les places voisines.

Cinq batteries armées de 30 pièces ayant été achevées dans la nuit du 28 au 29, le duc envoya le baron d'Aspre sommer la ville. Le général Ruault et la municipalité répondirent à ses menaces avec noblesse. Le parlementaire fut reconduit par le peuple aux acclamations mille fois répétées de *vive la nation! vive la liberté!* mais d'ailleurs avec tous les égards dus au caractère dont il était revêtu.

A peine a-t-il atteint ses avant-postes que les batteries jouent avec fracas. La place y répond avec vivacité : bientôt le feu se manifeste en plusieurs endroits; et avant la fin du jour, l'église Saint-Étienne et les maisons adjacentes deviennent la proie des flammes.

Dès le 30, le feu de la place redoubla; il fut d'autant plus redoutable pour les Impériaux, que, manquant d'artillerie, ils ne purent contrebattre les batteries des assiégés.

Le duc n'avait cependant aucune nouvelle certaine de ce qui se passait en Champagne, et l'on serait en droit d'en être étonné en ne considérant que le peu de distance qui l'en séparait. L'étiquette autant qu'un esprit funeste de rivalité, entretenant beaucoup de froideur dans les relations de deux généraux, dont les rapports pour le bien des affaires auraient dû être si intimes; le duc, sans renseignements certains agissait sur des ouï-dires. Le bruit courait que Dumouriez était cerné, et le zèle du prince s'enflammant, il crut qu'il y aurait de la honte à rester au-dessous de son collègue. Pendant sept jours et sept nuits le bombardement continua avec une effroyable activité : l'incendie se propagea; près de 200 maisons furent brûlées et plus de 1,000 criblées par les projectiles; un grand nombre d'habitants, cherchant dans les caves un abri contre la bombe, y trouvèrent la mort et furent ensevelis sous les ruines. Toutes ces calamités n'amenèrent pourtant pas la soumission à laquelle le duc Albert s'était attendu; au contraire elle anima d'une nouvelle ardeur depuis l'enfant jusqu'au vieillard. La garnison rivalisa avec les bourgeois; partout on travailla pour arrêter les ravages du feu, et répondre en même temps à celui des Autrichiens.

Le gouvernement français ne restait pas dans l'inaction; à l'approche de l'ennemi, le général Labourdonnaye, déjà en route pour Châlons, reçoit ordre de retourner à Lens, d'y rassembler des bataillons de volontaires et divers détachements tirés du camp de Soissons ou des places de seconde ligne; en un mot de tout faire pour secourir la place.

D'un autre côté, le général Lamarlière y entre le 30 avec quelques bataillons de volontaires, et bientôt la garnison sera plus nombreuse que l'armée assiégeante. On estimait généralement celle-ci à 25,000 hommes; et le duc Albert dut sans doute à ce mécompte de n'avoir pas été plus fortement inquiété dans son opération.

Cependant le bombardement, quoique moins vif continuait; l'incendie exerçait ses ravages avec moins d'intensité. L'arrivée des pompes de plusieurs villes voisines, celle de dix députés de la convention venant partager les dangers et annoncer des renforts, soutinrent à propos l'énergie des Lillois. Dès le 6 octobre on s'aperçut que l'ennemi jetait des barres de fer, et cette indication de l'épuisement de ses moyens, donna l'espoir d'une délivrance prochaine : enfin, le 8 au matin on vit avec satisfaction qu'il levait le siége et se retirait sur Gruson.

Les Autrichiens avaient en effet renoncé à leur entreprise. L'état de l'artillerie, hors de service par l'usage immodéré qu'on en avait fait, le défaut de munitions, et l'accroissement successif du camp de Lens, ne laissaient d'ailleurs plus les moyens de la continuer. La retraite se fit avec précaution et ne fut point inquiétée.

Cette tentative du duc, blâmable dans le principe puisqu'il ne pouvait en espérer aucun résultat, le fut bien davantage après la retraite de la grande armée alliée. On conçoit qu'il ait ignoré le peu de succès de la canonnade de Valmy; mais qu'il n'ait pas été averti au 1er octobre que la retraite devait commencer le 27 septembre, c'est ce qui surprendra tout le monde. Pour son honneur, il faut pourtant le croire; car, comment s'imaginer qu'il eût résolu la ruine d'une ville qu'il n'avait plus l'espoir de faire capituler.

Labourdonnaye venait d'entrer dans Lille avec quelques bataillons, lorsque l'ennemi songea à la retraite : le général Champmorin le poursuivit avec un faible détachement. La garnison, aidée d'une multitude d'habitants, alla détruire les tranchées et les batteries; et les troupes du camp de Lens étant enfin arrivées le 12 au nombre de 12,000 hommes, on les fit camper à la Madeleine pour garantir la place de toute récidive. Ce siége fit honneur aux habitants de Lille; et si la garnison encourut de quelques censeurs rigides le reproche de n'avoir pas fait tout ce qu'on était en droit d'espérer de son nombre et de ses avantages, on peut affirmer néanmoins que sa conduite fut digne d'éloge. Quoique forte de 10,000 hommes après l'arrivée de Lamarlière, et de 20,000 après celle de Labourdonnaye, il n'en est pas moins vrai que ces derniers bataillons, armés de piques et mal équipés, étaient peu capables d'être lancés à la poursuite d'un corps d'élite tel que celui du duc Albert. On doit savoir gré même à la circonspection des chefs, qui ne voulurent point les compromettre avant de les avoir un peu aguerris; d'ailleurs, les troupes du camp de Lens n'arrivèrent que quatre jours après la levée du siége.

Cet événement eut au reste un autre genre d'importance : publié dans les départements les plus éloignés sous les couleurs les plus glorieuses, il électrisa la population entière de la France, et ne contribua pas peu à entretenir l'enthousiasme qui précipitait une jeunesse ardente aux frontières; il devint le gage de la résistance que feraient désormais toutes les places de guerre, si le sol français était de nouveau envahi.

CHAPITRE IX.

Invasion de la Savoie et du comté de Nice.

Bien différents des grands princes qui, comme Maurice de Saxe, savent se prononcer à propos contre un ennemi redoutable, les chefs de la maison de Savoie, alternativement alliés depuis deux siècles, à la France et à l'Autriche, s'étaient toujours rangés, d'après les impulsions d'une politique versatile, du côté de la puissance dont ils avaient le plus à craindre.

Toutefois la singularité de cette conduite fut justifiée en quelque sorte, dans le 18e siècle, par les errements du cabinet de Versailles, qui n'apprécia point assez l'alliance d'un prince, maître des portes de l'Italie. A la vérité, Louis XV avait conclu, en 1733, un traité secret avec Charles-Emmanuel, par lequel le premier s'engageait à ne point déposer les armes que le Milanais et la Lombardie ne fussent assurés au roi de Sardaigne; et celui-ci, par un heureux retour, consentit à la cession de la Savoie, qui l'eût jeté pour toujours dans les bras de la France.

Mais les clauses de cette importante transaction furent aussitôt oubliées que conçues, et le cardinal Fleury, toujours empressé de faire la paix dès qu'il en trouvait l'occasion, négocia en 1735 avec l'Empereur à l'insu de la cour de Turin. Charles-Emmanuel, forcé de donner son accession aux préliminaires, et ensuite au traité définitif signé à Vienne en 1738, n'obtint que le Tortonnois, la souveraineté de Langues, le Novarrais et quatre petites seigneuries; faible dédommagement de ses efforts dans cette guerre ruineuse. N'ayant plus de confiance dans le ministère français, il prêta l'oreille, en 1741, aux insinuations de Marie-Thérèse, et conclut avec elle à Worms, sous la médiation de l'Angleterre, ce traité si funeste à la France.

Depuis cette époque, la cour de Versailles avait bien cherché à neutraliser l'effet de cette transaction par celle du 9 avril 1775, qui stipulait la garantie de toutes les possessions de Victor-Amédée; mais il n'en était pas moins vrai que le cabinet de Turin, malgré les mariages contractés avec la maison de Bourbon (1), se trouvait encore influencé, en 1790, par celui de Vienne, et que le ministre Hauteville passait publiquement pour lui être vendu.

Il était donc vraisemblable que le roi de Sardaigne prendrait part au projet de triple médiation, suggéré par le ministre Montmorin et les princes

(1) Les deux frères de Louis XVI avaient épousé des princesses de Savoie, et leur sœur était unie au prince de Piémont : le comte d'Artois résidait à Turin depuis 1789 à 1791.

émigrés, puisqu'il était approuvé en même temps par la famille à laquelle il s'était allié, et par le ministère autrichien : dès lors la prudence engageait l'assemblée nationale à se préparer à une rupture avec lui.

Depuis un an les deux États se trouvaient effectivement dans une attitude hostile : le comté de Nice, la Savoie et le Piémont étaient remplis d'émigrés qu'on enrégimentait publiquement dans la première de ces provinces. Un foyer de contre-révolution établi à Turin, et non moins actif que celui de Coblentz, avait déjà fomenté plusieurs troubles dans le Midi, et cherché à soulever Lyon (1). C'est de là aussi que les agitateurs du camp de Jalès avaient reçu leurs instructions. Les jacobins furent soupçonnés d'avoir été, par représailles, les auteurs d'un mouvement assez inquiétant qui se manifesta à Turin au mois de mars 1791, et qui contribua à exciter de plus en plus le cabinet sarde contre l'assemblée nationale.

Victor-Amédée, prince bon, pusillanime et dévot, surnommé par ses flatteurs le Nestor des rois, quoique aussi âgé, aussi discoureur que celui de Pylos, était loin d'en avoir toute la sagesse. N'ayant pu voir sans crainte la propagation des idées révolutionnaires s'étendre en Savoie, il espéra leur interdire tout accès en Piémont en renforçant les garnisons de ce duché. Affectant, sur les assertions des émigrés, de considérer Louis XVI comme prisonnier, le cabinet sarde trouva moyen de retirer sans éclat son ambassadeur de Paris ; celui de France, traité avec peu d'égards, obtint son rappel et ne fut point remplacé.

Dans cet état de choses, Dumouriez parvenu au ministère des affaires étrangères, voulant obtenir des explications satisfaisantes, envoie à Turin M. de Sémonville qui se trouvait à Gênes ; mais le ministre, ignorant les formalités d'usage entre les cours de familles, néglige de demander l'assentiment de Victor-Amédée, et celui-ci fait arrêter l'agent diplomatique à Alexandrie, sous prétexte qu'émissaire d'une faction, il vient bouleverser l'Italie. Une violation si manifeste du droit des gens ne fut communiquée à l'assemblée nationale qu'avec ménagement, de peur d'exciter les sentiments d'une juste indignation : la grande querelle alors agitée avec l'Autriche, fit qu'on y donna peu d'attention ; on se borna à presser le rassemblement de quelques forces, et le général Montesquiou, investi du commandement de l'armée, reçut ordre de se tenir prêt à commencer les hostilités. Les choses en restèrent néanmoins là, depuis le mois de mai jusqu'à la fin de juillet, quoique l'adhésion formelle du roi de Sardaigne à la coalition, eût permis de ne plus garder de ménagements.

Si les hommes qui tenaient à cette époque le timon des affaires, ne déployèrent pas un génie supérieur, ils ne pouvaient toutefois méconnaître l'avantage que la neutralité du Piémont, jointe à celle de la Suisse, eût assuré à la France, en lui permettant de porter toutes ses troupes vers le Nord. Multiplier le nombre de ses ennemis, et agrandir la ligne qu'on avait à défendre au moment où les armées de la Prusse et de l'Autriche allaient fondre en Champagne, étaient des fautes trop graves pour que le conseil s'en rendit coupable sans nécessité.

Le roi de Sardaigne, de son côté, en commettait une évidente, en concourant au déchirement de la France, pour se mettre à la merci des Autrichiens, ou aux prises avec les révolutionnaires qu'il redoutait.

Mais les passions aveuglaient de part et d'autre, et repoussaient les combinaisons d'une sage politique comme des actes de faiblesse. Les conseillers intimes de Louis XVI désiraient intérieurement une guerre dont ils espéraient le rétablissement de leur pouvoir ; les ministres girondins se croyaient en mesure de braver l'univers, et pensaient avoir une insulte nationale à venger ; enfin les conseils de la cour de Turin croyaient combattre pour les intérêts de leur roi, ceux des princes ses gendres, et la prérogative de tous les trônes. Ainsi, d'après ce qui se passait, l'esprit le plus conciliateur aurait eu de la peine à détourner l'orage. L'alternative malheureuse dans laquelle la France s'était précipitée, tenait donc au principe du mal, c'est-à-dire d'une part aux prétentions et aux faux rapports des émigrés, de l'autre, aux excès auxquels on s'était livré dans la révolution.

La guerre une fois résolue, le gouvernement français avait à décider une question importante ;

(1) On peut lire à ce sujet les curieux mémoires du comte d'Ecquevilly.

savoir s'il dirigerait toutes ses forces au Nord, où le danger était imminent, ou s'il en destinerait une partie pour envahir la Savoie et le comté de Nice.

Il y eut tant d'instabilité dans le ministère à cette époque, qu'il ne suivit sans doute aucun système. On a prétendu qu'il considérait des succès au Midi comme une contre-balance des revers qu'on essuierait dans le Nord. Ce raisonnement serait puéril, car il était évident que des succès à Nice et Chambéry n'influeraient en rien sur la lutte qui allait se décider sous les murs de la capitale; et il semblait plus conforme aux principes, de renforcer l'armée chargée du salut de l'empire, aux dépens des corps destinés à des accessoires.

Mais s'il est vrai qu'une diversion aux Alpes fût sans intérêt militaire pour ce qui se passait sur la Marne, il n'est pas moins certain que, dans une guerre d'opinion, il fallait dévier des règles ordinaires, et couvrir les provinces méridionales contre l'ennemi, qui y réunirait bientôt un parti puissant si on les livrait sans défense. L'assemblée n'était pas rassurée en effet sur Lyon, qui renfermait alors dans ses murs bon nombre de royalistes : il importait de soustraire cette ville aux coalisés, en tenant à sa proximité une force capable de faire respecter l'autorité nationale, de crainte que les Sardes et les émigrés n'en fissent leur place d'armes et le siége d'un gouvernement contre-révolutionnaire.

Toutefois on convient qu'on aurait pu faire refluer sur le Rhin une partie des 40 bataillons désignés pour l'armée de Montesquiou, et confier la défense de la frontière d'Italie aux gardes nationales des départements limitrophes, avec d'autant plus de sécurité, qu'en cas d'échec, les progrès des Sardes n'eussent été qu'éphémères, si l'on parvenait d'un autre côté à repousser les grandes armées d'invasion.

Quoi qu'il en soit, Montesquiou se mit bientôt en devoir d'exécuter les ordres hostiles qu'il comptait recevoir. Un renfort de troupes de ligne fut tiré de l'armée d'observation des Pyrénées; des bataillons de volontaires du Languedoc et de la Guienne se mirent en marche pour le Dauphiné. Des camps furent tracés sur le Var à la droite; un autre à Tournoux, au centre de la ligne des Alpes, pour observer l'Argentières : à la gauche, une division de 8,000 hommes, sous le général Rossi, s'établit au Fort-Barraux; une quatrième de 10,000 prit poste à Cessieux, et des détachements couvrirent l'Ain jusqu'à Seyssel et Gex.

Si ces mouvements de troupes occasionnèrent une grande perte de temps, ils ne furent pas sans utilité, et servirent à comprimer plusieurs troubles dans les provinces méridionales, et particulièrement au château de Banes, où un agent des princes avait levé ouvertement l'étendard de l'opposition, comme on l'a dit au chap. VI.

Dès que les Français se croyaient dans la nécessité de laisser une armée pour couvrir les Alpes, il est constant qu'il leur convenait de s'emparer le plutôt possible de la Savoie et du comté de Nice; et Montesquiou l'avait proposé dès le mois de mai : l'occupation de ces deux provinces leur offrait de grands avantages, en procurant à la fois une meilleur ligne de défense, si l'on voulait s'en tenir à ce système, et des débouchés commodes et sûrs, dès qu'on songerait à envahir le Piémont.

Un coup d'œil sur la carte d'Italie suffit pour indiquer que la chaîne des Alpes qui sépare la France du Piémont, forme de ce dernier pays un bassin demi-circulaire d'une défense avantageuse, puisque du point central de Turin, on peut faire face sur toutes les directions, en deux ou trois marches. Mais le duché de Savoie et le comté de Nice, situés au delà des monts, aux versants du côté de la France, se trouvent comme des ouvrages détachés et d'autant plus compromis, que, pour les garder, il faudrait diviser l'armée. D'ailleurs les troupes ne peuvent y être entretenues, dans la mauvaise saison, en vivres et munitions, qu'avec d'énormes difficultés; et les Français, tenant les points centraux de Grenoble, Fort-Barraux et Briançon, ont la facilité de tomber alternativement sur l'un et l'autre des corps isolés. Les mémoires rédigés depuis longtemps sur cette frontière, notamment ceux du maréchal de Berwick, étaient trop généralement répandus, pour que le gouvernement français ne fût pas éclairé sur les avantages que les localités lui assuraient dans cette entreprise contre ces deux provinces.

Il savait aussi, qu'en les occupant et reculant sa ligne jusqu'aux sommités de la haute chaîne il mettrait entre la France et le Piémont des barrières si

difficiles à franchir, que l'influence des princes émigrés n'aurait plus d'action sur les départements méridionaux.

L'invasion qu'on redoutait du côté de la Moselle, ou l'espoir que Victor-Amédée se bornerait à suspendre ses relations avec la France sans prendre l'offensive, fit différer, à ce qu'il paraît, l'exécution de ce plan de campagne. D'un autre côté l'espèce d'anarchie ou de lutte qui exista entre le pouvoir exécutif et l'assemblée, les changements fréquents de ministère, la chute du gouvernement royal, furent autant de causes qui retardèrent la réunion des 30,000 hommes disséminés dans les garnisons ou les places du Midi. Lorsque Montesquiou fut parvenu à former le noyau d'une armée, il sollicita en vain l'autorisation d'exécuter le plan projeté. Le conseil préoccupé des dangers qui le menacaient au Nord, loin d'obtempérer à sa demande, lui ordonna de détacher 10 bataillons à l'armée du Rhin et 3 à Dijon, ce qui retarda encore de quelques semaines l'expédition résolue et ajournée depuis si longtemps. Quelques observations faites par ce général sur le départ d'un détachement qui lui ôtait tout moyen d'opérer, provoquèrent, comme on l'a dit au chapitre VI, de nombreuses attaques de la part des jacobins, et l'ordre de se présenter à la barre pour y rendre compte de sa conduite. On sait comment il s'en acquitta le 24 juillet, et le décret qui l'autorisa à requérir les compagnies d'élite des gardes nationales, pour remplir les vides occasionnés par cette mesure.

Les départements de l'Ain, du Gard, de l'Isère, du Rhône, de la Drôme, lui fournirent à l'envi plusieurs bataillons; et si ces braves, mal armés, peu instruits, ne purent être mis d'abord en ligne, ils servirent néanmoins d'auxiliaires précieux, et rendirent d'éminents services à l'armée.

Le général, sur ces entrefaites, ayant été joint par ces nouvelles levées, et se voyant une seconde fois en mesure, sollicita, le 4 septembre, l'ordre de tenter l'invasion, et l'obtint du conseil. Par un rapprochement qu'il ne faut pas laisser échapper, cette résolution était prise au moment où l'ennemi partait de Verdun pour pénétrer dans l'Argonne. On a été assez généralement d'avis que dans ce moment critique c'était une témérité, et qu'il eût mieux valu différer l'expédition de quelques semaines, ou même de laisser des succès sur les points secondaires pour réunir sur les bords de la Marne toutes les forces disponibles; mais il ne faut pas oublier, que c'était immédiatement après les affreuses journées de septembre, à l'instant de la plus grande exaspération contre les Prussiens, et quand tout faisait présager que la levée des volontaires et des gardes nationales fournirait assez de ressources pour les repousser; en un mot, quand il était déjà trop tard pour appeler les troupes des Alpes au secours de Paris. Si le gouvernement commit donc une faute, on ne saurait disconvenir qu'elle est excusable, et dénote même plus d'énergie qu'on n'en eût attendu de sa part.

L'invasion fut donc ordonnée, et, pour en rendre le succès plus certain, Montesquiou crut devoir la faire précéder d'une proclamation rédigée dans le style usité de propagande, annonçant l'intention d'opposer à la ligue des rois une ligue de tous les peuples. Elle eut quelque succès en Savoie, où les citoyens des villes étaient mécontents de la cour de Turin : ceux-ci, comme tous les montagnards, étaient disposés à épouser la cause de la liberté, parée alors de tous ses prestiges; il existait entre eux et les Français des rapports d'intérêt, que l'uniformité des mœurs et du langage rendaient encore plus intimes, et qui leur faisaient désirer depuis longtemps d'être sous la même domination (1).

La Savoie forme un massif rattaché à la crête des hautes Alpes, depuis les montagnes de Bardonache, situées au-dessus de Briançon, jusqu'au Mont-Blanc; elle ne communique avec le Piémont que par les routes du Mont-Cenis et du petit Saint-Bernard, alors impraticable dans la moitié de l'année; ou par quelques mauvais cols plus difficiles encore, et fréquentés seulement par des muletiers. Cette province est en outre partagée par trois chaînes

(1) Enclavés en quelque sorte dans les frontières de France, les Savoisiens viennent en grand nombre y chercher, à force de travail, une existence que leurs vallées populeuses et peu productives ne leur assurent pas toujours.

secondaires fort élevées, qui dessinent pour ainsi dire les quatre vallées parallèles de l'Arve, des Bauges, de l'Isère et de l'Arc. La première, ou le Faucigny, part du Mont-Blanc près de Chamouny, et débouche sur Genève; elle est séparée des autres par des montagnes impraticables, où il ne se trouve que quelques sentiers. La Maurienne, ou vallée de l'Arc, se réunit entre Conflans et Montmélian à celle de l'Isère, qui forme la Tarentaise : au-dessous de cette dernière ville elle se bifourche, et va à Chambéry et Genève d'un côté, et au Fort-Barraux et Grenoble de l'autre; on voit donc que le point stratégique de tout le duché est dans la position centrale de Montmélian.

Un corps de 8 à 10,000 Piémontais, aux ordres du général Lazary, occupait la province; mais il se trouvait dispersé en cordon sur toutes les issues de ces vallées; leur premier détachement à droite couvrait Annecy et Rumilly du côté de Seyssel; un autre gardait Chambéry par la route des Échelles : un troisième couvrait Montmélian, gardant des redoutes à Champareillan, aux Marches et à Notre-Dame de Mians, également à portée des routes de Fort-Barraux et de Chambéry.

Le général français après avoir redigé les instructions relatives à l'invasion du comté de Nice, qui devait s'opérer du 25 au 30, de concert avec la flotte qui allait mettre à la voile de Toulon, concentra la majeure partie de ses troupes au Fort-Barraux.

Le général Casabianca, avec l'avant-garde, se dirigea à gauche sur Saint-Genis, pour donner le change à l'ennemi et inquiéter Chambéry. Le général Laroche fut porté dans la nuit du 20 au 21 avec 5 bataillons de grenadiers et quelques autres détachements d'élite sur Champareillan pour y envelopper les redoutes qu'on y construisait : le mauvais temps l'empêcha de brusquer assez sa marche pour cerner l'ennemi qui se replia.

Le gros de l'armée composé de seize bataillons, fut portée en deux divisions sur le château des Marches et Montmélian, ce qui coupa en deux la chaîne des petits postes piémontais, dont partie se retira vers Annecy, et partie vers Aiguebelle. Le général Lazary sans même s'arrêter dans la formidable position de Montmélian, fit sauter le pont de l'Isère et se replia en désordre vers Villars. On a prétendu que l'explosion de ce pont avait occasionné une crue de l'Isère, et que par suite de cet incident le pont des Français à Fort-Barraux avait été détruit : il est difficile de concevoir comment quelques toises de maçonnerie écroulée, eussent arrêté une rivière torrentueuse, et comment cet accident eût emporté un pont situé à plusieurs lieues en aval. Quoi qu'il en soit, le général Rossi suivit l'ennemi sur Montmélian, et Montesquiou alla faire le 25 septembre une entrée solennelle à Chambéry, au lieu de chercher à détruire les corps éparpillés de l'ennemi.

Les détachements piémontais qui se trouvaient près d'Annecy se retirèrent avec la plus grande précipitation par toutes les issues de la vallée des Bauges : Casabianca les suivit par Châtelard, et descendit par le Plan sur Albigny dans la vallée de l'Isère : le général Rossi s'était dirigé sur le même point, après avoir été relevé à Montmélian par 7 bataillons de grenadiers de gardes nationales qui servaient de réserve. Mais les Piémontais ayant eu le temps de gagner Conflans et de couper les ponts, ils ne furent point entamés, et on ne leur prit que des équipages, des caissons et quelques pièces de canon.

Cette retraite donna lieu à une anecdote honorable pour les milices piémontaises. Le régiment de Maurienne était réparti dans les Bauges : la crainte qu'il ne fût prévenu à Conflans et aux passages du Mont-Cenis et du Saint-Bernard, ou d'autres combinaisons incompréhensibles engagèrent les chefs à le disperser, en donnant aux hommes isolés un rendez-vous dans la plaine du Piémont. Tout portait à considérer ce régiment comme perdu; les soldats se retirèrent dans leurs foyers, et l'hiver leur ferma les Alpes : mais, au grand étonnement de l'armée, on les vit au printemps arriver l'un après l'autre à Suze; exemple assez rare de dévouement et d'exactitude, qui prouve en même temps que, si la révolution avait des partisans parmi les Savoisiens, cela n'empêchait pas qu'un bon nombre d'entre eux ne restassent attachés au gouvernement sarde.

Le peu de trophées obtenus, a fait croire que Montesquiou visant plus à l'effet politique de sa conquête, qu'aux combinaisons d'un homme de guerre, s'était trop empressé d'aller triompher à

Chambéry, et qu'il eût mieux fait de pousser Rossi sur Aiguebelle, en marchant lui-même avec 10,000 hommes à Conflans. Il est probable qu'une bonne partie des détachements sardes, courant chacun de leurs côté, eussent été forcés de mettre bas les armes.

On ne peut nier toutefois que ce général n'ait assez bien manœuvré en dirigeant son principal effort par Barraux sur les Marches ; il semble seulement qu'au lieu de porter Casabianca dans les Bauges, on eût mieux agi en divisant les 24,000 hommes disponibles en deux corps, dont l'un eût marché par Briançon ou la vallée de la Romanche sur Saint-Michel-de-Maurienne, dans la vue de couper la grande communication de l'ennemi ; tandis que l'autre se fût dirigé sur Montmélian, Aiguebelle ou Conflans. Si les cols de Lantaret et d'Ellions n'étaient pas praticables à l'artillerie, on est autorisé à croire que dans la situation relative des deux partis, il eût été inutile de traîner beaucoup de canon pour arrêter les postes ennemis fuyant de toutes parts.

Le jour même où Montesquiou attaquait Montmélian, les jacobins trouvant ce général trop modéré pour leurs projets, le destituèrent. La conquête rapide de la Savoie, assoupit un moment la haine qu'ils lui vouaient, comme à tous les chefs conservant encore de la dignité et une réputation faite pour inspirer l'estime et la confiance. Ils ne voulurent cependant pas convenir ouvertement de leur faute, et au lieu de le réintégrer dans son commandement, ils se bornèrent à ajourner l'exécution du décret qui le destituait; lui laissant à la fois la conduite d'une armée et la perspective d'une disgrâce prochaine.

Après cette conquête, qui ne fut au reste qu'une marche de trois à quatre jours, le général français reçut l'ordre de rassembler à Gex quelques bataillons épars dans le département de l'Ain, et de porter une division de Chambéry dans le Chablais, autant pour en prendre possession que pour imposer à Genève et à la Suisse, dont on craignait le ressentiment à la suite des massacres du 10 août, et dont on se flattait néanmoins de maintenir la neutralité. Nous rendrons compte des négociations armées que cet état de choses amena, et qui s'étant prolongées jusqu'au mois de décembre, appartiennent plutôt aux événements de la seconde période, qu'à celle qui fait le sujet de ce chapitre.

Opérations de l'armée du Var.

L'occupation du comté de Nice n'offrit guère plus de difficultés que celle de la Maurienne.

La France encore en paix avec l'Angleterre pouvait aisément dominer sur les côtes de la Méditerranée ; déjà une escadre aux ordres de Truguet, et qu'on portait à neuf vaisseaux, était prête d'appareiller de Toulon avec quelques troupes de débarquement aux ordres du général Lahouillère. Cet accessoire, quelque puissant qu'il fût, ne remédiait pas à l'insuffisance des moyens de terre.

Le général Anselme était arrivé des Pyrénées sur le Var, à la fin de juin ; il n'avait ni état-major ni armée. Cet officier qui avait fait la guerre d'Amérique, passait pour être zélé, actif et intelligent ; tous ses soins tendirent d'abord à se garantir d'une attaque ennemie ; les pièces de fer des batteries de côtes, servirent à en établir d'autres aux points les plus accessibles du Var.

Cette rivière torrentueuse qui prend sa source principale vers les monts de Lernes et Saint-Étienne, après avoir reçu la Tinea et la Vesubia vers Levenzo, vient se jeter près de Nice dans la mer : semblable à tous les torrents qui sortent des hautes montagnes, elle subit dans les grandes pluies ou dans la fonte des neiges, des crues considérables, qui entraînent des débris de rocs et des arbres, et changent la direction de son lit dans le large bassin où elles s'étendent près des bords de la mer. Dans les grandes sécheresses, le Var est quelquefois guéable, mais dans les hautes eaux, on croyait même difficile d'y conserver un pont.

Les deux partis n'étaient guère plus en mesure l'un que l'autre de franchir cette barrière. Le comte de Saint-André gouvernait le comté de Nice ; il n'avait que 3 à 4,000 homme de troupes réglées, et le régiment de milice provinciale : les autres n'étaient point levées (1). Cette province dont on

(1) Les milices provinciales du Piémont étaient à peu près ce qu'étaient les grenadiers royaux en France, comme on l'a dit à l'introduction, chap. IV. Outre ces corps qui valaient les troupes réglées, il y avait la milice

connaît la position relativement à la chaîne des Alpes, se forme des quatre vallées de la Tinea et de la Vesubia qui s'ouvrent sur le Var; du Paglione et de la Roya qui se dirigent vers le golfe de Gènes (1). La Roya qui prend sa source au col de Tende à la jonction de l'Apennin et des Alpes, sort près de Saorgio de la haute chaîne, pour courir par Breglio à Vintimiglia : elle forme la communication principale avec le Piémont, par Sospello, Saorgio et Tende. De cette vallée jusqu'au col de l'Argentière aux sources de la Stura, une chaîne de montagnes arides coupe tout l'espace entre la Tinea, qui verse ses eaux à la Méditerranée, et la Stura qui les porte par le Pô à la mer Adriatique; l'on ne communique entre les diverses vallées que par des sentiers difficiles, même aux gens de pied.

La première ligne défensive des Sardes était, après celle du Var, celle tracée par les hauteurs entre Sospello, l'Escarène et Luceram : ce n'était, toutefois, qu'un poste avancé de la position de Saorgio, que les Piémontais considéraient, avec raison, comme la plus convenable pour recueillir le corps qui couvrait le comté, ou lui servir de débouché, s'il voulait y rentrer. Cette ville est située sur une montagne élevée, à côté d'un plateau inabordable de toutes parts, si ce n'est par la route qui mène à Turin. Le camp était en quelque sorte imprenable; un retranchement revêtu en maçonnerie en fermait et commandait les issues, de manière à déjouer toutes les attaques de front; ses abords étaient si difficiles, qu'on regarda comme impossible d'y être tourné, et qu'on crut inutile de fermer l'ouvrage à sa gorge.

Le général Anselme, subordonné à Montesquiou, attendait les ordres et les moyens de former quelque entreprise, lorsque ce dernier lui prescrivit d'attaquer, le 17 septembre, sans renforcer la faible division qu'il avait à sa disposition. Son premier soin fut de requérir à Marseille 6,000 hommes de gardes nationales, dont on faisait alors d'autant plus de cas, que cette ville ayant pris beaucoup de part à la révolution, ses habitants semblaient intéressés à la soutenir.

Pour donner le change à l'ennemi sur le véritable nombre de ses troupes, et suppléer par la ruse aux moyens réels qui lui manquaient, Anselme fit annoncer plusieurs camps sur le Var, porta des détachements par sa gauche vers Aspremont, tandis que des bâtiments allaient faire des démonstrations sur Villefranche : partout l'on annonça une armée de 40,000 hommes, prête à envahir le comté. Cependant il n'attendait que l'apparition de l'escadre dans les eaux de Nice pour effectuer le passage du Var avec environ 8 à 10,000 hommes, disposés en trois colonnes à Entrevaux, Rochetta et Saint-Laurent. Cette entreprise était définitivement fixée au 1er octobre. L'amiral Truguet vint enfin mouiller avec douze vaisseaux de ligne ou frégates à demi-portée de canon de Nice, le 28 après-midi. Le général Courten, qui n'avait pas au delà de 2,000 hommes pour défendre cette ville ouverte, menacé par terre, par mer, et par la populace même de la ville, où les Marseillais avaient de nombreux partisans, se décida subitement à la quitter dans la nuit du 28 au 29 septembre, et se retira sur Saorgio et Tende, après avoir encloué toutes les grosses batteries de la côte.

L'imagination frémit en se retraçant les scènes dont cette nuit fut témoin. A peine la garnison fut-elle partie, que les marins et la populace se livrèrent à tous les excès. Trois mille émigrés, établis dans cette ville, fuyaient avec leurs familles; les propriétaires tremblants cherchaient eux-mêmes à se soustraire à l'avidité de la populace, ou à la colère d'ennemis dont on leur avait exagéré la haine. Une partie des fuyards se jetaient du côté du port pour s'y embarquer avec leurs effets les plus précieux; et, l'escadre s'opposant à ce projet, les marins en profitaient pour piller ceux mêmes qui venaient chercher près d'eux les moyens de se soustraire aux Français. Quelques hommes sensés imaginèrent, dans cette confusion, d'avoir recours au général Anselme, et ce qui restait de magistrats lui députa le secrétaire de la ville, Ferandi, pour l'engager à accélérer sa marche, et à venir rétablir l'ordre : il passa aussitôt le Var à la tête des 4,000

du département, qui était une espèce de garde nationale, où chacun se trouvait inscrit : elles ne furent jamais sur pied que partiellement.

(1) Voyez la grande carte de Bourcet, ou la carte en quatre feuilles que nous avons tracée de ce théâtre de la guerre dans les Alpes.

hommes qui se trouvaient réunis à Saint-Laurent, et entra dans Nice aux acclamations de tous les partis; la canaille applaudissait comptant qu'il sanctionnerait ses excès, les honnêtes gens dans l'espoir qu'il les en garantirait.

Montalban et Villefranche ne furent pas plus difficiles à conquérir. Le premier de ces forts qui avait coûté tant de peine au prince de Conti, en 1744, se rendit sans résistance sur les insinuations de deux patriotes français qui en imposèrent au commandant. Ce dernier poste, où se trouvaient les arsenaux de la faible marine sarde, ne laissait pas d'être important dans les circonstances; c'était un bon mouillage de plus à une époque où l'on était encore maître de la mer : et ces deux petites places, mises en état, paraissaient susceptibles de défense : on prit 300 hommes, et 100 pièces de canon, dont la majeure partie en fer, outre des approvisionnements assez considérables.

La position des Français n'en était pas moins critique; les pluies continuelles avaient enflé les rivières; le Var ne se trouvait plus guéable, la mer orageuse n'était pas tenable dans ces parages dangereux : le général Anselme se voyait compromis avec une partie de son corps dans la vallée de la Bragha, tandis que le reste campait encore dans la plaine au delà du Var. Heureusement l'ennemi ignora ces circonstances, et retenu lui-même par les pluies, lui laissa le loisir d'y remédier en embarquant les troupes à Antibes, pour les amener à Nice au retour du beau temps. Averti par le danger auquel il venait d'échapper, Anselme résolut de jeter un pont de trois cents toises sur pilotis vis-à-vis de Saint-Laurent, pour assurer à l'avenir ses communications. Les Français excellent dans cette espèce de travaux militaires, et, malgré les difficultés d'une telle entreprise, ils en vinrent à bout en six semaines : on mit également le château de Nice en état de recevoir plusieurs batteries qui maîtrisèrent la ville et ses abords.

Dans cet intervalle de repos forcé, les troupes françaises se laissèrent entraîner par la populace de Nice aux plus honteux excès; et le général Anselme, en fermant les yeux sur leur conduite, ternit le peu de gloire que son activité et ses soins venaient de lui acquérir : un peuple disposé à recevoir les républicains en frères, se vit dépouillé et pillé; les charmantes campagnes qui bordent la mer et le Paglion, furent ravagées sans but et sans motif.

A moins de causes toutes particulières, l'invasion d'un pays n'est pas consommée par cela seul qu'on en occupe la capitale; et, malgré le peu d'étendue du comté, on voit par sa conformation que tel était le cas. La ville de Nice et les deux ports qu'on venait de conquérir, sont situés dans le fond, ou, pour mieux dire, sur le diamètre du grand bassin, formé par les montagnes qui entourent le comté : il fallait chasser les Piémontais au delà du col de Tende, non-seulement pour posséder la province, mais encore pour espérer de se maintenir dans la position que l'on occupait, et qui jusque-là restait hasardée.

Les obstacles se multiplient à l'infini, quand les ressources de celui qui veut les vaincre ne sont pas proportionnées aux objets qu'il faut embrasser, non plus qu'aux moyens de résistance; ils augmentent encore dans une progression excessive, quand les habitants du pays sont disposés à se défendre. La petite armée républicaine forcée de garder les trois postes essentiels sur la côte, aurait dû encore occuper la vallée de la Tinea jusqu'au col de la Mule, et celle de la Vesubia jusqu'à ses sources au col de Cerise, tandis qu'un détachement considérable eût délogé les Sardes de la position de Saorgio. A peine forte de 10,000 hommes avant l'arrivée des Marseillais, on jugea sans doute qu'elle ne pouvait sans danger embrasser tant de points, et que les petits partis qu'elle aurait jetés dans les vallées eussent couru risque d'être enlevés par les Piémontais, secondés des belliqueux habitants de ces sauvages contrées, organisés en milices comme tout le reste des États sardes, et qu'on a désignés, on ne sait trop pourquoi, sous le nom de Barbets.

Le général français se contenta donc de pousser une patrouille sur Saorgio et un bataillon à Sospello; le reste de ses forces demeura cantonné ou campé autour de Nice. On a dit qu'Anselme aurait dû, sans s'arrêter dans cette ville, marcher avec toutes ses forces sur Saorgio avant que l'ennemi n'y fût retranché et bien établi. Si ce poste important était alors aussi dépourvu que quelques écrivains l'assurent, il s'en serait sans doute emparé; mais plusieurs circonstances semblent néan-

moins justifier son inaction, car indépendamment des obstacles que la crue du Var apporta à la prompte jonction des troupes françaises, il est probable que le général Courten, réuni au comte de Saint-André, eût été en mesure de se défendre. On croit seulement qu'il eût été convenable de faire une tentative pour s'assurer que ce poste était bien gardé, puisque le détachement chargé de cette reconnaissance aurait eu une retraite assurée sur Nice.

Dans ces entrefaites, une expédition avait été méditée contre Oneille. Le général Anselme qui ne s'estimait pas assez fort pour occuper Saorgio, la clef des Alpes maritimes, crut pouvoir, de concert avec l'amiral Truguet, soumettre cette petite principauté, dont le chef-lieu était devenu le repaire de tous les corsaires sardes, interceptant le cabotage des Génois avec Marseille et avec l'armée française que ces marchands approvisionnaient.

L'escadre après avoir embarqué à Villefranche le général Lahouillère et 900 hommes, se présenta le 23 octobre devant Oneille : espérant sans doute obtenir, par l'appareil imposant de ses vaisseaux, ce qui pouvait être incertain par le sort des armes, l'amiral envoya un canot parlementaire sommer les habitants de recevoir garnison française ; mais à peine le canot touche au rivage, qu'une décharge faite à bout portant lui tue un officier et plusieurs hommes ; les autres ont la plus grande peine à regagner leur bord. Justement indigné de cet attentat contre le droit des gens, Truguet ordonne à ses vaisseaux de s'embosser et de foudroyer la ville, ce qu'ils font jusqu'à l'entrée de la nuit. Le lendemain les 900 hommes du général Lahouillère, 1,000 soldats de marine et 100 matelots armés de haches, débarquent sous le feu de deux frégates, entrent dans la ville dont tous les habitants avaient pris la fuite et la saccagent de fond en comble. Les moines qui avaient excité les habitants à faire feu, furent massacrés dans leurs couvents ; terrible, mais juste punition d'un crime qui devrait être sans exemple chez des peuples civilisés.

Le général Lahouillère hors d'état de se maintenir avec si peu de forces à plusieurs marches de l'armée, se rembarqua le même jour, et revint le 26 à Villefranche. L'escadre mit ensuite à la voile pour Gênes où elle fit reconnaître la république. Dans cet intervalle les troupes d'Anselme étaient restées dans leurs positions ; les désordres commis par plusieurs corps soulevèrent une partie du comté, et jetèrent bientôt ce général dans un embarras dont les Piémontais auraient pu tirer le plus grand parti.

Si une armée peut vivre aux dépens du pays dans une marche vive et rapide, ou dans les plaines plus fertiles de la Belgique, de l'Allemagne et de la Lombardie, il n'en est pas de même pour une armée stationnaire dans les rochers de Nice : d'ailleurs, en suivant ce système, il faut renoncer à l'amour des peuples et à leur faire émettre des vœux de réunion.

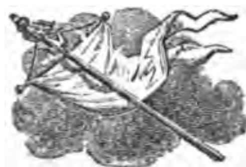
L'administration se faisait avec une insouciance condamnable, pour ne pas dire plus, et une armée si peu nombreuse, que la France avait tant de moyens d'alimenter par la voie des régies ou de l'entreprise, et par les communications de mer, commettait déjà les plus grandes vexations pour assurer ses subsistances.

Les bestiaux, qui forment l'unique ressource des habitants de ces vallées, furent enlevés avec une exactitude cruelle. Bientôt exaspérés par les excès des soldats français, encouragés par les Piémontais dont les postes garnissaient encore les versants méridionaux des montagnes jusqu'à Lantosca et annonçaient le prompt retour des troupes sardes renforcées par les Autrichiens, venus de la Lombardie, les habitants du haut comté se levèrent et chassèrent les détachements qui venaient les mettre à contribution. Cette levée était d'autant plus facile que ces hommes se trouvaient en partie déjà enrégimentés, et assez bien armés. Anselme crut suffisant de détacher le général Barral avec 4 bataillons pour nettoyer la vallée de Vesubia, et lui prescrivit de s'avancer jusque sur Lantosca, sans s'inquiéter ni du nombre des insurgés ni des soutiens qu'ils pouvaient recevoir des Piémontais ; Barral convaincu à son arrivée à Hutel qu'il serait compromis avec une si faible troupe, se replia sur Levenzo, après avoir perdu quelques hommes.

Si par une prompte retraite ce général sut éviter une défaite inévitable, il mit le comble au mal dans son expédition, en appuyant les réquisitions

du commissaire Ferus, qui ne consultant, ni le caractère des habitants du pays, ni les causes de leur mécontentement, fit enlever pour les besoins des troupes tous les bestiaux de ces vallées, et acheva d'y mettre le feu de l'insurrection.

Le général Dumerbion envoyé avec des renforts pour le remplacer, se maintint néanmoins dans Levenzo par ses bonnes dispositions, et calma peu à peu les esprits, autant par sa sagesse que par la discipline qu'il conserva dans sa division.



LIVRE III.

SECONDE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1792.

Lord Gower, ambassadeur d'Angleterre, quitte Paris. — Position embarrassante de tous les cabinets envers le conseil provisoire. — Dumouriez entre en Belgique, à la tête de 80,000 hommes, et ne sait pas profiter de sa supériorité pour prévenir le duc de Saxe-Teschen sur la Meuse. — Il l'attaque de front à Jemmapes. — Suite de cette journée. — Les Autrichiens se replient derrière la Meuse, puis derrière la Roër. — Entrée des Français à Bruxelles, Liége et Aix-la-Chapelle. — Prise de la citadelle d'Anvers et du château de Namur. — L'ouverture de l'Escaut indispose la Hollande et fournit de nouveaux prétextes aux Anglais pour l'exciter contre la France. — Disputes de Dumouriez et des jacobins. — Ce général commet la faute de laisser les Autrichiens sur la rive gauche du Rhin. — Course de Custine sur la Lahn. — Le roi de Prusse le chasse des montagnes du pays de Nassau et reprend Francfort. — L'armée du Rhin est repoussée sur Mayence. — Combat de Hocheim. — Expédition tardive et inutile de Beurnonville sur Trèves. — L'armée de la Moselle ramenée sous Sarrelouis dans une entière désorganisation. — Situation critique de la France au milieu de ses prospérités passagères. — Les jacobins enorgueillis provoquent tous les peuples et menacent de renverser tous les trônes. — Décrets imprudents du 19 novembre et du 15 décembre. — Louis XVI mis en jugement. — Affaires du Midi. — Montesquiou forcé par Clavière à menacer Genève d'un siége, et la Suisse de la guerre. — La conduite sage et prudente de ce général épargne à la France les suites de cette faute impardonnable. — Embarras d'Anselme dans le comté de Nice. — L'Angleterre arme en silence et se prépare sous le voile de la neutralité à tirer parti de l'embarras général de l'Europe.

CHAPITRE X.

Invasion de la Belgique. — Bataille de Jemmapes.

La catastrophe du 10 août avait jeté l'Europe dans une véritable anarchie diplomatique; tout présageait des déchirements affreux. Quelle apparence en effet que les gouvernements sanctionnassent l'insurrection de la nuit fatale qui venait de mettre le sceptre constitutionnel de Louis XVI aux mains de quelques conjurés? Ses anciens alliés se déclareraient-ils complices de la faction victorieuse, en maintenant leurs traités avec la France? Devait-on attendre que ces souverains, exempts de passions, se renfermassent dans le cercle d'une politique toute nationale, sans s'arrêter à aucune considération secondaire; et n'était-il pas probable qu'ils se laisseraient entraîner par l'intérêt apparent de venger leur dignité outragée dans la personne du roi de France? L'honneur, autant que le désir de conserver leur trône, ne semblait-il pas leur commander une ligue générale pour tirer vengeance de cet attentat.

L'effet immédiat de cette journée fut la suspension de tous les anciens rapports; le gouvernement révolutionnaire devait être préalablement reconnu avant qu'il fût possible d'en établir de nouveaux, et cette démarche était un pas aussi délicat que décisif. L'ambassadeur d'Angleterre partit sur-le-champ pour Londres; celui de la Hollande ne tarda pas à l'imiter. Le chevalier d'Yriarte, envoyé d'Espagne, se rendit également à Madrid, et le tableau qu'il fit de cette déplorable journée, était de nature à ébranler le système et le crédit du comte d'Aranda; cependant M. d'Ocaritz resta chargé d'affaires. La Suède et le Danemark en conser-

vèrent également; ils attendirent, les uns et les autres, des instructions de leurs cours avant d'entrer en relations avec le conseil exécutif.

D'un autre côté, la nation française voyait ses efforts couronnés des plus heureux succès et son territoire délivré. Le Palatinat, les États de l'électeur de Mayence, et ceux du roi de Sardaigne se trouvaient envahis, la Belgique était à la veille de l'être.

Le conseil exécutif avait néanmoins une tâche au-dessus de ses forces; la désorganisation exerçait déjà ses ravages sur des armées qui avaient à peine vu l'ennemi. L'administration de la guerre, confiée à Pache, laissait tous les services dans un dénûment absolu, et périr de misère ces braves volontaires accourus des extrémités de la France à la défense de la capitale. Le ministre, aussi confiant que médiocre, n'était, à proprement parler, qu'un chef de chancellerie, commis par les meneurs de la convention à la signature des dépêches. Les bureaux, dirigés par les adeptes les plus marquants du club des jacobins, étaient devenus le réceptacle de l'intrigue et de la friponnerie. Ce désordre de l'administration se faisait ressentir plus ou moins dans toutes les armées. Les efforts de Dumouriez tendaient à en préserver la sienne. Déjà celle du centre éprouvait les effets désorganisateurs de l'indiscipline, compagne ordinaire de la pénurie. L'armée de Custine s'alimentait plus facilement, grâce aux ressources des riches pays qu'elle occupait, et au petit nombre de ses bataillons. En Savoie, le bon ordre et la sagesse de Montesquiou avaient resserré les liens de la discipline prêts à se dissoudre : à Nice, au contraire, les troupes vivaient au jour le jour, et ne se soutenaient que du produit du pillage. D'un autre côté, les levées d'hommes avaient cessé avec les dangers de la patrie; aucun nouveau bataillon ne s'était formé depuis le mois d'octobre; ce n'était qu'avec peine qu'on avait achevé d'armer et d'équiper ceux dont l'organisation était commencée avant la retraite des Prussiens, et ces corps n'avaient fait que remplir les vides que les fatigues de la guerre occasionnèrent dans les cadres des diverses armées.

Malgré les embarras de tout genre qui assiégeaient le conseil exécutif, il pouvait encore beaucoup espérer de l'esprit qui animait la masse de la nation, et des sacrifices que les Français étaient prêts à faire pour conserver l'indépendance de leur pays. Si l'ignorance de ses agents causait des pertes à ses armées, l'état des alliés ne paraissait guère plus florissant; et il avait sur eux l'avantage de se trouver beaucoup plus rapproché de ses ressources. Aussi pressait-on avec toute l'activité possible les préparatifs de l'expédition de Belgique, qu'il importait de terminer avant que l'ennemi pût revenir de sa stupeur et recevoir des renforts.

Dumouriez allait toucher au comble de ses vœux. Il se voyait enfin à la tête d'une armée nombreuse, chargé de la conquête d'une province que, depuis les campagnes de Louis XIV et de Louis XV, on regardait comme l'acquisition la plus utile aux intérêts de la France.

La situation relative des deux partis et l'esprit des peuples en rendaient le succès infaillible. Nourrir la guerre par la guerre; reculer les frontières de la nouvelle république jusqu'au Rhin; se renforcer des levées belges; imposer à la Hollande; la soustraire à l'influence anglaise, en lui prouvant que la France de 1792 n'était plus celle qui avait permis à 15,000 Prussiens de venir dicter des lois à La Haye, au mépris de ses engagements; enfin s'assurer d'une bonne ligne militaire pour la campagne prochaine sur le Rhin : tels étaient les résultats possibles de cette expédition, si l'on parvenait à la conduire avec habileté et à en profiter avec modération. On ne fit ni l'un ni l'autre, et pourtant peu s'en fallut qu'elle n'atteignît son but.

Nous avons déjà dit au chapitre VII, que c'était en suivant les Prussiens avec 80,000 hommes, donnant la main à Custine sur la Moselle, et redescendant ensuite le Rhin avec 100,000 combattants, que Dumouriez aurait non-seulement forcé les Autrichiens à évacuer les Pays-Bas, mais qu'il les eût encore mis dans l'impossibilité d'en sortir. Il serait difficile de dire combien de malheurs des avantages si décisifs eussent épargnés à la France : à la vérité une telle opération exigeait un coup d'œil exercé dans les grandes combinaisons de la guerre, que nul général ne possédait alors.

Après avoir posé avec le conseil exécutif les bases de son plan, et obtenu quelques secours en numéraire et en effets d'équipement, le général en

chef repartit de Paris dans les derniers jours d'octobre, emportant la promesse d'un crédit de trois millions, d'une prochaine remonte, et de l'envoi des effets d'équipement et surtout des capotes qui lui étaient indispensables, dans une saison si avancée. Les forces mises à sa disposition montaient à plus de 80,000 hommes, et les circonstances dans lesquelles il en prit le commandement, étaient bien autrement favorables que celles de la première tentative sur Mons et Tournay. Une supériorité immense, le moral des troupes exalté par des succès récents, une ligne et un front d'opérations aussi avantageux qu'on pût désirer, l'esprit des habitants du pays; tout, en un mot, faisait de cette expédition une véritable course triomphale. En jugeant ses résultats d'après les probabilités les moins exagérées, on devait s'attendre que le corps autrichien chargé de la défense de ces provinces lointaines y trouverait son tombeau. Avant de montrer combien l'événement trompa cette attente, il faut exposer les mesures prises par les deux partis, soit pour s'opposer à cette invasion, soit pour l'effectuer.

La position du duc Albert, dont nous avons déjà indiqué les dangers au chapitre V, empirait à mesure que l'attitude de ses adversaires devenait plus hostile : il avait trois partis à prendre: le premier de renoncer à défendre le pays situé sur la gauche de la Meuse, afin de se concentrer entre Liége et Namur; le second, de risquer une bataille vers Charleroy; le troisième enfin de couvrir entièrement les provinces confiées à sa garde, en s'étendant depuis la Sambre jusqu'à Tournay. Le dernier était le moins sûr, et le duc l'adopta comme le plus conforme aux intentions de son cabinet.

Au moment où l'armée française allait se mettre en mouvement, les forces du duc Albert se trouvaient dispersées d'une manière inconcevable, et sur une direction aussi dangereuse que fautive. Dix bataillons et 2 escadrons aux ordres de Latour, couvraient Ypres et la Flandre, depuis Tournay. Le duc de Wurtemberg campait sous cette ville avec 9 bataillons et 10 escadrons; 4 bataillons, 7 escadrons se trouvaient à Bury; 11 bataillons, 15 escadrons gardaient Mons. Le corps d'émigrés du duc de Bourbon, fort de 3 à 4,000 hommes, se trouvait vers Namur, mais on comptait peu sur ses services. Clairfayt arrivait de Champagne, et après avoir d'abord mis de la lenteur dans sa marche, redoublait de célérité pour arriver à temps: son corps comptait encore 10,000 hommes, mais harassés et dénués de tout. La première brigade arriva le 1er novembre à Mons, le reste était encore en arrière.

Cette dispersion des Impériaux offrait à Dumouriez une belle occasion de les battre, en portant ses efforts sur leur extrême gauche. Il ne se contenta pas de n'en rien faire, il divisa encore ses forces en cinq grandes divisions, dont il ne sut pas diriger les mouvements. Nous verrons plus loin tout ce que son plan avait de vicieux; disons d'abord en quoi il consistait, et rendons compte des événements qui en résultèrent.

Le général Valence formait la droite avec l'armée des Ardennes, forte de 24 bataillons et 12 escadrons. Il reçut dans le principe l'ordre de se porter de Givet sur Namur, afin d'empêcher la jonction de Clairfayt avec le corps principal sous Mons; des retards dans le service des fournitures, firent manquer cette opération partielle. Le 2e corps d'environ 12,000 hommes, aux ordres du général Harville, placé en avant de Maubeuge, était destiné à marcher sur Charleroy, pour tourner de plus près la gauche des Autrichiens, et contenir les renforts qui viendraient de Luxembourg. Celui-ci et le premier devaient se réunir ensuite pour mettre obstacle à la retraite des Autrichiens sur Liége. Le centre, composé d'environ 35,000 hommes, après avoir déposté l'armée ennemie sous Mons, devait marcher à Bruxelles sous la conduite du général en chef lui-même. L'aile gauche formée de l'ancienne armée du Nord, commandée par Labourdonnaye et forte d'environ 18,000 combattants, devait menacer Tournay, afin de forcer les Autrichiens à étendre leur défensive.

A ces mesures militaires, on avait résolu d'ajouter des proclamations pour exciter les Belges à secouer le joug, et déjà quelques bataillons de patriotes réfugiés et de déserteurs wallons formaient, sous le général Rozière, un noyau d'armée auquel on se proposait de donner bientôt plus d'extension. Outre l'intérêt naturel qui porte tout État à se créer un parti dans le pays avec lequel il est en guerre, le général français était encore excité par

l'espoir de se saisir du rôle qu'il avait vu si mal rempli par le chanoine Van Eupen.

Tel fut l'ensemble du plan, qui subit quelques changements dans les détails par des événements ultérieurs.

Dumouriez arrivé à l'armée le 20, en rassembla une partie le 28, entre Quarouble et Quiévrain. Le général Berneron eut ordre de marcher le même jour avec 8,000 hommes par Condé, sur le bois de Bernissart, et de faire des démonstrations contre Ath et Leuze, au centre de la ligne de défense de l'ennemi, dans la vue d'affaiblir ainsi les deux camps principaux de Mons et de Tournay. L'avant-garde commandée par Beurnonville, occupa le village de Quiévrain, et couvrit les communications du général Berneron avec l'armée. Labourdonnaye s'approcha en même temps de Tournay et d'Ypres, tenant en échec les corps de Latour et du prince de Wurtemberg; il occupa les hauteurs de Sanghien, garda le pont de Bouvine, et détacha le général Duval à Pont-à-Tressin avec le tiers de la division. Ce mouvement obligea les Autrichiens à replier les postes de Lannoy, Roubaix, etc.

D'un autre côté le général Harville vint s'établir le 1er septembre à Hons, près du bois de Sars, à la droite de l'armée.

Le duc Albert campait alors avec 15,000 hommes en avant de Mons (1).

Le général Beaulieu commandait la gauche sur les hauteurs de Berthaimont : Clairfayt, la droite sur celles de Jemmapes et de Cuesmes. Ces positions choisies depuis longtemps pour servir de champ de bataille, avaient été retranchées avec un soin tout particulier. Quatorze redoutes armées de 36 pièces, en couvraient les points accessibles. Indépendamment de cette artillerie, 18 bouches à feu de gros calibre formaient la réserve, et les pièces des régiments étaient distribuées sur le front. Le terrain, quoiqu'assez découvert dans ces contrées, offrait des accidents susceptibles de chicane, et dont le plan donnera une idée suffisante. Les villages de Jemmapes et de Cuesmes, et le taillis de Flenu, couvraient le centre; ce taillis et ces villages barricadés, étaient occupés par quelques compagnies de chasseurs tyroliens. Quareignon à l'extrême droite, comme Siply à la gauche, furent défendus chacun par un bataillon. La position était trop étendue pour si peu de forces, et le point décisif à la gauche, se trouvait en même temps le plus faible. D'ailleurs, les rives marécageuses de la Hayne qui coule derrière la position, ne laissaient en cas d'échec, d'autre issue que la ville de Mons, et le moindre pas rétrograde de la gauche, eût mis Clairfayt dans l'impossibilité d'en regagner les portes.

Les Autrichiens occupaient encore le 3 novembre plusieurs points en avant de leur front, entre autres le village de Thulin et les hauteurs du moulin de Boussu qui couvraient le bois entre Frameries et Wasme. Ce poste fut attaqué par 3 bataillons belges, en désordre et sans artillerie; il fut d'abord emporté; mais le colonel Keim, du régiment de Bender, se mit à la tête d'une division de hussards, et chargea cette infanterie qui s'était aventurée dans la plaine : l'action fut vive, et les hussards de Chamboran arrivèrent fort à propos pour sauver une partie des fuyards.

Beurnonville, qui commandait l'avant-garde, crut devoir replier ses postes jusqu'à Quiévrain; Dumouriez sentant l'importance d'un pas rétrograde au début de l'opération, fit attaquer de nouveau Thulin et Boussu : 6 bataillons de l'avant garde devaient y marcher, soutenus par 9 bataillons de la gauche, et secondés par Harville qui longeait le bois de Sars : les Autrichiens à l'aspect de ces forces, se replièrent. L'avant-garde française occupa Wasme, Frameries et la plaine de Jemmapes, à la lisière du bois : l'armée s'établit entre Elonge et Hesnin; le général Harville resta en colonne près de Genly et de Noirchain.

Le lendemain, Dumouriez acheva ses dispositions pour l'attaque de Quareignon. Trois bataillons belges et 3 de chasseurs, soutenus des 12 bataillons de l'aile gauche, en furent chargés. L'avant-

(1) Le journal autrichien porte 11 bataillons campés à Mons avant l'arrivée des troupes de la Champagne, et n'en compte que 13 à la bataille de Jemmapes, tandis qu'après l'arrivée des troupes de Clairfayt, il devait y en avoir 22. Nous ne pouvons pas trop expliquer d'où provient cette différence, et nous pensons qu'on peut estimer ces forces à 20,000 hommes au plus, et 15,000 au moins.

garde alla renforcer l'aile droite, et prit poste entre Frameries et Paturage; sa droite était couverte par les hussards de Berchiny, de Chamboran, et les chasseurs de Normandie. Le centre, composé d'infanterie de ligne aux ordres du duc de Chartres, sous Dumouriez, formait un angle rentrant dont un côté était en avant de Paturage, et l'autre appuyait sa droite à ce village; une réserve de cavalerie était en avant de Wasme, flanquée par 4 bataillons. Celle d'infanterie était placée sur trois lignes en échelon à gauche de la cavalerie.

Le général Harville prit position près de Siply, la droite près de la route qui conduit de Mons à Maubeuge.

Les généraux autrichiens voyant ces préparatifs, comprirent alors combien ils avaient eu tort de disséminer leurs forces; le duc Albert eût désiré pouvoir les réunir, mais il n'en avait plus le temps : il fallait accepter la bataille, ou commencer une retraite qui devait entraîner la perte des Pays-Bas. Quelques versions ont affirmé que Beaulieu proposa d'attaquer les Français, et que le conseil préféra les attendre derrière les retranchements.

Le 6, au point du jour, Dumouriez prescrivit au général Harville de suivre les mouvements de l'aile droite, de se tenir toujours à sa hauteur, de déborder et de canonner la gauche des Autrichiens par Berthaimont; dès que l'ennemi aurait commencé sa retraite, ce général devait le prévenir sur les hauteurs de Mont-Palisel situées au delà de Mons, dominant cette ville, et d'où il pouvait gagner les hauteurs de Nimy, afin de couper aussi la retraite sur Bruxelles. Le général Beurnonville devait engager la bataille, en attaquant la gauche des Autrichiens sur les plateaux en avant de Cuesmes, et en canonnant les redoutes avec quinze pièces de gros calibre.

Le général Ferrand avait ordre d'emporter le village de Quareignon avec l'aile gauche, et de tourner la droite ennemie. Lorsque les deux ailes de l'armée autrichienne auraient été battues, le duc de Chartres avait l'instruction de marcher sur Jemmapes.

La canonnade commença à huit heures par la droite : Dumouriez s'était rendu à la gauche, où il croyait à tort qu'aurait lieu l'engagement le plus sérieux. Le général Ferrand, après avoir occupé Quareignon, se disposait à marcher de front sur Jemmapes pendant que le général Rosière l'attaquait par le flanc avec 4 bataillons. Les troupes devaient exécuter ce mouvement en colonnes par bataillons (1), traverser le village, et se déployer aussitôt que Ferrand aurait lié sa droite à la gauche du duc de Chartres. Le général en chef se transporta ensuite au centre; et y attendit jusqu'à onze heures le résultat de ces différents mouvements; mais aucun de ses ordres ne fut exécuté.

A la gauche, le général Ferrand, se contentant de chasser quelques compagnies de tirailleurs du village de Quareignon, canonna de loin le village de Jemmapes, et Clairfayt lui répondit avec supériorité. Rosière, obligé de traverser des prairies coupées et marécageuses, n'exécutait pas le mouvement qui lui était prescrit (2). Beurnonville n'avait pas réussi à éteindre le feu des redoutes. Enfin, Harville, au lieu de gagner, comme on l'espérait, le flanc gauche de l'ennemi, rencontra le corps de Beaulieu qui, des hauteurs de Berthaimont, fut plutôt à même de menacer le flanc droit de Harville, que celui-ci d'inquiéter la gauche des Impériaux.

Dumouriez s'est beaucoup plaint de l'inexécution de cette partie de son plan, mais la faute en provint autant de lui que de son lieutenant. Harville, placé sur les hauteurs de Siply, ne pouvait guère remplir la tâche qui lui était imposée : il eût fallu lui prescrire de déboucher par Béliant sur Mesvin et Hyon, au delà du ruisseau entre la route de Maubeuge et celle de Beaumont. Dans la situation où il se trouvait, faisant face, d'un côté, aux redoutes de Cuesmes, et de l'autre, à celles

(1) Je ne sais pas si cela est bien exact. Toulongeon l'a rapporté ainsi dans sa relation, et dans son plan de bataille; d'autres relations affirment qu'il n'y eut que trois colonnes d'attaque. Il serait bien à désirer que les rapports indiquassent mieux l'ordre dans lequel les mouvements ont été exécutés.

(2) Cet accident fut cause que Ferrand se borna à canonner devant Jemmapes, ce qui probablement a fait dire à Toulongeon que les ordres de Dumouriez n'avaient point été exécutés.

occupées par Beaulieu, il n'est pas surprenant qu'Harville ne pût agir avec assez de vigueur; engagé dès huit heures du matin, il attaqua mollement le village de Siply, où Beaulieu n'avait que 800 tirailleurs qui conservèrent une partie du village. Il y eut même, un peu plus tard, un retour offensif; toutefois le général autrichien, inquiété lui-même par les mouvements de Beurnonville, craignit de s'aventurer loin de sa position, et se contenta d'échanger des boulets depuis onze heures du matin jusqu'au soir.

Ainsi, par une circonstance également funeste aux deux partis, et qui se présente fréquemment à la guerre, Harville resta dans l'inaction, parce qu'il crut devoir tenir tête en même temps aux ennemis qui étaient vers Cuesmes, et à Beaulieu devant Berthaimont : celui-ci en fit autant, dans l'attente d'être incessamment engagé avec Beurnonville et avec les troupes qui couronnaient les hauteurs de Siply.

Dès lors toute l'action retomba sur le centre et la droite des Impériaux. Dumouriez, impatient de ce que l'attaque de cette aile ne marchait pas avec la vivacité qu'il désirait mal à propos lui donner, envoie sur ce point son aide de camp Thouvenot. Cet officier fit changer la tournure des affaires par son intelligence et son sang-froid; il porte en avant les colonnes, qui s'emparent des retranchements et du village de Jemmapes (1). Le général en chef fit également marcher le centre vers le bois de Flenu; la ligne de bataille formant sur ce point une espèce de croissant et se rétrécissant à mesure que les troupes s'en rapprochaient, il en résulta de la confusion. Les colonnes de bataillons se pressèrent, se croisèrent, et finirent par s'entasser.

La défense héroïque de Clairfayt, qui faisait face à tous ces efforts de la gauche et du centre avec 7 à 8,000 hommes, contient longtemps la tête de ces attaques; le feu des redoutes augmente l'irrésolution, et la marche est arrêtée. Les colonnes, déjà immobiles, commencent à se pelotonner, et souffrent considérablement. La brigade Drouet surtout, entraînée par le faux mouvement d'un bataillon, revient en désordre, et son général est blessé à mort. Dans ce moment Jean-Baptiste Renard, valet de chambre du général en chef, parvient par son zèle et son intelligence à empêcher qu'elle ne prenne la fuite. Le duc de Chartres se porte rapidement sur ce point, ranime les troupes ébranlées et les forme en colonne serrée : protégé alors par la marche de l'aile droite, le centre, se jette en avant, et les redoutes sont enlevées. Thouvenot avançant en même temps avec la gauche, Clairfayt se vit forcé de se retirer à la hâte pour ne pas être enveloppé. Toutefois il le fit avec autant d'ordre et de fermeté que la situation le permettait.

Dans cet intervalle, les affaires avaient aussi pris une bonne tournure à la droite. On rapporte de plusieurs manières les événements qui eurent lieu à cette aile. Dumouriez prétendit lui avoir donné l'impulsion; d'autres se sont attribué cet honneur. S'il est difficile de démêler la vérité de ces détails, on peut croire que vers les onze heures, d'après les ordres du général en chef, la division Beurnonville se mit en mouvement en colonnes par bataillons pour traverser la plaine qui la séparait de l'ennemi. A moitié chemin, la brigade Dampierre se déploya et continua le mouvement, tandis que Beurnonville, avec les hussards de Chamboran et les chasseurs de Normandie, se prolongeait à l'extrême droite sur le plateau, pour tourner la ligne des Autrichiens. Cette aile les aborda ainsi dans l'instant où le centre des républicains, pelotonné par sa marche concentrique, essuyait la mitraille de l'ennemi et paraissait flottant. Une trouée de quelques centaines de toises s'était formée dans la ligne, par la direction de la marche : dans ce moment décisif, Clairfayt lança les dragons de Cobourg de sa gauche; ce brave régiment débouchant entre les redoutes, chargea sur les extrémités du centre et de l'aile droite : le bataillon de Vivarais qui se trouvait sur ce point, se forma en potence, et le reçut avec tant de fermeté, qu'il échoua et perdit beaucoup de monde : alors la cavalerie

(1) La relation autrichienne attribue la perte de ce poste à la manœuvre de 3 bataillons français qui le tournèrent et y pénétrèrent par les marécages de la Hayne, où l'on ne croyait pas qu'ils pussent passer, et qu'ils réussirent à franchir sur des planches. On a lieu de s'étonner qu'un fait si honorable pour eux, ait été passé sous silence dans tous leurs rapports, ce qui autorise à douter de sa véracité.

de droite, sous les ordres des frères Nordman et Fréreville, continua de se porter sur les redoutes.

Au même instant, l'extrême gauche de Clairfayt était menacée par la cavalerie de Beurnonville, appuyée de quelques bataillons de Dampierre : ces troupes allaient aborder vivement le flanc des Autrichiens, quand une canonnade qui les prenait à revers, arrêta leur mouvement. On a dit que c'était Harville qui, les prenant pour ennemies, dirigea contre elles une partie de ses pièces; il est possible néanmoins que le canon de Beaulieu portât aussi sur leur flanc droit. Quoi qu'il en soit, après un moment d'hésitation, elles continuèrent leur mouvement; et le centre des Français, quoique pelotonné, ayant repris son impulsion, les Impériaux pressés de tous côtés, jugèrent qu'il était temps de songer à une retraite, et la firent avec précipitation. Une colonne passa la Trouille, entre Jemmapes et Cuesmes; l'autre fila sur Berthaimont. Beaulieu resté intact, fit bonne contenance, et protégea la marche.

Dumouriez qui s'était porté à la droite, sans connaître le résultat des attaques du centre et de la gauche, y retournait au galop avec 6 escadrons de chasseurs, lorsque le duc de Montpensier vint lui annoncer la prise de Jemmapes, et l'heureuse issue du combat sur toute la ligne : alors il ordonna au général Harville, qui canonnait toujours près des hauteurs de Cuesmes, de s'avancer vers le mont Palisel; résolution tardive qui ne fut point exécutée. Les Autrichiens, pour couvrir leur retraite, faisaient déjà garnir ces positions; et le général français, intimidé d'ailleurs par la présence de Beaulieu, ou jugeant mal de la situation respective des deux partis, n'y marcha pas aussi vivement qu'on l'aurait désiré; ce qui permit aux Impériaux de se retirer sous la protection de la ville de Mons, où ils laissèrent une faible arrière-garde. L'armée passa la Hayne sur un pont de bateaux près de Nimy, campa le 7 à Soignies, et le 8 à Tubise.

Telle fut l'issue de cette journée de Jemmapes, qui fit d'autant plus de bruit dans le monde, que depuis les campagnes de Soubise et de Clermont, on croyait assez généralement que les Français fussent incapables de gagner une bataille rangée.

Les hommes passent si rapidement d'un extrême à l'autre, que cette affaire, si simple en elle-même, fut regardée comme un prodige. Des narrateurs exagérés parlaient de l'escalade d'un triple étage de redoutes, comme d'un exploit qui surpassait beaucoup celui du grand Condé aux retranchements de Fribourg; et jamais ce triple étage n'exista que dans leur imagination : aujourd'hui encore bien des gens la regardent comme un fait d'armes extraordinaire. Cependant le lecteur impartial conviendra que 18,000 Autrichiens, exposés sur une mauvaise ligne d'opérations à 200 lieues de leur pays, acquirent plus de gloire, en se tirant de là avec perte de 2,000 hommes seulement, que le général français en les laissant échapper. Ce jugement, pour être sévère n'en est pas moins fondé; car il devait les prendre jusqu'au dernier, en faisant un meilleur emploi de ses moyens. Sans doute les troupes françaises déployèrent de l'enthousiasme et du courage dans l'attaque du centre, mais voilà tout ce qu'il y a de merveilleux pour l'époque : plus tard on en eût à peine fait mention.

Les dispositions du général en chef n'ont en effet rien d'extraordinaire; en comparant celles qu'il a rapportées dans ses Mémoires, avec ce qui fut fait, et ce qu'il eût été convenable d'entreprendre, nous avons senti la nécessité de reproduire quelques observations, tant sur la bataille même, que sur les mouvements qui l'ont précédée.

Il est un principe essentiel dont il ne faut jamais s'écarter à la guerre; c'est de marcher au point stratégique décisif, avant de combattre, et de n'engager l'affaire que quand on est parvenu à s'en rendre maître : or c'était par la route qui conduit de Binche et de Charleroy à Mons, que les Français, venant de la Champagne ou de Maubeuge, devaient attaquer le duc Albert, et Dumouriez ne s'en aperçut pas.

Si l'on juge la conduite de ce général, d'après les règles de l'art, on trouve l'ensemble de ses dispositions vicieuses. On sait que la Meuse, dans le court espace de Namur à Liége, est la seule retraite d'une armée autrichienne chargée de défendre les Pays-Bas, et postée à cet effet entre Mons et Tournay : cette vérité est aujourd'hui à la portée de tout le monde. Les 40,000 hommes que Dumouriez amenait de Champagne se trouvaient, à leur départ, plus près de Namur, et même de

Liége, que de Mons; il leur fit faire un long circuit, pour les porter sur le front de l'ennemi, comme s'il avait eu peur de prévenir celui-ci sur sa ligne d'opérations.

Dès qu'on devait agir par la droite, d'abord sur Charleroy et Binche, et ensuite sur Nivelle ou Namur, la position de Labourdonnaye était vicieuse, et le détachement de Berneron une faute plus grande encore. Pourquoi employer aussi 24,000 hommes devant 10,000 Autrichiens qui eussent été perdus, en les laissant paisiblement où ils étaient? Ces deux divisions devaient être dirigées par Valenciennes ou par Ath sur Mons, et le gros de l'armée par Charleroy, sur Nivelles ou Rœulx, suivant le parti que l'ennemi eût adopté : si le duc fût resté dans son camp de Mons, on serait arrivé sur lui, la droite à la Hayne vers Havré, la gauche à la route de Chimay, vers Spienne, faisant occuper le passage de Nimy par une forte division de l'avant-garde : s'il décampait, on le prévenait par Nivelles et Braine-la-Leud sur Bruxelles, ou encore par Wavre sur Jodoigne.

Quelque route qu'il prît, il fallait qu'il se fît jour pour rejoindre la Meuse ou qu'il capitulât. Dumouriez traçant dès l'origine une fausse direction à ses masses, ajouta à cette faute capitale de les diviser en cinq corps : celui de Valence seul, se porta vers le point convenable, au risque d'être battu séparément, et, au lieu de marcher à lui pour le soutenir, on le rabattit aussitôt à gauche sur Nivelles; ce qui le rendit inutile dans le moment le plus important, et lui fit manquer l'objet essentiel.

Opérant sans principes, et ayant résolu de porter le gros de l'armée, de front, sur Mons, il était néanmoins encore possible de tirer meilleur parti de Labourdonnaye et de Berneron, en laissant 6,000 hommes sous Lille pour masquer le corps de Tournay, et portant vivement les 18,000 restants sur la droite du duc Albert, par Leuze. Ce mouvement aurait eu le double avantage d'être mieux lié avec celui de Dumouriez, et de couper irrévocablement toute communication entre les deux corps autrichiens. Le motif de ce détachement sous Labourdonnaye était, dit-on, de forcer l'ennemi à étendre sa défensive; mais à quoi sert de faire étendre un ennemi qui ne l'est déjà que trop. Si les Autrichiens avaient, au contraire, resserré leur offensive, quel eût été le résultat de ce système? L'armée principale eût été défaite, et Dumouriez se serait vu forcé de se réunir à Labourdonnaye.

Les dispositions pour la bataille même, quoique moins vicieuses, offrent également un mélange singulier d'habileté et de fautes graves. Il faut convenir que Dumouriez jugea sagement de l'avantage qu'il obtiendrait en tournant la gauche des ennemis, et qu'il y détacha Harville. Cependant les instructions qu'il lui donna n'étaient point en harmonie avec le but qu'il devait atteindre, car elles lui prescrivaient de se tenir à la hauteur de l'aile droite de Beurnonville. En voulant suivre littéralement cet ordre, Harville donna de front sur le corps de Beaulieu qui même le déborda : s'il eût voulu gagner l'extrême gauche de ce corps, il n'aurait plus été à la hauteur de Beurnonville; ainsi un point essentiel de l'instruction contredisait l'autre, et en détruisait l'effet. Sans doute un général plus consommé qu'Harville se fût attaché à gagner l'extrême gauche de Beaulieu, en se prolongeant à droite; mais cela ne disculpe pas le général en chef d'avoir fait un simple accessoire de l'objet principal; tandis qu'il entassa inutilement, tant de troupes contre la droite de l'ennemi, partie pour ainsi dire invulnérable de sa position, et que l'on n'avait aucun intérêt à forcer.

Dumouriez devait laisser quelques bataillons en observation entre Paturage et Quareignon, exécuter avec le reste de l'armée un mouvement par lignes et par la droite, longer Frameries, se former sur l'extrême gauche des Autrichiens, appuyant la sienne vers ce village, et portant l'avant-garde au delà de Cuesmes : il eût été ainsi lié avec Harville qui se fût alors prolongé jusqu'au mont Palisel. Par une telle manœuvre on eût balayé cette ligne, tourné les redoutes, et coupé toute retraite aux ennemis (1). Elle était d'autant plus naturelle, que le même plateau se prolonge presque sans sinuosités

(1) J'ai indiqué sur la planche VI, par la ligne W W, la position que l'armée française aurait dû prendre, pour appliquer les principes, et frapper un coup décisif.

depuis Frameries jusqu'à Cuesmes, et que l'on eût ainsi évité l'attaque de la plus grande partie des ouvrages qui coûtèrent si cher. Ce mouvement n'exigeait d'ailleurs aucun déploiement, et la ligne pouvait se former par un à gauche en bataille : c'était en un mot les mêmes manœuvres que Frédéric employa à Rosbach et à Leuthen, appliquées à une position bien plus avantageuse. Ce grand roi et Napoléon eussent détruit l'armée autrichienne; le nouveau système de guerre attribué à Dumouriez, ne produisit qu'un petit résultat avec d'immenses moyens.

Un auteur a reproché au général français d'avoir livré bataille, lorsqu'on pouvait obtenir les mêmes résultats par des manœuvres sur les flancs; ce reproche est injuste: lorsqu'on a 50,000 hommes contre 20,000, il faut saisir la première occasion de les accabler; d'ailleurs toutes les actions de détail ayant été jusqu'alors à l'avantage des ennemis, il importait de profiter du nombre pour frapper un coup d'éclat et fixer la confiance. Le reproche qu'on a le droit de lui adresser, c'est d'avoir abordé l'ennemi du côté le moins avantageux; d'avoir attaqué la position de front et par son point le plus difficile, lorsque sa supériorité lui assurait le moyen de tourner les redoutes et de se porter en masse par Siply et Cuesmes, pour écraser l'extrême gauche et prendre à revers toutes les défenses de l'ennemi.

Passant à l'examen de la conduite des Autrichiens, on voit qu'ils suivirent leur fameux système de cordon. Il est inconcevable qu'une armée aussi faible ait détaché encore la moitié de ses forces. Croyait-elle donc tout couvrir? mais il faudrait autant de corps d'armée qu'il y a de chemins sur le développement d'une frontière, si l'on devait garder toutes les communications. Frédéric, après que le duc de Bévern eut perdu la bataille de Breslau, n'avait que 30,000 hommes à opposer à une armée victorieuse de 90,000: au lieu de former un cordon pour couvrir ses frontières, il réunit ses forces et manœuvra pour accabler une des extrémités de l'armée autrichienne. A Leuthen, il n'avait pas un seul détachement.

Le seul parti à prendre pour concilier la tâche imposée au duc Albert, avec sa faiblesse et la situation bizarre de sa ligne de retraite, était d'occuper Charleroy avec les deux tiers de ses forces, et de faire du reste, un corps volant pour couvrir Mons et Bruxelles, abandonnant la Flandre occidentale aux incursions des Français et à la surveillance de quelques partisans. Le rassemblement de toute l'armée impériale à Binche avec des flanqueurs à Charleroy et Mons, eût peut-être rempli le même but. Cependant Valence en débouchant sur Namur, eût été plus dangereux pour cette armée postée à Binche, que si elle eût été campée à Charleroy, car de ce dernier point elle se fût trouvée en mesure d'arriver sur lui en une seule marche, et de s'en débarrasser pour rétablir sa communication.

La résolution du duc Albert, d'attendre l'ennemi dans ses retranchements, avec des forces aussi inférieures était une faute qui lui eût coûté cher, si Dumouriez avait su profiter de sa supériorité. Le prince voulant remettre le sort des Pays-Bas à une bataille, aurait dû réunir ses forces par un mouvement dérobé et attaquer les Français avec 30,000 hommes (1) par Frameries, sur leur extrême droite, pendant que 4 à 5,000 hommes faisant feu des redoutes, eussent contenu tout le front; alors il aurait vraisemblablement gagné la bataille. Supposé même qu'il l'eût perdue, il n'aurait jamais couru autant de risques qu'en demeurant immobile dans sa position, car il se fût retiré par Charleroy sur sa communication directe, ce qui lui était impossible, dès qu'il laissait prendre l'initiative à l'ennemi.

A la vérité il était un peu tard pour réunir les troupes dispersées en Flandre, et cette circonstance ne prouve que plus clairement le tort qu'on eut de les y porter. Le duc ne songea à les rassembler que le 5 novembre, lorsqu'il vit 50,000 hommes prêts à l'accabler, et encore n'en donna-t-il l'ordre qu'après le combat, quoique depuis longtemps on eût avis de la marche des colonnes françaises venant de Champagne.

Mais c'est assez de réflexions, reprenons le fil des événements.

Dumouriez ne sut tirer aucun fruit de sa vic-

(1) Je comprends naturellement dans ce nombre le corps stationné à Tournay, et les détachements moins considérables.

toire; il entra le 7 novembre à Mons, où il perdit les cinq journées les plus précieuses de toute la campagne, pour assurer les subsistances de l'armée; tandis qu'en brusquant ses premières marches dès le lendemain de la bataille, il eût achevé la destruction de l'armée impériale, déjà si mal traitée : celle-ci profita d'un répit qu'elle n'avait point espéré pour se réunir à Tubise, où elle fut jointe le 9 par le corps du prince de Wurtemberg, rappelé de Tournay avec une dixaine de bataillons; ce renfort et divers autres détachements la portèrent à 28,000 hommes. Le comte de Latour rassembla les postes et garnisons épars en Flandre au delà d'Ypres, et se retira avec environ 7,000 hommes sur l'Escaut, vers Gand.

Le 12, l'armée française se remit enfin en marche, mais Dumouriez commit une faute en quelque sorte plus grave que celle de son séjour. Persuadé que le duc de Saxe-Teschen prendrait poste derrière le canal de Vilvorde, et y attendrait une nouvelle attaque; au lieu d'appuyer à droite sur Nivelles, il se dirigea vers Enghien, l'avant-garde à Halle.

De son côté, le prince ayant à peine rassemblé ses forces, s'était porté à Halle, le 10 : il détacha Beaulieu vers Namur avec 11 bataillons pour assurer son unique ligne de retraite, menacée par Valence; lui-même se replia sur Bruxelles, qu'il traversa le 12 pour camper entre Etterbeck et Woluwe.

Dumouriez, ignorant encore ces circonstances, avait ordonné au général Valence de se rendre à Nivelles, le 13 ou le 14, afin de tourner la forêt de Soignes, et de disputer à l'ennemi le passage de la Dyle. Calculant ainsi toujours mal sous les rapports stratégiques, au lieu de se prolonger par sa droite, il rabattait cette aile sur lui, et donnait à sa gauche l'ordre inconcevable d'aller courir sur Gand, tandis que de Jemmapes même on aurait dû lui prescrire d'accourir sur Ath. Il semblait ainsi tourner toutes ses vues sur Bruxelles et le bas Escaut, sans s'inquiéter de la Meuse ni des avantages que lui assurait la configuration du théâtre de la guerre.

Le général Berneron dut camper le 11 à Hermes, et le général Harville à Braine-le-Comte, afin d'entretenir les communications avec Valence. Labourdonnaye avait aussi l'ordre de se porter de Gand à Dendermonde, de manière à y arriver le 13. Ce général n'exécuta pas avec exactitude ses instructions, et n'arriva que le 16 : d'ailleurs ces mouvements mal conçus et tardifs n'auraient point eu de résultats. On appréciera dans cette occasion tous les avantages d'un heureux choix de points stratégiques : si Dumouriez eût appuyé primitivement à droite pour déborder la gauche des Autrichiens, et les prévenir sur leurs communications, il aurait pu assigner à Labourdonnaye et à Berneron, les mouvements nécessaires, même avant la victoire; tandis qu'avec son corps de bataille, il se fût dirigé sur Nivelles. Loin d'imprimer à ses manœuvres une marche ferme et hardie, il se vit réduit par la direction qu'il prit, à suivre lentement et de front, un ennemi qu'il ne put entamer.

Le général en chef ayant fait reconnaître les Autrichiens le 13, trouva leur derniers postes à Petersleve; l'armée était déjà en arrière de Bruxelles, et le prince de Wurtemberg avait pris poste derrière la Senne à Anderlecht avec une arrière-garde de 6,000 chevaux : les coureurs français en furent chaudement accueillis et ramenés. Dumouriez voulant prendre sa revanche marcha à leur soutien avec un gros détachement, le forma sur une seule ligne, et engagea de suite une vive canonnade. Le prince ne se trouvant pas en mesure de pousser les avantages qu'il obtiendrait, se contenta de lui tenir tête et d'y répondre jusqu'à trois heures après-midi. Le général français eut ainsi le temps d'attendre l'arrivée des renforts avec lesquels il attaqua et emporta le village. Les Impériaux perdirent envion 500 hommes, et n'en eussent pas été quittes à si bon marché, sans l'intrépidité des dragons de Latour, et des hulans qui imposèrent à l'ennemi.

Le 14, les Français entrèrent à Bruxelles, où ils furent reçus aux acclamations des habitants et d'un grand nombre de soldats wallons, qui avaient abandonné les drapeaux de François II, pour arborer la cocarde nationale : l'armée campa sur les hauteurs d'Anderlecht.

Quoique le général français eût laissé échapper l'occasion de prévenir les Impériaux sur la Meuse, on espérait du moins qu'il les entamerait

avant qu'ils eussent atteint ses bords; de nouvelles lenteurs administratives arrêtèrent une seconde fois l'élan des vainqueurs. Le temps n'était point encore venu où une armée traversait un pays riche et fertile, sans s'inquiéter de ses subsistances : si l'humanité et la discipline n'ont pas gagné au perfectionnement de la guerre d'invasion, l'habitude des vastes combinaisons qu'elle nous a offertes dans les dernières campagnes, fait juger aujourd'hui avec rigueur les généraux qui, en deux ou trois marches forcées auraient pu achever la destruction d'une faible armée ennemie, et n'ont osé les exécuter de peur de mourir de faim dans le pays le plus riche de l'Europe.

Le général français aurait eu d'autant plus d'avantage à pousser vivement les Impériaux, que Clairfayt venant d'en prendre le commandement, avait d'abord conçu le singulier projet de s'étendre à droite pour se tenir en relation avec Anvers, et de renforcer la garnison de Malines, tandis que Beaulieu avec la gauche se serait appuyé à la Mehaigue près Namur. Les deux adversaires semblaient s'être donné le mot pour courir chacun de son côté, sur la direction la plus contraire aux principes.

Dumouriez craignant de faire un pas de plus, resta à Bruxelles, afin de pourvoir aux besoins qui assiégeaient son armée. Le prêt du soldat qui avait été jusque-là une chose sacrée, était arriéré de trois jours, les troupes en murmuraient déjà, et le général en chef y pourvut heureusement au moyen de 100,000 écus qu'il trouva chez un négociant patriote. Pour assurer le service des vivres, il avait passé avec des fournisseurs belges des marchés payables en numéraire; mais le conseil exécutif voulant que son comité des approvisionnements pourvût à tout, et Cambon trouvant plus commode de payer en assignats qu'en espèces, ces marchés furent improuvés. Le général en chef convaincu qu'il importait surtout ne pas compromettre son armée, résolut de les maintenir, malgré les ordres du gouvernement; et s'il encourut plusieurs fois le blâme comme stratégicien, il serait injuste de ne pas l'approuver comme administrateur.

Après avoir suppléé autant que possible à ce qui manquait, il marcha le 18 sur Cortenberg : l'avant-garde ayant pris d'abord la singulière direction de Malines, ne tarda pas à revenir sur ses pas. Le général en chef prescrivit alors à Labourdonnaye d'aller faire le siége d'Anvers, et à Valence de rétrograder de Nivelles sur Namur, pour en investir le château : il eut été plus naturel de réunir ses forces pour tomber sur Clairfayt tandis qu'il était éloigné de Beaulieu, et d'attendre pour investir les places, qu'on les eût défaits l'un et l'autre. Outre les puissants motifs qu'on avait d'en agir de la sorte, le général devait penser que le blocus de ces forts était illusoire, tant qu'on n'aurait pas d'artillerie pour en commencer le siége, et que l'ennemi se trouverait à portée de secourir Namur.

Dans ces entrefaites, Clairfayt s'était enfin aperçu des dangers de sa position derrière le canal : convaincu qu'avec une armée si faible, il fallait se résoudre ou à perdre sa dernière ligne de retraite, ou à faire un mouvement à gauche, en abandonnant Anvers à son sort, il se décida à changer de front, la droite en arrière, pour se replier sur Tirlemont et couvrir Liége.

Le 20, l'armée française se porta par Louvain sur Pellenberg; le général Harville passa la Dyle à Korbeck, et prit position près du bois de Merendael, l'avant-garde à Bautersem. Les Autrichiens campaient entre les deux Jettes; une forte avant-garde occupait les hauteurs de Cumptich.

Le 21 novembre, Dumouriez prit position à Bautersem; ne croyant pas que les ennemis voulussent tenir dans celle de Tirlemont, il détacha seulement la division Harville sur leur flanc droit, par Meldert et Hoegarde, et un autre petit corps à Oplinter; mais ceux-ci faisant mine de ne vouloir céder qu'à la force, il les attaqua le lendemain avec l'avant-garde, et les repoussa après une action très-vive, dans laquelle ils perdirent 300 hommes et une grande quantité de déserteurs.

Quoique Clairfayt, après le départ de la forte division de Beaulieu, n'eût pas au delà de 18,000 combattants, son adversaire ne sut point tirer parti de l'initiative, ni de sa supériorité, et se borna toujours à pousser les arrière-gardes impériales de front.

Le 27, l'armée française se mit selon l'usage à la suite de l'ennemi qui se retirait sur Liége; celui-ci, afin de passer la Meuse plus paisiblement, avait placé le général Starray vers Raccourt et Varoux,

dans une position couverte de quelques retranchements, dont il fallut le déloger. Les Français l'attaquèrent vivement, et Starray se défendit de même; soutenu successivement par une grande partie du corps de bataille, il repoussa tous leurs efforts.

A la fin de la journée, les troupes autrichiennes se remirent en marche dans le plus grand ordre pour passer la Meuse, et Starray se maintint seul avec avantage, quoique les Français reçussent à leur tour des renforts. Il fut blessé dans ce combat, dont il eut tout l'honneur : à l'entrée de la nuit, il rejoignit l'armée qui campa dans la position de la Chartreuse près de Robermont.

Pour bien juger l'étendue des fautes commises par les Français dans cette occasion, il suffit de rappeler au lecteur que, de Givet à Liége, il y a trois ou quatre marches, et qu'en y portant vivement Valence et Harville après la bataille de Jemmapes, l'armée impériale eût été perdue. On mit vingt-deux jours à y aller, et on ne prit pas un canon à l'ennemi.

Les Français entrèrent à Liége le 28, et y furent reçus avec acclamation. Clairfayt se retira jusqu'à Henri-la-Chapelle.

Sur ces entrefaites, Valence se rapprocha du château de Namur. Le général en chef non content d'employer à cette expédition secondaire, la petite armée des Ardennes, la fit encore renforcer par la division Harville. Il semble que s'il eût commencé par battre l'ennemi, partout où on le rencontrerait, il eût pu faire ensuite investir le château par quelques bataillons, et disposer de 15,000 hommes de plus pour tenir la campagne. La marche d'un corps si considérable sur ce point, d'abord légitimée par la présence de celui de Beaulieu, devenait inutile lorsque l'armée républicaine eut atteint la Meuse. En pareil cas un général habile, loin d'opposer à l'ennemi un front parallèle, et d'occuper en même temps 15,000 hommes sous Anvers devant une poignée de Wallons, tous disposés à se rendre, eût songé à diriger ses masses au point le plus important. Par un mouvement prononcé vers la droite, on eût rassemblé 50,000 Français contre Beaulieu, qui, accablé et rejeté sur les Ardennes, n'aurait pu apporter aucun obstacle à la prise du château de Namur. Laissant alors 10,000 hommes devant celui-ci, on aurait eu encore 40,000 combattants pour marcher par Verviers sur Aix-la-Chapelle, gagner le flanc gauche de Clairfayt, et le rejeter sur Cologne.

Au lieu de ces opérations vraiment stratégiques, on suivit à pas de loup les traces des arrière-gardes ennemies, et l'on employa autant de forces pour réduire un château, que nous en avons vu déployer quinze ans après à l'attaque de Dantzig ou de Magdebourg.

Quoi qu'il en soit, Valence, attendant son artillerie de Givet, s'était contenté de chasser les avant-postes de Beaulieu, qui se retirèrent sur le bois d'Asche : 3 brigades cantonnèrent autour de la citadelle de Namur; la ville ayant ouvert ses portes, fut occupée. La division Lamarche passant la Meuse le 21, fut poussée sur Strée et Vierset, pour observer l'ennemi, qui, loin de songer à inspirer des craintes, en conçut d'assez vives lui-même pour renforcer Beaulieu de 4 bataillons. Celui-ci, malgré ce renfort, n'osa rien entreprendre, la grande désertion parmi les Wallons, lui ayant bientôt fait perdre d'un côté plus qu'il n'avait acquis de l'autre.

Le fort, dont il s'agissait de faire l'attaque régulière, est dans une situation si connue que nous nous dispenserons d'en faire la description; il avait une garnison de 2,300 hommes abondamment pourvue. Le commandant n'était pas sans quelque espoir d'être secouru, et paraissait résolu à faire son devoir. Cependant l'artillerie de siége, et la division Harville étant arrivées, la tranchée fut ouverte le 27 novembre : au bout de cinq jours, deux batteries de 16 et deux de 24 jouaient déjà sur la basse Meuse et contre le fort Coquelet, lorsqu'un autre ouvrage fut enlevé à la suite d'une explosion. Le gouverneur ne voulant pas attendre l'effet des batteries de brèche, se rendit le 2 décembre; Valence poussa ensuite son avant-garde sur Malmedy, et vint s'établir en seconde ligne de l'armée vers Huy et Tongres.

Le siége d'Anvers n'avait pas duré plus longtemps. Labourdonnaye après s'être emparé de Malines, et d'un dépôt assez considérable d'armes et de munitions, se dirigea avec l'armée du Nord sur cette première ville, par la droite de l'Escaut; le colonel qui y commandait se réfugia dans la citadelle, et la ville ouvrit ses portes. Le général

n'ayant pas assez pressé l'attaque au gré de Dumouriez ou du conseil exécutif, fut remplacé par Miranda, officier actif et zélé, affectant un amour sincère pour les nouvelles doctrines, et que le rôle qu'il joua depuis à Venezuela, a fait soupçonner de n'avoir pas été seulement enthousiaste dans ses déclamations (1). Quoi qu'il en soit, il cueillit ici des lauriers faciles. Les préparatifs étaient en pleine activité, lorsqu'il arriva. La garnison forte de 1,200 hommes, la plupart Wallons, commençait à murmurer : le commandant n'ayant aucun secours à espérer, crut devoir capituler. On ne pourrait qu'applaudir à sa résolution, s'il eût sauvé la garnison; mais elle mit bas les armes le 30 novembre : pour en venir là, il ne risquait rien de prolonger sa résistance de quelques jours, et c'eût été un temps bien employé que d'occuper 15,000 ennemis avec une poignée de soldats mécontents.

En portant des forces si considérables sur le bas Escaut, Dumouriez avait sans doute en vue d'exécuter l'imprudent arrêté du conseil exécutif (2) qui ordonnait l'ouverture de ce fleuve. On ne fit pas attention que si la France alliée de l'Autriche hésita de seconder les vues de Joseph II pour cette opération, il était inutile et dérisoire, au fort d'une querelle générale avec le continent, d'exciter les puissances maritimes à une rupture par un décret inexécutable. Sans doute la guerre était décidée à Londres, mais pourquoi forcer sans nécessité la Hollande à y intervenir.

Cette mesure prise uniquement pour flatter les Belges, entrait trop dans les idées de Dumouriez pour qu'il ne donnât pas tous ses soins à l'exécuter. Il écrivait à Miranda : « Installez Marassé dans » son commandement; lisez avec lui l'instruction » que je lui ai donnée pour l'ouverture de l'Escaut, » ajoutez-y vos sages conseils. J'espère que le » lieutenant Moulson sera arrivé. Dépêchez un » bateau au bas de l'Escaut pour lui donner ordre » de remonter avec ceux de ses bâtiments qui ne » tireront pas trop d'eau. Examinez vous-même le » grand travail à faire pour dégager le canal de » cette rivière, afin que les vaisseaux de commerce » puissent la remonter : vous vous servirez, avec » votre prudence et votre énergie ordinaire, de ce » service rendu à la ville d'Anvers, pour lui » faire la comparaison de la conduite généreuse » des Français avec celle de l'empereur Joseph » qui, après avoir déclaré la guerre à la Hollande » sous le prétexte de l'ouverture de l'Escaut, a » vendu cette ouverture pour sept millions de florins. Avec cette comparaison et mon adresse aux » Belges, votre éloquence républicaine les ramènera par leur propre intérêt aux vrais princi» pes, et j'espère que cette ville, qui était la plus » fanatique de toutes, parce que ses habitants n'a» vaient aucun objet d'occupation, deviendra un » des plus fermes appuis de la république des » Belges. »

Miranda pour remplir les intentions de son général en chef, n'eut rien de plus pressé que de s'assurer si les bouches du fleuve étaient réellement encombrées, comme la Hollande en avait répandu le bruit; l'on fut bientôt certain que sa fermeture n'était qu'une fable politique, lorsqu'on vit remonter dans le port d'Anvers, aux acclamations générales, la flotille mouillée à son embouchure. Les habitants entrevoyaient dans cet événement, l'aurore d'une prospérité qui dura trop peu, pour eux et pour le continent. Toutefois on ne peut se dissimuler qu'à cette époque, une telle démarche faite avec jactance, n'indisposa en pure perte la Hollande, et ne fournit un prétexte de plus au stadthouder pour la jeter entre les bras des Anglais.

Maître de l'Escaut, Miranda reçut l'ordre de se diriger à droite vers la basse Meuse, et il exécuta cette marche avec assez de célérité pour arriver le 10 décembre à Ruremonde, où il faillit enlever le

(1) Miranda, né au Pérou, était banni depuis longtemps de l'Espagne pour avoir voulu livrer la Havane aux Anglais, lorsque Pétion, avec qui il était très-lié, lui fit obtenir le grade de maréchal de camp, au service de France. Avec plus de connaissances dans les sciences positives que de génie naturel pour la guerre, il servit avec distinction jusqu'au moment où il encourut la disgrâce de la faction jacobine. En rapprochant la circonstance du ban qui l'éloigna de sa patrie, et son départ d'Angleterre pour l'Amérique méridionale en 1810, bien des gens le considéreront moins comme un martyr de la liberté, que comme un agent secret du cabinet de Londres.

(2) Arrêté du 16 novembre. Voyez pièces justificatives des livres II et III, n° 6.

gouvernement des Pays-Bas. Dans cet intervalle, Dumouriez avait résolu d'éloigner un peu les ennemis de Liége, afin d'élargir ses cantonnements : il manœuvra dans cette vue avec sa droite sur Herve et Aix-la-Chapelle, en inquiétant par des détachements l'extrême gauche des Autrichiens. Une première attaque fut repoussée le 6 décembre, mais une seconde ayant obtenu un plein succès le lendemain, Clairfayt jugea imprudent d'engager une affaire générale, et se replia derrière l'Erft. Les Français entrèrent à Aix-la-Chapelle le 8, avec une facilité qui leur indiqua trop tard ce qu'ils eussent pu faire, si les armées du Nord et des Ardennes réunies avaient manœuvré dans le même sens.

S'il faut en croire Dumouriez, il forma alors le projet d'utiliser les 60,000 hommes qu'il venait de rassembler sur la Meuse, en les employant moitié au siége de Maestricht, moitié à la poursuite de l'armée autrichienne jusqu'au Rhin : il prétend que les ordres du ministre Lebrun s'y opposèrent, donnant à entendre que la convention, dans un temps où elle ne craignait pas d'armer contre elle les premières puissances de l'Europe, se fit un scrupule de porter atteinte à la neutralité de l'électeur palatin, possesseur des duchés de Berg et de Juliers.

Bien des circonstances se réunissent pour faire soupçonner que ce fut une mauvaise excuse de la part du général, qui lui-même n'était pas si scrupuleux. Les lettres du ministre de la guerre et l'arrêté du conseil exécutif du 16 novembre, lui prescrivaient effectivement de poursuivre l'ennemi partout où il se retirerait.

Le lecteur jugera au reste de la solidité du projet du général en chef : une attaque sur Maestricht, offrait deux inconvénients ; l'un de provoquer à la guerre une puissance respectable, par les moyens de toute espèce qu'elle mettait dans la balance ; l'autre d'employer au siége d'une place neutre, une partie de l'armée qui aurait dû être attaché à la poursuite de Clairfayt. Il est vrai que le mauvais état de la place, offrait alors une chance favorable ; mais on s'était fait déjà assez d'ennemis, sans en augmenter le nombre pour la conquête d'une place, qui cessait d'avoir la même importance dès que les Autrichiens seraient rejetés derrière le Rhin. Ce qui surprendra sans doute tous les hommes d'État, c'est que ce projet soit sorti de la tête d'un ministre qui prétend avoir suivi la sage politique du sénat romain, ***de ne jamais entreprendre deux guerres à la fois.***

Quant au motif de défense fondé sur la neutralité de l'électeur palatin, et de ses possessions à Juliers, il n'était que spécieux de la part du ministre des affaires étrangères : les Autrichiens ayant traversé son territoire, l'armée française avait le droit d'en faire autant, sans pour cela le traiter en ennemi.

Ces considérations portent à croire que le général jugeant après coup la faute qu'il avait commise, espérait la pallier par des raisons décorées d'un air de vraisemblance ; loin que le gouvernement mît des entraves à la marche de son armée jusqu'au Rhin, on insistait pour qu'il l'exécutât, et dès le 15 novembre, Pache lui mandait :

« Le ministre des affaires étrangères a lu hier, » général, au conseil, une de vos lettres, dans la- » quelle vous paraissez porté à ne pousser les en- » nemis que jusqu'à la Meuse, et à prendre vos » quartiers sur cette rivière. Ce dessein est con- » traire au plan que vous avez conçu et aux dispo- » sitions faites en conséquence ; elles s'exécutent » en ce moment sur la Moselle et sur le Rhin où » tout est en mouvement pour y concourir.

» C'est conformément à ce plan, digne du peu- » ple français, et pour le faire connaître à l'Europe, » que le conseil exécutif a arrêté que les armées » de la république ne poseraient les armes que » lorsque les ennemis auraient été repoussés au » delà du Rhin : la convention nationale a sanc- » tionné cet arrêté par son approbation.

» Lorsque le conseil l'a pris, c'est surtout sur » vous qu'il comptait, et sa confiance, à cet égard, » a été bien établie. Par votre lettre du 14, après » m'avoir demandé 20 bataillons de garnison, vous » ajoutez : « Rien n'est plus pressant que cette » mesure, et je vous la demande avec d'autant plus » d'instance que c'est entre la Meuse et le Rhin » que je dois prendre mes quartiers d'hiver, si mon » grand plan est assez suivi dans toutes ses parties » pour que Trèves et Coblentz soient pris dans » quinze jours, et que le général Beurnonville soit » à Cologne dans un mois. »

» Les 20 bataillons ont marché sans délai : les » armées de la Moselle et du Rhin reçoivent journellement des renforts ; elles agissent. Beurnonville, Custine comptent sur vous, et pensent » comme vous que quelques semaines de vigueur, » épargneront les frais et les dangers d'une seconde » campagne. Aussi, général, j'espère que vous ne » renoncerez pas à ce grand plan adopté d'après » vous ; que vous ne consentirez pas à laisser les » Autrichiens et les Prussiens s'établir entre la » Moselle et le Rhin, et que vous ne leur laisserez » pas le loisir de recevoir des subsistances et des » renforts qui leur manquent ; en un mot, que » vous ne renoncerez pas à la gloire d'avoir, dans » une seule campagne, assuré la liberté française. »

D'ailleurs, l'arrêté du 16 novembre prescrivait de poursuivre l'ennemi partout où il se retirerait. On doit donc attribuer à des motifs particuliers l'inexécution de ces ordres, et nous la trouvons tout naturellement dans les débats survenus entre le général en chef et le gouvernement : débats qui devaient être funestes à tous deux, et dont il faut retracer l'origine.

Dumouriez, doué d'un esprit vif et pénétrant, mais peut-être trop mobile pour lui permettre de mûrir ses combinaisons, s'était formé à la meilleure école du temps. Ses relations avec les Favier et les Broglie, en développant ses vues, en avaient fait un homme d'État. Son ambition s'exalta à la vue de la fortune brillante de tant de personnages médiocres. Général, sans avoir beaucoup fait la guerre, il avait cependant sur tous ses rivaux l'ascendant que donne un grand caractère, et celui que le génie exerce sur des hommes habitués à considérer la profession des armes, comme un état honorable, plutôt qu'un chemin ouvert aux grandes actions. Simple officier général, il se croyait déjà capable non-seulement de commander une armée, mais encore de gouverner la France. S'il avait quitté le ministère, c'était pour s'élever par la gloire militaire, la seule qui, dans ces instants de crise, fascine tous les yeux, captive tous les suffrages. Ses succès en Champagne, et sa manière d'agir à l'armée, lui avaient acquis l'amour des troupes ; et c'est probablement sur cet attachement qu'il fondait ses calculs d'élévation ; toutefois, s'il réunissait la force d'âme à la souplesse d'un chef de parti, il prenait aussi souvent la sécheresse pour de la fermeté, et la morgue pour de la dignité.

La victoire de Jemmapes acheva de lui tourner la tête ; ses antagonistes se rendant chaque jour plus odieux par la manière dont ils tenaient les rênes des affaires, il crut gagner dans l'opinion ce que les anarchistes y perdaient. Bientôt il lui parut outrageant de recevoir des ordres impérieux d'un intrigant tel que Pache ; profitant du droit que chacun s'arrogeait de fronder l'autorité ; ne considérant un ministre que comme un employé temporaire, auquel il ne devait aucun ménagement, il se mit au-dessus de lui, soit en s'attribuant dans la conduite de son armée des droits qui donnaient de l'ombrage, soit par le ton de sa correspondance.

Leur premier différend s'éleva à l'occasion du comité chargé du soin d'approvisionner les armées par des achats au compte du gouvernement. Cette régie était dirigée par trois individus, que Dumouriez signalait comme des agents insatiables, plus occupés de leurs intérêts que de la chose publique.

« Ces agioteurs, disait-il, laissent manquer les » magasins pour exagérer ensuite les besoins, et » augmenter les prix, afin de devenir clandestinement les fournisseurs ; trouvant aussi sûr que » commode d'être acheteurs et vendeurs, et de » se payer par eux-mêmes, la majeure partie de » leurs marchés se passent dans l'intérieur de la » France, et les transports lointains augmentent » les charges du gouvernement, tout en rendant » les arrivages plus incertains. »

Le général en chef trouvait un triple intérêt à passer des traités par ses commissaires ordonnateurs ; les prix en étaient moins élevés ; les achats ayant lieu en Belgique, attachaient ainsi par intérêt à la France, un nombre considérable d'habitants ; enfin les arrivages étaient plus sûrs. S'il est vrai, comme ses ennemis l'ont assuré, qu'il y trouvât aussi son avantage particulier, on le lui pardonnerait d'autant plus aisément qu'au résultat le trésor et l'armée y gagnaient également.

Quoi qu'il en soit, le ministère improuva ces marchés passés par l'ordonnateur de l'armée, dès son arrivée à Mons le 8 novembre. Dumouriez blessé de voir son autorité ainsi compromise, justifié d'ailleurs par la nécessité d'assurer le service avant tout, maintint ces accords malgré le gouverne-

ment, et méconnut les employés du comité des achats.

Ce conflit d'autorité amena des discussions plus graves. Pache et les jacobins déclamèrent contre le général, qui mettait dans ses dépêches de la suffisance et de la hauteur; le sauveur de la patrie subit l'humiliation d'avoir à se justifier de prévarications et de péculat. On ne se borna pas à suspendre ou abroger toutes ses mesures administratives; le ministre provoqua un décret de mise en accusation contre son propre ordonnateur, et l'obligea à le faire arrêter lui-même. Enfin, pour achever de dégoûter le général récalcitrant, cette charge importante, si difficile à remplir, devint l'apanage d'un poëte intrigant qui n'avait pas les premières notions de ses devoirs. Pour mettre fin à tous ces débats, la convention ordonna à Danton et Lacroix de se rendre en Belgique, en qualité de commissaires, et de prendre connaissance de l'état des choses : mesure, qui, réduisant l'autorité du général, lui parut humiliante, et acheva de ne laisser aucune chance d'accommodement.

Le scandaleux triomphe des anarchistes révoltait Dumouriez. Il était trop clairvoyant pour croire qu'une république démocratique pût exister en France, et cependant tel était l'état des choses, qu'il fallait désormais se résoudre à ramper sous un gouvernement incapable, ou triompher dans la lutte engagée avec lui. On ne saurait trop définir l'espèce de rôle qu'il voulut jouer; ses ennemis lui ont attribué, comme à Mirabeau, le projet de se mettre à la tête des affaires, sous le manteau du duc d'Orléans; toujours est-il avéré qu'il conçut l'idée de s'emparer du pouvoir.

Les gouvernements sont ordinairement ombrageux; une république à son berceau devait l'être bien plus que tout autre. Le langage de Dumouriez envers le ministère éveilla mille soupçons; dès lors le choc était inévitable entre lui et une réunion de républicains, fiers de leurs succès et forts de l'exaltation universelle. Cet état des partis explique non-seulement les événements dont nous aurons à rendre compte par la suite, mais aussi ceux qui mirent fin à cette campagne.

Soit que Dumouriez, aigri par les affronts que lui faisaient essuyer Pache et la convention, crût avoir déjà trop fait pour ces ingrats démagogues, soit qu'il ne découvrît pas toute l'étendue de sa faute, il paraît évident qu'il s'occupa beaucoup moins de suivre ses opérations militaires que de ce qui se passait à Paris. Ainsi loin de songer à rejeter Clairfayt au delà du Rhin, il ne se disposait pas même à suivre l'ordre qu'il en avait reçu; et pour détruire jusqu'au moindre doute à ce sujet, il suffit de relire sa correspondance avec Miranda, auquel il écrivit le 12 décembre. « Le mouvement » que je vous prescris de Ruremonde sur Tongres, » n'est motivé que par les rassemblements ennemis; je suis arrêté court dans ma marche par les » désordres qui ont déjà occasionné la désertion » de plus de 10,000 hommes; enfin le conseil exécutif me donne les ordres les plus fous, c'est-à-» dire de marcher sur Coblentz, et de prendre » Luxembourg. » Ces expressions prouvent assez que le général, cédant à de petites intrigues, avait renoncé au plan arrêté à son passage à Paris, et dont il prétend avoir encore voulu l'exécution à son arrivée sur la Meuse.

Le gouvernement ayant refusé avec raison de consentir à l'attaque de Maestricht, Dumouriez prit ses quartiers d'hiver, quoiqu'il n'eût plus qu'un pas à faire, une simple démonstration à tenter sur la gauche des Impériaux pour mettre une barrière imposante entre leur armée et la sienne. Personne ne semblait plus intéressé que lui à ce que le Rhin séparât les deux partis; puisque dans tout état de cause, cet avantage eût assuré la position de son armée, ou facilité la réussite du projet d'invasion des Provinces-Unies. Les revers qu'il ne tarda pas à éprouver dans la campagne suivante, le punirent cruellement de cette faute.

Les troupes républicaines furent réparties le 12 décembre dans les cantonnements suivants, à partir de la droite : Harville couvrait Namur, et observait Beaulieu dans le Luxembourg; Valence, avec le corps des Ardennes, était à Verviers, Limbourg, Stavelot, Malmédi et Spa; Dampierre, avec 2 bataillons qui ne formaient pas 4,000 hommes, à Aix-la-Chapelle; Stengel dans les villages le long de la Roër, jusqu'à Aldenhoven; Miaczinsky dans le comté de Dahlen, et sur les rives de la Foron : Frégeville à Eupen et Cornelis-Munster; le centre de Dumouriez, à Liége, Robermont et Herve : le rassemblement général fut indiqué à Aix-la-Chapelle.

Miranda, avec la gauche ou l'ancienne armée du Nord, cantonna entre Tongres et Ruremonde, et charga le général Lamarlière de mettre à contribution le pays de Clèves et la Gueldre : il en tira, dit-on, quinze cent mille francs, somme modique, mais qui n'était pas à dédaigner dans l'état de pénurie où la caisse de l'armée se trouvait réduite.

Clairfayt retiré à Bergheim, dans le duché de Juliers, fit rompre les ponts établis sur la Roër à Duren et Linnich; ses troupes cantonnèrent entre la Roër et l'Erft.

Le repos accordé à l'armée française, semblait justifié par le délabrement où elle était plongée : ses soldats sans habits, sans chaussure, sans paye et souvent sans pain, désertaient en foule à l'intérieur; les maladies, fruit de cette pénurie, commençaient à devenir alarmantes. Dumouriez voulant conserver la discipline, punissait la maraude et ménageait le pays dans l'espoir qu'un service régulier pourvoirait à tout.

En examinant avec attention ces différentes circonstances, on voit que malgré les succès des Français, leur position n'était rien moins que brillante. Aux embarras causés par les désordres du service administratif, venaient se joindre ceux des affaires intérieures de Belgique et de France. Le général en chef s'apercevait que le nombre de ses partisans dans cette contrée, diminuait chaque jour; et tout portait à croire qu'il ne pourrait bientôt compter que sur les plus ardents plébéiens, connus sous le non de Vonkistes. Les états de Brabant et de Flandre voulaient la conservation des priviléges de la noblesse et du clergé, et bien que les villes désirassent leurs anciennes franchises, elles haïssaient la secte des niveleurs.

Dès l'entrée des Français, quelques jacobins belges, s'étaient assemblés en club, au couvent des Jésuites à Bruxelles : la résistance qu'ils éprouvèrent donnait peu d'espoir sur le succès de leurs démarches; plus d'une scène scandaleuse avait eu lieu dans la capitale, à Mons, Anvers et Louvain, où les intérêts variaient selon les localités.

Les administrations françaises s'immisçaient dans ces débats, et les indociles Brabançons, toujours mécontents de leur sort quels que soient d'ailleurs les hommes qui les gouvernent, ne voyaient dans cette intervention qu'un acte attentatoire à l'indépendance qu'on leur avait promise : ils envoyaient des députés réclamer à la barre, la liberté et leurs institutions.

Ce qui se passait en France, était plus alarmant encore que ces dissensions des peuples belges, sur l'amour desquels reposaient tant de brillants calculs. La victoire de Jemmapes avait retenti en Europe comme un coup de tonnerre : c'était la première remportée sur le continent depuis le mince succès obtenu à Bergen par Broglie, trente ans auparavant. Loin d'avoir le même éclat, la retraite de l'armée prussienne de la Champagne, opérée sans combat, avait fourni matière à toutes sortes de conjectures : mille fanfarons accusaient la politique de Frédéric-Guillaume, et la pusillanimité du duc de Brunswick : il n'avait tenu qu'à eux, disait-on, de pousser jusqu'à Paris; ils avaient reçu des millions pour rétrograder. Quoique la victoire remportée par Dumouriez à Jemmapes fût moins glorieuse que ses succès dans l'Argonne, on ne tint nullement compte de la différence numérique et de la situation respective des deux armées; c'était une bataille gagnée, et les partisans des nouvelles doctrines chantaient partout victoire.

Cependant la situation de la France s'en trouva peu améliorée; ces succès enflant l'orgueil des jacobins, les portèrent aux plus grands excès. Dès que les vétérans de la Prusse et l'Autriche fuyaient à l'aspect des volontaires nationaux, la politique des girondins, et les insultes d'Isnard et de Fauchet semblaient justifiées.

« Pourquoi respecter les satellites de quelques » petits despotes subalternes, et ménager le tyran » de Madrid, quand ceux plus redoutés de Vienne » et de Berlin tremblent déjà sur leurs trônes? » Que leur importe Georges, dont les vaisseaux ne » sauraient réduire la France, et dont les armées » de terre étaient alors à peine comptées : ne tremble-t-il pas lui-même de voir les principes d'égalité triompher en Angleterre? » Tel fut l'étrange langage qui retentit à la tribune et devint la base de la nouvelle diplomatie française. En vain le conseil exécutif provisoire montre un peu plus de modération, il est entraîné par la crainte, ou séduit par ce faux enthousiasme.

Déjà il n'est plus question aux Jacobins que de la propagande, qui va assurer le triomphe des sec-

taires sur toute l'Europe. Ils ne réfléchissent pas qu'en recrutant quelques disciples obscurs, ils aliènent tous les dépositaires de l'autorité, qui disposent des armées, et président aux transactions des États: loin de s'apercevoir que l'Europe entière s'armera contre eux, ils imaginent que les trônes vont s'écrouler à leurs pieds, comme jadis les murs de Jéricho tombèrent à la voix de Gédéon. Aussi ne prennent-ils plus la peine de déguiser leurs projets; quelques cerveaux exaltés, conduits et instigués selon toute apparence par le Prussien Anacharsis Clootz, prêchent la république universelle. Huit jours après la bataille de Jemmapes, un décret de la convention provoque ouvertement les peuples à secouer l'esclavage, et promet secours et protection à ceux qui auront le courage de répondre à cet appel (1). On a peine à expliquer d'où put provenir ce vertige, dont tant d'hommes, d'ailleurs éclairés, furent également frappés.

Dès le 3 décembre, un décret décide la mise en jugement de Louis, et une autre mesure adoptée le 15 décembre, organise l'anarchie et la révolte dans tous les pays traversés ou occupés par les armées françaises (2). Le premier de ces décrets indigne l'Europe, et le dernier soulève les Belges.

Dumouriez, hors de lui à cette nouvelle, accourut à Paris, dans l'espoir d'en détourner les effets. On a aussi attribué son voyage à l'envie de se débarrasser des commissaires de la convention, dont la surveillance et les opérations le gênaient, autant qu'elles causaient de mécontentement dans le pays. Les anciens états continuaient à y exercer une grande influence, et à exciter les germes d'opposition à la France révolutionnaire. En vain Dumouriez chercha à les dépopulariser dans ses proclamations: il eut occasion de s'assurer, par la séance orageuse des assemblées primaires convoquées le 29 décembre pour élire les représentants du peuple, que celui de Bruxelles n'abandonnait point ses anciens chefs, et les jacobins mécontents menaçaient déjà de transférer à Alost le siége de la convention belge.

Le décret du 15 décembre excita dans toutes les villes les mêmes plaintes et les mêmes réclamations; le discours de Cambon qui l'avait provoqué, paraissant annoncer le projet de traiter les Pays-Bas en provinces conquises, indigna tous les citoyens. De leur côté, les jacobins, redoublaient de ténacité dans leurs projets, et s'apprêtaient à inculquer aux belges, l'amour d'une liberté qu'il fallait concevoir à leur manière, sous peine, comme le disait Brissot, d'être mis au ban de la philosophie.

Bientôt des commissaires, dignes apôtres de la commune de Paris, inondent la Belgique, suivis d'une cohorte d'agents du fisc et de vampires de Cambon; alors on substitue au régime de modération et d'ordre que le général en chef avait établi dans les provinces conquises, l'arbitraire et la tyrannie. On voulait faire chérir la liberté aux Belges, et on leur apportait les réquisitions d'hommes, les spoliations, le cours forcé des assignats auquel on ajouta, pour dernier trait, le dépouillement des églises. Aussi passèrent-ils subitement des illusions les plus agréables, au désespoir, car ils souffrirent tous les fléaux de la guerre et de l'anarchie. On doit dire à la louange du général, qu'il fit les plus grands efforts pour prévenir ce mal et l'arrêter dans sa source.

Un sourd mécontentement n'était pas le seul résultat de ces désordres, on assure que ces mêmes états de Flandre et de Brabant, qui avaient fait de si grands efforts pour secouer le joug de Joseph II, fatigués aujourd'hui de tant de vexations, députèrent au cabinet de Vienne pour le solliciter de venir à leur secours et de les débarrasser de leurs libérateurs; promettant 30,000 hommes et trente millions, pour exciter la bienveillance impériale.

Cette assertion ne paraît point dénuée de fondement, quand on examine la nature et la grandeur des intérêts menacés par l'introduction de l'anarchie dans ces provinces. Mais les événements qui résultèrent de cet état de choses appartenant à la campagne suivante, il est temps d'esquisser un tableau de ce qui se passait au versant des Alpes et sur les rives du Rhin, au moment où tant de fautes se commettaient sur celles de la Meuse.

(1) Voyez pièces justificatives des livres II et III, n° 8.

(2) Voyez pièces justificatives des livres II et III, n° 9.

CHAPITRE XI.

Opérations sur le Rhin et au centre. — Les Prussiens et les Hessois marchent par Coblentz sur la Lahn pour s'opposer à Custine. — Prise de Francfort. — Combat de Hocheim. — Expédition de Beurnonville sur Trèves.

Pour donner une idée des événements de cette courte période, il est indispensable de rappeler qu'à l'époque où Dumouriez marchait sur la Belgique, le corps de Custine occupait Mayence et Francfort, et que la petite armée de Kellermann cantonnait sur les bords de la Sarre. De leur côté, les Prussiens, groupés autour de Coblentz, passaient péniblement le Rhin sur un pont volant établi entre cette ville et Neutershausen. Le corps hessois les avait devancés, et s'était réuni à Marbourg avec la brigade Cochenhausen, restée jusqu'alors dans les États de l'électeur. Le passage offrait tant de difficultés, qu'il dura dix jours entiers : le général Kalkreuth observa la Lahn dès le 6 novembre avec 8 bataillons et 20 escadrons pour le protéger contre les entreprises que Custine eût pu former de Francfort; la brigade Wittinghof détachée de cette division, occupa Limbourg; le corps autrichien du prince de Hohenlohe, réuni à celui qui avait assiégé Thionville, était resté pour couvrir Trèves et Luxembourg.

Nous avons déjà fait remarquer ce que les alliés eussent pu entreprendre sur Custine, s'ils ne se fussent pas dispersés dès leur retour sous cette forterresse. On s'est étonné avec non moins de raison que les Prussiens, décidés à repasser le Rhin, n'aient pas eu la précaution de rassembler le nombre de bateaux nécessaires pour construire un pont. Dès le 25 octobre jusqu'au moment où ils arrivèrent à Coblentz, il y avait plus de temps qu'il n'en fallait pour achever cette opération, dont le salut de l'armée semblait dépendre.

Au surplus, cette faute capitale n'entraîna pas de catastrophe : on sait que les généraux français ne prirent aucune des mesures convenables pour s'opposer à la retraite de l'ennemi, et qu'au lieu d'agir de concert pour précipiter sa ruine, ils se disputaient à qui le laisserait partir.

La faute commise par Dumouriez de n'avoir pas suivi les Prussiens, pied à pied, depuis Sainte-Menehould jusqu'au bord du Rhin, était difficile à réparer : le gouvernement n'y serait parvenu qu'en réunissant sur leur ligne de retraite les armées de Kellermann et de Custine, renforcées à temps de toutes les troupes disponibles en Alsace, et c'est à quoi il ne songea pas dans les premiers transports de son ivresse. Cependant cette réunion aurait pu s'effectuer, soit en portant les deux armées concentriquement sur Trarbach ou Simern, soit en attirant l'armée de Kellermann à Mayence, pour marcher ensemble par la rive droite du Rhin sur la basse Lahn.

Afin d'assurer leurs succès dans ces différentes hypothèses, Biron eût porté 18,000 hommes sur les mêmes points, laissant à 20 bataillons choisis et aux braves gardes nationales de l'Alsace, le soin de défendre des places que personne n'était en état d'attaquer. Par ces mesures, prises dès le commencement d'octobre, on eût rassemblé 60,000 combattants, entre le Rhin et la Moselle ou sur la basse Lahn, ce qui eût été plus que suffisant, pour disputer à l'armée prussienne, un passage qu'elle n'eût jamais été tentée d'effectuer de vive force.

La route de Trèves, la plus directe pour l'armée du Centre, offrait l'inconvénient d'être très-rapprochée des alliés qui auraient pu y prévenir Kellermann ou l'attaquer en marche, avec d'autant plus de facilité qu'ils se trouvaient encore supérieurs en nombre. Mais comme ils étaient plus occupés du soin de repasser le Rhin, que jaloux de l'inquiéter, on peut croire qu'ils n'eussent jamais songé à entreprendre quelque chose de sérieux contre lui. Toutefois, la marche par Birckenfeld et Simern paraissait plus sûre, n'étant sujette à aucune autre difficulté que celle des mauvais chemins; et, si elle obligeait à un petit détour, elle assurait en échange une réunion plus prompte avec Custine.

La route de Mayence, à l'abri de toute inquiétude de la part de l'ennemi, et beaucoup meilleure que les deux précédentes, semblait, quoique plus longue, mener également au but.

Frappé sans doute des avantages qu'offrait la première, mais ne sachant point encore mouvoir ses masses avec assez d'ensemble et de célérité, le conseil exécutif ordonna le 24 octobre à Kellermann de rassembler ses forces sur la Sarre, dans la vue de gagner ensuite Trèves : ce mouvement qui de-

venait téméraire dès que l'armée du Rhin ne prenait pas la même direction, ne fut d'ailleurs point exécuté (1). Lorsqu'on en reçut l'ordre, l'armée se trouvait cantonnée pour prendre quelque repos, ce qui n'empêcha pas qu'après le départ de Valence, elle ne se réduisît par la désertion et les maladies, à moins de 24,000 hommes. Le général en chef se borna à rassembler ses cadres dans les premiers jours de novembre, entre Sarrelouis et Mertzig, où il quitta le commandement le 7, après avoir détaché la division Ligneville vers Hombourg, pour communiquer avec Mayence. Custine improuva cette disposition, parce qu'elle s'éloignait de la direction de l'ennemi dont on voulait menacer la retraite, et il fit retourner cette division sur ses pas, en proposant à l'armée du Centre de tourner les sources de la Nahe, et de se diriger sur Otweiler et Simern pour se lier à la gauche de l'armée du Rhin, et gagner ensuite Trèves, Trarbach ou Coblentz.

Cette direction aurait été sans contredit la meilleure, si Custine l'eût prise lui-même avec toutes ses forces à la fin d'octobre; loin de lui supposer cette idée, on a été généralement d'accord qu'il n'avait point envie d'opérer une jonction, de peur d'être subordonné à Kellermann. Cette crainte perce à chaque ligne de la lettre adressée au ministre Pache le 2 novembre, en renfermant d'ailleurs quelques vues assez justes. « Il faut, disait-» il, que l'armée de la Moselle marche vers Trèves. » Avec les renforts qui m'auront été envoyés, j'at-» taquerai Rheinfeld. Après l'avoir prise, remon-» tant vers Coblentz en même temps que l'armée » qui sera à Trèves, et que le corps qu'elle aura fait » marcher pour attaquer Trarbach réglant ses mou-» vements sur ceux de l'ennemi, nos armées com-» binées attaqueront Ehrenbreitstein : elles seront » à portée de se combiner pour cette entreprise. » Pendant ce temps-là, le général Dumouriez » tiendra les Autrichiens en échec vers Namur. » C'est en suivant la Meuse, qu'il faut qu'il les at-» taque. »

Après quelques phrases décousues, relatives à une invasion en Allemagne, pour prendre à revers la Hesse et la Franconie, le général continue ainsi :

« Pour attaquer la Flandre en hiver, il faudrait » une très-grande gelée ; car, lorsqu'une armée la » défend, ce n'est point l'opération d'une simple » marche. Mais le général Dumouriez, dans le » plan que je propose, doit suivre la Meuse ; il en » tirera ses subsistances, il peut donc espérer cette » diversion dans tous les temps, en laissant des » troupes dans le camp de Valenciennes et dans » celui de Maubeuge. Il faut que par ses mouve-» ments, il tende toujours à séparer l'armée qui » est en Flandre, de la portion laissée dans le » Luxembourg; qu'il établisse, le plus tôt possible, » la communication entre lui, Coblentz et Colo-» gne. Une fois Cologne derrière lui, ayant placé » l'Erft en avant, l'Autrichien qui s'opiniâtrerait à » tenir les Pays-Bas, serait perdu sans ressources.

» On serait facilement maître de la Roër par » Juliers, que l'électeur palatin ne céderait point » aux Autrichiens, et lui laisserait probablement » occuper. »

Cette pièce, quelque dénuée d'ensemble et de précision qu'elle soit, prouve que Custine sans avoir de principes fixes sur les grandes opérations, avait un coup d'œil plus stratégique que ses compétiteurs. Dumouriez mit en doute que ce général voulût rétrograder de la Lahn sur la Moselle, et renoncer à ses incursions d'outre-Rhin, car il manda plus tard au conseil exécutif que si l'on courait sur les trois points en même temps, on serait battu en détail : jugeant ainsi la position générale des armées, d'après des maximes sages, dont on est étonné de lui voir oublier si souvent l'application dans ses propres entreprises. Au surplus, ces éclairs passagers de génie de la part de Custine furent suivis de plusieurs fautes si graves, qu'on est autorisé à en conclure, qu'un général agissant sans principes n'est redevable de ses heureuses conceptions qu'au hasard.

L'esprit qui régnait généralement en France ne

(1) Tout porte à croire qu'après l'évacuation du territoire français, et pendant le séjour de Dumouriez à Paris, le conseil exécutif ordonna à Kellermann et à Custine de se diriger de concert sur Trèves et Coblentz ; mais on commit sans doute la faute de ne pas prescrire assez positivement l'instant de leur départ, la direction à suivre et l'époque de leur jonction. Les circonstances et la jalousie des généraux firent ainsi modifier l'exécution d'un projet vague, qui devait être un ordre de mouvement sans réplique.

contribua pas peu au non-succès des affaires sur cette ligne d'opérations. Chacun voulait se mettre en avant, et faire retentir la tribune de ses hauts faits. Dumouriez, plus homme d'État que général, ne souffrait aucune contradiction, et tout ce qui n'abondait pas dans son sens, était rejeté par lui comme défectueux : ses connaissances variées lui faisaient considérer un général purement militaire, comme un homme dont les vues étroites ne dépassaient pas l'enceinte d'un camp, et par cela même fort au-dessous de lui. Non-seulement il dédaigna les idées de Custine, le conseil, à son exemple, en fit autant, et les Français, loin de réunir les armées du Rhin et de la Moselle en une seule masse, pour la diriger au point convenable, se compromirent par des mouvements sans ensemble.

Le général Labarolière, commandant l'avant-garde postée à Sierck, s'étant dirigé le 9 sur Remich sans autre opposition que celle de quelques coureurs de la garnison de Luxembourg, avait poussé ensuite jusqu'à Konsarbruck, et se proposait de s'emparer de Trèves, où les Autrichiens n'étaient point encore établis; mais le commandant provisoire craignant de trop donner au hasard, lui prescrivit de revenir sur ses pas. Tant d'incertitude dans les décisions, devait bientôt lasser la fortune, et lui faire quitter les drapeaux français pour se réfugier dans les rangs ennemis.

Custine, de son côté, attendait avec impatience les troupes détachées un peu trop tard de l'armée du haut Rhin : forcé de laisser une garnison dans Mayence, et de s'éclairer du côté de la Nahe, il ne lui restait pas plus de 15,000 hommes disponibles pour garder les montagnes entre Usingen et Hombourg; corps trop faible, quand bien même son chef eût été capable d'en faire le meilleur emploi possible. On lui a reproché de ne pas s'être emparé de la place de Hanau qu'il eût été facile de mettre à l'abri d'un coup de main, en relevant les travaux faits dans la guerre de sept ans. Ce reproche, juste si le général avait eu les forces nécessaires, paraît déplacé dans la situation où il se trouvait. On lui en fit un autre d'avoir gaspillé le palais de l'électeur, et de s'être permis des dilapidations dans les châteaux du prince de Nassau, et aux salines de Nauheim; l'histoire lui pardonnerait ces taches communes à plusieurs grands capitaines, si, à l'exemple de Marlborough, il les avait recouvertes de lauriers.

Pendant que l'armée de la Sarre restait sans chef dans une honteuse inaction, que les renforts du haut Rhin étaient en marche, et que les Prussiens passaient le fleuve avec tant de lenteur et de difficultés, Custine allait et venait de son armée à Mayence, et cherchait par les mesures révolutionnaires des clubs de cette ville, à se faire illusion sur les embarras de sa position militaire. Espérant trouver dans des controverses sur la souveraineté du peuple, un élément de force que ni la supériorité de son génie ni l'état de son armée ne pouvaient lui promettre, il essaya d'opposer les menées des clubistes de Mayence aux efforts des Prussiens, et fut trompé dans ses calculs.

L'administration provisoire établie sous la présidence du nommé Dorsch, singeant maladroitement la commune de Paris, ne fut qu'un objet de mépris pour les habitants, et de peu de secours au général révolutionnaire.

Il était depuis longtemps en instance, auprès du gouvernement et du général de l'armée du Centre, pour les engager à venir à son secours; cependant au lieu d'une concentration naturelle et d'une jonction pure et simple, unique moyen de le tirer d'embarras, il proposa à Beurnonville de descendre la Moselle jusqu'au Rhin, et de passer ce fleuve derrière l'armée prussienne, afin de la prendre entre deux feux : opération décousue, dont l'exécution aurait compromis tous les corps qui y eussent été employés, et où l'on ne reconnaît point l'homme qui écrivait avec tant de sagacité au ministre Pache, le 2 novembre.

Cet abandon de son collègue et du conseil exécutif, détermina Custine à faire bonne mine à mauvais jeu : affectant de regarder les rassemblements qui se formaient autour de lui, comme des mesures de simple précaution prises par les ennemis pour couvrir leurs quartiers d'hiver, il ne changea en rien ses dispositions; mais lorsqu'il fut informé de l'apparition des Prussiens vers la Lahn, il poussa le général Houchard avec 3,000 hommes sur Limbourg, et partit de Mayence le 8 novembre, pour rassembler environ 12,000 hommes dans les environs du fort de Kœnigstein, et couvrir les montagnes de Nassau. Son projet, di-

sait-il, était de tourner la gauche des Prussiens, manœuvre qui eût été sans contredit la plus convenable avec des forces suffisantes, mais qui n'était alors qu'un moyen de se faire couper de Mayence, et cerner entre les 18 bataillons hessois, et l'armée entière du roi.

Le corps de Houchard donna inopinément à Limbourg, le 9 novembre, sur la brigade Wittinghof que Kalkreuth y avait détachée, comme on l'a dit plus haut. Cette ville est dans un fond dominé par les hauteurs de Kappellenberg, qui s'élèvent sur la gauche de la Lahn; la position n'est tenable que contre un ennemi venant de Coblentz. Le général Wittinghof avait une grand'garde sur ces hauteurs, indiquées pour place d'alarme, afin de couvrir la ville et de disputer au besoin le passage de la Lahn; mais elle ne s'était point éclairée avec soin, et la troupe était rentrée dans ses cantonnements au retour de la reconnaissance du matin. Houchard se présenta assez brusquement pour causer une véritable surprise. Le général Wittinghof lui opposa néanmoins une résistance assez vive, plaça sur la droite de la Lahn deux pièces et quelques compagnies qui protégèrent la retraite. Les Français occupèrent Limbourg, qu'ils évacuèrent bientôt après, emmenant 200 prisonniers.

Le duc de Brunswick, instruit de cette affaire le 10 au matin, marcha sur-le-champ à Montabauer, avec 12 bataillons et 15 escadrons, afin d'occuper le poste de Neutershausen, et de couvrir le passage successif des colonnes de l'armée; mais on apprit que Houchard s'était retiré à Weilbourg, pour se réunir à Custine (1).

Le 11 novembre, l'armée prussienne reçut une nouvelle organisation. L'aile droite commandée par le lieutenant général Courbières, consistant en 7 bataillons et 17 escadrons, resta à la gauche du Rhin pour couvrir Coblentz. Le centre aux ordres du lieutenant général Kalckstein, composé de 16 bataillons et 10 escadrons, gardait Neutershausen, Montabauer et le passage de Nassau. La gauche sous le comte de Kalkreuth, forte de 6 bataillons et 18 escadrons, gardait la route de Limbourg à Cologne, et avait sa place d'alarme sur le Molsberg.

L'avant-garde restée au camp de Taverne, en partit lorsque l'armée eut entièrement passé le Rhin, et vint relever la gauche le 19 novembre. Le comte de Kalkreuth marcha alors à Herborn pour se lier avec les Hessois, toujours campés à Marbourg. Le prince de Hohenlohe-Kirchberg, cantonné aux environs de Luxembourg, avec le corps autrichien qu'il commandait remplaça l'avant-garde prussienne à Trèves, et se réunit au corps du général Brentano pour la défense de cette position.

Pendant que tous ces mouvements s'exécutaient, Custine avait reçu le 13 novembre un renfort de 12,000 hommes amené de haut Rhin par le général Vanhelden. La lenteur des Prussiens, le soin qu'ils mirent à s'étendre par leur gauche jusque dans la Hesse, eussent sans doute donné à un général actif et vigoureux, l'occasion de les attaquer et de les battre en détail; mais il fallait pour cela des avis plus certains, un coup d'œil plus rapide et plus sûr que n'en avait le général français; car il n'y eut, pour former cette entreprise, qu'un court intervalle de temps difficile à saisir. Cette vérité prouve combien la marche des renforts tirés d'Alsace fut tardive S'ils étaient arrivés sur la Lahn dès le 3, comme ils le pouvaient, Custine eût alors été comptable de tout le mal qu'il n'eût pas fait aux Prussiens dans la situation critique où ils s'étaient si bénévolement placés. Après beaucoup d'allées et de venues sans résultats, Custine fut enfin rejeté sur la défensive, et se retira le 17 novembre d'Elsingen sur Hombourg et Kœnigstein.

Par un mélange incompréhensible de vues très-justes et de mesures singulières, il renouvelait ses instances auprès du ministre pour que Dumouriez manœuvrât sur la Meuse en se prolongeant toujours à droite, mais il persistait en même temps, à ce que Beurnonville marchât sur Trèves, lorsqu'il n'en était déjà plus temps, et que lui-même menacé par des forces considérables allait être compromis sur la Nidda. Cette lettre au surplus donnerait une idée plus favorable du talent de Cus-

(1) Voyez la carte de la Lahn, n° 5. Quoique les mouvements qui s'y trouvent soient ceux de 1795 et de 1796, on pourra s'en servir pour l'intelligence des campagnes précédentes.

tine (1), si elle ne contrastait pas tant avec sa conduite sur la Lahn, et avec les projets extravagants qu'il proposait tous les jours à Beurnonville.

Telle était la position délicate des affaires, lorsque le roi de Prusse, renforcé par le contingent de Hesse-Darmstadt, par plusieurs corps de Hesse-Cassel et différents détachements de ses propres troupes, se voyant à la tête d'environ 50,000 hommes, résolut de prendre Francfort, et de chasser les Français de la rive droite du Rhin, afin de donner à son armée les quartiers d'hiver dont elle avait le plus grand besoin pour se refaire. Ce projet pouvait s'exécuter de deux manières : la première en marchant vivement par Wisbaden, sur l'extrême gauche des cantonnements français, qu'on eût ainsi coupés du Rhin et de Mayence; un petit corps de Hessois se serait avancé en même temps vers Hombourg, pour attirer l'attention des républicains sur leur droite. La seconde manière consistait à marcher de front sur Francfort; elle fut préférée à la première, quoiqu'elle nécessitât beaucoup plus de temps, et qu'elle fût moins favorable.

L'armée fut donc divisée en huit corps. Le 1er composé de 12 bataillons de Hesse-Cassel et de 9 escadrons campés près de Marbourg. Le 2e, sous le général Kalkreuth, formé de 5 bataillons et 15 escadrons prussiens cantonnait à Herborn. Le 3e, fort de 7 bataillons et 3 escadrons de Hesse-Darmstadt, occupait Giessen. L'avant-garde aux ordres du prince de Hohenlohe, formait le 4e, consistant en 9 bataillons et 18 escadrons; il s'étendait entre Limbourg et Molzberg. Le corps de bataille ou 5e, de 16 bataillons et 15 escadrons, commandé par le duc de Brunswick, se trouvait près de Montabauer. La réserve de 4 bataillons aux ordres du prince royal de Prusse, lui servait de seconde ligne. Le 7e ayant à sa tête le colonel Hiller, et composé de 3 bataillons et 2 escadrons, gardait le poste de Lahnstein. Le 8e, de 4 bataillons et 2 escadrons sous les ordres du général Romberg, devait marcher sur Simern, et inquiéter la rive gauche du Rhin jusqu'à la Nahe : c'était à proprement parler un détachement perdu, s'il rencontrait l'ennemi en forces, et inutile s'il ne le trouvait pas.

Le 25 novembre, l'avant-garde passa la Lahn, et cantonna près de Lindenholzausen; l'armée la remplaça à Limbourg. Le corps de Kalkreuth s'était porté par Weilbourg sur Wetzlar, et le 26 sur Steinberg, près de Giessen, où il fut joint par les Hessois : il marcha ensuite sur Muntzberg. Le 27, ces deux corps réunis passèrent la Nidda à Assenheim.

Il paraît que Custine n'eut aucun avis de ce mouvement contre son flanc droit, car il frappa des réquisitions de fourrages dans tous les environs, et laissa prendre presque tous les détachements envoyés le lendemain pour les lever.

Le prince de Hohenlohe se porta le 27 à Camberg, et fit chasser les Français d'Esch, où ils avaient un poste avancé de cavalerie; le prince Guillaume de Brunswick, fils et aide de camp du duc, fut blessé dangereusement dans cette escarmouche. Le corps d'armée passa la Lahn à Limbourg et marcha jusqu'à Oberselters. Pendant que ce mouvement avait lieu, le colonel Hiller se portait sur Lahnstein, dans la direction de Braubach, afin d'attirer aussi l'attention des Français sur leur gauche; il marcha jusqu'à Dachsenhausen sans apercevoir l'ennemi.

En effet, dès le 25 au matin, Custine avait quitté

(1) Au quartier général de Mayence, le 19 novembre 1792.

« Citoyen ministre, je joins ici une quatrième lettre » écrite au général Beurnonville, par laquelle vous verrez » que persistant dans mon plan, j'attache toujours une » grande importance à devenir maître de Trèves, car une » fois occupant Trèves et Coblentz, je ne vois point de re- » traite pour les Autrichiens qui sont en Flandre, surtout » si, ainsi que je le demande au général Dumouriez, il a la » précaution de faire replier le pont de Dusseldorf, *et de* » *prolonger toujours par sa droite pour se rendre maître de* » *la Meuse*. Si les chemins l'avaient permis, et que les » renseignements qu'il a reçus ne l'eussent pas détourné » du plan de suivre la Meuse, ses succès eussent été aussi » complets, et peut-être eussent coûté moins d'hommes » en adoptant ce parti. Je joins ici copie de la lettre » que je lui ai écrite. Je vous invite, citoyen ministre, » à l'engager dans la suite de ses opérations, à serrer de » près ses ennemis, afin de les empêcher de pouvoir ar- » river sur la Moselle, avant qu'il ne les ait joints.

» Les magasins qu'il aura trouvés à Bruxelles, doivent » lui rendre les subsistances commodes, tandis que je ne » vois aucun moyen à Clairfayt pour s'en procurer, en » supposant qu'il puisse repasser la Meuse. »

sa position de Hombourg; et se repliant entre Kœnigstein et Hœchst, s'était retranché derrière la Nidda, la droite appuyée au Mein, vers Hœchst, la gauche aux montagnes vers Oberursel. Dans cette situation, l'armée républicaine faisait face à Francfort, au lieu de le couvrir, et prêtait entièrement le flanc aux Prussiens qui débouchaient du côté de la Lahn. Elle devait donc y être battue, si les alliés, se rassemblant vivement par leur droite, s'étaient portés de Limbourg sur Wisbaden et Telckenheim, au lieu de faire un très-long détour par leur gauche sur Hombourg et Bergen, pour venir heurter le front de la ligne.

Quoi qu'il en soit, Custine choisit cette position, et plaça à Rodelheim la division Neuwinger, l'avant-garde, sous Houchard, à Oberursel, la réserve et le quartier général à Hœchst; le général Vanhelden fut aventuré avec 2,000 hommes à Francfort. C'était une faute grave de laisser une si faible garnison dans une ville d'un développement immense, peuplée de 80,000 âmes, dont les habitants mal disposés étaient armés et formés en milices. Si l'on était hors d'état d'accepter la bataille, il fallait se replier sous le canon de Mayence; si l'on voulait combattre, il fallait aller au-devant de l'ennemi, ou du moins établir la ligne de combat, de manière à se lier à Francfort. Loin de là, Custine prit toutes ses mesures, comme si son intention eût été de sacrifier cette garnison.

Dès que Custine ne se sentait plus en état de tenir tête au roi de Prusse, sur la rive droite du Rhin, le parti le plus convenable eût été sans contredit de repasser ce fleuve, et après avoir laissé 10,000 hommes dans Mayence, de marcher avec 20,000 sur Simern pour se lier avec Beurnonville. Alors celui-ci qui s'avançait dans cet instant sur Trèves, laissant cette ville à gauche, aurait pu gagner Trarback ou Simern par Hermeskeil. Les Prussiens qui avaient employé quatorze jours à franchir le Rhin à Coblentz, n'auraient pu les troubler de sitôt, faute de moyens pour le passer de nouveau, et c'eût été un jeu pour les 50,000 républicains établis sur la basse Moselle, de forcer Clairfayt à mettre le fleuve entre eux et lui, d'écraser le petit corps du prince de Hohenlohe, et d'en refouler les débris dans Luxembourg. La mésintelligence et le peu d'aplomb des deux généraux français, en décidèrent autrement. Custine resta seul exposé aux coups du duc de Brunswick, dont nous allons reprendre les mouvements lents et méthodiques.

Le comte de Kalkreuth qui avait tourné les montagnes, partit d'Assenheim, le 28, sur trois colonnes, se dirigea vers Bergen dans la vue de s'emparer des hauteurs avantageuses qui dominent le vallon où la ville de Francfort est située, et de couper Houchard qui se trouvait à Hombourg; mais celui-ci se retira avec précipitation derrière les retranchements entre Oberursel et la Nidda. Le général Eben passa alors cette rivière à Wilhel avec la colonne de droite, tandis que celle de gauche la franchissait à Ilmstadt pour camper à Rendel, et que le général Schreiber avec les troupes légères s'emparait de Bergen.

Kalkreuth se porta avec l'avant-garde jusqu'à Bockenheim sur la chaussée de Francfort. Le commandant de la ville, sommé, répondit suivant l'usage.

Le 29, à cinq heures, le corps se rassembla à sa place d'alarme, la droite au bois de Wilbel, la gauche vers Bergen. Kalkreuth marcha avec les bataillons prussiens sur Hombourg, où il se réunit avec l'armée du roi; les Hessois restèrent à la garde du poste de Bergen.

Sur ces entrefaites, le corps du prince de Hohenlohe s'était porté de Warges par Steinbach, jusqu'à Merzenhausen, d'où il prit le mauvais chemin qui conduit à travers les bois, et par Aspach à Hombourg; le corps de bataille le suivit, et cantonna aux environs d'Aspach. Le 29, l'un et l'autre marchèrent par les montagnes de Tann, directement sur Hombourg, que les Français évacuèrent pour se retirer sur le bois d'Oberursel, où le colonel Houchard occupait les retranchements qui couvraient le flanc droit de Custine. On craignit de les attaquer dans cette position avantageuse, dont la droite s'appuyait à Oberursel, le front était couvert par un marais et un ravin, la gauche protégée par des redoutes. L'avant-garde prussienne campa au débouché des montagnes, le long de la chaussée, la droite vers Steden, la gauche à Hombourg; une partie passa la nuit sur le qui-vive.

Houchard ayant sa gauche bien appuyée aux montagnes, n'avait pas jugé nécessaire d'observer

un chemin qui aboutissait par les crêtes des hauteurs. Le prince de Hohenlohe, aux patrouilles duquel cet apparent oubli n'échappa pas, crut pouvoir le tourner; il gravit les montagnes avec beaucoup de peine le 30 novembre, mais arrivé au sommet, un large ravin boisé et très-escarpé qui séparait les plateaux, lui prouva que le général républicain n'était pas coupable de négligence, et l'obligea à descendre à Reiffenberg sur les derrières de la position.

Tandis que cette fatigante et inutile promenade s'exécutait, l'armée avait suivi l'avant-garde, en laissant 15 escadrons de dragons à Steden, sur le front de Custine, pour masquer sa marche; mais comme on vit l'impossibilité d'attaquer sur ce point, elle revint à Hombourg et aux environs. Cette pusillanimité sauva les Français d'une défaite d'autant plus complète, qu'en prolongeant le mouvement d'une demi-marche, sur la direction d'Epstein, on eût gagné leurs communications.

Le roi informé de la faiblesse de la garnison de Francfort, du mauvais état de ses ouvrages, et des dispositions des habitants, résolut de tenter un coup de main sur cette place. Le duc de Brunswick rédigea en conséquence un ordre très-détaillé sur les dispositions à prendre pour l'attaque. Cette pièce remarquable par une minutieuse précision, renferme des détails inutiles à rapporter.

La division hessoise fut formée le 2 décembre avant le jour, sur quatre colonnes. On commanda à la 1re de passer le Mein, et de s'emparer du faubourg de Saxenhausen. Un bataillon eut ordre de descendre sur les quais, pour prendre les fortifications à revers. Les deux autres colonnes, fortes de 10 bataillons, devaient attaquer la porte Neuve et celle de tous les Saints. On avait le projet de les soutenir par quelques escadrons destinés à pénétrer dans la ville, et à parcourir vivement les rues pour empêcher le rassemblement des troupes ennemies.

L'armée prussienne devait rester en observation depuis Oberursel jusqu'à Wilbel.

Ces dispositions furent en grande partie exécutées; les 3e et 4e colonnes de Hessois, étaient avant le point du jour à trois mille pas de la ville, sur les routes de Hanau et de Friedberg, préparées à l'attaque; cependant elles furent obligées d'attendre une heure la colonne prussienne qui fut retardée près de Wilbel. La garnison ne les aperçut pas, et quand bien même elles eût découvertes, elle n'était guère en état d'arrêter leur marche, puisqu'elle n'avait qu'un petit nombre de pièces de campagne, et qu'elle ne gardait qu'une faible partie des remparts et des portes, dont les moins exposés furent abandonnés aux gardes bourgeoises.

Lorsque la tête du corps d'armée arriva à la hauteur de Friedbergwarte, les colonnes hessoises se portèrent vivement sur les jardins, et se répandirent dans ceux plantés le long de la contrescarpe. Leur objet était d'inquiéter tout le front, tandis que les véritables attaques s'avançaient vivement sur les portes en colonnes serrées.

Vanhelden disposait de son dernier peloton et de ses deux pièces de campagne pour voler au point le plus menacé, quand le peuple arrêta cette faible réserve, dételа l'artillerie, en brisa les affûts, et ouvrit les portes de la ville aux deux colonnes principales. Celle qui devait attaquer Saxenhausen, arriva un peu trop tard, et celle chargée de la fameuse expédition en bateaux couverts, arriva après coup. L'action fut bien moins sanglante qu'on ne s'y était attendu : les Français perdirent dans cette surprise, 1,000 prisonniers et 300 tués ou blessés : les Hessois perdirent 170 hommes et 12 officiers; le prince de Hesse-Philipstadt y trouva une mort glorieuse.

Pendant l'attaque, l'armée resta rangée en bataille, la gauche à la tour de Warte, la droite à Breunelsheim, ayant la chaussée devant le front.

De son côté, Custine était avec son corps, derrière le ruisseau qui descend de Kronenbourg, la droite vers Hœchst; de là il voulait faire soutenir Francfort par le général Neuwinger, mais il était trop tard, ce général recueillit seulement les débris de la garnison.

Le roi et le duc enhardis par ce premier avantage, traversèrent la ville, afin de s'assurer des passages de la Nidda. Le général Kalkreuth se porta avec 10 escadrons sur Bockenheim, où l'on découvrait quelque cavalerie française : celle-ci se retira, soutenue par l'artillerie placée à l'entrée du village, et dont le feu nourri arrêta les escadrons prussiens. Alors on fit avancer une brigade d'infanterie avec une demi-batterie légère, dont les dé-

monstrations et le feu obligèrent les Français à repasser la Nidda, et à se retirer à Hœchst après en avoir détruit le pont. Le lieutenant général Kalkstein fit aussi enlever les villages d'Eckenheim et d'Edersheim, mollement défendus par l'arrière-garde républicaine; les Prussiens furent ainsi maîtres de tout le cours de la Nidda.

Pendant que Francfort était emporté, l'avant-garde prussienne, sous les ordres du prince de Hohenlohe, était parvenue à faire sortir Houchard de la position d'Oberursel. Dans la situation respective des deux partis, ce fut plutôt un mal qu'un bien, car en l'y laissant tranquille, pour pousser Custine plus vigoureusement, il est probable que le premier n'eût jamais rejoint l'armée. Quoi qu'il en soit, le prince partit à cinq heures du matin de Reiffenberg, sur 2 colonnes; la première marcha par le chemin des montagnes, dont nous avons déjà parlé, l'autre se dirigea par Aspach et Obershen. A neuf heures, le corps déboucha des bois, et se trouva sur les flancs et sur les derrières des Français, au même instant où le duc de Weymar faisait ses démonstrations contre leur flanc; Houchard abandonna alors ses retranchements, et se retira sur Kroneubourg et Eschborn.

Le duc de Brunswick, de son côté, fit réparer la place de Francfort, et la mit à l'abri d'un coup de main; il reconnut le petit fort de Kœnigstein, et le fit investir le 6 par le corps du prince de Hohenlohe.

Custine repassa le Rhin, et après avoir mis 10,000 hommes de garnison dans Mayence, cantonna la majeure partie de ses troupes entre Bingen et Frankendal. Il ne resta sur la rive droite qu'une avant-garde à Hocheim, dont les postes avancés occupèrent Wickert et les environs de Wisbaden.

Voyant alors sa supériorité sur son adversaire, le roi résolut de le resserrer dans Cassel, afin d'assurer le repos de ses quartiers d'hiver. A cet effet, le duc de Brunswick se porta dans la nuit du 13 au 14 décembre, par Heddersheim et Weilbach sur Wickert, à la tête du corps de Kalkreuth, et de la brigade hessoise de Hanstein. Après avoir traversé ce village, il se forma dans la plaine en avant: en même temps que le prince de Hohenlohe se dirigeait avec une autre colonne par Massenheim et Telkenheim sur Hocheim. A l'aspect de ces forces imposantes, les Français qui n'avaient que 3 bataillons dans cette ville, ne jugèrent pas à propos d'attendre le choc, et se retirèrent précipitamment dans Mayence.

L'armée prit ensuite ses quartiers d'hiver aux environs de Hœchst, Francfort, Darmstadt, etc. Ils étaient couverts par le corps du prince de Hohenlohe qui resta en première ligne pour observer Mayence.

Les affaires prenaient sur ce point, comme sur tous les autres, une tournure plus favorable pour les alliés : de nombreux renforts affluaient de l'intérieur de la monarchie autrichienne, où tant de forces étaient restées dans l'inaction; déjà un corps nombreux destiné à renforcer en partie l'armée du Rhin, en partie à concourir avec les Prussiens à la reprise de Mayence, était arrivé sur le Necker; un autre corps rassemblé vers Nuremberg, allait mettre l'armée de Clairfayt en état de reprendre l'offensive sur la Meuse.

En attendant, l'hiver se passa assez tranquillement, et il ne fut troublé que par l'affaire de Hocheim. Custine avait détaché, le 3 janvier, le général Sédillot avec 8 bataillons de grenadiers pour s'emparer de cette ville, sans que rien pût excuser une expédition tentée pour ainsi dire au milieu des cantonnements d'une armée nombreuse et bien gardée. On attribua assez généralement cette fanfaronnade à l'envie de faire sa cour aux représentants que la convention venait d'envoyer à son armée; si ce bruit est fondé, il faut convenir que c'eût été leur donner un triste échantillon de son savoir-faire.

Quoi qu'il en soit, le duc craignant que les Français ne fissent de cette ville un poste avancé de la plus grande importance, en ordonna l'attaque pour le 6 janvier, avant qu'ils n'y fussent solidement établis. La colonne de droite, composée du corps du prince de Hohenlohe, devait opérer sur l'extrême gauche et sur les derrières de l'ennemi; celle de gauche attaquer Hocheim en échelons par bataillons, la droite en avant; elle était composée du corps de bataille.

Ainsi que cela arrive trop souvent à la guerre, la première colonne qui devait attaquer de nuit, ne parut qu'au point du jour, ce qui donna aux Français, qui avaient commis l'imprudence de ne

point s'éclairer, le temps de se retirer sur Cassel, avec perte de 18 pièces de canon et d'environ 800 hommes, dont 160 prisonniers. Ils furent d'autant plus heureux d'en être quittes à si bon marché, que le pont du Rhin étant rompu, et ne pouvant recevoir aucun secours de Mayence, ils devaient être tous pris. La tentative que les Prussiens firent sur Kœnigstein, ne fut pas si heureuse : le brave capitaine Meynier qui commandait ce fort, la repoussa glorieusement, et le duc la transforma en blocus dont la brigade du prince royal fut chargée.

Ainsi se termina la campagne sur la ligne du Rhin. Il faut maintenant rendre compte des opérations qui eurent lieu sur la ligne du centre.

Opérations sur la Moselle.

Nous avons quitté l'armée du Centre au moment où Kellermann venait d'en céder le commandement à Beurnonville. Ce nouveau général en chef, décoré du surnom d'Ajax français, avait les connaissances de détail communes à tout général qui cultive son art, mais rien de ce qui distingue un grand capitaine. Doué d'ailleurs d'un esprit droit et d'un caractère estimable, il possédait toutes les autres qualités qu'on désire dans un chef.

Arrivé à l'armée le 14 novembre, les premiers jours de son commandement se passèrent en échanges de dépêches avec Custine et avec le ministre de la guerre. Les deux premiers proposaient la marche sur Trèves; Beurnonville préférait renforcer l'armée du Rhin, en se prolongeant à droite, comme son prédécesseur l'avait déjà fait; ce qui présentait moins de hasards, et eût été au fond plus convenable, si au lieu de se borner à y porter une division, on avait résolu d'y pousser toute l'armée.

Nous avons déjà examiné en parlant des affaires de l'armée du Rhin, les chances des différents plans qu'on aurait pu adopter sur cette ligne d'opérations. L'importance d'un point quelconque provient parfois de sa position géographique, cependant elle résulte plus souvent de la situation respective des deux partis, et de l'emplacement momentané de leurs forces. Jusqu'à la fin d'octobre, la marche sur Trèves eût été un coup de maître, si elle avait été entreprise par toutes les forces disponibles de Kellermann, Custine et Biron, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Alors 60,000 Français s'emparant de Coblentz et des deux rives du Rhin avant l'ennemi, eussent opposé une barrière d'airain à sa retraite. Ce moment passé, Custine se trouvant maître de Mayence et de tout le pays jusqu'à la Lahn, et Dumouriez se dirigeant sur la Meuse, avec 60,000 hommes devant une armée inférieure de moitié et battue, la position de Trèves tombait par le fait. Les troupes entassées sans but entre Sarre-louis et cette ville, eussent été beaucoup mieux employées à renforcer une des armées agissant sur le flanc des alliés, afin d'assurer la prise de tout corps autrichien qui eût été assez téméraire pour tenir la campagne sur cette ligne. Dumouriez se trouvant déjà supérieur du double à l'armée de Clairfayt, c'était évidemment Custine qu'il fallait renforcer.

Il est reconnu qu'à moins d'une supériorité excessive, on ne saurait frapper en même temps sur les deux ailes et sur le centre : d'ailleurs, il est bien rare qu'un de ces trois points ne remplisse à lui seul tous les buts qu'on chercherait en marchant en même temps aux deux autres : dès lors, ces derniers cessant d'avoir la moindre importance, il deviendrait ridicule de se diviser pour y courir sans motif comme sans avantage.

Quand l'emplacement trop étendu des forces ennemies, ou la configuration du théâtre de la guerre s'y prête, rien de mieux que de manœuvrer contre le centre; dans le cas contraire, il faut se résoudre à manœuvrer sur une des ailes seulement. Mais si on a assez de forces pour attaquer avec avantage par les deux ailes à la fois, et envelopper l'ennemi, alors le corps laissé au centre ne doit y rester que le temps nécessaire pour donner le change : dès qu'il s'agit de s'engager sérieusement, il faut qu'il courre aux ailes agissantes, afin de les renforcer et d'imprimer plus de vigueur aux manœuvres décisives qui leur sont imposées.

Ces vérités applicables à cette circonstance, comme à des événements plus récents et d'une plus grande importance, signalent les causes des revers essuyés par Custine et par Beurnonville à la fin de 1792.

Les raisons les plus fortes s'opposaient donc à l'entreprise contre Trèves, quand elle fut formée;

c'est-à-dire au moment où l'armée prussienne, dégagée de toute crainte, avait repris l'offensive, et se concentrait près de Francfort. A cette époque, tout avait changé de face, et c'était s'enfourner gratuitement dans un pays sauvage et dénué de communications, coupé par une chaîne de montagnes qui, forme une espèce de prolongement des Vosges, et qui, si elle est moins élevée au-dessus du niveau de la mer, n'en est que plus âpre et plus escarpée relativement aux vallées qui la sillonnent. A la nature peu fertile de la contrée, se joignait encore la privation d'industrie qui frappe de langueur et de dépérissement tout État soumis au gouvernement sacerdotal. Aussi la misère de l'électorat contrastait-elle avec la splendeur des plaines du Palatinat et des deux rives du Rhin.

Les gens qui ont cru faire preuve de génie, en supposant des combinaisons sur une échelle immense, ont prétendu que cette expédition tendait à tourner l'armée de Clairfayt sous la Roër, et à la forcer de repasser le Rhin, et ont attribué à sa non-réussite, la triste issue de tous les événements postérieurs. Sans vouloir nier l'influence que le succès de l'opération eût eu sur les déterminations de Clairfayt, nous ne saurions accorder à ce raisonnement toute la profondeur qu'on lui a supposée; car Dumouriez, au moyen de sa grande supériorité, n'avait qu'à porter 40,000 hommes par Niedeggen, sur le flanc de son adversaire, pour obtenir en deux marches, dans un pays riche et ouvert, ce que Beurnonville ne pouvait exécuter à cinquante lieues de là par une attaque sur des positions inexpugnables. Nous répéterons d'ailleurs que ce mouvement fait par l'armée du Centre seule, était hasardé.

Le défaut d'intérêt stratégique, et la rigueur de la saison, n'empêchèrent point le conseil exécutif de persister dans la résolution de s'emparer de Trèves, et, au lieu d'envoyer sur le Mein 20,000 hommes qui eussent donné à Custine les moyens de se maintenir en Wétéravie, on s'amusa à une expédition dont on ne saurait s'expliquer la cause, qu'en l'attribuant à la petite satisfaction de tirer vengeance de l'électeur, qui le premier avait favorisé les rassemblements d'émigrés. Ce n'était plus à Coblentz, point de retraite des Prussiens, qu'on voulait se porter, c'étaient Trèves et Coblentz, anciens quartiers généraux des princes qu'on désirait punir; combinaison aussi étroite en politique, qu'elle l'était sous le rapport militaire.

Au surplus, la domination de l'électeur était assez détestée pour qu'on nourrît l'espoir d'être bien accueilli par le peuple. Cette considération, quelque puissante qu'elle parût dans le temps, n'était point un motif suffisant pour chercher, dans Trèves même, la réunion du pays à la république française; car en balayant la rive gauche du Rhin par des manœuvres sages, on eût obtenu ce résultat beaucoup plus facilement.

Après le départ des Prussiens, le prince de Hohenlohe-Kirchberg s'était chargé de couvrir le Luxembourg, de concert avec la brigade Brentano. Dès que le corps de Beaulieu, expulsé de Namur, se rapprocha des Ardennes, et Clairfayt de la Roër, le prince jugea que le meilleur emploi à faire de ses forces était de lesporter à la garde des défilés du pays de Trèves, d'où il protégerait également la place et le flanc gauche de l'armée des Pays-Bas. Après avoir jeté une garnison à Luxembourg, et des postes à Arlon, il ne lui restait guère que 10,000 hommes qui occupaient des positions retranchées, la gauche à la Montagne-Verte, le centre à Pellingen, la droite vers Hum et Konsaarbruck, avec une tête de pont sur la Sarre, et des postes détachés sur la montagne de Wawren dans l'angle de la Sarre. On voit par la carte que le point stratégique le plus accessible était la route du Zerf par Pellingen, et il paraît que sa position locale offrait aussi le moins d'obstacles. On ne pouvait manœuvrer contre la gauche de l'ennemi pour menacer sa retraite, puisqu'elle devait s'opérer sur Luxembourg et non sur le Rhin. D'un autre côté sa droite n'était accessible que dans le cul-de-sac d'entre Sarre et Moselle, il fallait donc faire l'effort principal sur Pellingen.

L'armée française, forte d'environ 20,000 hommes, partit de Saint-Wendel et de Tholey, le 28 novembre, et se dirigea par Zerf et Hermeskeil sur la route de Trèves. Un petit corps de 2,000 hommes seulement se porta par la voie romaine dans la presqu'île.

Le 6 décembre, le général Ligneville qui s'était réuni à l'aile droite, fit des attaques sur la Montagne-Verte, tandis que les brigades Lagrange et Des-

tourmel assaillirent Pellingen : ces efforts exécutés à vingt-quatre heures d'intervalle, et sans concert, furent repoussés. Au lieu de renouveler une tentative avec des moyens suffisants contre Pellingen, on fit des contre-marches pour porter le général Ligneville de l'extrême droite à la gauche, vers Wildingen, le long de la Sarre, perdant plusieurs jours à méditer, à écrire et à détruire ce qu'il y avait de bien dans la première direction donnée aux forces. L'armée qui était partie brusquement de ses cantonnements, sans être pourvue de tout son attirail de campagne, fut surprise par la neige et un verglas affreux, ses vivres et ses munitions eurent la plus grande peine à gravir les côtes escarpées qui coupent à chaque pas les routes de cette contrée; la pénurie et le mauvais temps avaient déjà introduit la désertion, les murmures et l'indiscipline dans le corps d'expédition. Au lieu de se hâter de frapper un coup décisif pour remédier ensuite à ces maux, soit en occupant Trèves, soit en se repliant sur Sarrelouis, on imagina d'étendre la faible armée sur les deux rives de la Sarre, de porter le général Delaage sur Wawren pour attaquer Konz par la presqu'île, et de renouveler les attaques vers Pellingen : projet bizarre, et qui suffit pour caractériser toute cette entreprise.

Ainsi une armée qui se trouvait déjà sur la droite de la Sarre, en face de l'ennemi, allait faire passer une division d'élite sur la rive gauche, pour avoir la peine de retourner sur la rive droite de vive force, et sous les yeux d'un ennemi retranché et supérieur au détachement qui l'attaquait : une telle faute serait difficile à croire, si on ne l'avait vu renouveler de nos jours d'une manière bien plus criante dans une occasion où il s'agissait des destins de l'Europe.

Le 12 décembre, l'attaque projetée s'exécuta. Non content d'être détaché sur un point où il ne pourrait rien faire de bon, le vieux général Delaage divisa encore sa petite troupe en trois colonnes, celle dirigée vers Grevenmachern, fut complétement culbutée; la deuxième manœuvra vers les bois de Wawren, et la troisième tourna les hauteurs de Bibelhausen, mais l'échec survenu à la première rendit inutiles ces mouvements décousus.

Le 13, la tentative fut renouvelée avec des renforts. Les grenadiers emportèrent les hauteurs de Wawren; les généraux Pully et Landremont ayant repoussé les Impériaux jusqu'à leurs batteries de seconde ligne, menaçaient Konsaarbruck, lorsqu'une réserve ennemie culbuta de nouveau la colonne de gauche, et força les autres à renoncer à leurs avantages. Plusieurs versions ont attribué à des renforts venus de Luxembourg l'honneur de cette petite victoire ; il serait possible que le corps de Beaulieu replié sur les Ardennes, eût fait quelques détachements qui eussent contribué avec la garnison de Brentano à chasser les Français de Grevenmachern et Tavern; le défaut de documents certains sur cet épisode de la guerre, et le peu d'intérêt que cette circonstance offre pour l'histoire nous a empêché d'en vérifier l'authenticité.

Le général Beurnonville n'avait pas été plus heureux vers Pellingen qu'il occupa instantanément, mais qu'il dut abandonner à l'arrivée des réserves ennemies.

L'inutilité et les mauvaises combinaisons de cette entreprise ne sont comparables qu'à l'opiniâtreté que l'on y mit. Le général en chef renforça ses colonnes pendant la nuit, et le 15, on attaqua de nouveau les hauteurs de Ham, sur quatre points différents. Les résultats ne pouvaient manquer d'être les mêmes; malgré la constance des troupes et le courage du général Pully, on ne réussit sur aucun point. Les Autrichiens déployèrent dans ces combats une valeur également honorable pour les troupes et pour celui qui les commandait.

Beurnonville convaincu que l'utilité de son expédition, n'était pas proportionnée aux sacrifices qu'elle coûtait à son armée, trouvait ceux-ci d'autant plus pénibles, et ne cherchait qu'un prétexte pour y renoncer. Les représentants envoyés à l'armée de la Moselle jugèrent par eux-mêmes que toutes tentatives ultérieures seraient sans succès, et la retraite fut ordonnée. Les troupes qui se trouvaient à la droite de la Sarre se replièrent sur Mertzig, masquées par celles de la gauche. L'infériorité des Autrichiens ne leur permit pas de sortir de leurs retranchements, pour inquiéter la retraite; elle s'exécuta sur Sarrelouis, aussi bien qu'une telle opération peut se faire dans des circonstances semblables; et le général Labarolière

eut la sagesse de la couvrir par plusieurs attaques réitérées, et une vive cannona de sur Konsarbruck, sans lesquelles elle eût vraisemblablement dégénéré en déroute.

Ainsi finit une expédition mal conçue, dont plusieurs écrivains ont parlé avec emphase : on épuisa inutilement par cette campagne pénible, faite dans un pays difficile, et dans une saison extraordinairement rigoureuse, des troupes qu'on aurait pu employer avec un grand avantage entre le Rhin et la basse Meuse ou sur le Mein. On fut contraint de les mettre en quartiers d'hiver sur les rives de la Sarre, dans un état de dénûment difficile à dépeindre, et auquel la proximité des grands dépôts de Metz pouvait seule apporter quelque remède.

CHAPITRE XII.

Démêlés avec Genève et avec la Suisse. — Affaires du comté de Nice. — Expédition de Sardaigne.

Instruit de la réussite de l'invasion du comté de Nice, et convaincu que les troupes sardes rentreraient en Piémont à l'approche de l'hiver, le général Montesquiou ordonna aux généraux Rossi et Casabianca de s'avancer jusqu'au Mont-Cénis et au petit Saint-Bernard, où ils parvinrent sans résistance. Dès lors la Savoie entière se trouvait soumise, et la chute des neiges en assurait la paisible possession jusqu'au printemps. Cette circonstance vint fort à propos mettre le général français en état de tourner ses vues du côté de la Suisse, qui commençait à s'agiter.

L'invasion de l'évêché de Bâle, le désarmement du régiment de Wateville à Aix, et, plus que tout cela, le massacre du 10 août, avaient excité le juste ressentiment des cantons : le licenciement inopiné des 12 autres régiments vint y mettre le comble. Malgré l'apparente neutralité du cabinet britannique, et en dépit des assurances données par Brissot et Dumouriez des dispositions de l'Angleterre envers la république naissante, l'agent du cabinet de Londres près la confédération, ne manquait pas de tirer parti de l'aigreur des esprits. Ses insinuations, puissamment et ouvertement secondées par les ministres d'Autriche et de Sardaigne, et par l'influence que la cour de Vienne exerçait sur l'avoyer Steiguer, étaient sur le point de décider une rupture.

Ce président de la république bernoise, magistrat habile, énergique, mais passionné, voulait, contre l'opinion d'hommes plus calmes, tirer vengeance de l'affront fait au nom suisse. A la puissante raison d'honneur national, l'avoyer de Berne en ajoutait une autre qui le touchait de plus près, et qui était peut-être le véritable mobile de sa conduite : il savait que les habitants du pays de Vaud et de l'Argovie, justement mortifiés de ne jouir d'aucuns droits politiques et d'être sujets de la bourgeoisie de Berne, avaient accueilli avec enthousiasme les rayons d'espérance que la révolution française leur avait apportés. On ne peut disconvenir en effet que, si le tiers état de France fut fondé à réclamer une part dans l'administration, ces deux provinces ne l'étaient pas moins à vouloir que la classe éclairée de leurs concitoyens, secouât des préjugés mille fois plus vexatoires encore que les priviléges de la noblesse française, car celle-ci pouvait du moins s'acquérir en servant bien l'État, tandis que les patriciens de Berne étaient à la fois plus exclusifs et plus orgueilleux.

De tous les gouvernements, le plus abusif est sans contredit celui qui donne aux bourgeois d'une seule ville, le droit de souveraineté sur un pays entier. Que penseraient en effet la noblesse et les citoyens de France et d'Allemagne, si les bourgeois de Paris et de Vienne prétendaient être souverains de ces peuples, et seuls susceptibles de remplir les dignités de l'État ? De semblables abusont pu s'introduire dans les siècles d'ignorance ou de féodalité; mais ils n'ont jamais résisté à la raison et aux saines lumières. Les fiers et redoutables Romains eux-mêmes, auxquels Montesquiou n'a pas craint de comparer le sénat de Berne, ne furent-ils pas obligés de concéder le droit de cité à la majeure partie des peuples Latins?

Cette privation des droits les plus sacrés, paraissait d'autant plus pénible aux habitants des pays de Vaud et d'Argovie, que, nulle part en Suisse, l'instruction n'est aussi généralement répandue

que dans ces deux provinces (1); et que toutes deux ont fourni des hommes distingués par leurs talents et leurs vertus.

Le gouvernement de Berne, pour se justifier, vantait la douceur et la paternité de son administration : les Vaudois et les Argoviens, au contraire, soutenaient que, s'ils jouissaient de la tranquillité, ils en étaient plutôt redevables à un concours de circonstances indépendantes de sa volonté, qu'à sa sollicitude. En effet, la neutralité dont jouissait, depuis deux siècles, le sénat de Berne, était moins le résultat de sa politique, que de la position géographique du canton et du système des grands États voisins. Si les impôts étaient modérés, c'est que cette neutralité dispensait l'État d'entretenir aucune troupe permanente : les routes se réparant par corvée, les dépenses à la charge du fisc se réduisaient au salaire d'un très-petit nombre de fonctionnaires. Or ces dépenses étaient si modiques, que depuis plus de cent ans, l'excédant des recettes formait un capital assez considérable, pour que la rente seule suffît à l'acquittement des charges publiques; et que, chaque année, le trésor pût se grossir successivement du produit de l'impôt.

En examinant les choses de plus près, on voit donc que les pays de Vaud et d'Argovie, sous la sujétion du canton de Berne, ressemblaient à des fermes bien exploitées; mais outre que le plus grand profit tournait à l'avantage du propriétaire, il y avait dans cette ferme des maîtres et des valets, et ce dernier rôle était le lot exclusif des Vaudois, abus qui ne devait pas manquer d'être renversé à la fin du 18ᵉ siècle.

Dès l'année 1791, des germes de mécontentement s'étaient manifestés dans le pays de Vaud, et le gouvernement avait été obligé d'employer la force pour les étouffer. Accusés de haute trahison, plusieurs Vaudois furent jugés par un tribunal suprême, et condamnés, les uns au bannissement, les autres à un emprisonnement limité. Le capitaine Laharpe, principal moteur, avait été condamné à mort par contumace (2).

Si cet acte de sévérité avait contenu l'effervescence, il avait aussi aiguisé les haines, et servi d'aliment aux passions. La conquête de la Savoie par l'armée française, parut offrir aux Vaudois comprimés, l'occasion de secouer le joug ; les esprits étaient exaltés, et nulle part, sans doute, le système de propagande ne pouvait compter de plus chauds partisans.

Le sénat de Berne aurait pu fixer à cette époque le sort de la Suisse et le sien, en cherchant à concilier tous les intérêts : mais le parti de l'avoyer Steiguer était aussi exalté que celui des dissidents de la haute noblesse de France; il voulait tout ou rien. En penchant pour la guerre, il espérait concourir à la contre-révolution, et servir à la fois, les patriciens Bernois et la vengeance nationale. Il eût été prudent d'apaiser les mécontents, par d'adroites concessions qu'on fut obligé d'accorder plus tard à la force.

Indépendamment des questions générales débattues à la diète helvétique, il est certain qu'il fut mis en délibération de déclarer la guerre à la France : si cet avis ne prévalut pas, c'est que le but et les moyens de la coalition, cachés par l'Autriche et la Prusse comme un secret d'État, ne furent jamais communiqués à la diète; que loin de lui faire des propositions d'alliance ou de subsides, la cour de Vienne approuva, le 29 août, la résolution de neutralité prise au mois de mai; et que, d'un autre côté, le cabinet de Turin, timide et circonspect, paraissait se fixer à une neutralité armée dans ses possessions transalpines.

Dans cet état de choses, il ne fallait qu'une étincelle pour allumer un grand incendie : et cette étincelle jaillit de Genève, petite république trop connue par l'esprit de faction qui divise ses habitants et qui, en moins d'un siècle, a failli causer plusieurs fois leur ruine.

Cette ville, alliée des Suisses, entrepôt général du commerce de l'Helvétie méridionale et de la France, était gouvernée par un sénat aristocratique, dont un arrêt sévère, peut-être même injuste, avait

(1) Nous ne prétendons pas que la ville de Berne soit moins éclairée que le pays de Vaud : il y a d'excellents administrateurs dans cette capitale ; mais les habitants des campagnes sont moins instruits que ceux des nombreuses petites villes du canton de Vaud.

(2) C'est le brave général de division Laharpe qui fut tué au passage du Pô, en 1796.

banni un citoyen qui, grâce à la révolution, venait d'obtenir en France le portefeuille de l'intérieur, et d'entrer par là même au conseil exécutif.

Clavière, puisqu'il faut le nommer, avec plus d'esprit d'intrigue que de véritable génie, était d'ailleurs trop vindicatif pour suivre la maxime généreuse de Louis XII. Ministre français, il épousa la querelle du citoyen de Genève : et, au lieu d'user de son ascendant sur le conseil exécutif pour entretenir la bonne harmonie entre les deux républiques, il fut charmé de trouver dans les plaintes des mécontents de Genève, l'occasion d'humilier la faction dont il avait à se plaindre, au risque de causer la ruine de sa patrie.

Sans déclaration préalable, et sous prétexte de favoriser l'élan démocratique de quelques affiliés du club des jacobins, mais en effet pour rançonner cette ville, Servan mandait au général Montesquiou : *Il sera beau d'aller briser les fers que le despotisme avait forgés pour accabler les Genevois, s'ils voulaient établir les droits de l'homme.* (*Voy.* pièces justificatives des livres II et III, n° 12.)

Outre que cette agression inutile répugnait à Montesquiou, il fallut du temps pour rassembler 10 à 12 bataillons disséminés dans les vallées, et l'artillerie nécessaire à cette expédition. Le sénat de Genève informé à temps, voulut conjurer l'orage en invoquant le secours de Berne et de Zurich. Bien que le corps helvétique eût assuré le général Montesquiou de la ferme résolution de maintenir la plus stricte neutralité, si les puissances ne commettaient aucune agression contre le territoire de la confédération, ces deux cantons se croyaient en droit de prendre toute précaution intérieure, et pensaient que le sort de la Suisse était attaché à l'indépendance de Genève : engagés de plus par leurs traités, à venir à son secours, ils y envoyèrent aussitôt 2 bataillons, avec l'ordre de la défendre jusqu'à l'extrémité. Berne alla plus loin, elle rassembla sous les ordres du général Muralt, un corps de 10,000 hommes à Nyon et Trelex, tandis que sur la frontière occidentale du canton, une division de 5 à 6,000 hommes observa les Français qui, maîtres de Porentruy, menaçaient les districts d'Erguel et de Munsterthal, annexés au territoire helvétique, sous la protection spéciale de Berne.

L'arrivée de la garnison suisse à Genève, le 30 septembre, y causa une telle sensation, que l'envoyé de France en prit alarme et quitta son poste pour se retirer à Carouge.

Cependant si ces mesures rapides et énergiques déconcertèrent le conseil exécutif, elles ne le firent point renoncer à ses projets ; car le siége de Genève fut ordonné.

Montesquiou était trop sage pour ne pas prévoir les conséquences d'une démarche aussi brusque. Calculant avec le colonel d'Arçon, que sa petite armée ne viendrait pas à bout de soumettre Genève pendant l'hiver, en présence de toutes les forces helvétiques, il craignit avec raison que les Sardes reprenant l'offensive au printemps, de concert avec les Autrichiens, n'eussent l'envie d'en faire une place d'armes sur le Rhône, au moment où l'accession de la Suisse à la coalition, causerait de nouveaux embarras du côté du Rhin. Le seul moyen de détourner tous les malheurs qui en résulteraient inévitablement, était de faire les plus grands efforts pour conserver la neutralité d'un pays qui couvrait tout le centre des frontières de France : le général prit donc le parti de négocier pour obtenir le renvoi des troupes des deux cantons, en même temps qu'il feignit d'obtempérer aux ordres du conseil exécutif en rassemblant 1,800 hommes à Gex, et environ 4,000 à Carouge, avec quelques pièces de canon.

Ces conventions rétablissant les choses sur le pied où elles étaient avant l'approche des troupes françaises, ne satisfirent point Clavière, qui voulait le triomphe du parti populaire dans toute son étendue. On imposa d'autres conditions qui auraient tout brouillé en renversant les anciens traités de Genève avec la Suisse ; et des agents de confiance de la faction de la Gironde, furent chargés de hâter le dénoûment de la nouvelle négociation, ou pour parler plus juste, de déterminer la rupture. Montesquiou sut détourner le coup : instruit qu'on agitait, à Berne, le renvoi de l'ambassadeur de France, Barthélemy ; que la diète était restée assemblée ; que malgré les déclarations de neutralité, un nouveau renfort allait entrer à Genève ; enfin prévenu que l'envoyé anglais s'était rendu dans cette ville pour encourager le sénat à la résistance, en lui promettant l'appui de la Grande-Bretagne ; il crut devoir encore rendre un service à son pays,

en signant une seconde convention peu différente de la première : il appuya ces mesures de raisonnements si victorieux qu'il parvint aisément à convaincre le conseil.

Cependant ses ennemis, furieux de ne pouvoir triompher de sa prudence et de sa modération, l'attaquèrent plus ouvertement en l'accusant de trahison ou de péculat, et Clavière ne rougit pas de leur prêter son ministère pour le perdre. Sur un rapport plein de faussetés fait par Rovère, et appuyé par Tallien, le brave général fut mis en accusation par un décret de la convention. Informé à temps par ses amis, il évita par la fuite le sort réservé à ceux qui, dans ces jours désastreux, avaient le malheur de résister ou de déplaire aux anarchistes : il se réfugia en Suisse, emportant avec lui l'estime universelle, les regrets de tous les bons Francais, la reconnaissance et la vénération des Genevois.

Débarrassés de toutes entraves, les diplomates révolutionnaires, exaltés par les succès de Dumouriez, persistèrent à insister sur le départ des Suisses, sans admettre aucun des autres articles, et provoquèrent, le 21 novembre, un décret à la suite duquel les troupes des deux partis se retirèrent le premier décembre. Celles de l'armée des Alpes cantonnèrent en Savoie; les contingents Bernois furent licenciés et renvoyés dans leurs foyers. Ainsi, la France redevable à Montesquiou du service le plus éminent qui lui eût été rendu dans le cours de cette année, après l'expulsion des coalisés, l'en paya d'ingratitude, comme cela n'arrive que trop souvent dans les républiques.

A la vérité, le parti de Clavière triompha à Genève aussitôt que les troupes suisses l'eurent quitté : la révolution opérée sans secousse remarquable, se fit le 7 janvier, sous l'influence de M. de Châteauneuf; le parti plébéien reprit dans les affaires une supériorité décidée, et il en fit du moins usage sans commettre d'excès.

La victoire de Jemmapes remportée sur ces entrefaites, avait sans doute beaucoup contribué à la tournure heureuse que prirent ces affaires; cependant le général n'en conserva pas moins tout l'honneur de cette négociation, car si l'on eût tiré un coup de fusil, on ne saurait trop calculer quelles en auraient été les suites. Il est permis de croire que des succès en Belgique, n'eussent point arrêté le cours d'une guerre, commencée avec acharnement par une nation belliqueuse, sur la frontière dégarnie de la Franche-Comté et de l'Ain.

Le colonel Weiss contribua de son côté, par la modération et la sagesse qu'il développa dans une mission de la même nature, à rapprocher les deux républiques; leurs rapports furent plusieurs années sans nuage, jusqu'à ce que la tourmente révolutionnaire entraînant tout dans son cours, vint jeter en Suisse de nouveaux éléments de discorde.

Armée du Var.

Tandis que ces choses se passaient à l'armée des Alpes, celle du Var était soumise à de plus rudes épreuves. Les plaintes occasionnées par les désordres des troupes furent si multipliées, et d'une nature si grave, que la convention chargea plusieurs de ses membres de faire une enquête sur la conduite du général en chef Anselme. Les militaires lui reprochaient de s'être endormi à Nice, sans penser à occuper Saorgio, quand il en était encore temps. Les amis de l'ordre lui attribuaient la destruction de tous les liens de la discipline, les sociétés populaires voulaient le rendre responsable des dilapidations des magasins et des friponneries de ses administrations, dont l'esprit de rapine avait, selon elles, arrêté l'élan des Niçards vers la liberté.

Assez adroit pour conjurer ce nouvel orage, le général attira l'attention des commissaires sur les affaires intérieures de la province, en opposant aux griefs portés contre lui, le vœu émis par quelques affidés pour la réunion du comté de Nice à la France, désir qui semblait confondre ses accusateurs.

Au moment où il jouait cette comédie, les Sardes réunis au nombre de 7 à 8,000 hommes, sous les ordres du comte Saint-André, partaient de Saorgio pour enlever le général Brunet dans Sospello. Cette entreprise, exécutée par plusieurs petites colonnes, courant en direction divergente depuis la Vésubia jusqu'à la mer, ne pouvait avoir qu'un succès éphémère. Suivant quelques versions, le plan des Piémontais n'était pas de s'étendre autant

qu'ils le firent; leur colonne de droite s'égara, et au lieu de descendre du Moulinet sur le col de Braus, s'en alla vers Luceram. Ces petits détachements, traversant des vallées difficiles par Breglio et Bevera sur Castiglione contre la droite, par Brouis sur Sospello au centre, par Moulinet et Luceram contre la gauche, opérèrent sans ensemble. Brunet poussé de front et menacé de loin, se replia de Sospello sur l'Escarena, sans autre perte que celle d'une centaine d'hommes et de 3 petites pièces de canon. Anselme accouru de Nice à son secours avec 4 bataillons, ayant repris Sospello, les Sardes se replièrent sur Breglio et Saorgio d'autant plus inquiets de ce retour de fortune qu'ils n'avaient aucune communication entre eux. Dumerbion était resté dans Levenzo, contenu par les démonstrations de l'ennemi.

Le général Anselme, craignant désormais de pousser ses détachements trop loin, se décida à évacuer Sospello, porta la brigade Brunet à l'Escarena et au col de Braus; puis il confia le commandement au général Dagobert, vieillard aussi respectable par son courage que par la noblesse de son caractère, et auquel nous verrons jouer un rôle plus digne de lui aux Pyrénées dans la campagne suivante.

Enhardis par cette retraite des postes français, les Piémontais voulurent en profiter pour déboucher de Sospello, et s'établir sur les hauteurs au delà de cette ville; Dagobert les culbuta le 3 décembre avec perte.

Les plaintes sur le compte du général Anselme s'étant renouvelées près des nouveaux commissaires envoyés par la convention, ceux-ci moins scrupuleux que leurs prédécesseurs, le dénoncèrent, et il fut mandé à Paris pour y rendre compte de sa conduite.

L'hiver mit un terme aux hostilités dans les montagnes, et tandis que la cour de Turin se préparait à pousser la campagne suivante avec vigueur, le gouvernement français profitait du temps où il était encore maître de la mer, pour porter la terreur à Naples et en Sardaigne. Quoique ces expéditions aient été exécutées dans le commencement de 1793, on peut les considérer comme faisant la clôture de celle de 1792; et nous croyons devoir les rapporter ici.

Quelques-uns de ces hommes remuants dont il ne manque jamais dans les temps de troubles, avaient persuadé au conseil exécutif que les habitants de l'île de Sardaigne, partisans de la révolution française, étaient disposées à se soulever dès qu'ils se verraient appuyés par des troupes étrangères. On ne peut trop savoir quelle fut la base de ces calculs : si l'île n'avait plus la même splendeur que sous les Romains, il fallait l'imputer à l'indolence de ses habitants, à l'insalubrité du climat, à l'état des nations voisines, plutôt qu'au despotisme de la cour de Turin. En vain les productions d'un sol abondant, et plusieurs ports commodes invitaient-ils les Sardes au commerce; rien ne put les sortir de l'état d'apathie dans lequel ils étaient plongés : soumis à leurs prêtres, aussi riches que des peuples agricoles peuvent l'être, gouvernés avec douceur, ils n'avaient aucune raison plausible de secouer le joug de cette cour qui, si elle ne faisait rien pour éveiller l'industrie chez eux, ne gênait son essor par aucune entrave. A la vérité, l'introduction de quelques agents du fisc piémontais, avait excité quelques murmures, mais ce n'était pas là un motif suffisant pour accueillir les hommes dont la conduite à Nice n'était guère propre à faire entrevoir une restauration désirable.

Quoi qu'il en soit, le ministère français entraîné par des assertions mensongères, conçut, dès le mois d'octobre l'inutile projet de tenter une expédition contre l'île avec l'escadre de l'amiral Truguet, secondée de troupes de débarquement tirées de Marseille, de la Corse et de l'armée du Var.

Les représentations d'Anselme sur l'état de faiblesse et de dénûment de son armée, obligèrent de l'ajourner; cependant la Savoie étant entièrement conquise, et le comté de Nice soumis autant que la saison avancée le permettait, le ministère ordonna aux généraux d'en faire les préparatifs.

Brunet, venant de succéder à Anselme (1), sai-

(1) Le général Brunet n'était pas sans mérite, ses talents comme général en chef ne furent pas assez mis à l'épreuve pour qu'on puisse le juger par ses exploits, mais il était ferme, ami de l'ordre et de la discipline, plein d'activité et de zèle.

sit avec empressement ce prétexte de se débarrasser de la phalange marseillaise qui portait le désordre partout, et y joignit quelques détachements les plus indisciplinés de son armée; la ville de Marseille fournit une partie des approvisionnements et autres objets nécessaires.

Pendant que ces préparatifs se poussaient avec toute la célérité que l'épuisement des moyens permettait d'y apporter, une division de l'escadre aux ordres du contre-amiral Latouche, cingla vers Naples pour faire reconnaître la république et désavouer les menées de l'envoyé des Deux-Siciles à Constantinople, contre l'ambassadeur Sémonville. Depuis que la prise de Minorque et les efforts des deux nations avaient affranchi la Méditerrannée en 1790, les doubles rapports de la maison de Naples avec l'Autriche et la France alors alliées, unissaient étroitement le royaume des Deux-Siciles au cabinet de Versailles; la révolution apporta ici un changement bien plus notable encore qu'en Espagne, où des intérêts de la plus haute importance balancèrent les sentiments personnels. Rien à Naples n'empêchait de donner essor à la haine que la reine, sœur de Marie-Antoinette, portait aux républicains.

L'influence que le cabinet de Vienne exerçait, par cette princesse autrichienne et par le ministre Acton, sur les affaires du royaume, n'était point un mystère; mais pouvait-on se promettre de changer facilement cet état de choses, par l'apparition instantanée d'une escadre?

La position littorale d'une capitale immense dans laquelle l'empire semble concentré, la mettait sans doute à la merci de la puissance qui pouvait y déployer l'appareil menaçant d'un bombardement : toutefois le danger cessait aussitôt que la flotte ennemie quittait le mouillage devant Naples, et l'influence s'évanouissait avec la peur. L'escadre française revint effectivement, après avoir arraché une déclaration, dont l'effet fut bientôt détruit par le burlesque rapport du grenadier Belleville à la convention nationale. Ce diplomate d'une nouvelle espèce, chargé de présenter la sommation de Latouche au gouvernement napolitain, vint le 7 janvier à la barre, rendre un compte fort singulier de sa mission, et donner une juste mesure de la manière extravagante dont les affaires de la plus haute importance se traitaient alors (1).

La division navale, battue à son retour par une violente tempête, faillit payer cher une course inutile. Dans cet intervalle la flotte de Truguet était entrée dans le port de Gênes pour y faire également reconnaître la république : de là elle fit voile pour se joindre à la division de Latouche dans les eaux de Cagliari.

Les préparatifs étant enfin achevés, 38 transports arrivés de Marseille à Villefranche, y embarquèrent le 8 janvier un corps de 4,000 hommes; on ne put en faire partir un plus grand nombre faute d'armes. La flotte fit d'abord voile vers l'île de Corse pour y compléter les troupes de l'expédition; mais battue et dispersée par une tempête, elle n'arriva que successivement et dans différents ports. D'un autre côté, le général Paoli qui méditait déjà de se rendre indépendant dans sa patrie, ayant apporté mille obstacles à l'embarquement des troupes, le corps d'armée ne fut renforcé que par trois faibles bataillons de ligne, quelques centaines de volontaires, et une compagnie d'artillerie, où Napoléon Bonaparte figurait, dit-on, comme simple lieutenant (2). Dans cet intervalle, 2 frégates s'emparèrent des îles Saint-Pierre et d'Antioche, à la pointe méridionale de la Sardaigne.

Le 23 janvier, l'escadre étant mouillée, dans la rade de Cagliari, au nombre de 20 vaisseaux, frégates, ou galiotes à bombes, le contre-amiral Truguet détacha un parlementaire pour demander la remise de cette capitale aux Français, sous peine d'être foudroyée et détruite de fond en comble. Le canot s'étant approché, et ne comprenant pas le signal du capitaine du port, qui refusait de le recevoir, la scène d'Oneille se renouvelle : un Sarde renverse d'un coup de fusil l'officier français, et un coup de canon à mitraille, tiré sur la chaloupe, y tue 14 hommes; le reste s'empresse de regagner la flotte. Celle-ci différa sa vengeance de quelques

(1) Voyez pièces justificatives des livres II, et III, n° 11.

(2) C'est une erreur : il fut nommé, vers cette époque, chef d'un bataillon de volontaires nationaux corses, et dut se trouver avec ce corps aux îles de la Magdeleine.

(*Rectification de* 1840).

jours; enfin le 27, à onze heures du matin, 7 vaisseaux de ligne et 4 galiotes à bombes commencèrent à tirer contre Cagliari, et continuèrent le feu avec vivacité pendant quelques jours, au bout desquels ils retournèrent à leur mouillage. Les Sardes, dont les batteries étaient nombreuses et bien servies, ripostèrent de leur mieux : un des vaisseaux échoua pour s'être trop approché de terre, d'autres éprouvèrent différents accidents; la ville essuya peu de dégats. Pendant la canonnade, on voulut faire quelques tentatives de descente, qui n'eurent aucun succès par l'ignorance et l'indiscipline des nouvelles levées.

Après un essai aussi malheureux, le contre-amiral revint à Toulon avec une partie de sa flotte, pour y prendre des vivres et des munitions, et ne tarda pas à être de retour sur les côtes de Sardaigne, où il fut joint les 2 et 3 février, par un renfort de vaisseaux et de troupes de débarquement.

On se crut alors assez fort pour tenter une descente, soit pour s'établir dans l'île, soit pour s'y procurer des subsistances; cependant le gouverneur que ces menaces avertissaient depuis un mois, avait eu le temps de lever un nombre de milices suffisant pour sa défense; la force de sa garnison s'élevait à 3,000 hommes, indépendamment de quelques corps organisés dans l'île. Après quelques tentatives préliminaires près la tour de Pula, et des reconnaissances vers Quarto, 4 ou 5,000 Français descendirent le 14 février, à midi, au-dessus de ce dernier point sur la plage de Saint-André, sous la protection du feu de 2 frégates. Le général Casabianca qui commandait les troupes de terre de l'expédition, les partagea en 3 colonnes, et les porta en avant à une assez grande distance les unes des autres; l'une d'elles marcha à gauche sur le fort de Saint-Elie, sans doute dans le dessein de prendre Cagliari à revers. La phalange marseillaise, voyant arriver la colonne de réserve à la chute du jour, la prit pour ennemie, fit feu sur elle, et se sauva dans le plus grand désordre, cherchant un refuge jusque sur la plage, et se jetant même à l'eau pour regagner les embarcations. Au même instant les Corses et les troupes de ligne qui étaient arrivés sous Cagliari s'y maintenaient en attendant le signal de l'attaque; le désordre des 2 autres colonnes obligea de les faire rétrograder. Le lendemain les Marseillais ajoutèrent à leur honte, en se mettant en insurrection formelle, pour forcer leurs chefs à se rembarquer.

Le 17, une violente tempête occasionna beaucoup de dommages à la flotte; le *Léopard*, vaisseau de 80 canons, périt; 2 frégates coupèrent leurs mâts pour éviter le même sort; plusieurs chaloupes et bâtiments de transport échouèrent et ceux qui les montaient tombèrent entre les mains des ennemis. A midi, les vaisseaux de guerre et les frégates établis devant la tour des Signaux, le Fort et le Lazaret quittèrent leur station. Les jours suivants, les troupes qui avaient été mises à terre furent rembarquées, et le 22, toute la flotte reprit le large. Le contre-amiral Truguet renvoya les troupes de débarquement où il les avait prises, et ramena à Toulon son escadre fort endommagée. Ainsi finit une entreprise sans intérêt réel, qui coûta un millier d'hommes, 2 vaisseaux et des sommes immenses.

Si la guerre maritime n'était pas déclarée, elle se trouvait à la veille de l'être : le conseil exécutif n'avait pas besoin pour s'en convaincre de se voir privé, depuis le 10 août, d'un ambassadeur anglais, et entraîné dans des explications pénibles avec le cabinet de Londres. Ce n'était pas à mettre en doute une guerre inévitable qu'il fallait s'appliquer, mais bien à prendre toutes les mesures pour la soutenir avec vigueur. Dès qu'on renonçait à la politique des Choiseul ou des Vergennes, qui avait fait luire des jours de paix et de bonheur sur le continent, la Grande-Bretagne ne pouvait pas trouver d'occasion plus heureuse pour une rupture : la France bouleversée à l'intérieur et privée de ses alliés, promettant un triomphe aussi facile que ses colonies agitées par des troubles et livrées sans défense, le gouvernement anglais eût été blâmable de n'en pas profiter.

Comment le ministère français, à la veille de se brouiller avec l'Espagne, put-il imaginer une entreprise qui devenait ridicule dès qu'on n'avait pas les forces suffisantes pour couvrir la Corse, ni même pour garder le comté de Nice? L'aveuglement des propagandistes, et l'ignorance absolue de l'état politique et militaire de l'Europe, peuvent seuls expliquer de semblables conceptions. Par les événements ultérieurs, la république dut s'applaudir en

quelque sorte de l'échec de Cagliari, puisqu'il empêcha un corps de 8 à 10,000 hommes d'être jeté dans l'île, où il eût été inévitablement perdu, sans intérêt pour la France, comme sans honneur pour ses armes.

Cette équipée mit fin à une campagne dont les résultats n'étonnèrent pas moins l'Europe que les changements de fortune qui signalèrent l'année suivante. Cependant l'observateur exercé n'y voit que la marche naturelle des événements, d'après la situation réelle des deux partis. Une armée d'élite, mais insuffisante, pénètre au centre d'une nation exaspérée, en laissant derrière elle des places formidables et des corps organisés égaux en forces : on répond à ses manifestes par le 10 août, les massacres du 2 septembre, la bonne contenance de Sainte-Menehould et de Walmy : accablée de plus par les maladies et sans communications directes dans un pays affreux, elle se retire et abandonne la Belgique aux coups d'une armée supérieure qui l'envahit avec succès. A leur tour, les Français s'affaiblissent en s'étendant ; leurs frontières n'étant plus menacées, les levées d'hommes cessent à l'instant où il aurait fallu non-seulement remplir les cadres, mais encore les augmenter ; le gaspillage, l'anarchie, les jacobins, dégoûtent le peuple belge et désorganisent l'administration de l'armée ; le principe de destruction germe dans son sein, et rien ne se prépare pour la rappeler à vie. Les alliés, au contraire, avertis par la bataille de Jemmapes, la prise de Mayence, la conquête de la Savoie et de la Belgique, de tout ce qu'ils ont à redouter, multiplient leurs préparatifs. De toutes les parties de la monarchie autrichienne des corps affluent vers le Rhin : une colonne s'approche par la Franconie de Cologne, pour renforcer l'armée des Pays-Bas ; une autre va joindre les Prussiens sous Mayence, pour arracher à l'ennemi ce boulevard de l'Empire : une troisième dirigée sur le Necker, doit couvrir la Souabe, et se préparer même à envahir l'Alsace. Les Hanovriens dirigés par le cabinet de Londres, attentifs aux dangers de la Westphalie et de la Hollande menacées par Dumouriez, mettent non-seulement leurs contingents sur pied, comme membres de l'Empire, ils préparent des corps plus nombreux et prouvent que l'Angleterre veut la guerre bien longtemps avant de la déclarer.

La diète de Ratisbonne, voyant l'Empire envahi sur la rive gauche du Rhin et menacé sur la rive droite, se prépare à des hostilités en attendant que la lenteur de ses délibérations les lui fasse proclamer dans les formes. Les Saxons sont en marche au nombre de 6,000 ; les Bavaro-Palatins et les troupes de Souabe en font autant : les Hessois, plus voisins du danger, redoublent d'efforts. Ces petits contingents ne formeront point l'armée des cercles, l'expérience a démontré les vices de son institution : mais d'excellents corps grossiront comme auxiliaires, des armées prussiennes ou autrichiennes.

De toutes parts la trompette guerrière appelle l'Europe aux combats ; c'est une nouvelle croisade dont on suppose les instruments aussi attachés à la cause qu'ils combattent qu'à celle qu'ils servent, et on fonde toujours sur des abstractions fausses l'espoir qu'ils sacrifieront leurs devoirs à l'amour de doctrines incertaines. Déjà tout se met en marche des rives du Weser à celles du Danube, et de l'Elbe à celle du Rhin, que la France est encore dans la torpeur ; cependant elle se réveillera bientôt ; et si, au début de la campagne elle se trouve prévenue par ses ennemis, ses forces se multipliant par le danger, nous la verrons terrible et formidable au moment où les plus habiles publicistes la supposaient anéantie.

Mais c'est déjà trop anticiper sur des événements qui appartiennent à la campagne de 1793 ; il est enfin temps de passer au récit des opérations de cette campagne si fertile en événements, et de laquelle date en quelque sorte l'ère politique où nous vivons.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

DES LIVRES II ET III.

1792.

N° 1.

Nôte adressée à Lord Grenville, par M. Chauvelin, du 19 *juin* 1792.

Le soussigné, ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Français, a fait parvenir à S. M. la note officielle que lord Grenville lui a adressée le 24 mai dernier, de la part de S. M. Britannique, en réponse à celle qu'il avait eu l'honneur de lui remettre, le 15 de ce même mois; ainsi que la proclamation royale, publiée en conséquence. Il a reçu l'ordre de présenter à S. M. Britannique le témoignage de la sensibilité du roi aux dispositions amicales et aux sentiments d'humanité, de justice et de paix, si bien manifestés dans cette réponse.

Le roi des Français en a recueilli avec soin toutes les expressions. Il se plaît en conséquence à donner de nouveau, au roi de la Grande-Bretagne, l'assurance formelle que tout ce qui peut intéresser les droits de S. M. Britannique, continuera à être l'objet de son attention la plus particulière et la plus scrupuleuse.

Il s'empresse en même temps de lui déclarer, conformément au désir énoncé dans cette réponse, que les droits de tous les alliés de la Grande-Bretagne qui n'auront point provoqué la France par des démarches hostiles, seront, par lui, non moins religieusement respectés.

En faisant, ou plutôt en renouvelant cette déclaration, le roi des Français jouit de la double satisfaction d'exprimer le vœu d'un peuple, aux yeux de qui toute guerre qui n'est point nécessitée par le soin d'une légitime défense, est essentiellement injuste; et de s'unir particulièrement aux dispositions de S. M. Britannique pour la tranquillité de l'Europe, qui ne serait jamais troublée, si la France et l'Angleterre s'unissaient pour la maintenir.

Mais cette déclaration du roi et les dispositions de Sa Majesté Britannique l'autorisent à espérer qu'elle se portera aussi avec empressement à employer ses bons offices auprès de ces mêmes alliés, pour les détourner d'accorder aux ennemis de la France, directement ou indirectement, aucune assistance; et pour leur inspirer, relativement à ses droits, c'est-à-dire, à son indépendance, les égards que la France est prête à manifester en toute occasion pour les droits de toutes les puissances qui demeureront envers elle dans les termes d'une stricte neutralité.

Les mouvements que s'est donnés le cabinet de Vienne auprès de diverses puissances, et principalement auprès des alliés de S. M. Britannique, pour les engager dans une querelle qui leur est étrangère, sont connus de toute l'Europe. Si l'on en croit même le bruit public, ses succès auprès de la cour de Berlin lui en préparent de nouveaux auprès des Provinces-Unies. Les menaces employées auprès de divers membres du corps germanique, pour les faire sortir de cette sage neutralité, que leur situation politique et leurs intérêts les plus chers leurs prescrivent, les arrangements pris avec divers souverains d'Italie, pour les déterminer à agir hostilement contre la France; et enfin, les intrigues qui viennent d'armer la Russie contre la

constitution de la Pologne : tout annonce de nouveaux indices d'une vaste conjuration contre les États libres, qui semble vouloir précipiter l'Europe dans une guerre universelle.

Les conséquences d'un tel complot, formé du concours de puissances si longtemps rivales, sont aisément senties par S. M. Britannique. L'équilibre de l'Europe, l'indépendance de divers États, la paix générale ; tout ce qui, dans tous les temps, a fixé l'attention du gouvernement anglais, se trouve à la fois compromis et menacé.

Le roi des Français présente ces graves et importantes considérations à la sollicitude et à l'amitié de S. M. Britannique. Vivement pénétré des marques d'intérêt et d'affection qu'il en a reçues, il l'invite à chercher dans sa sagesse, dans sa position et dans son influence, les moyens compatibles avec l'indépendance de la nation française, d'arrêter, tandis qu'il est temps encore, les progrès de cette ligne qui menace également la paix, la liberté, le bonheur de l'Europe, et de détourner surtout de toute accession à ce projet, ceux de ses alliés qu'on pourrait vouloir y entraîner, ou que même on serait parvenu à y entraîner déjà par la crainte, la séduction, et les divers prétextes de la plus fausse comme de la plus odieuse politique.

Réponse adressée par Lord Grenville à M. Chauvelin.

Whitehall, le 8 juillet 1792.

Le soussigné, secrétaire du roi, a eu l'honneur de mettre sous les yeux de Sa Majesté la note que M. Chauvelin lui a adressée le 18 juin.

Le roi reçoit toujours avec la même sensibilité, de la part de S. M. Très-Chrétienne, les assurances de son amitié et de ses dispositions pour le maintien de cette heureuse harmonie qui subsiste entre les deux empires. Sa Majesté ne refusera jamais de concourir à la conservation ou au rétablissement de la paix en Europe, par des moyens propres à produire cet effet, et compatibles avec sa dignité et avec les principes qui dirigent sa conduite. Mais les sentiments qui l'ont déterminée à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la France, doivent également la porter à respecter les droits et l'indépendance des autres souverains, et surtout de ses alliés : et Sa Majesté a cru que, dans les circonstances actuelles de la guerre déjà commencée, l'intervention de ses conseils et de ses bons offices ne pourrait être utile, à moins que d'être désirée par toutes les parties.

Il ne reste donc au soussigné que de réitérer à M. Chauvelin l'assurance des vœux que Sa Majesté forme pour le retour de la tranquillité, de l'intérêt qu'elle prendra toujours au bonheur de S. M. Très-Chrétienne, et du prix qu'elle attache à son amitié et à la confiance qu'elle lui a témoignée.

N° 2.

Rapport de Chambonas, ministre des affaires étrangères, à l'assemblée nationale.

On a dû prévoir dès l'origine de la révolution française, qu'elle nous attirerait de nombreux et puissants ennemis : au dedans, ceux dont le nouveau régime contrariait les intérêts, les passions, les préjugés : au dehors, des princes qui en redoutaient les effets pour leur autorité arbitraire ; ou qui, voulant profiter de nos troubles et de nos divisions, les ont prolongés par des vues d'agrandissement. A cette époque, presque toutes les chances nous étaient favorables : la Russie, livrée aux embarras d'une double guerre contre la Suède et la Turquie : l'Autriche, épuisée par trois campagnes brillantes mais ruineuses ; occupée au *Levant* à conquérir des déserts qu'elle devait restituer ensuite ; occupée à l'*Occident* à regagner de riches provinces soulevées ; et menacée plus ou moins de mouvements populaires et d'insurrection dans les différentes parties de ses vastes domaines : la Prusse, qui avait sourdement préparé à sa rivale tous ces embarras, n'attendant plus que l'occasion de se déclarer ouvertement pour lui porter le dernier coup : l'Angleterre et l'Espagne sur le point de se faire une guerre acharnée pour de misérables factoreries, pour de petits intérêts mercantiles : toute l'*Europe* enfin, travaillée dans tous les sens, soit par l'ambition des principales puissances, soit par le mécontentement général des peuples, en qui l'exemple des Français avait réveillé le sentiment de leurs droits et de leurs forces : telle était la situation po-

litique des États, dont nous avons maintenant à craindre les dispositions malveillantes. Le données ne sont plus les mêmes; les passions des princes ont pris un autre caractère : il faut se frayer une route nouvelle, et en calculer la direction sur les rapports actuellement existants. Quels sont ces rapports? c'est ce que je me propose de mettre sous les yeux de l'assemblée nationale.

Il ne faut pas se dissimuler qu'il existe dans presque toutes les cours de l'Europe, un esprit d'opposition aux principes de liberté, qui sont la base de la constitution française; mais il en est, dont le ressentiment s'est manifesté d'une manière plus prononcée. La maison d'Autriche, fidèle au plan d'une ambition héréditaire, a vu dans nos troubles un moyen d'agrandissement; et, parvenue à faire prendre le change à la maison de Brandebourg sur ses véritables intérêts, elle se dispose à recueillir seule les fruits de nos divisions. Cependant, quoique la rupture du traité de 1756 doive, encore plus que nos principes, aliéner le cabinet de Vienne, il paraît que cette guerre n'est pas vue de très-bon œil par la cour elle-même, et par le roi de *Hongrie* et de *Bohême;* et si de longues hostilités n'aigrissent pas les esprits, il sera possible de reprendre les négociations, pourvu qu'elles s'appuient sur d'autres bases que celles du traité de *Versailles,* et qu'elles ne compromettent pas les engagements que nous avons pris avec nos alliés.

La cour de Berlin paraît également animée contre la France quoiqu'on puisse ne la regarder que comme auxiliaire du roi de *Hongrie* et de *Bohême.* Il est cependant vrai de dire que cette animosité ne paraît pas partagée par la nation, par les hommes d'État et par les vieux généraux formés à l'école du *Grand Frédéric :* que cette alliance monstrueuse entre la Prusse et l'Autriche, qui menace l'indépendance de l'association germanique, ne saurait être durable, fût-elle fondée sur des *Traités de partage;* et que la Prusse peut encore revoir dans la France son alliée naturelle.

Les dispositions des électeurs de Trèves et de Mayence ne sont pas moins prononcées : malgré toutes leurs protestations, dues uniquement à la crainte d'attirer les armes françaises dans leurs États, et aux vives réclamations des habitants, ils ont constamment manqué à leur parole. C'est surtout dans leurs électorats que les émigrés ont trouvé asile et protection; qu'ils se sont exercés publiquement. On peut donc les regarder comme des ennemis déclarés; et on ne blessera aucune loi, en les traitant comme tels.

Il est inutile d'entrer ici dans le détail des divers États de l'*association germanique;* il suffira de présenter le tableau général de la diète actuelle. Les dispositions des esprits ne nous sont nullement favorables : il s'y exerce une surveillance très-exacte, de la part des ministres malintentionnés pour nous, sur ceux, qui paraissent incliner en notre faveur. Ceux-ci, qui forment le plus petit nombre, le savent, et ne ne veulent point se compromettre.

Nous avons une forte majorité contre nous, soit dans le collége électoral, soit dans celui des princes : et le collége des villes, qui nous serait peut-être favorable, est soumis, dans les grandes affaires, à des influences supérieures. La neutralité de l'Empire est donc aujourd'hui la chose la plus certaine : car, parmi les princes qui paraissent se rapprocher de ce système, il en est plusieurs qui montreront des sentiments tout différents, lorsqu'ils verront leurs États garantis par les armes de Prusse et d'Autriche. Leur contingent ne serait pas formidable, soit par les lenteurs inséparables du rassemblement, soit par le caractère de leurs troupes; mais on laissera l'option entre les troupes et l'argent; et le dernier moyen sera le plus expéditif. Aussitôt après la cérémonie du couronnement, l'Empereur fera une déclaration très-puissante pour entraîner l'Empire dans la guerre; et cette déclaration pourra seule nous éclairer sur les dispositions de diverses cours d'Allemagne, et fixer nos idées sur cet important objet : mais, en général, ces dispositions ne sont rien moins que faites pour nous rassurer.

La Russie n'a jamais employé à notre égard cette dissimulation perfide, cette duplicité de sentiments qui nous avait trop aveuglés sur les intentions des cours de Vienne et de Berlin. Depuis longtemps elle s'était déclarée ouvertement l'ennemie de notre révolution et la protectrice des émigrés; elle a été un des principaux moteurs du concert des puissances; elle a rompu de bonne heure les communica-

tions avec les agents français; la première, elle a adhéré aux mesures concertées pour la destruction de notre constitution; son alliance avec la Suède n'avait d'autre objet qu'une expédition commune contre la France; enfin, les secours qu'elle a accordés aux émigrés, l'envoi d'un ambassadeur à Coblentz, ses rigueurs envers nos envoyés, quand ils étaient suspects de patriotisme; tout semblait nous indiquer cette puissance comme l'ennemie la plus acharnée. Sa conduite était entièrement dirigée dans ce sens; quand, tout à coup, elle a vu la Prusse s'engager dans une guerre sérieuse sur les bords du Rhin. Alors sa politique s'est développée : on a vu clairement que la France, dont on la croyait prête à partager les dépouilles, était bien moins l'objet principal de son ambition que la Pologne. La direction de toutes ses forces de terre sur ce seul point, la lenteur des armements dans ses ports, et la défaveur sensible où sont tombés à la cour le prince de Nassau et un autre chef des émigrés; toutes ces circonstances engagent à croire qu'elle n'a réellement voulu que faire prendre le change aux cours de Vienne et de Berlin, sur ses véritables intentions. D'après les dernières nouvelles de Pétersbourg, il est certain qu'elle a refusé des secours aux Français; et que les émigrés, qui demandaient une escadre, n'ont pu obtenir qu'une frégate, qu'on leur a accordée, moins par intérêt pour eux, que pour débarrasser la Russie, de leur présence et de leurs sollicitations.

La mort de Gustave III a changé les dispositions de la cour de Suède. Le régent n'avait jamais partagé sur la France les opinions de son frère; il est aisé de prévoir qu'il ne donnera aucune suite aux engagements inconsidérés pris par le roi : cependant il ne pouvait brusquer ce changement; et, pour se dispenser de suivre les clauses d'un traité récent, il a été obligé de commencer par garder de grands ménagements. Voilà pourquoi cette cour n'a pas encore repris ses communications avec nous : mais les égards qu'elle témoigne à notre chargé d'affaires à Stockholm, la permission donnée à nos navires d'arborer dans les ports le pavillon national; la disgrâce des trois ministres qui nous étaient les plus opposés; la lenteur de ses armements de terre et de mer; tout nous annonce qu'elle gardera une stricte neutralité.

Depuis longtemps le Danemark n'a d'autre potique que de rester spectateur immobile des querelles qui agitent l'Europe : cette modération assure sa paix et sa prospérité. Le ministre danois est trop éclairé pour changer aujourd'hui de système : nous pouvons donc être sûrs de sa neutralité, puisque la justice, son intérêt et son expérience la lui commandent également.

La cour de Sardaigne montre des intentions évidemment hostiles. L'accueil qu'elle fait aux émigrés, l'intérêt qu'elle porte au sort des princes, l'éclat qu'elle a fait en dernier lieu au sujet d'un ministre patriote, ses préparatifs de campagne, enfin l'arrivée prochaine d'un corps de 10,000 Autrichiens qui doivent se rendre après la moisson à Tortone, son acquiescement au concert des princes, tout annonce qu'il est instant de se mettre en garde contre cette puissance.

Lorsque l'on connaît les dispositions de la Sardaigne, il est inutile de parler de celles de la cour de Madrid : elle a, comme ses voisines, rompu les négociations avec la France, favorisé les émigrés : aujourd'hui elle développe toutes ses forces.

L'influence qu'a perdue le pape dans la France, la destruction du clergé, la prise de possession d'Avignon par la France, et plus encore la cessation du payement des annates, nous ont fait de la cour de Rome une ennemie irréconciliable. Le pape a fait les plus vives réclamations contre la réunion d'Avignon; il s'est adressé à toutes les cours, même à la Russie, pour les faire appuyer. Il n'a voulu recevoir aucun agent français, sous quelque titre diplomatique que ce fût. Ainsi nous pouvons nous considérer comme dans un état de rupture déclarée avec le pape, qui attend vraisemblablement que l'attaque méditée ait lieu, pour joindre aux armements concertés des rois, les foudres qu'il tient en réserve dans le Vatican.

La république de Venise a fait déclarer aux cours de Vienne et de Turin, qu'elle persistait dans ses anciens principes de neutralité. Cependant, quoiqu'elle ait fait la paix avec la régence de Tunis, elle n'a pas encore désarmé; au contraire elle paraît vouloir fermer le golfe Adriatique aux vaisseaux français. Alors elle protégerait évidemment l'Autriche, puisqu'elle mettrait en sûreté les ports de Fiume et de Trieste, situés dans ce golfe.

Gènes, Florence et Neufchâtel conserveront la neutralité.

L'Espagne a paru s'éloigner de nous, sous le ministère de M. Florida-Blanca : c'est lui qui avait provoqué la fameuse cédule contre les Français, et les mauvais traitements de tout genre qu'on leur faisait subir, même aux négociants. Mais, depuis sa retraite et l'avénement de M. d'Aranda, les persécutions se sont ralenties ; le ministre de France a fait entendre ses justes réclamations, elles ont été accueillies en plus grande partie : il est permis de croire que les lenteurs et les réponses évasives de cette cour viennent d'une autre cause. En effet, la conduite vague qu'elle avait tenue jusqu'ici, paraissait s'approcher de la neutralité, plutôt que d'un système de rupture. Il n'est pas probable que nous en obtenions les secours stipulés par les traités, secours que nous lui avions offerts, au milieu des embarras d'une révolution ; mais ce n'est pas peu de chose, que d'être parvenu à renouer le fil des négociations.

Les rapports politiques entre la France et le Portugal sont, depuis longtemps, peu importants. Notre ambassadeur a été autorisé par le gouvernement à déclarer qu'il désirait avec ardeur le bonheur et la tranquillité de la France.

La Suisse est partagée d'opinions : le dernier conseil tenu à Frauen-Feld, prouve que les malveillants ne l'emporteront pas. Nous pouvons surtout compter sur les cantons de Bâle, Zurich, Lucerne ; la république du Valais et une partie des Ligues-Grises. Genève, toujours d'intelligence avec Berne et Turin, peut, malgré ses protestations, nous donner de l'inquiétude. Sous les prétextes les plus frivoles, elle a introduit sur son territoire les troupes sardes : elle rétablit ses casernes et ses murs : 3,000 hommes de troupes sardes sont déjà postés à Carouge et quelques autres villages à une très-petite distance de la ville. Ces mesures sont d'autant moins à dédaigner, que, depuis cette ville jusqu'à Lyon, le pays est ouvert. Il est donc important de veiller à ce que les Genevois n'ouvrent pas leur ville à nos ennemis ; et nos agents ont déjà fait à cet égard, les remontrances les plus énergiques.

De toutes les puissances, l'Angleterre est celle dont l'amitié convient le plus aux Français régénérés et libres. L'alliance qui les unirait, assurerait à jamais leur prospérité et leur élévation ; et toutes les puissances se ligueraient en vain contre elles. Depuis la révolution, les deux peuples, en s'estimant davantage, paraissent se rapprocher : mais, par la note qui en donne l'assurance, il ne paraît pas que le ministère soit jusqu'ici disposé à renouveler un traité ; il met encore dans ses communications la plus grande réserve : ce qui doit nous avertir d'avoir l'attention la plus scrupuleuse à ne lui donner aucun ombrage, à lui rendre une justice prompte dans les affaires particulières, à mettre une grande rigueur dans l'exécution du traité de commerce, et à lui faire la manifestation franche de notre aveu pour une alliance.

Jusqu'ici la neutralité a été le système suivi par les états généraux des Provinces-Unies : mais les renforts de troupes autrichiennes et prussiennes dans les Pays-Bas, donnant à la garantie de ces provinces une nouvelle force, il est à craindre que cette neutralité ne devienne illusoire, et que la Hollande ne fournisse des secours secrets à nos ennemis, soit en leur donnant les régiments allemands qui sont à son service, soit en leur fournissant des armes et des munitions de guerre ; soit en en empêchant l'exportation pour la France, comme cela a déjà eu lieu. Il ne s'agit que de conserver, à l'égard de cette puissance, la mesure de justice et d'énergie qui convient à une grande nation.

Il est des puissances qui sont à l'abri de toute influence contraire à notre révolution : telle est l'Amérique. Une identité de situation, une conformité de principes, le même amour de la liberté, feront toujours de ces nations deux peuples d'amis et de frères. Malheureusement, les distances et les bornes de la population ne permettent pas d'espérer ni même de demander aucune assistance militaire : mais elle nous rend un service non moins précieux ; et en nous donnant des secours dont nous avons besoin pour les colonies, elle acquitte suffisamment la dette de la reconnaissance et de la fraternité.

La Pologne, exposée aux mêmes dangers que la France, déploie la même énergie. Ces dangers, en les rapprochant de la France, pourraient servir de base à une alliance sincère et durable ; mais les distances semblent s'y opposer. Il faudrait, pour

en profiter, un intermédiaire qui fût favorable à l'une et à l'autre puissance, et à l'aide duquel elles pussent entretenir des communications. Cet intermédiaire, allié fidèle de la Pologne et de la France, sera le Turc. Il est vrai qu'on a eu l'impolitique de laisser refroidir et sa haine contre les deux puissances impériales, et son amitié envers la France : mais il sera facile de les ranimer ; car jamais le Turc n'oubliera les sacrifices qu'il a faits pendant la dernière guerre.

Telle est donc, en un mot, notre situation politique. Nous avons beaucoup d'ennemis, peu d'alliés sûrs, très-peu d'amis : mais la réunion qui s'est opérée, peut produire cet heureux effet d'augmenter nos forces, et de nous donner les moyens de résister à la ligue des puissances.

N° 3.

Décret qui détermine les mesures de sûreté générale, lorsque l'assemblée nationale aura déclaré la patrie en danger.

Du 15 juillet 1792.

L'assemblée nationale, considérant que les efforts multipliés des ennemis de l'ordre et la propagation de tous les genres de troubles dans les diverses parties de l'empire, au moment où la nation, pour le maintien de sa liberté, est engagée dans une guerre étrangère, peuvent mettre en péril la chose publique, et faire penser que le succès de notre régénération politique est incertain ;

Considérant qu'il est de son devoir d'aller audevant de cet événement possible, et de prévenir, par des dispositions fermes, sages et régulières, une confusion aussi nuisible à la liberté et aux citoyens, que le serait alors le danger lui-même ;

Voulant qu'à cette époque la surveillance soit générale, l'exécution plus active, et surtout que le glaive de la loi soit, sans cesse présent à ceux qui, par une coupable inertie, par des projets perfides, ou par l'audace d'une conduite criminelle, tenteraient de déranger l'harmonie de l'État ;

Convaincue qu'en se réservant le droit de déclarer le danger, elle en éloigne l'instant, et rappelle la tranquillité dans l'âme des bons citoyens ;

Pénétrée de son serment de *vivre libre ou mourir, et de maintenir la constitution ;* forte du sentiment de ses devoirs et des vœux du peuple, pour lequel elle existe, déclare qu'il y a urgence.

L'assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de sa commission des douze, et décrété l'urgence, décrète ce qui suit :

Art. 1er. Lorsque la sûreté intérieure ou la sûreté extérieure de l'État seront menacées, et que le corps législatif aura jugé indispensable de prendre des mesures extraordinaires, elle le déclarera par un acte du corps législatif, conçu en ces termes :

Citoyens, la patrie est en danger !

Art. 2. Aussitôt après la déclaration publiée, les conseils du département et de district se rassembleront, et seront, ainsi que les conseils généraux des communes, en surveillance permanente : dès ce moment, aucun fonctionnaire public ne pourra s'éloigner ou rester éloigné de son poste.

Art. 3. Tous les citoyens en état de porter les armes, et ayant déjà fait le service de gardes nationales, seront aussi en état d'activité permanente.

Art. 4. Tous les citoyens seront tenus de déclarer, devant leurs municipalités respectives, le nombre et la nature des armes et munitions dont ils seront pourvus. Le refus de déclaration, ou fausse déclaration dénoncée et prouvée, seront punis par la voie de la police correctionnelle, savoir : dans le premier cas, d'un emprisonnement, dont le terme ne pourra être moindre de deux mois ni excéder une année ; et dans le second cas, d'un emprisonnement, dont le terme ne pourra être moindre d'une année, ni excéder deux ans.

Art. 5. Le corps législatif fixera le nombre des gardes nationales que chaque département devra fournir.

Art. 6. Les directoires de département en feront la répartition par districts, et les districts entre les cantons, à proportion du nombre des gardes nationales de chaque canton.

Art. 7. Trois jours après la publication de l'arrêté du directoire, les gardes nationales se rassembleront par cantons ; et, sous la surveillance de la municipalité du chef-lieu, ils choisiront entre eux le nombre d'hommes que le canton devra fournir.

Art. 8. Les citoyens qui auront obtenu l'honneur de marcher les premiers au secours de la patrie en danger, se rendront trois jours après au chef-lieu de leur district : ils s'y formeront en compagnie, en présence d'un commissaire de l'administration du district, conformément à la loi du 4 août 1791. Ils y recevront le logement sur le pied militaire, et se tiendront prêts à marcher à la première réquisition.

Art. 9. Les capitaines commanderont alternativement, et par semaine, les gardes nationales choisies et réunies au chef-lieu de district.

Art. 10. Lorsque les nouvelles compagnies de gardes nationales de chaque département seront en nombre suffisant pour former un bataillon, elles se réuniront dans les lieux qui leur seront désignés par le pouvoir exécutif, et les volontaires y nommeront leur état-major.

Art. 11. Leur solde sera fixée sur le même pied que celle des autres volontaires nationaux : elle aura lieu du jour de la réunion au chef-lieu de canton.

Art. 12. Les armes nationales seront remises dans les chefs-lieux de canton, aux gardes nationales choisies pour la composition des nouveaux bataillons de volontaires. L'assemblée nationale invite tous les citoyens à confier volontairement, et pour le temps du danger, les armes dont ils sont dépositaires, à ceux qu'ils chargeront de les défendre.

Art. 13. Aussitôt la publication du présent décret, les directoires de district se fourniront chacun de 1,000 cartouches à balles, calibre de guerre, qu'ils conserveront en lieu sain et sûr, pour en faire la distribution aux volontaires, lorsqu'ils le jugeront convenable. Le pouvoir exécutif sera tenu de donner les ordres pour faire parvenir aux départements les objets nécessaires à la fabrication des cartouches.

Art. 14. La solde des volontaires leur sera payée sur les états qui seront délivrés par les directoires de district, ordonnancés par les directoires de département, et les quittances en seront reçues à la trésorerie nationale comme comptant.

Art. 15. Les volontaires pourront faire leur service, sans être revêtus de l'uniforme national.

Art. 16. Tout homme résidant ou voyageant en France, est tenu de porter la cocarde nationale.

Sont exceptés de la présente disposition les ambassadeurs et agents accrédités des puissances étrangères.

Art. 17. Toute personne revêtue d'un signe de rébellion, sera poursuivie devant les tribunaux ordinaires ; et, en cas qu'elle soit convaincue de l'avoir pris à dessein, elle sera punie de mort. Il est ordonné à tout citoyen de l'arrêter ou de la dénoncer sur-le-champ, à peine d'être réputé complice : toute cocarde autre que celle aux trois couleurs nationales, est un signe de rébellion.

Art. 18. La déclaration du danger de la patrie ne pourra être prononcée, dans la même séance où elle aura été proposée ; et, avant tout, le ministre sera entendu sur l'état du royaume.

Art. 19. Lorsque le danger de la patrie aura cessé, l'assemblée nationale le déclarera par un acte du corps législatif, conçu en ces termes :

Citoyens la patrie n'est plus en danger !

N° 4.

Mesures pour différentes levées de troupes, en 1792.

1° Le décret du 22 juillet 1791 devait donner environ 170 bataillons, celui du 5 mai 1792 en porta le nombre à 200, et en augmenta la force de 226 hommes, ce qui les mettait à 800 hommes ;

2° Un décret du 24 mai ordonna la levée de 54 compagnies franches, qui seraient organisées en légions, pour faire le service de troupes légères.

Des décrets postérieurs ajoutèrent une légion pour l'armée du Midi ; une autre, composée d'Allobroges : une troisième, de soldats étrangers.

3° Un décret du 12 juillet prescrivait la levée de compagnies départementales ;

4° Des corps de vétérans nationaux, augmentés à mesure que la guerre multipliait le nombre des hommes hors d'état d'en soutenir les fatigues, devaient être employés dans les places...

5° Deux divisions de gendarmerie seraient mises en activité à l'armée, et remplacées ;

6° Les corps de volontaires nationaux, dont la levée était déjà ordonnée, devaient être complétés ;

7° Une levée de 85,000 hommes avait été décrétée, le 12 juillet, pour compléter l'armée de ligne et former 42 nouveaux bataillons ;

Enfin, une loi définitive réglait la force de l'armée comme il suit :

Décret ordonnant que l'armée soit portée au complet effectif de 440 à 450,000 hommes ; qui détermine le mode de leur levée, et fixe le nombre de bataillons ou compagnies de volontaires à fournir par chaque département. (Du 20 juillet 1792.)

L'assemblée nationale, considérant que le meilleur moyen de détruire efficacement la ligue toujours menaçante des ennemis conjurés contre la nation française, est de leur opposer une force militaire, tellement imposante par sa masse seule, qu'elle leur fasse perdre tout espoir quelconque d'envahissement, et craindre au contraire, de voir bientôt porter chez eux, avec l'étendart de la guerre, le germe précieux de la liberté, qu'ils ne cherchent à anéantir en France, que pour perpétuer l'esclavage des nations ;

Considérant que le moment déclaré du danger de la patrie est aussi celui où tout citoyen doit s'empresser de venir offrir son bras pour la défendre, décrète qu'il y a urgence.

L'assemblée nationale, après avoir entendu sa commission extraordinaire des douze, réunie à ses comités militaire et diplomatique, et décrété l'urgence, décrète ce qui suit :

SECTION PREMIÈRE.

Articles généraux.

Art. 1er. L'armée de terre, destinée à défendre l'État contre ses ennemis extérieurs, sera portée, dans le plus bref délai possible, au complet effectif de 440 à 450,000 hommes, tant en troupes de ligne de toutes les armes, qu'en gardes nationales volontaires et en gendarmeries nationales.

Art. 2. Les quatre-vingt-trois départements du royaume fourniront 50,000 hommes destinés, d'après le mode qui sera ci-après fixé, à compléter les différents corps d'infanterie, cavalerie, troupes légères et artillerie de l'armée de ligne.

Cette levée sera répartie entre les différents départements, conformément au tableau annexé à la minute du présent décret.

Art. 3. Il sera tiré de différentes divisions de la gendarmerie nationale, dans toute l'étendue du royaume, un nombre d'hommes suffisant pour former deux nouvelles divisions de gendarmerie, destinées à être employées contre les ennemis extérieurs : ces hommes seront sur-le-champ remplacés dans les brigades respectives dont ils auront été tirés, de la manière et d'après le mode qui sera ci-après déterminé.

Art. 4. Les différentes compagnies de vétérans nationaux, créées par le titre 3 de la loi du 10 mai dernier, relative au ci-devant hôtel des Invalides, et dont la garnison est fixée par les articles 21 et suivants, seront mises à la disposition du pouvoir exécutif, pour être transportées partout où il croira le plus utile, et notamment dans les places déclarées en état de guerre, afin de contribuer à leur défense, autant par leur exemple et leur expérience de la guerre, que par leur bravoure et leur patriotisme reconnus.

Les vétérans retirés à l'hôtel, qui se croiraient encore en état de servir activement la patrie, ainsi que tous autres vétérans répandus dans toute l'étendue du royaume, sont autorisés, d'après le mode qui sera ci-après indiqué, à former de semblables compagnies.

Art. 5. Le nombre de 440 à 450,000 hommes, auxquels, d'après l'article 1er, l'armée doit être portée, sera complété par des volontaires nationaux, tant par ceux destinés à former le complément déjà décrété pour les bataillons organisés, que par la levée de nouvelles compagnies et de nouveaux bataillons, ainsi qu'il sera ci-après déterminé.

Art. 6. Pour faciliter et rendre plus prompte la levée des hommes destinés à compléter l'armée, tant en troupes de ligne et en vétérans, qu'en volontaires nationaux et en gendarmerie nationale, il sera nommé, par chaque conseil de département, de district et de commune, deux commissaires pris dans son sein ou hors de son sein, qui seront spécialement et uniquement chargés, sous la sur-

veillance de leurs conseils respectifs, d'accélérer ces différentes levées.

Les commissaires nommés par les conseils des communes, se concerteront avec ceux des districts, et leur rendront lés comptes que ceux-ci leur demanderont en conséquence. Il en sera de même des commissaires des districts envers ceux nommés par lesdits conseils de département.

Art. 7. Conformément au décret des 4 et 5 juillet, qui fixe les mesures à prendre lorsque la patrie est en danger, les gardes nationales et autres citoyens en état de porter les armes, se rassembleront par canton, trois jours après l'arrêté des directoires de départements ; et là, sous la surveillance de la municipalité du chef-lieu, et en présence d'un commissaire nommé par le directoire du district, il sera ouvert trois registres : l'un pour l'inscription des vétérans, le second pour l'engagement dans les troupes de ligne, le troisième pour l'inscription des citoyens qui, ayant été choisis par leurs frères d'armes pour servir en qualité de volontaires, et marcher les premiers à la défense de la patrie, conformément à l'article 7 du décret des 4 et 5 juillet dernier, accepteront ce choix honorable.

Art. 8. Les commissaires de district, dont il est fait mention dans l'article précédent, et qui seront nommés indépendamment de ceux désignés dans l'article 6 ci-dessus, auxquels est confiée la surveillance générale et continue des levées à faire dans leurs arrondissements respectifs, se rendront au lieu du rassemblement ; et, après avoir invité les citoyens à voler à la défense de la patrie et de la liberté, ils inscriront sur chacun des trois registres désignés en l'article précédent, les citoyens qui, ayant les qualités requises, se présenteront pour y être enregistrés.

Les officiers municipaux du chef-lieu de canton tiendront procès-verbal de la nomination qui aura été faite par les citoyens rassemblés, de ceux qui devront servir les premiers en qualité de volontaires : ce choix pourra se faire indifféremment parmi tous les citoyens, soit qu'ils fassent, ou non, partie de la garde nationale.

Dans le cas où quelques-uns de ceux qui auraient été choisis déclareraient ne pouvoir accepter, il sera sur-le-champ procédé à leur remplacement ; de manière que les citoyens de chaque canton ne puissent se séparer, sans avoir fourni le nombre d'hommes demandé.

Art. 9. Lorsque la levée prescrite par le présent décret à chaque département, sera entièrement terminée, les commissaires désignés dans l'article 6 ci-dessus, n'en continueront pas moins à s'assurer les remplacements indispensables, tant dans les vétérans que dans les troupes de ligne, en pressant et recevant de nouvelles inscriptions et de nouveaux engagements. En conséquence, sur la demande du ministre de la guerre, il sera fait, s'il y a lieu, de nouveaux fonds pour cet objet.

Art. 10. Les citoyens inscrits, tant pour le complément des troupes de ligne, que pour celui des bataillons, et pour la formation de nouveaux corps de volontaires nationaux, partiront au plus tard dans la huitaine du jour de leur inscription, et se rendront dans les lieux qui leur seront désignés par les directoires des départements, d'après les ordres que ceux-ci recevront du pouvoir exécutif.

L'approche des Prussiens ne laissant pas le temps d'attendre ces mesures, on décréta le 27 août une levée de 30,000 hommes, pris autour de Paris, sauf à les remplacer successivement.

N° 5.

Déclaration que le duc de Brunswick, commandant les armées combinées de LL. MM. l'Empereur et le roi de Prusse, adresse aux habitants de la France.

Donnée au grand quartier général de Coblentz, le 25 juillet 1792.

Leurs Majestés l'Empereur et le roi de Prusse, m'ayant confié le commandement des armées combinées qu'ils ont fait rassembler sur les frontières de la France, j'ai voulu annoncer aux habitants de ce royaume les motifs qui ont déterminé les mesures des deux souverains, et les intentions qui les guident.

Après avoir supprimé arbitrairement les droits et possessions des princes allemands, en Alsace et

en Lorraine; troublé et renversé dans l'intérieur le bon ordre et le gouvernement légitime; exercé contre la personne sacrée du roi, contre son auguste famille, des attentats et des violences qui sont encore perpétués et renouvelés de jour en jour; ceux qui ont usurpé les rênes de l'administration ont enfin comblé la mesure, en faisant déclarer une guerre injuste à S. M. l'Empereur, et en attaquant ses provinces situées aux Pays-Bas. Quelques-unes des possessions de l'empire germanique ont été enveloppées dans cette agression; et plusieurs autres n'ont échappé au même danger, qu'en cédant aux menaces impérieuses du parti dominant et de ses émissaires. S. M. le roi de Prusse, uni avec Sa Majesté Impériale par les liens d'une alliance étroite et défensive, et membre prépondérant lui-même du corps germanique, n'a donc pu se dispenser de marcher au secours de son allié et de ses co-États; et c'est sous ce double rapport qu'il prend la défense et de ce monarque et de l'Allemagne.

A ces grands intérêts se joint encore un but également important, et qui tient à cœur aux deux souverains; c'est de faire cesser l'anarchie dans l'intérieur de la France, d'arrêter les attaques portées au trône et à l'autel, de rétablir le pouvoir légal, de rendre au roi la sûreté et la liberté dont il est privé, et de le mettre en état d'exercer l'autorité légitime qui lui est due.

Convaincus que la partie saine de la nation française abhorre les excès d'une faction qui la subjugue, et que le plus grand nombre des habitants attend avec impatience le moment du secours, pour se déclarer ouvertement contre les entreprises odieuses de leurs oppresseurs, S. M. l'Empereur et S. M. le roi de Prusse les appellent, et les invitent de retourner sans délai aux voies de la raison, de la justice, de l'ordre et de la paix. C'est dans ces vues que moi, le soussigné, général commandant en chef des deux armées, déclare :

I. Qu'entraînées dans la guerre présente par des circonstances irrésistibles, les deux cours alliées ne se proposent d'autre but que le bonheur de la France, ***sans prétendre s'enrichir à ses dépens par des conquêtes;***

II. Qu'elles n'entendent point s'immiscer dans le gouvernement intérieur de la France; mais qu'elles veulent uniquement délivrer le roi, la reine et la famille royale de leur captivité, et procurer à S. M. Très-Chrétienne la sûreté nécessaire pour qu'elle puisse faire sans danger et sans obstacle les convocations qu'elle jugera à propos, et travailler à assurer le bonheur de ses sujets, suivant ses promesses, et autant qu'il dépendra d'elle;

III. Que les armées combinées protégeront les villes, bourgs, villages, les personnes et les biens de tous ceux qui se soumettront au roi, et qu'elles concourront au rétablissement instantané de l'ordre et de la police dans toute la France;

IV. Que les gardes nationales sont sommées de veiller provisoirement à la tranquillité des villes et des campagnes, à la sûreté des personnes et des biens de tous les Français, jusqu'à l'arrivée des troupes de LL. MM. Impériale et Royale, ou jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, sous peine d'en être personnellement responsables; qu'au contraire, ceux des gardes nationales qui auront combattu contre les troupes des deux cours alliées, et qui seront pris les armes à la main, seront traités en ennemis, et punis comme rebelles à leur roi, et comme perturbateurs du repos public;

V. Que les généraux, officiers, bas officiers et soldats des troupes de ligne françaises, sont également sommés de revenir à leur ancienne fidélité, et de se soumettre sur-le-champ au roi, leur légitime souverain;

VI. Que les membres des départements, des districts et des municipalités, seront également responsables, sur leurs têtes et sur leurs biens, de tous les délits, incendies, pillages, assassinats et voies de fait qu'ils ne se seront pas efforcés d'empêcher dans leur territoire; qu'ils seront également tenus de continuer provisoirement leurs fonctions jusqu'à ce que S. M. Très-Chrétienne, remise en liberté, y ait pourvu ultérieurement, ou qu'il en ait été autrement ordonné en son nom, dans l'intervalle;

VII. Les habitants des villes, bourgs et villages, qui oseraient se défendre contre les troupes de LL. MM. Impériale et Royale, et tirer sur elles, soit en rase campagne, soit par les fenêtres, portes et ouvertures de leurs maisons, seront punis sur-le-champ, suivant la rigueur du droit de la guerre, et leurs maisons démolies ou brûlées;

Tous les habitants, au contraire, desdites villes, bourgs et villages, qui s'empresseront de se soumettre à leur roi, en ouvrant leurs portes aux troupes de LL. MM., seront à l'instant sous leur sauvegarde immédiate : leurs personnes, leurs biens, leurs effets seront sous la protection des lois, et il sera pourvu à la sûreté générale de tous et chacun d'eux;

VIII. La ville de Paris et tous ses habitants sans distinction, sont tenus de se soumettre sur-le-champ et sans délai au roi; de mettre ce prince en pleine et entière liberté, et de lui assurer, ainsi qu'à toutes les personnes royales l'inviolabilité et le respect auxquels le droit de la nature et des gens oblige les sujets envers les souverains : Leurs Majestés Impériale et Royale rendant personnellement responsables de tous les événements, sur leurs têtes, pour être *jugés militairement*, sans espoir de pardon, tous les membres de l'assemblée nationale, du département, du district, de la municipalité et de la garde nationale de Paris, juges de paix, et tous autres qu'il appartiendra. Déclarant en outre Leursdites Majestés, sur leur foi et parole d'empereur et de roi, que, « si le château » des Tuileries est forcé ou insulté; que, s'il est » fait la moindre violence, le moindre outrage à » LL. MM. le roi et la reine et à la famille royale; » s'il n'est pas pourvu immédiatement à leur sûreté, » à leur conservation et à leur liberté, elles en ti» reront une vengeance exemplaire et à jamais » mémorable, en livrant la ville de Paris à une » *exécution militaire* et à une *subversion totale*, et » les révoltés, coupables d'attentats, aux supplices » qu'ils auront mérités. » Leurs Majestés Impériale et Royale promettent, au contraire, aux habitants de la ville de Paris, d'employer leurs bons offices auprès de S. M. Très-Chrétienne, pour obtenir *le pardon de leurs torts et de leurs erreurs;* et de prendre les mesures les plus rigoureuses pour assurer leurs personnes et leurs biens, s'ils obéissent promptement et exactement à l'injonction ci-dessus. Enfin LL. MM., ne pouvant reconnaître pour lois en France que celles qui émanent du roi jouissant d'une liberté parfaite, protestent d'avance contre l'authenticité de toutes les déclarations qui pourraient être faites au nom de S. M. Très-Chrétienne, tant que sa personne sacrée, celles de la reine et de toute la famille royale, ne seront pas réellem en en sûreté. A l'effet de quoi, LL. MM. Impériale et Royale invitent et sollicitent instamment S. M. T. C. de désigner la ville de son royaume la plus voisine de ses frontières, dans laquelle elle jugera à propos de se retirer avec la reine et sa famille, sous une bonne et sûre escorte qui lui sera envoyée pour cet effet; afin que S. M. T. C. puisse en toute sûreté appeler auprès d'elle les ministres et les conseillers qu'il lui plaira de désigner, faire telles convocations qui lui paraîtront convenables, pourvoir au rétablissement du bon ordre, et régler l'administration de son royaume.

Enfin, je déclare et m'engage encore, en mon propre nom et en ma qualité susdite, de faire observer partout, aux troupes confiées à mon commandement, une bonne et exacte discipline : promettant de traiter avec douceur et modération les sujets bien intentionnés qui se montreront paisibles et soumis, et de n'employer la force qu'envers ceux qui se rendront coupables de résistance ou de mauvaise volonté. C'est par ces raisons, que je requiers et exhorte tous les habitants du royaume, de la manière la plus forte et la plus instante, de ne pas s'opposer à la marche et aux opérations des troupes que je commande, mais de leur accorder plutôt partout une libre entrée et toute bonne volonté, aide et assistance que les circonstances pourront exiger.

Déclaration additionnelle du duc de Brunswick et de Lunebourg, à celle que son altesse a adressée, le 25 de ce mois, aux habitants de la France.

Donnée au quartier général de Coblentz,
le 27 juillet 1792.

La déclaration que j'ai adressée aux habitants de la France, datée du quartier général de Coblentz, le 25 de ce mois, a dû faire connaître suffisamment les intentions fermement arrêtées de LL. MM. l'Empereur et le roi de Prusse, en me confiant le commandement de leurs armées combinées. La liberté et la sûreté de la personne sacrée du roi, de la reine et de toute la famille royale, étant un des principaux motifs qui ont déterminé l'accord de LL. MM. Impériale et Royale, j'ai fait con-

naître, par ma déclaration susdite, à la ville de Paris et à ses habitants, la résolution de *leur faire subir la punition la plus terrible*, dans le cas où il serait porté la moindre atteinte à la sûreté de S. M. T. C., dont la ville de Paris est rendue particulièrement responsable.

Sans déroger en aucun point à l'article VIII de la susdite déclaration du 25 de ce mois; je déclare en outre que, si, contre toute attente, par la *perfidie* ou la *lâcheté* de quelques habitants de Paris, le roi, la reine, ou toute autre personne de la famille royale, étaient enlevés de cette ville, tous les lieux et villes quelconques qui ne se seront pas opposés à leur passage, et n'auront pas arrêté sa marche, subiront le même sort qui aura été infligé à la ville de Paris, et que la route qui aura été suivie par les ravisseurs du roi et de la famille royale, sera marquée par une continuité d'exemples des châtiments dus à tous les fauteurs, ainsi qu'aux auteurs d'attentats irrémissibles.

Tous les habitants de la France en général doivent se tenir pour avertis du danger qui les menace, et auquel ils ne sauraient échapper, s'ils ne s'opposent pas de toutes leurs forces et par tous les moyens au passage du roi et de la famille royale, en quelque lieu que les factieux tenteraient de les emmener. Leurs Majestés Impériale et Royale ne reconnaîtront la liberté du choix de S. M. T. C. pour le lieu de sa retraite, dans le cas où elle aurait jugé à propos de se rendre à l'invitation qui lui a été faite par elles, qu'autant que cette retraite serait effectuée *sous l'escorte* qu'elles lui ont offerte. Toutes déclarations quelconques, au nom de S. M. T. C., contraires à l'objet exigé par LL. MM. Impériale et Royale, seront en conséquence regardées comme nulles et sans effet.

N° 6.

Extrait du registre des délibérations du conseil exécutif provisoire, *du* 16 *novembre* 1792. (An 1er de la république.)

Le conseil exécutif délibérant sur la conduite des armées françaises dans le pays qu'elles occupent, spécialement dans la Belgique, un de ses membres a observé :

1° Que les gênes et les entraves que, jusqu'à présent, la navigation et le commerce ont souffertes tant sur l'Escaut que sur la Meuse, sont directement contraires aux principes fondamentaux du droit naturel, que tous les Français ont juré de maintenir ;

2° Que le cours des fleuves est la propriété commune et inaliénable des habitants de toutes les contrées arrosées par leurs eaux ; qu'une nation ne saurait, sans injustice, prétendre au droit d'occuper exclusivement le canal d'une rivière, et d'empêcher que les peuples voisins qui bordent les rivages supérieurs, ne jouissent du même avantage ; qu'un tel droit est *un reste des servitudes féodales*, ou du moins un monopole odieux, qui n'a pu être établi que par la force, ni consenti que par l'impuissance ; qu'il est conséquemment révocable dans tous les moments et malgré toutes les conventions, parce que la nature ne reconnaît pas plus de peuples que d'individus privilégiés, et que les *droits de l'homme* sont à jamais imprescriptibles ;

3° Que la gloire de la république française veut que, partout où s'étend la protection de ses armes, la *liberté* soit rétablie, et la *tyrannie* renversée ;

4° Que, lorsqu'aux avantages procurés au peuple belge par les armées françaises, se joindra la navigation libre des fleuves et l'affranchissement du commerce de ces provinces, non-seulement ce peuple n'aura plus lieu de craindre pour sa propre indépendance, ni de douter du désintéressement qui dirige la république ; mais même que les nations de l'Europe ne pourront dès lors refuser de reconnaître que la destruction de toutes les tyrannies et le triomphe des *droits de l'homme*, sont la seule ambition du peuple français.

Le conseil, frappé de ces puissantes considérations, arrête « que le général commandant en chef » les armées françaises dans l'expédition de la Belgique, sera tenu de prendre les mesures les plus » précises, et d'employer tous les moyens qui sont à » sa disposition, pour assurer la liberté de la navigation et des transports dans tout le cours de » l'Escaut et de la Meuse. »

Pour ampliation conforme au registre,

Signé Grouvelle, *secrétaire*.

N° 7.

Autre arrêté du même jour, 16 *novembre*.

Le conseil exécutif délibérant sur l'état actuel de la guerre, notamment dans la Belgique ; considérant que nul relâche ne doit être laissé aux ennemis de la république, et que tous ses moyens doivent être déployés pour vaincre et détruire leurs armées, avant qu'ils aient pu les renforcer et se mettre en état d'attaquer de nouveau, soit la France, soit les contrées mêmes où les armes françaises ont porté la liberté : arrête : qu'en conséquence de la déclaration du 24 octobre dernier, il sera donné des ordres au général commandant en chef l'expédition en Belgique de continuer à poursuivre les armées ennemies partout où on leur donnerait asile.

N° 8.

Du 19 *novembre* 1792.

La convention nationale déclare, au nom de la nation française, qu'elle accordera fraternité et secours à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté, et charge le pouvoir exécutif de donner aux généraux les ordres nécessaires pour porter secours à ces peuples, et défendre les citoyens qui auraient été vexés ou qui pourraient l'être pour la cause de la liberté.

La convention nationale décrète que le pouvoir exécutif donnera des ordres aux généraux de la république pour faire imprimer et proclamer en toutes les langues, dans toutes les contrées qu'ils parcourront avec leurs armées, le décret rendu.

N° 9.

Du 15 *décembre*.

La convention nationale, après avoir entendu le rapport de ses comités des finances, de la guerre et diplomatique, réunis, fidèle aux principes de la souveraineté du peuple, qui ne lui permet pas de reconnaître aucune des institutions qui y portent atteinte, et voulant fixer les règles à suivre par les généraux des armées de la république, dans le pays où ils porteront les armes, décrète :

Art. 1er. Dans les pays qui sont ou seront occupés par les armées de la république, les généraux proclameront sur-le-champ, au nom de la nation française, la souveraineté du peuple, la suppression de toutes les autorités établies, des impôts ou contributions existants, de la dîme, de la féodalité, des droits seigneuriaux, tant féodaux que censuels, fixes ou casuels, des banalités, de la servitude réelle ou personnelle, des priviléges de chasse et de pêche, des corvées, de la noblesse, et généralement tous les priviléges.

Art. 2. Ils annonceront au peuple qu'ils lui apportent paix, secours, fraternité, liberté et égalité, et ils le convoqueront de suite en assemblées primaires ou communales, pour créer et organiser une administration et une justice provisoires ; ils veilleront à la sûreté des personnes et des propriétés ; ils feront imprimer en langue ou idiome du pays, afficher et exécuter sans délai, dans chaque commune, le présent décret et la proclamation y annexée.

Art. 3. Tous les agents et officiers civils ou militaires de l'ancien gouvernement, ainsi que les individus ci-devant réputés nobles, ou membres de quelque corporation ci-devant privilégiée, seront, pour cette fois seulement, inadmissibles à voter dans les assemblées primaires ou communales, et ne pourront être élus aux places d'administration ou du pouvoir judiciaire provisoire.

Art. 6. Dès que l'administration provisoire sera organisée, la convention nationale nommera des commissaires pris dans son sein, pour aller fraterniser avec elle.

Art. 11. La nation française déclare qu'elle traitera comme ennemi le peuple qui, refusant la liberté et l'égalité, ou y renonçant, voudrait conserver, rappeler ou traiter avec le prince et les castes privilégiées. Elle promet et s'engage de ne souscrire aucun traité, et de ne poser les armes qu'après l'affermissement de la souveraineté et de l'indépendance du peuple sur le territoire duquel les troupes de la république seront entrées, et qui aura adopté les principes de l'égalité et établi un gouvernement libre et populaire.

PROCLAMATION.

Le peuple français au peuple........

Frères et amis,

Nous avons conquis la liberté, et nous la maintiendrons. Nous offrons de vous faire jouir de ce bien inestimable qui vous a toujours appartenu, et que vos oppresseurs n'ont pu vous ravir sans crime.

Nous avons chassé vos tyrans. Montrez-vous hommes libres, et nous vous garantirons de leur vengeance, de leurs projets et de leur retour.

Dès ce moment, la nation française proclame la souveraineté du peuple, la suppression de toutes les autorités civiles et militaires qui vous ont gouvernés jusqu'à ce jour, et de tous les impôts que vous supportez, sous quelque forme qu'ils existent, l'abolition de la dîme, de la féodalité, des droits seigneuriaux, tant féodaux que censuels, fixes ou casuels; des banalités, de la servitude réelle et personnelle, des priviléges de chasse et de pêche, des corvées, de la gabelle, des péages, des octrois et généralement de toute espèce de contribution dont vous avez été chargés par des usurpateurs : elle proclame aussi l'abolition parmi vous de toute corporation nobiliaire, sacerdotale et autres, de toutes les prérogatives et priviléges contraires à l'égalité. Vous êtes, dès ce moment, frères et amis, tous citoyens, tous égaux en droits, et tous appelés également à gouverner, à servir et à défendre votre patrie.

Formez-vous sur-le-champ en assemblées primaires ou de communes; hâtez-vous d'établir vos administrations et justices provisoires, en vous conformant aux dispositions de l'article 3 du décret ci-dessus. Les agents de la république française se concerteront avec vous pour assurer votre bonheur et la fraternité qui doit exister désormais entre nous.

N° 10.

Lebrun, ministre des affaires étrangères au président de la convention nationale.

Paris, le 20 décembre 1792.

Le parlement britannique, qui avait été prorogé jusqu'au mois de janvier, vient d'être inopinément rassemblé, et l'ouverture de sa session a eu lieu le 14 de ce mois. Cette mesure extraordinaire doit naturellement éveiller l'attention du gouvernement français, sur ses causes et ses résultats. Il est de mon devoir de ne point laisser ignorer à la convention nationale ce que j'en ai pu découvrir.

Peu après l'immortelle journée du 10 août, et le changement introduit pour lors dans la forme de notre gouvernement, il a plu au ministre anglais de cesser toute communication avec nous et de rappeler son ambassadeur; soit parce qu'il était persuadé que les jours de contre-révolution et de notre esclavage étaient proches; soit seulement, comme l'a dit ingénieusement le célèbre orateur de l'opposition dans la première séance des communes; « parce qu'il crut indécent et indigne de la majesté » royale britannique, d'avoir un représentant auprès » d'un *conseil exécutif*, dont les membres n'ont » pas été oints de la sainte ampoule au maître-» autel de Reims. » Quoi qu'il en puisse être, le conseil exécutif provisoire n'a pas cru devoir suivre le même procédé. Il a continué d'entretenir à Londres un ministre de la république française; et il l'a expressément chargé de saisir toutes les occasions pour assurer la nation anglaise que, malgré la mauvaise humeur de son gouvernement, le peuple français ne désire rien plus ardemment que de mériter son estime, et de resserrer la bonne harmonie et l'amitié qui doivent unir à jamais deux nations généreuses et libres. La convention nationale a reçu, à diverses reprises, des témoignages éclatants de la réciprocité de cette bienveillance, et de la part sincère que le peuple anglais prenait au succès de nos armes et au triomphe de la liberté française. Mais ces mêmes événements glorieux agissaient dans un sens très-opposé sur le ministère de *Saint-James*. Bientôt la crainte ou la jalousie de nos victoires, les sollicitations de nos lâches rebelles, les belles intrigues des cours ennemies, et un secret ombrage que lui inspiraient les nombreuses adresses de félicitations qui nous venaient de toutes les parties de l'Angleterre, le décidèrent à des mouvements militaires plus prononcés, et à un prompt rassemblement du parlement.

La convention nationale verra par le discours d'ouverture que les mesures hostiles ayant pour

but principal et ostensible de s'opposer à la fermentation populaire qui s'est manifestée depuis quelque temps en Angleterre, sont aussi, jusqu'à un certain point, dirigées contre la France. C'est ce qu'annoncent plusieurs inculpations dont on ne peut méconnaître l'application, malgré le vague dans lequel on les a présentées. Quand le moment sera venu de répondre à ces inculpations, il sera facile au gouvernement français de se justifier pleinement; il ne craindra pas d'en appeler au jugement de l'Europe entière, au témoignage de *Pitt* lui-même. On verra alors qui l'on doit accuser d'avoir semé, avec un or corrupteur, les méfiances, les troubles et le désordre. Certes, si les agents, même non accrédités, que nous entretenons en Angleterre, avaient pu être légitimement soupçonnés de ces manœuvres qui n'appartiennent qu'à la faiblesse; si leur conduite n'avait pas été tout à la fois circonspecte et loyale, d'autres membres du ministère anglais n'auraient pas désiré de les voir confidentiellement, de communiquer avec eux, de leur accorder des conférences secrètes.

Je mettrai sous les yeux des comités qu'il plaira à la convention nationale d'indiquer, les détails exacts de ces conférences; les plaintes, les objections, les réponses, les offres et propositions qu'on s'y est fait réciproquement; les instructions qui ont été données à nos agents dans ces circonstances délicates; enfin, l'état des armements qui ont été ordonnés. Il en résulte que, jusqu'ici, ces armements n'ont rien qui doive nous alarmer, puisqu'ils n'excèdent que de quatre vaisseaux de ligne, ceux qui ont eu lieu dans les années précédentes; puisque, sur 16 vaisseaux en armement, il y en a au moins dix connus sous la dénomination de gardes-côtes, c'est-à-dire les plus vieux et détériorés de la marine anglaise; puisque enfin le roi a déclaré que « ces armements ne nécessiteraient aucun im» pôt extraordinaire; et qu'il suffirait, pour y sub» venir, des fonds destinés à l'amortissement annuel » de la dette nationale. » Il en résulte encore que les griefs qui servent de prétexte à ces armements se réduisent à trois points principaux; savoir :

1° L'ouverture de l'Escaut.

2° Votre décret du 19 novembre.

3° Les intentions que l'on suppose à la république française, relativement à la Hollande.

On a répondu sur le premier point par des arguments fondés sur le droit de la nature, sur le droit des gens, sur tous les principes de justice et de liberté que la nation française a consacrés, et dont elle ne pouvait refuser aux Belges la jouissance pleine et entière. On a répondu que « des traités » arrachés par la cupidité, consentis par le des» potisme, ne pouvaient lier les Belges affranchis » et libres. » On a répondu par le silence que l'Angleterre avait elle-même gardé en 1784 et 1785, lorsque la même question a été agitée hostilement par l'empereur Joseph II.

On répondu au second grief par l'exposition franche des véritables intentions qui animaient la convention nationale, lorsqu'elle a rendu ce décret bienfaisant. Il est deux cas bien distincts, où ce décret peut et doit trouver son application : soit envers les peuples qui sont sous la domination des puissances avec lesquelles nous sommes en guerre; soit par rapport aux pays gouvernés par des puissances absolument neutres. Il ne peut y avoir de difficultés dans le premier cas : le décret y trouve son application directe et dans la plus grande latitude, sans qu'aucune puissance étrangère puisse le trouver mauvais. Dans la seconde hypothèse, il est clair que l'intention de la convention nationale n'a jamais été de s'engager à faire, de la cause de quelques individus étrangers, la cause de toute la nation française. Mais, lorsqu'un peuple asservi par un despote, aura eu le courage de briser ses fers; lorsque ce peuple, rendu à la liberté, se sera constitué de manière à faire entendre clairement l'expression de la volonté générale; lorsque cette volonté générale appellera sur lui l'assistance et la fraternité de la nation française; c'est alors que le décret du 19 novembre trouve une application si naturelle, que nous doutons qu'elle puisse paraître étrange à personne : c'est alors que nous donnons à la nation nouvellement libre un appui que nous-mêmes aurions désiré; et que, peut-être nous aurions dû espérer de trouver chez une autre nation libre.

On a ajouté à cette réponse générale, une observation qui a plus particulièrement rapport au reproche qu'on nous fait à l'égard de la Hollande : c'est qu'il serait à désirer que jamais le ministère britannique ne se fût plus mêlé du gouvernement

intérieur de cette république qu'il a aidé à asservir, que nous ne voulons nous en mêler nous-mêmes.

Du reste, citoyen président, j'ai chargé en dernier lieu le ministre de la république française à Londres, de demander une nouvelle conférence à lord Grenville, qui a, dans le pays, le département des affaires étrangères; et, après lui avoir rappelé toute la futilité des griefs qu'on veut nous opposer, je l'ai autorisé à lui déclarer, au nom de la république française, que, « si contre toute attente, l'intention » du ministère de Saint-James était d'amener une » rupture à tout prix; comme alors nous aurions » épuisé toutes les explications propres à démon- » trer la pureté de nos vues, et notre respect pour » l'indépendance des autres puissances; comme il » serait évident que cette guerre ne serait plus » qu'une guerre du seul ministère britannique » contre nous, *nous ne manquerions pas de faire* » *un appel solennel à la nation anglaise;* que » nous porterions au tribunal de sa justice et de sa » générosité, l'examen d'une cause dans laquelle » on verrait une grande nation soutenir les droits » de la nature, de la justice, de la liberté, de l'é- » galité, contre le ministère qui n'aurait engagé » cette querelle que par des motifs de pure con- » venance personnelle; qu'enfin, nous établirions » la nation anglaise juge entre nous et lui; et que » l'examen de ce procès pourrait amener des sui- » tes qu'il n'aurait pas prévues.

» J'attends, citoyen président, le résultat qu'aura » eu cette déclaration; je m'empresserai d'en faire » part à la convention nationale. »

Le lecteur jugera toutes les erreurs politiques contenues dans cette pièce remplie d'abstractions, de doctrines et de subtilités, et où la science de l'homme d'État ne brille pas.

N° 11.

Discours prononcé par le grenadier Belleville, à la barre de la convention, dans la séance du 7 janvier 1793.

Citoyens représentants, il n'y a point de Français qui ne conserve dans son cœur le souvenir des insultes que les petits despotes d'Italie se permirent contre nous dans les premiers jours de notre révolution. Entre ceux dont les vexations furent les plus impérieuses, le roi de Naples devait se distinguer, comme *Bourbon*, et comme mari d'une Autrichienne. Aussi, il ne se borna pas à renvoyer de ses États plusieurs Français, à faire des préparatifs pour s'allier avec cette foule d'autres tyrans qui craignaient pour leur injuste autorité; il fit, de plus, intriguer par son ministre à la Porte Ottomane, et répandre des calomnies atroces contre l'ambassadeur de France, nommé pour remplacer le traître Choiseul. *Louis Capet* et ses dignes ministres, loin de punir d'aussi coupables attentats, avaient dévoré ces outrages; peut-être les avaient ils provoqués : mais le jour de la vengeance est arrivé. Pendant que nos braves bataillons repoussaient les hordes des barbares auxquels *on avait ouvert le territoire français;* tandis que les rois de Sardaigne, de Prusse et de Hongrie étaient humiliés et vaincus par les troupes de la république, le conseil exécutif a ordonné au contre-amiral Latouche de prendre une division de dix vaisseaux dans l'armée navale de la Méditerranée; de se présenter devant Naples, et de demander au roi des Deux-Siciles des réparations pour ses démarches passées, et des explications pour sa conduite future. Les instructions rédigées par le citoyen Monge, et dictées par la fierté républicaine, ont été remises en de dignes mains. Le citoyen Latouche, dans le mois le plus redouté des marins a bravé les orages; il est arrivé devant Naples, le 16 décembre, à midi. L'escadre, dans le plus bel ordre, a déployé aux yeux des Napolitains étonnés, le spectacle à la fois le plus imposant et le plus formidable.

On avait fait, à Naples, des préparatifs immenses : la rade était bordée de 400 canons. Tous autres que des Français auraient hésité à s'enfoncer dans un golfe dangereux, et à venir affronter les accidents de la mer et les efforts de l'art. Mais la patrie avait parlé; les ordres étaient précis; le général, les officiers, les citoyens de l'escadre n'ont rien vu de plus. A l'ouverture du golfe, un capitaine du port vint, de la part du roi de Naples, offrir l'entrée à l'escadre, au nombre seulement de 6 vaisseaux, en observant « qu'on ne pourrait se dis- » penser de regarder comme un acte d'hostilité,

» l'arrivée devant Naples, d'un plus grand nombre » de bâtiments de guerre. » Le contre-amiral répondit « qu'il en diviserait point son escadre; qu'il » allait *jeter l'ancre sous les fenêtres du palais » du roi;* qu'un seul citoyen descendrait à terre » pour lui porter une lettre, et lui faire connaître » les intentions de la république : mais que, *si on » osait tirer un seul coup de canon, il en rendrait » mille pour un, et ne sortirait de devant Na- » ples qu'après l'avoir détruite.* » Le capitaine du port vit le vaisseau du contre-amiral Latouche. Le branle-bas général du combat était fait; chacun était à son poste; les mèches étaient allumées; tous les vaisseaux étaient également prêts à lancer *la destruction et la mort.* Le général fit observer « que, quoiqu'il vînt avec des sentiments de paix » pour le peuple de Naples, il était cependant dé- » terminé, *sur le moindre refus du roi,* à venger » l'honneur national, et à faire un usage terrible » des forces qui lui étaient confiées. »

Je fus chargé de porter au roi de Naples la lettre du contre-amiral. Dans les termes les plus énergiques, il demandait au roi « que le ministre » de la république fût reconnu; que la neutralité » fût promise; que la note proclamée à Constan- » tinople fût désavouée; que le ministre *insolent* » qui avait osé la répandre, fût *puni* et rappelé; » qu'il fût envoyé auprès de la république un am- » bassadeur qui renouvelât ce désaveu, entre- » tînt la bonne harmonie entre les deux puissances, » et préparât un nouveau traité, qui pût être éga- » lement utile au commerce des deux peuples. » Le contre-amiral m'ordonna de faire observer *que le refus d'une seule de ses demandes serait regardé comme une déclaration de guerre; qu'un moment après, son feu s'ouvrirait; que, dans une heure, les batteries ennemies seraient démontées, et que dans un jour, Naples ne serait plus qu'un monceau de ruines.* Dans les instructions qui me furent données, le citoyen Latouche m'avait imposé l'ordre le plus absolu « de ne souffrir de la part du roi de Naples » aucun mouvement même, dont pût avoir à s'of- » fenser la majesté du peuple souverain, dont j'allais » manifester les volontés. » Le citoyen Mackau, ministre de France à Naples, et qui, dans cette circonstance, a montré toute l'énergie d'un républicain, m'accompagna au palais. La lettre fut remise au roi, qui, *dans l'instant,* consentit à toutes les demandes du contre-amiral français. Il accueillit, au milieu de toute sa cour le soldat de la république, avec beaucoup d'égards; il fit inviter le commandant et les officiers de l'escadre à descendre à terre et fit offrir pour les équipages tous les rafraîchissements dont ils auraient besoin.

Dans sa réponse, le roi de Naples, en accédant à tout, avait inséré l'*offre de sa médiation.* J'observai « que je ne pouvais accepter une pareille » offre sans qu'auparavant elle eût été soumise à » mon général, et que je ne pouvais porter que le » projet de la lettre proposée. » Le citoyen Latouche rejeta cette offre, en mettant en marge « que la république n'attendait la paix que *du cou- » rage de ses braves soldats, et de l'abaissement » de ses ennemis.* » Il me donna l'ordre d'aller prendre congé du roi; de lui dire « que les ci- » toyens commandant les vaisseaux de la républi- » que étaient *appelés à la délivrance de la Sar- » daigne;* et que, satisfaits d'avoir *trouvé un ami* » dans le roi des Deux-Siciles, ils allaient profiter » du vent favorable pour mettre à la voile. » Personne n'est descendu à terre, et personne n'a désiré de descendre. Le général, les officiers, les citoyens de l'escadre, en vrais républicains, ont dédaigné les amorces insidieuses des cours : ils sont partis, après n'être restés que vingt heures devant Naples.

N° 12.

Notes relatives aux démêlés avec la Suisse.

Il serait beau, écrivait le ministre Servan, au général Montesquiou, *d'aller briser les fers que le despotisme avait forgés pour accabler les Genevois, s'ils voulaient établir les droits de l'homme.*

Cette phrase, citée par un écrivain digne de foi, n'est pas le seul indice qui autorise à croire que le ministère mal conseillé par Clavière avait formé le projet d'une agression contre Genève, au risque de la voir s'étendre à toute la Suisse. Il ne sera pas hors de propos de rappeler ici quelques circonstances à nos lecteurs, pour leur éclairer cette question.

Après de nombreux débats, la république de Genève avait été forcée d'avoir recours à ses voisins pour rétablir le calme dans ses murs : le parti démocratique avait eu le dessous, sa constitution avait été mise en 1782 sous la garantie de la France, du Piémont et de Berne; si deux de ces puissances se faisaient la guerre, et qu'il y eût lieu à exercer la garantie, elles devaient envoyer chacune de leur côté des commissaires chez celle qui serait restée neutre, afin de s'entendre sur les moyens d'y parvenir, et pour décider si les troupes de la puissance neutre marcheraient seules sur cette ville, ou si des détachements des trois puissances s'en approcheraient; hypothèse dans laquelle le territoire genevois serait alors réputé neutre. C'était sur ce traité que Clavière se fondait à tort, et qu'il brisa quand il en vit l'insuffisance.

Les diètes de Frauenfeld et d'Arau avaient successivement annoncé que, malgré les griefs de la Suisse, elle resterait neutre. Il est vrai que des questions de guerre furent agitées à Berne particulièrement, mais rien ne faisait soupçonner qu'elle dût avoir lieu; et tout devait porter les Français à l'éviter avec soin dans ce moment critique.

Les Genevois, inquiets du voisinage de l'armée de Montesquiou, réclamèrent à Berne et à Zurich les secours stipulés par les anciens traités de 1584, afin de mettre du moins leur ville à l'abri d'une surprise. Jusque-là il ne s'agissait que d'un cordon de neutralité dans l'intérieur de la confédération suisse, et point du tout d'un renversement de la constitution de Genève, seul cas qui autorisât l'intervention de la France, conformément au traité de 1782. On argumenta dans ces débats avec subtilité sur la question la plus simple; et la révolution effectuée au mois de janvier suivant, après le départ des Suisses, prouva assez que c'était là l'unique but du ministère influencé par Clavière; les droits de la France dans le traité de 1782, n'y entraient pour rien. Le conseil exécutif, informé par les amis de Clavière de la demande de 1,600 Suisses, prit le 28 septembre un arrêté déclarant cette mesure contraire au traité de 1782, dont le 2e article portait que la république de Genève ne pourrait introduire sur son territoire aucunes troupes étrangères sans le consentement des trois parties qui avaient conclu ce traité; il déclara de plus que, vu les dispositions malveillantes du canton de Berne envers la république française, la résolution des magistrats de Genève de prendre à leurs ordres des troupes de ce canton devait être considérée comme une accession à la coalition. En conséquence, le conseil exécutif ordonna au général Montesquiou d'empêcher les troupes suisses d'entrer à Genève, ou de les expulser, dans le cas qu'elles y eussent déjà pris garnison.

Toute la question consistait à savoir si Genève, en qualité d'alliée des Suisses comme le Valais, pouvait faire partie intégrante du territoire neutre de la confédération, et si le conseil de cette république n'ayant rien à débattre relativement à des troubles intérieurs et à sa constitution, avait le droit ou non d'invoquer les traités de 1584, dont aucun acte ne stipulait l'abolition, et dont au contraire elle avait souvent fait usage. C'était aussi dans ce sens que les gouvernements suisse et genevois s'expliquaient; et Clavière qui voulait d'un même coup ôter à Montesquiou la faculté d'influencer le conseil exécutif et donner au parti plébéien la faculté de se déclarer, fit rendre par la convention nationale, le 17 octobre, le décret suivant :

« Art. 1er. La convention nationale, après avoir » entendu le rapport de son comité diplomatique, » considérant que l'introduction des troupes de » Berne et de Zurich à Genève, est contraire aux » traités de 1579 et 1584, et compromet autant » la sûreté que la dignité de la république fran- » çaise, approuve les ordres donnés par le conseil » exécutif provisoire pour faire évacuer la ville de » Genève par les troupes de Berne et de Zurich, en » respectant néanmoins la neutralité et l'indépen- » dance du territoire de Genève, si cette évacua- » tion se fait amicalement.

» 2. La convention nationale, considérant que » l'édit de Genève de 1782 a été dicté par la force, » que le traité du 12 novembre 1782 qui le ga- » rantit, n'est, à l'égard de la constitution gene- » voise, qu'un engagement entre des tyrans pour » garantir une tyrannie étrangère; qu'il est in- » digne d'un peuple de maintenir de pareils actes; » considérant enfin que toute garantie de constitu- » tion est un attentat à l'indépendance de la puis- » sance garantie, charge le pouvoir exécutif de dé- » clarer à la république de Genève et aux cantons

» de Berne et de Zurich que la république fran- » çaise renonce pour sa part au traité du 12 no- » vembre 1782, en ce qui concerne la garantie du » gouvernement et de la constitution de Genève. »

Le lecteur ne manquera pas d'observer que le droit invoqué par le conseil exécutif dans son arrêté du 28 septembre ne se fondait que sur le traité de 1782, tandis que la convention nationale, sans autre forme, déclarait ce traité nul. Dans ces entrefaites, Montesquiou était parvenu à signer une convention à Carouge, le 22 octobre; mais ce décret la rendant illusoire, il en conclut alors une nouvelle avec les députés Prevost, Lullin et d'Yvernois. La sortie des troupes fut stipulée, ainsi que le libre transit par Versoix, et la retraite des troupes françaises; enfin l'article 4 portait ce qui suit :

« La république de Genève se réserve expressé- » ment et solennellement tous les traités antérieurs » avec ses voisins, et spécialement celui de 1584 » avec les louables cantons de Zurich et de Berne, » ainsi que l'article 5 du traité de neutralité » de 1782; n'entendant la république française » que ladite réserve puisse la lier aux traités dans » lesquels elle n'est point intervenue, ni préjudi- » cier en rien à la faculté qu'elle s'est réservée de » revoir ses propres traités, qu'elle exécute provi- » soirement jusqu'à l'époque de cette révision. »

Cette transaction fit éclater l'orage contre Montesquiou, qui fut destitué et prit fuite. Cependant le parti dominant, convaincu que le départ des Suisses donnerait l'occasion de faire éclater le mouvement populaire désiré par les meneurs, se bornait à insister sur ces articles; et Brissot proposa, le 21 novembre, le décret suivant :

« La convention nationale, après avoir entendu » le rapport de son comité diplomatique, et déli- » bérant sur la transaction conclue, le 2 novem- » bre 1792, entre la république de Genève et le » général Montesquiou, au nom de la république » française, charge le pouvoir exécutif de requérir » que l'évacuation des troupes suisses maintenant » à Genève soit consommée le 1er décembre pro- » chain, moyennant laquelle évacuation les troupes » françaises respecteront la neutralité et l'indépen- » dance du territoire genevois, et l'évacueront, si » elles l'ont occupé. La convention nationale passe » à l'ordre du jour sur le surplus de la transaction » du 2 novembre 1792. »

En ne rappelant plus rien du traité de 1584, il était évident qu'on chercherait à ôter à Genève la faculté de recourir à ses voisins.

Le conseil de Genève répondit, le 29 novembre, par la note suivante :

« Le conseil de Genève s'empresse de répon- » dre à la note que M. le résident de la république » française remit hier à M. le premier syndic, avec » copie des décrets de la convention nationale, des » 17 octobre et 21 novembre, en lui communi- » quant l'extrait des registres des petit et grand » conseils des 25 et 27 de ce mois; et en l'infor- » mant que le conseil souverain vient d'approuver » l'avis de la retraite des troupes suisses qui sera » effectuée le 1er décembre prochain. La conven- » tion nationale verra sans doute avec satisfaction, » par la date du registre du petit conseil, qu'il » n'avait pas attendu le décret du 21 de ce mois » pour proposer au conseil supérieur la retraite » des troupes de nos alliés; que, se livrant à la » confiance que doivent lui inspirer les déclarations » solennelles que la république française lui avait » fait parvenir, il avait vu la sauvegarde de la » patrie dans la justice et la loyauté française.

» Le décret par lequel la convention nationale » renonce à l'acte de garantie du 12 novembre » 1782, est pour le conseil un gage précieux de la » volonté de la république française, *de ne point* » *influencer le gouvernement de Genève ni sa po-* » *litique intérieure*. Chaque jour, plus pénétré du » principe que la république de Genève doit cher- » cher la force et la stabilité de son gouvernement » dans la confiance réciproque et dans l'union de » tous ses membres, le conseil, ainsi que ses regis- » tres l'attestent, avait depuis longtemps pris la » résolution *de solliciter auprès des trois puissan-* » *ces intervenantes dans l'acte de* 1782, *la révo-* » *cation de leur garantie*. Les circonstances poli- » tiques de l'Europe, qui rendaient le concours de » ces puissances si difficile à obtenir, avaient seu- » les suspendu ces démarches; et la convention » nationale, en les prévenant, acquiert de nou- » veaux droits à la reconnaissance de la républi- » que de Genève.

» Le conseil a mis et mettra toujours au rang de

» ses premiers devoirs celui de concilier à Genève » la bienveillance et l'affection de la nation fran» çaise; il en recherchera constamment les occa» sions et les moyens; et il est persuadé que M. le » résident, par suite de ses bons offices, voudra » bien lui en rendre le précieux témoignage et le » seconder efficacement. »

Les Suisses sortirent donc le 1er décembre; mais six semaines après, le gouvernement de Genève fut renversé, comme il était aisé de le prévoir.

On croit que l'espoir de se débarrasser de la triple tutelle de 1782, qui devenait embarrassante, sans utilité, décida le conseil à requérir le départ des troupes de Berne et de Zurich. S'il eût persisté à les garder, les 15,000 hommes disponibles de l'armée des Alpes n'eussent pas suffi à prendre Genève, soutenu par 20,000 hommes, et à envahir la Suisse alors mieux unie qu'en 1798, et secourue au besoin par les Impériaux : on montra trop de confiance aux assurances de la convention ou trop de faiblesse.



HISTOIRE
CRITIQUE ET MILITAIRE
DES
GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE IV.

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1793.

État de l'Europe au commencement de 1793. — Jugement et mort de Louis XVI; indignation de tous les cabinets à la nouvelle de cette catastrophe. — Déclaration de guerre à l'Angleterre et à la Hollande. — Le roi d'Espagne ayant fait de vaines réclamations pour sauver Louis, s'arme pour le venger : la convention lui déclare de même la guerre. — Les Prussiens entrent en Pologne sous le maréchal Mœllendorf. — Préparatifs de tous les partis : Dubois-Crancé propose de porter les armées à 502,000 hommes, en indiquant la direction à donner à ces masses. — Singuliers projets des Français sur la Zélande et la Hollande; Dumouriez s'engage contre toutes les règles dans ce pays, prend Breda et assiége Wilhemstadt, au moment où le prince de Cobourg rassemble ses forces vers Juliers. — Le duc d'York descend avec les gardes anglaises à Rotterdam. — Miranda bombarde Maestricht. — Déroute d'Aix-la-Chapelle et de Liége; Dumouriez tarde de voler au secours de sa droite, et au lieu de ramener ses troupes avec lui, les laisse engagées sur le Biesbos; il joint l'armée à Tirlemont, et perd la bataille de Nerwinden.— L'armée française rentre en désordre sur les frontières du Nord. — Dumouriez propose aux Autrichiens de marcher sur Paris, pour dissoudre la convention, et rétablir l'ordre; ses conférences avec Mack; la convention envoie le ministre de la guerre et cinq députés pour le mander à la barre; il les livre aux Impériaux, à l'exception de Carnot resté par hasard à Douay; son armée l'abandonne, et le force à se réfugier dans le camp ennemi.

Le roi de Prusse passe le Rhin à Bacharach, Custine lui oppose des forces disséminées, se fait battre sur la Nahe, et se retire sous Landau. — Investissement de Mayence. — Congrès d'Anvers où les alliés règlent leurs opérations pour la campagne. — Ils bloquent Condé. — Tentatives infructueuses de Dampierre; il est tué. — Les forces combinées anglaises, hollandaises et hanovriennes étant enfin réunies aux Autrichiens, attaquent le camp de Famars; l'armée française se retire au camp de César, entre Bouchain et Cambray. — Troubles dans la Vendée; premiers succès des royalistes; journées de Thouars, Fontenay et Saumur; Angers et Nantes sont menacés. — Progrès de l'anarchie dans l'intérieur. — Agitation produite par la défection de Dumouriez, la défaite de Custine, et les désastres de la Vendée. — Envoi de commissaires près des armées. — Décret pour la levée de 40,000 hommes destinés à couvrir la convention. — Les girondins attaqués par Robespierre, succombent. — Journée du 31 mai; elle excite un soulèvement dans toute la France, surtout à Lyon, Bordeaux, Marseille et Caen. — Siége de Valenciennes; cette place et celle de Condé sont prêtes à succomber : Custine appelé du Rhin pour les sauver, tarde à marcher à leur secours; elles tombent, et le général est condamné à mort. — Le siége de Mayence est commencé. — Le général Beauharnais s'avance avec les armées du Rhin et de la Moselle, au moment où la place vient de capituler; il porte également sa tête sur l'échafaud. — L'armée d'Italie a éprouvé des défaites le 8 février : elle renouvelle au mois de juin des tentatives inutiles contre le camp de Raus et de Lauthion; ses colonnes sont mises en déroute.

Aux Pyrénées, les mêmes revers menacent les armées françaises; Bellegarde et le fort des Bains sont pris par Ricardos; Collioure et Port-Vendre sont observés, et Perpignan menacé. — Le général Flers repousse heureusement l'ennemi à Maz-de-Roz et Niel. — La faible armée des Pyrénées occidentales est battue par Caro, à Suré, Andaye et Château-Pignon. — Servan arrêté et conduit à Paris. — Kellermann avec la moitié de l'armée des Alpes marche contre Lyon. — Les royalistes livrent Toulon aux Anglais et aux Espagnols. — Progrès de la Vendée.

CHAPITRE XIII.

Jugement et mort de Louis XVI. — État de l'Europe. — Préparatifs et plans des partis.

S'il est vrai qu'un gouvernement sage doive mettre tous ses soins à marcher dans le sens de sa nation, et ne jamais sacrifier l'intérêt général à d'étroites combinaisons personnelles: si l'on est même en droit de blâmer les princes qui subordonnent la politique nationale aux vues de leurs voisins, ou qui ne craignent pas de chercher dans l'étranger un appui contre leurs propres sujets; il

faut convenir aussi qu'il n'est pas de situation plus déplorable et plus funeste pour un grand peuple, que celle d'être constamment en guerre avec les hommes investis du droit honorable mais épineux de le gouverner.

Lorsqu'une nation portant sans cesse des regards jaloux et inquiets sur le palais de ses rois, s'aveugle au point de n'y voir que des ennemis : lorsqu'elle oublie qu'ils ont l'auguste mission de la faire respecter au dehors, de lui ménager d'utiles alliances, de diriger des guerres nécessaires, de maintenir l'ordre et la justice au dedans ; et que pour remplir dignement leur mandat, ils doivent être revêtus non-seulement de toute la vigueur des institutions, mais encore de toute celle que procure la confiance publique ; cette nation, dis-je, sera bien près de sa ruine ou d'une crise semblable à celle de 1793. Privé de pouvoir au dedans, dépouillé de toute considération au dehors, son gouvernement n'inspirant aucune confiance, restera sans alliés. Abandonné des étrangers, envié, humilié et contrarié par les siens, il deviendra bientôt la proie de ses ennemis (1).

Les événements extraordinaires que nous allons esquisser, sont loin de détruire ces assertions. A la vérité, les querelles intestines et l'anarchie au lieu d'affaiblir la France, la rendirent un moment plus redoutable. Mais on ne saurait se méprendre sur la cause de ce résultat inopiné, et l'attribuer à un conflit pernicieux entre les administrés et ceux qui tenaient le timon de l'État.

La force déployée par la France fut au contraire produite par la terrible loi qui investit les comités de plus de pouvoir que jamais Mahomet II ou Soliman n'en exercèrent dans leur empire.

Quelques hommes superficiels confondant l'effet du remède avec celui du mal, pensent encore que les immenses résultats de 1793, se reproduiraient sans le concours des comités, de la terreur et de l'armée révolutionnaire. Ils sont dans l'erreur : Napoléon a prouvé en 1815 que cela était impossible, et cet exemple, aussi récent que mémorable, aurait dû dessiller les yeux de ceux qui ne cherchent dans l'histoire que des subtilités doctrinaires, tout au plus bonnes à séduire la multitude.

Lorsque dans son profond discours, sur le droit de guerre et de paix (2), l'éloquent Maury rappelait à l'assemblée constituante le projet formé par le cardinal Mazarin pour introduire la forme républicaine en Angleterre, afin, disait-il, d'atténuer la force politique de cette nation *par des lenteurs, des chocs d'intérêts et des dissensions intestines*, il était loin sans doute de penser que le cabinet de Saint-James ferait éprouver sitôt à la France les effets de ce même système, et que la révolution qu'il encourageait avec art, serait encore plus féconde en vertus et en crimes, en traits de génies et en fautes que celle tracée en caractères de sang dans les annales de 1643 à 1647.

Les Anglais, plus sages aujourd'hui que sous Charles Ier, professaient des maximes bien différentes : convaincus qu'une réforme parlementaire

(1) L'opposition au gouvernement est devenue en quelque sorte une fausse bannière sous laquelle se sont rangés indistinctement, l'amour de l'indépendance, celui de la patrie et d'une liberté raisonnable, l'orgueil, les prétentions démagogiques, enfin l'esprit d'anarchie et de nivellement ; choses qui, malgré leur divergence, se confondent dans la haine commune vouée à l'autorité. Cette ardeur d'opposition a été poussée si loin, qu'on entend tous les jours des hommes aussi respectables qu'éclairés, se lamenter de ce que le ministère exerce la moindre influence dans les élections. Quelque disposé que l'on soit en faveur des doctrines philosophiques, il importe avant d'admettre celle-ci, qu'on nous apprenne le secret de gouverner 30,000,000 d'hommes, de les mettre en rapports avantageux avec 200,000,000 d'Européens ou d'Américains, de lutter au besoin contre des ligues formidables de rivaux jaloux et puissants, quand on n'aura pas même l'ombre de crédit dans les colléges électoraux de ses propres provinces, et qu'on sera hors d'état d'y faire élire des magistrats, dont les principes s'accordent avec le système du ministère. Car, en dernière analyse, une nation ne peut ni prospérer ni se maintenir de nos jours sans un système arrêté et fortement suivi ; et quel moyen de fonder et de suivre un tel système quand tous les fonctionnaires publics appelés à en former les plus puissants rouages, lui opposeront, au contraire, des obstacles invincibles. Le mécanisme de l'administration anglaise qu'on propose si souvent comme modèle, est tout entier dans cette facilité d'obtenir les suffrages nécessaires au gouvernement, pour ne pas voir sa marche sans cesse entravée : les communes ne deviennent alors qu'un conseil national propre à manifester à l'autorité, le vœu et l'intérêt public : si l'Angleterre dépouillait jamais son gouvernement de ce puissant levier, elle aurait tout à craindre d'un bouleversement.

(2) Séance du 18 mai 1790.

serait juste, ils sentaient aussi que les passions soulevées par les débats survenus en France, rendraient très-dangereuse la moindre démarche qu'on ferait pour l'obtenir : l'expérience leur démontrait qu'il valait mieux tolérer quelques abus que de commencer une discussion dont on ne saurait prévoir ni la fin ni les résultats. *Ce sont les événements extérieurs qui détruisent les empires* disaient leurs orateurs, patriotes plus éclairés que Brissot; *et non les imperfections des lois auxquelles les hommes sont habitués. Nos pères ont ainsi vécu et ils furent grands et heureux sous Henri V, sous Élisabeth, sous Anne et sous Guillaume. Nous sommes sûrs de la marche de la loi, quelque défectueuse qu'elle soit, sommes-nous sûrs de celle qui la remplacera ? Laissons faire le temps.*

Ce n'était pas seulement sous le rapport de ces débats intérieurs que les choses avaient bien changé de face depuis le règne de Charles : si l'anarchie fuyant les rives de la Tamise s'était transportée sur celles de la Seine, en échange la profonde politique de Mazarin s'était réfugiée à Londres. Les hommes d'État veillant aux destinées de l'Angleterre jugeaient bien que dans la situation respective des deux puissances, ils pouvaient, avec l'aide de l'Europe coalisée, faire bien plus de mal à la France, que jamais le cardinal italien n'en avait souhaité aux îles Britanniques.

Tous les vices inhérents au régime républicain se développaient déjà avec d'autant plus de force, que les esprits n'y étaient point préparés; l'intrigue, l'égoïsme, l'ambition, l'esprit de faction, déchiraient à l'envi les diverses branches du service public. Un patriotisme pur, désintéressé et éclairé, apanage du plus petit nombre était le masque commode sous lequel se cachaient toutes les ambitions.

Cet état de choses était doublement avantageux aux vues de l'habile ministre qui dirigeait l'Angleterre, car le désordre dont la France était affligée, ralliait au chancelier de l'échiquier, ceux mêmes qui avaient été les plus ardents admirateurs de la révolution, et qui craignaient maintenant pour leur patrie, tous les excès de la fureur démagogique. Si le parti démocratique en concevait quelques espérances, la masse éclairée de la nation et ceux qui avaient voix dans les affaires publiques, sentaient d'autant mieux ce qu'on aurait à redouter de ses succès.

Le ministère ne négligea aucun moyen pour entretenir les esprits dans cette disposition, en rappelant sans cesse aux diverses classes de la nation les dangers dont leurs plus chers intérêts seraient menacés, si jamais la licence populaire venait en envahir l'autorité. Il leur présentait les périls de la patrie, associés à ceux de leurs bénéfices ou de leurs charges, comme à ceux qui menaçaient le commerce et l'industrie nationale. Pairs, nobles, marins, négociants, s'empressèrent à l'envi de se rallier au gouvernement, et celui-ci appuyé sur l'opinion, se voyant en état de tout entreprendre, adopta le système auquel l'Angleterre est redevable de sa grandeur actuelle.

Rejeter chaque projet de réforme parlementaire qui diminuerait infailliblement les ressorts de l'administration; se créer peu à peu un pouvoir dictatorial par les lois répressives de la liberté individuelle et de la presse (1); augmenter l'influence du parti aristocratique; réduire au silence celui des whigs et de l'opposition, devenus menaçants depuis la guerre d'Amérique; les dépopulariser en les comparant aux niveleurs, ou en les accusant de projets contraires à la prospérité et à la constitution britanniques. Tel fut en peu de mots le plan profondément médité que Pitt mit à exécution dès 1791.

Bientôt toute idée de réforme constitutionnelle dans le mode des élections fut présentée comme un crime; Burke, Windham, le duc de Portland et son parti, quittèrent les bancs de l'opposition pour s'asseoir sur celui du ministère. Les sociétés secrètes, dont le premier de ces orateurs menaçait sans cesse le roi et la nation, comme tramant le bouleversement de l'empire, discréditèrent Fox et le parti de l'opposition, au moment décisif où ils eussent balancé la puissance ministérielle : ces sociétés existèrent, il est vrai; mais le silence du gouvernement pendant plusieurs années, et son embarras lorsqu'il fut question de les traduire sérieusement au banc du roi, contribuèrent de concert avec l'étrange issue de ce procès, à faire croire

(1) Suspension de l'*Habeas Corpus*, et lois contre les libelles.

qu'elles agirent souvent dans les intérêts du cabinet, bien qu'elles parussent professer tous les principes des jacobins.

Assuré ainsi de son triomphe, fort des armes que les dangers de la Hollande lui prêtaient pour rendre la guerre populaire et empêcher qu'on ne l'envisageât comme une guerre de parti, Pitt en poussait les préparatifs avec activité : avant d'en retracer les événements, il convient toutefois de revenir sur ce qui se passait dans la république.

Quoique les affaires eussent pris d'abord une tournure à laquelle on ne s'attendait guère, et que la France, sortie victorieuse de la lutte engagée avec les principales puissances de l'Europe, eût déjoué les combinaisons des diplomates les plus profonds, en donnant au monde une grande preuve de la fragilité des calculs humains, il n'est pas moins vrai que ce mécompte dans les combinaisons des cabinets du continent, était loin d'en être un dans celles de l'Angleterre.

Lors même que ces succès inattendus ne fussent pas devenus aussi funestes que des revers, par l'exaltation qu'ils produisirent dans la convention, et l'excès de confiance qu'ils inspirèrent à ses généraux, la supériorité dans les deux Indes et sur toutes les mers n'en eût pas moins été acquise au cabinet de Saint-James, et peu lui importait que la France s'emparât de quelques provinces, quand il lui enlevait toutes ses alliances et jusqu'au moindre espoir de soutenir désormais un équilibre maritime et colonial.

Indépendamment de ces considérations importantes, rien n'était moins certain que la conservation de ces avantages passagers et de ces provinces nouvellement acquises. Si Dumouriez eût rejeté Clairfayt jusque sur la Lahn, et que le conseil exécutif, envoyant 10,000 hommes de plus à Nice, eût songé à demander à temps les levées nécessaires pour se maintenir sur les deux lignes du Rhin et des Alpes, nul doute que la France n'eût pu défendre ses conquêtes, et braver longtemps les efforts de l'Europe, à l'abri des barrières que la nature semble avoir créées pour elle. Mais ces mesures décisives ayant été négligées, les succès des armées ne furent qu'éphémères, ils irritèrent en pure perte la Prusse et l'Autriche, pour enfler l'orgueil des jacobins.

Ces hommes ardents, croyant dicter des lois aux potentats de l'Europe avec autant de facilité qu'au malheureux Louis, n'hésitèrent plus à les provoquer tous, en commençant son procès. Quelque répugnance que nous ayons à retracer cet événement déplorable, la nécessité d'indiquer les causes qui grossirent la coalition, et allumèrent la guerre de la Vendée, nous a déterminé à en faire l'esquisse.

L'assassinat juridique de Louis est un de ces attentats que l'on voit, dans l'immensité des siècles, venir de loin en loin épouvanter les peuples et les rois : les suites en furent incalculables, elles imprimèrent à la politique extérieure un mouvement terrible, et donnèrent à la tyrannie démagogique, qui ne s'était jusqu'alors signalée que par des excès tumultueux, le caractère d'une cruauté froide et réfléchie.

Les détails de ce procès sont tellement célèbres, qu'il serait presqu'aussi superflu que pénible d'en entretenir longuement nos lecteurs. Nous nous contenterons de remarquer que la mise en jugement de Louis XVI, était une violation de la charte, d'après laquelle le monarque accusé n'était passible que de la déchéance. L'assemblée s'était hâtée de la prononcer après le 10 août, et c'était là que devait s'arrêter sa vengeance; mais nous l'avons déjà dit, une faute en appelle toujours une autre; la passion égare les hommes, et les porte bientôt aux derniers excès, moins encore pour les délivrer de remords que pour les affranchir de craintes. L'histoire des révolutions de tous les peuples vient à l'appui de cette observation, et ne permet pas d'en contester la justesse.

Les plus déterminés des jacobins, ceux qui pressaient avec le plus d'acharnement la mise en jugement de Louis, ne se dissimulaient pas le vice radical d'une procédure pareille. Aussi, l'un deux se tira de l'embarras où le jetaient quelques arguments de ce genre, en répondant : « *Nous ne jugerons pas Louis ; nous le tuerons.* » Toute la politique de ce temps est renfermée dans ces mots.

La vie du monarque captif se trouvait maintenant dépendre de la solution de deux questions agitées dans l'assemblée : Louis peut-il être jugé, et sera-ce la convention qui le jugera ? Ces deux questions cumulées par surprise, furent décidées

ensemble et affirmativement; la convention nationale se constitua juge, et l'acte énonciatif des délits imputés au roi ne tarda pas à être promulgué. L'opinion de Robespierre dans cette circonstance fut remarquable; il ne se mêla que le dernier dans la controverse qu'il écouta longtemps avec dédain, épiant le moment de frapper un coup plus décisif; on vit enfin le tigre s'élancer à la tribune : « Louis, s'écria-t-il, ne doit point, ne peut point être jugé, mais mis à mort sur-le-champ. » L'orateur développa sa proposition avec une logique à laquelle on était peu accoutumé de sa part; elle fut appuyée par plusieurs autres juristes, et surtout par Saint-Just, jeune homme bouillant, impétueux, tout à fait propre à devenir le Séide d'un nouveau Mahomet, et qui s'était depuis longtemps fait distinguer des jacobins par une férocité précoce. Quoi qu'il en soit, cette proposition barbare ne prévalut point, ce qui surprend : peut-être ceux qui l'avaient mise en avant, ne désiraient point eux-mêmes qu'on l'adoptât; la convention crut devoir imiter Tibère qui, violant la justice et l'humanité, s'attacha toujours à conserver les formes autant que possible.

Le décret de la mise en jugement une fois rendu, l'on ne s'occupa plus que d'en accélérer l'exécution; une commission fut nommée pour examiner les immenses matériaux dont devait se composer l'acte d'accusation; la plupart de ces pièces avaient été trouvées aux Tuileries dans l'armoire de fer, et remises à la convention par le zèle officieux du ministre Roland.

C'est au dépouillement de ces perfides cartons, que Mirabeau fut redevable de l'avanie que les jacobins firent à ses cendres : mais hâtons-nous, puisque notre marche nous y force, d'arriver à la catastrophe dont l'Europe est encore en deuil.

Le roi prévenu dans les formes de sa mise en accusation, demanda et obtint un conseil pour préparer ses moyens de défense : reconnaissant ainsi, il nous est pénible d'en faire l'observation, la compétence de cet étrange tribunal. Amené à la barre, il y montra une assurance modeste et répondit avec esprit et précision, aux questions plus ou moins insidieuses qui lui furent adressées par le président.

Il n'était pas difficile de prouver que Louis n'avait jamais eu d'attachement sincère à la constitution, mais comment démontrer qu'il était la cause de l'effusion de sang, dont le 10 août avait été trempé? C'étaient là cependant les principales charges de son acte d'accusation. Après avoir subi cet interrogatoire, Louis fut reconduit au Temple, à travers les huées de la plus vile populace. Ramené à la barre peu de temps après, il fut défendu par Desèze avec des ménagements envers les juges qu'une éloquence plus mâle aurait peut-être terrassés; car dans ces moments d'effervescence populaire un discours énergique entraîne, subjugue, accable la multitude. Il entrait dans la destinée de ce malheureux descendant d'Henri IV, d'être défendu comme un accusé vulgaire, et de montrer dans son infortune une âme moins forte que Charles Ier.

Le roi d'Espagne fit faire en vain par son chargé d'affaires quelques déclarations tendantes à lui sauver la vie, et selon la logique du temps, l'intercession d'un tyran était un crime de plus qui ne devait qu'accélérer sa perte. Une majorité de cinq voix, fit prévaloir la peine de mort. Les girondins, contre l'opinion qu'ils avaient d'abord émise, la votèrent en se réservant un appel au peuple, et pour dernière ressource, un sursis; mais l'un et l'autre furent écartés. Louis, en recevant la notification de sa sentence, ne put obtenir un délai de trois jours de l'inexorable dureté de ses juges; ils crurent faire assez de lui laisser la faculté d'appeler un prêtre, et d'embrasser sa famille : le peu de moments qui lui restèrent, furent employés en exercices de piété, et à écrire un testament, où il pardonnait à ses meurtriers.

Il serait difficile à l'historien le plus profond, d'assigner la véritable cause de ce jugement inique. L'intérêt des factions dominantes ne le commandait pas. Louis avait un successeur hors du royaume, et à sa mort toute la force du gouvernement s'y trouvait ainsi transportée. Sa détention, au contraire, laissait les princes émigrés dans la position de mécontents fugitifs : sous tous les autres rapports elle était d'ailleurs beaucoup moins dangereuse; jusque-là, tout ce que les novateurs avaient osé, pouvait se parer des couleurs du patriotisme, et trouver grâce aux yeux de la postérité, même à ceux du roi, si jamais une réaction le ramenait sur le trône. Prisonnier, il pouvait être considéré comme un otage qui garantissait l'impunité de ses

ennemis, et les intérêts politiques de la France. L'importante question de la neutralité de l'Espagne, et peut-être celle de toutes les puissances maritimes, à l'exception de l'Angleterre, se rattachait à la conservation de ses jours. Mais on avait alors le plus profond mépris pour toute considération politique; une exaltation barbare était le seul titre revendiqué par les hommes d'État de 1793.

Mercier après avoir fait, dans son nouveau Tableau de Paris, la peinture animée du scandale de ces horribles débats, ajoute avec son originalité ordinaire :

« Comme les crises révolutionnaires se composent d'infiniment petits, ceux-ci forment la base » essentielle de ces événements ; une grande issue » avec des petits moyens, doit étonner les observateurs.

» Presque tous les événements de la révolution » furent imprévus et même imprévoyables. Comment se figurer la cruauté en pure perte ; d'exécrables extravagances sans but ; une doctrine » comme celle de Marat trouvant des enthousiastes ; » des bacchanales sans-culotides approuvées en ce » qu'elles avaient de plus hideux? J'ai vu le triomphe d'une grossièreté loquace et furieuse ; je n'y » croyais pas la veille, ne pouvant admettre le » sommeil ou le délire d'une nation entière. Cependant des hommes placés hors de la scène, prétendent expliquer les causes de tel ou tel événement de la révolution ; ils confondent les temps, » les lieux, les personnes. *La mort de Louis XVI* » *est une catastrophe amenée par les vents qui* » *ont soufflé des quatre coins de l'Europe.* »

Le jugement de cet écrivain judicieux est d'autant plus remarquable, que les partis, après dix ans de guerre et quinze de léthargie, se disputent de nouveau sur la première cause de ce fatal événement. Les uns ne veulent y voir que le triomphe de l'anarchie, d'autres recherchent dans les plus perfides ramifications de l'influence étrangère, dans l'ambition personnelle de quelque prince, des circonstances qui puissent expliquer un attentat si odieux : nous nous épargnons des recherches qui pourraient nous conduire à de tristes découvertes.

Ce qui surprend le plus, c'est qu'il ne fut fait aucune tentative pour épargner à la France ce crime inutile ; les girondins prétendirent l'éviter par des subtilités ; aucun d'entre eux ne prit des moyens vigoureux pour l'empêcher. Dumouriez et le ministre Roland eurent, dit-on, le projet de faire enlever Louis ; le général a du moins affirmé qu'il avait réuni beaucoup de militaires à Paris dans l'intention de le sauver ; plusieurs versions, en lui accordant le premier point, contestent le second, et prétendent que ce général n'avait en vue que d'exciter un soulèvement pour porter le duc d'Orléans sur le trône, afin de jouer le premier rôle sous lui. Roland était d'un caractère trop timide pour prendre part à des entreprises aussi hardies, et sa femme, dont il suivait les impulsions, ne pouvait que les lui faire désirer. Il faut cependant rendre justice à Dumouriez, et convenir que si jamais il conçut un tel projet en faveur du duc d'Orléans, il en eût certainement pris occasion de mettre les jours de Louis XVI en sûreté.

Le 21 janvier, tous les habitants de Paris étaient sous les armes. Louis, amené au pied de l'échafaud, y protesta de son innocence ; le bruit des tambours que Santerre mit en mouvement, empêcha le peuple d'en entendre davantage, et le crime fut consommé. Le coup terrible qui fit tomber cette auguste tête retentit à l'instant même dans toutes les cours de l'Europe. Détournons nos regards de cette scène sanglante, et dont l'horreur ne sera jamais trop vivement retracée, pour les reporter, s'il est possible, avec le calme de l'observation, sur la situation intérieure et extérieure de la France où ce fatal événement glaça tous les cœurs d'épouvante.

Les girondins, dont les efforts pour sauver la vie de Louis, furent si mal dirigés, tremblants maintenant pour eux-mêmes, cherchèrent à se rapprocher de leurs féroces adversaires : l'assassinat du député Saint-Fargeau, commis par un garde du corps, la veille même du 21 janvier, opéra ce rapprochement entre deux partis que les royalistes poursuivaient avec la même soif de vengeance. La trêve ne dura, au reste, que deux ou trois jours, et les haines se réveillèrent avec d'autant plus de force qu'elles avaient été un instant comprimées.

Ce fut Danton qui descendit d'abord dans l'arène et lança les premiers traits contre les girondins, avec sa logique accoutumée. Ce trop fameux révolutionnaire, le compagnon et l'émule de Robespierre, partageait alors avec lui la faveur de

l'assemblée. Sa forte complexion et son énergie semblaient imposer à son rival. La fureur était l'état habituel de son âme orageuse ; le son de sa voix rauque et bruyante, ressemblait au bruit du torsin. Plus calme, plus maître de lui-même au milieu de ses emportements, Robespierre avait par ces seules qualités un immense avantage sur son compétiteur : d'ailleurs, la simplicité de ses goûts et de ses habitudes qui, même au faîte du pouvoir, lui fit préférer le toit et la nourriture d'un obscur ouvrier, aux hôtels magnifiques et aux tables somptueuses recherchées par Danton, lui acquit auprès de la multitude une réputation de désintéressement et d'incorruptibilité, égale à celle de Fabricius.

Indépendamment de ces qualités peu communes, qui disposaient tous les esprits enthousiastes ou superficiels en faveur de Robespierre, ce terrible meneur en réunissait d'autres, qui devaient assurer son triomphe. Il était sourd, impassible et muet comme la mort dont il frappait ses victimes : on ne cite pas un seul exemple d'une personne qui ait été sauvée par lui. Aucun sentiment d'humanité n'avait trouvé accès dans les replis de son cœur. Au contraire, les jouissances et les voluptés où un tempérament fougueux précipitait Danton, amortissaient sa férocité : impitoyable, lorsqu'il s'agissait de proscrire des masses, il ne pouvait se défendre d'un sentiment d'intérêt pour un individu, et sa pitié comme sa fureur ne restait jamais oisive : aussi beaucoup de proscrits lui furent-ils redevables de la vie.

Danton n'avait pas seulement l'énergie du tigre, on lui accorde encore celle d'un grand caractère, et il en fit p reuve lors de l'invasion des Prussiens : c'est, dit-on, à lui qu'il faut attribuer la bonne contenance de l'assemblée et l'élan qui fut imprimé au peuple. Si la part active qu'il prit aux massacres de septembre ne le cède à aucun des crimes de son compétiteur, on doit convenir qu'il y avait quelque chose de plus élevé dans l'âme de Danton. La soif du pouvoir était aussi forte dans l'un que dans l'autre ; ils aspiraient en secret à la dictature, et ce fut là le premier germe de leur haine longtemps secrète. Si l'un avait plus de profondeur, l'autre possédait une sorte de sagacité cruelle qui fut rarement en défaut. Comme orateur, Robespierre n'eut jamais qu'un talent médiocre et factice ; l'éloquence de Danton, au contraire, quoique âpre et sauvage, atteignait, d'un premier élan, une sorte de sublimité. Ce qu'il y a de remarquable dans le caractère du premier, c'est un orgueil d'autant plus irritable qu'il ne se sentait appuyé sur aucune qualité solide ; et un penchant à la dissimulation qui le tenait habituellement concentré dans lui-même. L'âme de Danton était à la fois plus bouillante et plus expansive ; sa haine se manifestait volontiers par des saillies d'une originalité brutale : avant d'être frappé, l'on était du moins averti ; tandis que l'autre vous marquait en secret du poinçon de sa haine, et faisait consister toute sa force dans la dissimulation.

Il serait téméraire d'affirmer que Robespierre forma de prime abord le projet de se saisir du pouvoir suprême par le renversement du trône et de tous les obstacles qui l'en séparaient ; il est bien plus probable qu'il ne fut amené à un pareil dessein qu'au moment où il en vit la possibilité à la suite de tant d'événements désastreux. Quelle que fût l'atrocité de son âme, nous ne croirons jamais qu'en 1791, ce monstre ait déjà songé à réduire la population de la France à 16 millions d'habitants, afin de la disposer à supporter son effroyable joug. Quant au projet qu'on lui attribue d'avoir voulu ceindre le diadème en profanant le sang des rois par un exécrable hyménée, c'est une fable inventée par un écrivain, jaloux de rendre ses personnages plus dramatiques, en leur supposant de vastes et profondes combinaisons. Nul doute que Robespierre n'ambitionnât la dictature, mais il n'était pas le seul ; Marat et Danton y songeaient aussi, et ce fut même cette concurrence qui, pour le bonheur de la France, entretint une espèce de division entre ces trois monstres ; nous verrons les girondins lutter encore quelque temps contre eux, et finir par en être dévorés.

Cependant la majorité de l'assemblée flottait encore entre les deux partis, les girondins cherchèrent à se venger sur le duc d'Orléans de la cruauté de leurs adversaires, et obtinrent un décret qui le bannit comme dangereux à cause de son origine ; ce prince implora la protection des jacobins qui prirent sa défense ; Robespierre se réservant sans doute cette victime, parla en sa faveur ; et le décret fut retiré. Tout ce que les girondins y gagnèrent,

ce fut d'écarter d'eux les soupçons d'orléanisme.

L'intérieur de la république se ressentait de l'agitation de la capitale; partout une minorité factieuse faisait la loi; si les jacobins avaient lutté avec le pouvoir royal par les ramifications de leur clubs, que ne doit-on pas attendre de leur supériorité sur les instruments débiles du conseil exécutif? C'est dans les clubs présidés par eux, qu'on décide de la vie des citoyens et de leur fortune; c'est là que se font les réputations, que se distribuent les emplois, enfin que s'ourdissent toutes les trames qui doivent bientôt renverser jusqu'à l'ombre de la liberté. L'avantage des factieux était de trouver partout une multitude plus ou moins façonnée à la révolte, portée au pillage et au massacre, et toujours facile à mettre en mouvement, en lui vantant les douceurs de l'égalité, ou en lui promettant des lois agraires. La masse du peuple, auquel on parlait sans cesse de ses droits sans jamais l'entretenir de ses devoirs, et dont on fascinait encore les yeux par des dehors de gloire, se laissait entraîner sans le savoir, et quoiqu'elle ne partageât pas les fureurs de ses chefs, elle ne sentait pas la nécessité de s'y opposer. Notre cadre n'admet pas d'autres détails sur des mouvements partiels; jetons maintenant un coup d'œil sur les différents cabinets de l'Europe.

L'événement du 21 janvier ne permettait plus à leur politique de rester indécise; la tête sanglante de Louis avait été, pour nous servir de l'expression de Danton, le terrible gant de bataille que la convention venait de jeter à tous les rois.

On sait qu'après le 10 août, lord Gower, ambassadeur anglais, avait quitté Paris. L'ex-constituant Talleyrand, envoyé à Londres par le roi, au mois de mars, pour solliciter l'appui de l'Angleterre, et qui y était ambassadeur de fait, sous le manteau de Chauvelin (1), n'y jouissait d'aucun crédit; ce dernier n'était pas même entendu lorsqu'il parlait au nom du conseil exécutif provisoire. On ne comprend pas comment Brissot et Vergniaud, qui déclamèrent avec tant d'orgueil contre quelques phrases du prince de Kaunitz, supportèrent cette insulte de la part du cabinet britannique; il n'en fallait pas davantage pour allumer la guerre. Cependant ces ardents défenseurs des idées métaphysiques, qui avaient osé dire en pleine tribune : *Périssent nos colonies plutôt qu'un principe!* et qui venaient de provoquer tous les cabinets de l'Europe, en berçant la France de l'appui de l'Angleterre, honteux sans doute de leur impéritie, n'osèrent soulever le voile qui cachait leurs jongleries. Peut-être se flattèrent-ils d'en imposer assez longtemps pour détourner le coup, en persistant à caresser la nation anglaise, dont ils feignaient de ne pas connaître la haine invétérée et le constant intérêt.

Il n'était question néanmoins que d'armements multipliés dans les ports de la Grande-Bretagne, et dont on annonçait ouvertement la destination contre les colonies françaises, déchirées comme la mère-patrie. Ces préparatifs étaient d'autant plus faciles, que le ministère, par des menaces de guerre contre l'Espagne en 1790, et contre la Russie en 1791, avait obtenu près de 90 millions pour les besoins de la marine, et se mettait en mesure aussi sourdement que possible, de saisir l'instant favorable pour éclater, quand la France n'aurait plus la moindre chance de succès à lui opposer. Des émissaires partis de la Jamaïque établissaient depuis deux ans avec les colons de Saint-Domingue, divisés d'intérêts, des relations qui devaient un jour faciliter la soumission de cette île importante. La flotte de Spithead était prête à faire voile; la tour de Londres, mise en état de défense et armée; les milices de plusieurs comtés, levées; et un rassemblement, formé sur les côtes. L'envoyé anglais excitait les Suisses à la guerre; lord Auckland proposait à la Hollande, dès le 16 novembre, les secours stipulés par la triple alliance de 1788. De vives récriminations contre l'ouverture de l'Escaut et contre les décrets de propagande, annonçaient le but qu'on se proposait. Une frégate française était enlevée en pleine paix dans les mers de l'Inde, après un combat meurtrier; enfin, les bâtiments de commerce et les citoyens français étaient soumis à mille vexations, que l'on se berçait encore à Paris du fol espoir de la neutralité.

Cet aveuglement paraîtra d'autant plus surpre-

(1) L'assemblée constituante ayant déclaré ses membres inéligibles aux fonctions publiques, Talleyrand ne put être ambassadeur, il eut une mission particulière pour diriger Chauvelin alors jeune et sans expérience.

nant qu'il suffisait de jeter les yeux sur l'histoire du dernier siècle pour prendre une idée bien différente des relations des deux États : d'ailleurs, depuis plusieurs mois, le parlement retentissait de plaintes et de menaces dont le but, trop visible, était la guerre. Personne aujourd'hui ne serait dupe de la scène où l'orateur Burke, pour en venir plus sûrement à ses fins, jeta de la tribune, au milieu de la salle des communes, un poignard fabriqué, disait-il, par les correspondants des jacobins, pour attenter à la vie des amis de l'ordre et de la prospérité anglaise. A la vérité, quelques symptômes anarchiques s'étaient manifestés en Écosse, en Irlande et dans plusieurs tavernes de Londres; mais les adresses de toutes les corporations de la capitale et des provinces, signalaient assez l'esprit patriotique de la majorité des Anglais, pour rassurer le ministère sur ces mouvements. Ils n'aboutirent, en effet, qu'à l'investir d'une autorité plus étendue, ainsi que nous l'avons déjà dit.

Voyant enfin que M. Chauvelin ne parvenait point à expliquer des doutes qui étaient déjà de tristes réalités pour tout homme d'État éclairé, quelques girondins supposèrent que Dumouriez serait plus habile. Ce général prétend, dans ses Mémoires, que Pitt avait déclaré ne vouloir traiter qu'avec lui; et, toujours prompt à se forger des illusions quand son amour-propre y trouvait son compte, il s'imagina que la politique anglaise faiblirait devant de petites intrigues, supposition qui décèle autant d'égoïsme que de présomption, et n'était fondée sur aucune probabilité. Pourquoi le chancelier de l'échiquier eût-il traité avec le généralissime des armées de la convention, dont les victoires consolidaient l'empire rival et la puissance des jacobins, plutôt qu'avec un ministre parlant au nom de la nation? La moindre connaissance des affaires eût dû suffire pour démontrer toute la futilité de ces calculs; mais aucune considération ne peut dessiller les yeux aveuglés par les passions et fascinés par un sot orgueil. Dumouriez donna dans le piége, et se crut à la veille de changer la marche inévitable des événements. Il se compare, en cette occasion, à Caton allant demander un *oui* ou un *non* au sénat de Carthage; comparaison qui dénote aussi peu de modestie que d'habileté dans l'art d'apprécier la situation respective des États.

Cependant, trois membres du conseil exécutif s'étant opposés à ce que le général partît d'abord pour Londres, on résolut d'y envoyer Maret, homme instruit et délié, tant pour demander et donner quelques explications préliminaires sur les griefs réciproques, que pour sonder réellement les intentions de Pitt, et demander des passe-ports pour Dumouriez.

On ne devait pas attendre des conceptions bien élevées des hommes qui tenaient alors les rênes du gouvernement; tous leurs calculs reposaient sur de vains intérêts de cotterie, et dénotaient l'absence d'une saine politique. Les affaires de la république se traitaient dans les dîners de madame Roland, par une réunion d'hommes instruits, mais trop convaincus qu'il suffit d'avoir de l'esprit pour diriger le vaisseau de l'État au fort de la tempête.

De Maulde, ambassadeur à La Haye avait été remplacé par Noël, qui y déplut. Cédant ensuite à l'influence de Dumouriez, on espéra, en y renvoyant le premier, conserver la neutralité dont la question dépendait entièrement du cabinet de Londres. Ce général, tout glorieux de balancer seul les destinées de la France, s'abusait au point de vouloir proposer à lord Auckland et au grand pensionnaire Van Spiegel, une conférance à Anvers, où il espérait moins discuter les grandes questions qui intéressaient le ministère de Saint-James, qu'assurer la réussite de ses projets.

Personne ne voulait voir que le gouvernement anglais, à part son opinion sur la mort de Louis, eût dévié de la politique nationale, en laissant échapper ce motif plausible de rupture dans des circonstances si favorables. Le cabinet qui avait sanctionné le massacre de Jumonville, en 1753, pour avoir un prétexte de guerre dans un instant propice, laisserait-il échapper l'occasion sans égale que lui offrait le bouleversement de 1793? Imbus des mêmes erreurs, les diplomates, comme les législateurs, ne purent s'imaginer que ces deux années de neutralité apparente eussent été employées habilement par le conseil de Georges; soit en profitant du trouble universel pour accabler Tipoo, assurer l'empire de la Grande-Bretagne dans l'Inde, et agiter les colonies des Antilles; soit pour échauf-

fer la lutte sur le continent européen avant de paraître sur la scène; ou enfin pour rétablir la bonne intelligence avec la Russie, troublée par les secours donnés à la Pologne et à la Turquie depuis 1789 à 1791. Par une méprise bien plus inconcevable, on appelait un ministre anglais à discuter, dans une conférence, les moyens de détruire l'anarchie en France, tandis que Pitt s'était réjoui publiquement dès 1790, à la chambre des communes, des avantages que ces déchirements promettaient à sa patrie.

Enfin, le renvoi de Chauvelin, à la nouvelle de l'attentat du 21 janvier, mit un terme à ces puériles incertitudes. Maret revint de Douvres sans avoir réussi à pousser plus loin.

Il ne resta à la convention que le choix d'attendre la déclaration de guerre, ou d'en prendre l'initiative; et elle se chargea bientôt après de l'odieux de l'agression, en déclarant, le 1er février, à l'Angleterre une guerre que celle-ci faisait réellement depuis deux mois.

La Hollande, placée depuis le traité de 1788 dans la dépendance absolue du cabinet de Saint-James, excitée par lord Auckland, mécontente de l'ouverture de l'Escaut, et menacée d'ailleurs par Dumouriez, se préparait ouvertement à la guerre, et fut comprise dans le même décret.

La convention ne tarda pas à la déclarer aussi à l'Espagne. Cette puissance suivit la ligne la plus sage, tant que le respectable comte d'Aranda se trouva à la tête du gouvernement. Il lutta contre la tourmente révolutionnaire aussi longtemps que possible, ne se dissimulant point que le moindre pas hostile entre les deux nations causerait une guerre universelle et que sa patrie jouerait, bon gré mal gré, le plus dangereux des rôles en s'alliant à son plus cruel ennemi. Ceux qui savent l'influence que le clergé exerce dans les affaires du cabinet d'Aranjuez, et se rappellent la haine qu'il dut concevoir contre une révolution sapant aussi bien l'autel que le trône, jugeront quels obstacles ce grand homme d'État eut à vaincre pour maintenir la bonne harmonie.

La nouvelle du 10 août et les détails de cette affaire, rapportés par le chevalier d'Yriarte, commencèrent à ébranler son crédit et son système; des mesures militaires défensives furent prescrites, en même temps qu'on reprit quelques préparatifs dans les ports. Déjà on remarquait dans la marche du cabinet d'Espagne une allure différente; les rapports du marquis Del Campo à Londres et de sir Jackson à Madrid, annonçaient moins d'éloignement entre les deux cours. Enfin le décret menaçant du 19 novembre et le fatal procès de Louis, vinrent déranger en un instant tous les calculs de la sagesse et le fruit d'un siècle de travaux et d'espérances.

Le comte d'Aranda, victime d'une intrigue de cour, se vit sacrifié au trop célèbre Godoï, qui depuis, sous les noms de duc d'Alcudia, et de prince de la Paix, fit tant de bruit et de mal en Espagne.

Le 15 décembre, ce changement de ministère s'opéra à la suite d'une menée dont les détails n'entrent point dans notre plan. La présence de M. de Calonne à Madrid, vers la fin de l'année, a fait penser qu'il n'était point étranger à ces événements dont la fatale influence se fit bientôt sentir.

Cependant les intentions du duc d'Alcudia parurent d'abord pacifiques; et M. d'Ocaritz, chargé d'affaires d'Espagne, remit, le 26 décembre, à la convention, une note par laquelle sa cour s'engageait à garder la neutralité et à cesser tout armement, pourvu que les jours du roi fussent respectés. Cette proposition, que l'honneur français et la justice auraient dû accueillir avec autant d'empressement que la politique, fut rejeté avec un froid dédain par cette assemblée, dans laquelle on comptait, il est vrai, peu d'hommes capables d'apprécier les rapports des différents États européens, et qui masquait son ignorance en qualifiant de machiavélisme, toute combinaison des intérêts de deux nations.

Dès lors il ne resta aucune voie de salut; l'Espagne arma pour venger un attentat qu'elle ne pouvait plus empêcher, et c'est à ce seul tort qu'elle est redevable de sa ruine actuelle. Le sort de Louis XVI étant irrévocablement décidé, la rupture entre les deux pays n'avait plus de but, et le seul parti à prendre était de s'allier avec les Suédois, les Danois et les Américains pour l'observation d'une stricte neutralité maritime. Mais irrité d'un crime odieux, autant qu'alarmé des progrès de l'anarchie, le cabinet de Madrid se

laissa aller à des démarches, qui, envenimées encore par les fougueux arbitres des destinées de la république, ne tardèrent pas à provoquer la déclaration de guerre que la convention fit à Charles IV, sur le rapport de Barrère, dans la séance du 7 mars.

Il ne manquait, pour compléter le bouleversement général du continent, que de voir la confédération germanique se déclarer en entier contre la France; et le tableau ne laissa rien à désirer sous ce rapport. Déjà, à la première nouvelle de la prise de Mayence par Custine, la diète, sans préjuger la question d'une déclaration de guerre formelle, invita les princes qui avaient des troupes sur pied à les faire marcher. Cédant ensuite à la demande de l'Autriche, elle décréta, le 22 décembre, la levée du triple contingent (1).

L'électeur palatin seul était bien disposé en faveur des Français : les services que la Bavière en avait reçus depuis Louis XIV l'avaient attaché autant à la nation qu'à la famille appelée à la régir. La peur de voir renouveler les projets de Joseph II, l'éloignait avec raison de toute cause autrichienne. Le prince de Deux-Ponts partageait ces sentiments; et toute cette partie méridionale de l'Allemagne était portée d'inclination à une neutralité qui était d'ailleurs de son plus grand intérêt.

Cependant les mesures préliminaires ordonnées par la diète, avaient déjà reçu une partie de leur exécution; l'électeur de Saxe envoyait 6,000 hommes sur le Rhin; les princes de Hesse en avaient joint autant à l'armée prussienne, sans compter 8,000 hommes qu'ils mettaient à la solde de l'Angleterre; l'électeur de Hanovre, avant de se prononcer comme roi d'Angleterre, faisait marcher son contingent. Enfin, la diète, cédant à une infinité de causes et d'intérêts trop connus pour être développés ici, adopta, le 30 avril, un conclusum qui constituait l'Empire en état de guerre, et augmenta des cercles de Bavière, de l'électeur palatin et de la Souabe, la masse déjà énorme des ennemis de la France.

Le pape, moins irrité de la réunion d'Avignon, pour laquelle on eût pu lui assurer des indemnités, que de la perte des immenses avantages que le concordat de François I[er] avait imprudemment livrés à la cour de Rome, et de la ruine de son influence spirituelle dont il était menacé par la constitution civile du clergé, frappa d'anathème les républicains. Indisposé de plus en plus par le langage inconcevable du conseil exécutif qui croyait n'avoir qu'un signal à donner pour briser la tiare du pontife et les couronnes des rois (2); le saint-siége n'attendit pas la mort de Louis XVI pour se déclarer; et l'assassinat commis, le 13 janvier, à Rome, sur l'envoyé Basseville, prouvait assez que la France aurait à se garantir contre les foudres de l'Église, moins redoutables que celles des flottes de Portsmouth, mais frappant et embrasant toutefois les contrées ignorantes et superstitieuses, que la convention appelait sans ménagement à la philosophie et à la liberté.

Naples, quoiqu'à peine revenue de la frayeur causée par l'apparition de l'escadre de Latouche, ne contint point l'indignation que lui inspirèrent le jugement de Louis et les impudentes déclamations du grenadier Belleville à la convention nationale (3); elle se contenta de promettre l'envoi à Paris du prince de Castel-Cicala qui se trouvait à Londres, et entra dans la coalition dès qu'elle le put avec sûreté; l'apparition des escadres combinées dans la Méditerranée lui en fournit bientôt l'occasion. Ainsi le même trait de plume, par lequel Godoï signa l'union des pavillons castillan et britannique, plongea l'Italie entière sous le joug du cabinet de Saint-James.

Le Portugal, attaché au char de l'Angleterre de-

(1) Le contingent ordinaire, d'après les conventions de 1681, s'élevait à 40,000 hommes; cependant, il ne faut pas croire que le triple contingent donnât une armée de 120,000 hommes. L'Autriche et la Prusse laissaient le leur réuni à leurs armées séparées, d'autres princes le fournissaient en argent enfin, chaque État éludait, autant que possible, de prendre part à une charge sans intérêt direct. Les troupes de Bavière, de Souabe, de Mayence, de Trèves, Munster, Wurtszbourg, Salzbourg, Darmstadt, ne faisaient pas plus de 25,000 hommes.

(2) Lettre du conseil au pape. (Voyez pièces justificatives du livre, IV n° 1.)

(3) Voyez son discours à la séance du 7 janvier, rapporté aux pièces justificatives des livres II et III, n° 11.

puis les négociations du célèbre Methuen, ne s'en était un instant éloigné, pour accéder à la neutralité armée de 1780, qu'afin de reprendre de plus fortes chaînes. À la disposition des cabinets de Londres et de Madrid, il ne pouvait manquer d'être leur auxiliaire, et n'attendait que l'ordre de faire marcher son contingent.

La Turquie, impassible à ces commotions, restait dans l'attente des événements : la France d'ailleurs, avait souffert en 1791 que la Porte dût son salut à la médiation de l'Angleterre et de la Prusse; il était donc naturel que le Divan ne s'intéressât plus si vivement à son sort. Cependant, le moment était décisif, s'il s'agissait de sauver ses anciens alliés; et cet instant de léthargie ne sera sans doute pas l'épisode le moins remarquable de l'histoire ottomane; il faut l'attribuer à la guerre qui venait à peine de finir, et au peu de confiance qu'inspirait alors la politique française.

La Suède et le Danemark, guidés par le sentiment de leur propre conservation, plus encore que par indulgence pour les excès qui se commettaient à Paris, restaient neutres. Le duc de Sudermanie était revenu, comme on l'a déjà dit, à la politique nationale, oubliée par l'illustre champion du pouvoir absolu. La cour de Danemark, dirigée par l'habile Bernsdorf, ne se contenta pas de repousser toutes les insinuations des ministres coalisés depuis le mois de mars 1792. Ce grand homme, attentif aux progrès menaçants de l'Angleterre, s'était convaincu par l'issue des guerres précédentes que le système de 1780 était le seul qu'on pût lui opposer avec succès; et les cours du Nord persistaient dans un pacte, où elles trouvaient tous les éléments de leur sécurité et de la prospérité de leur commerce.

La Suisse n'avait encore embrassé aucun parti; la dernière révolution de Genève, en réveillant la défiance des Bernois, les portait au ressentiment, et à une rupture que des intérêts différents et des vues plus modérées parvinrent à détourner, malgré les efforts de l'envoyé anglais Fitz-Gérald.

Les puissances déjà en lice, l'Autriche, la Prusse et le roi de Sardaigne, encouragés par l'accession de tant de nouveaux et puissants alliés, brûlaient du désir de laver l'affront imprimé à leurs armes, et poursuivaient avec ardeur tous les préparatifs pour entrer en campagne avec une supériorité décidée. Mais l'événement important qui se passait au nord, partageait leur attention entre les rives du Rhin et celles de la Vistule.

En indiquant, au chapitre VI, les motifs qui avaient porté Catherine à envahir la Pologne, nous avons rendu compte des succès de ses armes et de la finesse de ses négociations, qui assurèrent le triomphe des confédérés de Targowitz. Les derniers mois de 1792 s'étaient écoulés, d'une part, à transporter l'autorité de la diète à la confédération, successivement établie à Brzesk et à Dubno; de l'autre, à méditer les moyens de tirer parti des circonstances. Ce moment de repos était précurseur d'une catastrophe que l'imprévoyance des confédérés ne sut ni apercevoir ni détourner. Des négociations actives avaient lieu entre les cabinets de Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, et un second partage de la Pologne venait d'être résolu. Les avis ont été divisés sur l'origine de ce grand événement : les écrivains les mieux informés ont pensé que Catherine, fidèle aux plus chers intérêts de la Russie, en fit la première proposition à la Prusse et à l'Autriche à la fin de 1792. Instruite par l'expérience des dernières campagnes contre les Turcs, à quel point la Pologne bien organisée lui serait redoutable, pénétrée de la nécessité de s'ouvrir un contact direct avec les puissances européennes, la czarine devait le désirer et y était assez intéressée pour accréditer cette version. Les mêmes écrivains prétendent que Frédéric-Guillaume, avide d'indemnités pour ses folles expéditions de Champagne, avait consenti alors à ce démembrement pour obtenir Thorn et Dantzig, places dont nous avons déjà signalé l'importance, tant par leur commerce que par leur position géographique qui lie la vieille Prusse aux autres provinces de cette frontière et en assure la défense. Enfin, on se plaît à dire que l'Autriche, de crainte d'être abandonnée par son alliée, et livrée seule aux coups des Français, avait mieux aimé se procurer d'un trait de plume une ample compensation à la perte de la Belgique, que de s'exposer à une lutte inégale et dangereuse en s'opposant seule à ce nouveau partage. Dans ces sortes de cas, il faut ou prendre part aux dépouilles ou s'opposer à l'envahissement. Le premier parti est à la fois plus

facile et plus agréable; et le cabinet de Vienne, convaincu selon toute apparence qu'il se trouvait dans l'impossibilité de mieux faire, donna les mains à cette opération.

D'autres personnes ont pensé que, si le partage n'eût pas été convenu longtemps auparavant, l'Autriche n'aurait pas manqué de secourir la diète énergique de 1792, lorsque le prince de Czartorinski vint lui en faire la proposition: et l'on découvre dans les stipulations de Reichenbach et de Pilnitz, plus d'un indice qui donnerait du poids à cette assertion.

On n'a pu faire jusqu'ici que des conjectures sur la part que l'Angleterre eut à cette transaction, et l'époque où elle y consentit. Cette puissance, qui de 1789 à 1791 avait pris si hautement les intérêts des Turcs et des Polonais, garda un silence d'autant plus surprenant, que la guerre contre la France promettait un succès facile, et que le concours de Catherine n'y semblait point nécessaire. Cependant, la correspondance active entre les cours intéressées, à la fin de 1792, ces courriers reçus et expédiés au mois de novembre, à Berlin et à Pétersbourg par sir Stratton, ministre anglais à Vienne, font assez soupçonner que le partage fut consenti à cette époque, sous l'entremise du cabinet anglais.

L'intelligence de nos lecteurs et le temps, suppléeront à ce qui nous manque de documents authentiques pour asseoir un jugement précis sur cet événement. Quoi qu'il en soit, il est certain que dès le mois de janvier, les Prussiens firent marcher une armée commandée par le maréchal de Mœllendorf vers Posen, Thorn et Dantzig, et que cette double guerre empêcha Frédéric-Guillaume de diriger contre la France des efforts qui, tournés vers les bouches de la Vistule, semblaient bien plus profitables à ses intérêts.

L'Autriche, de son côté, sans envahir aussi ouvertement les provinces polonaises, rassemblait néanmoins quelques régiments du côté de la Galicie et de Cracovie; ce qui ne l'empêchait pas d'envoyer près de 40,000 hommes de renforts sur le Rhin et la Meuse, afin de rentrer en Belgique et d'aider les Prussiens à reprendre Mayence, qui, ouvrant aux Français un débouché en Allemagne, pouvait être considéré comme la clef de l'Empire.

Les sénateurs inquiets et turbulents de la nouvelle république, ne pouvant opposer à la ligue universelle, aucune alliance capable d'en balancer ou atténuer les effets, n'eurent rien de mieux à faire que de se préparer à un combat à outrance; et, résolus de périr plutôt que de courber leurs têtes sous le joug, ils durent songer à prendre toutes les mesures nécessaires pour opposer à l'Europe armée, des forces qui pussent balancer celles de la coalition. Si l'unique but de leurs efforts avait été, comme ils l'annonçaient, une liberté raisonnable, et l'indépendance de la France, ce dévouement serait sublime; mais on ne reconnaît dans la plupart d'entre eux que les fureurs de l'esprit de faction ou l'énergie du désespoir, ce qui diminue beaucoup la gloire des résultats qu'ils obtinrent.

L'attitude victorieuse de l'armée de Dumouriez sur la Roër, trompa sans doute les meneurs sur les premières chances de la guerre; toutefois, les députés les plus éclairés de la convention mesurèrent les efforts qu'il faudrait opposer à l'Europe conjurée. Sieyes et Dubois-Crancé, au nom de cette partie de l'assemblée firent, le 25 janvier, un rapport sur l'urgence d'adopter des moyens de défense: le premier proposa la réorganisation du ministère de la guerre qui, sous la direction de Pache, avait donné de si justes motifs de plaintes. Dubois-Crancé, tout en analysant avec méthode les besoins et les ressources de ce département, dévoila peut-être avec imprudence la distribution qu'il convenait de faire des troupes sur les différents points des frontières.

L'importance de ce rapport, et le développement des idées qu'il renferme, le rendent d'ailleurs si intéressant, que nous croyons faire plaisir à nos lecteurs de leur en rappeler ici les dispositions principales, qui constituent en quelque sorte le plan général d'opérations.

« La république, dit l'orateur, pouvant être attaquée au nord, à l'est, au midi et sur les côtes » de l'Océan, elle doit examiner d'abord quels sont » les points où elle peut agir avec plus de succès » offensivement ou défensivement. Elle doit profiter des obstacles de la nature, partout où ils lui » permettent de se tenir avec assurance et succès » sur la défensive. Si les Français franchissaient

» les défilés pour attaquer des ennemis séparés » d'eux par des chaînes de montagnes, ils se pri- » veraient de l'avantage de se défendre avec un » petit nombre d'hommes contre des armées nom- » breuses. D'ailleurs, le système défensif, quand » il n'entraîne aucun danger, est celui d'une nation » juste. Elle n'agit offensivement que pour préve- » nir l'invasion de son propre territoire; et lors- » qu'elle est forcée de sortir de ses foyers et dé- » trôner les tyrans, ce n'est que pour rendre les » peuples à la liberté, et rentrer ensuite dans ses » limites comme un fleuve qui se resserre dans son » lit après avoir fertilisé les campagnes qui l'envi- » ronnent.

» Votre comité pense donc que vous devez gar- » der la défensive à l'Est et au Midi, à moins que » les circonstances qui varient, n'en décident au- » trement. Les deux points sur lesquels le roi de » Sardaigne peut vous attaquer dans le Midi, sont » la Savoie et le comté de Nice; ces deux pays sont » assez éloignés l'un de l'autre, et assez séparés » par les obstacles naturels pour qu'il soit néces- » saire d'établir une armée dans chacun. Sur les » frontières d'Espagne, les deux principaux points » par où les troupes espagnoles pourraient péné- » trer, sont également aux deux extrémités de la » chaîne des Pyrénées. Cependant, comme il se » trouve un troisième passage au milieu, votre co- » mité pense qu'il faut établir dans ce point trois » armées, savoir : une sous Perpignan, pour dé- » fendre Bellegarde et Mont-Louis, et protéger les » côtes; l'autre vers Bayonne, et enfin établir au » centre, vers Toulouse, un corps de réserve sous » les ordres du général en chef de ces trois corps, » qui sera destiné à se porter vers les points me- » nacés, avec cette rapidité que la position des » lieux ne permet pas aux Espagnols d'imiter (1).

» L'Espagne ne peut porter aux frontières que » 40,000 hommes disponibles; en lui opposant » une force égale, nous soutiendrons encore une » guerre défensive sans dangers : ainsi les trois » armées des Pyrénées seront ensemble de 40,000 » hommes.

» Les troupes du roi de Sardaigne s'élèvent à » 46,000 hommes; il faut qu'il garde les places, » qu'il garantisse son propre pays des révolutions. » Il peut donc tout au plus mettre en campa- » gne 30 à 36,000 hommes. L'Autriche lui a » donné un secours de 10,000 hommes; elle lui » en fait espérer de nouveaux : mais le comité » pense qu'avec 40,000 hommes de ce côté, on » pourra soutenir la guerre défensive avec succès.

» Les côtes de la Méditerranée et de l'Océan » doivent être gardées par de fortes garnisons, et » par une armée d'observation.

» C'est donc au nord que vous devez déployer » tous les moyens d'une guerre offensive, et votre » premier vœu sera sans doute d'empêcher et » même de détruire les préparatifs hostiles d'une » puissance qui paraît disposée à nous faire la » guerre : toujours cette puissance craint une des- » cente, jamais le projet ne s'en est effectué, et » n'a jamais été sérieusement préparé; mais il » sera sans doute suivi avec plus de force et d'é- » nergie sous le régime de la liberté; vous y des- » tinerez 40,000 hommes d'embarquement. »

Dubois-Crancé, passant ensuite à l'évaluation des forces que l'ennemi mettra en activité, compte 60,000 Prussiens, 68,000 Autrichiens, 12,000 Hessois et 40,000 des cercles, 30,000 Sardes et 40,000 Espagnols : en tout 250,000 hommes; mais sans s'arrêter à ces données, comptant même sur de plus grands efforts de la part des puissances, il posait en principe que l'effectif des armées françaises ne pouvait être moindre de 502,000 hommes, et concluait par proposer les mesures suivantes :

« 1° Les armées du Nord, depuis Dunkerque, » jusqu'au pays de Gex, y compris les garnisons, » seront disposées comme il suit :

» Cent cinquante mille hommes depuis Dunker- » que jusqu'à la Meuse, 50,000 entre la Meuse et

(1) Dubois-Crancé, est dans l'erreur, s'il croit que les Espagnols ne puissent pas porter des réserves du centre aux extrémités, aussi rapidement que les Français. Les premiers ont par la position centrale de Saragosse autant de facilités pour agir que ceux-ci. Au reste, l'avantage local d'une réserve centrale est réciproque, il appartient à celui dans le pays duquel on porte le théâtre de la guerre, puisque par l'effet naturel de l'invasion, sa réserve entre en action, dès que l'ennemi débouche des montagnes. L'avantage stratégique appartient à celui qui prend l'initiative.

» la Sarre, 150,000 hommes de Mayence à Besan« çon, et jusqu'au pays de Gex (1); total 350,000 hommes, dont 30,000 de cavalerie, et 6,000 d'ar» tillerie de parc, non compris celle destinée au » service des pièces de bataillons. Ces armées » seront pourvues chacune de l'équipage de siége, » de pontons et généralement de tout ce qui est » nécessaire pour opérer offensivement.

» Le conseil exécutif pourra disposer de ces » forces, suivant que les circonstances l'exige» ront;

» 2° Il sera établi une réserve vers Châlons, com» posée de 25,000 hommes, dont 3,000 de cava» lerie, 1,200 d'artillerie, avec tout l'attirail né» cessaire pour se porter partout où le besoin se » fera sentir;

» 3° L'armée des Pyrénées sera de 40,000 hom» mes divisés en 3 corps, dont 30,000 d'infanterie, » 8,000 de cavalerie, et 2,000 d'artillerie.

» Les armées des Alpes et du Var seront chacune » de 16,000 hommes d'infanterie, 4,000 de cava» lerie, et 800 d'artillerie.

« Celle des côtes de l'Océan, ou d'embarque» ment, de 40,000 hommes, dont 35,000 d'infan» terie, 4,000 de cavalerie, et 1,000 d'artillerie;

» 4° Chacune de ces armées aura un état-major » particulier; 6,000 hommes, dont 2,000 dragons » seront formés pour la garde des côtes de Bre» tagne;

» 5° Les comités de la guerre et des finances, » sont chargés d'examiner les dépenses et les » moyens d'exécution, etc. »

On peut observer, sans cesser d'applaudir aux vues élevées de ce rapport, qu'il pèche en trois points essentiels : d'abord l'appréciation des forces de l'Autriche est fautive en ce qu'elle ne les porte qu'à 68,000 hommes, tandis qu'elles s'élevaient au double, et pouvaient même aller à 200,000 hommes : ensuite la distribution des forces au nord est vicieuse, parce qu'elle place la masse entre la Meuse et la mer, tandis que c'était entre la Meuse et le Rhin qu'il convenait de l'établir. Enfin, l'on affectait 8,000 hommes de cavalerie pour les Alpes, où ils semblaient inutiles; on réservait trop peu de monde aux Pyrénées en n'y laissant que 3 petits corps isolés de 13,000 hommes chacun.

L'assemblée sentit sans doute l'inconvenance de ce projet de loi, puisqu'elle en ajourna l'adoption; elle arrêta seulement qu'on prendrait des mesures pour porter les armées au complet de 502,000 hommes, dont 53,000 de cavalerie et 20,000 d'artillerie; mais sans déterminer les moyens qu'on emploierait pour y parvenir, ce qui occasionna la perte d'un temps précieux. Ce ne fut, en effet, que le 24 février, qu'elle décréta la levée de 300,000 hommes pour compléter les cadres et les porter à cet effectif.

L'armée eût joui de ces renforts deux mois plus tôt, si Dubois-Crancé, au lieu d'entrer avec la convention dans des détails qui n'étaient pas du ressort d'un décret, se fût borné à dire que pour lutter à chances égales contre les ennemis, il fallait mettre en campagne autant de monde qu'eux, et fournir encore les places de la moitié des garnisons exigées pour leur défense; et qu'il eût présenté au même instant les moyens de lever les 250,000 hommes nécessaires à ce complément.

La solde et l'entretien de ces énormes masses, exigeaient des ressources immenses; le crédit public n'en offrait aucune, les impôts se percevaient à peine et se trouvaient à une distance inouïe des besoins multipliés encore par d'énormes dilapidations.

L'anarchie s'était glissée partout; les créatures de Pache avaient fait, des bureaux de la guerre, un club, que le pillage, l'intrigue et les déclamations occupaient beaucoup plus que le bien de l'armée.

Le comité des achats, dont nous avons parlé, et dont Clavière fut, dit-on, associé, gaspillait avec une impudence difficile à dépeindre, et dont la fortune des chefs n'était qu'un faible indice, puisque les plus grands abus provenaient encore de leurs agents subalternes. Plus de 200,000,000 furent dépensés pour l'habillement seul, et en

(1) On ne sait pas si ce fut pour en imposer aux ennemis de la France que les deux armées du Rhin et de la Belgique calculées dans le discours du rapporteur à 62,000 hommes chacune, sont portées dans le décret à 150,000 hommes, ou s'il y fondit les 164,000 en garnisons.

calculant sur 800,000 hommes, c'était le double de la dépense nécessaire.

Le mal semblait d'autant plus irremédiable que les finances suivaient la progression inverse des besoins. Les biens du clergé se vendaient à vil prix, et si l'on eût recouru à la vente du reste et de ceux des émigrés, cette masse d'aliénation, hors de proportion avec le nombre des acheteurs, eût apporté d'autant plus d'obstacles que ces sortes d'acquisitions inspiraient une juste défiance, à cause des risques auxquels on s'exposait en cas de réaction.

Cambon qui présidait alors le comité des finances de la convention, ne voyait de moyen de salut que dans la spoliation des provinces conquises ou dans la planche des assignats; par un phénomène assez difficile à expliquer, ce papier s'était soutenu jusque-là à moitié de sa valeur nominale, et cette manière de faire de l'argent semblait la plus commode Quoique la somme en montât à 1,400,000,000, on crut pouvoir l'augmenter de 800 autres millions en l'hypothéquant sur les biens nationaux, dont la valeur fut estimée à près de 8 milliards.

En attendant, au lieu du brillant état militaire décrété, la France n'eut à l'ouverture de la campagne que 270,000 hommes, répartis comme il suit :

1° En Belgique, et employés à l'expédition de Hollande	30,000 homm.
2° Armée devant Maestricht, sur la Roër et dans le Limbourg	70,000
3° Armée de la Moselle	25,000
4° —— de Custine, à Mayence	45,000
5° —— du Haut-Rhin	30,000
6° —— en Savoie et à Nice	40,000
7° —— Dans l'intérieur, environ	30,000
TOTAL	270,000 homm.

A cette insuffisance numérique, il faut ajouter l'état dans lequel se trouvaient les troupes sous les rapports administratifs. Si les énormes sommes portées au budget des dépenses, avaient fourni un habillement et un équipement de bonne qualité, ce n'eût été qu'un demi-mal; mais l'un et l'autre se trouvaient dans le plus affreux délabrement. Les chevaux d'artillerie et des convois périrent par une coupable insouciance; la campagne d'hiver acheva de tout détruire, et le moral des troupes avait entièrement changé avec cet état d'abandon.

Les forces de la coalition s'élevaient non-seulement à la moitié en sus de celles de la France, mais elles se composaient encore des plus belles troupes de l'Europe.

1° L'armée impériale, en Belgique, comptait	50,000 homm.
Le cordon autrichien qui bordait le Rhin jusqu'à Bâle employait	40,000
Il y avait entre la Meuse et Luxembourg	33,000 (1).
2° Corps prussien en Belgique	12,000
3° —— Prussiens, Saxons, Hessois sur le Rhin	65,000
4° —— Hollandais	20,000
5° —— Hanovrien, Anglais et Hessois	30,000
6° —— Austro-Sardes en Italie	45,000
7° —— Espagnols	50,000
8° —— Troupes d'Empire, de Condé, etc.	20,000
9° —— Napolitains et Portugais	10,000
TOTAL	375,000 homm.

Le cabinet de Vienne pouvait bien, à la rigueur, mettre plus de 120,000 hommes en campagne, mais soit qu'il le jugeât superflu, soit qu'il voulût rester en mesure de prendre part aux affaires de Pologne, il n'en fit pas marcher davantage contre la France. Les autres puissances eussent été de même que l'Autriche, dans le cas de doubler au besoin leur contingent; toutefois les levées alors basées sur les ressources régulières des finances, et proportionnées aux moyens qu'on se sentait pour

(1) Ces derniers ne furent portés à cette force qu'au mois de mars. De même Clairfayt ne reçut en Belgique le gros de ses renforts que dans le mois de février. Ceux des Prussiens arrivèrent successivement vers la même époque : les Anglais n'arrivèrent que le 20 avril, les Hanovriens le 20 mai; enfin ce ne fut qu'au mois de juillet que l'armée du Haut-Rhin fut portée à la force indiquée dans cet aperçu. Ainsi, jusqu'au mois d'avril, la balance fut à l'avantage des Français, et s'ils furent battus au Nord, on ne doit l'attribuer qu'à de fausses manœuvres. Depuis le mois de mai, au contraire, les alliés eurent la supériorité jusqu'à la fin d'août. Alors les effets de la levée commencèrent à se faire sentir d'une manière plus efficace, et le déblocus de Dunkerque et de Maubeuge, en fut le premier résultat : la grande réquisition du mois de septembre, acheva d'assurer aux républicains une supériorité qu'ils ne perdirent que par l'expédition d'Égypte et la désastreuse campagne de 1799.

les soudoyer, ne s'opéraient pas avec la redoutable facilité qu'on y a apportée de nos jours, et dont la convention fut la première à donner l'exemple.

Les mesures pour le complément des armées adoptées malheureusement un peu tard, n'eurent pas d'ailleurs tout le succès qu'on s'en était promis, et indépendamment des obstacles que l'exécution de la loi rencontra dans bien des départements, il fallait beaucoup de temps avant que les hommes fussent rendus armés et équipés sous les drapeaux. Tout faisait ainsi présager que les grands coups seraient portés avant l'arrivée de ces renforts aux frontières, si l'on n'agissait avec prudence et habileté.

Le plan de campagne le plus avantageux que le gouvernement français pût adopter, était le suivant : Rassembler les 100,000 hommes épars en Belgique ; rejeter Clairfayt au delà du Rhin pour s'abriter de ce fleuve ; proposer alors au stathouder, de rompre la triple alliance de 1788 avec l'Angleterre, et de rentrer par un acte formel dans les principes de la neutralité armée de 1780, conjointement avec l'Espagne à qui on eût fait les mêmes offres. En cas de refus, on eût porté 30,000 hommes par Nimègue sur Amsterdam, pour assurer le triomphe du parti patriote, laissant 60,000 hommes vers Cologne, afin de couvrir le Rhin. Si le stathouder, au contraire, acceptait ces conditions, les républicains, forts de la neutralité des Provinces-Unies, n'ayant plus rien à faire sur la rive gauche du fleuve, eussent dû rassembler les deux armées de Dumouriez et de Custine en avant de Mayence, et déboucher en Franconie avec 130 ou 140,000 combattants, tandis que Beurnonville eût bloqué le prince de Hohenlohe dans Luxembourg. Telles étaient, suivant nous, les combinaisons les plus vastes qu'on pût adopter, et la situation des affaires en promettait le succès. La diversité des intérêts de la Prusse et de l'Autriche eût bientôt éclaté dans tout son jour ; la diversion qui les occupait en Pologne, la dispersion de leurs forces, la neutralité probable des petits princes, en contribuant à les affaiblir, eussent assuré aux républicains, une supériorité décidée pour toute la campagne.

A la vérité, la triple alliance de 1788 laissait des doutes sur le dévouement de la maison d'Orange à l'Angleterre, tant que Guillaume régnerait : toutefois, il n'eût pas été impossible, en respectant ses prérogatives et son territoire, de le décider à une neutralité qui, détruisant l'effet de cette alliance, eût été un grand pas pour ramener ce prince à des idées plus saines de politique ; car le stathouder, redoutant une guerre aussi terrible, eût peut-être saisi avec empressement l'occasion de consolider son pouvoir par de sages liaisons avec la France. Mais ce n'était pas aux démocrates de 1793 qu'on pouvait proposer de ménager les droits d'un prince luttant contre les prétentions de son peuple ; ils ne savaient pas imiter en ce point la politique du cabinet de Londres, habile à soutenir tour à tour les intérêts démocratiques, les fureurs de l'inquisition, la légitimité, et les abus de l'oligarchie, pourvu que cela convienne à ses fins.

Le conseil exécutif ne comptait parmi ses membres aucun homme capable de concevoir un système général d'opérations ; et le ministre de la guerre Pache, s'y entendant encore moins que ses collègues, il fallut se reposer sur Dumouriez du soin de cette affaire.

Nous avons déjà dit, chapitre X, que le général en chef, atterré par les décrets du 19 novembre et du 15 décembre, circonvenu à Bruxelles, d'espions des jacobins, d'agents déprédateurs, de commissaires qui voulaient établir dans cette cité florissante le régime du sans-culotisme et les principes de la commune de Paris, avait cru devoir se rendre dans la capitale, afin de s'opposer de toutes ses forces au torrent destructeur qui menaçait la patrie, et dont il devait être une des premières victimes (1).

Dès l'instant de son arrivée, il put mesurer toute la profondeur de l'abîme : l'anarchie avait fait,

(1) Nous suivons ici l'esprit des Mémoires de Dumouriez, sans garantir que ses assertions soient sans réplique. Celui qui vint dire, le 12 octobre 1792, à l'assemblée, que bientôt la liberté et la philosophie seraient assises sur tous les trônes, n'avait pas si grande frayeur des idées de propagandisme, qui d'ailleurs étaient alors un fanatisme de mode. Cependant, il ne se trompait pas dans son assertion, car il y avait déjà plus de philosophie dans l'âme de l'empereur Léopold, et de la plupart des princes contemporains, qu'il n'en entra jamais dans la tête du général français.

depuis le mois d'octobre, d'immenses progrès ; il ne lui resta plus de doute sur le sort dont la république serait tôt ou tard frappée par cette horde de niveleurs ; et dans l'impuissance, sous plus d'un rapport, de jouer le rôle de Washington, il jugea nécessaire de se charger de celui de Monck pour lequel il avait plus de disposition.

Cependant, une imagination vive, un esprit délié et de l'érudition, ne suffisent pas pour diriger une révolution ; il faut encore un tact délicat, un coup d'œil juste qui sache saisir et embrasser les moyens de tirer parti des choses et des hommes.

L'état de la France, au mois de janvier 1793, présente une de ces effrayantes maladies du corps social, dont l'histoire ne rappelle malheureusement qu'un trop grand nombre d'exemples ; il faudrait, pour la peindre, des pinceaux, des couleurs et un cadre bien différents des nôtres : nous renvoyons nos lecteurs aux grands historiens du temps, et aux Mémoires de Dumouriez lui-même ; il nous suffit de dire que prétendre arrêter la révolution par le concert des troupes françaises et des étrangers, c'était caresser un rêve funeste.

Le voyage de Dumouriez à Paris acheva de le perdre dans l'esprit des jacobins ; d'un autre côté, il n'y fit rien de ce qu'il voulait, et employa un temps précieux à débattre avec le ministère quelques points d'intérêt des provinces conquises, ou à discuter des projets d'opérations mal mûris.

On ne trouve pas de traces d'un plan général pour les différentes armées. Celle du Rhin, réduite à la défensive derrière le fleuve, et attendant l'ennemi, devait subordonner ses mouvements aux siens. Sur la ligne des Pyrénées, de faibles cadres suffisaient à peine aux garnisons, et tout y était à créer. L'armée de la Moselle, presque désorganisée, observait les Autrichiens vers Trèves. Ainsi toute la sollicitude du gouvernement devait se tourner vers l'armée de la Belgique, de laquelle dépendait le salut de la France, et vers celle d'Italie qu'il importait de rendre maîtresse des passages des Alpes pour assurer sa position dans le comté de Nice.

Tout l'hiver se passa à forger mille projets, aussitôt abandonnés que conçus : un jour on voulait courir en Zélande : le lendemain assiéger Maestricht et marcher sur Amsterdam. Un autre jour on voulait envoyer à Londres et à La Haye pour maintenir la paix avec l'Angleterre et la Hollande.

Les membres du conseil exécutif, doués de plus d'esprit que de véritable talent, aussi peu versés dans l'art de la guerre que dans la science de la politique, flatteurs ou jouets des factieux, recueillaient avec une sorte de complaisance tous les avis qui leur étaient donnés. Cette médiocrité qui exposait souvent le ministère à être dupe des hommes à projets, donnait quelquefois à ses plans un caractère de hardiesse et d'originalité.

Tel fut le projet d'invasion de la Zélande, présenté par des réfugiés bataves, et qui après avoir été résolu, fut abandonné pour celui de Dumouriez. Celui-ci ne se bornait pas à la conquête d'une simple province, mais il présentait celle de la Hollande comme un coup de main.

Au reste, ce projet sur la Zélande ne fut qu'ébauché ; le peu d'avantages résultant d'une course faite dans une direction si contraire aux règles de la stratégie, l'approche d'une tempête universelle, la nécessité de rendre disponibles toutes les forces vers l'Est, suffisaient pour le faire échouer, et il fut effectivement abandonné d'après les représentations de Miranda, qui portaient néanmoins sur ses difficultés locales, plutôt que sur ce qu'il avait de contraire aux règles de la guerre.

Il en résulta toutefois un bien ; car pour mettre Dumouriez à même de tenter une entreprise qui offrait tant d'attraits au parti propagandiste, on avait obtenu de faire marcher sur Anvers toutes les troupes restées dans les places de Flandre, soit pour en faire la garde soit pour y achever leur formation ; de sorte que l'armée du Nord se trouva renforcée de 10,000 hommes qui vinrent cantonner autour de Bruges, sous les ordres du général Flers.

Les projets se succédaient rapidement dans la tête de Dumouriez, mais tous tendaient plutôt vers un but fantastique que vers d'habiles manœuvres de guerre, et il en voulait absolument venir à l'invasion de la Hollande. Se rappelant combien le stathouder y avait d'ennemis depuis la révolution de 1787, et surtout depuis qu'il avait appelé les baïonnettes prussiennes pour la comprimer, il comptait y trouver plus de partisans qu'en Belgique, et se berçait de l'espoir de réunir les Provinces

Unies comme elles le sont aujourd'hui ; il nous a expliqué lui-même une partie du rêve qui devait le mettre à la tête de ce nouvel État, lui créer une armée de 80,000 hommes et lui donner les moyens de dicter des lois à la convention sans le concours d'aucune autre puissance. Que ce roman politique soit sorti de la tête d'un homme qui n'eût pas connu l'Europe, rien de plus excusable ; mais on ne peut le pardonner à Dumouriez, qui avait tenu assez longtemps le portefeuille des relations extérieures pour connaître les intérêts des différentes cours : la maison d'Orange ; la Prusse, son alliée ; l'Autriche, souveraine des Pays-Bas ; l'Angleterre ; toute l'Europe, en un mot, n'eût pas souffert alors la création de cette république, qui aurait encore ameuté contre elle les violents révolutionnaires de la convention. Mais si ce projet était aussi vicieux dans le fond, il ne péchait pas moins dans ses détails, comme chacun de nos lecteurs pourra s'en assurer en y jetant un coup d'œil (1) : aussi ne faut-il pas s'étonner s'il avorta dès les premiers pas.

Le plan de campagne des alliés n'était pas mieux raisonné que celui de Dumouriez. Le cabinet de Vienne, convaincu un peu tard qu'aux grands périls il est dangereux d'opposer des demi-mesures, avait porté sur le Rhin la majeure partie des forces imprudemment conservées dans ses États héréditaires en 1792. Sollicité par les États de Brabant de venir à leur secours, il était doublement intéressé à répondre à leur appel, et cette tâche était imposée au maréchal prince de Cobourg, nommé généralissime de l'armée qui devait agir entre le Rhin et la mer du Nord. Ce prince, connu par ses campagnes contre les Turcs, avait partagé avec le maréchal Suwarow, l'honneur des victoires de Foczani et de Rimnisk. Élevé, pour ainsi dire, à l'école de ce grand capitaine, on crut qu'il avait profité de ses exemples : mais Frédéric a dit judicieusement « qu'il ne suffisait pas d'avoir servi 20 ans » sous le prince Eugène pour devenir habile tac» ticien ; » et le prince de Cobourg, mieux que personne, prouva cette vérité : ni la force d'âme, ni le coup d'œil qui distinguaient le vainqueur d'Ismaël, ne firent la moindre impression sur le général allemand. Le conseil aulique de Vienne, appréciant sans doute sa médiocrité, lui donna pour mentor le colonel Mack, à qui des connaissances en castramétation, et dans toutes les sciences utiles à la guerre, faisaient déjà une grande réputation, mais qui manquait de tête, et n'avait, de la grande guerre, qu'une théorie vague et erronée.

Le premier soin du nouveau général fut de combiner à Francfort, avec le duc de Brunswick, un plan d'opérations pour les armées alliées ; et après plusieurs conférences, ils convinrent, le 14 février, des bases suivantes :

« 1° Il est avant tout nécessaire de repousser » l'ennemi sur la rive gauche de la Meuse, afin de » dégager l'importante place de Maestricht ; ce » qui sera l'objet des premières opérations du » prince de Cobourg ;

» 2° A cet effet, le corps du prince de Brunswick-Oels, qui s'assemble à Wesel, agira, de » concert avec l'armée impériale, de même que le » contingent hanovrien, dont on pressera l'arrivée. » Cette opération une fois terminée, l'armée impériale devra prendre position derrière la Meuse, » et ajourner la délivrance de la Belgique, jusqu'à » la prise de Mayence, attendu le danger qu'il y » aurait à dépasser Liége, aussi longtemps que » Mayence serait au pouvoir des Français. Une » entreprise si téméraire compromettrait non-seulement l'armée des Pays-Bas, mais encore celle » du Rhin ; la première à cause de la difficulté de » la nourrir dans un pays épuisé par l'ennemi, à » moins d'être maître de tout le cours de fleuve ; » la seconde à cause des obstacles qu'elle rencon» trerait, si les républicains, jugeant l'impossibi» lité de se tenir dans les plaines de la Belgique, » jetaient le gros de leurs forces dans les Vosges, » et cherchaient à délivrer Mayence. Une telle ré» solution de la part de l'ennemi exposerait l'armée » prussienne à perdre une bataille dans la position » la plus dangereuse, sa retraite n'étant pas assu» rée par la possession de cette forteresse. Pour » obvier à de tels inconvénients, l'armée impériale » se bornant à observer la Meuse, détacherait un » corps de 15 à 20,000 hommes sur la rive gauche » du Rhin pour coopérer au siége de Mayence ;

» 3° L'armée prussienne passera le Rhin en lais» sant les troupes de l'Empire devant Cassel ; elle » cherchera à battre Custine en rase campagne,

(1) Voyez pièces justificatives du livre IV, n° 2.

» pour investir ensuite Mayence. Les troupes » qu'elle tient à Coblentz, seront relevées par cel- » les des cercles;

» 4° Le général Walis, après l'occupation de » Manheim par les alliés, sera chargé de surveil- » ler le Rhin au-dessus et au-dessous de cette for- » teresse, et y emploiera autant que possible les » contingents des cercles les moins propres aux » opérations offensives; il éclairera la ligne du » Rhin jusqu'à Rheinfeld, occupant les points es- » sentiels de Philipsbourg, Kehl, Vieux-Brisach et » Fribourg;

» 5° Aussitôt que Mayence serait tombé, l'armée » impériale franchirait la Meuse, et s'efforcerait » de reconquérir les Pays-Bas, à moins qu'elle » n'espérât obtenir ce résultat par une invasion » dans les provinces ennemies. On proposa à cet » effet de conserver toutes les forces réunies, et on » voulait néanmoins tomber en même temps sur » Landau, Sarrelouis et Thionville; placer une ar- » mée d'observation autrichienne près de cette » dernière ville, une autre de troupes prussiennes » près de la première, un corps intermédiaire à » Sarrelouis; enfin une quatrième armée entre la » Meuse et la Moselle pour observer les Pays-Bas. » Ce dernier plan fut jugé convenable dans l'hy- » pothèse surtout que la Hollande se déclarât pour » la coalition. »

On admit enfin, que pour atteindre ces diffé- rents buts, les alliés mettraient en campagne les forces suivantes :

1° Sur le bas Rhin, Autrichiens. . . .	54,800 homm.
Prussiens	11,400
Contingent hanovrien et de Munster à la solde allemande.	4,200
Total	70,400
2° Entre la Meuse, la Moselle, et dans le Luxembourg, Autrichiens . .	33,400 homm.
3° Sur le haut et moyen Rhin, Prussiens	56,600
Autrichiens.	24,000
Hessois et Saxons	15,000
Troupes des cercles	4,000
Bavarois.	7,000
Hessois à la solde allemande . . .	5,000
Petits contingents	1,000
Total.	112,600 homm.

Ajoutant à ces trois armées, 38,000 Anglais, Hanovriens et Hollandais, qui joignirent plus tard, et les 6,000 hommes de l'armée de Condé, on trouve un total de 260,000 combattants, depuis Bâle jusqu'à la mer du Nord.

Le lecteur sentira d'abord tout ce que ce plan a de vicieux : c'était un assemblage d'idées vagues et de propositions contraires à toutes les règles de l'art. Les 70,000 hommes destinés pour le bas Rhin, ne pouvaient sauver Maestricht qu'en battant l'armée française sur la Roër, et il est assez difficile d'expliquer pourquoi cette armée victorieuse, maîtresse d'un débouché comme celui de Maestricht, aurait dû camper gravement en cordon d'observation derrière une rivière dont elle commandait les deux rives, au lieu de poursuivre vivement les vaincus qui ne possédaient pas le moindre asile tenable jusqu'aux frontières de France.

L'art de profiter de la victoire n'était pas familier aux généraux allemands, et la résolution qu'ils prirent étonne d'autant plus, que leur immense cavalerie ne pouvait être mieux *utilisée* que dans les plaines d'Outre-Meuse. Rien n'indique plus fortement le génie étroit de ces tacticiens compassés, que la crainte de franchir cette rivière aussi longtemps que Mayence serait assiégé; quelle influence pouvait exercer une garnison investie par 40,000 hommes, sur des opérations aux rives de la Sambre? L'interruption de la navigation du Rhin, les inquiétait, dira-t-on, pour les vivres; mais comment craindre de mourir de faim avec 70,000 mille hommes, dans les fertiles plaines de la Belgique? D'ailleurs les immenses contrées situées entre les rives du Danube ou du Necker, et celles du Main, de la Lippe, ne pouvaient-elles pas verser, partie par charrois, partie par eau, leurs farines aux dépôts de Coblentz et de Cologne, sans que le général Doyré, bloqué à Mayence, y apportât le moindre obstacle?

Si les alliés redoutaient, comme on le prétend, que les Français, dans l'impossibilité de tenir en plaine, ne jetassent l'armée du Nord dans les Vosges, le moyen de les en empêcher était-il bien de la laisser tranquille après l'avoir déjà vaincue? et n'était-ce pas, au contraire, en la poursuivant à outrance qu'on fût parvenu à lui ôter jusqu'à la faculté d'agir contre les Prussiens?

Sans doute, il était possible de reconquérir les Pays-Bas en France, comme le dit fort bien l'article 5; mais quels chétifs moyens proposait-on pour y parvenir? quatre armées d'observation à Sarrelouis, Landau, Thionville et sur la Meuse! Le choix d'un bon plan d'opérations, à cette époque, dépendait toujours de la part que l'on réservait à la politique intérieure. Il semblait, au commencement de 1793, que la mort de Louis XVI et les progrès de l'anarchie eussent rendu la révolution odieuse à ses premiers défenseurs, et que le parti royaliste trouverait en France beaucoup plus d'appui qu'en 1792, en s'y prenant avec moins de maladresse que les conseils des princes émigrés. Si on voulait terminer la révolution, il fallait promettre l'oubli du passé, consacrer les principes essentiels d'une constitution sage, et marcher droit sur Paris avec 150,000 hommes, laissant des corps d'observation sur chaque flanc. Ce but essentiel de la guerre une fois atteint, il convenait de traiter avec la nation sur des principes qui assurassent son repos, sa dignité et l'intérêt général de l'Europe, et non dans l'unique intérêt de l'Angleterre, son ennemie constante et irréconciliable. A la vérité, pour obtenir un semblable résultat, il fallait d'autres ministres que les Thugut et les Bischofswerder, d'autres généraux que ceux de la coalition.

Nous ne pensons pas néanmoins qu'un plan de cette nature eût fait courir de grands dangers aux souverains alliés; le moment de le tenter était propice : au pis aller on en eût été quitte pour la perte de quelques milliers d'hommes, si, à l'apparition de telles forces, sous les murs de Paris, l'on n'eût pas trouvé la capitale disposée à secouer le joug de la commune.

Mais pour adopter ce système conforme au but annoncé de la guerre, l'uniformité de vues et d'intérêts, de la part de chacun des alliés, devenait indispensable; il était non moins urgent de préparer sur le Rhin ou la Meuse, dès les derniers jours de février, tous les éléments nécessaires à son exécution. Aucune de ces conditions n'ayant été remplie, les forces se trouvant trop éloignées, la politique marchant à tâtons, l'appui qu'on eût pu trouver en France s'évanouit, et l'on fut contraint de combiner une opération purement militaire.

A la vérité, celle-ci promettait un succès assuré, pour peu qu'on utilisât les avantages que la possession de Maestricht, l'alliance de la Hollande et de l'Angleterre, l'emplacement des Prussiens à Wesel, offraient pour reconquérir la Belgique. On pouvait y parvenir rapidement et sûrement, en débouchant avec 60,000 combattants par Maestricht et Liége sur Namur, se renforçant là des troupes inutiles dans le Luxembourg, et des contingents hollandais et anglo-hanovriens, de manière à rassembler, au mois d'avril ou de mai, 100,000 hommes sur Maubeuge et la Sambre. Dans cet intervalle, l'armée du Rhin devant réduire Mayence, eût attendu la prise de cette place, et après avoir laissé 30,000 combattants dans le Hundsruck, elle eût filé avec 70,000 vers Stenay, sur la Meuse, pour se lier avec l'armée du prince de Cobourg, et agir avec ces deux masses selon les événements. On convient que l'exécution d'un tel plan suppose le gain d'une première bataille, et que sa réussite dépendait des coups portés aux masses organisées de l'ennemi; cependant si les événements eussent forcé de s'en écarter en quelques points, on aurait pu tracer la direction générale des mouvements, et y rattacher toutes les combinaisons accessoires. Une preuve que dans cette occasion ce plan eût été exécutable, c'est qu'après le combat d'Aix-la-Chapelle rien ne se fût opposé à son entier succès.

Le peu de bien que les alliés firent dans cette campagne se rattacha à ce système; tout ce qui en dévia leur réussit mal. Nous allons voir que le plan pusillanime des conférences de Francfort fut abandonné dès les premiers pas, comme cela devait arriver.

CHAPITRE XIV.

Expédition de Dumouriez en Hollande. — Défaite de l'armée française sur la Roër. — Bataille de Nerwinde. — Retraite des Français sur la frontière du Nord. — Fuite de Dumouriez.

Dumouriez, détourné par les observations du général Miranda du projet sur la Zélande, mais toujours entraîné vers Amsterdam, eut d'abord l'idée de s'y porter par Nimègue, pour tourner d'un coup les obstacles que présentaient les embouchures des fleuves et les places de Grave, Breda, Berg-op-Zoom,

Bois-le-Duc, Willemstadt, Heusden et Gorcum. Il écrivait effectivement à ce général, le 19 janvier : « Je crois que si la guerre est déclarée entre » nous, la Hollande et l'Angleterre, il ne faut faire » qu'une fausse attaque sur la Zélande ; que nous » devons occuper Maestricht, Venloo, Gueldres, » Emerich, nous rabattre sur Nimègue, et, par les » hauteurs d'Amersfort, tourner Utrecht, gagner » l'écluse de Muyden, que le maréchal de Luxem- » bourg manqua en 1702. »

Quinze jours plus tard, il songeait encore à se porter lui-même, avec la majeure partie de ses forces, par Maestricht et Venloo, sur Nimègue, tandis qu'Harville et Valence contiendraient Clairfayt ; mais c'était un éclair de génie, qu'étouffèrent une foule de contradictions et de fausses mesures. Revenant peu de jours après sur ces dispositions, la marche sur Nimègue ne fut plus qu'une affaire secondaire, une diversion ; car il comptait s'avancer lui-même vers Amsterdam, par les embouchures des fleuves, avec 20,000 hommes ; s'aventurant ainsi dans un pays à moitié sous les eaux, hérissé d'obstacles, et laissant derrière lui 80,000 Prussiens, Autrichiens et Hollandais. Il serait curieux d'apprendre ce qui put le porter à changer si subitement un projet conforme aux règles de la stratégie, pour lui en substituer un si contraire aux maximes les plus simples de l'art ; le silence qu'il garde dans ses Mémoires à ce sujet, n'a pu être expliqué par aucun motif spécieux.

La même incertitude régnait dans ses idées politiques. D'après son plan du 19 janvier, on aurait eu peu d'égards aux patriotes bataves, et même on aurait peu compté sur leur concours. Dans celui du 23, au contraire, ils étaient tout : sans leur assistance, le projet devenait chimérique, et l'armée d'expédition courait risque d'être compromise.

L'agitation produite dans cette tête volcanique par l'attentat du 21 janvier, par les menaces des jacobins, et surtout par l'ambition de se signaler, fut sans doute la cause du défaut de fixité dans ses idées ; première condition d'un esprit appelé à méditer de grandes entreprises politiques ou militaires.

Quoi qu'il en soit, Dumouriez, déçu de toutes les espérances qui l'avaient conduit à Paris, quitta cette capitale à la fin de janvier, après avoir témoigné au sort de Louis XVI un intérêt dont les jacobins lui firent un crime. Indigné de n'être plus entre les mains de cette faction qu'un instrument fragile, il résolut de se soustraire à son joug, en lui imposant par des coups d'éclat. Soit qu'à son arrivée à Anvers il eût appris que le feu de la révolte, mal éteint en Hollande, n'attendait qu'un souffle pour se rallumer, soit qu'il jugeât plus urgent de frapper l'opinion par une entreprise extraordinaire, il se décida subitement à traverser lui-même le bras de mer du Biesbos, pour donner la main à Miranda, lequel, après s'être emparé de Maestricht par le simulacre d'un siége, serait venu se joindre à lui par Nimègue à Utrecht, d'où ils auraient poussé conjointement sur Amsterdam. Dès lors il ne fut plus question que de hâter les préparatifs de cette bizarre expédition.

Dans ce moment, tout autre général eût regretté vivement de n'avoir pas rejeté Clairfayt au delà du Rhin en 1792 : Dumouriez, au contraire, ne semble pas même s'être aperçu du danger qu'il y avait à pénétrer en Hollande, en longeant les côtes, et laissant une armée ennemie entre la Meuse et le Rhin sur son flanc droit ; car il ne prit aucune précaution pour faire contenir les Autrichiens aux environs de Juliers.

Cette armée n'était cependant pas à mépriser : car, supposant d'ailleurs parfaite égalité d'instruction et de discipline dans les troupes des nations belligérantes, elle se trouvait assez puissante pour faire échouer son projet.

En effet, les armées alliées, en mesure d'entrer en campagne au nord à la fin de février, présentaient les forces suivantes :

50,000 Autrichiens rassemblés sous Juliers, entre Duren et Linnich.

15,000 Prussiens à Wesel, sous le prince de Brunswick-Oels.

15,000 Hollandais répartis le long du Wahl, depuis Nimègue jusqu'à Gorcum.

4,000 Anglais, de l'expédition du duc d'York, devaient débarquer à Rotterdam.

On pourrait ajouter à ces 84,000 combattants un corps de 25,000 Autrichiens répartis à Trèves et dans le Luxembourg : quoique observés par l'armée de la Moselle, ils se trouvaient, par leur position centrale et la place importante qui cou-

vrait cette ligne, à même d'accourir sur la Meuse pour y décider les premières victoires; avantage que la cour aulique ne sut point apprécier.

D'après les documents que nous avons sur cette époque, le nombre des Français en Belgique s'était considérablement augmenté dans le commencement de l'année, soit par le retour des déserteurs de l'intérieur, soit par de nouveaux corps de volontaires, ou le recrutement des bataillons déjà formés.

L'armée principale de Dumouriez comptait, d'après la correspondance publiée par Miranda. . . .	55,800 hommes.
L'armée des Ardennes	22,800
Celle dite du Nord.	23,300
Augmentation venue en Flandre, sous le général Flers	10,700
Garnisons fournies par l'armée des Ardennes	12,000
TOTAL. . . .	124,600 hommes.

En supposant que ce nombre fût celui de l'effectif et non des présents, et calculant que les garnisons de Bruxelles, Namur, Malines et Anvers occupassent 20,000 hommes, et qu'il en existât 14,000 dans les hôpitaux, on aurait eu encore une force réelle de 90,000 combattants disponibles.

On voit par là que, si l'ennemi avait été rejeté au delà du Rhin, et que la rive gauche jusqu'à Cologne eût été gardée par 50,000 hommes, il eût été possible, en descendant le Wahl avec les 40,000 autres, d'entrer en Hollande et d'y faire une révolution; sauf à ne laisser ensuite que les forces nécessaires pour faciliter la levée d'une armée hollandaise, et à revenir avec 25,000 hommes renforcer le corps d'observation vers Cologne. Il est certain que c'était le seul moyen de réaliser le projet de Dumouriez : encore ne dissimulerons-nous pas les inconvénients auxquels il eût été sujet, si Clairfayt, dans ces entrefaites, avait forcé le passage du Rhin : chance qui cependant ne semblait pas probable.

Le général en chef, ne pouvant entièrement oublier ces vérités, ni méconnaître l'avantage de posséder Venloo pour couvrir son mouvement, prescrivit au général Miranda d'y prévenir les Prussiens qui se rassemblaient à Wesel : mais la crue des eaux de la Meuse retarda la marche du général Champmorin; en sorte que le duc de Brunswick-Oels eut le temps de prendre possession de cette place.

Cependant, ce n'était là qu'une mesure accessoire : il importait, avant tout, de se débarrasser de l'armée autrichienne, dont la position à Juliers devenait menaçante. Dumouriez aurait dû rassembler 60 à 70,000 hommes, et débuter par l'attaquer. Non-seulement il n'en fit rien; il osa même ordonner à un corps de 25,000 hommes de commencer le siége de Maestricht, tandis que le reste de l'armée, fort de 35 à 40,000, restait en observation dans des cantonnements d'une étendue démesurée, et que le général en chef s'aventurait lui-même en Hollande avec 18,000 hommes. Stengel, commandant son avant-garde, l'avait cependant informé des renforts qui arrivaient aux Autrichiens, dont il estimait la force à 50,000 hommes : on n'ajouta aucune foi à ces renseignements, comme s'il eût été impossible que l'Autriche destinât pareille armée à reconquérir la Belgique. Mais c'est assez d'observations sur le plan de Dumouriez ; et, pour ne pas anticiper sur les événements, laissons un instant les armées principales s'observer vers Juliers, pour rapporter d'abord l'expédition de la Hollande.

Les troupes bataves qui n'étaient pas affectées aux garnisons des places, se trouvaient naturellement rassemblées du côté de Grave et de Maestricht, où le danger était le plus pressant : Dumouriez crut pouvoir fonder la réussite de l'invasion sur cette circonstance favorable. Il s'agissait donc de rendre la réunion de ces forces impossible, en tombant au milieu d'elles avant même qu'elles eussent vent de sa marche, et en donnant, à cet effet, le change sur le motif de son séjour à Anvers, aussi bien que sur les préparatifs qui s'y faisaient.

Afin de tromper d'autant mieux sur la direction de ses attaques, il fit mine de reprendre le projet d'invasion de la Zélande : l'escadrille du capitaine Moultson, mouillée sous le fort de Lillo, reçut ordre de menacer celui de Batz, qui servait de refuge à la flottille batave. Il ne négligea rien non plus pour masquer ensuite la faiblesse de ses moyens, lorsqu'il eut commencé les hostilités.

Actif et infatigable, autant que prompt à se forger des chimères, le général français, en préparant

une expédition qui allait perdre son armée, paraissait néanmoins s'occuper des moindres détails susceptibles d'assurer sa position. On est également étonné, à la lecture de ses Mémoires, des soins multipliés qu'il prit avant de commencer sa course, pour organiser la défense des frontières de France ; et de l'inconcevable légèreté qu'il apporta dans tout ce qui touchait au plan de campagne de l'armée autrichienne. Il crut suffisant d'envoyer de ce côté le général Thouvenot, son chef d'état-major ; persistant à penser que Maestricht capitulerait au premier coup de canon, et que l'armée de Clairfayt, qu'il estimait à peine forte de 25 à 30,000 hommes, ne pourrait rien faire pour la sauver. Cet estimation hasardée et trop au-dessous de la force réelle, donne cependant encore plus de prise à la critique de ses opérations. En effet, si le général autrichien n'avait pas plus de forces, il était honteux de l'avoir laissé jusque-là sur la Roër ; et, si, au contraire, il avait des forces redoutables, Dumouriez commettait une faute grave d'aller courir dans l'île de Dort, en le laissant derrière lui.

Mais, plus attentif aux détails administratifs qu'occupé de combinaisons vraiment militaires ; tout en rêvant la conquête d'Amsterdam, il recommandait au ministre Beurnonville de relever les lignes entre Bergue et Dunkerque ; de tracer un camp retranché au Mont-Cassel ; et de fortifier, comme postes de passage, Orchies, Bavay et Beaumont : précautions qui prouvent plus d'activité que de génie ; puisqu'il est vrai qu'on n'avait déjà que trop de fortifications à garder sur cette frontière.

Des instructions furent laissées à Thouvenot et au commissaire Petit-Jean, pour presser la levée des 20,000 Belges qui devaient passer à la solde de la France : la lenteur qu'on y apportait, prouvait le peu de confiance que les Flamands mettaient au protectorat républicain, depuis les décrets du 15 décembre.

Le général Miranda reçut des instructions pour le siége de Maestricht, et la marche qu'il aurait à exécuter ensuite sur Nimègue. A la vérité, le commandement supérieur des armées sur la Meuse était réservé à Valence, qui était incessamment attendu de Paris ; mais, dans cet intervalle, elles restaient abandonnées, sans chef capable de les diriger.

Croyant avoir ainsi pourvu à tout, Dumouriez se prépara à partir pour son entreprise. Depuis longtemps, les patriotes Koch et de Nyss se trouvaient à Anvers, à la tête d'un comité secret qui entretenait des relations dans tout le pays. Le colonel Daëndels commandait une légion batave d'environ 2,000 hommes qu'on espérait grossir rapidement, sans réfléchir combien le Hollandais, adonné au commerce, a de répugnance pour le service de terre. Le corps d'expédition fut organisé en quatre petites divisions. L'avant-garde, sous Berneron, était de 4 bataillons, 2 corps francs, et environ 400 chevaux ; la division de droite, sous le général d'Arçon, comptait 11 bataillons et 150 chevaux : celle de gauche, aux ordres du colonel Leclerc, n'en avait que 9 et 150 chevaux : l'arrière-garde, aux ordres du colonel Tilly, ne consistait qu'en 2 bataillons, quelques troupes légères et 200 chevaux. Le général Flers devait suivre de près, avec une 5e division qu'il organisait sous prétexte de menacer l'Écluse.

Cette petite armée entra, le 17 février, sur le territoire hollandais, et prit des cantonnements très-serrés, depuis Berg-op-Zoom jusqu'à une lieue de Breda. Dumouriez la joignit, le 22, avec l'artillerie et les dernières troupes.

L'avant-garde avait eu ordre de se mettre en marche le 16, de s'avancer sur la Merck, et de pousser Daëndels avec un détachement de 800 hommes jusqu'au Moerdyck, pour saisir tous les bateaux. Le général Berneron avait même l'ordre de franchir ce bras de mer, afin d'aller s'emparer de l'île et de la ville de Dort, d'en ramener 100 bâtiments pontés pour le passage de l'armée, et de chercher à enlever à l'abordage les trois chaloupes gardes-côtes que l'on supposait seules en état d'inquiéter cette opération. Ces mesures ayant été négligées, les ennemis eurent le temps de retirer toutes les embarcations.

Dumouriez, à son arrivée, poussa le général Berneron sur Klundert et Wilhemstadt ; ordonna à la droite d'attaquer Breda, tandis que sa gauche bloquait Berg-op-Zoom et Steenberg ; puis il prit une position intermédiaire avec son arrière-garde, afin de les soutenir au besoin. Le projet d'invasion ne pouvait guère s'accorder avec des siéges ; mais on savait qu'il n'existait aucun système de défense

chez l'ennemi; que les commandants étaient sans expérience et les places mal tenues ; ce qui donnait l'espoir assez fondé d'en surprendre une, dont on ferait alors la place d'armes du corps d'expédition, qui se glisserait ensuite entre les autres jusqu'au Moerdyck.

Ici, l'absence de toute combinaison se fait remarquer ; et, si Dumouriez n'avait pas la certitude que les Hollandais se levassent à son approche, il faut convenir qu'il était ridicule de vouloir franchir successivement un bras de mer de deux lieues, avec 23 bateaux sur lesquels on ne passait que 2,000 hommes à la fois, et dont le trajet successif dépendait encore d'un vent propice ; tandis qu'en opérant par Nimègue, sur l'extrême gauche de la ligne de défense, l'on aurait obtenu les mêmes avantages en ne traversant qu'une rivière ordinaire ; le choix de cette direction aurait d'ailleurs permis de se lier de plus près aux armées sur la Meuse, avec lesquelles on eût formé une ligne intérieure.

Les difficultés qu'on rencontra pour l'embarquement, apportant des retards inattendus, Dumouriez résolut de les mettre à profit pour imposer au gouverneur de Breda par des démonstrations de bombardement, et il réussit au delà de ses espérances. Le général d'Arçon, sans ouvrir la tranchée, établit 2 batteries de mortiers du côté du village de Hage : après un bombardement de trois jours, et au moment où les Français allaient se retirer faute de munitions, la place capitula. Cette reddition, honteuse pour le comte de Byland, fut accélérée par l'adresse du général, qui envoya son aide de camp Devaux sommer le gouverneur, en le menaçant de l'arrivée du général en chef et de toute l'armée. A la vérité, la garnison ne se trouvait pas approvisionnée ; mais il semble qu'en partageant les vivres des habitants, elle aurait pu se soutenir encore deux ou trois jours ; ce qui eût suffi pour la sauver. Cette conquête facile valut à Dumouriez 200 pièces de canon et une place en bon état. La garnison, composée de 2,400 hommes, eut la liberté de se retirer. Le petit fort de Klundert fut pris deux jours après : le gouverneur, hors d'état de tenir avec 150 hommes, dans une bicoque incendiée, encloua son artillerie et trouva une mort glorieuse en cherchant à se faire jour. S'il est vrai qu'on se saisit sur lui des clefs de la place, ce fut probablement la première fois qu'elles tombèrent de cette manière au pouvoir du vainqueur.

Après ces premiers succès, le général d'Arçon fut chargé de prendre Gertruydenberg, qui, aussi mal défendu que Breda, ouvrit ses portes le troisième jour. L'avant-garde avait reçu l'ordre d'assiéger Wilhemstadt, avec les munitions trouvées à Klundert : la résistance du général de Boezlar, dans cette petite place, força de renoncer à l'entreprise. Le général en chef se tenait pendant ce temps en intermédiaire, et veillait aux préparatifs de l'embarquement. Le petit corps de bataille baraquait sous des huttes de paille autour de l'anse de Roovart ; les soldats nommaient ce camp, entouré de canaux et bordé par le bras de mer, *le camp des Castors*. Le général de Flers amena un renfort de 6,000 hommes, et releva devant Berg-op-Zoom la division de gauche, qui alla prendre position à Steenberg et Oudenbosch.

Dumouriez reçut, le 8 mars, la nouvelle de la déroute de l'armée de Valence près d'Aix-la-Chapelle. Mais, soit qu'il voulût dissimuler l'étendue du mal, soit que, dénué de coup d'œil militaire, il n'en eût aucun soupçon, au lieu de voler de sa personne à sa droite menacée et de se faire suivre en toute hâte par les 18,000 hommes de l'expédition, il persista à vouloir la mener à sa fin, et consolait Miranda et Valence des échecs qu'ils venaient d'essuyer, en leur promettant de s'emparer incessamment de la moitié de la Hollande.

Pendant que ces choses se passaient, une partie des forces hollandaises, dispersées dans Gorcum, Heusden et Grave, songeaient à secourir le point menacé. Il n'y avait d'abord qu'un régiment à Dort, dont la moitié gardait le passage de Stry. Le prince héréditaire, accouru à Gorcum, y attira tout ce qui était disponible ; et le prince Frédéric réunissait quelques bataillons à Grave, pour descendre la Meuse. Ces troupes furent renforcées, le 5 mars, par les gardes anglaises que le duc d'York amena en personne. Indépendamment de ces mesures, l'on avait équipé à Rotterdam nombre de chaloupes canonnières pour augmenter l'escadrille qui défendait le Moerdyck. Dès le 4 mars, 12 chaloupes y arrivèrent ; et cette station ne tarda pas à être appuyée par la frégate anglaise la Sirène.

Dumouriez, ayant trouvé une marine assez considérable à Gertruydenberg, et ne tenant aucun compte des changements notables opérés dans la situation respective des deux partis, allait enfin embarquer son avant-garde pour passer le Biesbos et s'emparer de Dort, dans la nuit du 10 mars, lorsque de nouveaux désastres, en le rappelant à la grande armée, lui épargnèrent la honte d'échouer dans une entreprise qui ne présentait déjà plus la moindre chance de succès. Il reçut, le 8 mars au soir, l'ordre positif d'en venir prendre le commandement et d'abandonner son projet sur la Hollande. Malgré cette injonction du conseil exécutif, il laissa ses troupes sous les ordres du général Flers; et, désolé de ce qu'on l'arrachait à l'illusion de ses vastes desseins, il écrivit au général Miranda des choses si extraordinaires, que la postérité aura peine à les croire, et que nous les rapporterons à la fin de ce livre, comme une preuve de l'erreur qui coûta si cher à la France (1).

Pendant que le général s'obstinait avec tant d'imprudence à l'exécution de son projet, Miranda, de son côté, investit Maestricht, et en commença le siége, le 20 février, sous la direction du lieutenant général Bouchet, ingénieur distingué : cependant, la reddition de cette place ne suivit point l'envoi d'une centaine de bombes, comme Dumouriez l'avait cru : elles mirent bien le feu dans plusieurs quartiers; mais le prince de Hesse n'en fut pas plus disposé à capituler. La garnison, en partie composée d'émigrés, réfugiés à l'époque de la prise de Liége par les républicains, et qui s'y organisaient en légions, imposa à la bourgeoisie qui parlait déjà de se rendre. Du reste, cette circonstance fut peut-être un bonheur pour l'armée française; car, si Miranda avait réduit plus tôt cette place, il se serait engagé sur Nimègue, et eût été probablement perdu.

On a vu, en effet, au chapitre précédent, les mesures arrêtées par les alliés, afin de venir au secours de cette ville, de chasser les Français au delà de la Meuse, et de porter aux Belges les secours qu'ils étaient venus solliciter. Malgré les désavantages d'une guerre lointaine, le cabinet de Vienne savait trop quel parti il pourrait tirer de celle-ci, pour ne pas saisir avec empressement une si belle occasion de rentrer dans la Belgique en libérateur, et d'y consolider ainsi sa puissance. Vingt mille hommes de troupes choisies furent dirigés sur Cologne, pour y renforcer Clairfayt; et le conseil aulique chargea le prince de Cobourg du soin de venger l'honneur des armes impériales.

Ces renforts étant arrivés au moment où Miranda pressait Maestricht, le général autrichien sentit d'autant plus la nécessité de voler au secours de cette place, que le moindre retard pouvait donner aux Français le loisir de sortir de leurs cantonnements disséminés et de se réunir.

L'armée impériale fut donc organisée comme il suit :

1° Le corps du prince de Wurtemberg à la gauche.	8 bat.	8 esc.
2° Corps de bataille.	15 —	22 —
3° L'archiduc Charles, avec son avant-garde	10 —	10 —
4° Latour, à la droite	7 —	10 —
5° Le général Wenckeim, à l'extrême droite, vers Ruremond	5 —	6 —
Total.	45 bat.	56 esc.

Dès le 26 février, les troupes autrichiennes se concentrèrent autour de Juliers, dans l'intention d'occuper cette place dont la neutralité de l'électeur palatin leur avait jusque-là interdit l'entrée.

Le général Valence, appelé à Paris par ses affaires personnelles, avait laissé l'armée d'observation aux ordres de Lanoue, vieillard respectable, auquel son grand âge enlevait l'activité nécessaire pour remplir les devoirs d'un si grand commandement. D'un autre côté, le général Thouvenot, laissé à cette armée par Dumouriez, comme le seul homme capable de la diriger dans les circonstances délicates, n'avait guère pris le soin de justifier la haute confiance du général en chef; en sorte qu'au retour de Valence, le 22 février, aucune disposition de rassemblement n'avait été faite; et que toute l'armée se trouvait disséminée dans des cantonnements mal couverts. Harville était à Namur; Neuilly, dans le Limbourg et à Stavelot; Stengel commandait sur la Roër; Dampierre se trouvait à Aix-la-Chapelle; Miaczinsky, à Rolduc. Quelques positions étaient retranchées, entre autres

(1) Voyez pièces justificatives du livre IV, n° 3.

celles d'Eschweiler sur la route d'Aix-la-Chapelle, de Hogen et d'Aldenhoven. Lamarlière et Champmorin s'étendaient à gauche jusque sur la Schwalme vers Venloo.

Cette répartition vicieuse surprend avec d'autant plus de raison, que les Français ayant eux-mêmes recommencé les hostilités par l'attaque de Maestricht, devaient se mettre en mesure, en concentrant toutes leurs forces dans les superbes positions qui règnent autour d'Aix-la-Chapelle, où les troupes eussent pu se baraquer à l'abri de toute insulte.

Tandis que l'armée républicaine s'endormait, au contraire, dans une sécurité funeste, celle des Impériaux se mit en mouvement le 1er mars sur 3 colonnes. L'archiduc Charles, le prince de Wurtemberg et la seconde ligne du corps de bataille, passèrent la Roër à Duren. Les cantonnements français s'enfuirent naturellement devant une masse aussi redoutable : Stengel chercha à rallier ses troupes près d'Eschweiler; mais le prince de Wurtemberg se forma aussitôt devant les retranchements, pendant que l'archiduc et la seconde ligne se dirigèrent à droite sur Honingen, dans la vue de les prendre en flanc. Les républicains, attaqués de toutes parts, cherchaient à se replier dans les bois ; lorsque, poursuivis et atteints par les dragons de Latour, ils furent culbutés et sabrés. Une partie de l'avant-garde étant parvenue néanmoins à se réunir vers Ruyd et Helrath, se vit bientôt tournée sur ses flancs par les brigades Davidowich et prince de Reuss, et contrainte à se jeter dans le bois d'Aix-la-Chapelle.

A la droite des alliés, le général Clairfayt avec la première ligne du corps de bataille, s'était dirigé sur Aldenhoven, et la division de Latour, sur Linnich. Quelques bataillons isolés se formèrent en colonnes serrées, pour se rallier; mais ils furent écrasés par une cavalerie nombreuse.

Le 2 au matin, l'armée impériale partit de Honingen et d'Eschweiler. L'archiduc Charles poussa jusqu'à Herve et Fauquemont; l'armée sur Rolduc; le duc de Wurtemberg, sur Aix-la-Chapelle. Déjà Dampierre venait d'en abandonner les portes aux Autrichiens, quand Miaczinski, se retirant de Rolduc, parut devant la ville, en chassa les chasseurs tyroliens, et s'y établit. Ce retour de fortune fut de courte durée, car le prince ayant rassemblé toute ses forces, fit attaquer la ville avec vigueur, en même temps qu'il dirigea une colonne sur la route de Herve, pour couper la retraite aux républicains. L'action fut chaude. On se battit dans les rues et sur les places, où il y eut plusieurs mêlées. Enfin, cédant au nombre, la brigade Miaczinski évacua la ville et se replia sur celle du général Dampierre, avec laquelle elle se retira sur Liége.

Les divisions françaises ainsi percées, accablées successivement par deux masses d'environ 20,000 combattants, ne se rallièrent que derrière la Meuse, après avoir perdu 6 à 7,000 hommes en tués, blessés et prisonniers.

L'issue de cette affaire aurait pu être encore plus désastreuse : car il semblait difficile que Lanoue, avec 15,000 hommes épars, et qui se voyait écrasé sur ses deux flancs par des forces triples, échappât à la nécessité de mettre bas les armes. Neuilly et Stengel, séparés à droite, erraient dans le Limbourg et les Ardennes : Miaczinski, à gauche, ne se sauva que par hasard; enfin Champmorin et Lamarlière, encore compromis sur la Schwalme, pouvaient ne point rejoindre l'armée.

Le général Leveneur, levant le blocus de Maestricht sur la droite, se replia en grande hâte de Wick sur Visé; l'archiduc Charles parut dans Maestricht, le 3, au matin, et passa la Meuse dès le même jour, tandis que le gros de l'armée restait derrière la ville. Le prince de Wurtemberg poussa sur Henri-Chapelle; et Latour sur Sittard.

Miranda, craignant de rester exposé avec ses 15,000 hommes aux efforts de toute l'armée ennemie, leva précipitamment le siége : une de ses divisions, sous le duc de Chartres et Ruault, se porta à Tongres, où l'artillerie de siége l'avait précédée : l'autre, aux ordres du général Ihler, marcha sur Haccourt et Visé, où il se réunit aux troupes de Dietmann et de Leveneur : les débris de Lanoue se réfugièrent à Liége, dans le plus grand désordre. Dumouriez a regardé cette résolution de Miranda comme une faute grave, et affirme qu'il aurait pu attendre que l'ennemi débouchât, afin de l'arrêter avec toutes ses forces réunies à celles de Leveneur, mais il oublie l'état de désorganisa-

tion dans lequel la déroute d'Aix-la-Chapelle avait réduit l'armée, et combien il était important de se rallier vers Liége.

Sur ces entrefaites, le prince de Brunswick-Oels, avec 12,000 hommes soutenus par la colonne autrichienne aux ordres du général Wenckheim attaqua, le 3 mars, la gauche des Français, en avant de Ruremonde. Le général Lamarlière fut repoussé le lendemain par la colonne du comte de Latour, qui s'y était rendu de Linnich. Les divisions Champmorin et Lamarlière se retirèrent sur Diest, sans engagement sérieux. On a justement reproché aux alliés d'avoir ainsi étendu sans raison leur droite. Il était fort inutile de chasser Champmorin et Lamarlière de Ruremonde : il valait mieux les y laisser, et porter les Prussiens avec la brigade Wenckheim par Wassenberg sur Maestricht, pendant que toute l'armée impériale se fût dirigée par Aix-la-Chapelle sur Liége. Il est probable que 50,000 hommes poursuivant Dampierre et Miaczinski sur cette dernière ville, y fussent entrés pêle-mêle avec ces corps, et se fussent emparés du pont de la Meuse. A la vérité, l'on pouvait trouver plus de certitude à passer par ceux de Maestricht, dont on était déjà maître; mais ce n'était pas un motif de prolonger les attaques sur la droite : il convenait, au contraire, de diriger la moitié de l'armée sur cette place par Rolduc, tandis que le prince de Brunswick, Wenckheim et Latour, y eussent marché de leur côté. Ainsi, 45,000 hommes, débouchant vivement, le 4, de Maestricht sur Tongres, à l'instant où 20 mille Impériaux s'y seraient portés directement par Aigneux, eussent fort compromis les Français ébranlés, privés de toute instruction, et sans chef.

Quoi qu'il en soit, si les alliés ne donnèrent pas la direction la plus convenable à leurs masses, ils ne perdirent du moins pas de temps, comme ils en avaient d'abord eu l'intention : l'archiduc Charles, plus ardent que les rédacteurs du plan de Francfort, poussa, le 4, sur Tongres, après avoir délogé les arrière-gardes ennemies des hauteurs de Melin. La première ligne s'échelonna vers Montenaken. Le duc de Wurtemberg, s'avançant par Herve et Soumagne, trouva le général Lanoué établi sur les hauteurs d'Aigneux avec une artillerie nombreuse, et le fit tourner par le vieux chemin de Fléron. Les Français menacés, d'un autre côté, d'être prévenus à Liége par le gros de l'armée qui remontait vers Visé, décampèrent avec précipitation. Les Autrichiens, s'avançant par Jupille, auraient pu leur faire un mauvais parti, s'ils n'eussent été inquiétés eux-mêmes par l'apparition des troupes de Miranda vers Haccourt.

Cependant, les généraux républicains étaient éperdus : Miranda et Valence, instruits du succès de l'archiduc Charles à Tongres, voyant leur ligne de retraite en danger, se mirent en marche, le 5, au point du jour, avec les troupes réunies autour de Liége, pour gagner Saint-Trond, Ce mouvement fut exécuté avec tant de précipitation, qu'une grande partie du matériel d'artillerie fut abandonnée sous la citadelle de Liége. Toutefois, on trouva l'ennemi déjà maître d'Oreye : heureusement que ce n'était que des coureurs, qui furent aisément dispersés.

L'armée française se trouva donc, le 5, dans une position affreuse : le général Ihler venait à peine d'arriver à Visé, que les Impériaux s'emparaient de Tongres, et que Valence évacuait Liége, Gagné ainsi par ses deux flancs, sa perte semblait certaine; mais heureusement que les Autrichiens ignoraient la situation dans laquelle ce corps se voyait engagé. Ihler partit, le 5, au matin, et parvint, après une marche pénible à travers les colonnes ennemies, à regagner la route de Liége à Saint-Trond, où il se réunit enfin à l'armée (1). Dampierre et Champmorin en avaient fait autant; tandis que Neuilly et Stengel, remontant la Meuse sur Namur, y furent recueillis par la division d'Harville qui était restée durant tout ce temps dans l'inaction. L'armée, rassurée sur le sort de tous ces détachements, se replia alors avec un peu plus de confiance sur Tirlemont et Louvain.

Les Autrichiens, semblant se repentir d'avoir obtenu plus de succès qu'ils n'en espéraient, et

(1) Il paraît qu'Ihler se dirigeait sur Liége, dont le départ précipité de Miranda et Valence venait de livrer les portes aux Impériaux. Ce général bivouaqua la nuit du 5 au 6, autour de cette ville, occupée par l'ennemi; et gagna Saint-Trond, le 6, avec plus de bonheur qu'on ne devait y compter.

d'avoir poussé plus loin qu'il n'était convenu, demeurèrent immobiles jusqu'au 15. Le prince de Cobourg adopta, à cette époque, sur la proposition de Mack, un plan dont les bases principales consistaient :

1° A porter le duc de Brunswick avec les Prussiens par la droite sur la Grave, afin d'aider le duc d'York, qui s'était réuni aux Hollandais près de Gorcum, à expulser les Français de la Hollande;

2° D'attirer, en échange, le général Beaulieu avec onze mille hommes du Luxembourg sur Namur, et de diriger le reste des troupes du prince de Hohenlohe-Kirchberg, de Trèves sur Mayence, pour y appuyer les opérations du roi de Prusse.

Ces dernières mesures, qui étaient fort sages, en ce qu'elles tendaient à mettre en action les forces cumulées inutilement sur la Moselle, ne furent pas strictement exécutées, parce qu'on se laissa imposer par l'armée campée sous Sarrelouis, ou par des épouvantails de cette nature. En revanche, la partie la plus défectueuse du plan s'exécuta à la lettre. Le duc de Brunswick, se réunissant à Latour, aurait pu porter 22,000 hommes de Ruremonde sur Diest, afin de concourir, avec l'armée principale, à l'anéantissement de celle de Valence, et de se rabattre ensuite à droite contre le corps de Hollande, pour l'acculer sur le Moerdyck. On lui assigna la direction opposée, lui faisant faire un long détour pour gagner, par Bois-le-Duc, le front d'un adversaire dont il lui était beaucoup plus aisé d'atteindre le flanc et la ligne de retraite.

Il y arriva effectivement, le 14 mars; et le prince de Cobourg, croyant ne pouvoir rien entreprendre contre les forces réunies de Miranda et de Valence, ou voulant s'en tenir au plan de campagne, avait jusque-là cantonné son armée autour de Tongres. Il la rassembla néanmoins le même jour. L'avant-garde avait occupé Saint-Trond.

Ce repos intempestif donna au général Dumouriez, qui revenait de Hollande, le loisir de rétablir un peu l'ordre à Anvers et à Bruxelles.

A la nouvelle des désastres d'Aix-la-Chapelle, les commissaires de la convention, Danton et Lacroix, s'étaient rendus à Paris. Les autres députés, chargés de l'organisation de la Belgique (1), réfugiés sur la frontière, y attendaient avec anxiété le dénoûment d'une lutte qui paraissait terminée sans retour. Un de ces agents, dont nous avons déjà signalé les excès, le commissaire Chaussart commettait des actes despotiques à Anvers, faisant jeter les magistrats et les nobles dans les prisons. Un bataillon de sbires sans-culottes, soldé à 40 sous par jour, et composé de la lie du peuple, exerçait, sous la protection de ce petit proconsul et de ses collègues, toutes les vexations imaginables. Aux déprédations des deniers de l'État et des propriétés particulières, avait succédé la spoliation des édifices publics et des églises. Le peuple des campagnes, excédé, menaçait d'assaillir les corps de l'armée marchant à la débandade, et déjà plusieurs détachements isolés avaient été attaqués. Il régnait de même une grande fermentation dans les villes.

Dans cet état de choses, Dumouriez, ne désespérant de rien, se flatta de rétablir la discipline, de ramener la confiance parmi les troupes, de chasser l'ennemi au delà de la Meuse, de calmer les esprits en Belgique, d'y former un levée de 25,000 hommes et d'en renforcer Valence, pour reprendre ensuite, avec des moyens plus considérables, sa course d'Amsterdam. A part l'objet principal, on ne saurait disconvenir que ce plan ne fût encore d'un homme de génie : il n'eût manqué pour le faire réussir que la possibilité de lever les Belges, et une plus habile concentration des forces républicaines.

Convaincu que la justice et la sévérité concilieraient tous les esprits, Dumouriez, s'inquiétant fort peu des proconsuls, frappa de nullité tous leurs agents subalternes; et, par des actes qui excédaient ses pouvoirs, mais commandés par le bien public et celui de l'armée, il s'attira la haine des jacobins, qui ne lui avaient pas même pardonné, dans le plus beau moment de ses triomphes, des marchés funestes à leurs spéculations. Le général acheva de se perdre dans leur esprit, en écrivant, le 12 mars, à la convention, une lettre qui était une vraie déclaration de guerre.

En applaudissant aux motifs qui le faisaient agir, on a peine à concevoir comment il put imaginer que la punition de quelques mauvais sujets rendrait si facile la levée de 25,000 Belges, et lui fournirait les moyens d'en revenir à l'expédition

(1) Merlin de Douai, Gossuin, Camus et Treilhard.

de Hollande. Nous ne fatiguerons point nos lecteurs de l'insipide répétition des moyens qu'il se proposait d'employer pour l'exécution de ce plan, devenu sans intérêt dès qu'il était tombé dans la catégorie des choses impossibles.

Arrivé le 11 à Anvers, le général en chef destitua le commissaire Chaussart et le fit conduire en France. A Bruxelles, il fit les mêmes exemples, et, reprochant au général Moreton ses intrigues, il lui ôta le commandement pour le donner à Duval, brave officier, distingué par ses connaissances et ses vertus, à qui sa mauvaise santé ne permettait pas d'ailleurs de continuer la guerre. Il fit enfin arrêter Chepy, agent du pouvoir exécutif, coupable des mêmes vexations que son collègue d'Anvers.

Assemblant ensuite les magistrats, il les pria devant une foule de peuple de ne point attribuer les crimes de quelques particuliers à la nation française; leur promit la punition des coupables, et acheva, par une proclamation aux Belges, de rassurer les esprits en leur promettant un meilleur avenir. Il faut convenir, à l'honneur du général, qu'il eut assez d'éloquence pour les persuader. Après ces soins, Dumouriez rejoignit son armée à Louvain, où les commissaires de la convention eurent de nouvelles scènes avec lui, et le confirmèrent dans la résolution de ne point transiger avec ce qu'il considérait comme ses devoirs.

On avait dirigé sur l'armée quelques renforts tirés des garnisons. Il importait néanmoins avant tout d'y rétablir l'ordre et la confiance, sans lesquels le nombre ne tend qu'à augmenter la confusion, et l'armée la plus redoutable se voit bientôt changée en une masse désordonnée, incapable de mener à bien aucune opération. Réunissant les chefs, et s'adressant aux soldats, il les exhorta à reprendre l'attitude convenable à des braves, et parvint à son but avec une adresse qui lui fait honneur.

Cependant l'armée se trouvait dans une mauvaise position : les trois divisions d'infanterie campaient sur les hauteurs en arrière de Louvain, couvertes par le canal de Malines : la réserve et un corps de cavalerie étaient jetés près de Bautersem, à trois lieues en avant : l'avant-garde occupait Cumptich, à deux lieues plus loin encore. Si l'ennemi, qui avait en face de celle-ci des forces considérables, l'eût tournée par la droite, comme il en conçut le projet pour le 16, non-seulement il l'aurait enlevée, mais encore il eût culbuté la réserve et la cavalerie sur l'armée, qui eût été elle-même fort embarrassée, attendu qu'elle n'avait ni champ de bataille reconnu, ni ordre de rassemblement, et que l'ennemi se serait trouvé sur une extrémité de la ligne. Le général en chef fit sur-le-champ de nouvelles dispositions, et réorganisa ses troupes de la manière suivante :

L'avant-garde, aux ordres de Lamarche, 6,000 hommes, dont 1,500 de cavalerie.

L'aile droite, composée des divisions Neuilly, Leveneur et Dampierre, aux ordres de Valence, 13,000 hommes.

Le centre, commandé par le duc de Chartres, et composé des divisions Dietmann et Ruault, 9,000 hommes.

L'aile gauche, sous la direction de Miranda, composée des divisions Miaczinski et Champmorin, 13,000.

La réserve, sous le général Chancel, 4,000 grenadiers.

Total, 45,000 hommes, dont 6,000 chevaux.

Le général Harville resta à Namur avec 7 à 8,000 hommes. Le général Dampierre fut placé avec les flanqueurs de droite, à Hoegaerde, à droite de Cumptich. Le général Neuilly marcha de Jodoigne à Lummen pour l'appuyer, et déborder, au besoin, la gauche des Autrichiens. Le général Miaczinski, avec les flanqueurs de gauche, dut se porter du côté de Halen, entre Diest et Tirlemont, en couvrant son front par la Gette. Le général Champmorin fut chargé d'occuper Diest et de mettre ce poste en état de défense. Lamarlière laissa un détachement à Arschot afin de communiquer avec Champmorin, et porta sa division à Lière pour éclairer la Campine, et couvrir la retraite de l'armée de Hollande.

Ces positions étaient un peu décousues. Dumouriez, qui prit des mesures très-sages comme administrateur, en adopta d'insuffisantes comme général. Un grand capitaine, recevant, le 4 mars, la confirmation des revers essuyés sur la Roër et de la levée du siége de Maestricht, eût jeté garnison dans Breda; puis, partant avec 18,000 hommes

pour venir par Lière se réunir à Lamarlière, il eût rassemblé, dès le 12 mars, 70,000 combattants à Tirlemont, afin de tomber avec cette masse sur l'armée autrichienne et de la ramener vivement sur les bords du Rhin, ou tout au moins derrière la Meuse. Mais, entêté de ses projets et dépourvu de coup d'œil, Dumouriez ne prit que des demi-moyens, et ne tarda pas à être sévèrement puni de ses fautes.

Le 15 mars, au matin, l'avant-garde autrichienne, toujours conduite par le jeune et vaillant archiduc Charles, surprit Tirlemont, où elle fit 800 prisonniers. Le général Dampierre, ayant entendu la fusillade, abandonna Hoegaerde pour se retirer sur Louvain, et manda au général Neuilly d'en faire autant sur Jodoigne.

Ce faux mouvement de l'aile droite pouvait avoir les suites les plus funestes, si les Autrichiens en avaient eu avis : Dumouriez ordonna que les deux divisions reprissent leurs postes dans la nuit même. Par une circonstance assez remarquable, le général Miaczinsky ayant pris la même résolution à la gauche, s'était retiré dans le bois de Louvain, où l'on ne put le trouver que deux jours après. Le général en chef, pour réparer cet accident, ordonna à Champmorin de marcher sur les hauteurs d'Oplinter, à gauche de Tirlemont, où il arriva le 16 au soir.

Dumouriez savait combien il importait, dans sa position, de rétablir la confiance de l'armée et d'en imposer à l'ennemi, en paraissant reprendre aussitôt l'offensive. Il se décida, en conséquence, à faire attaquer de nouveau, le 16, au matin, l'avant-garde autrichienne, qui tenait Tirlemont et l'espace entre les deux Gettes.

Lorsque cette ville eut été emportée, les Autrichiens, menacés sur leur droite par la position de Miranda à Oplinter, se retirèrent derrière la petite Gette, sur les hauteurs de Nerlanden et de Winden, en négligeant d'occuper Goizenhoven, à une lieue et demie en avant de Tirlemont. Le général Lamarche profita de cette faute et s'établit avec l'avant-garde et du canon dans ce poste qui domine les environs, et dont les abords sont défendus par un terrain coupé de haies et de fossés.

L'armée autrichienne s'était mise en marche, le 16, au matin, de Saint-Trond, pour aller prendre position à Hoegaerde, en arrière de la grande Gette : son avant-garde attaqua Goizenhoven avec impétuosité, et fit des prodiges de valeur. Les cuirassiers de l'Empereur, surtout, vinrent à plusieurs reprises charger deux lignes d'infanterie postées derrière un double rang de fossés et de haies, et s'emparèrent d'une batterie sur le mamelon même. Ils furent chassés à leur tour de ce poste par le 5ᵉ régiment de hussards, à la tête duquel combattaient Valence et Lamarche. Les Autrichiens, voyant que leurs efforts étaient inutiles, cherchèrent à tourner le village par la droite : mais la division Neuilly, qui avait passé la Gette à Lummen, arriva à Heilissem ; et ils se décidèrent à la retraite.

Le combat de Tirlemont, où l'ennemi perdit près de 800 hommes, rendit toute la confiance à l'armée française, et décida Dumouriez à en profiter pour livrer une bataille qui lui paraissait inévitable. Une controverse s'est élevée entre lui et ses détracteurs, qui ont blâmé cette résolution. Ses troupes n'étant ni assez disciplinées, ni assez solides pour continuer en bon ordre une retraite méthodique, il n'avait que le choix entre une bataille défensive dans une forte position, ou une bataille offensive. Les premières sont peu conformes au caractère français ; et le général n'est pas d'ailleurs aussi sûr de ses combinaisons, que quand il détermine lui-même la direction de ses efforts. Tout semble donc légitimer le parti pris par Dumouriez ; aussi, loin de l'en blâmer, lui reprochons-nous seulement de n'avoir pas attiré à lui Harville et Lamarlière pour en rendre le succès plus certain ; car c'est le plus grand avantage de l'initiative de pouvoir dégarnir les points secondaires, pour rassembler toute ses moyens et frapper un grand coup.

Décidé à attaquer, le général français mit son armée en bataille, le 17 mars ; la droite vers Heilissem, la gauche vers Orsmael (*Voy.* pl. VII), des corps de flanc à Goizenhoven et Oplinter ; il reconnut ensuite la position des Autrichiens.

Le gros de leur infanterie était campé sur deux lignes ; la gauche sur les hauteurs en arrière de Oberwinden ; la droite à la chaussée de Saint-Trond, à la hauteur de Halle.

La 1re ligne, aux ordres du général Ferrari, comptait	10,300 hommes.
La 2e, aux ordres du général Colloredo.	10,700
Le général Clairfayt renforça la gauche avec la réserve de.	9,000
L'archiduc Charles formait l'avant-garde sur la droite, à la chaussée de Tirlemont avec.	9,000
Total	39,000 hommes.

Ainsi 39,000 Autrichiens, dont 9,000 chevaux, allaient entrer en action contre 45,000 Français.

L'avant-garde, aux ordres de l'archiduc Charles, prit poste à l'extrême droite, sur une ligne, avec une réserve. Elle appuyait à la chaussée de Tirlemont; son flanc droit, près du village de Dormael, était couvert par une division de cavalerie, qui observait la plaine de Léau. Le général Clairfayt, formant l'aile gauche par un crochet, appuyait sa droite aux deux lignes d'infanterie vers Oberwinden. La petite Gette et les villages d'Oberwinden, Neerwinden et Mittelwinden couvraient le front des Impériaux. On garnit ces villages de Croates; mais on négligea d'occuper le mamelon en avant du dernier qui les dominait tous, et dont la possession importait beaucoup au gain de la bataille (1). La ville de Léau, à l'extrême droite, ne fut point occupée.

Dumouriez, supposant que le prince de Cobourg avait la masse de ses forces dans la direction de Tongres et de Saint-Trond, parce qu'il tirait ses vivres de Liége, jugea que sa gauche, qui s'étendait du côté de Landen, serait susceptible d'être tournée. Partant de cette hypothèse, il prit, pour le 18, les dispositions suivantes.

L'armée fut divisée en 8 colonnes. Les trois premières formèrent l'attaque de droite, aux ordres de Valence; deux autres attaquèrent au centre, sous le duc de Chartres; les trois dernières, commandées par Miranda, étaient chargées d'aborder la gauche.

La première colonne de droite, composée de l'avant-garde commandée par le général Lamarche, débouchant par le pont de Neerheilissem, devait se porter dans la plaine entre Landen et Oberwinden, pour déborder la gauche de l'ennemi. La deuxième colonne, où se trouvait l'infanterie de l'armée des Ardennes, dirigée par le lieutenant général Leveneur, et soutenue par un gros corps de cavalerie, avait reçu ordre de déboucher par le même point, de se porter avec rapidité sur la Tombe de Mittelwinden, et d'attaquer le village d'Oberwinden, qui ne pouvait résister au canon de 12 placé sur la Tombe. Le général Neuilly, débouchant par le même point avec la 3e colonne, devait assaillir en même temps le village de Neerwinden par sa droite. Après la réussite de ces attaques, le général Valence qui les commandait, avait ordre de changer de direction obliquement à gauche, en marchant en bataille, de pousser les Autrichiens devant lui jusqu'au delà de Landen, et de prendre position face à Saint-Trond.

Le centre, que dirigeait le duc de Chartres, était composé de 2 colonnes; la quatrième, ayant à sa tête le lieutenant général Dietman, passant la rivière au pont d'Esmael, devait traverser rapidement le village, qui n'était occupé que par des tirailleurs, et se porter directement sur le front du village de Neerwinden. La cinquième, conduite par le général Dampierre, avait ordre de passer au pont d'Elissem, et de se diriger sur la gauche de Neerwinden. Ces deux dernières colonnes auraient ensuite suivi le mouvement de la droite en décrivant une diagonale avec leur point de départ.

L'aile gauche était composée de trois colonnes, sous la direction du général Miranda.

La sixième, aux ordres du général Miaczinsky, devait passer la rivière à Overhespen pour se diriger sur Neerlanden. Le général Ruault, avec la 7e, devait passer la rivière au pont d'Orsmael et attaquer par le grand chemin de Saint-Trond; enfin, le général Champmorin, dirigeant la 8e, avait ordre de passer la rivière au pont de Bingen sous Neerlinter, et de se maintenir à Léau jusqu'à la fin de la bataille.

D'après ce plan, le poste fortifié de Léau devenait le pivot d'un mouvement général de conversion

(1) La Tombe dominait, il est vrai, les villages d'Oberwinden; mais elle était elle-même dominée par la position des Autrichiens : aussi, n'était-elle pas le point décisif, comme Dumouriez le supposait; car, en l'enlevant, on ne prenait qu'un poste avancé.

à gauche, qui, s'il avait réussi, aurait porté la droite de l'armée à Saint-Trond, et forcé l'ennemi à la retraite sur Tongres.

Nous allons retracer aussi exactement que possible l'événement mémorable auquel ces diverses combinaisons donnèrent lieu. Les mouvements de Dumouriez sur sa droite et son centre, sont restés jusqu'à présent enveloppés d'un voile mystérieux que nous soulèverons, autant que les renseignements que nous avons pu recueillir le permettront.

Le 18 mars, entre sept et huit heures du matin, toutes les colonnes s'ébranlèrent avec beaucoup d'ordre, et passèrent la rivière sans obstacles. Le général Lamarche se porta d'abord dans la plaine de Landen; cette colonne, n'y trouvant pas d'ennemis, commit la faute de se rabattre par sa gauche sur le village d'Oberwinden, et de se confondre avec la seconde qui fut retardée par la marche lente de son artillerie. Cependant, celle-ci attaqua, sur les deux heures, le village d'Oberwinden et le mamelon de Mittelwinden avec tant de vigueur, qu'elle les emporta : mais elle n'eut pas la sagesse de garder la position de la Tombe, que les Autrichiens reprirent et qui fut disputée toute la journée (1).

Le général Clairfayt porta les grenadiers aux ordres d'Alvinzy sur Oberwinden, et le régiment d'Esterhazy avec sa cavalerie sur Racourt : il reprit ces villages, et menaça les flancs des attaques de Neuilly et Lamarlière.

La troisième colonne entra dans Neerwinden, où elle ne trouva que les troupes légères des Impériaux. Par un malentendu entre les généraux Valence et Neuilly, celui-ci abandonna presque aussitôt le village, pour s'étendre dans la plaine, en s'approchant de la deuxième colonne. Les Autrichiens se hâtèrent d'en profiter et le réoccupèrent. Les quatrième et cinquième colonnes, aux ordres du duc de Chartres, ayant pris leur direction sur ce village, en délogèrent cependant bientôt l'ennemi; mais le feu concentrique de sa nombreuse artillerie et l'arrivée des troupes du centre de la première ligne, lui donnèrent le moyen de le reprendre après un combat très-vif, dans lequel le général Desforêts, excellent officier, fut blessé d'un coup de feu à la tête; la confusion se mit dans ses troupes, qui encombrées dans le village, l'abandonnèrent de nouveau.

Les tristes résultats des efforts qu'ils venaient de répéter n'éclairèrent pas les généraux français sur les vices de leurs dispositions; leurs bataillons, entassés vis-à-vis d'un rentrant formé de hauteurs redoutables, hérissées de batteries, et flanquées de gros villages occupés par l'ennemi, venaient se faire mitrailler sans but comme sans succès. Les colonnes, arrêtées par ces obstacles, s'opiniâtraient à braver ceux qu'elles ne pouvaient vaincre, tandis que le moindre mouvement par la droite, pour tourner Racourt, eût beaucoup mieux réussi, sans coûter si cher.

Le général Dumouriez, arrivant sur ces entrefaites, fit attaquer Neerwinden, pour la troisième fois, par toute sa droite; le régiment de Deux-Ponts y pénétra malgré la plus vive résistance, et perdit plus de 800 hommes : mais l'ennemi ayant eu le temps de faire marcher sur ce point décisif les troupes de son centre et une partie de celles de la gauche, les Français évacuèrent le village, qui resta rempli de morts et de blessés des deux partis. Tout ce que Dumouriez put faire, fut de reformer sa ligne à cent pas en arrière. Dans ce moment critique, les cuirassiers de Zeschwitz et Nassau débouchèrent dans la plaine et formèrent deux attaques; la première entre Mittelwinden et Neerwinden; la seconde, à gauche de ce village, était dirigée sur la gauche des lignes d'infanterie. Valence, jugeant l'importance de ce mouvement, chargea sur la première attaque, à la tête de la cavalerie française : le choc fut rude; le général, blessé de plusieurs coups de sabre, se fit transporter à Tirlemont; cependant la cavalerie impériale fut repoussée et maltraitée.

(1) Assertion de Dumouriez ! Cette tombe ou colline était encore à 800 pas de la première ligne des Autrichiens, dont la position la dominait de beaucoup. Le général Colloredo, ayant dirigé toute son artillerie sur ce point, depuis Oberwinden jusqu'à la cense de Sainte-Croix, causa le désordre et l'irrésolution des colonnes assez profondes et assez entassées, et qui, pour comble de malheur, ne paraissaient pas avoir un but d'attaque bien déterminé; au moins essuyèrent-elles longtemps un feu meurtrier, et ne s'engagèrent qu'avec les troupes gardant les villages.

La seconde troupe de cavalerie déboucha au même instant que la première, et avec la même fureur, par la gauche de Neerwinden, pour se jeter sur l'infanterie de la quatrième colonne, qu'elle enfonça ; le général Thouvenot fit faire si à propos une décharge de mousqueterie par le régiment de Deux-Ponts, et une décharge de canon à mitraille que les cuirassiers de Nassau se retirèrent après avoir beaucoup souffert.

Dès lors la bataille cessa à la droite et au centre ; les Français restèrent en assez bon ordre sur le premier champ de bataille, et se disposaient à renouveler l'attaque le lendemain, afin de décider la victoire.

Cependant les affaires étaient dans une situation moins avantageuse à la gauche. Les sixième et septième colonnes avaient chassé les troupes légères d'Orsmael (1); mais l'archiduc Charles, placé derrière ce village avec son corps appuyé de fortes batteries, en défendit longtemps le débouché. Une canonnade des plus vives s'engagea sur ce point, où l'artillerie des républicains se distingua et eut beaucoup à souffrir.

Le prince de Cobourg, voyant le gros des forces ennemies se présenter devant sa gauche, et comptant sur les avantages de la position de cette aile, imagina d'opposer aux Français une manœuvre absolument pareille, en accablant leur gauche qui se trouvait la partie faible. Quelque favorable que ce projet parût, il est bon d'observer toutefois qu'il n'était pas sans danger, puisque le point stratégique se trouvait plutôt à Oberwinden qu'à Orsmael, et que Dumouriez, accablant la gauche des Impériaux avec 30,000 hommes, leur droite eût été d'autant plus exposée si elle avait obtenu des succès contre Miranda, et passé la Gette à sa poursuite. Quoi qu'il en soit, le général autrichien voyant déboucher Miranda, avait ordonné, vers 10 heures, au prince de Wurtemberg, de marcher d'abord avec l'aile droite de la seconde ligne sur les hauteurs en arrière de Halle, pour assurer le flanc droit, tandis que le général Benjowsky, avec la seconde division de cette ligne, suivit l'avant-garde de l'archiduc par la chaussée sur Orsmael. Le prince de Wurtemberg se divisa et porta quelques bataillons sur le flanc de Miranda, pour seconder l'archiduc et Benjowsky qui le chargeaient de front. Ces attaques, exécutées par des forces supérieures, mirent la terreur dans les troupes, et les Impériaux profitèrent de ce moment pour faire une charge de cavalerie qui acheva de mettre ces deux colonnes en déroute. Le général Guiscard, commandant l'artillerie, fut tué, ainsi que plusieurs aides de camp et officiers d'état-major ; les généraux Ruault et Ihler furent légèrement blessés. Cette aile entière eût été accablée, si le duc de Wurtemberg avait marché avec tout son corps, au lieu de ne porter que 2 bataillons et 4 escadrons sur le flanc gauche des Français.

Dumouriez a assuré qu'il aurait eu encore beaucoup de ressources, attendu que l'ennemi ne poursuivit pas ces 2 colonnes au delà du pont d'Orsmael, et que Miranda aurait pu se faire appuyer par le corps de Miaczinsky qui venait d'arriver. Il accuse ce lieutenant général d'avoir perdu la tête, ou trahi ses devoirs par jalousie, en ordonnant la retraite vers Tirlemont, à plus de deux lieues du champ de bataille.

L'assertion de Dumouriez est injuste ; il ignorait sans doute que Miranda avait eu affaire à des forces très-supérieures qui le débordèrent, et rendirent sa retraite d'autant plus inévitable, que toutes les troupes de Miaczinsky n'étaient pas même encore arrivées sur le champ de bataille. C'était au général en chef à ne pas ainsi engager son aile affaiblie, trop loin du gros de l'armée. Au reste, il n'est pas exact que Miranda se soit retiré derrière Tirlemont ; une partie de cette aile prit position sur les hauteurs en avant de Hackendoven, et il paraît certain que la division du général Ruault se retira sur celle de Champmorin vers Oplinter, de crainte d'être prévenu par le général Benjowsky, qui, avec 6 bataillons et 1,800 chevaux, avait passé vers Goizenhoven, et gagnait les hauteurs d'Overhespen. Ce

(1) Dumouriez dit que la 6e colonne (Miaczinsky) attaqua Orsmael, et plus loin il affirme que Miranda aurait pu éviter sa retraite sur Tirlemont, en se faisant joindre par les bataillons de Miaczinsky qui venait d'arriver dans cette ville : nous ne pouvons expliquer cette contradiction, qu'en supposant que ce général se trouva engagé avec une partie de la brigade, et que le reste était demeuré en arrière depuis l'alerte du 15, dont nous avons parlé.

qu'il y eut de plus fatal dans cette affaire, c'est que le général en chef n'en reçut aucun avis, soit que Miranda ait négligé de lui en rendre compte, soit que ses officiers aient été enlevés par la cavalerie de la colonne de Benjowsky. Heureusement que les Autrichiens ne profitèrent pas de cette retraite pour se débarrasser de la gauche en la faisant suivre jusqu'à Tirlemont par des coureurs, et portant le gros de leurs forces contre le centre et la droite qu'ils eussent alors pris en flanc.

Le général Champmorin s'étant emparé de Léau, s'y maintint jusqu'après la retraite du général Miranda; il abandonna très-tard ce poste, repassa le pont de Bingen qu'il coupa après lui, puis remonta à sa position d'Oplinter, où il recueillit une partie de la division Ruault.

Dumouriez avait été occupé pendant toute l'action à rétablir l'ordre à sa droite et à son centre, où devaient se porter les coups décisifs, puisque cette partie de l'armée se trouvait chargée de tout le mouvement, dont la gauche formait le pivot.

A deux heures après midi, il avait entendu cesser à sa gauche le feu, qui jusqu'alors avait été très-vif; mais il avait d'abord attribué ce silence à un succès. Il avait pu croire par la progression du feu, que les sixième et septième colonnes, après avoir poussé ce qui était devant elles, s'étaient arrêtées à un point fixe, pour ne pas dépasser la tête des colonnes de droite; mais rien ne pouvait lui faire conjecturer la retraite du général Miranda; et il fut peut-être bien heureux de l'ignorer dans le moment où il était occupé à réparer le désordre de la droite et du centre.

Sur la fin de la journée, le général en chef crut apercevoir des colonnes ennemies qui venaient de leur aile droite pour renforcer la gauche, ce qui lui donna quelques soupçons(1). Il passa ainsi la soirée devant le village de Neerwinden; mais à la fin, ces soupçons, qu'il n'avait communiqués qu'au général Thouvenot, s'étant changés en inquiétudes réelles, Dumouriez partit avec le chef d'état-major pour se porter à sa gauche. En arrivant au village de Laer, à dix heures du soir, il fut étonné de le voir abandonné par ordre du général Dampierre, qui, après s'être conduit avec beaucoup de valeur dans la bataille, avait repassé la Gette à la nuit tombante, et s'était retiré sur sa première position d'Esemael; on suppose que cette résolution lui fut dictée par l'apparition de la colonne de Benjowsky dans les environs d'Overhespen, qui menaçait son flanc gauche. Le général en chef arriva ensuite près du pont d'Orsmael, qu'il croyait occupé par les colonnes de Miranda, et qui l'était par les hulans autrichiens : il se replia alors par le grand chemin de Tongres sur Tirlemont, étonné du silence et de la solitude qu'il trouva jusqu'à une demi-lieue de cette ville. Ici, il rencontra 3 ou 4 bataillons qui bordaient le grand chemin, sans cavalerie et sans ordre, et qui lui apprirent la retraite de sa gauche.

Dumouriez trouva dans Tirlemont le général Miranda auquel il ordonna de rassembler son corps d'armée dans la nuit même, et d'aller occuper la hauteur de Wommerson, ainsi que la chaussée et les ponts d'Orsmael et de Neerhelpen, afin d'assurer au moins le passage de la Gette et la retraite de la droite et du centre, qui, compromis au milieu de l'armée ennemie, avaient encore une rivière à dos.

Telle fut l'issue de la bataille de Neerwinden, dans laquelle on commit des fautes des deux côtés. Les Autrichiens perdirent près de 2,000 hommes; les Français eurent 2,500 tués et blessés, et environ 1,500 prisonniers.

Le général français encourut le blâme d'avoir attaqué la position par le point le plus formidable, en accumulant 30,000 hommes dans un rentrant, battu en flanc par une nombreuse artillerie, et d'où ses colonnes ne pouvaient pas déboucher : quoique les Autrichiens n'eussent ici que 20,000 hommes, l'avantage de la position, et la confiance qu'elle inspirait aux troupes, compensaient bien cette différence. Il eut à se reprocher, en outre, la faute d'avoir trop étendu sa gauche, et de l'engager mal à propos. Une partie des troupes de Miaczinsky étant encore en arrière, et celles de Champmorin

(1) Un tel mouvement n'est rapporté dans aucune relation autrichienne, et n'eut sans doute pas lieu, on peut croire que ce fut la droite de la première ligne qui se rapprocha de Neerwinden, mais aucunes des troupes destinées à combattre Miranda ne revinrent sur leurs pas.

courant jusqu'à Léau, il en résulta que Miranda n'eut pas plus de 10,000 hommes à opposer à 18,000 Autrichiens (1).

Il fallait faire un effort général sur une des ailes ennemies, et porter le gros de l'armée sur Racourt pour attaquer la gauche de Clairfayt, ou sur Orsmael, afin d'accabler l'archiduc : si le premier de ces partis semblait préférable, en ce qu'il menaçait plus directement la communication du prince de Cobourg avec la Meuse par Oreye, le second offrait l'avantage de mieux lier l'armée avec les corps de Lamarlière et de Flers. On s'engagea, au contraire, sur tout le front, et sans ensemble.

Les Autrichiens qui, avec 18,000 hommes, se rendirent maîtres de Goizenhoven et Orsmael, auraient dû se diriger sur-le-champ vers Elissem, en tenant les hauteurs d'Hackendoven : Dumouriez, pris ainsi en flanc et contenu de front, eût été mal mené. C'est, au reste, le seul reproche qu'on soit en droit de leur faire, en ce qui concerne l'exécution de leur projet.

Après la perte de la bataille, Dumouriez ne pouvait plus tenter le sort des armes avec une armée telle que la sienne, sans courir les chances de la voir détruire; il ne lui restait d'autre parti à prendre que celui de se décider à la retraite; il prescrivit, à cet effet, les mesures suivantes :

Comme il importait de garder la route qui conduit d'Orsmael à Tirlemont, afin que l'ennemi ne fît pas de progrès dangereux sur ce point, le général en chef ordonna à la division Dampierre de faire un changement de front à gauche, et de se placer en potence pour flanquer la chaussée jusqu'à ce que le centre eût passé la Gette; alors elle devait reprendre sa ligne lentement. Cette manœuvre, parfaitement exécutée par Dampierre, sauva vraisemblablement l'armée, qui eût été dans le plus grand danger, si l'aile droite des Autrichiens l'avait prévenue à Tirlemont. Dumouriez reporta avec beaucoup de peine sa gauche sur la direction de Wommersen; mais il ne put jamais l'engager à attaquer les Autrichiens, couronnant le plateau à gauche de la route. Les troupes qui avaient fui la veille, restèrent sous un feu violent avec un calme étonnant; toutefois, on ne put les décider à un mouvement offensif qui eût été beaucoup moins dangereux.

Sur ces entrefaites, les quatre colonnes de droite repassèrent les ponts de la Gette dans le meilleur ordre; l'armée prit position, la gauche à Hackendoven, la droite se prolongeant en potence sur Goizenhoven. Quelques désordres s'étant manifestés dans les bataillons de volontaires, Dumouriez jugea que cette position était trop rapprochée de l'ennemi, et qu'elle pourrait l'engager dans une affaire dont les suites eussent été incalculables : il se décida, en conséquence, à repasser la grande Gette, pendant la nuit, et à se retirer sur les hauteurs de Cumptich, en arrière de Tirlemont. Ce mouvement fut exécuté avec beaucoup d'ordre; les feux furent entretenus, et l'arrière-garde fit assez bonne contenance pour donner le temps d'évacuer les dépôts de Tirlemont.

Ces revers devaient immanquablement entraîner la retraite du corps d'expédition aventuré en Hollande. Le général Flers, informé de l'approche du duc de Brunswick et de la jonction de ce corps prussien avec les troupes hollandaises et anglaises, vers Bois-le-Duc, jugea bien que cet événement ne lui permettait plus de se maintenir. D'après les instructions de Dumouriez, il se jeta, avec 6 bataillons, dans Breda, et envoya le colonel Tilly avec 2 bataillons à Gertruydenberg; le reste du corps d'armée partit le 11 mars pour Anvers, sous la conduite du colonel Thouvenot, et le général Ruault vint en prendre le commandement.

Les alliés, au lieu de le suivre, crurent devoir s'occuper sur-le-champ de l'investissement de Breda et de Gertruydenberg. Le prince de Brunswick resta à Jilbourg, et les Hollandais derrière la Donge. En vain le prince de Cobourg les engagea-t-il à se diriger sur Malines, les Prussiens se contentèrent de détacher, le 25 mars, 3,000 hommes à Moll sur la Nèthe, pour ser éunir au colonel Milius, que les Impériaux avaient poussé avec un parti sur la même directien; tout le reste des forces

(1) Les Mémoires de Dumouriez contiennent des inculpations graves contre son lieutenant; des militaires qui l'ont suivi dans cette affaire, et notamment le général Reynier, m'ont affirmé qu'elles étaient souvent injustes et toujours exagérées.

alliées, qui ne montaient guère à moins de 30,000 hommes, demeura dans la plus parfaite inaction.

Dumouriez ne pouvant tenir longtemps la position de Cumptich, qui n'est qu'un camp de passage, passa la Welpe, le 20 mars, et en prit une autre à Bautersem, sa droite à Neerwelpe, sa gauche sur les hauteurs et dans les bois en avant de Pellenberg.

Les craintes que lui inspiraient les divers mouvements de l'ennemi, loin de décider le général français à rassembler ses forces pour être mieux en mesure de parer à tout, le déterminaient à des détachements toujours dangereux, et d'autant plus à craindre dans cette circonstance qu'il ne pouvait pas compter sur l'exécution des manœuvres prescrites à une certaine distance.

La nouvelle que Latour s'avançait par Huy avec 10,000 Autrichiens, engagea Dumouriez à prescrire au général Harville de jeter 2,000 hommes dans le château de Namur, et de se tenir prêt à marcher avec le reste de son corps qui n'avait pas bougé de toute la campagne, et qui comptait encore plus de 15,000 combattants. Une faute en entraîne ainsi toujours une autre; car, pour entretenir communication avec lui ou empêcher les ennemis de se jeter entre deux et de gagner Bruxelles par la forêt de Soignes, on se crut obligé de porter Neuilly à Jodoigne, avec 6,000 hommes: le même inconvénient s'offrant à la gauche, on imagina de détacher Miaczinsky à l'abbaye de Gemps pour communiquer avec le corps de Ruault, réuni à la division Lamarlière sous Anvers, et qui ne comptait pas moins de 20,000 hommes.

La réunion de ces 40,000 combattants avec les troupes du corps de bataille, en eût fait une masse encore respectable, susceptible même de prendre l'offensive, ou tout au moins de couvrir longtemps les frontières sous la protection des places. En établissant à temps ses 65,000 hommes derrière la Welpe ou vers Tirlemont, Dumouriez n'eût pas vu sa longue chaîne menacée par les simples démonstrations des coureurs autrichiens sur Diest et Arschot, où loin d'être à craindre, il était désirable qu'ils portassent toute leur armée. Mais séparé, comme il l'était, de sa gauche, et voyant cette aile compromise le long de la mer et du bas Escaut, la seule apparition du détachement de Milius vers Diest causa au général français les plus vives alarmes, et le décida à se replier sur Louvain.

La division Champmorin occupa les hauteurs de Pellenberg, ayant son flanc gauche couvert par Miaczinsky, posté à Petersroode. L'avant-garde, sous les ordres de Lamarche, borda la grande route sur les hauteurs de Corbeck. Le général Leveneur, avec les 18 bataillons de l'armée des Ardennes, fut placé dans le bois de Masendal. Enfin, la division de Dampierre se porta sur Florival pour communiquer avec celle de Neuilly, qui s'était retirée vers Tombeck, à l'entrée de la forêt de Soignes.

Le 22, au matin, les Autrichiens s'avancèrent en 3 colonnes; la division Benjowsky sur la route de Pellenberg, la seconde par la chaussée sur Blierbeck, le général Clairfayt avec la 3e par Tourinnes: un brouillard épais couvrant l'horizon fut cause que les Impériaux donnèrent inopinément sur les divisions Champmorin, Lamarlière et Leveneur, qui les reçurent avec de vigoureuses salves d'artillerie, et jetèrent d'abord de l'incertitude dans leurs rangs; cependant, une colonne de grenadiers hongrois enleva au centre le village de Blierbeck qui couvrait le front de Leveneur; mais elle en fut bientôt délogée par le régiment d'Auvergne qui se couvrit de gloire. L'attaque contre l'avant-garde fut moins vive; celle de Pellenberg, au contraire, fut plus acharnée; le général Champmorin défendit cette position avec courage et intelligence contre les tentatives réitérées du général Benjowsky, et s'y maintint à l'aide de quelques bataillons de renfort.

Dumouriez avait envoyé, la veille, le colonel Montjoie au quartier général ennemi, sous prétexte de traiter différents articles relatifs aux échanges de prisonniers: s'il faut s'en rapporter à ses Mémoires, il affirme que le colonel Mack témoigna le premier le désir d'une suspension d'armes; ce qui doit paraître étonnant de la part d'un ennemi victorieux. Cependant, il est possible aussi que le prince de Cobourg ignorât l'état dans lequel se trouvait l'armée française: affaibli lui-même par la marche des Prussiens vers la Hollande, et du corps de Latour vers Namur, il se sentait à peine les forces suffisantes pour expulser les Français de la Belgique. En assurant l'évacuation par un traité, il renonçait à quelques trophées; mais il épargnait

aussi les maux de la guerre à ces provinces qui exigeaient tant de ménagements.

Le général français avait un bien plus grand intérêt encore à cette transaction ; il lui convenait éminemment d'assurer à son armée une retraite paisible ; car le moindre revers n'eût pas manqué de dégénérer en déroute.

Le Français, naturellement brave, actif et impétueux, fait aisément les conquêtes, mais il les perd avec la même facilité. Dès qu'il cesse de marcher en avant, une sorte de dégoût s'empare de lui : il est difficile de le contenir. Depuis la révolution surtout, cette disposition s'était accrue de plus en plus ; les liens de la discipline ne retenant plus le soldat, il était devenu mutin, raisonneur et indocile. Les volontaires nationaux ne contribuèrent pas peu à augmenter l'esprit de désordre ; ils disaient hautement qu'en prenant les armes ils avaient promis de sauver la patrie, et non de se faire tuer en Belgique ; des compagnies entières partaient pour la France avec armes et bagages, et il eût fallu une seconde armée pour les arrêter.

La position du général en chef, avec de tels soldats, semblait d'autant moins rassurante, que les officiers étaient loin de les valoir ; il n'y avait pas un seul général distingué par ses talents ou par un grand caractère. Les vieux ne valaient rien, et les jeunes n'étaient pas formés : aussi, de tous ceux qui figurent à cette armée, Dampierre a seul laissé des traces d'une honorable médiocrité. La Belgique, dénuée alors de tout poste tenable, n'était qu'une vaste plaine, dont la possession était le prix d'une victoire, comme la perte était le résultat inévitable d'un revers. Il ne se présentait qu'un moyen de la conserver : c'était une réunion prompte et rapide de tous les corps épars, afin de se jeter en masse sur l'ennemi, divisé lui-même d'une manière inconcevable, et ce fut le seul parti auquel on ne sut pas songer. Le remède était tardif, à la vérité, mais il pouvait peut-être réparer bien des fautes, et on ne voit pas qu'un non-succès eût empiré l'état des affaires. N'adoptant pas ce moyen, il n'y avait point d'événement plus favorable aux Français qu'une convention tacite qui les sauvât d'une désorganisation probable, et garantît l'arrivée intacte de l'armée sur ses frontières, sous le canon de ses places.

Dumouriez eut donc avec Mack une première conférence, le 22, au soir ; on y convint verbalement « que les Français se retireraient derrière » Bruxelles, sans être inquiétés par des attaques » sérieuses, et qu'on se reverrait ensuite pour avi- » ser aux arrangements ultérieurs que réclameraient » les circonstances. »

On a supposé que le retour, à Louvain, des commissaires Danton et Lacroix, venant de Paris, pour exiger du général une rétractation de sa philippique du 12 mars, influa sur cette résolution de Dumouriez, qui depuis longtemps avait jeté le gant à la faction dominante, et à qui il ne restait plus de ressources que dans le passage du Rubicon. Toutefois on ignore encore si, dès cette première conférence, il s'ouvrit au colonel Mack, en lui communiquant un projet semblable, ou s'il s'en tint aux clauses de l'évacuation de Bruxelles.

Le 23, au matin, le général Clairfayt, qui ignorait cette convention, attaqua de nouveau le poste de Pellenberg et l'avant-garde du général Lamarche. Champmorin défendit sa position avec la même vigueur que le jour précédent ; mais Lamarche, ayant perdu la tête, se replia sans ordre de l'autre côté de la Dyle, derrière Louvain ; le général Leveneur, ainsi abandonné, crut également devoir passer la Dyle, et campa entre Corbeck et Heverlé ; Dumouriez se vit alors obligé de prescrire à Champmorin de quitter aussi sa position de Pellenberg, et de se retirer sur Louvain, que les Autrichiens occupèrent immédiatement après : les troupes ne pouvant deviner les motifs d'une retraite, que le combat de la veille semblait devoir éviter, tombèrent alors dans un excès de découragement, et menacèrent de se débander.

D'après les conventions arrêtées, Dumouriez fit les dispositions pour continuer sa retraite : il était nécessaire d'imposer à l'ennemi, l'accord entre les généraux n'étant pas connu des armées. On ôta le commandement de l'avant-garde au général Lamarche, qui fut renvoyé en France ; on la forma de 25 bataillons de ligne, de toute la cavalerie, et d'un train nombreux d'artillerie : ce corps, d'environ 15,000 hommes, aux ordres du général Vouillé, était tout ce qui restait organisé ; il couvrit la retraite de l'armée qui retournait en France par bandes et en désordre.

Dumouriez ayant pris son camp sous Bruxelles, le 25 mars, fit évacuer la ville le lendemain; il donna les plus grands soins à ce qu'aucun excès ne fût commis, et ce mouvement se fit avec une régularité peu commune. Le général Harville abandonna Namur, où il eût été inutile de sacrifier une garnison : sa division, forte d'environ 15,000 hommes, se retira sur Maubeuge et Givet.

L'armée marcha, le 26, à Enghien, et le 27 à Ath, pendant que la division Neuilly se portait sur Mons : on envoya le général Ruault à l'armée de Hollande, pour l'amener d'Anvers à Courtray, où elle devait occuper le camp avantageux de Harlebeck.

Après des désastres si bien mérités, Dumouriez ne pouvait plus se flatter d'échapper à la vengeance des jacobins qui lui pardonnaient à peine ses triomphes. Comment croire, en effet, que les audacieux qui venaient de faire tomber la tête d'un bon roi, épargnassent celle d'un soldat orgueilleux, dont ils avaient eu à se plaindre, et que ses revers livraient désarmé à tout le poids de leurs attaques. Une émigration volontaire, comme celle de Lafayette, ne l'eût mené qu'à partager le sort de ce général : d'ailleurs, Dumouriez n'était pas homme à quitter ainsi la partie, quand il croyait avoir encore quelques moyens de la gagner. Embarrassé d'une position aussi éminemment critique, il ne vit de chances de salut qu'en imitant Coriolan. Trop adroit, néanmoins, pour ne pas éviter, autant que possible, de faire intervenir les troupes allemandes dans les intérêts de son pays, il se réserva cette ressource pour les cas désespérés, et crut pouvoir décider sa propre armée à marcher sur Paris, à détruire la convention et les jacobins, tandis qu'il assurerait, par un traité, la neutralité des Autrichiens durant tout le temps nécessaire à cette expédition. L'observateur impartial découvre bientôt ce qu'un tel projet avait de chimérique et de dangereux. Sans doute, c'était la minorité qui commettait tous les excès en France, mais elle formait l'autorité alors reconnue; elle tenait les armées plus ou moins dans sa dépendance. Tout ce qu'il y avait d'hommes compromis par la révolution et la mort du roi, la plus grande partie des bataillons de volontaires nationaux, cette classe nombreuse de la population des villes, toujours prête à agir parce qu'elle n'a rien à perdre; tels étaient les éléments d'opposition que Dumouriez devait craindre. Si les armées de la Moselle, du Rhin, des Alpes, du Var et des Pyrénées, ainsi que les garnisons de l'intérieur, reconnaissaient la convention; si cette assemblée se réfugiait derrière la Loire, levant en masse cette partie de la population qui tenait pour elle, à quels affreux déchirements ce général n'exposait-il pas sa patrie, au moment même où la Pologne venait d'être démembrée pour la seconde fois, où les Anglais, les Autrichiens, les Prussiens avaient tant de passions à satisfaire. Supposant même que le prince de Cobourg tînt religieusement sa parole, pouvait-il imposer aux cabinets de Berlin, de Londres et de Vienne, l'obligation de respecter des engagements, pris sur sa seule responsabilité. Si Dumouriez éprouvait la moindre résistance, une simple improbation et le remplacement de leur généralissime, ne donnaient-ils pas aux alliés les moyens d'envahir la France après lui, et de lui dicter des lois ? Et en supposant qu'il eût été repoussé par les troupes conventionnelles, n'eussent-ils pas eu plus de droits encore de voler à son secours ? Ainsi, la guerre civile, l'invasion étrangère, étant les résultats inévitables de ses projets, on voit que ce général, trompé par le désir de se soustraire à ses dangers personnels, et par la fausse position où il s'était précipité, s'abusa complétement sur la faute bien plus grave qu'il était prêt à commettre.

Nous sommes éloigné de croire qu'il ait jamais conçu l'idée de sacrifier les intérêts de sa patrie à sa propre cause; chaque ligne de ses Mémoires dénote un ambitieux, mais avant tout un Français jaloux de la gloire nationale; il crut opérer avec quelques milliers d'hommes, ce que le duc de Brunswick regarda comme inexécutable avec 100,000 soldats d'élite; il pensa que la régénération de la France pouvait être l'ouvrage d'un coup de théâtre, tel que son apparition subite aux portes de Paris. En réfléchissant néanmoins à quel degré d'exaspération les esprits se trouvaient portés à cette époque, on est bientôt pénétré de l'erreur où il était plongé. Sans doute, si pour substituer l'ordre à l'anarchie il eût suffi de fermer la salle de la convention et d'installer aux Tuileries le dauphin, le duc d'Orléans, ou une régence, on serait forcé

d'applaudir aux intentions du général; et on lui décernerait une couronne civique pour le consoler d'une injuste proscription: mais ceux qui ont suivi la marche de la révolution seront convaincus de l'impossibilité de réussir dans un tel plan, et le considéreront comme un digne pendant à sa course romanesque en Hollande.

Ce fut à Ath, le 27 mars, que Dumouriez, dans une seconde conférence avec le colonel Mack, s'ouvrit à lui pour l'exécution de ses projets; ils convinrent verbalement « que l'armée française » resterait encore quelque temps sur la frontière » à Mons, Tournay et Courtray, sans être inquié» tée; que le général Dumouriez, jugeant quand il » serait temps de marcher sur Paris, réglerait les » mouvements des Impériaux qui n'agiraient que » comme auxiliaires; que s'il n'avait pas besoin de » secours, ils resteraient sur leurs frontières, et » que l'évacuation totale de la Belgique serait le » prix de cette condescendance. S'il ne pouvait pas » opérer seul le rétablissement d'une monarchie » constitutionnelle, il indiquerait lui-même le » nombre et l'espèce de troupes dont il aurait be» soin. Enfin, il fut décidé que pour lier les opéra» tions de l'armée de Cobourg avec celle de Hohen» lohe, entre Meuse et Moselle, la place de Condé » serait remise aux Autrichiens pour leur servir de » garantie; qu'ils y tiendraient garnison, mais » sans droit de souveraineté, et sous condition » qu'elle serait rendue à la France après la guerre » et après le règlement des indemnités. Enfin, tou» tes les autres places, si le parti constitutionnel » était dans le cas d'avoir besoin de secours, rece» vraient garnison moitié française moitié alle» mande, et sous les ordres des Français. Le duc de » Chartres, les généraux Valence, Thouvenot, et le » colonel Montjoie assistèrent à cette conférence. »

Nous l'avons déjà dit, de telles stipulations avec un simple colonel d'état-major autrichien, dénué de pouvoirs, non-seulement de toutes les grandes puissances intéressées, mais même de son propre cabinet, font peu d'honneur à l'habileté diplomatique de l'ex-ministre des affaires étrangères; elles eussent été à peine pardonnables à un soldat parvenu. Il est curieux, en effet, de voir Dumouriez poser en principe avec Mack que la France serait tenue à des indemnités; et la remise de Condé n'était pas une circonstance moins blâmable de sa transaction. Quel titre l'armée impériale pouvait-elle avoir à réclamer des sûretés au moment où son adversaire s'en allait à Paris; et qu'avait-elle dans ce cas à redouter de lui? Il semblait bien plus naturel que l'armée française, abandonnant ses frontières à la merci de ses adversaires en armes, pour aller frapper des coups d'État d'un intérêt commun, obtînt des garanties pour son territoire, plutôt que d'être appelée à en donner.

Au surplus, ce plan ne fut point exécuté, comme chacun le sait. Dumouriez avait pris, le 28 mars, avec son corps de bataille, un camp à Antoing sous Tournay; Leveneur occupait celui de Maulde avec l'armée des Ardennes; on avait assigné à Neuilly la position de Nimy sous Mons, mais la nouvelle que cette division, après avoir pillé les magasins, venait de s'enfuir jusqu'à Valenciennes, nécessita d'autres dispositions. Le général ayant d'ailleurs appris vers le même temps que le corps de Hollande, au lieu de tenir le camp de Harlebeck, rentrait par bandes désordonnées à Dunkerque, Cassel et Lille, dut renoncer à tenir les camps projetés sur le territoire ennemi; il se replia, le 30, à Bruille, se liant à la position de Leveneur à Maulde par trois points de communication.

Le premier soin de Dumouriez fut de s'assurer des commissaires de la convention qui se trouvaient sur différents points des frontières, et qui s'étaient mis en état hostile contre lui; Lequinio, Bellegarde et Cochon exerçaient une grande influence à Valenciennes; Ferrand y commandait, et les esprits y étaient prononcés pour la république : toutes les mesures pour s'en emparer furent déjouées, et les troupes envoyées à cet effet furent aisément converties par des hommes sûrs de leurs succès en parlant aux soldats d'attachement à la patrie. Ce mot exerçait un pouvoir magique sur les Français, et ce fut en l'invoquant que des ambitieux qui en connaissaient l'influence, leur firent opérer des miracles pendant plusieurs campagnes.

Miaczinsky, détaché sur Lille avec une division pour occuper cette forteresse importante, arrêter les commissaires de la convention, proclamer les principes constitutionnels et s'avancer ensuite sur Douai et Cambrai, se laissa grossièrement tromper par Sainte-Georges, colonel d'une légion

franche, qui l'attira avec une faible escorte dans la place, où il fut aussitôt arrêté. Devaux, chargé de ramener les troupes de Miaczinsky errantes sans chef, ne fut pas plus heureux que lui; tous deux expièrent leur imprudence en portant leur tête sur l'échafaud.

Après ces tentatives si mal conduites, Dumouriez tourna ses regards vers Condé; une place lui semblait indispensable pour assurer les subsistances à ses troupes et les maintenir dans l'ordre. On a pensé, avec quelque raison, que dès qu'il eut terminé ses arrangements avec Mack, son parti étant bien arrêté, il aurait dû se mettre en marche sur-le-champ vers Paris, sans s'amuser à de futiles accessoires, la rapidité, l'étonnement et la surprise étant les seules chances de succès qu'il eût en sa faveur. Au reste, ce reproche repose entièrement sur des hypothèses, et peut-être que Dumouriez n'eût pas trouvé beaucoup de régiments disposés à le seconder, ou à lui obéir dans cette entreprise. Il ne tarda pas, en effet, à se convaincre qu'il n'est pas si facile qu'on le croit de tourner les armes des soldats français contre leur patrie; les divisions de Dampierre, au Quesnoy, de Chancel, sous Condé, de Rosière et Kermoven, à Bruille, s'empressaient de traiter avec les députés de la convention, et de protester de leur attachement à la république et à ses autorités constituées. Stettenhofen et Leveneur en faisaient autant de leur côté, et tout présageait que le chef de parti, bientôt abandonné, se verrait réduit à fuir avec quelques affidés.

Cependant, le général espérant être plus heureux dans de nouvelles tentatives sur Valenciennes et Condé, s'était rapproché de ces places en venant s'établir aux boues de Saint-Amand, le 1er avril.

Tandis que Dumouriez prenait ces mesures pour arriver à ses fins, les meneurs de la convention n'étaient pas restés oisifs. Ces revers inattendus de la part du vainqueur de Jemmapes, parurent d'abord une trahison évidente aux yeux de gens incapables d'en découvrir les causes militaires. De tous temps, les hommes n'ont apprécié que les résultats, et aux plus belles années de Rome, comme de nos jours, plus d'un général médiocre est monté sur un char de triomphe, pour des victoires qui furent la suite inévitable des événements. Dumouriez mérita aussi peu les hommages qu'on lui rendit comme au plus grand capitaine de son temps, que les poursuites dont il devint bientôt l'objet. A peine a-t-il quitté les plaines de Neerwinden que de toutes parts les clameurs s'élèvent contre lui; Miranda écrit à Pétion qu'il commence à soupçonner la trahison, à laquelle le ci-devant maire de Paris avait déjà attribué les revers d'Aix-la-Chapelle; bientôt les jacobins accusent leurs adversaires d'avoir nourri dans leur sein l'homme ambitieux qui allait livrer la république à ses plus cruels ennemis. Il importe, disent-ils, de former une enquête sur les graves délits qu'on lui reproche, afin de pouvoir lui rendre la confiance de l'armée, ou le punir, s'il l'a mérité. Les députés Carnot, Lamarque, Camus, Quinette et Bancal, tous pris au sein de la société jacobine, sont chargés de se rendre au quartier général pour suspendre le prévenu de ses fonctions : ils sont accompagnés du ministre de la guerre, Beurnonville, à qui probablement on destine l'honneur périlleux de le remplacer. Le mal est immense, la frontière dégarnie est ouverte, les places, qu'après les succès du mois de novembre, on avait presque jugées superflues, se trouvent négligées et dépourvues; l'armée, en proie à l'indiscipline, à l'esprit de parti, au découragement, semble incapable d'opposer aucune résistance à l'ennemi, et la tâche de ces commissaires investis du pouvoir absolu, comme de la responsabilité du salut public, n'était pas une faible besogne.

Le choix seul des hommes appelés à être les arbitres du sort de Dumouriez, était le pronostic le plus évident de celui qu'on lui réservait; en vain leur adjoignit-on Beurnonville, partisan assez connu du général, c'était une amorce tendue pour ne pas éveiller ses soupçons. Mais on jugea mal de sa pénétration, il ne fut pas dupe un moment de cette supercherie; convaincu qu'on en voulait à sa liberté ou à sa vie, il ne balança pas longtemps sur le parti qu'il avait à prendre.

Ces députés, arrivés inopinément, le 2 avril, à son quartier général de Saint-Amand, avaient une mission trop positive pour ne pas produire une explosion; ils devaient faire partir Dumouriez pour aller à la barre se justifier, et en cas de refus, le suspendre de ses fonctions. Après de longues et

inutiles récriminations, Camus interpellant le général au milieu de son état-major, et n'en recevant que des refus, ordonna son arrestation et la saisie de ses papiers : le coup était prévu, les hussards de Berchiny, en bataille devant la maison, firent entrer un piquet, et saisirent les députés et le ministre de la guerre, qu'ils conduisirent au quartier général autrichien. Dumouriez n'ayant aucune place à sa disposition, et les considérant comme des otages aussi utiles pour lui que pour les prisonniers du Temple, n'aurait pas su dans le fait quel autre parti adopter.

Carnot, retenu à Douai, et n'ayant pu suivre ses collègues, échappa comme par miracle à leur sort commun. Cette circonstance eut des suites importantes pour la république, qui eût été privée sans cela des services signalés que ce député lui rendit quelques mois après.

Les événements se pressaient avec une telle rapidité que, sans vouloir entrer dans les détails de cette catastrophe, on a de la peine à les suivre. Dumouriez, sentant la nécessité de s'assurer des dispositions des troupes après ce coup d'éclat, se rend, le 3 avril, au camp, où il trouve partout le même accueil; rien ne décèle que la foudre est suspendue sur sa tête; on applaudit même à ses résolutions.

L'armée française était violemment agitée, et sa position vraiment embarrassante; balottés par leur attachement au vainqueur de Sainte-Menehould et de Jemmapes, et par le bruit sinistre qu'il était d'intelligence avec l'ennemi, les soldats ne savaient qu'en croire. Leur amour-propre se voyait en quelque sorte intéressé à trouver dans sa défection un palliatif à leur défaite; d'un autre côté, si la trahison était l'ouvrage de ses ennemis, combien ne serait-il pas injuste d'abandonner le seul homme qui eût su jusque-là les conduire à la victoire? Aussi, une bonne partie des troupes de ligne lui resta fidèle jusqu'au dernier moment, malgré ses entrevues avec les généraux autrichiens. La déclaration de son plan n'eût rien même qui les effrayât, parce qu'on y entrevoyait des ménagements du moins apparents pour les intérêts de la France. Cependant, les adroites insinuations des commissaires, le grand nombre de prosélytes que l'égalité et la république avaient faits parmi les subalternes, l'argent répandu par les jacobins, et plus que tout cela l'amour de la patrie, achevèrent bientôt de lui aliéner les esprits.

Le 4, Dumouriez devait avoir une entrevue avec l'archiduc Charles, le prince de Cobourg et Mack, entre Raisme et Condé, afin d'aviser aux derniers arrangements; il était parti de Saint-Amand pour s'y rendre, quand il rencontra à Doumet 3 bataillons marchant sur Condé, sans qu'il en eût donné l'ordre. Il voulut leur prescrire de rebrousser chemin, mais des cris tumultueux partis des extrémités de la colonne lui annoncent qu'on veut l'arrêter; adossé à un canal, il ne lui reste d'autre ressource que de le franchir, et les volontaires qui ne peuvent l'atteindre, font sur lui une décharge de mousqueterie à laquelle il n'aurait pas dû échapper. On court, on s'empresse, d'un côté pour lui couper la route du camp de Bruille qu'il voulait regagner, de l'autre, pour le cerner. Forcé de longer l'Escaut sous une grêle de balles, il passa enfin le rivière au bac de Wihers pour regagner Bury, d'où il informa le colonel Mack des motifs qui lui avaient fait manquer le rendez-vous.

Le général avance, dans ses Mémoires, que les troupes du camp, indignées de cet attentat, le demandaient à grands cris, mais qu'il était trop tard pour s'y rendre, et il prétend que cette circonstance seule fit échouer son plan; la tournure des événements autorise à penser le contraire.

Le général passa la nuit à rédiger avec Mack les projets de proclamations qu'il devait publier, de concert avec le prince de Cobourg, pour fixer les esprits sur les véritables motifs de leurs transactions. Ces pièces sont consignées dans les journaux du temps, et n'offrent aucune circonstance remarquable : celle de Dumouriez était un violent manifeste : celle du prince, imprimée à la suite, déclarait aux Français « qu'il venait simplement » comme auxiliaire, que l'intention de son souve- » rain n'était pas de faire la moindre conquête, » mais de ramener la paix et l'ordre, et d'y coo- » pérer avec le général français, dont il approu- » vait les principes exprimés par la proclamation. »

Le lendemain matin, Dumouriez se rendit avec 50 dragons autrichiens au camp de Maulde; en vain affirme-t-il qu'il y fut tendrement reçu, on ne saurait se dissimuler l'impression fâcheuse que ce

cortége fit sur l'esprit des soldats. Voulant se rendre de là à Saint-Amand, il apprit que l'artillerie était en pleine insurrection; qu'après avoir envoyé des commissaires à Valenciennes, elle avait chassé ses généraux, et qu'elle attelait pour se réfugier dans cette place. Le capitaine Songis, qui s'acquit dès lors une juste réputation, fut, dit-on, un des principaux instigateurs de ce mouvement patriotique.

Le signal était ainsi donné aux troupes de ligne sur lesquelles l'arme de l'artillerie exerçait une juste influence, tant par le choix des hommes, que par l'instruction nécessaire aux officiers. Son exemple fut bientôt imité; à peine la nouvelle de la défection est-elle parvenue aux deux corps de Bruille et de Maulde, que bataillons, régiments, brigades, partent les uns en entier, les autres par détachements, et se rendent à Valenciennes. Vouillé, qui commandait l'avant-garde, n'eut que le temps de gagner Tournay, son corps suivit l'exemple des autres. Dumouriez, abandonné, retourna au quartier général autrichien, où il ne fut suivi que par les hussards de Berchiny, aux ordres du colonel Nordmann, brave militaire, qui s'était trop avancé pour reculer, et qui suivit son chef avec le régiment qu'il commandait et un escadron de Saxe.

Ainsi finit la carrière orageuse d'un homme auquel il serait injuste de refuser des talents, des connaissances variées, un grand caractère, et qui rendit des services signalés à la France en 1792. Entraîné par des passions impétueuses, à une époque où un vertige exaltait toutes les têtes, on ne peut le juger d'après des règles ordinaires. Nous en avons déjà trop dit sur son compte pour avoir besoin de nous étendre sur ses qualités et ses défauts. Il jugea mal la situation de la France, sous le rapport politique, en contribuant à la déclaration de cette effroyable guerre, dont le succès fut indépendant de tous les calculs humains; il la jugea plus mal encore en comptant sur la neutralité anglaise. Ses opérations stratégiques furent constamment fausses, excepté dans l'Argonne : mais nous croyons, comme lui, qu'en temps ordinaire il eût été bon ministre et général capable.

CHAPITRE XV.

Défensive des armées françaises sur la frontière du Nord. — Dampierre est tué en voulant débloquer Condé. — Affaire de Famars. — Siége et prise de Valenciennes.

La nouvelle de la défection de Dumouriez causa à Paris une sensation d'autant plus forte qu'on crut d'abord qu'il avait un grand parti, et qu'elle fut accompagnée de l'insurrection de la Vendée, de la défaite de Custine sur la Nahe, et des troubles de la Corse.

Les meneurs de la convention mesurèrent d'un coup d'œil le danger dont ils étaient menacés, et ne se firent pas illusion sur le sort qui leur serait réservé, si l'armée française même se déclarait contre eux. Les jacobins accusèrent bien les girondins des malheurs qui venaient d'accabler la France, naguère victorieuse; mais le péril commun les rapprochant pendant quelques jours, les uns et les autres sentirent la nécessité d'envoyer de nouveaux députés avec de pleins pouvoirs pour réorganiser l'armée, et pourvoir à la défense des frontières. En même temps, et sans attendre le résultat de leur mission, l'assemblée décréta la peine de mort contre quiconque reconnaîtrait Dumouriez pour général.

A peine fut-elle informée de l'arrestation de Beurnonville et des députés, qu'elle décréta par représailles celle de plusieurs princes et officiers autrichiens de distinction qui se trouvaient parmi les prisonniers. Affectant même de craindre que Dumouriez n'eût des complices jusqu'au sein du conseil exécutif, elle institua, le 6 avril, un comité de salut public, pris dans son sein, dont les pouvoirs s'étendirent à mesure que les dangers s'accrurent.

Le prince de Cobourg, dont nous avons rapporté la proclamation du 5 avril, convaincu par les événements du lendemain que ses transactions avec Dumouriez devenaient nulles, ne songea plus qu'à rentrer dans son rôle naturel, et à pousser les opérations militaires avec la vigueur que l'on pouvait attendre de son caractère et de l'insuffisance de ses forces. Il se rendit, dès le 7, à Anvers, dans l'intention de conférer avec les députés des différentes puissances qui s'y étaient assemblés pour déterminer la quotité et l'emploi des contingents desti-

nés à agir en Flandre. Le prince d'Orange, lord Auckland, ministre d'Angleterre à La Haye, les comtes de Metternich et de Stahremberg, le général prussien Knobelsdorf, composaient ce conseil.

Le nombre des troupes fut fixé comme il suit :

Corps prussien du général Knobelsdorf.	8,000 homm.
Anglais et Hanovriens	20,000
Hollandais	15,000
Hessois	8,000
Total	51,000 homm.

L'armée impériale, forte de 45,000 hommes, devait agir de concert. Indépendamment de ces moyens, le prince de Hohenlohe commanderait environ 30,000 Autrichiens, répartis en trois corps ; le premier à Namur, sous le général Beaulieu ; le second à Luxembourg, sous le général Schrœder ; le troisième à Trèves, sous le général Blankenstein ; ce dernier devait se lier par sa gauche à l'armée du roi de Prusse. On donna aux Anglais, qui débarquèrent vers le 20 avril, à Ostende, la direction provisoire de Tournay ; enfin, les Hollandais, à l'exception des corps destinés à observer Lille et couvrir la West-Flandre, devaient grossir l'armée principale.

Les délibérations de ce conseil diplomatique n'ont été connues qu'imparfaitement jusqu'à ce jour. On pense généralement qu'elles réglèrent plus d'affaires politiques que de combinaisons militaires : suivant quelques écrivains, il y fut question des efforts à faire par les alliés, à l'effet d'obtenir des *indemnités pour le passé, et des garanties pour l'avenir*. Nous ne l'affirmerons pas, mais tout porte à le croire : cependant, à moins d'énoncer ouvertement le projet de démembrer la France, il était, impossible de mettre au jour, d'une manière plus évidente, les vues d'intérêts particuliers cachées sous le voile d'un beau zèle pour la maison de Bourbon. Ce langage parut surprenant de la part de puissances qui ne s'étaient armées que pour le rétablissement de la prérogative royale, et celui du bon ordre en France.

Dès lors la guerre changea de nature comme de but, et tous les cabinets anciennement alliés à ce pays, purent sonder à loisir la profondeur du précipice ouvert sous leurs pas. Si la Hollande et l'Espagne n'avaient point été entraînées par des passions contraires à leurs intérêts, elles n'eussent pas manqué de témoigner de l'étonnement qu'on demandât des sûretés à la seule puissance maritime capable de les soutenir un jour, et à qui il ne resterait ni flotte, ni ports, dès l'instant que les vues secrètes du congrès d'Anvers seraient réalisées. La Prusse, de son côté, aurait senti l'inconvenance de verser le sang de ses peuples dans la vue de faire la conquête des places de Flandre pour les Autrichiens, ou de les aider à reprendre l'Alsace et la Lorraine : si l'appât de Thorn et de Dantzig avait pu l'y décider, la possession de ces places une fois assurée, elle se serait rapprochée du système politique auquel elle était redevable de sa prospérité. Quant au cabinet de Vienne, on ne conçoit pas trop sous quel rapport il se croyait en droit d'exiger des indemnités ou des garanties ; voulait-il punir la France de lui avoir été attachée depuis 1756 et d'avoir négligé ses plus chers intérêts en combattant pour sa cause jusqu'à la paix d'Hubertsbourg ; ou bien lui imputait-il à crime d'avoir pris l'initiative dans une guerre qui, s'il faut en croire les déclarations mêmes des souverains, était préparée par le ministère autrichien. Nous ne trancherons pas dans des questions si délicates, mais notre impartialité nous force à dire que les deux partis avaient des torts, et que stipuler des indemnités ou des garanties dans ces conjonctures, c'était augmenter les griefs de la France et donner à la guerre un caractère tout opposé à celui dont on affectait de la parer.

On est moins embarrassé de répondre pour l'Angleterre, car si elle n'avait pas de droit d'exiger des garanties, il était du moins de son intérêt de les demander.

L'absence du généralissime des coalisés ne fut pas longue ; avant son retour au quartier général, il avait eu soin d'expédier des ordres pour rassembler l'armée à Quiévrain ; et il publia, le 9, un nouveau manifeste bien différent du premier, et qui redoubla les soupçons conçus sur les transactions du congrès d'Anvers, en rétractant avec une affectation, du moins imprudente, la promesse de s'abstenir de toute conquête sur le territoire français. Cependant, le prince de Cobourg, persuadé qu'il ne saurait remplir la tâche qui lui était assi-

gnée avec les 120,000 combattants, dont il disposait entre la Moselle et la mer, sollicita de l'Empereur un renfort de 30,000 hommes.

Le mois d'avril se passa du côté des alliés à attendre l'arrivée des contingents anglais et hollandais qui entrèrent en ligne du 23 au 25. Le cabinet de Vienne se contenta d'abord d'envoyer quelques bataillons, et ce ne fut qu'à la fin de la campagne qu'il y porta des renforts plus considérables. Mais il prit en échange toutes les mesures administratives qui pouvaient consolider son empire en Belgique : l'archiduc Charles en fut nommé gouverneur général : et ce prince, justement estimé, fit à Bruxelles une entrée triomphale, qui ne le cédait en rien à l'accueil fait aux républicains au mois de novembre précédent. Les états, auxquels l'Empereur rendit tous leurs droits, acquirent ainsi plus d'influence et de liberté par suite de la retraite de Dumouriez, qu'ils n'en avaient obtenu de leur révolte de 1789.

Tandis que les alliés s'endorment sur quelques trophées gagnés sans peine, le peuple français se réveille, avec fracas, de la léthargie causée par la trop facile victoire de Jemmapes. C'est dans les grands périls que se montrent les hommes énergiques. La France ne formait qu'une vaste assemblée, et le propre des réunions populaires est d'exciter tous les esprits à l'exaltation. Les jacobins, les girondins, les républicains purs, tout se rallie à la convention à la vue des dangers de la patrie. Dès lors on se sentit entraîné par une pente irrésistible aux mesures extraordinaires et violentes; car la marche lente du conseil exécutif ne favorisait pas assez l'élan national au gré des chefs de la montagne. Nous consacrons, au reste, le chapitre XIX à retracer les événements que cette disposition des choses amena dans l'intérieur, et il convient de revenir aux armées.

On avait plus d'une fois éprouvé les avantages d'avoir près d'elles des commissaires qui, fidèles aux intérêts de la convention, stimulaient les généraux, faisaient connaître le véritable état des affaires, et imprimaient aux mesures administratives et militaires, un grand degré de force, quoique leurs missions passagères n'eussent embrassé jusque-là qu'un objet local et temporaire. La défection de Dumouriez prouva les services que ces commissaires seraient à même de rendre, si on étendait leurs pouvoirs, et qu'on mît du discernement dans leur choix. Tous les intérêts des meneurs de la république se réunirent pour décider une mesure qui revêtît d'une autorité presque sans bornes leurs plus chauds partisans, et la France fut peut-être redevable de son salut à la nécessité d'assurer celui des factions.

Aussitôt qu'on eut appris la nouvelle que Dumouriez voulait marcher sur Paris, l'on ordonna la formation d'un camp de 40,000 hommes, et des commissaires furent spécialement chargés de l'exécution de cette mesure; d'autres avaient eu la mission d'activer dans les départements la levée de 300,000 hommes, décrétée le 24 février.

Enfin, le 30 avril, la convention détermina l'organisation, les pouvoirs, et la répartition de 60 représentants aux armées. Celle du Nord devait en avoir 12; les uns se chargeaient de l'exécution des travaux de défense, et de l'approvisionnement des places de guerre; les autres s'occupaient de l'armement et de l'équipement des levées, et de la surveillance des opérations militaires (1). Aucun miracle ne paraissait impossible à ces proconsuls, disposant, au nom du peuple français, des bras, du sang et de la fortune de 4 à 5,000,000 d'hommes. Ils deviennent avant peu les arbitres du sort des généraux : ce sont eux qui les envoient à l'échafaud, ou les font monter sur un char de triomphe; et, sans avoir à rendre compte de leur conduite, si ce n'est à la convention, ils remplacent un général malheureux par un officier tiré la veille des derniers rangs de l'armée. Jamais dictateur à Rome n'exerça un empire plus absolu. Cette mesure, capable à elle seule d'imprimer à la nation un mouvement inouï, jointe à la nomination d'hommes, tels que Carnot ou Dubois-Crancé, explique aisément ce qui ne parut, en 1793, qu'un songe merveilleux.

Bientôt à la voix de ces mandataires, qui distribuent les éloges et les lauriers, les soldats, les généraux, reprennent quelque confiance; placés entre deux dangers, ils se décident pour le plus honorable.

Le comité déploie en même temps la plus re-

(1) Voyez pièces justificatives du livre IV, n° 7.

doutable énergie. Les généraux Harville et Bouchet sont arrêtés à Maubeuge pour n'avoir pas tenu à Namur: Stengel et Lanoue sont traduits au tribunal révolutionnaire pour se justifier de la déroute d'Aix-la-Chapelle; Miaczinsky décapité pour avoir servi les projets de Dumouriez. On se crut un instant revenu aux temps les plus fabuleux de l'antiquité. Les levées prennent une plus grande activité, mais les besoins sont si énormes pour faire face de toutes parts, et la loi du 24 février rencontre tant de difficultés dans son exécution, que les armées n'en ressentent pas d'abord les effets.

Cependant, la plupart des corps sur lesquels on avait conçu de vives inquiétudes étaient rentrés sur différents points des frontières. Le général O'Moran réunit 12,000 hommes de l'expédition de Hollande au camp de Cassel. Lamarlière parvint à rassembler une pareille division à Lille. Dampierre avait pris le commandement du corps de bataille, et l'avait retiré sous Bouchain, afin d'avoir le temps de le réorganiser avant de le ramener en face de l'ennemi.

Les alliés, loin de l'inquiéter, rassemblaient peu à peu l'armée qui devait faire tomber Valenciennes, sans songer à écraser ces divisions éparses, ce qui dans l'espèce de guerre qu'on faisait alors eût pourtant offert plus d'avantage et moins de difficultés.

Le général français mit ce temps à profit pour combiner ses mesures de défense, ranimer le moral de ses troupes, et attirer à lui tous les renforts possibles, après avoir néanmoins jeté les garnisons nécessaires dans les places de première ligne. Dans peu il eut 24,000 hommes sous Bouchain, et fut à même d'être soutenu par le général Lamarche qui vint avec 8,000 hommes de l'armée des Ardennes occuper la forêt de Mormal et couvrir le Quesnoy et Avesnes. Lamarlière qui, à part la garnison de Lille, tenait une forte division au camp de la Madeleine, formait sa gauche.

Les députés envoyés par la convention avec de pleins pouvoirs, contribuèrent puissamment au succès de ces diverses mesures. L'armée un peu remise fut ramenée, le 15 avril, de Bouchain au camp de Famars sous Valenciennes, et cette démonstration offensive, faite à propos, releva la confiance des troupes et de la nation. Il en était temps, car le prince de Cobourg s'était avancé, le 13 avril, sur Onnaing, le général Otto avec l'avant-garde venait de s'emparer de Curgies, Saultain et Saint-Sauve; Clairfayt, relevé à Tournay par les Prussiens, se rapprochant de Saint-Amand, occupa Raismes et Vicogne; le prince de Wurtemberg bloquait Condé, et le général Latour, avec une forte division, campait à Bavay et Bettignies, en face de Maubeuge.

Des escarmouches insignifiantes eurent lieu sur plusieurs points jusqu'au commencement de mai. Ce ne fut qu'à cette époque que les généraux des deux partis songèrent à former quelques entreprises. Le colonel Mack fit adopter au prince de Cobourg un plan général d'opérations dont voici les bases principales :

« A la fin de mai, l'armée active devant compter 90,000 combattants (non compris les 30,000 du prince de Hohenlohe dans le Luxembourg), et ces forces paraissant insuffisantes pour entreprendre et couvrir le siége d'une place aussi importante que Lille, garder les communications avec Liége, et masquer en même temps Maubeuge et Valenciennes, on débuterait par assiéger cette dernière place. Comme 36,000 hommes devaient suffire pour couvrir la West-Flandre et observer en même temps Lille et Maubeuge, il en resterait 54,000 pour forcer le camp de Famars, et assiéger Valenciennes, nombre qu'on jugeait suffisant.

» Lorsqu'on aurait réduit cette place et celle de Condé, on se proposait de laisser environ 30,000 hommes devant Lille, et d'en porter 60,000 à Dunkerque pour enlever le camp retranché, réduire cette ville et attaquer ensuite Lille avec plus de sécurité. »

Conceptions bizarres que l'on serait plus tenté d'attribuer à un lord de l'amirauté qu'au général chargé, avant tout, de veiller au salut de l'armée impériale.

Au lieu de se donner tant de peine pour méditer des opérations contraires à ses intérêts, le général autrichien eût bien mieux fait de calculer que le passage du Rhin par le roi de Prusse, et ses succès sur la Nahe, rendaient la présence de 30,000 hommes inutiles à Namur et à Trèves où ils n'avaient personne devant eux; et il aurait dû, dès les premiers jours d'avril, en appeler 20,000 vers Mau-

beuge, laissant au reste le soin de couvrir Luxembourg. Alors l'armée principale renforcée par Latour et par Knobelsdorf, eût pris position au camp de Famars, avant que les Français songeassent à y revenir.

Observer Lille, couvrir Tournay, garder la West-Flandre, c'était s'occuper d'accessoires d'autant plus inutiles que des corps considérables de Hollandais, Anglais et Hanovriens s'avançaient sur cette direction; nous avons déjà dit comment Dampierre sut profiter d'un temps si précieux pour remonter le moral ébranlé de ses troupes, et les reporter en avant.

Sur ces entrefaites, un second convoi anglais débarqua à Ostende pour renforcer le duc d'York qui vint, le 22 avril, relever les Prussiens à Tournay; il fut joint, le 30, par une division hanovrienne; et les alliés au lieu de profiter de ces renforts pour opérer vigoureusement, éparpillés sur une ligne très-étendue, souffrirent patiemment qu'on les y insultât tous les jours.

Le gouvernement français, redoutant les fâcheuses impressions de la défaite de Dumouriez et de sa fuite, sentit la nécessité de rétablir un peu l'honneur de ses armes et la confiance des troupes qui en est la compagne. Convaincu que si l'audace ne supplée pas toujours à l'habileté, elle est nécessaire quand il importe d'imposer à l'ennemi, il pressait Dampierre de débloquer Condé, et les commissaires de la convention ne lui laissaient aucun relâche. Ce général observa d'abord que ce n'était pas le moyen de remplir son but que d'assaillir 45,000 hommes avec 30,000 soldats découragés. Cependant, soit qu'il eût changé d'avis dans les conseils tenus à Valenciennes, soit qu'il crût devoir opiner dans le sens du gouvernement, il y représenta la nécessité d'attaquer. Une pareille tentative ne laissait pas, en effet, d'offrir quelque espoir de succès; quoique la supériorité du nombre fût du côté des alliés, ils étaient assez dispersés pour qu'en portant avec habileté et vigueur la masse des troupes françaises sur le point faible de la ligne ennemie, on pût s'en promettre un heureux résultat : à la vérité, il existait alors peu de militaires en France qui crussent possible de battre 80,000 hommes avec 30,000, comme Frédéric avait osé le tenter à Leuthen.

Après quelques débats inutiles à rappeler, une attaque générale fut fixée pour le 1er mai.

A cette époque, les armées étaient dans les positions suivantes :

1° Le corps hollandais, aux ordres du prince d'Orange, gardait l'espace entre la mer du Nord, la Lys; le gros vers Menin;

2° Le duc d'York se trouvait à Tournay et Maulde;

3° Les Prussiens occupaient Saint-Amand, Lescelle et Maulde;

4° Le corps de Clairfayt campait à leur gauche, entre Vicogne et l'Escaut vers Eschaupont;

5° Le gros de l'armée impériale avait son avant-garde aux ordres du général Benjowsky, entre Onnaing et Saint-Sauve. La première ligne du corps de bataille, aux ordres du général Ferrari, se trouvait établie entre Onnaing et Rombues; la seconde ligne, aux ordres du général Colloredo, campait à 500 toises plus loin vers Quarouble. (*Voyez* pl. IX.)

6° Le général Otto couvrait le centre par un cordon de troupes légères, à Saint-Sauve, Estreux et Curgies;

7° Le prince de Wurtemberg bloquait Condé;

8° Latour observait Maubeuge à Bettignies;

9° Le prince de Reuss tenait Bavay;

10° On a déjà indiqué les positions des trois corps du prince de Hohenlohe depuis Namur jusqu'à Trèves.

La position des Français dans les camps de Lille, Valenciennes et Maubeuge, quoique défensive, facilitait, par la disposition des places sur la frontière, les moyens de combiner plusieurs beaux mouvements stratégiques. Réunissant les corps des ailes sur le centre, et laissant Maubeuge et Lille à la garde de petites garnisons, on aurait pu tomber avec 50,000 hommes sur le point dégarni qu'on eût choisi, et le succès de cette opération était d'autant plus sûr que les alliés avaient la manie des cordons. Loin de là, cependant, on chercha à les imiter, et l'on eut lieu de s'en repentir.

D'après le plan arrêté, les Français durent attaquer l'armée impériale sur toute la ligne. Le 1er mai, au matin, la garnison du Quesnoy dirigea 2,000 hommes sur Jalain. Le général Lamarche, avec la principale colonne de droite, formée d'une division de

l'armée des Ardennes, se porta sur Curgies et Saultain. Le général Dampierre forma deux colonnes qui allèrent courir, l'une aux ordres de Rozière sur Saint-Sauve et Onnaing par la rive droite de l'Escaut, l'autre aux ordres de Kilmaine sur les bois de Vicogne, Raismes et Saint-Amand. Il fut enjoint aux postes intermédiaires d'Hasnon et d'Orchies de faire des démonstrations, en même temps que le général Lamarlière s'avançerait de Lille sur Saint-Amand et Maulde, pour contenir cette partie de l'armée ennemie. Ces dispositions, tout à fait incohérentes, eurent le résultat qu'elles méritaient. Il eût été tout autre si l'on avait rassemblé les trois quarts de l'armée pour faire effort contre un seul corps des alliés, qui, morcelés sur les deux rives de l'Escaut, semblaient inviter à cette manœuvre si naturelle.

Les avant-postes du général Otto furent d'abord reployés par les colonnes ennemies. Cependant, le général Ferrari s'étant avancé contre le général Rozière avec la première ligne de l'armée impériale, l'empêcha de faire un pas de plus. Au même instant, le comte de Colloredo, qui se déployait à sa gauche avec la seconde ligne pour étendre le front jusqu'à Sebours, aperçevant le mouvement de Lamarche, s'avança sur-le-champ contre lui. Les Français ne s'attendaient pas à cette apparition, ils débouchaient des villages de Saultain et Curgies, et commençaient à se former : à l'aspect des nombreux escadrons autrichiens, ils y rentrèrent en désordre, et se retirèrent jusque sur les hauteurs de Presseau. Colloredo les y suivit, les força à repasser la Ronelle, et à regagner leur camp.

Le général Ferrari, réuni à l'avant-garde du général Benjowsky, et encouragé par le succès de la gauche vers Curgies, ramena, sans grand effort, les républicains dans la place de Valenciennes.

L'attaque du général Kilmaine sur la rive gauche de l'Escaut n'eût pas un meilleur sort : elle parvint d'abord à forcer les premiers postes de Clairfayt à Vicogne et Raismes ; ce général étant arrivé à leur soutien, et les Prussiens ayant même porté des renforts à Vicogne, le général français fut obligé de revenir dans sa position d'Anzin.

Enfin, Lamarlière, parti de Lille et de Douai avec environ 12,000 hommes d'infanterie et 400 chevaux sur plusieurs colonnes, se borna à inquiéter Saint-Amand, et à tirailler avec les troupes prussiennes du camp de Maulde qui ne renfermait pas 4,000 combattants ; il prit au pied de la lettre l'instruction qui lui prescrivait de simples démonstrations, et perdit l'occasion d'anéantir cette division compromise. Il est vrai que pour justifier la mollesse de son attaque, il assura n'avoir ni cavalerie ni pièces de 12, comme s'il n'était pas possible d'enlever certaines positions sans troupes à cheval et sans batterie de gros calibre.

On voit que l'éloignement et le défaut de liaison entre ces attaques, furent les principales causes qui les firent échouer. Il aurait fallu exécuter deux petites démonstrations, et jeter le gros des forces de Lamarlière et de Dampierre avec celles de Kilmaine sur le corps de Clairfayt, afin de percer le centre morcelé de l'ennemi : à la vérité, le terrain boisé était ici plus favorable à la défensive que celui de la droite de l'Escaut ; toutefois l'avantage de faire participer la division de Lille à l'attaque, étant une ample compensation de cet inconvénient, aurait dû décider pour ce point. Dans tous les cas, il est bien avéré qu'en portant un effort concentré sur l'une ou l'autre rive, on eût obtenu un succès plus certain, qu'en guerroyant par postes depuis le Quesnoy jusqu'à Orchies.

Le prix qu'on attachait au salut de Condé, les ordres réitérés et pressants du gouvernement, mirent Dampierre dans l'obligation de former bientôt un nouveau projet. Instruit cependant que les ennemis s'étaient renforcés et retranchés, il opposa toute sa logique aux instances des commissaires de la convention, et eût désiré attendre les secours promis avant de rien donner au hasard. Contraint d'obéir, il se décida à diriger, le 8 mai, ses principales forces sur Clairfayt, que Kilmaine, secondé par une division tirée de Famars, attaquerait sur deux colonnes. Le général en chef, convaincu que Lamarlière avait été trop isolé dans la première journée, lui avait assigné cette fois une part plus active aux opérations. Cette division forma cependant encore trois attaques ; la gauche, aux ordres du général Chaumont sur Rumegies ; le centre, sous Lamarlière lui-même, devait marcher sur Saint-Amand ; la droite, conduite par le général Desponches, avait ordre de prendre Vicogne, et de se lier à la gauche du général Hédouville qui se

disposait à attaquer Raismes (1). Les autres démonstrations, parties de Maubeuge et du Quesnoy, différaient peu de la première tentative, et furent également repoussées.

Ce plan, quoique sage, avait encore le défaut d'employer un peu trop de forces aux accessoires; il eût réussi néanmoins huit jours plus tôt, mais il échoua, parce que les alliés, ayant fait un mouvement général vers la gauche, se trouvaient beaucoup mieux en mesure de se défendre, et que leurs positions se trouvaient retranchées ou couvertes de nombreux abatis : les Anglais s'étaient effectivement avancés de Tournay à Maulde; les Prussiens, auparavant divisés, s'étaient réunis à Vicogne et Saint-Amand, où ils furent même soutenus dans l'action par 3 bataillons de gardes anglaises que le général Lacke amena de Maulde; Clairfayt s'était aussi plus concentré vers Raismes.

Les détachements partis de Maubeuge furent repoussés avec perte à Bettignies et à Bavay; la garnison du Quesnoy ne fut pas plus heureuse que dans la première tentative sur Jalain : deux autres colonnes assez considérables furent repoussées à Grand-Wargnies et Presseau.

Les 2 premières colonnes de Lamarlière s'avancèrent sans obstacle dans la direction de Rumegies et Saint-Amand, où elles ne trouvèrent que des détachements. Les efforts du général Desponches, pour se lier à la division de Valenciennes, furent, au contraire, infructueux; en vain le général Lamarlière le fit soutenir par 7 bataillons, au moyen desquels il allait s'établir à Vicogne; l'arrivée des gardes anglaises fit changer la face des affaires, et mit les Prussiens en état de conserver leur position.

Le général en chef attachant à cette jonction tout le prix qu'elle méritait, envoie, de son côté, plusieurs bataillons pour la favoriser; ils obtiennent d'abord quelques succès; bientôt ils sont sur le point de se loger dans Raismes, quand les Autrichiens, débouchant de ce village, les repoussent avec perte : les Français renforcés retournent à la charge; le général Hédouville la seconde de son côté en marchant derechef sur Raismes; ils parviennent à s'emparer d'une partie du village, mais Clairfayt et Wenckeim, concentrés dans la position principale, couverte de deux redoutes, leur opposent une résistance héroïque, et les empêchent de faire un pas de plus.

Dampierre, persuadé que le succès de la journée dépendait de l'enlèvement de ce poste, se met enfin à la tête de 8 bataillons, pour emporter la redoute; déjà ils ont franchi quelques abatis, lorsque le général en chef a la cuisse emportée par un boulet : cet événement malheureux refroidit leur ardeur, rompt l'ensemble et l'impulsion de leur mouvement, et bientôt ils sont forcés à rétrograder.

Lamarche, chargé alors par intérim du commandement de l'armée, jugeant inutile de prolonger des efforts qui ne menaient à rien, ordonna la retraite. Dans le moment où elle s'effectuait, 3 bataillons de volontaires engagés dans le village de Raismes, commençaient à se débander; et l'on cite comme un exemple remarquable du pouvoir de la discipline sur ces jeunes soldats, la promptitude avec laquelle ils se rallièrent au premier commandement du général Ihler qui les conduisait.

Les arrière-gardes restèrent à la lisière du bois de Vicogne, où elles se couvrirent d'abatis; Clairfayt les fit attaquer, le 9 mai, sur 3 colonnes, et les en chassa. Le général Lamarlière, de son côté, s'était rendu à sa droite pour combiner une nouvelle attaque sur Vicogne, lorsqu'il reçut la nouvelle de ce qui se passait à l'armée et l'ordre de se replier sur Lille.

Ces revers décidèrent les républicains à se tenir sur la défensive, en se bornant à protéger Valenciennes, et à secourir Condé, dès qu'ils en verraient l'occasion. Ils firent couvrir d'abatis et de retranchements les avenues de la forêt de Mormale; dix mille paysans furent requis pour ces travaux qu'on ne leur donna pas le temps d'achever.

Ces mesures secondaires étaient sans doute très opportunes, mais le gouvernement aussi peu versé dans l'art de la guerre que les généraux, n'imaginait que des manœuvres plus propres à hâter la ruine de l'armée qu'à la mettre en état de ressaisir l'ascendant de la victoire. En effet, il résolut de faire opérer sur les ailes, ou plutôt d'y essayer de minces diversions : on se flatta d'arrêter l'ennemi en portant le général Stettenhofen de Dunkerque

(1) Quelques relations disent que ce fut le général Tourville, et non Hédouville.

sur Furnes, pour menacer Ostende, pendant que le général Kilmaine, chargé de rassembler sous Givet les troupes éparses dans les Ardennes et au camp de Sedan, s'avancerait avec 10,000 hommes contre Namur, dispositions au-dessous de toute critique, et que la chute du camp de Famars rendit bientôt illusoires.

D'un autre côté, le prince de Cobourg, pour exécuter son plan de campagne, résolut de diriger tous ses moyens de siége contre Valenciennes; il y trouvait effectivement plusieurs avantages, car Condé ayant été investi inopinément, et renfermant peu de vivres, on pouvait dans le même intervalle le réduire par un blocus, et la possession d'une place intacte était d'un grand prix pour servir de dépôt aux alliés dans leurs opérations ultérieures.

Avant de songer à un siége en règle, il fallait néanmoins déloger l'armée française de la position de Famars, et la contraindre d'abandonner la place à son sort; on n'attendait pour cela que l'arrivée de 12,000 Hanovriens. Ces troupes étant enfin entrées en ligne, l'attaque fut fixée au 23 mai.

Le gros de l'armée opéra contre le camp de Famars. Cette position est située assez avantageusement sur les hauteurs entre ce village et Valenciennes, la droite appuyait à l'Escaillon, le front couvert par la Ronelle et par des retranchements; cependant, comme elle avait l'Escaut à dos, elle offrait de grands inconvénients. Des corps détachés étaient retranchés à Anzin et sur les flancs.

Le colonel Milius, à l'extrême droite, dût se porter sur Armentières pour inquiéter Lille.

Le prince d'Orange fut chargé d'attaquer vers Orchies et Mouchin, à 10 lieues de l'armée, des postes français qu'il était peu important de déloger. Le corps prussien du général Knobelsdorf, fort de 12 bataillons et 12 escadrons, dut faire sur Hasnon une tentative aussi inutile que la précédente; tandis que Clairfayt, avec une division autrichienne, se porterait en intermédiaire sur Aubry et Anzin. (*Voyez* pl. IX.)

Enfin, le prince de Cobourg et le duc d'York eurent la tâche d'enlever le camp de Famars par deux grandes attaques, secondées par de petites colonnes de démonstration. La première à gauche, de 16 bataillons et 28 escadrons, subdivisés en 8 colonnes, aux ordres du duc d'York, fut destinée à passer la Ronelle à Artre et Maresche, sur autant de points que le terrain le comporterait, et à marcher sur la droite du camp de Famars. La seconde attaque à droite, de 12 bataillons et 18 escadrons, subdivisés en 4 colonnes, aux ordres du général Ferrari, devait rejeter les corps français retranchés en deçà de la Ronelle, et passer ensuite cette rivière à Aulnoy, pour assaillir la gauche du camp.

Le corps d'observation de droite, de 6 bataillons et 6 escadrons, formant à lui seul 5 colonnes, pour masquer Valenciennes, était commandé par le général Colloredo. Celui de gauche, aux ordres du général Otto, n'avait pour objet que de masquer le Quesnoy, et de chasser l'ennemi de Villerspel. Enfin, les corps de Werneck à Bavay et de Latour devant Maubeuge, restèrent également à observer des garnisons ennemies qui ne songeaient pas à bouger, et s'étendirent dans cette vue jusqu'à Charleroy.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte, pour juger combien ces dispositions étaient fautives (1). Le prince de Cobourg, qui disposait alors de 45,000 Autrichiens et de 40,000 alliés, et n'avait pas devant lui 50,000 républicains disséminés et découragés, ne sut tirer aucun parti de ses avantages. Près de 32,000 combattants furent employés à des accessoires, tels que fausses attaques, démonstrations et observations; et l'on se présenta avec une partie de l'armée devant le front du camp, où l'on ne sut pas même l'engager. Au lieu de guerroyer à Orchies, à Hasnon, et sur la direction de Maubeuge, où l'on devait laisser les Français dans la plus parfaite tranquillité, il eût fallu rassembler vivement le corps du prince d'Orange, et les Prussiens vers Saint-Amand, pour marcher par Raismes et Aubry sur Herin, conjointement avec Clairfayt, tandis que toute le reste de l'armée se fût dirigé par Artre sur Famars. On objectera peut-être que c'eût été attaquer les deux extrémités de la ligne en même temps: cela est vrai pour le corps de Famars, mais non pour la ligne générale qui s'étendait jusqu'à Lille par petits détachements; d'ailleurs, on eût formé ainsi deux grandes attaques concentriques, exécutées en même temps, et dont chacune était de même

(1) Pl. IX et X, ou la carte de Ferrari.

force que l'armée ennemie ; leur action aurait eu plus d'ensemble et de vigueur que celle des 6 grandes divisions, que l'on employa à courir sur des directions parallèles et assez éloignées les unes des autres.

Le 23, à deux heures du matin, tout se mit en mouvement, conformément à la disposition, qui, d'ailleurs ne fut point exécutée ; sort ordinaire de ces pièces scientifiques où l'on prétend tout prévoir, et dont la moindre difficulté renverse l'échafaudage ; on parvint néanmoins, à la faveur de l'obscurité et du brouillard, devant les positions des Français sans être découvert, ce qui aurait dû rendre le succès infaillible.

Le général Otto, chargé d'une simple attaque secondaire, enleva trois redoutes près de Villerspel, et eut l'engagement le plus sérieux.

L'armée principale ne fut pas si entreprenante. Ferrari fit attaquer les redoutes avancées d'Aulnoy, au delà de la Ronelle ; l'artillerie française, alors la force et l'honneur de l'armée, imposa tellement aux alliés, que l'attaque dégénéra en vive canonnade. Voyant cependant qu'un échange de boulets n'enlèverait pas la position, le général Ferrari fit avancer les généraux Abercrombie et Walmoden avec 7 bataillons : quelques escadrons français les ayant chargés avec audace se trouvèrent eux-mêmes assaillis subitement, et ramenés par les gardes à cheval de l'électeur ; la redoute d'Aulnoy fut ensuite enlevée, et la canonnade recommença jusqu'à la nuit ; cependant, quelques bataillons autrichiens et les gardes anglaises avaient franchi la Ronelle à Maresche, et il eût été bien facile d'en profiter pour opérer un mouvement décisif ; la fatigue des troupes, et une légère blessure reçue par le chef d'état-major Mack, amortirent, dit-on, l'ardeur des alliés : l'armée campa entre Saultain et Maresche, la gauche seule vers Artre. Le général Lamarche eut ainsi le loisir de rassembler un conseil de guerre qui décida la retraite, et sa petite armée, après avoir jeté un renfort dans Valenciennes, évacua les camps d'Anzin et de Famars, sans perte, durant la nuit du 23 au 24 : elle se replia dans le meilleur ordre sur Bouchain où elle prit la position du camp de César.

Clairfayt, de son côté, ayant attaqué les républicains à Aubry, y éprouva la plus vive résistance, et ne les y força qu'avec une perte sensible ; il ne put rien entreprendre contre la position principale d'Anzin, où Kilmaine se maintint.

Le général Knobelsdorf délogea avant le jour les avant-postes français des abatis sur les deux rives de la Scarpe ; mais il tâtonna devant l'abbaye de Hasnon, qu'il voulut envelopper de loin par 2 colonnes ; la brigade Collaud, retranchée dans ce poste, favorisée d'ailleurs par les fossés et par les difficultés du terrain, repoussa ses tentatives qui, à la vérité, ne furent pas bien sérieuses. Collaud, presque entouré et sommé de se rendre, conserva son poste toute la journée, et ne l'évacua qu'à la nuit ; les Prussiens ne s'en approchèrent, le 24 au matin, qu'à pas de loup ; mais quelle fut leur surprise de ne pas y trouver même une vedette !

Le prince d'Orange, parti de Marquain ne rencontra que les avant-postes de la brigade Ransonnet, qu'il replia aisément ; les Français, à son approche, évacuèrent Orchies, et se rapprochèrent de Bouchain. Le prince Frédéric, son frère, laissé à Menin pour observer Lille, ne fut pas si heureux ; il avait aventuré 2 bataillons à Turcoing et à Roncq : le général Lamarlière informé de cette circonstance, fit enlever le premier ; l'autre aurait éprouvé le même sort, si une réserve ne fût venue le soutenir et protéger sa rentrée à Menin, où le prince Frédéric eut peine à réunir ses détachements ainsi compromis.

Latour et Werneck, avec les divisions campées à Bavay et Bettignies, balayèrent les bois d'Anfroipret, et inquiétèrent Maubeuge.

A la suite de cette affaire, dans laquelle on voit que le prince de Cobourg ne sut point profiter de sa supériorité, les alliés complétèrent l'investissement de Valenciennes, en prenant les positions suivantes : le corps de bataille, fort de 30,000 hommes, forma l'armée d'observation, et campa près de Herin, faisant face à Bouchain et à Douai ; le général Latour, avec 12 bataillons divisés en trois brigades, à Villerspel, Houdin et Bettignies ; le prince de Wurtemberg bloquant Condé avec 11 bataillons, 12 escadrons. L'armée de siége, forte également de 30,000 hommes, était divisée en trois corps :

1° Celui du général Ferrari, composé de 18 bataillons et 12 escadrons autrichiens, campait dans le vallon d'Estreux ;

2° Les Anglais entre Aulnoy et Saultain;

3° Quatorze bataillons, 15 escadrons hanovriens à Famars.

Le quartier général du duc d'York, qui commandait le corps de siége, était à Estreux; celui du général Ferrari, qui commandait les travaux, était à Onnaing. On plaça, suivant le terrain, de nombreux postes de cavalerie et d'infanterie, depuis l'embouchure de l'Escaut jusqu'au vallon du Quesnoy, et de là à Bavay. Les Prussiens revinrent à Orchies, et le détachement du prince d'Orange retourna à Tournay, où les échecs de son frère semblaient réclamer sa présence.

Après la prise du camp de Famars, trois partis s'offraient aux alliés : le premier de poursuivre vivement et sans relâche l'armée française, en la forçant à se jeter dans les places. Le second était de laisser à Solesme un corps de 25,000 hommes d'infanterie et 5,000 chevaux, qui eût observé en même temps les cinq ou six places voisines, tandis que 70,000 hommes formant le reste de l'armée, réunis à 20,000 hommes du corps de Luxembourg, se fussent dirigés par Guise vers Paris, pour décider la convention à l'abandonner, et à lui céder le foyer de ses intrigues, en même temps que le centre de ses moyens.

Le troisième consistait à faire méthodiquement le siége de Valenciennes, en se contentant de tenir l'armée française dans l'éloignement.

Une invasion avec des moyens insuffisants et sans le concours de toutes les forces agissant sur le Rhin, eût été une entreprise scabreuse. Bien que les désordres du 31 mai, et la consternation qui suivit la fuite de Dumouriez, l'eussent puissamment secondée, on peut croire aussi que l'énergie de la convention et de tous les hommes intéressés à empêcher la contre-révolution, y eût apporté de grands obstacles. Une telle entreprise n'était guère exécutable avant la prise de Mayence, à moins que l'on n'eût 50,000 hommes pour en faire le siége, autant pour le couvrir, pareil nombre pour observer les places de Flandre, et le double pour marcher directement sur Paris. Les alliés avaient certainement les forces suffisantes pour l'exécuter, mais elles se trouvaient maladroitement réparties jusque vers le Frickthal.

Dans la situation actuelle des affaires, le premier parti paraissait donc le plus conforme aux règles de la prudence et de l'art militaire, d'autant mieux qu'il n'excluait point le système d'invasion, dès qu'un succès important en eût facilité l'exécution. Les alliés préférèrent le troisième, qui plus méthodique, mais aussi moins hardi, ne leur promettait que de minces résultats, et laissait aux Français le temps de renforcer leurs armées, et de pourvoir à tous leurs moyens de défense.

Mack avait quitté son emploi, moins sans doute à cause de sa blessure que des tracasseries auxquelles il était exposé : l'état-major perdit en lui un instrument précieux par ses connaissances, mais l'armée n'eut pas à regretter un homme capable de diriger ses opérations. On le remplaça par le prince de Hohenlohe, ce qui fut pour sa gloire une circonstance heureuse, car la comparaison n'était pas en faveur du dernier.

Dans ces entrefaites, le conseil exécutif ne voyant à l'armée du Nord aucun général qui pût remplacer Dampierre, avait jeté les yeux sur Custine, comme le seul capable de rétablir les affaires; c'est ainsi que les gouvernements imbus de préjugés, se trompent en confiant leurs armées dans des circonstances difficiles, à ceux que leur grade a placé les premiers sur la ligne, et qui n'ont souvent que la routine de la guerre, sans aucuns principes. Custine était arrivé à Cambrai à la fin de mai; son premier soin fut d'assurer la défense de la forêt de Mormale, en prescrivant à Kilmaine de s'avancer avec le corps des Ardennes à Pont-sur-Sambre, et de faire observer Bavay et Wargnies par différents détachements, afin de se lier par Villereaux avec le Quesnoy.

Les alliés de leur côté disposaient tout pour l'attaque la plus vive contre Valenciennes; un équipage de 180 bouches à feu de gros calibre était parti de Vienne dès les premiers jours de mars, sous la conduite des généraux d'artillerie Kollowrath et Unterberger. Les Provinces-Unies accordèrent, en outre, sur la demande des généraux autrichiens, 107 bouches à feu; les mortiers au nombre de 93 se trouvaient approvisionnés à 600 coups, et les canons à mille.

Le 30 mai, la place fut reconnue; les officiers trouvèrent d'abord plus d'avantages à former les attaques sur la citadelle, parce que le front pré-

sentait moins de développement et d'ouvrages; mais ils changèrent d'opinion sur l'avis que ses fossés se remplissaient d'eau à volonté par le moyen des écluses; que tout son glacis et ses ouvrages étaient en fort bon état, et contreminés d'après le nouveau système; l'attaque fut résolue du côté opposé, et dut embrasser depuis le faubourg de Marly jusqu'à la porte de Mons, et le bastion de la Poterne, quoiqu'elle présentât sur ce point une infinité d'ouvrages extérieurs.

Les premiers jours furent employés à déterminer et préparer la construction des batteries. Le général Unterberger proposa de battre les ouvrages pendant le jour, et de bombarder la ville de nuit, par tous les mortiers et 12 pièces à boulets rouges : ce qui fut adopté dans l'espoir de fatiguer plus vite les habitants, qu'on savait être sans casemates, et la garnison qu'on mettrait sans cesse sur pied par des alarmes nocturnes.

Mais tandis que l'ennemi faisait des préparatifs si menaçants, le général Ferrand, aidé des deux commissaires de la convention, prenait, en homme ferme et prévoyant, toutes les mesures capables de prolonger sa défense : les habitants de Valenciennes, organisés en gardes nationales, rendirent de grands services, et particulièrement les compagnies de canonniers.

Dans la nuit du 13 au 14 juin, on ouvrit la première parallèle à 280 toises de la demi-lune, et à 200 toises de la flèche qui se trouve en avant du petit ouvrage à cornes.

Le 14 juin, la place fut sommée, et le général Ferrand répondit avec dignité. Le feu commença aussitôt du côté d'Anzin, et causa plusieurs incendies dans la ville; la garnison dirigea sur ce point un feu si vif, qu'elle éteignit bientôt celui des assiégeants.

Le 15 juin, la première parallèle étant assez avancée, on y construisit 15 batteries.

Le 18, tout étant prêt, le feu commença avec vivacité, tant contre les remparts que sur la ville, où le bombardement causa de violents incendies; la place riposta et même avec avantage sur quelques points.

La seconde parallèle, commencée le 19, fut entièrement armée le 25; le feu de son canon bien dirigé pendant quatre jours, causa de grands ravages au bastion de la Poterne, à la courtine de la porte de Mons, au grand ouvrage à cornes, et au bastion des Capucins.

Le 27 juin, dès le point du jour, toutes les batteries des deux parallèles firent un feu violent; cette scène présentait le spectacle le plus terrible. La place répondit peu, mais à midi les assiégés parurent subitement sur différents points avec plusieurs batteries mobiles du calibre de 12. Elles causèrent de grandes pertes en plongeant les tranchées; et les assiégeants ne purent les contre-battre qu'avec des mortiers.

Le général Ferrand et les braves appelés à le seconder redoublaient de zèle à mesure que le danger augmentait. Le bombardement fit des ravages inouïs : les habitants de cette cité manufacrière et florissante, rivalisèrent d'abord avec ceux de Lille, en dévouement et en résignation; mais à la longue, la disette bien plus cruelle, et les ravages bien plus prolongés que dans cette dernière ville, finirent par les ébranler comme on l'avait prévu.

Le 28, les assiégeants avancèrent par la sape volante à la troisième parallèle qui fut armée le 7 juillet. On commença alors le travail souterrain, pour établir les galeries et faire sauter les mines des assiégés.

Le 12, la garnison de Condé, réduite par la famine, demanda à capituler, et fut forcée de se rendre prisonnière.

Le 17 juillet, le corps hessois arrivé à l'armée alliée, se plaça vers Curgies, observant le Quesnoy.

Le 25, le feu de tranchée fut vif et meurtrier; on fit les préparatifs pour l'explosion des mines et pour l'assaut du chemin couvert. Cette attaque devait se faire sur 3 colonnes; la 1re composée d'Anglais, était dirigée à gauche de l'angle saillant de l'ouvrage à cornes; la 2e, dirigée à droite de cet angle, était formée de troupes allemandes aux ordres du comte d'Erbach; la 3e colonne, composée de Hongrois et de Valaques, aux ordres du général Wenkheim, marcha contre le petit ouvrage à cornes et la flèche qui le couvre; toutes trois avaient quelques officiers du génie, et les travailleurs nécessaires; elles devaient être secondées par un feu général des batteries.

Vers les neuf heures du soir, le premier globe de compression sauta avec un grand fracas, à

l'angle saillant du chemin couvert, à droite du grand ouvrage à cornes: et peu après, le troisième fit son explosion devant l'angle du ravelin. Par le plus grand bonheur, l'une et l'autre eurent lieu dans l'instant même où les Français allaient faire jouer leurs mines, et détruire tous les ouvrages des assaillants.

Aussitôt, la 1re et la 2e colonnes coururent à l'assaut, en jetant de grands cris, et arrivèrent aux palissades du chemin couvert en même temps. Ces palissades furent aisément franchies, parce que les troupes s'en étaient retirées dès la première explosion; mais il s'engagea alors un combat très-vif dans le chemin couvert, dont les assiégeants s'emparèrent; ils poursuivirent même la garnison dans l'ouvrage à cornes, la demi-lune et la contre-garde qui se trouvait en arrière, où ils enclouèrent toutes les pièces.

La 3e colonne arriva, après plusieurs détours à droite de la flèche du petit ouvrage à cornes. Dès que les Français l'aperçurent, ils dirigèrent sur elle un feu très-vif du chemin couvert, et firent jouer une mine sur le glacis. Cette explosion n'ayant produit aucun effet, les Hongrois et Valaques se jetèrent dans le chemin couvert, les sapeurs coupèrent les fraises de la flèche, qui fut emportée, ainsi que les défenses extérieures et le petit ouvrage à cornes; la garnison fut poursuivie très-vivement jusque dans le grand fossé devant la courtine de la porte de Mons. Pendant l'attaque de ces 3 colonnes, le général Kray avait enlevé les redoutes de Saint-Roch et Noir-Mouton, d'où il se retira après en avoir encloué les pièces, parce qu'il était trop exposé au feu de la place, et que son but n'était que de contenir la garnison de ce côté.

Le 26 juillet, le duc d'York somma de nouveau la place : le général Ferrand, entraîné par quelques désordres qui se manifestèrent dans la garnison et parmi les habitants fut obligé de capituler le 28. La garnison, forte d'environ 7,000 hommes, obtint les honneurs de la guerre, déposa les armes, et fut libre de rentrer en France, sous promesse de ne plus servir contre les alliés. Ainsi, après une résistance honorable et bien dirigée, les défenseurs de Valenciennes eurent encore la gloire de conserver à la république une troupe précieuse, qui rendit de grands services contre l'ennemi intérieur; elle fut dirigée en partie sur la Vendée et en partie sur Toulon, où l'on crut pouvoir l'employer à soumettre une ville rebelle, sans porter atteinte à la capitulation.

Telles furent les principales opérations de ce siége, dans lequel l'artillerie française surpassa, pour ainsi dire, son ancienne réputation, et où l'on déploya de part et d'autre la plus grande vigueur.

La place, battue par plus de 200 pièces, souffrit considérablement; on lui jeta 84,000 boulets, 20,000 obus et 48,000 bombes.

Le général Ferrand, pour prix de sa belle défense, fut arrêté et mis en jugement; et sans l'intervention d'un commissaire de la convention, qui lui rendit justice, il eût payé de sa vie, le tort d'avoir augmenté un instant les inquiétudes des jacobins.

Pendant ce siége, les armées des deux partis n'entreprirent rien de marquant; toute l'occupation des généraux alliés consista à échanger une correspondance lourde et minutieuse, dans le seul but de diriger des patrouilles, ou de placer des postes. Les pièces transmises à ce sujet par le comte de Dohna, et qu'il a présentées comme des merveilles, sont un monument de la petitesse des combinaisons de cette période. On se mettait à la torture pour garder tous les chemins depuis Nieuport jusqu'à Luxembourg, et deux mois entiers se passèrent en escarmouches insignifiantes, à l'exception néanmoins du combat de Werwick, où le prince Louis de Waldeck fut tué. Les censeurs sévères qui reprochèrent au prince Eugène la faute d'avoir fait un grand détachement à Denain, lorsqu'il assiégeait Landrecies, en 1712, ne s'imaginaient pas que 80 ans après, on regardât comme une merveille de défendre chaque pouce de terrain depuis les côtes jusqu'à la Chiers, en même temps qu'on assiégeait Valenciennes; ils n'eussent pas été moins étonnés qu'on prétendît surpasser par de telles manœuvres les plus brillantes actions de guerre transmises par l'histoire.

Les Français profitèrent du temps qu'on voulut bien leur donner, pour effectuer de nouvelles levées, et firent bientôt repentir les alliés de leur système de cordon, de leur lenteur et des demi-mesures qu'ils prenaient depuis deux ans

Custine en arrivant au camp de César avait trouvé son armée dans un grand délabrement ; une division, partie pour la Vendée à la fin de juin, fut encore remplacée par de jeunes soldats. L'infanterie surtout était démoralisée, et l'aspect seul des brillants escadrons ennemis, suffisait pour l'ébranler. Il tremblait, mandait-il au général Kilmaine, « en songeant à ce qui pourrait arriver, s'il marchait sur les traces de ses devanciers, et ne commençait pas par rétablir la confiance et la discipline parmi les troupes. »

Des renforts arrivant de tous les points, quoiqu'en petit nombre, contrebalancèrent les pertes que des maladies, la désertion, les combats et la garnison de Valenciennes avaient occasionnées ; l'armée comptait encore 40,000 hommes, indépendamment des divisions de Lille, de Cassel, et du corps des Ardennes que le général Kilmaine organisait. A la vérité, les troupes provenant du contingent décrété le 24 février, se trouvaient à peine habillées, et tout ce qu'on pouvait faire de mieux était de profiter du répit que la résistance de Valenciennes procurerait, pour les former aux premiers principes de la marche et des feux. On avait espéré de plus puissants secours ; mais les retards de la levée, le grand nombre de garnisons que la frontière dégarnie réclamait, les renforts envoyés dans la Vendée, les forces plus considérables qu'on dut employer pour courir au secours de Mayence, furent autant de causes qui s'opposèrent à l'accroissement de l'armée du Nord.

Le comité de salut public, impatient de voir sauver Condé et Valenciennes, donnait toutefois, sans écouter aucune considération, des ordres impératifs d'attaque. Excité sans doute par l'exemple que les Vendéens venaient d'offrir récemment, il prétendait triompher des plus belles troupes de l'Europe avec des masses désordonnées ; et attachant le salut de la république à celui des deux boulevards menacés, il voulait les sauver à tout prix.

Custine, au lieu de répondre à cette impatience, crut devoir faire de son camp, une place d'exercice, plutôt que de conduire à la boucherie des hommes mal armés, et sans la moindre idée de leurs devoirs. Le comité préludait déjà aux actes sanglants de tyrannie qui signalèrent bientôt son règne ; il voulait l'obéissance la plus aveugle, et le général qui eût osé s'y soustraire un moment, ne se fût pas même disculpé de ce crime par la victoire la plus éclatante. Custine, mandé à Paris par suite de la reddition de Condé, ne tarda pas à être arrêté, sur la dénonciation des jacobins : la chute de Valenciennes arrivant quelques jours après, bien qu'elle n'inculpât que le gouvernement qui enlevait le général à son armée, parut aux yeux du tribunal révolutionnaire une charge de plus contre l'accusé.

La circonspection qui lui devint si fatale fut loin de l'être pour la France. Il avait, en perdant une place, conservé le noyau d'une armée qu'un revers prématuré eût immanquablement détruite, et qui, renforcée bientôt des levées générales, sauva d'abord Dunkerque et Maubeuge, puis porta dans l'année suivante les enseignes républicaines jusqu'aux confins de la Westphalie. L'erreur involontaire de Custine eût tout au plus encouru la disgrâce d'un gouvernement despotique ; il fut juridiquement assassiné par un tribunal de sang, qui ajouta ce crime à ceux dont il s'était déjà rendu coupable. Peu de mois après, Beauharnais subit le même sort pour avoir laissé tomber Mayence (1) : Brunet porta la peine d'une déroute à l'armée du Var, et de la perte de Toulon. Toutefois, l'injuste supplice de ces trois généraux fut encore utile à la patrie : leur condamnation jeta l'épouvante dans les premiers rangs de l'armée, et plaça les généraux dans la nécessité de vaincre. L'énergie qu'il imprima aux opérations fut sans doute fatale à bien des braves, mais elle finit par renvoyer la terreur dans les camps ennemis, et par ramener la confiance sous les drapeaux français.

CHAPITRE XVI.

Opérations des armées du Rhin et de la Moselle. — Le roi de Prusse passe ce fleuve et investit Mayence. — Combats sur la Nahe et à Oberflersheim. — Retraite de Custine derrière la Lauter. — Siége de Mayence. — Combats des armées d'observation. — Capitulation de la place au moment où Beaumarchais marche à son secours.

Le plan général des alliés, la part que chacun

(1) Beauharnais ne fut condamné qu'en juillet 1794, sous le prétexte de la conspiration des prisons, mais il fut destitué et arrêté pour n'avoir pas sauvé Mayence.

d'eux devait prendre au siége de Mayence, et les mesures arrêtées entre la maison d'Autriche et les princes de l'Empire, pour enlever ce boulevard de l'Allemagne aux républicains, ont été indiqués au chapitre XIII.

Indépendamment des contingents de Saxe, de Hesse, de Bavière et d'Autriche, la Prusse devait, comme nous l'avons dit, porter son armée à 56,000 hommes; mais le cabinet de Berlin, plus jaloux d'intervenir dans le partage de la Pologne, que de contribuer à faire rendre à l'Empire une place qu'on pouvait bien reconquérir sans lui, portait le général Mœllendorff avec une armée sur Posen et Thorn, et se contenta de réparer les pertes faites en Champagne, en dirigeant des dépôts de la Silésie et de la Westphalie, les détachements et les remontes nécessaires pour recompléter les cadres; dès le mois de janvier, la brigade des gardes et 6 bataillons de ligne rejoignirent l'armée. Les Saxons arrivèrent à la fin de mars.

Si, au total des troupes destinées à agir sur le bas Rhin, suivant les stipulations de Francfort, on ajoute l'armée de Condé et les renforts que le cabinet de Vienne envoya plus tard au général Wurmser, on trouvera que la France devait bientôt avoir 100,000 hommes à combattre sur cette ligne, non compris les 20,000 Autrichiens postés entre la Meuse et Trèves. Ceux-ci se trouvant en mesure de seconder les opérations sur le Rhin, comme dans les Pays-Bas, pouvaient à eux seuls tenir en échec l'armée de la Moselle. Bien qu'à l'ouverture de la campagne, tous ces moyens ne fussent pas encore sous la main du duc de Brunswick, l'armée impériale comptant 15,000 hommes, celle des Prussiens et de leurs alliés 55,000, et le corps de Condé 5 à 6,000; ce n'est pas exagérer de dire qu'il avait près de 80,000 hommes à l'ouverture de la campagne, avant même l'arrivée des contingents bavaro-palatins et de plusieurs autres, qui entrèrent en ligne vers le milieu du mois de mai.

A ces forces Custine opposait environ 45,000 hommes; l'armée de la Moselle en comptait 25,000. Outre cela, les garnisons du haut Rhin s'élevaient à plus de 38,000 combattants, dont 20,000 eussent été facilement disponibles si l'on eût transporté le théâtre des opérations sur la rive droite du Rhin. Par suite d'un système aussi dangereux qu'incompréhensible, le commandement supérieur ne fut point donné à ce général. Les garnisons, comme en pleine paix, ne pouvaient bouger sans ordre du ministre; et l'armée de la Moselle, que Beurnonville venait de quitter pour prendre le portefeuille de la guerre, obéissait au général Ligneville. Il était donc aisé de prévoir l'issue des premier événements sur cette ligne, où il ne régnait aucun ensemble.

La campagne précédente s'était terminée autour de Mayence par l'affaire de Hocheim et l'arrivée des représentants Merlin, Rewbell et Hausmann; à peine ces commissaires de la convention furent-ils installés au quartier général, qu'ils s'emparèrent de tous les pouvoirs. Custine, fatigué de leurs prétentions et désirant se soustraire à leur gênante tutelle, prétexta d'abord le besoin de visiter les places fortes d'Alsace; puis sollicita et obtint du conseil exécutif, la permission de se rendre à Paris dans les premiers jours de mars, pour présenter son plan de campagne.

Les ministres, inquiets des préparatifs considérables dont l'Allemagne retentissait, incapables, d'ailleurs, d'apprécier tous les avantages militaires de Mayence, hésitèrent s'ils n'ordonneraient pas son évacuation pour se borner à la défense du territoire français; oubliant ainsi que la possession de cette forteresse garantissait les provinces voisines de toute invasion, au moins pour trois ou quatre mois. La crainte de sacrifier une garnison nombreuse et de perdre le train de grosse artillerie que Custine avait tiré de Strasbourg et de Landau pour armer cette place, motivait ce projet; mais heureusement l'impossibilité de transporter, au moment du dégel, des machines de guerre si lourdes, le fit abandonner. Le général en chef, auquel on reprocha sans raison d'avoir épuisé les arsenaux français, eut du moins l'honneur de s'opposer à l'abandon prématuré de ce boulevard, et de songer aux moyens de le défendre; mais ce fut là tout ce que son plan de campagne eut de raisonnable : le reste, fondé sur des hypothèses gratuites, n'était qu'un rêve d'entreprises incohérentes. Convaincu qu'il obtiendrait le titre de libérateur de l'Allemagne, en répandant les proclamations des deux professeurs qui lui servaient de conseils et de secrétaires, il prétendit aller à Ratisbonne au

facilement que Dumouriez comptait arriver à Amsterdam; sans que l'insuffisance de ses moyens d'exécution, la masse des forces qu'il rencontrerait au delà du Rhin, l'attachement des Allemands à leurs souverains, lui fissent apercevoir la folie d'une invasion tentée dans le seul but de propager les idées de liberté et d'égalité chez des peuples satisfaits de la forme de leur gouvernement.

En émettant cette opinion, nous ne prétendons point qu'il eût été impossible au ministère français de tenter quelque opération offensive au delà du Rhin : mais les conditions nécessaires pour en assurer la réussite étaient de se débarrasser de tout soin du côté du bas Rhin, en jetant Clairfayt, derrière ce fleuve, ou du moins de concentrer sous Mayence, avant le désastre d'Aix-la-Chapelle, les nombreux moyens épars depuis Besançon jusqu'aux portes de Sarrelouis. L'art de la guerre consiste principalement à mettre de son côté les avantages de l'initiative; celui qui le premier parvient à rassembler ses masses sur un point donné, se procure des avantages inouïs, en accablant des divisions isolées de l'armée ennemie. Jamais la vérité de cette maxime ne fut plus victorieusement démontrée que dans cette occasion : si l'on avait abandonné la garde des places de la Moselle aux garnisons qui s'y trouvaient, et joint les 25,000 hommes de cette armée à 10,000 autres tirés de la Haute-Alsace; Custine, laissant 15,000 hommes à Bingen et à Mayence, eût été à même de déboucher de Cassel avec 70,000, de battre les Prussiens, et de les poursuivre, selon l'occurrence, sur la Lahn ou dans la vallée du Mein. On ne sait trop quelle tournure les affaires eussent prises à la suite d'une semblable manœuvre : la neutralité de l'électeur palatin, peut-être celle de tout l'Empire, eût été le premier fruit d'une victoire décisive; et l'ennemi se fût trouvé pour toute la campagne hors d'état d'assiéger Mayence. Ces avantages, au surplus, ne pouvaient être que le résultat d'une opération stratégique habilement conçue et vivement exécutée. Mais il y a loin d'une telle opération, à la course que Custine se proposait avec sa faible armée.

Rien n'imposait au gouvernement français l'obligation de laisser 40,000 hommes dans les places, et 30,000 devant le prince de Hohenlohe-Kirchberg; car ce dernier, avec 20,000 Autrichiens dispersés en cordon et sans équipage de siége n'aurait pas été prendre Metz et Thionville, munis de tout ce qu'il fallait pour une longue résistance. Je dis plus : après la bataille de Neerwinden, cette concentration des masses eût puissamment contribué à dégager l'armée pressée en Flandre; mais, pour atteindre ce but, il fallait être en mesure dès le commencement de mars, et agir avec vigueur.

Le conseil exécutif et le général Custine ayant également méconnu ces vérités, les Français restèrent disséminés en postes défensifs, depuis Bâle jusqu'à Thionville : les alliés se rassemblèrent avant eux, prirent l'initiative, et employant ainsi beaucoup plus de forces au point principal, eurent l'avantage dès leurs débuts.

Custine retourna donc à son armée sans autre plan que celui de chercher à couvrir la ligne du Rhin, et l'on ne peut se dissimuler que sa position ne fût critique, dès l'instant où il adoptait la défensive : les relations avec les princes allemands s'embrouillant tous les jours davantage, il était à craindre que les Impériaux ne s'emparassent de Manheim, et forçant le passage sur ce point, ne coupassent l'armée française de ses frontières. Une forte division laissée vers Spire, et un camp sur les bords de la Queich, n'étaient que des palliatifs dangereux, puisqu'ils affaiblissaient l'armée sans parer à ce danger : on avait en outre conservé une division devant Cassel, pour couvrir les travaux importants qui devaient compléter le système de défense de cette tête de pont. Le reste de l'armée du Rhin, cantonné entre ce fleuve et la Nahe, ne montait pas à plus de 25,000 hommes; exemple frappant des embarras où se jette un général, lorsqu'il prétend tout garder, et attendre les coups de l'ennemi sur le front de sa ligne de défense.

L'armée de la Moselle, après la désastreuse expédition de Trèves, était rentrée sur le territoire français, et cantonnait aux environs de Sarrelouis. Le général Landremont fit prendre, le 8 février, possession de Deux-Ponts, d'où le duc décampa avec toute sa cour. Cette invasion, blâmable en ce qu'elle frappait un prince estimable et ami de la France, fut inspirée par l'esprit de vertige qui dictait toutes les mesures du gouvernement; car s'il faisait tant que de respecter la neutralité de l'électeur palatin, pourquoi ne pas avoir les mêmes égards pour les

États de ce prince, placés sur la ligne des opérations de l'armée, lorsque d'ailleurs tant d'autres communications restaient ouvertes avec Mayence?

Le roi de Prusse attendait, pour ouvrir la campagne, l'arrivée du parc de siége et des renforts destinés à compléter ses troupes; mais les succès du prince de Cobourg en Belgique, stimulant son ardeur, il résolut de passer le Rhin, et de rejeter Custine en Alsace, afin d'investir cette place sans perte de temps.

En conséquence, le lieutenant général Schœnfeld fut désigné pour rester devant Cassel avec son corps, renforcé du contingent saxon, et de 3,000 Hessois; le reste de l'armée devait passer le Rhin à Bacharach, chasser Custine jusqu'à Landau, se réunir avec le comte de Wurmser, former une armée d'observation derrière la Queich, et renvoyer alors un corps de blocus devant Mayence, sous les ordres de Kalkreuth. En attendant, ce général était allé prendre, au milieu de mars, à Trèves, une division de 7 à 8 mille Autrichiens, que le prince de Hohenlohe devait détacher à l'armée du roi, d'après le plan de campagne rapporté au chapitre XIV.

La situation des affaires en Allemagne exigeait que les cabinets de Vienne et de Berlin obtinssent le plus tôt possible l'accession de l'électeur palatin, ou du moins l'occupation de Manheim. Si ce prince s'y fût refusé, on eût été alors autorisé de s'en saisir, sous le prétexte du salut de l'Empire, car la situation de cette place offrait de grands avantages stratégiques. Quoi qu'il en soit, il était présumable que le roi de Prusse, renforcé de tous les Autrichiens disponibles et du cordon du haut Rhin, passerait le fleuve de préférence sur ce point, attendu que la proximité des Français à Spire ne présentait pas un obstacle réel à la marche ultérieure des masses alliées. Custine prévenu sur la route de Kaiserslautern par 60,000 hommes, menacé sur celle de la Sarre par le corps de Luxembourg, se fût trouvé dans une situation des plus difficiles.

La position du prince de Hohenlohe-Kirchberg à Trèves, la facilité de faire remonter le fleuve aux bateaux, et de jeter un pont sur le bas Rhin vers Bacharach ou Rhinfels, sans avoir à lutter avec l'ennemi, parurent sans doute des avantages équivalents à ceux qu'on eût obtenus en passant à Manheim; le point le plus commode fut donc préféré à celui qui promettait les trophées les plus glorieux; résolution qu'il serait injuste de considérer comme une faute.

Au moment où les représentants-commissaires envoyaient à Paris une députation de quelques bourgeois de Mayence, solliciter l'honneur d'agréger leur ville à la république, le roi de Prusse exécutait son passage à Bacharach. (*Voyez* planche IV.)

La chaîne de montagnes boisées du Sonenwald séparait ce bourg des positions occupées par l'armée de Custine : cette chaîne qui se rattache à celle du Hohenwald forme, conjointement avec cette dernière, les bassins de la Sarre et de la Nahe, puis s'incline vers la Moselle et le Rhin, après avoir dessiné le massif du Hundsruck. Elle était, comme on l'a dit, au chapitre VIII, d'un accès difficile; ce pays qui a été percé de nos jours d'une superbe chaussée et de plusieurs communications départementales, n'avait alors qu'un chemin détestable de Taxweiler à Heimbach, et la route de Stromberg à Simmern, qui se bifourchait à Reinbellen sur Bacharach. Ce dernier passage est situé au revers septentrional de cette chaîne boisée. Il n'y avait sur ce point qu'un bac peu fréquenté à cause de la difficulté des avenues.

Le roi de Prusse se fit précéder sur la rive gauche du Rhin par un corps volant chargé d'attirer l'attention des Français : le colonel Zekuly fut jeté avec 1,200 hommes vers Rhinfels pour s'avancer sur la Nahe, et le général Romberg marcha avec quelques bataillons de Coblentz à Mitters, pour le soutenir au besoin. Le moyen de détourner l'attention de l'ennemi, en se portant par la route même que l'armée devait suivre, était tout à fait neuf; on aurait pu se dispenser de pareilles précautions, puisque les Français n'avaient pas même un poste en face de Bacharach, et que l'équipée de Zekuly faillit les y attirer.

Custine attendait paisiblement à Mayence l'issue des événements; Neuwinger tenait Bingen, et Houchard Kreutznach. Le reste de l'armée cantonnait entre cette dernière ville, Worms et Mayence : un corps détaché observait Spire: enfin, la division Destournel, placée à Saint-Wendel, liait l'armée de la Moselle à celle du Rhin.

Zekuly arrivant vers Stromberg y donna sur les avant-gardes de Houchard, qui furent repliées; ce général, croyant avoir affaire à toute l'armée, se retira d'abord sur la Nahe, puis un peu confus, se reporta en avant le 17 mars, et repoussa le détachement compromis de Zekuly, au delà de Stromberg : s'il l'eût rejeté jusqu'à Bacharach, il est probable que le projet de passage eût avorté; mais le général républicain trop circonspect, et satisfait d'avoir réinstallé son avant-garde dans sa position, souffrit que mille Prussiens restassent campés impunément en sa présence.

Pendant que ceci se passait, Custine informé de l'approche de l'ennemi, et croyant sans doute que ce mouvement était plus sérieux, partit de Mayence avec quelques renforts, et invita le général Ligneville à l'appuyer vers Birkenfeld ou Lautereck : celui-ci n'en fit rien; persuadé, comme beaucoup d'autres, que dans une défensive bien entendue, chaque vallée doit être couverte, il crut la France perdue s'il abandonnait le bassin de la Brems, ou quelques lieues du cours de la Moselle, et se contenta de porter le général Destournel, là où il aurait dû se diriger avec toute l'armée.

Cependant Custine attaqua, le 20, l'imprudent Zekuly, qui s'était avisé de rentrer la veille à Stromberg. Plus de 8,000 hommes s'avancèrent pour cette opération, et tandis qu'une partie chassait la troupe du partisan ennemi jusqu'à Sallershüte, l'autre escaladait deux châteaux ruinés, situés sur le flanc escarpé de la montagne, des deux côtés de la ville; le Goldberg fut ainsi emporté, après une résistance des plus honorables. Zekuly se retira alors en désordre, sans être poursuivi, ce qu'on ne saurait expliquer, vu la grande disproportion numérique.

Loin de jeter ce faible parti au delà du fleuve, de prendre avec la moitié de ses forces la position des hauteurs escarpées et boisées du Sonenwald, et de garder le débouché principal de Stromberg et du Golbach, Custine, glorieux de ce mince succès, fit revenir ses troupes dans la position de Kronenberg et du Wolfsberg, près de Kreutznach; la division de Neuwinger s'établit en avant de Bingen à Weiler, Waldalgesheim et Winzenheim, le Stromberg ne fut pas même gardé, on n'y laissa que des éclaireurs.

La nouvelle de la victoire de Neerwinden et l'avis de la retraite de Zekuly, décidèrent Frédéric-Guillaume à presser le passage projeté. Après avoir laissé au général Schœnfeld 15 bataillons et 14 escadrons prussiens, hessois ou saxons, destinés à l'investissement sur la rive droite, il se mit en marche avec le reste de son armée, précédé de l'avant-garde aux ordres du prince de Hohenlohe. La brigade des gardes seule, resta vers Wisbaden, pour servir de réserve commune aux deux corps d'armée. Un pont de bateaux ayant été jeté, le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, renforcé d'une brigade hessoise, passa le Rhin, le 25 mars; il fut joint par les détachements de Romberg et de Zekuly, s'établit aux environs de Simmern, fit réoccuper le Stromberg le même jour, et poussa ses postes jusqu'à Roth; l'armée le suivit en deuxième ligne.

La journée du 26 se passa en reconnaissances : si les Prussiens eussent marché droit sur la Nahe, Custine percé dans son centre, morcelé, avec des forces inférieures de plus de moitié, eût été perdu sans ressources; ses adversaires se contentèrent d'examiner sa position.

Le lendemain, le corps de Hohenlohe se rassembla sur les hauteurs de Taxweiler pour attaquer Neuwinger à Waldalgesheim; les chemins de la forêt étaient affreux, il eut la plus grande peine à déboucher contre le flanc droit des Français, tandis qu'en arrivant sur leur gauche, il eût évité un engagement dangereux, et coupé leurs communications. Cependant, le prince ayant attaqué au moment où le prince de Wurtemberg et Zekuly se portaient contre Waldalgesheim, ils culbutèrent, de concert, les républicains; Neuwinger fut blessé et pris en faisant tous ses efforts pour rallier ses troupes et couvrir la retraite. Les alliés firent 300 prisonniers.

L'armée prussienne suivit le corps de Hohenlohe, et campa à Schrippenhausen, Stromberg et Schoneberg.

Le 28, avant le jour, une canonnade assez vive s'engagea vers Bingen, que l'arrière-garde française évacua avec précipitation pour se retirer sur Mayence.

Custine, aussi fortement menacé sur la Nahe, craignit d'autant plus d'être tourné par sa gauche

que le corps de Kalkreuth, arrivant de Trèves, se dirigeait déjà sur Baumholder et Lautereck; il résolut donc de concentrer ses forces à Alzey, et fit presser l'évacuation de la grosse artillerie et des troupes inutiles à Mayence; mais à l'approche de toutes les forces du roi, et dans la crainte de voir déboucher Wurmser par Manheim, il ne crut pas prudent d'attendre un engagement inégal, et se replia de nouveau sur le Pfrim, le 30.

Les Prussiens passèrent la Nahe à sa poursuite, le 29 : leur corps de bataille s'avança sur la Selz; le prince de Hohenlohe partit le lendemain d'Alzey, et renforcé de 1,200 hussards, joignit à Alsheim la route directe de Mayence à Worms. Il donna ici sur quelques bataillons qui se retiraient, fit enlever le village, et devancer l'ennemi par la cavalerie aux ordres des princes Louis de Prusse et de Wurtemberg : les républicains, attaqués à Ginsheim, et prévenus par le bois de Mattenheim, se sauvèrent à la débandade, avec perte d'un millier d'hommes et de leurs 4 pièces.

Sur ces entrefaites, les généraux Schaal et Le Blond venant de Mayence avec 5 à 6,000 hommes, et un parc d'artillerie considérable, s'étaient avancés à Guntersblum : trouvant le chemin barré, ils voulurent se faire jour, et manœuvrèrent par leur droite à l'effet de tourner le détachement qui s'opposait à leur passage; le bruit du canon attira bientôt quelques bataillons prussiens, alors les Français assaillis à l'entrée de la nuit, embarrassés de leur nombreux train, et ne pouvant apprécier les forces de l'ennemi, jugèrent prudent de regagner Mayence, où ils augmentèrent d'un côté le nombre des bouches inutiles, et de l'autre celui des moyens de défense de la garnison.

Le corps de Hohenlohe se conduisit dans ces diverses rencontres avec l'activité et l'audace que l'offensive assure ordinairement; les Français, au contraire, ne montrèrent qu'embarras et irrésolution, suite inévitable des échecs quand rien n'est prévu : ils abandonnèrent des magasins nombreux à Bingen, Kreutznach et Worms.

Pendant que ceci se passait sur la route du Rhin, Custine dirigea son corps de bataille à Pfedersheim, et l'arrière-garde restait à Oberflersheim : les généraux Zekuly et Eben avec leur troupes légères vinrent la harceler; mais la trouvant bien postée, et protégée d'une nombreuse artillerie, ils furent repoussés. Le duc de Brunswick arrivé sur les lieux, attira à lui encore 10 escadrons, et la reconnut. Espérant pouvoir l'entamer avec les 4,000 chevaux qu'il avait sous la main, il fit attaquer le village de Guntersheim par 2 bataillons, tandis que ses nombreux escadrons manœuvraient à droite et à gauche: Custine surpris, fit meilleure contenance qu'on ne l'eût espéré. Après avoir d'abord refusé croyance aux rapports de Houchard, qui le prévenaient de l'approche de l'ennemi, il sentit la nécessité d'aller à son soutien, et se dirigea avec quelques renforts sur le plateau qui servait de théâtre au combat; il arrivait à l'instant où une colonne prussienne, débouchant sur la droite, menaçait le flanc de l'arrière-garde; une batterie légère placée à propos, sema la mitraille dans les rangs de l'ennemi, qui ne soutint pas le choc et se retira; dès lors la retraite fut continuée avec mesure, et sans que le duc de Brunswick songeât à l'inquiéter.

Après ce combat, le roi voulant investir Mayence, divisa son armée comme il suit :

Le corps de Hohenlohe depuis Alzey jusqu'à Turkheim, Frankenthal et Grunstadt	16 bat.	38 esc.
La 1re ligne de l'armée aux environs de Odernheim, Dalgesheim.	18	15
La 2e ligne au blocus de Mayence.	12	12
Les gardes en réserve à Ingelheim. . .	4	3
Sur la rive gauche du Rhin . . .	50 bat.	68 esc.
Le général Schœnfeld devant Cassel, y compris les Hessois et Saxons . . .	15	14
Le comte Kalkreuth arrive sur la Nahe avec une division autrichienne de	7,000	hommes.

Le général Wurmser, instruit que les Français avaient évacué Spire, après en avoir brûlé les magasins, se hâta de rassembler quelques grands bateaux, et passa le Rhin à Ketsch, avec son corps qui, déduction faite du cordon dans le Brisgau, ne comptait alors que 8,000 Autrichiens et Hessois : il occupa sur-le-champ Germersheim. L'armée de Condé prenant la même direction vint le joindre quelques jours après.

Le roi de Prusse, sentant l'importance de réunir le corps du prince de Hohenlohe avec l'armée du général Wurmser, et de mettre l'armée d'observa-

tion en état de lutter avec Custine, qui, replié sous Landau, et réuni aux forces disponibles en Alsace, offrait alors plus de 35,000 combattants, détacha 6 bataillons et 15 escadrons du corps de siége, pour la porter à cet effectif.

Les Français expièrent par cette retraite précipitée, la faute qu'ils avaient commise de diviser le commandement : si l'armée de la Moselle se fût trouvée alors aux ordres de Custine, la conduite de ce général, dans toute la période que nous venons de parcourir, eût été inexcusable. Mais trop de circonstances avaient concouru à amener ces fâcheux résultats, pour qu'il n'en rejetât pas la faute sur ses collègues ; car l'inaction de l'armée de la Moselle prêtait beaucoup à la critique.

Une querelle s'était déjà engagée entre lui et Ligneville, à la première incursion de Zekuly. Tourmenté d'inquiétudes, Ligneville n'osait faire aucun des mouvements qu'on lui proposait, et en référait au ministre Beurnonville qui, loin d'improuver ces vaines terreurs, manifestait lui-même les craintes les plus vives, et se persuadait que tout serait perdu, si on laissait une trouée à l'ennemi, en employant l'armée de la Moselle à des opérations offensives.

Destournel, auquel Custine assigna la position de Hochspeyer, pour couvrir le débouché de Kaiserslautern, et le revers occidental des Vosges, ne l'occupa point, et retourna par sa gauche à l'armée dont il faisait partie. Pour surcroît de malheur, le ministre de la guerre donna, dit-on, le 26 mars, l'ordre de ce mouvement intempestif. Dans cette perplexité, Custine tomba de l'excès de la confiance dans celui de l'abattement ; hier, il voulait courir en Allemagne, sans rencontrer d'obstacles ; aujourd'hui il voyait les masses ennemies sortir armées du sein de la terre. A en croire ses rapports, il n'avait pas moins de 104,000 Allemands sur les bras ; tandis qu'attaqué à Bingen par 16,000 hommes, et à Oberflersheim par 8,000, il n'en avait pas à cette époque plus de 30,000 en face.

La nouvelle de ses revers arriva à Paris au moment où la fuite de Dumouriez semait déjà l'épouvante dans cette capitale : on peut juger de l'effet qu'elle y produisit. Malgré les assertions du député Hausmann qui venait de quitter l'armée, la convention s'exagéra le danger ; la dépêche de Custine, du 31 mars, par laquelle il rendait compte du combat de l'arrière-garde à Oberflersheim, imputait toute la faute à l'armée de la Moselle ; Ligneville fut destitué, et le commandement donné provisoirement à d'Aboville, en attendant Houchard.

Cependant le général de l'armée du Rhin avait entièrement perdu la tête ; ne se jugeant plus en sûreté sous Landau, il s'était retiré derrière la Lauter, et parlait même de quitter ces lignes, pour se réfugier sous le canon de Strasbourg. Terreur d'autant plus extraordinaire, qu'il n'était poursuivi que par le prince de Hohenlohe, et que ses partisans ne le lui avaient pas laissé ignorer.

Le gouvernement convaincu trop tard du tort qu'il avait eu de séparer les armées, se hâta de le réparer en plaçant le général d'Aboville sous les ordres de Custine ; et cet événement, joint à la fermeté des administrations civiles de Weissenbourg, releva enfin le courage de ce général pusillanime.

Toutefois, il ne sut tirer aucun parti du changement notable qui venait de s'opérer dans la situation relative des deux partis ; les renforts qui le rejoignirent à son retour en Alsace, avaient porté son armée à 36,000 hommes, celle de la Moselle n'en comptait pas moins de 27,000.

Le seul moyen de réparer les revers qu'on venait d'essuyer était de rassembler sur-le-champ les deux armées, car ce n'est pas seulement l'unité des commandements, mais bien la concentration des masses, qui assure la victoire. Cette jonction une fois opérée, il convenait alors de tomber vigoureusement avec 60,000 hommes sur Wurmser et Hohenlohe qui, dans le principe, n'avaient pas plus de 30,000 combattants ; puis de se jeter ensuite sur le roi de Prusse lui-même, qui sans doute après la défaite de l'armée d'observation, n'eût pas osé s'engager avec les troupes victorieuses, ayant à dos une place comme Mayence, occupée par un corps assez considérable pour tenir la campagne.

Rien ne s'opposait à un tel mouvement. Le corps autrichien du Luxembourg, affaibli par les détachements de Beaulieu sur la Meuse, et de Kalkreuth sur Mayence, n'était plus qu'un épouvantail incapable d'imposer à l'armée de la Moselle. Custine, d'ailleurs, n'ignorait pas que pour bloquer et assiéger Mayence, qui avait 22,000 hommes de garnison, il en fallait bien 50,000 autour de la

place, et que l'ennemi n'aurait jamais autant de forces à lui opposer, dès qu'il aurait opéré la concentration qui devait le sauver : il n'en fit rien; et de toutes les fautes commises par les Français dans cette campagne, aucune ne fut plus digne de blâme que celle-là.

La supériorité des alliés en cavalerie, pouvait, à la vérité, causer quelque mal à l'infanterie, dans les vastes plaines du Palatinat; nous ne trouvons pas néanmoins ce motif suffisant pour autoriser son inaction : une armée maîtresse de Mayence et de toutes les places d'Alsace, et supérieure en nombre aux alliés, ne devait pas hésiter à prendre l'offensive, crainte de s'exposer en plaine aux charges de quelques escadrons; d'ailleurs, en agissant au pied des Vosges, on s'en fût aisément mis à couvert.

Les opérations des deux partis offrent un exemple remarquable de l'influence qu'un emploi fautif des masses exerce sur les événements de la guerre. Les Français, ayant 100,000 hommes répartis sur la Moselle et le Rhin, et une place comme Mayence devant leur front, décampèrent jusqu'à Lauterbourg, parce que 6 bataillons du général Neuwinger essuyèrent un petit échec devant Bingen, et que le général en chef n'eut sous la main aucun moyen de le réparer. Quarante mille Prussiens semèrent ainsi l'épouvante jusqu'aux portes de Strasbourg, parce qu'ils se présentèrent sur l'extrémité de la ligne ennemie. Bientôt renforcés, mais obligés de former le siége de Mayence, les alliés s'étendent pour le couvrir par brigades isolées, depuis le revers des Vosges jusqu'à Lauterbourg; et les républicains, ayant 70,000 hommes entre Besançon et Sarrelouis, non compris les garnisons, n'imaginent pas même de rassembler des forces suffisantes pour accabler les postes morcelés de Wurmser et de Hohenlohe, qui insultent à leur faiblesse dans des combats journaliers, et désolent une partie du territoire français. Mais il est temps de laisser à nos lecteurs le soin de développer ces réflexions, revenons aux événements.

Custine, loin de profiter des avantages actuels de sa position, et d'agir dans les principes, étendit ses forces parallèlement à l'ennemi. Le général Ferrière avec une division de 10,000 hommes, forma la droite entre Lauterbourg et le moulin de Bienwald; Houchard avec le centre, fort de 16,000, campait à Weissenbourg et à Roth, son avant-garde de 5,000 hommes et de 1,500 chevaux prit poste à Frekenfeld; le général Falck couvrait les gorges des Vosges avec une brigade seulement. Le général d'Aboville eut ordre de rapprocher l'armée de la Moselle, en l'établissant à Deux-Ponts, Hombourg, Hornbach, Bitche et Forbach.

Custine passa tout le mois d'avril à inspecter sa ligne dans le Porentruy, où il n'y avait ni ennemi à craindre ni opération à diriger. Après avoir employé trois semaines à ces parades, il sollicita sa retraite, qu'on eût peut-être bien fait de lui accorder; malheureusement on le crut capable de réparer les désastres de Dumouriez, et le gouvernement jeta les yeux sur lui pour sauver la frontière de Flandre, où l'on manquait de tout, quand il ne savait pas employer les moyens considérables qu'il avait sous la main pour sauver Mayence.

Cependant le roi de Prusse profita de l'inaction de son adversaire pour accélérer les préparatifs du siége, que l'éloignement de ses ressources rendait très-difficiles. Rien ne paraissait plus simple que d'y employer le superbe équipage des Autrichiens venant de Vienne; mais par une bizarrerie digne de remarque, on aima mieux faire parcourir 120 lieues de plus à cet immense attirail pour aller assiéger Valenciennes; tandis que les Hollandais, plus à portée de cette place par la Meuse, durent fournir la majeure partie de l'équipage destiné à réduire Mayence. La politique seule explique ce mystère : le cabinet de Vienne ne pouvant conquérir une place de l'Empire, désirait s'approprier Valenciennes pour couvrir ses provinces belgiques. Le retard qui en résulta faillit devenir funeste, comme nous le verrons dans la suite, et il ajouta beaucoup aux obstacles que le roi de Prusse devait rencontrer dans sa grande entreprise.

Mayence, quoique moins formidable alors que dans les campagnes suivantes, avait été mis dans un état de défense respectable par l'activité et les soins des généraux Doyré et Meunier, officiers distingués du génie. Le dernier surtout, membre de l'Académie, connu par les superbes travaux du port de Cherbourg, réunissait aux connaissances les plus élevées, une énergie peu commune, et le courage d'un héros.

Cette place, dont la planche XIII donne une lé-

gère idée, est située dans une contrée à la fois, riche et riante; son enceinte a la figure d'un demi-cercle, dont le Rhin forme le diamètre; elle est négligée du côté du fleuve, parce qu'il n'est pas probable qu'on l'attaque par des débarquements. Ce front riverain se composait principalement d'une muraille en briques, flanquée de tours bastionnées : pour le mettre à l'abri et conserver en même temps un débouché offensif sur la rive droite du fleuve, les Français avaient fortifié Cassel et l'île du vieux Mein, où se trouvait l'ouvrage à cornes de Mars et quelques ouvrages avancés jusqu'à la pointe de Kostheim. Ils avaient également élevé des retranchements à la pointe du Mein dans l'île de Mars et à celle de Bley; le temps et les défauts de moyens ne permirent pas de relever le fort Gustave, construit par les Suédois à l'embouchure du Mein, ce qui, à la vérité, eût fort étendu la défense de la place, mais aurait en revanche gêné l'ennemi dans ses cheminements contre Cassel d'un côté, ou contre le fort Charles de l'autre : on fit d'autant plus d'efforts pour assurer la défense des îles de Saint-Pierre (Petersau) et d'Ingelheim, d'où les assiégeants auraient pris à revers les défenses de Cassel, battu le grand pont de communication ainsi que les écluses de Zahlbach, enfin détruit les moulins amarrés sur le fleuve, les seuls qui existassent pour le service de la garnison et des habitants.

La place sur la rive gauche consistait en 14 bastions; le premier front au nord s'étend sur le bas-fond de Gartenfeld, et se compose de 5 bastions avec des lunettes et contre-gardes, de larges fossés pleins d'eau, et un retranchement extérieur également entouré d'un fossé; quoiqu'il soit moins fortifié, et que les bastions n'en soient point revêtus, les approches en seraient difficiles, car il faudrait cheminer dans un terrain très-bas, dominé sur la droite et battu en flanc par le Haupstein et les îles de Saint-Pierre, pour arriver en dernier résultat aux inondations du ruisseau de Zahlbach. Le second front, à l'ouest, depuis la porte de Munster jusqu'à celle de Gau, se compose de 4 bastions, revêtus en maçonnerie; les fossés ici sont secs, parce que le terrain s'élève sensiblement; le bastion d'Alexandre est le plus élevé de toute la place, il domine les environs. Le troisième front, au sud, depuis la porte de Gau au Rhin, se compose d'une citadelle et de 5 bastions, savoir : 3 à l'est de la citadelle, et 2 à l'ouest.

A 150 toises de cette première enceinte, on en trouve une seconde devant les 2ᵉ et 3ᵉ fronts; elle compte 3,000 pas de dévelopement, et comprend six ouvrages de différentes grandeurs; le Haupstein, situé sur la croupe du Hardenberg et qui domine tous les environs; le fort Joseph, placé sur le Linsenberg; la double tenaille; les quatre forts, Philippe, Élisabeth, Italien (Welsche) et Charles; celui-ci et le Haupstein appuyant les extrémités saillantes de la ligne sont des ouvrages considérables, surtout le dernier qui, capable de contenir 1,100 hommes peut être livré à lui-même, et possède une communication souterraine avec la porte de Munster. Les autres forts, comme celui-ci, étaient casematés et contreminés.

La force de la garnison, augmentée comme on le sait par la rentrée de la brigade Schaal, décida les Français à tenir au dehors les villages de Weissenau et de Zahlbach, pour la défense desquels ils s'empressèrent d'élever quelques retranchements, afin de gêner autant que possible l'ouverture et l'approche des parallèles.

On voit par cette description, tout incomplète qu'elle est, que le siége d'une telle place n'était pas chose facile; car l'attaque était restreinte à deux points, dont l'un sujet aux inondations, était en outre flanqué de deux côtés, et l'autre n'est praticable que sur la partie du front, où il y a double enceinte, de sorte qu'après un siége long et meurtrier, on pouvait tout au plus espérer d'enlever la première enceinte, pour procéder ensuite, avec de nouveaux efforts, à l'attaque du corps de place.

Le Journal des Siéges publié par le dépôt du génie, affirme que l'armement était incomplet, attendu qu'il eût fallu 300 pièces sur les remparts, et qu'il n'y en avait que 200. Nous serions d'autant plus embarrassés de prononcer sur la validité de cette assertion, que le même Journal assure que les Français avaient trouvé à leur entrée dans la place 550 pièces, tant en bronze qu'en fer, et que d'un autre côté, Custine fut accusé d'y avoir accumulé toute la grosse artillerie de Strasbourg et de Landau. Il est certain que les Prussiens y reprirent 317 pièces, dont 119 hors de service, et,

dans ce total, il y en avait environ 100 françaises. Nous n'examinerons pas si cet arsenal fut gaspillé ou si l'on en fit un inventaire exagéré; il importe seulement de savoir que le tiers de l'armement nécessaire manquait sur les remparts.

En échange, la garnison laissait peu à désirer; animée de la plus vive ardeur, électrisée par des chefs tels que Meunier, Dubayet et Kléber, elle était capable de tout. Si quelques-uns de ses bataillons n'avaient pas eu le temps de saisir les détails de l'ordonnance, ils en savaient assez pour combattre; et les officiers suppléaient par le zèle, à l'expérience qui leur manquait pour l'espèce de service auquel ils allaient être appelés.

Les représentants du peuple, Merlin et Rewbell s'étant renfermés dans la place, continuèrent à y exercer les pouvoirs civils, militaires et politiques les plus étendus. Un conseil de guerre qu'ils présidaient, et composé de tous les chefs de corps, décidait des principales mesures de défense. Doyré les dirigea sur la rive gauche, Meunier sur la rive droite, Aubert-Dubayet commanda les troupes.

Si l'artillerie de rempart n'était pas suffisante, on n'était pas beaucoup mieux pourvu de poudre, car il n'en existait que 900 milliers.

Les grains ne manquaient pas, mais il était à craindre qu'on ne pût les convertir en farines si l'ennemi, par des brûlots ou d'autres moyens incendiaires, venait à détruire les seuls moulins établis sur le fleuve. Les 3,000 chevaux qui se trouvaient renfermés dans la place, avaient du fourrage pour deux mois, et afin d'en diminuer la consommation, on fit tuer et saler tous les bestiaux destinés à l'approvisionnement : les caisses étant vides, on autorisa l'ordonnateur à des emprunts, et même à faire frapper une monnaie de convention qui eut cours forcé pendant le siége. Rien, en un mot, de ce qui pouvait prolonger la défense ne fut négligé.

Les Français, informés que le corps du général Schœnfeld, d'environ 10,000 hommes, tenait une position trop étendue, résolurent d'en profiter pour surprendre les Hessois; quelques rapports assurent qu'ils voulurent seulement faire un grand fourrage avant l'entier investissement; d'autres ont cru, au contraire, qu'ils avaient en vue d'enlever une grande partie de l'artillerie de siége et des munitions qui venaient d'arriver à Flersheim et à Russelsheim. Cette entreprise n'eût tendu à rien moins qu'à enlever aux Prussiens tous les moyens de former un siége; mais la direction des forces principales sur Biberich n'annonce guère que ce fût réellement le projet des assiégés.

Les Français sortirent donc de Cassel le 10, à minuit, au nombre de 14,000 combattants, sur 3 colonnes. La 1re, forte de 4,000 hommes, commandée par le général Meunier, marcha sur Hocheim, et forma une fausse attaque contre l'aile gauche des ennemis, afin d'empêcher tous les secours de se porter à l'aile droite, et d'agir ensuite sur Wickert d'après les circonstances. Cette colonne chassa d'abord le détachement prussien de Kostheim, et s'empara de tout le bétail qui se trouvait dans ce village; elle fut néanmoins si chaudement accueillie par les batteries de Hocheim, qu'elle se vit contrainte à se retirer.

Les 2 autres colonnes marchèrent jusqu'au delà de la redoute de Monsbach; celle de droite, aux ordres du général Schaal, ayant à son avant-garde les chasseurs de Paris, suivait la chaussée de Wisbaden ? celle de gauche, conduite par Dubayet, prit la route de Biberich; son avant-garde, formée par le 36e régiment, délogea le poste prussien du moulin de l'Électeur, et s'avança ensuite tranquillement sous la protection des batteries de Petersau; le 1er régiment de grenadiers, soutenu à droite par quelques bataillons, remontait la Salzbach, et se portait sur Monsbach. Le reste de la colonne filait un peu plus en arrière, pour gagner Erbenheim, lorsqu'un coup de feu tiré à l'improviste, tua un homme dans les rangs, et occasionna un désordre général : on n'a jamais pu découvrir d'où le coup était venu; mais les résultats d'un tel incident sont toujours dangereux dans les attaques de nuit : une fusillade très-vive partit de toute la colonne, et lui blessa beaucoup de monde; les efforts du général Dubayet et du colonel Kléber ne purent ramener l'ordre, et l'on fut forcé à la retraite.

Pendant que ceci se passait, le général Schaal avait gravi les hauteurs, et détaché 4 bataillons pour tourner la redoute n° 3, que sa faible garni-

son ne put défendre (1). Le jour commençait à poindre, les Hessois jugeant les intentions des Français, firent marcher 2 bataillons des gardes sur la redoute, qu'il reprirent après deux attaques longtemps balancées. Les Français ayant manqué leur but à la gauche, commencèrent leur retraite à la faveur d'une démonstration sur la droite, et Kléber protégea le mouvement rétrograde avec les troupes formées dans la plaine. Ainsi se termina cette entreprise sur une extrémité isolée de la ligne ennemie; le succès en eût été brillant, si la discipline et l'instruction des troupes françaises avaient répondu à la justesse du coup d'œil des chefs.

Le 14 avril, le corps de Kalkreuth, destiné à former l'investissement sur la rive gauche, s'établit provisoirement autour de la place. A l'ouverture de la tranchée, il occupait les positions suivantes : la droite, composée de 11 bataillons et 10 escadrons autrichiens s'étendait sur les hauteurs depuis le Rhin jusqu'en avant de Wintersheim; 12 bataillons et 17 escadrons prussiens formant le centre campaient près de Marienborn ; les gardes couvraient en troisième ligne le quartier général établi dans ce village; la gauche, forte de 10 bataillons, campait sur une seule ligne entre Dreis et le Rhin Le contingent de Darmstadt garda Monbach.

Le corps du général Schœnfeld, fort de 19 bataillons et 17 escadrons, conserva ses positions devant Cassel. Outre cela, la brigade Ruchel, de 5 bataillons, fut jetée dans l'île du Mein, pour garder Gustavebourg.

Ainsi la totalité des forces employées au blocus s'élevait à 57 bataillons et 40 escadrons.

Le roi avait placé d'abord son quartier général à Guntersblum et Bodenheim; mais il vint camper sur la hauteur de Marienborn, lorsque tout fut disposé pour le siége.

Ces différentes positions furent couvertes de retranchements; celles du côté de Cassel, placées sur la côte de Hocheim d'un accès difficile, rendaient le succès d'une sortie fort incertain. On croit qu'en faisant retirer les bestiaux et les vivres des villages, les troupes d'investissement n'eussent pas été obligées de s'étendre sur toute la circonférence, et qu'il eût mieux valu rassembler trois divisions de 10,000 hommes chaque, à Hocheim, Hechtsheim et Bretzenheim ; ce qui eût suffi pour contenir les sorties, et eût bien mieux rempli ce but qu'un immense cordon.

Le poste de Weissenau, inquiétant le flanc droit des assiégeants, la division autrichienne eut ordre de l'emporter, le 16 avril. Le village fut incendié ; mais les Français se maintinrent dans la partie basse, et se retranchèrent dans le cimetière, qu'on canonna vivement plusieurs jours de suite sans succès. La garnison fit de fréquentes sorties, qui donnèrent lieu à des engagements forts vifs, presque toujours terminés à son avantage; elle travaillait sans relâche à retrancher de bons postes extérieurs pour empêcher les approches, et les assiégeants s'occupaient uniquement à mettre leurs lignes à l'abri de surprises.

Le 26, un officier dépêché par Custine se présenta accompagné d'un parlementaire prussien; il apportait des dépêches du général en chef qui, craignant de ne pouvoir rien faire en faveur de la place, et se rappelant que l'intention du gouvernement avait été de l'abandonner, engageait la garnison à l'évacuer, en obtenant toutefois libre sortie pour elle et le matériel. Les généraux Doyré, Meunier et Aubert-Dubayet, plus capables de juger l'importance de la place que les ministres et Custine lui-même, eurent assez d'ascendant sur le conseil de guerre convoqué à ce sujet, pour faire rejeter à l'unanimité cette proposition déplacée.

La réponse donnée au parlementaire prouvant à Frédéric-Guillaume qu'il avait affaire à gens de cœur, il ne lui resta d'autre parti que de procéder à l'ouverture de la tranchée. Mais rien n'avait été préparé à temps pour cette entreprise; il fallut attendre le retour de la belle saison. Le roi, ne pouvant espérer que de faibles secours des États germaniques, et n'ayant, à l'exception de Wesel, aucun arsenal sur ce théâtre d'opération, négocia avec les États-Généraux pour en obtenir l'artillerie

(1) On peut consulter pour les opérations de siége la pl. XIII ; quoiqu'elle soit particulièrement destinée à l'affaire des lignes de Mayence en 1795, on trouve les détails du terrain nécessaires à l'intelligence de tous les événements de ce siége.

et les munitions nécessaires, dont les places du Brabant étaient pourvues, et dont le transport pouvait aisément se faire en remontant le Rhin. Les bons Hollandais, victimes d'un faux système, prodiguèrent ainsi leurs ressources pour la réduction de Valenciennes et de Mayence, dont la conquête n'était d'aucun intérêt pour eux.

En attendant l'arrivée de ces immenses convois, le roi se rendit, le 3 mai, sur la rive droite, et fit attaquer le village de Kostheim; l'affaire fut vive, et le bataillon de grenadiers, qui en fut chargé, repoussé avec perte de 100 hommes. L'importance de ce poste étant démontrée tous les jours davantage, le roi ordonna à 3 bataillons de grenadiers de renouveler l'attaque, le 8 mai; il les fit soutenir par une réserve de 2 bataillons et 3 escadrons, par le feu de 25 pièces des batteries de Hocheim et de Gustavebourg, enfin par une fausse attaque dirigée en même temps du côté de Biberich. Le poste fut d'abord emporté; mais les assaillants, arrêtés par les retranchements qui se trouvaient en arrière, se virent obligés de l'évacuer, après avoir eu 11 officiers et 230 soldats hors de combat.

Les affaires restèrent longtemps dans le même état; les deux partis étaient continuellement sur le qui-vive. La plus grande partie de la garnison de Mayence campait au dehors, principalement entre les forts extérieurs et la citadelle; l'armée d'investissement perfectionnait ses lignes, et les étendait du côté de Zahlbach.

Le 21 mai, les Français débarquèrent au nombre de mille dans les îles de la pointe du Mein; leur attaque réussit d'abord, comme la plupart des entreprises de cette espèce; cependant, à l'arrivée des renforts, ils furent forcés de se retirer. Le 25 mai, la garnison fit, du côté de Monbach, une tentative qui eut le même résultat. Les excursions lointaines n'avaient procuré jusqu'à ce jour aucun avantage considérable; elles ne pouvaient même en obtenir, car d'ordinaire ces opérations ne réussissent que lorsqu'elles sont imprévues; dès que l'ennemi a le temps de réunir ses forces, alors la sortie a tout à craindre pour elle-même.

Les généraux français résolurent néanmoins de tenter une sortie générale dans la nuit du 30 mai, et dirigèrent 6,000 hommes sur le quartier général de Marienborn, où se trouvait aussi le prince Louis de Prusse. Un incident singulier pensa faire, dit-on, réussir cette expédition; les grand'gardes prussiennes avaient eu, dans la même nuit, l'ordre de laisser passer quelques centaines de paysans, réunis pour moissonner entre les deux armées; l'obscurité étant très-grande, on prit l'avant-garde des Français pour cette troupe de paysans, et on la laissa passer (1). Les compagnies de siége, soutenues par 2 bataillons de Saintonge et de Beauvoisis, emportèrent vivement les premiers retranchements; mais les coups de fusil ayant bientôt mis la ligne sous les armes, ces troupes eurent de la peine à se retirer, et n'y parvinrent pas sans perte.

Dès lors la garnison renonça aux grandes sorties; le lendemain l'ennemi fit feu de toutes ses batteries contre la place, où plusieurs incendies se manifestèrent. Le général Meunier attaqua, le même jour, l'île de Bley, avec un succès balancé: en traversant le Mein pour revenir à Cassel, ce vaillant officier eut le genou fracassé d'un biscayen, et mourut peu après. Par un sentiment qui honore sa mémoire autant que le roi de Prusse, il y eut une trêve de quelques heures pendant qu'on lui rendait les derniers devoirs; les assiégeants se portèrent sur les lignes, et répondirent par une salve générale aux honneurs que lui rendirent les républicains. On voit que jusque-là tout s'était borné à une guerre de postes extérieurs : avant d'indiquer les principales actions du siége, il n'est pas hors de propos de reporter un instant nos regards sur ce qui se passait dans l'armée de Custine.

Nous avons laissé ce général derrière la Lauter, la droite à Lauterbourg, la gauche sous Falk à Fischbach, dans les Vosges; l'armée de la Moselle, aux ordres de Houchard, avait une division de 14,000 hommes sous Pully à Hornbach, et à peu près autant derrière la Blies et la Sarre.

Le duc de Brunswick était venu prendre le commandement des alliés : son quartier général se trouvait à Edickofen. Le corps de Hohenlohe, de 14 bataillons et 28 escadrons, campait entre Kaiserslautern, Landsthul et Deux-Ponts, se liant par la vallée d'Anweiller avec le centre, fort de 15 bataillons et 30 escadrons, dispersés entre Neustadt et Landau. La brigade de Hotze de l'armée

(1) Ce fait est consigné dans les relaitons allemandes.

de Wurmser occupait le plateau et le taillis entre Herxheim et Bellheim; celle de Vioménil tenait l'espace entre Rilsheim et le Rhin; le reste des corps de Wurmser et de Condé formait seconde ligne, ou cantonnait sur les deux rives de la Queich : le quartier général était à Spire. Un champ de bataille choisi près d'Edickofen, et garni à l'avance de batteries, fut désigné comme lieu de rassemblement pour les Prussiens.

Disséminés ainsi sur une ligne immense et par divisions de 7 à 8 bataillons, les alliés, coupés dans leur centre par les Vosges et la place de Landau, pouvaient être facilement accablés sur un point, et forcés à une retraite périlleuse. Le duc avait eu d'abord l'intention de prendre une position d'observation plus rapprochée du corps de siége, la droite au Mont-Tonnerre, la gauche au Rhin; ce qui, en cas de bataille, eût permis de se faire renforcer de ce corps pour fixer la victoire; et en prenant la précaution de jeter plusieurs ponts vers Ingelheim et Laubenheim, on eût levé le blocus sans danger : mais l'ardeur de Wurmser, qui croyait pouvoir délivrer son ancienne patrie du joug de la convention, força les Prussiens à s'avancer jusqu'à Landau.

Custine, appelé au commandement de l'armée du Nord, crut devoir laisser à ses anciens camarades des souvenirs glorieux, et mettre sa responsabilité à couvert par un simulacre d'attaque en faveur de la garnison de Mayence : toutefois son projet ne fut point de délivrer la place; il combina seulement l'enlèvement du corps isolé vers Rheinzabern et Rilsheim; coup de main qui n'eût pas été sans importance, vu la situation relative des partis, mais dont le but signale l'esprit de son auteur.

Le 17 mai, deux divisions de l'armée des Vosges parties des camps de Neukirch ou de Hornbach, se présentèrent vers Alstadt à gauche de Hombourg, et se mirent en bataille sur les plateaux environnants, satisfaites de parader ainsi devant 5 à 6,000 hommes que le prince de Hohenlohe rassembla en toute hâte sur le Carlsberg. Ce prince jugea prudent de se concentrer, le 18, sur Landsthul, sans que Houchard songeât à occuper la position avantageuse que son adversaire venait de quitter, ni qu'il y eût un coup de canon tiré.

Custine, avec une division du camp de Geisberg et l'avant-garde aux ordres de Landremont, devait s'avancer sur la grande route de Landau vers Impflingen, pour attaquer les Autrichiens par Ottersheim, tandis que le général Ferrière, parti de Lauterbourg avec 6 à 7,000 hommes, devait les aborder de front sur Rilsheim. Deux brigades restèrent en réserve sur les hauteurs de Minfeld et de Barbelroth, à trois lieues du point d'attaque, et distantes entre elles de deux lieues. Enfin le général Chambarlhac reçut l'ordre de faire passer le Rhin à 1,500 hommes vers Fort-Louis : conceptions également bizarres qu'il nous suffit d'indiquer pour en faire juger le ridicule.

Un semblable projet ne pouvait avoir que de minces résultats. Il eût été bien plus convenable que le général Houchard, franchissant les gorges d'Anweiller, arrivât avec 25,000 hommes sur le flanc du duc de Brunswick, tandis que Ferrière, Custine, et Landremont, eussent débouché sur Landau avec 30,000 combattants, pour écraser le centre ennemi. L'armée de la Moselle ne fit, au contraire, que se montrer; Ferrière, contenu dans les bois, se vit hors d'état de déboucher, comme on s'en était flatté; et Custine, arrivant avec la tête de colonne de ses 10,000 hommes devant Hotze, fut repoussé.

L'historien militaire le plus exercé, aurait peine à rendre un compte exact de cette affaire. Custine prétend avoir assailli Ottersheim sans succès, parce que Ferrière n'attaqua point Rilsheim; les relations allemandes affirment, au contraire, que ce dernier point fut le seul attaqué un peu vivement par la route de Rheinzabern. On est fondé à croire que l'avant-garde de Custine, aux ordres de Landremont, donna dans le taillis entre Herxheim et Rilsheim sur la brigade de Hotze, avant de pouvoir être suffisamment soutenue : de sorte que les Autrichiens, appuyés par une partie de l'armée de Condé, culbutèrent cette tête de colonne sur le corps de bataille en marche, tandis que Vioménil repoussait vers Herdt et Rilsheim les avant-gardes de Ferrière.

L'échaufourée fut du reste complète; à l'aspect des escadrons ennemis, l'alarme se répandit dans la colonne de Custine, et chacun prit au galop la route de Weissenbourg. Cependant, quelques bataillons se formèrent sur les hauteurs d'Herxheim,

à la voix du général d'Hilliers, et arrêtèrent ainsi la poursuite, qui n'était pas d'ailleurs fort sérieuse. Custine, inquiet de ne pas voir déboucher le général Ferrière, et se figurant déjà l'ennemi aux portes de Weissenbourg, détacha sa seconde ligne pour soutenir la brigade Hatry, formant la réserve à Barbelroth, et qui, couverte par Landau, se trouvait à deux lieues au moins de tout ennemi; il fit ensuite rentrer derrière les lignes de Weissenbourg son infanterie harassée par une longue marche de nuit, la cavalerie protégea la retraite.

Ferrière, après avoir tiraillé avec 2 ou 3 bataillons, en fit autant sur Jokrim. La garnison de Landau, sortie vers Nussdorff, se hâta d'autant plus de rentrer, qu'elle aurait eu affaire à tout le corps du duc de Brunswick, et ne devait tenter qu'une démonstration. Quant au singulier passage que le général Chambarlhac avait eu l'ordre d'exécuter à Fort-Louis, il se réduisit à la mort de quelques pontonniers sacrifiés en pure perte; si les Autrichiens avaient laissé achever la majeure partie du pont, ils en eussent aisément détruit ou pris tout l'équipage.

Ainsi cette expédition n'eut d'autres résultats que la perte de 3 ou 400 hommes, et l'abandon de deux grosses pièces. Custine, après ce triste exploit, partit pour Cambrai; et l'armée du Rhin resta sous le commandement provisoire du général Beauharnais.

Wurmser, trop heureux d'en être quitte à si bon compte, jugea prudent toutefois de ne pas s'exposer à une récidive, et se hâta de replier ses troupes derrière la Queich, comme il en avait déjà reçu l'ordre du roi de Prusse, à l'instant même où l'ennemi le prévenait.

Cette affaire fut d'autant plus honteuse, que Custine n'avait eu à combatre que 7 à 8,000 hommes; mais il faut avouer que si ses dispositions ne furent pas exemptes de blâme, son corps de bataille ne parut sur le terrain que pour prendre la fuite. En réfléchissant aux motifs qui occasionnèrent cette échaufourée, l'observateur se demandera naturellement d'où vient qu'une armée où le point d'honneur règne jusque dans les derniers rangs, illustrée par mille exploits, voie les terreurs paniques se répéter si fréquemment? La vivacité d'imagination, la légèreté du caractère national, en seraient-elles donc l'unique cause? Ou bien n'est-il pas plus juste de la rechercher dans le défaut d'unité de système parmi les chefs? A la vérité, un colonel ne peut arrêter seul une déroute; mais il peut la prévenir par des précautions, raisonner ses officiers et ses soldats, leur apprendre qu'en cherchant à se sauver, ils s'éparpillent, se font sabrer ou prendre; et que, s'ils échappent à la mort, ils sont forcés de soutenir le lendemain un combat beaucoup plus désavantageux, pour réparer les torts de la veille, comme cela arrive presque toujours (1). Dumouriez a dit avec sagacité, que les Français étaient capables de braver tous les obstacles, et qu'en les grossissant même on ne faisait qu'exciter leur courage; mais qu'il ne fallait jamais leur en faire un mystère, ni leur présenter une expédition comme trop facile, parce que le dégoût et le désordre s'emparaient d'eux au moindre incident. J'ai eu mille occasions de m'assurer de ces vérités; car Dumouriez avait en cela mieux jugé les Français que Napoléon et plusieurs de ses maréchaux, qui s'indignaient de l'idée de ménager une retraite par des dispositions préalables. Rien ne serait si aisé que de familiariser les troupes avec de telles opérations; il suffirait d'ajouter à l'ordonnance ou règlement de campagne, dont on ne saurait trop recommander l'étude, une instruc-

(1) Nous ne pouvons résister au désir de citer ici une anecdote qui offre un exemple frappant de cette vérité. A la défense de Gênes, en 1800, la 97ᵉ demi-brigade marchant en colonne pour occuper un point de l'Apennin, et prête d'arriver au sommet, voit un détachement de 40 hussards autrichiens qui grimpait la pente opposée; le terrain empêchant de juger la force de l'ennemi, sa présence inattendue sème l'alarme; la demi-brigade s'enfuit malgré son brave chef, et court sans s'arrêter jusqu'à Savone. Masséna, arrivé par hasard sur les lieux avec son escorte, chasse aisément l'ennemi. Indigné de la conduite de cette demi-brigade, il ordonna qu'elle fût amalgamée, et que son drapeau fût couvert d'un crêpe. Le corps d'officiers demanda le lendemain au général en chef, la grâce de faire encore une fois l'avant-garde dans l'occasion la plus périlleuse, ce qui lui fut accordé; haranguès par leurs chefs, les soldats de la 97ᵉ se couvrirent de gloire peu de jours après, et obtinrent, au prix de leur sang, la révocation de l'arrêt prononcé contre eux.

tion sur les avantages que le soldat retire en conservant, dans les retraites, son aplomb, son sang-froid et son rang. L'union est le gage de la force; et, pour en imposer à l'ennemi, il suffit de lui montrer de l'ensemble et du calme. Puisqu'un régiment qui se débande court à une perte ou à une honte certaine, pourquoi ne pas habituer le soldat à des précautions journalières de retraite dès lors qu'il faut s'attendre un jour ou l'autre à en effectuer une? En voyant prescrire ces mesures, même dans le succès, il se persuadera qu'une marche rétrograde ne signifie rien pour des troupes solides, et qu'elles peuvent battre l'ennemi dans quelque direction que ce soit.

L'armée russe est un modèle à citer pour ces sortes d'opérations, dont l'état-major connaît parfaitement la théorie, et que les troupes exécutent avec une confiance sans bornes : le mot de retraite n'en sonne pas plus favorablement pour cela aux oreilles des militaires de cette nation; et ils ne s'y déterminent qu'avec l'espoir de prendre bientôt leur revanche.

On nous pardonnera cette digression accidentelle et en quelque sorte étrangère à l'histoire; mais, comme elle expliquera beaucoup d'événements semblables à celui que nous venons de rapporter, nous ne l'avons pas crue inutile. Revenons à ce qui se passait à Mayence.

Enfin, après deux mois de délais qui eurent une grande influence sur la suite des opérations, l'ouverture de la première parallèle fut décidée pour le milieu de juin. Le colonel de Lahr fut chargé par le roi de diriger le siége, à l'aide d'un conseil composé en partie d'émigrés.

Si les détails de ces opérations particulières de l'arme du génie sont étrangers au cadre que nous nous sommes tracé, nous ferons sans doute plaisir à nos lecteurs de consacrer deux ou trois pages à l'indication des travaux, car leur simple nomenclature donnera une idée des difficultés de l'entreprise.

Les opinions furent très-divisées sur les points les plus favorables aux attaques. Un officier prussien proposa :

1° D'ouvrir la tranchée devant la partie nord de Cassel, en battant le lit du fleuve, s'emparant des îles de Petersau et d'Ingelheim, et détruisant le grand pont de bateaux et les moulins de la garnison;

2° De tenter l'assaut de Cassel, aussitôt que les ponts seraient rompus, attendu que cette tête de pont ne pouvant plus être soutenue, et n'étant pas achevée, succomberait probablement;

3° Cassel pris, il voulait battre à revers le bastion Raymond, ruiner les écluses de la Zahlbach, et faire cheminer en même temps une attaque réglée par le Gartenfeld contre le Haupstein.

Ce projet aurait eu l'avantage d'utiliser le corps du général Schœnfeld, laissé sur la rive droite, et de placer les approches hors de portée d'une armée de secours. D'ailleurs, les approvisionnements étant rassemblés à Russelsheim, se seraient trouvés plus près, et les travaux auraient commencé quelques jours plutôt, de sorte qu'à la fin de juin Cassel eût été probablement réduit, et le siége en pleine activité au Gartenfeld.

Le général Querlonde et les émigrés, modifiant une partie de ce projet, étaient d'avis de diriger de prime abord l'attaque par la rive gauche entre le Haupstein et le Rhin, parce qu'il n'y a sur ce front qu'un simple corps de place mal revêtu, tandis que les autres sont hérissés d'ouvrages extérieurs; mais il présentait néanmoins plusieurs difficultés : 1° le feu de 6 batteries placées aux angles saillants du retranchement extérieur; 2° les parallèles avancées auraient eu à redouter, sur leur flanc gauche, le feu des îles de Petersau, et sur leur flanc droit, celui des ouvrages saillants au centre de la place; 3° les fossés se trouvaient très-profonds et remplis d'eau; 4° le terrain était pierreux et difficile pour les travaux, qui en outre eussent été exposés aux débordements du Rhin et aux inondations de la Zahlbach. Quoique les partisans de cette attaque proposassent de la faire cheminer de concert avec celle sur l'île de Saint-Pierre, les difficultés qu'elle présentait déterminèrent les ingénieurs prussiens à diriger l'attaque par la droite, entre Weissenau et Zahlbach.

Dans la nuit du 16, les dispositions furent prises pour ouvrir la parallèle à 800 pas de la seconde enceinte; mais le désordre qui s'introduisit dans les travailleurs, même parmi quelques bataillons inexpérimentés, ayant été porté au comqle par une sortie, l'entreprise échoua au centre. La

droite, également battue en flanc par le feu du poste de Weissenau, fut contrainte de se retirer plus en arrière jusqu'à ce qu'on en pût déloger l'ennemi. Cette circonstance décida le colonel de Lahr à faire ouvrir, le 18, une nouvelle tranchée à 1,500 pas de la place : une attaque si éloignée fut vivement censurée par les officiers qui avaient conseillé de la diriger sur le front du Gartenfeld; on imagina, pour se mettre à l'abri de leurs sarcasmes, de donner à cette tranchée le nom d'arrière-parallèle. Quoique dans aucun siége il ne s'ouvrît de première parallèle plus véritable que celle-ci, nous lui conserverons sa dénomination, pour nous conformer aux relations de ce siége publiées par les assaillants. Cette arrière-parallèle fut ouverte par 5,600 travailleurs, protégés par 14 bataillons; sa droite appuyait à deux redoutes déjà établies devant la position des Autrichiens, entre Laubenheim et Weissenau; la gauche courait dans la direction de Bretzenheim, ce qui présentait un développement de 9,400 pas. Une flottille de 16 chaloupes canonnières hollandaises, portant 22 pièces de 16 ou de 24, vint jeter l'ancre entre Ellfeld et Wallauf, pour contribuer à l'attaque des îles de Petersau et d'Ingelheim.

Le 19 juin, les batteries commencèrent à jeter des bombes et des obus; la nuit fut employée à perfectionner l'arrière-parallèle, où l'on construisit 6 batteries. Les assiégeants attaquèrent en outre la flèche de la Chartreuse près de Weissenau et celle de Zahlbach; la garnison qui depuis longtemps défendait avec courage le premier de ces postes, l'abandonna presque sans résistance. L'entreprise sur Zahlbach n'eut pas le même succès; le bataillon qui en était chargé s'égara, un seul détachement de 50 hommes arriva par la droite jusqu'au fort Saint-Philippe, mais il fut bientôt forcé de mettre bas les armes; le reste du bataillon voyant que le guide s'était trompé, se retira heureusement. La garnison crut que les Prussiens voulaient en venir à l'escalade des forts extérieurs, et redoubla de surveillance.

On employa jusqu'au 22 à perfectionner les travaux. Dans la nuit, on poussa en avant deux longs boyaux à 800 pas l'un de l'autre, et dont les extrémités furent arrondies en crochets. Le lendemain l'on construisit une batterie de 5 pièces de 12 dans chaque crochet des boyaux; la garde des tranchées, qui avait été jusqu'alors de 12 bataillons et 400 chevaux, fut renforcée de nuit par un piquet.

Dans la nuit du 24 au 25 juin, on établit à 800 pas des palissades la véritable parallèle, avec deux communications. Les Français sortirent de Weissenau sur les crochets de communication et y enclouèrent une batterie. Le lendemain on perfectionna la parallèle, et on y construisit 4 batteries de mortiers; la garnison fit, sur le crochet de communication, une sortie qui fut repoussée.

Le 28 juin, avant le jour, les Autrichiens attaquèrent la redoute et le village de Weissenau; l'un et l'autre furent emportés, et immédiatement après les ouvriers commencèrent l'extrême droite de la première parallèle.

Le 1er juillet, l'artillerie commença la construction de 15 batteries, dont l'achèvement fut retardé par la grande quantité d'eau qui tomba. Cependant le feu redoubla dans toutes les batteries achevées; on chercha surtout à éteindre celui des forts Saint-Charles et Élisabeth.

Dans la nuit du 5 au 6, on attaqua la redoute de Zahlbach, avec 4 bataillons et 400 ouvriers; les Français en furent délogés, et on rasa les épaulements qui avaient été construits à droite et à gauche; mais les assiégés y rentrèrent au point du jour. Pendant ce temps on prolongea la gauche de la parallèle, qui fut couverte par un crochet.

A l'entrée de la nuit suivante, le général Kleist attaqua de nouveau, avec 8 bataillons, la redoute de Zahlbach, qui fut emportée et démolie. Cette opération permit alors d'ouvrir la gauche de la seconde parallèle, et d'assurer cette position par un crochet et une redoute.

Dans la nuit du 7 au 8 juillet, la batterie, n° 16, fut achevée et armée. La garnison fit un feu très-vif contre la gauche des 1re et 2e parallèles.

L'artillerie construisit, dans la nuit suivante, 2 grandes batteries, la première de 10 pièces, et la seconde de 14.

On pratiqua une communication pour lier la gauche des deux parallèles, et on prolongea le crochet de la redoute à la première.

Dans la nuit du 11 au 12 juillet, on déboucha enfin à la sape volante sur trois points en zigzag pour ouvrir la seconde parallèle qui devait être

établie à 400 pas de la première. On eut soin le lendemain d'étendre cette parallèle sur les ailes, afin de conserver l'action des batteries du centre; on poussa du côté du fort Saint-Charles jusqu'aux ruines de la Chartreuse.

La garnison avait établi une flèche en avant du fort Italien (Welschen), et quelques retranchements devant le fort de Charles. Ces ouvrages gênant les travaux, on les fit emporter par les Autrichiens et les Bavarois; cependant, les Français occupèrent de nouveau la flèche, au point du jour, et sortirent avec impétuosité sur les flancs de la parallèle.

Après avoir construit la batterie n° 19, dans la nuit suivante, on fit attaquer, le 14, la flèche du fort Italien, par un détachement qui fut repoussé avec perte.

Dans ces entrefaites, quelques travaux s'élèvent heureusement sur la rive droite du Rhin, le général Ruchel construit plusieurs batteries dans les îles du Mein, et une forte batterie de mortiers est également tracée du côté de Hocheim.

Le 16, le laboratoire des artificiers de la garnison sauta, et causa l'incendie d'un magasin à fourrages. Cet événement, joint à la destruction de quelques moulins, et à la grande disette de viande qui régnait depuis le mois de mai, mit la garnison dans une pénurie qu'augmenta encore le défaut de médicaments dans les hôpitaux.

L'importance de la flèche du fort Italien se faisant sentir chaque jour davantage, on résolut de faire un effort décisif, dans la nuit du 16 au 17. Le prince Louis de Prusse dirigea l'attaque avec 3 bataillons, suivis de 300 travailleurs, et de 2 autres bataillons comme réserve.

Après une action assez vive, la flèche fut emportée et rasée, ainsi qu'une partie de sa communication : le prince Louis fut assez grièvement blessé dans cette occasion, où il déploya une valeur vraiment chevaleresque.

Dans la nuit du 18 au 19, l'artillerie acheva les deux batteries, et en commença deux autres qui furent achevées le lendemain.

Ainsi 20 batteries armées de 207 bouches à feu avaient déjà été construites sur la rive gauche; une partie des pièces de celles de l'avant-parallèle fut transportée à la première, 8 nouvelles batteries s'élevaient, tant pour battre en brèche que pour démonter. La ville était accablée de tous les projectiles qu'on pouvait y lancer, mais la force de la place et la vigueur de la garnison n'en étaient que peu altérées, il y avait encore loin de l'ouverture de la troisième parallèle qui allait commencer (1) jusqu'à la chute de l'enceinte extérieure, plus loin encore à la descente du fossé de la citadelle et au logement sur un de ses bastions; mais des causes étrangères à l'art décidèrent du sort de la place.

En effet, le conseil de défense considérant que la viande manquait absolument, que la garnison avait mangé ses chevaux, que les moulins étaient détruits, et le grain bientôt consommé (2); enfin qu'en poussant les choses à l'excès, les 18,000 hommes qui restaient seraient forcés de mettre bas les armes, tandis qu'il était possible de conserver à la patrie ce précieux noyau d'armée; considérant enfin que la défense d'une place étrangère ne méritait pas le sacrifice de tant de braves, se décida à capituler moyennant la libre sortie. On va voir, d'après ce qui se passait dans la vallée du Rhin, que cette résolution fut prématurée, et qu'une garnison doit rarement désespérer de sa délivrance : deux ou trois jours plus tard, Mayence eût été sauvé, et on avait du pain encore pour huit jours; aussi le roi de Prusse ne mit pas de grands obstacles à la négociation, et après quelques pourparlers, la convention d'évacuation fut arrêtée, le 22 juillet.

Il en était temps, car le gouvernement français portant tous les renforts disponibles à l'armée du Rhin, dont Beauharnais avait pris le commandement à la fin de mai, annonçait assez le prix qu'il attachait à la conservation de cet important boulevard, et pressait les généraux de voler à son secours.

Dès les premiers jours de juin, 60,000 hommes répartis dans les vallées du Rhin et de la haute

(1) Le Journal du siége attribué au général Grawert, dit que la troisième parallèle devait s'ouvrir au moment où la place capitula, tandis que le plan porte cette parallèle comme établie et armée des batteries n°s 17 à 26 : le graveur qui n'était pas de l'avis du colonel de Lahr, aura sans doute compté l'arrière-parallèle pour la première, et l'on aurait été sur le point d'en ouvrir une quatrième.

(2) Les Prussiens trouvèrent 1,000 wispels de grain et 120 de farine seulement. (Le wispel est environ 13 hectolitres.)

Lauter, et 30,000 mille autres rassemblés sur la Sarre aux ordres de Houchard n'attendaient qu'un signal pour accabler de concert l'armée d'observation, et faire lever le siége. Ce signal ne se donnait pas; et peut-être est-il juste d'en imputer le retard aux fréquentes mutations de chefs : Beauharnais nommé ministre de la guerre, le 13 juin, et remplacé par Houchard, n'accepta pas; il fallut un nouveau décret du 22 pour lui rendre le commandement. C'était à qui se déchargerait de la responsabilité des opérations, que les rapports avec les représentants rendaient fort pénible; et que l'inexpérience et la démoralisation des troupes rendaient même fort dangereuse : ainsi le temps précieux se passait à exercer des recrues.

L'armée de la Moselle commença, il est vrai, à se mouvoir; mais loin de se serrer par sa droite pour tomber avec toutes ses forces sur Kaiserslautern ou Pirmasens, et se lier avec l'armée du Rhin, Houchard s'étendit par la gauche vers Arlon pour seconder l'armée des Ardennes dans l'exécution d'un misérable accessoire, dont l'unique but était de chasser le général Schrœder d'un poste insignifiant.

Nous épargnerons à nos lecteurs les détails de ce combat. Le général Delaage ayant réuni 10,000 hommes, attaqua le 7 juin la division Schrœder du corps autrichien qui couvrait Luxembourg, la repoussa du poste avantageux d'Arlon, et revint ensuite au camp de Forbach.

Les 15 premiers jours de juillet se passèrent en préparatifs minutieux, en échange de lettres entre les généraux, et en mouvements tout aussi insignifiants que celui de Delaage. L'armée, partie le 3 des lignes de Weissenbourg pour se rapprocher de Landau, s'avança avec une circonspection excessive, d'abord à Minfeld où elle resta 15 jours; puis derrière la Queich où elle campa le 18. Ennuyé par les représentants, plein de méfiance dans ses nouvelles levées, le général en chef semblait craindre une défaite, et cherchait à différer autant que possible le dénoûment de la catastrophe.

Nous avons indiqué plus haut, la position précaire où se trouvait l'armée d'observation : Wurmser tenait sa gauche dans les bois de Germersheim, son centre vers Zeiskam et Bornheim; sa droite, aux ordres de Hotze et de Mezaros sous Landau, où elle se liait à la division prussienne de Thadden, qui gardait le versant des montagnes avec une réserve à Edickofen; une seconde division prussienne occupait Kaiserslautern; enfin, le corps du prince de Hohenlohe, retranché à Ramstein dans une forte position, avait détaché Zekuly sur le Carlsberg près de Hombourg; et Schladen à Landstuhl d'autres détachements couvraient Tripstadt contre le camp de Pirmasens, ou servaient de communication avec les Autrichiens préposés à la garde du pays de Trèves et de Luxembourg. Cette chaîne de postes qui réduisait le gros du corps à rien, et n'était propre qu'à servir d'avertissement, n'eût jamais été capable de s'opposer à une armée de secours.

Un coup d'œil sur la carte fera voir à nos lecteurs que la ligne des Vosges entre Landau et Mayence, est coupée par deux routes transversales conduisant du Rhin à la Sarre; la principale qui mène par les gorges de Turkheim à Kaiserslautern n'est pas mauvaise, et la seconde qui conduit de Cussel et Lautereck à Alsenz, est détestable; entre ces deux routes, on rencontre de petits chemins qui vont d'Otterberg sur Winweiler et Kircheimpoland, ou par Alsenborn sur Grunstadt (1).

Il s'agissait moins d'arriver dans les plaines de Mayence par tous ces chemins à la fois, que de réussir, sur l'un ou sur l'autre, à serrer le corps de siége de manière à l'inquiéter sérieusement.

Wurmser, basé sur Manheim et Spire, n'osait quitter la vallée du Rhin pour secourir Hohenlohe compromis jusqu'à Hombourg; celui-ci tremblait à son tour de découvrir les gorges, de peur qu'on ne tombât sur le roi ou sur les Autrichiens. Les Français ne risquaient donc rien en réunissant la majeure partie de leurs forces pour écraser l'un de ces corps isolés.

Le parti maître des gorges de Turkheim, l'étant aussi de la grande communication de cette extrémité de la chaîne, pouvait porter avec vivacité ses efforts sur l'un des versants, et tomber alternativement sur la Glan ou sur la Queich. Bien que par la tâche imposée à une armée d'observation, et par la nature des localités, les alliés fussent destinés

(1) La belle chaussée de Mayence à Kaiserslautern n'existait pas alors.

à rester immobiles, il leur importait néanmoins que les Français ne missent pas cet avantage de leur côté. En effet, tant que les républicains n'étaient pas en possession de ce passage, leurs deux armées restaient isolées, et pour les faire agir sur un même point on eût été forcé d'opérer sur un grand cercle, dont les alliés tenaient la corde. Maîtres de Neustadt ou de Kaiserslautern, les républicains, au contraire, eussent isolé Wurmser sur le Rhin, et Hohenlohe sur Lautereck, aucun concert n'aurait pu avoir lieu entre eux, à moins d'exécuter une retraite concentrique sur la Pfrim, qui les eût mis dans une situation cruelle, et eût décidé la levée du siége.

Le duc de Brunswick était bien pénétré de ces vérités, car placé à Edickofen et Kaiserslautern avec une réserve centrale, il espérait tirer tout le parti possible de sa situation embarrassante. Trop faible pour prendre l'offensive, forcé d'attendre sur une ligne disséminée ce que l'ennemi jugerait bon de tenter contre lui, ce prince éprouvait tous les embarras qui résultent d'une entreprise, quand les moyens d'exécution sont hors de proportion avec les objets qu'ils doivent embrasser. Il n'avait, en effet, que le choix entre trois mauvais partis : 1° rester où il se trouvait, et se résigner à son sort ; 2° se rapprocher du roi au risque de tout perdre, mais avec la chance d'en tirer quelques renforts pour livrer une bataille décisive vers Alzey ou Gollheim ; 3° attirer une partie des troupes du siége jusque sur la Lauter, et repousser Beauharnais sur Weissenbourg. Le dernier de ces partis exposait les travaux du siége sans promettre un succès assez marqué pour se débarrasser longtemps de l'ennemi, auquel Landau ou les lignes de Weissenbourg offraient un asile assuré : le second dépendait entièrement de Wurmser qui était bien plus disposé à marcher à Strasbourg qu'à se replier sur Manheim : le premier semblait donc le plus prudent, et ce fut aussi celui auquel le duc s'arrêta. Mais pour suivre l'ordre des événements, il est nécessaire de revenir un instant aux mesures que prenaient les généraux français pour assaillir ses positions.

D'après le plan convenu entre eux, les divisions de l'armée de la Moselle devaient s'avancer de Forbach par Bliescastel sur la Glan et Cussel ; on se proposait de les couvrir contre le corps autrichien qui gardait le pays de Trèves, en faisant marcher une colonne sur Tholey : le général Pully avec le corps des Vosges eut ordre de se porter de Hornbach sur Landsthul, pendant que les flanqueurs fouilleraient les gorges par Leimen, et se lieraient avec ceux du général Arlande, dirigé sur Anweiler : enfin, l'armée de Beauharnais, divisée en 3 colonnes, devait opérer au versant oriental des Vosges, et dans la vallée du Rhin.

Les généraux français, instruits que l'ennemi avait retranché sa gauche entre Bellheim et Germersheim, s'en alarmèrent, bien que cette circonstance fût loin de leur être nuisible. Ils n'eurent pas assez de coup d'œil pour mépriser ce point qui ne les empêchait pas de déboucher en forces par Landau, ou à droite de cette place sur Bornheim, afin d'écraser la division prussienne et celle de Mezaros : ils renforcèrent, au contraire, le général Ferrière de 2 brigades, et dirigèrent cette aile droite de front sur les retranchements de l'ennemi. La tâche imposée au centre consistait à s'avancer sur Bornheim et Nussdorff; l'avant-garde de Landremont et l'aile gauche, reçurent l'instruction de se porter sur Burweiler, en même temps qu'un corps de flanqueurs cherchait à se lier par la vallée d'Anweiler avec ceux de l'armée de la Moselle. Enfin la division de Strasbourg eut l'ordre d'effectuer un passage à Kehl, d'en rétablir même le pont, tandis que celle du haut Rhin franchirait le fleuve à Huningue, et chercherait à détruire les magasins établis à Rheinfels, et à jeter la terreur dans la forêt Noire. Nous ne hasarderons aucun commentaire sur ces deux derniers points du projet; nos lecteurs sauront les apprécier à leur juste valeur, et décideront peut-être par quels moyens une colonne, dirigée sur les villes forestières, aurait pu coopérer au déblocus de Mayence. Ainsi 80,000 hommes, qu'il suffisait de rassembler en deux ou trois marches concentriques, pour accabler tout ce qui se serait trouvé devant eux et refouler les alliés aux portes de la place assiégée, couraient pour la sauver sur un front de 70 lieues.

Deux combinaisons bien différentes de celles-ci, mais aussi simples que sûres, se présentaient naturellement aux généraux français. La première consistait, comme nous l'avons dit, à déboucher

avec 40,000 hommes de Landau; la seconde, au contraire, à rassembler la moitié de l'armée du Rhin défensivement sous le canon de cette place, et à renforcer de 30,000 hommes le général Houchard, pour qu'il débouchât sur Kaiserslautern ou Alzey avec 60,000 combattants. Si Wurmser avait eu la fantaisie de s'avancer dans cet intervalle en Alsace avec ses 25,000 Autrichiens ou émigrés, il ne pouvait rien arriver de plus heureux aux républicains, car il était de leur intérêt de le laisser courir jusqu'à Strasbourg: Mayence se trouvant débloqué, et Landau couvert par 30,000 hommes postés dans les Vosges, on peut juger quel eût été le sort de ce général.

La marche parallèle, morcelée et lente des deux armées républicaines, contre un ennemi inférieur de moitié, semble d'autant plus incompréhensible, qu'étant depuis deux mois en présence, on devait connaître l'emplacement de chacun de ses postes, et que le but important de l'expédition dépendait entièrement de la célérité.

Les mouvements préparatoires de l'armée de la Moselle avaient commencé dès le 16 juillet, une de ses divisions vint camper à Neukirch.

Le 18, l'avant-garde du corps des Vosges déboucha de Deux-Ponts sur Auerbach, d'où elle fut repoussée par Zekuly.

La journée du 19 fut réservée à un mouvement plus général, Houchard s'avança sur Waldmor, le corps des Vosges sur Muhlbach, sa droite, quittant Pirmasens, se porta au versant des Vosges vers Clausen.

L'armée du Rhin avait établi son corps de bataille entre Landau et Arzheim, la brigade Arlande s'avança sur Anweiler et Albertsweiler; le général Landremont, avec l'avant-garde soutenue de l'aile gauche, déboucha sur Franckweiler, et chassa le général Hotze vers Burweiler, où il se maintint à l'aide de renforts. Ferrière, avec l'aile droite, s'était porté sur Bellheim et Germersheim. Deux brigades le secondant à gauche, prirent la direction de Zeiskam; l'armée de Condé qui en fut d'abord délogée, parvint à s'y rétablir. On combattit ainsi sur une ligne de 30 lieues sans aucun résultat marquant.

Le duc de Brunswick, inquiété par les premiers mouvements de Houchard sur la Blics, ou par un autre motif inconnu, s'était rendu, le 19, au matin, de Kaiserslautern à Ramstein : craignant pour le corps de Hohenlohe, il lui ordonna de se replier sur la Lauter, en même temps qu'il renforcerait son détachement à Lautereck, et conserverait une avant-garde à Ramstein; le 20, il renforça de son côté les postes de Tripstadt et de Leimen. Ces mesures eussent été de mauvais palliatifs, si les Français avaient fait un effort général sur ce point important; mais ils ne surent pas profiter de leurs avantages. Houchard continua, à la vérité, son mouvement par Kibelberg sur la Glan, et n'ayant point d'ennemi devant lui, rien ne devait l'arrêter : le corps des Vosges, au contraire, insuffisant et tout disséminé, ne put rien contre les Prussiens; il fut contenu vers Hermersberg et Clausen; sa brigade de droite échoua même le 21 dans l'attaque du poste de Leimen, où le colonel Sanitz lui opposa une résistance héroïque.

Dans cet intervalle, l'armée du Rhin n'avait pas bougé depuis le 19 : la perte de ces deux jours mit le comble aux reproches qu'on était en droit de lui adresser, et devint décisive : nous ignorons ce qui put la motiver, car toutes les mesures devaient être prises avant de s'ébranler de Minfeld. Enfin, le 22 juillet, à l'instant même où le commandant de Mayence signait sa capitulation, l'armée se mit de nouveau en mouvement : la gauche fut encore renforcée, mesure sage qui eût assuré des succès ultérieurs, et qu'on aurait pu rendre plus complète en portant moins de forces entre Landau et Germersheim.

Cette aile gauche, précédée de l'avant-garde, et secondée par la brigade des gorges, s'avança sur Burweiler et la chapelle de Weyer; une division du centre s'avança sur Nusdorf et Welsheim. La garnison de Landau, renforcée d'une brigade, se porta sur Bornheim pour contenir les Autrichiens dans la plaine. Cette attaque devint d'autant plus facile que les premiers mouvements de l'armée de la Moselle avaient attiré le duc de Brunswick d'Edickofen sur Kaiserslautern, et que la division Thadden restait seule au versant oriental des Vosges, exposé à tous les efforts des républicains.

La gauche et l'avant-garde de ces derniers combattirent avec succès à la chapelle de Saint-Anne et Weyer; les Prussiens furent repliés jusque sur

Neustadt, mais les Français se laissèrent imposer par les mouvements de deux régiments autrichiens sur leur flanc droit, et ne poussèrent pas leurs avantages.

La colonne sortie de Landau et conduite par Laubadère, combattit avec des chances balancées à Damheim, et la droite ne put rien faire vers Zeiskam, Bellheim et Germersheim. A des têtes de colonnes engagées partiellement et mollement, l'ennemi opposait ici des troupes bien placées, des batteries mieux disposées, et plusieurs redoutes préparées de longue main sur les seules avenues d'un pays de chicane. Les républicains ne firent ainsi que des progrès assez insignifiants et malheureusement tardifs, puisque le même jour Mayence succombait.

Cette circonstance vint tirer le duc de Brunswick de l'embarras où il se trouvait à Kaiserslautern; pressé sur sa droite par Houchard, qui gagnait la Glan; menacé sur son unique communication par Neustadt : il allait marcher à Lautereck ou Alsenborn, lorsque la trop heureuse nouvelle, mettant un terme à sa perplexité, le sauva d'une défaite probable.

L'armée française stationnant encore jusqu'au 25 dans ses mêmes positions, y acquit la certitude de ce fâcheux événement; les troupes, qu'un premier succès avait animées du plus grand enthousiasme, tombèrent à cette nouvelle dans le découragement et un mécontentement qu'elles ne déguisaient point.

Le conseil de guerre convoqué pour résoudre ce qu'il convenait de faire, jugea dans sa sagesse qu'il serait dangereux de passer outre. Les règles de la stratégie étaient alors si fort méconnues, qu'on motiva cette résolution sur ce que la droite n'ayant pas occupé Germersheim le long du Rhin, il fallait rester à sa hauteur. Dans le fait, une marche ultérieure devenait sans but par la prise de la place qu'on voulait sauver, et dangereuse par la réunion possible de l'armée de siége avec celle d'observation : la raison seule qu'on allégua est blâmable, par l'ignorance des combinaisons de la guerre qu'elle décèle.

Au reste, l'armée ne demeura pas longtemps dans cette position passagère. Wurmser imaginant que le corps principal des Français, engagé dans les montagnes au delà de Landau, pourrait être coupé s'il le prévenait par Insheim, combina dans ce but un effort contre leur droite le long du Rhin. Douze mille hommes, aux ordres de Kospoth et de Condé chassèrent, le 27, le général Ferrière de Rilsheim et de Bellheim jusque sur Jokrim, et se rabattirent ensuite vers Insheim, tandis que Mézaros menaçait le centre par Offenbach.

Ce mouvement téméraire jusqu'à la démence réussit, parce que le général français manqua de tête. Au lieu de jeter sa principale masse par Landau sur Mézaros, de se rallier ensuite à Ferrière pour tomber avec 40,000 hommes sur Condé et Kospoth et les culbuter sur le Rhin, il ne songea qu'à regagner les lignes de la Lauter. On accuse Ferrière de s'être retiré à Jokrim avec trop de précipitation et de trouble, sans même avertir à temps son général en chef. Celui-ci, déconcerté à son tour, ne crut pas pouvoir faire mieux que de suivre l'exemple de son lieutenant, et tout prit à la hâte le chemin de Weissenbourg et de Lauterbourg. La colonne de Condé inquiéta par Insheim la marche du corps de bataille, qui s'acheva néanmoins sans événement funeste.

La garnison de Mayence sortit, le 25, avec armes et bagages; elle rentra en France, forte de 16 à 18,000 hommes, qui, ayant promis de ne pas servir d'un an contre les coalisés, n'en devinrent pas moins utiles à la république; ils furent dirigés sur la Vendée, où les progrès toujours croissants de la guerre civile rendaient leur présence des plus urgentes, et où nous allons voir qu'ils soutinrent leur réputation.

La nouvelle de la prise de Mayence et l'espèce de déroute qui avait ramené l'armée dans les lignes de Weissenbourg, déconcertèrent un peu le gouvernement provisoire et le comité de salut public. Précédé par la révolte de Lyon et les sanglants revers de Saumur, suivi de près par la prise de Valenciennes, cet événement présageait effectivement les résultats les plus sinistres.

La brave garnison fut accusée d'avoir trop hâté l'évacuation, et Beauharnais d'avoir marché trop tard et trop lentement à son secours, et ces deux reproches n'étaient pas sans fondement. Tous les chefs qui avaient si vaillamment concouru à la défense de Mayence, mis en arrestation et menacés de la vengeance nationale, trouvèrent dans Merlin

et Rewbel, d'heureux et puissants défenseurs ; la relation de leurs exploits, les motifs qui avaient déterminé la capitulation, trouvèrent grâce devant les implacables chefs de la Montagne ; Kléber, Dubayet, Doyré furent conservés à la patrie, et réservés à de nouveaux succès. Beauharnais paya de sa tête une marche timorée, qui devint par le fait une faute déplorable. Doué d'un grand courage et des qualités les plus estimables, ce général n'eut pas le temps de prouver qu'il possédait aussi celles qui sont indispensables au commandement d'une armée ; le comité, trompé dans son attente, se vengea sur lui, de crainte qu'on ne lui reprochât son choix.

L'armée de la Moselle n'avait pas agi avec beaucoup plus de vigueur. La nouvelle de la prise de Mayence et de la retraite de Beauharnais la fit bientôt rentrer dans les positions de Hornbach et de Sarrebruck, où nous la retrouverons incessamment exposée à de plus rudes assauts.

CHAPITRE XVII.

État et chances des deux partis sur la frontière des Alpes. — Combats de Moulinet, Sospello et Rauss. — Biron, général en chef, passe à la Vendée. — Brunet lui succède ; ses malheureuses tentatives sur le camp de Lanthion et de Millefourches. — L'apparition des escadres anglaise et espagnole dans les eaux de Gênes jette l'armée d'Italie dans un grand embarras ; la révolte de Marseille et de Toulon y met le comble. — L'armée des Alpes, que les neiges séparaient encore de l'ennemi, est forcée de marcher en grande partie contre Lyon.

Le théâtre de la guerre dans les Alpes est si différent de tous les autres, qu'il est impossible de saisir les combinaisons des opérations militaires, sans bien se pénétrer de tous les obstacles qu'elles présentent ; nous avons esquissé au chapitre IX quelques parties de cette chaîne relativement à l'invasion de la Savoie ; il s'agit maintenant d'en faire autant pour le vaste bassin de la haute Italie.

Le Piémont est entouré de trois côtés par les plus hautes montagnes de l'Europe, qui le séparent de la Suisse et de la France. A l'aspect de ces immenses masses granitaires, dont les cimes égarées dans les nues sont couvertes de neiges éternelles, et les flancs sillonnés de précipices horribles ou d'amas de glaces effrayants, le voyageur s'arrête étonné : le plus hardi ose à peine concevoir que les hommes franchissent, avec de grandes armées, des barrières que la nature semble avoir créées pour imposer des bornes à leur cupidité et à leur ambition.

La carte générale de cette chaîne que nous avons fait dresser pour l'intelligence des opérations, en donnera une idée assez juste pour nous dispenser d'une description détaillée. Elle comprend, en effet, toute l'étendue depuis le golfe de Gênes jusqu'à Vienne en Autriche, et le contour formé par les Alpes carniques jusqu'aux confins de la Croatie turque (1).

Le centre de cette immense ligne, formé des Alpes helvétiques et rhétiennes, en est la partie la plus élevée ; il fut parcouru dans les guerres de la seconde coalition, et sa description trouvera là sa place naturelle. Mais dans la première guerre, le théâtre fut restreint à l'intervalle entre la Suisse et la Méditerranée.

En partant donc du Saint-Gothard, point culminant et le plus élevé, sinon des cimes, du moins des plateaux d'où surgissent les eaux et partent les grandes vallées, nous glisserons légèrement jusqu'au point où s'arrêtait la neutralité.

De ces énormes amas de rochers d'Oberalp, du Furca de Crispalt et du Gothard jaillissent les sources du Rhin, du Rhône, de l'Adda, du Tessin et de la Reuss.

La chaîne, connue sous le nom de grandes Alpes,

(1) Si cette carte en quatre feuilles n'est pas terminée à temps pour paraître avec cet ouvrage, nos lecteurs n'ont qu'à y suppléer par celle du général Bacler d'Albe, qui, projetée sur des dimensions plus vastes, ne laisse rien à désirer, et a fait époque dans la science topographique. Celle de Bourcet, plus détaillée encore, ne présente malheureusement qu'une faible portion de ce théâtre : on peut y suppléer par Borgogno, qui a donné le bassin du Piémont. Au reste, on nous promet une carte de ce pays intéressant, qui sera un chef-d'œuvre de topographie, tant par la perfection du dessin que par la manière dont il sera rendu, si la suite répond à la feuille que nous avons sous les yeux.

NOTA. La carte des Alpes dont il s'agit n'existait pas lors de la publication de l'ouvrage en 1818. Elle a paru depuis.

se bifourche aux sources du Rhône, et cette circonstance est probablement l'origine du nom donné à la montagne dans les flancs de laquelle ce fleuve puise ses eaux. La branche septentrionale forme les Alpes helvétiennes, et sépare le canton de Berne du Valais; là on voit la Jungfrau, le Schreckhorn, le Wetterhorn, le Finsterhahorn, les Eigger, la Gemmi, le Grimsel, et tous ces pics ou dômes gigantesques, dont la hauteur est de 14 à 15,000 pieds au-dessus du niveau de la mer, et de 10 à 12,000 pieds au-dessus des vallées voisines.

La branche méridionale, ou les Alpes pennines, sépare le Valais du Piémont; non moins élevée que la précédente, elle est formée du Simplon, des monts Rosa, Cervin, Velan, grand Saint-Bernard et mont Blanc (1). Malgré l'immense élévation de ses cimes, elle ne fournit les sources qu'à l'Arve, à la Dorea Baltea et autres cours d'eaux moins importants.

Jusqu'au mont Blanc, la neutralité du Valais couvrait la ligne, qui ne partait à proprement parler que du petit Saint-Bernard. D'ici la chaîne commence à devenir moins élevée, et prend le nom d'Alpes cottiennes; ses hauteurs les plus remarquables sont au mont Cenis, Viso et Iseran, qui n'ont pas plus de 10,000 pieds au-dessus de la mer : elle court jusqu'à la Méditerranée dans l'espace de 70 lieues. A peu de distance du golfe de Gênes, près du col de Tende, elle s'embranche avec la chaîne bien moins élevée de l'Apennin qui dessine la presqu'île italienne jusqu'au fond de la Calabre, et s'éloignant ou s'approchant tour à tour de l'Adriatique ou de la Méditerranée, projette les belles vallées du Pô et de l'Arno, comme celles plus arides du Tibre, de la Nera, du Volturne, et tant d'autres qu'il serait inutile de citer.

Nous ne fatiguerons pas le lecteur de ces descriptions scientifiques qui, en mettant les objets hors de la portée d'une intelligence commune, n'ont que le mérite de les embrouiller. Il nous serait peut-être facile, en considérant les choses d'un peu haut, de présenter ces chaînes de l'Apennin et des Alpes, comme les grandes projections des bassins du Pô, du Rhône, du Rhin, du Danube et de l'Inn, et de nous perdre ensuite dans des considérations géologiques étrangères à l'histoire militaire. Nous devons supposer qu'à l'aide des cartes indiquées chacun saisira la configuration générale de ce vaste théâtre, et nous borner à la simple énumération des obstacles sans nombre qu'il présente à la marche des armées.

Nous partagerons la partie de la ligne que nous avons à décrire en quatre divisions; la première se composera des Alpes maritimes, qui forment l'extrême droite; commençant avec la grande chaîne au golfe de Gênes vers San-Remo, elle se dirige d'abord au nord jusqu'au mont Tanarda et aux cols Ardente et de Tende; ici elle se jette à l'ouest et court à peu près parallèlement aux côtes de la Méditerranée à une distance qui varie depuis 10 jusqu'à 20 lieues. Ce versant méridional sur la mer lui a fait donner le nom d'Alpes maritimes; c'est, à proprement dire, le comté de Nice.

Aux sources de la Tinea et du Var près du col de l'Argentière, la chaîne contourne assez brusquement, et suit la direction du sud au nord avec plus ou moins de sinuosités jusqu'au petit Saint-Bernard. La deuxième division commençant à l'Argentière aux sources de la Stura, s'étendra jusqu'à la vallée de Lucerne, aux premières ramifications du mont Genèvre, vers le col d'Abries et le fort Mirabouc : elle se composera des masses du Viso et des quatre contre-forts qui encaissent les vallées de Stura, de Maira, de Wraita et de Lucerne, sa gauche ira aboutir au mont Genèvre.

La troisième section commençant à la tête du val de Prageles et de Perosa, se composera du grand bassin de la Doire ou vallée de Suze, formé par la chaîne circulaire du mont Genèvre, du Tréan et du mont Cenis; puis elle courra en ligne droite jusqu'au grand Iseran, nœud principal auquel se rattachent les vallées importantes de la Doire ou d'Aoste, de l'Isère, de la Maurienne et de la Tarentaise, de la petite Stura et de l'Orca.

(1) Cette dénomination d'Alpes pennines, adoptée dans les meilleures cartes modernes, me paraît impropre par sa ressemblance avec celle d'Apennins. Les dénominations qui peuvent donner lieu à de telles méprises devraient être abandonnées, quelque anciennes qu'elles soient, car on peut aussi bien changer les noms de montagnes que ceux des provinces.

La quatrième comprendra le bassin de la Dorea Baltea, c'est-à-dire, la vallée d'Aoste avec le contre-fort de Soana : elle ira du mont Iseran au petit Saint-Bernard, où elle se rattache au mont Blanc et à la ligne neutre de l'Helvétie.

Chacune de ces grandes divisions est coupée d'une foule de contre-forts sillonnés par des cours d'eaux secondaires, dont la plupart courent comme des rayons de la circonférence au centre; présentant ainsi des obstacles majeurs aux communications transversales, et rendant tous les mouvements parallèles à la chaîne des Alpes très-dangereux, lorsqu'on aurait affaire à un ennemi supérieur, et habile à se saisir des débouchés.

La première division de cette ligne générale, était le théâtre destiné aux opérations de l'armée dite d'Italie. On se rappellera qu'elle appuyait par Col-Ardente à la vallée d'Oneille, partie neutre du territoire de Gênes.

La grande communication de tout le midi de la France avec l'Italie se faisait par la route de Nice à Tende sur Coni et Turin; on a déjà indiqué les défenses que la ligne de Saorgio assurait à cette grande communication. Nous aurons occasion de revenir sur les détails de cette position, et des camps de Lauthion ou de Millefourches qui en faisaient partie.

De ce point jusqu'à l'Argentière court une longue suite de cimes rocailleuses presque partout couvertes de neiges perpétuelles. Les communications n'y sont praticables que pour les muletiers, même dans la bonne saison. La première conduit par les cols de Finestre et de Frememorte sur Vaudier et le vallon du Gesso; la seconde par le col de Cerise sur les bains de Vaudier.

Deux chemins partent d'Isola et vont à Vinadio, et aux bains de ce nom, par les cols de la Lunga et de Sainte-Anne, celui-ci est le moins mauvais. Trois autres sentiers partant de Saint-Étienne mènent l'un par le col Valonet, derrière les fameux retranchements des barricades sur Pont-Bernard, l'autre par le col de Ferro, et le troisième par celui de la Mule à l'Argentière.

Enfin, à l'extrême gauche de cette première division se trouve le chemin le plus praticable, celui de l'Argentière, qui vient de la vallée de Barcelonnette dans celle de Coni, et qui se trouve en face du camp de Tournoux : il est bon même pour l'artillerie de bataille.

Tous ces passages aboutissent à la vallée de la Stura, dont le centre est défendu par la place de Demont, et le débouché fermé par la forteresse de Coni.

Dans la deuxième division, qu'on peut considérer comme la droite de l'armée des Alpes, on trouve d'abord en venant de la vallée de Barcelonnette et du camp de Tournoux, les cols Portiola et Maurin menant à la Wraita, et celui de Lantaret au bassin de la Maira. Plus haut, venant du val de Queyras et de la Guille, on arrive au passage essentiel d'Agnello, pratiqué sur le flanc méridional du Viso, et menant à Château-Dauphin dans la vallée de la Wraita; c'est le meilleur de tout ce front, si l'on n'y comprend pas l'Argentière. Ceux qui partent du même bassin de la Guille, pour déboucher au nord du Viso dans celui du Pô, et par le col d'Abries à Mirabouc, sont, comme tous ceux qu'on vient d'indiquer, des plus difficiles.

Le petit fort de Château-Dauphin qui commande le bassin de la Wraita, et celui de Mirabouc qui domine les sommités de la vallée de Lucerne et de Félice, sont, au reste, les seuls obstacles que l'art ait élevés sur cette ligne centrale : les vallées de la Maira et du Pô n'offrent aucune défense, et la difficulté des lieux est le seul empêchement qu'une armée puisse éprouver dans sa marche par Saluces sur Turin. A la vérité, on laisserait sur ses flancs Coni, Pignerol et la Brunette de Suze; mais si elles étaient livrées à de faibles garnisons, cela pourrait se faire sans danger (1), et si l'armée sarde était blottie sous une de ces places, on marcherait à elle pour l'y attaquer.

La troisième division de cette frontière est la mieux partagée sous le rapport des communications: partant de Briançon on en a deux par le mont Genèvre, l'une par le col de Servières pour retomber

(1) Nous rappelons encore à nos lecteurs que les choses ont bien changé de face, que la plupart des forts sont rasés, et que de belles routes se sont ouvertes par le Simplon, le mont Cenis et par Gênes; nous devons parler de l'état des choses en 1793.

sur Sézanne, ou pour aller par Sestrières à Fénestrelle, l'autre va directement par Sézanne, la vallée d'Houlx et le grand bassin de la Doire à Suze; cette dernière est bonne, mais elle offre un défilé affreux dès qu'on est arrivé au pied du mont Genèvre; à peine le chemin trouve-t-il place entre les rochers et la Doire, et il faudrait être maître des hauteurs avant de s'y engager. La contrée de Servières est plus ouverte, on peut d'ici retourner dans le val d'Houlx, ou suivre celui de Saint-Martin de Prageles. Suze est le point d'embranchement de tous les aboutissants du vallon de la Doire. Ici vient aussi se rendre le chemin du mont Cenis qui descend de Savoie par Lanslebourg et la Novalese. On sait qu'aujourd'hui une route superbe a été tracée sur cette communication directe de Paris à Turin par Lyon. A l'époque de 1792, la route, quoique la plus importante de toute cette ligne centrale, était si difficile qu'aucune voiture n'y passait sans être démontée, et qu'on n'y pouvait conduire que du canon de petit calibre.

Entre ces deux routes se trouve le sentier difficile venant de Maurienne par la valle de Bardonache: mais entre le mont Cenis et le grand Iseran les sentiers qui descendent de la vallée de l'Arc ou de Maurienne à celle de la Chiara et de la petite Stura, méritent à peine d'être cités, et cette contrée sauvage n'a guère été visitée jusqu'ici que par les naturels du pays.

La masse culminante qui forme la tête des vallées de Queyras, de la Doire, du Chisson et de Perosa, part du col d'Abries pour se rattacher à l'arête du mont Genèvre, et s'enfourche vers la source de la Doire; un de ses chaînons court sur la rive droite de cette rivière qu'il sépare du Chisson et de la vallée de Prageles; c'est au versant de ce contrefort sur Exiles qu'étaient pratiqués les fameux retranchements de l'Assiette, qui dominaient également sur ces deux vallées. Exiles et la Brunette couvrent en outre les avenues de celle de Suze, comme Fenestrelle garde celle de Prageles, au débouché de laquelle se trouve encore la place de Pignerol. Cependant, la Brunette offre plus de difficultés en venant du mont Cenis, qu'en débouchant de la haute Doire par le val d'Houlx, la route ne passant pas même sous son canon.

Le contre-fort du mont Iseran qui prend le nom de Soana est un de plus remarquables par son étendue et sa masse. A ce point commence la quatrième division; elle est formée des crêtes circulaires qui tracent le contour de la vallée d'Aoste ou le bassin de la Dorea Baltea, si célèbre depuis la campagne de Marengo, puis ferment la ligne en se rattachant au mont Blanc. Cette division, la moins importante par ses abords difficiles, n'offre que de mauvais chemins; le plus praticable est au centre par le petit Saint-Bernard sur la Tuile; les autres à gauche par le lac Combal, et à droite par le col du Mont sur le val Grisanche: un quatrième conduit par les sources de l'Isère à la grande Croix du mont Iseran, dans les deux vallées de Réme et de Savéra. Tous aboutissent vers Aoste où descend également celui du grand Saint-Bernard qui fut suivi par l'armée de réserve en 1800, mais qui, dans ces premières campagnes, se trouvait compris dans la neutralité. Au delà d'Aoste, la vallée se trouve rétrécie par le rapprochement des deux contre-forts du Soana et du Champorcier avec celui du mont Neri; ce dernier vient aboutir jusqu'à la rive gauche de la Dorea, et c'est à son versant qu'est construit le fort de Bard qui domine et ferme la vallée, plus loin et avant son débouché dans la plaine de Piémont, la place d'Yvrée en couvre l'issue.

Les combinaisons multipliées que présente ce théâtre de la guerre, nous entraîneraient dans des dissertations étrangères à notre but, et que l'on trouve dans les excellents Mémoires du maréchal de Berwick, ou dans ceux de Bourcet; mais nous ne pouvons nous empêcher de signaler du moins la difficulté des convois de munitions et de vivres, dans un pays que les muletiers seuls fréquentent; dont les habitants, réduits pour toute nourriture à quelques bestiaux et des châtaignes, n'offrent ainsi que de chétives ressources pour l'entretien d'une armée, et sont bien loin de la prospérité des peuplades industrieuses qui abondent dans les grandes vallées de la Suisse.

Les Piémontais, voisins de nombreuses places et des rives fertiles du Pô, peuvent former à Coni, Pignerol, Saluces, Suze, Yvrée, Aoste des magasins suffisants, et plus à portée que ceux des Français qui n'ont, entre Nice et Briançon, aucun poste tenable.

Ces obstacles à l'entretien d'un gros corps de

troupes dans ces contrées, s'accroissent par les difficultés indescriptibles des transports, attendu qu'on ne peut les exécuter que par des brigades de mulets, dont la charge est fort restreinte en comparaison des besoins. Aussi, des masses rassemblées pourraient-elles à peine s'approvisionner pour le temps nécessaire à franchir la chaîne et à pénétrer dans la plaine. Il ne faudrait guère moins de 5,000 mulets pour faire le service régulier d'une armée de 50,000 hommes à plusieurs marches de ses dépôts, et il serait impossible d'en conserver un nombre pareil bien longtemps sur la même ligne faute de fourrages.

Aux embarras pour les vivres et les munitions, se réunissent les obstacles du terrain pour les marches, et les difficultés plus grandes à vaincre dans les combats. L'arrivée d'une colonne dans des chemins où l'on ne passe que deux à deux, où l'on se voit en outre arrêté à chaque pas, est une combinaison sur laquelle aucun général ne peut compter.

Si la nature du pays procure d'immenses avantages à la défense locale d'un point donné, si elle offre des obstacles au développement de grands mouvements stratégiques offensifs, il faut avouer cependant que sous ce dernier rapport la défense en est encore plus difficile que l'attaque. Quel moyen prendre, en effet, pour surveiller ces 50 vallées aboutissant perpendiculairement à la chaîne, ou pour garder et défendre tous ces cols? Comment se maintenir par exemple au petit Saint-Bernard, si les passages du Combal et de Grisanche sont forcés, ou à l'Argentière, si l'ennemi arrive par le col de Cerise à Vinadio? S'imposera-t-on l'obligation de garder tous ces points? alors 50 bataillons seraient éparpillés en toile d'araignée, et il en faudrait encore autant, répartis en trois réserves sous Coni, Suze et Aoste. Dans chaque vallée, prise séparément, le même embarras se présente pour la défense sous le rapport stratégique; car n'ayant qu'un seul et mauvais chemin pour unique retraite, dès que l'ennemi parvient à s'en saisir tout est perdu, et il ne reste de ressource qu'à mettre bas les armes ou à se battre en désespérés afin de forcer le passage.

Un grand État tel que la France peut placer des postes dans les montagnes, et avoir une forte masse aux débouchés dans la vallée centrale, mais le Piémont n'a pas le même avantage, il ne peut évacuer sans coup férir la moitié de ses provinces, car cette masse ne pourrait être placée que sous Turin, et le premier coup étant ainsi porté sous les murs de la capitale serait probablement le dernier.

On peut sans doute suppléer en partie aux forces nécessaires pour la garde des passages, par la construction de bons retranchements qui en ferment les issues; mais ces ouvrages ne se défendent pas seuls, et les troupes quoique mieux abritées n'en seraient pas moins disséminées sur toute la ligne. D'ailleurs, ces retranchements ne sont pas toujours inaccessibles malgré les difficultés inouïes qu'ils présentent, témoins les forts de Scharnitz et de Leutasch tournés et enlevés par le maréchal Ney en 1805, ceux de Col-Ardente et de Saorgio enlevés par Masséna en 1794, et tant d'autres que nous pourrions encore citer. En effet, les flancs rocailleux des montagnes, inaccessibles à une marche régulière d'armée, sont souvent praticables à une brigade d'infanterie munie de crampons; et il n'en faudrait quelquefois pas davantage pour faire tomber toute la défense de la ligne des Alpes, en facilitant la chute d'un point principal. Si les retranchements sont fermés, et ne sont que des petits forts, il y a presque toujours moyen de les éviter, soit en prenant un détour, soit en employant les mêmes expédients dont Napoléon fit usage au fort de Bard après son passage du Saint-Bernard. La défensive du côté de la France est plus difficile sous le rapport purement stratégique ou militaire, puisque du point central de Turin l'ennemi menace en même temps toute la ligne de frontières, depuis le haut Isère jusqu'au Var, et qu'il peut en trois ou quatre marches déboucher par le mont Cenis, par l'Argentière ou par le col de Tende; la France n'a que l'avantage d'une énorme supériorité de puissance qui mettrait à même de remédier à l'invasion momentanée d'une de ses provinces, et d'en faire repentir l'ennemi, par le moyen que nous venons d'indiquer.

Nous croyons en avoir assez dit pour fixer l'attention de nos lecteurs sur ces différentes combinaisons; ils ne doivent pas oublier que ce n'est ni un plan d'opérations, ni un mémoire descriptif que nous leur présentons. Les généraux qui veulent faire avec distinction la guerre des montagnes,

doivent méditer les Mémoires de Berwick, de Bourcet, de Belle-Isle; les campagnes du duc de Rohan en Valteline, celle de Catinat et du duc de Savoie en Piémont; les expéditions de Dessoles et de Lecourbe en 1799; les campagnes des armées françaises de 1792 à 1796 : enfin, la courte expédition du maréchal Suwarow en Suisse à la fin de 1799.

Les généraux alliés étaient assez embarrassés en 1793 sur le système qu'ils adopteraient. Ils ne paraissent pas s'être formé une idée bien nette de la position de leurs adversaires, ni des manœuvres qu'il convenait de leur opposer.

La cour de Turin, outre les dangers de l'invasion, redoutait ceux de la propagande; elle avait employé tout l'hiver à compléter ses corps, à former ses milices, à négocier la levée de deux ou trois nouveaux régiments suisses. Ses forces ne montaient pas à moins de 40,000 hommes, et les Autrichiens lui avaient fourni 8,000 auxiliaires, sous le général Devins.

Trois partis s'offraient au choix du cabinet sarde :

1° De garder la défensive absolue en jetant seulement une dixaine de bataillons aux passages du Saint-Bernard, du mont Cenis et du mont Genèvre, puis en rassemblant 20,000 hommes sous Suze, et autant aux Alpes maritimes avec quelques milices dans les places et forts;

2° Prendre une ligne défensive tout le long de la frontière avec des corps de 10,000 hommes, disposés par égales portions sur chacune des divisions de la chaîne que nous avons décrite, et sans avoir de masse nulle part;

3° Prendre, au contraire, l'offensive, déboucher au printemps avec 25,000 Sardes et 8,000 Autrichiens sur Nice, en chasser les Français; tandis que le reste eût observé la ligne défensive sur la partie septentrionale des frontières, qu'on n'eût pas attaquée dans la saison des neiges. On pouvait revenir ensuite au mois de juin avec la réserve, de Coni par le mont Cenis sur la Maurienne, et profiter de l'été pour chasser les Français de la Savoie.

Il n'y a pas de résolution à la guerre qui n'offre ses inconvénients; mais il est probable que le troisième parti était, de tous ceux qu'on pouvait adopter, celui qui en offrait le moins. L'armée française avait passé l'hiver dans la Savoie et le comté de Nice, en proie à plus d'un besoin : les revers essuyés en Belgique dès les premiers jours de mars, firent diriger sur le Nord toute l'attention et les moyens du gouvernement : l'expédition de Sardaigne et la nécessité d'envoyer des troupes aux Pyrénées, avaient absorbé les ressources des départements du Midi. Les services étaient dans un grand délabrement, et tout porte à croire que les deux expéditions eussent également réussi.

Les conseils de la cour de Turin en jugèrent autrement; la répartition des forces fut d'abord arrêtée comme il suit :

Le général Saint-André, avec environ 10 à 12,000 hommes et 2 à 3,000 barbets, resta chargé de défendre la ligne de Saorgio, et de menacer Nice. Il avait pour position principale son camp de Millefourches et de Rauss, ses avant-gardes tenaient toujours Sospello, Moulinet, Luceram, Lantosca, Hutel; et l'armée française se trouvait resserrée à Braous, l'Escarene, Levenzo et Nice.

Le général Strasoldo couvrit la vallée de la Stura en campant sous Demont, avec 12 bataillons; ce placement seul prouve tout l'inconvénient du système, car cette force imposante n'avait pas d'ennemis devant elle, et son éloignement de Sospello ne pouvait pas la faire considérer comme une réserve de la gauche. Le général Provéra gardait les versants du mont Viso et le col de l'Agnelle par une division campée à Castelponte devant Château-Dauphin : des postes de 2 bataillons gardaient chacune des vallées du Pô, de la Maira, etc. Le général Gordon, chargé de défendre la vallée de Suze avec 14 bataillons piémontais, avait la gauche de ses postes au mont Genèvre, le centre au mont Cenis sur lequel on avait hissé 16 canons, la réserve et le quartier général à Suze.

Enfin, on avait confié au duc de Montferrat le soin de faire face à l'ennemi qui tenterait de descendre par la vallée d'Aoste, et on lui avait assigné à cet effet 14 bataillons, répartis en trois camps, à Col-di-Monte ou Grisanche, au plateau du petit Saint-Bernard, et au lac Combal qui fermait l'extrême droite de cet immense cordon.

La cavalerie sarde forte de 3,500 chevaux, inutile dans les montagnes, tenait les plaines de Saluces et de Pignerol.

Kellermann commandait toujours l'armée des Alpes, qu'on estimait à 30,000 hommes, en y comprenant les détachements laissés à la garde du camp de Tournoux et de Briançon, pour servir de réserve commune aux deux armées. Une division détachée pour les Pyrénées fut remplacée par de nouvelles levées.

Après le départ d'Anselme, le général Brunet, chargé du commandement provisoire de l'armée du Var, y rétablit l'ordre et la discipline; le service s'y faisait mieux, les habitants de Nice, espérant obtenir un soulagement à leurs maux, votèrent leur réunion à la France, et la convention la prononça dès le 5 février. Vers la même époque, le général Biron arriva avec un renfort de 5,000 hommes, ce qui porta l'armée à 20,000 combattants; comme elle se mit la première en campagne, nous allons suivre d'abord ses opérations (1).

Un nouveau général en chef aime toujours à signaler son arrivée par quelque entreprise; Biron informé des chicanes journalières des barbets qui, forts de la connaissance des moindres passages, et excités par l'appât du butin, avaient sans cesse inquiété les communications de l'armée, résolut de les attaquer dans leur repaire de Moulinet; le premier détachement envoyé à cet effet fut repoussé. Le général Brunet chargé de réparer cet échec ne réussit pas mieux. Il détacha l'adjudant général Micas avec quelques compagnies pour s'emparer de la Madona, tandis que lui-même se porterait par la forêt de Melisse. Dans ces contrées âpres et sauvages, tout devient obstacle, et l'entreprise la mieux conçue échoue souvent par des circonstances impossibles à prévoir. A peine les Français sont-ils engagés dans cette forêt, qu'un brouillard épais s'élève; la colonne erre jusqu'à quatre heures du soir au milieu d'immenses amas de neige; la saison, ordinairement froide, était encore très-douce, et les neiges ne s'en trouvaient que plus dangereuses; les soldats éparpillés, gravissant de tous côtés, arrivent à cinq heures sur les rochers à la tête de la vallée de Bevera, et très-près des plateaux de Lauthion où campait la droite de Saint-André; Micas s'était également rejeté trop à gauche.

Les Piémontais, élevés au-dessus du brouillard, connaissant mieux le pays et instruits par les barbets des mouvements des Français, manœuvraient avec plus d'assurance : ceux-ci ayant dépassé Moulinet, et trompés par les échos sur la direction du feu, se crurent coupés : le premier découragement fait place au désespoir; les chasseurs corses se jettent en furieux sur les Piémontais, et enlèvent le plateau, où la colonne bivouaque sur la neige, sans vivres, sans feu, exténuée de besoin et de fatigue.

Les Piémontais passèrent la nuit à faire des mouvements dans la vallée à la lueur des branches de pin gras allumées, et ce spectacle, nouveau pour les troupes françaises, ne leur fut pas inutile dans la suite.

Au point du jour le combat recommence; Brunet fait attaquer le Moulinet, force le pont de la Bevera, et s'empare du village; mais assailli par les barbets et les Piémontais, séparé de Micas par des précipices et des montagnes, il se décide enfin à la retraite.

Micas de son côté en fit autant, il tint au plateau pour donner le temps aux petites pièces de montagne de remonter la côte de Melisse, les deux colonnes revinrent ensuite sur Luceram.

Enhardi par ce succès, Saint-André fit occuper Sospelo par un corps de 1,200 Autrichiens. Le général français voulant assurer la position de sa droite, ne pouvait les laisser tranquilles possesseurs de ce poste, et le fit attaquer, le 13 février, par Brunet et Dagobert, tandis qu'une 3ᵉ colonne tournait par Turbia et Castiglione. Pour défendre ce poste d'un accès difficile, les Autrichiens placèrent la moitié de leurs forces au Pigeonnier, dans les maisons du bourg et au couvent; un détachement garda le pont, et le surplus, établi en réserve à gauche du village, tenait la tête de la route avec 3 pièces de montagne. Brunet voulut en vain forcer par son centre le passage du village et du pont; sa gauche, plus heureuse, débusqua les Piémontais de la hauteur, descendit sur le Pigeonnier, à l'instant où la droite venait de Castiglione et de vieux Sospello; alors 2 à 300 Autrichiens qui tinrent trop longtemps dans le bourg furent pris. Le comte de Saint-André ne fit pas le moindre mouvement pour secourir ses alliés, et cette négligence mit quelque froideur entre eux. A la suite de ce combat ils se contentèrent de garder le col de Perrus pour cou-

(1) Voyez Bourcet et Borgonio.

vrir Breglio, continuant d'occuper leurs anciens camps des Fourches, de Rauss, et Pietra-Cava, où ils se liaient par Saint-Arnoud avec les postes de la Vesubia. Plusieurs escarmouches eurent lieu sur cette ligne; le camp de Braeus fut enlevé par les Français, le 19 février.

Biron résolut une attaque plus sérieuse pour le 28; sa droite devait se rabattre sur Luceram pour agir de concert avec Dumerbion qui partirait de Levenz sur Hutel. Ce mouvement, moins excentrique que tous les précédents, aurait eu plus de succès sans les difficultés locales. Dagobert avec la 1re colonne s'avança sur Pietra-Cava d'où il chassa l'ennemi; Brunet, avec le reste de la brigade, se porta sur Saint-Arnoud, et après avoir forcé le passage à Figaretto, se dirigea, le 19 au matin, sur Lantosca. Dagobert, s'étant égaré dans la forêt de Melisse, fut assailli dans la soirée du 28 par les milices, qui lui firent des prisonniers : sans nouvelle des autres colonnes, sa situation était des plus critiques; heureusement que le bruit de la fusillade qui se fit entendre le lendemain vers Lantosca, le tira de cette cruelle incertitude; malgré l'excessive fatigue des troupes, il s'y dirigea sur-le-champ; mais se trouvant arrêté par des rochers à pics; il marcha sur Bolena où il établit enfin sa communication avec Brunet.

Les troupes du général Dumerbion de leur côté traversèrent, le 28, la Vesubia en face de Levenz, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture; elles attaquèrent sur 3 colonnes Hutel et la Chapelle-des-Miracles. Ce poste, perché sur une crête rocailleuse au versant des montagnes inaccessibles du Breg, offre un passage horrible, et il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte de Borgonio pour s'en faire une idée : tous ces obstacles furent surmontés avec audace, et les postes enlevés avec une valeur digne d'éloges.

Les Piémontais, d'abord ralliés, vis-à-vis Saint-Arnoud, aux détachements que Brunet poussait devant lui, défendirent le passage sur ce point, mais ils se replièrent ensuite de concert sur Belveder.

Brunet résolut de les déloger de cette dernière position, espérant les rejeter au delà des Alpes : après avoir donné quelques heures de repos à ses troupes, il les remet en marche, une colonne tourne par Saint-Martin sur Rocabiglière, et Dagobert, se portant de Bolena sur la direction du col de Rauss, menace de les couper : les Piémontais ne l'attendirent pas, et marchèrent au-devant de Brunet; le choc fut vif, mais court : les Sardes abordés, la baïonnette croisée, sans tirer un coup de fusil, furent bientôt culbutés, avec perte de leurs 2 pièces de montagne et 2 à 300 prisonniers; on les suivit jusqu'au col de Fenestre d'un côté, et de Rauss de l'autre.

Ce combat coûta 800 hommes aux deux partis. Les Français prétendirent que s'ils avaient mieux connu le pays et eussent été moins fatigués, ils auraient peut-être pu s'emparer dans cette occasion du camp de Rauss, devant lequel ils restèrent ensuite si longtemps, et dont la prise eût entraîné celle de la ligne de Saorgio.

Pendant que son lieutenant obtenait ces succès, le général Biron s'était tenu tranquille du côté de Sospello pour imposer au comte de Saint-André, et l'empêcher de rien entreprendre sur Nice : quelque plausible que fût son motif, il semble que son poste était aux attaques principales, où sa présence eût imprimé plus d'ensemble aux opérations de Dumerbion et de Brunet.

D'un autre côté, Masséna parti de Gillette avec son bataillon, avait balayé la droite du Var, et chassé les milices ennemies de Revest, Toudon, et des montagnes de Vaudemas, entre l'Esteron et le Var. Le général Rossi, de l'armée des Alpes, nettoya, avec la garnison d'Entrevaux, le vallon de la Rondoule et de Puget.

Après cette affaire, Serrurier, promu au grade de général, occupa Belveder et Saint-Martin de Lantosca; Dumerbion vint commander la droite à Sospello et Luceram, un camp fut placé à Bolena, un autre à Belveder, l'extrême gauche à Madona-di-Fenestre.

De cette époque data une nouvelle ère de privations et de misère pour l'armée d'Italie.

L'hiver avait été doux; les froids vifs commencèrent à se faire sentir au mois de mars; les troupes payées jusque-là en argent, le furent en assignats, dont les habitants, malgré le vote de réunion, ne se souciaient guère. Cependant on observait une discipline plus sévère, et l'amour de la patrie enflammant le soldat, était un mobile non moins puissant que la sévérité des généraux, pour

supporter avec résignation les fatigues, les travaux et le dénûment le plus absolu.

Dans le courant de mai, Biron fut appelé au commandement de la Vendée, et Dagobert aux Pyrénées orientales; Brunet reprit celui de l'armée d'Italie, qui, renforcée par les premières levées du décret du 28 février, compta près de 30,000 hommes sous les drapeaux. Cependant, soit que le comité de salut public ou le conseil exécutif fussent mal disposés en faveur de Brunet, soit qu'on crût donner plus d'ensemble aux opérations, on confia le commandement supérieur des deux armées à Kellermann, qui resta de sa personne à celle des Alpes.

Brunet, trop sage pour ne pas profiter de sa supériorité, fit reconnaître, le 1er juin, les camps de Rauss et de Millefourches, par Serrurier et Micas, dans l'intention de les attaquer.

Sur ces entrefaites, les alliés instruits peut-être des renforts que les Français portaient vers le comté, y avaient dirigé plusieurs régiments, et le duc de Chablais était venu prendre le commandement supérieur du corps de Saint-André qui formait la gauche, et de celui de Colli qui gardait à la droite les camps de Lauthion; il paraît même que le corps de Strasoldo lui fut subordonné (1); ce dernier s'était porté de Demont à Vinadio, occupant l'Argentière et la vallée d'Isola.

Brunet n'en persista pas moins à mettre son projet à exécution, et pour en faciliter l'intelligence, nous remettrons sous les yeux de nos lecteurs un aperçu des positions qui en furent le théâtre.

La gauche du comte de Saint-André occupait la vallée de la Roya; il gardait les cols de Brouis et de Lignères pour couvrir la grande route de Tende; mais la véritable position de défense des Sardes était, comme nous l'avons dit, la ligne de Saorgio. Près de ce petit fort, la Roya court dans une gorge profondément encaissée; à la rive gauche, est situé Saorgio sur une hauteur élevée, et derrière elle se trouve un plateau propre à asseoir un camp inabordable. Sur la droite de la Roya et à partir de la Chiandolla s'élèvent les crêtes rocailleuses de Sainte-Martha (indiquées sur les cartes de Bourcet, sous le nom de Malmont, de Goune; et de Hauta), et qui s'étendent jusqu'à Lauthion et Lorthigera; d'ici une positio formidable continue en ligne assez directe jusqu'aux sources de la Biogne, et aux aspérités inaccessibles du val d'Inferno. L'espace dit de Hauta ou de Marthe, formant la gauche, n'est presque pas abordable : l'intervalle depuis Lauthion à Rauss et au Capelet, quoiqu'il le soit un peu plus, n'en est pas moins redoutable, car il forme, en effet, comme le centre dominant sur un demi-cercle d'une grande étendue : les ramifications qui en composent autant de rayons divergents sont, à droite, les vallons de la Vesubia, de Gordolasco, de Tuesch ou de Geissard, qui aboutissent à Belvedere et à Bolene; au centre, le plateau d'Argenta et de Fougasse, prolongé par les cimes de Pietra-Cava qui encaissent le vallon de la Bevera ou de Moulinet. Au point culminant de Lauthion et Lortighera, se rattache le contrefort de Ventabria, qui s'étend jusque sur Sospello, encaissant d'un côté la Bevera et de l'autre la Roya, et sur les flancs duquel on rencontre les cols de Repasset, Lignères, Brouis, et Perrus.

Cette position centrale paraissait d'autant plus formidable que c'était un terrain classique, reconnu depuis longtemps par l'état-major piémontais, signalé dans les anciennes guerres de 1745, et couvert dès cette époque de retranchements qui venaient d'être relevés et augmentés. A ces avantages inappréciables, il faut ajouter qu'il n'y avait moyen de l'attaquer que par des têtes de colonnes arrivant en rayons divergents, et hors d'état de combiner aucun effort, faute de communications entre elles. Ainsi des troupes fraîches, reposées et bien réunies, pouvant aisément se mouvoir en tout sens, avaient une grande supériorité sur les assaillants. Indépendamment de cela, les Sardes possédaient la faculté de faire arriver de l'artillerie par la grande route jusqu'à Tende ou Fontan, et de pratiquer de là un chemin au moins pour des pièces de bataille; les Français, au contraire, ne pouvaient traîner que de mauvaise ar-

(1) On a lieu de croire que le comte de Saint-André resta chargé du commandement effectif dans le comté de Nice, et que le duc de Chablais lui fut plutôt adjoint par politique, afin de faciliter les rapports avec les corps autrichiens.

tillerie de montagne hissée sur des mulets, et qui au moment de l'attaque devenait plus embarrassante qu'utile.

Le général Colli défendait ce nouveau Gibraltar avec sa brigade et celle du général Dellera. Une grande redoute armée de 8 pièces couvrait Lauthion ; d'autres ouvrages pratiqués à droite au col de Rauss, et à gauche à celui de Marthe, également armés de plusieurs pièces, rendaient l'abord presqu'impossible : entre ces deux derniers, se trouvait un bois de châtaigniers couvert d'abatis, et coupé d'escarpements roides et rocailleux.

Nous ne sommes point à même d'affirmer que le général français fût exactement instruit de cet état de choses ; les rapports des déserteurs sont toujours peu fidèles, et ceux des espions incomplets : la reconnaissance de Serrurier ne put donner que de faibles renseignements, puisqu'il voyait du bas en haut et ne pouvait juger les objets de si loin. Les alliés, au contraire, jugeaient des moindres mouvements des républicains, ils découvraient au loin leurs colonnes, et avaient le temps de tout préparer pour les bien recevoir ; les rapports de Colli sur ces affaires ne laissent aucun doute à ce sujet.

Quoi qu'il en soit, Brunet, confiant en sa supériorité numérique, inquiété par l'apparition de l'escadre espagnole dans les eaux de Nice, informé par les bruits circulant dans le pays que les troupes de débarquement qu'elle avait à bord étaient destinées à opérer de concert avec l'armée austro-sarde, crut devoir prendre l'initiative, et chasser l'ennemi au delà des Alpes pour assurer sa position. Il prescrivit à cet effet les dispositions suivantes pour le 8 juin :

Dumerbion à la droite dut inquiéter le comte de Saint-André à Lignères, Perrus et Brouis. Le général Brunet se réserva d'attaquer au centre le camp des Fourches, et Serrurier partant de Belveder eut ordre de s'établir au col de Rauss, afin de menacer la retraite du centre et de la gauche des Austro-Sardes qui eussent été prévenus à Fontan.

Ces dispositions qui semblaient indiquer une habile manœuvre par la direction donnée à Serrurier, péchaient toutefois par la distribution des forces : ce général, qui avait la tâche la plus épineuse, n'était point suffisamment renforcé ; d'ailleurs, on en devia dans l'exécution, puisque Dumerbion, chargé d'inquiéter seulement l'ennemi, eut l'engagement le plus sérieux avec lui.

Le 8 juin, au matin, les troupes se mirent en devoir d'exécuter le plan arrêté ; Miackousky, avec une brigade de l'aile droite, s'avança sur Lignères, et enleva le camp retranché sur cette montagnes : Dumerbion crut devoir profiter de l'ardeur de ses troupes ; une colonne fut dirigée pour attaquer les retranchements du col de Perrus. Favorisés par une ruse qui attira l'ennemi hors de sa position, les Français attaquèrent les Austro-Sardes à l'improviste, et s'emparèrent de leurs ouvrages : l'instant était favorable pour s'emparer de Brouis, et on le fit avec le même succès. Les hauteurs qui forment la vallée de la Roya, longeant et dominant la grande route, le comte de Saint-André, pour ne pas être prévenu à Saorgio, dut faire sa retraite avec la plus grande précipitation, abandonnant une partie de son matériel et de ses effets de campement.

Dans ces entrefaites, Brunet avait fait aborder avec succès le camp de Fougasse ou de Donjon par la brigade Ortomann, et le Moulinet par celle de Gardanne. Ces premiers postes forcés, on attaqua le camp des Fourches ; une colonne conduite par Brunet marcha à une redoute armée de 8 pièces, située sur la crête ; une seconde se dirigea sur le bois qui séparait le camp de Marthe de celui des Fourches ; enfin, Ortomann dut se porter contre la Chapelle qui communiquait de ce point à Rauss. Déjà quelques détachements de la colonne de Brunet avaient pénétré dans le camp, lorsqu'attaqués par la réserve ennemie, et n'étant pas soutenus, ils furent culbutés et abîmés ; la petite colonne, heurtant de front la redoute, fut saisie d'une terreur subite, et se rejeta dans le plus grand désordre sur la vallée de Bevera. Ortomann, arrêté de son côté par les troupes qui défendaient la Chapelle, se retira avec moins de confusion, bien qu'il fût obligé de longer sous le feu de l'artillerie ennemie.

Serrurier n'avait pas été plus heureux au col de Rauss ; partant de son camp sur la montagne de Tuesch, il se divisa en 3 colonnes ; sa droite qui devait tourner le retranchement gardé par le régiment suisse de Christen, choisit le point le plus inaccessible, par maladresse ou par un excès de

bravoure déplacé; assaillie ici par quelques bataillons piémontais, elle était sur le point de succomber, lorsque Serrurier courut à son secours, et Micas avec sa colonne de gauche, quoique plus heureux, dut rester témoin de la retraite des deux autres colonnes, sans que ses efforts pussent rien opérer en leur faveur; ces troupes de l'aile gauche reprirent leur position de Tuesch, comme celles du centre étaient rentrées au camp de Donjon ou d'Argenta.

Cette affaire, où les pertes et les succès furent balancés coûta 12 à 1,500 hommes aux deux partis.

Cependant les commissaires de la convention étaient aussi redoutables à l'armée d'Italie qu'à celle du Nord; il fallait reconquérir leur confiance par un succès. Les menaces toujours croissantes des escadres espagnoles, donnaient des inquiétudes sur Nice; il devenait plus urgent que jamais de déloger les Sardes de Rauss pour les rejeter définitivement au delà des Alpes. Brunet, déjà accusé par ses ennemis, n'ayant peut-être que ce moyen de sauver sa tête, résolut donc une nouvelle attaque pour le 12 juin; et les représentants, au nombre desquels figurait Barras, l'approuvèrent.

Il n'y avait que deux partis à prendre après le mauvais succès des manœuvres du 7; ou porter l'effort au centre, en y attirant Serrurier; ou le diriger sur l'extrême gauche, en renforçant ce général, afin d'enlever par tous les moyens possibles le passage de Rauss. Quelques militaires hardis ont même cru, qu'à raison de sa supériorité numérique, Brunet aurait dû tenter de descendre par le col de Fenestre, pour éviter les obstacles trop évidents d'une attaque de vive force sur Lauthion. Cette dernière manœuvre, bonne, si l'ennemi n'avait pas eu des troupes dans la vallée de la Stura, eût exposé à trop de dangers pour être conseillée : elle n'eût été proposable qu'avec 30,000 vieux soldats.

Réduit à choisir entre les deux autres alternatives, il semble que Brunet aurait dû donner la préférence à la seconde, et porter Serrurier, avec 8 à 10,000 hommes sur Rauss. Il crut plus convenable de choisir la première.

Serrurier dut se rapprocher du centre, et venir prendre position au camp du Donjon, pour attaquer la grande retoute pendant qu'Ortomann enlèverait la Chapelle : le général Miakousky, détaché avec les grenadiers réunis de la droite, devait concourir à l'effort du centre, en se portant par Mangebo sur Lauthion, où le colonel Lecointre se porterait également par le ravin de Moulinet; quelques troupes restées au camp de Tuesch devaient inquiéter Rauss.

Le temps était affreux. Brunet, malade, voulait remettre l'attaque; un conseil de guerre en ordonna autrement.

A sept heures, l'engagement fut général; Miakousky, retardé dans sa marche, permit aux troupes de Lauthion de prendre part à la défense de Rauss ou des Fourches; les retranchements des Sardes étaient perfectionnés et mieux armés : les troupes harassées et rebutées par le mauvais temps ne purent pas même aborder l'ennemi; bientôt la scène du 8 juin se renouvela, et les colonnes revinrent en désordre : quelques petites pièces de montagne, heureusement placées au camp du Donjon, imposèrent aux Piémontais, qui ne les suivirent pas. On se ralliait cependant à quelques portées des retranchements, et les grenadiers de Miakousky, attaquant alors l'ennemi par le bois, sans l'ordre de leur chef, pouvaient encore faire prendre une meilleure tournure aux affaires.

Le général Colli, profitant de sa position concentrée, fit secourir à propos par plusieurs bataillons ceux qui avaient contenu les premiers efforts; les grenadiers de Dichat et les régiments de Sardaigne, de Caretto, de Cazal, vinrent appuyer celui de Belgioso. L'approche de ces renforts et le feu bien dirigé de l'artillerie, achevèrent de semer l'effroi parmi les républicains, dont partie fuit jusqu'à l'Escarena. On a affirmé que les troupes de nouvelles levées, ayant fait feu sur la tête des colonnes parvenues au pied des retranchements, devinrent la cause principale de cette terreur : le fait peut être vrai, mais on emploie si souvent de pareils subterfuges pour colorer une défaite, que nous ne le répétons qu'avec une certaine défiance.

Brunet avec ses débris reprit cependant son camp du Donjon. Le général Serrurier, non moins maltraité, revint au même camp : les grenadiers de Miakousky furent en partie victimes de leur ardeur; ceux qui étaient parvenus jusque dans les

positions ennemies disparurent. Ortomann combattait encore lorsqu'un aide de camp lui apporta l'ordre de se replier; ce qu'il fit avec beaucoup plus de succès qu'on n'aurait dû l'espérer. L'ennemi, au grand étonnement de tous, ne fit pas sortir un peloton pour inquiéter les Français tandis que, si quelques bataillons fussent descendus à la poursuite de Brunet, on ne saurait calculer ce qui en fût résulté; l'armée eût essuyé des pertes immenses et n'aurait trouvé de refuge que sous le canon de Nice. L'infériorité des Piémontais fut la cause de leur circonspection; mais elle n'est pas une excuse sans réplique, car dans un pays où l'ennemi ne peut pas aisément revenir sur ses pas quand il est une fois en désordre, les poursuivants n'ont jamais affaire qu'avec les pelotons de la queue. Ici toutes les proportions numériques deviennent inutiles : c'est la disposition morale qui fait tout. Au surplus, on ne saurait se dispenser de donner des éloges au général Colli pour la défense vigoureuse et bien calculée qu'il opposa à cette entreprise. Il mit en action 10 à 12 bataillons contre des têtes de colonnes arrêtées par des obstacles, et se présentant incertaines; à moins qu'une terreur panique ne se saisît de ses troupes, la victoire lui appartenait de droit.

Les Français revenus de cette échaufourée, dans laquelle ils perdirent au moins 2,000 hommes, gardèrent leurs positions pendant le mois de juin et partie de juillet, sans qu'il se passât aucun événement digne d'être rapporté.

Au premier bruit de ces échecs essuyés par l'armée d'Italie, le général Kellermann y accourt et assemble un conseil de guerre. La position respective des deux partis y est discutée avec méthode; on décide que l'armée française peut conserver la sienne, lors même que l'ennemi, enhardi par ses succès, attirerait quelques renforts de l'intérieur du Piémont, et agirait offensivement. On fixe ensuite les positions de retraite, dans le cas où l'on serait forcé, ainsi que les mouvements à exécuter par l'armée des Alpes pour dégager celle d'Italie.

Ce plan devint bientôt inutile par les événements de l'intérieur, rapportés au chapitre XIX. La convention, décimée par les jacobins au 31 mai, trouva plus de défenseurs que n'en avait eu Louis. La moitié des départements du Midi se lève contre le terrorisme qui planait sur la France. Les armées des Alpes, ainsi menacées par les ennemis du dehors et du dedans, sans espoir de secours, font une contenance d'autant plus honorable que, dépourvues de tout, elles n'ont rien à attendre pour améliorer leur condition : livrées à la plus horrible misère, elles se dévouent à l'honneur de la France; et c'est par ce puissant mobile seul que l'historien juste et impartial expliquera comment ces bandes nouvellement levées ne furent pas dissoutes.

A peine Kellermann fut-il, en effet, de retour à son quartier général de Chambéry, qu'il y reçut l'ordre de faire marcher une forte division contre Lyon. Douze bataillons, un régiment de cavalerie et la moitié des chevaux d'artillerie partirent, le 30 juin, pour investir une ville qui pouvait armer 20,000 hommes, qui, située à cheval sur deux grandes rivières, exigeait une circonvallation immense, et dont chaque habitant, exaspéré, se battait pour sa cause individuelle, et paraissait résolu à s'ensevelir sous les ruines de la cité plutôt que de céder.

La position embarrassante de l'armée d'Italie fut enfin portée au comble par l'apparition, dans les eaux de Toulon, d'une flotte britannique formidable : l'amiral Hood, parti de Gibraltar, le 1er juillet, avec 37 vaisseaux ou frégates, vint peu de jours après semer l'effroi à Gènes, à Livourne et dans les parages du golfe de Lyon, en s'emparant pour longtemps de l'empire absolu de la Méditerranée. Bientôt l'occupation de Toulon, livré aux plus cruels ennemis de la France par une noire perfidie, semblait ne laisser aucune chance de salut pour une poignée de soldats entourés de toutes parts, abandonnés, pour ainsi dire, à eux-même, et livrés à leur désespoir.

En ajoutant à tous ces embarras, celui que la révolte de la Corse devait donner au comité de salut public, on jugera quel espoir il pouvait lui rester de soutenir la lutte maritime que la convention avait si sottement provoquée.

Sans vouloir entrer dans beaucoup de détails sur cet événement, qui sort un peu de notre cadre, et ne saurait être considéré que comme une ombre au tableau dont nous avons entrepris l'esquisse, il faudra néanmoins reprendre les choses d'un peu

plus haut, et dire quelques mots de l'homme qui fut le principal moteur de toute cette affaire.

Paoli, né en Corse dans une classe moyenne, s'était élevé par son génie à la première magistrature; chacun sait les succès qu'il remporta sur les Génois, en combattant pour l'indépendance de sa patrie, et la lutte honorable qu'il soutint même contre les forces de Louis XV, à qui l'impuissant sénat ligurien avait cédé l'île. Réfugié en Angleterre à la suite de la conquête de son pays, il se décida, en 1790, à repasser en France, où l'assemblée constituante l'accueillit en martyr de la liberté, et où le roi, cédant à l'opinion publique, lui confia le gouvernement de l'ancien théâtre de sa gloire. Une figure noble, un caractère ferme, une grande adresse, joints à ses services passés, lui avaient depuis longtemps gagné tous les cœurs de ses concitoyens.

Le Corse, né sous un climat chaud, habitant des montagnes âpres et sauvages, est frugal, agile, vif, courageux; en même temps jaloux de ses droits, turbulent et indocile. Les éléments d'anarchie qui ravageaient la France ne manquèrent pas d'étendre leur fatale influence sur un peuple doué d'un pareil caractère, et habitué depuis longtemps à vivre dans un état perpétuel d'insurrection. Les partis divisaient l'île, et les jacobins y avaient des sectateurs.

Paoli était un homme d'État trop consommé pour confondre les mots d'indépendance et de liberté, avec la licence effrénée des démagogues. Indigné de la mort du roi, ébranlé par la rupture avec l'Angleterre, tracassé par les commissaires de la convention Lacombe Saint-Michel et Salicetti, il se mit en opposition formelle contre eux et leurs mandataires. Destitué et sommé de paraître à la barre par un décret du 3 avril, et instruit par expérience du sort qui avait frappé la plupart de ceux auxquels pareil honneur était réservé, le général ne tint aucun compte de cette sommation, et les discordes civiles éclatèrent dans l'île avec plus de violence que jamais. A la vérité, Barrère fit rapporter ensuite le décret, dans l'espoir d'apaiser le gouverneur et ses nombreux partisans : mais le mal était déjà fait. L'apparition de l'escadre de Hood dans la Méditerranée, la prise de Toulon, les anciens rapports de Paoli avec le cabinet de Londres, dont il avait été pensionné pendant vingt ans, ne laissaient aucun doute sur la détermination qu'il prendrait. Son ambition personnelle paraissait d'accord avec le rôle de protecteur de l'indépendance nationale qu'il avait rempli avec tant de gloire en 1769. Il espérait trouver à la fois son compte et celui de ses concitoyens dans le patronage de la Grande-Bretagne qu'il estima sans doute plus avantageux et moins gênant que celui de la France. Nous verrons par le récit de la campagne suivante comment il fut déçu dans ses espérances. Il nous suffit, pour celle-ci, de savoir qu'il avait arboré ouvertement l'étendard de l'opposition.

CHAPITRE XVIII.

Début des opérations sur la frontière des Pyrénées orientales. — Combat de Mas-d'Eu. — Prise du fort des Bains et de Bellegarde. — Affaire de Niel. — L'armée des Pyrénées-Occidentales battue à Sare, Andaye et Château-Pignon.

Le froid mépris avec lequel la convention passa à l'ordre du jour sur les représentations du roi d'Espagne, en faveur de Louis XVI, indiquait assez qu'elle n'appréciait point tous les inconvénients de grossir la coalition, en forçant ce souverain à y entrer, pour ainsi dire malgré lui. Il eût fallu en effet que Charles IV fit preuve d'une politique bien profonde ou d'une grande abnégation de ressentiment personnel, pour ne pas prendre une attitude hostile, à la suite de l'insulte que lui fit Danton dans la séance du 17 janvier. Après avoir témoigné son indignation contre ce qu'il nommait l'audace du gouvernement espagnol, cet ardent révolutionnaire s'écria : « Les vainqueurs de Jemmapes retrouveront, *pour exterminer tous les rois de l'Europe*, les forces qui les ont déjà fait vaincre : si l'on suivait mon avis, on déclarerait la guerre à l'Espagne sur-le-champ, ne fût-ce que pour la punir de cette démarche. »

Son vœu ne tarda pas à s'accomplir; cette déclaration eut lieu le 7 mars, et fut accompagnée d'un manifeste aussi dénué de griefs que rempli d'expressions outrageantes pour le cabinet de

Madrid. Charles IV fut donc obligé de relever le gant, et de se mettre en état de défense.

Cette guerre, à laquelle le ministère n'était que faiblement préparé, commençait sous de mauvais auspices. Avec les revenus du Pérou, le trésor était vide; les armées de terre et de mer, réduites au-dessous de l'état de paix, manquaient de bien des choses nécessaires pour entrer en campagne. Afin de faire face aux dépenses d'armement, il fallut recourir à un emprunt et à un appel au patriotisme des trois ordres de l'État. La guerre n'aurait point eu l'assentiment national, sans les excès de la révolution, et surtout sans les atteintes qu'elle porta au clergé. Plus puissant que le trône et la noblesse, possédant bonne partie des richesses existantes en Espagne, cet ordre y a toujours dicté des lois à l'aide de la multitude; il exerce sur elle une influence absolue, autant par fanatisme que par la force des habitudes, ou même quelquefois à force d'argent.

Excités par les rapports des émigrés qu'ils regardaient comme autant de victimes de leur attachement au roi et à la religion, les Espagnols de toutes les classes donnèrent bien quelques marques de générosité et de dévouement : mais dans une lutte contre une nation de 30,000,000 d'hommes qui venait de renverser le trône, et sapait ouvertement les autels, ce n'étaient pas les dons partiels d'un clergé avare, ni les efforts de l'archevêque de Saragosse pour métamorphoser quelques centaines de mendiants en soldats, ni ceux de trois à quatre grandes familles pour lever une poignée de volontaires, qui pouvaient assurer la victoire à l'Espagne. Une force de 80 à 100,000 hommes, habilement dirigée, eût été nécessaire pour prendre l'offensive, et remplir le but qu'on espérait atteindre par la guerre, en franchissant dès le mois d'avril les Pyrénées, et poussant jusqu'à la Loire. L'armée espagnole, bien loin de présenter un état semblable, et ne comptant pas plus de 40,000 hommes, disséminés sur ses frontières, semblait à peine suffisante pour les couvrir.

Mais si le ministère castillan annonçait, par l'insuffisance de ses préparatifs, qu'il n'avait jamais eu le projet d'une injuste agression, le gouvernement qui lui avait indiscrètement déclaré la guerre, ne prenait pas de meilleures mesures pour se ménager des succès. Le décret du mois d'octobre 1792 portant formation d'une armée destinée à surveiller les Pyrénées et les côtes, depuis le lac de l'Abeille jusqu'à Aigues-Mortes, et depuis la pointe de Cabestan jusqu'à l'embouchure de la Gironde, ne fut qu'une précaution illusoire par le délabrement des places frontières, par l'épuisement et l'éloignement du petit nombre de régiments de ligne désignés pour la composer.

Dubois-Crancé, dans son discours du 24 janvier, dont nous avons donné le résumé au chapitre XIII, avait bien proposé d'affecter 40,000 combattants à la défense de cette frontière; mais, indépendamment que ce nombre était insuffisant, il fallait attendre les effets de la levée à peine décrétée, car il n'existait pas 25,000 hommes d'anciennes troupes dans tout le Midi.

L'ex-ministre Servan commandait ce noyau d'armée : on s'était promis beaucoup du zèle et de l'activité de ce général; cependant à moins de miracles, il paraissait impossible qu'il obtînt la supériorité sur ses adversaires; la cavalerie, l'artillerie et les charrois manquaient également de chevaux; les troupes de chaussure, de capotes et d'effets de campement; les magasins et les ambulances étaient dépourvus des denrées et des effets les plus indispensables. Tout était à former; et le général qui avait déjà perdu la confiance de la faction dominante, contrarié dans toutes ses opérations par des agents sans pouvoirs pour le bien, ignorants ou malintentionnés, s'aperçut que la place qu'il avait choisie pour être à l'abri des vexations des démagogues, entraînait avec elle une responsabilité effrayante.

Malgré les dégoûts dont il était abreuvé chaque jour, il parvint à réunir vers la fin d'avril, environ 8,000 hommes entre la Nive et la Nivelle, et autant devant Perpignan; c'était avec ces faibles corps que le conseil exécutif le pressait d'ouvrir la campagne. Il faut convenir toutefois que la facilité de lever des gardes nationales, et les contingents des 300,000 hommes allaient bientôt tripler ces moyens, et on s'en promettait d'autant plus de succès que les bataillons de l'Ariége, des Hautes et Basses-Pyrénées, comptaient parmi les meilleurs soldats de la république. Les départements de la Gironde, la Dordogne, l'Hérault, l'Aude organisaient à l'envi plusieurs corps, et la France n'eût

pas tardé à être sans inquiétude sur cette ligne, si les événements de l'intérieur n'avaient contraint à changer la destination d'une partie de ces forces.

Avant de rapporter les entreprises formées de part et d'autre, il convient de jeter un coup d'œil sur cette frontière qui devint, pendant trois ans le théâtre de combats si sanglants (1).

La chaîne des Pyrénées, depuis la Méditerranée jusqu'à l'Océan, est sur une ligne de plus de cent lieues, généralement d'un tiers plus basse que celle des Alpes; le centre en est naturellement la partie la plus élevée, puisque là, remontent les têtes de grandes vallées de la Garonne, de l'Ariége, de l'Adour, de la Sègre, de la Noguera (2).

Depuis Mont-Louis jusqu'aux source du Gave d'Oléron, la hauteur varie de 7 jusqu'à 10,000 pieds au-dessus du niveau de la mer. Des deux côtés elle tombe en pente successive vers l'Océan et la Méditerranée; sa coupe verticale figurerait en profil une espèce d'amphithéâtre, dont les différents échelons auraient depuis 8,000 pieds jusqu'à 2,000, hauteur moyenne des contre-forts parallèles au golfe de Fontarabie. Vers la montagne de Haussa, à la tête de la vallée de Bastan, la chaîne contourne le cours de la Bidassoa, jusqu'aux cols de Zubietta et de Haya, où elle touche le plus près au golfe de Biscaye : elle se rejette de là vers le sud pour courir par Montdragon et Reynosa, jusqu'à la hauteur de Lugo, en Galice; laissant entre ses sommets et l'Océan, un versant qui forme les provinces de Biscaye et des Asturies. A partir de Montdragon son élévation s'accroît de nouveau depuis 3,000 pieds jusqu'à 7 et 9,000, hauteur approximative des neiges qui couronnent les montagnes de Léon.

Ce grand corps de la chaîne principale est aride, rocailleux, abrupte, couvert de loin en loin de glaciers; mais les contre-forts qui longent les différents cours d'eaux qui en découlent, étant beaucoup moins élevés, sont couverts d'une riche végétation, et forment des vallées riantes et pittoresques, dont la population est généralement belle, agile et vigoureuse, principalement du côté de la France.

Mais, si les cimes de la chaîne Ibérique sont un peu moins élevées que celles des Alpes, les cols sont généralement plus difficiles.

La profondeur de la première qui s'étend jusqu'au milieu du Languedoc d'un côté, et au centre de l'Aragon et de la Navarre de l'autre, en augmente d'ailleurs les difficultés, et rend les communications transversales impossibles.

Les pendants des Pyrénées, du côté de la France, s'adoucissant aux deux extrémités, vers Perpignan et Bayonne, ouvrent ainsi des débouchés naturels en Espagne.

Les Pyrénées orientales sont percées par cinq communications principales.

1° Celle de Collioure, par le col de Baniols à Pélérada ou Roses;

2° Celle de Bellegarde au col de Pertus et Figuères, qui est la meilleure;

3° De Praz de Mollo, Villefranche et Mont-Louis à Camprédon;

4° De Mont-Louis et de Villefranche à Ripoll;

5° Enfin, la route de la Sègre, de Mont-Louis sur Urgel, Pons ou Solsona; cette dernière, coupée d'éternels défilés, n'est bonne que pour l'artillerie de montagne.

La route transversale qui longe la Tet, se rend de Puycerda par Mont-Louis et Villefranche à Perpignan; celle du Tech va de Campredon par Pratz de Mollo et le fort des Bains à Elne.

A partir de Mont-Louis et de la vallée de la Sègre que nous comprenons encore dans la droite, le centre de la chaîne ne contient jusqu'à Oléron que des sentiers impraticables aux armées, et traversant à chaque pas les cols qui coupent ses diverses inflexions; l'un conduit de la vallée d'Aran à celle de la Noguera vers l'est, un autre part de la vallée d'Aure à celle de la Bielsa. Les cols qui conduisent à Barrége ou Tramesaigne ainsi que ceux qui vont de Pau à Jacca, par le val d'Osseau et le port d'Ançon, enfin ceux qui, d'Oléron vont

(1) Il n'existe malheureusement aucune bonne carte de la Péninsule; celle des Pyrénées, par Roussel, est la moins mauvaise.

Les militaires doivent faire des vœux pour voir bientôt paraître celle du colonel Bory de Saint-Vincent, qui bien qu'elle soit sur une fort petite échelle, est parfaitement figurée.

(2) On a omis d'indiquer, dans la description de la chaîne des Pyrénées, les deux cartes que nous donnons de ce théâtre de la guerre, sous les n° 3 et 3 *bis*.

(*Rectification de* 1840.)

par la vallée d'Aspe et de Caufranc sur celle du Gallego et Jacca, ne sont également bons que pour de l'infanterie; le dernier est le moins mauvais.

La ligne des Pyrénées occidentales offre quatre débouchés. De Navareins, on monte vers Otchagavie et Lecumbery, pour descendre ensuite par les vallées de Salazar ou de Roncevaux sur Sangueza : ces routes ne sont frayables que jusqu'à une certaine distance des montagnes où elles ne deviennent bonnes que pour les muletiers.

De Saint-Jean-Pied-de-Port, une route passable conduit par Orisson, Château-Pignon, et Roncevaux à Pampelune; une autre mène dans la vallée de Bastan par celle de Baygorry et des Aldudes.

Enfin, de Bayonne partent deux routes de communication dans la vallée de Bastan, et la superbe chaussée de France à Madrid. La grande chaîne s'éloignant de la mer vers le mont Haussa, comme on l'a déjà remarqué, tombe par contre-forts jusqu'au golfe de Fontarabie; et les eaux de la rivière d'Orio, courant parallèlement à la route de Bayonne à Vittoria, dessinent des pentes douces, qui élèvent ce chemin insensiblement jusque vers Villafranca; mais ici la route grimpe sur les sommités principales par Bergara et Montdragon pour redescendre ensuite dans les plaines de Vittoria; cette chaussée est une des plus belles de l'Europe, ce qui n'est pas étonnant, car le royaume n'en ayant que quatre, on a pu réunir d'assez grands moyens pour les rendre parfaites.

La partie orientale de la chaîne a pour barrière du côté de la France, Collioure, Port-Vendre et le fort Saint-Elme, qui ne forment qu'un même système; Bellegarde, le fort des Bains, Pratz de Mollo, et Mont-Louis, en première ligne : Perpignan, le fort de Salces, et Villefranche en seconde. L'emplacement de Mont-Louis est remarquable, il se trouve au point culminant où se rattachent les vallées de la Sègre, du Ter, du Tech et de la Tet qui se versent à la Méditerranée, de l'Aude qui court en remontant au nord-est, de l'Ariége qui va par la Garonne à l'Océan.

L'Espagne, de ce côté, est bien mieux partagée en défenses de l'art; on y trouve la Seu d'Urgel, les forts de Campredon et de Castel-Follit, comme postes avancés; les forteresses de Figuères et de Roses en première ligne; Gironne et Ostalrich en seconde; Barcelone, place maritime et grand dépôt en troisième. Au débouché de la vallée de la Sègre on rencontre encore Balaguer, Lérida et Mesquinenza; la dernière de ces places est peu de chose; la seconde, sans être fortifiée bien régulièrement, devient par son site et les difficultés locales, un poste avantageux; pénétrant plus avant, on rencontre enfin Taragone et Tortose qui présentent une quatrième ligne.

Les débouchés occidentaux étaient fermés vers la France par Bayonne, qui avait, comme vedette, sur la Bidassoa, la redoute d'Andaye et le fort de Socoa; les mauvaises places de Saint-Jean-Pied-de-Port et de Navareins, situées plus à gauche, couvraient les vallées de l'Adour et de la Nive. L'Espagne présentait en première ligne les places de Fontarabie, Saint-Sébastien, Jacca et Pampelune.

C'est une question discutée depuis longtemps, et non encore résolue, de savoir quelle est la ligne d'opération la plus favorable pour pénétrer de France en Espagne. Sans avoir fait une reconnaissance particulière de chacune d'elles, nous n'hésitons pas, après la lecture des Mémoires rédigés par les militaires les plus distingués des deux nations, à donner la préférence à celle de l'ouest. Toutes les deux, à quelques avantages, réunissent de graves inconvénients; celle de l'ouest semble meilleure, en ce que Pampelune, Fontarabie et Saint-Sébastien une fois forcés, on peut déboucher en toute sûreté sur les plaines de Vittoria et la vallée de l'Èbre. Il ne faut pas se dissimuler toutefois, que le golfe de Biscaye resserrant la route près du débouché d'Irun, il y aurait du danger à courir en Castille, en laissant sur son flanc droit l'ennemi maître de la Biscaye, des Asturies et de la Galice; car il se verrait en position de venir fermer ce cul-de-sac, à moins qu'un corps considérable et proportionné au danger ne s'établît à Bilbao et Valmaseda, pour couvrir les communications de l'armée.

Aux Pyrénées orientales, il faut s'attendre à franchir une triple ligne de places, et à combattre une population belliqueuse, brave et opiniâtre. Si on était entièrement maître de la mer, une invasion par le Lampourdan sur Roses, Palamos et Barcelone offrirait peut-être quelques chances; cependant il est incontestable qu'une opération par la Cerdagne et la vallée de la Sègre sur Pons et

Cardonna, ou par Campredon et Ripoll sur celle du Ter, serait beaucoup plus dans les principes de la stratégie, surtout dans le cas où l'on se trouverait en mesure de prendre une offensive soutenue. L'embarras des vivres est l'obstacle le plus terrible à cette guerre, parce qu'en vexant les habitants du pays pour s'en procurer, on les soulève nécessairement. Un service régulier de magasins, ne pouvant se faire qu'à dos de mulet, deviendrait très-incertain, et presque impossible à la distance de plusieurs marches des dépôts : il ne suffirait pas même pour donner le temps de franchir les défilés avec une armée un peu considérable, dans l'espérance de s'alimenter ensuite par le pays dès qu'on déboucherait en plaine. Si cela put se faire au Saint-Bernard, en 1800, il faut se rappeler que la chaîne des Alpes est bien moins profonde, et que les magasins portés par le lac de Genève jusqu'aux confins du Valais, ne laissaient à franchir que l'espace entre Martigny et Aoste. Les Anglais n'ont eu tant de facilités dans les dernières campagnes de la Péninsule, que parce qu'ils se basaient sur la mer ; qu'étant auxiliaires des autorités du pays, ils en obtenaient tous les secours, et que leur armée, peu nombreuse, plus facile à approvisionner, payait encore régulièrement les fournitures qui lui étaient faites.

Enfin, nous pensons que dans une guerre ordinaire de cabinet à cabinet, et avec des armées de 50 à 60,000 hommes, un général habile parviendrait à vaincre les obstacles qu'offrent les deux lignes ; que le parti maître de la mer aurait des avantages à ne pas trop éloigner ses opérations des côtes, et que l'adversaire, au contraire, doit baser de préférence toutes les siennes sur l'extrémité opposée : et si l'on objecte que les Français ne sauraient préférer les mauvaises routes de Sanguessa et de Pampelune, à la magnifique chaussée de Tolosa, malgré la situation plus stratégique des premières ; il est du moins incontestable qu'ils doivent s'en assurer comme d'une ressource de retraite, si la grande communication venait à être perdue par un revers inattendu. Avec les forces nécessaires pour établir le corps d'observation mentionné, nous ne balancerions donc pas à donner la préférence à cette ligne d'opérations.

Les Espagnols voulant pénétrer en France, trouvent, au contraire, dans la ligne de l'est, le même avantage que leurs adversaires auraient rencontré du côté opposé. Les armées castillannes auraient, à la vérité, le même inconvénient en débouchant du défilé d'Irun ou de Perpignan ; c'est-à-dire, de se voir contraintes à diviser leurs forces pour faire face à Pau et à Bordeaux d'un côté, à Perpignan, Narbonne, et Toulouse de l'autre. Sur un théâtre de guerre pareil, une armée qui s'éloignerait beaucoup de la seule gorge par où elle communique avec ses provinces, s'exposerait en cas d'échec à de sanglants désastres : la marche de Wellington en 1814 en eût fourni la preuve, si l'esprit national des Français eût été alors ce qu'il fut en 1793.

Du côté du Roussillon le pays est meilleur qu'à l'ouest, puisqu'en débouchant de Bayonne on se traîne ici pendant 60 lieues dans des landes incultes, où une armée stationnaire éprouverait de grands obstacles ; les bouches de la Gironde et de la Dordogne offre également, à la marche victorieuse d'une armée, des difficultés majeures qu'elle ne rencontrerait point dans le bas Languedoc ou le Roussillon. D'ailleurs, l'Espagne avait quelques prétentions à faire renaître sur cette dernière province, et une acquisition de territoire, même contre les intérêts les plus évidents, fait toujours plaisir à de médiocres conseillers tels que le duc d'Alcudia.

Guidé sans doute par ces différentes considérations, comptant sur l'état de dénûment de cette frontière, et peut-être même sur les partisans dont les émigrés le flattaient de grossir ses rangs, le cabinet d'Aranjuez résolut de pénétrer en France par Perpignan, et de se tenir sur la défensive en Navarre et dans la province de Guipuscoa. Le général Caro avec 8,000 hommes de troupes réglées, et 9 à 10,000 de milices, fut chargé de couvrir la ligne de Pampelune à Saint-Sébastien ; 4 à 5,000 furent mis sous les ordres du prince de Castel-Franco pour garder l'Aragon, et servir de réserve ; 20 à 25,000 sous le lieutenant général Ricardos. formèrent ce qu'on nomma l'armée de Roussillon.

Tout en pressant le général Servan de prendre l'initiative de l'attaque, le conseil exécutif n'avait arrêté aucun projet de campagne : ainsi des deux côtés on se faisait plus de menaces que de mal ; c'était un échange d'injures qui témoignait assez

l'impuissance des deux partis, et dont les résultats commerciaux et maritimes étaient toutefois plus à craindre que ceux de la guerre dans les montagnes.

Servan crut sans doute devoir suppléer à l'insouciance du ministère ou des meneurs de la convention. Indépendamment du projet rédigé par ce général, en 1792, pour pénétrer en Espagne sur tout le front de la chaîne, en partant à la fois de Perpignan, de la vallée d'Aran, de Saint-Jean-Pied-de-Port et de Bayonne, Grimoard lui suppose le même dessein, lorsqu'il fut question d'entrer en campagne au mois de mars 1793. Il avait établi, en effet, son quartier général à Toulouse et porté la brigade Sahuguet à la tête de la vallée de Vielle, d'où elle expulsa l'ennemi le 31 mars.

On observera que dans les circonstances un tel projet était aussi impraticable que peu conforme aux principes de l'art.

S'engager avec une petite armée au sein d'une nation guerrière, à travers des chemins accessibles pour les seuls muletiers, et sans artillerie, semble une incursion voisine de la folie. A la vérité, le passage du Saint-Bernard par l'armée de réserve nous a accoutumés aux miracles, et autorisés à croire à la possibilité de ces entreprises. Toutefois, les circonstances n'étaient pas les mêmes; la chaîne italique est moins profonde; les magasins transportés par eau jusqu'au pied des monts, permettaient d'ailleurs de compter sur l'approvisionnement des troupes jusque dans la plaine du Piémont; on avait en Italie plus de partisans que d'ennemis; et aucun corps organisé ne se trouvait en position de menacer la retraite; tandis qu'arrivé sur le Pô, Napoléon coupait entièrement celle de Mélas. Mais pénétrer en Aragon, ayant derrière soi 40 lieues de défilés horribles; laissant sur son flanc gauche les nombreuses places de Catalogne soutenues d'une population belliqueuse; et sur sa droite la Navarre occupée par un corps considérable; c'eût été une entreprise d'autant plus hasardée, que Servan n'était pas un Bonaparte, que l'Espagne n'est pas une puissance à mettre en parallèle avec la Lombardie; enfin, que les Catalans et les Aragonais pensaient bien différemment que les Italiens.

En vain dira-t-on que pour faciliter le passage de l'artillerie et des convois, il fallait imiter l'exemple d'Annibal, frayant à ses éléphants un passage dans les Alpes à mesure qu'il avançait; nous ne croyons pas que les travaux des Carthaginois eussent convenu aux soldats de 1793, et c'eût été se donner un embarras fort inutile, tandis qu'on avait les belles routes de Perpignan, de Pampelune et de Tolosa. Pour preuve de ces vérités, on remarquera que jamais dans les dernières guerres d'Espagne, Napoléon ne songea à porter des corps de troupes considérables sur cette ligne du centre; et s'il en avait conçu l'idée, ce n'eût été qu'après la soumission de la majeure partie de la Catalogne et de l'Aragon, lorsqu'il ne s'agissait plus d'une manœuvre en face de l'ennemi, mais d'une simple marche dans l'intérieur de la ligne, exécutable sans matériel. Quittons au surplus ces digressions secondaires, et revenons aux opérations des armées.

Informé que le noyau de l'armée française se trouvait dispersé dans les vallées et qu'aucune des places fortes du Tech n'était suffisamment approvisionnée, Ricardos croyant le moment propice de mettre à exécution le plan de sa cour, résolut de faire une trouée entre Bellegarde et le fort des Bains, de couper tous les détachements épars sur la frontière, et de marcher derrière les places sur Perpignan. Le 15 avril, après avoir masqué Bellegarde et confié la garde du col de Baniols et des débouchés de la Cerdagne à des milices catalanes, il dirigea le maréchal de camp Escoffet de Massanet sur Saint-Laurent de Cerda, dont il chassa, le 17, un bataillon de volontaires du Gers à l'aide des habitants.

Cette petite colonne, renforcée par quelques troupes aux ordres du major général La Union, s'empara le lendemain d'Arles, que le détachement repoussé de Saint-Laurent et quelques habitants firent mine de défendre.

A la nouvelle de l'apparition de l'ennemi, le vieux général Lahoulière, qui commandait à Perpignan, ordonna au général Willot de se porter au-devant de lui avec 500 hommes de troupes de ligne et mille volontaires (1). La rencontre des deux

(1) Il y eut probablement deux Willot, car au combat du 23 avril, livré en avant de Bayonne, on trouve un chef du 5e bataillon léger du même nom, qui fut élevé ensuite au grade de général, et arrêté au mois de septembre à l'armée des Pyrénées-Occidentales.

partis eut lieu le 20 avril, entre la ville de Ceret et le Tech. Les Espagnols acculèrent au pont les volontaires peu aguerris et mal commandés, leur enlevèrent 4 pièces de canon, et n'en auraient pas laissé échapper un seul, si le colonel Sauret, avec un bataillon de Champagne, ne leur eût imposé par sa bonne contenance.

Cet échec porta l'alarme et le trouble dans Perpignan; rien n'y était encore préparé pour la défense. Les délégués de la convention, qui venaient d'y arriver, la déclarèrent en état de siége, et mirent en activité les travaux qui auraient dû l'être depuis six mois. Willot, auquel les volontaires attribuèrent leur défaite, fut emprisonné, et l'on fit un appel à tous les départements du Midi pour accourir à la défense de la frontière menacée. Si Ricardos, mieux informé de l'état des choses, se fût présenté avec 10,000 hommes devant Perpignan, il est probable que ce boulevard lui eût ouvert ses portes; heureusement, il n'avait encore pu réunir que la moitié de ses forces, par les entraves que rencontraient toutes les dispositions d'un gouvernement sans fermeté; privé d'ailleurs de son artillerie qui n'avait pu suivre la marche dans les Pyrénées, il crut prudent de se frayer avant tout une communication avec sa base, en perçant, à travers le col de Porteil, un chemin praticable pour le canon jusqu'à la route de Figuères. Les mauvais temps le surprirent bientôt dans cette occupation et lui enlevèrent le fruit de ses succès.

Cependant le comité de salut public, instruit par ses commissaires, que l'Espagne, malgré sa faiblesse, menaçait d'envahir les départements du Midi, jugea nécessaire de créer deux armées dans les Pyrénées, et renonça, on ne sait trop pourquoi, à les laisser sous le commandement d'un même chef. Chacune d'elles eut un état-major particulier; Servan, quoique dénigré par la faction jacobine, conserva le commandement de l'armée des Pyrénées-Occidentales, et le général Flers revenu de l'expédition de Hollande, après avoir échappé à la proscription prononcée contre tous les officiers de l'état-major de Dumouriez, prit le commandement aux Pyrénées orientales.

Le premier soin du nouveau général en chef fut de couvrir Perpignan avec la poignée de troupes qu'il avait sous la main. Un corps d'élite de 5 bataillons et 400 chevaux fut établi sous le général Dagobert à deux lieues de la place, dans la presqu'île du Rat, la droite appuyée à la métairie de Mas-d'Eu, la gauche à des ravins profonds; de gros détachements, placés à Thuir et à Elne, assuraient la communication de Perpignan avec Villefranche et Collioure; 8 bataillons de volontaires achevèrent leur organisation dans des cantonnements sur la rive gauche de la Gly. Cette position, bien qu'elle barrât le chemin aux Espagnols, semblait hasardée.

Ricardos informé, en effet, qu'elle n'était que faiblement gardée, ayant reçu au milieu de mai des renforts qui portaient son armée à 18,000 combattants, résolut d'en chasser les républicains. Après avoir laissé 4 à 5,000 hommes, en observation devant Bellegarde et le fort des Bains, il se porta avec 12,000 hommes dans la nuit du 18 au 19 mai de Ceret au Boulou, d'où il se proposait de se diriger sur Thuir à l'extrême droite : l'apparition de ses colonnes ayant donné l'éveil au camp, et cette attaque ne pouvant s'effectuer que par une marche de flanc dangereuse, il se détermina à diriger ses efforts contre la position de la manière suivante :

Le duc d'Ossuna, avec 4 bataillons de gardes espagnoles, la brigade de carabiniers royaux, le régiment de l'Infante et 6 pièces, tournant le village de Mas-del-Conte, fut chargé d'assaillir celui de Mas-d'Eu en flanc ; le maréchal de camp Villalba d'attaquer le centre avec 4 bataillons et 6 bouches à feu; le lieutenant général Courten d'aborder la droite avec 8 bataillons de gardes wallonnes, 14 escadrons et 6 pièces de campagne. Le général Dagobert, voyant que l'effort de l'ennemi menaçait sa droite, la renforça et se tint prêt à le recevoir sur tous les points. La canonnade s'engagea à cinq heures du matin, et se soutint jusqu'à huit. Ricardos, voulant y mettre un terme, prit la gauche de sa cavalerie et manœuvra pour tourner les batteries de la droite; mais obligé de défiler dans un ravin plongé par elles, leur feu jeta du désordre dans ses escadrons. Trop pressé de les poursuivre, Dagobert dégarnit sa gauche et la laissa exposée aux coups du duc d'Ossuna, qui pénétra dans le camp par Mas-d'Eu : tandis que la droite, écrasée à son tour par 14 bouches à feu qui protégeaient le déboucher de la cavalerie, n'avait que le temps de se former en carrés pour en repousser les charges.

En vain Dagobert voulut empêcher sa formation, en ordonnant à 300 gendarmes de la charger, ils lâchèrent pied sans avoir croisé le fer, entraînant une partie de l'infanterie dans leur déroute. Le général en chef, accouru de Perpignan avec un renfort de 1,200 fantassins ne les rallia pas sans peine sur la hauteur de Terrat de Vaqui; sa présence ranima le combat sans en tourner les chances : les Espagnols étant déjà maîtres du camp, on se battit jusqu'à la nuit. Alors, seulement, épuisés de leurs longs efforts, sourds à la voix de leurs chefs, les Français se débandèrent et s'enfuirent à Perpignan, abandonnant à l'ennemi leur artillerie et tous les effets de campement : heureusement que le terrain et l'obscurité lui cachèrent le désordre qui régnait dans la place, car cette nuit même il y serait entré. La garnison frappée d'une terreur panique, ferma non-seulement les portes aux fuyards, elle les mitrailla encore longtemps, les prenant pour Espagnols.

Après une victoire complète, tout conviait Ricardos à tenter un coup de main sur Perpignan, qui était loin de se trouver en état de défense; il se retira, au contraire, au Boulou dans l'intention d'y attendre la réduction de Bellegarde et des autres places du Tech. Flers rallia les débris de son petit corps, et après l'avoir renforcé de quelques nouveaux bataillons de volontaires, vint prendre position sur le revers de la colline de Mas-del-Conte où il se retrancha.

Le siége du fort des Bains n'était pas une entreprise majeure, Le peu de capacité de ce fort ne le rendait pas susceptible d'une longue défense : une canonnade de quelques heures le fit tomber. Sa garnison, forte de 350 hommes, fut prisonnière : la reddition de ce poste entraîna celle de Pratz-de-Molo qui se rendit sur simple sommation. La conquête de Bellegarde était plus difficile, et demandait un siége en règle. Cette place, bloquée depuis les premiers jours de mai, renfermait 1,200 hommes commandés par le colonel Boisbrulé qui paraissait disposé à faire son devoir. Ricardos n'employa pas moins de 12,000 hommes pour la réduire, et confia la conduite des travaux à un officier français sous l'inspection du général d'artillerie Cagigal. Le siége fut poussé avec vigueur, et Boisbrulé ne se démentit pas; après avoir soutenu vingt jours de tranchée ouverte, et vu démonter 42 bouches à feu sur 50 qui étaient en batterie, bien qu'il n'y eût pas encore brèche au corps de place, il capitula le 25 juin, de l'avis de ses compagnons d'armes : la garnison, réduite à 900 hommes, obtint les honneurs de la guerre, et fut conduite en Espagne.

La perte de cette place, en faveur de laquelle Flers ne fit qu'une tentative infructueuse, plongea la ville de Perpignan dans le plus grand découragement. On y disait que l'armée française était hors d'état d'arrêter un jour la marche de l'ennemi, et ce bruit, propagé par la malveillance, excitait la défiance des délégués de la convention contre le général en chef, qu'ils accusaient tour à tour de pusillanimité, de trahison.

Celui-ci poussé à bout, n'osant attaquer le corps campé à Boulou, avec des troupes neuves et si difficiles à conduire, se disposait à marcher par Thuir sur les derrières de son adversaire, pour intercepter ses convois, lorsque le comte de La Union s'empara d'Argelès, à la suite d'un léger combat, et le contraignit à rester dans son camp, de peur d'être lui-même coupé de Perpignan.

Au moment où La Union prenait poste à Argelès, Ricardos voulant resserrer Saint-Elme, Port-Vendre et Collioure, détacha le maréchal de camp Oquendo vers le Puigoriol, l'une des Albères qui domine ces trois places; cette tentative échoua par la valeur et l'intelligence d'un officier de Médoc qui s'y défendit avec 2 compagnies de volontaires et 2 pièces. Cet échec, peu important en lui-même, eut cependant un résultat fâcheux pour les Espagnols, puisqu'il empêcha le débarquement des vivres et des munitions qu'une escadre mouillée dans les eaux de Collioure, devait effectuer le lendemain.

A ce petit échec près, tout avait réussi aux Espagnols au delà de leurs espérances; cependant, ces avantages ne rendirent pas leur général plus entreprenant. Voyant que Flers s'obstinait à garder le camp de Mas-de-Roz, il n'osa l'attaquer de vive force, et essaya de l'en déloger en saignant et détournant les ruisseaux qui l'abreuvaient. Ces pitoyables moyens n'amenant aucun résultat, Ricardos fit pendant quinze jours une guerre d'avant-postes très-vive qui ne servit qu'à aguerrir les volontaires français.

Cette espèce de stagnation si favorable à leur instruction ne l'était pas de même au général en chef. Les représentants du peuple Fabre et Gaston argumentaient vivement sur les précautions prises et à prendre pour mettre le département des Pyrénées-Orientales à l'abri d'invasion; sommé par eux de déclarer s'il comptait arrêter l'ennemi dans sa position, s'il avait couvert la route de Perpignan à Narbonne, enfin s'il avait prévu tous les accidents qu'entraînent une retraite précipitée, Flers leur répondit dans un accès d'humeur et d'ennui que sa position étant bonne, il attendait avec sécurité l'ennemi, mais qu'il ne pouvait prévoir les événements; que si chacun était déterminé comme lui à combattre jusqu'à l'extrémité, il avait tout le temps de songer à la retraite.

Cette réponse ne calmant pas les commissaires craintifs et tracassiers, ils convoquèrent un conseil de guerre dans lequel la question de livrer Perpignan à ses propres forces, et de prendre position sur les hauteurs de Salces fut agitée. Tous les généraux, tremblants devant les représentants, opinèrent pour abandonner le camp de Mas-de-Roz; Flers seul s'opposa à cette mesure pusillanime, dont le résultat eût livré Perpignan sous peu de jours aux Espagnols : les commissaires, forcés de se rendre à l'évidence de ses raisons, retirèrent leur proposition, honteux que celui qu'ils accusaient de faiblesse, montrât dans cette occasion, plus de fermeté qu'eux.

Sur ces entrefaites, l'armée ayant reçu 7 bataillons de renforts, Flers se disposa à célébrer l'anniversaire du 14 juillet par une attaque sur toute la ligne; mais dans le même moment Ricardos, convaincu de l'impossibilité de le déloger de vive force de sa position, méditait de l'en chasser par des manœuvres.

Effectivement, le 13 juillet, l'armée espagnole après avoir laissé un corps d'observation devant les places de Collioure et Port-Vendre, qu'une escadre de 14 voiles bloquait par mer depuis plusieurs jours, s'était ébranlée sur 3 colonnes. L'aile droite, aux ordres du lieutenant général Cagigal dans la direction de Niel, le centre conduit par le marquis de las Amarillas, et l'aile gauche commandée par le prince de Montforte sur les deux extrémités du village de Canhoës. Ces 3 colonnes s'élevaient à plus de 15,000 combattants; elles traînaient avec elles un train d'artillerie considérable.

Au premier avis de leur approche, les généraux Dagobert et Barbantane, rangèrent leur petite armée en bataille, derrière ses retranchements, et jetèrent en avant quelques centaines de tirailleurs, pour harceler la marche de l'ennemi. Ricardos qui s'était peut-être flatté de la surprendre, se couvrit de terre pendant que ses éclaireurs échangeaient des coups de fusil. Les trois journées suivantes se passèrent en escarmouches, et c'est ce qu'on a de la peine à concevoir. Puisqu'on s'était ébranlé dans l'intention de manœuvrer, il fallait masquer le camp des républicains par une division, derrière laquelle les deux autres eussent filé en toute sécurité, pour passer la Tet à Millas, et se rabattre brusquement sur le Vernet ou Rivesalte. S'amuser à une petite guerre et se retrancher, c'était prévenir Flers qu'il allait être incessamment attaqué, et l'engager à renforcer son camp de toutes les troupes disponibles aux environs de Perpignan. On a prétendu qu'on ne pouvait se dispenser de reconnaître la position; mais tous les militaires conviendront qu'il ne faut pas trois jours pour reconnaître 12,000 hommes.

Quand le général espagnol eut bien examiné le terrain et l'emplacement de l'armée française, il forma son plan d'attaque. Une étude aussi approfondie que celle qu'il venait de faire de l'un et de l'autre, autorisait à penser qu'il en aurait saisi parfaitement toutes les dispositions; mais il n'en fut rien : Ricardos voulant trop s'étendre pour envelopper le petit corps français essuya le revers le plus honteux.

L'attaque eut lieu le 17 juillet, sur 5 colonnes; celle de droite, forte de 2 bataillons de gardes espagnoles, reçut l'ordre de se porter par Poullestre sur Cabestani derrière la gauche du camp; le marquis de las Amarillas avec 4 bataillons fut chargé de l'attaque d'Orles, où il devait se rendre par Niel et Canhoës; la 3e colonne, formée de 2 bataillons de gardes wallonnes, et conduite par le lieutenant général Courten, devait se porter par Truillas et Thuir contre Pezillas. Toutes les troupes légères de l'armée, infanterie et cavalerie, soutenues de 2 escadrons de carabiniers royaux, composèrent la 4e colonne, que le maréchal de camp

Hernosa eut ordre de diriger de Hilles le long de la Tet jusqu'à Millas, où elle devait passer cette rivière, pour de là s'avancer sur Cornilla et Saint-Estève. Enfin, les compagnies d'élite des régiments de dragons et de grosse cavalerie furent réunies sous les ordres du major général La Union, pour se porter, aussitôt que les républicains seraient ébranlés, par Millas sur Rivesalte, afin de s'emparer du pont de la Gly, et de leur couper la retraite sur Salces. Une batterie de 21 pièces de gros calibre, et 1,500 travailleurs suivaient la 3e colonne qui devait faire effort contre la droite du camp, soutenue au besoin par celle de Hernosa. Le général espagnol s'imaginait n'avoir rien oublié de ce qui pouvait lui assurer le succès de son opération. Ses ordres semblaient parfaits; l'infanterie devait marcher aux retranchements l'arme au bras, en colonne par divisions à distance de peloton; il n'était permis qu'aux troupes légères de tirailler; chacune des colonnes avait un point de ralliement en cas de succès comme en cas d'échec.

D'abord l'attaque réussit; les avant-postes français furent repliés des hauteurs du Mas-de-Serres, où le lieutenant général Cagigal établit aussitôt la grande batterie; mais tel fut l'effet de l'isolement des colonnes qu'aucune ne put soutenir à temps la 3e, et diviser l'attention des républicains qui, calmes et attentifs derrière leurs retranchements, ne firent aucun faux mouvement et se prêtèrent un mutuel appui. Les tirailleurs wallons commençant à se répandre sur les hauteurs opposées au Mas-des-Jésuites, un demi-bataillon de la légion des Pyrénées leur tint tête jusqu'à ce que l'adjudant général Poinsot arrivât à son secours avec un bataillon et 2 pièces de 4; ces hauteurs dégagées, on découvrit toutes les colonnes ennemies, et l'artillerie de la légion sema alors la mort et le ravage dans celles qui défilaient à sa portée.

Cependant le chef de brigade Lamartillière ayant mis en action la grosse artillerie du camp, foudroya en peu d'heures la grande batterie du Mas-de-Serres. Cagigal ayant eu plus de moitié de ses pièces démontées, jugea prudent de retirer les autres, et n'en vint à bout qu'à force de bras. Dès que ce point important fut évacué, les Français y amenèrent 4 pièces, qui firent un feu très-vif contre les colonnes ébranlées. Cette canonnade augmentant de moment en moment son intensité, Ricardos ne voulut point hasarder l'assaut, et donna l'ordre de la retraite : à peine fut-elle prononcée, que Dagobert s'élance hors du camp à la poursuite, avec l'infanterie qui se trouve sous sa main : son adversaire, pour l'arrêter, prescrit à La Union de le couvrir avec sa cavalerie. Dagobert dirige aussitôt contre elle ses pièces de bataillon, mais leur effet ne répondant pas à son ardeur, il ordonne à une brigade d'infanterie de charger ces escadrons à la baïonnette. Ses ordres furent mal exécutés : le premier échelon lâcha pied et entraîna dans sa fuite ceux qui devaient le soutenir. Le comte de La Union saisit l'à-propos et fondit sur la brigade ébranlée, la mit en déroute et s'empara pour un moment de son artillerie. En vain Dagobert tente de la rallier sous la protection de la gendarmerie : celle-ci abordée à son tour ne peut soutenir le choc des Espagnols qui la ramènent sur les hauteurs de Mas-de-Serres, où elle se rallie à gauche de la 1re brigade de la division Barbantane. Cet incident ne changea pas néanmoins les chances du combat. Le général en chef et Barbantane, après avoir harangué cette troupe, se mirent à sa tête et fournirent une charge si furieuse, que l'ennemi en fut culbuté et laissa 100 cavaliers sur place. Alors le canon de la réserve et le feu des grenadiers précipita sa retraite dans le camp de Niel.

Telle fut la célèbre journée du 17 juillet, dans laquelle l'armée espagnole, bien supérieure à l'armée française, après avoir rompu le centre de celle-ci, fut battue pour avoir maladroitement divisé ses forces. Ce serait une grande erreur de juger son importance par les trophées recueillis sur le champ de bataille; elle produisit, à l'égard des Espagnols, l'effet que dans la campagne précédente Valmy avait opéré sur les Prussiens, et Jemmapes sur les Autrichiens; elle rabattit leur orgueil et leur inspira plus de circonspection, en même temps qu'elle accrut la confiance et l'ardeur belliqueuse des jeunes volontaires des départements voisins.

Le lendemain de cette affaire les Espagnols renonçant à l'offensive, rentrèrent dans le camp du Mas-d'Eu, où nous allons les laisser pour rendre compte des opérations qui eurent lieu vers les Pyrénées occidentales.

Un simple coup d'œil sur la carte fait voir que les cinq débouchés de France en Espagne à l'ouest, dont nous avons parlé plus haut, sont renfermés dans un espace de 12 lieues : pour les masquer avec 15,000 hommes, Caro sentait l'urgence de raccourcir sa ligne et d'en appuyer la gauche à la mer sur les hauteurs d'Urugne, la droite à Château-Pignon, en avant de la montagne d'Atabiscar à droite du val Carlos; mais attendu que pour prendre cette ligne, il eût été nécessaire de déloger préalablement les Français de ce poste et des hauteurs qui dominent Saint-Jean-de-Luz, le ministère, fidèle jusqu'au scrupule au plan qu'il avait adopté, prescrivit à son général de garder la ligne de la Bidassoa, de peur qu'il ne fût entraîné dans des affaires désavantageuses. Les Espagnols formèrent donc vers la mi-avril un camp de 6,000 hommes à Saint-Martial, et un autre de 4,000 hommes à Bera; le général Horcasitas garda le col de Maia et la vallée de Baslan, et la droite campa vers Burguette à la tête du val de Roncevaux.

L'armée française, forte de 8 à 9,000 hommes au plus, formait alors une simple division de 15 bataillons et de 18 compagnies franches, commandée par le général Duverger : 9 bataillons campaient en trois petits détachements à Andaye, Jolimont et Sarre. Lagenetière en commandait 6 autres cantonnés à la gauche dans la vallée de Saint-Jean-pied-de-Port.

Quoique disséminés comme les républicains, les Espagnols avaient cependant l'avantage sur ceux-ci, parce qu'ils se trouvaient alors plus en forces et possédaient toutes les sommités des hauteurs. Caro s'en prévalut pour former le projet assez habilement conçu de couper la ligne au point décisif de Sarre. Le 28 avril, pendant qu'une nuée de bombes pleuvait sur le camp d'Andaye et y portait le désordre, les Espagnols franchirent la Bidassoa, s'emparèrent de la montagne de Louis XIV, et eurent le temps de détruire les batteries avant d'être forcés à repasser la rivière, ce qui contraignit les Français à aller s'établir le lendemain à la Croix-des-Bouquets, un quart de lieue plus en arrière, pour être à l'abri d'un feu qu'ils ne pouvaient plus maîtriser. A quelques jours de là, le 30 avril, 2 colonnes parties de Bera et de Lesaca surprirent le camp de Sarre qui était isolé, en refoulèrent les troupes sur Ustaritz, et eussent fait un grand nombre de prisonniers sans la fermeté du capitaine Latour-d'Auvergne et du chef de brigade Lachapelette qui les arrêtèrent à la hauteur de Sainte-Barbe avec 200 hommes du 80e régiment.

La facilité avec laquelle ce coup de main s'exécuta, dénotait assez qu'il était possible de tenter des entreprises plus sérieuses sur les camps de Jolimont, Saint-Jean-de-Luz, Saint-Jean-Pied-de-Port ou Navarreins : mais soit qu'il craignît d'outre-passer ses instructions, ou qu'il ignorât l'état de dénûment de ces places, Caro ne s'écarta point du rôle qui lui avait été tracé, et se borna à entretenir une guerre d'avant-postes sur les bords de la Nivelle.

Cependant, la nouvelle de la défaite de Sarre remplit le pays de consternation et d'épouvante. Bayonne n'était pas plus en état de défense que Perpignan, et se croyait à la veille d'être investi. Le général Servan fut appelé de Toulouse par les clameurs des clubs, qui lui reprochaient avec fondement de rester au centre où il ne pouvait rien faire, tandis que l'ennemi écrasait ses deux ailes. Il parvint cependant à dissiper les craintes par de promptes dispositions; la redoute d'Andaye fut évacuée ainsi que le camp de Jolimont : toutes les troupes se concentrèrent à Bidard, en avant de Bayonne. Il ne resta à Saint-Jean-de-Luz qu'une avant-garde de 2 bataillons et 100 chevaux, et à Saint-Pée un corps de grenadiers sous Latour-d'Auvergne.

Cette concentration dont on fit un crime au général, parce que l'évacuation fut tumultueuse, et coûta quelques pièces de canon, eut le double avantage de couvrir Bayonne, et de faciliter l'organisation de l'armée. Le général Dubouquet, auquel Servan confia le camp de Bidard, acheva l'instruction des bataillons de volontaires, et les façonna au joug de la discipline; et l'aplomb que les troupes acquirent dédommagèrent bien de la perte d'un poste insignifiant.

Jusque-là les hostilités n'avaient eu lieu que sur la communication de Bayonne à Madrid. Dans les premiers jours de mai, elles s'étendirent vers la gauche en avant de Saint-Jean-Pied-de-Port, où le général Lagenetière commandait, outre les forces indiquées plus haut, 11 compagnies franches de chasseurs basques. Cette jeunesse brillante, distinguée par sa taille, son agilité et son infatigable cou-

rage, s'était rangée avec enthousiasme sous les drapeaux, autant par humeur belliqueuse que par une haine pour les Espagnols, que des discussions journalières d'intérêt avait nourrie parmi eux. Imposants par la fierté de leur démarche, redoutables par l'impétuosité de leur attaque, vigoureux, infatigables, d'autant plus dangereux qu'ils connaissaient les moindres sinuosités et passages, ces braves montagnards avaient pénétré l'ennemi de respect et de terreur.

Lagenetière, ayant fait quelques courses dans le val Carlos et le val Roncevaux, donna de vives inquiétudes à Caro sur les fonderies d'Espeguy et d'Orbaicet, et l'attira à la tête du val de Roncevaux, où il assit un camp d'environ 5,000 hommes en avant d'Altobiscar, dans la position qu'il s'était proposée d'occuper à l'ouverture de la campagne. Le général républicain avait ses forces dispersées : 8 bataillons campaient derrière Château-Pignon, 2 bataillons tenaient la montagne des Aldudes, 12 compagnies de chasseurs occupaient Lizerateca, le reste gardait des postes sur les derrières et dans la gorge d'Arneguy. Caro ayant placé ceux de son centre sur la montagne d'Ourisca, qui domine les Aldudes, chercha à s'emparer du col de Berderis, qui devint le théâtre de plusieurs combats, depuis le 18 jusqu'au 27 mai.

Maître de ce point important et des sommités d'Altobiscar, Caro conçut le dessein d'expulser les Français de tous les cols circonvoisins, et fut admirablement secondé dans l'exécution de ce projet par les habitants des vallées espagnoles ; ceux-ci non contents de guider ses colonnes, pratiquèrent à l'artillerie un chemin qui lui donna accès dans la vallée de Mendibelza et au col de Bentarten, débouchant tous deux sur Château-Pignon. Pour assurer son entreprise, il fit inquiéter les républicains à Lussaïde, et à la belle fonderie de Baygori, que les Espagnols détruisirent par représailles de l'incendie du premier de ces bourgs. On se faisait la guerre avec un acharnement aussi impolitique que sous le régent et Philippe V, quand de malheureux soldats français, la torche à la main et guidés par des Anglais, saccageaient les établissements maritimes de l'Espagne sur les côtes de Biscaye. On se vantait en 1793, à la tribune, d'exploits non moins funestes; la gazette de Madrid applaudissait de même aux triomphes des siens, et l'Angleterre souriait de la peine que les deux partis prenaient de s'entre-détruire.

La position de Château-Pignon, accessible seulement par un sentier, consiste en trois pics qui se flanquent; le château bâti du temps des Romains est élevé sur l'un d'eux, et augmente encore sa force naturelle. Un vieux redan couvrait le camp, et le liait au petit fort. L'avant-garde espagnole, conduite par le major général Escalante, s'avança sans être aperçue, le 6 juin, à la faveur d'un épais brouillard, jusqu'aux avant-postes : le capitaine Moncey ayant rassemblé ses chasseurs à la hâte, marche à sa rencontre, et le culbute sur le corps de bataille, auquel il prend 6 pièces de canon. Caro, qu'une attaque de goutte avait jusqu'alors tenu cloué sur un brancard, frémissant de ce que la victoire lui échappe, se fait hisser à cheval, anime au milieu du feu ses soldats du geste et de la voix, et les décide à gravir les flancs escarpés du pic de gauche. Les 600 chasseurs républicains, abandonnés à eux-mêmes, ne peuvent repousser ce nouveau choc : ils perdent l'artillerie qu'ils venaient d'enlever, et se replient sur le deuxième pic du centre, où les grenadiers du 8e bataillon de la Gironde ont peine à retarder de quelques minutes la marche de l'ennemi.

Cependant, il restait encore le pic du château à enlever, et ce n'était pas le moins difficile; mais encouragés par leurs succès et l'exemple du marquis de la Romana, les Espagnols parviennent à l'escalader et à mettre en fuite la garnison du château. Les troupes du camp ne firent pas leur devoir : ébranlées par quelques obus, peu confiantes en leurs chef, ardent révolutionnaire, qui avait propagé l'indiscipline parmi ses soldats, elles prirent la fuite dans le plus grand désordre. En vain le général Lagenetière, accouru de Saint-Jean-Pied-de-Port avec un bataillon de réserve, veut rallier les fuyards à Orisson; son cheval est tué dans la mêlée, et sa voix méconnue; désolé, éperdu, il se jette au milieu des chasseurs, que le capitaine Moncey avait jusqu'alors tenu éunis; au même instant 2 escadrons du régiment de la Reine ayant enfoncé cette poignée de braves, Lagenetière blessé, et qui ne voulait pas survivre à sa défaite tomba aux mains des Espagnols.

Pendant que Caro obtenait cet avantage, le chef de brigade Desolimes faisait une incursion dans la vallée de Bastan; lorsqu'il apprit à Erraza l'échec de Château-Pignon, il regagna au plus vite Saint-Jean-Pied-de-Port par la vallée d'Ossez.

Les troupes y refluèrent de tous côtés dans le plus affreux désordre; Servan détacha Dubouquet pour les rallier et rétablir le calme. Personne n'était plus capable que lui de remplir cette mission. En peu de jours il parvint à leur rendre de la confiance, en les assujettissant à l'instruction et à la discipline. Sous son œil vigilant, Saint-Jean-Pied-de-Port s'accrut de tous les ouvrages qui font encore aujourd'hui sa principale force : un système de défense tracé par l'ingénieur Lafitte, et assez bien lié, en fit un excellent refuge, en même temps qu'un dépôt assuré contre toutes les tentatives de l'ennemi.

Servan, tranquille sur sa gauche et renforcé de plusieurs bataillons, porta les troupes du camp de Bidard en avant de Socoa, et entreprit de nettoyer la rive droite de la Bidassoa où les Espagnols avaient laissé beaucoup de postes; informé néanmoins que son adversaire se portait en forces de Château-Pignon sur Beru et Irun, il prescrivit au général Dubouquet de lui donner de la jalousie sur le camp d'Espéguy. Cette ruse réussit, Caro retenu dans ses positions n'arriva sur les bords de la Bidassoa qu'après l'opération de Servan, et trouva cette rivière si bien gardée qu'il n'osa plus la franchir. Le moment paraissait arrivé où les Français allaient changer de rôle; les contingents de la levée de 300,000 hommes rejoignaient en foule. Servan avait l'intention de placer sa droite au camp de la Croix-des-Bouquets, de forcer le camp de Zugarramundi pour s'ouvrir la route de Saint-Estevan par la vallée de Bastan, et il pressait l'instruction des bataillons récemment organisés, lorsqu'il fut destitué et conduit à Paris dans les premiers jours de juillet.

Le général d'Elbecq qui le remplaça était maladif, incapable de soutenir le poids dont on l'avait chargé; il ne fit aucun changement notable aux dispositions de son prédécesseur, mais ne poursuivit pas l'exécution de ses projets. Le mois de juillet se passa en affaires de postes, précurseurs de coups plus décisifs. Déjà les nouvelles levées ayant porté l'armée des Pyrénées-Occidentales à 35 bataillons, 1,500 canonniers et 700 chevaux, lui permettaient de prendre une attitude menaçante : les moyens de transports, le matériel s'y formaient dans une proportion convenable. Le besoin de renforts à la Vendée y fit bien détacher 3 à 4,000 hommes; cependant les commissaires de la convention ne perdirent pas une minute pour les faire remplacer. A la vérité, on perdait des bataillons aguerris pour en recevoir d'inexpérimentés; mais les maux de la patrie froissant tous les cœurs, cette jeunesse des villes ramassée à la hâte, suppléa, par un dévouement sans bornes et une résignation admirable, à ce qui lui manquait de forces physiques pour soutenir les privations et les fatigues de la guerre, qu'elle méprisa bientôt autant que le danger.

CHAPITRE XIX.

Affaires de l'intérieur depuis le mois de février. — Journées du 31 mai, 1er et 2 juin. — Origine de la Vendée et du fédéralisme.

Avant de passer à la seconde période des opérations de cette campagne, nous avons à rendre compte de l'état de l'intérieur depuis la mort du roi.

La situation de la France devenait de jour en jour plus critique : le nouveau sénat n'apprenait de toutes parts que désastres et défections qui semaient la défiance dans tous les cœurs. La république ne formait qu'une espèce de gouvernement provisoire, car le projet de constitution, présenté au mois de février par Condorcet, n'ayant point été sanctionné, la pierre fondamentale de la nouvelle charte restait encore à placer. L'idée d'une réaction royale agitait tous les esprits, et les jacobins ne voyant plus de sûreté que dans l'usurpation du pouvoir, tournèrent dès ce moment leurs efforts vers ce but. Les plus sincères, entraînés par des maximes républicaines, et se forgeant de belles utopies, croyaient les réaliser en dirigeant les affaires à leur gré : les plus astucieux, mesurant l'étendue du péril, jugèrent que le seul moyen de sauver leur parti était de se saisir de la toute-puissance; et en associant la multitude à leurs intérêts, ils ne songèrent

qu'à la placer dans l'obligation de se dévouer à une défense commune.

Les girondins visant à l'aristocratie des talents et de l'éducation, étaient trop fiers de leur prépondérance, pour ne pas heurter les ombrageux sectateurs du nivellement; et ceux-ci leur portaient une envie qu'on ne prenait plus la peine de dissimuler dans les clubs. « A quoi bon, disait-on, » détruire l'aristocratie des nobles et des Bourbons, » pour supporter celle de ces faux républicains, » qui n'ont pas, comme les premiers, des droits » consacrés par l'habitude. »

Robespierre et Danton ne pouvaient plus reculer, il fallait qu'ils courbassent leur front audacieux devant leurs adversaires, et restassent des chefs de faction obscurs, ou qu'ils se missent franchement à la tête de la populace pour les accabler. Leur parti fut bientôt pris; entourés de la faveur du bas peuple, ils ne comptaient triompher que par lui, et pour démuseler entièrement le tigre, il fallait le débarrasser des derniers obstacles que les républicains les plus influents et les plus estimés, eussent pu lui opposer. Forts de l'appui de la commune, ils se promettaient la victoire; mais afin d'y marcher plus sûrement ils sentirent l'urgence de s'associer un instant avec ceux des jacobins qui partageaient avec eux les suffrages de la multitude.

La voix terrible de Danton s'est déjà fait entendre pour dépopulariser les girondins en les accusant. Marat ne se fait aucun scrupule de les vouer, dans de sales écrits, aux poignards des amis de la liberté.

La convention flottant incertaine entre les deux factions, et ayant repoussé toutes les attaques dirigées contre ses membres, il importe de recourir à des moyens plus puissants que de vagues et inutiles dénonciations. Trois mesures sont indispensables pour assurer la réussite du complot des montagnards : la première est de faire éloigner les corps de volontaires appelés des départements pour la sûreté de la capitale, et qui, sous le ministère de Beurnonville, ne serviraient point de gardes prétoriennes aux anarchistes : la seconde est de faire dénoncer leurs adversaires par le peuple, comme des ambitieux, ennemis de la liberté publique : la troisième est de se débarrasser de l'entrave que l'inviolabilité des députés apportait à leurs desseins, et d'obtenir qu'ils fussent justiciables du tribunal révolutionnaire, dont l'établissement vient d'être décrété. (13 mars.)

Le comité insurrecteur établi dès longtemps aux Jacobins et aux Cordeliers, agissant de concert avec la commune, exerçait sur les sections une influence redoutable, qu'il étend même aux départements les plus éloignés. Pache, qui avait échangé le portefeuille de la guerre contre la place de maire de Paris, lui était dévoué : il disposait, par la persuasion ou par la terreur, de la population entière de la capitale. Robespierre et Danton étaient les instigateurs de ce terrible conciliabule; Tallien, Chaumette, Hébert, figuraient après eux au second rang; Henriot, Gusman, Desfieux, Lazouski, Rosni, Momoro, Hassenfratz, Frey, Pereyra et quelques autres intrigants de la même espèce en étaient les agents principaux. La Gironde ne peut méconnaître ces complots, Lanjuinais a osé signaler l'existence des conciliabules où ils se trament.

La nouvelle des échecs essuyés à Aix-la-Chapelle fournit à Danton l'occasion d'une philippique, dont le style, plus sage et non moins vigoureux que beaucoup de ses discours, ne contribua pas peu à relever les courages (1). Cependant, elle fournit aussi aux jacobins l'occasion de demander le départ des volontaires. Le parti dont

(1) « La France, dit-il, a plus d'une fois acquis l'expé» rience qu'il lui faut des dangers pour déployer son » énergie; eh bien! le moment est arrivé où il faut dire » à la nation entière, que si elle ne vole pas au secours » de la Belgique, si Dumouriez se laisse envelopper dans » la Hollande, nous perdons la fortune publique et peut» être 600,000 Français.... Il n'y a pas de moments à » perdre; il faut que Paris, cette cité déjà si célèbre » dans les fastes de la révolution, cette cité tant calom» niée, donne encore au reste de la France l'impulsion » à laquelle nous avons déjà dû tant de succès. La guerre » ne doit être faite que par enthousiasme. Tous les Fran» çais ont juré de défendre la liberté; ils se sont consti» tués en gardes nationales; eh bien! qu'ils remplissent » leurs serments... Toutes nos espérances sont loin d'être » déçues. Si nous avons perdu Aix-la-Chapelle, Breda est » encore en notre possession. Dumouriez, je lui rends » cette justice, a l'art d'échauffer les soldats; l'histoire » jugera ses talents, ses passions, ses vices; mais ils sont » nécessaires au salut de la république. »

ils sont la sauvegarde s'y oppose; mais, quel argument opposer au besoin de soldats qu'éprouve la patrie? Lanjuinais, Buzot, Isnard, combattent le projet, et le dernier déchire le voile en demandant si la convention n'est qu'une machine à décrets entre les mains d'un parti, et si la commune de Paris doit dominer la France. Fonfrède transige en faisant décréter le renvoi des volontaires venus des départements maritimes.

De malheureuses nouvelles arrivées de Liége, et le retour de Lacroix et Danton envoyés en qualité de commissaires à l'armée de Dumouriez, fournirent un prétexte aux conspirateurs pour agiter la capitale, et remettre en jeu la bande de Chaumette et les orateurs des sections. D'un autre côté, on excite le peuple à voler en Belgique, espérant par là trouver l'occasion de nouvelles scènes pareilles à celles du 2 septembre. Confondant dans un même soin le salut de la patrie et l'intérêt des factieux, Danton demande que les Parisiens courent aux armes, et Barrère veut étendre cette mesure à toute la France.

Au milieu de tant de passions, Carnot propose l'envoi de députés dans les départements pour y exciter les citoyens à la défense des frontières; et affectant un grand calme dans le danger, il fait décréter la réunion de Tournay, Ostende et Namur à la république, à l'imitation du sénat romain, disposant des champs sur lesquels Annibal était campé.

Des troubles furent excités dans Paris; dès le 10 mars, des sectionnaires séditieux demandèrent en même temps du pain, et menacèrent, de la vengeance du peuple, les membres qui avaient voté en faveur de Louis. On dit que désespérant de triompher de leurs ennemis par la convention, où la Gironde conservait la majorité, et dont Condorcet venait d'occuper le fauteuil, et n'ayant pu réussir à se faire confier les emplois du conseil exécutif, les meneurs des cordeliers et des jacobins résolurent d'insurger le peuple. Il fallait, disaient-ils, qu'il se fît justice lui-même, en égorgeant une centaine de députés et les ministres qui s'opposaient au bonheur public.

Les désastres de Liége loin de ralentir l'explosion ne firent que l'accélérer, en redoublant les craintes d'une faction qui désormais doit rester maîtresse du timon de l'État, ou redouter les plus cruels traitements.

Déjà les nombreux fils de la plus noire trame sont mis en jeu; les sections Poissonnière et de Bonconseil prennent l'initiative, et demandent l'expulsion de 22 députés qui ont voté pour Louis XVI, et sont les ennemis de la république.

Vergniaud qu'un silence de plusieurs jours semblait avoir arraché au poste difficile qui lui était réservé, rassemble ses moyens dans la journée du 13 mars. Il attaque avec toute l'impétuosité et l'énergie qui lui sont familières, le monstre anarchique menaçant à la fois la patrie et les girondins.

« Je m'étais condamné, dit-il, à un long silence; mais aujourd'hui que je vois la patrie » placée sur le bord de l'abîme, dans lequel la » plus légère impulsion peut la précipiter avec la » liberté; aujourd'hui que Catilina ne se contente » pas de se présenter aux portes de Rome, qu'il a » l'audace de pénétrer jusqu'au sein de la convention, je vais parler. »

L'orateur donne ensuite divers détails sur la trame ourdie par le comité d'insurrection, et il continue son discours par ce trait qui réunit de fortes vérités aux doctrines les plus subtiles.

« Peuple Français, c'est ainsi qu'on te trompe; » on te présente l'égalité sous l'emblème de deux » tigres qui se déchirent, tandis qu'on devrait te » la présenter sous celui de deux frères qui s'embrassent. On te présente la liberté armée de » torches et de poignards : celle qu'on devrait te » donner, fille de la nature, ne devrait offrir que » le tableau d'une réunion patriarchale, et c'est » ainsi qu'elle ferait le bonheur du monde. On te » parle de concorde, et c'est la haine que l'on t'inspire, et cette haine a ses prêtres, comme les » faux dieux de l'antiquité avaient leurs druides. » Eh bien! que ces prêtres disparaissent comme » les druides, et que la pierre de l'infamie couvre » à jamais leur cendre. »

Après cet exorde, le moderne Cicéron énumérant les projets subversifs de tout ordre et de toute liberté, sortis de l'antre des cordeliers, signale l'arrêté qu'ils viennent de prendre pour inviter Paris à se saisir de la souveraineté, et pour donner au département de la Seine, le droit exclusif de remplacer les députés des autres départements

que la Montagne marquerait de sa réprobation.

L'assemblée émue de tous les sentiments qu'un pareil choc d'intérêts devait produire, se prononce encore une fois pour le parti de la raison, elle ordonne l'arrestation de Desfieux et de Lazousky, désignés par l'orateur comme membres du comité insurrectionnel, et somme le ministre Garat de rechercher judiciairement les traces de ce complot.

Barrère même, que nous verrons tour à tour homme d'État énergique et magistrat timide, orateur rampant et déclamateur fougueux, seconda puissamment ces premiers efforts de la Gironde, et porta un œil scrutateur sur les causes et les remèdes du mal qui menaçait la république.

La nouvelle de la défaite de Neerwinden, et de la retraite de Dumouriez, arriva à l'instant même où les troubles éclataient dans la Vendée, et où plusieurs députés étaient menacés à Montargis et Orléans. Lyon s'agitait contre le despotisme des clubs, qui s'appesantissait sur cette malheureuse cité, autant que sur celle de Paris. Des dangers si multipliés augmentèrent la peur d'une réaction. La fureur des révolutionnaires s'en accrut, et tout se dispose pour une nouvelle catastrophe.

Ce fut dans la séance du 21 mars que la convention eut la première communication de ces revers. Déjà en recevant la lettre fulminante que Dumouriez lui adressa le 12 mars, elle avait renvoyé Danton et Lacroix à l'armée, afin d'en obtenir une rétractation. Il serait difficile néanmoins de peindre l'agitation que sa défaite produisit sur tous les esprits. A la même tribune où Carnot proposait naguère la réunion de Namur et d'Ostende, Marat vient proclamer que la France n'a ni armées ni généraux capables de livrer bataille. Quelques-uns de ses collègues l'accusent d'être vendu à l'étranger; d'autres veulent que l'assemblée le déclare fou.

Une adresse de la société populaire de Marseille menaçant du glaive du peuple les membres qui n'ont pas voté la mort de Louis, et prononçant l'annulation de leurs pouvoirs, achève de porter le trouble dans la convention. Babey infère de là que de nouvelles élections doivent avoir lieu, et qu'on ne peut sauver la France qu'en convoquant les assemblées primaires.

Barrère, qu'une transaction avec la Montagne n'avait point encore égaré, se précipite à la tribune; il attaque à la fois les deux propositions, s'élève avec véhémence contre les signataires de l'adresse qui sèment les divisions. « Je vous somme, » s'écrie-t-il, de vous réunir pour vous sauver » vous-mêmes en sauvant la patrie. »

L'orateur considère ensuite les dangers de la convocation des assemblés primaires, au moment où l'ennemi attaque les frontières, et où les royalistes de l'intérieur sont aux portes de Saumur : l'assemblée, sur sa proposition, casse les arrêtés du département des Bouches-du-Rhône, et improuve les adresses des sociétés de Marseille.

Guadet, l'appuyant avec plus de chaleur encore, déclare que c'en est fait de la liberté et de la république, si la convention reste faible, en présence des hommes qui veulent la dissoudre, et si elle n'anéantit pas une bonne fois ces pervers qui, semblables aux insectes après l'orage, se ramassent autour des révolutions pour les faire tourner à leur profit.

Lasource, dont la mémoire fidèle n'a pas oublié les leçons de l'histoire, mais dont le génie n'a pas su en profiter, retrace en peu de mots la situation de la république par analogie avec celle de Cromwell (1). Ces brillantes hyperboles ne font que suspendre l'éclat de la foudre; les factieux ont la force de l'iniative; ils attaquent, pressent et déconcertent leurs ennemis, qui délibèrent quand il faudrait agir. Réunis en clubs, secondés par la turbulence des sociétés populaires, les jacobins

(1) « Lorsque le peuple anglais s'insurgea pour recouvrer sa liberté, il s'éleva d'abord un parti dans la noblesse, qui voulut abaisser la couronne sans la détruire; voilà l'assemblée constituante. Vinrent ensuite les presbytériens qui voulurent détruire la couronne et la noblesse; voilà l'assemblée législative. Jusque-là les choses semblaient en bon état; mais on vit naître bientôt les indépendants, qui voulurent un nivellement politique. Je ne leur cherche point ici de comparaison. Enfin parurent les illuminés, qui mirent la Grande-Bretagne dans l'anarchie, et furent obligés d'appeler des montagnes de l'Écosse le général Monck, pour rétablir l'ordre anéanti; et bientôt il arriva qu'à la honte de la nation anglaise le désordre même amena un roi... Citoyens, prenez garde d'arriver jusque-là. »

frappent à coup sûr, et leurs adversaires, réduits pour toutes armes aux succès qu'ils obtiennent à la tribune, sont bientôt terrassés.

Cependant les deux partis si acharnés à se détruire avaient un intérêt commun, celui de résister à l'ennemi du dehors, et de soumettre les révoltés au dedans. Ils se réunirent effectivement dans les derniers jours de mars, pour nommer un comité de 26 membres, qui serait chargé de surveiller le conseil exécutif, et de pourvoir à la défense de l'État. Cet amalgame bizarre des antagonistes les plus déclarés ne devait produire qu'une scission plus éclatante : Robespierre y figurait à côté de Vergniaud et de Condorcet; Danton à côté d'Isnard; Dubois-Crancé à côté de Barbaroux.

Les circonstances étaient trop impérieuses pour que l'avocat d'Arras ne sentît pas la nécessité de soutenir sa popularité par une sortie virulente contre ceux auxquels il attribuait les dangers de la chose publique; après avoir étalé les lieux communs de sa rhétorique, Robespierre demanda la mise en jugement de Marie-Antoinette, du duc d'Orléans et de tous les généraux suspects, au nombre desquels il plaçait Dumouriez. Le peu de succès de cette démarche ne l'empêcha pas d'atteindre le but qu'il s'était proposé. Danton paraissant à son tour dans l'arène, et sortant de ce qu'il appelait sa léthargie, compare une nation en révolution au métal dans la fournaise ardente, et qui consumera tout si on ne sait le diriger. Il invite la convention à ne pas rester immobile au milieu des dangers de toute espèce et fait décréter à l'unanimité : 1° que chaque citoyen serait armé au moins d'une pique; 2° que le tribunal révolutionnaire serait mis de suite en activité; 3° que l'assemblée nationale déclarait aux Français, qu'aussi terrible que le peuple, elle anéantirait indistinctement tous ses ennemis.

Le lendemain, 28 mars, Pache, au nom des 48 sections de Paris, vient se plaindre du conseil exécutif, et demander fièrement si la convention croit pouvoir sauver la patrie.

Enfin, le 1er avril, un premier rapport des commissaires du conseil exécutif envoyés pour surveiller Dumouriez, déchira le voile sur les projets de ce général (1). Les jacobins s'élèvent contre le perfide qui trame leur perte; il veut un roi. C'est d'Orléans qu'il demande, les girondins sont accusés de protéger Philippe : les soupçons de la Montagne vont atteindre jusqu'à Danton envoyé à Bruxelles pour démasquer le général, et qui n'avait fait aucun rapport. Il se disculpa de ce reproche en affirmant qu'il avait prévenu le conseil qu'on ne devait pas compter sur Dumouriez, mais que son armée lui étant attachée, il serait difficile de l'arrêter; puis rejetant la terreur sur ses adversaires, il détaille ses services au 10 août, et passant de la défense à l'attaque, il s'écrie : « Plus de trêve » entre les députés de la Montagne et les lâches » qui ont voulu sauver le tyran, je demande que » la commission créée à l'occasion de la conspiration de Dumouriez, soit aussi chargée de poursuivre ceux qui ont tramé pour sauver le roi et » ruiner la liberté. Je me suis retranché dans la » citadelle de la raison, j'en sortirai avec le canon » de la vérité, et je pulvériserai les scélérats qui » ont osé m'accuser. »

Chaque sectaire renchérit sur ces sorties, on fait assaut de violence, et tandis que la tribune offre le scandale de ces débats personnels, les conspirateurs marchent à pas de géant vers leur but. Se croyant assez forts pour jeter le masque, ils osèrent créer un comité central de salut public, formé à Paris des commissaires des sections, et destiné à correspondre avec les départements pour imprimer une marche uniforme aux mouvements révolutionnaires. Chaumette avait pris l'initiative de cette institution sans l'agrément des législateurs, et déjà l'assemblée était convoquée à l'évêché. Une pareille mesure était trop évidemment dangereuse, pour que tous ceux qui n'étaient pas du complot des anarchistes, n'y aperçussent pas le projet d'opprimer la convention : mais telle était la terreur que la commune inspirait, qu'il fallut que Barrère s'y opposât avec force, pour que cette étrange autorité ne fût pas publiquement installée; les sycophantes en furent quittes pour une rétractation.

L'agitation augmente à mesure que le danger se développe. La défaite de Custine sur la Nahe, les succès des Vendéens à Cholet et Saumur, et les

(1) Ces commissaires étaient Dubuisson, Proly et Pereyra; chose bien extraordinaire, ces deux derniers étaient étrangers.

troubles de la Corse viennent achever le tableau; chacun se présente avec des projets de décrets, tendants en apparence à sauver la patrie, mais bien plus, à la désorganiser. Robespierre déclare le 3 avril qu'il ne se considère plus comme membre d'un comité de défense où siégent les ennemis de la république. Garnier dit qu'il n'a vu que des ministres traîtres (1). L'assemblée met à prix la tête du général réfractaire, et tous les partis cherchent par des propositions énergiques à prouver leur attachement à la révolution

Le département de Paris vient demander que tous les citoyens jusqu'à 50 ans soient tenus de voler aux frontières à l'exemple du peuple romain. Santerre affirme que 40,000 Parisiens et 1,200 canons sont prêts à marcher. D'Orléans proteste que si son fils est complice de Dumouriez, et veut un roi, il a devant les yeux la statue de Brutus : exemple déplorable du vertige dont les têtes se trouvaient frappées!

L'occasion du complot de Dumouriez était trop belle pour que Robespierre n'en profitât pas à l'effet d'accabler ses ennemis en les accusant de connivence; déjà il avait attribué à Brissot une grande part à ses plans liberticides, et les liaisons intimes qui l'unissaient au général, donnaient du poids à ces inculpations. La défense modérée et ferme de Brissot repoussa cette première tentative, qui parut n'être qu'une reconnaissance pour sonder le terrain. Les girondins ne pouvant se méprendre sur le but de cette attaque inopinée, s'en vengèrent en faisant revivre contre les jacobins la vieille imputation d'Orléanisme qui servait aux factions comme une arme à deux tranchants; cette accusation fut appuyée de l'espèce de protection que Robespierre avait accordée autrefois au chef de ce parti : et l'avocat d'Arras pour parer le coup, provoqua lui-même l'exil de ce prince, qu'on relégua d'abord à Marseille, d'où il fut tiré plus tard pour être envoyé à l'échafaud.

Heureusement pour la France que les factions, malgré leur animosité, avaient le même intérêt à électriser la nation pour repousser les coalisés; et de cet accord monstrueux, mais nécessaire, résulta le triomphe de la république. Convaincues qu'une lutte où la nation avait à combattre presque tous les souverains de l'Europe, exigeait des mesures extraordinaires, et que le comité de défense et de salut public institué le 26 mars, ne serait qu'un surveillant incommode et sans nerf, elles consentirent à faire l'abandon de l'autorité, dont elles avaient la même soif, entre les mains de neuf députés qui, sous le nom de comité de salut public, auraient tous les attributs du pouvoir exécutif, et qui tinrent en effet le timon de l'État, puisque le conseil des ministres leur fut subordonné. On verra, par la composition de ce nouveau comité, que la Gironde ne sut y placer aucun de ses partisans, ou qu'elle avait perdu la majorité (2), dès lors sa perte fut inévitable.

Immédiatement après l'installation de ce nouveau pouvoir, la question de lever la nation en masse fut agitée; mais l'esprit public ne paraissant pas encore disposé à cette mesure, la motion fut écartée. Nous avons déjà rapporté au chapitre XV les dispositions prises à l'effet d'activer la levée des 300,000 hommes, d'envoyer des commissaires aux armées, et d'en rassembler une nouvelle de 40,000 hommes pour couvrir Paris : en même temps pour donner carrière à l'ambition des officiers subalternes, faciliter l'essor du génie comprimé dans les derniers rangs et remplacer plus promptement des chefs qui par naissance ou par opposition aux anarchistes serviraient avec tiédeur, un décret statua que les états-majors de cette nouvelle armée ne seraient composés que de militaires qui auraient bien servi dans la campagne précédente. Puis, comme si toutes ces dispositions ne donnaient pas une juste idée de la résistance qu'elle était déterminée à faire, la convention déclara, dans un manifeste, qu'elle s'ensevelirait plutôt sous les ruines de la capitale, que de souffrir

(1) Les mutations étaient si fréquentes dans le ministère qu'on ne saurait les indiquer. Lebrun était aux affaires étrangères, Beurnonville à la guerre, Clavière aux finances, Monge avait cédé la marine à d'Albarade, Roland avait donné sa démission après la mort du roi, Garat le remplaça à l'intérieur, et Gohier à la justice.

(2) Les premiers membres furent Barrère, Delmas, Bréard, Cambon, Danton, Guiton-Morveau, Lacroix, Robert-Lindet et Treilhard : on est d'autant plus étonné de n'y découvrir aucun membre de la Gironde que dans la première élection des vingt-six membres, ils s'y trouvaient en majorité.

qu'aucun cabinet s'immisçât de l'administration intérieure de la France elle prononça enfin la peine de mort contre quiconque proposerait de négocier avec les puissances belligérantes, avant qu'elles eussent reconnu la république.

Pendant la discussion de ces mesures, les jacobins poursuivaient leur marche impétueuse : le comité insurrecteur dressait ses batteries, et mettait tout en jeu. Ici le génie des conspirations révolutionnaires se manifeste tout entier, et l'histoire remarquera comme un prodige, qu'une société nombreuse ait mis autant de profondeur, de constance et de dissimulation dans ses trames, que n'eussent pu le faire Louis XI et Tibère. En vain la Gironde effrayée tenta d'arrêter les premiers pas de ce terrible club. Marat, Danton et Robespierre déjouèrent les efforts dirigés contre lui. C'est dans l'antre où il siége que se rédigent les motions subversives de toute autorité, et que se trame le complot contre l'inviolabilité attachée jusqu'alors au titre de représentant. Plusieurs sections poussées par lui demandent que les députés suspects fussent justiciables du tribunal révolutionnaire. Le triomphe de la Montagne eût été impossible tant que cet obstacle eût subsisté, car l'influence des girondins ne pouvait cesser qu'avec la faculté de paraître à la tribune, où, en dépit des sicaires apostés par les jacobins, ils captivaient ordinairement les suffrages. Enfin, au nom de ce peuple qui avait causé tant de fracas depuis 1789, Robespierre et Danton font demander par des sections que vingt-deux de ses représentants soient traduits au tribunal révolutionnaire; et sur la motion de Duperret, la convention se laisse surprendre un décret qui bientôt la décimera. Les girondins, pris au piége, ou comptant sans doute faire usage de cette loi contre leurs ennemis, y consentirent avec ce simple amendement, que le comité de salut public examinerait si les plaintes étaient de nature à motiver le renvoi de l'accusé, par-devant le tribunal.

Chose étrange! le premier député à qui l'on appliqua ce fatal décret fut Marat; il avait provoqué dans ses feuilles incendiaires l'établissement d'un dictatorat, prêché le pillage à l'occasion du tarif des denrées, et cherché à soulever le peuple contre les autorités légales : mais ce monstre n'avait rien à redouter d'un tribunal composé de juges à sa dévotion; il fut absous à l'unanimité, et reporté par la populace dans le sein de la convention, le front chargé de couronnes civiques.

Le triomphe de cet apôtre de l'anarchie, rendit les jacobins plus audacieux. Dès lors il se ne passa plus de jours que plusieurs députés n'eussent à repousser les attaques des complices de Robespierre et de Danton. A l'exemple de tous les chefs populaires de l'antiquité, ils imaginèrent d'augmenter leur parti, en faisant mettre en liberté tous les détenus pour dettes; c'était grossir, par un moyen sûr, la bande déjà nombreuse de leurs satellites.

Ces meneurs, après avoir ainsi élevé des soupçons tour à tour sur chacun des membres de la faction opposée, et surpris un décret qui la livrait à leurs coups, crurent pouvoir attaquer corps à corps Brissot, Vergniaud, Gensonné et Guadet. Robespierre monte à la tribune, le 10 avril, et dénonce une prétendue conspiration ourdie dans le sein même de la convention, et tendant, dit-il, à donner à la France, un roi et une constitution aristocratique. Cette tentative prématurée eut le sort de la première; l'éloquence des accusés, la défense ferme et vigoureuse de Vergniaud, imposèrent, et la faveur populaire, dont jouissaient plusieurs de ces députés, retarda de quelques jours la chute de la Gironde.

Il était impossible que cette scission scandaleuse entre les membres les plus marquants de la représentation nationale, n'engendrât l'anarchie dans les départements. Toutes les grandes villes prenaient parti pour la Montagne ou pour la Gironde et quelquefois même se trouvaient divisées d'opinion et d'intérêts. Au nombre de ces dernières, Lyon tenait le premier rang. Cette ville, où les princes français retirés à la cour de Turin, ainsi que le marquis du Saillant avaient songé à transférer le siége du gouvernement, improuvait en secret tous les actes de férocité et d'extravagance de la convention, et souffrit impatiemment le joug que lui imposaient une municipalité de prolétaires et un club de factieux présidé par le savoyard Challier, enthousiaste de Marat.

Ces deux autorités usurpant tous les pouvoirs à l'instar de la commune et des jacobins de Paris, jalouses peut-être de les surpasser en cruautés, résolurent de renouveler à Lyon, les massacres de

septembre; cet horrible complot n'échoua que par l'énergie du maire, qui sut à temps déployer la force dont la loi lui confiait l'emploi.

La convention informée de ces levains de guerre civile, chargea, il est vrai, trois de ses membres de rétablir la paix; mais ces commissaires, fauteurs de la Montagne, irritèrent les esprits, loin de les calmer. Le sage magistrat qui avait sauvé Lyon fut destitué, ils créèrent une armée révolutionnaire et érigèrent une commission de salut public qui signala son installation en frappant une contribution de 33,000,000 sur les riches négociants. Ces vexations ayant été vainement dénoncées à la convention, 10,000 citoyens se rassemblèrent le 15 avril aux Augustins, et demandèrent aux représentants-commissaires l'autorisation de procéder à l'examen de la conduite de la municipalité : le refus de ceux-ci devint le signal de la guerre civile.

A Marseille, à Toulon, la Montagne tenait la population sous une épouvantable tyrannie; ses plus chauds partisans avaient envahi tous les pouvoirs; mais à Bordeaux les autorités restées intactes n'envisageaient qu'avec indignation les projets et la marche des jacobins; et une députation porta à l'assemblée une adresse où elles exposaient avec franchise et énergie, leurs craintes et leurs vœux.

On reprit au sein de ces orages les débats sur différents articles de la constitution. Le projet présenté par Condorcet ayant été rejeté comme impopulaire, Romme fut chargé d'en soumettre un autre : on commença par étendre les droits de l'homme trop limités, à ce qu'il parut, dans la déclaration de 1791.

Au milieu de ces discussions platoniques, la convention transféra ses séances du Manége aux Tuileries : mais comme il ne suffisait pas de siéger au palais des rois pour faire face aux besoins de l'État, elle prescrivit en même temps une émission de 1,200,000,000 d'assignats, et un emprunt d'un milliard sur les riches.

Ces moments d'un perfide repos ne furent pas perdus; les deux partis s'appliquèrent à les mettre à profit; les girondins provoquèrent des adresses à la convention. La ville d'Amiens en avait déjà envoyé une le 28 avril, pour demander la mise en jugement de Robespierre et de ses complices. Celles des autorités de Bordeaux, effrayantes de vérité, et lues dans la séance du 14 mai, annoncèrent aux jacobins qu'il était temps d'agir.

Le club de l'évêché conspira cette fois à visage découvert. Une des sections de Paris déchira le voile, et vint informer qu'on agitait à la commune une répétition des scènes du 10 août et du 2 septembre. La Gironde saisissant l'à-propos décréta le 18, sur la proposition de Guadet, la formation d'une commission de douze membres, chargée de veiller au maintien de la tranquillité publique. Elle espérait donner ainsi un contre-poids à cette autorité rivale et adultérine; cependant, l'effet de cette mesure ne répondit point à son attente : le rapport de ces magistrats plus péremptoire qu'énergique découvrit l'abîme sans le combler, et au lieu de terrasser des ennemis déjà assez connus, se contenta de les dénoncer.

Robespierre démasqué eut recours à sa tactique ordinaire, pour échapper à la vigilance de ces censeurs incommodes. Il dépeignit cette nouvelle magistrature à la société des jacobins, comme attentatoire à la liberté et contre-révolutionnaire; bientôt la plupart des sections vinrent demander qu'elle fût supprimée. De son côté la commune de Paris se déclara en état d'insurrection; le comité de l'évêché au mépris des décrets installa ses séances.

A toutes ces mesures il n'y avait qu'un remède, c'était de frapper un coup d'État pour imposer aux factieux. La commission des douze crut remplir ce but en faisant arrêter Hébert, substitut du procureur de la commune qui, dans une feuille ordurièrement anarchique, le disputait à Marat en fait de cynisme et de cruauté. Les membres de la commune revenus de leur surprise, ne perdirent pas un instant pour réclamer son élargissement. Des cris de résistance à la tyrannie retentissent dès le jour même dans les sections, brasiers de révolte attisés par elle; et bientôt des députations séditieuses, expriment successivement à la barre, l'indignation du peuple contre l'acte arbitraire qui prive de sa liberté un magistrat patriote. Tout était en fermentation dans Paris; on eût dit que du salut d'Hébert dépendait celui de la république; les sections s'en occupaient avec plus ou moins de ferveur. Seize d'entre elles déterminent le conseil de la commune à réclamer non-seulement sa liberté, mais encore la cassation et la mise en

jugement des douze girondins qui osent braver le peuple.

Isnard, dont l'exagération avait causé tant de mal, non moins véhément quand il s'agit du bien, préside la convention : il croit effrayer les pétitionnaires par une de ces sorties qui lui sont familières; et leur promet *que s'ils osent porter le fer dans le sein de la convention, la France entière tirera vengeance de cet attentat, et qu'on cherchera un jour sur les rives de la Seine si Paris avait existé.* Son ton prophétique n'effraya personne; l'adresse fut bien renvoyée, malgré l'opposition des jacobins, à l'examen de ces mêmes députés qu'elle dénonçait; mais cet ajournement redoubla leur fureur, et tout fut mis en œuvre par eux dans la journée du 27 mai.

De son côté, la commission des douze avait prescrit l'arrivée de plusieurs détachements de gardes nationales, et elle en était obéie, quand le ministre Garat vint déclarer que ses terreurs étaient mal fondées, et qu'il n'y avait rien à craindre pour la sûreté de la convention : cette mesure si simple et si innocente qui se bornait à l'appel de 300 à 400 hommes, et ne pouvait être qu'un acte défensif, devint le signal de nouvelles provocations; elle alluma le courroux des jacobins qui crièrent à la tyrannie et à la conspiration contre la liberté avec d'autant plus de succès que le ministre lui-même venait d'avouer que le calme le plus profond régnait, et qu'il avait recherché en vain les traces d'un complot. Après un orage de vingt heures les girondins désertèrent leurs bancs de fatigue. Isnard fut forcé à quitter le fauteuil que Hérault de Séchelles occupa après lui, et la séance s'étant prolongée dans la nuit, une minorité audacieuse décréta l'élargissement du détenu, et la cassation de la *commission des douze*. Lanjuinais, il est vrai, fit rapporter le lendemain ce décret en ce qui concernait ce dernier point, mais Robespierre qui désirait moins le triomphe d'un de ses agents, que l'anéantissement des preuves de ses trames criminelles, précipita le mouvement insurrectionnel qui devait le débarrasser à jamais de ses antagonistes.

Tout à coup le 31 mai, à trois heures du matin, le tocsin sonne, les Parisiens courent aux armes, et les représentants à leur poste. La joie féroce de Robespierre et de ses acolytes, contraste avec l'effroi des girondins, et dénote aux yeux les moins exercés qu'ils sont sûrs de la victoire. En effet, tandis que les bons citoyens courent aux rendez-vous de leurs bataillons des affidés dans plusieurs sections usant, par rétorsion de principe, du droit de résistance à la tyrannie, déclarent la ville de Paris en insurrection, et destituent la commune, en vertu des pouvoirs illimités qu'ils disent avoir reçus du peuple. Le maire Pache, complice de cette pasquinade, dépouille l'écharpe, signe de sa dignité, et consent à la reprendre de leurs mains. On adjoint quelques nouveaux membres à l'ancienne commune, qui se proclame alors *Conseil révolutionnaire investi des pouvoirs du peuple*, ce qui dans le langage des faubourgs voulait dire supérieur à toutes les autorités; elle met ensuite la force armée parisienne sous les ordres de Henriot, commandant de la section des Sans-Culottes. Avec de telles mesures, il était impossible que la victoire balançât longtemps. Il faut néanmoins en convenir, le bouleversement s'opérait avec méthode sous la direction apparente de Chaumette et d'Hébert dont l'influence s'était encore accrue depuis sa captivité. L'émeute populaire fut réglée avec autant de calme, que s'il s'était agi d'une simple cérémonie : vers cinq heures du matin, des phalanges de sicaires armés de piques occupent la rue Saint-Honoré dans toute sa longueur : escortés par d'autres bandes, les membres de la commune régénérée se rendent à l'assemblée, et y demandent avec arrogance la tête des ennemis du peuple. Tous les girondins sont frappés de stupeur; le président et Vergniaud même transigent avec les factieux. Après un long tumulte, Barrère vient enfin lever les incertitudes, en proposant de mettre en réquisition permanente toute la force armée du département de Paris; de supprimer le comité des douze, en laissant à celui de salut public le soin de punir les auteurs des complots : terme moyen dans lequel on espéra vainement trouver un remède contre l'insurrection. En effet les circonstances bizarres, qui firent confier le soin du salut public à neuf membres de la convention, n'auront pas échappé à nos lecteurs : on se rappelle que Robespierre avait refusé de siéger dans le premier comité à côté des traîtres et des ennemis de la république; et qu'on avait pris prétexte de l'in-

suffisance de ses attributions pour le remplacer, le 6 avril, par un autre moins nombreux, que les jacobins eurent soin de composer à leur gré. Ce fut une faute grave de la Gironde de ne pas y placer ses chefs; et l'établissement de la commission des douze fut loin de la réparer, car les pouvoirs de cette dernière devaient la mettre en conflit avec le comité de salut public, et jeter entièrement celui-ci, dans les intérêts de la faction ennemie. Au lieu d'établir ces deux magistratures rivales, il eût été bien plus sage de les réunir dans une seule institution, en la composant des mêmes membres auxquels on avait confié le sort de la représentation nationale. Cette faute parut d'autant plus extraordinaire, que le comité de salut public fut établi sur la proposition d'Isnard. Quoi qu'il en soit, la convention adopta les conclusions de Barrère, et la suppression de l'autorité qui faisait tout leur espoir, livra bientôt les girondins sans défense. Cependant, sur la proposition de l'un d'eux, on accorda une solde de deux francs par jour à chacun des révoltés, acte de déférence qui faillit tourner contre les démagogues en désarmant leurs satellites. Ils en frémirent, et déçus dans leurs espérances criminelles, Danton et Marat ne dissimulèrent pas le soir même à la société des jacobins, qu'ils machinaient une nouvelle émeute.

Jamais faction ne déploya plus d'opiniâtreté, plus de haine, plus d'acharnement que celle de la Montagne, dans les quarante-huit heures qui s'écoulèrent jusqu'au dénoûment de la catastrophe. On dit que plusieurs girondins, effrayés des suites de la scission qui séparait à jamais les membres de la convention, et prévoyant qu'elle menait Robespierre au trône, offrirent à Danton de l'investir de la dictature, mais qu'il la refusa par cela même qu'elle lui était proposée par une faction qu'il abhorrait.

Le commandant de la garde parisienne, Henriot, vint bientôt se mettre aux ordres de la commune. Le comité insurrecteur de l'évêché qui, d'abord s'était tenu dans les ténèbres, assuré désormais de l'impunité, siéga avec impudence, en face de la convention. Là, onze individus s'arrogeant les droits contestés à la commission des douze, lancent des mandats d'arrêt contre les ministres, exigent de nouveaux serments des fonctionnaires publics, et règlent les attaques confiées aux diverses sections. Il est à remarquer que ce comité insurrecteur, était en partie composé d'étrangers (1), d'où l'on s'est cru en droit d'inférer que les excès de la révolution, furent le résultat d'une funeste et perfide influence. Un auteur estimé ne pense pas de même, et croit qu'il eût été inutile que des cabinets se donnassent l'odieux de payer des hommes si naturellement enclins au mal, autant par leur caractère que par leur situation.

La seconde révolte allait éclater, lorsque le comité de salut public, ignorant le secret des meneurs de la Montagne, intervint comme médiateur entre les deux factions, se flattant de rétablir le calme au sein de la représentation nationale. Mais soudain le tocsin sonne, la générale bat, le canon d'alarme retentit : la garde de la convention est relevée par des sicaires vendus aux jacobins. Cette partie de la garde nationale qui aurait pu embrasser la défense des girondins est adroitement détournée; on lui assigne des postes éloignés, ou bien on la paralyse par des marches et contre-marches sans fin. Les bataillons les moins suspects aux factieux ne sont encore destinés qu'à faire nombre : les têtes de colonnes sont formées des plus forcenés terroristes. Vers dix heures, toutes ces masses armées se portent vers les Tuileries. Des femmes, nouvelles Euménides, parcourent les rangs et excitent dans tous les cœurs la soif du sang et du pillage. D'autres, s'adressant aux gardes nationales sur lesquelles les brigands n'osaient compter, leur crient, *point de guerre civile !* et enchaînant ainsi leur courage les réduisent à n'être plus que de dociles instruments de la révolte.

L'histoire aura peine à expliquer comment ces 80,000 hommes armés, qui n'auraient dû marcher qu'aux ordres du ministère ou du comité de salut public, furent acteurs de complots dont ils avaient horreur : la composition de ce comité, où Danton figurait au premier rang, et la nomination de Henriot, éclaireront ce mystère, sur lequel les écrivains du temps ont glissé légèrement.

La convention cernée ignorait encore de quel bouleversement cet appareil sinistre et formidable

(1) Marat, Pache, Pereyra, Gusman, Proly Dubuisson, les deux frères Frey, n'étaient pas Français.

était le précurseur, lorsque le conseil du département et celui de la commune vinrent réclamer à sa barre les députés conspirateurs.

L'imagination accablée du récit de ces odieuses trames, et dégoûtée de l'énumération de tant de crimes, se repose avec soulagement sur les traits d'héroïsme et de vertu qui honorèrent quelques grandes âmes dans ces jours de deuil. Le caractère déployé par Lanjuinais fut d'autant plus sublime, que toujours fidèle dès lors au rôle honorable qu'il s'était imposé, on le vit marcher constamment dans les principes; grand et inébranlable dans l'adversité, éloquent à la tribune, législateur éclairé, magistrat intègre, il fut de tous les hommes d'État, celui qui sortit avec plus de gloire de ces malheureuses commotions.

Instruit, par des avis secrets, du complot qui le menaçait ainsi que ses collègues, il refusa de s'y soustraire par la fuite, et s'empressa de regagner le poste du péril. Témoin de l'audace des pétitionnaires, il crie à la convention : « Était-ce donc » en vain que nous vous annoncions les complots » d'une commune usurpatrice? Eh bien! mainte» nant livrez donc à cette commune vos collègues, » votre autorité, votre honneur! Fléchissez sous » ces nouveaux tyrans, vous qui avez refusé l'oc» casion de les punir; ou plutôt imitez-nous, nous » que leurs coups menacent de plus près! attendez » et bravez leurs fureurs! vous pouvez me faire » tomber sous leur couteau, mais non pas à leurs » pieds. »

Sondant en même temps la profondeur de l'abîme où la France va s'engloutir, il fait un tableau prophétique des malheurs qui l'accableront; il demande enfin qu'on arrête tous les membres du comité de l'évêché, et qu'on mette hors de la loi les factieux qui s'arrogeront désormais une autorité nouvelle et illégale.

L'énergie de ce législateur impose à la convention, et ranimant le peu de courage qui lui reste, elle hésite à rejeter la pétition par un ordre du jour, puis se décide à la renvoyer au comité de salut public.

A ce mot, la barre et les tribunes retentissent de vociférations, qui rendent l'assemblée muette de terreur et d'indignation. Le tumulte va toujours croissant, et toute délibération semble impossible, quand Barrère parlant au nom du comité de salut public, invoque la générosité des députés dénoncés, et les invite à donner leur démission. Plusieurs se résignent à ce honteux sacrifice; d'autres en démontrent les funestes conséquences. Barbaroux s'élance à la tribune et se propose comme victime expiatoire pour assouvir la rage des assassins, mais n'abandonnera jamais son poste. Il en est arraché avec violence. Lanjuinais s'y précipite à son tour, il y est assailli d'invectives, et même frappé; mais il parvient encore à faire entendre ces paroles : « Les anciens conduisaient leurs victimes à l'autel, » la tête ornée de fleurs et de bandelettes, et vous, » plus cruels, vous insultez celle qui ne fait aucun » effort pour se dérober au couteau. » Cette courageuse résistance transporte de fureur la cohorte assassine qui a escorté le conseil de la commune, elle menace d'irruption le lieu des séances. Quelques députés cherchent à s'échapper, ils sont ramenés à coups de piques sur leurs bancs et leurs cris propagent l'effroi dans l'assemblée. Barrère propose de suspendre la séance, et de faire baisser les baïonnettes qui oppriment la représentation nationale. La convention adoptant son avis se présente alors, précédée de ses huissiers à la grille du Carrousel. Henriot qui la tenait fermée, répondit à la sommation du président par des menaces. Après s'être promenée entre deux haies de sicaires, sans pouvoir parvenir aux issues du jardin, huée par un groupe nombreux de polissons, elle rentra sur la sommation de Marat, ne pouvant plus douter qu'elle ne fût à la discrétion de cette horde qu'elle avait eu l'imprudence de solder, le 31 mai.

De retour dans le lieu de ses séances, il fallut bien consommer le sacrifice. Sur la demande de Couthon, la convention laissa rendre à la minorité jacobine le décret qui mettait en état d'arrestation chez eux les 25 députés dénoncés par les sections, et 10 membres du comité des douze. Soit qu'ils prévissent que cette mesure odieuse soulèverait les départements, et qu'ils voulussent les désarmer par l'apparence de l'équité, soit qu'ils eussent l'intention de tendre un piége à leurs collègues. Danton et Couthon, proposèrent d'envoyer des représentants de la Montagne en otages dans les départements de ceux arrêtés; mais Robespierre et Marat combattirent avec force cette opinion,

reproduite quelques jours après, par le comité de salut public, comme le seul moyen de prévenir la guerre civile. Outre qu'il leur parut inutile de livrer des otages pour des victimes vouées à l'échafaud, ils pensaient qu'il y aurait du danger à priver la Montagne de ses chefs, car ce qui serait resté de jacobins à l'assemblée n'aurait pas eu assez de forces pour lui dicter des lois.

Telle fut l'issue de cette mémorable journée du 2 juin, complément du 31 mai. S'il y eut de l'incertitude dans l'emploi des moyens qui devaient concourir à la réussite de cette conjuration contre la représentation nationale, c'est que la commune et la montagne qui en tenaient les fils avec des desseins également pernicieux, n'étaient pas tout à fait d'accord sur le point où elles devaient s'arrêter : la première visant à régir la république, voulait détruire d'un seul coup la convention, qui n'était à ses yeux qu'une dangereuse rivale ; l'autre n'avait en vue pour le moment que d'abattre la Gironde. Robespierre sentait le besoin de conserver le simulacre d'une représentation nationale pour l'accomplissement de ses projets, et ne voyait aucun inconvénient de la laisser debout, sûr de la décimer plus tard à loisir.

En réfléchissant aux causes qui produisirent la chute des girondins, on ne peut assez s'étonner que des hommes d'État aussi habiles dans l'art des révolutions, ayant le conseil exécutif à leur disposition et la majorité dans l'assemblée, se soient laissé chasser de la sorte. Instruits par l'expérience que pour comprimer les émeutes, il faut compter sur une force respectable, et qu'on ne saurait toujours tenir sur pied des troupes prêtes à les combattre, ils devaient s'assurer des moyens pour prendre l'initiative aussitôt qu'ils seraient en mesure. Choisir un ministre de la guerre dévoué et ferme au lieu du faible Bouchotte ; attribuer la nomination des chefs de la garde nationale au conseil exécutif; organiser 7 à 8 bataillons de volontaires sur lesquels on pût compter, et les munir d'une artillerie suffisante; s'assurer au même instant de la personne des triumvirs et des chefs du comité d'insurrection, et les faire juger par la convention pour le complot avéré qu'ils venaient de tramer. Tels étaient les seuls moyens capables de sauver la Gironde et la France.

A des mesures si efficaces, on substitua de vaines déclamations, on fit venir de Bordeaux des adresses menaçantes qui fournissaient aux jacobins des prétextes plausibles de résistance ; enfin, on chercha dans la marche régulière des lois, un refuge contre des hommes toujours prêts à les braver, et qui ne se faisaient aucun scrupule de demander, la pique à la main, les décrets qui leur étaient convenables, ou la révocation de ceux qui leur déplaisaient. En un mot, une expérience si récente aurait dû prouver à la Gironde que pour triompher, il fallait conspirer contre les conspirateurs.

Événements de Lyon et du fédéralisme.

A l'instant même où ces émeutes bouleversaient Paris, les ferments de la guerre civile se développaient avec rapidité dans Lyon, et le 26 mai, la dissension éclata. Le nouveau maire, dévoué aux jacobins, ayant fait arrêter des patrouilles du parti adverse, la bourgeoisie retira de prison les individus incarcérés. Ce magistrat effrayé dépêcha alors un courrier aux représentants en mission à l'armée des Alpes. Ceux-ci partirent aussitôt avec 2 bataillons pour faire rentrer les rebelles dans le devoir. A leur arrivée, la municipalité signifie l'ordre aux sections de se dissoudre, et fait arrêter plusieurs de leurs chefs. Le lendemain, guerre ouverte : les sectionnaires se rassemblent en armes au nombre de 12,000 hommes sur la place de Bellecour ; ceux des habitants qui ont embrassé le parti de la commune se rendent sur la place des Terreaux.

Cependant le représentant Gauthier, malgré l'irritation des esprits, se flatte de les apaiser, et va parlementer avec le comité sectionnaire à l'arsenal où il est retenu comme otage. A cette nouvelle, la commune non contente d'user de représailles envers deux commissaires du parti adverse, commence les hostilités. Les sectionnaires marchent en trois colonnes sur l'hôtel de ville, le combat dure plus de cinq heures avec des succès balancés, et se décide à l'avantage de la commune pour laquelle combattent les 2 bataillons de ligne. Cependant, ainsi qu'il arrive dans les émeutes populaires, les vainqueurs se livrent à des orgies qui

leur deviennent funestes : d'un autre côté, les sectionnaires se rallient de nuit sur la place des Carmes, et surprennent l'hôtel de ville où ils font prisonniers tous les membres de la commune, ainsi que le fougueux Challier. Aussitôt le comité de l'arsenal s'érige en municipalité provisoire, force les représentants, protecteurs de celle qui vient de succomber, à sanctionner ses opérations, et ne leur accorde qu'à ce prix la liberté de retourner à l'armée.

La nouvelle de l'événement du 31 mai retentit dans toute la France comme un effroyable coup de tonnerre. Jamais alarme n'avait été mieux fondée. Tout ce qui dans la république s'élevait par ses propriétés, son éducation ou son emploi au-dessus de la populace, n'apprit qu'avec horreur le triomphe d'une faction qui s'honorait d'avoir pour chefs des hommes tels que Robespierre et Marat. L'attentat contre la Gironde heurtait trop les principes reçus pour ne pas exciter un soulèvement général. La mort de Louis XVI n'avait produit qu'un léger frémissement en comparaison de celui-ci, car l'opinion était si pervertie dans ces temps désastreux, que le renversement de la plus sacrée des magistratures constitutionnelles, ne semblait rien à côté de l'acte qui dépouilla les membres de la convention d'une prérogative dont elle tirait sa force et sa sûreté.

Quoique les députés frappés par le décret eussent été tous arrêtés, la plupart d'entre eux parvinrent à s'évader et à se réfugier dans les départements voisins de la capitale. Les plus marquants parmi ces proscrits, tels que Lanjuinais, Barbaroux, Pétion, et vingt autres furent accueillis à Caen, comme des martyrs de la liberté. Le général Félix Wimpfen, commandant alors cette division des côtes de Cherbourg, les reçut à bras ouverts et chercha à lever une armée pour délivrer la convention de ses oppresseurs. Lié d'amitié avec Custine, il lui communiqua ses desseins, dans l'espérance d'en être secondé ; mais dénoncé par lui, il sentit qu'il s'était engagé dans une affaire dont il ne sortirait pas avec honneur. En effet, ses émissaires accueillis à Rennes, repoussés à Rouen, avec autant de mépris que par les Vendéens, lui prouvèrent que ses efforts pour organiser une armée seraient infructueux. Sur ces entrefaites, trois commissaires de la convention se présentèrent au général rebelle, lequel d'après l'exemple récent de Dumouriez, répondit à leurs menaces en les faisant arrêter.

Un homme qui servait la cause royale avec moins de zèle que l'Angleterre, crut devoir se rapprocher des girondins, et leur offrir des secours qu'ils acceptèrent à défaut de plus efficaces. Le marquis de Puisaye amena au général Wimpfen à Caen un faible renfort de troupes. Un pareil rapprochement était de nature à surprendre et non pas à durer. La défiance régnait de part et d'autre. On sentait que Puisaye ne cherchait qu'à utiliser, pour le cabinet de Saint-James, les progrès de l'insurrection où il daignait se compromettre. Le noble marquis prodiguait aux républicains, les promesses et les dédains, ce qui donnait à sa protection quelque chose d'ironique et de cruel. A la tête de 2 à 3,000 hommes, entraîné par sa valeur chevaleresque, et contre l'avis du général Wimpfen, il se mit en route pour aller, disait-il, rétablir l'ordre à Paris. Il poussa jusqu'à 20 lieues de la capitale, où le bruit de son approche produisit une vive sensation.

Il est vrai que cette marche triomphale fut de courte durée. La convention, forcée d'agir contre son futur libérateur, envoya au-devant de lui le chef de brigade Joubert avec 1,800 volontaires ou gendarmes. La rencontre eut lieu près de Vernon. A peine les insurgés eurent-ils vu briller dans la main des canonniers la mèche enflammée, qu'ils lâchèrent pied, laissant à 400 Brestois le soin de couvrir leur fuite. Les conventionnels dédaignèrent de les poursuivre ; Puisaye et quelques-uns de ses officiers s'embarquèrent pour l'Angleterre, où ils allèrent vanter la bravoure qu'ils avaient déployée, et solliciter des pensions. Le résultat de cette étrange tentative fut de livrer les autorités de Caen aux fureurs de la Montagne. Les députés proscrits quittèrent furtivement les murs de cette ville pour se réfugier en Bretagne et dans le Midi.

Le retour de Pétion, de Guadet et de Salles à Bordeaux, fut également le signal d'une levée de boucliers. Une commission populaire de salut public fut créée pour comprimer les anarchistes ; l'on organisa une force départementale, et l'on envoya des commissaires à Lyon et à Marseille, pour concerter un plan de résistance, et jeter les bases d'une

confédération. Mais toutes ces démonstrations ne furent suivies d'aucun effet : il ne se trouva dans cette ville, d'ailleurs si féconde en orateurs, aucun homme capable de mener ce mouvement contre-révolutionnaire à son but; les esprits se calmèrent d'eux-mêmes, et bientôt après les représentants Ysabeau et Beaudot, firent rentrer les plus récalcitrants à l'obéissance, au moyen d'une armée révolutionnaire de 2,000 paysans, que le général Brune organisa à la Réole.

A Marseille, l'on secoua également le joug de la Montagne. Une nouvelle autorité, sous le nom de comité central des sections, décerna des mandats d'arrêt contre les principaux jacobins. En même temps des commissaires portèrent à Lyon, Montpellier et Toulon le plan d'un pacte d'alliance contre la convention. La troupe de ligne en garnison à Marseille, fit cause commune avec la bourgeoisie; elle sortit de la ville avec quelques bataillons de volontaires, et alla, sous la conduite d'un certain d'Arbaud, prendre poste au Pont-Saint-Esprit, afin de faciliter la levée qui devait s'opérer dans les départements du Gard, de l'Hérault et du Var.

Au bruit du mouvement des fédéralistes, les représentants près l'armée des Alpes détachèrent à leur rencontre le général Carteaux avec 6 bataillons et 400 chevaux. D'Arbaud n'osa disputer son poste à l'avant-garde conventionnelle, et après avoir jeté une garnison dans le château de Pont-Saint-Esprit, se replia sur Avignon, d'où il fut bientôt chassé, et obligé de repasser la Durance avec perte. Carteaux, supposant à son adversaire plus de ressources qu'il n'en avait, craignit de franchir cette rivière, et attendit des renforts sur la rive droite. Les fédéralistes ne songèrent point à tirer parti de ce délai précieux, et prirent des cantonnements vis-à-vis les conventionnels, comme s'ils n'avaient plus rien à redouter. On ne tardera pas à voir combien cette sécurité leur devint funeste.

Cependant à Lyon la municipalité et le département récemment constitués, après l'affaire du 29 mai, allaient mander leur triomphe à la convention, lorsque le courrier de Paris, annonçant la révolution du 31, les engagea à y renoncer : il était clair que le parti vaincu à Lyon avait remporté la victoire dans la capitale. Sur ces entrefaites parurent les députés proscrits, Chassey et Biroteau : leurs rapports confirmèrent les Lyonnais dans la résolution de ne plus reconnaître la convention.

A peine celle-ci eut-elle avis de leur révolte, qu'elle dépêcha le représentant Robert-Lindet pour prendre connaissance des faits, et observer la contenance des nouvelles autorités. Ce député, après une judicieuse enquête, déclara qu'il n'y avait rien à craindre pour la république si le parti qui avait triomphé, le 29 mai, tenait avec fermeté les rênes de l'administration, et savait se défendre de l'influence royaliste. La convention tranquillisée mit alors par un décret sous la sauvegarde des autorités constituées, tous les individus incarcérés à la suite de la réaction du 29 mai.

Cette modération aurait sans doute apaisé les esprits, mais les royalistes, assez nombreux à Lyon, s'apercevant de la possibilité d'imprimer aux troubles une direction conforme à leurs vœux, s'en rendirent maîtres, et convaincus que la coalition ne combattait que pour conquérir et démembrer la France, ils espérèrent relever le trône des Bourbons à la faveur de la guerre civile, et mirent tous leurs soins à la fomenter en se joignant aux sectionnaires. La situation actuelle de Lyon leur fournissait les moyens de diriger à leur gré l'opinion; ils représentèrent aux capitalistes et aux négociants les dangers de voir passer leur fortune aux mains de la multitude, et aux ouvriers le danger imminent de manquer de travail par la cessation absolue de tout commerce. Des intérêts si directs étaient de nature à subjuguer les uns et les autres. Tout s'arma avec des vues différentes, et l'on pourrait même dire contraires, pour résister à la convention. Après s'être ainsi assurés des esprits de la multitude, les royalistes n'eurent pas de peine à faire choisir Précy, un des leurs, pour commander la force armée, et à former de 6,000 ouvriers sans travail, un corps soldé propre à opposer aux premiers coups de l'armée républicaine. Enfin, pour mieux s'assurer de la population, et ne lui laisser aucun moyen de retour, Challier fut condamné à mort et exécuté. Ainsi Lyon qui avait d'abord résisté aux sollicitations de Bordeaux et de Marseille, cédant à sa malheureuse destinée, se vit entraînée à la rébellion par un parti qu'elle abhorrait peut-être autant que les montagnards mêmes.

Telles furent dans les principales villes de la France, les premiers mouvements du fédéralisme provoqués par la dissidence des membres de la convention, et accélérés par la catastrophe du 2 juin. On voit que la nation divisée pour le choix de ses tyrans, ne songeait à rien moins qu'à élever sur le trône le fils de l'infortuné Louis XVI. Mais si tant de circonstances désastreuses avaient déjà desséché dans le cœur de la plupart des Français l'amour qu'ils portaient naguère au sang des Bourbons, il devint à la même époque le prétexte du soulèvement d'une contrée qui ne tarda pas à être abreuvée du sang des royalistes et des républicains. On sent déjà que je veux parler de la Vendée.

Insurrection de la Vendée.

Ce pays, d'environ 40 lieues en tous sens, borné au nord par la Loire, au midi par la Sèvre niortaise, à l'est par la route de Saumur à Niort, à l'ouest par l'Océan, comprenait une partie des départements de la Loire-Inférieure, de Maine-et-Loire, des Deux-Sèvres et de la Vendée. Il différait, autant par son aspect physique que par les mœurs et les usages de ses habitants, des autres provinces de France. Découvert et rempli de marais vers la côte, montueux, fourré et coupé en s'avançant à l'est, on y trouvait peu de chemins praticables à l'artillerie, et seulement deux chaussées difficiles: l'une qui conduit de Nantes aux Sables; l'autre qui traverse le pays diagonalement de Nantes à Niort. Du reste, peu de villes, beaucoup de bourgs et une infinité de hameaux, de métairies, de gentilhommières, jetées çà et là dans les gorges et les petites vallées, d'où jaillissent les petits affluents de la Loire, de la Sèvre nantaise, du Lay et du Thoué. Chaque propriété y est séparée par de larges fossés bordé de haies vives et d'arbres, qui en font de véritables redoutes. Cette disposition locale, jointe à une foule de chemins absolument pareils, conduisant d'une métairie à l'autre, se croisant en tous sens fait de ce pays un labyrinthe pour tout autre que ses habitants; en même temps qu'elle explique la cause des événements dont il fut le théâtre.

La partie basse ou le Marais, coupée de canaux, de digues couvertes de broussailles, n'est accessible que pour l'infanterie, et encore les colonnes y voyagent-elles au milieu d'une nuée de tirailleurs qu'on aperçoit à peine, et qu'il serait difficile de joindre. Dans toute cette contrée du Marais et du Bocage les habitants courent d'un village à l'autre par des sentiers coupés à chaque minute par ces fossés et ces haies qu'ils franchissent à l'aide de longues perches; leur fuite y est aisée, la poursuite impossible. Le canon traîné avec difficulté, ne pouvant presque jamais sortir d'un chemin étroit où on le laissait entassé, était ordinairement abandonné au moindre pas rétrograde; de là les pertes considérables d'artillerie et de caissons que les républicains y essuyèrent si fréquemment.

La population aussi simple que robuste, sans relations avec les contrées limitrophes, adonnée à la culture, et traitée avec bienveillance par les petits seigneurs angevins et poitevins, qui partageaient doucement avec elle les fruits de ses labeurs, était contente de son sort. L'abolition de la noblesse, la réforme du clergé, qui par toute la France, furent proclamés au milieu des cris d'allégresse, les touchèrent peu, et il ne fut pas difficile aux nobles et aux prêtres de leur faire envisager ces innovations comme attentatoires à ce qu'il y avait de plus sacré, ni de fomenter dans leurs cœurs généreux et irascibles, des levains de haine contre les fauteurs du nouvel ordre de choses. L'assassinat juridique de Louis XVI, et les persécutions dirigées peu après contre les prêtres, mirent le comble à leur mécontentement. Dès cet instant, la Vendée ne vit plus dans le reste de la France que des régicides et des athées. Toutefois cette haine comprimée par les autorités ne s'était encore manifestée que par des insurrections partielles. Un noble breton, le comte de la Rouairie, avait conçu, dès 1792, le projet de la mettre en œuvre pour le rétablissement de la royauté; mais découvert et frappé au moment de commencer son exécution, sa chute répandit l'effroi parmi les conjurés, et fit ajourner cette haute entreprise, jusqu'à ce que les fils en fussent de nouveau bien liés.

Enfin, la convention elle-même donna le signal de l'insurrection, en pressant l'exécution de la loi sur le recrutement des 300,000 hommes. La dis-

corde secoua ses brandons, le 13 mars, à Saint-Florent et à Challans. Dans le premier de ces bourgs, la jeunesse convoquée pour le tirage dissipa la gendarmerie, lui prit une pièce de canon et se mit sous la direction de Cathelineau, voiturier de Pin en Mauge, qui échangea son fouet pour une épée dont il se servit avec autant de bravoure que de bonheur. Dans l'autre, un perruquier nommé Gaston, se mit à la tête de la jeunesse réfractaire, mais tué quelques jours après, il eut pour successeur, le lieutenant de vaisseau Charette, le premier homme de marque qui figura dans ces rassemblements tumultueux.

Plus de 900 communes s'étaient assemblées spontanément au son du tocsin dans toute la contrée, et au même moment se forma un troisième noyau d'insurrection, dans les environs de Chantonnay, sous les ordres du marquis de Royrand, ancien militaire.

Effrayées des symptômes de cette révolte simultanée, les autorités républicaines évacuèrent les chef-lieux de districts, et laissèrent le champ libre aux insurgés qui demeurèrent alors maîtres du pays. Le conseil exécutif, prévenu par les commissaires de la convention et les autorités départementales, ne crut pas néanmoins le mal assez grand pour nécessiter la formation d'une armée. Il se borna à prescrire au général Labourdonnaye, qui commandait entre la Loire et la Dordogne, de rassembler un petit corps volant de 6,000 hommes à Nantes, et de faire parcourir le pays. Il n'y eut donc que de petites colonnes mobiles, dépendantes de ce noyau d'armée, ou formées des gardes nationales des villes de Nantes et d'Angers, pour s'opposer dans le principe aux progrès de l'insurrection.

Cependant, la prise de Chollet par Stofflet, le 15 mars, la défaite du général Marcé à Saint-Vincent, le 19, la prise de Chalonnes par Stofflet et d'Elbée, le 21, les tentatives de Joly sur les Sables d'Olonne, l'envahissement de Châtillon, de Bressuire, de Vihiers, décidèrent les commissaires à aller eux-mêmes faire un rapport de l'état des choses à la convention.

Le conseil exécutif après s'être conserté avec le comité de défense générale, décréta la formation de trois corps d'armée, composés principalement de 24 bataillons de volontaires, 2 régiments de ligne, 2 de cavalerie et de 24 bataillons tirés de l'armée du Rhin; il en confia le commandement au général Berruyer, mais les revers qui accablèrent l'armée du Nord empêchèrent l'exécution de cette mesure. Le général en chef arriva seul le 29 à Angers, et ne fut suivi à quelques jours de là, que par quelques détachements de gendarmerie, et par les vainqueurs de la Bastille, troupe brave, mais indisciplinée et encline au pillage.

C'est avec ce noyau d'armée, grossi de 10 à 12,000 volontaires soldés par les départements voisins, qu'il résolut de pénétrer au cœur de la Vendée, en partant de Challans, des Herbiers et de Vihiers, où se trouvaient les brigades Baudry, Boulard, Quetineau et Ligonnier. Le général Gauvilliers, pendant cette expédition, devait se porter d'Angers sur Saint-Florent, et balayer la rive gauche de la Loire. Il arriva de ces attaques décousues ce que le lecteur aura déjà prévu : d'Elbée, instruit du projet, réunit les bandes d'insurgés à Chollet, le 9 avril, et se porta le 11 sur Chemillié, de là sur Baupréau que Bonchamp quitta pour se porter avec une partie des siens sur Tiffanges. D'Elbée, au contraire, voyant que Berruyer n'avançait qu'avec circonspection, et sans véritable ensemble, revint avec ceux qui s'attachèrent à sa fortune sur Chemillié où les républicains n'avaient qu'une faible garnison qu'il surprit, et de là par une marche rapide rabattit le 16, sur Coron où il défit le général Ligonnier. D'Elbée et Bonchamp réunis arrivèrent le 23 à Baupréau, où le général Gauvilliers s'était rendu, lui livrèrent combat, le défirent complétement et le rejetèrent derrière la Loire.

Cependant Ligonnier, poussé par les forces de ces deux chefs réunis, appelle Quetineau à son secours. Celui-ci croit devoir prendre le chemin le plus court, lorsqu'assailli aux Aubiers par la colonne du jeune Larochejacquelin, il est battu et mis en déroute sur Thouars.

Baudry eut beaucoup de peine à tenir à Challans contre la bande de Charette, et Boulard, de son côté, consuma son temps à des attaques aussi brillantes qu'infructueuses.

Telle fut l'issue du premier plan d'opérations contre les Vendéens; on imputa son mauvais succès

au défaut de patriotisme du général en chef, tandis qu'il ne fallait en accuser que son manque de capacité et les manœuvres de ses adversaires.

Vers la fin du mois d'avril, avant que le gouvernement voulût croire à l'existence d'une insurrection sérieuse, la Vendée avait déjà 3 corps d'armée de 10 à 12,000 hommes chacun.

Le 1er de ces corps, dit *armée d'Anjou,* composé des habitants des bords de la Loire, depuis Saumur jusqu'à Champtoceau, était aux ordres du marquis de Bonchamp. Le second, appelé *grande armée,* et commandé par d'Elbée, était recruté par la population du pays entre le Thoué et le Maine jusqu'à hauteur de Montaigu; enfin le 3e, formé par les habitants de la Côte, depuis Bourgneuf jusqu'aux Sables, appelé *armée du Marais,* recevait les ordres de Charette.

S'il est vrai que de tous les genres de fanatisme, celui de la religion soit le plus propre à développer et entretenir longtemps l'héroïsme, on ne s'étonnera plus que de simples paysans aient lutté avec tant d'avantage et de constance contre des troupes mieux disciplinées; mais indépendamment de ces causes premières, le respect et l'attachement qu'ils avaient pour leurs chefs qui n'étaient autres que leurs seigneurs, ou des hommes dignes par leur valeur de marcher de pair avec eux, contribuèrent beaucoup à rendre leurs bandes formidables. On peut encore ranger, au nombre des causes qui facilitèrent leurs progrès, la défection des deux légions étrangères envoyées contre eux, l'inexpérience des troupes et des généraux qu'ils eurent d'abord à combattre, la mésintelligence qui régna constamment entre ces derniers; l'influence du conseil supérieur créé aussitôt après la prise de Fontenay.

Ce conseil, présidé par un prêtre imposteur se disant évêque d'Agra, et composé des individus les plus ardents ou les plus agréables à la multitude, cumula les pouvoirs civils et militaires, administratifs et judiciaires. Le premier acte émané de lui, soumit tous les habitants du pays insurgé à une sorte de conscription militaire. Un chef nommé par le peuple, dans chaque paroisse, fut chargé de la correspondance, tant avec le conseil, qu'avec le général de l'arrondissement duquel elle ressortait. Les trois armées, qui jusqu'alors n'avaient été que des rassemblements informes de paysans, suivant à leur gré le chef dans lequel ils avaient plus de confiance, commencèrent à prendre des idées de formation et d'hiérarchie. Les communes furent classées en compagnies, les cantons en bataillons, les arrondissements en divisions représentant des régiments : la force et la composition de ces fractions variaient d'après le nombre ou la population des villages qui en dépendaient : telle division avait 3 ou 4,000 hommes, et telle autre 15 à 1,800. Tout dans cette organisation dépendit moins de la volonté des principaux officiers, que du caprice des simples insurgés, qui préférèrent se ranger sous les bannières de tel chef plutôt que de tel autre. Il n'y avait, dans chacune des trois armées, qu'un ou deux bataillons de déserteurs soldés. Ces bataillons, ainsi qu'un petit régiment de cavalerie, furent les seuls corps permanents; le reste se dissolvait aussitôt après l'expéditon pour laquelle il s'était réuni. Cette expédition était de courte durée, et chaque soldat, en quittant ses foyers, emportait avec lui les vivres présumés nécessaires.

L'armement excita la sollicitude du conseil. La plupart des Vendéens ne s'étaient présentés au combat, jusque-là, qu'avec des faux emmanchées à l'envers, des bâtons surmontés de piques ou de faucilles; on leur procura à tous des fusils de munition. On vit s'élever à la fois, et comme par magie, des ateliers de réparations et de charronage, des moulins à poudre et des raffineries dans l'intérieur du pays. Bientôt après on y forma aussi des hôpitaux et des magasins de subsistances. Il ne manqua plus à la Vendée, pour être indépendante, qu'une grande ville pour capitale, et une ou deux places fortes.

On s'occupa peu de l'instruction et de la tenue militaire; ni l'une ni l'autre ne sont essentiellement nécessaires qu'aux corps soldés et permanents : et puisque le Vendéen retournait après la victoire cultiver le champ de son seigneur, il suffisait qu'il sût manier son fusil et tirer juste. Or, sur ce point, il ne le cédait en rien au plus habile chasseur : tireur adroit, leste, infatigable, sobre, patient, il eut sur les premières troupes républicaines qui lui furent opposées, un avantage immense dans l'attaque comme dans la défense. Tantôt réunis en plusieurs masses, les royalistes se jetaient avec impétuosité

et fureur sur les rangs ennemis, qu'ils culbutaient avec une audace incroyable : tantôt cédant à une résistance valeureuse, ils harcelaient leurs adversaires par un tiraillement meurtrier, se couvrant adroitement de toutes les localités capables de les protéger, et nous avons déjà dit que le pays en fourmillait. Les étrangers se sont fait une fausse idée de cette guerre quand ils ont cru que ces bandes levées en masse étaient méprisables : jamais guerre ne fut plus pénible et plus sanglante que celle de la grande Vendée.

Le conseil sentant la nécessité de mettre sous la main d'un seul chef les trois armées dont nous avons parlé plus haut, agita aussi la question de nommer un général en chef; mais comme elle éveilla toutes les ambitions, elle fut ajournée, et les armées conservèrent leur indépendance. Ce ne fut qu'après la prise de Saumur, qu'on éleva le plébéien Cathelineau à ce grade, sur la proposition de d'Elbée. Au reste, c'était une charge sans pouvoir : chaque chef resta maître de sa division, et des conseils de guerre décidaient les principales opérations. Bonchamp y avait une influence justement méritée, car au courage héroïque de ses compagnons d'armes, il réunissait le génie d'un grand capitaine; il était âgé de 33 ans, avait servi avec distinction dans l'Inde, durant la guerre de 1783. Non moins habile sur un champ de bataille que dans le cabinet, il avait une éloquence entraînante. Ses projets seront toujours le monument le plus glorieux de l'histoire militaire de la Vendée.

D'Elbée, né en Saxe et naturalisé Français en 1757, avait servi dans la cavalerie; il était âgé de 40 ans : religieux autant qu'intrépide, il portait un sang-froid admirable dans les combats, et une fermeté stoïque dans les revers. Les suffrages n'ont pas été aussi unanimes sur son caractère et ses talents. Selon les uns (1), plus soldat que général, il n'avait aucune connaissance des hommes et des affaires, et menait ses troupes au combat sans autre disposition que l'ordre de s'aligner sur son cheval. Selon d'autres, il faut le considérer comme un militaire consommé et un chef habile (2). Ses détracteurs affirment néanmoins qu'il fut assez adroit pour faire donner le commandement à Cathelineau, parce qu'exerçant sur son esprit un empire absolu, il espérait être de fait le généralissime des armées royales. Après avoir ainsi détourné le coup qui eût déféré à ses rivaux le commandement suprême, il parvint plus tard à s'en faire investir lui-même, ce qui ne dénote point le défaut d'habitude dans les affaires qu'on lui a reproché. Au reste, cette rivalité parmi des chefs combattant avec tant de ferveur pour la même cause, prouve que les petites passions des hommes triomphent des plus grands et des plus chers intérêts : elle eut d'ailleurs une influence marquée sur les destinées des Vendéens. Bonchamp, que la clameur publique désignait, ne devint pas leur chef, et en conçut, dit-on, du dépit; Talmont et d'Autichamp qui, malgré leur médiocrité, croyaient y avoir plus de droits encore en furent outrés; la discorde s'introduisit bientôt dans leurs conseils, et la divergence dans leurs opérations.

Les autres chefs furent moins marquants. Lescure était un vaillant et preux chevalier. Larochejacquelein actif, entreprenant et brave, bien qu'il occupât ensuite le premier rang, se distingua plutôt par des élans passagers que par un génie supérieur.

Charette, agé de 30 ans, lieutenant de vaisseau, homme à la fois dur, fin, opiniâtre, s'est fait remarquer plutôt comme partisan que comme général; jaloux à l'excès des autres chefs, il n'en fit point mystère dans plus d'une occasion; et son isolement devint la cause de plusieurs revers sanglants.

Stofflet, ancien garde-chasse, partagea avec Cathelineau l'honneur d'être à la tête des premiers rassemblements; actif, intrépide, doué d'un grand esprit naturel, il s'éleva, malgré son ignorance, au rang des meilleurs divisionnaires, et se trouva, à la mort des illustres chefs de l'armée d'Anjou, porté au commandement supérieur.

Nous avons vu que le général Quetineau, après la déroute des Aubiers, s'était réfugié à Thouars, poste avantageux situé sur une éminence entourée de trois côtés par le Thoué, et fameux par la dé-

(1) Biographie de Michaud. — Mémoires de Larochejacquelein.

(2) Mémoires de Thurreau. — Victoires et conquêtes.

fense qu'il opposa à Duguesclin. L'armée vendéenne, que la conscription établie par le conseil venait de renforcer de 10,000 hommes sous Larochejacquelein et Lescure, s'était réunie de nouveau à Chollet, le 26 avril, et avait marché sur Bressuire et Argenton. Le 5 mai, elle s'avance sur Thouars; les ponts du Thoué rompus et barricadés sont assaillis avec impétuosité par d'Elbée et Lescure; un seul gué existe, Bonchamp y passe avec sa cavalerie et se jette sur le flanc de Quetineau; soutenu successivement, il presse celui-ci avec ardeur. Après 6 heures de carnage, le pont est forcé, la ville emportée, Quetineau pris, sa division accablée et détruite. On accusa ce général de complicité avec Dumouriez que plusieurs personnes soupçonnèrent, contre toute vraisemblance, d'avoir eu beaucoup de part à l'insurrection de l'Ouest parce qu'il y avait commandé autrefois.

Les Vendéens ne firent pas un long séjour à Thouars : d'Elbée marchant par Loudun, tomba, le 13 mai, sur la Châtaigneraye que la brigade Chalbos évacua avec peine. Joint le lendemain par Lescure, il se croit en état d'enlever Fontenay; mais Chalbos prend ici sa revanche, défait les royalistes, leur prend 24 pièces de canon, et se reporte à la Châtaigneraye. Impatients de laver cet affront, ces deux chefs vendéens rallient leur monde, et paraissent, le 24, au soir, à la vue de ce bourg. Chalbos se replie de nouveau sur Fontenay où il est attaqué, battu, mis en déroute le lendemain, après une action sanglante et opiniâtre.

A cette époque, le conseil des Vendéens répandit sa proclamation assez remarquable du 27 mai, qui servait en même temps de manifeste, de justification, et d'invitation à l'imiter.

Pendant cette expédition, les républicains, bornés à une guerre de postes, poussaient la brigade Salomon à Thouars, et Ligonnier à Doué, d'où il envoyait ses patrouilles jusqu'à Vihiers et Chollet.

Cette circonstance détermina les chefs vendéens à se porter de nouveau vers la Loire. L'armée rentra donc dans ses foyers pour y prendre quelques jours de repos, et se rassembla du 5 au 6 juin dans les environs de Châtillon au nombre de 40,000 hommes sous les ordres de Larochejacquelein, Lescure, Stofflet et Cathelineau. Là, il fut résolu de chasser les républicains de Saumur. Cette opération était facile, car il ne s'agissait que de déposter le général Ligonnier de Doué; ce qui fut exécuté fort heureusement le 7 juin. Le surlendemain, la ville de Saumur fut investie, attaquée et enlevée de vive force. Les républicains y firent des pertes énormes.

Maîtres de ce point important, les Vendéens discutèrent alors le plan de campagne. D'Elbée loin de viser à la conquête de Nantes, aurait préféré tourner ses efforts contre Niort, afin d'étendre le foyer de l'insurrection vers la Lozère, où l'ex-constituant Charrier avait laissé nombre de partisans, et vers le Midi qui commençait à lever l'étendard de l'opposition. Mais Bonchamp ayant démontré tous les avantages résultants de la possession de Nantes, comme centre d'activité, siége du gouvernement, point de correspondance avec l'Angleterre, et Talmont et d'Autichamp s'étant rangés de son avis dans l'espoir d'organiser chacun une armée dans la Bretagne, où ils avaient conservé beaucoup de relations, l'expédition de Nantes fut résolue, et Charette invité d'y concourir en se portant sur Machecoul, pendant que Royrand, avec une division de l'armée d'Anjou, ferait une diversion de la Roche-sur-Yon vers Luçon. Cette entreprise, quoiqu'elle devînt une faute capitale en détournant l'armée royale de la direction de Paris, où elle eût pu étouffer l'anarchie dans son berceau, ne laissait pas d'être habilement conçue sous le rapport militaire. On voit, en effet, au premier examen de la carte, que la ligne centrale de la Loire était pour les républicains la clef de tout le théâtre de la guerre, et qu'aussi longtemps qu'ils en seraient maîtres, ils pourraient soutenir Nantes, couper la communication de la Bretagne avec la Vendée, se porter au cœur de celle-ci, et conserver à son égard une attitude menaçante et offensive. Maîtres de Nantes, assurés d'un point essentiel de débarquement et d'approvisionnement. les royalistes pouvaient s'abandonner entièrement à des entreprises le long de ce fleuve qu'ils remonteraient désormais sans crainte par Angers pour se diriger sur Paris.

Cependant, la convention prévenue de toutes parts des progrès de l'insurrection vendéenne, presse le comité de salut public d'envoyer des forces imposantes sur la Loire. Obligé de faire face de tous côtés, il retira vers la fin de juillet 8,000 hommes

de l'armée des Pyrénées-Occidentales pour les porter en Vendée, où ils se joignirent aux 12,000 hommes tirés de l'armée du Nord dans les premiers jours de juillet. Comme ces forces n'étaient pas à beaucoup près suffisantes pour étouffer le foyer de rébellion, et qu'on ne pouvait alors sans danger retirer les corps organisés qui se trouvaient sur les frontières de la Flandre et des Ardennes, le comité de salut public ordonna que 6 hommes par compagnie de tous les autres corps d'infanterie de la république se rendissent à Orléans, où l'on en forma 25 bataillons d'élite. Enfin, le général Santerre, commandant la garde parisienne, sollicita et obtint la permission de lever dans Paris un corps de 10,000 volontaires, spécialement destiné à servir dans cette partie.

On rappela le général Biron de l'armée du Var, pour lui confier le commandement de celle-ci. C'était un choix malheureux, s'il ne cachait pas l'intention de le perdre. Biron, arrivant sur un théâtre inconnu pour lui, dans la nécessité de sévir autant que de combattre contre des gens de sa caste, fut placé entre ses devoirs et ses affections, et ne put entièrement sacrifier celles-ci aux premiers (1). Il trouva l'armée à Niort, dans un état de délabrement et de désorganisation effrayant. Elle comptait pourtant encore près de 40,000 hommes, mais à peine en voyait-on 15,000 en état de combattre dans les rangs. C'était un amas de fonds de dépôts, de détachements de plus de 60 corps différents, de volontaires et de pères de famille requis dans les sept départements voisins. Il fallut commencer par congédier la moitié de l'armée, avant de procéder à sa réorganisation.

Tandis qu'il donnait tous ses soins à ce travail pénible et dégoûtant, la grande armée vendéenne et celle d'Anjou, passèrent la Loire au nombre de 30,000, sous la conduite de Cathelineau, et après avoir laissé garnison dans Saumur, pris Angers, et attiré l'attention des républicains sur Tours et le Mans, marchèrent brusquement sur Nantes par la rive droite du fleuve ; en même temps que Charette, avec les bandes poitevines s'en approchait par la rive gauche.

Le général Canclaux n'avait pour couvrir cette place importante, que 11 petits bataillons, et moins de 300 chevaux : secondé toutefois par la garde nantaise, il résolut de tenir tête à l'ennemi, et y réussit. Cathelineau entraîné par son ardeur, et calculant peut-être trop sur la faiblesse de son adversaire, négligea de prendre les mesures qui lui auraient assuré le succès de son coup de main. Non content de laisser le corps de Charette se morfondre devant Pont-Rousseau, il forma, des 20,000 combattants qui lui restaient, jusqu'à sept attaques, en sorte qu'aucune ne put se maintenir dans la ville, et qu'après une journée très-meurtrière où il fut blessé à mort, son armée fut obligée de se retirer honteusement sur Saumur, protégée par une démonstration de Charette, qui ne se retira que le lendemain.

Cette victoire, la première des républicains, depuis l'origine de la Vendée, ne tarda pas, au reste, à être balancée par de nouveaux revers, qu'il faut imputer au plan d'opérations adopté par Biron. Ce général, après avoir rassemblé environ 50,000 hommes, imagina de soumettre le pays en marchant en ligne vers la côte sur 4 à 5 divisions de front, depuis la Loire jusqu'à la Sèvre niortaise. En vain son général d'avant-garde, Westermann qui avait envisagé cette guerre sous son véritable point de vue, lui conseillait de pénétrer vivement et en masse sur une seule direction, et de tout refouler devant lui sans s'inquiéter désormais d'être débordé. Biron se flattant peut-être de pacifier la contrée par des voies de douceur et de conciliation, ne fit aucun cas des avis que son inférieur lui donnait d'ailleurs d'une manière trop tranchante, et il trouva le moyen de faire détruire une partie de son armée, en l'engageant partiellement. Immobile à Niort avec 17,000 hommes d'élite, il en dispersa plus de 10,000 sur la droite à Airvault, Parthenay et Saint-Maixent; autant pour former un cordon sur sa gauche aux Sables, Luçon et Fontenay; puis il ordonna aux divisions de

(1) L'histoire recueillera comme un exemple remarquable de la bizarrerie humaine que Biron, descendant d'un maréchal, duc et pair de France, commandât les armées républicaines, à l'instant même où Cathelineau, simple voiturier ou marchand de laine, commandait les troupes féodales de la noblesse française.

Saumur et d'Angers de marcher concentriquement sur Chollet, d'où, après avoir fait leur jonction, elles se seraient portées sur Mortagne et Montaigu. De telles dispositions, nonobstant un premier avantage, devaient amener des revers.

Tandis que d'Elbée veille sur différents points, les chefs de la haute Vendée réunissent toutes leurs forces au nombre de 25,000 combattants, et se dirigent sur Martigné-Briand où le général Labarollière, qui avait franchi le pont de Cé, venait de s'établir. Le 15 juillet, au matin, l'action s'engage, et d'abord les royalistes ont l'avantage, mais bientôt la fortune se déclare pour les républicains : Bonchamp, Larochejacquelein, Stofflet et quantité d'autres chefs vendéens sont mis hors de combat : leurs troupes plient et sont vivement poursuivies par le 9ᵉ de hussards jusqu'à Vihiers où elles prennent position.

Labarollière se hâta de donner avis de ses succès à son collègue Santerre, lequel avait débouché de Saumur sur Doué, et jaloux de prendre part à la victoire, se porta en une marche de nuit devant Vihiers où il opéra sa jonction, le 16, au matin, avec la division d'Angers. Les Vendéens encore ébranlés du choc de la veille, ne se croyant pas en état de recevoir la bataille, se replièrent sur Coron, poursuivis par les républicains.

Cependant, les chefs blessés qui étaient retournés aux environs de Chollet pour s'y faire soigner, à la nouvelle de l'approche de Santerre, font sonner le tocsin de toutes parts : le curé de Saint-Laud en fait autant, et la nombreuse population de la contrée court aux armes. Les bandes découragées qui battaient en retraite le 17, au matin, sur Vézins, se rallient ; Piron qui en prend, à défaut d'autres chefs, le commandement, s'apercevant que les républicains étaient en colonne de marche sur la grande route, les aborde en flanc, tandis qu'une masse d'insurgés les attaque vivement de front : ils n'ont pas le temps de se former, et sont mis en déroute sur Vihiers. Là, le représentant Bourbotte avec 12 à 1,500 braves veut arrêter les fuyards et rétablir le combat ; mais, écrasés par le nombre, ils sont bientôt dispersés : les corps des deux divisions fuient pêle-mêle, et à l'aventure, les uns vers les ponts de Cé, les autres vers Saumur ; leur artillerie, leurs bagages, tout tomba au pouvoir des vainqueurs. Santerre et Bourbotte faillirent même être pris, et ne se sauvèrent que par miracle. La défaite fut telle, que des 15,000 hommes qui composaient ces deux divisions, à peine put-on en rallier le tiers à Chinon, trois jours après. Biron destitué pour cet échec, ne tarda pas, à la vérité, d'être arrêté comme coupable de trahison ; mais cette mesure ne ramena point la victoire sous les drapeaux républicains. La Vendée se trouvait, à la fin de juillet, au plus haut dégré d'ascendance, et quoiqu'alors elle n'eût emprunté aucun secours à l'étranger, elle inquiétait bien plus la convention que les fédéralistes qui, sans point de ralliement dans l'intérieur et désunis, paraissaient ne prendre les armes que pour donner quelque lustre au triomphe de la Montagne sur la Gironde.

La répétition de ces scènes de carnage livrées sur un même point, prouve assez l'acharnement des deux partis, en même temps qu'elle caractérise la nature de cette guerre. La simple indication de ces combats aura paru trop rapide pour en faire saisir toutes les combinaisons ; nous devons rappeler que ce n'est qu'une esquisse destinée à donner plus d'ensemble au tableau des grandes scènes européennes.

Il a paru d'ailleurs des histoires particulières de ces guerres civiles, qui ne laissent rien à désirer : et dans les luttes de cette nature, surtout, les particularités sont plus décisives et plus indispensables à citer que dans les chocs réguliers des armées permanentes. Nous ajouterons seulement que Bonchamp et d'Elbée triomphèrent à Beaupréau, à Thouars, à Saumur, par des combinaisons que les plus grands capitaines ne désavoueraient point. Les amis de la France regretteront toutefois que ces lauriers aient été flétris dans le sang de ses enfants, versé à grands flots par leurs propres mains ; et il manqua à la gloire des deux partis, de remporter ces succès sur les ennemis de la patrie.

Tandis que la France frémissait au récit de pareilles victoires, la convention avait cru faire diversion à ses fureurs en occupant le peuple par des débats relatifs à une nouvelle constitution ochlocratique.

Le soin de rédiger cette charte démagogique avait été confié à Hérault de Séchelle, et il s'en a-

quitta avec la souplesse et la facilité qui lui étaient familières. Adopté par la convention, le 23 juin, ce pacte bizarre fut soumis ensuite à la sanction des assemblées primaires.

S'il faut en juger par la tournure des événements, les meneurs de la Montagne étaient loin de vouloir le mettre en vigueur, et ces démonstrations n'eurent sans doute d'autre but que de masquer d'autant mieux leurs projets, tout en donnant aux ennemis de l'anarchie l'occasion de se signaler, et de fournir de nouveaux aliments aux listes de proscription. Prompts à tirer parti des circonstances, les meneurs des jacobins, surent trouver les moyens de détourner le coup dont ils étaient menacés, et résolurent d'ajourner indéfiniment la mise en activité d'un gouvernement qui, en dépit de l'influence des clubs, présenterait sans doute plus d'obstacles à leurs projets qu'une convention déjà façonnée à leur joug (1).

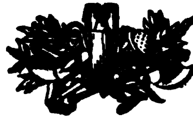
Au milieu de ces débats Charlotte Corday délivra la France du plus dégoûtant de ses oppresseurs. Marat était tombé, le 13 juillet, sous le poignard de cette jeune héroïne, dont le dévouement et l'admirable courage sont trop connus pour que nous entrions dans aucun détail sur cet événement. La convention acheva de donner la mesure de sa turpitude en ordonnant que les cendres de Mirabeau fussent arrachées du Panthéon pour y être remplacées par celles de ce monstre.

Le comité de salut public venait d'être renouvelé en entier; et l'élection des nouveaux membres s'était ressentie de l'influence des vainqueurs du 31 mai. Robespierre y prit la place de Danton, et tint bientôt le premier rang à côté des Saint-Just et des Collot-d'Herbois.

Mais il convient de laisser respirer un moment nos lecteurs, et d'éloigner nos regards de ce tableau de massacres et de dissensions intestines, pour les porter sur le grand mouvement imprimé à la France au mois de septembre, et voir ensuite l'influence qu'il eut sur la marche victorieuse des armées.

(1) Si l'on doutait de la vérité de cette assertion, il n'y a qu'à se rappeler la dénonciation portée par Robespierre contre ceux qui voulaient organiser le ministère, mesure qui, selon lui, ne mènerait qu'à dissoudre la convention.

(*Moniteur du* 21 *juin* 1794.)



PIÈCES JUSTIFICATIVES

DU LIVRE IV.

1793.

N° 1.

Le conseil exécutif provisoire de la république française, au prince-évêque de Rome (au pape).

Des Français libres, des enfants des arts, dont le séjour à Rome y soutient et développe des goûts et des talents dont elle s'honore, subissent par votre ordre une injuste persécution. Enlevés à leurs travaux d'une manière arbitraire, enfermés dans une prison rigoureuse, indiqués au public et traités comme des coupables, sans qu'aucun tribunal ait annoncé leur crime, ou, plutôt, lorsqu'on ne peut leur en reprocher d'autre que d'avoir laissé connaître leur respect pour les droits de l'humanité, leur amour pour une patrie qui les reconnaît : ils sont désignés comme des victimes que doivent bientôt immoler le despotisme et la superstition réunis.

Sans doute, s'il était permis d'acheter jamais aux dépens de l'innocence le triomphe d'une bonne cause, il faudrait laisser commettre cet excès. Le règne ébranlé de l'inquisition finit, du jour même où elle ose encore exercer sa furie; et le successeur de saint Pierre ne sera plus un prince, le jour où il l'aura souffert. La raison a fait partout entendre sa voix puissante; elle a ranimé dans le cœur de l'homme opprimé la conscience de ses devoirs, avec le sentiment de sa force; elle a brisé le sceptre de la tyrannie, le talisman de la royauté. La *liberté* est devenue le point de ralliement universel; et les souverains, chancelants sur leurs trônes, n'ont plus qu'à la favoriser pour éviter une chute violente. Mais il ne suffit pas à la république française de prévoir le terme et l'anéantissement de la tyrannie dans l'Europe, elle doit en arrêter l'action sur tous ceux qui lui appartiennent. Déjà son ministre des affaires étrangères a demandé l'élargissement des Français arbitrairement détenus à Rome : aujourd'hui son conseil exécutif les réclame, au nom de la justice qu'ils n'ont point offensée; au nom des arts que vous avez intérêt d'accueillir et de protéger; au nom de la raison, qui s'indigne de cette persécution étrange; au nom d'une nation libre, fière et généreuse, qui dédaigne les conquêtes, il est vrai, mais qui veut faire respecter ses droits; qui est prête à se venger de quiconque ose les méconnaître; et qui n'a pas su les conquérir sur ces prêtres et ses rois, pour les laisser outrager par qui que ce soit sur la terre.

Pontife de l'Église romaine, prince encore d'un État prêt à vous échapper, vous ne pouvez plus conserver et l'État et l'Église que par la profession désintéressée de ces principes évangéliques, qui respirent la plus pure démocratie, la plus tendre humanité, l'égalité la plus parfaite; et dont les successeurs de Jésus-Christ n'avaient pu se couvrir que pour accroître une domination qui tombe aujourd'hui de vétusté. Les siècles de l'ignorance sont passés; les hommes ne peuvent plus être soumis que par la conviction, conduits que par la vérité, attachés que par leur propre bonheur. L'art de la politique et le secret du gouvernement sont réduits à la reconnaissance de leurs droits, et aux soins de leur en faciliter l'exercice, pour le plus grand

bien de tous, avec le moins de dommage possible pour chacun.

Telles sont aujourd'hui les maximes de la république française : trop juste pour avoir rien à taire, même en diplomatie; trop puissante pour avoir recours aux menaces, mais trop fière pour dissimuler un outrage, elle est prête à le punir, si des réclamations paisibles demeuraient sans effet.

Fait en conseil exécutif, le 23 novembre 1792.

Signé Rolland, Clavière, Lebrun, Monge, Pache et Garat.

Par le conseil. *Signé* Grouvelle, *secrétaire*.

N° 2.

Extrait des Mémoires de Dumouriez relativement à son plan sur la Hollande, et le retour de l'ordre en France.

« Le projet de Dumouriez était d'avancer avec » le corps d'armée qu'il rassemblait sur le Moerdick, » en masquant les places de Bréda et Gertruidenberg » sur sa droite, de Berg-op-Zoom, Steenberg, » Klundert et Willemstadt sur sa gauche; et de » tenter le passage de ce bras de mer, qui est » d'à peu près deux lieues, pour arriver à Dort, » où une fois débarqué, il se trouvait dans le cœur » de la Hollande, et ne pouvait plus rencontrer » d'obstacle, en marchant par Rotterdam, Delft, » La Haye, Leyde et Harlem, jusqu'à Amsterdam. » Il prenait alors à revers toutes les défenses de » la Hollande, pendant que le général Miranda, » avec une partie de la grande armée, aurait mas- » qué et bombardé Maestricht et Venloo; et dès » qu'il aurait su le général Dumouriez abordé à Dort, » il aurait laissé continuer le siége de Maestricht » par le général Valence, et aurait marché avec » 5,000 hommes sur Nimègue, où le général » Dumouriez l'aurait joint par Utrecht. Ce plan » de campagne, exécuté avec rapidité, devait » rencontrer très-peu d'obstacles, parce que le » Stathouder n'avait ni une armée rassemblée, » ni un plan de défense arrêté, et parce que de » tous les projets auxquels il pouvait avoir à s'op- » poser, celui-ci était le moins présumable; car » c'était, pour ainsi dire, faire passer une armée » par le trou d'une aiguille.

» En cas de réussite, Dumouriez avait le projet, » dès qu'il serait maître de la Hollande, de ren- » voyer dans les Pays-Bas tous les bataillons de » volontaires nationaux; de s'environner de » troupes de ligne, et de ses généraux les plus affi- » dés; de faire donner par les États-Généraux les » ordres pour faire rendre toutes les places; de » ne laisser faire dans le gouvernement que les » changements les plus indispensables; de dis- » soudre le comité révolutionnaire hollandais, à » qui il annonça d'avance, qu'en cas de réussite, » chacun d'eux, en supposant qu'il eût la confiance » de ses concitoyens entrerait dans les places » d'administration de la province dont il était; de » préserver la république batave des commissaires » de la convention et du jacobinisme; d'armer » sur-le-champ à Rotterdam, en Zélande et dans » le Texel une flotte, pour s'assurer des posses- » sions de l'Inde, et en renforcer les garnisons; d'an- » noncer aux Anglais une neutralité parfaite; de pla- » cer dans les pays de Zutphen et dans la Gueldre » hollandaise une armée d'observation de 30,000 » hommes; de donner de l'argent et des armes » pour mettre sur pied 30,000 hommes du pays » d'Anvers, des deux Flandres et de la Campine, » sur lesquels il pouvait compter; de restreindre » l'armée française dans le pays de Liége; d'annuler » dans toute la Belgique le décret du 15 décembre; » d'offrir aux peuples de s'assembler comme ils » voudraient à Alost, Anvers, ou Gand pour se » donner une forme solide de gouvernement, telle » qu'elle leur conviendrait; alors de rassembler » un certain nombre de bataillons belges, à 800 » hommes chacun, qu'il comptait porter à 40,000 » hommes, d'y joindre de la cavalerie, de pro- » poser aux Impériaux une suspension d'armes. » S'ils la refusaient, il comptait avec plus de » 150,000 hommes les chasser au delà du Rhin : » s'ils l'acceptaient, il avait plus de temps et » de moyens pour exécuter le reste de son projet, » qui était, ou de former une république des » dix-sept provinces, si cela convenait aux deux » peuples, ou d'établir une alliance offensive et » défensive entre les deux républiques belge et

» batave, si la réunion ne leur convenait pas; de » former entre elles deux, une armée de 80,000 » hommes jusqu'à la fin de la guerre; de proposer » à la France de s'allier avec elles, mais à condition » qu'elle reprendrait la constitution de 1789, pour » faire cesser son anarchie; et en cas de refus, de » marcher sur Paris avec les troupes de ligne fran- » çaises, et 40,000 Belges et Bataves, pour dis- » soudre la convention, et anéantir le jacobi- » nisme. »

N° 3.

Correspondance de Dumouriez relativement aux événements de Hollande et d'Aix-la-Chapelle.

Copie de la lettre du général Dumouriez au général Valence.

Du Moerdick, le 3 mars 1793 (2e de la république).

Thiéry m'apporte, mon cher Valence, votre *duplicata*. Je suis bien éloigné de regarder le rêve de la Hollande comme fini, quelque déplacée que me paraisse cette expression. Les ennemis n'ont pas plus de 20 à 25,000 hommes. Ils ont surpris les cantonnements *de votre avant-garde,* et vous pensez déjà à tout abandonner; et l'événement vous paraît confirmer la critique que vous avez toujours faite de nos cantonnements. Si ces cantonnements avaient été soutenus avec vigilance; si on avait fait des rassemblements sages, comme on le devait, puisque cette avant-garde, qu'il fallait renforcer et rapprocher, était devenue une armée d'observation couvrant un siége, on n'aurait pas reçu un pareil échec.

Je vous ai mandé, ce matin, que j'attends l'issue des deux siéges de Willemstad et Gertruidenberg : c'est l'affaire de deux jours; et certainement je n'irai pas décourager une armée victorieuse, en la quittant au milieu des succès, pour aller faire, quoi ? Le siége de Maestricht est levé; Aix-la-Chapelle est abandonné : il ne s'agit plus, pour vous et pour les autres généraux, que de bien vous entendre pour défendre la Meuse, et couvrir Liége par la position de Herve. Le général Thouvenot, qui m'a aidé à tracer tous mes mouvements et toutes mes positions, vous suffit pour établir cette défensive, que vous pouvez facilement tenir pendant au moins *quinze jours;* et d'ici là, les affaires prendront une autre face. Si l'ennemi veut passer par Maestricht, Miranda, placé à Tongres, peut lui tomber sur le corps, jusque sous les murs de la ville, parce que vous le joindrez, et suivrez les mouvements de l'ennemi par échelons. Si l'ennemi vient sur Herve, vous pouvez longtemps disputer ce poste, qui est considérablement renforcé actuellement, puisque je vois, par la date de la lettre de Leveneur, qu'il s'est replié sur Henri-Chapelle : d'après quoi, je suppose que toute son artillerie est sauvée, ainsi que toute la gauche de l'avant-garde. Cet échec doit servir de leçon; mais il serait très-fâcheux qu'il consternât les généraux de la république au point de les rendre incapables de défendre la Meuse, contre une armée inférieure jusqu'à présent. J'espère qu'on est revenu du premier étourdissement, et que votre premier courrier m'apportera des dépêches plus tranquilles. Vous jugez que je les attends avec impatience. J'imagine que vous tirerez du corps de d'Harville tout ce que vous pourrez, ainsi que de l'intérieur. J'ai mandé à Beurnonville de vous envoyer toutes les troupes qu'il peut avoir sous sa main. De Flers rassemble en avant d'Anvers un corps de 6 à 7,000 hommes, qui pourra être très-utile, ainsi que le 15,000 que j'ai avec moi, lorsqu'il sera nécessaire de nous joindre. Bon courage, mon cher Valence : ceci n'est qu'un échec, que vous pouvez facilement réparer, et qui peut donner de l'espérance, pour pouvoir se rassembler à propos.

Signé DUMOURIEZ.

Le général Dumouriez au général Miranda.

Moerdick, le 4 mars 1793 (2e de la république)

Fier républicain, mon frère, mon ami, oubliez vos chagrins : faites célébrer à votre armée la prise de Gertruidenberg, qui s'est rendu aujourd'hui à

quatre heures et demie du soir, par capitulation. J'espère que les armées de la Belgique vont reprendre courage, et se piquer d'une noble émulation. Gertruidenberg, couvert d'inondations presqu'inaccessibles, défendu par des forts nombreux garnis d'une artillerie redoutable, avec une garnison de Suisses, n'a tenu que trente-six heures contre l'impétuosité française, et contre le génie et les talents du général d'Arçon. Il est la clef de la Hollande, par quelque côté que je veuille l'attaquer.

Vous jugez, mon ami, que je suis plus éloigné que jamais d'abandonner un plan qui va donner du numéraire, des munitions, des subsistances et des alliés; un plan qui sauvera la Belgique, et la France par contre-coup.

Voici ce qui va arriver. Les Prussiens abandonneront les Autrichiens pour courir au secours de La Haye et d'Amsterdam, où j'arriverai avec eux. Je les combattrai à la tête de ces mêmes Hollandais, contre qui je me bats à présent. Vous, vous marcherez sur Grave, que vous prendrez : de là, vous attaquerez Nimègue; et nous nous donnerons toujours la main. Cependant, le général Valence, n'ayant plus affaire qu'aux Autrichiens, auxquels il sera infiniment supérieur par les secours qui lui arriveront de partout, les contiendra, jusqu'à ce que vous reveniez les reprendre en flanc, par le pays de Clèves et de Juliers.

Les Prussiens ont deux routes, pour tâcher d'arrêter nos victoires : la première est de forcer le passage de la Meuse, par Ruremonde et Venloo, pour venir par la Campine, couper Anvers. J'y ai pourvu en faisant assembler entre Berg-op-Zoom et Breda, un corps de troupes aux ordres du général Flers, lequel, avant le 10, sera de 5 à 6,000 hommes, et sera porté à 15 ou 18, par les troupes que Beurnonville va envoyer. Si vous vous apercevez que les Prussiens prennent ce parti, vous soutiendrez Champmorin et Lamarlière, et vous disputerez le passage de la Meuse : s'ils l'ont passé avant vous, vous vous réunirez à Champmorin, Lamartinière et Flers, et vous les combattrez avec supériorité. Je doute qu'ils soient assez forts, pour prendre ce premier parti.

Le deuxième parti que peuvent prendre les Prussiens, c'est de marcher tout droit par Nimègue, pour arriver à grandes journées par Amsterdam. S'ils prennent ce parti, vous enverrez Flers pour me renforcer par le même chemin que j'aurai pris; et vous irez, vous, assiéger Grave, et, ensuite, Nimègue.

S'ils ne prennent aucun de ces deux partis, et s'ils restent réunis à l'armée autrichienne, pour pénétrer dans la Belgique; alors, joint à Valence, vous les amuserez sur la Meuse : et, s'ils ont l'audace de la passer avant d'avoir reçu leurs renforts, vous les combattrez avec courage.

Dans tous les cas, votre position n'est pas dangereuse : *mais comme il s'agit de rendre le courage à l'armée, et peut-être aux généraux* (vous et Thouvenot exceptés), *je vous adresse un discours pour l'armée, que je vous prie de faire proclamer et imprimer.* Willemstadt se défend très-bien; mais je crois que la prise de Gertruidenberg va décourager la garnison : elle augmente, d'ailleurs, nos moyens en artillerie; car je prends dans chaque ville, de quoi prendre la ville suivante. Bon courage, mon cher Péruvien : pensez qu'il nous reste encore de plus grandes choses à faire.

Le général en chef,

Signé Dumouriez.

Le général Dumouriez au général Miranda.

Moerdick, le 9 mars 1793 (2e de la république).

Il n'y a que vous, mon digne ami, et Thouvenout, qui me donniez consolation et espérance. La prise de Gertruidenberg m'a enrichi de 150 bouches à feu superbes, et de plus de 140 milliers de poudre, ainsi que d'une cinquantaine de bâtiments de transport. La retraite de Champmorin et Lamarlière est fort heureuse; mais il devient infiniment essentiel que vous les poussiez, l'un sur Herenthals, l'autre sur Lier : et je vous annonce que je porte sur Turnhout le colonel Westermann, avec sa légion et la 31e brigade de gendarmerie, dont je ne suis pas extrêmement content. Ce petit corps d'environ 2,500 hommes, servira à éclairer la Campine, où il serait possible que l'ennemi voulût

pénétrer, pour me prendre à dos, si nous restions aussi séparés que nous allons l'être. Je remettrai au général Marassé, en passant à Anvers, une instruction pour le général Champmorin, qui commandera le petit corps d'armée dont le corps de Westermann fera partie. Je me décide à aller vous rejoindre, car les lettres de Valence sont du plus mauvais genre, et notamment celle que je reçois aujourd'hui de lui, par votre courrier. Je serai demain matin à Anvers, demain soir à Bruxelles, et tout de suite avec vous.

Aussitôt ma lettre reçue, faites partir Champmorin pour Lier, et Lamartinière pour Herenthals. Jetez dans Diest un commandant vigoureux, avec un bataillon et 80 chevaux. Il faut fortifier ce point, ainsi que Lier.

Un motif m'engage à partir : c'est de rassurer les Belges, et de les ramener à nous par la confiance qu'ils ont en moi, et surtout en diminuant la tyrannie et les injustices qu'ils ont éprouvées jusqu'à présent. Mon parti est pris à cet égard, quelque chose qu'en puisse dire Cambon et ses satellites. J'envoie ordre au général Danghest, de se rendre de sa personne à Douai. Je punirai pareillement le général Chancel, pour avoir abandonné Huy, que je veux que l'on reprenne.

Mon passage du Moerdick est prêt à s'exécuter en mon absence, par le général Flers, et par Thouvenot le cadet. Faites-vous rejoindre par l'artillerie de position. J'aurai plaisir, mon ami, à vous embrasser. Le siége de Willemstadt se continue toujours : cette place se défend bien, parce qu'elle a été mollement attaquée. Je causerai avec vous, dans deux jours : ainsi, je ne vous dis rien de plus. Mes chevaux m'arriveront dans quatre ou cinq jours, au plus tard, à Louvain. J'en emprunterai, en passant à Bruxelles. Adieu (en espagnol) mon ami.

Le général en chef,

Signé Dumouriez.

P. S. Faites sur-le-champ mettre à l'ordre ma proclamation à l'armée, et faites-la imprimer.

N° 4.

Lettre de Dumouriez à la convention nationale.

Louvain, le 12 mars 1793 (2e de la république).

Citoyen président,

Le salut du peuple est la loi suprême : je viens de lui sacrifier une conquête presqu'assurée, en quittant la portion victorieuse de l'armée, prête à entrer dans le cœur de la Hollande, pour venir au secours de celle qui vient d'essuyer un revers qu'on doit à des causes physiques et morales, que je vais vous développer, avec cette franchise qui est plus nécessaire que jamais, et qui eût toujours opéré le salut de la république, si tous les agents qui la servent, l'eussent employée dans les comptes qu'ils rendaient, et si elle eût toujours été écoutée avec plus de complaisance que la flatterie mensongère (1).

Vous savez, citoyens représentants, dans quel état de désorganisation et de souffrance les armées de la Belgique ont été mises, par un ministre et par des bureaux, qui ont conduit la France sur le penchant de sa ruine. Ce ministre et ces bureaux ont été changés ; mais, bien loin de les punir, Pache, Hassenfratz sont passés à la place importante de la mairie de Paris ; et dès lors la capitale a vu se renouveler dans la rue des Lombards des scènes de sang et de carnage.

Je vous ai présenté, au mois de décembre, dans quatre mémoires, les griefs qu'il fallait redresser. Je vous ai indiqué les seuls moyens qui pouvaient faire cesser le mal, et rendre à nos armées toute leur force ; ainsi qu'à la cause de la nation, toute la justice qui doit être son caractère. Ces mémoires ont été écartés ; vous ne les connaissez pas : faites-vous les représenter ; vous y trouverez la prédiction de tout ce qui nous arrive. Vous y trouverez aussi le remède aux autres dangers qui nous environnent, et qui menacent notre république naissante. Les armées de la Belgique, réunies dans le pays d'Aix-la-Chapelle et de Liége, y ont souffert tous les genres de besoin, sans murmurer ; mais en perdant continuellement, par les maladies, par

(1) La défaite de l'armée ne doit être imputée qu'aux différentes fautes que nous avons signalées au chap. XIV : Dumouriez s'est donné beaucoup de peine pour en chercher qui ne provinssent pas de lui.

les escarmouches contre l'ennemi, par l'abandon de quantité d'officiers et de soldats, plus de la moitié de leur force. Ce n'est que depuis l'entrée du général Beurnonville dans le ministère, qu'on commence à s'occuper de son recrutement et de ses besoins : mais il y a si peu de temps, que nous éprouvons encore tout le fléau désorganisateur, dont nous avons été les victimes. Telle était notre situation, lorsque, le 1[er] février, vous avez cru devoir à l'honneur de la nation, la déclaration de guerre contre l'Angleterre et la Hollande. Dès lors, j'ai sacrifié tous mes chagrins : je n'ai plus pensé à ma démission, que vous trouverez consignée dans mes quatre mémoires. Je ne me suis occupé que des énormes dangers et du salut de ma patrie. J'ai cherché à prévenir les ennemis; et cette armée souffrante a oublié tous ses maux pour attaquer la Hollande. Pendant qu'avec de nouvelles troupes, arrivées de France, je prenais Breda, Klundert et Gertruidenberg, me préparant à pousser plus loin ces conquêtes, l'armée de la Belgique, conduite par des généraux remplis de courage et de civisme, entreprenait le bombardement de Maestricht. Tout manquait pour cette expédition : le nouveau régime d'administration n'était pas encore établi; l'ancien était vicieux et criminel : on regorgeait de numéraire, mais les formes nouvelles qu'on avait mises à la trésorerie nationale, empêchaient qu'aucune partie du service ne reçût d'argent. Je ne puis pas encore détailler les causes de l'échec qu'ont reçu nos armées, puisque je ne fais que d'arriver. Non-seulement elles ont abandonné l'espoir de prendre Maestricht; mais elles ont reculé avec confusion et avec perte. Les magasins de toute espèce qu'on commençait à ramasser, et Liége même, sont devenus la proie de l'ennemi, ainsi qu'une partie de l'artillerie de campagne et des bataillons. Cette retraite nous a attiré de nouveaux ennemis; et c'est ici que je vais développer les causes morales de nos maux.

Il a existé de tout temps dans les événements humains, une récompense des vertus et une punition des vices. Les particuliers peuvent échapper à cette Providence, qu'on appellera comme on voudra, parce que ce sont des points imperceptibles : mais parcourez l'histoire, vous verrez que les peuples n'y échappent jamais. Tant que notre cause a été juste, nous avons vaincu! Dès que l'avarice et l'injustice ont guidé nos pas, nous nous sommes détruits nous-mêmes; et nos ennemis en profitent!

On vous flatte, on vous trompe. Je vais achever de déchirer le bandeau. On a fait éprouver aux Belges tous les genres de vexations : on a violé à leur égard les droits sacrés de la liberté : on a insulté avec imprudence leurs opinions religieuses : on a profané, par un brigandage très-peu lucratif, les instruments de leur culte : on vous a menti sur leur caractère et sur leurs intentions. On a opéré la réunion du Hainaut à coups de sabre et à coups de fusil; celle de Bruxelles a été faite par une vingtaine d'hommes, qui ne pouvaient trouver d'existence que dans le trouble; et par quelques hommes de sang, qu'on a rassemblés pour intimider les citoyens. Parcourez l'histoire des Pays-Bas, vous trouverez que le peuple de la Belgique est bon, franc, brave et impatient du joug. Le duc d'Albe, le plus cruel des satellites de Philippe II, en a fait périr 18,000 par la main des bourreaux. Les Belges se sont vengés par 30 ans de guerres civiles; et leur attachement à la religion de leurs pères a pu seul les faire rentrer sous le joug espagnol.

Vos finances étaient épuisées, lorsque nous sommes entrés dans la Belgique. Votre numéraire avait disparu (1), ou s'achetait au poids de l'or. Cambon, qui peut être un honnête citoyen, mais qui certainement est au-dessous de la confiance que vous lui avez donnée pour la partie financière, n'a plus vu de remède que dans la possession des richesses de cette fertile contrée. Il vous a proposé le fatal décret du 15 décembre : vous l'avez accepté unanimement; et cependant chacun de ceux d'entre vous, avec qui j'en ai parlé, m'a dit qu'il le désapprouvait, et que le décret était injuste. Un de mes quatre mémoires était dirigé contre ce décret; on ne l'a pas lu à l'assemblée : le même Cambon a cherché à rendre mes remontrances odieuses et criminelles, en disant à la tribune : « que j'apposais *un veto* sur le décret de l'assemblée » Vous avez confirmé ce décret par celui du 30 décembre; vous avez chargé vos commissaires de tenir la main à son exécution. D'après vos ordres, le pouvoir

(1) Il dit plus haut qu'on regorgeait de numéraire.

exécutif a envoyé au moins 30 commissaires. Le choix est très-mauvais ; et, à l'exception de quelques gens honnêtes, qui sont peut-être regardés comme des citoyens douteux, parce qu'ils cherchent à mitiger l'odieux de leurs fonctions, la plupart sont ou des insensés ou des tyrans, ou des hommes sans réflexion, qu'un zèle brutal et insolent conduit toujours au delà de leurs fonctions. Les agents de la tyrannie ont été répandus sur la surface entière de la Belgique. Les commandants militaires, par obéissance au décret, ont été obligés d'employer sur leur réquisition les forces qui leur étaient confiées : ces exacteurs ont achevé d'exaspérer l'âme des Belges. Dès lors la terreur, et peut-être la haine, ont remplacé cette douce fraternité qui a accompagné nos premiers pas dans la Belgique. C'est au moment de nos revers, que nos agents ont déployé le plus d'injustice et de violence.

Vous avez été trompés sur la réunion à la France de plusieurs parties de la Belgique. Vous l'avez cru volontaire, parce qu'on vous a menti. Dès lors, vous avez cru pouvoir enlever le superflu de l'argenterie des églises, pour subvenir, sans doute, aux frais de la guerre. Vous regardiez, dès lors, les Belges comme Français : mais quand même ils l'eussent été, il eût encore fallu attendre que l'abandon de cette argenterie eût été un sacrifice volontaire ; sans quoi, l'enlever par force, devenait à leurs yeux un sacrilége. C'est ce qui vient d'arriver. Les prêtres et les moines ont profité de cet acte imprudent : ils nous ont regardés comme des brigands qui fuient ; et, partout, les communautés de village s'arment contre nous. Ce n'est point ici une guerre d'aristocratie, car notre révolution favorise les habitants des campagnes ; et cependant ce sont les habitants des campagnes qui s'arment contre nous et le tocsin sonne de toutes parts. C'est pour eux une guerre sacrée : c'est pour nous une guerre criminelle. Nous sommes en ce moment environnés d'ennemis. Vous le verrez par les rapports que j'envoie au ministre de la guerre : vous verrez en même temps les premières mesures que la nécessité m'a forcé de prendre pour sauver l'armée française, l'honneur de la nation, de la république elle-même.

Représentants de la nation, j'invoque votre probité et vos devoirs : j'invoque les principes sacrés, expliqués dans la *Déclaration des droits de l'Homme*, et j'attends avec impatience votre décision. En ce moment, vous tenez dans vos mains le sort de l'empire, et je suis persuadé que la vérité et la vertu conduiront vos décisions ; vous ne souffrirez pas que vos armées soient souillées par le crime, et en deviennent les victimes.

Le général en chef de l'armée du Nord,

Signé DUMOURIEZ.

N° 5.

Mesures arrêtées par la convention pour parer aux suites de la défection de Dumouriez, former une armée de 40,000 hommes, envoyer des députés militaires avec de pleins pouvoirs à l'armée du Nord ; enfin pour lever 30,000 cavaliers montés et équipés.

Du 4 avril 1793.

La convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de défense générale, décrète :

ART. Ier. Il sera procédé dans le jour, par appel nominal, à l'élection d'un nouveau ministre de la guerre.

II. Il y aura près les armées du Nord et des Ardennes, six commissaires pris dans le sein de la convention nationale, qui s'occuperont d'abord d'établir les communications les plus promptes entre les diverses parties de ces armées, d'y faire publier la proclamation de la convention nationale, et d'y maintenir les principes qui les ont toujours animés pour la défense de la république.

III. Les commissaires sont Carnot, Gasparin, Briès, Duheim, Roux-Fazillac, Duquesnoy, Dubois-Dubais et Delbret.

IV. Deux....... se rendront à Valenciennes, d'où ils se porteront sur tous les points où ils jugeront leur présence nécessaire.

V. Trois....... se rendront à Lille, où ils se joindront à Carnot, et où ils se transporteront partout où besoin sera. Deux d'entre eux s'arrêteront à Douai pendant le temps nécessaire, pour y prendre les mesures qu'exige la défense de cette place.

L'armée d'Italie, sur la frontière et dans les places, forts ou ports, depuis le département des Alpes maritimes inclusivement jusqu'à l'embouchure du Rhône.

L'armée des Pyrénées-Orientales, sur la frontière et dans les places, forts ou ports, depuis l'embouchure du Rhône jusqu'à la rive droite de la Garonne.

L'armée des Pyrénées-Occidentales, sur la frontière et dans les places, forts ou ports, dans toute la partie du territoire de la république, sur la rive gauche de la Garonne.

L'armée des côtes de la Rochelle, sur les côtes et dans les places, ports ou forts, depuis l'embouchure de la Gironde jusqu'à l'embouchure de la Loire.

L'armée des côtes de Brest, sur les côtes et dans les places ou forts, depuis l'embouchure de la Loire jusqu'à Saint-Malo inclusivement.

L'armée des côtes de Cherbourg, sur les côtes et dans les places, forts ou ports, depuis Saint-Malo inclusivement jusqu'à l'Authie.

III. Le conseil exécutif provisoire présentera, sous deux jours, la liste des officiers généraux qu'il aura choisis ou conservés pour former les états-majors généraux desdites armées.

IV. Le comité de salut public présentera incessamment le projet de loi pour la formation de deux armées de réserve de l'intérieur.

V. Il y aura douze commissaires de la convention auprès de l'armée du Nord. Huit d'entre eux seront toujours auprès des divisions et cantonnements de l'armée ; quatre s'occuperont des fortifications et approvisionnements des places ou forts.

Quatre commissaires auprès de l'armée des Ardennes ; deux pour les camps et cantonnements de l'armée; deux pour les fortifications et approvisionnements des places ou forts.

Quatre commissaires auprès de l'armée de la Moselle : dont deux pour les camps et retranchements de l'armée ; et deux pour les fortifications et approvisionnements des places ou forts.

Dix commissaires auprès de l'armée du Rhin : dont quatre pour les camps et cantonnements de l'armée ; et six pour les fortifications et approvisionnements des places ou forts.

Quatre commissaires auprès de l'armée des Alpes : dont deux pour les camps et cantonnements de l'armée ; et deux pour les fortifications et approvisionnements des places ou forts.

Quatre commissaires auprès de l'armée d'Italie : dont deux pour les camps et cantonnements de l'armée ; et deux pour les fortifications et approvisionnements des places, forts, côtes, ports et flottes.

Quatre commissaires auprès de l'armée des Pyrénées-Orientales : dont deux pour les camps et cantonnements de l'armée ; et deux pour les fortifications et approvisionnements des places, forts, côtes, ports et flottes.

Quatre commissaires auprès de l'armée des Pyrénées-Occidentales : dont deux pour les camps et cantonnements de l'armée ; et deux pour les fortifications et approvisionnements des places, forts, côtes, ports et flottes.

Six commissaires auprès de l'armée des côtes de la Rochelle : dont quatre pour les camps et cantonnements de l'armée, et deux pour les fortifications et approvisionnements des places, forts, côtes, ports et flottes.

Quatre commissaires auprès de l'armée des côtes de Brest : dont deux pour les camps et cantonnements de l'armée ; et deux pour les fortifications et approvisionnements des places, forts, côtes, ports et flottes.

Quatre commissaires auprès de l'armée des côtes de Cherbourg : dont deux pour les camps et cantonnements de l'armée ; et deux pour les fortifications et approvisionnements des places, forts, côtes, ports et flottes.

Trois commissaires dans l'île de Corse.

VI. Les commissaires auprès de chaque armée se concerteront pour la division et l'exécution de leurs opérations.

VII. Le conseil exécutif distribuera les cadres des régiments et bataillons dans les divers corps d'armée : il prendra les mesures les plus promptes pour y faire arriver les recrues, et compléter les divers corps : il présentera, sous deux jours, son travail au comité de salut public.

VIII. Le conseil exécutif fera passer aux généraux l'état des forces qui seront mises sous leur commandement ; et le comité de salut public en fera passer un double aux commissaires auprès des armées.

IX. Les commissaires de la convention auprès des armées porteront le titre de représentants du peuple envoyés près de telle armée : ils porteront le costume décrété le 3 avril courant.

X. Les représentants du peuple envoyés près les armées, et les généraux, se concerteront pour faire nommer sur-le-champ à tous les emplois vacants, ou qui viendront à vaquer, soit par mort, démission ou destitution, en se conformant au mode d'avancement décrété ; et en cas d'urgence et de manque de personnes qui aient les qualités requises par la loi, ils pourront en commettre provisoirement, et pour quinze jours seulement.

XI. Les représentants du peuple envoyés près les armées exerceront la surveillance la plus active sur les opérations des agents du conseil exécutif; de tous les fournisseurs et entrepreneurs des armées ; et sur la conduite des généraux, officiers et soldats : ils pourront suspendre tous les agents civils, et en commettre provisoirement.

XII. Ils pourront aussi suspendre les agents militaires ; mais ils ne pourront les remplacer que provisoirement, jusqu'après l'approbation, pour la suspension, de la convention, ou jusqu'à ce que les personnes appelées ou élues en vertu de la loi, soient arrivées à leur poste.

XIII. Ils surveilleront l'état de dépense et d'approvisionnement de toutes les places, forts, ports, côtes, armées et flottes de leur division : ils feront dresser des états de situation de tous les magasins de la république ; et ils se feront rendre compte journellement de l'état de toutes les espèces de fournitures, armes, vivres et munitions.

XIV. Ils feront faire des revues de toutes les armées et flottes de la république : ils se feront remettre, chaque quinzaine, les états de l'effectif de chaque corps, signés des agents civils et militaires : ils prendront toutes les mesures qu'ils jugeront convenables pour accélérer l'armement, l'équipement et l'incorporation des volontaires et recrues dans les cadres existants, l'armement et l'équipement des flottes de la république : ils se concerteront pour ces opérations avec les amiraux, généraux et commandants des divisions et autres agents du conseil exécutif.

XV. *En cas d'insuffisance des forces décrétées, ils pourront requérir les gardes nationaux des départements, qu'ils feront organiser en bataillons, d'après le mode qui sera décrété : ils pourront aussi requérir les gardes nationaux à cheval, pour compléter les cadres existants ; et lorsque les cadres seront complets, ils pourront en former de nouveaux escadrons, en y employant les chevaux de luxe et des émigrés, ou ceux qu'ils pourront se procurer.*

XVI. Ils prendront toutes les mesures pour découvrir, faire arrêter les généraux, et faire arrêter, traduire au tribunal révolutionnaire, tous militaires, agents civils et autres citoyens, qui auraient aidé, favorisé ou conseillé un complot contre la liberté et la sûreté de la république, ou qui auraient machiné la désorganisation des armées et flottes, et dilapidé les fonds publics.

XVII. Ils feront distribuer aux troupes les bulletins, adresses, proclamations et instructions de la convention, qui seront adressés aux armées par le comité de correspondance : ils emploieront tous les moyens d'instruction qui sont en leur pouvoir, pour y maintenir l'esprit républicain.

XVIII. Les représentants du peuple, envoyés près les armées, sont investis de pouvoirs illimités pour l'exercice des fonctions qui leur sont déléguées : ils pourront requérir les corps administratifs, et tous les agents civils et militaires : ils pourront agir au nombre de deux, et employer tel nombre d'agents qui leur seront nécessaires : leurs arrêtés seront exécutés provisoirement.

XIX. Les dépenses extraordinaires, résultantes des opérations déléguées aux représentants du peuple envoyés près les armées, seront acquittées par les payeurs des armées, les payeurs des départements, les receveurs de districts ou par la trésorerie nationale, sur les états ordonnancés par les commissaires-ordonnateurs, et visés par les commissaires nationaux, lesquels seront reçus comme comptant par la trésorerie nationale, et portés dans les dépenses extraordinaires de la guerre et de la marine.

XX. Les représentants du peuple envoyés près les armées rendront compte, au moins chaque semaine, de leurs opérations, à la convention : ils seront tenus d'adresser chaque jour, au comité de salut public, le journal de leurs opérations, et de tous les états de revue et approvisionnements qu'ils

auront fait dresser : ils adresseront aussi chaque jour au comité des finances et à la trésorerie nationale un compte détaillé des états de dépense qu'ils auront visés.

XXI. Le comité de salut public présentera, chaque semaine, à la convention, un rapport sommaire des opérations des divers commissaires : le comité des finances fera aussi, chaque semaine, un rapport des états de dépenses, visés par eux; ces rapports seront imprimés et distribués.

XXII. Les représentants du peuple envoyés près les armées, seront renouvelés par moitié chaque mois : ils ne pourront revenir à la convention, qu'après une autorisation donnée par elle; si ce n'est pour des cas urgents, et en vertu d'un arrêté motivé de la convention.

XXIII. Le comité de salut public fournira des instructions aux représentants du peuple envoyés près les armées, afin de mettre de l'uniformité dans leurs opérations.

XXIV. Les commissaires de la trésorerie nationale nommeront les payeurs et contrôleurs près les onze armées.

XXV. La convention nationale nomme pour représentants;

Près l'armée du Nord, les citoyens Gasparin, Duhem, Delbret, Carnot, Lesage-Senault, Courtois, Cochon, Lequinio, Salengros, Bellegarde, Duquesnoy et Cavaignac.

Près l'armée des Ardennes, les citoyens Delaporte, Hentz, Deville et Milhaud.

Près l'armée de la Moselle, les citoyens Soubrany, Maribou-Montaut, Maignet et Levasseur (de la Meurthe).

Près l'armée du Rhin, les citoyens Rewbell, Merlin (de Thionville), Haussmann, Ruamps, Piffileger, Duroy, Louis, Laurent, Ritter et Ferry.

Près l'armée des Alpes, les citoyens Albite, Gauthier, Nioche et Dubois-Crancé.

Près l'armée d'Italie, les citoyens Barras, Beauvais (de Paris), Despinassy et Pierre Bayle.

Près l'armée des Pyrénées-Orientales, les citoyens Fabre (du département de l'Hérault), Leyris, Bonnet (du département de l'Hérault), et Projean.

Près l'armée des Pyrénées-Occidentales, les citoyens Férand, Isabeau, Garreau, et Chaudron-Rousseau.

Près l'armée des côtes de la Rochelle, les citoyens Carra, Choudieu, Garnier (de Saintes), Goupilleau, Mazade et Treilhard.

Près l'armée des côtes de Brest, les citoyens Alquier, Merlin, Gillet et Sevestre.

Près l'armée des côtes de Cherbourg, les citoyens Prieur (de la Marne), Prieur (de la Côte-d'Or), Romme et Lecointre (de Versailles.)

Dans l'île de Corse, les citoyens Salicetti, Delcher et Lacombe-S[t].-Michel.

La convention a aussi nommé le citoyen Coustard, pour commissaire dans le département de la Loire-Inférieure.

XXVI. Les représentants du peuple envoyés près les armées, qui sont nommés par le présent décret, continueront, chacun dans leur division, la surveillance du recrutement, et l'organisation, en départements et districts, des pays nouvellement réunis à la république. Les commissaires envoyés dans le département de l'Orne continueront leurs opérations; et le conseil exécutif nommera des commissaires, pour continuer celles qui ont été commencées par les commissaires de la convention à Chantilly.

XXVII. Le conseil exécutif enverra le présent décret aux commissaires de la convention actuellement en commission. Ceux qui sont nommés par le présent décret se rendront de suite à leur nouveau poste, et ceux qui sont actuellement auprès des armées, y resteront jusqu'à ce qu'ils soient remplacés.

N° 8.

Quiévrain, le 20 mai 1793.

Disposition pour l'attaque du camp de Famars, rédigée par le général Mack.

N. B. Nous présentons cette pièce comme un document propre à signaler l'esprit minutieux qui, à cette époque, caractérisait la tactique allemande.

Toute l'armée marchera par pelotons et par la gauche, et se formera en 4 colonnes, dont 2 prin-

cipales pour l'attaque, et 2 plus petites pour démonstrations.

La 1re colonne à gauche.

Infanterie.		Cavalerie.	
2 bat.	Starray.	6 esc.	Esterhazy.
2	Callenberg.	6	Karaczay.
2	Hohenlohe.	2	Empereur.
2	Stuart.	6	Nassau, cuirassiers.
8	Anglo-Hanovriens.	8	Anglo-Hanovriens.

Artillerie de réserve.

8 pièces de 18, 16 de 12, 5 obusiers de 10 liv., 5 de 7 liv., 4 pièces à cheval, 8 pontons, 6 ponts de chevalets et 2 compagnies de pionniers.

Cette colonne se divisera en 7 plus petites qui se formeront en laissant entre elles une distance de 50 pas à partir de la partie gauche du village de Curgies.

1re *petite colonne à droite.*

6 esc. Esterhazy en tête, 6 esc. Karaczay, 2 Empereur.

2e *petite colonne à gauche de la première.*

2 bataillons Starray, 2 bataillons Callenberg.

3e *petite colonne.*

2 bataillons Hohenlohe, 2 bataillons Stuart.

4e *petite colonne.*

Toute la réserve d'artillerie de cette attaque.

5e *petite colonne à gauche des précédentes.*

6 escadrons Nassau, cuirassiers : les pontons et chevalets.

6e *petite colonne à gauche de la 5e.*

8 bataillons Anglo-Hanovriens.

7e *petite colonne à l'extrême gauche de la division.*

8 escadrons Anglo-Hanovriens.

La seconde attaque se composera des troupes suivantes :

Infanterie.		Cavalerie.	
3 bat.	Grenadiers.	6 esc.	Barco, hussards.
1	Jordis.		
8	Anglo-Hanovriens.	6	Anglo-Hanovriens.

Réserve d'artillerie 6 pièces de 8, 10 pièces de 12, 7 obusiers, 5 ponts de chevalets et 1 compagnie de pionniers.

Elle se rassemblera entre le village de Saultain et le second moulin à vent en avant de Curgies, à l'emplacement des vedettes de nuit; elle s'y formera en 5 colonnes de la manière suivante :

1re *petite colonne à droite*

6 escadrons de Barco, hussards.

2e *colonne à gauche de la précédente.*

3 bataillons grenadiers et 1 Jordis.

3e *colonne à gauche de la 2e.*

La réserve d'artillerie et ponts.

4e *colonne.*

8 bataillons Anglo-Hanovriens.

5e *colonne à gauche.*

6 escadrons Anglo-Hanovriens.

La 1re colonne d'observation à droite pour observer Valenciennes.

Infanterie.		Cavalerie.	
1 bat.	Beaulieu.	2 esc.	Esterhazy, hussards.
1	Spleni.	4	Anglo-Hanovrien.
1	Colloredo.		
3	Anglo-Hanovriens.		

2 pièces de 12.

Cette attaque se formera en 4 colonnes entre Onnaing et Etreux.

1re	1 bat. Beaulieu. 1 Colloredo.
2e	2 esc. Esterhazy, hussards.
3e	4e esc. Anglais en avant de la redoute d'Etreux.

4° { 1 bat. Spleni.
2 pièces de 12.
3 bat. Anglo-Hanovriens.

Seconde colonne d'observation.

Infanterie.	Cavalerie.
1 bat. Teutschmeister.	2 esc. Hulans.
1 Archiduc Charles.	2 Barco, hussards.
	6 Zeschwitz, cuiras.

8 pièces de canon et obusiers.

Cette colonne, aux ordres du général Otto, rassemblée à la gauche du camp, suivra les ordres particuliers qui lui sont assignés dans la disposition.

La destination de la première attaque est de s'avancer sur le rideau, entre Préseau et Marêches jusques vers la Ronelle; de jeter ensuite sous la protection de son artillerie plusieurs ponts de chevalets aux environs d'Artre, et de passer cette rivière sur autant de colonnes que les circonstances le permettront, pour attaquer ensuite le camp de Famars par son flanc droit.

La destination de la seconde division est de chasser l'ennemi de ses retranchements en deçà de la Ronelle; ensuite, à la faveur du feu de son artillerie, de jeter des ponts à gauche d'Aulnoy, en face du camp ennemi, et de forcer le passage autant que cela pourra se faire.

La première colonne de démonstration à droite, est chargée d'observer la garnison de Valenciennes, par les deux routes qui vont à Mons et au Quesnoy, principalement la dernière, où le gros de la division se portera le plus près de la place possible, ayant soin d'entretenir par des coureurs, sa communication avec la colonne principale.

La deuxième colonne s'avance sur Willerspel, chasse l'ennemi sur le Quesnoy, couvre le flanc gauche de la première colonne principale, et concourt de tout son pouvoir à la tâche qui est imposée à cette dernière.

Aucun des ouvrages du camp ne sera gardé, à l'exception de la redoute d'Onnaing.

Pour l'artillerie.

A l'entrée de la nuit, tout le gros canon réparti dans les retranchements en sera retiré dans le plus profond silence, conduit entre l'armée et le village de Curgies, puis distribué aux différentes attaques.

Pour les avant-postes.

Toutes les gardes et piquets resteront dans leur poste ordinaire; on aura soin seulement d'y placer les soldats les plus sûrs, pour que l'ennemi ne reçoive aucun avis des mouvements. A l'entrée de la nuit on établira, à 150 pas, une double chaîne de vedettes pour empêcher la désertion.

L'infanterie légère qui se trouve aux avant-postes sera distribuée par le général Otto aux différentes attaques, dans la proportion de leur force, excepté toutefois les Croates qui gardent Saint-Sauve et qui y resteront.

Pour l'armée.

A minuit, les troupes seront éveillées sans bruit elles s'habilleront et prendront les armes devant le front de bandière; on attendra ensuite l'ordre de se mettre en mouvement, qui sera apporté par un officier d'état-major, celui-ci conduira aussi les bataillons à leurs rassemblements respectifs. Ces mesures sont communes à l'artillerie de réserve.

Les tentes resteront dressées, mais on n'y laissera que 3 à 4 hommes malingres par chaque compagnie ou escadron. Les manteaux seront roulés en bandoulières.

Les deux escadrons de chevau-légers de Lobkovitz se porteront, à minuit, à la flèche devant le régiment Stuart, où ils recevront de nouveaux ordres.

Les deux escadrons de Wurtzbourg laisseront un officier et 30 hommes à Crespin; le surplus entrera au camp pour y maintenir l'ordre.

On avancera au point du jour pour procéder à l'attaque, selon les localités et les circonstances.

En même temps le général Clairfayt attaquera, de son côté, le bois d'Aubry et le camp ennemi devant ce village cherchant même à assaillir celui d'Anzin, si cela devient possible; en cas contraire, il se bornerait à le tenir en échec, jusqu'à ce que la prise du camp de Famars et l'établissement des ponts sur l'Escaut permette de lui détacher les ren

forts nécessaires pour le mettre à même d'en tenter l'attaque.

Le général Clairfayt donnera à ses troupes les instructions et dispositions qu'il jugera nécessaires.

S. A. le prince d'Orange sera prié de faire une démonstration de Tournay sur Lille et Orchies, et d'emporter surtout le dernier poste.

Le général prussien de Knobelsdorf est invité d'assaillir le poste de Hasnon et de l'enlever; le général Clairfayt lui enverra à cet effet quelques obusiers de seize.

Les généraux Latour et Werneck inquiéteront de même, au point du jour, les ennemis qu'ils ont devant eux (sur la haute Sambre, vers Bavay et Maubeuge).

La principale colonne sera conduite par S. A. R. le duc d'York, ayant sous ses ordres les généraux autrichiens Lilien, Happoncourt et Schneider.

L'autre division, chargée d'attaquer Famars, sera commandée par le lieutenant général Ferrari, ayant sous lui les généraux Benjowsky, prince d'Auersberg, et de Cobourg.

La colonne chargée d'observer Valenciennes sera dirigée par le général Colloredo, secondé par les généraux Kray et Eder.

Le général Otto conduira celle du Quesnoy.

On ne chargera point les armes sans ordres exprès. On observera de ne commencer le feu de canon et de mousqueterie, qu'à une proximité convenable pour qu'il produise son effet. La cavalerie ne doit pas s'abandonner trop tôt en pleine carrière, et les troupes destinées à soutenir une attaque ne s'avanceront point sans ordre.

Maréchal prince de Cobourg.



HISTOIRE
CRITIQUE ET MILITAIRE
DES
GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE V.

SECONDE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1793.

Les Anglais se sont placés à la tête de la ligue générale. — La Pologne a subi un second partage. La France livrée à l'anarchie voit ses remparts tomber devant les efforts méthodiques de ses adversaires; Mayence, Condé et Valenciennes capitulent; Toulon est livré, Lyon bombardé; le camp de César évacué; Cambrai investi; Dunkerque et le Quesnoy assiégés. — La convention est menacée d'une ruine prochaine, et le danger, loin de l'abattre, l'exaspère au plus haut degré: la constitution est suspendue; un gouvernement révolutionnaire établi jusqu'à la paix; Carnot entre au comité de salut public, la levée en masse est décrétée, la terreur mise à l'ordre du jour; le fédéralisme comprimé. — Les victoires de Hondschoote et de Watignies arrêtent le torrent qui menace la frontière du Nord. — Les alliés forcent les lignes de Weissenbourg. — Hoche ayant été battu à Kayserslautern, le comité répare cet échec par d'habiles manœuvres, favorisées par l'apathie de ses adversaires: ceux-ci sont repoussés sous Manheim et Worms.

L'armée des Alpes attaquée par des forces supérieures cède partie de la Savoie aux Sardes, puis reprend l'offensive, et les chasse de ce duché; Lyon est soumis, Toulon assiégé. — L'armée d'Italie compromise par la révolte de la Provence fait bonne contenance; elle repousse les Sardes au Donjon et à Gilette, et parvient à se soutenir contre les manœuvres partielles de ses adversaires. — La reprise de Toulon vient la tirer de cette position embarrassante.

L'armée des Pyrénées-Orientales lutte avec moins de succès contre les efforts de Ricardos: après quelques avantages remportés sous Perpignan et dans la Cerdagne, elle éprouve des désastres répétés à Truillas, Espolla et Villelongue: la division Delatre anéantie à Saint-Elme, Port-Vendre et Collioure, livre ces trois places aux ennemis; Dugommier arrive heureusement avec la moitié de l'armée victorieuse de Toulon. — Celle des Pyrénées-Occidentales repoussée à la Croix-des-Bouquets reste sur la défensive; le général Muller en profite pour y établir l'ordre et la discipline.

La Vendée prend un essor menaçant, après les combats de Saumur. — Tinteniac vient annoncer les secours de l'Angleterre, et propose un plan d'opérations en Bretagne. — Les républicains vainqueurs à Luçon sont accablés à Chatonay, Santerre est défait à Coron. — Une levée en masse spontanée menace les royalistes à leur tour, et se dissout sans avoir rien opéré. — La convention arrête un système de destruction terrible. — La garnison de Mayence après plusieurs succès dans la basse Vendée est repoussée à Torfou par Bonchamp, Beysser surpris à Montaigu y essuie une défaite totale, Canclaux lutte à Clisson, Mieckousky est écrasé par Charette à Saint-Fulgent. — La division qui règne parmi les chefs vendéens arrête l'impulsion de cette guerre. — Châtillon théâtre d'un triple combat voit triompher tour à tour Westermann et Bonchamp. — Les royalistes battus à Chollet passent néanmoins sur la droite de la Loire, la perte de Bonchamp blessé mortellement les prive du plus habile de leurs chefs; après quelques succès à Laval, ils vont échouer devant Granville, puis reviennent sur leurs pas. Victorieux à Antrain et à Laval, ils sont complétement battus au Mans, par Marceau et Westermann, qui les poursuivent à outrance, et les anéantissent enfin à Savenay.

État affreux de la France dans cette dernière période; la reine, le duc d'Orléans et les girondins sont mis à mort; horreurs commises à Lyon, en Alsace, à Arras, à Nantes et Toulon.

Événements maritimes. — Prise de Pondichéry par les Anglais. — Désastres de Saint-Domingue. — Incendie et destruction du Cap. — Le môle Saint-Nicolas est livré aux Anglais, ainsi que Jérémie; ils prennent Tabago et échouent à la Martinique. — Résumé de cette mémorable campagne.

CHAPITRE XX.

Situation de l'Europe. — Les alliés forcent Kilmaine à évacuer le camp de César. — Mesures vigoureuses adoptées en France. — Bataille de Hondschoote. — Levée du siége de Dunkerque.

Tandis que la faction impétueuse des jacobins prépare l'ébranlement de l'Europe par la violence de ses passions, la grandeur des intérêts qu'elle défend, et l'exaltation des mesures nécessitées par sa position, le gouvernement britannique marche à pas fermes et comptés dans le chemin tracé par sa profonde politique.

Ce n'est point assez d'avoir pour alliés la Russie, l'Espagne et la Hollande; de forcer, à l'aide des escadres de Catherine, la Suède et le Danemark à

renoncer aux droits des neutres (1); de soumettre la Méditerranée avec celles de Charles IV; il prend encore à sa solde toutes les troupes des puissances qui veulent bien s'y prêter, et les dépouilles des nababs de Mysore payent le sang européen ruisselant à grands flots.

Ce peuple d'amis, que Brissot signalait peu de mois auparavant comme le plus sûr appui de la constitution française, dont Dumouriez voulait faire l'arbitre de l'ordre en France, s'était déjà placé à la tête de la ligue universelle. Ses envoyés parcouraient les cours et les camps; prêchant partout la croisade, avec une ferveur égale à celle de ces moines inspirés qui précipitèrent les peuples chrétiens dans la folle entreprise contre l'Asie.

Lord Beauchamp signait, le 14 juillet, au camp devant Mayence avec Luchesini, l'alliance étroite de l'Angleterre et de la Prusse; déjà lord Elgin avait conclu dès le mois d'avril un traité de subside avec la Hesse pour 8,000 hommes. Lord Yarmouth en fit deux nouveaux, l'un pour 4,000 hommes de Hesse-Cassel, le 23 août; et l'autre pour 3,000 de Hesse-Darmstadt, le 5 octobre; il en ajouta bientôt un quatrième avec le grand-duc de Bade. Lord Grenville en avait signé un plus important avec le comte de Front, ministre du roi de Sardaigne, qui s'engagea le 25 avril à tenir son armée sur le pied de 50,000 hommes, moyennant le payement annuel de 5 millions : le même ministre anglais conclut enfin le 30 août une alliance avec la cour d'Autriche. En ajoutant, à tous ces traités avec les puissances continentales, celui signé le 25 mai avec lord Saint-Hélens et le duc d'Alcudia, ministre d'Espagne; la convention de lord Auckland avec le Stathouder; le traité conclu par le chevalier Hamilton avec le ministre du roi de Naples, le 12 juillet : c'en sera assez, sans rappeler les machinations de Hervey à Livourne, de Drake à Gênes, de Hayles à Copenhaque, et de Fitzgérald en Suisse, pour faire apprécier l'étonnante activité de la diplomatie anglaise, les sophismes des hommes qui avaient présidé aux relations de la France depuis 1790, et le danger incalculable auquel on s'expose, en confiant les destinées des nations à des assemblées tumultueuses.

Ainsi l'Angleterre, tenant tous les fils de cette immense chaîne, dirigeait les intérêts européens à son gré, dispensait ou promettait des provinces, et influençait même les opérations militaires par les agents qu'elle accréditait auprès des différents quartiers généraux. A tant d'habileté la convention n'opposa que sa redoutable énergie, et le ridicule décret du 7 septembre qui déclarait Pitt l'ennemi du genre humain.

Toutefois ces brillantes perspectives étaient obscurcies de quelques nuages; des mécontents s'agitaient en Écosse et la malheureuse Irlande courbée sous des lois humiliantes, était bien plus intéressée encore à embrasser les doctrines républicaines qui lui faisaient entrevoir un meilleur sort. Le ministère sut néanmoins suspendre la tempête par de prudentes concessions qui, malgré les bornes étroites qu'on leur imposa, calmèrent les esprits pour quelques années.

Les affaires de Pologne semblaient encore appelées à faire une puissante diversion à celles d'Occident. Kamieniec était tombé entre les mains des Russes, qui occupaient en même temps une grande partie du pays. A peine la nouvelle diète fut-elle rassemblée à Grodno, que l'impératrice manifesta l'intention de garder une partie des provinces où se trouvaient ses troupes, et que Frédéric-Guillaume déclara qu'il agrégeait Posen, Thorn et Dantzig à ses États.

Dans la position où se trouvait la Pologne, Stanislas crut devoir signer les traités du 13 juillet et du 14 octobre, dont le second démembrement fut la suite.

La Porte ne s'était pas définitivement prononcée; le duc de Choiseul attendait un successeur, et il importait aux coalisés que Sémonville nommé à ce poste ne fût pas reçu.

Après un an d'intrigues, tendantes à différer sa mission, il était enfin parti pour Constantinople. L'Autriche, de crainte qu'il n'excitât le divan à la guerre, et n'ayant pu obtenir qu'il fût refusé, se décida à le faire enlever sur le territoire des Gri-

(1) L'amiral Tschitschagof à la tête de 20 vaisseaux de ligne avait croisé dans la Baltique, et jeté l'ancre dans la rade de Copenhague. Nous dirons au volume suivant quel en fut le résultat.

sons, près de Chiavenna, par une troupe de *Burlandotti*, sous la conduite d'un nommé Pozzi, chancelier de l'administration lombarde. Maret, ministre plénipotentiaire à Naples, qui l'accompagnait, partagea sa captivité.

Ces deux ministres avaient, sur un point remarquable, une mission commune; ils étaient chargés par le ministre Lebrun d'accepter la médiation offerte aux puissances belligérantes par les cours de Naples et de Toscane, et de traiter immédiatement de la liberté de la reine et de la famille royale. Cette mission n'eut aucune suite; l'attentat commis contre Marie-Antoinette ne permit plus de s'occuper de son sort; d'ailleurs ces agents diplomatiques, arrêtés contre le droit des gens, ayant été jetés dans les prisons de Mantoue, ne trouvèrent pas même l'occasion de sauver cette princesse en communiquant leurs instructions.

La Suisse voulut vainement réclamer pour l'honneur de son territoire, et faire punir ceux des sujets des ligues qui avaient trempé dans ce complot. Le baron de Cronthal, ministre impérial à Coire, parvint, par les notes menaçantes de sa cour, à décider les cantons d'abandonner leurs poursuites.

Descorches, envoyé dès le mois de mai à Venise, fut alors chargé de suivre à Constantinople une partie de la négociation confiée à Sémonville.

La Porte resta dans un état passif, ainsi que les puissances barbaresques. L'empereur de Maroc, Muley Soliman, moins prudent, se laissa entraîner par les instigations anglo-espagnoles, au point de proscrire toutes relations avec la république.

Si la situation politique de la France semble désespérée, l'état de ses affaires militaires n'a rien qui puisse la rassurer. Des Alpes aux Pyrénées, du Rhin à l'Océan, du Rhône aux rives de la Loire, le drapeau tricolore rétrograde devant les masses nombreuses, mais mal dirigées, de ses ennemis. Mayence et Valenciennes viennent de tomber devant les forces combinées de l'Autriche, de la Prusse, de l'Angleterre et de la Hollande; Bellegarde succombe sous les armes espagnoles; la Vendée est en feu, et 60,000 royalistes victorieux menaçent les représentants sur leurs chaises curules. La résistance à l'anarchie arme Bordeaux, Lyon, Marseille et Caen. Les Austro-Sardes franchissent les Alpes, et sont prêts à donner la main à ces insurgés. Le reste de la France même paraît disposé à se soustraire au joug de la convention, plutôt qu'il ne s'apprête à la soutenir. Partout inférieures et désorganisées, les armées sans chefs capables, attendent incessamment le coup décisif qui doit amener leur dissolution; enfin pour comble de malheur les colonies sont perdues. Jamais gouvernement ne se trouva dans une situation plus alarmante et ne parut si près de sa ruine.

Toutes les combinaisons de la prévoyance humaine signalaient sa chute prochaine; et les conventionnels seuls, loin de se laisser abattre, semblables à des lions rugissants, redoublaient d'énergie et de rage, à mesure qu'on leur découvrait un nouveau danger ou de nouveaux revers.

Le partage de la Pologne venait ajouter à ce sombre tableau; mais en éclairant les Français de toutes les conditions sur le sort dont leur patrie était menacée, il opère, comme un talisman, le même miracle que le manifeste du duc de Brunswick produisit dans la campagne précédente : autorisant en quelque sorte les atrocités commises par les jacobins, il leur donna même les apparences du plus saint des devoirs; fatale extrémité à laquelle une sage politique ne devrait jamais réduire les peuples. Comme l'indignation de subir des lois étrangères avait servi de prétexte aux hommes du 2 septembre; de même la crainte de voir la France humiliée et démembrée, ajoutant le puissant mobile du patriotisme, de l'honneur et de l'indépendance, à l'effroi inspiré par le régime de la terreur; l'un et l'autre concoururent aux immenses résultats de cette campagne, dont nous essayons de retracer les événements.

Déjà la guerre a entièrement changé de but: les priviléges de la noblesse, le maintien de la prérogative royale, ne sont plus les motifs de la coalition; comme les droits du tiers état ne sont plus les mobiles du parti républicain: les roisvoient l'anarchie ébranlant tous les trônes, renversant tous les autels; les jacobins n'aperçoivent de salut que dans l'anarchie, qui doit faire de chaqueF rançais un soldat, une victime ou un factieux. Les premiers tremblent, qu'assimilés à Louis XVI, on ne leur fasse un crime de toutes leurs actions, en les interprétant comme des actes de tyrannie et de despotisme; les

novateurs redoutent qu'on leur demande compte du sang royal qu'ils ont répandu, et des théories qu'ils ont voulu propager, précédés du canon et suivis de la guillotine. Les souverains voient la hache révolutionnaire suspendue sur leurs têtes comme l'épée de Damoclès, et font tous leurs efforts pour lui échapper; les chefs de la Montagne aperçoivent d'un côté l'échafaud, et de l'autre l'espoir d'une victoire honorable; ils peuvent se sauver au milieu des ruines, des décombres, dont ils couvrent le sol français.

En remontant aux causes qui produisirent et alimentèrent cette funeste exaltation des jacobins, on est forcé de convenir qu'elle prit sa source dans l'inutile et malheureuse journée du 10 août, qui entraîna celle du 21 janvier Le coup fatal une fois porté, la victoire seule ou une mort violente pouvait terminer le rôle sanglant qu'ils étaient condamnés à jouer : aussi la nécessité d'obtenir cette victoire en même temps qu'ils garantissaient la France d'invasion, est-elle l'unique excuse qui puisse atténuer l'odieux de leur sanglante domination.

La longue léthargie des alliés pendant le bombardement de Valenciennes, avait rassuré les républicains sur les conséquences de la défection de Dumouriez; quatre mois s'étaient écoulés depuis sa fuite, et le sol de la république, livré sans défense aux coups de ses ennemis, se trouvait à peine entamé. En calculant la marche des événements ultérieurs d'après la lenteur de ces progrès, combien de chances ne pouvait-on pas se promettre, si l'on redoublait d'audace et d'énergie, à mesure que les coalisés se consumaient en efforts mal concertés contre des remparts? Combien de places n'avaient-ils pas encore à réduire avant d'être arrivés au terme de leur entreprise?

Des députés familiarisés avec les combinaisons militaires, tels que Carnot, Dubois-Crancé, Lacombe-Saint-Michel et Letourneur; des hommes d'esprit étrangers à la profession des armes, comme Richard, Gillet, Choudieu et plusieurs autres, initiés tout à coup dans les secrets de la défensive par les nombreux mémoires déposés aux archives de la guerre, jugèrent tout ce que la prise de Lille et de Landrecies avait coûté d'efforts aux ennemis de Louis XIV, et combien il restait de ressources pour s'opposer à l'invasion de ces mêmes puissances. En effet, l'état des affaires, quoique grave, n'était pas plus alarmant qu'en 1709, après la bataille de Malplaquet : à la vérité, Valenciennes et Condé étaient au pouvoir des ennemis, mais Lille se trouvait encore intacte, et une armée qui se renforçait de jour en jour occupait le camp de César : si la république cherchait encore un Villars, les alliés n'étaient point commandés par des capitaines de la trempe d'Eugène et de Marlborough. D'ailleurs la nation française plus vigoureuse que sous la décrépitude de Louis XIV, avait au contraire des moyens de défense supérieurs; il ne lui fallait que le temps de les déployer.

Ainsi par un mélange d'énergie, d'honneur national, de sentiment de leur propre conservation, et de calculs fondés sur l'expérience, les membres les plus influents de la convention, ne désespérèrent point du salut de la république, et comptèrent assez sur les Français pour prendre la résolution de s'enterrer sous les ruines de la patrie ou de se sauver avec elle. Ils réussirent même au delà de leurs espérances, et on doit convenir qu'ils en furent redevables aux fautes et à la mollesse de leurs ennemis, autant qu'à l'énergie nationale et à la sagesse de leurs mesures.

L'envoi des députés aux armées, fixé par la loi du 30 avril, avait déjà produit quelque bien: cependant la chute des deux premiers boulevards de la république, l'évacuation du camp de César, et l'apparition des partisans autrichiens jusqu'aux portes de Saint-Quentin, firent juger le péril plus imminent qu'on ne l'avait supposé. Barrère déclare que, si Paris ne se lève pas une seconde fois pour cerner l'ennemi devant Cambrai, c'en est fait de la patrie; Danton fait décréter que tout volontaire quittant les drapeaux sera puni de mort.

La constitution ochlocratique va être établie; mais en imprimant une marche vague à l'administration publique, elle la privera de toute la force de l'arbitraire; il faut dans les grandes crises un pouvoir extraordinaire, et tout se prépare pour obtenir la suspension de cette charte, à laquelle un gouvernement révolutionnaire sera substitué. Cette mesure, présentée comme le gage du salut public, convient d'ailleurs d'autant mieux aux

chefs de la Montagne, qu'elle perpétue et accroît leur pouvoir, sans les exposer aux chances d'une nouvelle élection, dont ils n'auraient pu être certains malgré la terreur qui planait sur la France.

En attendant on sent la nécessité d'avoir recours aux hommes qui développent quelques talents militaires. Carnot qui en a fait preuve dans sa mission aux armées du Nord, est nommé le 14 août au comité de salut public (1). Le même jour, la convention adresse, sur la proposition de Barrère, une proclamation aux Français, où l'on retrouve, comme dans toutes les productions de ce temps, le plus étrange abus de mots et de phrases ampoulées, joint aux pensées les plus fortes.

« Ils retentissent dans toute l'étendue de la ré- » publique, ces cris de joie qui ont proclamé, de- » vant vos représentants, la constitution que vous » avez acceptée! Jamais, jamais, depuis qu'il » existe des hommes et des empires, un plus grand » acte social ne reçut son accomplissement dans » une fête aussi auguste et aussi touchante! Que » vos envoyés à Paris rendent témoignage à cette » cité célèbre, qui n'a été l'objet de toutes les ca- » lomnies, que parce qu'elle a fait toutes les révo- » lutions; qu'ils disent s'ils n'ont pas trouvé ici » dans chaque citoyen un ennemi inexorable des » tyrans et de l'anarchie; dans chaque homme un » ami, dans chaque repas un banquet fraternel. O » spectacle magnifique et le plus attendrissant que » la terre ait jamais déployé sous les regards de » l'Éternel!

» Aux armes, Français! à l'instant même où un » peuple d'amis et de frères se tiennent serrés dans » leurs embrassements, les despotes de l'Europe » violent vos propriétés et dévastent vos frontières. » Aux armes, levez-vous tous, accourez tous : la » liberté appelle les bras de tous ceux dont elle » vient de recevoir les serments. C'est la seconde » fois que les tyrans et les esclaves conjurés souil- » lent sous leurs pas la terre d'un peuple souve- » rain. La moitié de leurs armées sacriléges y a » trouvé la première fois son tombeau Que cette » fois tous périssent, et que leurs ossements blan- » chis dans nos campagnes, s'élèvent comme des » trophées au milieu des champs que leur sang » aura rendus plus féconds. Aux armes, Français! » couvrez-vous de la gloire la plus éclatante, en » défendant cette liberté adorée, dont les premiers » jours tranquilles répandront, sur vous et sur les » générations de vos descendants, tous les germes » de bien et de prospérité. »

Cependant ces mesures se bornaient jusque-là à des déclamations et à des décrets d'une exécution à peu près impossible; le danger devenait de jour en jour plus pressant; les affaires de l'intérieur prenaient un aspect plus sinistre; la guerre civile et l'invasion étrangère menaçaient 60 départements : à peine l'autorité de la convention était-elle reconnue dans le tiers de la France, et encore était-ce dans les provinces déjà épuisées par les efforts antérieurs. Les proclamations ne procuraient qu'un petit nombre d'hommes, car les plus dévoués avaient déjà volé à la frontière. L'idée de sauver la république par la plus affreuse terreur, sortit comme une irruption volcanique des têtes exaltées de quelques meneurs, ou fut le résultat de leur désespoir.

(1) Carnot, né à Nolay près Dijon, capitaine du génie avant la révolution, s'était fait connaître par un éloge de Vauban et plusieurs mémoires d'un haut intérêt; on a prétendu que mécontent du ministre Brienne, dont il avait essuyé des humiliations, il se jeta de bonne heure dans le parti des ennemis de la cour. Peut-être la nature de ses études, et les exemples séduisants de l'antiquité, contribuèrent-ils à le rendre républicain par des motifs plus élevés et plus purs que ceux d'une vengeance personnelle.

Nous n'entreprendrons point le panégyrique de son administration ni de sa conduite; mais on verra dans le cours de cet ouvrage l'importance et la nature des services qu'il rendit à la France. Depuis le déblocus de Dunkerque dont nous allons rendre compte, jusqu'en 1796, il dirigea presque toujours les opérations des armées, et la république lui fut redevable de bien des victoires, malgré les fautes assez graves qu'il commit parfois.

Son système favori était d'opérer sur les deux ailes; manœuvre dangereuse à nombre égal, puisqu'elle donne aux forces une direction centrifuge; à peine serait-elle convenable pour une armée fort supérieure, puisqu'on obtiendrait presque toujours des succès plus certains en opérant sur une des ailes seulement. D'ailleurs les instructions de Carnot aux généraux décèlent un grand caractère, et son désintéressement attesté par l'état de sa fortune, prouve que s'il eut de l'ambition, il fut administrateur intègre.

Le 23 août, Barrère montant à la tribune, propose de décréter la levée en masse des Français. Ce moyen seul pouvait les sauver, et l'orateur ne manquait pas d'éloquence pour convaincre la convention des avantages de cette grande mesure : son discours devrait trouver place ici, non-seulement comme un monument de l'exaltation des esprits, mais encore par l'importance des questions qui y sont traitées : nous regrettons que son étendue ne nous permette pas de le donner (1).

Après avoir démontré la nécessité de renforcer les armées, et l'insuffisance du recrutement ordinaire pour faire face aux dangers, il établit le principe de la réquisition générale, ménageant avec adresse les idées d'égalité, et les intérêts particuliers des nombreuses classes dont on a toujours peine à faire des soldats; puis il présente le décret suivant :

« Jusqu'au moment où les ennemis auront été » chassés du territoire de la république, tous les » Français sont en réquisition permanente pour le » service des armées.

» Les jeunes gens iront au combat; les hommes » mariés forgeront les armes, et transporteront » des subsistances, les femmes feront des tentes, » des habits, et serviront dans les hôpitaux; les » enfants mettront le vieux linge en charpie; les » vieillards se feront porter sur les places publi- » ques pour exciter le courage des guerriers, la » haine des rois et l'unité de la république.

» Les maisons nationales seront converties en » casernes, les places publiques en ateliers d'armes; » le sol des caves sera lessivé pour en extraire le » salpêtre.

» Les armes de calibre seront exclusivement » confiées à ceux qui marcheront à l'ennemi; le » service de l'intérieur se fera avec les fusils de » chasse et l'arme blanche.

» Les chevaux de selle seront requis pour com- » pléter les corps de cavalerie, les chevaux de » trait, autres que ceux employés à l'agriculture, » conduiront l'artillerie et les vivres.

» Le comité de salut public est chargé de pren- » dre toutes les mesures pour établir, sans délai, » une fabrication d'armes de tous genre, qui ré- » ponde à l'état et à l'énergie du peuple français; » il est autorisé en conséquence à former tous les » établissements, manufactures, ateliers et fabri- » ques qui seront jugés nécessaires à l'exécution » des travaux, ainsi qu'à requérir pour cet objet, » dans toute la république, les artistes et les ou- » vriers qui peuvent concourir à leurs succès: il » sera mis, à cet effet, une somme de 30 millions » à la disposition du ministre de la guerre, à » prendre sur les 498 millions d'assignats qui sont » en réserve dans la caisse à trois clefs. L'établis- » sement central de cette fabrication extraordinaire » sera fait à Paris.

» Les représentants du peuple envoyés pour » l'exécution de la présente loi auront la même » faculté dans leurs arrondissements respectifs, en » se concertant avec le comité de salut public; ils » sont investis des pouvoirs illimités attribués aux » représentants du peuple près les armées.

» Nul ne pourra se faire remplacer dans le ser- » vice pour lequel il sera requis; les fonctionnaires » publics resteront à leur poste.

» La levée sera générale, les citoyens non ma- » riés ou veufs sans enfants, de 18 à 25 ans, mar- » cheront les premiers, ils se rendront sans délai » au chef-lieu de leur district, où ils s'exerceront » tous les jours au maniement des armes, en at- » tendant l'ordre du départ.

» Les représentants du peuple régleront les » appels et les marches, de manière à ne faire ar- » river les citoyens armés au point de rassemble- » ment, qu'à mesure que les subsistances, les » munitions, et tout ce qui compose l'armée maté- » rielle se trouvera exister en proportion suffisante.

» Les points de rassemblements seront détermi- » nés par les circonstances, et désignés par les re- » présentants du peuple envoyés pour l'exécution » de la présente loi, sur l'avis des généraux, de » concert avec le comité de salut public et le con- » seil exécutif provisoire.

» Le bataillon qui sera organisé dans chaque » district, se réunira sous une bannière portant » cette inscription : *Le peuple français debout* » *contre les tyrans.*

» Les bataillons seront organisés d'après les lois » établies, et leur solde sera la même que celle des » bataillons qui sont aux frontières. »

(1) Moniteur du 25 août 1793.

Le reste du décret est relatif aux subsistances et à des dispositions de détail.

L'assemblée adopta ces mesures aux acclamations universelles : cinq jours après elle décréta la suspension de la constitution du 24 juin, et l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire, jusqu'à l'entière délivrance de la république.

A peine cette loi est-elle rendue, que la fatale nouvelle de l'entrée des Anglais et des Espagnols à Toulon se répand. Cette place si importante sous les rapports maritimes, militaires et politiques, va livrer aux ennemis une communication avec les rebelles du Rhône, et servir de base d'opérations à de puissantes armées qui ne manqueront pas de s'y porter; la guerre civile va prendre une tournure bien plus alarmante.

A des désastres pareils, il faut opposer une énergie proportionnée. Le puissant levier de tous les mouvements insurrectionnels est mis en jeu : le 5 septembre, la commune de Paris dirigée par Chaumette, instiguée par les meneurs du comité, vient demander la formation d'une armée révolutionnaire, suivie de 12 tribunaux pour juger les conspirateurs, les accapareurs et ceux qui s'opposeraient à l'exécution des lois. Barrère, peu d'heures après, propose, au nom du comité de salut public, de sanctionner ces mesures : Danton demande qu'on mette 100 millions à la disposition du ministre de la guerre, pour fabriquer des armes et surtout des fusils. Ces motions bientôt converties en lois, annoncent à tous les Français que le seul moyen de ne pas être placé au rang des bourreaux ou des victimes, est de voler sur les frontières. On court chercher, sous l'uniforme militaire, un honneur qu'on n'aperçoit plus ailleurs; on espère trouver, au milieu des camps, une sûreté qu'on ne peut attendre sous le couteau des délateurs.

La peur de l'armée révolutionnaire fait grossir rapidement les armées nationales, de tous les individus que la loi vient d'atteindre, et bientôt, la France sera moins embarrassée de trouver des soldats que des généraux pour les conduire.

S'il suffit parfois d'un décret pour lever une armée, il faut, pour la munir de tout l'attirail nécessaire, des ressources d'une autre nature. L'innomblable levée en masse exigeait un matériel proportionné, des armes, des chevaux, des effets d'habillement, des munitions et des vivres. La planche des assignats était en permanence comme la guillotine, et formait l'unique ressource du gouvernement, car les biens des condamnés saisis au profit du fisc, comme ceux des émigrés, ne se vendaient pas facilement dans un moment où le titre de propriétaire conduisait souvent à l'échafaud. Mais avec un papier discrédité, et dont la baisse suivait une progression effrayante, il n'était pas toujours possible d'acquérir les objets dont on avait besoin.

Des décrets successifs mirent en réquisition permanente tout ce qui était utile pour la guerre, et la peine de mort frappant tout citoyen qui eût cherché à se soustraire à leur effet spoliateur. Enfin pour arrêter le discrédit du papier-monnaie, on avait imaginé, dès le mois de mai, de fixer, par un tarif, le maximum des prix que le commerce serait en droit d'exiger, non-seulement pour les denrées, mais encore pour tous les articles manufacturés les plus nécessaires à la vie. Cet acte attentatoire à la propriété, qui mettait la fortune de chaque marchand, fabricant ou cultivateur, à la merci des agents de la convention, et même de la populace, fit, sur toute la France, un effet entièrement opposé à celui qu'on avait attendu. Entravant les rapports individuels, cette loi barbare tarit toutes les sources de la confiance et du commerce; elle établit le pillage d'un côté, la méfiance, la peur et la cupidité de l'autre.

Cependant au milieu de cette étrange législation, le gouvernement français, privé de finances, de commerce, de colonies et de crédit, se trouva, du moins pour quelques instants, le plus riche et le plus puissant de l'Europe. On peut assigner comme causes de cet étrange phénomène, la légèreté avec laquelle il multiplia son papier-monnaie, les confiscations qui en soutinrent la garantie; enfin le terrible droit de réquisition, qui le dispensait de payer aux pères, la valeur des objets qu'on leur enlevait pour entretenir leurs fils combattants à la frontière. Les plaies profondes que cet état de choses faisait à la fortune publique et particulière, n'étaient rien pour des hommes qui ne calculaient pas l'existence future de la nation, quand il s'agissait de leur tête, et qui estimaient leur vie

même, bien moins que leurs opinions. Disposant sans scrupule du sang et de la fortune de 25,000,000 de Français, condamnant tout ce qui ne voulait pas s'armer ou se dépouiller, la convention trouva dans ces effroyables mesures, le secret du salut et de l'intégrité de la république : les instruments et les moyens furent odieux, le résultat sublime.

Tandis que la France prépare ces immenses moyens de résistance, les alliés prennent de leur côté tous ceux qui peuvent faciliter son triomphe : mais pour ne pas intervertir l'ordre des événements, il faut reprendre les choses où nous les avons laissées au chapitre XV, c'est-à-dire à l'époque du 28 juillet.

Après la prise de Valenciennes, de Condé et de Mayence, on était autorisé à croire que, possédant enfin une base d'opérations convenable, les vainqueurs poursuivraient sans relâche les restes de l'armée française. Les alliés ne comptaient pas moins de 280,000 combattants de Bâle à Lille, forces respectables qui, bien employées, leur donnaient droit d'attendre les plus grands succès. L'emploi le plus heureux qu'ils semblassent pouvoir en faire, dans la position où elles se trouvaient alors placées, était de s'avancer rapidement en deux grosses masses, de Valenciennes sur Soissons d'un côté, et de Mayence par Luxembourg sur Reims de l'autre. En laissant même sur chaque flanc, une réserve de 40 à 50,000 hommes pour couvrir les communications et masquer les places, on pouvait conduire, en quinze marches, 180,000 hommes sous Paris, afin d'en chasser la convention. Ce but essentiel de la guerre une fois atteint, il importait alors de traiter avec la nation, sur des principes convenables à son repos, à sa dignité, et à l'intérêt général de l'Europe, non dans l'unique intérêt de l'Angleterre, sa seule ennemie constante et irréconciliable. Mais pour obtenir un semblable résultat il fallait d'autres ministres que les Thugut et les Bischofswerder; d'autres généraux que ceux de la coalition.

Aux motifs politiques qui commandaient d'en agir ainsi, se réunissaient toutes les convenances militaires; quand on combat une nation belliqueuse comme les Français, il importe surtout de mettre le temps à profit dans les succès; leur laisser le loisir de se reconnaître, c'était oublier totalement le but de la guerre. Les quatre mois les plus décisifs venaient de s'écouler dans une inaction blâmable; cependant il était peut-être encore temps d'y remédier. La ligne immense de ces frontières était gardée par des camps défensifs isolés, dont les troupes découragées, n'avaient d'ailleurs, pour l'instant, aucune direction centrale qui pût combiner leur emploi d'une manière avantageuse et conforme aux principes de l'art. Si tout se préparait en France pour leur donner bientôt cette direction, il n'en est pas moins vrai que rien n'était encore disposé à la fin de juillet. Le ministre de la guerre ne s'occupait que de détails administratifs; le comité de salut public faisait tout ce qui était en son pouvoir pour aviser aux grands moyens intérieurs de sauver la France; mais outre que cela exigeait du temps, il ne se trouvait alors parmi ses membres aucun homme capable de diriger les opérations militaires (1); enfin le conseil exécutif n'existait plus que pour la forme, et l'action des commissaires de la convention aux armées, était trop locale et trop isolée pour atteindre ce résultat.

Si les trois armées coalisées préféraient continuer leurs opérations divergentes sur la Picardie et l'Alsace, et s'amuser encore à des siéges, on avait lieu de penser que celle du Nord songerait du moins à attaquer une des places les plus convenables pour lier ses communications avec Namur et la Meuse; et sous ce rapport Maubeuge ou Philippeville procuraient le plus d'avantages stratégiques. Un grand capitaine n'eût point balancé à donner la préférence au système d'invasion qui, exécuté rapidement, devait assurer d'immenses résultats dans la situation où se trouvait alors la France. Mais, au défaut de cette résolution, l'attaque de l'une de ces places était ce qui convenait le mieux.

Les coalisés, loin d'adopter un de ces deux

(1) Carnot n'y entra que vingt jours après la prise de Valenciennes, et il était encore en mission. Ce ne fut qu'un mois après la prise de cette ville, qu'on décréta les levées en masse, et trois mois après qu'elles s'exécutèrent. Il ne fallait que quinze jours pour arriver à Paris ou se retirer.

partis, ne manquèrent pas de choisir le pire de tous ; ils commencèrent par séjourner neuf jours sous Valenciennes, autour de laquelle ils campaient depuis assez longtemps pour être en mesure de se mettre en marche dès l'instant où leur présence y serait devenue inutile. Soit qu'ils supposassent l'ennemi dans un tel état de délabrement, qu'ils pussent entreprendre impunément tout ce qu'ils voudraient, soit que la fortune les aveuglât au point d'ignorer la faute qu'ils commettaient, ils résolurent de se diviser et d'opérer sur deux lignes divergentes ; le duc d'York marchant à droite devait assiéger Dunkerque, et le prince de Cobourg se diriger à gauche sur le Quesnoy.

Nous avons dit au chapitre XV que ce projet avait été conçu dès l'ouverture de la campagne par Mack, sans doute sur la proposition du cabinet de Londres. Ce général ayant quitté l'armée à la suite de l'affaire de Famars, ses successeurs sentirent l'inconvenance d'une telle entreprise. Le prince de Cobourg après la reddition de Valenciennes fit son possible pour en détourner ses alliés ; mais il paraît que ce point étant convenu entre les gouvernements, le cabinet de Londres n'en voulut point départir. Déjà un armement considérable se préparait à Woolwich et Portsmouth pour concourir au blocus et au bombardement de Dunkerque.

Lorsqu'on réfléchit aux motifs qui pouvaient inspirer cette entreprise, il est facile de reconnaître tous les intérêts qui guidaient l'Angleterre : on n'y retrouve au contraire aucun des avantages politiques ou militaires que devaient rechercher les puissances du continent. Ainsi, pour complaire au gouvernement britannique, on donna aux opérations une direction excentrique, qui fut la cause de désastres inouïs, et on employa la majeure partie de l'armée à un misérable accessoire, au lieu de diriger des efforts bien concertés sur les points principaux où l'ennemi rassemblait ses moyens de défense.

Le prince de Cobourg résolut néanmoins de profiter du temps où il disposait encore de la totalité de ses forces, pour tenter un coup de main sur l'armée française : on sait qu'à la condamnation de Custine, et en attendant son successeur, elle était passée provisoirement aux ordres de Kilmaine, et que depuis la fin de mai elle s'était retranchée au camp de César (1) ; elle comptait alors près de 35,000 hommes ; sa droite était abritée par Cambrai, la gauche par Bouchain ; l'Escaut coulait devant son front, couvert en outre par de nombreux ouvrages de campagne, élevés sur la rive droite de cette rivière. (*Voy.* pl. IX).

Ce projet d'attaque qui honore le prince de Cobourg, ou l'officier qui en fut l'auteur, ne s'exécuta pas aussi bien qu'il avait été conçu. Le duc d'York se mit en marche le 6 août avec un corps de 22,000 hommes, et vint camper à Villers en Cauchie. Le général Dalvig s'établit vers Pithon et Romelie avec 8 bataillons et 6 escadrons de Hesse-Cassel, afin de couvrir le mouvement du côté du Quesnoy. Le lendemain, le duc d'York dut s'avancer au delà de Cambrai ; la chaleur excessive de cette journée, jointe au long circuit qu'il fallut faire autour de la place, retarda la marche, et l'armée ne put passer l'Escaut qu'à six heures du soir ; elle occupa les hauteurs vis-à-vis de Manières. Plusieurs hommes périrent par la chaleur dans cette longue marche, que les Français n'inquiétèrent que par de faibles détachements de cavalerie.

Le prince de Cobourg partit également le 7 de son camp de Herin, avec l'armée impériale sur deux colonnes : la première remonta l'Escaut jusqu'à Naves, et chercha à passer cette rivière sur le front du camp français : la seconde sous Clairfayt se dirigeant par Haspres, attaqua les villages de Hordaing et Iway. Cambrai fut sommé, et le général de Claye qui y commandait, répondit en brûlant les faubourgs, et se préparant à une défense vigoureuse. L'armée impériale campa alors à Thun-Saint-Martin.

Kilmaine trop prudent pour commettre sa faible armée dans un combat inégal, prit heureusement, le 7 août après-midi, la résolution d'évacuer le camp au point du jour, et après avoir fait la tournée des postes, il donna les ordres nécessaires. Son in-

(1) Ce fameux camp de César est situé derrière Cambrai sur les hauteurs de Saint-Olle et Paillancour ; la position est bonne, mais on l'avait allongée en formant un flanc de Bouchain jusqu'à Arleux. Les troupes, morcelées sur une aussi grande étendue, eussent été compromises si elles avaient attendu un engagement.

tention était de se diriger avec une forte division sur Fontaine-Notre-Dame, pour couvrir la retraite des bagages et du reste de l'armée : les petits camps, qui se trouvaient sur l'Escaut et sur la Censée, eurent ordre en même temps, après avoir rompu les ponts, de se réunir aux troupes de l'avant-garde au bac d'Aubancheuil, de passer de là par Pallué pour se rendre au camp de Biache, en laissant un renfort de 6 bataillons aux flanqueurs de gauche : ceux-ci devaient assurer la communication d'Arleux à Douai, et se maintenir dans les postes de Pallué, l'Écluse, Estoing, etc.

D'après ces dispositions, les Français exécutèrent leur retraite le lendemain 8 août, dès la pointe du jour. L'infanterie marchait à la tête avec le parc d'artillerie et les équipages flanqués par un régiment de chasseurs à cheval. Le général Kilmaine et le représentant Delbrel étaient restés à l'arrière-garde, composée de l'artillerie légère et d'environ 2,500 chevaux. Le corps d'armée avait déjà fait une lieue, lorsque l'arrière-garde commença son mouvement.

Sur ces entrefaites, les alliés s'étaient mis en marche de leur côté, le 8 au matin. Le duc d'York, dans le but de tourner la droite, se dirigeait avec ses 22,000 hommes en trois colonnes sur Bourlon, tandis que Colloredo et Clairfayt tentaient le passage de l'Escaut au-dessous à Thun-Saint-Martin, et que le général Fabry avec un corps léger menaçait Aubigny-au-Bac.

Il était déjà trop tard ; le duc d'York arrivant sur les hauteurs de Cantin, trouva non-seulement le gros de l'armée déjà décampé, mais l'arrière-garde même déjà en marche ; il se contenta alors de la faire suivre par une partie de sa cavalerie qui ne parvint point à l'entamer. Déjà les Français avaient dépassé le village de Marquion, lorsqu'ils furent avertis que deux bataillons, restés sur les derrières, venaient d'être enveloppés dans ce village par les hussards ennemis ; cette infanterie évacuant Thun-l'Évêque, au lieu de prendre la route du bac d'Aubancheuil, où elle devait se rendre sous les ordres du général Leclerc, avait pris celle de Marquion ; elle fut investie dans ce bourg après la plus vigoureuse résistance, et eût été obligée de mettre bas les armes, si le général Kilmaine n'était accouru à son secours. Plaçant aussitôt une partie de sa cavalerie et son artillerie légère en bataille à droite et à gauche de la grande route, ce général charge, avec le reste, la cavalerie ennemie, la renverse, et dégage les deux bataillons : dans ce choc qui fut très-court, mais impétueux, on tua ou prit une centaine d'hommes.

Pendant que l'arrière-garde en venait aux mains avec les escadrons ennemis, l'infanterie, le parc et les bagages s'avançaient paisiblement vers Arras : déjà ils étaient, pour ainsi dire, à l'abri d'insulte, lorsque des malveillants, par des cris de *sauve qui peut*, jetèrent la terreur et le désordre parmi quelques bataillons de l'avant-garde qui s'enfuirent, et arrivèrent en déroute aux portes d'Arras, sans avoir vu un seul ennemi : le gros de l'armée, harcelé par les troupes légères, n'en continua pas moins sa marche dans le plus grand ordre, protégé par la bonne contenance de l'arrière-garde au pont de la Gâche.

Cette retraite que nous avons présentée avec détail, à raison de son importance, fit honneur à Kilmaine, et fut un des services les plus signalés rendus à la république, car si cette armée eût été entamée, la supériorité des ennemis était telle qu'on devait craindre de perdre ce dernier noyau de force sur la frontière du Nord, et les alliés, enhardis par cette victoire, eussent peut-être renoncé à leur course sur Dunkerque, pour profiter plus utilement d'un avantage si décisif.

Il est juste toutefois d'avouer que Kilmaine fut bien favorisé par la faute que commirent les Anglais en exécutant un mouvement de jour à la vue des hauteurs de Cambrai ; s'ils avaient fait une marche de nuit depuis leur camp de Villers, il est probable qu'il eussent rendu la retraite presque impossible, en arrivant à temps à Bourlon.

Toute l'affaire se borna à un léger engagement d'arrière-garde vers Marquion. Les Français, affaiblis par de nouvelles garnisons, se retirèrent entre Arras et Douai, au camp d'Arleux ou de Gavarelle, où le général Houchard vint prendre le commandement le 10 août.

Le camp de César fut occupé par une division autrichienne qui passa l'Escaut ; les Anglais campèrent à Bourlon.

A l'approche de forces si considérables jusqu'aux portes de Cambrai et de Saint-Quentin, l'épouvante

commença à gagner les départements voisins : et l'alarme augmentant de proche en proche, retentit jusqu'à la convention et aux jacobins. Pour surcroît de malheurs, les digues de Bouchain se rompirent le 6, et firent perdre ainsi les moyens de défense qu'on espérait tirer des inondations de l'Escaut. Cependant le danger n'effraya point les républicains; outre les dispositions que nous venons d'indiquer, ils prétendirent un instant faire refluer dans l'intérieur toute la population du territoire envahi.

Déjà les commissaires en mission avaient devancé ces mesures en requérant les gardes nationales sédentaires des départements voisins pour former les garnisons des places, même celles de première ligne; *afin*, portait leur arrêté, *de rendre le plus promptement possible toutes les forces agissantes*. Il fut même question de renforcer les camps et armées actives par un grand nombre de ces gardes nationales; mesure énergique sans doute, mais qui, faute d'armes, de munitions et d'instruction préparatoire, semblait exagérée dans son application; car, loin d'opposer à l'ennemi des masses formidables, elle n'était propre qu'à rassembler des cohues plus embarrassantes qu'utiles, à augmenter les chances de désordre et à consommer les approvisionnements destinés aux armées régulières, à peine suffisants pour subvenir à leurs besoins de tout genre.

Quoique l'entreprise du prince de Cobourg contre Kilmaine eût échoué, les alliés avaient encore beau champ pour suivre sans relâche cette armée inférieure de moitié, et dont le moral était fortement ébranlé; il fallait l'attaquer partout, la disperser, la prendre en détail ou la jeter dans une place : jamais occasion ne fut plus belle pour anéantir ce dernier noyau de résistance, et ce moment n'était peut-être guère moins propice que celui de la prise du camp du Famars. Au lieu de rassembler leurs masses pour frapper des coups décisifs, les alliés ne se bornèrent pas à faire parader sans succès plus de 120,000 combattants sur le Rhin et aux versants des Vosges; ils s'amusèrent encore à disperser 162,000 hommes, dont 33,000 d'excellente cavalerie, depuis la Moselle jusqu'à la mer, et se décidèrent à reprendre la double expédition sur Dunkerque et le Quesnoy. Un emploi si fautif de ces forces respectables, dont le lecteur se pénétrera mieux en examinant avec attention le tableau ci-après, fut puni comme il le méritait par les plus sanglants revers.

Emplacement des troupes alliées entre la Moselle et la mer, à l'époque du 11 août 1793.

1° L'armée du duc d'York destinée au siége de Dunkerque	21,000 hom.
2° Le corps du maréchal Freytag en observation.	16,000
3° Les Hollandais à Roncq, Menin, Turcoing	15,000
4° Le corps prussien en marche pour relever à Trèves un autre corps de 15,000 Autrichiens	6,000
	61,000
AUTRICHIENS.	
5° Corps d'Alvinzy à Dunkerque déjà compris ci-dessus	
6° Clairfayt à Herin et Denain.	15,000
7° Colloredo à Saulzoir.	7,000
8° Lilien à Pithon.	4,500
9° Wenckheim à Villerspel	9,500
10° Erbach à Houdain.	6,600
11° Latour à Bettignies près Maubeuge .	8,000
12° Garnison de Condé et Valenciennes.	7,000
13° Beaulieu à Namur.	7,500
14° Schroder sous Luxembourg avec la garnison.	14,000
15° Blankenstein à Trèves.	9,500
16° En marche de Mayence pour l'armée.	10,000
17° Détachés à Bruxelles et au corps hollandais	3,500
TOTAL GÉNÉRAL . . .	163,100 hom.

En ajoutant à ce nombre les 12,000 du général Alvinzy, les troupes impériales se montaient à 114,000 hommes, dont 22,000 de cavalerie, les 9,000 Prussiens partis le 6 juin pour Trèves, furent remplacés par 15,000 Autrichiens venant de la Moselle, ce qui rendit inutile ces 24,000 hommes pendant près de trois semaines qu'ils marchèrent derrière la ligne. Les armées du duc de Brunswick et du maréchal Wurmser en Alsace ne comptaient pas moins de 120,000 hommes en comprenant les contingents des cercles et le cordon du Rhin, ce qui porte la force des coalisés à 280,000 hommes.

Le 10 août, l'armée anglo-hanovrienne, renforcée d'un corps nombreux, partit pour Orchies et de là pour Furnes. Le prince de Cobourg reprit le même jour sa position de Herin; une avant-

garde resta au camp de César; Colloredo campa à Villers en Cauchie; l'armée hollandaise, pour couvrir les communications et masquer Lille, devait conserver sa position à Menin. L'armée impériale, au nombre d'environ 45,000 hommes, se mit de nouveau en marche pour s'emparer de la forêt de Mormale et assiéger le Quesnoy, opération dont la proximité du grand parc qui avait servi à la réduction de Valenciennes, rendait le succès indubitable.

Ainsi, les forces immenses de la coalition réduites à deux petites masses centrifuges, se disséminaient en postes de communications pour couvrir les intervalles qui les séparaient et garder la ligne immense depuis la Moselle à la mer, parce qu'elles agissaient sur une ligne d'opération défectueuse. Elles se bornaient d'un côté à une promenade inutile contre une forteresse qu'elles ne bloquaient point, et de l'autre, au siége méthodique d'une petite place dont la prise n'influait que faiblement sur le succès de la guerre. De toutes parts on s'amusait à des accessoires, à couvrir méthodiquement des chemins, sans songer à frapper vigoureusement les masses organisées de l'ennemi, dont la destruction est le premier but de toute opération militaire bien conduite.

D'après les dispositions arrêtées par le généralissime pour s'emparer de la forêt de Mormale, le comte d'Erbach s'avança de Bavay par Pont-sur-Sambre et Berlaimont, chassant devant lui les postes de la division de Maubeuge, commandée par le vieux général Gudin.

Le comte de Bellegarde fit la plus forte attaque sur Gommegnies et Villereaux, tandis que Wenckheim et Lilien poussaient des démonstrations sur Engle-Fontaine et Preux : la mince division du général Ihler dut céder à tant de forces; partout les Français se retirèrent après de faibles engagements. Le général Clairfayt forma alors l'investissement du Quesnoy avec 18 bataillons et 10 escadrons. Le général Colloredo mit la forêt de Mormale à l'abri des attaques du camp de Landrecies; le général Otto était vers Douchy et Denain, faisant face à Bouchain : le général Bellegarde tenait depuis Saulzoir à la gauche d'Otto, jusque vers Solesmes, à la droite de Colloredo, faisant face à Cambrai et Bouchain; le quartier général du prince de Cobourg se trouvait à Bermerain; le corps de Latour toujours devant Maubeuge.

La tranchée fut ouverte du 28 au 29 août, et, après quinze jours de siége qui n'offrit rien de particulier, la place du Quesnoy, assez bien défendue par le général Goulu, mais foudroyée par une artillerie formidable, se vit réduite à capituler le 11 septembre; la garnison de 4,000 hommes fut prisonnière.

Le comité faisait les plus grands efforts pour déjouer les entreprises de l'ennemi sur tous les points de la frontière : quoique son attention principale fût fixée vers Dunkerque, il prescrivit de tenter l'impossible pour sauver le Quesnoy. On s'y prit malheureusement deux jours trop tard : ignorant encore la reddition de la place, la division Ihler partie de Landrecies dut s'avancer le 12 septembre à la lisière de la forêt de Mormale par Fontaine et Preux-aux-Bois, soutenue par 10,000 hommes du camp de Maubeuge; sa destination était d'attaquer le corps de Colloredo : en même temps la division du général Claye, sortie de Cambrai, se dirigeait sur Avesnes-le-Sec.

La première, retardée dans sa marche par la difficulté de défiler par les rues étroites de Landrecies, combattit le corps de Colloredo sans ensemble; une partie se débanda par pelotons dans les bois; sa réserve, hors de portée, ne put rien soutenir, et les Impériaux, maîtres de la place dès la veille, se trouvaient au contraire en mesure de renforcer leur corps d'observation de toutes les troupes du siége. Le village de Fontaine surtout devint le théâtre d'une lutte opiniâtre, et resta enfin aux Autrichiens : les républicains, repoussés sur tous les points, reprirent en désordre le chemin de Landrecies. Deux petites colonnes, parties de Bouchain et de Douai, pour inquiéter Otto vers Abscon et Azincourt, furent également repoussées avec perte.

La division de Cambrai essuya un plus sanglant échec; elle s'était avancée au nombre de 6 à 7,000 hommes sur deux colonnes, par Villers en Cauchie contre le corps de Bellegarde. Le prince de Lichtenstein se défendit avec la plus grande vigueur pendant deux heures avec les chevau-légers de Kinsky et 2 pièces de canon, jusqu'à ce que le

général Bellegarde lui amena un renfort de 10 escadrons de hussards, et que, d'une autre part, on dirigea sur Saulzoir plusieurs bataillons de grenadiers et les cuirassiers de Nassau.

L'avant-garde française voyant marcher toutes ces forces, se replia sur le gros de la division qui se forma alors en deux grands carrés, le premier de 3,000 hommes dans la plaine d'Avesnes-le-Sec, le second de 3,500 en échelon plus arrière.

Le général Bellegarde ne voulant pas manquer l'occasion de charger de l'infanterie dans une si belle plaine, ordonna l'attaque du premier carré, sans attendre les bataillons qui arrivaient vers Saulzoir. Les chevau-légers de Kinsky chargèrent de front, les hussards de l'Empereur assaillirent le flanc droit, tandis que 2 escadrons de Nassau et de Royal-Allemand se portèrent sur la gauche.

Cette infanterie, quoique en grande partie de nouvelles levées, fit d'abord très-bonne contenance, laissa avancer sans s'émouvoir le premier échelon des hussards jusqu'à 25 pas, et l'accabla d'une décharge meurtrière; mais elle se dégarnit ainsi de la majeure partie de son feu. Kinsky chargea alors avec impétuosité; les hussards se précipitèrent aussi sur le bataillon qui les avait si bien accueillis et l'enfoncèrent. Le carré fut détruit: près de 1,500 hommes restèrent sur la place, et autant furent pris avec 5 drapeaux et 12 canons. Ce combat fit le plus grand honneur à la cavalerie autrichienne et au général Bellegarde, il n'eut au reste aucune importance sur le résultat de la campagne, tant l'emploi que les coalisés firent de leurs troupes depuis Dunkerque jusqu'à Bâle, était pitoyable.

Nous allons reprendre les opérations du duc d'York dont nous avons laissé l'armée à Bourlon, après l'inutile tentative faite pour entamer Kilmaine au camp de César.

Le 10 août, l'armée anglo-hanovrienne marcha à Aubigny-au-Bac et ensuite à Orchies; elle fut jointe le lendemain par les Hessois qui avaient passé l'Escaut à Denain. Le duc d'York fut encore renforcé par un corps de 12,000 Autrichiens sous les ordres du général Alvinzy, ce qui porta son armée à 37,000 hommes. Le 15, elle se mit en mouvement sur deux colonnes par Bésieux sur Turcoing où elle séjourna. Elle eut à se repentir plus tard d'avoir marché avec tant de lenteur; car on remarquera qu'une armée résolue d'entreprendre sur Dunkerque, et disponible à Valenciennes dès le 29 juillet, employa un mois à des mouvements sans couleur comme sans résultats, pour faire 30 lieues, quoiqu'elle rétrogradât pour ainsi dire du théâtre de la guerre dans l'intérieur de sa ligne.

Le 18 août, tandis que cette armée était en marche sur Menin, on entendit une forte canonnade: elle provenait d'un engagement sérieux que les Hollandais avaient à Linselles. Fatigués de la proximité de ce poste retranché, d'où les troupes du camp de la Madelaine pouvaient les assaillir chaque jour, ils avaient résolu de l'enlever et de profiter de l'approche du duc d'York pour exécuter ce coup de main.

Ils le firent attaquer dès le matin par deux colonnes; celle du prince d'Orange dirigée sur Linselles, et celle du prince de Waldeck, sur Blaton. Après une affaire peu meurtrière, le village resta au pouvoir des assaillants; mais, lorsque le corps principal des Hollandais eut repris sa position en ne laissant que 2 bataillons dans Linselles, les Français revinrent en forces vers midi, tournèrent les retranchements par la gorge, dispersèrent ou tuèrent ces deux bataillons, et reprirent l'artillerie qu'ils avaient perdue. Aussitôt que cette nouvelle fut parvenue au camp, le général Lacke en partit avec les 3 bataillons de gardes anglaises, pour reprendre Linselles; on le fit soutenir plus tard par 3 régiments hessois; mais avant leur arrivée, il avait déjà rempli sa mission. Les Anglais, en débouchant des taillis, se formèrent devant la hauteur et marchèrent aux retranchements avec vivacité. Les républicains les ayant laissé approcher jusqu'à demi-portée de canon, les reçurent alors par une décharge de mitraille qui étendit sur la place 13 officiers et environ 300 soldats tués ou blessés; le général Lacke n'en poursuivit pas moins son attaque avec une intrépidité digne d'éloges; les gardes anglaises emportèrent le retranchement, firent main basse sur tout ce qui s'y rencontra, et prirent 12 pièces de canon. Cette journée meurtrière coûta environ mille hommes aux deux partis; elle n'influa cependant en rien sur les opérations, et cette guerre de postes, qui coûtait si cher sans

qu'on en pût tirer quelque avantage, n'était pas le plus beau résultat de ce nouveau système qu'on a tant vanté.

Le poste de Linselles fut rasé et abandonné le lendemain, parce que l'armée continua son mouvement, et qu'il pouvait être trop facilement inquiété du camp de Lille, pour que les alliés se décidassent à le conserver.

Le 20 août, l'armée du duc d'York se divisa à son tour en deux corps : le premier commandé par le maréchal Freytag, composé de 18 bataillons hanovriens et de 38 escadrons, était destiné à couvrir l'armée de siége comme corps d'observation; il marcha, le même jour, jusqu'à Poperinghe et Rosbrugge. L'armée de siége se porta par Ypres au camp d'Ilverdingen; elle était composée de 28 bataillons et 19 escadrons.

Les troupes françaises chargées de la défense de cette frontière, recevaient les ordres du général Barthels, et tenaient les camps retranchés de Cassel, Gyvelde et Bailleul, avec des postes également abrités à Oost-Cappel. Le premier était le plus considérable; le second couvrait Dunkerque, et devait au besoin lui servir de garnison; on les estimait ensemble à 17,000 hommes, qui pouvaient encore être secourus par la division d'Armentières et celle de Lille. Outre ces moyens de défense, Houchard, naturellement inquiet de l'orage amoncelé sur sa gauche, venait de détacher le général Jourdan du camp de Gavarelle avec un corps de 10,000 hommes, chargé de se rapprocher de Lille, de surveiller toute cette ligne, et de concerter avec les généraux Barthels et Beru, l'attaque des ennemis dans cette partie.

Sur ces entrefaites, le maréchal Freytag repoussa le 21 août les Français des postes d'Oost-Cappel et Rexpoède, avec perte d'une centaine de blessés ou prisonniers. Le corps destiné au siége partit alors sur 3 colonnes et campa à Furnes.

Les alliés s'attendaient à séjourner ici jusqu'à l'arrivée de la flottille anglaise et du train de siége qui était embarqué sur le canal; mais le commandant en chef ayant appris qu'il se faisait un grand mouvement dans le camp de Gyvelde, crut que l'ennemi voulait l'abandonner, et se disposa à empêcher la retraite. A cet effet, l'armée reçut à midi l'ordre subit de se mettre en marche; l'avant-garde et la seconde ligne se portèrent, à trois heures, par Adinkirchen, à droite du canal, sur Dunkerque. La première ligne, aux ordres du général Alvinzy, partit à deux heures à cause du long détour qu'elle avait à faire; elle passa par la gauche du canal, et arriva, en même temps que l'autre colonne, devant le camp de Gyvelde, fort de 4,000 hommes, et couvert par le village retranché du même nom. Après une canonnade assez vive, l'armée bivouaqua.

Le 23, on apprit que les Français avaient évacué le camp, et s'étaient retirés dans la place. L'avant-garde partit sur-le-champ pour prendre sa position entre Telleghem et Lefferingkuck, la droite au canal de Furnes, la gauche vers Teleghemsluis; les magasins étaient à Furnes. Les Français, chassés par Werneck du fort de Lefferingkuck, se replièrent sur Dunkerque.

La ville fut sommée, mais les généraux qui y commandaient, après avoir répondu comme ils le devaient, se préparèrent à une défense qui les justifiât, et firent ouvrir les écluses de la mer pour inonder les environs depuis le Lang-Moor jusqu'à Nieuport, Furnes et Dixmude. Cependant ils s'étaient si peu attendus à soutenir un siége, que la place se trouvait dans le plus grand délabrement, et eût été infailliblement emportée, si la flottille de bombardement avait paru dans ce moment. On ne sait pas ce qui put occasionner son retard : dès le commencement d'août, les travaux avaient été poussés à l'arsenal de Woolwich avec la plus grande activité. Une immense batterie flottante, sous le capitaine Fraser, avait déjà descendu la Tamise : de nouvelles bombardes se préparaient : onze bataillons avaient reçu l'ordre de s'embarquer pour la même destination, et des mesures étaient prescrites pour les remplacer par de nouvelles levées.

Cependant rien n'arrivait, et les Français au contraire commençaient à prendre de sérieuses mesures pour voler au secours de la place.

Le général Jourdan, détaché par Houchard avec une division de 10,000 hommes, renforça sur ces entrefaites le camp de Cassel. Convaincu que la place était susceptible d'une longue défense, dès qu'on pouvait communiquer avec elle et en rafraichir la garnison qui ne se trouvait point investie,

il vint faire l'inspection, releva les troupes découragées par des bataillons sûrs, et donna le commandement supérieur au général Souham, qu'il jugea plus disposé qu'Omara à une résistance opiniâtre. Au nombre des braves chargés de cette défense, se trouvait l'adjudant général Hoche, dont l'activité, l'énergie et les talents, captivant bientôt toute la confiance de Souham, eurent la plus grande influence sur les opérations, et annoncèrent tout ce que ce jeune héros ne tarderait pas à faire pour sa gloire et celle de son pays.

La position de l'armée alliée était détestable; on découvrait son camp des tours de Dunkerque, et le moindre mouvement était à l'instant signalé : elle manquait de tout dans cette langue de terre entre le Lang-Moor et la mer; l'eau potable même devait y être apportée des ports de la Flandre : la seule route de communication et de retraite était celle de Furnes; l'escadre anglaise annoncée ne paraissait point, tandis qu'au contraire une flottille de 8 canonnières et quelques petits bâtiments français, aux ordres du capitaine Castaigner, embossée sur le flanc droit du camp allié, le battait en écharpe avec du gros canon, et augmentait l'embarras de la position.

Le 24 août, le général d'Alton reçut ordre d'emporter le poste de Rosendael. Ce long village, entouré de maisons de campagne et de censes, offrait une défense facile. La première attaque, exécutée par des troupes légères et des grenadiers soutenus d'un bataillon de Starray, n'eut aucun succès. A neuf heures, 2 bataillons de grenadiers hessois arrivèrent au soutien, et le village fut enlevé; mais les Français, ayant fait sortir une colonne d'environ 4,000 hommes, les en délogèrent malgré la résistance la plus opiniâtre. Le général d'Alton y reçut une blessure mortelle.

Enfin, le lieutenant général de Wurmb étant arrivé avec 4 bataillons hessois, se disposait à une nouvelle attaque, lorsque les Français, évacuant la haute partie du village, se contentèrent de l'extrémité qui était sous la protection du canon de la place. Ainsi se termina une affaire dans laquelle les alliés perdirent 800 tués ou blessés, et dont ils combinèrent si mal l'exécution que les troupes y furent engagées les unes après les autres : si la première attaque eût été faite par tous les bataillons qu'on y employa successivement, elle aurait parfaitement réussi, et l'on n'eût pas essuyé une perte aussi considérable.

Cependant la tranchée avait été ouverte le même jour, malgré les difficultés qu'un sable mouvant et l'eau qu'on trouvait à deux pieds de la surface du sol, présentaient pour cette opération; les assiégeants s'occupèrent de la construction de 7 batteries jusqu'à l'arrivée de la flottille qui était attendue avec la plus vive impatience. Le duc d'York, étonné de son retard, envoya plusieurs officiers en Angleterre sans que l'amiral Makbridge partît davantage. Ce retard étonna d'autant plus qu'avant son départ de Valenciennes, le duc avait informé le gouvernement anglais de l'entreprise qu'on allait former pour remplir ses vues, et sollicité en même temps le prompt envoi d'une flottille nécessaire pour le siége de toute place maritime. S'il est possible de s'en rapporter aux journaux du temps, on doit supposer que l'amiral Makbridge se contenta d'abord de se transporter devant Dunkerque avec un premier convoi amenant l'artillerie pour le siége, et qu'ayant reconnu les parages et la situation de la flottille du capitaine Castaigner, il se rendit de nouveau en Angleterre pour presser de plus grands préparatifs. Le gouvernement vengea ce retard par la démission de l'amiral Makbridge et du duc de Richemont qui, en qualité de chef du département de l'artillerie, apporta, dit-on, quelque lenteur dans l'armement.

Le 5 septembre, le colonel Moncrif, ingénieur anglais, était occupé à garnir la première batterie avec des pièces de la marine, lorsqu'on apprit qu'une armée, sous les ordres du général Houchard, s'avançait contre le corps d'observation. On entendit peu de temps après un feu très-vif à la gauche. A midi, les Français ayant fait une vigoureuse sortie de Dunkerque, furent repoussés, mais ils réussirent à imposer, et empêchèrent qu'on ne renforçât suffisamment le maréchal Freytag.

Le 6 septembre, le général Cochenhausen fut détaché à cet effet par Furnes avec deux bataillons hessois seulement. La garnison, combinant ses attaques avec l'armée, fit ce jour-là une sortie sérieuse, culbuta les piquets ordinaires, et força les assiégeants d'envoyer plusieurs corps au soutien. L'affaire devint sanglante; le régiment de Jordis

soutint un combat inégal et perdit seul plus de 350 tués ou blessés. Les Français furent enfin contraints à la retraite; cependant les alliés eurent à regretter le brave colonel Moncrif et plus de 600 hommes. Mais il est temps de laisser là le corps de siége pour tourner nos regards sur les efforts en faveur de la place.

Nous avons déjà vu qu'après l'entreprise contre le camp de César, le prince de Cobourg s'était porté sur le Quesnoy, et que Latour se trouvait devant Maubeuge. Les Prussiens quittèrent l'armée peu de temps après, pour joindre celle du duc de Brunswick en Alsace : ils furent remplacés à Cisoing par une division autrichienne sous les ordres du général Beaulieu. Le prince d'Orange campait près de Menin avec les Hollandais.

Le gros de l'armée française avait pris une position à Gavarelle derrière la Scarpe; les camps de Cassel, de la Madelaine et de Maubeuge étaient toujours occupés par de petites armées; ceux de Bailleul, Armentières, Mons-en-Pévèle et Arleux étaient moins considérables. La réunion de ces corps aurait formé une masse de 80,000 combattants, dont l'emploi bien combiné pouvait devenir terrible pour les alliés. Cette réunion était d'autant plus facile à effectuer, que les nombreuses forteresses qui couvrent les frontières, déjà pourvues de leurs garnisons, eussent suffi pour arrêter l'ennemi sur les points momentanément dégarnis.

Au même instant où de nombreuses levées se préparaient dans l'intérieur pour renforcer les armées et les mettre sur un pied formidable, le gouvernement français jugea à propos de profiter de la dispersion des forces ennemies pour frapper un coup qui ralentît au moins leurs entreprises, et qui pût faire gagner du temps, chose si précieuse à la guerre, et dont le prix est si souvent méconnu. Dans ce but, on fit partir en poste des renforts tirés des armées du Rhin et de la Moselle, que l'on crut pouvoir affaiblir un instant, puisque la chute de Mayence les mettait hors d'état d'agir offensivement, et que leur défensive était assurée par les lignes de Weissenbourg et par l'appui des places de Landau, Fort-Vauban et Strasbourg. Le nombre de ces renforts de bonnes troupes devait être de 35,000 hommes, mais 8,000 furent retenus à l'armée du Rhin, autant dans l'intérieur pour arrêter les incursions des partisans ennemis dans le département de l'Oise; enfin une division dut rester à la droite vers Maubeuge; il n'arriva ainsi que 12,000 hommes à l'armée.

Ce plan conçu sur de bons principes, et attribué à Carnot, étendit sa réputation; les républicains en eussent obtenu des résultats décisifs, en réunissant de plus grands moyens pour son exécution, au lieu de laisser inutilement la moitié de l'armée à Gavarelle et à la Madelaine. Rien ne s'opposait à ce qu'on en tirât encore 15,000 hommes, et cette augmentation de forces eût suffi pour assurer la destruction du duc d'York moyennant qu'on en fît l'emploi convenable. Houchard fut d'autant plus blâmable de ne pas l'avoir fait que le comité, à la nouvelle de la marche de l'ennemi sur Dunkerque, lui écrivait : « Ce n'est pas précisément » sous le rapport militaire que ce point est important, c'est parce que l'honneur de la nation est » là. Pitt ne peut se soutenir qu'en indemnisant » le peuple anglais par de grands succès, autrement » la révolution est inévitable en Angleterre. *Portez des forces immenses dans la Flandre, et* » *que l'ennemi en soit chassé.* »

A la vérité les généraux de cette époque étaient fort embarrassés; car à côté de ces ordres pleins d'étincelles de génie, ils en recevaient d'autres qui leur prescrivaient de couvrir toutes les trouées contre les partisans ennemis, de peur que les députés d'un département laissé à découvert ne criassent à la trahison.

Le premier plan de Houchard était de joindre une partie des forces de Cassel et de Gavarelle avec celles du camp de la Madelaine, de s'avancer de Lille sur Menin pour agir contre la gauche et les communications des Anglais. Le comité l'approuva hautement, et s'il eût en effet débouché avec 50 à 60,000 hommes par Passendael sur Dixmude et Furnes, l'ennemi eût été dans un embarras extrême, car les Hollandais, accablés à Menin, rejetés sur Deynse, se seraient trouvés hors de cause, et le duc d'York dans la plus cruelle situation. On ne sait pas si le général en chef conçut un plan aussi vaste, ou s'il se fût contenté de faire lever le siége en débouchant sur Menin. Quoi qu'il en soit, Houchard abandonna son projet sans qu'on en devinât le motif : peut-être fut-ce de crainte qu'une ma-

nœuvre un peu étendue ne donnât au duc d'York le temps de gagner Nieuport. Dans le fait, on allait bien plus directement au but en marchant de Steenworde par Rosbrugge sur Furnes ; mais d'un autre côté on retombait dans un inconvénient non moins grave, car ces mouvements, exécutés si près de l'ennemi, l'eussent averti assez tôt pour qu'il levât le siége et ne pût être entamé.

Comme il n'y avait que trois petites marches de Menin à Furnes, et qu'il était possible d'en dérober deux, avant que le duc d'York imaginât qu'on lui en voulait, l'un et l'autre de ces plans pouvaient être bons. L'entreprise par Cassel et Steenworde à laquelle on donna la préférence ne pécha que par l'exécution, ainsi qu'on va le voir.

Houchard attendait, pour opérer, l'arrivée des renforts de la Moselle, dont la première colonne seulement avait déjà rejoint l'armée : dans cet intervalle, il résolut de profiter des moyens réunis autour de Lille pour entreprendre une diversion qui ralentît les préparatifs contre Dunkerque, donnât des craintes à l'ennemi, et favorisât par la suite le rassemblement qu'il méditait en faveur de la place assiégée.

Le 27 août au matin, 15,000 hommes sortis du camps de la Madelaine, attaquèrent les Hollandais sur trois colonnes principales par Roncq, Turcoing et Lannoy, avec des détachements de flanqueurs pour contenir les Autrichiens à Cisoing, et les troupes hollandaises à Werwick.

C'était un mauvais moyens de punir l'ennemi de ses fautes, que d'aller le chercher au même instant sur tous les points; il eût été plus sage de jeter 15,000 hommes sur Turcoing en deux masses, qui eussent enveloppé et enlevé la brigade préposée à sa défense; ensuite d'attaquer vigoureusement le camp principal de Menin par Mont-Halluin, ou le corps du prince Frédéric par Leers, afin de les couper, l'un de Courtray, l'autre de Tournay ; tout ce qui se fût trouvé entre cette masse et la place de Lille eût couru de grands risques.

Les dispositions prises ne pouvaient promettre que de minces succès : le général Byland fut d'abord forcé dans Roncq, le prince héréditaire d'Orange, accouru du camp de Menin avec 7 à 8 bataillons, fit reprendre ce bourg; le prince Frédéric, inquiété à Lannoy, Sailly et Willem par un faible corps, repoussa les républicains ; mais la brigade Gueusau assaillie à Turcoing par 4 colonnes aux ordres du général Dupont se vit culbutée en un clin d'œil sur Moucron. Ces différents combats furent une boucherie sans but comme sans résultat ; 2,000 hommes y perdirent la vie, et chacun reprit les positions qu'il occupait avant l'engagement.

Après cette affaire, Houchard ayant terminé ses préparatifs et rassemblé ses moyens à Cassel, songea qu'il était temps d'opérer la délivrance de Dunkerque.

Le 6 septembre au matin, l'armée française se met en mouvement. Le général Dumesnil avec sa division est chargé d'observer la garnison d'Ypres. L'avant-garde aux ordres, du général Hédouville, estimée à 10,000 combattants doit s'avancer sur Rosbrugge pour menacer la retraite des alliés. Jourdan se porte avec la sienne sur Houtkerke, l'ennemi en est délogé par la brigade Collaud qui se dirige ensuite vers Proven pour faciliter les attaques du général Hédouville sur Poperinghe et Rosbrugge. Houchard conduit lui-même le reste des troupes de Jourdan par la route de Herzeele. Le général Landrin avec une division contient Walmoden sur la gauche dans les environs de Wormhout (1).

Ce mouvement, dont la direction ne manquait point d'habileté, fut cependant trop décousu pour une armée si peu nombreuse : en admettant que l'ennemi se trouvât égal en forces et réuni, il fallait s'avancer ensemble sur Bambeck et l'attaquer avec la droite renforcée ; mais, si on savait au contraire qu'il fût inférieur en nombre et dispersé comme il l'était en effet, 7,000 hommes auraient dû être portés sur Herzeele, et 25,000 sur Oost-Cappel ou Bevern. On n'avait rien à redouter d'une armée inférieure, dispersée en postes d'observation, ni d'une garnison abandonnée à ses propres forces comme celle d'Ypres, qu'on pouvait aisément faire alarmer par un petit détachement : attaqué ainsi sur son flanc et à revers, Freytag, coupé de sa ligne de retraite par des forces bien supérieures eût été perdu.

Cependant, tout s'apprête pour l'exécution d'un

(1) Consultez les plans publiés, ou la carte de Ferrari.

plan moins avantageux. Jourdan et Houchard marchent de concert sur Herzeele, le premier emporte ce poste barricadé après un combat des plus vifs; les deux généraux suivent alors l'ennemi sur Bambeck; malgré l'avantage de cette position derrière l'Iser, le général Jourdan y attaque de rechef les Hanovriens, et après une résistance opiniâtre, les jette sur Killem.

Freytag inquiet de sentir la division Walmoden encore engagée sur la direction de Wilder et de West-Cappel, tandis qu'il apprend l'occupation de Rosbrugge, menacé ainsi sur la gauche où se trouvait son unique retraite, et poussé de front par Jourdan, cherche en revenant sur Rexpoède, à gagner le temps pour rallier ses détachements compromis, et à donner au général Walmoden celui d'atteindre Hondschoote par le chemin de Maison-Blanche. Mais Jourdan prolongeant sa droite arrive à Rexpoède avant le maréchal, et s'y établit, après avoir délogé le détachement qui l'occupait (1).

Le colonne hanovrienne se dirigeait avec confiance sur ce village, persuadée qu'il n'était pas encore au pouvoir des Français, lorsque la cavalerie de Jourdan chargea les pelotons de la tête auprès desquels marchaient le maréchal et le prince Adolphe, qui furent l'un et l'autre blessés et enlevés; le dernier parvint néanmoins à s'évader.

La nuit s'approchait; l'événement qui venait de se passer et les rapports qu'on recevait du côté de Wildem firent craindre aux généraux républicains les suites d'une échauffourée, et les décidèrent à prendre position en arrière du village sur la route de Bambeck, se bornant à garder Rexpoède par 3 bataillons. Cette résolution quoique prudente fut peut-être un mal; car Walmoden informé de la prise du maréchal Freytag et de la perte de Rexpoède, revint sur ses pas, et ralliant sa colonne à la précédente fit tous ses efforts pour forcer le passage. Les 3 bataillons républicains, abîmés par le feu de l'ennemi, ne purent le conserver; Houchard intimidé par cette alerte nocturne, n'osant engager toutes les troupes de Jourdan pour les soutenir, préféra se rapprocher de Bambeck avec le gros de la division. Alors les bataillons compromis se retirèrent sur Oost-Cappel où ils furent heureusement recueillis par Collaud.

Walmoden réoccupant ainsi Rexpoède avec plus de bonheur qu'il n'aurait pu l'espérer, y délivra le maréchal Freytag, puis continua sa marche sur Hondschoote. Cet événement démontre l'avantage de concentrer autant que possible ses forces au point décisif; car si la brigade Collaud et la division Hédouville eussent été là, c'en était fait de l'armée hanovrienne, elle passait sous les Fourches Caudines.

La direction stratégique des premières manœuvres sur Rosbrugge avait été assez bonne, la dissémination des troupes en détruisit les avantages, et l'ennemi, rallié à Hondschoote sous la protection de nombreuses batteries, et à ce qu'il paraît même de quelques retranchements, fut inquiété le lendemain sans succès. Le reste de la journée du 7 se passa à reconnaître les alliés et à détacher la division du général Landrin à Dunkerque, faute criante, puisque le coup décisif devait se porter à Hondschoote et sur la route de Furnes, et qu'il eût même mieux valu attirer quelques renforts du général Souham afin d'arriver avec plus de certitude au but que l'on se proposait.

Le 8 au matin, l'armée française se mit en mouvement pour une attaque générale. La droite commandée par Hédouville et Collaud, entre Bevern et Killem, le centre commandé par Jourdan, en avant de Killem, la gauche entre ce village et le canal de Furnes. Les deux armées se trouvèrent ainsi engagées de front, et le seul corps du colonel Leclerc, parti de Bergues, dut se porter sur le flanc droit de l'ennemi; tentative dangereuse, puisqu'on ne pouvait l'exécuter qu'en se glissant le long du Lang-Moor, et qu'il était bien plus important de gagner la gauche de l'ennemi pour le rejeter sur ces immenses marais.

Jourdan s'avançant contre Hondschoote, donna sur le taillis qui couvrait la position ennemie, et où les tirailleurs s'engagèrent vivement; les deux partis envoyèrent successivement le gros de leurs

(1) Les relations françaises supposent que la colonne de Freytag revenait de Killem sur Rexpoède pour se porter en avant. Il paraît, au contraire, d'après les journaux hanovriens, que le maréchal n'avait point encore passé à Rexpoède, quand Jourdan l'occupa.

forces au soutien. Le régiment de Brentano et une brigade hessoise y furent maltraités; le général Cochenhausen étant blessé à mort, ses troupes se virent enfin obligées de l'abandonner.

Les retranchements à la droite ayant été aussi emportés par les gendarmes à pied, le général Walmoden, qui remplaçait le maréchal Freytag, ordonna la retraite; celle de la droite s'effectua par Houtem sur Furnes, la gauche se retira par Hoghestade en longeant le canal de Loo, l'armée prit une position en crochet pour couvrir le corps de siége, elle s'appuya la droite à Bulscamp, la gauche à Steenterque.

Les alliées perdirent dans ces trois journées près de 3,000 tués, blessés et prisonniers, la conduite des troupes hanovriennes mérita des éloges; la perte des Français fut à peu près égale. Les généraux Jourdan et Colland y furent blessés.

Pendant que ces choses se passaient, la garnison de Dunkerque, renforcée comme on sait par le général Landrin, avait renouvelé ses attaques le 8 septembre, afin d'empêcher les renforts de se porter sur le général Houchard. Rosendal fut attaqué, et les Français y entrèrent après un combat dans lequel l'adjudant général Hoche se couvrit de gloire; les régiments de Starray et de Jordis qu'il eut à combattre, souffrirent considérablement.

L'armée de siége n'avait cependant engagé jusqu'alors qu'un petit nombre de bataillons, et les réserves de service à la garde de la ligne de circonvallation. A quatre heures, elle reçut ordre de renvoyer toutes ses tentes et ses équipages sur Furnes. Un conseil de guerre, convoqué dans la soirée, décida qu'on ne s'exposerait point au risque d'être coupé, uniquement pour sauver une artillerie de fer, lourde et embarrassante. En conséquence, l'armée recut ordre de partir à minuit, en prenant les précautions d'usage pour soutenir son arrière-garde en échelons; elle arriva à dix heures du matin dans le même camp de Furnes qu'elle avait déjà occupé, sans autre perte que l'artillerie de la marine et quelques équipages retardés. Walmoden se porta ensuite sur Dixmude afin de communiquer avec Ypres, dont on apprit que l'ennemi projetait l'attaque.

Dans le même instant que l'armée anglaise se tirait ainsi d'un pas dangereux, Houchard tournant ses vues sur Ypres porta sur cette ville une forte division, qui y jeta des boulets rouges ou des obus pendant trente-six heures, et qui, à l'approche du général Walmoden, se retira sur Bailleul, sans avoir réussi dans une entreprise dont l'issue semblait facile à prévoir.

Les Français, certains qu'ils ne pouvaient plus rien entreprendre sur le duc d'York, résolurent d'utiliser une partie de leurs forces, en les jetant sur le corps hollandais isolé à Menin; ils calculèrent justement qu'en se portant sur lui, les autres corps resteraient dans leurs positions défensives, à la conservation desquelles ils semblaient attacher le succès de leurs opérations. Ainsi on espérait accabler facilement le prince d'Orange sans courir aucune chance; calcul d'autant mieux fondé que cette petite armée, loin d'être rassemblée, occupait une multitudede postes; le corps de bataille campait autour de Menin; des bataillons tenaient Roncq, Halluin et Bousbeck; la brigade Gueusau gardait Turcoing; le prince de Hesse-Darmstadt, avec une avant-garde, observait la route d'Ypres vers Messine et Wanbeck, un autre corps couvrait Comines et Werwick.

Une attaque combinée entre l'armée de Houchard et le camp de Lille s'exécuta le 12 septembre; la division aux ordres du général Hédouville se dirigeant sur Messines et Hutem culbuta le prince de Hesse jusque sur Werwick. Ce prince, blessé dans le combat, ne put même se défendre dans cette ville qu'il céda aux Français. Au même instant la division campée sous Lille aux ordres du général Beru, s'avança sur Linselles, Roncq et Halluin, reployant tous les postes ennemis.

Le prince d'Orange assailli de tous côtés se fût sans doute décidé à la retraite sur Courtray, si l'heureuse nouvelle de la prise du Quesnoy et de la marche du général Beaulieu sur Wewelghem avec un corps de 7,000 hommes, ne lui eussent donné l'envie de se maintenir. A cet effet, il détacha contre Werwick les gardes suisses et hollandaises et une brigade de grenadiers aux ordres du prince Frédéric : au moyen de ce renfort, les troupes du stathouder rentrèrent dans cette ville qu'elles défendirent avec succès. De l'autre côté le comte de Wartensleben fut dirigé sur Halluin pour soutenir

l'effort de la division Beru de concert avec les 2 bataillons qui s'y trouvaient déjà; enfin le prince crut devoir en même temps porter quelques bataillons sur Gheluve, sous le prétexte assez étonnant de conserver la communication d'Ypres, s'enlevant par ces étranges dispositions tout moyen de résister à un ennemi déjà supérieur.

Le 13 au matin, Werwick est de nouveau assailli par deux fortes colonnes de l'armée de Houchard; la droite d'Hédouville débouchant de Comines et longeant la Lys, se jette impétueusement dans ce bourg : le prince Frédéric se retirait en ordre, lorsque le général Kray, arrivant avec quelques escadrons autrichiens, lui persuade qu'il est suivi par le corps de Beaulieu, et le décide à tenter une attaque pour reprendre Werwick. Audace inutile! le feu supérieur de l'artillerie française, semant la mort parmi ses troupes, le force à la retraite après un choc des plus rudes : le prince Frédéric fut lui-même blessé et la cavalerie de Kray très-maltraitée, paya cher le funeste conseil de son chef.

Dans ces entrefaites, la division du général Beru ayant assailli les redoutes d'Halluin, sur trois colonnes, était parvenue à en tourner une, à culbuter la brigade Wartensleben qui occupait ce point, et à pénétrer pêle-mêle avec elle dans Menin; les troupes hollandaises débouchant de cette ville pour se retirer le long de la Lys, battues par l'artillerie que les Français venaient de braquer près de Bassecour, se sauvèrent en désordre sur Moorzèele; protégées par Beaulieu, elles se rallièrent ensuite près de Courtray, avec la brigade de Gueusau, qui s'y était retirée du côté de Moucron.

Cet événement rendit la position du prince Frédéric très-critique; ne pouvant rejoindre l'armée sur Courtray, il se retira sur Dadizeele, constamment harcelé par les Français. La brigade Reizenstein postée à Gheluve se voyant alors attaquée sur son flanc gauche, crut devoir se rejeter sur Ypres.

Ainsi ce corps hollandais, engagé par brigades contre deux masses de 12,000 combattants, fut éparpillé et fort heureux d'en être quitte pour la perte de 2 à 3,000 hommes et 40 pièces de canon. Le général Beaulieu, dont l'infanterie harassée n'était arrivée qu'à Wewelghem; le général Walmoden qui se trouvait aux environs d'Ypres, et Werneck resté à Cisoing, ne purent rien pour éviter cette catastrophe, fruit inévitable du système de guerre suivi par les alliés.

Au surplus, ceux-ci se vengèrent deux jours après de cet affront, d'une manière bien extraordinaire. La journée du 15 septembre est encore couverte d'un voile mystérieux qu'il n'a point été possible de soulever, et nous devons nous contenter de rapporter les allégations imparfaites des deux partis.

Houchard avait, dit-on, ordonné d'évacuer Menin, et selon les relations autrichiennes, au contraire, les troupes républicaines victorieuses le 13, s'étaient avancées en grandes forces sur Courtray, afin d'attaquer le général Beaulieu. Dans le fait, un combat assez vif s'engagea vers Bisseghem sur le front des deux partis; et il se maintenait avec des chances balancées, lorsque les Autrichiens, dirigeant un corps de cavalerie sur le flanc gauche de leurs adversaires, menacent de les rejeter sur la Lys, et les mettent en pleine déroute.

Les bataillons français, saisis d'une terreur panique à l'aspect de ces escadrons, prennent en désordre la route de Menin : à peine sont-ils arrivés à la hauteur de cette ville que les patrouilles annoncent une autre colonne ennemie débouchant du côté d'Ypres; c'était le comte d'Erbach détaché par le duc d'York avec quelques bataillons : rien ne peut alors rallier les troupes qui ne font pas même halte à Werwick, et ne se croient en sûreté que sous le canon de Lille, abandonnant équipages et canons.

Les représentants du peuple accusèrent Hédouville, non du défaut de courage, mais de n'avoir su faire aucune disposition pour prévenir ou réparer ce désastre; on lui reprochait surtout d'être parti de Menin avec le gros de sa troupe, d'après la disposition primitive, quoique son arrière-garde fût vivement pressée. Le général Beru arrêta enfin le désordre, en plaçant quelques pièces d'artillerie légère qui firent leur devoir; les troupes se reformèrent vers Turcoing ou Bondues d'un côté, et à Comines de l'autre.

Le duc d'York, fugitif de Dunkerque, et le prince de Cobourg victorieux au Quesnoy, égale-

ment inquiétés par les vigoureuses attaques exécutées le 13 sur l'intervalle qui les séparait, et ignorant encore le succès de Beaulieu, s'étaient mis en marche chacun de son côté pour se rapprocher du point menacé. Le premier après avoir laissé la division Abercrombie à Dixmude, s'était porté le 14 septembre à Turnhout, où il fut joint par le corps primitivement destiné à seconder l'attaque de Dunkerque, et qui venait enfin de débarquer : le duc marcha les jours suivants par Rousselaer et Menin sur Cisoing, où l'armée campa le 16 : les généraux hanovriens restèrent à Ilwerdingen ; les Hessois sous Wurmb, couvrirent la Flandre maritime et Nieuport.

Le prince de Cobourg, informé à Cisoing du succès de Beaulieu, retourna à Bavay : il laissa le corps d'Erbach en Flandre, et résolut au contraire d'appeler les Hollandais à lui, pour seconder son entreprise sur Maubeuge, dont nous rendrons compte au chapitre XXII.

La honteuse journée de Courtray, dont les détails n'ont été transmis que fort imparfaitement par les écrits du temps, décida du sort de Houchard qui, par sa conduite sous Hondschoote, s'était déjà attiré l'improbation du comité, et qui ne tarda pas à porter sa tête victorieuse sur l'échafaud. Les Romains avaient décapité Manlius pour avoir combattu et vaincu contre les ordres du sénat : les Anglais punirent Byng de n'avoir pas triomphé à Minorque, mais c'était le premier exemple qu'un général fût traîné au supplice pour avoir remporté une victoire importante, sans détruire entièrement son ennemi.

A la vérité, Houchard avait commis quelques fautes, mais aucune n'était de nature à lui mériter un sort si cruel. Favorisé par la situation avantageuse de la place de Lille, ce général aurait pu aisément lever les camps de la Madelaine, de Bailleul et même de Gavarelle pour réunir 50,000 hommes, accabler d'abord le maréchal Freytag, se rejeter sur le duc d'York, et revenir ensuite écraser les Hollandais à Menin. On le pouvait d'autant mieux, qu'une multitude de places permettait de dégarnir instantanément une grande partie de la frontière, et quant à la conservation des camps, ce n'était point une excuse suffisante pour maintenir la dispersion des forces ; car on ne doit jamais calculer la garde de quelques redoutes, quand il s'agit d'une habile concentration des masses.

Tout porte à croire que tel fut le plan tracé par le comité de salut public, sur les propositions de Carnot, puisqu'on trouve dans les débats de cette époque, l'annonce de son départ pour l'armée, avec un projet d'opérations dont on se promettait les plus grands résultats.

Les reproches sanglants adressés ensuite par Barrère au général disgracié, dans la séance du 25 septembre, prouvent mieux encore la teinte vigoureuse que l'entrée de Carnot au comité avait déjà imprimée aux opérations militaires : dès cet instant tout changea de face dans les armées, et jamais les principes de l'art ne reçurent un hommage plus complet et plus flatteur qu'à cette mémorable séance.

« Depuis longtemps, s'écria Barrère, le premier » principe pour tirer parti du courage du soldat, » le principe établi par Frédéric, et celui de tous » les grands généraux, est d'avoir de grandes armées » en masses, plutôt que de partager ses forces. Au » contraire vous n'avez eu que des armées disséminées, morcelées ; même lorsqu'on les rassemblait » en masse, des généraux ignorants ou perfides » les divisaient et les faisaient battre en détail, en » les opposant toujours à un ennemi supérieur. Le » comité a aperçu le mal ; il a écrit aux généraux » de se battre en masse. Ils ne l'ont pas fait : vous » avez eu des revers. »

Cette déclaration des principes est à la fois la meilleure critique des opérations antérieures des deux partis, et celle du système que les alliés suivirent encore durant plusieurs années. Signalant l'époque des succès de la France, elle nous explique les victoires des armées républicaines, sur des généraux décorés d'une réputation usurpée, et qui, non contents de méconnaître les premières règles de l'art, y ajoutaient encore une ignorance absolue dans le choix des points décisifs.

Barrère, orateur du comité, plus déclamateur qu'homme d'État, plus occupé de belles-lettres que de science militaire, n'était point initié dans ces sortes de combinaisons ; il est aisé de reconnaître à cette profession de foi, tout le génie militaire de celui de ses collègues, qui, placé avec un tel levier sur un point d'appui immense, devait contri-

buer plus qu'aucun autre à ébranler l'Europe. Si, à de pareils principes et à un grand caractère, Carnot eût joint un coup d'œil stratégique plus exercé, on serait autorisé à le placer au nombre des capitaines du premier rang; mais s'il ne peut être mis en parallèle avec César, il égala du moins Louvois dans l'art de conduire les opérations du fond de son cabinet.

La faute d'avoir laissé trop de forces éparpillées sur la frontière était capitale, nous ne sommes point assez instruits pour décider à qui on doit l'imputer; les accusations de Barrère furent formelles, et les lettres du comité, sans prescrire la nature des rassemblements, invitaient assez positivement à en faire le plus possible. Mais si bien des causes atténuantes excusent le général, on ne peut disconvenir qu'il n'ait commis plus d'une bévue dans la direction des attaques, comme on l'aura remarqué par la relation des journées du 6 et du 8. D'après les assurances officielles données par ses accusateurs, il n'y eût pas moins de 8,000 hommes employés sous le général Landrin à des démonstrations; un plus grand nombre encore sous Hédouville et Colland, qui ne prirent aucune part au premier combat; sans compter la division détachée sur Ypres. Cette dispersion lui enleva l'avantage d'avoir gagné Rexpoède avant l'ennemi, et fut la cause première de sa retraite sur Bambecke.

L'idée de porter la division Landrin sur Dunkerque le 7 a été déjà appréciée; elle était d'autant plus déplacée, que le combat à la fin de la journée du 6, avait tourné en faveur de l'ennemi, et que ce n'est pas en pareille circonstance qu'on s'affaiblit sous de vains prétextes. Il eût été beaucoup plus sage, par un mouvement contraire, de renforcer l'armée de toutes les troupes inutiles à Dunkerque. Il semble aussi que dans la journée du 8, on aurait dû appuyer plus en forces par la droite, en attaquant l'extrême gauche des Hanovriens de manière à gagner Leyselles. Mais dès que le général Walmoden avait eu le temps de se retirer sur Furnes, il est incontestable que Houchard n'avait plus les moyens suffisants pour pousser l'ennemi; le duc d'York, s'étant réuni le 9 au matin au corps hanovrien, présentait une masse de 33,000 hommes à laquelle le général français n'avait pas de forces égales à opposer. En vain, dira-t-on, qu'il importait précisément d'arriver à Furnes avant la jonction des deux corps; cette opération eût été plus que téméraire avec des moyens insuffisants, car si les Hanovriens fussent revenus sur leurs pas, comme on doit le présumer, tandis que le duc d'York eût assailli les Français par Adinkerque, la perte de ces derniers eût été certaine.

Ainsi Houchard, répréhensible pour sa conduite dans les premières journées, fut à l'abri de tout reproche relativement à la poursuite.

Il paraît, au surplus, que le gouvernement se fût contenté de lui ôter le commandement, si des plaintes portées contre le comité par Briez et autres députés (1) n'eussent irrité Robespierre et rejeté tout le poids de sa vengeance sur le malheureux général. Sa tête tomba pour consoler le dictateur d'avoir été réduit à se justifier, et l'armée revint au camp de Gavarelle où elle ne fit pas un long séjour, comme nous le verrons au chapitre XXII.

CHAPITRE XXI.

Opérations sur le Rhin et la Moselle, depuis la prise de Mayence jusqu'à celle des lignes de Weissenbourg. — Incertitude dans le plan des alliés, qui perdent deux mois, faute d'être d'accord sur les affaires de Pologne. — Combats divers dans le Bienwald et à Bergzabern. — Prise et reprise du camp de Nottweiler. — Affaires plus sérieuses de Pirmasens et des lignes. — Projet des autorités de Strasbourg pour livrer leur ville à Wurmser. — Retraite des Français derrière la Suffel. — Tentative des Impériaux sur Saverne; la division Burcy arrive heureusement de l'armée de la Moselle et repousse l'ennemi.

Nous avons terminé la première période sur cette ligne, à l'époque de la reddition de Mayence.

Après les combats livrés inutilement pour sauver cette place, Beauharnais avait ramené l'armée du Rhin dans les lignes de Weissenbourg, où elle passa sous les ordres de Landremont. L'armée de la Moselle, dont Houchard remit le commandement à Schawembourg, avait son corps de bataille sur les hauteurs de Sarrebruck et son avant-garde à Bliescastel. La force de la première n'excédait pas

(1) Séance du 24 septembre.

45,000 combattants après le départ des corps qu'on en avait tirés pour renforcer Houchard. L'armée de la Moselle, qui dut également lui envoyer 15,000 hommes, les remplaça par des réquisitionnaires et des gardes nationales, dont on mit une partie dans les places en échange de quelques bataillons plus sûrs qu'on en tira pour la renforcer ; elle comptait encore 20,000 hommes. Outre cela le corps des Vosges, fort d'environ 10 à 12,000 hommes, occupait, sous le général Pully, la position de Hornbach communiquant par sa droite à Ketterich avec l'armée du Rhin, et se liant par sa gauche au camp de Sarrebruck. Entre Sarre et Moselle, la division Delage, forte d'environ 6 mille hommes, faisait face au corps qui tenait Trèves. C'était donc encore 80,000 combattants opposés aux armées alliées ; à la vérité, on ne comprend pas dans ce nombre les 39,000 hommes employés sur le haut Rhin et dans les garnisons, mais qui, disponibles en partie, rétablissaient l'égalité numérique.

L'attitude des deux armées républicaines était défensive, et elles attendaient dans l'anxiété que les alliés prononçassent un mouvement offensif que toutes les circonstances rendaient probable.

L'armée de siége actuellement disponible augmentait non-seulement de 40 000 hommes les forces agissantes dans la vallée du Rhin ; la reddition de Mayence permettait en outre de disposer de bien des détachements répandus sans utilité sur la rive droite du fleuve, et de porter une masse de 100,000 combattants, soit au revers des Vosges sur la gauche des Français, soit dans les plaines du Palatinat contre le front de leurs lignes. Tout faisait présager les entreprises les plus décisives, lorsque l'événement, qui semblait devoir redoubler le courage des coalisés, vint les plonger dans une torpeur inexplicable. Loin d'accélérer la mise en action de leurs masses sur un des points importants de la ligne ennemie, ils s'établirent parallèlement à leurs adversaires et sur un front immense : l'armée prussienne se divisa en 4 corps principaux. Le premier fut conduit par le roi en personne à Turckeim et Edickhofen ; le second par le duc de Brunswick à Kaiserslautern ; un troisième, sous le prince de Hohenlohe, alla prendre position à Lautereck ; le quatrième, sous Kalkreuth, à Kruetznach.

Wurmser, renforcé d'une partie des Autrichiens et Bavarois employés au siége, continua à garder la ligne de la Queich jusqu'à Spire ; il comptait alors 40,000 hommes y compris l'armée de Condé, mais indépendamment du corps de Staader qui, avec 10,000 hommes, couvrait le Brisgaw. Enfin, la petite armée du prince de Hohenlohe-Kirchberg gardait toujours la Moselle et Luxembourg.

Près de deux mois se passèrent dans l'inaction ; car on ne peut signaler comme des opérations de guerre, les marches insignifiantes de 7 à 8 corps sur des directions parallèles, délogeant les vedettes ennemis de deux à trois villages, et employant six semaines à faire 15 lieues, depuis Kaiserslautern aux rives de l'Erbach.

Le 9 août, les Prussiens commencèrent un changement de front. Le général Kalkreuth marcha par Saint-Wendel à Wiebelskirchen où il arriva le 13, repoussa les Français de Neukirch sur la rive gauche de la Sarre, et lia ses communications avec le corps autrichien de Trèves. Le prince de Hohenlohe marcha, le 10, sur la route de Cussel à Hombourg, livra le 13 un combat peu important à Altstadt, et repoussa l'avant-garde de l'armée de la Moselle au delà de la Blies et de la Sarre.

Le duc de Brunswick partit le 11 avec 19 bataillons et 25 escadrons, passa l'Erbach le 16, et prit un camp au revers des hauteurs de Pirmasens. Le lendemain il délogea la brigade Rewbel des postes importants de Felsenbrun et de Ketterich, clefs de la position défensive entre Sarre et Rhin derrière la Lauter. Le prince de Prusse bloqua Landau. Le division autrichienne de Lauer observa le fort Vauban ; le reste de l'armée de Wurmser se trouvait devant les lignes de Weissenbourg.

L'armée prussienne aurait pu alors changer de direction, déboucher par les Vosges sur leur extrême gauche, et se lier à une attaque que Wurmser eût faite par sa droite sur le même point. Par cet emploi décisif de leurs forces, les alliés auraient sans doute culbuté les républicains vers Lauterbourg. Mais loin d'adopter un plan qui offrît une application aussi exacte des principes, on ne put s'entendre sur aucun point, et les armées employèrent deux mois en simulacres d'attaque depuis Sarrelouis jusqu'au Rhin, sans but, sans concert, et par conséquent sans résultats.

Indépendamment de la diversité d'intérêts na-

tionaux, une grande animosité régnait entre les deux chefs; Wurmser avait proposé, dès le commencement de la campagne, différents plans que les Prussiens écartèrent comme téméraires, et qui peut-être l'étaient effectivement. Le vieux général, actif, hardi, mais déjà affaibli par l'âge, s'abandonnait aux suggestions de ses alentours que le génie de la guerre ne dirigeait pas toujours dans les conseils. Irrité des refus constants de ses alliés, il ne gardait plus de ménagements; le duc de Brunswick de son côté ne voulait se prêter à aucune opération qui n'émanât immédiatement de son état-major, et il faut convenir qu'il avait des droits à cette prééminence.

La véritable cause de ces procédés doit être recherchée dans les débats survenus, dit-on, entre les deux cours au sujet des vues de l'une sur la Pologne, et des prétentions affectées par l'autre sur quelques places et provinces françaises. Le cabinet de Vienne avait chargé le général Ferrari, émule de Lascy et vice-président du conseil aulique, de discuter ses intérêts dans cette o ccasion : d'un autre côté, M. de Cœsar fut envoyé par lè ministère prussien à Vienne pour s'expliquer; et, avant de rien entreprendre, on attendait l'arrivée du premier, en même temps que celle du corps de 10,000 hommes que Knobelsdorf amenait de la Flandre. Délai fatal, dont les suites durent convaincre combien il est dangereux de remettre au lendemain, quand on a une bonne occasion et les moyens d'agir! Jamais circonstance plus favorable ne s'était offerte, car les armées alliées ne s'étaient point vues jusque-là sur un pied aussi formidable, et leurs adversaires en échange plus consternés.

Cette mésintelligence sauva la France à l'Est comme sur la frontière du Nord; car à cette époque les armées du Rhin et de la Moselle étaient pour ainsi dire désorganisées. Le système de terreur et de méfiance, mis à l'ordre du jour par les représentants délégués près d'elles, les avaient privées l'une et l'autre de leurs chefs, sans qu'on sût par qui les remplacer. L'état-major de toutes deux était devenu le réceptacle de présomptueux démagogues plus propres à déterminer une déroute un jour d'action qu'à l'arrêter, et les hommes de mérite languissaient encore inconnus dans des grades subalternes.

Les commissaires de la convention appréhendant avec raison de voir les lignes de Weissenbourg tomber devant l'armée victorieuse de Mayence, prenaient d'un autre côté des mesures dignes de l'exagération du gouvernement révolutionnaire. Ils mettaient en réquisition les gardes nationales sédentaires de l'Alsace et de la Lorraine, et ordonnaient la levée en masse de ces deux provinces. Les bataillons de Metz, de Nancy se réunissaient aux paysans des Vosges armés de piques. Ces mesures qui faisaient beaucoup de mécontents, donnaient peu de soldats; la plupart de ces bourgeois se contentaient d'une courte apparition, et profitaient de la première occasion pour regagner clandestinement leurs foyers; cependant ils faisaient momentanément nombre, et on ne peut se dissimuler que, si ces levées avaient été mieux préparées, elles eussent été fort utiles.

Dans ces entrefaites, Wurmser s'impatientait de la lenteur des opérations de ses alliés: soit que ce général, originaire d'Alsace et y ayant toute sa famille, se trouvât plus porté qu'un autre à entreprendre la délivrance de cette province, soit qu'il y fût encore excité par les émigrés; il ne renonçait pas à l'espoir de déloger les Français de leurs lignes. Comptant peu sur la coopération des Prussiens, il crut pouvoir tenter à lui seul de gagner le flanc gauche des républicains en détachant Hotze vers Erlenbach et la vallée d'Annweiler, tandis que Waldeck s'avancerait par la chaussée de Landau sur Babelroth; le général Mezaros au centre sur Herxheim; Cavanach et Condé à gauche le long du fleuve sur Rheinzabern et Jockrim.

Malgré les succès que ces derniers obtinrent contre le général Isler qui y fut tué, le mouvement des coalisés était si décousu qu'il faillit leur devenir funeste; la gauche des Français, tenant en force les hauteurs de Bergzabern, séparait Hotze du reste de l'armée, et leur division de droite, partie de Lauterbourg, débouchant le 21 par Hagenbach, fut sur le point de culbuter l'armée de Condé dans le Rhin, en l'acculant à l'espèce d'île formée vers Pfortz, où elle s'était engagée contre toutes les règles de la guerre. La bonne contenance de la légion de Mirabeau à Pfortz et l'arrivée de Wurmser avec la colone de Cavanach par les hauteurs boisées de Werdt, sauvèrent les émigrés d'une catastrophe

inévitable, et les Français furent repoussés jusque dans Lauterbourg.

Hotze, séparé de Waldeck et inquiet sur son propre sort, dut songer à percer la chaîne des postes ennemis pour se faire jour et revenir au versant oriental des Vosges derrière Bergzabern. Ce point, pris et repris plusieurs fois dans les journées suivantes et notamment le 27, resta aux Français; le Bienwald devint également le théâtre de plusieurs scènes de carnage sans résultat.

Les premières semaines de septembre ne furent pas plus intéressantes sous les rapports de l'art. Wurmser suppléait, par de petites manœuvres dans l'intérieur de sa ligne, au défaut d'activité du plan général d'opérations. Il attira le général Jellachich avec 5 à 6,000 hommes de la rive droite du Rhin vers Lauterbourg; Hotze vint commander au centre à Bichelberg et au Bienwald : le prince de Waldeck, avec la droite, vis-à-vis de Scheïd, et le prince de Condé fut transporté au pied des Vosges vers Bergzabern. Ces mouvements étant opérés et la position mise à couvert par toutes les ressources de la fortification passagère, il résolut de renouveler ses tentatives pour gagner la gauche des lignes ; ce qui n'eût pas été mal, s'il l'avait fait en masse de concert avec les Prussiens, mais ce qu'il essaya avec des moyens pitoyables. Il imagina de pousser une division de 4,000 Autrichiens ou émigrés aux ordres du général Piaczewitz, au travers de montagne saffreuses, dans le centre même de toutes les forces ennemies et sans songer à la soutenir. Ce brave, parti d'Annweiler le 6 septembre, atteignit la vallée de la Lauter par Dahn, et s'empara des hauteurs de Nottweiler ou Bondenthal, après une marche pénible de quatre jours Trois bataillons qui tenaient ce poste, y furent en quelque sorte surpris, et abandonnèrent leurs retranchements avec précipitation en y laissant leurs 5 pièces de canon.

Les républicains s'attendaient si peu à cette entreprise décousue et hasardée, qu'ils l'imputèrent au général d'Arlande qui venait d'émigrer, et qui, connaissant l'importance naturelle que les Français attachaient à cette communication, réussit, dit-on, de persuader à Wurmser qu'il fallait les en déloger pour les décider à l'évacuation des lignes. Au surplus, le général hongrois, jeté dans un coupe-gorge au milieu de deux armées françaises, ne tarda pas à y essuyer la catastrophe qu'il était aisé de prévoir.

Pour en juger, il sera convenable de reprendre les opérations de plus loin.

Dans l'instant où les généraux alliés se disputaient avec aigreur sur le plan de campagne qu'ils devaient adopter, les commissaires de la convention firent résoudre, par un conseil de guerre, une attaque générale pour le 12 septembre, et s'apprêtèrent à la favoriser par deux tentatives de passages du Rhin à Fort-Vauban et à Strasbourg.

Ce plan dont l'échec de Nottveiller semblait devoir changer du moins les dispositions, et qui ne pouvait être que dangereux par sa complication, échoua entièrement. L'aile droite formée en 3 colonnes dut attaquer le Bienwald ; Desaix, se portant à l'extrême droite sur Berg, y fut blessé, sans obtenir aucun avantage ; Dubois ne fit pas mieux vers Langen-Candel, et Michaud, avec la 3e brigade se contenta de reployer quelques avant-postes ennemis sur Bichelberg. Les troupes ne pouvant franchir les obstacles accumulés dans la forêt de Bienwald, reprirent leurs positions.

Le centre inquiéta les postes de Condé à Barbelroth et Nieder-Horbach.

Le général Ferette, qui s'était dirigé avec la division des gorges sur Dahnbruck, en chassa les avant-postes de Piaczewitz, mais ne fut pas si heureux contre le camp même de Nottweiler où il fut accueilli vigoureusement.

Les tentatives de passages du Rhin n'aboutirent qu'à une énorme consommation de munitions, et à occuper inutilement des forces qu'on eût pu mieux employer : le bombardement de Vieux-Brisach ne fit de mal qu'aux habitants; celui de Kehl n'eut aucun effet, et les démonstrations de passage firent perdre plusieurs braves en pure perte (1).

(1) On conçoit que, pour donner le change à l'ennemi sur une attaque projetée à Weissenbourg, et même pour attirer ses troupes loin de là, on la fasse précéder d'un ou deux jours, par des démonstrations répétées sur le haut Rhin : mais quel effet se promettra-t-on d'une attaque sur Brisach, lorsque le combat décisif se livrerait à la même minute entre les Vosges et Lauterbourg?

Cependant il était urgent de déloger l'ennemi des Vosges, et le général Ferette reçut l'ordre d'attaquer le 14 la colonne de Piaczewitz avec 7,000 hommes. Trois bataillons sortis de Bondenthal l'attaquèrent par sa gauche, 6 autres assaillirent sa droite : après un combat incertain et vivement disputé, 2 bataillons escaladèrent les hauteurs du centre, et le 7ᵉ d'infanterie légère s'élança dans les retranchements la baïonnette croisée. Piaczewitz fut poursuivi jusqu'à Bondenthal.

Le duc de Brunswick, instruit de sa marche, avait promis de le soutenir le 14 ; mais assailli lui-même à Pirmasens, comme nous le verrons plus loin, il se trouva hors d'état de tenir parole, ce qui rendit la position du général autrichien d'autant plus scabreuse, et le détermina à une retraite que les républicains eussent pu rendre impossible.

Les représentants crurent devoir profiter de ce succès pour renouveler le 18 les attaques à la droite qui fit d'inutiles efforts contre les postes retranchés de l'ennemi à Berg et Scheibenhardt. Le général Dubois, repoussé sur les trois points, dut rentrer dans les lignes avec perte de 4 à 500 hommes, la plupart blessés. On imagina alors de chasser les alliés de la forêt de Bienwald en y mettant le feu, et ce singulier projet ne servit qu'à tourner en ridicule ceux qui l'avaient proposé.

Une entreprise un peu plus sérieuse fut tentée par l'armée de la Moselle sur le centre de la ligne ennemie. Cette armée occupait trois camps défensifs ; celui de gauche vers Saint-Imbert et Rohrbach couvrait la route de Sarrebruck et faisait face à Kalkreuth ; l'avant-garde postée sur les hauteurs de Seelbach et de Bliescastel, observait le prince de Hohenlohe. Le principal était à droite dans la position célèbre de Hornbach, se liant par Bondenthal aux lignes de Weissenbourg. Les représentants Soubrany, Hausmann et Dulac, chargés de diriger les opérations dans cette partie, crurent pouvoir profiter de la dispersion des forces ennemies, pour enlever le poste de Pirmasens. Le général Moreaux qui avait succédé à Pully dans le commandement du corps des Vosges (1), partit dans la nuit du 13 au 14 septembre de Hornbach avec environ 12,000 hommes et se porta sur le camp du duc de Brunswick par la vallée de Blumels, tandis que le général Ormesweiler faisait une démonstration vers Limbach avec l'avant-garde, contre les corps de Hohenlohe et de Kohler.

On a prétendu que le plan des représentants était d'isoler les deux armées coalisées, mais rien ne vient à l'appui de cette assertion ; au moins le mouvement de Moreaux ne parut lié à aucun opération des armées du Rhin et de la Moselle qui, à cette époque ne firent que des mouvements partiels ; ce n'est pas d'ailleurs avec une simple division que l'on sépare deux grandes armées.

Quoiqu'il en soit, l'avant-garde du général Moreaux arriva le 14 septembre au point du jour à Forbach. A peine se trouva-t-elle à la vue des avant-postes prussiens qu'elle fut saluée à mitraille par l'artillerie de deux redoutes ; ce qui détermina le général Guillaume à marcher sur elles au pas de charge, sans considérer qu'il n'était point soutenu.

Moreaux n'avait mis son espoir que dans une surprise ; se voyant découvert, il réunit ses troupes derrière un ravin qui les masquait, et de l'avis de ses généraux proposa aux représentants de se replier après cette espèce de reconnaissance ; mais ceux-ci croyant aborder des retranchements aussi facilement que monter à la tribune, ordonnèrent l'attaque. Le général en chef divisa malgré lui ses masses en trois colonnes, se porta avec la première sur le Schachberg, en traversant le ravin de Blumelsthal ; donna celle du centre au général Freytag, qui remonta le vallon pour se diriger sur la ville, que le général Lequoy devait tourner à gauche.

La position des Prussiens était étendue et morcelée ; la brigade Kleist à Ketterich ; celle du prince de Baden à Bergfintem et Feldbrunnerhof ; la division Kalkstein gardait l'intervalle entre Pirmasens

(1) Moreaux était bas officier dans un régiment de ligne à la guerre d'Amérique ; une blessure à la jambe le fit retirer du service pour reprendre son premier métier de menuisier. A la révolution, il fut nommé chef d'un bataillon de gardes nationales des Ardennes, et l'épuration fréquente des états-majors l'amena en deux ans, au grade de général en chef ; il était médiocre autant que brave ; il ne faut pas le confondre avec Moreau, avocat de Rennes, devenu général en chef de l'armée du Rhin.

et Wintzeln; la brigade Roder en réserve à Elsenbrun. Mais aussitôt que le duc, qui était allé à la découverte, fut instruit que les républicains s'avançaient, il donna ordre au général Kalkstein d'occuper le Husterberg à droite de Pirmasens, et à la cavalerie de se former en avant de la ville; le général Courbière vint le remplacer à gauche avec la brigade du prince de Baden.

Les trois colonnes françaises s'avancèrent avec bravoure; celle de gauche essuya le feu de toute l'artillerie prussienne, donna sur le ravin profond de Steingrund, et fut obligée de se rejeter sur la colonne du centre. Cependant, par la direction que prenaient les deux autres, sur le flanc gauche de Kalkstein, le duc courait risque d'être séparé de Courbière et du prince de Baden, et de voir Pirmasens enlevé. Déjà sa cavalerie était repoussée sous les murs de la ville par le 14ᵉ régiment de dragons et le 9ᵉ de chasseurs, suivis de quelques grenadiers; l'instant était critique. Tout à coup les bataillons de Kalkstein exécutant une conversion pour se lier à Pirmasens et déborder à leur tour la gauche des Français, font changer les affaires de face. Le général Courbière arrivant sur ces entrefaites avec la brigade du prince de Baden sur le flanc droit des républicains, bat leur ligne en écharpe avec deux fortes batteries, et marche sur elle.

Moreaux qui n'avait d'abord aperçu que ce qui se trouvait devant lui sous les murs de Pirmasens fut frappé de stupeur à l'aspect de ce feu convergent qui foudroyait ses flancs. Une telle position est toujours épineuse, car il ne reste d'autre parti que de forcer le centre de l'ennemi ou de se replier; les dispositions du terrain ou celles des troupes s'opposent souvent à ce qu'on puisse sans danger adopter la première de ces manœuvres; et une retraite, avec les deux flancs débordés, dégénère ordinairement en déroute. C'est ce qui ne manqua pas d'arriver en cette occasion. Les colonnes françaises tombant sous le feu d'une artillerie nombreuse et bien servie, en souffrirent d'autant plus qu'elles se trouvaient entassées; les ravins, auxquels leurs flancs appuyaient, rétrécissant le terrain à mesure de leur convergence vers Pirmasens, il était impossible de déployer. Plusieurs versions affirment que l'ordre fatal en fut donné au moment d'aborder les retranchements ennemis, et que la droite vint s'engouffrer dans un ravin profond. Le général Moreaux assure au contraire que les troupes se désunirent malgré tous les efforts de leurs chefs pour les maintenir en colonnes.

Dans ces entrefaites, la division Kalkstein s'étant avancée par les jardins de Pirmasens augmenta l'embarras et le danger, en battant en écharpe ces cohues désordonnées. Bientôt tout fuit dans la plus grande confusion pour regagner Hornbach, abandonnant artillerie et caissons; la seule batterie légère de Debelle fut sauvée par le sang-froid de ce brave officier.

Le duc de Brunswick fit suivre les fuyards par 3 bataillons et quelques escadrons sur Riedelberg, il espérait rendre sa victoire plus complète, car il avait prescrit au prince de Hohenlohe de passer l'Erbach et de se porter en toute diligence sur Hornbach; mais la colonne d'Ormesweiler, dont nous avons parlé, arrêta son mouvement. La brigade du général Koller fut en effet vivement attaquée vers Alstadt, et le prince de Hohenlohe, ignorant les intentions et les forces des Français, ne put que fort tard passer le défilé d'Erbach, où il éprouva quelque résistance. Les Français s'échappèrent ainsi par Schweyen sur Hornbach, et en furent quittes pour 4,000 hommes tués, blessés ou prisonniers, et 22 pièces de canon. Les proconsuls, à l'entêtement desquels on fut redevable de cette équipée, en rejetèrent l'odieux sur le général Guillaume qui fut incarcéré à la Force : trop heureux encore, de n'être pas traduit au tribunal révolutionnaire.

Le duc de Brunswick aurait pu tirer bon parti de cette victoire en réunissant tous ses corps pour débusquer les Français de la vallée de la Lauter et tourner les lignes de Weissenbourg; nous avons déjà indiqué les causes de sa stagnation. Cependant un pareil succès devait imprimer aux affaires une face toute nouvelle : les Prussiens victorieux ne voyaient plus de termes à leurs triomphes : le général Ferrari venait d'arriver au quartier général, et le corps de Knobelsdorf avait rejoint l'armée; les négociations du premier prenaient une tournure favorable aux intérêts de l'Autriche; les haines personnelles et nationales allaient se taire devant les intérêts momentanés des cabinets alliés La

bonne harmonie semblait en quelque sorte rétablie par l'espoir d'une victoire commune; l'offensive était résolue, et les armées se préparaient en même temps dans la vallé du Rhin et au revers des Vosges, à l'invasion de l'Alsace et de la Lorraine.

Quoiqu'on eût perdu un temps précieux, on avait encore bien des chances favorables. Les armées républicaines étaient plongées dans un état d'anarchie qui les menaçait d'une dissolution prochaine : non-seulement les généraux se succédaient avec une rapidité qui ne laissait aucun moyen de combiner des opérations hardies et vigoureuses; Beauharnais et Landremont avaient été successivement frappés par l'anathème lancé contre tous les ex-nobles; les jacobins supposaient la trahison partout, et suivant le langage des clubs, il fallait avoir donné des gages à la révolution pour obtenir la confiance absolue du comité. On ne s'était pas contenté d'appliquer cette mesure aux chefs, on l'avait étendue aux subalternes, et une phrase d'un discours de Barrère bouleversa en un clin d'œil tous les états-majors de l'armée pour y introduire des hommes nouveaux, dont le plus petit nombre possédait les connaissances requises pour l'exercice de ces fonctions délicates : les commissaires ne s'en tinrent pas au renvoi des nobles, ils éloignèrent successivement tout ce qui jouissait de quelque considération dans l'armée; leur fureur de nivellement n'avait point de bornes. Mais en blâmant les mesures arbitraires qui en résultèrent, on est forcé de convenir qu'elles ouvrirent un vaste champ à nombre de jeunes officiers doués de génie et capables de commander : le système du comité pouvait être bon, mais il fallait l'introduire successivement à mesure qu'on découvrirait dans les rangs subalternes des officiers distingués : il s'écoula au contraire plusieurs mois avant qu'on pût réparer le mauvais effet d'une secousse aussi violente, et l'intervalle entre le renvoi des anciens officiers et l'expérience à faire des nouveaux, fut une époque de crises dont les suites eussent été funestes, si les directions du comité, et de quelques représentants militaires, n'avaient supplée en partie à la pénurie de généraux.

Le gouvernement venait de désigner Pichegru pour remplacer Landremont. Il se trouvait alors dans le haut Rhin, et on ignore pourquoi il ne prit pas d'abord le commandement. En attendant, les représentants fixèrent leur choix sur Carlen, qui un mois auparavant était capitaine de cavalerie, et n'avait d'autre talent que celui de mener un peloton et d'apprécier sa médiocrité.

Tous les généraux divisionnaires furent également renouvelés. Dubois eut le commandement de la droite à Lauterbourg, Michaud le centre dans le Bienwald, Ferette la gauche sur les hauteurs de Dorrenbach et derrière Bergzabern; Meynier l'avant-garde à Steinfeld et Nieder-Otterbach. Dans ce mouvement perpétuel et cette désorganisation permanente du commandement qui fait l'âme d'une armée, il était bien difficile de concevoir et d'exécuter un plan avec quelque sagesse; l'armée dénuée de confiance s'attendait à tous les désastres imaginables, son patriotisme seul la soutenait.

Les premiers jours d'octobre se passèrent dans cet état d'anxiété, précurseur de l'orage. Les Prussiens avaient commencé dès le 26 septembre le mouvement qui devait les porter sur la Sarre et faire abandonner aux Français le fameux camp d'Hornbach devant lequel les alliés s'étaient arrêtés pendant six mois. On a pensé avec raison que ce mouvement préparatoire pour éloigner les républicains des débouchés des Vosges, aurait pu se faire plutôt et plus vivement; mais surtout qu'il aurait dû être suivi immédiatement d'une marche rapide de 20,000 Prussiens par Fischbach sur Limbach; tandis que Wurmser, renouvelant l'entreprise de Piaczewitz sur Bondenthal, eût pénétré dans la vallée de la Lauter, non avec 4,000 hommes, mais avec 20,000. Saisir un point décisif et y diriger la masse de ses efforts était alors une science peu connue, et on put reprocher justement aux généraux coalisés de s'être abandonnés à des opérations décousues.

Le duc de Brunswick ordonna au général Kalkreuth d'attirer à lui le corps de Knobelsdorf, arrivant de Flandre, et de déloger les Français de Duttweiler et de Saint-Imbert; il devait ensuite combiner avec le prince de Hohenlohe une attaque sur Bliescastel; toutes ces troupes réunies auraient alors assailli le camp de Hornbach de concert avec le gros de l'armée prussienne. La première de ces entreprises fut fixée au 26 septembre, mais sur

le faux avis que les Français méditaient une nouvelle attaque contre Pirmasens, on prescrivit au prince de Hohenlohe d'appuyer la droite du duc par Auerbach et Deux-Ponts, et à Kalkreuth de la remplacer devant Bliescastel; Knobelsdorf observa Saint-Imbert.

Une reconnaissance poussée le 26 septembre sur Bliescastel, par Kalkreuth, décida le général Ormesweiler à évacuer ce poste important. Sa position centrale qui prenait à revers les autres points de la ligne, mettait les Prussiens à même de séparer pour toujours, et peut-être d'accabler successivement les divisions de Hornbach et de Saint-Imbert, en profitant avec audace de l'avantage qu'elle leur procurait. Dès qu'il en fut instruit, le prince de Hohenlohe marcha effectivement vers Bliescastel, et se dirigea le lendemain à gauche sur Bechweiler pour prendre à revers le camp de Hornbach, tandis que le duc de Brunswick le menaçait de front. Ces mouvements qui avaient leur mérite se passèrent en manœuvres : Moreaux eut le temps de quitter son camp et de gagner Bitche; Brunswick le suivit et campa à Eschweiler. Le général Knobelsdorf attaqua, le 27, le camp de Saint-Imbert, où Schauenbourg commandait en personne; mais il fut évacué à temps et en ordre. Le comte de Kalkreuth combina une nouvelle attaque avec le corps de Knobelsdorf pour le 28; la position retranchée de Wurzbach fut emportée, et le général Guillaume repassa la Sarre à Sarrebruck. Le corps qui s'était retiré de Hornbach sur Bitche, voulut essayer de reprendre l'offensive, et attaqua le duc de Brunswick à Eschweiler, mais il fut repoussé, et abandonna en même temps son camp retranché à Bitche.

Le roi de Prusse quitta son armée le même jour pour se rendre en Pologne, où des troubles nécessitaient sa présence; il laissa le commandement au duc de Brunswick qui établit ses troupes dans les positions suivantes : l'avant-garde ayant à sa tête le prince de Hohenlohe, entre Limbourg et Rohrbach; le corps de bataille sur les hauteurs entre Bitsche et Pirmasens; la division Kalkreuth aux environs de Fraunberg, Knobelsdorf vers Duttweiler, un corps devant Landau. L'armée de la Moselle débarrassée ainsi de la poursuite d'un ennemi qui commençait à peser sur elle, s'établit derrière la Sarre, la droite à Sarreguemines, la gauche à Rehling, et put porter sans inconvénient la division Burcy, dans la vallée du Rhin, où, comme nous ne tarderons pas à le voir, se passaient d'autres événements.

Les derniers avantages remportés par les Prussiens les mettaient enfin en mesure de gagner l'extrême gauche des lignes de Weissenbourg, et de forcer l'armée du Rhin à une retraite absolue ou à changer de front pour faire face aux débouchés des Vosges. Cette position offrait de trop grands avantages pour qu'on ne cherchât pas à en profiter. Les deux généraux allemands tombèrent enfin d'accord, et une attaque générale fut résolue. Les Autrichiens devaient frapper le grand coup, et Wurmser les disposa en 7 colonnes; le prince de Waldeck avec la 1re avait ordre de passer le Rhin à Selz, de percer sur les hauteurs de Mautern, pour s'y joindre à la 2e colonne, et menacer la ville de Lauterbourg, au cas que l'ennemi voulût s'y réfugier ou ne pas l'abandonner. La 2e commandée par Jellachich partant de Neubourg était destinée à emporter la redoute de Lauterbourg pour pénétrer entre cette ville et le Rhin, pour faire sa jonction avec Waldeck. La 3e colonne, conduite par le général Hotze, avait l'ordre de passer la Lauter entre le moulin de Bienwald et Saint-Remy, de prendre poste à Scheichthal, d'où elle devait diriger une section à droite sur Weissenbourg afin d'attaquer à revers les ouvrages qui couvraient cette ville, tandis que l'autre section se porterait sur Lauterbourg pour faciliter au général Jellachich l'opération qui lui était imposée (1).

Le général Mezaros, commandant la 4e colonne, l'avait également partagée en deux sections; l'une devait chasser l'ennemi du Bienwald; l'autre fut chargée d'emporter la grande redoute de Steinfeld, le village de ce nom et celui de Nieder-Otterbach, de concert avec la 5e colonne conduite par le général Kavanagh : la 6e, dirigée par le général Kospoth, avait l'ordre d'attaquer Ober-Otterbach et le camp de Hafftel.

Quant à la 7e, elle fut partagée en deux sections : la 1re, sous les ordres du général Vioménil, devait s'avancer par Bergzabern; l'autre conduite par le

(1) Voyez planche 4, ou le Cours du Rhin, par Rheinwald.

prince de Condé avait pour tâche de s'emparer des hauteurs et de la redoute qui défendait Dorrenbach et le Guttemberg.

Si toutes ces dispositions s'effectuaient sans obstacles, l'armée devait se réunir sur Weissenbourg et le Geisberg. Enfin pour en assurer d'autant mieux l'exécution, le duc de Brunswick avait promis d'attaquer l'armée ennemie trois jours auparavant dans les montagnes, de la chasser de Bondenthal et de Limbach, et de se porter ensuite le 14 jusqu'à Werth. En même temps le général Stein commandant les troupes du cercle de Souabe, dut faire de grandes démonstrations sur la rive droite du Rhin.

L'armée française, passée depuis quelques jours sous les ordres du général Carlen, se trouvait disséminée en avant-postes, etn'avait pas moitié de son monde dans les lignes. Il est vrai de dire, que son front était défendu par une multitude de redoutes et d'abatis, mais sans liaison entre eux. Ce qu'elle avait de mieux, était le Geisberg, poste retranché en arrière de la gauche de ses lignes, pour assurer la retraite par le point stratégique le plus sûr. Du reste, le chef d'état-major Clarke étant destitué de la veille, et les divisions manquant de généraux, chacun ignorait ce qu'il avait à faire en cas d'attaque, et sa ligne de retraite en cas d'échec.

Une partie des dispositions arrêtées par Wurmser, fut exécutée le 13 octobre; mais les généraux alliés montrèrent peu d'habileté dans l'emploi de leurs forces. L'entreprise du prince de Waldeck rencontra, il est vrai, des obstacles presqu'invincibles. Après avoir réuni ses pontons près de Plittersdorf, il parvint sous le feu de ses batteries à jeter 3 à 400 Serviens de Michalowitz sur la rive gauche, deux autres bataillons furent successivement débarqués, et le pont commencé s'acheva assez rapidement. Cette opération fut facilitée par la négligence du général Dubois, qui, instruit des préparatifs de l'ennemi, se contenta de laisser sur ce point un demi-bataillon des Pyrénées. Ces braves, attaqués à Selz par la brigade du prince de Lichtenberg, qui traversa la rivière ayant de l'eau jusqu'aux épaules, y firent une résistance admirable. Selz brûlant fut enfin cédé aux Autrichiens, et un bataillon de ligne arrivé trop tard ne put le reprendre. Les Impériaux arrêtés néanmoins par de nouveaux obstacles à mesure qu'ils pénétraient dans les bois, et forcés d'ailleurs de laisser la moitié de leurs troupes à la garde du pont, ne s'avancèrent vers Modern qu'avec la plus grande circonspection. Waldeck attendait ici la division Dubois que Jellachich devait repousser de Lauterbourg: le prince n'entendant plus tirer sur ce point, et l'épaisseur du brouillard l'empêchant de voir ce qui se passait, il crut l'opération manquée, et repassa le Rhin à six heures du soir, n'osant rester dans une position si aventurée, au milieu de l'ennemi, qui pouvait le couper du fleuve; il se contenta de laisser deux bataillons à la garde du pont.

Cependant le général Jellachich repoussé dans ses premières tentatives mais favorisé ensuite par les attaques de Waldeck et de Hotze, parvint à passer les lignes à gauche de Lauterbourg, et às'avancer à quelque distance au delà de ce poste. Croyant sa tâche remplie, il avait permis à sa cavalerie de mettre pied à terre et de rafraîchir, lorsqu'elle fut attaquée tout à coup par la division Dubois qui, dirigée par le représentant Niou, opérait sa retraite sur Sulzbourg. Cette surprise lui eût été funeste, si les hussards hessois, qui s'étaient mieux gardés, ne l'avaient tirée de ce mauvais pas, par une charge très-heureuse. Ainsi le projet sur la droite des Français n'eut qu'un succès éphémère, et leur retraite ne fut nullement inquiétée.

Le corps de Hotze, au centre, attaqua à plusieurs reprises le moulin de Bienwald, s'en empara vers onze heures, et se logea dans le bois situé sur la route, entre Weissenbourg et Lauterbourg; coupant ainsi les communications directes entre le général Carlen, commandant le centre, et la division Dubois qui était en marche de Nieder-Rœder par Forstfeld sur Druzenhein, où son général et le représentant voulaient la conduire contre leur première pensée.

Les attaques sur la gauche ne furent pas moins vives. Mezaros et Kavanach surprirent en quelque sorte, par le moyen de faux déserteurs, l'avant-garde qui couvrait la grande redoute de Steinfeld et celle de Nieder-Otterbach; ce stratagème échoua cependant. La gauche de Mezaros qui s'engagea dans le Bienwald sous le feu d'une batterie masquée et retranchée, y perdit 4 à 500 hommes, et

vint bientôt se rallier à la lisière du bois ; sa droite attaqua avec 7 bataillons et 10 escadrons sur 2 colonnes, la redoute entre Scheid et Steinfeld : les Français la défendirent avec courage ; mais le général Meynier ayant été blessé, ses troupes prirent l'épouvante, et le général Combes eut mille peines à les rallier entre Capsweyer et Schweighofen, où des renforts lui permirent de se maintenir quelque temps.

Kavanagh n'avait pas eu moins de peine à déloger les républicains de Nieder-Otterbach, et Kospoth canonna vainement la redoute de Hafftel. Ces différentes colonnes s'étant ensuite dirigées de concert sur le général Combes, le forcèrent à se retirer à Weissenbourg.

Le prince de Condé, après avoir emporté le poste de Dorrenbach et d'Ober-Otterbach, et s'être réuni à la colonne du général Vioménil, se mit en communication avec Kospoth, attaqua le plateau de Schwegen, et le fit tourner par sa cavalerie, tandis que la légion Mirabeau dirigea ses efforts sur le bois. La division de gauche ne put résister à cette double attaque, et se replia sur Weissenbourg, près duquel les émigrés vinrent se former.

Sur ces entrefaites, le général Hotze essuyait des chocs non moins rudes ; après avoir franchi les retranchements du moulin et la Lauter (1), il fut assailli à plusieurs reprises par le centre des Français, et eut toutes les peines du monde à se soutenir dans cette situation épineuse. Quoique son attaque n'eût pas tout le succès désiré, elle contribua néanmoins à la victoire, en décidant le général Carlen à évacuer Weissenbourg pour se replier sur le Geisberg ; mais la marche du duc de Brunswick sur Limbach, le força bientôt à renoncer à cette position afin de gagner en toute hâte celle de Haguenau.

L'armée autrichienne trop morcelée, ne recueillit point le fruit de ce succès, comme elle aurait dû, en poursuivant en colonnes les troupes qui se retiraient : des dispositions minutieuses prescrivirent aux différentes attaques de s'attendre pour se former en ligne de bataille, ce qui donna aux Français tout le loisir d'effectuer leur retraite. Wurmser perdit un temps précieux à réunir les colonnes de Mezaros, Kavanagh et Kospoth, et ne marcha qu'à deux heures après-midi sur Weissenbourg, contre lequel il engagea une canonnade très-vive. La garnison, composée de quelques compagnies du 48e aux ordres du capitaine Fririon, ne résista que pour donner le temps nécessaire aux habitants d'emporter ce qu'ils avaient de plus précieux et de suivre le mouvement rétrograde de la gauche.

L'armée prussienne, dans cet intervalle, avait exécuté en majeure partie l'opération qui lui était dévolue. Kalkreuth resta en observation sur la Sarre. Le prince de Hohenlohe, pour contenir les Français et surveiller les mouvements qu'ils eussent pu entreprendre par les Vosges, s'avança à Engelhard au-dessus de Bitche.

Le duc de Brunswick, avec une partie de son corps de bataille, débouchant par Ramsbrun et Steinbach sur Limbach dans l'intention de tourner les lignes, chassa aisément devant lui la brigade légère qui gardait les gorges ; mais ses forces se trouvant insuffisantes pour porter un coup décisif, il n'osa pousser plus loin ; son mouvement se trouva ainsi prématuré, puisqu'il resta à Mattstad où il était arrivé trois jours avant l'attaque générale, et il ne servit qu'à éveiller l'attention des républicains sur le danger que courrait leur flanc gauche ; le duc ne s'avança effectivement sur Werdt que le 14, lorsqu'il n'était déjà plus temps de les entamer.

Grâces à toutes ces circonstances, l'armée du Rhin ne perdit pas 1000 hommes dans une affaire où elle aurait pu être anéantie ; elle se retira sur les lignes de la Motter. L'encombrement causé par les équipages devint effrayant vers Sulzbourg ; l'armée fut forcée d'y passer la soirée, et ne gagna que lendemain Haguenau, où la division Dubois l'avait précédée de quelques heures.

Enfin les alliés foulaient de nouveau, d'un pied victorieux, le territoire de la république : cette circonstance qui aurait dû redoubler leur énergie, ne servit qu'à rompre tout accord entre eux, en

(1) Quelques rapports français assurent que les lignes ne furent point franchies, et que leur évacuation fut le résultat de l'attaque contre la division Meynier à Scheid, et du passage de Selz qui fit plus de peur que de mal. Les rapports des alliés affirment au contraire que Hotze et Jellachich enlevèrent les retranchements.

fournissant au cabinet de Vienne l'occasion de dérouler ses projets. Voyant les frontières de l'Alsace et de la Lorraine découvertes, il crut l'instant propice de faire revivre ses anciens droits sur ces deux provinces et d'en achever la conquête.

Frédéric-Guillaume, guidé par plus de loyauté, ou par le sentiment d'une ancienne jalousie, devina les vues de son allié, et ne voulut point servir d'instrument à l'accroissement de sa puissance. Dès lors les deux armées ne se prêtèrent qu'un appui illusoire, plus favorable aux républicains que si l'une d'elles eût marché droit à son but.

Cet état de choses entre les Prussiens et les Autrichiens, n'était cependant pas suffisant pour renverser les projets de ces derniers. D'un côté, la noblesse impatiente de ressaisir d'anciennes prérogatives; de l'autre, la partie éclairée et laborieuse de la population, exaspérée des vexations et des menaces d'une tourbe de transfuges allemands ou de prêtres apostats qui s'étaient emparés de la puissance depuis le 31 mai, semblaient s'être réunies pour tendre la main au corps de Condé, que Wurmser avait placé assez adroitement à son avant-garde.

C'était principalement dans Strasbourg, que le zèle des féroces apôtres de la démagogie avait fomenté des levains de haine et de discorde. Cette ville, si l'on devait en croire son maire, savoyard forcené, n'était faite pour la liberté ni par son idiome, ni par ses mœurs, ni par son commerce; elle ne pouvait être que dévouée à l'Autriche : il fallait la régénérer, y transplanter une colonie de patriotes, et reléguer dans l'intérieur des terres, ses habitants façonnés pour l'esclavage.

Une armée révolutionnaire parcourait les campagnes sous les ordres d'un des proconsuls, tandis que d'autres organisaient un plan de proscription collective. « Marat n'a demandé que 200,000 têtes » disait Baudot; mais fussent-ils un million, nous » les détruirons entièrement. » Ces menaces qu'accompagnaient de fréquentes exécutions, avaient aliéné l'esprit de la majeure partie des Alsaciens, qui ne voyaient dans les émigrés et les Autrichiens que des libérateurs. Erreur fatale! que les infortunés expièrent, comme les Toulonnais, par l'exil et la mort.

Wurmser vint camper le 24 sur les hauteurs de Sulz, le général Mezaros, avec l'avant-garde, à une demi-lieue plus loin; les trois jours suivants furent employés à donner des fêtes et chanter le *Te Deum*. Ce général, aussi violent qu'impolitique, se permit de condamner les républicains de Weissenbourg à balayer les rues sous le bâton des caporaux croates, et continua sa marche le 28 octobre sur Haguenau.

Carlen s'était retiré pour aller s'établir à Brumpt et Druzenheim, dans l'intention de rester derrière la Zorn, sa droite appuyée à ce dernier bourg qui était alors à l'abri d'un coup de main; il espérait ainsi conserver une communication par l'île de Dalhunden avec le Fort-Vauban, qui n'était point approvisionné, et que le cours des événements allait compromettre. Le général Dubois ayant abandonné cette ligne, il fallut s'établir sur les hauteurs de Saverne et de Strasbourg. Cette place seule mit les Français à l'abri d'un désastre complet, qu'ils s'étaient attiré, en conservant trop de troupes inactives sur le haut Rhin. Les garnisons répandues le long du fleuve jusqu'à Huningue, ne comptaient pas moins de 40,000 hommes, force beaucoup trop considérable, et dont l'emploi ne saurait être expliqué que par l'espèce de guerre d'opinion qu'on faisait alors.

Le désordre avec lequel l'armée républicaine effectua sa retraite, fit croire aux habitants de Haguenau qu'elle ne soutiendrait point un nouveau choc; l'arrivée de l'avant-garde autrichienne, suivie presque aussitôt par le corps de Condé, les confirma dans cette opinion. Cette ville, renfermant la majeure partie de la noblesse alsacienne alliée de la famille de Wurmser, fit éclater les transports de la joie la plus vive, et accueillit avec enthousiasme les vainqueurs. Bientôt leur général eut par son intermédiaire des intelligences dans Strasbourg. Les notables fatigués du régime de terreur qui pesait sur eux, crurent le moment propice pour s'en affranchir : on avait laissé la place avec une faible garnison : le département, la municipalité ,le général Isambert, le commandant de la garde nationale, tous les nobles enfin, envoyèrent d'un commun accord deux députés à Wurmser, pour lui proposer d'en prendre possession au nom de Louis XVII. Ce général, peu versé dans la conduite des affaires, redoutant toute

responsabilité diplomatique, ou plus jaloux peut-être d'y entrer par droit de conquête, eut des scrupules de s'en rendre maître à cette condition, et demanda un délai pour en référer au conseil aulique.

Pendant ce temps, ne voulant sans doute pas que la place lui échappât, il proposa au duc de Brunswick de marcher de concert sur la Petite-Pierre, dans les gorges de Saverne, pour couper cette communication importante, et décider l'armée du Rhin à abandonner Strasbourg à ses propres forces, de crainte d'y être bloquée. Celui-ci, ne partageant pas les projets de son collègue, ou n'en découvrant que trop le but intéressé, préférait une guerre méthodique à des aventures incertaines; il conseillait au général autrichien de se tenir derrière la Motter et de ne songer, pour cette campagne, qu'à la reddition de Landau et de Fort-Louis, afin d'assurer les quartiers d'hiver. Prétextant de plus le manque de vivres, le duc resta à Matstadt, croyant beaucoup faire de pousser le prince de Weimar à Lichtenberg.

Wurmser ne pouvant rien obtenir de plus, porta alors sa droite sous Hotze à Ingweiler et Neuweiler; le prince de Waldeck avec la gauche sur Wantzenau, d'où il chassa le 17 les généraux Dubois et Combes jusqu'au jardin anglais; Desaix, au contraire, se maintint dans les bois de Rechstett. L'armée républicaine prit poste derrière la Suffel et parallèlement à la route de Saverne qu'elle couvrait; Desaix commanda la division de droite, forte de 8,000 hommes; le reste en comptait 30,000 environ, outre 3 à 4,000 paysans armés.

Le peu de secours qu'il pouvait se promettre du duc de Brunswick, ne détourna pas le général autrichien de son projet sur Saverne. Hotze attaqua, le 22 octobre, la brigade Sauter qui couvrait ces hauteurs importantes; déjà il s'était emparé de quelques postes, quand Ferino, ayant fait quelques démonstrations le même jour vers Hochfeld, lui imposa par son attitude menaçante.

Le lendemain Hotze renouvela ses tentatives, et la victoire semblait pencher pour lui, lorsque le général Burcy, amenant à marches forcées une division de 5 à 6,000 hommes de l'armée de la Moselle, déboucha en colonnes serrées, chargea ses pièces à mitraille, et s'avança dans cet ordre à la rencontre de l'ennemi. La cavalerie autrichienne crut en avoir bon marché; mais Burcy ayant démasqué son artillerie, la força bientôt à la retraite.

Un rassemblement de forces aussi considérables sur ce point, fit échouer le projet de Wurmser, qui en rejeta toute la faute sur le duc de Brunswick; cependant lors même qu'il eût réussi à déloger l'ennemi de ce poste, cette circonstance ne lui eût point fait acquérir la place qu'il venait de manquer par sa maladresse. Le complot des Strasbourgeois avait été découvert; 70 personnes des familles les plus distinguées dans la magistrature et la noblesse, au nombre desquelles se trouvaient plusieurs de ses parents, avaient payé de leurs têtes ce coupable projet. Toutes les autorités civiles ou militaires avaient été renouvelées, et la place maintenant défendue par une nombreuse garnison se trouvait à l'abri de surprise.

Wurmser, honteux d'avoir compromis ainsi ses amis et ses parents, se borna alors au siége du Fort-Vauban. La tranchée fut ouverte le 29 octobre, et le commandant qui n'avait qu'une idée imparfaite de ses devoirs et des ressources de sa place, trop fier ou trop défiant pour s'en rapporter au capitaine du génie qu'il avait remplacé, capitula le 14 novembre, aussitôt que la seconde parallèle fut terminée, La garnison de 3,000 hommes mit bas les armes; elle était composée de très-bonnes troupes, dont une partie s'évada en traversant la Forêt-Noire, et rentra en France par la Suisse. Le défaut de farine et de moulins contribua à cette reddition prématurée, qu'on attribua d'ailleurs à l'incapacité du commandant.

Dans le même temps, le prince royal de Prusse, secondé par le général Ruchel, voulant intimider la garnison de Landau, fit construire 6 batteries de mortiers, et commença le bombardement le 27 octobre. En moins de quarante-huit heures, l'arsenal fut incendié, un magasin à poudre sauta avec une partie de la courtine; mais le commandant ne voulant pas même recevoir de parlementaires, on renonça à cette entreprise. Le siége fut converti en blocus si peu rigoureux, que la garnison communiqua dès lors constamment avec les deux armées destinées à la secourir.

CHAPITRE XXII.

Les alliés assiégent Maubeuge. — Le général Jourdan succède à Houchard et marche au secours de la place. — Bataille de Wattignies. — L'armée prend ses cantonnements et envoie des renforts à la Vendée et à l'armée de la Moselle. — Levée du siége. — Affaires de Marchiennes. — Projet de Carnot sur Charleroy.

La mauvaise issue de l'entreprise sur Dunkerque; les justes récriminations de tous les militaires sur la fausse direction que les alliés avaient donnée à leurs efforts; la reddition du Quesnoy, étaient des motifs assez puissants pour les décider enfin à se diriger sur Maubeuge.

La prise de cette place réunissait tous les avantages politiques et militaires désirables, au point où en étaient les affaires : tentée quelques mois plutôt, elle eût décidé probablement du succès de la guerre; au commencement d'octobre, elle procurait encore aux alliés une base sur la ligne centrale et importante entre Sambre et Meuse. Ouvrant les plaines de Saint-Quentin et le département de l'Oise aux ennemis de la France, elle menaçait la capitale d'une prochaine invasion; à la vérité la saison déjà avancée n'eût peut-être pas permis d'en tirer tout le fruit désirable avant l'hiver; mais elle promettait un heureux début pour la campagne suivante qu'on espérait sans doute commencer avec plus de sagesse et de moyens.

Les Français de leur côté, quoique un peu rassurés par la victoire de Hondschoote, ne voyaient pas sans inquiétude leurs généraux disparaître de la scène, et se succéder avec une rapidité effrayante : ces fréquentes changements imprimaient aux opérations un défaut absolu de suite, d'harmonie et d'aplomb, sans lesquels on réussit rarement à la guerre. D'ailleurs l'échec sanglant essuyé par la division de Cambrai, la perte du Quesnoy, et l'accumulation des masses ennemies entre l'Escaut et la Sambre, inspiraient des appréhensions fondées : les hommes doués d'un coup d'œil exercé, y entrevoyaient un correctif puissant aux fautes commises précédemment par les chefs de la coalition, et un changement notable dans la marche des événements.

Les jacobins seuls ne doutaient de rien; l'immense levée qu'ils venaient de décréter leur donnant droit d'attendre des succès, ils s'inquiétaient peu des détails, et ne demandaient, ou plutôt n'ordonnaient que la victoire.

Depuis la bataille de Hondschoote, tous les renforts tirés du Rhin, de la Moselle, de l'intérieur, joints aux hommes de la première levée qui devaient remplir les anciens cadres, avaient porté les forces actives au Nord à 130,000 hommes, y compris l'armée des Ardennes. Le général Jourdan, chef d'un bataillon au commencement de cette campagne, mais que la fréquente mutation des généraux et ses qualités, élevèrent en six mois au garde de général de division, s'était assez distingué au déblocus de Dunkerque pour mériter le suffrage des commissaires de la convention, qui lui firent conférer le commandement en chef de ces forces imposantes. Placé dans l'alternative de mériter une couronne de lauriers ou de monter à l'échafaud, Jourdan comptait peut-être assez sur ses talents, pour accepter l'immense responsabilité qui lui était imposée : mais l'exemple de Houchard lui prouvant que la victoire même était quelquefois réputée pour un crime le décida à tout faire pour éluder un tel fardeau. Cependant une loi révolutionnaire ne laissait pas même aux Français le droit de disposer de leurs personnes et de leurs services, le commandement n'était plus un honneur, mais un sacrifice; il fallut s'y soumettre ou périr, et Jourdan n'eut pas même la chance du refus.

Craignant de commettre leurs jeunes soldats en plaine ou dans une bataille générale, les Français avaient pris le parti de les rassembler en plusieurs camps retranchés, pour avoir le temps de les aguerrir. Ce système semblait d'autant plus raisonnable, qu'à la suite des reproches faits à Kilmaine et à Houchard, la plupart des états-majors venaient d'être renouvelés, et que les chefs avaient autant besoin de leçons que les troupes. Au surplus, l'ennemi agissant lui-même sans énergie par une multitude de corps isolés, on ne devait pas redouter de sa part un effort concentré, qui eût compromis successivement ces différents camps.

On comptait donc six divisions principales depuis la Sambre jusqu'à la mer; savoir : à Philippeville, 15,000 hommes; à Maubeuge, 25,000; à Gavarelle et Arleux, 28,000; à Lille et la Madelaine, 30,000; à Cassel, 14,000; à Dunkerque, 16,000;

sans compter encore les garnisons de Cambrai et autres places du centre. Si on ajoute à ces forces les nombreux bataillons de réquisitionnaires qui commençaient à se rassembler dans les autres places frontières, on s'apercevra de la progression rapide des effets produits par les mesures de la convention et de ses commissaires. Mais il était alors plus facile de rassembler des hommes que d'en faire de bons soldats : la plupart de ces paysans en sabots, sans habits et sans armes, choisissaient leurs officiers, et se formaient eux-mêmes en bataillons, d'après les décrets du 23 août. Il eût été donc imprudent de les présenter dans cet état à l'ennemi ; et la force des troupes vraiment disponibles s'élevait au plus à 100,000 hommes.

Cependant le comité qui venait de voir de vieilles troupes battues par des paysans bretons, se plaisait à croire ses armées invincibles comme elles seraient bientôt innombrables ; et, dans sa politique cruelle, mais forte, imaginant posséder le secret de Cadmus, il ordonnait impérieusement de purger le sol français de ses ennemis avant la fin de la campagne.

Les alliés comptaient 120,000 hommes dans cet espace, de Namur à la mer; et la tâche qu'ils devaient remplir, n'offrait plus les mêmes facilités qu'à la fin de juillet. Si ceux-ci étaient fiers d'une cavalerie immense et de la qualité de leurs vieilles bandes, les Français avaient pour eux des places nombreuses abondamment pourvues, qui, à chaque pas offensif, forçaient l'ennemi à de nombreux détachements, et dont les garnisons, indépendantes de l'armée active, ne l'affaiblissaient point. Enfin, les républicains à proximité de leurs dépôts, exaltés par l'amour de la patrie, voyaient d'un instant à l'autre leurs forces s'accroître, tandis que celles des alliés se fondaient tous les jours.

Carnot, gagnant de plus en plus la confiance du comité, et chargé de la direction principale des affaires militaires, venait d'arriver au quartier général, au moment où Jourdan prenait le commandement : il voulait un plan d'opérations, autant sans doute pour fixer son opinion sur le mérite du nouveau général, que pour concilier ses vues avec celles du gouvernement ; mais, Jourdan arrivé de la veille, ignorant l'état du matériel et la composition de son armée, intimidé par son inexpérience, demanda du temps, et Carnot partit pour Paris sans avoir rien terminé. Il est probable que les attaques dirigées contre le comité dans la séance du 24 septembre, et dont les actes de sa mission étaient le principal objet, entrèrent pour beaucoup dans cette résolution subite ; et il se contenta d'exiger qu'on lui envoyât incessamment ce projet dans la capitale.

Le général en chef ne le laissa pas languir ; dès le 29, il adressa au comité le résumé de ses vues. Il eût préféré qu'on le laissât respirer quelques semaines pour se reconnaître un peu et organiser son matériel et ses troupes; mais les dictateurs voulaient l'évacuation de la France sans délai, et n'étaient pas gens à écouter des représentations. Jourdan, pour se conformer à une volonté si impérieuse, proposa donc une opération offensive partant de Lille d'un côté, et de Maubeuge de l'autre, dans le but de refouler les deux ailes de l'ennemi, et de faire ainsi tomber toute la défense de son centre ; projet qui servit de base au plan de la campagne suivante, et qui eut tant de succès par les fausses dispositions des coalisés et l'énorme supériorité des masses employées. Les événements ne permirent pas cette fois l'exécution de ces manœuvres, et ce fut sans doute un bonheur.

A l'instant même où les Français avisent à tous les moyens qui peuvent chasser l'ennemi de leur territoire, et où la convention affecte d'imiter le sénat romain, en faisant vendre les biens d'émigrés sur lesquels campaient les Impériaux, ceux-ci passent la Sambre le 29 septembre, à l'effet d'investir Maubeuge. (*Voyez* planche X.)

Le corps destiné à la garde de cette place, comptait environ 20,000 hommes, en y comprenant les troupes de la garnison. Indépendamment des ouvrages qui la défendent, un camp retranché, qui peut donner abri à deux divisions, est préparé sous ses murs : ce camp, situé avantageusement, appuie la droite à la Sambre, la gauche à la petite rivière de Marchiennes ; son front se trouve couvert par deux ravins marécageux, qui coulent transversalement depuis Ferrière-la-Grande jusqu'à la Cense d'en bas ; les hauteurs où il est placé et qui dominent les environs, sont garnies d'ouvrages de campagne ; enfin, la forteresse protége ses derrières. La division Desjardins, chargée de couvrir la haute Sambre, au-dessus de la place, campait à

Bachamps et Saint-Remy-mal-bâti; le général Mayer, avec un corps moins nombreux, gardait Jeumont; le général Ferrand commandait toute cette ligne.

Les alliés ne se départirent point dans cette occasion du système favori qu'ils suivaient avec tant d'obstination dès le commencement de cette campagne. Depuis quatre mois, ils avaient eu tout le loisir de reconnaître l'emplacement des Français, et de s'assurer que, pour en profiter, il fallait passer avec deux masses de 20 à 25,000 hommes, l'une par Bachamps, l'autre par Réquignies. Le résultat inévitable de cette manœuvre eût été de séparer le corps de Mayer de Maubeuge, de lui intercepter toute retraite et de le refouler sur Charleroy; lorsque de son côté Clairfayt, passant la rivière à Pont, eût au contraire rejeté Desjardins dans le camp retranché.

Le prince de Cobourg ne forma pas moins de six colonnes contre la division Desjardins, et cinq autres en opposition à celle du général Mayer; Clairfayt franchit la Sambre en plusieurs sections à Berlaimont et au-dessous de Pont; Colloredo à Hautmont; Latour à Marpent et à Jeumont, au-dessous de Maubeuge.

Le camp de Bachamps fut aisément culbuté : cependant les Autrichiens n'ayant pas suivi avec assez de vigueur, le général Desjardins put faire sa retraite et rassembler ses troupes vers le bois de Beaufort; mais alors le désordre s'y introduisit, et elles regagnèrent pêle-mêle le camp retranché.

Le général Mayer fut forcé dans sa position de Jeumont, et un bataillon qu'il avait à Coursolre devint la proie de l'ennemi; la retraite de cette brigade se fit aussi avec quelque désordre par Colleret et Cerfontaine : la cavalerie autrichienne la poursuivit, et sans la bonne contenance du 12ᵉ de dragons, soutenu d'un bataillon du Calvados, elle aurait eu peine à gagner le camp, sur les glacis duquel elle vint se rallier.

En effet, il est difficile de concevoir que ce corps de Mayer, aventuré à un tel point, soit parvenu à se sauver. On se convaincra facilement, en jetant un coup d'œil sur la carte, que cela eût été impossible, si les coalisés, au lieu de courir sur dix colonnes, avaient su profiter de leur supériorité pour accabler les petits camps, et pour les empêcher de se rallier sous la place, en faisant passer toutes leurs forces en deux colonnes, comme nous l'avons indiqué. Il pouvait convenir aux Autrichiens de refouler le corps de Desjardins dans Maubeuge, car en le séparant de la place, ils l'eussent laissé disponible en campagne; mais pour celui de Mayer, il eût été perdu à Jeumont, puisqu'en passant en forces par Réquignies, on l'eût en même temps coupé de la place et de ses communications.

Après avoir négligé ces avantages, les Autrichiens investirent le camp retranché par la rive droite de la Sambre; l'armée hollandaise, comptant environ 12,000 hommes, avait quitté la Flandre, et se réunit, le 5 octobre, à celle de siége : elle forma l'investissement sur la rive gauche, et se porta vers Boteleu et Glisuelle.

Le général Colloredo fut chargé de l'investissement sur la rive droite; le comte de Latour, qui faisait partie de son armée, prit position du côté de la chaussée de Beaumont, près d'Autrignie et Cerfontaine; une autre division fut placée près de la chaussée d'Avesnes, en arrière de Beaufort. Le corps d'observation, aux ordres du général Clairfayt, s'établit sur les routes d'Avesnes et Landrecies : la division du général Wenckheim à Engle-Fontaine; Benjowsky, à gauche sur la direction de Beaumont, et Haddick à Colleret. Toutes les troupes alliées sur ce point pouvaient monter à 65,000 hommes environ. Des travaux immenses furent commencés sur les deux rives de la Sambre; deux batteries de 20 pièces de 24 devaient battre la ville; on fondait le plus grand espoir de succès sur l'incendie des magasins, dont la perte réduisant à l'extrémité une troupe si nombreuse, hâterait la reddition.

La garnison faisait de fréquentes sorties pour s'opposer à ces entreprises; elle les dirigeait particulièrement sur la cense du château et le bois du Tilleul. Les 6, 7 et 9 octobre, furent signalés par des combats acharnés, mais sans fruit. Les premiers succès des sorties, indiquant à l'ennemi le vrai point d'attaque, et lui donnant le temps de faire avancer les renforts, étaient toujours suivis de revers.

Le 13, une entreprise plus sérieuse fut tentée; le général Ferrand, instruit que les alliés rassemblaient leurs moyens de siége dans le bois du Til-

leul, crut devoir y diriger une colonne pour les enlever. Trois bataillons d'élite marchèrent à l'ennemi, soutenus par une brigade d'infanterie : ils parvinrent à forcer la première ligne; mais s'étant avancés entre les redoutes au moment où l'adversaire présentait de nouvelles forces, le combat devint incertain. On assure que les troupes, chargées de seconder cette entreprise, firent feu sur les braves qui combattaient au premier rang, et le désordre, porté ainsi à son comble, ramena bientôt les assaillants sur les glacis de la place.

Déjà le défaut de vivres se faisait vivement sentir : les troupes étaient réduites depuis le 10 à moitié de la ration; les hôpitaux établis seulement par la garnison ordinaire se trouvaient encombrés. L'abattement avait succédé au premier mouvement d'enthousiasme. Pour comble d'embarras l'ennemi démasqua ses batteries, dans la nuit du 14 au 15, à si grande proximité, qu'elles jetèrent la terreur dans la ville : on pouvait tout craindre de la disposition des esprits.

Le général Jourdan, instruit de ces événements, jugea toute l'importance de voler au secours d'un corps considérable qui, malgré les ouvrages dont il était protégé, menaçait de ne pas se soutenir longtemps.

Son premier soin fut de rassembler à Guise une armée de 45,000 hommes, tirés des camps de Gavarelle, de Cassel et de Lille. Redoutant d'exposer une partie de la frontière aux coups de l'ennemi, il laissa 10,000 hommes à Gavarelle pour couvrir Arras (1) et 40,000 environ furent employés à garder la ligne depuis Douai et Lille jusqu'à Dunkerque. Guise devenait le rendez-vous de toutes les levées du décret du 23 août; mais les bataillons y arrivaient dans un tel désordre, que, pour leur inspirer quelque confiance et leur remettre la garde de ce point important, on se vit obligé d'y laisser plusieurs bataillons de vieilles troupes. Ce fut peut-être l'unique exemple d'un corps d'armée nombreux, exigeant un détachement pour le garder.

Outre ces forces, Jourdan disposait de l'armée des Ardennes qu'on venait de mettre sous son commandement; mais ignorant encore la quantité, l'emplacement et l'espèce de troupes qu'il pourrait en tirer, on ne mit en ligne avec l'armée du Nord qu'une division de 4 à 5,000 hommes.

Le général en chef ne se dissimulait point toute la difficulté de son entreprise; il paraissait téméraire de marcher contre une armée de 65,000 combattants des plus belles troupes, avec des hommes et des généraux réunis de la veille, qui ne se connaissant pas, s'inspiraient réciproquement peu de confiance; avec des bataillons, dont la plupart nouvellement organisés, étaient mal armés. L'opération présentait deux chances absolument contraires : il était possible que le prince de Cobourg n'employât que 15,000 hommes pour masquer Maubeuge et couvrir sa communication, et qu'il se jetât avec 50,000 sur Jourdan, dont la défaite eût été certaine. On pouvait croire aussi que le général autrichien, se traînant sur les errements de ses devanciers, persisterait à rester devant la place pour maintenir l'investissement, et se bornerait à faire couvrir son cordon par l'armée d'observation. Dans ce cas il fallait calculer que 20,000 hommes au moins resteraient devant le camp, 15,000 vers Glisuelle sur la gauche de la Sambre, et qu'ainsi l'on n'aurait guère plus de 28 à 30,000 hommes à combattre.

Si les alliés adoptaient ce dernier parti, Jourdan concevait l'espoir fondé de culbuter le corps d'observation, ce qui eût amené la levée du blocus. Après un premier échec, il restait à la vérité au prince de Cobourg la ressource de dégarnir le corps d'investissement de 12 à 15,000 hommes, pour renforcer celui de Clairfayt, et tenter de nouveau le sort des combats; mais c'était supposer au général autrichien une fermeté et une présence d'esprit peu communes; et on était tout aussi autorisé à penser que le corps d'observation une fois battu, il lèverait le siége.

L'armée se mit donc en marche, organisée en 5 divisions : celle des Ardennes, aux ordres du général Beauregard, s'était établie le 13 à Leisies près Solre-le-Château; la 2ᵉ, aux ordres du géné-

(1) Arras était la patrie de Robespierre, on ne l'eût pas découvert impunément; d'ailleurs il fallait toujours y jeter 5,000 hommes, et on préféra conserver le camp avec quelques mille hommes de plus, puisqu'on protégeait par la même occasion Cambrai et Bouchain.

ral Duquesnoy, dans le bois d'Avesnes, à cheval sur la grande route; la 8e, sous Balland, à Avenelles; le général Cordelier, avec la 4e, marcha par la Capelle à gauche d'Avesnes; le général Fromentin conduisit l'avant-garde dans les bois de la haie d'Avesnes en avant de Dompierre.

Le général Belair, avec une division de la levée en masse armée de piques, garda le camp de Guise, où arrivaient chaque jour de nouveaux bataillons de la même espèce.

Le 14, Carnot et Jourdan, réunis à Avesnes, firent une reconnaissance, et trouvèrent l'ennemi occupant par des postes le Val, Saint-Vaast, et Berlaimont, avec une grande ligne de cavalerie placée en échelons dans la plaine : un corps assez considérable occupait les hauteurs de Dourlers; ils ne purent découvrir les réserves, mais on eut avis qu'elles devaient être à Damousies, Beaufort et Fontaine. On verra par l'emplacement des Autrichiens que nous allons indiquer, qu'on ne jugea pas mal de leur première position, mais qu'on prit le corps d'investissement pour les réserves; ce qui ne laisse pas néanmoins d'être bien différent.

Au premier avis des mouvements des Français, leurs adversaires se décidèrent à faire marcher le duc d'York de la Lys sur la Sambre, il était sur le point d'arriver à Engle-Fontaine. Dès qu'on fut informé que les républicains s'avançaient sérieusement, Clairfayt se mit en devoir de leur opposer son corps d'observation fort de 25,000 hommes. L'avant-garde, aux ordres de Bellegarde, comptant 3 bataillons et 2,000 chevaux, s'était reployée sur le vallon de Saint-Vaast; Clairfayt, avec 13,000 hommes d'infanterie et 6,000 chevaux, tenait en trois divisions les hauteurs de Dourlers et Wattignies; le général Haddick était avec 2 bataillons, 4 escadrons aux environs d'Obrechies, et Benjowsky commandait 4 à 5,000 hommes vers Beaumont.

Dans cette situation des affaires, le parti le plus sage que les Français pussent adopter, était, comme nous avons eu occasion de le dire dans les premiers essais publiés sur cette campagne, de jeter des tirailleurs à la lisière des bois d'Avesnes, et de porter le gros de leurs masses sur Wattignies, pour y écraser le faible corps du général Terzy, communiquer ensuite avec le camp retranché, et tomber avec 60,000 hommes sur tout ce qui se trouverait de coalisés entre le défilé de la Sambre et l'armée victorieuse. Avec des troupes sûres et aguerries, une opération conçue sur de tels principes n'eût pas manqué d'amener d'immenses résultats.

Le général Jourdan, en adoptant une résolution contraire, craignit sans doute d'abandonner au hasard la route d'Avesnes qui était le chemin direct de Paris, et formait sa communication principale avec Guise. Redoutant, en cas de revers, d'être jeté sur les Ardennes, où son armée courait risque de se détruire, et de livrer ainsi à la merci des coalisés toute la Picardie et les rassemblements nouvellement formés, il crut prudent d'ordonner deux attaques par la droite et par la gauche pour déborder le corps de Dourlers par ses deux ailes, ce qui était loin de lui offrir plus de sécurité, et semblait un remède pire que le mal. On croit que Carnot ne fut pas étranger à cette résolution qui était conforme à son système; et on pense même que le blâme lui en appartient tout entier.

Le 15 octobre, le général Fromentin, avec sa division réunie à celle de Cordelier, s'avança sur Moncheaux et Saint-Vaast, avec ordre de déboucher par Saint-Remy sur les bois de Saint-Aubain pour gagner Éclaibes; on lui recommanda surtout de longer la lisière des bois pour éviter un engagement avec la nombreuse cavalerie ennemie qui inondait la plaine jusqu'à Berlaimont. Cette direction était la plus propre à remédier au défaut primitif d'un mouvement excentrique.

Le général Balland, avec une forte batterie de 16 et de 12, dut venir s'établir au centre en face du camp de Dourlers pour contenir Clairfayt par une vive canonnade.

Le général Duquesnoy s'avança par Dimont sur Wattignies, et la division Beauregard, chargée de se porter par Solre-le-Château sur Eccles, fut mise néanmoins à sa disposition, dans le cas où il jugerait indispensable de l'attirer à lui. Pour utiliser autant que possible les nouvelles levées de l'armée des Ardennes par une diversion, le général Hélie devait la conduire de Philippeville sur Beaumont, en marchant avec une grande circonspection et à la faveur des bois.

On n'a pas besoin de beaucoup d'efforts pour prouver que ces dispositions étaient un peu décousues, et que les généraux français, dégarnissant leur centre pour porter 4 divisions aux ailes, s'exposaient justement à tous les inconvénients qu'ils devaient redouter : ils les eussent bien mieux évités en laissant Fromentin et Cordelier vis-à-vis de Dourlers, pour diriger Balland, Duquesnoy et Beauregard, immédiatement sur Wattignies, par Charneux et Dimont.

Le projet de Jourdan était de suivre la division Balland avec son état-major, et quand les attaques de droite et de gauche auraient réussi, de déboucher avec elle par Dourlers sur Beaufort : il comptait faire au delà du bois la jonction des trois colonnes, et s'avancer ensuite de concert contre les camps ennemis de Beaufort s'ils résistaient ; chance qu'on pouvait mettre en doute à cause du danger auquel ils se fussent exposés en recevant le combat entre l'armée déjà victorieuse et le camp retranché.

L'attaque commença vers neuf heures ; Fromentin s'empara d'abord de Saint-Vaast ; mais, au lieu de longer le bois à droite, il s'abondonna dans la plaine où il fut assailli par le général Bellegarde et la cavalerie impériale. Ses troupes se précipitèrent en désordre dans le ravin de Saint-Remy, où elles se rallièrent et se maintinrent après avoir perdu néanmoins toute leur artillerie. Dans cet intervalle la droite sous Duquesnoy s'était emparée de Dimont et Dimechaux.

Les commissaires, à la nouvelle des premiers succès remportés par les ailes, se croyant déjà sûrs de la victoire, ordonnèrent à Balland de déboucher sur Dourlers, malgré toutes les représentations de Jourdan. Bientôt la division se jette dans le ravin, en déloge les tirailleurs ennemis, et gravit la pente opposée ; mais lorsqu'elle arrive hors d'haleine sur le plateau, elle se trouve criblée par l'artillerie nombreuse dont le front de Clairfayt est hérissé. Sa situation est des plus pénibles, car elle est perdue si elle reste sous la mitraille, et ne court pas moins de risque si elle fait mine de rétrograder devant la formidable cavalerie de l'ennemi. Jourdan se signale par son dévouement ; mais le dévouement seul ne suffit pas, et aucune ressource ne s'offre pour le tirer d'embarras.

Déjà les Autrichiens, victorieux de Fromentin, portent un corps de leur aile droite sur Saint-Aubain pour gagner le flanc gauche de Balland. A l'aspect de ce nouveau danger les bataillons du centre regagnent leur première position en désordre, et ce n'est que sous la protection des batteries qu'on parvient à les reformer. Heureusement les Autrichiens n'envoyèrent pas même un escadron à la poursuite, et donnèrent tout le temps au général Balland de se remettre. Cette échauffourée, dont il paraît que la faute appartient à Carnot, coûta aux républicains près de 1,200 hommes hors de combat.

Les Français, avertis par le résultat de cette affaire, que la clef de la position ennemie était à Wattignies, envoyèrent dans la nuit un renfort de 6 à 7,000 hommes au général Duquesnoy : mais ils persistèrent dans la résolution de porter Fromentin sur Saint-Vaast avec 12,000 hommes, et de destiner Balland à continuer la canonnade vis-à-vis de Dourlers.

Le 16 au matin, le général en chef et les commissaires se transportèrent à la droite, où 22,000 hommes se trouvaient alors réunis.

La division Beauregard, rappelée de sa position trop lointaine d'Eccles, dut se rabattre sur Obrechies ; le général Duquesnoy renforcé reçut l'ordre d'aborder le camp de Wattignies sur 3 colonnes, par Choisy, Dimechaux et Dimont. Le corps des Ardennes, sorti de Philippeville, devait continuer sa démonstration sur Beaumont, mais sans trop s'engager.

Ces attaques, combinées avec sagesse et ensemble, eurent le succès qu'on a raison de se promettre toutes les fois qu'on applique les principes de l'art; Wattignies est bientôt enlevé par un effort concentrique auquel le général Terzy ne saurait rien opposer. L'infanterie débouche de ce village, attaque à revers les grenadiers autrichiens qui défendaient la lisière du bois, et se liaient au centre de Clairfayt ; elle les met dans l'obligation de se retirer la baïonnette basse jusque sous le bois du Prince : la cavalerie impériale accourt au soutien, et menace à son tour les bataillons un peu ébranlés des républicains. Mais 12 pièces, heureusement placées par Jourdan et conduites par le frère de Carnot, semant l'épouvante dans les escadrons ennemis, les obligent à la retraite sur Beaufort.

Le général Beauregard ne fut pas si heureux, le voyant déboucher entre Solrinnes et Obrechies, les Autrichiens, justement alarmés d'un mouvement qui allait les couper du corps de siége, détachèrent la brigade du colonel Haddick pour s'y opposer, et le général Chasteler lui-même y conduisit quelques escadrons : à l'approche de cette colonne dont on apprécia mal la force, la division effrayée se retira en désordre sur le bois de Solre, vivement harcelée par les Impériaux qui lui enlevèrent du canon. Le général Chasteler se distingua dans cette occasion où il reçut plusieurs coups de baïonnette en chargeant à la tête d'un régiment de dragons. Ce succès n'eut cependant aucune suite ; les Autrichiens, menacés par la prise de Wattignies et l'apparition de la réserve de Jourdan vers Obrechies, se replièrent à leur tour.

Le centre et la gauche, aux ordres de Fromentin et de Balland se bornèrent au rôle passif qui leur était assigné, et les démonstrations de ce dernier sur le village de Dourlers furent aisément contenues, quoiqu'elles remplissent en partie leur destination d'inquiéter l'ennemi.

La division des Ardennes aux ordres du général Hélie n'eut pas plus de succès que celle de Beauregard : elle s'était avancée jusqu'à Récolets et Barbançon, après avoir repoussé de Silenrieux les postes de Benjowsky, mais ce général, marchant au-devant d'elle, la prit au dépourvu, sema l'épouvante dans les bataillons à peine armés, et les fit fuir jusque sous Philippeville, en abandonnant leurs 12 pièces.

Telle était néanmoins l'importance du point de Wattignies que, malgré ces échauffourées, Jourdan avait atteint en partie son but ; il n'avait plus qu'une chose à craindre, c'est que l'ennemi, instruit que les forces de la droite n'excédaient pas 22,000 hommes, ne vînt l'attaquer avec des renforts. Pour parer à tout événement, le général en chef tira encore 5,000 hommes des trois divisions de sa gauche, afin d'assurer sa position ; et le succès de cette mesure louable démontre qu'on aurait dû la prendre dès le premier jour.

Le prince de Cobourg, plus timide qu'on ne l'imaginait, et ignorant encore les succès de Haddick et de Benjowsky, avait pris le parti de la retraite, qu'il exécuta pendant la nuit en repassant la Sambre par Hautmont et Boussières au-dessus de Maubeuge. Sans cette résolution un peu précipitée, les avantages remportés par ses deux généraux et l'arrivée du duc d'York, l'eussent mis sans doute en état de se maintenir.

D'un autre côté, la victoire des républicains eût été plus décidée, si le général Ferrand, commandant le camp de Maubeuge, avait su profiter de la position embarrassante des Autrichiens pour les aborder vigoureusement : quoiqu'il eût devant lui les corps de Latour et de Colloredo, il semble qu'au bruit du canon de Wattignies, il aurait dû attaquer vivement, même à chances inégales ; puisqu'en attirant sur lui le plus de forces ennemies, il remplissait deux buts essentiels, d'abord de rendre sa délivrance plus certaine, puis de tenir les Autrichiens en respect, jusqu'à ce que l'armée de Jourdan pût achever leur ruine.

Les soldats du camp demandaient à grands cris qu'on les menât au combat ; leurs chefs assemblés partageaient l'opinion du général Chancel de tenter sur-le-champ une sortie, Ferrand seul s'y opposa, sous prétexte que cette canonnade était une ruse ou provenait du bombardement d'Avesnes. Cependant, le comité à qui il fallait un sacrifice expiatoire pour chaque faute, choisit pour victime celui-là même qui avait opiné pour l'attaque, et Chancel fut traduit au tribunal de mort (1).

L'inaction de Ferrand permit aux Autrichiens de repasser paisiblement la Sambre pour rejoindre le prince d'Orange campé à Bettignies, et le duc d'York qui, accourant à marches forcées de la Flandre, venait d'arriver le 16 à Engle-Fontaine, à une journée du champ du bataille.

Après la levée du siége de Maubeuge, les forces des deux partis pouvaient s'estimer comme il suit :

(1) Des officiers présents à ce siége, assurent que le bruit courut dans toute la garnison que ce fut réellement Chancel qui opina pour ne pas sortir ; le général en chef affirme le contraire, et il est probable que le gouverneur de la place ne commandait pas au camp.

TABLEAU COMPARATIF DE L'EMPLACEMENT DES ARMÉES A LA FIN DE LA CAMPAGNE.

Hoche à Dunkerque	9,000
Au camp de Cassel	8,000
Souham à Lille	20,000
Ransonnet à Arleux	10,000
Division de Landrecies et Cambrai en garnison	10,000
Armée de Jourdan après la jonction avec Ferrand	60,000
Armée des Ardennes	15,000
	132,000
Camp de Guise, nouvelles levées	20,000
Total	152,000

Hessois à Furnes	
Anglais et *Hanovriens* à Wërwick, Moucron, Lannoy et Turcoing	20,000
Autrichiens à Menin, Tournay, Cisoing, Maulde et Orchies	20,000
Wenckeim à Engle-Fontaine	6,000
Duc d'York à Berlaimont	15,000
A Pont-sur-Sambre	9,000
Corps de bataille à Bettignies	29,000
Benjowsky à Thuin	4,500
Hollandais à Nivelles	13,000
Beaulieu sur la Meuse et le Luxembourg (1)	12,000
lankenstein à Trèves	10,000
Total	138,500

Jourdan, persuadé que le meilleur moyen de fixer la fortune sur les rives de la Sambre était de seconder son entreprise par une diversion sur la Flandre, où Davaisnes avait pris le commandement supérieur des quatre divisions de Lille, Dunkerque, Cassel et Arleux, prescrivit à ce général de s'avancer avec toutes les forces disponibles sur Ypres, Menin ou Tournay. Au lieu de rassembler vivement ses trois corps pour se jeter sur un des camps ennemis, Davaisnes perdit son temps en futile correspondance avec le général en chef auquel il demandait des ordres plus précis. Cet échange de dépêches ne causa pas seulement la perte de moments favorables, il se termina encore par la course excentrique des brigades Gougelot, Hoche et Vandamme sur Dunkerque; de Bertin et de Moreau sur Ypres; de la division Souham sur Menin et Lannoy; de Ransonnet sur Marchiennes et Orchies. Les dangers de cette dissémination furent accrus par une controverse ridicule entre les généraux qui, se disputant pour avoir chacun de son côté le plus de troupes possible, agirent sans concert. Ces inconcevables bévues, plus blâmables que celle qui motiva le supplice de Houchard devinrent fatales comme on devait s'y attendre.

Ransonnet occupa Marchiennes le 21 octobre; Souham délogea le 22, le détachement du comte d'Erbach, de Halluin et Menin : les Anglais qui étaient à Moucron se replièrent en hâte sur Courtray, et Werneck se vit forcé à quitter Cisoing pour se jeter sur Tournay. Gougelot et Hoche, poussant la brigade Wurmb de Furnes sur Nieuport, furent arrêté devant cette place, qui se trouvait à l'abri d'un coup de main. Le corps parti de Cassel, n'étant point préparé pour l'attaque régulière d'Ypres, ne fut pas plus utile. Souham mécontent et inquiet, s'arrêta à Menin, de crainte que les Anglais, Autrichiens et Hanovriens n'assaillissent ses flancs : enfin Ransonnet demeura compromis à Marchiennes.

Dès que le mouvement des Français contre la droite des alliés fut connu, le duc d'York se hâta de revenir de Maubeuge à Tournay; le prince de Cobourg même marcha le 24 à Solesmes avec 20,000 hommes, et Clairfayt fut laissé sur la Sambre avec un nombre égal; on ne concevait pas alors d'opération plus savante que de courir sur les points où l'ennemi se dirigeait, et d'opposer un bataillon à un autre.

Le 24, les Français attaquèrent Sommaing et Orchies en 5 colonnes; ils furent repoussés après un combat aussi long qu'opiniâtre dans lequel

(1) Ces 22,000 hommes entre la Meuse et le Luxembourg faisaient face à l'armée de la Moselle autant qu'à celle des Ardennes; on peut donc compter les alliés à 138,000 combattants, et les Français à 152,000, sans les garnisons du centre.

Kray déploya autant de talents que de valeur.

Le duc d'York arrivé à Tournay le 25 octobre, repoussa les Français de Turcoing et Lannoy sur leur camp de Lille. Les Autrichiens rentrèrent à celui de Cisoing; les Hanovriens à Menin; Kray et Otto à Orchies.

La division du général Ransonnet se trouvait encore à Marchiennes et aux environs : non contente d'être divisée, elle n'était point sur ses gardes : les Autrichiens résolurent de déloger la brigade qui tenait la ville, et, s'il était possible, de l'enlever. Le général Kray l'attaqua avec 3,000 hommes, tandis que deux bataillons l'assaillirent du côté de Saint-Amand, et que le général Otto avec sa brigade coupa la retraite, en se portant sur la ville par Varling et Hornage.

Les vedettes s'étant laissées surprendre avant le jour, l'ennemi pénétra pêle-mêle avec elles dans Marchiennes : ce fut un véritable massacre de rue en rue et de maison en maison, et l'obscurité en augmentait l'horreur. Un petit nombre de républicains se fit jour; d'autres se jetèrent dans le couvent et s'y défendirent en désespérés; mais les ravages de l'artillerie les forcèrent enfin à se rendre au nombre de 1,800; leur perte monta en tout à 3,000 hommes. Kray se couvrit de gloire dans cette expédition qui signala son coup d'œil, son activité et son courage. Sa disposition d'attaque est à citer comme un modèle pour ces sortes de coups de main qui, sans décider les grandes questions, ont souvent d'importants résultats, et forment les généraux à l'art des combats.

Par une circonstance assez bizarre, le général Ransonnet se trouvait paisiblement à Douai, tandis qu'on égorgeait sa troupe, et la privation d'un chef contribua puissamment au plein succès des Autrichiens.

La faute de ce sanglant revers ne saurait être imputée au général Jourdan; toutefois si Davaisnes en fut le premir auteur, on ne peut nier que les ordres du général en chef ne furent point assez précis. Il aurait dû déterminer plus catégoriquement le rassemblement de toutes ces forces et le but auquel elles devaient viser. On ne laisse toute latitude à ses lieutenants que quand on les connaît assez pour leur indiquer seulement le motif de leur opération. C'est un des talents les plus précieux pour un général en chef de bien combiner la rédaction de ses ordres; Jourdan ne voulut peut-être pas prescrire à une si grande distance des opérations qui n'eussent plus été convenables à l'arrivée de ses dispositions; mais s'il crut devoir laisser le choix du point, il fallait au moins tracer la direction générale voulue par les principes et rattachée à la manœuvre qu'il se proposait. Les observations que nous hasardons ici n'ont d'ailleurs d'autre but que l'intérêt de l'art; car il est probable que les ordres les mieux conçus, eussent été révoqués par les représentants restés à l'aile gauche, s'ils se fussent trouvés en contradiction avec leurs projets.

Dans ces entrefaites, Jourdan et Carnot avaient avisé aux moyens d'utiliser leurs succès de Wattignies : ils étaient assez d'accord sur la nécessité de profiter de l'hiver pour donner plus d'aplomb aux troupes en perfectionnant leur organisation, leur instruction et leur discipline. Ce temps, dérobé à la victoire, l'eût rendue plus certaine, et on n'aurait su en faire un meilleur usage. Mais il n'y avait point de transaction possible avec Robespierre et ses collègues; il fallait, coûte qu'il coûte, délivrer le territoire français; c'était une sorte d'engagement contracté envers la nation pour prix de ses sacrifices, et le comité considérait son crédit, sa fortune et sa gloire, comme attachés à l'exécution de cet engagement.

Carnot, qui allait sans cesse du comité à l'armée et de l'armée au comité, ne réussit pas à éclairer le gouvernement sur les dangers d'une campagne d'hiver dans des circonstances si peu favorables, tandis qu'on avait tant à gagner par quelques mois de repos : peut-être aussi changea-t-il d'avis lui-même, car loin de s'arrêter aux dispositions qu'il avait témoignées en quittant l'armée, il transmit le 22 octobre l'ordre continuer les opérations et de les porter sur la basse Sambre vers Charleroy.

La direction était habilement choisie, mais, au lieu de la donner à une partie seulement des forces de l'armée du Nord, il eût été indispensable de la faire prendre successivement par tout le centre et la gauche; on imagina au contraire d'opérer sur les deux flancs vers Courtray et Charleroy, pour enfermer, disait-on, l'armée ennemie

dans le terrain qu'elle avait eu l'audace d'envahir. Le principe était faux, les obstacles locaux très-multipliés, et l'entreprise isolée de la droite fort scabreuse : les pluies d'automne avaient abîmé les routes d'entre Sambre et Meuse, on n'en pouvait presque pas sortir : l'armée manquant de tout et s'exposant à donner sur des masses ennemies prêtes à la recevoir, pouvait périr dans cette expédition. Enfin l'arrêté qui en intimait l'ordre, prescrivait tant de choses à la fois qu'il devenait en quelque sorte inexécutable (1).

Cependant par un hasard incalculable, le projet aurait réussi, si on l'eût exécuté avec rapidité et énergie ; car dans le même instant où Jourdan le recevait, le duc d'York retournait à Tournay, et le prince de Cobourg à Solesmes ; de sorte que Clairfayt se fût trouvé engagé seul avec 20,000 hommes contre 60,000. A la vérité, on est fondé à croire qu'au premier avis des tentatives faites contre lui, les généraux alliés fussent volés à son secours, et que Beaulieu fût accouru de la Meuse dans le même but. Néanmoins cette supposition est plus que problématique ; et si les règles de la guerre exigent qu'on s'engage aussi souvent qu'on peut le faire avec des force doubles, il est certain que le système du général en chef, tout sage qu'il parut, lui fit, manquer une occasion précieuse. Il serait injuste de le lui imputer à faute, puisqu'il ne connaissait pas l'unique circonstance qui devait tromper ses calculs, dont la sagesse ne saurait être contestée, et que la position d'un général est toujours pénible, quand son système ne s'accorde pas avec celui du gouvernement.

Jourdan ne pouvait se tirer d'embarras que par une attaque énergique dirigée avec toutes ses forces par Thuin, sur la gauche de Clairfayt, manœuvre qui lui eût assuré d'immenses résultats. Mais le défaut de renseignements sur la situation des Autrichiens l'empêchait d'établir aucun calcul sur des données sûres : ignorant le départ des deux tiers de leur armée, il craignit d'avoir affaire à des forces supérieures, tâtonna plusieurs jours, perdit le seul instant favorable, et fut à la veille de partager le sort de ses deux prédécesseurs.

Enfin, comme il n'y avait aucun moyen d'éluder les ordres du comité, la division des Ardennes, portée à 9 mille hommes, aux ordres de Desbureaux, s'établit à Beaumont avec celles des généraux Balland et Duquesnoy. Le général Desjardins avec 8,000 hommes du camp de Maubeuge vint à Jeumon. Fromentin retourna vers Landrecies, et la division Lemaire (qui succéda à Cordelier) resta à Bachamp. Ces dispositions n'étaient point de nature à garantir le succès d'une entreprise offensive, et on ne peut les attribuer qu'à la défiance du général en chef pour les vues du comité.

Les trois divisions de droite se réunirent le 28 à Thuin et Solre ; mais à l'aspect des forces de Clairfayt et de Benjowsky, les représentants eux-mêmes, jugèrent qu'il y aurait de la témérité à tenter le passage ; Jourdan rappela alors à lui la division Fromentin qui s'établit à Florennes : cette perte de temps, résultat nécessaire de la dissémination des forces, suffisait pour faire manquer toute l'entreprise.

Cobourg de son côté était mal instruit du rassemblement des Français sur Thuin, ou il n'en tint aucun compte, espérant les arrêter par des démonstrations sur leur propre gauche. Revenu de Solesmes à Forest et Croix, il établit son quartier général à Bavay, poussant ses postes jusqu'à Cateau, Ors, Catillon, et menaçant le flanc de Jourdan par des détachements qui semaient l'alarme jusqu'aux portes de Guise.

Le général français ne se laissa pas arrêter par des démonstrations d'avant-gardes, dont il ignorait la force, et qu'il ne supposait pas soutenues ; ce mouvement du prince de Cobourg ne faisait d'ailleurs que faciliter les projets du comité, en éloignant le gros des alliés du point sur lequel on s'apprêtait à frapper.

Le 3 novembre, l'armée dut tenter une attaque générale : Mayer avec les troupes de Maubeuge fut chargé d'inquiéter l'ennemi sur la haute Sambre ; Duquesnoy de marcher sur Thuin ; Balland sur le centre vers Fontaines ; Desjardins se dirigea sur Solre pour menacer Merbes et la droite des ennemis ; Desbureaux avec sa division et celle de Fro-

(1) Il n'en est pas moins un document curieux pour l'histoire, puisqu'il caractérise l'esprit du militaire qui dirigeait le comité de salut public. Voyez pièces justificatives du livre V, n° 10.

mentin était destiné à s'emparer de Charleroy; enfin l'armée des Ardennes, partant de nouveau de Philippeville, dut s'avancer sur la direction de Saint-Gérard pour fixer Beaulieu sur la Meuse, et couvrir le flanc de l'expédition, tout en lui faisant une diversion utile. La pluie qui tombait à torrents entrava tous ces mouvements; Balland s'engagea avec quelques bataillons seulement. Duquesnoy mit toute la journée pour arriver devant Thuin; Desbureaux manquant de vivres ne fut pas plus heureux, et se vit contraint de bivouaquer à deux lieues de son point de départ.

Le représentant Duquesnoy, dont la bravoure était éprouvée et le témoignage d'un grand poids, convaincu des désastres qu'entraînerait l'obstination du comité, se rendit à Paris afin de lui rendre compte de l'état des choses, et de lui arracher la révocation de ses ordres. Le comité manda Jourdan, et fut enfin persuadé que le moment d'agir était passé : l'armée prit ses quartiers d'hiver; on en détacha 15,000 hommes pour la Vendée, sous Duquesnoy et 10,000 pour la Moselle: le reste s'établit dans les camps si souvent indiqués.

Le quartier général fut transféré à Guise, où un vaste camp retranché avait été tracé à l'effet de recevoir les masses de réquisitionnaires dirigées sur l'armée. On décida de revenir sur l'organisation des bataillons isolés qui, présentant des corps sans consistance, multipliaient les ressorts d'action et l'expédition des ordres. Les mesures furent prises pour procéder à la formation des demi-brigades, déjà prescrite par un décret du mois de février, mais que les circonstances n'avaient point laissé le temps d'exécuter.

De son côté le prince de Cobourg avait mis son armée en cantonnements, son quartier général à Bavay, et ses troupes réparties sur toute la ligne dans des positions qu'il serait inutile de rappeler. Bien qu'elles n'eussent pas fait grand progrès, elles étaient harassées par de petites marches et contremarches multipliées sans objet : le mauvais temps et des distributions irrégulières avaient éprouvé les hommes autant que les chevaux. Les alliés espéraient que, reposés et renforcés à l'ouverture de la campagne suivante, ils pourraient entreprendre quelque opération importante avec plus de succès.

Jourdan faillit être victime des conseils prudents qu'il avait donnés : le déblocus de Landau, dont Pichegru s'attribua tout l'honneur quoiqu'il fût en majeure partie l'ouvrage de Hoche, venait de faire au premier une réputation gigantesque. Favori de Robespierre et de Saint-Just, Pichegru était destiné par les décemvirs à commander au Nord, et on connaît assez par quel moyen le comité se débarrassait des hommes qui le gênaient. Jourdan fut appelé à Paris; déjà un mandat d'arrêt était lancé contre lui, lorsque les commissaires qui l'avaient apprécié à l'armée, réclamèrent en sa faveur; il en fut quitte pour recevoir sa retraite, et peu de temps après, le commandement secondaire de l'armée de la Moselle.

Les reproches mêlés d'éloges que lui adressa Barrère dans son rapport du 5 février, purent paraître justes; mais le comité jugea mal le successeur qu'il lui réservait, en supposant celui-ci mieux en état d'apprécier les maximes de César, qu'on reprochait au vainqueur de Wattignies d'avoir négligées. Nous verrons au chapitre suivant que la délivrance de l'Alsace ne fut point l'ouvrage de Pichegru, comme la trompeuse renommée s'est plue à le proclamer; et on sera convaincu qu'il ne fut point du nombre de ces capitaines qui, à l'exemple du héros de Pharsale, *croient n'avoir rien fait tant qu'il leur reste quelque chose à faire*.

CHAPITRE XXIII.

Le comité de salut public alarmé de la prise des lignes de Weissenbourg et du complot qui devait livrer Strasbourg, envoie Saint-Just et Lebas en Alsace. — Tentative des Prussiens sur Bitche. — Les levées en masse sont ordonnées sur toute cette frontière. — Hoche est nommé général en chef de l'armée de la Moselle, et Pichegru de celle du Rhin. — Le comité profite habilement de la victoire de Wattignies pour porter une partie de l'armée des Ardennes au secours de Landau. — Hoche renforcé attaque le duc de Brunswick à Kayserslautern, et il est repoussé avec perte. — Les Français loin de se décourager attirent de nouveaux renforts des Ardennes, et se décident cette fois à réunir leurs deux armées dans la vallée du Rhin pour accabler Wurmser. — Beau mouvement de Hoche par les Vosges. — Combats de Reichshoffen, Werdt, Dawendorf et Geisberg — Les coalisés sont rejetés sous le canon de Manheim.

Pendant que les alliés consumaient leur temps à faire une guerre sans caractère, le comité de s...

lut public redoublait d'énergie. Aussitôt après la prise des lignes de Weissenbourg, ses délégués avaient renouvelé les réquisitions de gardes nationales sédentaires et les départements voisins se levaient en masse jusqu'à Besançon, pour marcher au secours de la frontière menacée. Mais lorsqu'il eut connaissance du complot qui devait livrer Strasbourg, il y envoya Saint-Just et Lebas, connus par leur féroce énergie. L'arrivée de ces deux proconsuls couvrit toute l'Alsace d'un voile funèbre : le sang des royalistes et des ennemis de la terreur y coula à grands flots, partout où le corps de Condé et les Autrichiens avaient séjourné, il fallut des victimes à ces délégués de la Montagne; car c'était un crime impardonnable à leurs yeux d'être resté dans ses foyers à l'approche des armées étrangères. Alors, pour éviter les poursuites de ces hommes sanguinaires, un quart de la population de cette belle province émigra : la Suisse, le Brisgaw et les pays de Baden et de Darmstadt recueillirent les familles désolées, que la peur bien plus que l'esprit de parti forçait à s'expatrier, et qui ne tardèrent pas à être inscrites sur des tables de proscription.

Indépendamment de ces mesures révolutionnaires qui ne devaient agir que sur la population de l'Alsace, le comité de salut public, voulant enfin expulser l'ennemi du territoire de la république, donna l'ordre à une forte division des Ardennes de se rendre en toute diligence à Sarrelouis, et désigna, pour commander l'armée de la Moselle, le général Hoche qui venait de se faire remarquer à Dunkerque (1), et pour celle du Rhin le général Pichegru qui avait récemment rendu des services dans ses rangs. Le projet du gouvernement était, que 30,000 hommes de ces deux armées se réunissant à Bouquenon pour percer le centre, coupassent les Autrichiens des Prussiens qui semblaient n'attacher aucune importance à rester réunis, et délivrassent ainsi Landau à la suite d'une bataille, où ils devaient conserver l'avantage du nombre et de l'initiative.

Le duc de Brunswick ne prévoyant pas l'orage qui s'amoncelait sur sa tête, et charmé peut-être que la saison lui fournît un prétexte de s'isoler davantage, prévint Wurmser qu'il allait prendre des cantonnements dans les environs de Kayserslautern, afin, disait-il, d'être plus à portée de soutenir le corps qui bloquait Landau.

Avant de faire ce mouvement il résolut d'enlever le fort de Bitche au pied duquel aboutissent quatre routes, et dont il lui importait d'être le maître, pour assurer ses quartiers d'hiver. Le colonel Wartensleben fut chargé de ce coup de main avec 1,600 volontaires choisis sur toute l'armée. L'opération était délicate, car le fort, assis sur un mamelon très-escarpé, est formé d'un roc de 75 pieds d'élévation. Néanmoins elle faillit réussir par la négligence de la garnison. Dans la nuit du 16 au 17 novembre, le poste de la queue d'Hyronde, situé au bas du premier plateau, fut tourné; une attaque dirigée par un ingénieur émigré, gravit le glacis et se porta sur la communication des gens de pied, qui aboutit à la petite tête; tandis qu'une autre munie d'échelles, et conduite par l'aide de camp du duc, voulut escalader l'ouvrage à cornes au bas de la rampe principale, et qu'une troisième se disposait à fondre sur la ville, défendue par un simple mur crénelé, et par la garde nationale sédentaire.

La 2e attaque échoua de prime abord : les échelles se trouvèrent trop courtes. La 3e entra sans coup férir en ville; quant à la 1re elle arriva jusqu'au haut de l'escalier, et n'avait plus que deux

(1) Hoche, fils du garde du chenil de Louis XVI, était sergent aux gardes françaises au moment de la révolution. Doué d'un grand génie naturel, il s'instruisit lui-même, et travaillait avec ardeur hors des jours de service, pour gagner les moyens de se procurer des livres. Il fut un des premiers sous-lieutenants nommés, après la nouvelle constitution de l'armée. Son beau physique, son caractère mâle et vigoureux, joints à un courage héroïque et à un grand esprit de conduite, le firent promptement remarquer. La défense de Dunkerque décela en lui un homme supérieur, et Carnot sut sans doute apprécier toute l'étendue de son mérite, puisqu'il lui fit pardonner, par le comité de salut public, le revers qui signala ses premiers essais à l'armée de la Moselle. Rousselin a publié un panégyrique de ce jeune héros qui, à part l'exagération commune à ces sortes de productions, donne une idée assez juste de cet homme célèbre, à qui plusieurs militaires assignent la troisième place parmi les grands généraux de la révolution.

portes à enfoncer, lorsqu'une sentinelle donna l'alarme à la garnison. Tranquille dans un poste réputé inabordable, le 2e bataillon du Cher était couché dans ses casernes; il s'élance en chemise et parvient heureusement à barricader le passage prêt à être forcé : rassuré de ce côté, il fait pleuvoir une grêle de bombes et de grenades à mains sur les assaillants répandus dans les ouvrages du plateau inférieur. Les Prussiens font des efforts dignes d'une troupe d'élite; mais leur but étant de surprendre et non de livrer un assaut, ils sont forcés de se retirer, en laissant 24 officiers et 540 hommes tués, blessés ou prisonniers; parmi ces derniers se trouvaient l'émigré et l'aide de camp du duc, qui avaient conduit les attaques.

Les Prussiens, informés sans doute des préparatifs hostiles du général Hoche, commencèrent la même nuit leur mouvement rétrograde sur l'Erbach; le général Knobelsdorf se retira sur Saint-Imbert, et Kalkreuth sur Bisingen. Le prince de Hohenlohe couvrit leur mouvement avec l'avant-garde. Ce qu'il y eut de plus extraordinaire dans cette retraite, c'est que Wurmser n'en fut informé que le lendemain, lorsqu'elle s'exécutait déjà; il se vit alors forcé de renoncer à ses projets, et de prendre une position retranchée sur la Motter, le gros de ses forces vers Haguenau.

Cependant les Français ne restaient pas oisifs; encouragés par les succès des armées du Nord, ils redoublaient d'efforts pour délivrer l'Alsace, et voulaient à tout prix sauver Landau comme Maubeuge. Les projets se succédant avec rapidité, il serait impossible de les rapporter tous; tantôt il s'agissait de renforcer l'armée du Rhin par 15,000 hommes tirés de la Moselle pour opérer l'effort sur Weissenbourg, tantôt au contraire on voulait que l'armée de Pichegru portât secours à celle de Hoche pour agir au versant des Vosges; et au fond cela fût revenu au même, moyennant que les principes d'une action concentrique fussent appliqués.

Enfin à l'instant où l'assaut de Bitche était repoussé, Hoche renforcé de 8 bataillons des Ardennes débouchait de la Sarre le 17 novembre avec 35,000 hommes; tandis que le surplus du corps des Ardennes, filant sur Saverne avec plusieurs corps de gardes nationales, mettait Pichegru en état d'agir de même offensivement dans la vallée du Rhin.

La position des Prussiens était avantageuse; la droite sur les mamelons de Bisingen se trouvait abritée par l'étang de Seelbach, la gauche par la Blies et les hauteurs boisées de Hilscheid et de Wolfersheim (1).

Hoche dirigea la division du centre sur Erzweiler, et menaça Seelbach, pendant que Taponier débouchant de Rheinheim, longeait la vallée de la Blies pour attaquer l'ennemi par Wolfersheim.

Informé des mouvements qui menaçaient sa gauche, le général Kalkreuth changea de front en arrière : les Saxons défendirent bravement les débouchés du bois de Hilscheid : le régiment de Crouzatz et les partisans de Székuly marchèrent sur la montagne de Wolfersheim. Cette disposition offensive étonna un moment les troupes de Taponier; la brigade Lombard, attaquée dans sa marche par le général Wittinghof et les Saxons, rétrograda, et perdit son général. Un nouvel essai dirigé sur les hauteurs de Wolfersheim fut déjoué par le régiment de Crouzatz.

Les Français repoussés, mais non découragés, s'établirent à l'entrée de la nuit, devant le camp saxo-prussien, entre Seelbach et Feching. Cette tentative sur le corps de Kalkreuth aurait eu plus de succès, si elle n'eût pas été exécutée parallèlement sur tout le front, et que la gauche n'eût pas couru sur Tholey, au lieu de marcher concentriquement sur Sarrebruck et Duttweiler.

Le mouvement rétrograde des Prussiens continua le 18. Knobelsdorf et Kalkreuth passèrent la Blies et l'Erbach; le corps de bataille et l'avant-garde se portèrent à Deux-Ponts et Contwich. Hoche occupa la position de Bliescastel, Vincent celle de Limbach. Ambert, après sa marche sur Tholey, ayant jeté les postes autrichiens des sources de la Brems sur leur camp de Mettnich, et semé l'alarme jusqu'aux portes de Trèves, se rabattit à droite le 19 par Ottweiler et Neukirchen où il effectua heureusement sa jonction avec l'armée.

Hoche ayant ainsi réuni environ 30,000 hommes, résolut de continuer ses opérations contre l'extrême droite de l'ennemi pour gagner Kayserslautern. Ce

(1) Consultez la carte du cours du Rhin, n° IV, celle de Reinwald, et mieux encore celles du Hundsruck, par le général Hardy ou par l'état-major autrichien.

projet exécuté vivement trois ou quatre jours plutôt, semblait bien assurer quelques avantages par la dissémination des alliés ; mais ceux-ci ne tardèrent pas à se concentrer ; Hoche, au contraire, quoique doué du génie de la guerre en était encore à son premier essai ; ne connaissant ni le pays ni son armée, et n'ayant que des renseignements imparfaits sur les mouvements des Prussiens, il perdit dix jours à des marches et contre-marches incertaines. Le 22, il porta ses trois divisions sur Deux-Ponts, et croyant Brunswick à Pirmasens, il les dirigea le 24 sur Fehrbach et Eschweiler par des chemins affreux. N'y trouvant pas la moindre trace de l'ennemi, il fut obligé de rétrograder sur Deux-Ponts, le 25, pour prendre ensuite le chemin de Kayserslautern.

Après s'être concentré sagement, mais sans succès, il commit la faute de se diviser à l'instant même où son adversaire rassemblait ses masses dans une position choisie de longue main et retranchée. L'armée française partit le 27 ; Ambert marcha par le Potzberg et Reichenbach pour franchir la Lauter à Holzkirch, et se diriger sur Otterberg : Hoche avec le corps de bataille partant de Kibelberg se dirigea vers Rodenbach ; et Taponier qui avait bivouaqué sur les hauteurs de Martinshohe dut descendre par Landstuhl sur Kayserslautern, afin de s'emparer de cette ville et des hauteurs de Hoheneck, d'où l'on plongeait sur la route de Hochspeyer. Vincent resta à Pirmasens pour observer les débouchés des Vosges et couvrir l'armée dans ce mouvement.

Le gros de l'armée saxo-prussienne s'était rassemblé dans la position redoutable du Kaysersberg ; sa ligne, formant un angle saillant couvert par les rives marécageuses de la Lauter, appuyait sa droite à la ville. Un régiment gardait le Schlossberg près d'Otterberg, pour communiquer avec le général Kospoth placé à Lautereck : une division tenant Tripstadt sur la gauche assurait les communications avec le prince de Hohenlohe campé au-dessus de Pirmasens pour défendre la vallée d'Anweiler et de Neustadt. Le lieutenant général Courbière avait été détaché au revers des montagnes sur la vallée du Rhin à l'effet d'appuyer la droite des Autrichiens ; enfin la brigade Golz gardait le Pigeonnier près de Weissenbourg. Ces positions choisies pour défendre les défilés qui conduisent à travers les Vosges sur Turckeim, et couvrir en outre le blocus de Landau, étaient, comme on voit, bien disséminées ; il eût été plus sûr de rassembler toutes ces forces, de marcher à Hoche et de le battre.

Les Français s'avancèrent de nouveau le 28 novembre sur trois colonnes : à gauche le général Ambert partit de Reichembach dans l'intention de franchir la Lauter à Hirschhorn et de la remonter ensuite ; au centre, le général en chef se proposait de s'établir sur les hauteurs de Grosbach, tandis qu'à la droite Taponier déboucherait sur le Vogelweh et Kayserslautern.

Quoique ces attaques isolées ne pussent inquiéter sérieusement le duc de Brunswick, maître de belles routes pour effectuer sa retraite entre Neustadt et Turckeim, il s'alarma néanmoins de la marche d'Ambert : au moment où les colonnes républicaines se mirent en mouvement, il porta sur-le-champ le général Kalkreuth avec sa réserve au Schlossberg en arrière d'Otterbach (1), fit traverser à son armée le ruisseau de Kutlbach ; et faisant face en arrière, la forma, la gauche à la Lauter, le centre à Morlautern, la droite en suivant les hauteurs vers Erlebach. Une division garda l'ancien camp de Kaysersberg. Le duc de Weimar resta avec sa cavalerie en avant de Kayserslautern pour couvrir la route.

La colonne républicaine de droite obtint d'abord quelque succès en repliant les gardes avancées de l'ennemi, et ses flanqueurs s'établirent même sur le premier rideau des hauteurs de Hoheneck ; Hoche avec le centre, parti de Rodenbach, trouvant des chemins impraticables par le bois de Voog, fut forcé de rétrograder et de descendre à gauche dans la vallée de la Lauter : il ne prit ainsi aucune part au combat. Ambert après avoir surmonté des obstacles inouïs était parvenu à franchir la Lauter,

(1) Il faut distinguer dans cette relation, le ruisseau d'Otterbach qui se jette dans la Lauter, d'avec le village de même nom qui est près de son confluent : le bourg d'Otterberg d'avec le mont Otterberg ; et le Schossberg qui est en arrière de ce bourg, d'avec le Schlossberg, où Kalkreuth vint se poster vis-à-vis d'Otterbach.

et à la remonter vers Katzweiler et Sambach. Mais ce succès même pouvait lui devenir funeste, car le général français se trouva engagé avec 6,000 hommes seulement sur les derrières du corps de Kalkreuth, bien supérieur en nombre et soutenu de plus par l'armée du duc. La position semblait d'autant plus hasardée que le corps de Kospoth venant de Lautereck était sur le point de l'envelopper. Après plusieurs attaques infructueuses sur Otterbach, Ambert dut effectivement se rapprocher de Sambach, où le général en chef arrivant de son côté lui ordonna de revenir sur la gauche de la Lauter.

Hoche, loin d'être rebuté par ces obstacles, se détermina à faire effort par sa gauche, en débouchant avec le corps de bataille par le pont de Sambach au soutien du général Ambert. En effet le 29, l'armée franchit la rivière, précédée de l'avant-garde du général Dubois; une brigade dirigé par Olivier et Molitor, attaquant le plateau de Morlautern et Erlebach, eut considérablement à souffrir du feu des retranchements. Le général Ambert, avec les brigades Paillard et Simon, dut se porter à l'extrême gauche pour tourner l'ennemi par Otterberg et les hauteurs de Frohnerhof. Les généraux Huet et Morlot conduisirent une division à l'attaque entre la Lauter et Erlebach. Une forte batterie élevée sur la rive gauche près de Erfenbach, et battant d'écharpe le flanc gauche de l'ennemi, le força par là à céder sa position avancée, pour se replier sur celle de l'armée. Le général Hoche forma alors ses troupes sur l'Otterberg, et une canonnade violente s'engagea des deux côtés.

L'aile gauche prussienne placée entre le village de Morlautern et la Lauter était séparée du reste de la ligne par un ravin : son infanterie fut d'abord repoussée; deux régiments de cavalerie saxonne chargèrent les républicains avec succès; mais plusieurs escadrons français qui étaient en deuxième ligne, débordèrent leur flanc droit et les ramenèrent vigoureusement jusqu'à l'arrivée de nouveaux soutiens; ce combat se prolongea avec des chances variées, et se termina, après des efforts prodigieux, à l'avantage des Saxons.

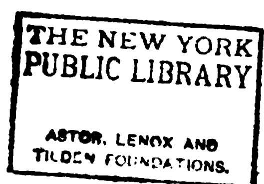
L'attaque contre la droite des alliés n'obtint pas plus de succès; la brigade Simon s'étant égarée, ne rejoignit les troupes de Paillard qu'à la chute du jour, sur les hauteurs de la vieille verrerie d'Otterberg; alors il était trop tard pour entreprendre une attaque décisive, et le général Ambert qui devait la diriger reçut ordre de rejoindre la colonne du centre en marchant toute la nuit. Cette circonstance fut des plus heureuses pour lui, car la division de Kospoth, partie de Lautereck pour revenir sur Schellotenbach, y arrivait sans qu'on en eût le moindre vent, et l'eût exposé à une ruine certaine.

On vient de voir par quelle fatalité Ambert s'était battu seul le 28, tandis que Hoche avec son centre marchait à travers mille obstacles, sans pouvoir joindre l'ennemi; et comment à son tour ce dernier combattit à Morlautern le 29, pendant que la division de gauche devenait inactive en s'égarant dans les montagnes; un tel défaut de concert contre un ennemi si bien en mesure ne pouvait amener qu'un sanglant revers.

Pendant que ceci se passait à la gauche et au centre, le général Taponier déboucha du Vogelweh, et attaqua par la route de Landsthul, le Galgenschantz, et les troupes qui couvraient Kayserslautern; mais il ne put les déloger, parce qu'elles furent soutenues par le duc de Weimar et par l'artillerie du corps resté au camp de Kaysersberg. Le duc de Brunswick ordonna alors à Wartensleben, qui se trouvait à Tripstadt, de se porter sur Kayseralautern avec ses 3 bataillons et 10 escadrons, et de prendre position à la redoute du Galgenschantz. Le combat devint très-vif sur ce point, et la division Taponier fut repoussée dans le bois. Les deux armées passèrent encore la nuit sur le qui-vive.

Le 30 au jour, la canonnade recommença avec une nouvelle fureur sur le front des deux armées. Hoche fit de nouvelles tentatives contre la droite du duc : l'adjudant général Molitor traversa Erlebach à la tête de 4 bataillons, et allait atteindre le Buchberg, lorsque les Saxons après un combat meurtrier le forcèrent à une retraite d'autant plus précipitée que le corps de Kospoth se rapprochant de l'armée par les hauteurs en arrière d'Otterberg, menaçait de le prendre à dos.

Cependant le combat s'était engagé aussi à la droite des Français entre la ferme de Reichembach et la Lauter où la division Huet eut beaucoup de



peine à se maintenir dans le bois, sous un feu de mitraille, qui lui enlevait des files entières. Entre cette division et la gauche, la cavalerie des deux partis se donnait carrière avec des succès balancés.

Le duc voyant enfin ses deux flancs bien appuyés fit marcher sa ligne en avant contre l'Otterberg; les *Saxons* débordèrent la gauche de Hoche par Erlebach, et le décidèrent à se retirer.

Le général Ambert fut chargé de protéger la retraite avec 5 bataillons placés sur la hauteur de Kayberg, près du moulin de Lamperts, où l'on avait construit un pont dès la veille. Une partie de l'armée y vint défiler, l'autre passa par Otterbach pour gagner celui de Sambach.

Les attaques de Taponier sur la redoute de Galgenschantz et vers Kayserslautern avaient eu le même résultat que la veille, et les alliés conservèrent leur position.

La perte des Saxo-Prussiens fut évaluée à 800 *hommes*, les Français eurent près de 3000 hommes hors de combat.

L'armée de la Moselle exténuée de fatigue opéra sa retraite sur deux colonnes dans les positions de Pirmasens, Hornbach, et Deux-Ponts : elle eût coûté cher, si le duc de Brunswick ne l'eût laissé exécuter sans obstacle.

Hoche, malgré de louables efforts, avait donné prise à la critique ; il devait tout craindre des ressentiments du comité qui pardonnait rarement. Les décemvirs, suivant cette fois une marche bien différente, l'encouragèrent en assurant qu'il conservait leur confiance. Carnot, par une politique empreinte de force, de dignité et de sagesse, lui écrivit que le comité ne jugeait pas les hommes sur les résultats, mais bien sur les dispositions et les efforts qu'ils avaient faits pour obtenir la victoire. Il l'excitait à renouveler ses tentatives, soit sur la Sarre, soit dans la vallée du Rhin, en lui promettant l'envoi d'un nouveau renfort de 10,000 hommes des Ardennes qui, dirigé sur Metz, devait arriver le 19 décembre à Sarrebruck.

Hoche, convaincu que ses efforts pour sauver Landau par la route de Kayserslautern seraient infructueux, prit une résolution sage et prompte. Voyant que ses positions débordaient de beaucoup la droite de Wurmser, et que l'armée de la Moselle, réduite à la défensive au revers occidental des Vosges, serait beaucoup mieux utilisée agissant de concert avec celle du Rhin au revers oriental contre l'armée impériale, il se décida sur-le-champ à y porter le général Taponier avec sa division et celle de Bitche formant ensemble un corps de 12,000 hommes. Quelque sage que fût la direction donnée à ces forces, ce n'était qu'une demi-mesure et une simple restitution des renforts tirés antérieurement de cette armée ; on ignore les motifs qui portèrent Hoche à ne pas diriger toute l'armée sur Werdt, puisque les places de la Sarre et de la Moselle étaient suffisamment pourvues de garnisons, et qu'en laissant même 7 à 8 mille hommes à Sarrebruck pour couvrir cette communication principale avec Metz, on aurait pu en faire marcher au moins 25,000 sur la vallée de Reichshofen. Qu'aurait pu tenter Brunswick sur la Sarre, lorsque 80,000 mille Français eussent écrasé Wurmser entre Haguenau et Weissenbourg. Tel fut sans doute le plan du comité qui écrivit à Hoche de se joindre à Pichegru, mais qui commit la faute de lui indiquer cette manœuvre plutôt comme un avis que comme un ordre.

Avant de rapporter les résultats de ce mouvement, il convient de reprendre les opérations de l'armée du Rhin.

Le 18 novembre, une attaque générale eut lieu. Desaix fit des démonstrations dans la vallée du Rhin sur Wantzenau, Michaud sur Brumpt, et Ferino sur Hochfelden, tandis que la gauche aux ordres du général Burcy marchait de Saverne sur Bouxweiler. Ces attaques, jointes au mouvement rétrograde des Prussiens de Bitche sur Kayserslautern, découvrirent l'aile droite de Wurmser et le décidèrent à se replier sur Haguenau. Il prit la position principale derrière la Zinsel et la Motter, et la fit couvrir par 28 redoutes, depuis Reichshofen dans les montagnes jusqu'à Bischweiler et Druzenheim près du Rhin. Pour protéger les travaux, les troupes conservèrent leur camp en avant ; Waldeck à Offendorf ; Kospoth et Mezaros dans les bois de Gries ; Condé à Wintershausen ; Hotze à Pfaffenhofen.

Le 24, Burcy délogea l'avant-garde autrichienne d'Uttenhofen, et Ferino l'expulsa de Zutzendorf

au centre; la droite de l'ennemi fut repliée jusque dans les lignes. Le lendemain les démonstrations sur le centre se renouvelèrent; chaque jour était signalé par un combat aussi insignifiant que celui de la veille; la plume se lasse à retracer ces scènes, fruit d'un oubli total des grandes combinaisons de la guerre.

Les représentants Lacoste et Baudot qui exerçaient à cette armée un pouvoir absolu, jugèrent qu'il fallait attaquer la droite des Impériaux le 26. En vain le général Burcy leur représenta la nécessité de faire coopérer les autres divisions à cette entreprise, et la témérité de la former sans elles, il fallut obéir. Ses troupes partagées en deux colonnes traversèrent le ruisseau, et abordèrent au pas de charge la redoute en avant de Guntershofen; mais criblée par la mitraille et la mousqueterie, son infanterie composée en grande partie de nouvelles levées fléchit. Dans ce moment arrivèrent des renforts conduits par le général Hotze; les cuirassiers de Mack chargeant à propos cette infanterie mal disposée, la mirent en déroute. Burcy qui n'avait avec lui que deux faibles régiments de cavalerie légère, espéra l'arrêter en lançant sur les escadrons ennemis le 11ᵉ de hussards, mais ce régiment monté sur des chevaux de luxe mal dressés, fut renversé sur l'infanterie. Le 2ᵉ de chasseurs fit des prodiges inutiles, et vit tomber son brave général. La division aussi maltraitée se retira sur Uttenhofen.

Les républicains, ainsi infatigables dans leurs attaques que l'ennemi était ferme et constant dans sa défense, se présentèrent comme à l'ordinaire le 1ᵉʳ décembre sur toute la ligne, en dirigeant néanmoins leur attention principale sur la droite des Impériaux. Hatry, successeur du général Burcy, fut repoussé, avec perte, du bois de Mittelsheim entre Reichshofen et Dawendorf par le corps de Hotze. Au centre on se contenta vers Schoffelsheim d'une canonnade aussi peu meurtrière qu'insignifiante par ses résultats; à la droite le long du Rhin, Desaix, obtint quelque succès : ayant attiré les forces de Waldeck par une démonstration contre sa droite, il fit attaquer subitement sa gauche par la brigade Courteau, et le rejeta de Gambsheim sur Offendorf.

Une tentative générale fut prescrite derechef pour le 2 décembre; la gauche de Ferino sous le général Pierre s'avança de Pfaffenhofen sur Dawendorf d'où elle fut chassée en désordre. D'un autre côté, Ferino prit d'abord le village de Berstheim gardé par la légion de Mirabeau et deux bataillons autrichiens; mais après un combat très-acharné, le prince de Condé à la tête de l'infanterie noble en délogea les républicains, et leur enleva 7 pièces de canon.

Le 4 et le 8, on se battit avec le même acharnement et sans succès plus marqué. Ferino attaqua les émigrés à Berstheim; Hatry le corps de Hotze à Dawendorf : les premiers avantages étaient toujours du côté des assaillants qui repliaient les postes; mais le feu de l'artillerie et les obstacles qui s'opposaient à leurs progrès ultérieurs les décidaient à la retraite; celle de Hatry, le 8, coûta le plus cher; au surplus il s'en vengea le lendemain.

Ce carnage réitéré sur toute la ligne avait pour les Français l'avantage inouï d'aguerrir leurs jeunes soldats, en même temps qu'il ne laissait ni trêve ni repos aux troupes ennemies, forcées d'être sans cesse sous les armes. Cependant l'instant décisif approchait; on était instruit de l'arrivée d'une partie de l'armée de la Moselle, et il devenait pressant de la seconder. Le 9, un effort mieux combiné de la gauche sur Dawendorf et Urweiler força Klenau et Condé à la retraite; les Impériaux abandonnèrent au centre tous les postes avancés, pour se resserrer dans leur ligne défensive : leur gauche contenue par Desaix et Legrand, tint encore les retranchements de Mariendal et de la route de Bischweiler, contre lesquels tous les efforts des Français vinrent se briser. La division Michaud avait pris position vers Nieder-Schoffelsheim, à l'issue de la forêt, sur la grande route d'Haguenau; Ferino devant les redoutes de Schweighausen; Hatry avec la gauche s'était avancé entre Pfaffenhofen et l'abbaye de Neubourg pour se lier à l'armée de la Moselle.

Nous venons de voir que Hoche en renonçant à chasser les Prussiens de Kayserslautern, avait résolu de se rabattre par les Vosges pour se réunir à l'armée du Rhin et frapper des coups plus décisifs. Ce projet, quoique basé sur de meilleurs principes, n'était cependant pas d'une exécution facile; car le duc de Brunswick aurait pu le déjouer en marchant avec le gros de ses forces dans la vallée d'Anweiler; mais au lieu de cela, il se borna à renforcer le prince de Hohenlohe qui campa sur les hauteurs

de Nottweiler, couvrait les vallées de la Lauter et de la Suhr; la moitié de l'armée resta à Kayserslautern sous le général Kalkstein.

Toutefois le mouvement de l'armée de la Moselle donna lieu dans les gorges à une série de combats, que la gauche de Pichegru et la droite de celle de Hoche livrèrent tour à tour pour s'emparer des positions centrales et dominantes des Vosges : bien que l'énumération de ces chocs multipliés soit monotone et fatigante, nous nous sommes imposé la tâche de les indiquer rapidement pour donner une idée de l'acharnement et de l'activité des républicains.

Dès le 8 décembre, le général Taponier s'était avancé avec sa divison et celle de Jacob par la vallée de Niederbrunn, tandis qu'à sa gauche la division Grangeret gardait les hauteurs couvrant les vallées de Dahn et de Fischbach, et faisait face au camp de Nottweiler. L'ennemi fut délogé de Jagerthal par un bataillon du Haut-Rhin conduit par Soult qui fit en cette occasion ses premières preuves comme officier d'état-major. Taponier poussa jusqu'à Niederbrunn : le lendemain il voulut s'avancer par la gauche sur Lembach et Mattstadt, mais l'inaction du général Jacob, l'obligea à revenir sur Sulzbach. Hatry profita de ces diversions pour chasser Hotze de Dawendorff.

Les alliés sentaient l'importance de ne pas laisser forcer la position centrale des Vosges, mais longs à se concerter, ils ne purent convenir d'une opération offensive que pour le 15 ou le 16, et se virent encore prévenus par leurs adversaires.

La division Grangeret, s'avançant dès le 14 dans la vallée de Fischbach par Thannbruck, se porta ensuite le 15 par Glashutte et le Kraussberg sur les hauteurs de Lembach ; la brigade Blondeau qui en formait la droite délogea l'ennemi de Mattstadt. Au même instant Taponier cherchait à attaquer Reichshofen de front, pendant que Jacob le tournerait à droite; les républicains ne furent pas si heureux sur ce point; le général Funck commandant le corps de Hotze les repoussa, et Jacob, accusé d'être resté paisiblement dans son camp, au lieu d'exécuter les ordres de Taponier, fut arrêté à Strasbourg par l'ordre des représentants. Hatry n'avait pas été plus heureux à Guntershofen, où la fermeté des Autrichiens, secondée par les localités et leurs redoutes, triompha de ses efforts mal concertés.

Cette nouvelle tentative éclaira de plus en plus les alliés sur le danger qui menaçait le centre de leur ligne générale ; mais pour déjouer les projets des républicains, il fallait un concert parfait entre les Prussiens et les Autrichiens, et ce concert était loin d'exister. Enfin après bien des difficultés les généraux coalisés convinrent d'un effort pour chasser leurs adversaires des montagnes, et résolurent de livrer bataille le 18; un temps affreux les décida, dit-on, à remettre l'affaire : les Français, moins difficiles et plus actifs, les assaillirent ce jour-là même, sans s'effrayer de la pluie, et forcèrent leur ligne entre Niederbrunn et Freschweiler, tandis que le reste était contenu par de vives démonstrations sur tout le front : l'engagement le plus remarquable eut encore lieu contre le corps de Funck qui, assailli par les forces considérables de Hatry et de Taponier, eut peine à se maintenir à Reichshofen.

La nécessité où Wurmser se trouvait de rétrécir sa ligne avait déterminé les Prussiens à relever sa droite à Lembach par 8 bataillons. Hotze prit alors position à Werdt et au Lieb-Frauenberg; de nouvelles conférences eurent lieu pour combiner une attaque; mais les généraux naturellement lents et compassés étaient en outre peu d'accord; de semblables conseils n'étaient guère propres à arrêter les progrès d'une armée commandée par un général qui avait la ferme volonté de vaincre, et de plus l'ordre de battre l'ennemi sous peine de la vie.

Hoche ayant été enfin joint par les premières colonnes de la division des Ardennes, déboucha des Vosges, le 22 décembre, avec trois divisions de l'armée de la Moselle, et accabla le corps du général Hotze à Freschweiler et à Werdt : il parvint à la faveur d'un brouillard épais à lui enlever plusieurs redoutes garnies de 20 pièces de canon, à détruire quatre bataillons qui les gardaient, le contraignit ainsi à quitter les hauteurs importantes de Lieb-Frauenberg (1), et obligea la division prussienne postée à Lembach, à se retirer sur le

(1) Montagne située en arrière de Werdt. Voyez la carte de Rheinwald, ou de Devarat, et la planche n° 4.

Pigeonnier, près de Weissenbourg. Le reste de l'armée de Wurmser fut alors contraint à quitter la position de la Motter, où il eût été compromis, et à se retirer derrière la Surbach, après avoir jeté garnison à Fort-Vauban. Il eût couru de bien plus grands dangers, si les trois divisions de l'armée du Rhin avaient opéré le même jour un effort général et simultané sur leur gauche, au lieu de rester dans l'inaction. Ce ne fut qu'après le départ des Autrichiens que Hatry parti de Uttenhofen, et Ferino de Neuweiler, se réunirent le 24 à Sulz.

Immédiatement après ce premier succès dans les gorges, les armées de la Moselle et du Rhin s'avancèrent de concert contre Wurmser qui, déjà débordé sur la Surbach, prit le parti de se retirer, le 24, derrière Weissenbourg où il fut suivi pied à pied.

Les Autrichiens, découragés de voir ainsi tomber les retranchements qui leur avaient coûté tant de peine à construire et à défendre pendant trois semaines; aussi mécontents que harassés de fatigues, n'exécutèrent pas cette retraite avec leur aplomb ordinaire. Le désordre, qui semblait d'un mauvais présage pour l'avenir, était porté au comble par la noblesse alsacienne et la majeure partie des habitants de Haguenau, cherchant à se soustraire au sort cruel dont ils étaient menacés. Leur aveugle confiance, entretenue par les promesses fallacieuses de Wurmser, n'avait rien préparé pour cette fuite, et se changea bientôt en horrible désespoir; le tableau de ces scènes déchirantes porta le dernier coup au moral déjà ébranlé des coalisés, qui n'aspiraient qu'à repasser le Rhin, et regagnaient ses rives dans une déroute complète.

Enfin l'action qui devait décider l'issue de la campagne eut lieu le 26 décembre. Les Autrichiens et les émigrés actuellement mieux liés avec le duc de Brunswick étaient en avant de Weissenbourg, la droite aux hauteurs de Roth, la gauche à Ober-Lauterbach. Les Prussiens gardaient les gorges de Bodenthal où ils avaient élevée de fortes batteries. L'armée républicaine s'étendait depuis Steinfels jusqu'en face d'Ober-Lauterbach.

A des victoires les alliés n'avaient opposé jusqu'alors que des courses d'officiers généraux, envoyés d'un quartier général à l'autre pour s'entendre sur les moyens de livrer bataille. Il paraît certain néanmoins, que le prince de Hohenlohe-Ingelfingen et Wurmser étaient convenus d'une attaque pour le 26 décembre; car l'avant-garde du dernier fut rencontrée au delà du Geisberg par les Français, et on ne saurait supposer que des généraux si expérimentés eussent reçu le combat, adossés aux lignes et à la Lauter.

Hoche, auquel les représentants Lacoste et Baudot venaient de décerner le commandement en chef des deux armées, n'était pas d'humeur à laisser reprendre haleine à l'ennemi (1) : il marcha à lui sur trois fortes colonnes; la droite de l'armée du Rhin, aux ordres de Desaix, assaillit Lauterbourg et l'emporta; la division Michaud se dirigea sur Schleithal; celles de Ferino, Hatry et Taponier, réunies au centre, marchèrent sur le Geisberg et Weissenbourg, tandis que les divisions de l'armée de la Moselle durent tourner la droite des Prussiens par les gorges des Vosges. Si les alliés avaient quelque intérêt à reprendre l'initiative, dès qu'ils se voyaient prévenus par l'ennemi, ils n'étaient nullement en mesure d'accepter une bataille défensive sur la droite de la Lauter. L'avant-garde de 7 bataillons et 16 escadrons autrichiens se trouva néanmoins engagée entre Schleithal et le Geisberg; tournée par sa gauche, elle se rejeta sur cette hauteur, où elle fut abordée par la division Ferino, et rejetée sur Weissenbourg. La retraite se fit en désordre. Le duc de Brunswick, qui se trouvait au Pigeonnier, entendant le feu gagner vers Weissenbourg, accourut sur ce point. Si la circonspection ou la politique de ce prince mirent des entraves aux projets de Wurmser, et couvrirent de quelques nuages la haute opinion qu'on avait de lui, son courage l'inspirait toujours dans le danger: jugeant du premier coup d'œil celui que courait l'armée, si les Français pénétraient dans Weissenbourg, le duc se mit à la tête d'une réserve autrichienne, et, secondé par le général War-

(1) Hoche fut nommé généralissime par Lacoste et Baudot sans la participation de Saint-Just et de Lebas qui préféraient Pichegru; il y eut un petit schisme dans l'armée auquel la prise des quartiers d'hiver donna moins d'importance, mais qui finit par l'emprisonnement de Hoche dont la franchise déplut aux dictateurs.

tensleben qui la commandait, il les repoussa des hauteurs. La retraite fut continuée avec moins de confusion; les Autrichiens l'effectuèrent sur Freckenfeld, et, le 27, sur Germersheim; les Prussiens sur Bergzabern. Les suites de cette affaire d'arrière-garde qui ne fut point une bataille, comme on l'a cru longtemps, devinrent néanmoins importantes; car après avoir sauvé Landau, elles remenèrent les républicains dans le Palatinat et la confiance sous leurs drapeaux.

Le duc se retira successivement sur Albertsweiler et Neustadt; il fut joint par le prince de Hohenlohe; le corps du général Kalkstein reçut ordre de se retirer de Kayserslautern par Turckheim. Wurmser dégoûté, rendit aux Prussiens les refus qu'il prétendit en avoir reçus plusieurs fois, et repassa le Rhin à Philipsbourg, le 30, sans vouloir tenir un jour de plus à Germersheim, pour leur donner le temps d'évacuer le duché de Deux-Ponts et de se rapprocher du Rhin. Des troupes animées d'un tel esprit pouvaient-elles réussir contre une armée enthousiaste n'ayant d'autre mot d'ordre que *Landau ou la mort?*

Les Prussiens restés seuls sur la rive gauche du Rhin, continuèrent leur mouvement rétrograde sur Mayence aussitôt qu'ils eurent rallié le général Kalkstein le 30. Il semble que Hoche aurait pu les suivre avec plus de vigueur; car il n'inquiéta leur arrière-garde que le 3 janvier à Franckenthal, tandis qu'il eût été facile de pousser le 27 à Landau, dont on eût fait marcher à l'instant la garnison pour atteindre l'ennemi avant sa réunion avec le corps des Vosges.

Les détails que nous venons de rapporter indiquent la véritable cause de ces événements et de la triste campagne que firent deux belles armées : 40,000 Prussiens et Saxons étaient plongés dans l'inaction au revers des Vosges, à l'instant même où l'armée autrichienne, accablée dans la vallée du Rhin, par quinze jours de combats partiels sur une ligne de douze lieues, fut forcée à se retirer. La mésintelligence jointe à un tel emploi de forces, pouvait-elle faire espérer un autre résultat?

Le duc de Brunswick accusa Wurmser, et ce dernier se justifia d'une manière peu honorable pour le duc. Le général Hotze fit la critique de la relation publiée à l'état-major prussien; les auteurs de ces écrits se battirent, et les affaires n'en allèrent pas mieux.

On conviendra cependant que si les généraux autrichiens ne se trouvèrent pas secondés au gré de leurs désirs, ils ne furent pas exempts de blâme. Wurmser eut, comme les autres officiers de son école, la manie de s'étendre. Il paraît d'après l'état de situation annexé à ce chapitre, que le maréchal avait conservé beaucoup trop de forces sur la rive droite du Rhin. Il était bien inutile de couvrir le margraviat de Baden, quand, à la fin de juillet, on aurait pu accabler l'armée du Rhin et la rejeter sous Strasbourg. A la vérité, il appela plus tard et successivement ces troupes de la rive droite; mais c'est une nouvelle preuve qu'il eût mieux valu les attirer à la fin de juillet pour décider des victoires, qu'à la fin d'octobre pour réparer des pertes. Au reste, il est vraisemblable que s'il n'opéra pas plus vivement, ce ne fut pas toujours sa faute; et peut-être même n'avait-il aucune autorité sur les troupes du cordon.

Aussitôt après la retraite de l'ennemi, l'armée française assiégea le Fort-Vauban, et les travaux se poussaient déjà assez vivement sur la rive gauche, lorsque les Autrichiens évacuèrent la place, le 19 janvier, après en avoir fait sauter les fortifications.

Les armées prirent leurs cantonnements : les Prussiens aux environs de Mayence; les Autrichiens sur la rive droite du Rhin; les Français dans le Palatinat avec la plus grande partie de leurs forces vers Germersheim.

Le comité voulait renouveler les tentatives pour déloger les Impériaux de Trèves; mais les troupes, harassées par des marches multipliées dans les contrées difficiles, telles que les Ardennes, les Vosges et le pays de Deux-Ponts, se trouvaient dans un si grand délabrement que Hoche réussit à leur épargner une horrible campagne d'hiver, observant avec justice que pour gagner quelque terrain on s'exposerait à perdre l'armée.

L'importance de chasser les Autrichiens de la Moselle n'était en effet plus la même que dans l'année précédente, puisque les alliés, maîtres actuellement de la Belgique et de Mayence, l'étaient aussi des deux rives du Rhin: ce motif, plus plausible encore que celui du repos nécessaire aux troupes,

suffisait pour rendre cette opération à la fois funeste et inutile. Tout ce qu'on put faire de mieux était de s'apprêter à reconquérir la Belgique dans la campagne suivante, afin de replacer la république dans une position équivalente à celle que Dumouriez aurait pu si facilement lui assurer à la fin de 1792.

Hoche faillit payer de sa tête les entraves qu'il avait osé mettre aux plans du comité; il fut appelé à Paris peu de temps après sous prétexte de passer au commandement d'une autre armée, mais en réalité pour y être jeté en prison, d'où il ne sortit qu'à la chute de Robespierre (1).

Le duc de Brunswick ne fut guère plus heureux que le jeune adversaire dont il avait triomphé à Kayserslautern, et qui venait de réparer cet échec avec tant d'éclat. Frappé des obstacles qui s'opposaient à la réussite de cette guerre, et bien persuadé qu'il y perdrait le reste de sa réputation, il demanda au roi de lui donner un successeur; sa lettre, monument de sagesse et de pénétration, nous paraît devoir être transmise à la postérité, comme un des meilleurs documents sur lesquels on puisse juger ce capitaine, qui prit tant de part aux événements de son siècle, et dont la fin, bien que glorieuse, contrasta si fort avec les débuts (2).

CHAPITRE XXIV.

Opérations devant Lyon; l'armée des Alpes détache successivement deux divisions au siége de cette ville, et les départements voisins se lèvent en masse pour les seconder. — Les Sardes envahissent la Savoie et sont ensuite repoussés d'Aiguebelle jusqu'au mont Cénis. — Bombardement et prise de Lyon. — Mesures arrêtées pour soumettre Toulon. — Combats livrés par l'armée du Var au Donjon et à Gilette. — Situation horrible de cette armée. — Siége et prise de Toulon.

Le lecteur se rappellera la position pénible dans laquelle il a laissé les armées d'Italie et des Alpes à la fin du chapitre XVII. Si la première, abandonnée dans le comté de Nice, semblait exposée à une ruine inévitable par la prise de Toulon et l'insurrection de la Provence, le sort de la seconde ne paraissait guère plus heureux; Kellermann, contraint par les mouvements des fédéralistes du Midi à détacher le général Carteaux avec 3,600 hommes sur les bouches du Rhône, et à conduire lui-même la moitié de ses forces devant Lyon, laissa le reste de l'armée des Alpes en butte à tous les efforts d'un ennemi supérieur.

Cependant à part les changements survenus dans les forces des deux partis, leur emplacement restait à peu près le même. Dewins avec la gauche des Austro-Sardes, ayant sous lui le duc de Chablais, Saint-André et Colli, gardait les positions de Saorgio, Raous et le col de Finestra, se liant à la division Strasoldo qui continuait à couvrir la vallée de la Stura et l'Argentière; les postes de Provera dans les quatre vallées du centre depuis celle de Maira jusqu'à celle de Lucerne, n'avaient subi aucun changement; enfin le général Gordon et le duc de Montferrat formaient encore la droite avec 28 bataillons sardes jusqu'au petit Saint-Bernard.

L'armée française des Alpes conservait toujours sa droite au camp de Tournoux que commandait le général Rossi; un détachement observait Provera dans la vallée de Guillestre, et le général Bagdelonne cantonnait à la gauche dans les vallées de l'Arc et de l'Isère.

La guerre dans les hautes Alpes, ne commença qu'avec la seconde période de la campagne, les neiges ne permettant de camper sur leurs cimes que vers le mois de juin. Au moment où Kellermann accourait à Nice pour aviser aux moyens de réparer les échecs essuyés par Brunet dans les journées des 8 et 12 juin, le général Strasoldo porta quelques troupes autrichiennes sur l'Argentière, et en occupa le col avec plusieurs compagnies; mais un bataillon de volontaires des Alpes les en ayant expulsées, le général Rossi crut devoir profiter de cet avantage pour déloger les Sardes du village même, et résolut de les attaquer le 21 juin sur trois colonnes. Celles des ailes ayant rencontré des obstacles imprévus, le centre donna seul vers Berzeris sur les Autrichiens, dont le général eut le temps de réunir les divers détachements, et

(1) Hoche fut envoyé à l'armée du Var, arrêté à son arrivée au quartier général de Nice, et détenu jusqu'au 9 thermidor.

(2) Pièces justificatives du livre V, n° 13.

d'accueillir chaudement cette petite colonne. Les républicains, ne présumant pas qu'ils seraient suivis dans leur retraite, rentrèrent sans défiance dans leurs cantonnements, mais à peine y furent-ils rendus que Strasoldo, qui n'avait fait qu'une courte halte sur le plateau de Saint-Martial, parut sur les sommités du Montmeras, écrasa le poste de Casameana, se mit à sa poursuite, faillit enlever plusieurs détachements, leur prit quelques hommes et les ramena sur l'Arche où ils n'osèrent tenir.

Alarmés de cet événement, les représentants qui avaient conseillé l'expédition en rejetèrent la faute sur Rossi, et la lui firent expier dans les prisons de Barcelonnette. Kellermann obligé sur ces entrefaites de dégarnir sa ligne pour envoyer des forces sur le Rhône, dut se borner en revenant de Nice à prescrire des mesures défensives pour conserver la ligne qui s'étend du bois de Silva par Malamorte et Certa-Musa au col de Séguret; ligne d'autant plus sûre qu'elle a pour point d'appui le camp de Tournoux, défendu par des redoutes spacieuses bien revêtues et armées de grosse artillerie. La disposition des localités ne permettant d'attaquer cette ligne qu'avec du canon de montagne, condamna les Sardes à rester dans l'inaction au camp de la Madelaine. Bientôt même les républicains enhardis, assaillirent l'Argentière et le col de Sauteron dont ils s'emparèrent. La prise de ce col leur donnant l'entrée de la vallée de Mayra, sema l'épouvante jusqu'à Turin, d'où la cour fit partir à l'instant la garnison pour s'opposer à l'invasion d'un parti, que Strasoldo seul était en état de repousser, et qu'il chassa en effet. Quoi qu'il en soit, cette petite course, à laquelle les Français ne mettaient pas tant d'importance, eut un effet très-salutaire en donnant le change aux Austro-Sardes sur les forces qui leur étaient opposées, et les détournant de tout projet offensif sur ce point.

Cependant sur les derrières de l'armée des Alpes, la discorde secouait ses torches dans Lyon. En vain le représentant Robert Lindet avait essayé de ramener les esprits; la guerre était déclarée, et désormais la voie des armes devait seule en décider. La convention, informée que cette ville armait, la déclara rebelle, et chargea le général de l'armée des Alpes de la réduire au plutôt à l'obéissance. Les représentants Dubois-Crancé et Gauthiez furent nommés commissaires pour surveiller et activer cette opération.

Kellermann, obéissant à regret, retarda autant que possible ses préparatifs dans l'espoir que le temps ou d'autres circonstances le déchargeraient de cette expédition désastreuse qui répugnait à ses principes; mais placé sous la surveillance de deux commissaires cruels et soupçonneux, il se vit enfin forcé de réunir un corps de 8,000 hommes et un petit train d'artillerie avec lesquels il vint prendre position devant Lyon vers la fin de juillet.

Ce corps, à proprement parler, était plutôt destiné à observer cette ville qu'à l'assiéger; car bien qu'elle fût ouverte, il eût fallu le triple de monde pour tenir tête à sa population virile. D'ailleurs sa situation est telle qu'il avait suffi de quelques redoutes et d'une bonne artillerie pour la mettre à l'abri d'un coup de main. Bâti au confluent de la Saône dans le Rhône, Lyon, dominé au nord entre les deux rivières par les hauteurs de la Croix-Rousse, à l'ouest sur la droite de la Saône par les collines de Fourvière et de Sainte-Croix, avait été mis en état de défense par un de ses habitants. La population fournissant au delà de 20,000 hommes en état de porter les armes et organisés en bataillons correspondant aux diverses sections, gardait non-seulement son enceinte, mais occupait encore des postes à une et deux lieues de la place, tels que le pont d'Oullins, Grange-Blanche, Limonest, Miribel, sur les principales communications, et poussait même des partis jusqu'à Saint-Étienne pour communiquer avec les fédéralistes de Montbrison.

Cet état de choses donnait aux Lyonnais de grands avantages sur les conventionnels; aussi dans le cours du mois d'août et les premiers jours de septembre le siége fit peu de progrès. Kellermann, sous prétexte de manquer d'artillerie et de munitions, différait d'établir ses batteries et employait toute l'influence de son caractère pour amener les deux partis à conciliation; mais la présence des représentants fit échouer ses tentatives. Agents dévoués de la convention, ces derniers conservaient dans leur langage la morgue et l'orgueil

des meneurs de la Montagne. Aux ouvertures de paix faites à la sollicitation du général par les députés des sections, ils répondirent : « Rebelles, » méritez votre pardon par l'aveu de votre crime. » Remettez-nous vos armes, les clefs de vos portes, » et montrez-vous dignes de la clémence de la » convention par un repentir sincère. »

Cette sorte de clémence était déjà trop connue pour inspirer de la confiance aux Lyonnais; aussi cette réponse opéra-t-elle un effet opposé à celui qu'en attendaient les représentants. Résolus à se défendre jusqu'à l'extrémité, ils répliquèrent par ce message : « Après une conduite aussi atroce que » la vôtre, on ne devait pas espérer d'autres pro- » positions. Nous vous attendons de pied-ferme, » et vous n'arriverez jusqu'à nous qu'en marchant » sur des ruines et des monceaux de cadavres. »

Cependant la convention, informée de l'entrée des Anglais à Toulon, loin de se laisser fléchir par ceux qui plaidaient encore dans son sein la cause des Lyonnais, fut inexorable, ordonna à ses commissaires de redoubler d'ardeur, et leur en adjoignit six autres au nombre desquels se trouva le féroce Collot-d'Herbois. Kellermann réprimandé sur sa mollesse, suspecté d'incivisme, voyant bien qu'il courrait trop de riques à user encore de moyens dilatoires, se décida alors à faire des préparatifs réels de siége. Cent bouches à feu sont tirées des arsenaux de Grenoble et de Besançon; six compagnies d'artillerie, 10 bataillons de vieilles troupes et deux régiments de cavalerie sont appelés des frontières des Alpes, et viennent renforcer le corps de siége qui fut alors partagé en quatre divisions formant chacune une attaque. Savoir, deux à la droite du Rhône, une dans l'isthme entre le Rhône, et la Saône, et une sur la droite de la Saône. La première à la droite du Rhône dirigée sur le pont d'Oullins était confiée au général Valette, l'autre conduite par le général Vaubois embrassait le faubourg de la Guillotière et le pont Morand; celle de l'isthme, dirigée contre le faubourg de la Croix-Rousse, était aux ordres du général Vaubois; enfin le général Rivas commandait celle qui cheminait sur le faubourg de Vaize à droite de la Saône.

Malgré l'ardeur des assiégeants qu'excitait la présence des commissaires de la convention, les approches furent lentes et éprouvèrent à chaque pas de nouvelles difficultés. La force de la garnison permit aux chefs lyonnais de mettre en pratique un système de guerre extérieure qui déjouait presque toutes les tentatives du petit corps assiégeant; et si Précy eût mieux su en faire l'emploi ou voulu risquer quelque chose, il aurait plus d'une fois fait repentir les conventionnels d'une opération qui excédait leurs moyens. En effet, les quatre camps de Kellermann, séparés par un fleuve et une rivière ne communiquant entre eux que par deux ponts, laissaient le choix aux assiégés de déboucher sur l'un d'eux avec 12 à 15,000 hommes, tandis qu'on aurait tenu les autres en échec par des démonstrations. Cette combinaison ne se présenta jamais à l'esprit de Précy qui se contenta de disputer le terrain pied à pied; aussi finit-il vers le milieu de septembre par être renfermé dans l'enceinte même de Lyon.

La plaine de la Guillotière se trouvant traversée par une infinité de chemins creux propices à l'établissement des batteries incendiaires, ce fut principalement la partie de la ville renfermée dans l'isthme qui eut à souffrir du bombardement.

Semblable à une grêle épaisse et désastreuse qui abat, renverse et détruit l'espoir du laboureur, cette pluie de fer et de feu abîma, incendia les plus beaux quartiers de la ville. Les édifices publics qu'admirait l'étranger, les magnifiques maisons qui bordaient le quai Saint-Clair ou décoraient la place de Bellecour, furent renversés par les bombes et les boulets rouges. Bientôt l'arsenal sauta et recouvrit de ses décombres enflammés un grand nombre de maisons particulières; l'incendie dévorait chaque jour un édifice, un magasin, et l'hôpital même, refuge des blessés, ne fut pas respecté.

Les ravages causés par le bombardement ne faisaient qu'aigrir les Lyonnais sans ruiner leurs moyens de défense. La ville était trop grande pour que toutes les parties en souffrissent également, et qu'il amenât sa reddition. Les habitants des quartiers incendiés trouvaient aisément des abris dans ceux adossés au revers oriental des collines de Fourvières et de Sainte-Croix.

A cette époque les Sardes commençant leur invasion dans le Mont-Blanc, fournirent à Keller-

mann un pretexte honorable d'aller chercher sur la frontière une gloire plus solide, en combattant les ennemis du dehors; le peu de forces qu'il avait à leur opposer faisait craindre avec raison qu'ils ne combinassent bientôt leurs opérations avec les Lyonnais, et tout engageait les républicains à presser un dénoûment.

Convaincus par leurs propes yeux que le corps de siége était trop faible pour réduire Lyon, les représentants-commissaires prirent alors la résolution d'aller prêcher dans les départements voisins une croisade contre la ville rebelle. La jalousie que Châlons, Macon et Bourg portaient à sa prospérité, le pillage que ces missionnaires d'une nouvelle espèce laissèrent entrevoir aux montagnards avides et grossiers du Puy-de-Dôme, du Cantal et de l'Ardèche; l'exaltation patriotique de quelques autres départements, tout concourut à amener vers la fin de septembre environ 40,000 hommes devant la ville.

Quoique cette nouvelle levée fût assez mal armée et non aguerrie, elle opéra néanmoins un grand changement dans la situation relative des deux partis, en permettant aux conventionnels de couper toutes les communications que les Lyonnais avaient jusqu'alors conservées avec le Midi, et par lesquelles ils s'étaient ravitaillés. Bientôt la famine se fit sentir, et nonobstant les économies et les retranchements tous les jours plus rigoureux, il devint impossible de pourvoir aux consommations journalières les plus indispensables. Ce fléau auquel la force et le courage ne peuvent résister, qui étouffe dans les tous cœurs les sentiments de fraternité, dompta le fier courage des assiégés.

Sur ces entrefaites les représentants indisposés contre Kellermann, aux irrésolutions, aux lenteurs et au départ duquel ils attribuaient les difficultés actuelles du siége, le suspendirent d'un commun accord, l'envoyèrent à la barre de la convention rendre compte de sa conduite, et appelèrent pour le remplacer le général Doppet, naguère lieutenant-colonel de la légion des Allobroges, commandant l'avant-garde de Carteaux dans l'expédition contre les fédéralistes de Marseille, espèce de montagnard illuminé, homme de bien pourtant, et très-propre à seconder les vues de la convention pour la réduction de la ville rebelle.

Quelques jours après son arrivée, il fut décidé dans un conseil de guerre qu'on s'emparerait des hauteurs de Sainte-Foix, tant pour achever l'investissement de Lyon que pour détruire les batteries que les assiégés avaient établies à la pointe de Perrache. L'attaque eut lieu le 29 septembre, et afin d'en rendre le succès plus certain, il fut convenu qu'on la ferait précéder de démonstrations sur la Croix-Rousse, les Brotteaux, et le pont de la Mulatière à la pointe de Perrache.

Cette journée, qui décida pour ainsi dire du sort de Lyon, fut sanglante. Les Lyonnais, favorisés par la nature du terrain, opposèrent une vive résistance; mais les assiégeants ayant enlevé de vive force une redoute placée entre le grand et le petit Sainte-Foix, les autres batteries, qui couronnaient ou flanquaient les ressauts de la colline, furent abandonnées par leurs défenseurs, qui y laissèrent une partie de l'artillerie et des munitions. Favorisée par les succès du général Rivas, la division Valette força le pont de la Mulatière au confluent de la Saône, et pressa avec vivacité les Lyonnais dans la pointe de Perrache: le danger était imminent; déjà ses tirailleurs étaient à portée de fusil de la ville, qu'aucune batterie, aucun retranchement ne couvrait de ce côté, quand Précy accourut avec toute sa cavalerie et une partie de sa réserve d'infanterie, et engagea plusieurs charges. Ses dispositions énergiques arrêtèrent les progrès des conventionnels; toutefois ses troupes mitraillées presqu'aussitôt par les batteries que le général Rivas venait de placer sur le revers des hauteurs de Sainte-Croix, furent obligées de se retirer sous les murs de Lyon, et de laisser le pont aux assiégeants.

De son côté, le général Vaubois avait conduit la fausse attaque sur les Brotteaux avec une telle vivacité qu'il chassa les Lyonnais de ce faubourg; foudroyé à son tour par les batteries de gros calibre établies dans les retranchements du pont Morand, sur les quais de la rive gauche du Rhône et aux Collinettes, il ne put s'y maintenir, et vint reprendre sa position après y avoir mis le feu.

Les succès obtenus dans cette journée, étaient de nature à décider le général Doppet à emporter la place de vive force le lendemain; cependant soit qu'il doutât de la réussite de l'entreprise, soit

qu'il voulût épargner l'effusion de sang, ce ne fut que d'après les sollicitations réitérées des commissaires de la convention qu'il l'ordonna pour le 9 octobre. Avant de mettre son plan d'attaque à exécution, il persuada toutefois aux représentants de faire une nouvelle sommation. Cette démarche produisit l'effet qu'il en avait prévu; les malheureux Lyonnais entrevoyant l'oubli du passé et le terme de leurs maux, s'empressèrent de nommer dans chaque section des commissaires pour traiter de leur soumission. Précy, Virieux, Nervo et tous ceux qui avaient pris une part trop marquée à la rébellion, comprenant qu'il n'y avait plus de sûreté pour eux, conçurent le projet de se faire jour au milieu de l'armée assiégeante, et de se retirer en Suisse où ils comptaient rejoindre un millier d'émigrés, dont ils avaient espéré d'abord être soutenus. Le général Doppet, informé par ses émissaires de cette double nouvelle, contremanda l'attaque générale, et dans l'attente de la sortie tint toute l'armée sous les armes, envoya un fort détachement s'emparer des gorges de Saint-Rambert et de Pierre-Châtel, puis enjoignit à tous les généraux de l'armée des Alpes de redoubler de surveillance.

Le 8 octobre, Précy sortit par le faubourg de Vaize avec environ 2,500 hommes et 4 pièces de campagne, et culbuta, en remontant la Saône, les postes de la division Rivas; mais bientôt atteint par les détachements mis à sa poursuite, il fut entièrement défait après un combat plus sanglant encore qu'opiniâtre. Ses soldats dispersés cherchèrent en vain un refuge dans les bois, les belliqueux habitants de l'Ain les immolèrent comme des bêtes fauves, et à peine Précy et Virieux parvinrent-ils à gagner la Suisse avec 80 hommes (1).

Le lendemain Doppet entra dans Lyon à la tête de la division Petit-Guillaume. Une chose digne de remarque, c'est que cette prise de possession, qui n'avait été consentie la veille que verbalement, eut lieu dans le plus grand ordre. La troupe observa la plus stricte discipline; elle fut casernée ou bivouaquée sur les places des Terreaux et de Bellecour, et à l'exception du désarmement de la garde nationale qui se fit avec calme, rien n'indiqua les projets de vengeance qui devaient suivre; ce ne fut que six jours ensuite, immédiatement après le départ du général en chef, que commencèrent les exactions, le pillage, les emprisonnements arbitraires, et les massacres, comme pour prouver que l'autorité militaire était la seule qui n'y prît aucune part.

Le soulèvement de Lyon avait offert à la cour de Turin une trop belle occasion de reconquérir la Savoie pour qu'elle la laissât échapper. Jamais en effet elle ne pouvait désirer de chances plus favorables pour reprendre l'offensive. Rien ne semblait plus simple que de détacher une brigade de l'extrême gauche à la garde de l'Argentière, de renforcer l'aile droite des divisions Strasoldo et Provera pour déboucher avec 45 bataillons sur Lyon. Les suites d'un pareil mouvement eussent été incalculables; car, si l'on se rappelle l'état d'agitation et de trouble où se trouvaient Toulon, Marseille et Avignon, il est probable que les coalisés eussent réuni sur la rive gauche du Rhône 70,000 hommes tant étrangers que Français; mais l'unité d'intérêt et de commandement était une condition préalable, et rarement on la rencontre dans les coalitions. Les Anglais n'en voulaient qu'aux chantiers de Toulon, les Sardes aux montagnes de la Savoie, et les Autrichiens auxiliaires sur cette ligne, refusaient de rien donner au hasard. Le changement de l'ordre de choses en France était le moindre souci de ces alliés, tous rapprochés par des dangers imaginaires, incessamment divisés par l'ambition.

La cour de Turin se contenta donc de former le projet de chasser les Français des vallées de l'Arc et de l'Isère, ce qui était d'autant plus facile que le mont Cenis, le Saint-Bernard et tous les principaux passages aux versants de la Savoie se trouvaient déjà en son pouvoir. Croyant avoir encore des partisans dans ce pays, elle se flattait que le cours forcé des assignats, et la levée des hommes connue

(1) On s'est trompé en disant que Précy se retira de Lyon en Suisse: il fut caché, pendant plus d'un an, chez un paysan, et il ne s'évada de là qu'après la chute de Robespierre. Il n'était sorti de Lyon qu'avec un millier d'hommes, dont le plus grand nombre périt en combattant.
(*Rectification de* 1840.)

sous le nom de réquisition, auraient aliéné une partie des Savoyards, qui semblaient s'être promis un résultat tout différent en votant la réunion de la province à la république, et auxquels elle n'accordait pas assez de sagesse pour souffrir un mal passager et découvrir dans un avenir reculé tous les avantages qui devaient en résulter.

Le duc de Montferrat fut chargé de cette expédition. Sa gauche, aux ordres du baron de Latour, descendue du mont Cenis pour tourner le poste de Saint-Maurice, occupait Entre-deux-eaux, clef des vallées de l'Arc et de l'Isère.

Le 14 août, les Sardes débouchèrent du petit Saint-Bernard contre le général Bagdelonne, avantageusement situé près de Scez, à l'entrée de la vallée de l'Isère et de celles qui aboutissent au Saint-Bernard. Une forte redoute à sa droite battait les abords du ravin de Montrigon et d'Entre-deux-eaux; celle de la crête de Chatellar défendait la gauche contre les colonnes venant de Saint-Germain ou descendant de la Vallée-Blanche. Le duc de Montferrat porta trois bataillons à gauche de la route par Chapelle-Sainte-Barbe sur Pont-de-Bonneval; Argenteau avec cinq autres eut l'ordre de gravir ce contre-fort par le col de Furca, et d'attaquer la redoute de Chatellar, secondé par la 1re colonne, et soutenu par deux autres bataillons. Le reste du corps marcha contre la droite du camp par la route de Scez, et le baron Latour, après s'être emparé de Villa-Roger, devait enlever la redoute de Malgouvert et Montrigon.

Ces dispositions furent exécutées en partie le 15. Les républicains ayant prévenu, au passage d'Échine, la colonne qui devait gagner leur gauche, opposèrent la résistance la plus vive, et arrêtèrent les Sardes dans le vallon de Bonneval, jusqu'à dix heures du soir. Le camp de Saint-Maurice fut abandonné, ainsi que le poste d'Échine, et la retraite exécutée en ordre sur Moutiers. Le faible détachement chargé à Termignon de couvrir la Maurienne, inquiet d'un côté de la marche de Latour, et craignant de l'autre que la division du général Gordon, restée au mont Cenis, ne tombât sur lui par Ramasse, se replia en hâte derrière l'Arc. Le général Ledoyen qui le commandait s'établit sur les montagnes en arrière de Saint-André.

Le 18, le duc de Montferrat s'avança sur Moutiers avec le gros de ses forces, tandis qu'une petite colonne se dirigeait par Montgiraud et la vallée d'Aigueblanche. Les Français, d'abord disposés à battre en retraite, se ravisant à la vue du petit nombre de leurs ennemis, voulurent défendre Moutiers; mais à l'aspect du faible détachement sarde qui menaçait leurs derrières, le désordre et la peur s'introduisirent dans leurs rangs, et ils ne gagnèrent pas Conflans sans perte.

Le général piémontais, pressé d'occuper tous les villages de la Savoie, détacha plusieurs partis par le pas du Bonhomme dans le Faucigny, et par le col du mont Cormet vers Maxime de Beaufort, au lieu de réunir tous ses moyens à ceux de Latour et de Gordon, et de marcher droit à Chambéry.

Quand on a une supériorité marquée, c'est dans les pays de montagnes, plus que partout ailleurs, qu'il faut courir aux points stratégiques; puisque tous les détachements ennemis compromis dans les vallées secondaires peuvent être enlevés, et que leur retraite, s'ils parviennent à la faire, rend maître de ces vallées sans qu'il soit nécessaire de se disséminer.

A la même époque la Maurienne avait été envahie, mais non sans beaucoup de peine, par le général Gordon; les nombreuses sinuosités de l'Arc le forcèrent à passer dix fois cette rivière devant le général Ledoyen, qui sut rendre cette opération difficile. La brigade de ce dernier se trouvait, comme on l'a dit plus haut, sur les hauteurs de Saint-André, lorsqu'il fut instruit de la retraite de Bagdelonne à Conflans. Dès lors, menacé de front par des forces triples des siennes, il s'aperçut que son flanc gauche et ses derrières couraient encore des risques, et prit le sage parti de continuer à se retirer sur Aiguebelle, et de se rallier au gros de la division à la jonction des deux vallées. La pénurie des moyens de transport rendait cette opération difficile : les chevaux et les mulets de l'artillerie étaient partis pour Lyon, et l'on avait beaucoup de pièces à sauver. Grâces à la résignation des troupes qui manquaient de tout, à l'activité des commissaires, à la lenteur de l'ennemi, et aux obstacles que le terrain opposait à la poursuite, la retraite fut achevée en dix-huit jours, et les Sardes ne recueillirent aucun trophée.

Le détachement poussé par le duc de Montferrat dans la vallée de Sallenche, obtint un entier succès; il enleva aux républicains le poste retranché de Saint-Martin, et les ramena dans la vallée de l'Arve jusqu'à Cluse.

Ces succès qui coûtèrent vingt-sept jours de travaux, loin de relever la confiance des généraux piémontais, ne leur inspirèrent pas plus de hardiesse; persuadés que les républicains étaient de force à leur faire payer cher de nouveaux progrès, ils crurent remédier à l'inconvénient de leur position en s'établissant au versant de la chaîne du grand Loup et de Vanoise qui, séparant les vallées de Tarentaise et de Maurienne, coupait leur armée en deux divisions. Ils espéraient pouvoir s'y maintenir tout l'hiver, lorsque des ordres précis venant de Turin, forcèrent le duc de Montferrat d'attaquer Conflans et Aiguebelle.

Le moment propice était déjà passé. Kellermann, à la nouvelle de l'invasion, confia la conduite du siége de Lyon au général Dumuy, accourut à Chambéry, ordonna au général commandant le camp de Tournoux de faire marcher une brigade par le Combe de Valloire sur le flanc de la division Gordon (1), et provoqua des représentants du peuple un arrêté qui ordonna la levée des gardes nationales de l'Isère, de l'Ain et de la partie de la Savoie la plus attachée à la France. Cette mesure eut un plein succès: les Français, comprimés par la terreur, les Savoisiens craignant de retomber sous le joug des Sardes, tout courut aux armes; et bientôt Kellermann, à la tête de 7 à 8 bataillons, vint s'établir en seconde ligne vers Montmeillan: un bataillon détaché du corps de siége remonta la vallée de l'Arve pour renforcer l'extrême gauche. La division Bagdelonne gardait toujours Conflans, celle de Maurienne occupait le mont Sapey, les Cacherons, Saint-Alban et Aiguebelle, un détachement de deux bataillons, placé sur les hauteurs de Bramans au-dessus de ce bourg, couvrait le contre-fort de la Madelaine, et 1,200 hommes sous le général Ledoyen s'établirent au pont d'Argentines, où l'on éleva à la hâte un retranchement, tant pour en couvrir l'avenue que pour défendre le passage important qui conduit à Aiguebelle.

Au moment où le général Gordon se mettait en devoir d'exécuter les ordres de sa cour, et rassemblait ses troupes à Espierre, dans l'intention de se porter le 11 sur Argentines, Kellermann prescrivait des mesures qui devaient déconcerter ses projets. L'avant-garde sarde ayant été repoussée, le gros du corps se concentra dans la position presqu'inexpugnable d'Espierre, formée par un contre-fort âpre et rocailleux détaché de la chaîne du grand Loup, et qui va tomber à quelques toises de l'Arve, ne laissant de passage entre ce torrent que pour quelques files.

Convaincu de l'impossibilité d'enlever un tel poste à des forces supérieures, Kellermann conçut le projet de l'assaillir sur ses flancs par Saint-Alban et le col de la Madelaine, dont il s'empara le 15, isolant ainsi les deux divisions, en même temps qu'il menaçait le flanc droit de l'une et le flanc gauche de l'autre. Cette attaque, bien qu'un peu décousue, était légitimée par les obstacles du terrain, et fit honneur aux troupes qui l'exécutèrent. Elles parvinrent à traîner à bras deux pièces de canon sur les rochers de Saint-Alban qui dominaient le poste piémontais; celui-ci, saisi de terreur au bruit de l'artillerie tonnant sur sa tête, décampa jusqu'à la Chambre et Belleville. Une nouvelle manœuvre des républicains à travers les montagnes, pour gagner le passage des Encombres par Saint-Jean-de-Belleville, décida Gordon à continuer sa retraite sur Saint-Michel.

Le parti qui s'était emparé du col de la Madelaine poussa des reconnaissances sur Aigueblanche, afin de tenter la même opération sur le flanc gauche du duc de Montferrat. En même temps deux petites colonnes, renforcées de gardes nationales, s'emparaient sur sa droite des vallées de Sallenche et de Beaufort, ainsi que des hauteurs du mont Cormet; le détachement piémontais qui avait si vaillamment attaqué Saint-Martin au commencement de l'invasion, s'enfuit dispersé jusqu'au Saint-Bernard.

(1) Ce poste de Valloire, point essentiel sur le flanc gauche de la position centrale de Briançon, a été sagement indiqué par le maréchal de Berwick, comme celui dont l'occupation était essentielle dans la défense des Alpes, et d'où l'on pouvait avantageusement déboucher en Savoie.

Ces deux opérations placèrent le prince dans une position difficile; heureusement pour lui que la faiblesse des Français agissant contre ses flancs, les rendit circonspects, et les empêcha de descendre sur ses communications; il gagna ainsi le temps de revenir d'abord sur Saint-Maurice où, ne se croyant pas même en sûreté, il prit la résolution de se replier le 30 septembre jusqu'à Saint-Germain, au pied du Saint-Bernard.

Alors les petites colonnes de gauche descendirent sur Saint-Maurice vers lequel le corps de bataille, conduit par Kellermann, se dirigea de son côté par Moutiers et Ayme, afin de ne pas lui laisser le temps de s'établir au pied des versants de la Savoie et de le rejeter entièrement sur les Alpes. Le 4 octobre, les Sardes furent attaqués et forcés par une artillerie supérieure à se retirer sur le petit Saint-Bernard.

Gordon ne pouvant rester seul dans la vallée de l'Arc sans courir de grands risques, commença sa retraite; les républicains tentèrent de le couper en dirigeant un parti à Termignon, tandis que le corps posté à Valloire le harcèlerait par Modane, et le général Ledoyen par la route de Saint-Jean; mais les difficultés que ces différents mouvements rencontrèrent ne permirent pas d'atteindre le but qu'on s'en était proposé. L'infanterie française, privée de son artillerie, à demi nue et manquant de tout, n'en accompagna pas moins avec une activité admirable la colonne en retraite jusqu'au mont Cenis, que les républicains attaquèrent même à plusieurs reprises avant le retour des neiges.

Ces succès préparés par les dispositions de Kellermann, et dus principalement au dévouement des troupes, furent très-utiles à leur général en venant fort à propos radoucir la sévérité de la convention, devant laquelle il avait à se justifier de n'avoir pas vaincu les ennemis intérieurs. Elle lui rendit sa liberté peu de temps après avec son commandement.

On ne saurait nier que cette expédition ne fît honneur à Kellermann qui, avec 12,000 hommes peu aguerris, en repoussa 18 à 20,000 d'un pays où tous les avantages étaient du côté des Sardes. On est tenté de croire au premier abord que ce général fit beaucoup de détachements; mais il jugea que dans un pays difficile comme les deux chaînes qui séparent la vallée de l'Arve de celles de l'Isère et de la Maurienne, des petits corps inquiéteraient aussi bien l'ennemi que de plus fortes colonnes; d'ailleurs sans trop dégarnir les vallées, les communications principales et ses dépôts de vivres et d'artillerie, il ne pouvait détacher plus de troupes qu'il n'en porta aux cols de la Madelaine et du Cormet.

Quant à la conduite des généraux sardes, elle est au-dessous de la critique. Leur mollesse après la prise de Moutiers est inexcusable. Ils devaient réunir les deux divisions dans la Tarentaise, et forcer Conflans avant que les Français eussent le temps de rassembler leurs renforts, de lever des gardes nationales et d'appeler une partie des troupes du camp de Tournoux. La dissémination de leurs moyens donna naissance à ces incertitudes et à ces craintes qui font évanouir, comme des songes, les espérances les mieux fondées. S'ils avaient agi ensemble peu leur eût importé que la communication directe de la Madelaine se trouvât interceptée : Gordon décampa d'Espierre parce que quelques centaines d'hommes se montraient sur ses flancs, tandis qu'en se massant il eût à coup sûr culbuté la poignée de républicains qui restait devant lui sur Aiguebelle; l'évacuation prématurée de Moutiers par le prince de Monferrat, motivée sur le même prétexte, n'aurait pas eu lieu s'il eût été réuni.

En général, dans les pays de hautes montagnes où les issues sont rares et difficiles, on ne saurait se dissimuler qu'il n'y ait de l'inconvénient à agir concentré dans une seule vallée, et en laissant l'ennemi sur ses flancs. Cependant quand il s'agit d'une invasion où l'on a la supériorité du nombre et de l'initiative, ce parti est encore préférable à tous les autres, attendu qu'on ne risque pas plus que l'ennemi, lequel percé et isolé a rarement l'audace de garder sa position dès qu'il s'y croit compromis. D'ailleurs une armée dont on étend le front ne cesse pas d'avoir des flancs, et il est impossible en marchant par trois ou quatre vallées qu'une des colonnes ne courre risque d'être accablée. Tel fut ici le cas, puisque le flanc de Gordon fut inquiété par le détachement de Valloire, comme si la division de ce général eût marché en masse par la Tarentaise avec celle du duc de Montferrat.

Mais, lorsque des motifs puissants exigent de commencer l'invasion enplusieurs colonnes, il faut toujours leur assigner un but concentrique dès qu'elles auront balayé les vallées ; autrement l'ennemi, venant à se rassembler avant elles, leur ferait un mauvais parti. Au reste, l'activité dans la guerre de montagne est, plus que dans toute autre nécessaire, indispensable même. Il faut avoir de petits corps de flanqueurs, et diriger sa masse vivement d'un grand point d'embranchement de plusieurs vallées, à un autre, en séjournant le moins possible dans les gorges intermédiaires où l'on court risque d'être resserré et enveloppé. Il n'y avait pour les Sardes que trois de ces points : le premier à Saint-Maurice, le second à Conflans, ou sur les hauteurs de Villars au confluent de l'Arc et de l'Isère, le troisième à Montmeillan. Les Sardes n'auraient dû stationner que dans ces trois positions, et combattre ou marcher jusqu'à ce qu'on les eût successivement atteintes.

Mais hâtons-nous de revenir à notre sujet, dont ces réflexions didactiques nous ont écarté.

Les avantages remportés en Savoie sur les Sardes, coïncidant, pour ainsi dire, avec la prise de Lyon, rendirent environ 18,000 hommes disponibles. La convention, après avoir satisfait à sa vengeance, en décrétant la destruction de cette ville, ordonna au général Doppet d'en faire filer 10,000 sur Toulon ; le reste retourna sur la frontière des Alpes à l'exception de deux ou trois bataillons qui furent détachés dans la Lozère pour étouffer les troubles qui s'y manifestaient. Une partie du nombreux matériel qui avait servi au siége fut réintégré dans les places dont il avait été tiré, une autre fut dirigée contre Toulon ; enfin l'on en fit encore passer des convois aux armées des Pyrénées et du Rhin.

Siége de Toulon et opérations de l'armée du Var.

Six mois s'étaient à peine écoulés depuis l'apparition menaçante de l'amiral Latouche à Naples, et l'expédition malheureuse du contre-amiral Truguet en Sardaigne, que la prépondérance maritime des Français était anéantie dans la Méditerranée, et que les puissances du littoral se dirigeaient d'après l'influence anglaise, comme on l'a dit précédemment.

Du détroit de Gibraltar à celui des Dardanelles, des côtes de l'Afrique à celles de l'Italie, le pavillon anglais était un objet de terreur ou de respect. La flotte française, en partie désarmée dans le port ou les rades de Toulon, livrée à l'incurie d'officiers mécontents dont la plupart méditaient une défection, et déjà trop faible pour lutter avec avantage contre les escadres anglaise et espagnole qui partageaient l'empire de la Méditerranée, semblait attendre au milieu des déchirements de l'anarchie, le coup fatal qui devait lui être porté.

Mais l'histoire de ce funeste événement, dont les suites furent si désastreuses pour la république, forme aux opérations de l'armée du Var, comme le siége de Lyon à celle de l'armée des Alpes, un épisode qui captive toute l'attention durant cette période, et qui exige de reprendre les choses de plus haut.

On a laissé au chapitre XIX les fédéralistes cantonnés sans méfiance et sans projet sur la rive gauche de la Durance aux environs de Salon. Dès que Carteaux eut reçu le petit renfort qu'il attendait, cédant aux instances du représentant Albitte, il passa cette rivière sans obstacle et força d'Arbaud après un léger combat de se replier à Septême.

Cette position qui est à la naissance des gorges de ce nom que traverse la route de Marseille à Lyon, était excellente, et l'intention du chef des fédéralistes était de s'y retrancher ; mais Carteaux ne lui en donna pas le temps. Arrivé le 25 août devant cette position, il l'attaqua avec le gros de son corps, tandis que son avant-garde la tournait. Le combat ne fut pas de longue durée : un bataillon de fédéralistes vint se joindre aux conventionnels, un autre déposa les armes, le reste s'enfuit dans le plus grand désordre à Marseille, poursuivi par les dragons allobroges, et abandonnant une partie de l'artillerie.

Le lendemain Carteaux entra sans coup férir dans cette ville, dont une partie des habitants, en vue d'éviter les effets de la réaction, dont ils prévoyaient être les victimes, s'étaient enfuis dans la nuit vers Toulon.

Cette ville, qui comptait alors une population de 25,000 âmes, renfermait dans son sein trop

d'éléments hétérogènes, pour n'être pas déchirée par les factions, comme toutes les grandes communes. Elle se composait en effet de la noblesse, seule en possession des grades supérieurs de la marine et des grandes charges de l'administration; de la bourgeoisie comprenant les officiers du génie maritime, ceux de la marine marchande, ainsi que les employés subalternes; et enfin du peuple, mélange d'artisans, d'ouvriers, de marins, sectateurs zélés des nouvelles doctrines qui leur promettaient du pain sans travail, des emplois sans éducation. La bourgeoisie, après avoir fait, au commencement de la révolution, cause commune avec le peuple pour se venger de la hauteur et des dédains de la noblesse, se voyant ensuite rabaissée par l'odieux niveau des montagnards, sentit le besoin de se rapprocher d'elle, et comme à Lyon, à Marseille, ne put résister au désir de secouer le joug de la convention.

Un homme qui ne voyait de remède à l'anarchie que dans le rétablissement de la monarchie absolue, le baron d'Imbert, capitaine de vaisseau, éprouvé déjà par plusieurs missions secrètes pour la famille des Bourbons, et qui n'avait accepté de commandement de la république qu'afin d'être utile à son parti, conçut le dessein de livrer Toulon aux Anglais, de concert avec le comte de Trogoff, commandant de l'armée navale. Une foule de circonstances concourut à favoriser l'exécution de ce sinistre projet : la place n'avait pas 2,000 hommes de garnison en troupes de lignes, l'armée du Var, sous le général Brunet, enfoncée dans les Alpes maritimes, se trouvait trop éloignée et trop faible pour oser y détacher quelques bataillons, au moment où l'armée piémontaise, victorieuse à Raus, menaçait de reprendre l'offensive. Ajoutez que les équipages de la flotte étaient divisés d'opinions comme la population; enfin, que l'arrivée des Marseillais fugitifs augmentait la disette qui se faisait sentir d'une part par le blocus maritime, et de l'autre par l'approche du corps conventionnel aux ordres du général Carteaux.

Dans cet état de choses, le baron Imbert et ses adhérents, sous prétexte d'aviser aux moyens de préserver Toulon des malheurs dont il était menacé, font convoquer les assemblées primaires de section, et parviennent à éliminer des administrations du département et du district, les fonctionnaires dévoués à la convention ou de la fermeté desquels ils n'ont aucune garantie. Après ce début ils jettent le gouverneur montagnard en prison, et le remplacent par le maréchal de camp Maudet, que les républicains avaient renvoyé de Corse à Toulon pour être jugé comme coupable de haute trahison; on ôte le commandement de la garde nationale à celui qui en était pourvu, et on le confie au chevalier de Grasset, garde du corps échappé au massacre du 10 août.

Aux yeux de la multitude aveugle et confiante, ces changements parurent d'une utilité indispensable. Le peuple n'y soupçonna point les intentions des meneurs de la faction royaliste. Ceux-ci même, ne savaient peut-être pas d'abord où aboutirait leur levée de boucliers. Mais lorsqu'après avoir sondé les ambassadeurs des alliés auprès de la république de Gênes par l'intermédiaire du marquis de Marignane, ex-ministre de Louis XVI, ils en eurent reçu la promesse d'être soutenus par les escadres combinées, ils changèrent le caractère de la rébellion. Il ne fut plus question seulement de résister à la convention; mais les couleurs de la royauté remplacèrent tout à coup celles de la nation, et l'on proposa sans détour aux Toulonnais de proclamer et de reconnaître Louis XVII. Cette proposition fit frémir une foule de citoyens, ennemis prononcés de la monarchie, et qui n'avaient cru d'abord s'armer que contre les montagnards. Toutefois les choses étaient trop avancées pour reculer. Entraînés par un courant resserré entre deux écueils, et désespérant dès lors de leur salut, ils s'abandonnèrent au gré des flots et grossirent les rangs de leurs ennemis. Cependant l'accord des habitants ne suffisait pas pour livrer la ville aux Anglais, il fallait en outre que l'escadre y consentît, et elle n'y paraissait pas disposée. Le comité général, espèce de directoire royaliste qui s'était saisi des affaires, adressa alors aux marins une proclamation en vue de les préparer à cet événement; mais cette pièce faillit faire échouer l'entreprise; plusieurs capitaines ne se rendirent pas à leur bord, d'autres n'osèrent publier la proclamation, ce qui facilita au contre-amiral Saint-Julien, le moyen de s'emparer du commandement de l'escadre, au nom de la république, et de faire arrêter plusieurs des

commissaires envoyés par le comité à l'amiral anglais.

A peine cet événement fut-il connu dans Toulon, que le même comité donna pouvoir au baron d'Imbert de traiter avec lord Hood, commandant l'escadre anglaise qui était en vue. La convention fut bientôt conclue, et dès que le comte Trogoff en eut avis, il hissa le pavillon de commandement à bord de la *Perle*, et fit à l'escadre le signal de ralliement : ses partisans le suivirent, d'autres entraînés par la force de la discipline se préparèrent à lui obéir. Alors Saint-Julien ne voulant pas participer à la livraison de Toulon, se sauva dans la rade intérieure du côté de Seyne avec quelques autres capitaines fidèles à leur pays.

Cette scission de l'escadre, peu importante par elle-même, fut sur le point d'amener d'autres résultats. Lord Hood craignant de tomber dans un piége, convoqua un conseil de guerre; il fut formellement décidé qu'on n'entrerait point à Toulon. Toutefois l'amiral Trogoff ayant mandé de nouveau au baron d'Imbert qu'il était prêt à se ranger du côté de l'ennemi dès que l'escadre alliée se présenterait, lord Hood crut pouvoir donner quelque chose au hasard, et passa outre. Le lendemain, 27 août, les Anglais pénétrèrent dans les rades, débarquèrent, prirent possession du fort de Lamalgue et de Toulon où ils furent reçus comme des libérateurs.

Ce n'était pas avec environ 3,000 hommes que l'on pouvait garder cette place qui en exige au moins 10,000 pour sa défense; aussi l'amiral anglais se dépêcha-t-il d'inviter l'amiral Langara de mettre à terre toutes les troupes de marine de son escadre pour faire le service de la place conjointement avec les siennes. Environ 4,000 Espagnols furent débarqués en vertu de cette réquisition dans les premiers jours de septembre, et furent suivis d'autant de Piémontais et de Napolitains. De son côté, l'amiral anglais reçut deux régiments d'infanterie de Gibraltar, et alors les alliés prirent possession non-seulement de tous les forts qui forment une espèce de ceinture autour de Toulon, mais s'établirent encore à l'issue des gorges d'Ollioules par où les conventionnels, vainqueurs des fédéralistes de Marseille, devaient déboucher pour se porter vers la place.

En même temps toutes les dispositions furent prises pour perfectionner la défense du côté de France; l'on organisa des divers détachements restés en garnison à bord des vaisseaux français, un régiment de ligne sous le nom de *Royal-Louis*, dont le comte de Toustain prit le commandement; l'on désarma une partie de la garde nationale pour armer les réfugiés Marseillais, et cinq vaisseaux de 74, montés par des officiers de marine français, mirent à la voile pour Rochefort et Brest, afin d'y donner accès aux coalisés par une trame semblable.

Au premier bruit de l'entrée des Anglais à Toulon, les représentants du peuple près l'armée des Alpes, donnèrent l'ordre au général Brunet de détacher une division pour la reprendre; mais celui-ci n'ayant pas assez de monde pour tenir tête aux Sardes dans le comté de Nice, et fort de ce que cette place n'était pas comprise dans l'arrondissement de son armée, crut que le soin de la reprendre comme de la conserver les regardait particulièrement. Les proconsuls lui firent bientôt un grief de cette désobéissance, qui le conduisit à l'échafaud. Toutefois ils rassemblèrent les garnisons de la côte, et en formèrent un petit corps de 3 à 4,000 hommes qui vint sous les ordres du général Lapoype prendre poste d'observation aux environs de Sollies.

De son côté, le général Carteaux, maître de Marseille, avait poussé dès le 29 août son avant-garde sur Ollioules; après en avoir été d'abord délogé, il y rentra bientôt, et prit position sur le revers oriental des gorges avec ses 4,000 hommes.

Ces deux corps isolés et qui n'avaient entre eux que des communications assez difficiles, furent les seuls qui, durant les mois de septembre et d'octobre, formèrent une espèce de blocus de la place sous le commandement successif des généraux Carteaux, Lapoype et Doppet.

Les coalisés de leur côté employèrent ce temps à faire fortifier les hauteurs voisines de la place, afin de rendre l'approche des rades impossible, et de lui donner les avantages d'un vaste camp retranché capable de servir de refuge à une armée qui voudrait agir sur le Rhône. Les hauteurs de Malbousquet, du cap Brun et de l'Éguillette, furent couvertes d'ouvrages tracés par des ingénieurs fran-

çais, et construits à l'envi par les Toulonnais, les Marseillais, et les soldats de toutes les nations qui affluaient dans la ville.

Durant les premiers jours de l'occupation étrangère, les habitants s'imaginèrent que les alliés combattaient de bonne foi pour le rétablissement de la royauté. En effet, Louis XVII fut proclamé tant dans Toulon que dans les forts; partout le drapeau blanc remplaça le drapeau tricolore : mais on ne tarda pas à s'apercevoir que les Anglais n'étaient rien moins que les fidèles gardiens d'une place réservée à un roi enfant. Aussitôt que le cabinet de Londres apprit le trop heureux événement qui venait de lui livrer la marine française, il nomma pour la direction des affaires, une commission composée de l'amiral Hood, de lord Elliot, et du général Ohara : le premier non moins capable de conduire une intrigue que de diriger une escadre, sema la défiance, et augmenta la division parmi les habitants en flattant tantôt un parti, et tantôt l'autre. Les mécontents consentaient bien à reconnaître le roi, pourvu que la constitution de 91 fût respectée ; les royalistes au contraire pensaient que toute autorité constitutionnelle devait être abolie, et, qu'à l'exception du gouverneur militaire et de l'intendant, du maire et de ses échevins, toutes les autres autorités devaient être détruites. Dans cette diversité d'opinions, l'amiral anglais eut le pouvoir de faire décider par le comité général, sur la proposition du baron Imbert, l'ajournement indéfini de toutes les autorités. Il fit plus, il suspendit, sous de vagues prétextes, le départ de la députation nommé par les sections, pour aller exprimer à *Monsieur*, régent, qui se trouvait alors à Turin, le désir qu'elles avaient de le posséder à Toulon.

A ces inquiétudes, suites naturelles d'une démarche peu réfléchie, succédèrent bientôt des alarmes d'une autre espèce. Les conventionnels, après avoir réduit Lyon, s'avançaient en forces, et menacaient Toulon d'un siége. Les alliés qui avaient perdu deux mois en vains préparatifs de défense, marcheraient-ils enfin à leur rencontre, ou les attendraient-ils derrière leurs retranchements? Si depuis deux mois, n'ayant eu devant eux que les faibles corps de Carteaux et de Lapoype, distants d'une grande journée de marche, ils n'avaient osé les attaquer, quand il semblait si facile de les détruire l'un après l'autre, il n'était guère probable qu'ils devinssent plus entreprenants, lorsque 30,000 républicains formeraient l'investissement complet de la place. Dans la dernière hypothèse, se flattaient-ils de pouvoir résister? Toulon offrait à la vérité plus de difficulté à soumettre que Lyon, mais aussi les conventionnels victorieux arrivaient avec plus d'ardeur et de moyens.

Déjà l'on avait remarqué le peu d'harmonie et d'ensemble qui existait entre les alliés : les Anglais qui dominaient, également insupportables par leur hauteur aux Toulonnais, aux Espagnols aux Piémontais et aux Napolitains, songeaient moins à se défendre qu'à retirer de Toulon la riche capture qui les y avait attirés. Et quand bien même l'union la plus parfaite eût régné entre les alliés, au point où en étaient les choses, et dès qu'on n'avait pas profité des mois de septembre et d'octobre pour former une armée de 25 à 30,000 hommes et la porter sur la Durance, l'art et l'énergie de ses défenseurs ne devaient que retarder la chute de Toulon; et de quels désastres, de combien de vengeances cette chute ne serait-elle pas suivie?

Telles étaient les justes appréhensions des Toulonnais, lorsque vers la fin de novembre, le général Dugommier, divisionnaire de l'armée des Alpes, fut investi du commandement en chef de l'armée de siége, alors composée de 25 à 28,000 hommes, dont un tiers de recrues. L'artillerie ne lui manquait pas, mais la disette de poudre se faisait sentir.

A son arrivée, le nouveau général en chef convoqua un conseil où l'on décida, vu la faiblesse des moyens de l'armée assiégeante, qu'on commencerait par attaquer la redoute anglaise située sur la hauteur à l'ouest de l'Éguillette, la montagne de Faron, et enfin le fort Malbousquet, tandis qu'on ferait vers la gauche une démonstration sur le cap Brun; on devait ensuite attaquer le corps de place si la fortune se montrait favorable.

Ce projet semblable, à peu de chose près, à celui tracé par le comité de salut public, était des mieux conçus; car en menaçant les communications de la rade, il était probable qu'il déciderait les coalisés à évacuer la place sans attendre la dernière extrémité. Pour son exécution l'armée resta divisée

en deux corps ; celui de l'Est confié au général Lapoype, vint camper près du village de Lavalette ; celui de l'Ouest, commandé par le général en chef, s'étendit entre la plage de Faubregas et le ban de quatre heures. Afin de le couvrir contre toutes les sorties de la place, on fit fermer, par une ligne de circonvallation, les vallées situées entre les collines de Piécagas, des Arènes, des Gaux et de la Goubran, par où la garnison pouvait se glisser dans le camp républicain.

Bientôt le chef de bataillon Bonaparte, commandant en second l'artillerie de siége, établit sur la colline des Arènes une batterie de six pièces de 24, qui commença à tirer contre le fort Malbousquet.

La possession de ces hauteurs donna de l'inquiétude aux alliés, et les détermina à exécuter une sortie pour détruire les travaux des assiégeants. Le 30 novembre, une colonne de 5 à 6,000 hommes, la plupart anglais passa le Las, se divisa en deux corps, dont l'un attaqua la colline et l'autre les positions environnantes. Le premier s'empara de la batterie dont il encloua les pièces, tandis que l'autre se dirigeait par le chemin d'Ollioules sur le parc de siége. Heureusement Dugommier, accouru aux premiers coups de fusil avec quelques détachements, rallia les fuyards et retarda la marche de cette dernière colonne. Renforcé bientôt par d'autres troupes, il prend à son tour l'offensive, et attaque les assiégés non encore établis dans la position des Arènes. Ce retour offensif auquel ils étaient loin de s'attendre, les déconcerta : ils firent une molle résistance et furent ramenés en désordre sur le Las. Le général Ohara, envoyé la veille d'Angleterre pour commander en chef les troupes de débarquement fut blessé et fait prisonnier ; le général Dugommier reçut aussi deux coups de feu, mais qui ne le mirent pas hors de combat.

L'issue de cette première tentative enhardit autant les assiégeants qu'elle causa de consternation parmi les défenseurs de Toulon : néanmoins les travaux continuèrent de part et d'autre avec activité, et chaque jour vit s'élever de nouvelles batteries. Le général républicain, avant de tenter un coup de main sur la redoute anglaise considérée comme la clef de la petite rade, voulait attendre six à huit bataillons aguerris que lui amenait le général Laharpe de l'armée du Var. Dès qu'ils furent arrivés, il reconnut l'ouvrage conjointement avec les chefs du génie et de l'artillerie Marescot et Bonaparte.

Cette formidable redoute, élevée au milieu de la langue de terre appelée l'Éguillette, formait le centre d'une ligne de retranchements et d'abattis qui couvrait un camp d'environ 5,000 hommes, la plupart Espagnols. Les Anglais l'avaient baptisée le *Petit Gibraltar*. Elle consistait en un vaste ouvrage, d'un profil fort élevé, et dont l'escarpe était revêtue en pierres sèches, environnée d'un large fossé : elle avait été élevée sur les dessins d'un ingénieur français, et on la croyait imprenable.

Le général en chef, après avoir bien examiné les localités ordonna les dispositions suivantes : Une colonne devait sur la droite insulter cette redoute de front, tandis qu'à la gauche une autre, filant le long de la mer, aurait escaladé la sommité retranchée qui commandait le fort de l'Éguillette, afin de couper la communication du camp avec la redoute. Cette attaque devait être secondée par une diversion à l'est sur le fort Faron.

Dans la nuit du 16 au 17 décembre, les généraux Labarre et Victor, chargés de l'attaque de la redoute, s'ébranlent de leurs camps par un temps épouvantable ; mais soit excès de zèle, soit qu'ils eussent mal interprété l'ordre, loin de se diriger sur les deux points indiqués, ils arrivent tous deux en face de la redoute qu'ils entreprennent d'escalader sous un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie. La présence des commissaires conventionnels, Salicetti, Robespierre, Ricard et Fréron, anime les assaillants. Dans une première tentative les fossés sont jonchés de cadavres ; mais ceux qui survivent à ces décharges meurtrières, se rallient bientôt, reviennent à l'escalade avec une nouvelle énergie ; montés sur les épaules des plus robustes, ils s'introduisent par les embrasures dans la redoute, où ils combattent encore une demi-heure corps à corps avec les canonniers anglais et les soldats de marine espagnols, avant d'en être maîtres.

En possession de ce point important, Dugommier crut nécessaire d'attendre pour chasser entièrement les alliés du promontoire ; mais ils profitèrent des ombres de la nuit pour effectuer leur

retraite; environ 2,000 hommes, reste des 5,000 qui occupaient la veille le camp retranché, furent ramenés à Toulon en toute hâte par des embarcations; en sorte que les républicains entrèrent le lendemain, sans beaucoup de peine, dans les forts de l'Éguillette et de Balaguier.

L'attaque du fort Faron ne fut pas moins heureuse : le général Lapoype partagea ses troupes en deux colonnes : la première, sous le général Garnier, attaqua la pointe de la croix de Faron; l'autre, conduite par le général Mouret, gravit le pas de Leidet : celle-ci n'éprouva qu'une faible résistance, et de ce côté l'on s'empara de la redoute de Saint-André; mais la première, accablée par des quartiers de rocs et des chevaux de frise que les assiégés firent rouler de la croix de Faron sur les colonnes républicaines, fut repoussée.

Ces succès surprenants ne coûtèrent pas, s'il faut en croire les relations du temps, plus de 1,200 hommes aux républicains, tandis que des rapports royalistes estiment celle des alliés à plus de 3,000.

Malgré ces avantages, ils n'étaient point encore assez près de la place pour en faire le bombardement avec succès. Une garnison de 15,000 hommes, qui avait la facilité d'être renforcée et ravitaillée par mer, eût pu se défendre encore longtemps; mais les revers ayant aigri et consterné les alliés, les Anglais, peu jaloux de prendre sur eux les chances d'une défense inutile, résolurent aussitôt d'évacuer la place après avoir brûlé tous les vaisseaux qu'ils ne pourraient enlever, et détruit tous les établissements maritimes, objets de leur constante et implacable envie.

Dans la journée du 18, les forts des Pommets, de Saint-Antoine, de Saint-André, de Malbousquet, le camp de Saint-Elme, furent successivement évacués, et il ne resta plus aux alliés que le fort Lamalgue qui devait, comme tous les autres, être bientôt abandonné après l'exécution du plus effroyable projet.

Cette évacuation successive opérée d'après les ordres de l'amiral Hood, faillit, par un trait que l'histoire qualifiera comme elle voudra, devenir funeste à 2,000 soldats espagnols qui formaient l'arrière-garde. Toutes les portes de Toulon ayant été barricadées en dedans au fur et à mesure de la rentrée des alliés, le corps devait se retirer par une poterne qui fut désignée vers le fort de Lamalgue; mais quand l'ordre lui en fut remis, il la trouva déjà fortement barricadée en dehors et ne parvint à échapper au danger qui le menaçait qu'en usant de diligence pour s'ouvrir une issue.

Cependant le capitaine Sidney Smith, conformément à l'instruction de son amiral, commença dans la nuit du 18 au 19, à mettre le feu aux vaisseaux désarmés dans la Darse, ainsi qu'aux magasins de la mâture. Tout devait être consumé; mais l'incendiaire, contrarié d'ailleurs par les forçats, n'eut pas le temps d'achever son opération. 12,000 habitants, craignant la vengeance des vainqueurs irrités, abandonnèrent leurs foyers et se retirèrent sur les escadres combinées. Nous ne retracerons pas les horreurs qui signalèrent cette opération, de crainte d'être accusés de passion ou de haine : les mémoires de Fonvieille et d'Imbert les légueront à la postérité, comme un exemple du sort qui frappe tôt ou tard, les hommes assez imprudents pour remettre les destinées de leur patrie à la merci de ses ennemis implacables.

Des 31 vaisseaux de ligne et 25 frégates qui se trouvaient à Toulon au moment où les alliés y entrèrent, 16 vaisseaux et 5 frégates devinrent la proie des flammes ou en furent fortement endommagés : 3 vaisseaux et 6 frégates tombèrent en partage aux Anglais; 3 frégates aux Sardes, aux Espagnols et aux Napolitains; 5 vaisseaux furent envoyés en mission dans les ports français de l'Océan; 7 vaisseaux et 11 frégates restèrent intacts dans la Darse.

Vers minuit un bruit sourd et lugubre annonça au loin le désespoir des Toulonnais, et le désordre qui régnait dans leur ville; mais, lorsqu'on vit s'élever les flammes qui dévoraient les vaisseaux, un cri d'indignation retentit dans tout le camp. Dès lors tous les hommes réfléchis prévirent que, semblable aux guerres puniques, la rivalité de la France et de l'Angleterre ne pouvait s'éteindre que sous les décombres de la grandeur d'une des deux nations.

L'armée française entra à Toulon le 19 décembre, et son premier soin fut d'arrêter les progrès de l'incendie. Dans cette opération, à la fois sujet et prétexte de confusion, des soldats se livrèrent

à toutes espèces de désordres, mais ils furent bientôt réprimés; et si les habitants, échappés aux horreurs du pillage et de l'incendie, eurent ensuite à gémir de la barbarie des conventionnels, du moins il faut le dire à la gloire du vainqueur, le général Dugommier plaida avec toute la chaleur de la philanthropie la cause des Toulonnais soumis.

Tandis que ces choses se passaient sur les derrières de l'armée du Var, les Piémontais, qui auraient dû lui porter des coups irréparables, se consumaient en efforts mal concertés. Victor-Amédée, en recevant le grand nom de son illustre aïeul, n'avait point hérité de son génie; ce n'était qu'un prince faible et dévot : son grand âge ne lui permettait pas d'ailleurs de faire la guerre, et il fallait que l'entreprise fût presque certaine pour le décider à la conduire en personne.

A quelques rectifications près, les armées tenaient la position qu'elles avaient prise après la défaite du comte de Saint-André; les Français occupaient Preglio sur la Roya, et le col de Brouis; le centre se trouvait au Donjon; la gauche sur la montagne de Tuersch ou Terries, et à Roccabiglière, ayant ses flanqueurs sur la Tinea.

Le général Brunet, auquel on reprochait de n'avoir pas laissé de garnison à Toulon, ou de ne l'avoir pas repris avec un gros détachement avant que les alliés y fussent solidement établis, fut traduit au tribunal révolutionnaire et conduit à l'échafaud. Le général Ortoman, injustement accusé des désastres du 12 juin, subit le même sort. L'armée passa ensuite sous les ordres du général Dumerbion, vieillard qui, sentant sa faiblesse, eut le bon esprit de donner toute sa confiance à des hommes capables et pleins d'énergie, afin de soutenir avec moins de risques le poids de la terrible responsabilité qui pesait sur lui.

Cependant le roi de Sardaigne, instruit de l'entrée des Anglais à Toulon, quitta sa capitale au commencement de septembre, et arriva le 6 à Fontan. Aussitôt un conseil de guerre est convoqué, et une attaque générale de la ligne des républicains est fixée au 8, jour anniversaire de la délivrance de Turin par le prince Eugène en 1707, et fête de Notre-Dame; circonstance dont on ne manqua pas de profiter pour enflammer les troupes, en alliant au véhicule de la gloire, le mobile quelquefois plus puissant de la superstition.

Le duc d'Aoste avec une divison devait descendre le col de Fenestre, et venir le 7 par Saint-Martin de Lantosca à Roccabiglière, tandis que ses flanqueurs de droite se porteraient sur Saint-Dalmas Le comte de Saint-André pour favoriser sa marche, avait ordre de s'avancer avec une brigade du col de Raus sur les hauteurs de Saint-Jean, de se lier par Gordalasca et Belvedère avec la colonne précédente, et de canonner ensuite la redoute de Vesco. Le baron Colli était chargé de contenir le camp principal au centre de la ligne, et suivant l'occurrence, de chercher à l'emporter : de son côté le général Strasoldo eut l'instruction de pousser une brigade par San Stefano sur Guillaume, afin d'inquiéter le flanc gauche des Français et de menacer leurs communications avec le Var. Enfin un autre détachement réuni à la garnison de Saorgio, devait faire des démonstrations à l'extrémité opposée sur les bords de la Roya.

Ce projet n'était pas mal conçu, quant à la direction donnée à l'effort principal sur la gauche des républicains, seulement pouvait-on lui reprocher d'employer aux accessoires des moyens qui eûssent été beaucoup plus utiles à l'attaque décisive. Aussi l'exécution ne répondit-elle point à l'attente : à la vérité, la colonne de Saint-André, profitant de sa supériorité, repoussa les Français du camp de Flaut, et le brigadier Carette enleva, après un combat de quatre heures, la redoute de Saint-Severs; mais la colonne du duc d'Aoste n'ayant pu percer dans la vallée de la Vesubia, les républicains prirent une position plus avantageuse à Uttel, Levens et Saint-Arnould. Au centre et à la droite les Sardes furent repoussés.

Le roi confus et trop vite découragé, retourna dans sa capitale dont il n'eut plus envie de sortir pour des expéditions au delà des monts, et donna, par cela même, un juste sujet de mécontentement à son armée. En effet, dès qu'il n'adoptait pas en principe de rester sur la défensive en Savoie ou dans le comté de Nice, afin de jeter la masse de ses forces sur l'autre de ces provinces, il fallait plus que jamais s'en tenir à ce projet, et ne point se rebuter au premier échec.

Tout le mois de septembre se passa dans l'inaction, et par un phénomène qui n'est pas sans exemple dans les Alpes, il survint au milieu de ce mois, des froids assez vifs et une neige si abondante, que les montagnes se trouvèrent presque impraticables.

Sur ces entrefaites, le général Dewins renouvela avec plus de succès la proposition déjà faite maintes fois, et très-habilement conçue, de manœuvrer contre le flanc gauche des Français en descendant le Var; mais il était décidé que, dans cette malheureuse guerre, alors même qu'on opérerait dans une direction convenable, l'exécution s'écarterait de toutes les règles ordinaires. Ce général se contenta de porter 3 ou 4,000 Autrichiens à Isola avec huit petites pièces de canon, démontées et portées à dos de mulet. Dès que le froid fut diminué, il se mit en marche sur Saint-Salvador, en descendant la vallée de la Tinea, et détacha ses troupes légères sur celle du Var vers Pujet-de-Teniers.

Ce mouvement aurait eu les suites les plus importantes, exécuté un mois plutôt et avec des forces suffisantes. Les motifs qui déterminèrent Dewins à ne pas en employer davantage, sont inconnus: il faut croire que la meilleure intelligence ne régnait pas entre les Sardes et lui, et qu'ils eussent difficilement consenti à laisser à la merci des républicains, leurs positions formidables de Raus et des Fourches, pour courir à une expédition incertaine. A le bien prendre pourtant, le salut du Piémont ne dépendait pas du camp des Fourches, et la perte de l'armée française pouvait être au contraire le résultat d'une attaque vigoureusement combinée contre sa gauche, avec toutes les forces disponibles depuis la vallée de la Stura jusqu'à Saorgio. L'approche de l'hiver empêchant de songer à une longue série de succès, put servir d'excuse aux alliés, mais alors l'entreprise partielle des Autrichiens devenait également une course sans but.

Quoi qu'il en soit, Dewins s'avança le 24 sur Bolina dans la vallée de la Tinea, et les jours suivants à Claus, où il séjourna jusqu'au 12 octobre, sans qu'on puisse en deviner le motif. A la nouvelle de son approche, les Français quittèrent les bords de la Roya pour se retirer à Sospello où ils étaient plus concentrés. Les Piémontais attaquèrent cette droite à Castiglione, et obtinrent d'abord des succès; mais s'étant abandonnés à l'ivresse d'une victoire trop facile, au moment où les Français, revenus de la première surprise et renforcés, les assaillissaient à leur tour, ils furent entièrement culbutés.

Le 13 octobre, Dewins partit de Claus pour continuer sa marche offensive, passa le Var le 18, et s'avança sur Revest où il fut joint par une brigade piémontaise.

Le général Dumerbion se trouvait dans une grande perplexité : s'il dégarnissait sa droite et son centre pour voler au secours de Dugommier qui commandait sa gauche, il s'exposait à voir déboucher Colli et Saint-André sur Nice, et à perdre le comté. Le sort funeste de Brunet lui faisait sentir tout le poids de sa responsabilité, et il attendait passivement l'autorisation des commissaires de la convention, tout en faisant filer quelques troupes vers sa gauche à Gillette, où Dugommier prit position pour couvrir le dépôt et la communication importante de Saint-Martin-du-Var. Dewins l'attaqua le 18 octobre, et, malgré sa grande supériorité en nombre, échoua dans son entreprise et se retira sur Revest, en conservant des postes intermédiaires à Todon et Serres, et des flanqueurs entre Pujet, Entraures et Saint-Etienne. Mille Piémontais, laissés sur une crête rocailleuse presque inaccessible en face de Gillette, pour contenir Dugommier, en furent délogés le 19.

Les deux partis restèrent dans ces positions précaires jusqu'au milieu de novembre; les Autrichiens, dégoûtés de cette tentative infructueuse et manquant de vivres; les Français affaiblis par le départ de la division Dugommier pour le siége de Toulon. Cependant, comme les convois du Piémont allaient devenir de jour en jour plus difficiles, Dewins crut devoir repasser le Var à Masoins, et revenir par Formagine derrière le col de Tende, au revers duquel il prit ses quartiers d'hiver. La brigade sarde se retira sur la Tinea : le gros de l'armée avait déjà pris ses cantonnements.

Cependant le duc d'Aost s'étant rendu maître de Gineste, de la montagne de Brec et de Figaretto, interceptait la communication du centre des Français avec leur gauche. Masséna, récemment promu au grade de général de brigade, résolut de faire

cesser cet état de choses, malgré la rigueur extrême de la saison et les difficultés du pays. Le 29 novembre, il part d'Utell à la tête de 500 hommes d'élite, gravit les hauteurs de Gineste, et parvient, après un combat des plus vifs, à déloger les Sardes. En vain ceux-ci font pleuvoir sur sa colonne, une grêle de plomb et des quartiers de rochers, elle brave tous les dangers et surmonte tous les obstacles. Les retranchements sont enlevés, et les Sardes se replient sur le Brec, montagne âpre, sauvage et presque inabordable. Pour rendre le succès plus certain, Masséna imagine de faire traîner une pièce de canon de quatre, l'espace d'une demi-lieue, par des sentiers bordés de précipices, où les hommes mêmes ne passaient qu'en tremblant. A force de constance et de zèle, il vient à bout de son dessein; la pièce, arrivée sur les rochers qui dominent Castel-Gineste, ouvre son feu et sème la mort ou l'effroi dans les rangs sardes; leur dernier retranchement est enlevé; une colonne républicaine se glissant de rocher en rocher descend vers Figaretto dont elle nettoie la gorge jusqu'à Lantosca, et rétablit ainsi la communication interceptée.

Pendant que la clef de la puissance française dans la Méditerranée était livrée aux Anglais, avec tant de perfidie; que les Sardes et les Autrichiens perdaient pour jamais l'occasion de transporter le théâtre de la guerre en France, l'insurrection de la Corse prenait un caractère plus sérieux. A peine débarqués dans l'île où la convention les avait envoyés en qualités de commissaires, Salicetti, Lacombe-Saint-Michel et Delcher avaient reçu le fatal décret du 2 avril qui mandait Paoli à la barre, et frappés des suites d'une telle mesure, ils en sollicitèrent le rapport.

Mais Paoli informé du danger qui le menaçait, et ignorant d'ailleurs les véritables dispositions des commissaires, crut qu'il ne lui restait d'autre alternative que de fuir ou de se déclarer en guerre ouverte avec la convention, et se mit aussitôt en état de résister ou d'assurer sa retraite. Il fut puissamment secondé par Pozzo di Borgo qui, à son retour de l'assemblée nationale, où il avait été témoin des horreurs du 10 août et du 2 septembre, avait rapporté des dispositions peu favorables à la convention. Paoli le fit nommer, par son crédit, procureur syndic du département. A l'aide des administrations civiles, une levée spontanée s'opéra dans les montagnes de Corté; les détachements du régiment de Salis, entourés dans ce fort, furent renvoyés à Bastia, et le feu de l'insurrection gagna de proche en proche.

Jusque-là, ce n'était cependant que des dispositions défensives, autorisées en quelque sorte par la nécessité. Mais les commissaires de la convention se voyant compromis pour avoir plaidé la cause de Paoli, convaincus aujourd'hui que le fer était engagé et que les administrations départementales se trouvaient elles-mêmes à la tête des mécontents, destituèrent ces divers fonctionnaires par un arrêté du 18 mai, mesure imprudente, qui ne servit qu'à les irriter et à leur faire arborer ouvertement la bannière de l'opposition.

Une consulta, composée des députés de toutes les classes et de toutes les communes de l'île, réunie le 26 mai à Corté, donna à ce mouvement insurrectionnel, les dehors d'une noble indépendance, en même temps qu'elle lui procura plus de force en le revêtant d'un caractère de légalité qui influe d'une manière si puissante sur la multitude.

Cette consulta proscrivit les familles qui avaient protesté de leur attachement à la France, et parmi lesquelles se distinguaient celles d'Arena, de Bonaparte, d'Abatucci, de Casa-Bianca, de Gentili, de Salicetti, de Sebastiani. Tous les militaires corses restés sous les drapeaux de la république, furent sommés de les quitter sous trois jours, à peine d'emprisonnement et de confiscation de leurs biens.

De son côté, la convention instruite de ces événements le 1er juillet, furieuse d'avoir inutilement cédé à un premier mouvement de prudence, renonça à toutes voies conciliatrices, mit hors de la loi les deux chefs de l'insurrection, et se proposa dès lors de déployer pour la réduire, les moyens de terreur et de force dont elle se servait avec tant de succès sur le continent.

De telles dispositions devaient accroître le feu de la révolte. Les paolistes n'ayant d'autre alternative que la victoire, l'exil ou la mort, coururent aux armes de toutes parts; et les commissaires de la convention, hors d'état de tenir la campagne dans les montagnes et les gorges, et de fournir en même temps des garnisons suffisantes dans tous les ports que les escadres combinées commençaient à

menacer, se virent bientôt réduits à défendre le petit nombre de villes à l'abri d'un coup de main.

CHAPITRE XXV.

Ricardos, maître de Villefranche, force l'armée des Pyrénées-Orientales sur le Tet. — Les Français retirés en partie sur Salces et partie sur Perpignan. — Succès de Dagobert en Cerdagne. La victoire de Peyrestortes sauve l'armée française. — Ricardos victorieux à Truillas se retire néanmoins au Boulon; attaques réitérées des républicains sur son camp. — Folle entreprise sur Roses. — Combats d'Espolla et de Ceret. — Mutations fréquentes parmi les généraux. — Victoire des Espagnols à Ceret et Villelongue. — Défaite complète de Delatre à Collioure, Saint-Elme et Port-Vendre. Ces trois forts capitulent. La droite, battue à Pla del Rey et Baniuls, se retire sous Perpignan. — Opérations du côté de Bayonne. — Attaque infructueuse de Desprès-Crassier sur Bera et Biriatu; il est destitué; les deux partis restent sur la défensive, et Muller en profite pour organiser et discipliner son armée (1).

Nous avons laissé dans le chapitre XVIII l'armée des Pyrénées Orientales sous le canon de Perpignan, avec un faible corps détaché en Cerdagne. La droite des Espagnols masquait Collioure, Port-Vendre, et Saint-Elme; leur centre occupait Mas-d'Eu, Truillas et Pontella; leur gauche prolongée le long du Tet, venait s'appuyer au camp de la Perche qui observait Mont-Louis.

On ne comptait de part et d'autre, au commencement du mois d'août, qu'environ 30,000 combattants; mais, du reste, il n'y avait aucune comparaison à établir entre les deux armées. Celle des républicains se composait de nouvelles levées sans instruction et récalcitrantes; l'armée espagnole de soldats faits et disciplinés. La première, découragée par les revers essuyés à son début, soutenait avec peine la défensive; l'autre pleine d'ardeur ne rêvait que conquêtes. Son général en chef, honoré de la confiance entière du gouvernement, se trouvait puissamment secondé par l'obéissance de ses inférieurs et le dévouement des autorités civiles de la Catalogne : le général Flers au contraire, mal vu des délégués de la convention, à cause de son origine noble, avait pour ainsi dire les bras liés. Toutes ses opérations envisagées sous le prisme de la défiance, portaient aux yeux de ses surveillants l'empreinte de mauvaise volonté ou de trahison; jalousé par d'indignes subalternes, contrarié dans ses mesures administratives par les dernières autorités locales qui s'arrogeaient le droit de censure; il n'est pas étonnant qu'il n'ait pu tenir tête à l'adversaire qui lui était opposé.

Le général espagnol encouragé par les succès qu'il avait obtenus depuis quatre mois, conçut l'espoir de tourner les Français, et de les mettre dans la nécessité d'abandonner Perpignan à ses propres forces.

Pour atteindre ce but, il fallait franchir la ligne du Tet entre cette place et le mont Canigou, pour s'avancer sur la Gly. Cette manœuvre était hardie par la configuration du théâtre de la guerre, et l'emplacement de la division de Mont-Louis.

A partir de cette forteresse, dont l'excellente position stratégique a été indiquée, la grande chaîne des Pyrénées court derrière le Tech par Bellegarde sur Collioure où elle tombe insensiblement vers la mer. Un contre-fort la quitte aux sources du Tech et sépare la vallée d'Arles de celle de Villefranche; sa conformation est remarquable, car il se compose en grande partie des immenses rochers du mont Canigou, qui, malgré sa position isolée de la chaîne principale, n'en est pas moins le pic le plus élevé de la partie de l'est et compte plus de 10,000 pieds au-dessus de la mer.

La route de Perpignan à Mont-Louis courant au pied de ce rocher, et longeant le Tet dans tout son cours, on ne pouvait franchir cette rivière sans danger, tant que les républicains eussent été maîtres de Villefranche, où ils auraient pu rassembler des forces considérables, et tomber sur la gauche et les derrières des Espagnols par Hille et Thuir.

Ricardos résolut donc de s'en emparer préalablement, dans l'espoir que la possession de cette petite place, située au pied même du Canigou, fermerait à la division de Mont-Louis tout accès sur ses flancs. Il détacha à cet effet six bataillons, dont il confia le commandement au général Crespo qui connaissait parfaitement la vallée. Ce général s'avança le 3 août sur une hauteur à demi-portée

(1) Consultez pour ces opérations les planches 3 et 3 *bis*.

de canon, où il fit hisser à bras avec les plus grands efforts 2 ou 3 pièces de 12.

Le commandant sommé, répondit en homme d'honneur, mais offrit secrètement de livrer la place, pendant que la majeure partie de sa garnison fourrageait de l'autre côté du Tet. Le général espagnol ne pouvant croire à tant de bonheur, craignit d'abord qu'on ne lui tendît un piége, et n'entra dans Villefranche qu'avec précaution; il fut bientôt rassuré; le commandant tint sa parole et même au delà; car peu s'en fallut qu'il ne fît prendre le reste de la garnison au retour de son détachement. Cet événement décida peut-être du sort du général Flers, que les représentants destituèrent peu de jours après. Crespo ayant laissé garnison dans cette ville, rejoignit le gros de l'armée par la plaine du Conflans, dont il chassa tous les partis ennemis.

Cependant le général Dagobert qui avait pris le commandement du corps de Cerdagne, attaqua le camp de la Perche le 28 août, y battit le général la Penna, et lui prit 8 pièces de canon; se portant ensuite par une marche rapide sur Puycerda et Belver, il nettoya la vallée de Carol et la Cerdagne française, repoussa les Espagnols sur la Seu-d'Urgel, et leur enleva de l'artillerie et des munitions. Ricardos, sans se laisser décourager par ce revers, se contenta de détacher le général Vasco avec cinq bataillons, pour soutenir et rassembler les détachements battus.

Ces légers avantages de la droite furent bientôt contre-balancés par les échecs journaliers qu'éprouva la gauche, après la destitution et l'emprisonnement du général Flers. Le divisionnaire Barbantane qui l'avait remplacé dès le 7 août, n'avait pas à beaucoup près ses talents et son énergie. On dit même qu'issu d'une famille noble, il n'était parvenu à faire oublier sa naissance, et à gagner la confiance des délégués de la convention qu'à force d'extravagances révolutionnaires.

Ricardos ne le laissa pas longtemps tranquille dans ses positions : encouragé par la reddition de Villefranche; jugeant avec habileté tous les avantages qu'il se procurerait en manœuvrant par sa gauche pour gagner la Gly et forcer les républicains à abandonner Perpignan ou à recevoir un engagement dangereux avec la mer à dos, le général espagnol résolut de prendre encore une fois l'offensive. Il ordonna à deux brigades de sa droite d'inquiéter le camp sous Perpignan par Cabestany et Orles, tandis qu'à sa gauche le général Crespo s'emparerait de Montalba et du Montferrail, pour contenir la division de Cerdagne : en même temps le corps de bataille sous le marquis de las Amarillas devait passer le Tet au-dessus de Soler, afin d'attaquer Corneilla, que Solano assaillirait de Milas.

Cet ordre fut ponctuellement suivi; les Espagnols s'emparèrent le 31 août de ce poste important, défendu par le chef de brigade Ramel, qui trop inférieur pour s'y maintenir, l'évacua, à la vue de la division Montredon, accourue trop tard à son secours. La droite des Français commandée par le général Goguet se replia sur Salces; leur gauche persista au contraire à se maintenir sous Perpignan. Deux jours après les postes de Cabestany et d'Orles furent forcés, et leurs garnisons n'auraient pas échappé, si les instructions de Ricardos eussent été mieux saisies.

Sur ces entrefaites, le général Vasco détaché de l'armée pour purger la Cerdagne, après avoir battu à Olette la brigade Béthencourt, insultait la place de Mont-Louis, et se portait sur les derrières du général Dagobert qui méditait alors de Puycerda une attaque sur Campredon. Au premier avis de la marche des Espagnols, ce dernier craignant d'être coupé sur sa ligne de retraite, jette des garnisons dans Puycerda et Belver, puis se dirige sur Mont-Louis où il rallie les restes de la brigade défaite à Olette, et se présente le 4 septembre avec environ 3,000 hommes devant la division ennemie qui en comptait bien 3,500 : les Espagnols n'en furent pas moins chassés de toutes leurs positions, et perdirent 300 prisonniers outre 14 bouches à feu.

Malgré cet échec, Ricardos continua à poursuivre l'exécution de ses projets contre la droite. Certain que la division de Dagobert était trop faible pour lui porter des coups sensibles sur ses derrières, il différait de tourner de ce côté des forces employées plus utilement à réduire le gros de l'armée française dans le Roussillon. Toutefois la facilité avec laquelle on s'était emparé de l'espace entre le Tet et la Gly, la retraite de l'armée française vers Salces, et les nouvelles reçues de la Cerdagne, décidèrent enfin Ricardos à détacher le

comte de la Union vers le Conflans, en même temps que las Amarillas poussait jusqu'à Peyrestortes, et s'emparait de tous les postes dominant la Gly.

Les représentants indignés de tant de revers, destituèrent Barbantane, et rappelèrent Dagobert de la Cerdagne; mais sans attendre son arrivée, ils voulurent avant tout se débarrasser des corps ennemis qui coupaient la communication entre l'armée et la division restée au camp de Perpignan, sous les ordres de Daoust.

Les représentants Fabre et Cassaigne réunis à ce dernier, concertèrent donc avec Bonnet qui se trouvait à Salces, et avec les généraux des deux corps, un effort combiné pour le 17 septembre au soir. Le général Courten occupait le Vernet; Amarillas le camp de Peyrestortes, avec ses postes à Rivesaltes. Daoust, débouchant de Perpignan, le 17, marche contre le premier avec 6 à 7,000 hommes, et le culbute; Pérignon avec un corps d'élite se dirige à l'instant sur la droite du camp de Peyrestortes, où la division le suit de près. Le général Goguet de son côté s'avance vers Rivesaltes à huit heures du soir avec les trois brigades du camp de Salces renforcées d'un certain nombre de gardes nationales levées à la hâte dans les cantons voisins. Au signal convenu pour constater l'arrivée de la colonne de Perpignan, les républicains se jettent sur le camp d'Amarillas qui, assailli de front, pressé sur sa droite et menacé sur ses derrières, ne peut résister à un tel choc; son corps bientôt mis dans une déroute complète fuit derrière le Tet, abandonnant 26 pièces de canon. Les dispositions de ce combat font honneur aux Français, nous ignorons si la gloire en appartient aux représentants ou à Daoust; la conduite des uns et des autres ne justifia pas dans la suite la bonne opinion qu'on aurait pu concevoir de leur mérite, d'après ce brillant essai.

Les Espagnols regagnèrent leur camp de Mas-d'Eu, où ils se rallièrent à la Union et à leur gauche. Dagobert vint prendre aussitôt le commandement en chef qui lui avait été décerné. Ce choix applaudi par toute l'armée pouvait procurer d'heureux résultats; car malgré ses 75 ans, ce général avait toute la vigueur d'un jeune guerrier; actif, entreprenant, brave, il possédait en outre une connaissance approfondie de la guerre de montagne (1): sa nomination n'apporta cependant aucun changement dans les affaires, parce qu'il encourut la haine des proconsuls, pour s'être permis de censurer avec franchise leurs projets de campagne.

Quoi qu'il en soit, le nouveau général en chef ordonna pour son début une attaque sur toute la ligne. Le 22 septembre, au point du jour, 18,000 hommes d'élite se mirent en mouvement sur trois colonnes. Celle de droite commandée par le général Goguet devait s'emparer de Thuir, puis se portant par Saint-Colombe et Saint-Sauveur, tourner le flanc gauche des Espagnols, et tomber à Truillas, sur le quartier général de Ricardos. Celle de gauche sous le général Daoust était chargée de s'emparer du bois de Casa-Nova où s'appuyait leur droite, d'attaquer les retranchements de Mas-d'Eu, et de faire tous ses efforts pour leur couper la retraite; le général en chef s'était réservé la conduite du centre pour enlever les camps de Ponteilla et de Truillas, défendus par Courten.

Ricardos prévenu de l'attaque dont il était menacé, porta le général Crespo avec 3,000 hommes à Reart, pour contenir la gauche des Français, et renforça le duc d'Ossuna à Thuir, de toutes les troupes disponibles.

Le général Daoust s'étant avancé sur Reart, et ayant reconnu Crespo, le fit attaquer, puis s'enfuit, s'il faut en croire ses détracteurs, sans donner aucun ordre à ses troupes. Un fait constant, c'est que Crespo, quoique très-inférieur en nombre, ne fut point inquiété, et put même détacher des troupes au secours du centre (2).

(1) Dagobert, né à Saint-Lô, d'une famille noble, avait fait comme lieutenant la guerre de sept ans; il était instruit, et le courage chevaleresque dont il avait donné de nombreuses preuves tant à l'armée du Var qu'à celle des Pyrénées, semblait s'accroître à mesure qu'il avançait en âge. Un beau caractère ajoutait à toutes ces qualités; et la république le compta au nombre de ses plus fermes appuis.

(2) Daoust était le favori des représentants du peuple; quelques-unes de ses entreprises ne furent pas sans mérite; mais d'autres dénotent de la faiblesse et du manque de talents. A la vérité, les intrigues qui agitaient l'armée n'ont pas permis de démêler si tous les torts qu'on lui imputa étaient fondés.

Ricardos craignant surtout pour sa gauche, se transporta de sa personne à Thuir, y fit marcher le comte de la Union avec 4 bataillons des gardes pour soutenir le duc d'Ossuna, et attira même plus tard le duc de Montellano. Goguet eut ainsi à faire à trop forte partie : arrivé d'ailleurs devant Thuir avant l'exécution de ces manœuvres, il hésita trop longtemps d'attaquer une batterie de gros calibre qui défendait le front du duc d'Ossuna, et fit de mauvaises dispositions ; son attaque de front échoua ; celle de flanc, d'abord tenue en échec par le comte de la Union, fut écrasée ensuite par une charge des carabiniers et des dragons de Pavie que Ricardos commanda en personne.

Cependant Dagobert, au centre, s'était rendu maître de la redoute et de l'abatis qui couvraient le ravin de Truillas. Encouragés par son exemple, ses soldats pénètrent dans le camp ennemi, où ils renversent tout ce qui s'oppose à leur marche impétueuse. Encore quelques instants et la victoire se déclare pour eux. Mais Courten arrivant de Mas-d'Eu avec la réserve, soutient le combat : la lutte se prolonge; Dagobert persiste avec acharnement, il est près de forcer le centre, quand Ricardos, rassuré sur sa gauche par la défaite de Goguet, revient à la tête de 4 régiments de cavalerie, les porte sur les deux flancs des Français, ordonne à Courten de tomber sur eux avec son infanterie, et prescrit au comte de la Union de venir seconder cet effort décisif. Ainsi accablé de tous côtés, sans aucune nouvelle des colonnes qui opéraient à sa droite et à sa gauche, Dagobert commença alors à exécuter sa retraite : chargé en front par les dragons de Pavie, et sur ses derrières par les carabiniers et l'infanterie de la Union, il a peine à maintenir sa ligne. Trois bataillons, pressés par l'ennemi et sommés de se rendre, mettent bas les armes : un d'entre eux, du régiment de Vermandois, signala, dit-on, sa défection par les cris de *vive le roi !* Bouillant d'indignation, le général en chef tourne son artillerie contre les perfides, et tandis qu'il les mitraille, il rallie les soldats fidèles, les forme en carrés, et se retire en ordre sur les hauteurs de Canohës où Daoust et Goguet s'étaient déjà repliés. Ricardos ne le suivit qu'avec circonspection, n'osant pousser à bout un adversaire qui commande à la fortune même dans les revers.

Cette victoire fut très-glorieuse pour le général espagnol, car jugeant avec habileté et promptitude que le point décisif était à sa gauche, il y accumula d'abord ses masses, puis les dirigea ensuite contre Dagobert aussitôt qu'il fut débarrassé de son lieutenant.

Quelques censeurs rigides ont blâmé la disposition du général français qui paraît effectivement trop étendue par ses deux ailes. La nature du pays semblant interdire l'emploi de plus fortes masses sur un même point, serait la seule excuse à donner en sa faveur, et fut en partie cause du peu d'ensemble qu'il y eut dans l'action des colonnes.

La réputation dont Dagobert jouissait à juste titre, la conduite brillante qu'il avait tenue dans cette malheureuse affaire, le respect dû à un vétéran couvert de lauriers, ne le sauvèrent point d'un affront. On avait perdu 3,000 hommes, il fallait un coupable au représentant Fabre, et toutes ses accusations tombèrent sur ce vénérable guerrier qui, révolté de tant d'injustice, résigna le commandement et retourna en Cerdagne.

Daoust, qui par envie selon les uns, par défaut de courage suivant les autres, avait fait échouer le plan d'attaque de Dagobert, et qui malgré la noblesse de son extraction était intime avec les représentants, le remplaça ; mais, peu jaloux de tenir la campagne, il concentra l'armée à Villa-Dona et au Mas Petit, où elle fut heureusement renforcée par les bataillons de la levée en masse qui la portèrent plus tard jusqu'à 40,000 hommes. On n'en obtint pas à la vérité de bien grands services dans les premiers moments de leur arrivée, toutefois elles firent nombre et s'aguerrirent successivement.

Les Espagnols ne tirèrent aucun fruit de la bataille du 12 septembre. Ricardos, instruit que le colonel Gilly avait repris Villefranche, et que les républicains venaient d'être joints par un renfort de 15,000 hommes (1), leva le blocus de

(1) Les Français furent effectivement renforcés par des troupes de la levée en masse décrétée le 23 août, ou ordonnée par les représentants ; mais c'étaient des troupes encore peu redoutables, sans armes, et nous ne pensons pas que le nombre s'élevât dans un seul jour à 15,000 hommes ; toutefois il en arriva bien la moitié, et leur nombre exagéré fut utile, en décidant l'ennemi à la retraite.

Collioure et de Port-Vendre pour s'établir sur le Tech entre Ceret et Villelongue, et assurer ses communications. Le Boulou qu'il avait fait retrancher couvrant la chaussée de Bellegarde, devint le pivot essentiel de cette nouvelle position; son camp s'étendait le long du ruisseau de Valmagne qui en couvrait le front, la gauche garnie de fortes batteries, longeait la route de Ceret qu'elle mettait à l'abri de toutes entreprises; la droite, bien qu'appuyée au Tech, aurait pu être tournée par la plaine d'Argèles, ce qui nécessita la formation d'un crochet, en retranchant les hauteurs de Montesquiou à la rive droite de cette rivière.

La retraite des Espagnols dans ce camp formidable, débarrassant une partie du front d'opérations, les Français s'avancèrent parallèlement à la nouvelle ligne. La gauche à qui le général Navarro céda Argèles rétablit les communications avec Collioure, et garnit les rives du Tech jusqu'à Brouillas, le centre des républicains s'établit à Baniuls-les-Aspres, et la droite s'étendit vers Saint-Féréol.

Pénétrés de l'importance de rejeter l'ennemi au delà des Pyrénées, les représentants crurent le moment favorable pour le déloger de ce camp avant qu'il y fût parfaitement établi. Le 3 octobre, une forte division attaqua au point du jour les coteaux couvrant la gauche, en même temps qu'une seconde colonne inquiétait l'avant-garde et le front. Vives et Palafox repoussèrent les tentatives des républicains; Ricardos soutint sa gauche à temps, et Solano se distingua en culbutant le corps qui cherchait à déborder cette aile. L'armée espagnole redoutant une nouvelle attaque, passa la nuit sous les armes. Le 4, les Français se montrèrent en effet, mais ils assaillirent cette fois la droite aux ordres de Courten. Ricardos, par un mouvement inverse, porta Solano au soutien, et les tentatives de Daoust du côté de Villelongue et Montesquiou, furent également sans succès : à la suite d'un combat meurtrier, chacun rentra dans son camp.

Ces tentatives renouvelées le 6 octobre par la gauche des Français n'aboutirent qu'à l'échange de quelques coups de fusil tirés dans les Albères entre eux et les brigades de Castrillo et de Solano.

Tandis qu'on s'épuisait en efforts mal concertés, le long du Tech, Dagobert, affranchi de la tutelle incommode des représentants, partait de Puycerda avec environ trois mille hommes, et enlevait de vive force Campredon, dont les habitants, soutenus de quelques centaines de Soumatens, se défendirent valeureusement. Son projet était de pousser à Ripoll, et d'y opérer sa jonction avec une colonne de pareille force que le général Poinçot ou le général Marbot devait lui amener de Mont-Louis par Ribas; mais le premier étant tombé malade, et l'autre ayant reçu une nouvelle destination du général en chef, il fut obligé de suspendre le projet qu'il avait de se porter à Girone sur les derrières de l'ennemi, et résolut de rentrer à Puycerda, Son apparition au débouché des montagnes jeta néanmoins l'alarme dans l'Aragon. On s'y crut à la veille d'être envahi, et la cour d'Aranjuez, pour dissiper toute frayeur, prescrivit à Caro d'envoyer, des bords de la Bidassoa, 6 à 8,000 hommes dans ces contrées, pour se réunir plus tard à la principale armée.

Cependant l'armée française ayant été renforcée de 3,000 hommes de bonne infanterie tirée des Alpes, Daoust ordonna une attaque générale pour le 15 octobre Son but était, après avoir forcé la gauche de l'ennemi par les hauteurs de Puisangli qui dominent Ceret, de se porter sur les derrières du centre et de faire tomber tout son système de défense.

Le 14, les Français, après avoir fait des démonstrations menaçantes sur Montesquiou et Baniuls, attaquèrent à minuit le poste important de Pla-del-Rey qu'ils espéraient emporter. Le brigadier Taranco y commandait quatre bataillons, appuyés par de fortes batteries préparées de longue main et retranchées. Cet officier se couvrit de gloire en défendant ces retranchements qu'il n'abandonna qu'après les avoir jonchés de cadavres des deux partis. L'obscurité la plus profonde sur laquelle les républicains comptaient comme un moyen de succès, et qu'ils avaient choisie pour éviter le feu des batteries, leur devint très-nuisible, en les empêchant de distinguer la faiblesse des Espagnols, et de juger ce qu'il convenait de faire pour achever leur défaite. Ricardos, instruit des mouvements qui menaçaient sa gauche, et convaincu par les rapports de Courten, que la droite ne serait pas sérieusement inquiétée, fit marcher les gardes walonnes et quelques escadrons au soutien de Ta-

ranco. Ce renfort, envoyé fort à propos, eut le temps d'arriver et de reprendre le poste à la suite de cinq ou six attaques consécutives.

Après cette boucherie inutile, chacun garda ses positions. Le général Thurreau prit le commandement de l'armée, dont les cadres s'élevaient à 35,000 hommes, non compris les garnisons, mais qui n'avait de propre à mettre en ligne que 22 à 24,000 combattants (1). La saison devenue très-mauvaise, devant forcer bientôt l'ennemi à prendre ses quartiers d'hiver, le nouveau général en chef proposa de retirer les troupes entre le Tet et la Gly, et de ne garder que des avant-postes sur le Reart, afin de pouvoir s'occuper de la réorganisation et de l'instruction des corps : les fougueux délégués de la convention rejetèrent comme pusillanime, cette mesure qui n'était que prudente, et malgré les instructions du comité de salut public, convoquèrent un conseil de guerre pour discuter un projet d'offensive.

Parmi tous ceux qu'on mit sur le tapis, on adopta celui qui, depuis plusieurs jours tournait la tête à Fabre : on ne sait qui lui avait mis dans l'esprit d'enlever Roses, place forte pourvue d'une bonne garnison, et de s'établir dans la plaine du Lampourdan. Les observations de Thurreau et de Dagobert furent méprisées comme entachés de malveillance; et, pour comble de ridicule, on ne destina à cette expédition majeure, qu'un corps de 6,000 hommes, qui devait longer la mer, en prêtant le flanc droit à l'ennemi, dont au surplus on espérait attirer l'attention sur la gauche par une diversion contre Ceret.

Cette singulière expédition commença le 27 octobre sur trois colonnes. Le général Delatre avec 2.400 hommes tirés de Collioure et d'Argèles, après avoir forcé le col de Bagnols, devait attaquer le camp d'Espolla, conjointement avec celle de droite composée de 1,600 hommes, qui se dirigeait vers ce point par Cantalup sous la conduite du chef de brigade Clauzel. La colonne de gauche, forte de 2,000 hommes formant réserve, fut confié au chef de brigade Raymond. Le général en chef ni Dagobert n'ayant voulu figurer dans cette équipée, les représentants en chargèrent leur favori Daoust, qui ne trouvant probablement pas ses troupes assez divisées, partagea encore la colonne du centre en trois sections.

Tout le monde avait prévu ce qui arriva, les colonnes de droite et de gauche ne purent opérer leur jonction avec Delatre, qui, lui-même morcelé et affaibli par l'égarement d'une de ses sections, arriva seul au jour indiqué devant Espolla, où la brigade Arias, repliée du col de Bagnols, s'était réunie à celle de Vives pour défendre ce poste. Daoust, inquiet sur le sort de ses colonnes, était d'avis de différer l'attaque; mais le représentant Fabre en donne le signal et se met lui-même à la tête de la première; l'impétuosité de son choc avait ébranlé l'infanterie ennemie, quand une charge de cavalerie du brigadier Vives fait tourner les chances du combat : les fantassins espagnols reprennent courage, et excités par les généraux Cagigal et Belvis, accourus de leurs personnes aux premiers coups de fusil, culbutent les républicains dans les défilés et les y poursuivent chaudement.

Dans le même temps Dagobert, chargé de la diversion sous la surveillance du représentant Cassagne, avait rassemblé 3,000 hommes d'élite à Thuir, et s'était porté par Palanda sur Ceret en deux colonnes. Pour mieux masquer ce mouvement, il avait été convenu que le général Solbeauclair ferait de Saint-Féréol des démonstrations sur la tête de pont de ce premier endroit, et que l'on attirerait l'attention du camp de Boulou par une vive canonnade sur son front. Cette division ne fut pas plus heureuse que l'attaque principale; la colonne, qui avait suivi le chemin de Cabanasse, fut battue par le marquis de Coupigny sorti de Ceret avec un fort détachement, en sorte que Dagobert arriva seul devant cette ville. La prudence conseillait de renoncer à l'attaque, mais Cassagne, aussi entêté et aussi brave que son collègue, au mépris des représentations du général, fond à la tête des plus intrépides sur les avant-postes espognols, et entre pêle-mêle avec eux dans la ville. Ce succès fut de peu de durée; le marquis de Truxillo ayant réuni quelques escadrons dans les rues, donna le temps à l'infanterie de se rallier et de revenir au combat : Cassagne, engagé

(1) Dans tous les états de situation de cette armée, on n'a jamais compris la division Cerdagne, qui formait corps séparé.

sans artillerie dans Ceret, est obligé de battre en retraite, et pour la rendre plus sûre, ordonne à Dagobert de l'incendier avec des grenades.

Quoique ce dernier fût bien innocent de cette échauffourée, il n'en fut pas moins accusé de trahison. Abreuvé de dégoûts, il sollicita un congé, et reçut une destitution. Tout autre que lui eût été consterné; mais fort de sa conscience, il osa réclamer justice au comité du salut public. « *L'opinion, les plans des représentants Fabre et Gaston, sont-ils donc*, lui écrivait-il, *l'arche du Seigneur qu'on ne saurait toucher du doigt sans être frappé de mort?* »

Cependant le général Thurreau qui avait fait la guerre dans la Vendée avec distinction, et capable peut-être de tenir tête à Ricardos, se voyant réduit à une sorte de nullité par les proconsuls qui n'écoutaient que Daoust, sollicita et obtint son changement. Le comité de salut public, auquel les commissaires de la convention avaient présenté une incursion en Espagne comme la chose la plus facile, remplaça Thurreau par Doppet, parce que, selon Robespierre, cette expédition n'exigeait que du zèle et de l'intelligence. Ce choix, bien que le nouvel élu fût un chaud partisan du gouvernement révolutionnaire, et déjà connu par ses exploits contre les fédéralistes, n'obtint pas néanmoins l'assentiment de Fabre ni de Gaston; et ce général n'eut que la moindre part à leur confiance.

Doppet ne fut pas plutôt arrivé qu'on le sollicita de prendre l'offensive; mais outre que l'armée éprouvait les plus rudes privations par le désordre qui régnait dans toutes les branches du service administratif, et menaçait d'une prochaine dissolution, la saison était trop avancée pour qu'on pût se flatter de conduire à sa fin une invasion qui exigeait bon nombre de marches dans les montagnes. Le général partagea donc l'avis de son prédécesseur, et, au grand mécontentement des représentants, borna dès lors toutes ses vues à déposter les Espagnols du camp du Boulou, afin d'établir en sûreté les quartiers d'hivers aux environs de Perpignan.

De son côté Ricardos, voyant fondre son armée par une maladie épidémique déclarée depuis le retour des pluies, sentait la nécessité d'assurer ses cantonnements en chassant les républicains des points qu'ils occupaient autour de lui : encouragé par l'arrivée d'un corps auxiliaire de 6,000 Portugais, il avait arrêté une attaque sur toute la ligne, lorsqu'une tempête brisa sur la côte, ou dispersa l'escadre sur la coopération de laquelle il avait compté. A la suite de cet ouragan, une pluie continuelle enfla les torrents qui roulent des Albères, intercepta les communications des différents camps entre eux ou avec les places de dépôt, et enleva tous les ponts du Tech à l'exception de celui de Ceret qui devint l'unique point de retraite du camp de Boulou.

Un général actif et entreprenant, à la place de Doppet, n'eût pas laissé échapper cette occasion d'attaquer les troupes que cet événement mettait à sa merci sur la rive gauche du Tech; il en aurait eu bon compte, car elles étaient affamées et inondées dans leurs camps; mais il perdit le temps en délibérations et en fausses mesures, et ne songea à s'emparer du pont de Ceret qu'à l'instant où son adversaire, frappé de l'importance de ce poste, réunissait tous ses moyens pour s'emparer des hauteurs, qui dominent ses débouchés. Doppet, s'amusant à des accessoires, crut tenir son ennemi en faisant rompre le chemin du camp du Boulou à Ceret; mais, un parti de cavalerie et de chasseurs catalans mit en fuite ses pionniers et le détachement qui les protégeait. Convaincu alors que la possession seule du pont le rendrait maître du sort de la division espagnole, il renforça de 1,500 hommes le général Solbeauclair qui occupait le camp de Saint-Féréol, et lui prescrivit de l'attaquer.

Pendant ce temps, Ricardos avait réuni à Ceret 7 à 8,000 hommes, et chargeait son major général, comte de la Union, de s'emparer avec eux du poste de Saint-Féréol.

Le 26 novembre au matin, on se mit en mouvement de part et d'autre. La Union se dirigea à gauche sur trois colonnes, laissant à la division portugaise de Forbes la garde de la ville et du pont de Ceret, au même instant où Solbeauclair dirigeait de son camp deux petites colonnes vers le pont. Les Portugais se croyant couverts par la marche de la Union, se gardèrent mal et furent surpris dans les retranchements par les Français

qui s'y établirent sans grande résistance; mais à peine y furent-ils installés, que la Union, arrêté par un torrent qui lui barra le passage, revint sur ses pas et se trouva en présence. Jugeant toutes les conséquences de la perte de cette tête de pont, il la fait attaquer vivement par les gardes espagnoles aux ordres du brigadier Viança et parvient à la reprendre. En vain Solbeauclair fait de nouveaux détachements pour secourir les siens, la Union, qui a réuni à ses troupes la division portugaise, poursuit les républicains de hauteurs en hauteurs, assaillit à son tour le camp de Saint-Féréol qui n'a presque plus de défenseurs, et s'en rend maître ainsi que de son artillerie.

Cet événement plaça les divisions françaises restées sur la rive droite du Tech, dans une situation analogue à celle qu'avait tout à l'heure le camp du Boulou, et Ricardos sut mieux en profiter que son adversaire. Rassuré désormais sur sa gauche, il porta à 8,000 hommes la division Courten, campée à Montesquiou, et lui ordonna d'attaquer celle de Daoust qui en comptait bien 10,000 réunis sous Villelongue, mais sans communication avec Baniuls-les-Aspres, ni avec Collioure et Perpignan, réduits depuis plusieurs jours au quart de ration, et nourrissant leurs chevaux avec des feuilles d'olivier.

Courten partagea ses troupes en cinq colonnes et favorisa son attaque par une démonstration sur le col de Bagnols, occupé par les Français depuis la malheureuse expédition sur Roses. La colonne de cavalerie du général Iturigaray devait chasser celle de l'ennemi de la plaine du Tech, et empêcher les troupes du camp de Bagnols de se porter sur Villelongue.

Le 7 décembre, au point du jour, les quatre colonnes furent en présence du camp français, et en surprirent les avant-postes. Le général Cornel à gauche assaillit les batteries de Villelongue. Cuesta marcha sur celles du centre, et Navarro à droite sur la Roque. Le combat ne fut pas indécis : tout prit la fuite, abandonnant artillerie, effets de campement, bagages, etc.; l'on ne se rallia qu'à Elne et Argèles. Cet échec, qui coûta plus de 2,500 hommes, et 48 bouches à feu, déposa de nouveau contre l'impéritie des généraux. Doppet accusa formellement Daoust de lâcheté, mais la protection des représentants le déroba à la poursuite intentée par son chef. On attribua le désordre à un faux mouvement prescrit à l'élite de la division pour attaquer les hauteurs de Montesquiou, à l'instant même où l'on était culbuté à Villelongue; Daoust se justifia de son côté, en prouvant que les troupes composées presque en totalité de nouvelles levées, avaient pris la fuite à l'aspect de la cavalerie ennemie, ce qui n'était que trop vrai.

Cette action ne fut au reste que le prélude des revers plus sanglants, qui signalèrent la fin du mois de décembre. Enhardi par les succès de Villelongue, et convaincu que sa marche victorieuse serait arrêtée aussi longtemps que la division de Collioure menacerait sa droite et ses communications, Ricardos résolut de la déloger, et ordonna à cet effet à Courten de se rabattre sur Espolla pour attaquer le col de Bagnols.

Cette résolution a été blâmée, parce qu'en renforçant ce général à Villelongue, par une partie du centre, il eût été plus avantageux de le diriger le long du Tech vers Argèles : manœuvre qui eût assuré, non-seulement le succès de l'attaque, mais la destruction des bataillons français engagés au col de Bagnols, et dès lors entièrement tournés.

Quoi qu'il en soit, Courten après une marche de vingt heures, déboucha le 14 décembre au matin, d'Espolla sur le col de Bagnols en six ou sept colonnes. Les deux premières à droite conduites par les généraux Navarro et Castrillo, gravirent la hauteur du pic de la Calma; la troisième devait enlever les batteries au centre et à la droite du col de Bagnols; la quatrième se dirigeait sur Balleri et Notre-Dame-des-Abeilles; la cinquième était destinée à attaquer le col de Suro; et un détachement devait chercher à prendre à revers les batteries de l'ennemi, de même qu'une colonne plus considérable, partie de la tour de Carroch aux ordres du brigadier Flemming; enfin Iturigarray, à l'extrémité opposée, devait pousser la cavalerie dans la plaine d'Argèles. Quoique cette attaque parût un peu papillotée, il est à observer que la difficulté des lieux et la direction assez bien liée des principales colonnes, autorisait à suivre ce système. L'entreprise eut effectivement un plein succès, et les Français furent rejetés sur le contre-fort qui domine Port-Vendre, depuis l'extrémité du cap Béarn

jusqu'à la tour de Mateloc, avec perte de 800 prisonniers et de 20 pièces de canon. Les colonnes victorieuses concentrées vers Balleri, s'y reposèrent et suivirent ensuite les Français sur le bourg de Bagnols, dont tous les habitants prirent les armes. Delatre ne croyant pas prudent d'engager une affaire dans ce cul-de-sac, le fit évacuer, et ces braves gens abandonnèrent leurs foyers pour le suivre, après avoir déployé dans le combat autant de patriotisme que de courage.

A l'instant même où les préparatifs de cette attaque se faisaient au quartier général espagnol, un délégué du comité de salut public apportait à Doppet l'ordre de réduire l'armée des Pyrénée à 15,000 hommes, et d'envoyer tout le reste de ses forces au siége de Toulon. Le général n'eut pas de peine à persuader au commissaire du gouvernement qu'il était impossible d'exécuter une opération semblable à la suite d'un revers, sans compromettre le salut de l'armée, et perdre tout son matériel : il fut donc convenu qu'il enverrait aussitôt un courrier à Paris, pour réclamer contre ces dispositions, et rendre compte de son embarras, en même temps qu'il se préparerait par de sages manœuvres à ramener l'armée sous Perpignan, pour exécuter l'ordre ultérieur qu'il recevrait, après avoir sauvé auparavant toute l'artillerie engagée dans des retranchements depuis Ceret jusqu'au col de Bagnols.

Convaincu que pour exécuter paisiblement cette marche rétrograde, il n'y avait pas d'autres moyens que d'imposer à l'ennemi, Doppet résolut de le faire attaquer par le centre à Villelongue; son projet était que le reste des troupes commençât la retraite, dès que cette démonstration s'engagerait. Bien qu'il soit souvent convenable, quand on est menacé d'une attaque, ou qu'on veut masquer une retraite, de faire inquiéter son adversaire, c'était peut-être la première fois qu'on imaginât de porter le centre d'une armée au delà d'une rivière, et de lui faire assaillir à fond, des positions redoutables, au même instant où le reste de la ligne battrait en retraite. Cette étrange disposition ne fut d'ailleurs point suivie, comme on le verra.

Doppet se porta avec la colonne de Laterrade sur la Roque. Daoust avec la brigade Sauret déboucha de Brouillas pour enlever Villelongue. Cette opération présentait trop d'obstacles pour qu'il y régnât un ensemble parfait; car les gués du Tech étant enflés, on fut forcé de passer l'infanterie sur les chevaux et les mulets; et l'attaque fixée au 18 décembre dut être remise au lendemain.

Les Français parvinrent d'abord à chasser le brigadier Iturigarray qui défendait ces hauteurs, et à lui prendre deux batteries garnies de 12 pièces de canon. Mais soit que Doppet eût réellement résolu de n'en faire qu'une attaque démonstrative, soit que les Espagnols renforcés par la division Arias accourue du Boulou, se vissent en mesure de prendre à leur tour l'offensive, la chance du combat tourna bientôt, et les républicains furent repoussés sur Saint-Genis et Brouillas. Doppet succombant aux fatigues et aux soucis d'un commandement au-dessus de ses forces, surpris par une fièvre ardente, se fit transporter le même soir à Perpignan; Daoust ramena ses troupes au camp de Baniuls-les-Aspres.

Pendant que ceci se passait au centre, une attaque plus décisive avait eu lieu contre la gauche, où le général Delatre venait d'essuyer le plus cruel affront.

Cuesta ayant succédé à Courten dans le commandement de la droite de Ricardos, s'aperçut que la division de Collioure était un peu aventurée sur le contre fort qui couvre cette ville, et qu'en la débordant par sa droite elle devait être inévitablement culbutée sur cette place ou à la mer; il fit en conséquence toutes les dispositions pour l'assaillir (1).

Le contre-fort, sus-mentionné, figurant une arête demi-circulaire entre la tour de Massane et la pointe de Port-Vendre ou cap Béarn, conduisait naturellement par le ravin de Gely au passage de Puigoriol, et sur les derrières de Collioure. La position se compose de quatre mamelons, séparés par trois cols d'un accès difficile; le premier à la gauche de Cuesta, situé le long du ruisseau, aboutissant au-dessous de Collioure devait être attaqué par la brigade Castrillo; le généralSolano se chargea d'emporter celui du centre, et Ortiz de gravir le col de la droite.

(1) Les uns ont fait l'honneur de ce projet à Cuesta, d'autres à un officier émigré qu'il avait près de lui, d'autres enfin à Ricardos.

Nous ne pourrions affirmer si le général Doppet donna réellement l'ordre à toute son armée de se replier sur Perpignan, comme il a prétendu que ce fut son projet, et il serait tout aussi embarrassant de dire si la division de Collioure faisait exception à cette mesure; mais il est certain qu'après une résistance peu proportionnée à la force du poste, les trois défilés furent emportés: les Français culbutés dans le bassin de Saint-Elme s'y virent poursuivis impétueusement par l'infatigable Solano, tandis que Castrillo manœuvrait pour gêner leur retraite et surveiller le débouché important de Puigoriol. Les fuyards éparpillés dans la vallée se jetèrent vers les trois petites places (1). On assure que le commandant de Saint-Elme, loin de les recueillir, tira sur eux à mitraille, et acheva d'y jeter la consternation et la mort: une partie mit bas les armes, une autre parvint à fuir vers Argèles, et le reste se jeta dans Collioure.

Solano paraissant devant Saint-Elme fut fort surpris de trouver le commandant empressé de capituler, et Port-Vendre n'opposa pas plus de résistance à Ortiz, dont un détachement gravit l'escarpement du Reart jugé inaccessible. Alors une partie du corps de Cuesta se présenta devant Collioure, dont Castrillo intercepta la communication. Cette petite place armée de 88 pièces, en bon état de défense, qu'on croyait susceptible de tenir plusieurs jours, se rendit le 21 novembre à l'approche de trois bataillons armés de torches et affectant tous les préparatifs de l'assaut et de l'incendie. Le désordre qui régnait parmi les fuyards, la terreur dont la bourgeoisie était frappée, le manque de tête du commandant, en rendirent la conquête plus facile que glorieuse, bien que Solano y eût puissamment contribué par son courage, son infatigable activité, et ses bonnes dispositions.

Le général Delatre qui se trouvait du petit nombre de ceux qui échappèrent, accusé de trahison dans cette déroute, fut traîné quelques semaines après à l'échafaud. Le représentant Fabre, plus brave, se mit à la tête des colonnes, et trouva une mort glorieuse en cherchant à se frayer un chemin dans les rangs ennemis.

Ainsi, en peu de jours, les Espagnols s'étaient emparés de trois places avantageuses, de 100 pièces de canon et d'un grand nombre de prisonniers.

Après ces événements et le retour de Daoust dans le camp de Baniuls-les-Aspres, il semble étonnant que le projet de retraite conçu par Doppet n'ait pas été exécuté; les uns assurent qu'il n'en avait point donné l'ordre, comme ses mémoires l'affirment; d'autres pensent que les représentants du peuple, dirigeant les opérations à leur gré, en avaient suspendu l'exécution. Daoust instruit le 20 au matin des événements de la gauche, songea moins à donner suite aux manœuvres de son prédécesseur qu'à tenter quelques démonstrations vers Saint-Genis, pour inquiéter les derrières de Cuesta; mais il se borna à des promenades sans effet, ou bien se laissa imposer par les mouvements du centre ennemi, et il revint à Baniuls sans avoir rempli son but. Alors on sentit dans la journée du 21 qu'il était temps de songer à la retraite, et les dispositions furent prises pour la commencer le lendemain: malheureusement on se laissa encore prévenir par l'ennemi.

Ricardos pensant que le moment d'achever la défaite des Français était venu, fit attaquer à son tour le camp de Baniuls-les-Aspres (2). Le marquis de las Amarillas, avec 6,000 hommes, assaillit la batterie de Tressère et de Baniuls sur trois colonnes, tandis que les généraux Forbes et Taranco, menaçèrent le flanc droit avec 5 bataillons, et qu'un gros de cavalerie passant le Tech à Ortaffa sur la gauche, inquiéta les derrières jusque sur le Reart.

Après de vigoureux efforts, les Espagnols parvinrent à enlever deux batteries à l'avant-garde, sous les ordres des généraux Laterrade et Sauret.

(1) Nous avons dit au chapitre XVIII, que Collioure, Saint-Elme et Port-Vendre ne forment qu'un même système, les deux dernières sont cependant moins considérables que la première, car ce ne sont que de petits forts armés de 7 à 8 pièces. Collioure en avait 88.

(2) Tous les ouvrages qui ont parlé de ces affaires ont confondu les dates et les corps qui y prirent part; les uns font attaquer Daoust et Pérignon par Castrillo, qui était à Collioure, tandis que ces généraux étaient à Tressère et Baniuls-les-Aspres, à l'extrémité opposée de la ligne: Grimoard porte l'attaque du centre au 24, et d'autres au 19; tandis qu'elle eut lieu les 21 et 22. Enfin on fait tuer Fabre à ce combat de Baniuls, tandis qu'il périt dans la dérout de Collioure.

Le général Pérignon attaqué vers la chapelle de Saint-Luce, fit bonne contenance, et repoussa la cavalerie ennemie; cependant la brigade de droite ayant été culbutée par Forbes et Taranco, sa position devint des plus critiques.

Sur ces entrefaites, quelques bataillons de la levée en masse ayant pris la fuite, tombèrent au milieu des escadrons espagnols qui menaçaient déjà la route de Perpignan vers le Reart; l'armée en fut d'autant plus ébranlée, que l'ordre de retraite était déjà connu dans tous les rangs. Si l'ennemi en avait profité, il serait impossible de calculer ce qui s'en fût suivi; mais Ricardos peut-être trop circonspect avait ordonné à las Amarillas de rentrer dans la position du Boulou, à l'instant même où il convenait de brusquer son attaque. Cette circonstance sauva Daoust d'un désastre pareil à celui de Collioure; Sauret et Laterrade reprirent leurs postes; le général Bethencourt balaya le Reart et dégagea la route; Pérignon imposa à Forbes et à la gauche d'Amarillas, en sorte que la retraite se fit dans la nuit sans accident.

L'armée était à la vérité démoralisée, beaucoup de bataillons de gardes nationales se fondirent par la désertion à l'intérieur, et Daoust renchérissant sur le mal, annonçait au ministère que l'armée était réduite à 8,000 hommes. Heureusement l'arrivée des vainqueurs de Toulon, vint bientôt relever les affaires sur cette frontière, où le comité dirigea de toutes parts des renforts.

Cette affaire termina la longue et fatigante série de combats qui signala cette campagne. Ricardos y déploya le génie de la guerre; et s'il encourut quelquefois le reproche de s'être éparpillé pour des accessoires, quand il eût été question de frapper vigoureusement et avec tous ses moyens; il faut convenir néanmoins que son système général fut bien conçu. Groupé avec le principal de ses forces à Montesquiou et au Boulou, il en détachait de fortes divisions, dès qu'il apercevait que les faux mouvements de l'ennemi donnaient prise sur quelques points, puis il ralliait ces mêmes divisions à lui aussitôt qu'elles avaient frappé. Si la guerre d'invasion présente de plus vastes combinaisons que celle-ci, on ne saurait dissimuler qu'avec une faible armée, ce mélange d'offensive et de défense active dénote des qualités supérieures dans un général. Appelé à Madrid au commencement de 1794, Ricardos y mourut le 6 mars, et ce fut une perte sensible pour l'armée espagnole.

Les Français changeant à toute minute de généraux, agirent sans plans bien suivis. Nous nous sommes contenté d'en tracer une esquisse légère, parce qu'à l'exception de l'affaire de Peyrestortes, on retrouve partout la même médiocrité et la même touche de combinaisons.

L'armée républicaine, réduite à moins de 25,000 combattants par le manque d'armes et d'effets d'habillement et d'équipement, conserva une ligne d'avant-postes sur le Reart, dont la droite s'appuya aux retranchements de Toulonge, la gauche à la redoute de Cabestany. Ses quartiers d'hiver furent assis entre le Tet et la Gly. Les Espagnols étendirent les leurs le long du Tech sur le territoire du Roussillon.

Opérations aux Pyrénées-occidentales.

L'armée des Pyrénées-Occidentales portée dans les derniers jours de juillet à 30,000 hommes, n'était guère dans un état plus prospère que celle campée sous Perpignan : quoiqu'elle eût eu le temps de se donner une organisation plus régulière, et un matériel d'artillerie plus considérable, elle manquait cependant des choses les plus nécessaires pour tenir la campagne. Tous les corps n'étaient pas également bien armés. Les clubs de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz y avaient semé les doctrines licencieuses d'Hébert et des cordeliers. L'esprit démagogique n'avait plus de frein; les soldats méconnaissaient la discipline, et toutes les parties du service n'offraient plus que désordre et dilapidations.

L'armée espagnole de Caro, faiblement renforcée, comptait 24,000 hommes; c'étaient toujours les mêmes troupes, les mêmes généraux; mais les uns et les autres avaient acquis dans les premiers mois de la campagne, l'instruction et l'aplomb nécessaires pour soutenir avec succès le rôle défensif auquel la cour les destinait.

Le général Delbecq, valétudinaire, attendait avec anxiété ce que le sort déciderait de lui. Son antagoniste restait de même sur la défensive, épiant

l'instant favorable de tenter quelque mince entreprise : Caro, entreprenant et actif, entendait assez bien les combinaisons de la petite guerre ; s'étant avancé le 23 juillet avec 4,000 hommes et 500 chevaux sur Urrugne, dans l'espoir d'attirer les républicains à quelque engagement désavantageux, sa troupe donna elle-même dans le piége qu'elle voulait leur tendre. Assaillie par un détachement du 18e de dragons, au moment où elle croyait envelopper une petite avant-garde, elle prit la fuite, laissant une partie du régiment de Léon au pouvoir des Français. Le général faillit lui-même être pris, et ce petit succès éleva le courage des nouvelles levées jusqu'à l'exaltation.

Le vieux Delbecq qui n'avait été pour rien dans ce succès, mourut quelques jours après à Saint-Jean-de-Luz, et fut remplacé par Després-Crassier, dont le carractère brusque et hautain lui aliéna les commissaires de la convention aussi bien que ses subalternes.

Les représentants Ferrand et Garrau, délégués auprès de l'armée des Pyrénées-Occidentales, s'indignaient de voir l'été s'écouler sans qu'on prît l'offensive ; et ne calculant pas les conséquences que le moindre échec pouvait entraîner, ils soumirent au nouveau général en chef une foule de projets qui dénotaient plus de zèle que de génie. Després-Crassier après en avoir rejeté un grand nombre, se vit enfin obligé d'en adopter un, pour ne pas fournir contre lui des armes à la malveillance, et promit de l'exécuter, en y apportant toutefois quelques modifications, dont on lui fit ensuite un crime.

Les Espagnols tenaient leur ligne de défense par deux positions principales ; la première qui barrait le grand chemin d'Irun et pouvait être considérée comme l'aile gauche, avait sa droite aux retranchements de Bera et de la montagne de Commissari, sous les ordres du comte de Urrutia ; le gros à Saint-Martial, formant un saillant vers Biriatu, où commandait la Romana ; la gauche à Irun. Le camp de Saint-Martial défendait le passage de la Bidassoa, vers la grande route, par un triple étage de batteries retranchées : des postes également fortifiés couvraient les hauteurs devant Bera. (*Voyez* planche III.) Le centre de la ligne générale, formé par les montagnes d'Echalar et du col de Maya, était d'un accès si difficile que Caro n'y avait laissé que des postes. La division qui formait l'aile droite, forte de 7 à 8 mille hommes, gardait la tête des vallées de Roncevaux et de San-Carlos jusqu'aux sources de l'Irati.

Le choix de ces positions défensives, en ne consultant que les difficultés locales, était aussi bien entendu que possible, d'après le système de guerre adopté pour mettre le pays à l'abri d'incursion. Bien que les ouvrages ne fussent encore qu'ébauchés, l'attaque en était sujette à mille inconvénients, puisqu'on ne pouvait amener du canon que par les routes d'Irun et de Saint-Jean-Pied-de-Port. Il est vrai que la direction de la vallée de Bastan conviait les Français à déboucher sur la gauche de la Bidassoa pour prendre à revers la ligne ennemie ; mais le chemin de Bera à Saint-Martial par le pied de la montagne de Haya, n'étant qu'un sentier étroit et pratiqué sur les flancs rocailleux et boisés de cette montagne, il n'y avait d'issue que par la vallée de Lerin sur celles d'Oyarzun ou d'Urumea. Dès lors il paraissait scabreux de jeter des forces considérables sans artillerie, au milieu d'une armée abondamment pourvue de tout ; et cette opération ne devait être considérée que comme une diversion bonne à entreprendre dans le cas où l'on dirigerait une attaque sérieuse par la chaussée sur Saint-Martial. Frappés de tous ces obstacles, les représentants et Després-Crassier espérèrent enlever Bera et Biriatu, et passer la Bidassoa pêle-mêle avec les Espagnols ; ce projet était téméraire, car il avait le défaut d'attaquer de front les positions les mieux gardées.

Il fut donc arrêté d'enlever au centre le poste retranché de Biriatu, défendu par le marquis de la Romana, de passer la Bidassoa à sa poursuite, et de s'emparer d'Irun, tandis qu'une colonne longeant la Rhune chercherait à percer le port de Bera tenu par le comte Urrutia.

L'issue de cette entreprise ne fut pas heureuse ; les uns disent parce que le signal d'attaque fut donné trop tôt ; d'autres prétendent au contraire par un défaut d'ensemble dans les dispositions ; un officier qui a rendu compte de cette campagne assure néanmoins que le général en chef avait tracé dans une longue instruction le devoir de chacune de ses colonnes. Quoi qu'il en soit, la journée

du 29 août, après s'être annoncée sous les auspices les plus favorables, se termina au désavantage des Français. La colonne de droite ayant replié les avant-postes espagnols se présenta devant Biriatu : Caro avait eu le temps de le retrancher, et le doublement des feux de bivouacs pendant la nuit précédente l'avait engagé à y porter un renfort de 16 compagnies de grenadiers. Les efforts des Français furent vains. La Romana après avoir opposé la plus honorable résistance, se vit bientôt en mesure de prendre lui-même l'offensive, lorsque Caro l'eut encore fait soutenir par trois bataillons et un régiment de cavalerie postés dans le principe à Boga, où se trouve un bac important de la Bidassoa; Caro lui ordonna de pousser vivement les républicains qu'il délogea de la Croix-des-Bouquets; ce poste pris et repris plusieurs fois resta enfin aux Espagnols, qui les replièrent sur Urrugne.

La colonne de gauche conduite par Willot, retardée dans sa marche, n'arriva devant Bera que pour y être culbutée par le général Urrutia : celui-ci cotoyant le versant oriental de la montagne de la Rhune, brûla toutes les habitations sur son passage.

Le 7 septembre, une expédition fut dirigée sur Urdax et Zugaramurdi, en même temps qu'on inquiétait la Romana sur les hauteurs d'Urrugne, mais elle n'aboutit qu'à une fusillade insignifiante; Urrutia repoussa la gauche des Français, et son collègue se maintint contre leur droite.

La triste issue de ces attaques indisposa toute l'armée contre le général en chef; mais, elle fit sentir aussi le danger d'une guerre partielle et meurtrière, contre de fortes positions hérissées de retranchements, lorsque l'espèce de troupes et l'égalité du nombre, mettaient toutes les chances en faveur de l'ennemi : système d'autant plus désastreux, que cette guerre était en elle-même une calamité fatale aux intérêts des deux nations.

Les représentants Pinet, Monestier et Cavaignac vinrent au milieu de septembre remplacer Garrau, et se saisirent de tous les pouvoirs administratifs et militaires : déployant comme sur tous les autres points de la république les redoutables instruments de terreur, ils ordonnèrent des levées considérables dans les départements voisins pour assurer à l'armée une supériorité menaçante et décisive. L'exaltation qu'ils affichaient détermina les ennemis de Després-Crassier à faire retomber sur lui tout l'odieux de la défaite de Biriatu. Des intrigants parvenus déjà au grade immédiatement audessous du sien, qu'ils ambitionnaient, le peignirent comme un traître aux nouveaux représentants, et eurent d'autant moins de peine à obtenir sa destitution, qu'il avait le malheur d'être noble et d'avoir fait partie de l'ancien état-major.

Les espérances de ces délateurs furent néanmoins confondues; le comité de salut public nomma pour le remplacer, le suisse Muller, officier de fortune, que ses bons services à Mayence et dans la Vendée avaient élevé récemment au grade de divisionnaire.

Malgré ce choix, l'armée ne changea pas d'attitude, et consuma le reste de la saison en attaques de postes. Le général en chef continuellement en discussion avec les représentants qui s'immisçaient jusque dans les plus petits détails de la discipline, donna dans cette campagne des preuves multipliées de dévouement et de longanimité. Ce fut par ses soins qu'au milieu des entraves de toute espèce, s'opéra l'embrigadement des bataillons du contingent, que se perfectionna l'instruction des troupes, que tous les services administratifs prirent une marche plus régulière; enfin que se préparèrent les éléments de l'armée qui devait changer de rôle l'année suivante.

Caro qu'on a vu vers le milieu d'octobre détacher une division de 7,000 hommes à l'armée de Roussillon, n'eut garde de troubler son adversaire; et s'estimant trop heureux, avec la poignée de soldats qui lui restait, de conserver intacte une frontière pour la défense de laquelle on avait cru jusqu'alors 35,000 hommes nécessaires, il se contenta de mettre la dernière main aux retranchements tracés pour la couvrir.

Les Français, dont les forces augmentaient à mesure que leur adversaire s'affaiblissait, ne tentèrent rien de sérieux; ils se bornèrent, pour imposer à l'ennemi et mettre fin à une guerre de postes inutile entre la Nivelle et la Bidassoa, à se rapprocher de cette dernière rivière, et vinrent camper le 11 novembre sur les hauteurs de Sainte-Anne, qui furent fortifiées. Les Espagnols surpris de cette apparition subite n'y apportèrent aucun obstacle; de nombreuses redoutes mirent bientôt ce camp à l'abri, on y pratiqua des baraques en

bois, et on le nomma le camp des Sans-Culottes. (*Voyez* planche III.)

Sa position locale était avantageuse; mais la plus grande partie de la ligne se trouvant à droite de la route le long de la mer, en faisait un poste dangereux, au moindre revers qu'on éprouverait sur la gauche.

Le centre ne fit rien durant toute la campagne que de brûler Urdax. La gauche se contenta de quelques incursions dans le val de Roncal; elles ne servirent qu'à fournir l'occasion aux habitants de faire preuve de leur dévouement, et à la gazette de Madrid de publier des relations enflées de quelques escarmouches insignifiantes.

Il semble que les républicains, supérieurs en nombre à la fin de septembre, auraient pu en profiter pour déboucher en forces de Saint-Jean-Pied-de-Port sur Pampelune, en ne laissant que des postes sur le reste de la ligne : mais le besoin d'aguerrir les nouvelles levées, l'approche de la mauvaise saison qui, dans les montagnes, n'est pas un vain obstacle; enfin la demande d'un détachement de 6,000 hommes pour Perpignan, justifient assez le système défensif adopté. Latour-d'Auvergne, qui commandait la ligne de la Bidassoa, profita de ce temps pour aguerrir ses soldats par de petites expéditions journalières dont le but était moins de faire du mal à l'ennemi, que de former les jeunes réquisitionnaires aux combats.

CHAPITRE XXVI.

Combats de Luçon. — Opposition des comités de Saumur et de Luçon. — Arrivée de la garnison de Mayence. — Conseil de guerre à Saumur, et plan des républicains. — Défaite de Chantonnay. — Conseil des royalistes, aux Herbiers, — Opérations de Canclaux; combats de Clisson, Montaigu et Saint-Fulgent. — Opérations de Rossignol; défaites de Coron et Saint-Lambert. — Nouvelles mesures décrétées par la convention : elle charge un seul général et une seule armée, de la réduction de la Vendée. — Combats de Bressuire et Châtillon. — Bataille de Chollet. — Les Vendéens battus passent la Loire, et marchent sur Laval. — Combat et prise de cette ville. — Attaque de Granville. — Combat d'Antrain. — Attaque d'Angers. — Défaites du Mans et de Savenay. — Expédition de lord Moira.

La déroute de Santerre à Coron eût ouvert un vaste champ de succès aux royalistes, s'ils avaient profité de la consternation qui régnait dans l'armée républicaine, pour s'emparer de Saumur, d'Angers et de Nantes. Mais, ainsi qu'on l'a vu au chapitre XIX, ils perdirent le temps à organiser l'état-major insurrectionnel; et la manière dont ils procédèrent à cette opération, aggrava la faute, en donnant des motifs de mécontentement aux officiers absents; à Charette, surtout, dont l'amour-propre humilié, refusa de reconnaître d'Elbée pour généralissime.

Une nouvelle circonstance vint accroître les germes de discordes qui fomentaient déjà entre eux. Tinteniac, parent du célèbre Larouairie, arriva vers cette époque de Londres, avec une mission du cabinet anglais, pour s'entendre sur les moyens de porter tous les secours possibles aux armées royales, dont le gouvernement britannique s'était d'ailleurs formé l'idée la plus fausse. Les Vendéens demandèrent des armes, des munitions et des artilleurs; et Tinteniac retourna, après plusieurs conférences avec Bonchamps, dans lesquelles il paraît que l'on convint de faire une expédition en Bretagne pour étendre le foyer de l'insurrection et de s'assurer en même temps d'une place maritime pour communiquer plus facilement et plus sûrement avec l'Angleterre. L'expédition de lord Moira et la marche sur Granville, prouvent assez en faveur de cette supposition, bien qu'il règne encore un doute mystérieux sur l'époque et la manière dont ces opérations furent combinées : le peu d'accord entre d'Elbée, Charette et Bonchamps, fut sans doute cause de la réserve que l'on mit dans les arrangements pris à ce sujet (1).

La fin du mois de juillet, et les dix premiers jours d'août, s'écoulèrent sans événements remarquables dans le haute Vendée. Ses habitants, rappelés dans leurs foyers par la nécessité de serrer les récoltes, ne conservèrent sur la lisière du pays, que des camps volants, dont les partis semèrent l'alarme sur les bords de la Loire, et vinrent épouvanter les républicains à Loudun et Parthenay. Dans la basse Vendée, au contraire, la division des Sables, dont le général de brigade Tuncq venait de

(1) Madame Larochejacquelein assure que Tinteniac ne fit rien de bien important; Chauveau, dans la vie de Bonchamps, affirme qu'ils eurent ensemble plusieurs conférences particulières, où ils seraient convenus d'un plan.

prendre le commandement, lassée d'être harcelée par la bande de Royrand, prit l'offensive à son tour; et, après l'avoir forcé à lever le siége de Luçon le 25 juillet, était venue s'établir à Chantonnay, d'où elle semblait appeler sur elle tous les efforts des Vendéens, par son isolement au milieu du foyer de l'insurrection.

En effet, Royrand, qui s'était retiré dans la direction de Montaigu avec 5 à 6,000 hommes, ayant été renforcé aux Herbiers par environ 10,000 que lui amenèrent Lescure et Bonchamps, crut le moment favorable pour l'écraser. Mais Tuncq, prévenu de leurs projets, échappa à une défaite certaine, en se retirant sur Luçon, où il prit position, la droite au bois de Sainte-Gemme, couverte par une centaine de hussards; la gauche en arrière du village de Corps (1).

A peine s'était-il établi, que l'armée vendéenne débouche du bourg de Bessay, passe la Smagne au pont de Mainquelly, et engage une canonnade à la gauche des républicains, tandis que Royrand, avec le gros du corps, se précipite sur le centre. Celui-ci ne peut soutenir le choc, et ploie, en abandonnant une de ses pièces; mais soutenu à temps par la compagnie de vétérans du bataillon de l'Égalité, et un peloton de hussards que Tuncq avait gardé en réserve, il tint bientôt les royalistes en échec, tandis que le brave Lecomte, avec le bataillon le Vengeur, tombe tout à coup de la gauche sur la colonne qui lui est opposée, et la rejette en désordre sur le centre, qu'elle entraîne dans sa déroute. Sans la valeur du prince de Talmont, cette affaire aurait eu des suites beaucoup plus désastreuses; mais il arrêta l'impétuosité des hussards républicains avec ses cavaliers; et Royrand en fut quitte pour trois bouches à feu, et 12 à 1,500 hommes hors de combat.

Cet échec, le premier un peu sérieux que les Vendéens eussent éprouvé dans cette partie depuis le commencement de la guerre, faisant craindre aux chefs qu'il n'attiédît l'ardeur des paysans, ils jugèrent devoir l'annoncer comme une punition de Dieu. Leur adroite politique réussit à souhait, et produisit un effet surprenant sur l'esprit de ces hommes superstitieux. A peine les moissons furent-elles achevées, qu'ils se rendirent en foule au camp de l'Oie, où le rendez-vous avait été assigné le 8 août, afin de se venger de la journée du 10, par une victoire sur les républicains. Mais, malgré la bonne volonté de la plupart des chefs, et l'empressement de la population virile, l'armée n'y fut réunie que le 12 au soir, au nombre de 35 à 36,000 hommes. C'était là tout ce que pouvait fournir la Vendée; à l'exception de la division Bonchamps, forte de 7 à 8,000 hommes, laissée sur la rive gauche de la Loire, pour couvrir les derrières durant l'expédition.

Cette masse devait suffire au delà, pour remplir l'objet qu'elle se proposait; si la jalousie qui divisait les principaux chefs n'eût détruit tout l'ensemble de leur plan d'attaque, combiné d'après la proposition intempestive de Lescure, comme pour une armée régulière. Il fut convenu que les divisions donneraient par échelon, à partir de la gauche; attaque, dont il devait nécessairement résulter du désordre dans une troupe habituée à céder à son premier élan, sans regarder ce qui se passait sur ses flancs.

Tuncq, prévenu de l'orage qui le menaçait, concentra de bonne heure ses moyens sur Luçon; et déjà il faisait ses dispositions de retraite sur Parthenay, lorsqu'il reçut, avec sa destitution, l'ordre de se retirer à vingt lieues des armées. C'était le sort ordinaire des généraux du temps; il s'y résignait; mais les représentants Goupilleau et Bourdon, sous les yeux desquels il avait déployé tant d'activité, prirent sur eux de suspendre l'effet de cette décision ministérielle, et lui enjoignirent de conserver le commandement des troupes. Cette circonstance, le renfort d'une compagnie d'artillerie légère et d'environ 6,000 hommes venus de Fontenay, et plus encore, la confiance et l'ardeur que les troupes témoignaient, déterminèrent ce général à recevoir la bataille devant Luçon; quoique d'ailleurs la position ne fût pas tout à fait à son avantage, se trouvant adossée aux marais de la Sèvre, et n'ayant pour retraite que la route de Fontenay à sa droite, que les royalistes pouvaient couper en jetant un parti de Saint-Hermine sur la route de Nantes à Niort.

Quoi qu'il en soit, Tuncq résolu à recevoir le

(1) *Voyez* planche II, et pour les détails, la réduction de Cassini.

choc, disposa ses troupes sur deux lignes, masqua son artillerie légère avec la première, et ordonna à la seconde de se tenir à plat ventre, jusqu'à ce qu'il lui donnât le signal de se relever et de fondre sur l'ennemi. Deux bataillons avec leurs pièces furent jetés en avant-garde.

Le 13 août au matin, les Vendéens, après avoir reçu la bénédiction du curé de Saint-Laud, passent sans obstacle la Smagne au pont Minclet, et s'avancent fièrement sur trois colonnes. Charette et Lescure conduisaient celle de droite; Larochejacquelein, assisté de Marigny, celle de gauche : Donnissant et Royrand, sous le généralissime d'Elbée, commandaient le centre.

L'action s'engage presqu'au même moment, à la gauche et au centre des républicains : Charette et Lescure, rivalisant d'ardeur, firent d'abord plier les tirailleurs qui leur étaient opposés : mais, au centre, d'Elbée ayant perdu un temps précieux à établir l'ordre dans ses bandes, ou selon d'autres rapports ayant laissé ses officiers sans instruction, la fortune abandonna ses drapeaux. Herbault, qui commandait une des plus belles divisions, s'étant engagé de la manière accoutumée contre les deux bataillons d'avant-garde, ceux-ci se replièrent en bon ordre sur la ligne : tout à coup l'artillerie légère se démasque ; les fantassins, cachés derrière un pli de terrain, se relèvent, et tombent sur les Vendéens effrayés du ravage que l'artillerie légère cause dans leurs rangs. Charette et Lescure sont tenus en échec, tandis que Royrand et Donnissant sont criblés de mitraille et culbutés. Larochejacquelein et Marigny, d'abord retardés par la difficulté des chemins, ne peuvent leur porter secours, et n'arrivent que pour rendre leur défaite moins désastreuse. Charette et Lescure, restés seuls sur le champ de bataille, et bientôt accablés à leur tour, se voient forcés de repasser le Lay. Cette journée valut en résultat 18 pièces de canon aux républicains, qui n'en eussent pas laissé échapper une seule, si Larochejacquelein, avec une soixantaine des siens, n'eût arrêté par des prodiges de valeur la poursuite au pont de Dissay.

Quelque importante que fût cette victoire, elle eût été sans doute plus complète, si l'adjudant général Canier, qui commandait le camp de réserve aux Quatre-Chemins, eût débouché sur le flanc de l'ennemi, ainsi que Tuncq lui en avait donné l'ordre. Bourdon et Goupilleau, en informant la convention de cet heureux fait d'armes, réclamèrent contre la destitution de leur protégé : et celle-ci, dans l'ivresse d'un tel succès, le réintégra non-seulement dans ses fonctions, mais le promut encore au grade de divisionnaire.

Quelques jours avant l'annonce de cette victoire, le comité de salut public, instruit des premiers avantages remportés sur les fédéralistes du Calvados et les royalistes de la Lozère, avait proposé des mesures vigoureuses pour la répression de l'insurrection de la Vendée. « Jamais, dit Barrère, jamais vous ne parviendrez à vaincre les
» rebelles, tant que vous n'adopterez pas leur manière de combattre..... Faites la récolte des
» brigands : portez le feu dans leurs repaires ; envoyez-y des travailleurs qui aplaniront le terrain.»

Sur sa proposition, la convention décréta la formation de 24 compagnies de tirailleurs-braconniers ; et, afin de mieux assurer l'exécution du système adopté, elle arrêta quelques jours après, que les garnisons de Mayence et de Valenciennes, dirigées en poste vers la Loire, auraient pour réserve la levée en masse de tous les départements voisins. Ces dispositions étaient bonnes, sans doute; mais on avait oublié la plus essentielle, celle de mettre toutes les forces républicaines sous la main d'un seul chef. Deux armées commandées par des généraux indépendants, devaient coopérer à la réduction de la Vendée; et c'était un vice radical : l'une, dite armée des côtes de Brest, avait à sa tête le général Canclaux : l'autre, connue sous le nom d'armée des côtes de la Rochelle, venait d'être confié au sans-culotte Rossignol. Celui-ci, naguère encore garçon orfèvre, puis chef de la 35e division de gendarmerie, était actif et brave, mais enthousiaste et grossier. Quoi qu'on en ait dit, il ne manquait ni de tact ni de jugement : la défense qu'il fit à ses divisionnaires d'engager d'affaires partielles, et l'opinion qu'il émit bientôt dans le conseil de guerre de Saumur, le prouve victorieusement. Au reste, il aimait sincèrement la république; et personne, dans les grandes crises, ne porta plus loin l'abnégation de soi-même.

Canclaux était, au contraire, un ancien officier sage et froid, porté malgré lui par le tourbillon révolutionnaire à la tête des armées républicaines, plus instruit dans l'administration que dans la tactique, et humilié d'avoir pour émule un homme du peuple. L'opposition qui régna entre ces deux généraux en chef, comme parmi les représentants qui devaient surveiller leurs opérations, frappa de nullité les dispositions du gouvernement.

En effet, les commissaires conventionnels avaient formé à Niort et à Saumur deux espèces de comités, qui dirigeaient à leur gré l'esprit des troupes et des administrations soumises à leur surveillance. Les frères Goupilleau, originaires de la Vendée, portés autant par politique que par caractère, à adopter envers leurs compatriotes des voies de douceur, avaient désapprouvé les mesures de rigueur prises dans la convention, et vu avec peine le commandement passer entre les mains d'un plébéien fougueux, trop disposé à signaler son dévouement à la chose publique par l'exécution ponctuelle de ses décrets. Le comité de Saumur, où Bourbotte conservait une grande influence, ne dissimula pas sa joie, en apprenant que Biron et plusieurs autres généraux de la faction girondine venaient d'être remplacés par des officiers montagnards, tels que Rossignol et Santerre. Il croyait, de bonne foi peut-être, que le moyen d'étouffer l'insurrection de la Vendée, était d'en exterminer la population; et mettait toute son étude à enchérir sur l'atrocité des mesures ordonnées par la convention. Cette opposition constante des deux comités, dont les efforts auraient dû tendre vers le même but, causa dès l'origine un grand scandale; et, bientôt après, maintes défaites.

Tuncq, enhardi par le double avantage remporté à Luçon, et par la protection des représentants Bourdon et Goupilleau, s'étant porté à Chantonnay contre les ordres exprès de son général en chef, entraîna le divisionnaire Chalbos dans son mouvement hasardé. Rossignol, indigné de voir ses ordres méprisés, et trouvant Niort, Saint-Maixent et plusieurs autres points du cordon découverts, se disposait à faire de vifs reproches à Tuncq, lorsqu'il fut suspendu à Luçon par les représentants Goupilleau et Bourdon, qui l'accusèrent d'incapacité et d'ivrognerie. Cette affaire ayant été plaidée par Tallien devant la convention, Rossignol eut gain de cause, à la vérité, mais le rappel des représentants qui l'avaient injustement destitué ne fit qu'assoupir la querelle, et la mésintelligence éclata avec plus d'animosité, à l'arrivé de la garnison de Mayence.

Il s'agissait d'arrêter un plan de campagne, ce qui ne pouvait se faire sans l'accord des deux généraux en chef. Un conseil de guerre fut convoqué le 2 septembre à Saumur, où se rendirent Canclaux et Rossignol, neuf divisionnaires, et onze représentants. Là, on mit en question si l'on déboucherait par Nantes ou par Saumur : en d'autres termes, quelle serait celle des deux armées qui, renforcée de ces 15,000 hommes d'élite, prendrait l'offensive, et pénétrerait au cœur du pays insurgé. Après de longs débats, trois députés, et sept généraux qui avaient fait la guerre en Vendée, furent d'avis de déboucher par Saumur. Les autres, savoir huit députés et deux généraux récemment arrivés, votèrent pour que la garnison de Mayence passât la Loire à Nantes; un général resta indécis, le représentant Bourbotte refusa de voter. Ce partage singulier de voix ne donnant aucun résultat, le président déclara que, conformément à l'arrêté du comité de salut public, on attaquerait par Nantes.

Telle avait été l'opinion de Canclaux, développée avec plus d'éloquence que de solidité par Phélippaux; lequel était déjà parvenu, à force d'art, à la faire adopter en principe au comité de salut public. Rossignol, dans son langage grossier, prouva en vain qu'on ferait faire inutilement à cette troupe une promenade de 45 lieues pour arriver à Montaigu, dont elle n'était éloignée que de deux marches en débouchant de Saumur; il ne fut point écouté. Dédaigné, et prévoyant dès lors les malheurs que le plan du comité amènerait, il offrit le commandement à son rival, pourvu que l'on consentît à déboucher par Saumur : mais en cette occasion, l'amour-propre de Canclaux fut plus fort que le patriotisme de Rossignol.

L'objet principal du conseil se trouva ainsi manqué; car, comme l'a observé judicieusement un militaire recommandable (1), le foyer de l'insur-

(1) Mémoires pour servir à la guerre de la Vendée, par le général Thurreau.

rection étant circonscrit à l'ouest par l'Océan, et au nord par la Loire qu'on ne peut franchir aisément, on devait chercher à rejeter les Vendéens dans le cul-de-sac de Pornic, formé par ces deux côtés du carré, en commençant à attaquer par l'angle opposé. Déboucher par Nantes, c'était, au contraire, leur laisser toute la plaine libre, et même s'exposer en cas d'échec à une retraite désastreuse : dans la première hypothèse, l'on n'aurait eu qu'à garder la Loire avec un faible cordon.

Quoi qu'il en soit, d'après le plan arrêté, il fut décidé que l'armée des côtes de la Rochelle se tiendrait sur la défensive, jusqu'à ce que celle des côtes de Brest fût arrivée à Mortagne. Les trois divisions de celle-ci devaient s'ébranler le 10 septembre, et marcher concentriquement à travers tous les obstacles sur ce point, où, après avoir opéré leur jonction le 14, elles devaient se diriger sur Chollet. La division des Sables d'Olonne avait l'ordre de ne commencer son mouvement que le 11, lorsque l'armée des côtes de Brest se serait emparée de Machecoul. Elle devait se porter par Aisenay, le Poiré et les Essarts, à Saint-Fulgent, où il lui était enjoint de prendre poste le 14, cherchant à se lier à l'armée des côtes de Brest par sa gauche, et, par sa droite, à la division de Niort, commandée par le général Chalbos. On voit par là, que les obstacles étaient comptés pour rien, et que les divisions agissant isolément à une grande distance, allaient offrir aux Vendéens plus d'une occasion de les faire repentir de cette opération décousue.

C'était s'exposer gratuitement à un grand danger, quand il était si simple de diriger l'armée des côtes de Brest, en masse, d'Angers sur Chemillé, et celle de la Rochelle sur Saint-Fulgent ou Châtillon, afin de les mettre en communication directe, et en mesure de se soutenir. Cette manœuvre indiquée par les règles de l'art, eût non-seulement donné moins de prise à l'ennemi, elle aurait encore fourni à ces deux armées le moyen d'accabler les Vendéens de concert, et de les rejeter sur Pornic et Noirmoutiers. L'idée de porter trois divisions entre l'Océan et les royalistes, dénote une absence totale de génie militaire; car on exposait ainsi ces troupes à une ruine complète, pour empêcher en quelque sorte celle de l'ennemi.

En attendant, les royalistes, revenus de l'abattement où les revers de Luçon les avait jetés, firent des expéditions partielles sur plusieurs points de l'immense cordon occupé par les huit divisions conventionnelles. Charette, après avoir enlevé Challans, vint se faire battre devant la Roche-sur-Yon, par Miekouski, commandant de la division des Sables; de là il se porta sur Légé et Machecoul, dont il fut chassé par le général Beysser, et où, bientôt après, il rentra en vainqueur. De son côté, Lyrot, réuni à Goulène, tenta de surprendre le camp qui couvrait le pont Rousseau, et fut vigoureusement repoussé par le général Grouchy. Dans la haute Vendée, Bonchamps remporta plusieurs avantage sur le général Duhoux, entre autres le 4 septembre à Érigny. Lescure livra quelques petits combats à la division Rey, qui vint l'attaquer de Saint-Maixent et d'Airvault; mais l'expédition la plus remarquable fut celle que le généralissime dirigea contre le général Tuncq, qui occupait Chantonnay.

Jaloux de réparer l'échec de Luçon, que Bonchamps et plusieurs autres chefs lui imputaient, il s'abouche avec Royrand, et convient que sa division fera une fausse attaque du côté des Quatre-Chemins, tandis que la grande armée viendra, par un détour, assaillir la position de front. Le 5 septembre, environ 15,000 Vendéens paraissent tout à coup devant le camp républicain. Tuncq, suspendu, venait de résigner le commandement au chef de brigade Lecomte, promu la veille au grade de général, et qui n'a pas le temps de finir ses dispositions. Ses troupes, surprises et enveloppées, ne combattent que pour se faire jour; elles y seraient parvenues, si deux bataillons, en lâchant pied dès le commencement de l'action, n'eussent entraîné les autres : à l'exception du bataillon le Vengeur et du 10e, de la formation d'Orléans, qui se firent inutilement hacher, tout prit la fuite; et de cette division, qui comptait 6,000 hommes, à peine 1,800 purent-ils gagner la Roche-sur-Yon et les Sables. Le général Lecomte fut blessé à mort, la majeure partie de l'artillerie tomba au pouvoir de l'ennemi.

Immédiatement après cette victoire, le généralissime convoqua un conseil de guerre aux Herbiers, où l'on discuta les moyens de déjouer le

plan d'invasion arrêté à Saumur, que la prise d'un courrier, expédié de cette ville à Nantes, venait de faire tomber entre ses mains.

Bonchamps voulait qu'on laissât les colonnes républicaines s'enfoncer dans le Bocage, afin de les écraser successivement avec la masse des forces Vendéennes; passer ensuite la Loire, et étendre l'insurrection dans la Bretagne. Plusieurs écrivains lui prêtent, à ce sujet, un discours vraiment remarquable, et qui, s'il est bien exact, dénoterait tout le génie et les talents d'un grand capitaine (1).

D'Elbée, en approuvant la première partie de ce projet, combattit fortement l'idée de porter, en cas de succès, la guerre au delà de la Loire; et son avis, après de longs débats, ayant prévalu, le territoire insurgé fut partagé en cinq arrondissements, dont Charette, Bonchamps, Larochejacquelein, Lescure et Royrand, eurent le commandement. Le marquis de Donnissant fut créé gouverneur général du pays, et président du conseil de guerre installé à Mortagne.

Il avait été arrêté en outre, qu'il serait formé dans chaque division, un corps d'élite de 1,200 hommes, soldés et exercés comme la troupe de ligne, et que les officiers prendraient un uniforme; mais l'invasion des républicains n'en donna pas le temps.

En effet, le 10 septembre la division de Mayence passe la Loire, et vient prendre position au pont Rousseau : en même temps, le général Beysser se porte de Paimbœuf sur le port Saint-Père, et le général Grouchy, du pont Rousseau sur Virton. Le lendemain, la première colonne chasse Lacathelinière et Pujot, de Machecoul; et l'autre dissipe, près de Virton, le rassemblement de Sorinières. De son côté, le général Miekouski surprend la bande de Joly dans le camp de Palluau, lui enlève son artillerie, et le pousse sur Légé, où les chefs poitevins éperdus, donnent, dans leur détresse, le commandement en chef à Charette.

Cette mesure était un peu tardive : les colonnes de Canclaux poursuivant leur marche victorieuse, le forcent à abandonner ce poste sans combat et à se retirer sur Montaigu, qu'encombre une foule de vieillards, d'enfants, et de femmes éplorées. Tout l'espoir des Poitevins est dans l'armée d'Anjou, et Charette expédie courrier sur courrier à Bonchamps, à d'Elbée, pour les engager à hâter leur marche; toutefois, ce poste étant d'une défense facile, il se dispose à soutenir une première attaque; mais forcé de l'abandonner au général Beysser, après un combat vigoureux, il se jete dans Clisson, d'où il est chassé le lendemain par la colonne du général Grouchy. Dans cette extrémité, il repasse la Sèvre et se concentre entre Tiffauges et Torfou, en attendant les secours réclamés avec tant d'instance des chefs de la haute Vendée.

Ceux-ci, sentant que du sort de Charette dépendait le leur propre, amenèrent en toute hâte le 18, à Chollet, environ 30,000 hommes; de là, après avoir été sermonés et bénis par le curé de Saint-Laud, ils se mirent en marche sur Clisson.

Le général Canclaux croyait toucher au moment de réunir ses trois colonnes; déjà, même

(1) « Quel heureux hasard! dit Bonchamps, à qui l'ensemble et les conséquences de ce projet n'avaient pas » échappé; quel bonheur nous a fait connaître le plan de » l'ennemi! J'y vois la main de Dieu qui veut sauver la » Vendée. Ceci nous impose de nouveaux efforts et de » plus grands sacrifices. Nos ennemis connaissent enfin » le secret de la victoire, puisqu'ils veulent former des » masses pour nous accabler. Nous saurons repousser » cette armée de Mayence, qu'on dit être formidable: » mais n'est-il pas à craindre qu'elle ne revienne à la » charge, plus terrible encore? Comment nous garantir » de l'acharnement d'ennemis implacables, qui se recrutent sans cesse malgré leurs défaites? Au contraire, » chacune de nos victoires s'achète par la vie de quelques » braves que nous ne pouvons remplacer. Hâtons-nous, » par une expédition hardie, de déconcerter les projets » des républicains. La Bretagne nous appelle : marchons; » agrandissons nos destinées. Ne nous berçons pas plus » longtemps de l'espérance de voir la monarchie rétablie » par les puissances étrangères. C'est à nous que doit en » appartenir la gloire. La position des coalisés ne nous » est pas mieux connue que celle de notre ennemi commun. Atteindrons-nous jamais le but de nos généreux » efforts, si nous ne sortons de ces forêts, de ces ravins » impénétrables, qui nous séparent du reste des hommes? » Franchissons le fleuve; et que la France étonnée nous » voie parcourir la Bretagne en vainqueurs : l'armée s'y » grossira de tout ce qui aime encore son Dieu et son roi. » Bientôt maîtres d'un port sur l'Océan, nous donnerons » la main à nos princes; et nous acquerrons enfin cette » consistance politique, sans laquelle nous ne pouvons » remplir l'espoir de l'Europe. Surtout, craignons d'attendre, pour passer la Loire, que la fortune vienne à » changer; car alors, il ne serait plus temps. »

le 19, l'avant-garde de son corps de bataille, aux ordres de Kléber, avait délogé de Boussay l'arrière-garde de Charette, lorsqu'en débouchant vers Torfou, elle donna sur le gros des forces de la basse Vendée, que ce chef, certain d'être incessamment soutenu par les Angevins, avait rangées en bataille le long de la route. Dès la première charge, la cavalerie républicaine mit en déroute celle des Vendéens, et le désordre se communiquait à l'infanterie; quand Lescure, suivi de quelques officiers des compagnis soldées et des habitants des Echaubroignes, rétablit le combat, et, par sa bonne contenance, donna le temps à Bonchamps de venir le dégager, à Larochejacquelein et Donnissant de tourner la gauche des républicains, et à Charrette de les attaquer de front. Bientôt la gauche des Mayençais est débordée, une terrible fusillade s'engage sur leurs derrières : pressé de tous côtés par les chasseurs vendéens qui se répandent dans les haies et les chemins creux, Kléber est entamé, et pour sauver sa petite troupe, se décide à un sacrifice. Il abandonne quelques pièces d'artillerie, et donne ordre au lieutenant-colonel Chouardin, de tenir ferme au pont de Boussay, avec les chasseurs de Saône-et-Loire, et deux pièces de canon. Le dévouement héroïque de cet officier et de ses braves compagnons, sauva l'avant-garde; aucun d'eux n'échappa, mais les royalistes ne purent forcer ce passage, ce qui donna le temps aux brigades Vimeux et Dubayet, de venir appuyer Kléber. Cette journée, dont les royalistes s'attribuèrent tout l'honneur, fut cependant des plus glorieuses pour les Mayençais. Environ 5,000 hommes en tinrent en échec 40,000 pendant huit heures; mais ce n'est pas de gloire dont il s'agissait ici, la grande question était de savoir si les colonnes républicaines feraient leur jonction; et maintenant, c'était plus que problématique, car elles avaient sur les bras toute la population de la Vendée.

Satisfaits d'avoir ainsi repoussé l'avant-garde mayençaise, Charette et Lescure résolurent de tomber sur la colonne de Beysser, et de l'accabler à Montaigu, pendant que le gros de l'armée, sous d'Elbée, observerait Canclaux. Le 21 septembre ils se portèrent, en deux colonnes, par les routes de Clisson et de Boussay sur Montaigu, où il surprirent les républicains, les mirent en déroute et les poursuivirent jusqu'à Aigrefeuille.

Jusque-là les chefs vendéens s'étaient conduits avec beaucoup de sagesse; mais il ne fallait pas perdre de vue la colonne mayençaise. Telle avait été leur première résolution. Instruits que sa retraite se faisait difficilement à cause de 1,200 voitures qu'elle traînait à sa suite, ils étaient convenus de l'attaquer simultanément : d'Elbée et Bonchamps sur la droite; Charette et Lescure sur la gauche. Cependant, ces derniers comptant sur une victoire trop facile, au lieu de coopérer à une attaque dont le succès devait être décisif, jugèrent plus opportun de se diriger sur Saint-Fulgent contre la colonne des Sables, sous les ordres du général Mickouski, se flattant de remporter deux victoires le même jour. Il arriva de cette divergence, ce qu'il était facile de présumer; l'attaque principale n'eut qu'un demi-succès, car Bonchamps et d'Elbée ne parvinrent à enlever au général Canclaux qu'une partie de ses bagages, et pas une seule pièce de canon. A la vérité, Charette et Lescure surprirent Miekouski le 22, et le défirent complétement; mais ce n'était point à Saint-Fulgent qu'il convenait de frapper.

Tandis que Beysser et Miekouski étaient écrasés, par suite du plan vicieux de Canclaux, bien plus que par leur faute, les républicains n'étaient guère plus heureux sur les bords de la Loire; Talmont et d'Autichamp, informés que le général Rossignol se trouvait à Doué avec la division Santerre, forte d'environ 15,000 hommes, dont moitié de la levée en masse, combinèrent une attaque contre elle. Le général républicain, prévenu à temps de leur approche, avait pris position derrière le Toué. Les deux chef vendéens, encore novices, s'avancèrent sur les routes de Chollet et d'Angers; mais, arrivés en présence de l'armée républicaine, ils montrèrent plus d'incertitude que de résolution, et leur attaque fut repoussée. La cavalerie ayant pris en flanc leur droite, tandis que le général enfonçait leur gauche, ils furent mis en déroute.

Ignorant les échecs essuyés par l'armée des côtes de Brest, et enhardi par les succès qu'il venait d'obtenir, Rossignol crut pouvoir pénétrer en Vendée pour se réunir à elle. Par surcroît de malheur, il prit de fausses mesures, en prescrivant aux

divisions Santerre et Duhoux de se diriger sur Chollet, en même temps qu'il enjoignit à celles des généraux Chalbos et Tuncq, marchant pour s'y rendre, de rester à Luçon et Fontenay.

Santerre chassa, le 17, l'ennemi de Vibiers, et poussa ses avant-gardes à une demi-lieue de Coron. Au bruit de sa marche, Larochejacquelein, resté à Saint-Aubin par suite de la blessure qu'il avait reçue à Clisson, envoie tous ses paysans à Piron : celui-ci, à la tête de 10 à 12,000 hommes, va prendre position à Vezins. Le 18, Santerre se porte sur Coron, dont le général Thurreau prend possession. Mais à peine est-il établi, que Piron, saisissant le vice de l'ordre de marche des républicains, revient attaquer ce bourg encombré d'artillerie : les troupes qui l'occupent, ne peuvent s'y défendre ; Santerre et son conseil Ronsin ayant perdu la tête, Thurreau se trouve hors d'état d'empêcher la déroute qui ne tarde pas à être complète.

Cependant le général Duhoux, après avoir débouché par les ponts de Cé, poussait devant lui sur Chemillé, la bande du chevalier Duhoux son neveu. Déjà il se trouvait à la hauteur de Saint-Lambert, lorsque la majeure partie des gens de pied de Piron et toute sa cavalerie étant venus renforcer le chevalier, le combat changea de face : les Vendéens forcèrent leurs adversaires à repasser le Layon, tournèrent la nouvelle position de Pont-Barré, et les mirent dans une affreuse déroute.

Ces échecs, essuyés par deux divisions sur lesquelles on comptait principalement pour le succès du plan, causèrent la disgrâce des deux généraux conventionnels. Santerre, rappelé à Paris, parvint à se justifier, parce qu'il était un des fils aînés de la Montagne. Duhoux, moins heureux que lui, paya de sa tête le soupçon de s'être entendu avec son neveu, pour faire battre sa division.

Les levées en masse des départements du centre qui s'étaient rassemblées entre Tours et Poitiers, pour soutenir les opérations, se dispersèrent après quatre à cinq jours d'une réunion tumultueuse, que le défaut d'ordre, de vivres, d'armes et de munitions, rendait plus propre à augmenter une déroute qu'à contribuer à une victoire.

Tel fut le résultat de ce fameux plan de Saumur, qu'il eût été facile de prévoir, et que Rossignol, malgré son ignorance, avait prédit. Les deux commissions conventionnelles s'en imputèrent réciproquement les désastres, Philipeaux, criant à la trahison ; tonna contre Choudieu et Richard : ceux-ci répondirent que ces revers provenaient du plan même, qui avait détruit tout ensemble dans les opérations.

Pendant ces débats, les deux généraux en chef ralliaient leurs divisions battues, et se disposaient à entrer de nouveau en Vendée.

Le 25 septembre, l'armée des côtes de Brest se porte en avant, et reprend Clisson et Montaigu sans résistance. Mais, là, Canclaux apprend que, par suite d'un conseil de guerre tenu le 2 octobre à Saumur, les divisions de Luçon et de Fontenay, au lieu de se joindre à lui, ainsi qu'on en était convenu dans le plan du 4 septembre, devaient se réunir le 7 à Bressuire aux divisions de droite de l'armée des côtes de la Rochelle. Dès lors, se voyant abandonné à lui-même, il rétrograda sous Nantes, et se plaignit amèrement à Philipeaux qui embrassa sa cause, et la plaida avec chaleur auprès de la convention, sans aucun ménagement pour ses collègues délégués à Saumur.

Les uns et les autres étaient trop peu versés dans l'art de la guerre pour juger la véritable cause du mal, et des dénonciations à la tribune n'y portaient aucun remède : heureusement pour la république, l'entrée de Carnot au comité vint encore dans cette occasion exercer une salutaire influence. Barrère ne tarde pas en effet à présenter au nom de ce comité l'unique moyen d'assurer désormais la victoire : après avoir fait dans un discours très-curieux (1) l'énumération des défaites,

(1) « L'inexplicable Vendée existe encore.... Vingt » fois, depuis l'existence de cette rébellion, vos représen» tants, vos généraux, votre comité lui-même, vous ont » annoncé la destruction des rebelles. De petits succès » ont toujours précédé ou suivi de grandes défaites. On » croyait pouvoir la détruire. Le tocsin avait réuni, vers » le 15 septembre, un nombre prodigieux de citoyens » armés pour opérer cette destruction. La terreur pani» que a tout frappé, tout effrayé, tout dissipé comme une » vapeur. Si la Vendée a fait de nouveaux progrès, ne les » attribuez qu'à vos nombreux commissaires, à l'insatia» ble avarice qui spécule sur des batailles perdues, et » s'enrichit sur des tas de morts. Voilà les maux, voici » les remèdes. A trop de représentants, en substituer un

il demande la réunion des deux armées en une seule, sous le nom d'armée de l'Ouest, et propose d'assigner un terme à cette guerre.

La convention ne balançait jamais, quand il s'agissait de prendre des mesures énergiques : elle adopta sans dicussion tout ce qui lui fut proposé; nomma le général Léchelle commandant en chef de la nouvelle armée; rappela tous les commissaires, à l'exception de Bourbotte et de Thurreau, qui lui furent donnés pour conseils et pour surveillants; assigna d'autres destinations aux généraux Canclaux, Rossignol, Dubayet, Rey et Grouchy, et adressa aux troupes républicaines employées dans la Vendée la fameuse proclamation qui leur enjoignait d'exterminer les rebelles avant la fin d'octobre.

A ces mesures, il faut ajouter que le comité de salut public ordonna à l'amiral Morard de Galles d'appareiller avec la grande flotte de Brest, et de venir établir une croisière entre Belle-Isle et Grois, à la hauteur de la pointe de Quiberon. Nous ne saurions affirmer par quel motif on préféra cette station qui, sous le rapport maritime, encourut le blâme de tous les hommes de l'art; attendu que, dans ces parages peu fréquentés du commerce, on ne pouvait faire aucune prise; et qu'en cas d'attaque, on n'avait d'autre retraite que le port de Lorient, dont la capacité n'excédait pas 10 vaisseaux de ligne. Il faut croire que la Vendée entra pour quelque chose dans cette combinaison; car la flotte républicaine, dominant dans les eaux de Nantes et de Belle-Isle, gênait les communications directes des Anglais avec les royalistes, et empêchait les premiers de propager la guerre civile en Bretagne.

Au moment où la convention imprimait à son armée l'unité d'action et de force, les Vendéens se séparaient aux Herbiers, s'accusant réciproquement de jalousie et d'ambition. Bonchamps, qui prévoyait les conséquences de cette scission, fit tout pour l'empêcher : mais Lacathelinière, Joly et Savin, alléguant le mécontentement général de leurs gens, rentrèrent dans leurs foyers, à l'instigation de Charette qui voulait se faire chef indépendant de la basse Vendée. Il ne resta devant les Mayençais que Bonchamps, avec environ 8,000 hommes qui furent battus à Saint-Symphorien par Dubayet, le même jour où celui-ci recevait l'ordre de quitter une brigade dont il était adoré.

Les Mayençais, mécontents de se voir enlever leur général, prirent, dit-on, la résolution de passer du côté des Vendéens, et envoyèrent une députation de huit grenadiers au chevalier Desessarts, posté à Saint-Fulgent pour lui en faire la proposition, moyennant qu'on leur payerait exactement leur solde (1) : mais les royalistes, après une longue délibération, s'arrêtèrent à des considérations puériles, et perdirent, peut-être, en la rejetant, l'occasion de sauver la Vendée.

Immédiatement après son installation, le général Léchelle donne l'ordre à Chalbos, commandant la division de Fontenay, de se réunir à celle de Saumur aux ordres du général Chambon, et de marcher avec elle sur Bressuire, par la Châteigneraie : en même temps il prescrit aux divisions de Luçon et de Nantes de se porter directement sur Chollet. Son projet, ainsi qu'il est facile de le voir, était d'écraser la haute Vendée, pour descendre ensuite dans la basse. Ce mouvement décisif a lieu sans obstacle; et, le 10, Chalbos et Chambon opèrent leur jonction à Bressuire.

Le conseil siégeant à Châtillon, prévoyant que les républicains allaient marcher sur cette ville, et sentant bien que le petit camp de Saint-Sauveur ne pourrait les arrêter, pressa Charette, stationné alors aux Herbiers, de venir la couvrir; mais celui-ci, loin de voler à son secours, prétextant des motifs de mécontentement particuliers, et la présence des colonnes républicaines à Chantonnay et la Châteigneraie, s'en fut prendre poste à Légé, d'où il partit bientôt pour une expédition contre Noirmoutiers. Cette course excentrique, au mo-

» petit nombre; à trop de généraux, un seul général en » chef d'une armée unique. Il ne faut à l'armée chargée » d'éteindre la Vendée, qu'un même esprit, qu'une même » impulsion. Les brigands doivent être exterminés d'ici » au 20 octobre : semblables au géant de la fable, qui n'é- » tait invincible que quand il touchait la terre, il faut le » enlever, les chasser de leur propre territoire pour les » battre. »

(1) Cette anecdote citée par madame Larochejacquelein peut être vraie au fond, sans que les huit grenadiers fussent autorisés par leurs camarades; et leur déclaration nous paraît fort hasardée.

ment où l'orage grossissait, ne pouvait être que funeste; mais l'espoir des secours de l'Angleterre, apporté par Tinteniac, avait réveillé bien des petits intérêts : chacun espéra se mettre en relation directe avec les princes, et l'expédition de Noirmoutiers, n'eut sans doute pas d'autre cause.

Cependant Lescure et Beaurepaire, ne voulant pas céder le terrain sans combattre, prennent position avec les troupes du camp de Saint-Sauveur, sur le plateau entre le chemin d'Argenton et celui de Bressuire, appuyant leur gauche aux Aubiers. Westermann engage l'affaire avec sa légion; mais il est vivement repoussé par les Vendéens, qui enfoncent le centre des républicains, et culbutent leur aile gauche. Au moment où ils criaient victoire, les grenadiers de la convention entrent en action, et font tourner les chances. Westermann, après avoir enfoncé la gauche des royalistes, les poursuit dans Châtillon, où il entre pêle-mêle avec eux.

Par un autre retour de fortune, Bonchamps, qui marchait au secours de Lescure, arrive le lendemain devant la ville, qu'aucun avant-poste ne gardait, surprend les républicain endormis, ivres de vin et de pillage, et en moins d'une demi-heure les chasse de Châtillon, où ils laissent leur butin et l'artillerie.

Arrivé près de Bressuire, Westermann reproche à ses soldats leur lâcheté, et leur offre de se réhabiliter dans l'esprit des grenadiers de la convention, témoins de leur déroute. Tous jurent de le suivre partout où il les conduira : alors il se porte de nouveau à Châtillon; égorge, aux cris de *vive le roi!* les avant-postes vendéens : se précipite dans la ville, où il fait main basse sur les soldats de Bonchamps, à leur tour ivres et endormis. Satisfait de ce coup de main, il met le feu à la ville, et rejoint l'armée à Bressuire.

Les royalistes, en se dispersant après ce nouvel échec, s'assignèrent rendez-vous pour le 13 à Mortagne : mais les divisions de Mayence et de Luçon ne leur donnèrent pas le temps de s'y organiser; car la première y fit son entrée le 14. Le moment était décisif, et le salut de la Vendée dépendait plus que jamais de l'harmonie et de l'ensemble des opérations. Cependant, la plupart des chefs, et notamment Charette, persistèrent dans leur système d'isolement : Bonchamps et d'Elbée s'entendirent seuls pour opposer une digue au torrent. A l'approche des républicains, l'un et l'autre s'étaient retirés sur les hauteurs de Saint-Christophe en avant de Chollet, où ils furent renforcés par environ 6,000 hommes que leur amena Royrand.

Le 15, le général Léchelle donna ordre à la division de Luçon, soutenue par celle de Mayence, de déloger l'ennemi. Les deux partis se choquèrent vers cinq heures du soir. D'abord, les républicains plièrent; mais Beaupuy ayant tourné la droite des Vendéens, la victoire se déclara pour les premiers. Lescure fut blessé mortellement; et la chute de ce chef détermina la déroute des siens sur Beaupréau. Le prince de Talmont avec sa cavalerie, et Marigny avec quelques pièces d'artillerie légère, furent laissés à Chollet, pour donner le temps au reste de l'armée de se rallier à Beaupréau : les républicains bivouaquèrent sur le champ de bataille.

L'issue de ce combat, dont les chefs vendéens s'étaient promis un tout autre résultat, les jeta dans une consternation égale à l'abattement de leurs paysans. Dans le conseil qu'ils tinrent, la diversité des opinions ne fit qu'accroître la confusion, en augmentant le danger. Toutefois, la majorité finit par se ranger à l'avis de Bonchamps; et il fut arrêté qu'on ferait sur-le-champ un dernier effort, et qu'on ne passerait la Loire qu'après avoir obtenu l'avantage sur les républicains. Pour s'assurer à tout événement du passage du fleuve, on forma un détachement de 200 bretons, qui alla le même soir planter le drapeau blanc à Varades, dont il surprit la garnison.

Le lendemain, le général Léchelle prit possession de Chollet, et fut renforcé des divisions Chalbos et Chambon, qui s'y rendirent par la route de Châtillon. Le général républicain, craignant que la soif du pillage ne désorganisât son armée, prit les mesures les plus sévères pour interdire l'entrée de cette ville aux troupes, et les établit sur les Landes en avant, appuyant sa droite au ruisseau que déverse l'étang du Breil-Lambert, et sa gauche à la forêt de Chollet. La totalité de ses forces n'excédait pas 36 mille hommes, dont environ 3,200 de cavalerie avec 30 pièces de canon; ainsi, les deux armées qui allaient se mesurer,

étaient à peu près d'égale force : l'habileté des chefs, la valeur des troupes, devaient cette fois en décider. Mais la fureur guidait les Vendéens; et, sans reconnaissance préalable de la position des républicains, ils les attaquent sur trois colonnes.

Le général Léchelle, qui s'attendait à être assailli, avait, dès le matin, disposé son armée dans l'ordre de combat. La division de Luçon tenait la gauche de sa ligne, celle de Fontenay le centre, la division de Saumur la droite; la division mayençaise formait réserve avec la cavalerie.

Vers dix heures l'action s'engagea : Marigny et Stofflet attaquent l'aile gauche, Bonchamps et d'Elbée le centre, Larochejacquelein la gauche. Cette fois, les Vendéens marchaient en colonne serrée comme la troupe de ligne; Stofflet, après un court échange de boulets, se précipite sur la division Chambon, et l'enfonce; mais le général Léchelle fait avancer à son soutien une partie de la réserve, aux ordres de Beaupuy. Les volontaires, à la vue de ce renfort, font volte-face, et fondent sur les masses angevines; on se bat corps à corps, et la victoire reste en suspens. Au même moment, d'Elbée et Bonchamps s'avancent, et font sur le centre un feu de mousqueterie très-meurtrier : celui-ci, déjà inquiété par les progrès de l'attaque de la droite, se replie en bon ordre, mais se trouve en butte aux coups d'une batterie de six pièces, qui est aussitôt dirigée contre lui. Presqu'au même instant, la colonne de Larochejacquelein aborde la division Chambon, et la repousse jusque dans les faubourgs de Chollet. Le général Léchelle, se voyant serré de si près, se détermine, peut-être un peu tard, à faire charger sa cavalerie. Elle opère néanmoins des prodiges. En un instant, de la droite à la gauche, toutes les colonnes vendéennes sont écharpées et mises en fuite. Les seules compagnies soldées cherchent à résister, mais elles sont bientôt sabrées : leur cavalerie éprouve le même sort. Dans cette extrémité, les chefs vendéens n'écoutant que leur désespoir, rallient à peu près 200 braves, s'élancent en furieux sur les républicains qui, déjà fatigués, se replient, et sont soutenus par une brigade de réserve, aux ordres de Kléber. Tous les efforts se dirigent alors sur l'escadron royaliste : d'Elbée et Bonchamps tombent blessés de plusieurs coup mortels; vingt autres officiers subalternes sont frappés à leurs côtés, et Larochejacquelein n'échappe que par miracle (1).

L'armée républicaine, harassée par des marches pénibles et deux jours de combat, ne tira point tout le parti qu'elle pouvait obtenir de sa victoire : Léchelle se contenta de lancer à la poursuite des royalistes, la légion de Westermann et les brigades des généraux Beaupuy et Haxo.

Larochejacquelein, qui s'était retiré le dernier du carnage avec quelques braves, ayant été joint par 200 cavaliers et 2,500 hommes de la division de Loroux, auxquels s'étaient ralliés environ 4 mille fuyards, forma l'arrière-garde, et alla prendre position à Beaupréau.

Les chefs qui avaient survécu à la défaite y tinrent un conseil tumultueux. Larochejacquelein et Piron proposèrent de profiter des ombres de la nuit pour revenir sur Chollet, où ils se flattaient de surprendre les vainqueurs endormis. Desessarts émit l'opinion de rassembler l'armée à Saint-Florent, où déjà une grande partie de la division Bonchamps s'était retirée. Royrand, d'un autre avis, jugeait convenable de se replier sur la basse Vendée, afin d'opérer la jonction avec Charette; mais Stofflet pensa que le plus court parti était de licencier l'armée, et de renvoyer les paysans dans leurs foyers, d'où ils continueraient une guerre de détail contre les détachements et les isolés qui séjourneraient dans la Vendée. Cette divergence d'opinions tenait encore le conseil dans l'incertitude, lorsque les coureurs de Westermann parurent et engagèrent la fusillade avec les avant-postes. Les Vendéens consternés font à peine résistance. Tout fuit vers Saint-Florent; et les républicains entrèrent sans coup férir dans Beaupréau, où ils ne trouvèrent que des vieillards, des femmes et des enfants qui furent immolés sans pitié.

Tandis que les soldats de Léchelle célébraient leur victoire à Beaupréau et Chollet par l'incendie, le meurtre, le viol et le pillage, les Vendéens, éperdus, s'étaient assemblés à Saint-Florent. On y comptait environ 80,000 âmes; mais il n'y

(1) Bonchamps suivit l'armée porté sur un brancard, et mourut peu de jours après. D'Elbée se fit transporter à Noirmoutiers.

avait guère plus de 60,000 hommes, et de ce nombre, à celui des combattants, il y avait encore une grande différence; car la foule s'était grossie d'une infinité de prêtres, de gens de robe, peu propres à rendre service un jour d'action. Larochejacquelein et Piron témoignaient l'intention de réorganiser l'armée et de marcher au-devant des républicains. Toutefois il fut aisé de les persuader que ce parti désespéré eût exposé jusqu'au dernier royaliste : aussi fut-il rejeté, et le passage de la Loire résolu. Bonchamps, guidé par un pressentiment funeste, avait fait occuper, comme nous l'avons dit, le bourg de Varades sur la rive droite, par une troupe d'élite, et on eut lieu de s'applaudir de cette sage prévoyance.

Dès qu'on était décidé à mettre ce fleuve entre les deux armées, il n'y avait plus un moment à perdre : car, si les républicains étaient venus pendant qu'on s'en occupait, tout ce qui serait resté sur la rive gauche courait risque d'être détruit. Quoiqu'on ne pût employer que 25 mauvaises barques, l'on mit une telle diligence, que la multitude et ses nombreux bagages furent transportés sans aucune perte sur l'autre rive, avant que les coureurs de Westermann touchassent à Saint-Florent. Un peu plus bas, Lirot, avec environ 4,500 hommes de la division de Loroux, passa le fleuve à gué, vis-à-vis d'Ancenis, d'où il chassa la garnison à l'aide d'un détachement de la grande armée.

Ainsi, ce passage tant vanté n'offrit que des obstacles d'inertie provenant surtout de la rareté des bateaux ; car la rive droite de la Loire, dans toute l'étendue, depuis Nantes au pont de Cé, n'était gardée que par une faible division aux ordres du général Fabrefond, dont les détachements isolés furent mis en déroute à Ancenis, comme à Varades et à Ingrande ; et on ne fut point inquiété par l'armée victorieuse.

Les royalistes, après avoir heureusement effectué ce passage s'occupèrent aussitôt de nommer un nouveau généralissime. D'après le conseil de Lescure mourant, le choix se porta sur Henri de Larojacquelein, jeune homme à peine âgé de vingt-deux ans, l'honneur et l'espoir de son parti. Cette nomination faite, on discuta le plan d'opérations qui devait différer entièrement des précédents. L'armée se trouvait enfin en Bretagne, où, depuis si longtemps, Bonchamps était d'avis de la porter; mais quelle différence dans sa position! Ce n'était plus cette armée victorieuse de Berruyer et de Biron; mais bien une armée battue, en quelque sorte fugitive, exposée aux coups d'une masse redoutable obéissant aujourd'hui à la voix d'un seul chef et habilement dirigée par le comité. D'un autre côté, les Vendéens n'étaient plus sur leur terrain : sujets aux mêmes besoins de vivres, de fourrages, de transports, d'ambulances, qu'une armée étrangère, leur position devenait d'autant plus précaire, qu'ils manquaient de munitions de guerre, et se trouvaient embarrassés d'une foule de vieillards, de femmes et d'enfants, qu'ils étaient forcés de convoyer à leur suite. Il ne suffisait pas d'avoir échappé à un péril imminent, il fallait réparer la défaite de Chollet. Lescure était d'avis que l'armée marchât sans perte de temps sur Nantes qui, dépourvu de garnison, n'opposerait aucune résistance, et procurant un débouché facile en Vendée, donnerait les moyens de concerter les opérations avec le corps de Charette sur les derrières des républicains victorieux. Mais le prince de Talmont opina pour marcher sur Rennes, où il se flattait de faire éclater une insurrection, et son avis fut adopté. D'Ancenis et d'Ingrande on eût pu s'y porter rapidement par Châteaubriant, et l'on ne sait pourquoi la route de Laval fut préférée.

Quoiqu'il en soit, cette marche n'éprouva aucun obstacle. La petite garnison d'Ingrande voulut résister le 19, mais fut mise en fuite sur les ponts de Cé : celle de Château-Gonthier éprouva le même sort. Quatre à 5,000 gardes nationaux des districts d'Ernée, de Craon et de Mayenne, réunis à un millier de volontaires de Laval, se disposaient à défendre cette ville, lorsque Larochejacquelein dispersa ce rassemblement, le 22 octobre, après un léger combat, où périt une centaine de républicains.

Les royalistes se montrèrent peu modérés dans cette victoire facile, et commirent sur les patriotes dispersés, les mêmes cruautés qu'ils reprochaient aux troupes conventionnelles.

Il serait difficile d'expliquer les motifs qui retinrent le général Léchelle dans l'inaction à Beaupréau durant toute la journée du 18. Il savait que l'ennemi ne pouvait se rallier que dans la gorge de

Saint-Florent, la Loire à dos, et ne profita pas de ses avantages, pour venir acculer jusqu'au dernier Vendéen à ce fleuve. Lorsqu'après trente-six heures de repos, il poussa des avant-gardes sur ce bourg et vis-à-vis d'Ancenis, elles ne rencontrèrent plus que des traînards et des blessés, qu'elles égorgèrent sans pitié, bien qu'on eût trouvé dans le dernier de ces bourgs, environ 5,000 prisonniers épargnés par les royalistes dans la déroute; générosité trop rare à cette cruelle époque, et dont on fut redevable à la magnanimité de Bonchamps expirant.

Les rapports de ces avant-gardes jetèrent le général Léchelle et les représentants dans un grand embarras : non-seulement ils se voyaient frustrés des fruits de la victoire, mais encore menacés de perdre Nantes ou Angers. Dans le conseil de guerre auquel ces étranges rapports donnèrent lieu, le général en chef proposa de passer la Loire de vive force, vis-à-vis de Varades, pour livrer bataille à l'ennemi; mais il fut ensuite obligé de céder à la majorité des membres, qui, voyant de trop grands obstacles à ce projet, décida que l'armée se porterait simultanément sur Nantes et Angers. La division mayençaise, formant l'avant-garde, devait déboucher sur la rive droite de la Loire par les ponts de Cé et s'y renforcer d'une petite brigade aux ordres du général Aulanier, provenant de la garnison de Valenciennes. Le gros de l'armée eut ordre de marcher sur Nantes, d'où une de ses divisions serait dirigée droit sur Rennes; l'autre, sous la conduite de Léchelle, vers Ancenis. La 4e division resta dans le pays abandonné, pour donner la chasse aux fugitifs qui n'avaient pas passé la Loire, et observer Charette dans la basse Vendée.

Cette marche divergente était fautive. Il eût fallu déboucher en masse par les ponts de Cé, dont Beaupréau est à peu près aussi éloigné que de Nantes : car on s'exposait en se divisant, à être écrasé en détail, si les insurgés eussent occupé, comme il était probable, l'un ou l'autre de ces points : mais, comme on vient de le voir plus haut, les Vendéens se trouvaient en pleine marche sur Laval; en sorte que les républicains débouchèrent sans obstacle, et que la colonne de Beaupuy, dont Westermann formait l'avant-garde, atteignit Château-Gonthier le 24, d'où elle poussa des éclaireurs sur Entrames.

Au bruit de l'approche des républicains, Larochejacquelein envoie Forestier les reconnaître avec une centaine de chevaux. Bientôt, celui-ci ayant annoncé le petit nombre d'ennemis qui se présentaient devant la Jouanne, toutes les dispositions furent prises pour en défendre le passage. Les républicains ayant vu repousser trois charges successives, se retirèrent en bon ordre derrière l'Ouette, où ils s'établirent en attendant le gros de la division mayençaise.

Les royalistes, rentrés à Laval, dirent qu'ils venaient de remporter une grande victoire sur les républicains; et tandis qu'ils recevaient les compliments d'une foule de nobles bretons, le général Léchelle, après avoir opéré sa jonction avec le général Beaupuy à Château-Gonthier, prenait en conseil de guerre la résolution de les attaquer. Il partagea à cet effet son armée en deux colonnes. La plus forte, dont il se réserva la conduite, devait franchir l'Ouette et la Jouanne, puis attaquer Laval, par la rive droite de la Mayenne. L'autre colonne, sous les ordres des généraux Chambertin et Aulanier, devait suivre la route de Cossé jusqu'au pont du Vicoin; d'où le premier devait se porter sur celle de Rennes, tandis que l'autre poursuivrait les royalistes dans Laval même.

Ce plan était assez mal conçu : d'abord parce qu'il portait la majeure partie des forces sur la rive droite de la Mayence, où il n'aurait fallu faire qu'une fausse attaque à cause des difficultés du terrain; et ensuite, parce qu'il laissait pour retraite aux ennemis les routes de Rennes et de Vitré; qu'en cas d'échec, la petite colonne du général Chambertin n'aurait pu leur couper.

Mais à ces fautes capitales, qu'on ne pourrait sans injustice attribuer au général Léchelle, il ajouta s'il faut en croire ses détracteurs, celle de n'avoir pas su engager sur le terrain les troupes dont il s'était réservé le commandement. En effet, Westermann s'étant emparé dans la matinée du pont d'Entrames, clef du plateau qui domine les faubourgs de Laval sur la droite de la Mayenne, il lui donna l'ordre de l'abandonner; ce qui permit aux Vendéens de s'établir dans ce poste important, de la prise duquel dépendait en quelque sorte celle de Laval. Ce faux mouvement en entraîna d'autres. Toutes ces troupes étaient en colonne de

marche sur la route, lorsqu'elles furent vivement attaquées, et ne purent se déployer à cause des difficultés du terrain. La division Beaupuy fut écrasée, et rejetée en désordre sur celle du général Blotz, qui arrivait pour la soutenir : d'Entrames à Saint-Germain, la route fut couverte de morts. Ici, le général Beaupuy ayant rallié 2 à 3,000 Mayençais, et d'autres braves, soutint seul pendant deux heures tous les efforts des royalistes; mais ayant été mis hors de combat par une blessure très-grave au moment où Stofflet, à la tête de 1,500 hommes abordait le flanc gauche de sa petite troupe; elle fut forcée de se replier sur Château-Gontier, où, après avoir soutenu encore un dernier effort, elle fut dispersée et poursuivie sur Ségré et Craon.

La colonne de gauche, aux ordres des généraux Aulanier et Chambertin, qui n'avait eu que des postes à repousser, après s'être avancée jusque sur les bords du Vicoin, voyant le peu de succès de la colonne de droite, et craignant de s'aventurer, se replia sur Cossé, et de là sur Craon. Elle y était à peine établie, que Larochejacquelein, avec sa cavalerie, poursuivant quelques centaines de fuyards du gros de l'armée, qui avaient passé la Mayenne à la nage, se présenta devant ce poste, et l'enleva presque sans coup férir aux républicains, qui ne se replièrent pas sans difficulté sur Rennes.

Ainsi la bataille de Laval, qui devait porter le dernier coup aux Vendéens fugitifs, releva toutes leurs espérances. Leurs adversaires dispersés avaient peine à se rassembler sur plusieurs directions excentriques à Rennes, Nantes et Angers. Toutefois les chefs de l'armée royale ne surent point tirer parti de tant de prospérités, en perdant un temps précieux qu'ils eussent pu employer à rentrer dans leurs foyers, à s'emparer de Rennes, ou à marcher sur Granville; ils restèrent dix jours à attendre les renforts que les affidés du prince de Talmont ne cessaient de leur promettre; cependant, lorsque Stofflet ennuyé s'avisa de donner le signal du départ, et de prendre avec les drapeaux et les tambours le chemin de Fougères, il n'était arrivé que 7,000 bretons; et le conseil n'avait pas encore décidé si l'on se dirigerait sur Rennes, Paris, Alençon, ou enfin vers les côtes.

Cette marche sur Fougères n'éprouva pas plus l'obstacles que celle de Varades à Laval; l'armée n'eut pas grand'peine à déloger les petites garnisons d'Ernée et de Fougères, qui se replièrent sur Rennes, où elles formèrent, avec la brigade du général Aulanier; une division de 5 à 6,000 hommes.

Le généralissime vendéen accorda un séjour du 4 au 8 à Fougères, pour remettre, dit-on, un peu d'ordre dans l'armée. Mais n'avait-on pas eu le loisir de donner à Laval des chefs aux diverses divisions, et de prendre toutes les mesures administratives possibles ?

Quoi qu'il en soit, ce fut pendant ce séjour, que deux nouveaux émissaires de l'Angleterre se présentèrent au conseil. Ces envoyés apportaient des dépêches d'une teneur à peu près pareille à celles qu'avait remises le chevalier Tinteniac. On voulait savoir quels étaient l'opinion et le but politique que se proposaient les Vendéens, leurs forces et leurs ressources. Elles ajoutaient que le ministère britannique, tout disposé à les secourir, avait une expédition prête à venir débarquer à Granville, ou tout autre point qu'on désignerait. Enfin, les deux agents étaient autorisés à convenir avec les généraux, des mesures propres à assurer le succès de cette expédition.

Bien qu'une dépêche secrète du maréchal de camp du Dresnay, commandant la légion d'émigrés à Jersey, donnât à entendre qu'il fallait beaucoup rabattre des séduisantes offres du ministère anglais, elles accrurent l'espoir des chefs Vendéens qui les acceptèrent avec empressement, dans l'espoir de prendre et de conserver, à l'aide de leurs nouveaux alliés, une place maritime où ils pourraient déposer une foule de vieillards, de femmes et d'enfants, dont ils commençaient à sentir l'embarras. Toutes les irrésolutions cessèrent donc : l'on convint que l'armée tenterait un coup de main sur Granville, dont un ingénieur transfuge disait connaître le point d'attaque; et l'on répondit à M. Dundas, par un long mémoire, dans lequel, après avoir protesté de la pureté des intentions des Vendéens, en faveur de Louis XVII, on exposait le besoin d'armes, de munitions, d'effets d'habillement et d'équipement, de numéraire : enfin on le suppliait aussi de faire en sorte qu'un prince du sang, ou tout au moins un maréchal de France, vînt prendre le commandement de l'armée ven-

dénne, afin d'étouffer les rivalités qui causaient déjà tant de mal au parti.

Conformément à ce qui avait été décidé au conseil, l'on aurait dû se rendre de Fougères, par Saint-James et Avranches, en droite ligne, sur Granville; mais, comme si l'on eût voulu laisser aux républicains le temps de jeter garnison dans cette place, l'on ne s'en approcha que par Dol et Pontorson, aggravant encore cette faute par un séjour dans la première de ces villes. Aussi, les représentants Lecarpentier et Laplanche, alors en mission dans le département de la Manche, usant de tous leurs moyens révolutionnaires que le comité de salut public mettait entre les mains, rassemblèrent à Saint-Lô au son du tocsin, 10 à 12,000 habitants armés de toutes pièces, que le général Beaufort eut le temps de distribuer derrière la Vire avec de l'artillerie, pour couvrir Cherbourg, et ils retirèrent en même temps de ce port et de la Hogue, les troupes qui s'y trouvaient, pour les porter à Granville, dont le général Peyre prit aussitôt le commandement.

En même temps, les commissaires conventionnels en mission auprès de l'armée de l'Ouest, décidaient en conseil de guerre à Rennes, que les divisions d'Angers et de Rennes, après avoir opéré leur jonction, suivraient en queue les Vendéens, et leur livreraient de nouveau bataille, aussitôt qu'elles en trouveraient l'occasion, et que le général Seyffer, parti de Caen avec une colonne d'environ 4,000 hommes, viendrait renforcer derrière Saint-Lô, le corps du général Beaufort.

Mais ces dispositions, manquaient d'un certain ensemble. Le général Léchelle venait de succomber à Nantes de honte et de douleur de sa défaite. Rossignol, nommé pour lui succéder dans le commandement de ces trois armées, toujours poursuivi par sa réputation, contrarié sans cesse par quelques représentants, se faisait difficilement obéir de généraux qui prétendaient être indépendants. La jonction des divisions d'Angers et de Rennes ne put avoir lieu assez tôt pour attaquer les royalistes dans leur marche vagabonde, et leur arrière-garde ne fut suivi, entre Dol et Pontorson, que par la brigade de cavalerie légère du général Marigny dépendant de la dernière.

L'armée royaliste entra dans Avranches le 12, à la suite d'un engagement avec un détachement de la garnison de Granville, qui se replia en bon ordre sur cette place déjà mise à l'abri d'un coup de main. Ici, les royalistes s'arrêtèrent encore 48 heures pour faire leurs dispositions. Le généralissime ne se prêtait à l'expédition qu'avec répugnance, et ne cessait de représenter au conseil qu'il valait beaucoup mieux retourner en Vendée, ou tenter d'envahir la basse Normandie, que de s'exposer à essuyer un échec irréparable devant cette place. Stofflet partageait son avis, et ajoutait que ceux qui la conseillaient ne songeaient qu'à s'assurer les moyens de s'esquiver en Angleterre; mais ces réflexions étaient tardives : le conseil eut honte de faire un pas rétrograde, et l'escalade de Granville fut résolue. On prépara une soixantaine d'échelles, et l'on se mit en marche le lendemain, au nombre de 30,000 hommes, avec 30 pièces de canon bien approvisionnées. Les non-combattants, les bagages et les blessés restèrent à Avranches, sous la garde de 2,000 hommes. Le général Peyre, peu intimidé à l'approche de l'ennemi, soutint un combat très-vif en avant de la place, et ne rentra dans ses ouvrages que pendant la nuit du 13 au 14.

Ainsi les Vendéens, par la lenteur et l'indécision de leur marche, s'étaient ôté tout espoir d'enlever Granville par surprise : circonstance qui d'ordinaire, facilite le succès des entreprises hasardeuses. Lorsqu'ils furent à la vue des remparts, ils établirent leurs batteries, et par l'entremise de deux prisonniers auxquels ils rendirent la liberté, ils sommèrent le commandant et la municipalité : mais l'un et l'autre animés, par Lecarpentier, sans s'amuser à leur répondre, s'apprêtèrent à repousser l'escalade. Bientôt le canon se fait entendre; les Vendéens se glissent dans le faubourg de Saint-Nicolas, et logés dans les maisons de la rue des Juifs, attenant aux remparts, font pleuvoir une grêle de plomb sur les canonniers, républicains que rien ne dérobe à leurs yeux. Cependant, ce feu de mousqueterie, tout meurtrier qu'il fût, n'était pas assez puissant pour rendre les Vendéens maîtres de la ville. Le généralissime ordonna l'escalade; et, comme aucune reconnaissance ne l'avait précédée, elle eut lieu sur le front le moins accessible, le long d'une plage que la marée laissait

découverte, mais que deux chaloupes canonnières défendaient de leur feu; aussi fut-elle complétement repoussée, malgré des efforts extraordinaires de bravoure. Rejetés dans le faubourg Saint-Nicolas après cette malheureuse tentative, les royalistes ne cessaient point d'être redoutables aux assiégés. Lecarpentier ne voit d'autre moyen de les en déloger, qu'en le brûlant : le conseil de défense se range à l'unanimité de son avis, et charge de cette commission l'adjudant général Vachot. Cet officier, à la tête d'un détachement, se précipite la nuit dans le faubourg, enfonce les premières maisons et y met le feu : bientôt l'incendie, propagé par la violence d'un vent de nord-ouest, embrase tout le faubourg, et oblige les assiégeants à la retraite; une sortie vigoureuse exécutée sur leur flanc gauche achève la déroute.

Cependant la canonnade continua jusqu'au jour. Larochejacquelein et les autres chefs se berçant de l'espoir d'un secours que les Anglais n'avaient point promis pour ce jour-là, usèrent de tout l'ascendant de leur caractère pour les déterminer à une nouvelle attaque qui ne fut pas plus heureuse, et où il périt un grand nombre de braves.

Ce nouvel échec força le généralissime de consentir à la retraite, et l'armée se replia sur Avranches, après avoir perdu, en trente-six heures de combat, 15 à 1,800 hommes. Le général Peyre ne crut point devoir inquiéter son arrière-garde.

De retour à Avranches, le conseil décida, sur la proposition de Larochejacquelein, de marcher sur Caen, où l'on croyait trouver un grand nombre de partisans. Déjà il était parti, ainsi que Stofflet, pour s'emparer de Ville-Dieu, lorsque des germes d'insurrection se manifestèrent dans l'armée. Les paysans vendéens, lassés de faire une guerre sans but comme sans objet, s'attroupèrent, se répandirent en imprécations et en menaces contre les chefs, et demandèrent à grands cris qu'on les reconduisit dans leur pays. Le généralissime mandé en toute hâte, voyant bien qu'aucune considération ne retiendrait sous ses drapeaux des hommes qui se prononçaient ainsi, abandonna donc Ville-Dieu le 16 octobre, et marqua la direction sur Laval. Le lendemain, tous les détachements ayant été rappelés, l'armée se mit en mouvement sur Pontorson. Mais nonobstant le peu d'harmonie qui existait entre les généraux républicains, le retour de cette promenade n'était plus sans danger. En effet, la division d'Angers, ayant opéré le 17 sa jonction avec celle de Rennes, se portait en toute hâte par Fougères sur Antrain, en vertu d'une décision d'un conseil de guerre, où tous les représentants en mission s'étaient rendus : elle devait y être renforcée par la division de Cherbourg, tandis que la brigade du général Tribout, partant de Dinan, irait se porter comme avant-garde à Pontorson.

Ainsi, les Vendéens resserrés entre la mer et une armée qui avait sur eux l'avantage d'être au centre de ses moyens et déchargée de tout attirail embarrassant, semblaient ne pouvoir échapper à un sort funeste. Mais le général Tribout se laissa battre par incapacité; Seyffer retarda sa jonction avec Rossignol, de peur de lui être subordonné : en sorte que Larochejacquelein n'eut réellement à combattre, pour sortir d'embarras, que le corps de Rossignol, sur lequel il conservait encore une supériorité numérique du tiers. Le général Tribout s'était posté à Pontorson; et au lieu de s'établir au Tertre, où un bataillon eût arrêté une armée, il se laissa imprudemment attaquer dans la rue longue et étroite de Pontorson, d'où il fut délogé après un combat sanglant, dans lequel il perdit une partie de son artillerie et de ses bagages. Cet avantage ouvrit les portes de Dol aux royalistes, et ils s'y établirent sans obstacle le 19.

Cependant le général Rossignol étant venu prendre poste à Antrain, poussa sa cavalerie légère à Sacé. Une patrouille du général Marigny ayant donné l'éveil à Dol même durant la nuit, le généralissime se hâta de se mettre en mesure de porter ou de recevoir le choc.

Craignant que dans l'obscurité ses gens ne s'entretuassent, Larochejacquelein en forma une seule masse d'environ 300 toises de front, et d'une énorme profondeur, fit ranger les équipages et les non-combattants de chaque côté des maisons, prêts à se porter sur la route d'Antrain, et se couvrit de toute son artillerie : mais tant de précautions devenaient inutiles; la patrouille ne fut soutenue que par la moindre partie des 1,600 chevaux du généra- Marigny; et jusqu'au jour les royalistes consumèrent fort inutilement des munitions.

Toutefois, les rapports de ce dernier décidèrent

Rossignol à ébranler son armée de la position d'Antrain sur Dol, en suivant les routes d'Avranches et de Fougères. La colonne de droite composée des brigades Westermann, Muller et Kléber, suivit la première; celle de gauche, formée des brigades Marigny, Marceau et Boucret, marcha sur la seconde. Larochejacquelein, à la vue des têtes de colonnes républicaines, partagea aussi son armée en deux colonnes, confia le commandement de la gauche à Marigny, Beauvollier, et de Hugues; commanda l'autre où se trouvaient Talmont, Donnissant et Desessart, et laissa Stofflet avec 2,000 hommes, tant pour couvrir Dol, que pour servir de réserve. Bientôt le combat est engagé; la droite de Rossignol, après avoir enfoncé l'aile vendéenne qui lui était opposée, écharpait, la réserve de Stofflet et la mettait dans une déroute complète, quand Larochejacquelein ayant débordé la gauche des républicains sur la route d'Antrain, la replia derrière le Couesnon, et neutralisa ainsi les succès de leur droite.

Les approches de la nuit suspendirent le combat qui avait été très-meurtrier, et les deux armées la passèrent sur le qui-vive.

Le 21 novembre, l'action ne commença que vers midi; et ce fut Larochejacquelein qui en donna le signal. Il sentait que le moindre retard pouvait lui devenir funeste, et voulait profiter de l'ascendant qu'il avait pris sur ses adversaires dans les deux journées précédentes, pour s'ouvrir enfin un passage vers la Loire.

Le corps de Rossignol était avantageusement posté derrière le Couesnon, et n'avait sur la rive gauche que la brigade Westermann en avant-garde. Celle-ci, vainement soutenue par des renforts successifs, est accablée par le nombre, et plie devant les Vendéens, dont la cavalerie n'est arrêtée que par une charge vigoureuse du général Marigny. Jusque-là cependant, le corps de bataille des républicains s'était conservé intact à l'abri du feu de l'ennemi; mais un officier d'artillerie ayant placé six pièces sur la hauteur voisine, une terreur panique gagna tout à coup les bataillons de volontaires qui commençaient à en souffrir, et les précipita en déroute vers Antrain. Rossignol désespéré, fit d'inutiles efforts pour les arrêter : le désordre se propagea dans la ligne; les soldats sourds à la voix de leurs généraux, aux menaces, aux reproches des représentants, s'enfuient à la débandade, les uns vers Fougères, les autres sur la route de Rennes, où la cavalerie vendéenne les poursuivit l'épée dans les reins.

Cette journée malheureuse, dont Rossignol porta tout le blâme, pour avoir tâtonné et engagé ses troupes partiellement, coûta aux républicains 5 à 6,000 hommes, et ouvrit de nouveau la route de la Loire aux Vendéens; car s'ils avaient fait diligence pendant que les premiers se ralliaient avec peine à Rennes et à Angers, ils auraient pu gagner aisément les ponts de Cé ou de Saumur. On a même pensé que, descendant en ligne directe par Rennes sur Nantes, rien n'aurait pu s'opposer à leurs coups. Telle était du moins l'opinion du généralissime, que partageait le curé de Saint-Laud; mais Stofflet fut d'avis de retourner en Vendée par Laval et Angers. Talmont, au contraire, représenta qu'on ne retirerait jamais de plus beau fruit de la victoire, qu'en retournant sur Granville, où il n'y avait plus de garnison; que la prise de cette place, désormais immanquable, leur donnerait la faculté d'embarquer pour Jersey, les femmes, les enfants, les vieillards; de faire la conquête du Cotentin, et d'y attendre les secours de l'Angleterre. Malgré la divergence des opinions, la majorité du conseil se rangea de cet avis; et l'ordre fut donné de marcher sur Granville.

Mais à peine cette décision fut-elle connue de l'armée, qu'une seconde révolte éclata avec plus de violence parmi les Vendéens. Ils accusèrent hautement le prince de Talmont de vouloir les abandonner à la fureur des républicains, pour se sauver en Angleterre : l'on ne parvint à les apaiser et à les retenir dans l'ordre, qu'en prenant la route d'Angers. De Fougères aux portes de cette ville, ce fut une véritable promenade qu'on exécuta en quinze jours, sans rencontrer un seul ennemi : on aurait donc pu gagner sans obstacle, en sept ou huit marches, les ponts de Cé ou Saumur. Cette lenteur devint la première cause de la défaite des Vendéens.

En effet la convention, informée de tous les désastres qu'éprouvaient ses armées, avait pris de nouvelles mesures. Seyffer, destitué pour insubordination, fut remplacé par le général Tilly, dont

la division reçut un renfort de neuf bataillons, huit escadrons et 24 bouches à feu, tirés de l'armée du Nord, sous les généraux Jacob et Crouzat. Rossignol disgracié, dut céder le commandement au général Thurreau, lequel rappelé des Pyrénées orientales, fut remplacé provisoirement par le jeune Marceau, qui eut l'ordre de réunir toutes les divisions, et de poursuivre sans relâche les Vendéens.

Toutes les colonnes républicaines étaient en pleine marche, mais encore fort éloignées les unes des autres. Il n'y avait alors à Châteaubriant qu'environ 12,000 hommes, si attérés de leur dernier échec, que Rossignol n'osa harceler la marche des royalistes. Angers, entouré d'un vieille chemise en maçonnerie, prête à s'écrouler sous le jeu des premières batteries, et dont les abords étaient masqués par de vastes faubourgs, n'avait pour garnison que quelques détachements de la brigade Boucret, et quatre bataillons de gardes nationales. Le général Danican, chargé d'entretenir la communication entre Rennes et cette ville, s'y était réfugié avec sa brigade, moins avec l'intention de la défendre, que de la livrer aux royalistes : et si les Vendéens eussent su conduire un coup de main, il n'est pas douteux qu'ils auraient encore déjoué les mesures de la convention.

Mais l'attaque d'Angers ne fut pas mieux dirigée que celle de Granville. Après trente-six heures d'un combat meurtrier, les Vendéens montaient à l'escalade, lorsque tout à coup le général Marigny, détaché de Becon par Rossignol, tombe sur leurs derrières et les force de renoncer à l'entreprise, pour ne s'occuper que de leur propre défense. Piron contint l'élan de la cavalerie républicaine; mais dès ce moment on désespéra de prendre la ville. Pendant que les chefs délibéraient tumultueusement, l'avant-garde se mit en marche vers Baugé, et y entraîna le reste de l'armée. Les généraux Marigny et Westermann la suivirent en queue; le premier dans la direction de Durtal, près duquel il s'engagea un combat fort vif, où il fut tué; l'autre sur la route de Baugé, où il vint placer ses bivouacs.

Arrivée à Baugé, l'armée vendéenne s'aperçut alors de son faux mouvement : elle ne pouvait franchir la Loire qu'à Saumur ou à Tours, dont les ponts défendus par de bonnes garnisons se trouvaient à l'abri de surprise. Un nouveau conseil est convoqué, et l'on décide qu'attendu que le gros de l'armée républicaine est établi sur le flanc droit aux environs de Becon, l'on ne peut sans risque tenter un passage de vive force, aux ponts de Cé, de Saumur ou de Tours, et qu'on marchera sur le Mans, par la Flèche. La population du Maine passant pour royaliste, l'on se flatta d'en obtenir quelques secours. Au pis aller, comme la contrée confine à la Bretagne, on espéra transporter le théâtre de la guerre dans cette province. Ce parti présenta néanmoins un obstacle qu'on n'avait pas prévu. Durant les quarante huit heures de siége, le général Chalbos s'était rendu de Saumur à la Flèche, où il avait pris poste avec sa division. Qu'on juge de la consternation des Vendéens, lorsque, le 8 décembre, arrivés à la vue de cette ville, ils aperçurent le pont coupé, et 4 à 5,000 hommes en position sur la rive droite du Loir! D'abord, ils se crurent perdus; car dans le même moment Westermann pressait vivement l'arrière-garde commandée par Piron. Toutefois la présence d'esprit du généralissime les sauve de ce mauvais pas. Il ordonne à 300 cavaliers de prendre en croupe autant de fantassins; remonte la rivière à trois quarts de lieue, la passe à gué à la chute du jour, arrive au trot aux portes de la ville, y met à terre son infanterie et y entre aux cris prolongés de *vive le roi!* Tous les républicains prennent l'épouvante : bientôt elle se communique dans le camp; et la division se sauve en pleine déroute sur le Mans, Larochejacquelein ne perd pas un instant à rétablir le pont : une partie de son armée y défile et construit des batteries pour protéger ce qui tenait tête à Westermann.

L'armée vendéenne séjourna fort inutilement à la Flèche. Elle aurait dû poursuivre le lendemain sa marche sur le Mans; mais les malades, les blessés, les non-combattants, réclamèrent encore un jour de repos, qu'on ne sut pas leur refuser. Le 10, on prit la route de cette ville, sur laquelle l'infatigable Westermann poursuivit l'arrière-garde jusqu'à Fouletourte.

Le Mans étant une ville ouverte, Chalbos ne jugea pas prudent de la défendre : il se contenta, en se retirant sur Alençon, de garnir de chausses-

trapes le pont de l'Huines, et de le faire barricader. Les Vendéens prirent donc possession de la ville sans combat. Là, ils espéraient avoir le temps de se remettre de leurs fatigues; de réparer un peu le matériel d'artillerie et les équipages; mais ils ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'il n'y aurait plus de repos pour eux. En effet, dès le lendemain, le général Chalbos vint les attaquer avec sa petite division, renforcée de 5 à 6,000 hommes de la levée en masse. A la vérité, son attaque fut bientôt repoussé; mais il n'en fut pas ainsi de celle qui eut lieu le 12.

Cependant, en exécution de l'arrêté du comité de salut public, le général Rossignol ayant remis le commandement de l'armée de l'Ouest à Marceau, aussitôt que celui-ci fut informé de la direction prise par les royalistes en quittant la Flèche, il se porta en hâte à leur poursuite et rallia, chemin faisant, la division de Cherbourg. Arrivé à environ cinq lieues de Laval, il divise son armée en trois colonnes, auxquelles il fait prendre les routes de Vendôme, de Tours et d'Angers, pour marcher concentriquement sur le pont de Pontlieue. Muller, précédé de Westermann, commande la colonne de gauche, Kléber celle de droite, et Tilly celle du centre.

Rien n'avait été prévu par Larochejacquelein pour repousser cette attaque. Il se garda aussi peu au Mans qu'il l'aurait pu faire à Montaigu ou à Mortagne, dans les temps les plus heureux de la guerre civile. Aussi une défaite complète fut le prix de sa présomptueuse sécurité. A l'apparition des coureurs républicains sur les bords de l'Huines, il ramassa les premières bandes qu'il rencontra, leur fit passer cette rivière, et les embusqua dans le bois de sapins qui s'étend entre la Mayenne et la route d'Angers. Le reste de l'armée, arraché des cabarets et des maisons où il s'était cantonné, vint ensuite occuper l'espace entre la route deTours et celle de Châteaudun. L'attaque fut impétueuse et la résistance opiniâtre. La colonne de gauche fut longtemps tenue en échec, parce qu'elle était prise en flanc par le détachement embusqué dans le bois; cependant Tilly et Kléber ayant rejeté de l'autre côté de la rivière les divisions de Stofflet, de Lyrot et de Fleuriot qui leur étaient opposées, cette aile déboucha également, et le théâtre du combat fut porté à l'entrée de la ville. Ici, Larochejacquelein à la tête de quelques centaines d'hommes, cherche à retarder la marche des colonnes victorieuses, et à ranimer l'ardeur des siens; mais il est renversé de cheval, et forcé de rentrer en ville pour donner des ordres, soit pour sa défense, soit pour son évacuation. Il était trop tard : il y régnait déjà un tel désordre, qu'il fut impossible au généralissime de rallier au delà de 1,500 hommes, avec lesquels il tenta un dernier effort qui fut également repoussé. Alors les républicains se répandirent dans la ville, où le carnage ne cessa que le lendemain à huit heures du matin. Les royalistes, après avoir perdu environ 10,000 hommes des leurs, autant de femmes, de vieillards et d'enfants, presque toute leur artillerie et une immense quantité de bagages, se retirèrent néanmoins en assez bon ordre sur Laval, où ils arrivèrent dans la nuit, écrasés de fatigue et de besoin.

Réunis à Laval le 14, les Vendéens qui avaient survécu au désastre de cette journée, délibérèrent de nouveau sur le parti à prendre. Ils ignoraient que la cour de Londres eût armé en leur faveur, et qu'une expédition portant 8 à 10,000 hommes de débarquement serrait la côte de Normandie, dans l'attente des signaux qu'on lui avait indiqués. Désabusés de toutes les expéditions lointaines, ils ne sentaient que plus vivement la faute qu'ils avaient commise en passant la Loire et résolurent de s'en rapprocher et de la mettre de nouveau entre eux et leurs ennemis, à quelque prix que ce fût.

En conséquence de cette résolution tardive, les débris de l'armée battue se dirigèrent le même jour vers Craon. De là, ils cheminèrent par Pouancé, Saint-Marc et Ancenis, où ils arrivèrent le 16 septembre. L'on ne trouva dans cette ville qu'un seul petit bateau; mais l'on aperçut sur l'autre rive quatre autres grosses barques de foin, dont on espéra pouvoir s'emparer, et à l'aide desquelles le passage aurait commencé. Pendant que le généralissime, avec une vingtaine de soldats s'occupait de cette expédition, l'on travailla avec ardeur à la construction de radeaux : ni l'un ni l'autre de ces expédients ne réussit. Larochejacquelein, attaqué par une patrouille républicaine sur la rive gauche de la Loire, fut obligé de prendre la fuite; d'un autre côté, une chaloupe canonnière étant venue

se placer vis-à-vis Ancenis, coula les radeaux au fur et à mesure qu'on les mettait à flot. Qu'on juge du désespoir dont les Vendéens furent saisis, lorsque sur ces entrefaites, les coureurs de Westermann se montrèrent! Dès lors pour retarder le dernier coup, les débris de l'armée royale se virent réduits à fuir à Nort sans général. Depuis ce moment, elle perdit avec l'espoir de retourner dans ses foyers, le simulacre d'organisation qu'elle avait eu tant de peine à conserver, et chacun songea à son propre salut. Nombre d'officiers et de soldats se dispersèrent; la plupart, après s'être déguisés. Quelques centaines furent assez heureux pour repasser la Loire furtivement; d'autres, assez confiants dans la générosité de leurs ennemis, déposèrent les armes et se constituèrent eux-mêmes prisonniers; enfin mille à douze cents, conduits par les chefs les plus intrépides ou les plus obstinés, passèrent la Vilaine entre Rieux et Redon, et allèrent former le noyau des bandes chouanes qui désolèrent bientôt la côte du Morbihan.

Toutes ces défections affaiblirent considérablement le nombre des combattants : l'on n'en comptait plus guères que 10,000, excédés de fatigues et de besoin. A peine eurent-ils le temps de reprendre haleine, que l'avant-garde des républicains se présenta devant Nort. Un vif et court engagement de cavalerie entre les deux partis, en écartant pour quelques heures les hussards de Westermann, n'en démontra que plus clairement la nécessité d'évacuer ce poste, pour ne point avoir sur les bras toute l'armée républicaine. L'on se porta donc à Blain. Ici, l'on nomma Fleuriot généralissime; et le choix même de cet officier, piquant l'amour-propre de quelques prétendants, acheva de porter le désordre et la désorganisation dans les rangs : le prince de Talmont et plusieurs autres chefs allèrent guerroyer pour leur propre compte.

Le nouveau généralissime eut d'abord l'envie de défendre ce bourg; il crénela les murailles du château, et mit les pièces en batterie sur la route; mais un peu plus de réflexion lui en montrant l'impossibilité, il convoqua le conseil, et l'on délibéra sur le parti à prendre. Quelques membres proposèrent de se rendre à Redon, et de se disperser ensuite. D'autres observèrent que la chaussée qui y conduit cheminant entre des marais, on risquait de s'y faire écraser devant la première coupure, si Westermann continuait à poursuivre en queue : on se porta donc à Savenay en une marche de nuit, malgré une forte pluie de neige fondue.

Ce bourg, bâti sur une hauteur à gauche de la route de Nantes à la Roche-Bernard, pouvait être défendu avec avantage; mais sa situation géographique ne méritait pas qu'on s'y arrêtât, parce qu'il n'avait aucune issue, si ce n'est vers Saint-Nazaire à l'embouchure de la Loire. En acceptant le combat dans cette position, il fallait que les Vendéens fussent déterminés à vaincre ou à périr.

A peine terminaient-ils leurs dispositions de défense, que les coureurs républicains parurent sur la route de Nantes, et s'engagèrent avec l'avant-garde commandée par Lyrot de la Patouillère. Les deux partis renforcés successivement tiraillèrent jusqu'à la chute du jour et préludèrent ainsi à la lutte décisive du lendemain.

Le 22 décembre, Marceau certain d'être joint dans la matinée par la division Tilly, commença l'action avec l'avant-garde, soutenue des divisions Kléber et Beaupuy, formant ensemble environ 12,000 hommes. Fleuriot, au contraire, ne comptait pas au delà de 6,000 combattants, bien qu'il y eût encore près de 10,000 individus attachés à sa fortune Le combat s'engagea néanmoins avec fureur et se soutint avec opiniâtreté. Les Vendéens se battirent en hommes qui ne voulaient pas survivre à leur défaite. Après avoir perdu environ 2 mille des leurs, ils abandonnèrent les sept pièces d'artillerie qui leur restaient. Cédant enfin, autant au nombre qu'à la valeur des républicains, ils se dispersèrent et coururent individuellement chercher un refuge dans la forêt de Gavre; 1,000 à 1,200 mirent bas les armes et se rendirent prisonniers, ne demandant que la vie. Marceau envoya une partie de ses troupes à la poursuite des fuyards, tandis qu'avec l'autre, il revint à Nantes, où la population entière les accueillit comme des libérateurs.

Les malheureux Vendéens, traqués et poursuivis durant huit jours comme des bêtes fauves, par une partie des habitants qui s'étaient joints aux troupes, périrent sans gloire en une infinité de petits combats, ou sur des échafauds.

Tandis que les royalistes de l'Ouest se voyaient

ainsi accablés par les fausses combinaisons de leurs chefs, le cabinet de Saint-James, satisfait des renseignements que ses agents lui avaient rapportés, préparait à grands frais une expédition pour les soutenir. Longtemps avant d'être en rapport avec les chefs vendéens, il avait formé à Jersey une légion d'émigrés bretons et normands dont le ministère donna le commandement au marquis du Dresnay. Lorsque décidé à les secourir, il songea à former un corps d'expédition, il y affecta 14 bataillons britanniques, quatre compagnies d'artillerie, un corps de 900 Autrichiens et de 4 mille Hessois à sa solde ; outre la légion d'émigrés qu'on espérait porter à l'effectif de 2,000 homme, ce qui eût formé au delà de 12,000 hommes. Le comte Moira fut désigné par le roi pour en prendre le commandement ; déjà même, huit bataillons anglais venaient d'être embarqués à Spithead. Le général en chef avait formé un état-major auxiliaire français et pris à bord une foule d'officiers généraux émigrés, lorsque des vents contraires et des orages l'empêchèrent de mettre à la voile avant le 1er décembre.

Le 2, à la pointe du jour, la flotte fut en vue de la côte de France à la hauteur de Cherbourg, où les derniers émissaires des royalistes lui avaient assigné rendez-vous ; mais ayant longé la côte durant plusieurs jours sans qu'on lui fît de signaux, lord Moira se rendit à Guernesey, d'où il dépêcha en France plusieurs agents qui lui apprirent que, quatre jours après la conférence des seconds envoyés, à la suite d'un échec essuyé devant Granville, les royalistes s'étaient repliés vers la Loire. Une violente tempête ayant assailli la flotte anglaise, et la rade de Guernesey étant jugée peu sûre, une partie des bâtiments la quitta ; ce qui força l'amiral Mac-Bridge de revenir en Angleterre ; une partie des Hessois débarqua à Jersey, le reste fut contremandé, et l'expédition remise à de meilleurs temps.

Telle fut l'issue de la première campagne dans la Vendée. Elle ne sera pas moins célèbre dans les annales des deux partis, par les horreurs et les atrocités que les vainqueurs y commirent tour à tour, que par la multitude des chocs, et la variété des combinaisons. Celles des chefs vendéens ne furent pas les moins dignes d'éloges. Bien que la perte de Bonchamps et de d'Elbée laissât un grand vide dans leurs conseils, Larochejacquelein y suppléa souvent ; s'il manquait d'expérience dans l'art des combats, il la remplaça par une résolution forte et vigoureuse, un coup d'œil pénétrant, et l'instinct naturel de la guerre. Il serait difficile de le juger, sans connaître plus précisément les entraves que le conseil mit à ses desseins ; car les grandes opérations s'y décidaient à la majorité ; et on sait assez que ses membres étaient rarement d'accord. On peut toutefois reprocher aux chefs vendéens de n'avoir pas su profiter de la victoire. L'épouvante qu'ils portèrent d'Angers à Laval, et de Laval à Granville, ne suffit point pour établir qu'ils surent tirer parti de leurs avantages. C'était à Nantes, à Rennes, ou à Paris qu'il fallait se diriger. Ils n'osèrent s'approcher ni de l'une ni de l'autre de ces villes : ils perdirent le temps en promenades, en irrésolutions, et ne durent six semaines d'existence qu'à la conduite aussi pusillanime que mal concertée de leurs adversaires. En effet, ils n'essuyèrent plus que des défaites aussitôt que le jeune Marceau eut pris le commandement des républicains. Le coup décisif leur fut porté au Mans : depuis cette époque, ils luttèrent contre l'agonie, la mort termina leurs angoisses à Savenay.

CHAPITRE XXVII.

Coup d'œil sur l'intérieur. — La terreur plane sur la France. — Mort de la reine, des girondins et du duc d'Orléans. — Faction des hébertistes ou des cordeliers ; ses chefs sont condamnés à mort. — Triomphe de Robespierre.

Dans la période qu'on vient de parcourir, on a vu les armées républicaines, sortant de leur état d'inertie et de faiblesse, triompher à la fois des fédéralistes du Midi et des royalistes de l'Ouest, chasser les armées coalisées du territoire français, et planter leurs enseignes victorieuses sur les bords du Rhin, comme sur ceux de la Sambre.

Nous serons malheureusement forcé d'obscurcir ce tableau par une esquisse des fureurs qui ensanglantèrent la France depuis le mois de juillet. Mais loin de nous appesantir sur des détails révoltants,

et d'en souiller les pages d'une histoire consacrée à la gloire militaire, nous promènerons rapidement nos pinceaux sur les événements qui signalèrent ces jours de douleur; et n'ayant que des exécutions à rapporter, nous aurons rempli notre tâche, si nous parvenons à rattacher leurs résultats à quelques combinaisons politiques et militaires.

Immédiatement après la chute des girondins, Robespierre chercha à éloigner Danton, dont le crédit lui portait ombrage : affectant de le croire porté à la modération, il l'accusa secrètement ne n'être plus l'homme qui, au 2 septembre, causait la terreur des ennemis de la liberté, et lorsqu'il fut assuré de l'effet de ses menées, il chercha à l'éloigner pour le perdre plus sûrement. « Un orage » s'élève contre toi, lui dit-il, la Montagne n'a » point oublié tes liaisons avec Dumouriez; elle » hait tes mœurs, elle s'indigne de ta mollesse, » elle craint tout de la vénalité qu'elle te reproche. » Éloigne-toi un moment; repose-toi sur un ami » qui veillera sur tous tes dangers, et qui te don» nera le signal du retour. »

Trop confiant en ce perfide avis, ou convaincu peut-être qu'il valait mieux assoupir la jalousie de son rival, que de la heurter sans succès, Danton garda le silence, et se retira quelques jours après, à Arcis-sur-Aube, sa patrie.

Ce fut sans doute par ce motif qu'il refusa de faire partie du comité de salut public, auquel on voulait l'adjoindre le 6 septembre : car loin d'être rassasié de pouvoir comme Sylla, il en était assez avide pour qu'un pareil abandon de sa part soit attribué à la crainte.

Au surplus cette absence jointe à la mort de Marat, débarrassa Robespierre de compétiteurs qui jouissaient comme lui des faveurs du peuple. Mais, pour conserver sa puissance, il avait encore besoin d'appui : Billaud-Varennes, à qui l'on fut redevable du gouvernement révolutionnaire, mérita l'honneur de figurer à ses côtés : l'impétueux Saint-Just, l'implacable Couthon qui dans un corps paralytique renfermait l'âme d'un tigre; Collot-d'Herbois, auquel on serait embarrassé de donner une épithète, devinrent ses dignes lieutenants (1).

Leur premier soin fut de briser l'espèce de joug sous lequel la commune avait tenu la convention, et la loi qui ajournait la constitution leur en fournit tous les moyens. Entouré au comité de salut public, d'hommes sur lesquels il pouvait compter, le dictateur n'avait plus besoin de Chaumette, car le soin qu'il prit de perpétuer le gouvernement révolutionnaire, en prorogeant indéfiniment les pouvoirs de ce comité, lui assurait une puissance à l'abri de toute atteinte; aussi la perte de ce tribun du peuple fut-elle jurée en même temps que celle d'Hébert. Dès lors, la commune ne devint, entre les mains de Robespierre, qu'un instrument secondaire, comme la convention n'était plus qu'une machine à décrets. Il n'eut bientôt plus qu'à modérer les accès des démagogues dont il avait allumé la fureur.

Le frein qui retenait la populace, affaibli successivement au 6 octobre, au 20 juin, au 10 août, au 2 septembre, avait été enfin rompu le 31 mai. Les meneurs de la Montagne, persuadés qu'il y aurait désormais de l'imprudence à compter sur la masse de la nation qui les réprouvait, se virent contraints à chercher des janissaires parmi des hommes énergiques jusqu'à la barbarie, et ne se firent aucun scrupule d'en prendre même parmi les égorgeurs des prisons. Le décret qui instituait l'armée révolutionnaire, bien qu'il n'ajoutât rien à leurs moyens de ce genre, en légitima l'existence par une formalité législative.

Nous avons déjà indiqué les effets surprenants des lois des 23 août et 5 septembre, sur les armées; mais il n'est pas hors de propos de montrer quelle influence elle exercèrent sur les affaires de l'intérieur. L'absence totale du luxe avait ruiné les manufactures; et la plupart des ouvriers se trouvaient

(1) Le comité qui domina la France pendant la terreur, fut d'abord composé, par décret du 10 juillet, de neuf membres : Barrère, Robert-Lindet, Saint-Just, Couthon, Jean-Bon-Saint-André, Hérant de Séchelle, Thuriot, Gasparin, et Prieur de la Marne.

Robespierre fut nommé le 27, en remplacement de Gasparin.

Carnot, et Prieur de la Côte-d'Or, y furent adjoints le 14 août.

Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois et Granet, le 6 septembre.

Ils gouvernèrent jusqu'à la chute de Robespierre, au mois de juillet 1794.

sans ouvrage et sans pain. Danton, dans l'espoir de tirer parti de cette circonstance, et de cacher ces funestes résultats de l'anarchie aux yeux de la multitude, fit décréter que les sections se réuniraient deux fois par semaine; et, afin de se rendre maître plus sûrement de leurs délibérations, il proposa de payer quarante sols par jour aux citoyens de la classe indigente qui y assisteraient. C'était sans doute le premier exemple, que les intérêts d'une grande nation fussent débattus publiquement par des mercenaires de cette espèce.

Indépendamment de ces sociétés, des comités révolutionnaires, composés de tout ce que la France avait pu produire d'hommes violents et exagérés, s'établirent sur tous les points de la république; chaque section de la capitale et chaque commune des départements avait le sien; ainsi, les prolétaires s'emparèrent à la fois du pouvoir législatif, exécutif et judiciaire; car il arriva rarement, qu'un homme dénoncé par eux, pût se soustraire à l'échafaud : Bazire même, parvint, dans le tumulte de la séance du 5 septembre, à faire décréter que les comités révolutionnaires existants seraient épurés, et *qu'ils étaient autorisés à procéder sur-le-champ au désarmement et à l'arrestation de tous les hommes suspects, sans recourir à l'intervention d'aucune autorité.*

Les débats de la convention ne présentent, à cette époque, qu'un mélange inexplicable de cynisme et de barbarie, d'énergie et de bassesse, de courage et de lâcheté : pour les peindre avec des expressions convenables il faudrait créer un langage particulier. Un jour on entendit Drouet s'écrier à la tribune : « Puisque notre vertu, notre » modération, nos idées philosophiques, n'ont » servi à rien, soyons brigands pour le bonheur » du peuple! soyons brigands...» Une autre fois Lequinio, se vanta au sénat dont il était délégué, d'avoir fait dîner le bourreau à sa table (1) : mais, sans nous laisser entraîner par une juste indignation, contentons-nous d'énumérer rapidement les faits!

La loi sur les suspects, rendue le 17 septembre, acheva d'ôter jusqu'au moindre espoir d'éteindre le volcan révolutionnaire, dont la lave menaçait de dévorer tout ce qu'elle trouvait sur son passage. Elle couvrit, en un instant, la France, de bastilles et d'échafauds. Tous les bâtiments qui pouvaient servir de prisons, étaient remplis de victimes.

Au moyen d'une législation pareille, et d'un tribunal comme celui de Fouquier-Tinville, les terroristes décimèrent la France, avec une ardeur et une rapidité qu'on a peine à concevoir.

La première victime qui tomba sous leurs coups fut Marie-Antoinette : arrachée du Temple dès le 5 août, jetée dans un affreux cachot à la Conciergerie, elle ne fut mise en jugement que le 15 septembre, par un raffinement de barbarie qui s'appliquait à redoubler et à prolonger ses souffrances. Si cette princesse, ignorant l'art de se faire aimer, encourut le reproche d'avoir excité son époux aux démarches dont on lui fit un crime; si elle voulut soumettre, comme on l'a prétendu, les affaires d'État les plus importantes, à des cotteries de cour; elle racheta ces fautes par de brillantes qualités et une âme élevée, qui méritaient un meilleur sort. L'infortunée reine expia les succès du prince de Cobourg à Valenciennes et à Cambrai, et ceux de Wurmser en Alsace; la convention répondit par un cri de vengeance et de mort, aux menaces de ses ennemis; et la fille de Marie-Thérèse, traînée à l'échafaud le 16 octobre, n'y montra pas moins de résignation et de fermeté que son auguste époux.

Ceux des girondins qui s'étaient livrés aux mains de leurs adversaires, expièrent bientôt des vertus et des vices, dont on leur faisait également un crime. Le farouche Amar, au nom du comité de sûreté générale, vint enfin demander que le décret d'arrestation, prononcé le 2 juin, fut transformé en accusation formelle contre quarante-six girondins et leurs partisans : il proposait en même temps l'emprisonnement de soixante-treize députés, signataires d'une protestation saisie dans les papiers de Valazé. Un membre trouvant cette peine trop douce, opina pour la mort de ces derniers; et, au grand étonnement de tous les partis, Robespierre se constitua leur défenseurs. Satisfait, sans doute, de décimer la convention pour en éloigner les hommes dont il redoutait l'opposition, ou jaloux de se ménager un accès à la reconnaissance d'un grand nombre de ses collègues, il fit parade d'une vertu dont on ne l'eût pas soupconné capable,

(1) Lettre de Lequinio à la convention, séance du 17 novembre.

et se contenta pour cette fois du supplice des girondins.

Vergniaud, Brissot, Gensonné, Lasource, Fonfrède, Fauchet, Sillery, Duperret et douze autres moins célèbres, furent condamnés à mort le 30 octobre. Valazé se poignarda au tribunal.

Le duc d'Orléans ne tarda pas à subir le même sort, et son supplice du moins n'arracha point de larmes.

Madame Rolland, trop convaincue de l'innocence de son mari et de la sienne, était restée à Paris; on l'arrêta, et pendant qu'on informait son procès, elle rédigea à la hâte dans sa prison, des mémoires qui attestent à la fois la force de son caractère et l'étendue de son esprit. Conduite à l'échafaud le 8 novembre, elle y déploya une grandeur d'âme admirable. Témoin de l'effroi qu'éprouvait un financier célèbre, à l'aspect de la mort dont il voyait les apprêts, elle demanda qu'on l'exécutât le premier : exemple d'autant plus héroïque, qu'il était donné par une femme dans la fleur de l'âge, et sur qui la nature semblait avoir épuisé toutes ses faveurs. Son mari se donna la mort, à la nouvelle d'un événement si funeste, et la plupart des autres girondins fugitifs ne furent guère plus heureux : poursuivis dans les départements, plusieurs se détruisirent de leurs propres mains. La révolution, comme Saturne, semblait prendre à tâche de dévorer ses propres enfants; Condorcet s'empoisonna à quelques lieues de Paris, où il venait d'être découvert; Guadet fut guillotiné à Bordeaux; on trouva le corps de Pétion dans les bois, à moitié dévoré; Barbaroux, expirant, devint encore la proie des bourreaux. Lanjuinais et Louvet, plus heureux, gagnèrent la Suisse.

Les constituants restés en France n'étaient pas épargnés : le titre de patriote de 1789 fut un instant jugé digne du supplice. La mort de Rabaud-de-Saint-Étienne, et de Bailly, vengea les aristocrates de la part que ces magistrats avaient prise aux premiers pas du peuple français dans la carrière glissante de la liberté. Le dernier qui, en qualité de maire avait proclamé la loi martiale lors de l'émeute du Champ de Mars en 1791, fut exécuté près de la rivière et du lieu qu'il avait fait teindre du sang impur de quelques conjurés.

Plusieurs savants célèbres, à qui leur éloignement de la carrière publique aurait dû servir de sauvegarde, furent associés aux plus ridicules projets de conspiration. Richesse, vertus, grâces, talents, génie; en un mot tout ce qui pouvait paraître un titre de supériorité, fut livré sans pitié à la hache révolutionnaire, et devint un motif de proscription à l'égal des plus grand délits politiques. On les poursuivait avec un tel acharnement que l'on put s'étonner un instant qu'il restât en France un seul homme doué de ces qualités qui inspirent le respect aux contemporains et l'estime de la postérité.

Cependant les membres du comité de salut public ne se dissimulaient point la nécessité de colorer leur affreux régime de tous les dehors d'une profonde politique; déjà Barrère espérant imiter Cromwell dans ses plus habiles conceptions, avait proposé dès le 21 septembre un acte de navigation (1). Ce décret, bien que basé sur de bons principes, était d'une exécution à peu près impossible, et ne pouvait produire aucun effet salutaire pour la marine française, dans un temps où les relations commerciales et coloniales de la république étaient en grande partie entre les mains des neutres.

Robespierre imagina aussi de se donner les apparences d'un grand homme d'État, en passant en revue la situation de l'Europe. Le rapport qu'il en fit le 17 novembre, bien qu'il semblât préparé au ministère des relations extérieures, noyait un petit nombres d'idées justes et fortes, dans une foule d'abstractions et d'injures les plus obcènes, adressées à tous les gouvernements (2). Des législateurs plus éclairés, loin de l'applaudir, y entrevoyant l'intention perfide de prolonger la guerre et d'en faire une lutte à mort, eussent demandé à Robespierre quel intérêt il pensait servir en mettant ainsi sa patrie au ban général de l'Europe?

Tandis que la tribune de la convention était tour à tour le théâtre de si honteux débats, de

(1) Pièces justificatives du livre V, n° 9, et Moniteur du 24 septembre 1793.

(2) Séance du 27 brumaire, Moniteur du 30. (Voyez pièces justificatives du livre V, n° 14.

déclamations politiques déplacées et des plus vigoureuses mesures de salut public, la hache meurtrière des proconsuls, en mission dans les départements, n'était pas moins active que celle dont Fouquier-Tinville frappait ses victimes à Paris. Le comité convaincu qu'il ne pouvait sauver la France qu'en opposant à la coalition un million de bras armés, et qu'il n'obtiendrait les levées nécessaires qu'en frappant d'épouvante tout ce qui chercherait à entraver sa marche, envoya dans les départements les hommes qui s'étaient le plus signalés à la tribune des jacobins, par des propositions forcenées. Ces farouches apôtres de la terreur renchérirent encore sur les instructions qui leur avaient été données. Saint-Just et Lebas, délégués à Strasbourg, ne se contentaient pas d'y lever 10 millions sur les riches, d'envoyer à l'échafaud l'élite de sa population, et de prendre des arrêtés « *pour » mettre les aristocrates pieds nuds, afin de » donner des souliers aux défenseurs de la pa» trie.* » Ils répandaient l'effroi jusque dans les campagnes les plus reculées. Les habitants de la basse Alsace expièrent par milliers, le crime d'avoir conservé quelque respect pour leurs usages religieux, et quelques rapports de langage avec les troupes allemandes; plus de 50,000 de ces malheureux, contraints d'abandonner leurs foyers, s'enfuirent dénués de tout, pour chercher un asile sur ce sol qu'on nommait alors la terre de l'esclavage : le patriotisme reconnu des habitants de cette province a suffisamment prouvé, de nos jours, l'injustice et l'inutilité de ces proscriptions.

Nantes était le théâtre de plus grandes atrocités : la plume est prête à nous échapper en écrivant le nom de Carrier; ce tigre, dont les bateaux à soupapes et les mariages républicains épouvanteront la postérité la plus reculée, ne doit trouver place dans l'histoire que pour fournir un nouveau nom symbolique des crimes pour lesquels on ne trouverait aucune expression.

L'avocat d'Arras ne ménagea pas sa patrie; il lui délégua, dans sa colère, Joseph Lebon, dont nous n'aurons pas le courage d'énumérer les exploits; on nous saura gré d'observer la même réserve à l'égard de Collot-d'Herbois, réalisant à Lyon son horrible pensée des *transpirations politiques* (1).

Si ces ministres de mort n'avaient eu en vue que la levée des armées et le salut de la république, on serait enclin à pardonner leurs fureurs; l'histoire fournit en effet plus d'un exemple semblable, et Tacite justifiant Octave, avoue que dans les guerres civiles on ne peut réussir par les voies ordinaires. En appliquant aux hommes de 1793, les maximes de ce grand historien, il serait peut-être permis de tirer le voile sur les excès commis à Toulon pour punir cette cité imprudente d'avoir livré son port et son escadre aux ennemis jurés de la France : on pardonnerait de même à Saint-Just d'avoir fait condamner les patriciens de Strasbourg, qui voulaient livrer ce boulevard de la république à Wurmser; enfin Lequinio aurait droit à quelque indulgence, s'il n'avait fait décapiter que les dix officiers de marine expédiés de Toulon après sa reddition aux Anglais, pour exciter à Rochefort un mouvement semblable, et faire remettre ce port aux armes britanniques sous le prétexte de le conserver à Louis XVII.

Mais ces grands actes de vengeance nationale furent suivis de mille atrocités, sans autre but que d'assouvir d'affreuses passions; et si Carnot, Fouché, Barrère, et quelques autres, n'eurent réellement en vue que de résister aux coalisés, il est juste d'avouer aussi que le plus grand nombre des factieux ne décora ces saturnales du nom de salut public, que pour mieux cacher la turpitude de ses projets? Tout porte effectivement à croire que la plupart de ces énergumènes avaient conçu l'horrible pensée d'un nivellement complet de conditions et de fortune. Avec la loi sur les suspects et celle sur l'emprunt forcé qui ordonnait un recensement des moindres capitaux mobiliers, aussi bien que celui des immeubles, il était facile, non-seulement de décimer la France, mais de la réduire à la moitié de sa population, comme les cordeliers et les hébertistes le voulaient : alors les biens,

(1) Ennuyé des lenteurs de la guillotine, Collot faisait mitrailler les Lyonnais par centaine pour se venger d'avoir été sifflé sur le théâtre de cette ville; il prenait plaisir à ces exécutions, et les nommait *des transpirations salutaires au corps politique.*

également répartis entre les prolétaires, eussent assuré la subsistance du bon peuple sans-culotte, qui, fuyant désormais les asiles du luxe, de l'oisiveté et du vice, eût abandonné les cités pour se réfugier dans les champs.

Ce noir projet expliquerait aussi celui de prolonger les désastres de la Vendée, dont Philipeaux accusa plusieurs agents du comité ; car cette guerre, moissonnant particulièrement la classe des aristocrates, devait réaliser enfin le rêve des niveleurs.

Ce système affreux qui pesa sur la France jusqu'au milieu de l'année suivante, contrastait trop avec les bienfaits attendus de la révolution, pour ne pas être insupportable. Le grand nombre d'ennemis qu'il devait naturellement se faire, rendait la position du parti révolutionnaire chaque jour plus critique, et de là s'accrut successivement son exaspération. L'idée de s'enfoncer de plus en plus dans le crime, pour compromettre d'autant mieux le peuple français, et rendre toute réaction impossible, fut une des conceptions les plus hardies des jacobins qui, d'un même coup, se débarrassaient de leurs antagonistes, et rendaient la masse de la nation plus docile aux sacrifices qu'ils lui imposaient.

Forcées de se servir des plus vils instruments, ils ne purent se dispenser de flatter leurs passions et leurs vices ; on ne rougit pas même de les transformer en vertus civiques. Il fut un temps où l'on demandait aux fonctionnaires *quel crime ils avaient commis pour être livrés au supplice, dans le cas où la contre-révolution aurait lieu.*

Si la postérité s'étonne un jour que la France ait pu se façonner à un joug aussi odieux, elle trouvera l'explication de ce mystère dans l'excès même de l'infortune publique. L'élite de la nation était à l'armée ou fugitive ; ceux qui se trouvaient aux frontières, étrangers aux complots, croyaient à l'existence de tous ceux qu'on leur révélait, et applaudissaient au triomphe de la république, pour laquelle ils versaient leur sang, et cueillaient des lauriers. Le reste composé d'hommes paisibles, disséminés, et sans aucuns rapports entre eux, se trouvait comprimé par l'armée révolutionnaire et les bourreaux marchant à sa suite : chacun se renfermait dans son intérieur ; un signe mal interprété était un signe de mort. Il ne pouvait exister aucune résistance combinée, dès qu'il n'y avait ni communications d'idées, ni moyens de rassemblements que pour les anarchistes.

Pressés par le désir de quitter ces lugubres sujets, nous allons poursuivre notre narration ; mais avant de rapporter le choc des partis et la chute des hébertistes, nous répéterons toutefois que l'écrivain impartial, voulant classifier les crimes qui souillèrent la Montagne, distinguera ceux commis par d'atroces furibonds, de ceux susceptibles d'être excusés par d'impérieuses circonstances ; puis il sera juste aussi de ne point confondre les hommes qui se contentèrent d'ordonner la punition des complices de la guerre étrangère, avec ceux qui se noyèrent dans le sang français sans distinction. Les premiers, quoiqu'entraînés par une exaltation funeste, pratiquaient la plupart des vertus privées qui feraient honneur à tout homme de bien, et leurs fautes provinrent de leur situation désespérée, et du fatal esprit du temps, plutôt que d'un penchant au crime ou d'une cruauté froide et réfléchie.

Nous avons annoncé une nouvelle faction sous le nom d'hébertistes ; il devient indispensable d'entrer dans quelques détails sur cette secte anarchique, dont les chefs jusqu'alors avaient été confondus dans la foule des agents subalternes. Chaumette, Hébert et le prussien Clootz, si ridiculement surnommé Anacharsis, dirigèrent ce qu'on appelait la faction des Athées, laquelle prit aussi indistinctement le nom d'un de ses membres. Elle était d'autant plus dangereuse auprès du peuple, et devait d'autant plus porter ombrage à la popularité de Robespierre, qu'en substituant un grossier matérialisme à toute espèce de croyance religieuse, les coryphées de cette secte affichaient le plus impudent cynisme, et prêchaient la débauche effrénée comme le pillage. Ils commençaient à lever une tête indépendante, et à vouloir se soustraire à l'influence qui les avait longtemps dirigés ; mais ils étaient trop redoutables pour ne pas attirer les regards soupçonneux du dictateur. En effet, les hébertistes disposaient par la municipalité de la force armée de la capitale, et pouvaient soulever d'un seul mot la lie du peuple, dont le père Duchêne était l'oracle impur et vénéré : ils comptaient d'ailleurs parmi leurs partisans, Ronsin, général de

l'armée révolutionnaire, et la nombreuse troupe des cordeliers.

Une simple insurrection les eût rendus maîtres des destinées de la France. Par une heureuse fatalité, Hébert et Chaumette n'y songèrent point, ou du moins attendirent trop longtemps. Se bornant à exhaler leur haine imprudente en vains discours et d'inutiles murmures, ils se plaignaient de l'ingratitude de la Montagne qui, à les en croire, leur était redevable de son triomphe sur les girondins : « S'il » y a des dangers à courir, disaient-ils, on nous » appelle les premiers ; il n'en est pas de même » lorsqu'il s'agit de partager cette autorité, fruit » de nos victoires ; sans notre assistance, le 2 juin » n'aurait point eu lieu, et nous n'avons recueilli » que la haine de la faction abattue, avec la certi- » tude d'être les premiers objets de sa vengeance, » si jamais la Gironde venait à renaître de ses » cendres. »

Après avoir ainsi exprimé leur mécontentement, ils veulent enfin se faire des prosélites et augmenter l'amour que leur porte déjà la multitude, en prenant l'initiative sur les mesures les plus violentes du gouvernement révolutionnaire. Ces modernes Diogènes, non moins cyniques, mais plus cruels que le philosophe grec, rivalisent d'efforts pour étendre les limites de la turpitude et de l'immoralité, et pour leur rendre justice, il faut dire qu'ils parcoururent cette carrière à pas de géants.

Encouragé par eux, l'évêque constitutionnel, Gobet, fit, le 17 novembre, une abjuration publique de la religion dont il était ministre ; cet exemple fut suivi par une multitude de prêtres qui, animés d'une sainte apostasie, venaient à l'envi se dépouiller des marques de leur sacerdoce, et fouler aux pieds cette croix qu'ils offraient jadis à la vénération des peuples. La convention devint le théâtre de ces farces révoltantes, et d'une impiété dont on chercherait vainement des exemples ; on poussa l'oubli des convenances jusqu'à se vanter à la tribune d'avoir promené un âne revêtu de toutes les décorations épiscopales et autres attributs religieux : enfin, pour mettre un dernier sceau à leur impudence, les membres de la commune prirent un arrêté pour faire traduire en italien et envoyer au Pape tous les décrets ou procès-verbaux des actes publics et particuliers qui avaient amené le bouleversement de la religion (1).

Ce fut à cette époque que Chaumette imagina le culte de la raison. Dans la fête qu'il célébra en son honneur le 10 novembre 1793, une chanteuse de l'Opéra, représenta la nouvelle déesse, telle qu'on nous dépeint Minerve s'appuyant sur une lance. Son cortége, formé d'une foule immense de jacobins coiffés du bonnet rouge et entonnant des cantiques sacriléges, après avoir défilé devant la convention se rendit processionnellement à l'église de Notre-Dame. Là, cette divinité de théâtre, déposée avec un respect ridicule sur l'autel même du vrai Dieu, reçut les hommages et l'encens de la multitude, et d'une troupe de vestales de coulisses.

Jamais l'immoralité ne s'était montrée dans un appareil plus pompeux. Robespierre laissait faire et observait en silence ; peu inquiet des suites de cette saturnale, il se proposait, après en avoir envoyé les auteurs à l'échafaud, de sanctifier la république en proclamant son Être suprême et l'immortalité de l'âme. Le Dracon de la France voulait aussi en être le Numa.

Ce genre de gloire touchait faiblement Danton, qui venait de reparaître sur la scène ; mais il se réunit à son collègue pour écraser des rivaux dangereux : toutefois ils ne les attaquèrent pas directement, et se servirent d'abord de Camille Desmoulins pour les accuser. Anacharsis Clootz, Hébert, Chaumette, Ronsin, commandant de l'armée révolutionnaire, et plusieurs autres de ces anarchistes furent arrêtés dans le même jour. Barrère, chargé de faire un rapport sur les délits dont ils étaient prévenus, s'en acquitta avec son bonheur accoutumé, et le dictateur paya d'un sourire les éloges prodigués à sa feinte modestie par le complaisant orateur du comité.

L'impatience d'arriver jusqu'au supplice de ces misérables, qui n'eut lieu qu'au milieu de mars, nous a fait dépasser les bornes chronologiques de cette campagne : avant de rapporter celle de 1794, il ne sera pas inutile de quitter un instant les ri-

(1) Nous entendons ici par religion, la morale religieuse, et non les abus d'un culte intolérant ou le fanatisme affecté d'un clergé ambitieux : choses qu'on a trop souvent confondues.

vages ensanglantés du continent européen, pour nous transporter dans les colonies des deux Indes.

CHAPITRE XXVIII.

Événements des Colonies depuis 1790. — Premières causes des désastres de Saint-Domingue. — Incendie de la plaine du Cap et du Port-au-Prince. — Négociation d'un parti avec les Anglais. — Destruction du Cap. — La province de l'Ouest est livrée aux ennemis. — Un détachement britannique, appellé au Môle Saint-Nicolas, prend possession de cette forteresse. — Affaires de la Martinique. — Émigration du gouverneur de Behague. — Rochambeau repousse l'amiral Gardner.

Tandis que la France parvenait à repousser l'invasion des coalisés, par les résultats d'une exaltation sans exemple dans les annales du monde, mais qu'elle épuisait, par ces efforts mêmes, les sources réelles de crédit, de prospérité commerciale et de puissance fédérative, l'Angleterre se hâtait de profiter des embarras où sa rivale se voyait plongée, afin de saisir, de prime abord, toute la supériorité coloniale et maritime à laquelle elle aspirait. Trop habile pour compter sur une victoire facile, et se reposer sur ses alliés du soin de la lui procurer, elle redouble d'efforts, comme si elle eût dû soutenir seule une lutte contre tous. Lord Dundas avait fait décréter, dès le 28 janvier, la levée de 45,000 hommes pour la marine : plus de 80 vaisseaux allaient être mis en commission, et porter son pavillon victorieux sur les points les plus reculés du globe.

On se rappelle que la compagnie des Indes, profitant des embarras où la révolution plongeait le cabinet de Versailles, s'était hâté de porter le coup décisif à l'empire de Mysore, et que Cornwallis avait fait, en 1792, sous les murs de Seringapatnam, une paix qui ravit à Tippoo-Saïb la moitié de ses États. Le vainqueur partagea ces conquêtes entre le Nizam, créature dévouée à la compagnie; les Marattes, qui l'avaient imprudemment secondé, et qu'il espérait s'attacher; puis la compagnie elle-même, qui en prit une part suffisante pour se dédommager, disait-on, des frais de ce dépouillement.

Dès lors le malheureux établissement de Pondichéry, qui naguère disputait à Calcutta et à Madras, l'empire de la presqu'île, jeté seul aujourd'hui au milieu des immenses possessions britanniques, devint, en peu de semaines, la proie de ses ennemis.

La conquête des Antilles offrit plus de difficultés, malgré l'état déplorable dans lequel l'esprit de parti venait de plonger les colonies. Le choc établi entre les blancs et les hommes de couleur, fut d'autant plus violent qu'il se ressentit de la chaleur du climat, des mœurs de ses habitants et du froissement immédiat des intérêts les plus chers.

Les bornes de cet aperçu ne permettant pas de présenter le tableau complet de la situation des colonies et des révolutions qui les bouleversèrent, nous ébaucherons à grands traits les causes de ces événements et leurs résultats, en commençant par la plus importante.

La population de Saint-Domingue se composait en 1789, de 40,000 blancs, de 30,000 à 35,000 hommes de couleur libres, et d'environ 500,000 esclaves. Les intérêts de cette population se trouvaient plus divisés que partout ailleurs. Les grands planteurs européens étaient aristocrates quand il s'agissait de leurs prétentions envers leurs inférieurs, et partisans de la démocratie dès qu'il était question de lutter contre l'autorité royale. On va même jusqu'à dire que plusieurs d'entre eux, pétris d'égoïsme, sacrifiant tout à leur intérêt privé, et le plaçant bien au-dessus d'une patrie qu'ils connaissaient à peine (1), ne se firent aucun scrupule de désirer l'indépendance, au moyen de laquelle ils espéraient obtenir plus de liberté dans leurs spéculations, et se débarrasser des entraves mises au commerce dans l'intérêt de la métropole.

Ceux qu'on nommait petits-blancs, ouvriers artisans ou aventuriers sortis d'Europe dans l'espoir d'un meilleur avenir, démagogues par intérêt, ennemis du gouvernement colonial dont ils ambition-

(1) Nous sommes loin de penser que cet esprit fut celui de la majorité, il était au contraire, celui d'un très-petit nombre. On sait assez combien de riches propriétaires créoles se distinguèrent par leur rare patriotisme; les Beauharnais, les Lameth, les Laborde, les Dugommier, en fournissent d'assez grandes preuves.

naient les emplois et jalonsaient l'autorité, devinrent aristocrates insolents dans leurs rapports avec les hommes de couleur libres. Ceux-ci, espèce d'affranchis, n'ayant de commun avec le citoyen que le droit de posséder une propriété, se trouvaient encore voisins de l'esclavage par l'opinion. Si les doctrines d'égalité avaient jeté de si profondes racines en France, que l'abolition de toute distinction y fût désirée, il n'en était pas encore de même dans les Antilles, où, à part l'orgueil des rangs et des castes, de puissants préjugés mettaient une distance inouïe entre le riche colon ou le gentilhomme employé par l'État, et le rejeton adultérin d'une négresse. Indépendamment de cette considération particulière, les planteurs s'accordaient assez à regarder l'admission des hommes de couleur aux emplois publics, comme une tendance à l'abolition de l'esclavage; chance ruineuse qui devait tarir toutes les sources de leur fortune et de leur existence.

La séance du jeu de paume, le canon de la Bastille et la suppression des privilèges, du 4 août 1789, retentirent au fond du golfe des Caraïbes, et soulevèrent dans les Antilles, des passions et des intérêts plus violents encore qu'en Europe. Chacune de ces classes s'attribua les idées de liberté répandues dans la métropole. Les créoles y virent un moyen de se placer au-dessus de l'autorité du gouvernement: les petits-blancs, celui de se mettre de pair avec les privilégiés, qui, jusqu'alors leur avaient témoigné peu de considération : les hommes de couleur attendaient que les nouveaux législateurs de la France les fissent participer à la réforme des abus; et, si on ne les mettait pas d'emblée au niveau des autres classes, ils espéraient du moins une amélioration graduelle, et une part dans les assemblées provinciales; prétentions assez fondées, puisqu'ils étaient pour la plupart propriétaires ou chefs d'atelier jouissant d'une honnête aisance. La condition humiliante dans laquelle on les avait tenus jusqu'alors, dut leur sembler d'autant plus vexatoire, que dans la partie espagnole, ils jouissaient de la plénitude de leurs droits politiques, lorsque, par leurs propriétés ou leur état, ils pouvaient justement y aspirer.

Ce mot magique de *liberté*, se faisant entendre jusque dans les ateliers des noirs, dut nécessairement y produire de la fermentation, dès que d'adroits ou imprudents instigateurs s'efforcèrent de leur en faire comprendre toute la signification.

Il faut ajouter à ces éléments de discorde, l'influence que deux clubs absolument opposés dans leurs vues, exerçaient sur les différents partis de l'assemblée. Les riches colons, fixés dans la capitale pour y jouir d'une fortune immense, s'étaient réunis en comité à l'hôtel Massiac, afin de délibérer sur leurs intérêts avec l'administration; tandis qu'une société d'amis des noirs, composée de Mirabeau, Brissot, Condorcet, Lameth, etc., avisait aux moyens d'abolir la traite et l'esclavage.

Influencée alternativement par des opinions si contraires, et cherchant à concilier les convenances locales, l'assemblée adopta une législation ambiguë et versatile, qui alluma les passions sans savoir les faire servir à sa cause.

Une assemblée coloniale de 213 membres, convoquée à Saint-Marc, au commencement de 1790, pour débattre les intérêts du pays, se hâta bientôt, à l'imitation de l'assemblée nationale, de s'emparer de l'autorité; s'arrogea l'initiative des lois intérieures, avec le droit de les soumettre directement à la sanction royale, déclarant même que celles rendues par le corps législatif de France pour les relations générales, n'auraient de force qu'autant qu'elle les aurait sanctionnées (1). L'institution des gardes nationales fut accueillie avec enthousiasme: les blancs seuls devaient y commander à des blancs; et tous étaient également avides de grades et de décorations militaires : un état-major aussi brillant que celui de Lafayette à Paris, fut créé comme par enchantement. Les députés, qui n'avaient pas craint d'usurper un pouvoir illégal, devaient voir avec plaisir une force armée qui surpassait celle du gouverneur, et les rendait en quelque sorte maîtres de l'île.

L'assemblée constituante sanctionna, le 8 mars

(1) Cette assemblée fut présidée par le nommé Bacon de la Chevalerie, intrigant célèbre qui, dans un discours hardi, réclama dès le premier jour l'abolition du système de douane, si nécessaire pour les intérêts du commerce de la métropole, et sans lequel la colonie eût été plus à charge qu'utile à la France.

1790, cette autorité coloniale, dont elle ignorait encore les vues. Elle ordonna même qu'il en serait institué de semblables dans toutes les colonies françaises : en même temps elle adopta, le 28, une instruction particulière accordant le droit de citoyen aux hommes de couleur propriétaires.

On a pensé que le gouvernement, alarmé des idées d'indépendance dont l'heureuse émancipation des États-Unis venait de donner l'exemple et d'inspirer le goût, évita de se prononcer vigoureusement dans le début, afin de régner d'autant mieux sur deux partis, qui auraient alternativement besoin de son appui.

Ce terme moyen réussit mal : ce n'était pas en pareille occurrence, qu'il fallait se jouer de si puissants intérêts et n'en satisfaire aucun. Des désordres eurent lieu sur tous les points : abus d'autorité de la part des créoles; exécutions barbares de quelques mulâtres qui osèrent réclamer leurs droits, et notamment du colonel Ogé, venu de Paris avec les promesses de l'assemblée (1); protestation solennelle de la part des blancs, qui déclaraient préférer mille fois la mort, à la honte de voir siéger dans leurs autorités une race bâtarde et dégénérée; indignation et soulèvement de la part des hommes qu'on affectait de traiter avec tant de mépris : telles furent les suites inévitables de ce choc d'intérêts, et les brandons de guerre civile qui devaient mettre Saint-Domingue à la discrétion du cabinet de Saint-James, ou du moins l'arracher pour toujours à la France.

Le comte de Peynier, alors gouverneur de l'île, homme probe et modéré, chercha d'abord les moyens de concilier les prétentions de l'assemblée générale avec les intérêts du gouvernement; mais forcé ensuite de se conformer aux instructions du ministre de la marine, marquis de la Luzerne, il ne songea qu'aux moyens de la dissoudre. Le colonel Mauduit, envoyé en juin 1790 pour commander le régiment du Port-au-Prince, capta bientôt toute la confiance du gouverneur : brave, énergique, décidé à soutenir l'autorité du roi, cet officier joua un grand rôle dans les événements qui suivirent, et fut soupçonné d'être un agent secret du ministère.

Ses premiers soins furent de s'entourer d'une force suffisante pour dissoudre l'assemblée; celle-ci, de son côté, chercha à semer l'esprit de révolte parmi ses soldats; et n'y ayant pas réussi, décréta le licenciement des corps réglés de la colonie dont elle prétendait ensuite diriger la réorganisation. Elle encourut par cet acte téméraire le reproche de vouloir tout bouleverser, afin de marcher ensuite à l'indépendance par une scission avec la métropole. De son côté, l'assemblée prétendit que ses ennemis voulaient opérer la contre-révolution dans les colonies, pour la faire ensuite plus facilement dans le royaume; et aujourd'hui encore on serait embarrassé de décider si ces différentes imputations n'étaient pas également fondées. Dès lors la guerre civile fut ouvertement déclarée.

Dans ces entrefaites, le Cap et l'assemblée provinciale du Nord s'étant mis en opposition avec l'assemblée générale de Saint-Marc, Peynier et Mauduit résolurent d'en profiter, dispersèrent d'abord par la force des armes le comité du Port-au-Prince, et proclamant ensuite les griefs du gouvernement contre cette dernière, déclarèrent qu'il était de leur devoir de la dissoudre.

L'assemblée en avait trop fait pour rétrograder : après avoir répondu à des reproches par des proclamations, elle arrête des mesures pour résister à ses ennemis qu'elle accuse des plus noirs projets, et provoque même une prise d'armes. Aussitôt la population blanche de l'Ouest et du Sud se prononce sur tous les points en faveur de ses députés; l'équipage du *Léopard* est gagné par les amis de la révolution : l'assemblée générale décide de se rendre en corps à Paris, pour y plaider sa cause, et 85 députés, abandonnant fortune, famille et pénates, s'embarquent en effet à bord de ce vaisseau, pour prouver à la métropole qu'ils ont agi dans le sens de l'opinion publique et de l'intérêt général. Le gouverneur veut profiter de leur absence, pour les remplacer par un nouveau conseil : il ordonne le licenciement de la garde nationale; et convoque

(1) Ogé était venu par Londres, et réclamait l'exécution des instructions du 28 mars; traité en factieux et forcé de fuir, il eut recours à la voie des armes. Son insurrection fut une faute quoiqu'elle parût fondée sur les lois de la métropole; mais son supplice fut accompagné de détails qui révoltent.

les assemblées primaires, qui se refusent à changer leurs premières élections.

Cependant l'assemblée constituante jalouse du pouvoir que s'étaient arrogé les législateurs de Saint-Marc, crut devoir improuver l'exemple dangereux qu'ils venaient de donner; et son décret du 12 octobre, appuyé d'une escadre avec quelques bataillons de renfort, devait rendre à la métropole, l'autorité qu'on avait voulu ébranler. A l'arrivée de ces troupes au Port-au-Prince, le parti démocratique s'empresse de les gagner. Blanchelande, qui avait succédé au comte Peynier, est trop pusillanime pour saisir aucun ascendant sur elle : il est forcé de sortir de la ville, et de se réfugier au Cap. Le colonel Mauduit, victime de son dévouement, est assassiné. La municipalité s'empare de l'autorité du lieutenant de roi : un colon, nommé Caradeux, occupe celle du gouverneur : Praloto, matelot déserteur, est nommé chef de l'artillerie et des fortifications.

Cette anarchie, moitié aristocratique, moitié démagogique, n'eût été qu'une lutte entre un parti et le gouvernement royal, si les prétendus amis de la liberté avaient voulu reconnaître les droits des hommes de couleur, et préféré l'intérêt de la patrie à leur morgue. Mais on sait assez l'opposition qu'ils apportèrent à la seule mesure capable de tout pacifier : et des agents de l'étranger, ou des ambitieux, se saisirent de tous les rôles de cette terrible tragédie, pour l'amener à un dénoûment conforme aux divers intérêts que chacun d'eux voulait servir.

L'autorité royale chercha en menaçant la fortune des colons à les amener à une contre-révolution; elle mit en jeu tous les intérêts qui leur étaient opposées, mais elle ne sut en armer aucun pour sa cause; et tous après avoir commencé par être ses instruments, devinrent ensuite ceux de sa ruine. Les hommes de couleur se rallièrent au gouvernement qui leur donnait l'espoir d'une amélioration, et quand ils eurent les armes à la main, ils prirent goût à l'exercice du pouvoir et luttèrent contre toutes les autorités qui voulurent les contrarier dans leurs fins. Les noirs, armés tantôt par les uns, tantôt par les autres, surent enfin se créer une existence sur les ruines de celle des Européens; et les colons pour avoir trop voulu, furent dépouillés, exilés, ou livrés au fer des assassins.

L'assemblée constituante, informée de l'opposition que ses vues bienveillantes pour les hommes de couleur rencontraient dans la colonie, crut satisfaire tous les partis en déclarant le 18 mai 1791 : « Qu'il ne serait rien statué sur le sort des esclaves, que sur la proposition des autorités coloniales, que celles existantes seraient maintenues telles qu'elles étaient; mais qu'à l'avenir, les hommes de couleur, nés de père et mère libres, seraient admis dans les assemblées paroissiales et coloniales. »

Cette mesure était la plus désastreuse qu'on pût adopter, puisqu'elle confiait pour l'instant toute l'autorité à ces mêmes créoles, dont on heurtait l'orgueil et les prétentions, tandis que les hommes de couleur, peu rassurés par des espérances lointaines, ne devaient pas tarder à se convaincre de l'usage que leurs plus cruels ennemis feraient de ce pouvoir.

S'il est aisé d'allumer les passions par un décret, il n'est pas facile de les calmer par le même moyen. Celui du 15 mai produisit l'effet tout contraire de ce qu'on en attendait : la foudre n'est ni plus prompte ni plus terrible que l'incendie allumé par cette imprudente mesure; l'insurrection éclata de toutes parts; et, bien que les blancs en devinssent les premiers apôtres, comme il sera facile de s'en convaincre par la lecture de leurs protestations (1), les hommes de couleur par représailles coururent aux armes pour soutenir des droits que la métropole semblait disposée à leur accorder.

Blanchelande, voyant le malheureux résultat de ce décret, et cédant à la crainte qu'il lui inspirait pour le sort futur de la colonie, en demanda la suspension à l'assemblée, qui la prononça en effet : mais ce palliatif achevant d'exaspérer les hommes de couleur, sans satisfaire les blancs, la guerre civile ne fit que s'envenimer, et pour comble de malheur l'indiscipline gagna les troupes : Saint-Domingue fut ainsi plongé dans l'anarchie; il semblait

(1) Nous n'avons pu nous dispenser de présenter une de ces protestations, parce qu'elle nous semble caractériser la cause des premiers troubles de Saint-Domingue. (Voyez pièces justificatives du livre V n° 15.)

désormais impossible de sauver cette belle possession; et Pitt ne dissimulait pas le plaisir qu'il en ressentait.

La seconde assemblée coloniale, réunie au Cap sous la direction du marquis de Cadush, et composée à peu près des mêmes membres que la première, venait d'être installée sous de funestes auspices. Renchérissant sur sa devancière, elle entretenait, dit-on, des relations avec l'Angleterre et la Jamaïque : des régiments qu'elle soldait, portaient l'uniforme rouge; la cocarde noire devint aussi commune dans l'île, que si elle eût été sous la domination anglaise (1); enfin les bruits d'un projet d'émancipation prirent de la consistance. Les partis en étaient ainsi au dernier degré de dissension, quand la catastrophe du 22 août, prélude des plus affreux malheurs, acheva d'ôter tout espoir de sauver la colonie.

Déjà, depuis quelques semaines, plusieurs détachements de noirs révoltés avaient commis des excès dans la partie de l'Ouest; mais on n'avait, jusque-là, conçu aucune crainte sur un mouvement sérieux. Dans la nuit du 22 août, douze mille brigands, instigués par un nègre anglais nommé Bouckman, se révoltent subitement; frappent, égorgent tout ce qui s'offre sur leur passage sans distinction d'âge ni de sexe, et prennent plaisir à voir expirer dans les plus affreux tourments, ces mêmes Européens qu'une heure auparavant ils n'osaient envisager sans terreur. L'incendie, le carnage et la dévastation se répandent dans la superbe contrée qui entoure la ville du Cap : plus de 200 habitations sont saccagées : les blancs courent aux armes, et sont prêts dans une aveugle vengeance, à faire expier aux hommes de couleur, les crimes atroces qui se commettent sur leurs frères.

La ville, mise en état de défense, n'a rien à craindre de ces assaillants mal armés : mais elle en est pour ainsi dire investie, et une guerre cruelle s'établit sous ses murs. S'il faut en croire le bruit général, les nègres commettent des barbaries qui font dresser les cheveux : ils tenaillent leurs prisonniers; les scient en deux; leur arrachent les yeux.

L'assemblée coloniale, éperdue, s'adresse à lord Effingham, gouverneur de la Jamaïque, pour en obtenir des secours. L'humanité était ici d'accord avec la politique; et le général anglais put faire le généreux, sans craindre d'être blâmé. Il envoya aussitôt le commodore Affleck avec un vaisseau et quelques corvettes, portant un faible secours d'armes et de munitions. L'assemblée coloniale et l'assemblée constituante, également émerveillées d'un acte si naturel, votèrent à l'envi des remercîments à Pitt et à la nation anglaise, pour le soin qu'ils prenaient à se ménager des amis à Saint-Domingue.

Jusqu'à présent, les instigateurs de cet horrible massacre n'ont point été signalés. Le plus grand nombre l'a attribué à l'irritation des hommes de couleur contre les blancs, lorsqu'ils virent que le décret même du 15 mai ne ramènerait pas les créoles à des idées plus modérées; et que la métropole revenant sur ses promesses, menaçait de les sacrifier après les avoir soutenus. Les républicains, au contraire, semblent vouloir l'attribuer aux machinations incroyables d'un comité établi en France, et qui aurait conçu l'espoir de dégoûter celle-ci de la révolution, en lui offrant de cruels exemples de ses effets, et la menaçant de la ruine de son commerce et de sa prospérité coloniale. C'était à Marseille, à Bordeaux et à Nantes que l'esprit démocratique avait jeté les plus profondes racines; et en détournant les sources de leurs richesses, on crut ramener ces villes à d'autres sentiments. Quelques-uns mettent cet attentat sur le compte de l'Angleterre, qui employa, selon eux, 40 millions à la subversion des Antilles. Enfin, on a cru aussi que l'Espagne n'y avait point été étrangère : supposition bien étonnante, en ne considérant que les relations intimes qui unissaient encore les deux pays; mais qui n'est pas tout à fait dépourvue de fondement; puisqu'au même instant, le comte de Florida Blanca se prononçait avec chaleur, en faveur du parti aristocratique réfugié à Coblentz. Le

(1) Les avis sont encore un peu divisés sur ce point; Pamphile-Lacroix le dit ainsi dans ses Mémoires. L'auteur de l'Histoire des désastres de Saint-Domingue affirme au contraire que jamais il n'y eut d'autre intelligence que le secours demandé à la Jamaïque, lors de l'incendie de la plaine du Cap.

temps éclaircira peut-être ce mystère, que les plus profonds écrivains n'ont point encore pénétré (1).

Bientôt, ces bandes de sauvages obéissent à quelques meneurs, et reçoivent une organisation, à laquelle tout fait croire que des blancs président secrètement. Jean-François est à leur tête; l'Espagne ne tarde pas à le charger de dignités et à lui conférer les grands cordons de ses ordres. Biassous marche après lui. Toussaint-Louverture n'est encore qu'un subalterne; mais son esprit délié, profond et dissimulé, lui assurera bientôt le premier rang. Tous ces chefs parlent et agissent au nom des amis du roi; et la postérité refusera de croire à l'authenticité de leurs premières protestations.

Obligés de résister en même temps au soulèvement des noirs et aux prétentions des blancs, les hommes de couleur, propriétaires, se trouvaient dans une position critique. Le danger commun les avait portés déjà depuis quelque temps à se confédérer, dans la province de l'Ouest, à Saint-Marc, à la Croix-aux-Bouquets : là, ils se donnèrent une organisation militaire; proclamèrent pour chefs, les généraux Rigaud et Beauvais, et confièrent à Pinchinat la présidence de leurs conseils. Guidés par ces trois hommes de mérite, ils ne tardèrent pas à se rendre redoutables.

Les blancs des campagnes sentant enfin qu'ils avaient le même intérêt à soutenir, et que l'union seule pourrait les sauver, se rapprochèrent des mulâtres de l'Ouest, et consentirent à leur reconnaître tous les droits de citoyen : démarche aussi sage que naturelle, et qui devint pourtant un nouvel élément de haine et de dissension, en mettant les Européens des villes aux prises avec ceux des vallées.

L'esprit de parti, qui souvent dénature tout, mais qui est à la fois vigilant et soupçonneux, a imputé aux royalistes ces fédérations des sang mêlés avec les créoles, et les a signalées comme une machination tendant à opérer la contre-révolution, et à faire arborer le drapeau blanc, ainsi que cela arriva effectivement à la Martinique. Le lecteur ne sera pas moins embarrassé que nous, à prononcer sur de semblables allégations. Il n'est pas impossible sans doute que les agents des princes émigrés, ou des affidés du roi et de Bertrand de Molleville son ministre, aient été envoyés à Blanchelande, pour l'engager à se créer un parti contre l'esprit séditieux des petits-blancs et de l'assemblée coloniale, ou contre les partisans de l'indépendance; toutefois on aurait peine à concevoir quel eût été le but d'un changement de cocarde dans une possession si lointaine, quand la monarchie s'écroulait. On a été jusqu'à dire que Calonne voulait y établir le siége des princes; mais l'histoire ne doit admettre qu'avec défiance, des suppositions si bizarres. D'ailleurs, ces fédérations furent mises plus tard sous la sauvegarde de la législation métropolitaine, et devinrent même, pour le parti opposé, un sujet de reproche aux commissaires civils.

Quoi qu'il en soit, l'assemblée provinciale du Port-au-Prince, alarmée de ces fédérations, crut pouvoir les réduire avec quelques centaines d'hommes et du canon, mais ses troupes furent repoussés avec perte le 2 septembre; et bientôt la ville même se trouva bloquée par les confédérés. Alors, les imprudents et orgueilleux blancs eurent recours au gouverneur de la Jamaïque, qui, pour tout secours, leur envoya quelques armes et des munitions. Cependant, obligés de céder à la force, ils signèrent enfin un arrangement le 23 octobre, et admirent les bases du décret du 15 mai. La concorde sembla revenue : les gardes nationales des deux partis, firent conjointement leur entrée triomphale dans Port-au-Prince.

Cette nouvelle, portée au Cap, loin de désiller les yeux des implacables membres de l'assemblée coloniale, excita leur indignation. Inaccessibles à aucun sentiment généreux, ils députent au gouverneur de la Jamaïque, pour proposer de lui remettre la colonie : démarche d'autant plus blâmable, que la guerre n'étant point déclarée entre l'Angleterre et la France, il était aisé de prévoir qu'elle serait sans succès.

Honteuse de sa faute et embarrassée de sa position, l'assemblée coloniale balançait à se rendre enfin à l'évidence, et commençait à délibérer sur l'admission du décret du 15 mai; lorsque des avis

(1) Les généraux Mathieu Dumas, Pamphile-Lacroix, Toulongeon, ainsi que Malouet, Dalmas, et l'historien anonyme des désastres de Saint-Domingue, ont écrit sur ces événements, des mémoires précieux; mais qui n'ont soulevé qu'une partie du voile.

particuliers, reçus de France, annoncèrent une révolution subite dans les dispositions de la métropole. On apprend que d'après les réclamations des négociants de plusieurs ports, et sur les instances même du comité de l'hôtel Massiac, appuyées par les démarches du gouverneur Blanchelande, l'assemblée constituante, à la veille de se dissoudre, a rendu, le 24 septembre, un décret qui annule celui du 15 mai; et que bientôt elle enverra des commissaires avec de puissants renforts. Les efforts du colonel Touzard et de M. de Rouvray, officiers distingués (1), et qui tous deux étaient colons, ne parvinrent point à détourner l'assemblée du funeste projet de déployer la force et d'engager une lutte meurtrière contre les hommes de couleur, secondés au besoin de tous les noirs de leurs ateliers. En vain démontrent-ils par l'exemple de 18,000 Anglais, consumés inutilement à la Havane, que le climat dévorera toutes les troupes européennes qui prétendraient combattre des noirs déjà habitués à toute son intempérie. Les espérances relevées par ces fatales nouvelles, ont entièrement changé les dispositions de l'assemblée coloniale, et l'émancipation des hommes de couleur est indéfiniment ajournée. Alors les haines et les ferments de discorde redoublent, et les colons reposent sur un volcan, avec une présomption et une suffisance que rien ne saurait expliquer.

L'assemblée provinciale de l'Ouest devait être dissoute, pour se renouveler d'après le décret du 15 mai et le concordat du 23 octobre. La nouvelle de la loi rétroactive décida sans doute ceux qui tenaient le pouvoir à éluder ses dispositions : l'orgueil et les préjugés vinrent ainsi mettre de nouveau aux prises des hommes qui, ayant un même intérêt et les mêmes ennemis, auraient dû triompher ou périr de concert. Une malheureuse rixe, entre un canonnier créole et un noir libre, excitée probablement dans le dessein de servir de prétexte à la rupture du concordat, devint la cause d'une terrible explosion. Le noir ayant désarmé son adversaire, fut aussitôt saisi et lanterné; un canonnier blanc est tué par représailles. Les hommes de couleur, réunis en armes à leurs quartiers, sont sommés de livrer les meurtriers et de se dissoudre. Ils hésitent, de crainte qu'on n'use envers eux de la même barbarie. Pendant ce temps, les troupes blanches se rassemblent; l'artillerie de Praloto s'avance; bientôt, elle sème le carnage dans les rangs. Le général Beauvais effectue sa retraite avec les hommes de couleur qui reviendront plus redoutables; car il est probable qu'ils armeront cette fois tous les noirs, pour accabler leurs intraitables ennemis. Déjà, dans ce premier combat, le Port-au-Prince fut incendié : plus de 50 millions devenus la proie des flammes, et 500 victimes d'un amour-propre déplacé, attestèrent la folie des hommes, et donnèrent un déplorable exemple de leurs fureurs.

Sur ces entrefaites, l'assemblée nationale envoya trois commissaires civils (2), pour assurer l'exécution de ses décrets. Ceux-ci, en débarquant, trouvèrent les choses entièrement changées par la révolte des nègres, l'affaire du Port-au-Prince, et les confédérations de l'Ouest : ils sentirent la nécessité de modifier le système qu'ils apportaient; et, loin de frapper les hommes de couleur, ils cherchèrent à rapprocher les partis.

Une circonstance des plus heureuses parut les favoriser : Jean-François et les autres chefs de noirs offraient leur soumission, sous les conditions les plus modérées; les commissaires civils leur assignèrent un rendez-vous; mais, enchaînés par l'assemblée coloniale dont l'esprit de vertige est difficile à décrire, ils échouèrent dans toutes leurs tentatives (3).

Le décret du 24 septembre ayant relevé les prétentions des blancs au Nord comme à l'Ouest, le marquis de Borel partit du Cap pour l'Artibonite avec quelques volontaires, afin de dissoudre la confédération; il grossissait sa bande par la force, et menaçait se adsversaires d'une vengeance terrible.

(1) Touzard avait perdu un bras dans la guerre d'Amérique.

(2) Mirbeck, Saint-Léger et Roume.

(3) Jean-François, Biassou et Toussaint ne demandaient qu'une amnistie générale et 400 libertés, pour eux et leurs principaux agents, qui, ayant goûté du commandement, ne pouvaient plus redevenir esclaves. Les commissaires n'eurent pas même le pouvoir d'y consentir; et l'assemblée coloniale, répondant avec dédain aux parlementaires des noirs, les somma de se soumettre à la loi sans condition : un de leurs chefs fut même frappé de coups de fouet.

Bientôt le soulèvement devint général : les hommes de couleur déchaînèrent les ateliers de noirs contre cette troupe de flibustiers, qui fut accablée, dispersée ou détruite. Son chef revint presque seul prendre sa place à l'assemblée coloniale, dont il était un des membres les plus fougueux. Le général Fontanges arrêta heureusement cet incendie dans la partie de l'Ouest, en sanctionnant les confédérations.

Le commissaire civil Saint-Léger s'étant rendu au Port-au-Prince dans l'espoir de le pacifier, ne fut pas si heureux : prêt à être déporté par l'assemblée provinciale qui y dominait, il se réfugia à Léogane.

Son départ fut le signal d'un nouveau carnage. L'assemblée provinciale, se croyant assez forte pour dissoudre les confédérés qui tenaient la ville bloquée, prit des mesures pour une expédition contre la Croix-des-Bouquets. Le 22 mars, deux mille hommes sortent du Port-au-Prince, précédés de l'artillerie de Praloto qui sème l'épouvante; ils pénètrent jusqu'à la Croix-des-Bouquets, forcent toute la population, même les blancs confédérés, à s'enfuir dans les mornes.

Quelques jours après, les noirs conduits par le nommé Hyacinthe fondent de toutes parts sur la faible colonne du Port-au-Prince; ils l'entourent de leur feu, l'écrasent de leur masse : on les mitraille à bout portant, sans les rompre; ils reviennent à la charge. Enfin, on est contraint à rentrer en ville, après avoir perdu 100 hommes et en avoir tué mille.

Les commissaires civils, convaincus qu'ils ne pouvaient rien pour le rétablissement de l'ordre, et instruits, dit-on, par les chefs mulâtres des menées du parti royaliste, pour opérer la contre-révolution à l'aide des confédérés, retournèrent en France pour y éclairer l'assemblée, et aviser aux moyens d'éviter cette scission, aussi fatale pour le commerce de la mère-patrie, qu'un acte complet d'indépendance.

Tant de désastres, en quelque sorte mérités, ne désolaient pas seulement les provinces de l'Ouest et du Nord : celle du Sud était en proie à des déchirements d'un autre genre. L'arrondissement de Jérémie ou de la Grande-Anse, s'était donné un conseil particulier, et les blancs y avaient fait une alliance qui leur assura la supériorité sur leurs ennemis. Sans relation avec les autorités, ils étaient en quelque sorte isolés, et faisaient la guerre pour leur compte. Les hommes de couleur, défaits en plusieurs rencontres, expièrent dans les fers les horreurs dont ils s'étaient rendus coupables, et furent entassés dans des pontons, sans distinction d'âge ni de sexe.

L'assemblée législative qui venait de succéder à la constituante, éclairée trop tard sur les menées des différents partis, s'était enfin décidée, le 4 avril 1792, à fixer le sort des hommes de couleur. La province de l'Ouest s'en réjouit; et les confédérations de Saint-Marc et du Port-au Prince attestent ce qu'on aurait pu se promettre d'une telle mesure prise à temps et de bonne foi. L'assemblée du Sud en éprouva des sentiments tout opposés; et ses ennemis, pour s'en venger, insurgèrent les noirs de la Hotte qui s'établirent aux Platons, et semèrent la terreur jusque sous les murs des Cayes. Blanchelande, requis de marcher pour les soumettre, s'y prêta à regret : il dirigea trois colonnes décousues sur les Platons, où elles furent battues successivement, et forcées de rentrer en désordre aux Cayes, abandonnant deux pièces de canon et dix caissons. Dès lors tous les soupçons planèrent sur son compte, et il fut hautement accusé d'être un des instigateurs de la confédération.

L'assemblée nationale avait prescrit, avec son décret du 4 avril 1792, l'envoi de nouveaux commissaires civils, munis des pouvoirs les plus étendus, et d'une force suffisante pour les faire respecter. Six mille hommes avaient été embarqués pour Saint-Domingue; et 1,800, sous Rochambeau, pour la Martinique. Ce dernier, trouvant le drapeau blanc arboré par le gouverneur Behague, vint mouiller au Cap, où il prit momentanément la direction de toutes les forces réunies dans l'île.

Santhonax et Polverel débutèrent par faire conduire Blanchelande en France (1). L'assemblée coloniale s'était soumise au décret du 4 avril; mais,

(1) Santhonax, digne par sa farouche énergie d'être commissaire de la convention, fit beaucoup de mal à Saint-Domingue, mais il faut avouer aussi qu'il se trouva dans la plus fâcheuse position, ayant à lutter contre les violentes passions et les intérêts des colons.

sous ce ciel brûlant, les passions ou les haines s'éteignent moins encore que partout ailleurs, et des levains indestructibles fermentaient dans tous les cœurs. Cependant, les hommes de couleur avaient obtenu ce qu'ils désiraient; le parti royaliste était comprimé par les nouvelles institutions que la journée du 10 août apporta peu après; il ne restait donc, en apparence, que les noirs à soumettre.

Mais il n'en fut pas ainsi : des bruits sinistres précédèrent l'arrivée des nouveaux commissaires : on prétendit savoir, par des avis secrets, que Santhonax était partisan de la liberté des noirs; et que, non content d'assurer les droits de citoyen aux hommes nés de père et mère libres, il avait le projet de donner la liberté aux esclaves. Quoiqu'il ait pris ce parti quelques mois après, et devancé de beaucoup les mesures de la convention à ce sujet, ses défenseurs ont observé qu'il y fut en quelque sorte contraint par la force des événements : mais on ne persista pas moins à croire qu'il était arrivé avec ce désastreux système, et qu'il ne visait à rien moins qu'à chasser successivement tous les blancs de la colonie (1). La défiance s'empara de nouveau de tous les esprits : les caresses et les emplois prodigués aux hommes de couleur, amenèrent la résistance des blancs, et donnèrent bientôt lieu à des rixes sanglantes jusque dans les rues du Cap, où les partis se fusillaient sous les plus légers prétextes.

Après avoir perdu un temps précieux, et laissé ruiner les troupes dans des quartiers où le climat en moissonnait une bonne partie, les commissaires chargèrent enfin Rochambeau de faire une expédition sur Ouanaminte. Les nègres ne tinrent nulle part devant une masse si considérable. Le général revint après une course pénible et inutile, qui donna aux révoltés la mesure de leur force, puisqu'une petite armée ne suffisait pas même à les débusquer des mornes où ils cherchaient leur refuge.

Cependant Rochambeau, appelé à la Martinique par le conseil exécutif, s'était remis en route, pour se rendre au poste que l'émigration de M. de Béhague venait à l'instant même de laisser vacant. Le commandement des troupes ayant été confié au général Lavaux, soldat intrépide et infatigable, l'attaque des noirs au camp de la Tannerie fut alors résolue. Ce poste, établi dans un site du plus difficile accès, était retranché selon les règles de l'art, et d'après d'anciens plans proposés au gouverneur de l'ile; ce qui fit naître de nouveaux soupçons sur la part que les royalistes prenaient à ces insurrections. Biassous y fut forcé par l'attaque impétueuse de la vaillante jeunesse du Cap et des troupes créoles. Jean-François, presque enveloppé dans la Grande-Rivière, eut beaucoup de peine à gagner les confins de la partie espagnole. La terreur saisit tous les révoltés; et, au simple bruit d'une amnistie, 10 à 12,000 femmes noires, vinrent se soumettre. Mais plusieurs causes se réunirent, comme on le verra, pour s'opposer à une entière pacification.

Le trop célèbre Borel avait été appelé par les habitants du Port-au-Prince, pour remplacer Caradeux, qui, effrayé de l'anarchie dont il avait favorisé l'explosion, s'était réfugié aux États-Unis. L'audace de ce nouveau chef égalait son ambition : peu satisfait du rôle secondaire qu'il jouait, il fit arrêter le général Lasalle, et se saisit du commandement militaire, aussi bien que des pouvoirs civils.

Les commissaires le firent assiéger par les troupes de terre et de mer, secondées par celles des hommes de couleur aux ordres de Rigaud.

Succombant bientôt, Borel se réfugia à la Jamaïque; et la place fut soumise de nouveau au gouvernement colonial. Praloto, condamné à la déportation, fut jeté à la mer dans la traversée.

L'association de la Grande-Anse restait paisiblement soumise à ses anciennes lois; et ne voulant entendre parler ni des décrets du 4 avril, ni de la république, elle traitait avec Londres et la Jamaïque pour obtenir de l'appui. Pinchinat et Rigaud se chargèrent de la réduire; de part et d'autre on arma les esclaves, et Rigaud fut repoussé avec perte.

Tel était l'état déplorable de Saint-Domingue en 1793, quand la guerre maritime éclata. Il est aisé de juger quel en fut le premier résultat. Le

(1) Mathieu Dumas, Toulongeon et Pamphile-Lacroix, ne s'accordent pas toujours dans leur jugement sur ces commissaires et sur le mal qu'ils ont fait.

cabinet de Saint-James ne pouvait laisser échapper une occasion si favorable, d'enlever à sa rivale cette source féconde de richesse coloniale, seul gage de l'existence de sa marine. Un traité fut conclu le 25 février avec les députés des colons, se disant autorisés à placer leurs commettants sous la protection britannique; et l'amiral Gardner fit aussitôt voile avec une escadre pour lésAntilles.

Sur ces entrefaites le général Galbaud, arrivé de France pour prendre le commandement supérieur des troupes, acheva de porter le désordre au comble. Propriétaire lui-même de quelques plantations, il se laissa aller, dit-on, aux suggestions perfides de quelques créoles, qui l'excitèrent en lui persuadant que le projet des commissaires était d'en venir à l'émancipation des noirs. A cet intérêt personnel s'allia la jalousie du pouvoir. Jusqu'alors, l'autorité militaire et politique avait été constamment réunie dans les mains du gouverneur : les pouvoirs des nouveau commissaires civils, rédigés en termes impératifs, rendirent ceux-ci plus exigeants. Le général, au lieu de s'y soumettre, choqué de leur hauteur peut-être autant que de leurs prétentions, débuta d'ailleurs par des coups d'autorité qui amenèrent une rupture.

Les troupes de terre, celles de la marine, les colons embrassent différents partis suivant leurs opinions : de part et d'autre on s'exalte : Santhonax et Polverel destituent le général Galbaud, et le font embarquer pour retourner en France. Un officier de marine ayant un démêlé avec un noir, s'indigne de ce que les commissaires protégent ce dernier. Toute la flotte partage son ressentiment, un cri général s'élève contre eux. On associe à ces projets de vengeance le nom du général Galbaud; et pour la légitimer, on présente l'autorité de la métropole outragée dans sa personne. Les troupes de la marine descendent à terre, et attaquent le Cap avec la même fureur que si elles eussent été anglaises : on se massacre pendant deux jours dans les rues; l'infanterie de ligne, d'abord incertaine sur ce qu'elle doit faire, ignorant de quel côté sont les ennemis de la patrie, ne pouvant se déterminer à combattre contre des Français, se range enfin du côté des commissaires délégués par l'autorité nationale. Peu nombreuse et hors d'état de résister aux assaillants secondés d'une multitude effrénée, elle se retire avec Santhonax sur le haut Cap; Galbaud s'empare de l'arsenal confié à 200 hommes de couleur qui, au lieu de le défendre, implorent leur pardon : les commissaires sont forcés à quitter le Cap le 21 juin, et proclament, en se retirant, la liberté de tous les nègres qui s'armeront pour la république (1).

Les noirs, employés en grand nombre dans les ateliers du Cap, n'avaient point attendu cet arrêté, pour profiter des horribles dissensions éclatées parmi les Européens : se mêlant aux combattants, ils les excitent au pillage, et portent la mort ou la dévastation dans les magasins et dans la ville. Les révoltés, qui campaient en armes dans le voisinage, y sont introduits au nombre de 3,000, et la saccagent de fond en comble. Galbaud blessé, a de la peine à regagner son bord avec les restes de ses soldats de marine. Partie des habitants est massacrée; et l'autre, trop heureuse de gagner la flotte, ou les vaisseaux marchands réunis dans le port au nombre de 150. L'escadre fit d'abord voile avec ce convoi pour les États-Unis, afin d'y déposer ces malheureux, et de cingler ensuite vers la France.

Le coup décisif était donc porté, le principe de la liberté des noirs reconnu, et les soupçons élevés contre Santhonax et Polverel pleinement justifiés. Ils se flattaient peut-être que leur arrêté suffirait pour éclairer une race sauvage, dont la stupidité et l'ignorance tenaient généralement de la brute, et pour la transformer subitement en citoyens cultivateurs ou fermiers, travaillant pour un juste salaire, dociles à la république, capables de faire fleurir la colonie, et d'en augmenter la puissance par l'accroissement de la culture et de la population. C'était un rêve utopien, dont le réveil devait être marqué par le meurtre, le brigandage, l'incendie et la dévastation.

Cependant l'arrêté des commissaires civils ne

(1) Galbaud paraît avoir été le jouet d'une intrigue créole : il témoigna un regret sincère de sa faute, dont il ne prévit point les suites. Il crut, sans doute, pouvoir aisément supplanter les commissaires, accusés par tous les blancs d'être ennemis des colons, et de méditer une émancipation ruineuse.

donnant la liberté qu'aux noirs armés pour la république, c'est-à-dire aux brigands signalés depuis deux ans par mille atrocités, laissait encore dans l'esclavage la classe plus intéressante des hommes restés fidèles à leurs maîtres au milieu de cette effroyable subversion : mais qu'importait à Santhonax, digne missionnaire de la Montagne, il ne lui fallait que des satellites pour l'exécution de ses desseins; et ceux dont il s'entoura à la suite de ses mesures, surpassaient en crimes les plus féroces agents des comités révolutionnaires. Le sort qui attendait la colonie dans de semblables conjonctures, n'était plus un problème.

Les colons de la partie du Sud, pour éviter un traitement pareil, envoyèrent à la Jamaïque réclamer les secours promis par l'Angleterre. Le commodore Ford et le général Williamson descendirent au mois de septembre à Jérémie, où ils furent reçus à bras ouverts, et s'emparèrent immédiatement après du môle Saint-Nicolas, fort et mouillage important par sa situation centrale entre le Cap et le Port-au-Prince, dont il rendait les communications directes très-difficiles, et gênait même celles par mer. Cette place, surnommée d'ailleurs le Gibraltar de Saint-Domingue, armée de 200 pièces de canon, était le point militaire le plus important des Antilles.

L'amiral Gardner ne fut pas si heureux devant la Martinique. Cette île avait cependant éprouvé, à peu de chose près, les mêmes commotions que Saint-Domingue; car les mêmes intérêts s'y trouvaient aux prises. Mais Béhague qui en était gouverneur, montrant plus de haine contre les nouvelles doctrines, mit aussi plus de fermeté dans son commandement.

L'institution des gardes nationales y avait autant de partisans qu'à Saint-Domingue. Parmi les hommes opposés au régime monarchique, Dugommier, ancien officier réformé, mécontent du gouvernement dont il avait à se plaindre, et de plus, riche propriétaire dans la colonie, avait été nommé commandant de cette troupe. Des rixes produites par les débats sur les hommes de couleur, et entre les blancs royalistes ou patriotes, dégénérèrent en hostilités formelles dès 1791; et Dugommier fut bloqué dans le fort Saint-Pierre, par M. de Béhague qui avait arboré le drapeau blanc, et renvoyé en France les troupes dont il n'était pas sûr (1). Nous avons déjà vu que ce gouverneur, réfractaire aux lois de la métropole, avait forcé Rochambeau qui venait le remplacer, à continuer sa route pour Saint-Domingue.

Cependant le parti démocratique, composé des mêmes éléments qu'à Saint-Domingue, menaçait de prendre le dessus, Béhague, inquiet des suites de sa démarche, crut devoir chercher à la Barbade l'appui des forces britanniques, qu'il engagea à venir prendre possession de l'île au nom de Louis XVII, avec la même imprudence et la même ignorance des intérêts nationaux, qui poussa les Toulonnais à livrer leur flotte aux ennemis les plus irréconciliables de leur patrie.

Rochambeau, faisant voile pour retourner à la Martinique apprit en mer le départ du chef qui lui en avait d'abord fermé l'entrée, et descendit heureusement au fort de Saint-Pierre, après avoir détaché le capitaine de vaisseau Lacrosse à la Guadeloupe, pour mettre l'île à l'abri des émigrés et des Anglais. Cette circonstance fut décisive et renversa du moins pour cette année les projets des ennemis de la France.

Le général Bruce s'étant présenté devant la Martinique avec 1,200 hommes, soutenus de 800 émigrés conduits par l'imprudent gouverneur, trouva ainsi Rochambeau en position de le bien recevoir. Les assaillants descendus à la case des navires, se dirigèrent sur Saint-Pierre, espérant qu'on leur en livrerait les batteries, Les émigrés marchaient en tête : assaillis de plusieurs côtés par quelques tirailleurs embusqués, ils se prirent entre eux pour ennemis, et firent feu les uns sur les autres. Rochambeau profitant du désordre, les chargea avec quelques cavaliers, et les mit en fuite. Le commandant anglais, avare du sang de ses soldats, et craignant de les compromettre, se rembarqua avec précipitation (2). Le mauvais succès

(1) Dugommier eut le même sort; et ce fut à son retour qu'il commanda l'armée chargée de soumettre Toulon.

(2) Rapport de Bruce lui-même. Rochambeau, au contraire, assure avoir repoussé et maltraité les Anglais.

de cette attaque épargna à la colonie les horreurs de la guerre civile qu'un insensé y avait allumée.

La coïncidence des efforts de Béhague avec les desseins qu'on imputait à Saint-Domingue au parti des pompons blancs, a donné quelque probabilité à l'existence d'un plan, aussi ridicule dans son but que malheureux dans ses résultats : celui d'établir une scission entre la France et les colonies, pour assouvir la vengeance d'un parti. La contre-révolution ne pouvait venir de Saint-Domingue à Paris, lorsque 400,000 coalisés ne réussissaient pas à l'opérer en Europe : et les hommes qui, à deux mille lieues de la métropole, arborent des couleurs étrangères, sont toujours imprudents ou coupables. Si le drapeau blanc, ramenant l'union dans les colonies, eût été en même temps respecté par les Anglais, on pourrait regretter à la vérité qu'il n'eût pas été arboré; puisqu'à là paix, il eût rendu ces belles possessions à la France. Mais nous sommes loin de penser que la couleur d'un pavillon eût calmé les passions, et satisfait tous les intérêts; et il était moins probable encore, que l'Angleterre se fût contentée d'un arrangement si contraire à ses espérances. D'ailleurs, la paix de 1814 n'était guère à prévoir en 1792 : et, à cette époque, le drapeau blanc ne paraissait que le signe de ralliement d'une faible minorité, et la preuve d'une scission déplorable entre les Antilles et les ports français.

L'île de Tabago, moins importante et défendue par quelques milices seulement, avait été occupée, sans coup férir, par l'amiral Laforey et le général Cuyler.

Une faible tentative sur le poste de Gorée, si important, comme relâche dans le voyage de l'Inde, et comme point militaire couvrant la côte du Sénégal, n'avait abouti à rien.

Le cabinet de Saint-James, informé du mauvais succès de l'amiral Gardner contre la Martinique, ordonna aussitôt les préparatifs d'une expédition plus considérable. L'amiral Jervis dut porter le général Grey, avec une division de 7 à 8,000 hommes : et ces armements, poussés de concert avec ceux de lord Moira contre les côtes de Bretagne; de Macbridge contre Dunkerque; de Hood contre Toulon et la Corse; enfin, de la grande flotte de la Manche sous lord Howe, attestent les efforts et l'activité du ministère anglais pour mettre à profit les avantages inouïs que lui offraient ses propres ennemis.

Telles furent les vicissitudes de la fortune, dans cette campagne à jamais célèbre de 1793, qui présente aux méditations d'un général et d'un homme d'État, des combinaisons d'un ordre supérieur et d'utiles leçons. Les militaires se convaincront par les écarts de Dumouriez, qu'il n'est point de succès durables à la guerre, quand on en viole les principes.

Les hommes d'État apprendront, par le singulier rôle des coalisés depuis le mois d'avril jusqu'à la fin d'octobre, que dans les guerres d'opinion, il faut aller rapidement au but dès qu'on en trouve l'occasion.

La troisième époque de cette campagne fut le véritable réveil du lion : les fonctionnaires appelés à diriger les peuples, y puiseront des exemples de combinaisons à suivre, et d'excès à éviter.

Nous avons assez souvent fixé l'attention du lecteur sur ce que les fureurs du comité de salut public eurent d'odieux, et sur ce qu'elles enfantèrent de sublime. Si l'énergie appliquée à des mesures pour la défense de la patrie, peut jamais devenir criminelle, il faut convenir qu'un tel crime a encore quelque chose capable d'en atténuer l'odieux, et que son motif commande même une sorte de respect à la postérité.

Les représentants du peuple près les armées, toujours plus exagérés qu'habiles, furent souvent la cause de sanglants revers; mais on est forcé d'avouer aussi, que des troupes désorganisées et mal disposées se soutinrent uniquement par l'exaltation de ces commissaires, et par l'énergie qu'ils imprimèrent à tous les rouages de l'administration. Sans leur présence, l'intervalle du mois d'avril au mois de novembre eût été signalé par de plus grands désastres. Les levées qu'ils opérèrent, ne donnèrent pas immédiatement aux armées la supériorité qu'ils s'en promettaient; mais elles remplirent les vides, imposèrent à l'ennemi, et préparèrent d'immenses moyens pour la campagne suivante.

Puisque dans les grands périls, une nation généreuse doit tout sacrifier pour sauver son honneur et

son indépendance, et que les peuples trouvent rarement la prospérité sous le joug étranger, le rapport de Barrère et les décrets du 23 août seront, à part leur exagération, des monuments de gloire pour la république. Un gouvernement fort et vigoureux, ôtant de ces mesures les odieux moyens d'exécution dont elles furent accompagnées, trouvera le juste milieu entre les devoirs de l'homme public et ceux des citoyens : et, il faut le dire, ce fut en suivant les exemples du comité de salut public, mais sans imiter ses folies, que les peuples européens parvinrent de nos jours, à renverser le colosse qui menaçait de les écraser.

On a ainsi reconnu en principe, que, s'il est indispensable qu'un gouvernement ait des armées permanentes pour la garde de ses frontières, et pour les guerres extérieures que de sages et utiles alliances peuvent le forcer à entreprendre, il n'importe pas moins qu'il habitue la nation à regarder comme le plus saint des devoirs, de ne jamais laisser impunément envahir ses provinces. De bonnes institutions militaires, préparées à l'avance, et un esprit public entretenu, excité même par toutes les ressources que l'administration tient en ses mains, dispenseront un grand peuple d'avoir recours aux lois et aux armées révolutionnaires pour sauver ses pénates, et seront les plus sûrs garants de son indépendance et de sa dignité.

Si l'esprit humain pouvait rétrograder, et qu'il y eût moyen d'oublier ce qui s'est passé depuis un siècle, on serait tenté de regretter ce temps où les petites armées de Turenne et de Gustave-Adolphe, balançaient les destins de l'Europe, et il serait à souhaiter de voir les forces de toutes les puissances réduites aux ressources régulières du recrutement volontaire; l'humanité y gagnerait, le sang ne coulerait plus à si grands flots; les nations ne seraient pas moissonnées par le fer et dévastées par le feu. Mais puisqu'il est vrai que le peuple qui organisera le mieux ses levées nationales deviendra menaçant pour ses voisins, quel sera le gouvernement assez faible et assez insouciant pour y renoncer, quand il se verra entouré de rivaux jaloux et prêts à fondre sur ses provinces? Un nouveau droit public, garanti par toute l'Europe, et religieusement observé par les cabinets, serait le seul moyen d'atteindre un but si louable : nous laissons aux arbitres des nations, le soin de décider à quel point la chose est possible, et nous allons passer au récit des opérations offensives qui portèrent les armées françaises jusqu'aux rives de l'Èbre, de la Bormida, du Waal et de l'Yssel.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

DU LIVRE V.

SECONDE PÉRIODE DE 1793.

N° 9.

Décret concernant l'acte de navigation.

Du 21 septembre 1793.

La convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de salut public, décrète :

Art. Ier. Les traités de navigation et de commerce existants entre la France et les puissances avec lesquelles elle est en paix, seront exécutés selon leur forme et teneur, sans qu'il y soit apporté aucun changement par le présent décret.

II. Après le 1er janvier 1794, aucun bâtiment ne sera réputé français, n'aura droit aux priviléges des bâtiments français, s'il n'a pas été construit en France ou dans les colonies et autres possessions de France, ou déclaré de bonne prise faite sur l'ennemi, ou confisqué pour contravention aux lois de la république ; enfin s'il n'appartient pas entièrement à des Français, et si les officiers et trois quarts de l'équipage ne sont pas français.

III. Aucunes denrées, productions ou marchandises étrangères, ne pourront être importées en France, dans les colonies et possessions de France, que *directement* par des bâtiments français, ou appartenant aux habitants du pays des crû, produit ou manufactures, ou des ports ordinaires de vente et première exportation ; les officiers et trois quarts des équipages étrangers étant du pays dont le bâtiment porte le pavillon : le tout sous peine de confiscation des bâtiments et cargaisons, et de trois mille livres d'amende, solidairement et par corps, contre les propriétaires, consignataires et agents des bâtiments et cargaisons, capitaines et lieutenants.

IV. Les bâtiments étrangers ne pourront transporter, d'un port français à un autre port français, aucunes denrées, productions ou marchandises des crû, produit et manufactures de France, colonies ou possessions de France, sous les peines portées par l'art. III.

V. Le tarif des douanes nationales sera fait et combiné avec l'acte de navigation et le décret qui abolit les douanes entre la France et les colonies.

VI. Le présent décret sera sans délai proclamé solennellement dans tous les ports et villes de commerce de la république, et notifié, par le ministre des affaires étrangères, aux puissances avec lesquelles la nation française est en paix.

N° 10.

Arrêté du comité de salut public sur les opérations à entreprendre par l'armée du Nord, afin d'expulser les coalisés du territoire français.

Du 1er brumaire an II (22 octobre 1793).

Les représentants du peuple composant le comité de salut public, considérant combien il est essentiel de profiter de la victoire qui vient d'être remportée par l'armée du Nord, et de l'abattement qu'elle a dû jeter parmi les coalisés ;

Considérant que renvoyer à la campagne pro-

chaine leur expulsion, c'est terminer celle-ci d'une manière désavantageuse, leur laisser les moyens de commencer la suivante et prolonger les malheurs de la guerre;

Que le seul moyen d'imprimer une énergie nouvelle à l'esprit public, comme de jeter le découragement chez les ennemis, est de leur ôter tout espoir de succès pour la suite; et de les ramener au même point où ils étaient en commençant;

Considérant qu'il est impossible à un peuple libre de consentir à aucune trêve, ou à prendre aucun repos tant que son ennemi occupe une portion quelconque de son territoire; que les raisons de politique et d'économie exigent que nous vivions à ses dépens, et qu'enfin la saison est trop avancée pour qu'une défaite même, en supposant qu'elle eût lieu, pût compromettre le salut de la frontière, arrêtent ce qui suit.

Art. Ier Le général en chef de l'armée combinée du Nord et des Ardennes, réunira toutes les forces qui sont à sa disposition pour frapper un coup décisif et chasser entièrement dans cette campagne l'ennemi du territoire de la république.

II. A cet effet il passera la Sambre, soit au-dessus soit au-dessous de Maubeuge, soit à Maubeuge même : il cernera l'ennemi, il l'enveloppera, il l'enfermera dans la portion du territoire qu'il a envahi, lui coupera les communications avec son propre pays, et le séparera de ses magasins qu'il brûlera s'il ne peut s'en emparer.

III. Néanmoins l'armé française ne s'engagera qu'avec prudence en terre étrangère; elle côtoyera les frontières le plus près que faire se pourra, et maintiendra toujours ses communications assurées avec les places. Elle engagera une affaire générale aussitôt que l'occasion s'offrira de combattre avec avantage et de mettre l'armée ennemie en déroute complète.

IV. Le général fera son possible pour tromper l'ennemi sur ses projets, il lui persuadera qu'il a des forces immenses; il pourra tenter un coup de main sur Namur, et s'il ne peut prendre cette forteresse, il tâchera du moins d'isoler le château, en coupant le pont qui communique en pays ennemi; il tâchera également d'enlever le Quesnoy, soit par surprise, soit en le faisant sommer s'il est instruit que la garnison est faible.

V. Le général tiendra ses forces en masse et donnera à l'ennemi de la jalousie sur plusieurs points pour l'engager à diviser les siennes; il tirera des garnisons tout ce qui n'est pas strictement et rigoureusement nécessaire à leur sûreté, en remplaçant les vieilles troupes par celles de la réquisition.

VI. En même temps qu'une division de l'armée agira ainsi du côté de Mons, l'autre pressera l'ennemi du côté de Cysoing, Maulde et Tournay, et tâchera d'opérer sa jonction avec la première, soit en enveloppant Mons et Tournay, soit en passant entre ces villes et la frontière.

Signé au registre, Carnot, Collot-d'Herbois, Hérault, Robespierre, C. A. Prieur, Barrère et Billaud-Varennes.

N° 11.

Décret relatif à la formation d'une armée révolutionnaire.

Du 5 septembre 1793.

La convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de salut public, décrète :

Art. Ier. Il y aura à Paris une force armée, soldée par le trésor public, composée de 6,000 hommes et 1,200 canonniers, destinée à comprimer les contre-révolutionnaires; à exécuter, partout où besoin sera, les lois révolutionnaires et les mesures de salut public qui seront décrétées par la convention nationale, et à protéger les subsistances.

II. Cette force armée sera organisée dans le jour, selon le mode prescrit par la loi.

La municipalité de Paris et le commandant général se concerteront sur-le-champ avec deux membres du comité de salut public pour la formation de cette force.

III. La solde de cette force révolutionnaire sera la même que celle de la gendarmerie nationale de Paris.

N° 12.

Décret qui ordonne l'arrestation des personnes suspectes.

Du 17 septembre 1793.

La convention nationale, après avoir entendu le

rapport de son comité de législation, sur le mode d'exécution de son décret du 12 août dernier, décrète ce qui suit :

Art. Ier. Immédiatement après la publication du présent décret; tous les gens suspects qui se trouvent dans le territoire de la république, et qui sont encore en liberté, seront mis en état d'arrestation.

II. Sont réputés gens suspects, 1° ceux qui, soit par leur conduite, soit par leurs relations, soit par leurs propos ou leurs écrits, se sont montrés partisans de la tyrannie ou du fédéralisme, et ennemis de la liberté; 2° ceux qui ne pourront pas justifier, de la manière prescrite par la loi du 21 mars dernier, de leurs moyens d'exister, et de l'acquit de leurs devoirs civiques; 3° ceux à qui il a été refusé des certificats de civisme; 4° les fonctionnaires publics suspendus ou destitués de leurs fonctions par la convention nationale, ou par ses commissaires, et non réintégrés, notamment ceux qui ont été ou doivent être destitués en vertu de la loi du 14 août dernier; 5° ceux des ci-devant nobles, ensemble les maris, les femmes, les pères, mères, fils ou filles, frères ou sœurs et agents d'émigrés, qui n'ont pas constamment manifesté leur attachement à la révolution; 6° ceux qui ont émigré dans l'intervalle du 1er juillet 1789 à la publication de la loi du 8 avril 1792, quoiqu'ils soient rentrés en France dans le délai fixé par cette loi ou précédemment.

III. Les comités de surveillance établis d'après la loi du 21 mars dernier, ou ceux qui leur ont été substitués, soit par les arrêtés des représentants du peuple envoyés près les armées et dans les départements, soit en vertu des décrets particuliers de la convention nationale, sont chargés de dresser, chacun dans son arrondissement, la liste des gens suspects, de décerner contre eux des mandats d'arrêt, et de faire apposer les scellés sur leurs papiers. Les commandants de la force publique, à qui seront remis ces mandats, seront tenus de les mettre à exécution sur-le-champ sous peine de destitution.

IV. Les membres du comité ne pourront ordonner l'arrestation d'aucun individu sans être au nombre de sept, et qu'à la majorité absolue des voix.

V. Les individus arrêtés comme suspects, seront d'abord conduits dans les maisons d'arrêt du lieu de leur détention : à défaut de maison d'arrêt, ils seront gardés à vue dans leurs demeures respectives.

VI. Dans la huitaine suivante, ils seront transférés dans les bâtiments nationaux que les administrations de département seront tenues, aussitôt après la réception du présent décret, de désigner et faire préparer à cet effet.

VII. Les détenus pourront faire transporter dans ces bâtiments les meubles qui leur seront d'une absolue nécessité : ils y resteront gardés jusqu'à la paix.

VIII. Les frais de garde seront à la charge des détenus, et seront répartis entre eux également : cette garde sera confiée de préférence aux pères de famille, et aux parents des citoyens qui sont ou marcheront aux frontières. Le salaire en est fixé, par chaque homme de garde, à la valeur d'une journée et demie de travail.

IX. Les comités de surveillance enverront sans délai au comité de sûreté général de la convention nationale, l'état des personnes qu'ils auront fait arrêter, avec les motifs de leur arrestation, et les papiers qu'ils auront saisis sur elles.

X. Les tribunaux civils et criminels pourront, s'il y a lieu, faire retenir en état d'arrestation, comme gens suspects, et envoyer dans les maisons de détention ci-dessus énoncées, les prévenus de délits à l'égard desquels il serait déclaré n'y avoir pas lieu à accusation, ou qui seraient acquittés des accusations portées contre eux.

N° 13.

Mémoire envoyé par le duc de Brunswick au roi de Prusse, sur la cause des revers de la coalition.

D'Oppenheim, le 6 janvier 1794.

Les motifs, sire, qui me forcent à demander mon rappel de l'armée, sont fondés sur l'expérience malheureuse que j'ai faite, que le manque d'ensemble, la méfiance, l'égoïsme et l'esprit de cabale a détruit durant deux campagnes de suite, toutes les mesures prises, et fait échouer les projets concertés des armées combinées.

Accablé du malheur d'être enveloppé dans les fautes d'autrui ; dans la situation très-fâcheuse où je me trouve, je sens vivement que le monde juge les militaires d'après les succès, sans en examiner la cause.

La levée du blocus de Landau fera époque dans l'histoire de cette malheureuse guerre, et j'ai la douleur d'être cruellement compromis ; je ne m'aveugle pas pour me faire illusion, que j'échapperai à la critique, je sens au contraire qu'elle tombera sur moi, et que l'innocent sera confondu avec le coupable.

Malgré toutes ces adversités, je ne me serais point laissé aller à mettre à vos pieds, sire, mon désir pour quitter une carrière qui a fait la principale occupation de mes jours ; mais, quand on a perdu ses peines, son travail, ses efforts ; quand, à Mayence près, les fruits de toute la campagne sont perdus, et qu'il n'y a aucun espoir qu'une troisième campagne offrira des résultats plus avantageux : quel parti reste-t-il à prendre à l'homme le plus zélé et le plus attaché à Votre Majesté et à sa cause, que celui d'éviter de nouveaux malheurs ?

Les mêmes raisons diviseront les puissances coalisées qui les ont divisées jusqu'ici : les mouvements des armées souffriront comme ils en ont souffert ; leur marche en sera ralentie, embarrassée, et le retard du rétablissement de l'armée prussienne, politiquement nécessaire peut-être, deviendra la cause, d'un autre côté, d'une suite de malheurs pour la campagne prochaine, dont les conséquences sont incalculables.

Ce n'est point la guerre qui me répugne, ce n'est point elle que je cherche à éviter ; mais c'est le déshonneur que je redoute, dans une position où les fautes des autres généraux tombent et retourneront toutes sur moi ; et où je ne pourrais jamais agir, ni d'après mes principes, ni d'après mes propres vues.

Votre majesté se rappellera peut-être ce que j'ai eu l'honneur de lui représenter le jour de son départ d'Eschweiler. J'ai prévu mes embarras, mes peines et mes malheurs ; j'ai employé tous mes efforts à remédier aux inconvénients : malheureusement pour moi, l'effet en a prouvé l'insuffisance.

Ce n'est donc que la persuasion intime que j'ai de l'impossibilité d'opérer le bien, qui me dicte la démarche de supplier très-humblement Votre Majesté de me nommer un successeur le plus tôt possible. Cette démarche, très-affligeante pour moi, est cependant une suite des tristes réflexions que j'ai faites sur mon sort. La prudence exige ma retraite, et l'honneur la conseille. Lorsqu'une grande nation, telle que la nation française, est conduite aux grandes actions par la terreur des supplices et l'enthousiasme, une même volonté, le même principe devrait présider la démarche des puissances coalisées ; mais lorsque au lieu de cela, chaque armée agit seule pour elle-même, sans aucun plan fixe, sans unité, sans principe et sans méthode, les résultats en sont tels que nous les avons vus à Dunkerque, à la levée du blocus de Maubeuge, au sac de Lyon, à la destruction de Toulon et à la levée du blocus de Landau.

Veuille le ciel préserver surtout Votre Majesté et ses armées de plus grands malheurs ; mais tout est à craindre, si la confiance, l'harmonie, l'unité de principes et d'action ne prennent la place des sentiments opposés, qui, depuis deux ans, sont la cause de tous nos malheurs.

Mes vœux accompagneront sans cesse toutes les démarches de Votre Majesté ; et votre gloire, sire, fera mon bonheur.

Signé Charles, duc de Brunswick.

N° 14.

Extrait du rapport fait à la convention nationale, au nom du comité de salut public, par le citoyen Robespierre, membre de ce comité, sur la situation politique de la république, le 27 *brumaire* (17 *novembre* 1793) (1).

Nous appelons aujourd'hui l'attention de la convention nationale sur les plus grands intérêts de la patrie : nous venons remettre sous vos yeux la situation de la république à l'égard des diverses

(1) Ce discours, malgré la logique révolutionnaire du dictateur, [illegible] ve à chaque ligne, avait été, dit-on, préparé par un chef de bureau des affaires étrangères.

puissances de la terre, et surtout à l'égard des peuples que la nature et la raison attachent à notre cause; mais que l'intrigue et la perfidie cherchent à ranger au nombre de nos ennemis.

Au sortir du chaos, où les trahisons d'une cour criminelle et le règne des factions avaient plongé le gouvernement, il faut que les législateurs du peuple français fixent les principes de leur politique envers les amis et les ennemis de la république; il faut qu'ils déploient, aux yeux de l'univers, le véritable caractère de la nation qu'ils ont la gloire de représenter. Il faut apprendre aux imbéciles qui l'ignorent, aux traîtres qui feignent d'en douter, que la république française existe; qu'il n'y a de précaire dans le monde que le triomphe du crime, et la durée du despotisme. Il faut que nos alliés se confient à notre sagesse et à notre fortune, autant que les tyrans armés contre nous redoutent notre courage et notre puissance.

La révolution française a imprimé une secousse au monde : les élans d'un grand peuple vers la liberté devaient déplaire aux rois qui l'entourent. Mais il y avait loin de cette disposition secrète, à la résolution périlleuse de déclarer la guerre au peuple français, et surtout à la ligue monstreuse de tant de puissances essentiellement divisées d'intérêts.

Pour les réunir, il fallait la politique de deux cours dont l'influence dominait toutes les autres : pour les enhardir, il fallait l'alliance du roi même des Français, et les trahisons de toutes les factions, qui le caressent et le menaçent tour à tour, pour régner sous son nom, ou pour élever un étranger sur les débris de sa puissance.

Les temps qui devaient enfanter le plus grand des prodiges de la raison, devaient aussi être souillés par les derniers excès de la corruption humaine. Les crimes accélérèrent les progrès de la liberté, et les progrès de la liberté ont multiplié les crimes de la tyrannie, en redoublant ses alarmes et ses fureurs. Il y a eu entre le peuple et ses ennemis une lutte dont la violence progressive a opéré en peu d'années l'ouvrage de plusieurs siècles.

Il est connu aujourd'hui de tout le monde, que la politique du cabinet de Londres contribua beaucoup à donner le premier branle à notre révolution. Le projet de Pitt était vaste : il voulait, au milieu des plaies publiques, conduire la France épuisée et démembrée à un changement de dynastie, et placer le duc d'York sur le trône de Louis XVI. Ce projet devait être favorisé par les intrigues et par la puissance de la maison d'Orléans, dont le chef, ennemi de la cour de France, était depuis longtemps étroitement lié avec celle d'Angleterre. Content des honneurs de la vengeance et du titre de beau-père de roi, l'insouciant Philippe aurait facilement consenti à finir sa carrière au sein du repos et de la volupté. L'exécution de ce plan devait assurer à l'Angleterre les trois grands objets de son ambition ou de sa jalousie : Toulon, Dunkerque et nos colonies. Maître à la fois de ces importantes possessions, maître de la mer et de la France, le gouvernement anglais aurait bientôt forcé l'Amérique à rentrer sous la domination de Georges. Il est à remarquer que Pitt a conduit de front, en France, et dans les États-Unis, deux intrigues pareilles, qui tendaient au même but : tandis qu'il cherchait à séparer le midi de la France, du nord, il conspirait pour détacher les provinces méridionales de l'Amérique, des autres provinces; et, comme on s'efforce encore aujourd'hui de fédéraliser notre république, on travaille à Philadelphie à rompre les liens de la confédération, qui unissent les différentes portions de la république américaine.

Ce plan était hardi : mais le génie consiste moins à former des plans hardis, qu'à calculer les moyens qu'on a de les exécuter. L'homme le moins propre à deviner le caractère et les ressources d'un grand peuple, est peut-être celui qui est le plus habile dans l'art de corrompre un parlement. Qui peut moins apprécier les prodiges qu'enfante l'amour de la liberté, que l'homme vil, dont le métier fut de mettre en jeu tous les vices des esclaves? Semblable à un enfant dont la main débile est blessée par une arme terrible qu'elle a l'imprudence de toucher, Pitt voulut jouer avec le peuple français, et il a été foudroyé.

Pitt s'est grossièrement trompé sur notre révolution; comme Louis XVI et les aristocrates français, abusés par leur mépris pour le peuple, mépris fondé uniquement sur la conscience de leur propre bassesse; trop immoral pour croire aux vertus républicaines, trop peu philosophe pour faire un pas vers l'avenir, le ministre de Georges

fut vaincu par son siècle : le siècle s'élançait vers la liberté ; et Pitt voulait le faire rétrograder vers la barbarie et vers le despotisme ; aussi, l'ensemble des événements a trahi jusqu'ici ses rêves ambitieux ; il a vu briser tour à tour, par la force populaire, les divers instruments dont il s'est servi : il a vu disparaître Necker, d'Orléans, Lafayette, Lameth, Dumouriez, Custine, Brissot et tous les pygmées de la Gironde. Le peuple français s'est dégagé, jusqu'ici, des fils de ses intrigues, comme Herculė d'une toile d'araignée.

Voyez, comme chaque crise de notre révolution l'entraîne toujours au delà du point où il voulait s'arrêter : voyez avec quels pénibles efforts il cherche à faire reculer la raison publique, et à arrêter la marche de la révolution ; voyez, ensuite, quels crimes prodigués pour l'étouffer ! A la fin de 1792, il croyait préparer insensiblement la chute du roi Capet, en conservant le trône pour le fils de son maître. Mais le 10 août a lui ; et la république est fondée. C'est en vain que, pour l'étouffer dans son berceau, la faction girondine et tous les lâches émissaires des tyrans étrangers appellent de toutes parts les serpents de la calomnie, le démon de la guerre civile, l'hydre du fédéralisme, le monstre de l'aristocratie. Le 31 mai, le peuple se lève, et les traîtres ont vécu. La convention se montre aussi juste que le peuple; aussi grande que sa mission. Un nouveau pacte social est proclamé, cimenté par le vœu unanime des Français. Le génie de la liberté plane, d'une aile rapide, sur la surface de cet empire, en rapproche toutes les parties prêtes à se dissoudre, et le raffermit sur ses vastes fondements.

Mais ce qui prouve à quel point le principal ministre de Georges III manque de génie, en dépit de l'attention dont nous l'avons honoré, c'est le système entier de son administration. Il a voulu allier deux choses évidemment contradictoires ; l'extension sans bornes de la prérogative royale, c'est-à-dire, le despotisme, avec l'accroissement de la prospérité commerciale de l'Angleterre ; comme si le despotisme n'était pas le fléau du commerce; comme si un peuple qui a eu quelque idée de la liberté, pouvait descendre à la servitude sans perdre l'énergie qui seule peut être la source de ses succès. Pitt n'est pas moins coupable envers l'Angleterre dont il a mille fois violé la constitution, qu'envers la France. Le projet même de placer un prince anglais sur le trône des Bourbons, était un attentat contre la liberté de son pays. Un roi d'Angleterre, dont la famille régnerait en France et en Hanovre, tiendrait dans ses mains tous les moyens de l'asservir. Comment, chez une nation qui a craint de remettre une armée entre les mains de son roi ; chez qui on a si souvent agité la question, si le peuple anglais devait souffrir qu'il réunît la puissance et le titre de duc de Hanovre : comment, chez un tel peuple, peut-on tolérer un ministre qui ruine sa patrie, pour donner des couronnes à son maître ? Au reste, je n'ai plus besoin d'observer que le cours des événements imprévus de notre révolution a dû nécessairement le forcer de faire, selon les circonstances, beaucoup d'amendements à ses premiers plans ; multiplier ses embarras, et par conséquent ses noirceurs. Il ne serait plus même étonnant que celui qui voulut donner un roi à la France, fût réduit aujourd'hui à épuiser ses dernières ressources pour conserver le sien, ou même pour sauver sa tête.

Dès l'année 1791, la faction anglaise et tous les ennemis de la liberté s'étaient aperçus qu'il existait en France un parti républicain, qui ne transigerait pas avec la tyrannie. Ce parti était le peuple. Les assassinats partiels tels que ceux du Champ de Mars et de Nancy, leur paraissaient insuffisants pour le détruire ; ils résolurent de lui donner la guerre : de là, la monstrueuse alliance de l'Autriche et de la Prusse ; et, ensuite, la ligue de toutes les puissances armées contre nous. Il serait absurde d'attribuer principalement ce phénomène à l'influence des émigrés, qui fatiguèrent longtemps toutes les cours de leurs clameurs impuissantes, et au crédit de la cour de France : il fut l'ouvrage de la politique étrangère, soutenue du pouvoir des factieux qui gouvernaient la France.

Pour engager les rois dans cette téméraire entreprise, il ne suffisait pas d'avoir cherché à leur persuader que, hors un petit nombre de républicains, toute la nation haïssait en secret le nouveau régime, et les attendait comme des libérateurs : il ne suffisait pas de leur avoir garanti la trahison de tous ceux qui tenaient les rênes, ou qui commandaient nos armées ; pour justifier cette odieuse en-

treprise aux yeux de leurs sujets épuisés, il fallait leur épargner jusqu'à l'embarras de nous déclarer la guerre. Quand ils furent prêts, la faction dominante la leur déclara à eux-mêmes. Vous vous rappelez avec quelle astuce profonde elle sut intéresser au succès de ses perfides projets, le courage des Français et l'enthousiasme civique des sociétés populaires. Vous savez avec quelle impudence machiavélique, ceux qui laissaient nos gardes nationales sans armes, nos places fortes sans munitions, nos armées entre les mains des traîtres, nous excitaient à aller planter l'étendard tricolore jusque sur les bornes du monde. Déclamateurs perfides, ils insultaient aux tyrans, pour les servir : d'un seul trait de plume, ils renversaient tous les trônes, et ajoutaient à l'Europe, l'empire français : moyen sûr d'assurer le succès des intrigues de nos ennemis, dans le moment où tous les gouvernements venaient de se déclarer contre nous.

Les partisans sincères de la république avaient d'autres pensées. Avant de briser les chaînes de l'univers, ils voulaient assurer la liberté de leur pays. Avant de porter la guerre chez les despotes étrangers, ils voulaient la faire au tyran qui les trahissait ; convaincus d'ailleurs qu'un roi était un mauvais guide, pour conduire un peuple à la conquête de la liberté universelle ; et que c'est à la puissance de la raison, non à la force des armes, de propager les principes de notre glorieuse révolution.

Les amis de la liberté cherchèrent de tout temps les moyens les plus sûrs de la faire triompher. Les agents de nos ennemis ne l'embrassèrent que pour l'assassiner ; tour à tour extravagants ou modestes ; prêchant la faiblesse et le sommeil, où il fallait de la vigilance et du courage ; la témérité et l'exagération, où il s'agit de prudence et de circonspection. Ceux qui, à la fin de 1791, voulaient briser tous les sceptres du monde, sont les mêmes qui, au mois d'août, voulaient parer le coup qui fit tomber celui du tyran. Le char de la révolution roule sur un terrain inégal : ils ont voulu l'enrayer dans les chemins faciles, et le précipiter avec violence dans les routes périlleuses ; ils cherchent à le briser contre le but.

Tel est le caractère des faux patriotes ; telle est la mission des émissaires stipendiés par les cours étrangères. Peuple ! tu pourras les distinguer à ces traits.

Voilà les hommes qui, naguère encore, réglaient les relations de la France avec les autres nations. Reprenons le fil de leurs machinations.

Le moment est arrivé, où le gouvernement britannique, après nous avoir suscité tant d'ennemis, avait résolu d'entrer lui-même ouvertement dans la ligue. Mais le vœu national et le parti de l'opposition contrariaient ce projet du ministère. Brissot la fit déclarer : on la déclara en même temps à la Hollande : on la déclara peu de temps après à l'Espagne, parce que nous n'étions nullement préparés à combattre ce nouvel ennemi, que la flotte était prête pour se joindre à la flotte anglaise.

Avec quelle lâche hypocrisie les traîtres faisaient valoir de prétendues insultes à nos envoyés, concertées d'avance entre eux et les puissances étrangères ! Avec quelle indécence ils invoquaient la dignité de la nation dont ils se jouaient insolemment !

Les lâches ! Ils avaient sauvé le despote prussien et son armée ; ils avaient engraissé la Belgique du plus pur sang des Français : ils parlaient naguère de municipaliser l'Europe : et ils repoussaient les malheureux Belges dans les bras de leurs tyrans : ils avaient livré à nos ennemis nos trésors, nos magasins, nos subsistances, nos défenseurs : sûr de leur appui, et fier de tant de crimes, Dumouriez avait osé menacer la liberté jusque dans son sanctuaire........ O patrie ! quelle divinité tutélaire a donc pu t'arracher de l'abîme immense creusé pour t'engloutir, dans ces jours de crimes et de calamités, où, ligués avec tes innombrables ennemis, tes enfants ingrats plongeaient dans ton sein leurs mains parricides, et semblaient se disputer tes membres épars, pour les livrer tout sanglants aux tyrans féroces conjurés contre toi ; dans ces jours affreux, où la vertu était proscrite, la perfidie couronnée, la calomnie triomphante ; où tes ports, tes flottes ; tes armées, tes forteresses, tes administrateurs, tes municipalités, étaient vendus à tes ennemis ! Ce n'était point assez d'avoir armé les tyrans contre nous : on voulait nous vouer à la haine des nations, et rendre la révolution hideuse aux yeux de l'univers. Nos journalistes étaient à la solde des cours

étrangères, comme nos ministres et une partie de nos législateurs. Le despotisme et la trahison présentaient le peuple français à tous les peuples comme une faction éphémère et méprisable; le berceau de la république, comme le repaire du crime; l'auguste liberté était travestie en une vile prostituée. Pour comble de perfidie, les traîtres cherchaient à pousser le patriotisme même à des démarches inconsidérées, et préparaient eux-mêmes la matière de leurs calomnies. Couverts de tous les crimes, ils en accusaient la vertu qu'ils plongeaient dans les cachots; et chargeaient de leur extravagance les amis de la patrie qui en étaient les vengeurs ou les victimes. Grâces à la coalition de tous les hommes puissants et corrompus, qui remettaient à la fois dans des mains perfides tous les ressorts du gouvernement, toutes les richesses, toutes les trompettes de la renommée, tous les censeurs de l'opinion, la république française ne trouvait plus un seul défenseur dans l'Europe; et la vérité captive ne pouvait trouver une issue pour franchir les limites de la France ou les murs de Paris.

Ils se sont attachés particulièrement à mettre en opposition l'opinion de Paris avec celle du reste de la république; et celle de la république entière, avec les préjugés des nations étrangères. Il est deux moyens de tout perdre : l'un, de faire des choses mauvaises par leur nature; l'autre de faire du mal; ou, à contretemps, les choses mêmes qui sont bonnes en soi. Ils les ont employés tour à tour. Ils ont surtout manié l'arme du fanatisme, avec un art nouveau. On a cru quelquefois qu'ils voulaient le détruire; ils ne voulaient que l'armer, et repousser par les préjugés religieux, ceux qui étaient attachés à notre révolution par des principes de morale et de bonheur public.

Dumouriez, dans la Belgique, excitait les volontaires nationaux à dépouiller les églises, et à jouer avec les saints d'argent : et le traître publiait en même temps des manifestes religieux dignes du pontife de Rome, qui vouaient les Français à l'horreur des Belges et du genre humain. Ainsi, les traîtres de l'intérieur déclamaient ici contre les prêtres, et ils favorisaient la rébellion du Midi et de l'Ouest. Combien de choses le bon esprit du peuple a tournées au profit de la liberté, que les perfides émissaires de la France avaient imaginées pour la perdre!

Cependant le peuple français, seul dans l'univers, combattait pour la cause commune. Peuples alliés de la France, qu'étiez-vous devenus? N'étiez-vous que les amis du roi, et non ceux de la nation? Américains, est-ce l'automate couronné, nommé Louis XVI, qui vous aida à secouer le joug de vos oppresseurs, ou bien nos bras et nos armées? Est-ce le patrimoine d'une cour méprisable qui vous alimentait, ou bien les tributs du peuple français, et les productions de notre sol favorisé des cieux? Non, citoyens, vos alliés n'ont point abjuré les sentiments qu'ils vous doivent. Mais, s'ils ne sont point détachés de votre cause, s'ils ne sont pas rangés même au nombre de vos ennemis, ce n'est point la faute de la faction qui nous gouvernait.

Par une fatalité bien bizarre, la république se trouve encore représentée auprès d'eux, par les agents des traîtres qu'elle a punis. Le beau-frère de Brissot est le consul général de la France près les États-Unis. Un autre homme, nommé Genest, envoyé par Lebrun et par Brissot, en qualité d'agent plénipotentiaire, réside aussi à Philadelphie; il a rempli fidèlement leurs vues et leurs instructions. Il a employé les moyens les plus extraordinaires pour irriter le gouvernement américain contre nous : il a affecté de lui parler, sans aucun prétexte, avec le ton de la menace, et de lui faire des propositions également contraires aux intérêts des deux nations : il s'est efforcé de rendre nos principes suspects ou redoutables, en les outrant par les applications les plus ridicules. Par un contraste bien remarquable, tandis qu'à Paris, ceux qui l'avaient envoyé persécutaient les sociétés populaires, dénonçaient comme anarchistes les jacobins luttant avec courage contre la tyrannie, Genest se faisait chef du club en Amérique, et ne cessait de faire et provoquer des motions aussi injurieuses qu'inquiétantes pour le gouvernement. C'est ainsi que la même faction, qui en France voulait réduire tous les pauvres à la condition d'ilotes et soumettre le peuple à l'aristocratie des riches, voulait en un instant affranchir et armer les nègres pour détruire nos colonies.

Les mêmes manœuvres furent employées à la Porte, par Choiseul-Gouffier et son successeur. Qui croirait qu'on a établi des clubs français à Con-

stantinople ; que l'on y trouve des assemblées primaires ? On sent que cette opération ne pouvait être utile, ni à notre cause, ni à nos principes ; mais elle était faite pour inquiéter et pour irriter la cour ottomane. Le Turc, l'ennemi nécessaire de nos ennemis, l'utile et fidèle allié de la France, négligé par le gouvernement français, circonvenu par les intrigues du cabinet Britannique, a gardé jusqu'ici une neutralité plus funeste à ses propres intérêts, qu'à ceux de la république française. Il paraît néanmoins qu'il est prêt à se réveiller ; mais c'est le cabinet de Saint-James qui dirige le divan : il ne portera point ses forces contre l'Autriche, notre commun ennemi, qu'il lui serait si facile d'affaiblir ; mais contre la Russie, dont la puissance intacte peut devenir encore une fois l'écueil des armées ottomanes.

Il est un peuple, uni à notre cause par des liens non moins puissants : un peuple, dont la gloire est d'avoir brisé les fers des mêmes tyrans qui nous font la guerre : un peuple, dont l'alliance avec nos rois offre quelque chose de bizarre, mais dont l'union avec la France libre est aussi naturelle qu'imposante : un peuple enfin, que les Français libres peuvent estimer ; je veux parler des Suisses. La politique de nos ennemis a jusqu'ici épuisé toutes ses ressources pour les armer contre nous : l'imprudence, l'insouciance, la perfidie, ont concouru à les seconder : quelques violations de territoire, des chicanes inutiles, des injures gratuites insérées dans quelques journaux, et une intrigue très-active, dont les principaux foyers sont Genève, le mont Terrible, et certains comités ténébreux qui se tiennent à Paris, composés de banquiers, d'étrangers et d'intrigants couverts du masque du patriotisme ; tout a été mis en usage pour les déterminer à grossir la ligue de nos ennemis. La sagesse helvétique a résisté à toutes les provocations des malveillants, aux caresses perfides de l'Autriche, aux sollicitations des Français réfugiés dans ces contrées, et aux intrigues de toutes les cours confédérées. Les Suisses se sont bornés à présenter amicalement leurs réclamations au gouvernement. Le comité de salut public les a trouvées justes en général ; il s'en était occupé d'avance : il a résolu, non-seulement d'en faire cesser les causes, mais de prouver aux cantons suisses, par tous les moyens qui peuvent se concilier avec la défense de notre liberté, les sentiments de bienveillance et de fraternité dont le peuple français est animé envers les autres nations, et particulièrement envers celles que leur caractère rend dignes de son alliance.

Voulez-vous connaître d'un seul trait toute l'importance que ceux-ci mettent au succès de ces machinations, et en même temps toute la lâcheté de leurs moyens ? il suffira de vous faire part du bizarre stratagème que les Autrichiens viennent d'employer. Au moment où j'avais terminé ce rapport, le comité de salut public a reçu une note authentique, que l'Autriche avait fait remettre au gouvernement bernois.

Le gouvernement bernois, inquiet, la communiqua à notre ambassadeur en Suisse, en le priant de dissiper toutes les craintes à ce sujet. Croiriez-vous que vos ennemis ont encore trouvé le moyen d'enchérir sur un artifice aussi grossier ? Eh bien ! il faut vous dire qu'au moment où je parle, les gazettes allemandes publient dans toute l'Europe, que le comité de salut public a résolu de faire déclarer la guerre à la Suisse ; et que je suis chargé de vous faire un rapport qui tend à ce but.

Afin que vous puissiez apercevoir encore mieux la perfidie autrichienne, je vous dirai qu'il y a plus d'un mois, il avait été fait au comité une proposition qui offrait à la France un avantage infiniment précieux dans les circonstances où nous étions : il ne s'agissait, pour l'obtenir, que de faire une invasion dans un petit État enclavé dans notre territoire, et allié de la Suisse. Mais cette proposition était injuste, et contraire à la foi des traités ; nous la rejetâmes avec indignation.

Au reste, les Suisses ont évité les piéges que leur tendaient nos ennemis communs. Quoique notre cause ait des ennemis dans cette contrée, ils ont vu que les griefs dont ils auraient pu avoir à se plaindre, étaient en partie les effets des mouvements orageux, inséparables de la révolution ; en partie, ceux d'une malveillance dirigée contre la république et contre les Suisses : ils ont constamment consulté les véritables intérêts de leur patrie, et l'affection naturelle qui attache à la France le peuple des cantons.

Le comité suivra les mêmes principes avec toutes les nations amies ; nous vous proposerons

des mesures fondées sur cette base. Au reste, la seule exposition que je viens de faire de vos principes, déconcertera les trames ourdies dans l'ombre depuis longtemps. La garantie est dans les maximes raisonnables qui dirigent notre gouvernement. Tel est l'avantage d'une république puissante : la diplomatie est dans sa bonne foi : et, comme un honnête homme peut ouvrir impunément à ses concitoyens son cœur et sa maison, un peuple libre peut dévoiler aux nations toutes les bases de sa politique.

Quel que soit le résultat de ce plan de conduite, il ne peut être que favorable à notre cause : et, s'il arrivait qu'un génie ennemi de l'humanité, poussât le gouvernement de quelque nation neutre dans le parti de nos ennemis communs, il trahirait le peuple qu'il régit, sans servir les tyrans : du moins, il se perdrait. Nous serons plus forts contre lui, de sa propre bassesse et de notre loyauté; car la justice est une grande partie de la puissance.

Mais il importe, dès ce moment, d'embrasser d'une seule vue le tableau de l'Europe : il faut nous donner ici le spectacle du monde politique, qui s'agite autour de nous, et à cause de nous.

Dès le moment où on forma le projet d'une ligue contre la France, on songea à intéresser les diverses puissances, par un projet de partage de cette belle contrée. L'existence de ce plan est attestée aujourd'hui, non-seulement par les événements, mais par des pièces authentiques. A l'époque où le comité de salut public fut formé, un plan d'attaque et de démembrement de la France, arrêté par le cabinet britannique, fut communiqué aux membres qui le composaient alors. On y fit peu d'attention dans ce temps-là, parce qu'il paraissait peu vraisemblable, et que la défiance pour ces sortes de confidences est assez naturelle. Les faits, depuis cette époque, l'ont vérifié chaque jour. L'Angleterre ne s'était pas oubliée dans ce partage : elle devait avoir Dunkerque, Toulon, les colonies; sans compter la chance de la couronne pour le duc d'York, à laquelle on ne renonçait pas, mais dont on sacrifiait les portions qui devaient former le lot des autres puissances. Il n'était pas difficile de faire entrer dans la ligue le stathouder de Hollande, qui, comme on sait, est moins le prince des Bataves que le sujet de sa femme, et par conséquent de la cour de Berlin.

Quant au phénomène politique de l'alliance du roi de Prusse avec le chef de la maison d'Autriche, nous l'avons déjà expliqué. Comme deux brigands qui se battent pour partager les dépouilles d'un voyageur qu'ils ont assassiné, oublient leur querelle pour courir ensemble à une nouvelle proie; ainsi le monarque de Vienne et celui de Berlin suspendirent leurs anciens différends pour tomber sur la France, et pour dévorer la république naissante. Cependant, le concert apparent de ces deux puissances, cache une division réelle.

Mais l'Autriche est ici la dupe de la Prusse, dont le cabinet est actuellement dirigé par la Russie, quoique ce fait ne soit pas connu de tout le monde.

La maison d'Autriche, épuisée par les extravagances de Joseph II et de Léopold; jetée depuis longtemps hors des règles de la politique de Charles-Quint, de Philippe II et des ministres de Marie-Thérèse; l'Autriche, gouvernée aujourd'hui par les caprices et par l'ignorance d'une jeune cour, expire dans le Hainaut français et dans la Belgique. Si nous ne la secondons nous-mêmes par notre imprudence, ses derniers efforts contre la France peuvent être regardés comme les convulsions de son agonie.

Déjà l'impératrice de Russie et le roi de Prusse viennent de partager la Pologne, sans daigner faire une part à leur compagnon; et lui ont présenté, pour tout dédommagement, les conquêtes qu'il ferait en France avec leur secours; c'est-à-dire, la Lorraine, l'Alsace, et la Flandre française. L'Angleterre encourage sa folie, pour nous ruiner, en la perdant elle-même. Elle cherche à ménager ses forces, en épuisant celles de son allié, et marche à son but particulier, en lui laissant tout le poids de la guerre. D'un autre côté, le Roussillon, la Navarre française et les départements limitrophes de l'Espagne, ont été promis à S. M. Catholique.

Il n'y a pas jusqu'au petit roi sarde, que l'on ne berce de l'espoir de devenir un jour le roi du Dauphiné, de la Provence, et des pays voisins de ses États.

Que pouvait-on offrir aux puissances d'Italie, qui ne peuvent survivre à la perte de la France!

rien. Elles ont longtemps résisté aux sollicitations de la ligue; mais elles ont cédé à l'intrigue, ou plutôt aux ordres du ministre anglais, qui les menaçait des flottes de l'Angleterre. Le territoire de Gênes a été le théâtre d'un crime, dont l'his toire d'Angleterre peut seule offrir un exemple. Des vaisseaux de cette nation, joints à des vaisseaux français livrés par les comités de Toulon, sont entrés dans le port de Gênes. Aussitôt, les barbares qui les montaient, Anglais et Français rebelles, se sont emparés des bâtiments de la république, qui étaient dans ce port, sous la sauvegarde du droit des gens; et tous les Français qui s'y trouvaient ont été égorgés. Qu'il est lâche ce sénat de Gênes, qui n'est pas mort tout entier, pour prévenir ou pour venger cet outrage; qui a pu trahir à la fois, l'honneur, le peuple génois, et l'humanité entière!

Venise, plus puissante et en même temps plus politique, a conservé une neutralité utile à ses intérêts. Florence, celui de tous les États d'Italie, à qui le triomphe de nos ennemis serait le plus fatal, a été enfin subjuguée par eux, et entraînée, malgré elle, à sa ruine. Ainsi, le despotisme pèse jusque sur ses complices; et les tyrans armés contre la république, sont les ennemis de leurs propres alliés. En général, les puissances italiennes sont peut-être plus dignes de la pitié que de la colère de la France : l'Angleterre les a recrutées comme ses matelots; elle a exercé la presse contre les peuples d'Italie. Le plus coupable des princes de cette contrée, est le roi de Naples, qui s'est montré digne du sang des Bourbons, en embrassant leur cause. Nous pouvons vous lire, à ce sujet, une lettre écrite de la main de ce prince à son cousin le Catholique, qui servira du moins à vous prouver que la terreur n'est point étrangère au cœur des rois ligués contre nous. L'Angleterre a aussi fait menacer le Danemark par ses escadres, pour le forcer à accéder à sa ligue : mais le Danemark, régi par un ministre habile, a repoussé avec dignité ces insolentes sommations.

. . . .

Après une déclamation virulente contre la Russie et son cabinet dans laquelle les injures les plus obscènes sont prodiguées à tous les souverains qu'il nomme des escrocs et des fripons couronnés, comme s'il avait pris à tâche de les exciter à une lutte à outrance contre sa patrie, Robespierre méconnaissant tous les intérêts diplomatiques de son siècle, affirme que Pitt lui-même est joué par Catherine, puis il ajoute :

Vous avez sous les yeux le bilan de l'Europe et le vôtre, et vous pouvez déjà en tirer un grand résultat : c'est que l'univers est intéressé à notre conservation. Supposons la France anéantie ou démembrée; le monde politique s'écroule. Otez cet allié puissant et nécessaire, qui garantissait les médiocres États contre les grands despotes, l'Europe entière est asservie. Les petits princes germaniques, les villes réputées libres de l'Allemagne, sont englouties par les maisons ambitieuses de l'Autriche et du Brandebourg : la Suède et le Danemark deviennent tôt ou tard la proie de leurs puissants voisins : le Turc est repoussé au delà du Bosphore, et rayé de la liste des puissances européennes : Venise perd ses richesses, son commerce et sa considération; la Toscane, son existence : Gênes est effacée : l'Italie n'est plus que le jouet des despotes qui l'entourent : la Suisse est réduite à la misère, et ne recouvre plus l'énergie que son antique pauvreté lui avait donnée : les descendants avilis de Guillaume Tell succomberaient sous les efforts des tyrans humiliés et vaincus par leurs aïeux. Comment oseraient-ils invoquer seulement les vertus de leurs pères et le nom sacré de la liberté, si la république française avait été détruite sous leurs yeux? Que serait-ce, s'ils avaient contribué à sa ruine! Et vous, braves Américains, dont la liberté, cimentée par notre sang, fut encore garantie par notre alliance; quelle serait votre destinée, si nous n'existions plus? vous retomberiez sous le joug honteux de votre ennemi : la mémoire de nos communs exploits serait flétrie : les titres de la liberté, la déclaration des droits de l'humanité, seraient anéantis dans les deux mondes.

Que dis-je! Que deviendrait l'Angleterre elle-même? L'éclat éblouissant d'un triomphe criminel couvrirait-il longtemps sa détresse réelle et ses plaies invétérées? Il est un terme aux prestiges qui soutiennent l'existence précaire d'une puissance artificielle. Quoi qu'on puisse dire, les véritables puissances sont celles qui possèdent la terre : qu'un jour elles veuillent franchir l'intervalle qui les sé-

pare d'un peuple purement maritime, le lendemain il ne sera plus. C'est en vain qu'une île commerçante croit s'appuyer sur le trident des mers, si ses rivages ne sont défendus par la justice et l'intérêt commun des nations. Bientôt, peut-être, nous donnerons au monde la démonstration de cette vérité politique; à notre défaut, l'Angleterre la donnerait elle-même. Déjà odieuse à tous les peuples, enorgueillie du succès de ses crimes, elle forcerait bientôt ses rivaux à la punir.

Mais, avant de perdre son existence physique et commerciale, elle perdrait son existence morale et politique. Comment conserverait-elle les restes de sa liberté, quand la France aurait perdu la sienne, quand le dernier espoir des amis de l'humanité serait évanoui avec elle ? Comment les hommes attachés à sa constitution, telle qu'elle est, ou qui en désirent la réforme, pourraient-ils lutter contre un ministère tyrannique, devenu plus insolent par les succès de ses intrigues; et qui abuserait de sa prospérité pour étouffer la raison, pour enchaîner la pensée, pour opprimer la nation?

Si un pays qui semble être le domaine de l'intrigue et de la corruption, peut produire quelques philosophes politiques, capables de connaître et de défendre ses véritables intérêts; s'il est vrai que les adversaires du ministre corrompu sont autre chose que des intrigants, qui disputent avec lui d'habileté à tromper le peuple, il faut convenir que les ministres anglais ne sauraient reculer trop loin le terme de ce parlement, dont le fantôme semble troubler leur sommeil.

Ainsi, la politique des gouvernements doit redouter la chute de la république française : que sera-ce donc de la philosophie et de l'humanité! Que la liberté périsse; en France la nature entière se couvre d'un voile sombre, et la raison humaine recule jusqu'aux abîmes de l'ignorance et de la barbarie. L'Europe entière serait la proie de deux ou trois brigands, qui ne vengeraient l'humanité qu'en se faisant la guerre, et dont le plus féroce, écrasant ses rivaux, nous ramènerait au règne des Huns et des Tartares. Après un si grand exemple, et tant de prodiges inutiles, qui osera jamais déclarer la guerre au crime sur le trône? Le despotisme, comme une mer sans rivages, se déborderait sur la surface du globe : il engloutirait les montagnes lumineuses où est déposé l'arche qui renferme les chartes de l'humanité, le monde ne serait plus que le patrimoine du crime; et le blasphème reproché au second des Caton (ô vertu, tu n'es plus qu'un vain nom!) trop justifié par l'impuissance de nos généreux efforts, serait le cri de toutes les âmes magnanimes! Que les vérités que nous venons de publier, au lieu de se perdre dans cette étroite enceinte, retentissent au même instant dans toute l'Europe.

Oh! qui de nous ne sent pas s'agrandir toutes ses facultés, qui de nous ne croit pas s'élever audessus de l'humanité même, en songeant que ce n'est pas pour un peuple que nous combattons, mais pour l'univers; pour les hommes qui vivent aujourd'hui, mais pour ceux qui existeront. Ah! plût au ciel que nous pussions en ce moment faire entendre notre voix de tous les peuples! au même instant, les flambeaux de la guerre seraient étouffés, les prestiges de l'imposture disparaîtraient, les chaînes de l'univers seraient brisées, les sources des calamités publiques seraient taries, tous les peuples ne seraient plus qu'un peuple de frères; et vous auriez autant d'amis qu'il existe d'hommes sur la terre. Si vous ne pouvez faire entendre ces vérités à l'univers entier, votre devoir est du moins de les publier et de les répandre autant qu'il est en votre pouvoir. Ce manifeste de la raison, cette proclamation solennelle de vos principes, sera plus puissante que les lâches intrigues des cours, et vous vaudra peut-être plus d'une armée.

Au reste, dût l'Europe entière se déclarer contre vous, vous êtes plus forts que l'Europe. La république française est invincible comme la raison; elle est immortelle comme la vérité. Quand la liberté a fait une conquête telle que la France, nulle puissance humaine ne peut l'en chasser. Tyrans! prodiguez vos trésors, rassemblez vos satellites; et vous hâterez la ruine de votre coupable puissance. J'en atteste vos revers, j'en atteste surtout vos succès. Un port et deux ou trois forteresses achetés par votre or! Quel digne prix des efforts de tant de rois, guidés pendant près de cinq années par les chefs de nos armées et par notre gouvernement même! Apprenez qu'un peuple que vous n'avez pu vaincre avec de tels moyens, est un peuple invincible.

Monarques généreux ! Sensibles despotes ! Vous ne prodiguez, dites-vous, tant d'hommes et de trésors, que pour rendre à la France le bonheur et la paix ! Vous avez si bien réussi à faire le bonheur de vos sujets que vos âmes royales n'ont plus maintenant à s'occuper que du nôtre ! Prenez garde; les rois ont assez longtemps châtié les peuples; les peuples à leur tour, pourraient bien aussi châtier les rois.

Pour mieux assurer notre bonheur, vous voulez, dit-on, nous affamer, et vous avez entrepris le blocus de la France avec une centaine de vaisseaux ! Prenez garde; la nature est moins cruelle pour nous que les tyrans qui l'outragent. Le blocus de la France pourrait bien n'être pas plus heureux que celui de Maubeuge et de Dunkerque. Au reste, un grand peuple, quand on ose le menacer de la famine, est un ennemi terrible : quand il reste du fer, il ne reçoit point de ses oppresseurs du pain et des aliments; il leur donne la mort. Pour vous, représentants du peuple français, qui, au milieu de toutes les agitations de l'Europe, êtes appelés à fonder la république, elle doit être fondée avant six mois, ou elle sera plus en danger que jamais. Vos ennemis savent bien que, s'ils ne pouvaient désormais vous perdre, ce ne serait que par vous-mêmes : faites, en tout, le contraire de ce qu'ils veulent que vous fassiez : suivez toujours un plan invariable de gouvernement, fondé sur les principes d'une sage et vigoureuse politique. Le plus beau de tous les titres est celui de représentant du peuple : nous serons tous assez grands, assez glorieux, quand tous ensemble nous aurons sauvé la patrie.

Vos ennemis cherchent à couvrir la cause sainte que vous défendez, d'un air de légèreté et de folie; défendez-la avec la dignité de la raison. On veut réveiller au milieu de vous l'orgueil, la jalousie, la défiance, et toutes les petites passions; on veut annuler le gouvernement républicain dans sa naissance; donnez-lui l'activité, le ressort et la considération dont il a besoin : ils veulent que le vaisseau de la république flotte au gré des tempêtes, sans pilote et sans but; saisissez le gouvernail d'une main ferme, et conduisez-le, à travers les écueils, au port de la paix et du bonheur.

La force peut renverser un trône; la sagesse seule peut affermir la république. Démêlez les piéges des moyens perfides de nos ennemis : soyez révolutionnaires et politiques : soyez terribles aux méchants, et secourables aux malheureux : fuyez à la fois le cruel modérantisme, et l'exagération systématique de vos ennemis. Soyez dignes du peuple que vous représentez : le peuple hait tous les excès; il ne veut être trompé ni protégé; il veut qu'on le défende en l'honorant. Ne soyez point effrayés de la hauteur ou vous êtes placés. Représentants du peuple français ! vous sentez votre force et votre dignité : vous pouvez concevoir un orgueil légitime : vous avez aboli la royauté et puni les rois : vous avez brisé toutes les idoles coupables, devant qui vous avez trouvé le monde prosterné : vous avez donné un grand exemple, en promenant le glaive des lois sur les têtes coupables qui s'élevaient au milieu de vous.

Portez la lumière dans l'antre de ces modernes Cacus, où l'on partage les dépouilles du peuple, en conspirant contre sa liberté ! Étouffez-les dans leurs repaires et punissez enfin le plus odieux de tous les forfaits : celui de revêtir la contre-révolution des emblèmes sacrés du patriotisme, et d'assassiner la liberté avec ses propres armes.

La période où vous êtes sera celle qui est destinée à éprouver le plus fortement la vertu républicaine. A la fin de cette campagne, l'infâme ministre de Londres a vu au dehors la ligue presque ruinée par ses criminels efforts, les armées anglaises déshonorées, sa fortune ébranlée, et la liberté assurée par le caractère de vigueur que vous avez pris; au dedans, il entend les cris des Anglais mêmes, prêts à lui demander compte de ses crimes. Dans sa frayeur, il a reculé jusqu'au mois de janvier la tenue de ce parlement, dont l'approche l'épouvante (1). Il va employer ce temps à commettre parmi vous les derniers attentats qu'il médite, pour suppléer à l'impuissance de vous vaincre. Tous les indices, toutes les nouvelles,

(1) Pitt n'avait aucun motif de différer l'ouverture d'un parlement auquel il avait à annoncer la destruction de Toulon, la prise de possession de la clef de Saint-Domingue, l'émancipation de la Corse; événements qui présageaient bien d'autres succès encore.

toutes les pièces saisies depuis quelque temps, se rapportent à ce projet. Corrompre les représentants du peuple, susceptibles de l'être ; calomnier ou égorger ceux qu'ils n'ont pu perdre ; enfin, arriver à la dissolution de la représantation nationale ; voilà le but auquel tendent toutes les manœuvres dont nous sommes les témoins ; tous les moyens patriotiquement contre-révolutionnaires, que la perfidie prodigue pour exciter une émeute dans Paris, et bouleverser la république entière : avilir et dissoudre la Convention ; voilà le but auquel ils marchent avec rapidité. Ils ont tendu autour de nous les filets de la volupté et de l'avarice ; mais vous ne perdrez pas l'honneur d'avoir jusqu'ici écrasé toutes les factions sous le poids du niveau national. Ce que l'histoire n'a pas raconté ; ce que la fable n'a pas osé imaginer, vous l'avez fait : vous avez entassé des siècles dans les bornes d'une seule année.

Quel que soit le sort personnel qui vous attende, votre triomphe est certain. Le mort même, fondateurs de la liberté, est un triomphe. Tout meurt ; et les héros de l'humanité, et les tyrans qui l'oppriment ; mais à des conditions différentes.

Jusque sous le règne des lâches empereurs de Rome, on adorait les images sacrées des héros qui étaient morts en combattant contre eux. On les appelait les derniers des Romains. L'opinion publique disait chaque jour au tyran : Nous ne sommes plus des hommes ; nous avons perdu ce titre en tombant dans les fers ; il n'est dû qu'à ceux qui ont eu le courage de délivrer la terre.

Pleins de ces idées, pénétrés de ces principes, nous seconderons votre énergie de tout notre pouvoir : en butte aux attaques de toutes les passions ; obligés de lutter à la fois contre les puissances ennemies de la république, et contre les hommes corrompus qui déchirent son sein ; placés entre la lâcheté hypocrite et la fougue imprudente du zèle, comment aurions-nous osé nous charger d'un tel fardeau, sans les ordres sacrés de la patrie ? Qui pourrait le porter, si nous n'avions été élevés au-dessus de notre faiblesse par la grandeur même de notre mission ; si nous ne nous étions reposés avec confiance, et sur votre propre vertu, et sur le caractère sublime du peuple que nous avons la gloire de représenter ?

L'un de nos devoirs les plus sacrés était de vous faire respecter au dedans et au dehors. Nous avons voulu aujourd'hui vous présenter un tableau fidèle de votre situation politique, et donner à l'Europe une haute idée de vos principes (1). Cette discussion a aussi un objet particulier ; de déjouer les intrigues de vos ennemis, pour armer contre vous les cantons suisses. Nous vous proposons à cet égard le décret suivant :

La convention nationale, voulant attester à tous les peuples les principes qui la distinguent, et qui doivent présider aux relations de toutes les sociétés politiques ; voulant en même temps déconcerter les manœuvres perfides employées par les ennemis pour alarmer sur ses intentions les deux fidèles alliés de la nation française, les cantons suisses et les États-Unis d'Amérique ;

La convention nationale déclare, au nom du peuple français, que la résolution constante de la république française est de se montrer terrible envers ses ennemis ; généreuse envers ses alliés ; juste envers tous les peuples. — Les traités qui lient le peuple français aux États-Unis d'Amérique et aux cantons suisses, seront loyalement exécutés. — Quant aux modifications qui auraient pu être nécessitées par la révolution qui a changé le gouvernement de la nation française, ou les mesures générales et extraordinaires qu'elle a été obligée de prendre momentanément pour la défense de son indépendance et de sa liberté, la convention nationale se repose sur la loyauté respective et sur l'intérêt réciproque de la France et de ses alliés. — La convention nationale enjoint aux citoyens et à tous les officiers civils et militaires de la république, de respecter et faire respecter le territoire de toutes les nations neutres ou alliées. — Elle leur défend particulièrement de violer le territoire des cantons suisses ou des pays qui leur sont unis par des traités d'alliance ou de combourgeoisie.

Le comité de salut public est chargé de rechercher les moyens de resserrer les liens de l'union et

(1) La haute idée des principes donnée à l'Europe était de mettre tous les gouvernements monarchiques dans l'obligation de pousser la guerre avec plus de vigueur que jamais, et de les forcer à vaincre ou à mourir.

de l'amitié entre la république et ses alliés, et de faire jouir les puissances neutres de tous les avantages de la neutralité.—Dans toutes les discussions sur les objets particuliers de réclamations respectives, il manifestera aux cantons et aux États-Unis d'Amérique, par tous les moyens compatibles avec les circonstances impérieuses où se trouve la république, les sentiments d'équité, de bienveillance et d'estime dont la nation française est animée envers les deux nations. — Le présent décret et le rapport du comité de salut public seront imprimés et traduits dans toutes les langues, et répandus dans toute la république et dans les pays étrangers, pour attester à toutes les nations les principes de la république française, et les attentats de ses ennemis contre la sûreté générale des peuples.

N° 15.

Protestation des habitants du Gros-Morne contre le décret du 15 mai, relativement aux droits politiques des hommes de couleur.

Considérant que les décrets des 13 et 15 mai étant une infraction aux décrets des 8 mars et 12 octobre de l'année dernière, c'est un parjure national et un nouveau crime à ajouter à tant d'autres;

Considérant que la colonie, indignement abusée, ne peut plus accorder de confiance aux actes d'une assemblée qui se dégrade au point de devenir elle-même la violatrice des lois décrétées par elle;

Considérant qu'un tel excès ne permet pas de présumer qu'aucun frein politique, aucune pudeur, puisse arrêter sa marche criminelle, et que les colonies ont tout à craindre des délibérations ultérieures d'une assemblée qui dicte le complément de toutes les destructions possibles;

Considérant que la colonie s'est donnée à la France d'autrefois, et non d'aujourd'hui ou actuelle; que les conditions du traité ayant changé, le pacte est anéanti;

Considérant que tous les principes constitutionnels du gouvernement de la France sont destructifs de tous ceux qui conviennent à la constitution des colonies, laquelle est violée d'avance par la déclaration des droits de l'homme;

Considérant enfin que la constitution de la colonie dépend de l'union de tous les colons, et de leur résistance par la force contre les ennemis de leur repos;

Les habitants ici assemblés déclarent derechef adhérer et adhèrent à leur arrêté du 30 janvier; protestent contre tout ce qui a été fait et décrété par l'assemblée nationale, pour ou contre les colonies, et notamment celle de Saint Domingue, et contre tout ce qu'elle fera et décrétera par la suite;

Protestent contre les décrets des 13 et 15 mai dernier, et contre l'admission dans la colonie des commissaires que l'assemblée nationale prétend y envoyer;

Jurent tous sur l'honneur en présence du Dieu des armées, qu'ils invoquent au pied de son sanctuaire, vers lequel ils sont prosternés de repousser la force par la force, et de périr sur les ruines amoncelées de leurs propriétés, plutôt que de souffrir qu'il soit porté une telle atteinte à leurs droits, dont dépend le maintien politique de la colonie;

Ordonnent à ceux qui se prétendent leurs députés dans l'assemblée nationale de se retirer; invitent tous les colons, résidant en France, de se rendre dans la colonie pour y défendre et soutenir leurs droits, et coopérer au grand œuvre des lois qui doivent la régir dorénavant dans l'indépendance de celles de la France.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME PREMIER.

LIVRE PREMIER. — INTRODUCTION.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

LIVRE II.

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1792.

LIVRE III.

SECONDE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1792.

PIÈCES JUSTIFICATIVES DE 1792.

LIVRE IV.

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1793.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

LIVRE V.

SECONDE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1793.

PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA SECONDE PÉRIODE DE 1793.

FIN DE LA TABLE.